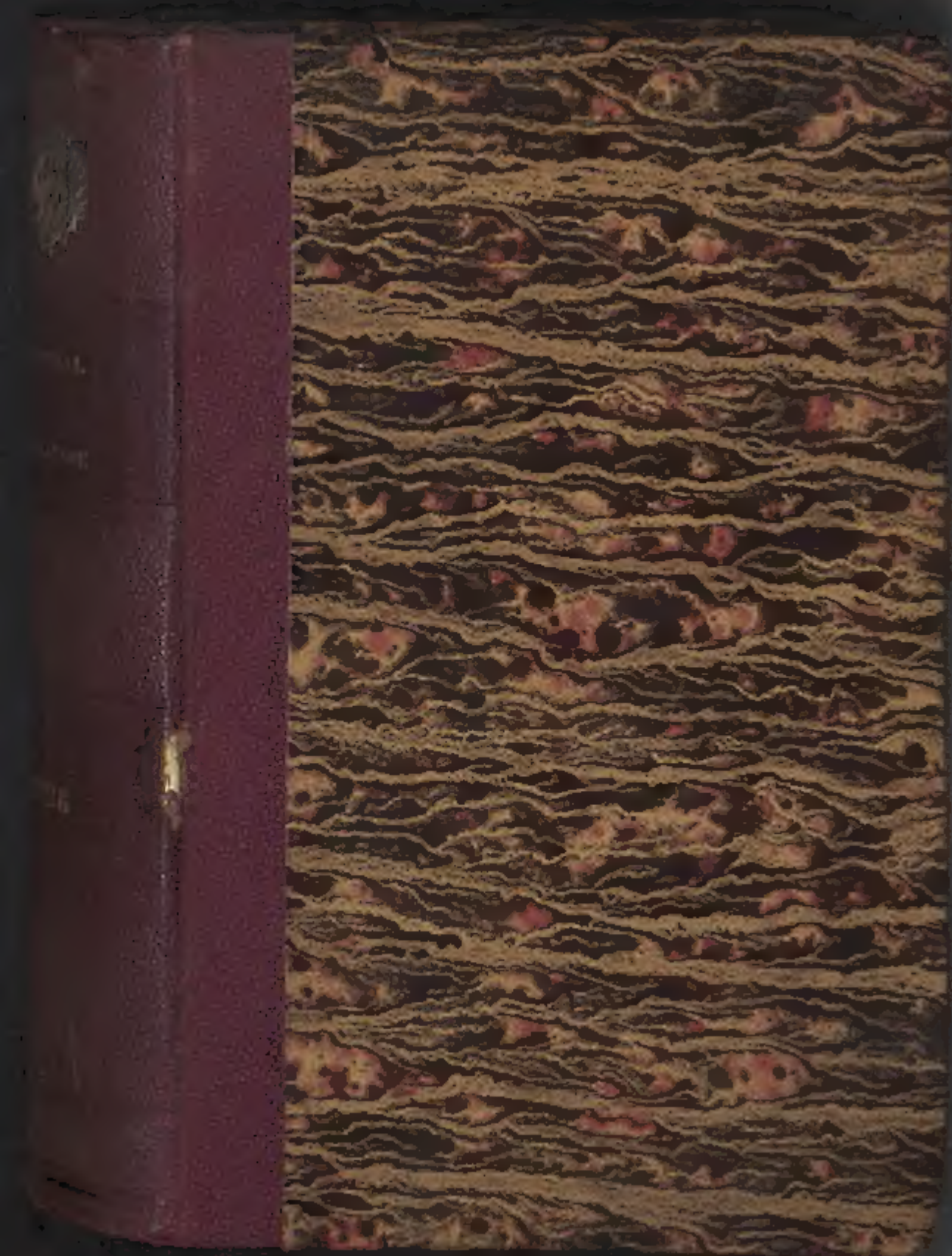
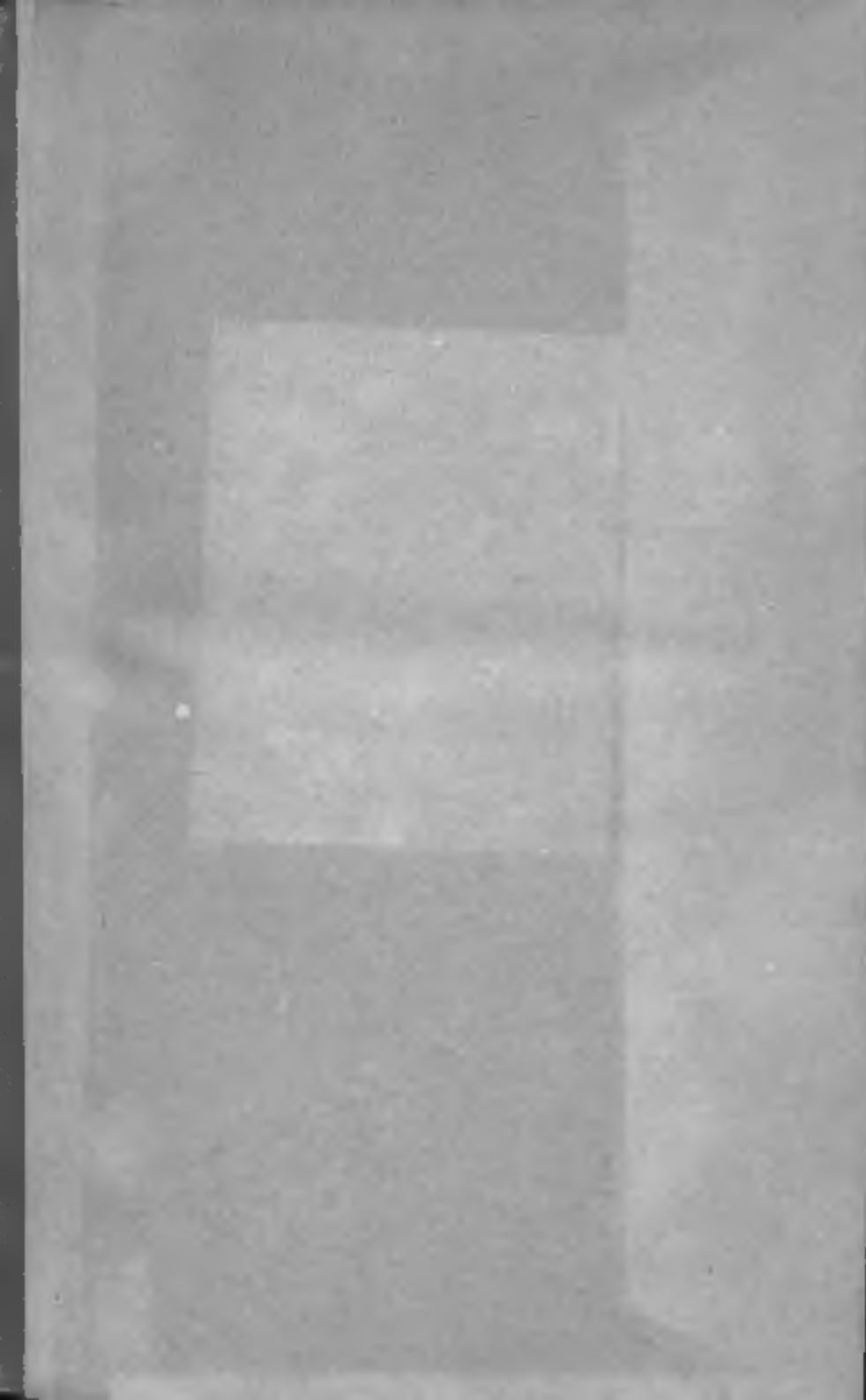
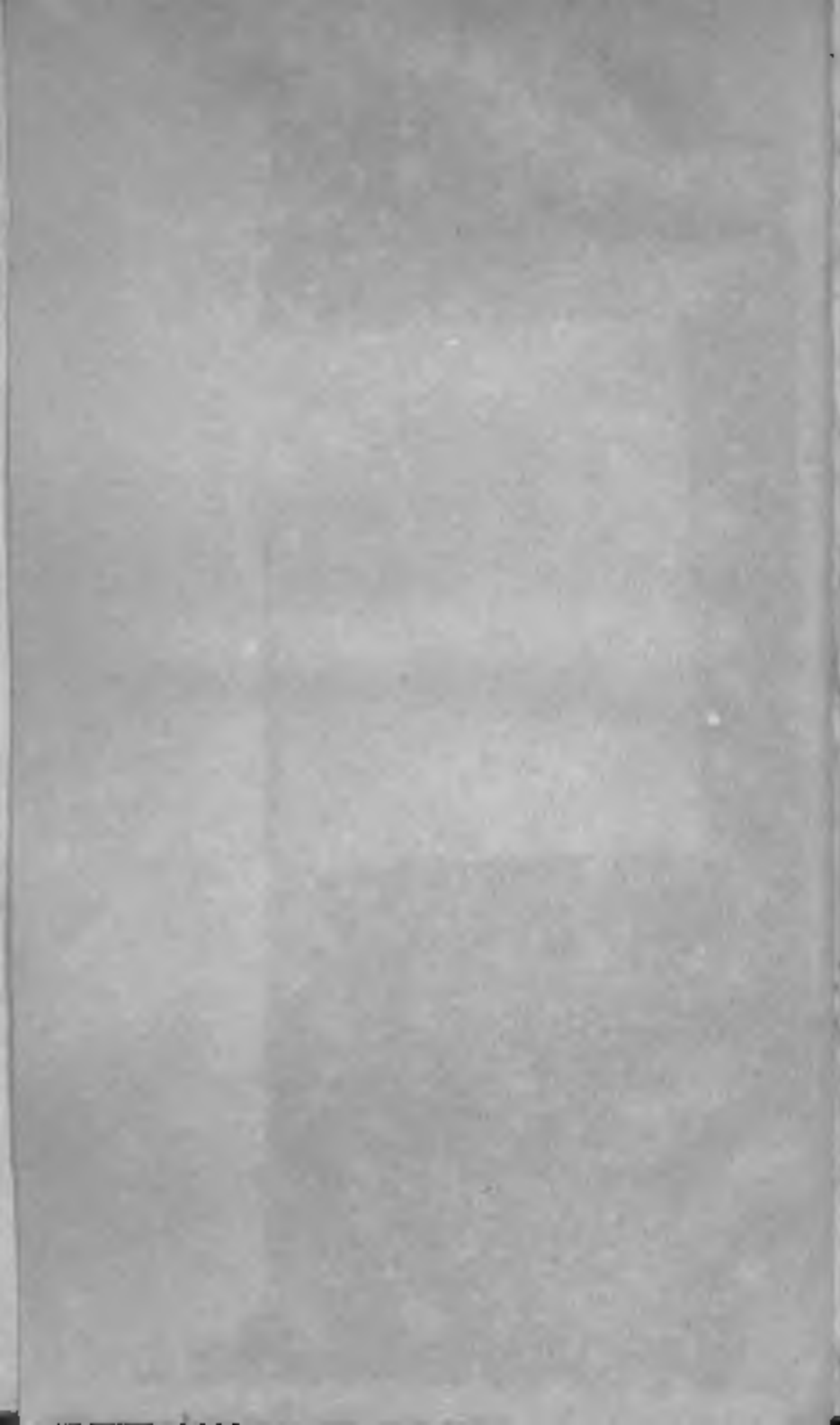










JOURNAL DE SAVOIE

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 7 Janvier.

M. les Souscripteurs dont l'abonnement est expiré, sont priés de le renouveler incessamment, afin de n'éprouver aucun retard dans la réception du Journal.

Prix de l'abonnement : Pour six mois, 8 l. n. 50 cent. ; pour l'année, 15 l. n. ; dans le Duché, 16 l. n. ; et hors du Duché, 17 l.

INTERIEUR.

Chambéry, 6 Janvier. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois de décembre 1824.

Декември 1824.

БАРОМЕТРЕ Д.С.º

Милим.

P. Lign.

Du 1.º au 10	737.2	27	2. 8
Do 11 au 20	746.0	27	6. 7
Do 21 au 31	743.6	27	5. 6
Max. le 31	753.0	27	9. 8
Min. le 23	733.2	27	0. 9

ТЕРМОМЕТРЕ.

Cenigradi.

de Réaumur.

Du 1.º au 10	+ 7.º 5	+ 6.º 00
Do 11 au 20	+ 7.º 1	+ 3.º 28
Do 21 au 31	+ 6.º 1	+ 4.º 83
Max. le 31	+ 14.º	+ 11.º 50
Min. le 24	+ 0.º 3	+ 0.º 24

N. B. Du 1.º et janvier au 31 décembre 1824, la moyenne barométrique a été de 38 millim. La moyenne thermométrique de + 11.º 4. La moy. ann. d'octobre a été de + 11.º 9. Pour faire connaître quelle mesure de confiance les personnes instruites peuvent accorder à nos observations, nous croyons utile d'avertir que les instruments qui y sont employés ont été comparés à Paris en 1821, par Le Dehors, ingénieur opticien de l'Observatoire Royal et du Bureau des Longitudes. Lorsque M. Biot passa à Chambéry, le mois d'octobre 1824, il avait deux baromètres, l'un de Fortin et l'autre de M. Gay-Lussac. Ils ont été comparés par lui-même avec celui de Le Dehors les données publiées comme il suit : le 31 octobre 1824, à 8 heures du matin, baromètre de Fortin, 743.1. Thermomètre centig.

† 13° 4; bar. de Le Rebours, 747, 40, therm. centigr. † 13° 4; bar. de Gay-Lussac, † 747, 35, therm. centigr. † 13° 5. On voit par là que le baromètre employé aux observations de Chambéry, tenait le milieu entre les deux instrumens de M. Biot. Il faut encore remarquer que le baromètre de Fortin est à niveau mobile, tandis que celui-ci est à niveau fixe. Or, comme M. Biot lui-même l'a fait remarquer, au moment de l'observation, la hauteur barométrique était de 9, 4 au-dessus de la moyenne; le niveau vrai devait donc être alors, dans le baromètre de Le Rebours, au-dessous du niveau fixe; ce qui paraît plus que suffisant pour compenser la quantité 0, 3 que le baromètre de Fortin avait au-dessus de celui-ci; et très-probablement, en retirant la comparaison dans un temps moins beau, les données auraient été parfaitement égales.

— Par Lettres-Patentes du 23 décembre dernier, S. M. a daigné accorder à M. l'Avocat Brunet, Vice-Intendant de la province du Faucigny, le titre, le grade et l'ancienneté d'Intendant.

— *L'Almanach du Duché de Savoie pour 1825* paraîtra du 11 au 12 janvier courant, à l'Imprimerie du Gouvernement Royal, à Chambéry.

A V I S.

Les personnes qui ont à faire insérer au Journal de Savoie des Avis, Annonces judiciaires et autres, sont priées, pour n'éprouver aucun retard dans les insertions, d'en acquitter immédiatement les frais, dont le prix est indispensable pour faire face aux dépenses courantes qu'exige l'impression de ces articles.

A V I S aux possesseurs de Fonderies, Usines, Verrieres et autres Etablissements de l'Isère.

On leur rappelle que le délai fixé pour faire la déclaration prescrite par l'art. 9 des Lettres-Patentes du 10 septembre 1824, et présenter leurs titres, expirera à la fin de mars prochain, et qu'à défaut par eux d'avoir satisfait aux dispositions de cet article, ils seront censés déchu de leur droit.

Ces déclarations et productions de titres doivent être faites à M. l'Intendant de leur province respective.

A V I S Aux Pensionnaires Ecclésiastiques.

Les Pensionnaires Ecclésiastiques et les Pensionnaires civils, portés sur le budget de l'Administration générale des Finances, sont prévenus que le paiement du second semestre 1824 a été ouvert, pour la province de Savoie-Propre, le 4 du courant, et qu'il sera clos le 15 février prochain.

A V I S. — Adjudication de travaux.

Le 24 janvier prochain, à dix heures du matin, devant M. le Vice-Intendant de la province de Maurienne, en la ville de St. Jean, il sera procédé, par enchères publiques, en la forme ordinaire, à l'adjudication

de bail à ferme de l'hôtel Royal situé à Lanalebourg, garni de meubles meubles et autres objets nécessaires, pour la durée de deux ans, à commencer le 1^{er} juillet 1825, jusqu'à pareil jour de l'an 1827. Les enchères seront ouvertes, sur la mise à prix de 300 livres nouvelles par année, et le délai pour offrir le 6.^{me} ou 12.^{me} sera de vingt jours, et expirera le 14 février suivant, à midi précis.

Le même jour, 24 janvier, à onze heures du matin, il sera procédé aux enchères, par voie de soumissions secrètes, à l'adjudication d'une coupe de bois, essence pin et sapin, appartenant à la commune de Sollière, sur une surface de 57 hectares, 60 ares, 60 centiares, évaluée à la somme de 10,449 l. n. Le délai pour offrir le 6.^{me} ou le 12.^{me} sera de dix jours francs, et expirera le 3 février suivant, à midi précis.

Le plan de la coupe, ainsi que le cahier des charges relatif à ces deux objets, sont déposés au secrétariat de la Vice-Intendance, où l'on pourra en prendre connaissance.

P I È M O N T.

Turin, 27 décembre. Par Patentes Royales du 16 décembre, MM. Emmanuel Gandolfo et Dominique Gramaglia sont nommés Sous-Inspecteurs de l'Instruction et du Domaine, le premier à Chambéry, et l'autre à Genève. MM. André Caronni Gelloni, Philippe Barini et Philippe Lantard sont nommés Secrétaire-Insinuateurs, le premier à Albenga, le second à Asti, et le dernier à Pogetto-Thonigres. M. J. B. Borgna est nommé Conservateur des Hypothèques à Savone.

28 Décembre. Le soir de Noël, S. M. la Reine a tenu un conseil nombreux, auquel ont assisté les Ministres des Puissances étrangères. Le lendemain matin, le Conseil Royal suprême de Sardaigne s'est rendu à la Cour pour le lendemain, et S. Exc. M. le Chevalier Lomellini Piscina de Cerninigo, Président, a eu l'honneur de complimenter LL. MM.

— Par Brevet du 14, S. M. a daigné accorder le titre et le grade de sous-inspecteur honoraire des bois et forêts, à M. Pierre-Jacques Martin Brigadier de première classe dans cette administration.

31 Décembre. Le Sénat, la Chambre Royale des Comptes, le Corps de Ville et l'Université Royale se sont rendus ce matin à la Cour pour le lendemain. Les Magistrats et les Corps ont été d'abord reçus par S. M., qui avait auprès d'elle S. A. S. le Prince de Savoie-Carignan et les Personnages qui jouissent des grandes entrées. Ils ont ensuite été introduits auprès de S. M. la Reine, qui était accompagnée de S. A. R. M.^{te} la Princesse de Carignan et du Prince son époux, ainsi que des Dames de S. M. et des personnes honorées des grandes entrées. Tous les Corps ont eu l'honneur d'offrir leurs hommages et leurs vœux à LL. MM., qui ont daigné leur répondre avec leur bonté et leur affabilité ordinaires.

— S. M. a décerné à M. le Marquis Donat Gauderio de Pamparato, le titre, le grade et l'insigne de Grand de Cour de seconde classe. M. le

Comte Joseph - Hector Maréchal de Lhauumont est nommé Grand de Cour de seconde classe ; M. le Chev. Sébastien Ferrari de Castelouovo , premier Gentilhomme de Chambre , avec le titre , le grade et l'ancienneté de Grand de Cour de seconde classe ; et M. le Comte Philippe Garretti de Fuciere est élevé au même rang , en conservant sa charge actuelle.

*Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique ,
à dater du 1.^{er} octobre 1824.*

Du 21 au 23 décembre 1824 : 103 liv., 25 c. ; 103 l., 50 c.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

S. M. l'Empereur de Russie a fait remettre 16,150 roubles pour indemniser les habitans d'Oranienbaum qui ont le plus souffert de l'inondation , et 25 mille roubles pour ceux de Cronstadt. Les dons faits jusqu'au 9 décembre , provenant des souscriptions , s'élevaient à 822,220 roubles.

— Le capitain - pacha est arrivé à Constantinople. Il paraît que sa justification a été admise par le Sultan.

A N G L E T E R R E.

Des lettres de Colombie annoncent que le congrès a décrété une levée de 50 mille hommes sur les dix provinces qui composent cette république.

— Le Roi vient de proroger le Parlement du 6 janvier au 2 février.

F R A N C E.

Paris , 28 décembre. Le Roi a nommé M. Ravez Président de la Chambre des Députés pour la session de 1824.

— MM. de Martignac et Chifflet ont été élus troisième et quatrième vice-présidens de la Chambre des Députés.

— S. A. R. le prince de Saxe-Cobourg , gendre de S. M. le Roi d'Angleterre , arrivé à Paris le 24 décembre , a été reçu par S. M.

— A la dernière foire de Leipzig , une bible d'Elzevir a été vendue 42 mille francs.

— Le chapitre métropolitain de Tolède a fait don à S. M. C. de deux millions de réaux (500 mille francs)

30 Décembre. La Chambre des Députés a élu pour Secrétaires définitifs MM. Delapasture , Fraguier , de Nicolai et André de la Lozère. Les membres de la Commission de l'adresse au Roi sont MM. Corbannel , Chifflet , le comte de Kergariou , de Frenilly , Revillière , le comte de Vaublanc , le marquis de La Barrière , de Bouville , et le comte de Granoux.

— On apprend de Madrid qu'il n'y est resté que les deux régimens suisses

au service de France. On croit savoir que les conditions auxquelles les troupes françaises resteront en Espagne jusqu'au 1^{er} avril prochain, sont l'engagement pris par l'Espagne de payer une créance de 60 millions acquittée avec trois millions de rente au cinq pour cent, et le paiement de 14 millions par an, pour l'entretien des 31 mille hommes qui se trouvent dans la Péninsule.

1^{er} Janvier. M. le Chancelier, au nom de la Chambre des Pairs et M. Rava, au nom de celle des Députés, ont présenté à S. M. les adresses respectives de ces deux Chambres.

— M. le Prince de Polignac, que l'on disait destiné à un ministère, est reparti hier pour Londres, où il retourne à son poste.

— Les nouvelles d'Espagne deviennent de plus en plus satisfaisantes. Le crédit renale, l'armée s'organise rapidement. Les troupes françaises qui, au nombre de 31 mille hommes, restent dans la Péninsule, sont réparties entre Cadix, la Corogne, Barcelonne, Saragosse, S. Sébastien, Santona, Figuières, Vittoria, Pampelune, la Seu-d'Urgel et Jaen.

— On croit que, le 3 janvier, il sera fait à la Chambre des Députés une communication ministérielle relative à la liste civile et à l'indemnité des émigrés.

Actions de la banque de France : 1975 fr. ; 1945 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr., 101 fr., 90 c.

ITALIE.

Le 11 décembre, il a été célébré à Rome, dans l'église nationale des Piémontais, pour le repos de l'âme de S. A. R. la Duchesse de Chabais un service funèbre, auquel ont assisté LL. AA. RR. le Duc, la Duchesse de Lucques, et la Princesse Louise-Charlotte.

— Il arrive de tous côtés, dans la capitale du monde chrétien, un grand nombre d'étrangers, qui viennent assister à l'ouverture de la porte sainte et profiter du jubilé. Parmi les personnages les plus distingués, on remarque jusqu'ici S. M. la Reine de Sardaigne Marie-Thérèse et les Princesses ses filles, qui y sont arrivées le 31, S. Em. le Cardinal Odescalchi, Archevêque de Ferrare, le Duc et la Duchesse de Noailles, la Comtesse de Neuchâtel, etc.

— Le Saint-Père, dans le Consistoire secret du 20 décembre, a désigné les Cardinaux della Somaglia, Naro et Paesi, en qualité de légats à latere pour la fonction de l'ouverture de la Porte Sainte, dans les trois Basiliques de S. Jean de Latran, de Sainte Marie-Majeure et du Sainte-Marie au delà du Tibre. S. S. a créé Cardinal de l'Ordre des Prêtres, Mgr Pierre de Ingono Ribera, archevêque de Tolède. Le Cardinal Geleffi est nommé Camerlingue, en remplacement du Cardinal Paesi, démissionnaire.

En feuilletant le *Mémorial Catholique* de 1824, nous avons lu avec le plus grand intérêt un Article relatif au *Lépreux de la Cité d'Aoste*, de M. le Comte Xavier de Maistre. Fidèle à notre usage de recueillir tout ce qui honore notre patrie, nous nous empressons de mettre sous les yeux de nos lecteurs quelques fragmens de l'Article dont il s'agit, qui a été inséré dans le *Mémorial* au sujet de la nouvelle édition du *Lépreux*, augmentée et publiée par M.^m O. C.

« L'esprit et le talent, dit l'auteur de l'Article, sont rarement l'apanage d'une famille entière, et comme une propriété commune et indivise entre eux : une expérience constante le prouve ; et même, à cet égard, la nature est si exclusive dans ses dons, qu'on aurait tenté de croire que ce n'est qu'en dépouillant sans pitié les ascendans, descendans et collatéraux, qu'elle se montre si libérale envers l'unique enfant de sa prédilection. De là, on le sait, est résulté un préjugé assez fâcheux pour les parens des hommes célèbres. Dans le grand siècle littéraire même, dans ce siècle où l'esprit était commun, parce que le bon sens était presque universel, cette opinion était si généralement répandue, qu'on alla jusqu'à contester à Louis Racine le droit d'avoir du talent, parce que Jean Racine avait du génie ; et l'on sait que d'incrédulles mauvais plaisans, interprètes de la prévention publique à ce sujet, écrivirent au bas des belles pages du chantre de la *Religion*, *Gloria Patri*. Or, encore aujourd'hui, le préjugé général a conservé toute sa force, parce que la nature ne paraît pas avoir changé de système. Sur ce point, la perfectibilité du siècle, l'universalité des lumières, n'ont encore rien pu obtenir d'elle : l'enseignement mutuel lui-même y a échoué. . . .

« Il nous paraît donc juste, quand il se rencontre quelque exception à la règle générale, de la signaler comme un phénomène, et de féliciter les familles privilégiées, objets d'une si rare préférence. Celle de M. de Maistre est de ce nombre. Cet illustre ecclésiastique, au génie qui devine unissait la science qui confirme, le goût qui épure, et l'éloquence qui pare et embellit ce que le

génie a deviné; ce publiciste profond, auquel un seul opuscule politique avait acquis une réputation européenne si élevée, que, sans tomber et sans s'affaiblir, elle a pu attendre quinze ans que de plus vastes ouvrages viussent lui imprimer le sceau de l'immortalité; l'auteur des *Soirées* et du *Pape* n'eut point à subir, au milieu de ses proches, ce triste isolement auquel, d'ordinaire, les grands hommes sont condamnés; et, s'il fut la gloire de sa famille, on peut dire aussi que sa famille fut digne de sa gloire. Son frère, le Comte Xavier de Maistre, se fit d'abord connaître, ou, pour mieux dire, reconnaître, par le *Voyage autour de ma chambre*, ouvrage de l'originalité la plus piquante, et qui a pris place dans la Bibliothèque, et, ce qui vaut mieux, dans la mémoire de tous les hommes de goût. Bientôt il fit paraître le conte moral dont nous annonçons aujourd'hui une édition nouvelle, production d'un genre absolument différent, et qui suppose dans l'auteur une grande flexibilité de talent. Un de ses neveux, le Comte de V. ****, a quelquefois déposé, dans un recueil semi-périodique, des réflexions religieuses et politiques, qui font désirer qu'un esprit aussi étendu ne se renferme pas toujours dans des bornes si étroites. Enfin, une fille du Comte de Maistre prouverait que, dans cette heureuse famille, il n'y a pas de sexe faible, et que le talent, affranchi de toute entrave, ne reconnaît même pas la loi salique.

" Il nous a semblé que ces détails, peu connus en France, ne seraient pas sans intérêt pour nos lecteurs, et que ce n'était pas nous éloigner trop de l'auteur du livre que nous annonçons, puisque nous ne sortons pas de sa famille; et, en effet, notre excursion n'a été, pour ainsi dire, qu'un *Voyage autour de sa chambre*. Quoi qu'il en soit, nous voici maintenant tout à lui.

" C'était d'abord une inspiration heureuse de choisir une de ces situations qui, jetant l'homme hors des destinées communes, changent tous ses rapports avec ses semblables, ■ par conséquent avec lui-même, et influent à ses pensées, à ses sentimens, à ses paroles, un caractère étrange et presque sauvage, dont l'effet pittoresque est inmanquable sur l'esprit du lecteur, toujours avide de ce qui est singulier, toujours ami de ce qui est vrai.

« Pour atteindre ce double but , l'auteur ne pouvait mieux faire que de peindre un malheureux affligé d'une manière hideuse qui le rend la honte de sa famille , la terreur de ses concitoyens , le rebut de la société , que son pays repousse , et qu'aucun autre pays ne veut adopter ; solitaire au milieu de ses frères , exilé au sein de sa propre patrie , captif sans entraves , trouvant sa prison partout où il porte ses pas , et réduit , par l'effroi qu'il inspire à toute créature , à être son propre geolier ; tel , enfin , que l'homme le plus charitable ne peut l'entrevoir sans horreur , que l'homme le plus insensible ne peut le regarder sans pitié.

« C'est dans la Bible que M. le Comte de Maistre a trouvé le type de ce caractère plein d'un haut intérêt ; car qu'y a-t-il au monde de touchant , de noble et d'élevé , qui ne se trouve dans ce livre divin ? Mais s'il doit à Job quelques traits de la physionomie de son lépreux , il ne doit qu'à lui-même les détails du tableau et l'heureux choix du cadre où il l'a placé. Sa fable est très-simble ; elle se compose moins d'événemens que de sensations : le lecteur décrit plutôt son cœur qu'il ne raconte sa vie , et son récit ressemble plus à une complainte qu'à une histoire. »

ANNONCE.

● **ETRENNES RELIGIEUSES** pour l'an de grâce 1825, an premier du Pontificat de Léon XII, an du Jubilé universel, an premier du règne de Charles X, Roi de France ; un vol. in-12, de 183 pages. A Lyon, chez Husand, libraire, imprimeur du Roi, et à Chambéry, chez Puthod.

Nous nous proposons de revenir sur ce recueil, qui est une continuation des anciennes *Etrennes Religieuses*, bien connues de nos lecteurs.

Marchés de Chambéry des 28 et 30 décembre 1824.				
		LA VINGTALL.		L'HECTOLITRE.
Bled.		l.	c.	l.
Froment,	Prix :	19	47	33 96
Seigle		14	00	18 30
Orge		14	00	18 30
Sarrasin		00	00	00 00
Mais		14	00	18 30
Avoine (1)		00	00	00 00
Pain 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0 40
Vin de, idem, idem,				0 60

(1) Rappel des 3 années
et 10 hectolitre :
Froment. 813 75
Seigle. 0 75
Avoine 434

A NOS SEIGNEURS

Formant la Délégation Royale établie par S. M., par ses Lettres-Patentes du 21 septembre 1824.

Surveillant humblement MM. Claude-François Puget et Pierre Marie Fortis, propriétaires, domiciliés à Chambéry, en leurs qualités de syndics à la faillite de Joseph Beauregard ex-marchand drapier en cette ville,

Ils ont l'honneur d'exposer que ledit sieur Beauregard ayant fait éclater sa faillite le douze février 1823, M. le Juge du Consulat, en prenant les mesures conservatoires en pareil cas prescrites, a établi ledit sieur Fortis, l'un des créanciers, économiste provisoire.

Celui-ci, en suivant son impulsion, et même à l'invitation de plusieurs intéressés, a fait une convocation générale des créanciers.

Ceux des créanciers, formant le plus grand nombre, qui ont paru à l'assemblée, tenue le 6 mars suivant, sous la présidence de M. le Juge du Consulat, son greffier tenant la plume, ont pris la délibération, rédigée par écrit, par laquelle — Considérant qu'il étoit de l'intérêt général d'éviter la discussion des biens du failli, laquelle entraînerait des longueurs, et dont les frais absorberaient la majeure partie de l'actif, tandis qu'un règlement amiable entre les intéressés, sans intervention de la justice, par le moyen de syndics et de commissaires pris parmi les créanciers, remplacerait d'une manière avantageuse les formalités judiciaires, en ce que la liquidation serait plutôt terminée et presqu'que sans frais, ils ont arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1.^{er} M. Puget a été nommé syndic à la faillite, et M. Fortis, vice-syndic, pour aider ce premier dans ses fonctions et le suppléer dans tous les cas d'absence ou d'empêchement. MM. Membria, Gruat, cadet, Chapiron, négociant, Chauvet et Vallet, cinq des créanciers, ont été nommés commissaires pour seconder les syndics dans leur travail.

L'art. 2 porte que les syndics procéderaient d'abord à la continuation de l'inventaire, successivement à la vente, de la manière dont ils jugeraient convenable, des denrées et autres objets sujets à périr.

L'art. 3, qu'ils feroient une recherche exacte de tout ce qui peut former l'actif; qu'ils feroient aussi l'examen des titres d'un chacun; qu'ils prendraient toutes les mesures pour constater l'actif et le passif, et opérer la rentrée des créances, ayant été, à ces fins, autorisés à employer les personnes entendues, et à leur allouer les indemnités qu'ils croiraient justes.

Par l'art. 4, ils ont été autorisés à soumettre à un conseil d'un, ou de plusieurs avocats, toutes les difficultés qui pourraient se

renseigner, et porter à la décision des tribunaux tout ce que ce conseil, de concert avec eux, jugerait dans le cas d'y être soumis.

L'art. 6 porte qu'aussitôt que l'actif et le passif seraient constatés, les syndics pourraient entendre les propositions pour traiter avec le failli, et si les propositions n'étaient pas acceptables, procéder, sans délai, économiquement, par enchères, sans formalité judiciaire, ou de gré à gré, en gros ou en détail, à terme ou au comptant, ainsi qu'ils le jugeraient plus à propos, à la vente, après affiches, de tous les meubles, marchandises, objets de fabrique et propriétés quelconques, tant mobilières qu'immobilières; et pour venir à la liquidation, traiter avec les personnes qui ont des pensions ou usufruit.

L'art. 7, que toutes les sommes provenant des rentrées ou recouvrement de créances, seraient employées au paiement des créanciers privilégiés et hypothécaires, successivement réparties aux créanciers chirographaires, dès que les fonds en masse pourraient s'élever à cinq pour cent.

L'art. 9 confère aux syndics, tant conjointement que séparément, tous les pouvoirs avec autorisation de céder, vendre, aliéner, paraître devant tous les tribunaux, traiter et transiger.

Les syndics et les commissaires, présents à la séance, ont déclaré accepter les fonctions qui leur étaient confiées.

Le failli, représenté par un mandataire spécial, a déclaré donner son adhésion à toutes les mesures prises par les créanciers.

Un grand nombre de ceux qui n'avaient pas été présents à la séance, a donné par écrit son adhésion à cette délibération, laquelle a aussi eu la sanction de la presque unanimité.

Les syndics, pour répondre à la confiance qui leur avait été donnée, se sont de suite employés à travailler avec ardeur et sans relâche à la liquidation.

Après avoir fait parachever l'inventaire, ils ont fait procéder par un homme de l'art à la confection du bilan, en rectification de celui, bien incomplet, laissé par ledit sieur Beauregard, lorsqu'il a fait éclater sa faillite. Après en avoir établi les résultats, il a fait un rapport raisonné sur l'état de situation de sieur Beauregard, et sur les causes de sa faillite.

Ensuite de cet aperçu ils ont entendu les propositions du failli, mais n'ayant pas été acceptées par les créanciers, ils se sont occupés des moyens de réaliser les avoirs.

D'abord ils ont procédé à la vente par encan des meubles, liages et denrées du failli, sécutivement, après publication et affiches, ils ont fait ouvrir le magasin pour la vente des marchandises. Pour en procurer le plus prompt écoulement, ils ont fait invitation aux créanciers, par une circulaire du 7 juin 1823, de se prendre à concurrence du quinze pour cent du montant de leurs créances; ils leur ont réitéré cette invitation par une autre circulaire du vingt-un août suivant.

En même temps ils se sont occupés du recouvrement des crédits sur les livres, et de la vente des immeubles, à cet effet d'appliquer tous les obstacles qui pouvoient l'empêcher ou le retarder.

Tous les immeubles ont été vendus à l'exception des deux fermes de bois plan, et d'une vigne aux Abysses de Mians, pour lesquels ils n'ont encore pu trouver, ni par la voie des enchères, ni de gré à gré, des propositions.

À fur et mesure qu'il est entré des fonds en caisse, ils en ont fait l'emploi à payer les créanciers privilégiés et hypothécaires. Par ce moyen ils ont éteint les intérêts qui pesaient sur la masse.

Ils ont aussi éteint les pensions et rentes viagères dont elle était grevée, au montant de mille huit cent quatre-vingt-trois livres, soixante-quinze centimes annuellement, en les mettant à la charge des acquéreurs des immeubles, sur lesquels elles étaient le plus spécialement affectées, outre et en sus du prix de la vente, opérant un qui a été d'un résultat très avantageux pour la masse.

Après avoir mis hors d'intérêts les créanciers privilégiés et hypothécaires, par suite de leur activité à faire les recouvrements, se trouvant un nouveau fond en caisse, pour donner connaissance aux créanciers de leurs opérations, et de l'état de situation de la faillite, ils en ont fait la convocation, qui a eu lieu le trente mars dernier.

À la séance, tenue sous la présidence de M. le Juge du Consulat, ils ont fait un rapport de toutes leurs opérations, qu'ils ont remis au bureau avec les tableaux à l'appui, et présentant,

- 1.^o Le bilan fait et terminé le huit avril 1823.
- 2.^o L'état de la vente des meubles, linges et dentelles.
- 3.^o Le recollement de l'inventaire du mobilier.
- 4.^o L'état des ventes faites des immeubles, leur prix, les sommes payées à compte, et celles restantes à payer.
- 5.^o Les payemens par eux faits aux créanciers privilégiés et hypothécaires, au montant de cent-deux mille, cinq cent quarante-trois livres, soixante centimes.
- 6.^o L'état de la vente déjà faite des marchandises, en deux colonnes, l'une contenant l'indication des créanciers, qui en ont pris en paiement, ensuite des circulaires, avec le compte d'un chacun, le tout au montant de quarante-sept mille, huit cent quarante-deux livres, soixante-six centimes; l'autre l'indication de ce qui a été encaissé, tant au comptant qu'à crédit.
- 7.^o L'inventaire des marchandises restantes en magasin au vingt-quatre mars dix-huit cent vingt-quatre, au montant de trente mille, deux cent cinquante-huit livres, septante-cinq centimes.
- 8.^o Celui du restant de la fabrique, au montant de deux mille, quatre cent quatre-vingt-douze livres, trente-cinq centimes.
- 8.^{bis} Un état contenant la désignation des créanciers et le montant de leurs créances, la somme formant le quinze pour cent, la désignation de ceux qui ont pris des marchandises, et le montant; la différence en plus ou en moins du quinze pour cent, et

le résultat portant que pour faire le complément du quinze pour cent, ce serait une somme de trente-trois mille, six cent soixante et douze livres, soixante cinq centimes, pour laquelle ceux des créanciers qui n'ont pas pris des marchandises, ou qui n'en ont pas pris pour leur contingent, devraient s'en charger.

9.^o L'état des débiteurs à la faillite en retard de s'acquitter, avec les observations sur le plus ou moins d'espoir des rentrées.

10.^o L'état des marchandises vendues provenant des fabriques,

11.^o L'état de situation des fabriques.

12.^o Enfin on extrait du livre de caisse par eux tenu, constatant qu'au vingt-quatre mars dix-huit cent vingt-quatre, le restant en caisse se trouvait être la somme de vingt-neuf mille, sept livres.

Par ce rapport les syndics, après une analyse rapide de toutes leurs opérations, ont fait apercevoir les obstacles qui entravaient la marche pour opérer la liquidation définitive.

Dans cette assemblée du trente mars, après le rapport des syndics, la principale et même la seule question qui a été mise en délibération, a été = Si, pour rendre égale la condition de tous les créanciers, ceux qui n'ont pas pris des marchandises en paiement ou qui n'en ont pas pris à concurrence de quinze pour cent du montant de leurs créances, pourraient y être compris; cette question débattue, il y a eu des oppositions non-seulement de la part des créanciers forains, mais de ceux du pays.

On a mis ensuite en question secondaire = S'il ne devrait pas y avoir lieu, en cas de solution négative de la première question, à un rabais de quinze pour cent sur le montant des factures, à ceux des créanciers qui ont pris des marchandises en paiement antérieurement au vingt-deux novembre dix-huit cent vingt-trois, que le prix de celles restantes a été baissé de vingt pour cent, pour accélérer la vente?

Après cette assemblée, où les créanciers se sont bornés à débiter sur les questions ci-dessus énoncées, et où la majorité a voté pour l'affirmation sur la question principale, les syndics ont réuni un conseil de juriconsultes pour examiner = S'il serait possible de franchir les obstacles à la liquidation, sans être obligés d'en venir aux voies judiciaires pour la terminer? Ces obstacles sont :

1.^o Que plusieurs personnes ont versé des fonds entre les mains de Beauregard, non pas à titre de prêt, mais à titre de société.

Le montant des fonds ainsi versés est de soixante-quatre, mille neuf cent soixante-neuf livres.

Pour parvenir à la confection du Bilan, parachevé le huit avril dix huit cent vingt-trois, les syndics ont invité, par circulaire, tous ceux qui se prétendaient créanciers à leur faire la communication de leurs titres, pour vérifier = S'ils étoient dans le cas d'être admis au passif, et pour combien?

Quelques unes de ces personnes qui ont versé des fonds entre

Un troisième obstacle c'est le cautionnement qu'il a encore fait envers les Royales Finances, à concurrence de six mille livres, par acte du 15 décembre 1821, Rossat notaire faisant partie du cautionnement du sieur Albert, pour sa place de trésorier à Thonon.

Les syndics ont bien fait à ces Messieurs des invitations répétées de faire d'autres cautionnements, qui soient agréés, pour décharger la masse de la faillite ; mais toutes leurs démarches sont restées jusqu'à présent sans succès.

Un quatrième obstacle dérive des actes passés par ledit sieur Beuregard, le 10 septembre 1821 et 12 novembre 1822, Saint-Martin et Maréchal notaires.

Par le premier, il a constitué en dot à demoiselle Janay Beuregard sa fille, soit pour elle, au sieur Guicherd, son époux, la somme de 12,000 livres, dont quinze cent liv. payées comptant, et le surplus devant l'être deux ans après la célébration du mariage.

Par l'autre, qui règle les conventions civiles de mariage de Joseph Beuregard son fils avec demoiselle Jacquemard, il s'est rendu garant et caution pour son dit fils de la somme de quatorze mille livres, montant de l'augment promis par ce dernier à sa future.

Comme il résulte tant de ses écritures que du rapport fait sur les causes et l'état de sa faillite, que lors de ces actes, et déjà long-temps auparavant, son passif excédait son actif de beaucoup ; et qu'il était tout aussi bien en état de faillite que lorsqu'il l'a faite éclater, il reste à examiner = Si en cet état de choses, il a pu faire des engagements valables, tendant à transmettre à sa famille les avoirs de ses créanciers, et à leur nuire à leur détriment.

Les syndics, dans leur rapport fait à l'assemblée des créanciers, tenue le 30 mars 1824, en signalant ces obstacles qui s'opposaient à la marche de la liquidation, ont fait apercevoir qu'ils pensaient qu'elle ne pouvait pas se terminer autrement que par un ordre judiciaire.

Les juriscultes, qu'ils ont consultés ensuite, ont été unanimement du même avis.

L'état délivré par le conservateur des hypothèques, de toutes les inscriptions existantes sur le failli, le fait toujours mieux sentir. Il résulte de cet état, délivré le 12 juin 1824, contenant trente quatre inscriptions, qu'entre celles pour créances réelles, au nombre de douze, déjà acquittées par les syndics, les unes sont pour cautionnement, d'autres pour garantie en cas d'éviction, d'autres pour des rentes viagères mises à la charge des acquéreurs, d'autres enfin possibles de contestation ou de réduction. En effet, pour rendre le prix des ventes exigibles, il faut bien payer les immeubles vendus de toutes les charges et hypothèques, pour celles du moins qui n'ont pas été mises par stipulation spéciale à la charge des acquéreurs.

Dès que la liquidation ne peut pas se terminer sans un jugement de concours, les syndics s'étaient déterminés à faire l'introduction de la discussion par-devant le Sénat. Déjà ils avaient fait rédiger la requête pour ce regard; avant d'y donner cours, ils en ont fait part à plusieurs des créanciers. Ceux-ci leur ont suggéré, au lieu de porter la cause au Sénat, de se pourvoir au Roi pour demander une délégation. C'est ce que les syndics ont fait, pour se conformer au vœu de la majeure partie des créanciers. Cela devenait d'autant plus indispensable, que le cautionnement fait par le failli envers les Royales finances, à concurrence de six mille livres, pour le sieur d'Albert, pour sa place de trésorier à Thonon, aurait pu entraîner la cause de discussion par-devant la Chambre des Comptes à Turin; du moins, cela pouvait faire question, d'après les dispositions de l'article 148 du code hypothécaire; à moins que, pour l'éviter, le sieur d'Albert n'eût fourni, ainsi qu'il y avait été invité, un autre cautionnement aux Royales finances, au moyen duquel étant agréé, la masse de la faillite eût été déchargée du cautionnement fait par ledit sieur Beauregard.

S. M. a daigné accueillir favorablement leur supplique. Par ses Lettres-Patentes du 21 septembre dernier, en évoquant à Elle la connaissance de la cause de discussion de ladite faillite, Elle a commis à une délégation composée du Seigneur Sénateur Roze, du Seigneur Sénateur Carron de Briançon, qu'Elle a nommé Rapporteur, et du Seigneur Sénateur Juge du Consulat, ou de tel autre Sénateur qui, en cas d'absence ou d'empêchement des deux premiers, serait désigné par Son Exc. le Premier Président, ou par celui qui régirait le Magistrat, afin que, faisant exécuter la vente de ce qui reste, appartenant à ladite faillite, fixant l'ordre et la collocation générale des créanciers, prononçant en outre la déchéance de ceux qui ne se présenteraient pas dans le terme prescrit, par-devant le Secrétaire qui serait désigné dans les sommations, elle commise et décide aux termes de raison et de justice, sommairement et sans autres formalités qu'en égard à la seule vérité du fait, toutes les contestations nées et à naître, dépendantes de ladite faillite tant relativement à l'actif qu'au passif, et de toutes leurs annexes, connexes et dépendances, avec autorisation au Seigneur Rapporteur de traiter entre tous les intéressés, quels qu'ils soient, un arrangement amiable, de faire rédiger en acte authentique les conventions qui s'ensuivraient, et d'interposer sur icelles son décret judiciaire; ayant, S. M., dérogé à toutes lois contraires, et conféré à la délégation et audit Seigneur Rapporteur l'autorité sénatoriale et camérale, et même celle du Préfet de Prétorie.

En attendant l'issue de leur supplique, les syndics, toujours pour répondre à la confiance de leurs commettans, n'ont pas cessé les opérations qui étaient en leur pouvoir: ils ont continué la vente des marchandises, dès que ceux des créanciers qui n'en avaient pas pris ne se présentaient pas, suivant le vœu

de la délibération du 30 mars. Ils sont parvenus à les écouler et à rendre le magasin libre pour le livrer à l'arquéreur.

Les nouveaux recouvrements par eux faits, joints au restant en caisse au 24 mars, ayant fourni une somme assez considérable, ils ont formé un dividende aux créanciers légitimement reconnus pour tels, au montant du vingt pour cent de leurs créances, tant en espèces que par imputation à ceux qui ont pris des marchandises du montant de leurs factures, sur lesquelles, pour rendre leur condition égale à ceux qui recevaient des espèces, ils ont fait un rabais du quinze pour cent.

Dès que la délégation est chargée de connaître et de prononcer sur tout ce qui concerne cette faillite, tant pour l'actif que pour le passif, il est indispensable de lui faire savoir que les syndics, depuis leur nomination, ont été actionnés par un sieur Pierre Bétrand, en remboursement d'une somme qu'il a confiée au sieur Beauregard, parce qu'il prétend que c'est à titre de dépôt, dont il demande restitution, se prétendant privilégié pour ce regard, bien que ce prétendu dépôt ne se soit pas trouvé dans la masse de la faillite. Ils ont aussi été actionnés par la dame demoiselle Jacquemard, épouse de Joseph Beauregard le fils, laquelle leur a fait demande de la somme de quatorze mille livres pour son augment, dont le père de celui-ci s'est rendu garant.

Le sieur Genoula, adjudicataire d'une partie du domaine de Bissy, provenant de la faillite, ayant éprouvé, dans sa possession et jouissance, des troubles et voies de fait, de la part du sieur Jacques Létauche, l'ayant actionné en réparation et dommages intérêts, celui-ci, qui n'avait aucune excuse légitime de ses procédés, l'effet d'une pure méchanceté très-repréhensible, s'est abandonné à des divagations; il a prétendu impugner de nullité les ventes faites par les syndics, qui ont été appelés en cause pour faire cesser cette exception.

Toutes ces instances, encore indécises, doivent être terminées par-devant la délégation.

Ce sera aussi à elle à prononcer sur les demandes qui seront formées au nom de la masse contre ceux que ledit sieur Beauregard a cautionnés, pour qu'ils aient à la relever des cautionnements.

Sur la régularité de l'introduction de l'instance, les syndics ont à faire remarquer que, bien que la requête introductive de la discussion doive être notifiée, aux termes de l'article cent cinquante et un du code hypothécaire, à tous les créanciers inscrits aux domiciles par eux élus; il ne paraît pas que cette notification soit nécessaire et dans le cas d'être faite à ceux des créanciers qu'ils ont mis hors d'intérêt avec les fonds de la masse et qui ont fait quittance avec remise de titres. Les pièces seront produites, pour qu'elles soient portées dans le jugement de concours, s'il y a lieu, mais pour mémoire seulement, et à leur rang, relativement aux autres inscriptions.

Par l'article 185 dudit code, S. M. a dérogé aux constitutions générales et à toutes autres dispositions contraires à celles que renferme l'édit. Suivant l'article 150, l'attribution du curateur à élire est restreinte à représenter les créanciers incertains et absens; il n'est plus, comme dans le §. 22, tit. 33, liv. 3, des R. C., la curateur aux biens du commun débiteur. Ce n'est donc plus à lui à diriger et à achever l'instance de discussion, ni à se faire expédier tous les actes de la procédure. Par l'esprit de la nouvelle loi, il paraît que c'est aux introducteurs, du moins jusqu'à la nomination du syndic, dont est parlé à l'article 152, sauf à lui remettre le tout, après sa nomination. C'est à lui alors qu'appartient la direction et le mouvement de toute l'instance, pour la liquidation tant de l'actif que du passif. C'est à lui, puisqu'il représente la masse, exclusivement l'attribution de répondre à toutes les demandes, tout comme de réaliser tous les avoirs.

Il ne peut pas être question, dans l'espèce, de la nomination de l'économe dont est parlé dans l'article 150, parce que la masse se trouve représentée par les syndics nommés par les créanciers, par la délibération du 6 mars 1823, à laquelle le débiteur lui-même a donné son adhésion, et qui a eu l'assentiment de la presque unanimité des créanciers. Les syndics par eux nommés auront à continuer leurs fonctions jusqu'en fin de la liquidation, ou du moins jusqu'à ce qu'aux termes de l'article 152, d'autres syndics soient nommés pour les remplacer, surtout que par l'article 161 il est dit qu'il n'est rien innové aux lois relatives au commerce, et que les dispositions pour la procédure dans les faillites, sont provisoirement maintenues.

Les supplians recourent donc, en joignant toutes les pièces énoncées, qui paraissent remplir tout ce qu'exige l'article cent quarante-neuf,

A ce qu'il vous plaise, Nos Seigneurs délégués, leur décerner lettres générales contre tous créanciers et prétendants droit sur les biens et avoirs dudit sieur Joseph Beauregard, ex-marchand drapier, en faillite.

Et lettres spéciales, 1.^o contre ledit sieur Joseph Beauregard, débiteur failli, demeurant actuellement en la commune de Saint-Baldoph;

2.^o Contre les créanciers inscrits, spécifiés dans l'état des inscriptions, qui sont, outre ceux déjà mis hors d'intérêt, et qui ont fait quittance avec rémission de leurs titres: 1.^o Les hospices civils de Chambéry, domicile élu, dans leur bordereau, en la personne du notaire Antoine Saint-Martin, leur secrétaire, au bureau de l'administration, dans l'Hôtel-Dieu, rue du Boulevard;

2.^o Gaspard Ferramaud, rentière, domiciliée à Chambéry, domicile élu audit lieu, en la personne et demeure de M.^{re} Jean-Maurice Plandin, procureur au Sénat;

3.^o M. Pierre-Antoine André, chevalier de l'ordre de Saint-Louis et propriétaire, domicilié à Chambéry, lieu dit à la Cassine, domicile élu en sa personne et demeure audit lieu;

4.^o Messieurs les frères François-Victor et Gaspard-Augustin Giraud, propriétaires, domiciliés à Saint-Pierre d'Albigny, domicile élu audit lieu, en la personne et demeure dudit sieur François-Victor Giraud;

5.^o Sieur Jean-Louis Perrotin, propriétaire, domicilié à Chambéry, domicile élu audit lieu, au bureau des hypothèques;

6.^o Marie Amour, veuve d'Antoine Chahord dit Branquin, domiciliée en la commune de la Motte-Servolex, domicile élu en sa personne et demeure audit lieu;

7.^o Les sieurs François et Paul-Emile Morel, propriétaires, domiciliés en la commune de Cruet, domicile élu en leurs personnes et demeure audit lieu;

8.^o Sieur Claude-François Rochet, habitant à Beaufort, domicile élu à Chambéry, en la personne et demeure de M.^e Cornier, procureur au Sénat;

9.^o Sieur Jean Guichard, négociant, domicilié à Chambéry, domicile élu en sa personne et demeure audit lieu;

10.^o Spectable Charles Bertrand, Avocat au Sénat, Auditeur des guerres de la division de Savoie, demeurant à Chambéry, en sa personne et demeure audit lieu;

11.^o Sieur Joseph-Marie Velat, propriétaire, domicilié en la commune de Gilly, domicile élu en la personne et demeure de M. Joseph Buisson, procureur au Sénat;

12.^o Dame Gabrielle Létanche, veuve de spectable Hyacinthe Beauregard, rentière, domiciliée à Chambéry, domicile élu audit lieu, en sa personne et en sa demeure;

13.^o L'Inspection générale du Trésor Royal, représentée, en cette partie, par M. le Vice-Intendant de la province du Chablais, domicile élu en la personne et demeure de M. l'Avocat Fiscal;

14.^o M.^e Gabriel Piaget, notaire, domicilié à Monthélian, domicile élu audit lieu, en sa personne et demeure;

15.^o Sieur Antoine Beauregard, propriétaire-rentier, domicilié en la commune de Presle, domicile élu audit lieu, en sa personne et demeure;

16.^o Sieur Jacques Létanche, rentier, domicilié à Chambéry, domicile élu audit lieu, en sa personne et demeure;

17.^o Antoine Tiollier, domicilié à Chambéry, domicile élu audit lieu, en sa personne et demeure;

18.^o Demoiselle Thérèse Jacquemard, épouse de Joseph Beauregard le fils, domiciliée à Chambéry, domicile élu audit lieu, en la personne et demeure du notaire Pierre Morel;

5.^o Encore Lettres spéciales contre sieur Pierre Bertrand; rentier, domicilié à Chambéry;

Sieur Pierre Genua, propriétaire-cultivateur, domicilié à la Mouarde, territoire de Chambéry;

Ledit sieur Jacques Létanche, domicilié à Chambéry;

Ladite demoiselle Thérèse Jacquemard, et sieur Paul Jacquemard, son père, propriétaires, domiciliés à Chambéry, qui a dit l'autoriser;

Ledit sieur Antoine Beuregard, domicilié à Presle ;

Le sieur Jean Baptiste Bergoin, marchand-libraire, domicilié à Chambéry ;

Le sieur Jean-Antoine Albert, trésorier de la province du Chablais, domicilié à Thonon ;

M. Jean-Joseph Escard, ancien chef de bataillon, chevalier de la légion d'honneur, propriétaire, domicilié en la commune d'Arvillars, et la dame Catherine-Mario-Théodore d'Abbeva ; son épouse, demeurant avec lui ;

Pour être cités : savoir :

Ledit sieur Joseph Beuregard, débiteur failli, en sa personne ou en sa demeure ;

Les créanciers inscrits, aux domiciles ci-dessus indiqués, par eux élus dans leurs bordereaux d'inscription.

Tous les autres créanciers et prétendants droit sur les biens et avoirs dudit sieur Joseph Beuregard, débiteur failli, par deux proclamations générales, à huit jours d'intervalle l'une de l'autre, qui seront faites par publication et affiche à la porte de l'hôtel, qui sera indiqué dans les lettres, où les Magistrats forment la délégation tiendront leurs séances, à celle du Tribunal de Judicature Major séant Chambéry, à celle du bureau des hypothèques, à celle de l'auditoire du Juge du mandement de Chambéry, où la faillite s'est ouverte, et dans la maison où le failli a son habitation et était situé partie de ses immeubles ; à celle du Juge du mandement de la Motte et de celui du mandement de Montmélian, dans le ressort desquels sont situés les immeubles en partie ; à la porte des maisons et bâtimens formant partie des avoirs de la masse : sur la place principale et à tous les carrefours de la ville de Chambéry, et dans les lieux où se font les affiches et publications dans les communes de Biay, Montagnole, Saint-Baldoph, Apremont, Saint-Jovire et les Marches, lieux de la situation de partie des immeubles compris dans la masse : enfin, par insertion dans le Journal de Savoie, le tout en conformité de l'article 151 du code hypothécaire.

Et lesdits sieurs Bertrand, Ginoula, Létanche, la demoiselle Jacquemard et Paul Jacquemard son père, Antoine Beuregard, Bergoin, Albert, et les mariés Escard, en personne ou à leur domicile :

A paraître dans l'endroit et par-devant la personne qu'il vous plaira choisir et désigner pour être le secrétaire de la délégation et remplir les fonctions de greffier, ce qui sera spécifiquement énoncé dans les lettres, tous lesdits créanciers et prétendants droit sur les biens et avoirs du failli, ainsi que ce dernier, dans le terme de trois mois fixé par l'article 150 dudit code, aux fins, lesdits créanciers et prétendants droit, tant hypothécaires que chirographaires, de former leur demande et établir leur droit, pour être admis au passif de la faillite, et portés, s'il y a lieu, dans l'état général de collation, lequel, s'il n'y a pas arrangement amiable autorisé par le Seigneur Rapporteur, sera fait de la manière pres-

erile par l'article cent cinquante-six, et ce, sous peine de la déchéance, qui sera prononcée conformément à l'article 158, et le débiteur failli, souvoir ses moyens de défense et exceptions aux demandes qui seront fournies; comme encore, s'il en est requis, les raisons qui peuvent rendre sa faillite excusable, traiter à l'amiable, s'il est possible, avec ses créanciers, tout au moins relativement à la contrainte par corps ou à la cession de biens.

Lesdits sieurs Pierre Bertrand, Genoula, Létanche et la demoiselle Thérèse Jacquemard, avec le sieur Jacquemard, son père, de qui elle se dit autorisée, dans le délai de dix jours, aux fins de venir suivre par-devant la délégation, les instances ci-devant nées, introduites par eux contre les syndics à la faillite, soit par-devant M. le Juge du Consulat, soit par-devant le tribunal de la Judicature-Maje, traiter à l'amiable, s'il est possible, sur les différends qui ont donné lieu auxdites instances: sinon, ouir prononcer par la délégation, ainsi que de droit et de raison, sur les conclusions qui ont été ou qui pourront être respectivement prises.

Enfin, lesdits sieurs Antoine Beauregard, Bergoin, d'Albert, et les mariés Escart, aussi dans le délai de dix jours, pour venir s'expliquer et traiter à l'amiable, s'il est possible, à défaut de ce, ouir prononcer, ainsi que de droit et de raison, sur la demande des syndics, tendante à ce qu'à défaut par eux de décharger la masse de la faillite des cautionneurs faits pour eux par ledit sieur Beauregard, ils soient condamnés, ainsi que de droit et de raison, à l'indemniser de tout ce qu'elle pourra en souffrir, en principal, dommages-intérêts et dépens actifs et passifs.

Par même moyen, il vous plaise, Nos Seigneurs délégués, élire un curateur aux procès, pour représenter les créanciers incertains et absens.

Les supplians protestent de tous les frais faits et à faire, à devoir être main-levée par privilège sur les avoirs de la masse, et sur ce plaise pourvoir.

Signé JACQUEMOUD, Conseil; MONGENET, procureur.

Sont décernées les lettres générales et spéciales requises, en conformité de l'article 150 de l'édit de 16 juillet 1802, pour comparaître, dans le terme de trois mois, en l'étude de M.^e Cot, notaire royal, que la délégation nomme pour son secrétaire, lesquelles seront publiées et affichées aux endroits spécifiés en l'article 151 du même édit, comme encore à la porte du Palais du Sénat, et sont encore décernées les lettres spéciales requises contre les nommés Pierre Bertrand, Genoula, Létanche, Thérèse Jacquemard, Antoine Beauregard, Bergoin, d'Albert, et les mariés Escart, pour comparaître, dans le terme de dix jours, en l'étude dudit M.^e Cot, et par même moyen est nommé M.^e Cornier, Pneur des Procureurs, curateur aux créanciers incertains ou ab-

sous, à charge par lui de prêter serment par-devant le Rapporteur soussigné, et de passer les autres incombrances requises.

Fait à Chambéry, le 28 décembre 1824.

Signé ROZE, et CARON, de l'avis de la délégation.

Enregistré à Chambéry, le 4 janvier 1825, vol. 21. case 927. folio 95 recto; prix trois livres, BAUD.

La Royale Délégation, établie par lettres-patentes de S. M., du 21 septembre 1824, au premier huissier ou sergent royal requis, mande et commande, par les présentes, que, suivant son décret de ce jourd'hui, mis au bas de la requête ci-devant, présentée par MM. Claude-François Puget et Pierre-Marc Fortis, en leur qualité de syndics à la faillite de Joseph Beauregard, ex-marchand drapier, en cette ville, de citer et ajourner généralement, en conformité de l'article 151 de l'édit du 16 juillet 1822, tous les créanciers et prétendants droit sur les biens et avoirs dudit failli, et spécialement :

1.^o Ledit sieur Joseph Beauregard, débiteur failli, demeurant actuellement en la commune de Saint-Baldoph :

Et les créanciers inscrits, spécifiés dans l'état des inscriptions, savoir :

2.^o Les Hospices civils de Chambéry, domicile élu, dans un bordereau, en la personne du notaire Antoine Saint-Martin, leur secrétaire, au bureau de l'administration, dans l'Hôtel-Dieu, rue du Boulevard;

3.^o Gaspard Ferramand, rentière, domiciliée à Chambéry, domicile élu audit lieu, en la personne et demeure de M.^e Jean-Maurice Flandin, procureur au Sénat;

4.^o Sieur Pierre-Antoine André, chevalier de l'Ordre de St. Louis et propriétaire, domicilié à Chambéry, lieu dit à la Cassine, domicile élu en sa personne et demeure audit lieu;

5.^o Les nobles frères François-Victor et Gaspard-Auguste Girod, propriétaires, domiciliés à Saint-Pierre d'Albigny, domicile élu en la personne et demeure dudit sieur François-Victor Girod;

6.^o Sieur Jean-Louis Perroin, propriétaire, domicilié à Chambéry, domicile élu par lui audit lieu, au bureau des hypothèques;

7.^o Marie Amour, veuve d'Antoine Chabard, dite Brauquin, domiciliée en la commune de la Motte-Servolex, domicile élu en sa personne et demeure audit lieu;

8.^o Les sieurs François et Paul - Emile Morel, propriétaires, domiciliés en la commune de Cruet, domicile élu en leur personne et demeure audit lieu;

9.^o Sieur Claude-François Rachet, habitant à Beaufort, domicile élu à Chambéry, en la personne de M.^e Cornier, procureur au Sénat;

10.^o Sieur Jean Guichet, négociant, domicilié à Chambéry, domicile élu en sa personne et demeure audit lieu;

11.^o Spectable Charles Bertrand, Avocat au Sénat, Auditeur des Guerres de la division de Savoie, demeurant à Chambéry, en sa personne et demeure audit lieu;

12.^e Sieur Joseph-Marie Velat, propriétaire, domicilié en la commune de Gilly, domicile élu en la personne et demeure de M.^e Joseph Buisson, procureur au Sénat ;

13.^e Dame Gabrielle Létanche, veuve de Spectable Hyacinthe Beuregard, rentière, domiciliée à Chambéry, domicile élu en sa personne et demeure ;

14.^e L'Inspection générale du Trésor Royal, représentée en cette partie par M. le Vice-Intendant de la province du Chablais, domicile élu à Chambéry, en la personne et demeure de M. l'Avocat Fiscal ;

15.^e M.^e Gabriel Piaget, notaire, domicilié à Montanélian, domicile élu audit lieu, en sa personne et demeure ;

16.^e Sieur Antoine Thiollier, domicile élu à Chambéry, en sa personne et demeure ;

A comparaitre à Chambéry, pardevant le notaire Jean-Léopold Clot, que la délégation a nommé pour son secrétaire, en son étude, située vis-à-vis le Sénat, rue des prisons, au troisième étage de la maison Chamoux, numéro 205 des inscriptions de la ville, dans le terme de trois mois, pour venir établir leurs droits sur ladite faillite, faute de ce, privés d'eux ; et ledit Joseph Beuregard, fournir ses moyens de défense et exceptions aux demandes qui seront formées dans l'instance ; comme encore, s'il en est requis, les raisons qui peuvent rendre la faillite excusable, traiter à l'amiable, s'il est possible, avec ses créanciers, tout au moins relativement à la contrainte par corps ou à la cession de biens ;

Et encore spécialement :

17.^e Sieur Pierre Bertrand, rentier, domicilié à Chambéry ;

18.^e Sieur Pierre Genoulaz, propriétaire cultivateur, domicilié à la Moirarde, territoire de Chambéry ;

19.^e Jacques Létanche, domicilié à Chambéry ;

20.^e Demoiselle Thérèse Jacquemard, épouse de sieur Joseph Beuregard le fils, et sieur Paul Jacquemard, son père, propriétaire, domicilié à Chambéry, qui a dû l'autoriser ;

21.^e Sieur Antoine Beuregard, domicilié à Proles, propriétaire rentier ;

22.^e Sieur Jean-Baptiste Bergoin, marchand libraire, domicilié à Chambéry ;

23.^e Sieur Jean-Antoine Albert, trésorier de la province du Chablais, domicilié à Thonon ;

24.^e Sieur Jean Joseph Écart, ancien chef de bataillon, chevalier de la légion d'honneur, propriétaire, domicilié à Arvillard et Dame Catherine-Marie Théodore d'Abbeaux, son épouse, demeurant avec lui ;

Pour comparaitre dans le terme de dix jours, en l'étude précitée dudit M.^e Clot, notaire, et y suivre par-devant la délégation les instances mentionnées en ladite requête ; et par le même moyen est nommé M.^e Larnier, Prieur des Procureurs, curateur aux créanciers incertains et absens, à charge par lui du prêter serment

entre les mains du Seigneur Sénateur Carron, par-devant qui la cause sera instruite, et passer les autres incommodités requises.

Données à Chambéry, en délégation, le 28 décembre 1824.

Signé Jean-Léopold Cor, Secrétaire de la délégation.

Au Seigneur Sénateur Juge-Maje du Genevois.

SUPPLIE humblement François Chavanel, laboureur, habitant de la commune de Sion, mandement de Romilly.

Il a l'honneur d'exposer que, par acte du huit novembre mil huit cent dix-sept, Mariel notaire, Jean Rey et Jean Baptiste Rey, fils du premier et par lui au besoin autorisé, lui ont vendu un domaine situé au lieu dit Saint-Sauveur, commune de Sion, et partiellement sur les communes de Versonnex et Bonneguère, composé de la partie échue audit Jean Rey, d'un plus grand domaine, suivant un acte de partage du vingt-six juin mil huit cent treize, Mariel notaire, et savoir : 1.^o d'une maison située audit Saint-Sauveur, sous les numéros 15, 16, 17 et 18; 2.^o grange, écorie, hangar et jardin attigu, situés audit Saint-Sauveur, sous les numéros 19 et 20; 3.^o champ audit lieu, inscrit sous les numéros 6 et 9; 4.^o châtaignier audit lieu, inscrit sous le numéro 2; 5.^o autre châtaignier aux Petits-Buis, inscrit sous le numéro 3 de la même mapp; 6.^o pièce de terre, champ et bois, dont une partie, située sur ladite commune de Sion, est inscrite sous le numéro 64, et dont l'autre partie, située sur ladite commune de Versonnex, s'étend jusqu'au ruisseau de Fontaine-Blanche; 7.^o autre pièce de terre, champ et bois, situés sur lesdites communes de Sion et Versonnex, dont la partie sur Sion est inscrite sous le numéro 66, et dont l'autre s'étend jusqu'au ruisseau de Fontaine-Blanche; 8.^o autre pièce de terre, champ et bois, dont la partie du couchant, située sur ladite commune de Sion, est inscrite sous le numéro 68, et dont le restant, qui est sur celle de Versonnex, s'étend jusqu'au ruisseau de Fontaine-Blanche; 9.^o une pièce de terre, vorge, champ et bois, dont une partie est inscrite sous le numéro 61 de la mapp de Sion, dont l'autre, située sur Versonnex, s'étend jusqu'au ruisseau de Fontaine-Blanche; 10.^o pièce de terre, champ et bois, inscrite sous les numéros 56 et 59 de la mapp de Sion; 11.^o autre pièce de champ, vigne et bois, inscrite sous les numéros 22, 33 et 34 de ladite mapp de Sion; 12.^o autre pièce de terre, champ, vigne et bois, inscrite sous les numéros 24, 49 et 50 de ladite mapp de Sion; 13.^o champ et bois, inscrits sous les numéros 45 et 46 de ladite mapp de Sion; 14.^o champ et bois inscrits sous les numéros 41 et 43 de ladite mapp de Sion; 15.^o autres inscrits sous le numéro 39 de ladite mapp de Sion; 16.^o champ et molassière, inscrits sous les numéros 28 et 29 de ladite mapp de Sion; 17.^o champ et molassière, inscrits sous les numéros 33 et 34 de ladite mapp de Sion; 18.^o champ, près, broussailles, ruines, têtes et bois, situés partie sur Sion et sous numéro 6, partie sur Bonneguère,

et s'étendant jusqu'au ruisseau de l'ui; 19.^e champ audit Saint-Sauveur, inscrit sous le numéro 10 de ladite mappe de Syon. Les susdits immeubles ont été aliénés avec tous les accessoires, dépendances et bénéfices spécifiés audit acte de vente, et pour le prix de dix mille deux cent trente-cinq livres neuves de Piémont, sur laquelle somme le suppliant a promis de payer à l'acquiescement dudit Rey père, à Joseph Lyannon de Rumilly, et à Jean-Louis Jann, de La Rivoire, commune de Syon, ce que ledit Rey leur devait, moyennant quoi il se trouverait libéré d'autant sur ladite somme.

Le surplus du prix a été stipulé payable audit Rey père, savoir : mille livres au vingt-cinq décembre mil huit cent dix-sept; égale somme de mille livres, au 10 mars mil huit cent dix-huit; deux mille livres dans deux ans dès la date de l'acte, et le restant dans quatre ans dès la même date, avec l'intérêt légal payable chaque année.

Le suppliant a fait transcrire le susdit acte au bureau des hypothèques d'Anancy le quatorze septembre mil huit cent vingt-quatre, suivant le certificat du Conservateur Orsier.

Le même bureau lui a délivré, le neuf septembre mil huit cent vingt-quatre, l'état des inscriptions prises contre ledit Jean Rey et celui des inscriptions prises contre ledit Rey Jean-Baptiste. Ce sont les suivantes : 1.^{re} Pour ledit Jean Rey.

DATE et nature des privilèges ou des hypothèques.	N O M S des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Contrat de mariage du 30 janvier 1815, Martel, notaire, inscrit le 31 octobre 1823.	Josette Chappaz qui a élu domicile en l'étu- de du notaire Ramus, à Rumilly	1722 25

2.^{re} Pour ledit Jean-Baptiste Rey.

Idem.	Idem.	Idem.
Acte de consentement d'hypothèques pour doman- ges intérêts, Descotes, notaire, inscrit éventuel- lement, le 16 avril 1824.	Pierre l'ainé Janin, qui a élu domicile en sa maison d'habitation à Syon.	1500 00

Le suppliant n'est plus redevable que d'une faible somme sur le susdit prix stipulé; cependant, comme il désire avoir toute sûreté pour le paiement qui reste à faire, il s'est décidé à remplir les formalités prescrites par le code hypothécaire: c'est pourquoi, en joignant les susdits acte, certificats d'inscription et de transcription, et en déclarant être prêt à payer les créances

tant exigibles qu'inexigibles , pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, le tout cependant jusqu'à concurrence de la valeur stipulée , il recourt

A ce qu'il vous plaise . Seigneur Sénateur Juge-Maje , désigner un huissier ou sergent royal , pour notifier à chacun des créanciers inscrits et au domicile par eux élu dans leur inscription respective , ainsi qu'auxdits Jean et Jean-Baptiste Rey , habitants de la commune de Versoix , copie , tant de la présente requête , que desdits certificat de transcription et état d'inscriptions ; et sur ce vous plaise pourvoir.

Signé RUMIN , Conseil : MONTMAYEUX , Procureur ,
et sous-marqué par le Suppléant.

Vu : est commis le Sergent Royal Ramin , pour faire la notification requise. Aonery , le dix-neuf octobre mil huit cent vingt-quatre.

Signé PÉRESSAT , premier Assesseur , pour le Seigneur
Sénateur Juge-Maje absent.

Enregistré le 20 octobre 1824 , fol. 90 , case 816 du vol. 9.
Reçu deux livres. Signé OASIER.

MANIFESTE

Pour la vente , par subhastation , des immeubles du sieur Antoine Lavenaz , situés rièrè les communes de la Rochette , la Croix de la Rochette , Villarsallet , Rotherens et Etable.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre étant à Chambéry fait savoir que , par jugement rendu le vingt-six juillet dix-huit-cent vingt-quatre , dûment enregistré à Chambéry , le treize août suivant , et signifié le seize même mois , par exploit signé Quinquinet , il a été enjoint solidairement aux mariés Antoine Lavenaz et Alexandrine Berthel domiciliés à La-Rochette , de payer aux administrateurs des biens des pauvres dudit lieu où ils sont domiciliés , les sommes , en capital , dommages , intérêts et dépens , adjugés par autre jugement rendu entre les mêmes parties par le même Tribunal , le huit mars dix-huit cent vingt-trois , enregistré le quinze dudit , et prononcé aux comparans. Lesdites sommes consistant , 1.^o en celle de mille francs , soit leur valeur en livres neuves , capital porté par obligation consentie par lesdits mariés Lavenaz , sous la clause solidaire en faveur desdits administrateurs , le treize août dix-huit cent douze , par-devant M.^e Fossieret , notaire , dûment enregistré le dix-huit dudit ; 2.^o en celle de trois cent quatre-vingt huit livres soixante et dix centimes , montant des intérêts échus , calculés au treizo août dix huit cent vingt-deux , sauf préjudice de ceux échus

des-lors; 3.^e en celle de quarante-sept livres quarante centimes pour les dépens adjugés par ce dernier jugement; que suivant le prescrit de l'article quatre-vingt-quatorze de l'Edit royal du seize juillet dix-huit cent vingt-deux, lesdits administrateurs ont obtenu de céans sur requête du trois septembre dernier, enregistrée le dix dudit, et signifiée le quatorze même mois par exploit signé Quinquinet, injonction auxdits mariés Lavenaz, de payer, dans le terme de 30 jours, tant les susdites sommes que celle de vingt trois livres soixante centimes pour les dépens adjugés par le jugement du vingt-six juillet dix-huit cent vingt-quatre, ladite requête portant déclaration de la part des poursuivans que, passé ledit délai et à défaut de payement, ils agiraient sur les immeubles de leurs débiteurs par voie de subrogations; que, suivant l'article quatre-vingt-dix pour dudit Edit sur requête desdits administrateurs, le Seigneur Juge-Mage de ladite province leur a permis, par son décret du vingt-trois octobre dernier, dûment enregistré le vingt-cinq dudit, de faire citer lesdits mariés Lavenaz à paraître à l'audience du second samedi non férié après la citation avec commission à l'huissier Exertier pour faire les citations requises, qu'en exécution dudit décret signifié par exploit du trois décembre les parties paroissant à l'audience du onze même mois, le Tribunal, par son ordonnance dudit jour dûment enregistrée le vingt même mois, où le rapport, les parties et M. l'Avocat Fiscal, donnant acte des offres, déclarations et protestations des parties, a autorisé la vente des biens dont s'agit, désignés en les extraits des cadastres, annexés à la requête du vingt-trois octobre, et sur le manifeste qui serait dressé par le greffier de céans avec les offres et conditions mentionnées en ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience du huit février prochain, à neuf heures du matin, avec commission à l'huissier Exertier pour faire la notification en conformité de l'Edit; ladite requête, décret, extrait de cadastre, ainsi que l'ordonnance du onze décembre, ont été notifiés auxdits mariés Lavenaz par exploit du vingt-huit dudit mois signé l'exertier, le tout quoi a été enregistré au bureau des hypothèques à Chambéry, le 4 du mois de janvier courant, ainsi que résulte du certificat délivré par M. Domenges conservateur.

Les immeubles ci-après désignés seront vendus en six lots, et adjugés séparément.

Désignation des immeubles à vendre.

PREMIER LOT, rière la Rochette.

Un bâtiment autrefois église paroissiale, de la contenance de quarante-deux toises un pied avec l'emplacement attigu autrefois cimetière, de la contenance de quinze toises quatre pieds; ces immeubles inscrits sous les numéros deux cent quatre-vingt, deux

cent quatre-vingt-un, cotisés en contribution foncière un sou dix deniers, confinés aux couchant et nord par les rues publiques, au midi par le bois d'Eugène Lavenoz, et au levant par le bâtiment et placéage de Pierre Demoure. La mise à prix de ce lot est de mille livres.

DEUXIÈME LOT.

Une maison audit lieu, dite de Ste-Barbe, de la contenance de seize toises cinq pieds, cotisée en contribution à un sou trois deniers, inscrite sous le numéro trois cent dix-sept, confinée aux levant, nord et couchant par des rues publiques, et au midi par le bâtiment de Louis Chaboud. La mise à prix de ce lot est de trois cents livres.

TROISIÈME LOT, *rière la commune de la Croix de la Rochette.*

Art. 1.^{er}. Une pièce de vigne lieu dit à la Barroz, de la contenance de soixante six toises cinq pieds, cotisée en contributions à deux sous six deniers, inscrite sous le numéro deux cent soixante-neuf et partie du numéro soixante et dix, confinée par la vigne de François Cochet part de la Rochette, celle de Joseph Cochet part d'Aiguebelle, et celle des bois Chapelet dessus part des bois de Montmayeur.

Art. 2.^e Autre pièce de vigne audit lieu sous partie du numéro deux cent soixante et dix, aussi de la contenance de soixante-six toises, cotisée en contribution foncière à quatre sous, confinée par celle de François Cochet part de la Rochette, celle de Joseph et Michel Cochet part d'Aiguebelle, bois d'Etienne Cantin dessus part des marais. La mise à prix de ce lot est de trente livres.

QUATRIÈME LOT, *rière la commune de Villarsallet.*

Un pré marais et blanchière, lieu dit en pré Borral, de la contenance d'un journal deux cent quatre-vingt-six toises quatre pieds, inscrit sous la moitié du numéro mille quatre-vingt treize, cotisé en contribution à une livre un sou onze deniers, confiné par l'autre moitié dudit numéro appartenant aux bois de Noble Picollet d'Hernillon part de Villard Leger, par celui de Charles Berthet part de Villard Leger, soit part des vignes, et par celui de Michel Dijoud part de Rothorens; la mise à prix de ce lot est de quatre-vingt livres.

CINQUIÈME LOT, *rière la commune de Rothorens.*

Une pièce de verger et châtaignerie lieu dit à Contaz Rolland, inscrite sous le numéro deux cent soixante et quinze, de la contenance d'un journal deux cent quatre-vingt-quatre toises, cotisée en contribution à dix sous six deniers, confiné par la propriété d'Ambroise Vial part d'Euble, par celle d'Antoine Milan part de Villard Leger, par celle des bois Gognet part de la Croix de la Rochette. La mise à prix de ce lot est de quatre-vingt-six livres.

SIXIÈME LOT, rière la commune d'Étable

Une pièce de châtaigneraie lieu dit sous la Roche, inscrite sous le numéro quatorze cent quatre, de la contenance d'un journal soixante et quinze toises deux pieds, raliée en contribution à sept sous neuf deniers, confinée par le roche part de Rotherens, par la propriété de François Bugnon part du Château de l'Huille, et par les propriétés des frères Arnaud part de Villard Leger. La mise à prix de ce lot est de vingt-cinq livres.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

Le ou les adjudicataires prendront lesdits immeubles dans l'état où ils se trouveront au moment de l'adjudication définitive.

ARTICLE II.

Ils supporteront toutes les servitudes passives si aucune existent, et profiteront de celles actives, s'il y en a.

ARTICLE III.

Ils seront rattachés aux lieu et place desdits mariés Lavenaz en tous droits de propriété et actions possessoires qui peuvent leur compéter, sans pouvoir prétendre à aucun recours contre les poursuivans en cas de revendication, ni exiger d'eux aucun titre de propriété qui ne soit pas en leur pouvoir, sauf à compulser à leurs frais, périls et risque (des adjudicataires) lesdits mariés Lavenaz débiteurs saisis pour se les faire remettre.

ARTICLE IV.

Ils ne pourront non plus exercer aucun recours pour défaut de contenance, le plus ou le moins étant à leur profit et perte.

ARTICLE V.

Ils seront tenus de se charger des contributions qui seront à leur charge, à compter dès le premier janvier dix-huit cent vingt-cinq.

ARTICLE VI.

Ils payeront le prix de leur adjudication à présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront utilement colloqués par l'ordre qui sera établi de gré à gré ou judiciairement, et ce avec intérêts au cinq pour cent dès le jour de l'adjudication jusqu'au jour du paiement.

ARTICLE VI (bis).

En outre, et sans diminution sur le prix de l'adjudication, le ou les adjudicataires seront tenus de payer entre les mains du procureur des poursuivans tous les frais pour parvenir à la vente,

depuis et compris la requête du trois septembre dernier, et le décret et lettres portant l'injonction de payer dans trente jours, y compris aussi le coût des certificats délivrés par les secrétaires des communes, contenant la désignation des immeubles, et des états d'inscription, et ce, dans la huitaine après que l'adjudication sera définitive, sur la parcelle qu'il en fournira, laquelle, en cas de contredit sera taxée à leurs frais par le Tribunal; ils seront encore tenus de faire signifier à leurs frais copie du jugement d'adjudication aux débiteurs saisis, et d'en fournir copie authentique aux poursuivans.

ARTICLE VII.

S'il y a plusieurs adjudicataires tous les frais se diviseront entr'eux, chacun au marc la livre du prix de son adjudication.

ARTICLE VIII.

Lesdits immeubles seront mis aux enchères et adjugés séparément lot par lot.

En exécution des ordonnances et décret ci-devant énoncés, et à la requête des administrateurs des biens des pauvres de la Rochette où ils sont domiciliés, ayant pour procureur M.^e Charles Vernaz procureur au Sénat, domicilié à Chambéry, en l'étude duquel ils ont déclaré, par leur requête du vingt-trois octobre dernier, être domicile, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et sur la mise à prix offerte par les poursuivans, qui est de quatorze cent soixante et onze livres pour la totalité des lots formant plus de soixante fois le montant de la contribution foncière; en conséquence la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje étant à Chambéry (deuxième section), rue Juiverie, maison d'Allinge, le huit février prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par les poursuivans, savoir :

Pour le premier lot, mille livres.

Pour le deuxième lot, trois cents livres.

Pour le troisième lot, trente livres.

Pour le quatrième lot, quatre-vingt livres.

Pour le cinquième lot, trente-six livres.

Pour le sixième lot, vingt-cinq livres.

Total quatorze cent soixante et onze livres.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité des articles soixante et dix-sept et cent-deux du susdit Édit du seize juillet mille huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry sous le sceau du Tribunal, le 5 janvier 1825.
Claude MOLLINO.

Enregistré à Chambéry, le 5 janvier 1825, vol. 21, case 384.
folio 101 v.^o; perçu trois livres, BAUME.

Monsieur le Juge-Maje de la province de Faucigny:

Soyez humblement sieur Marie-Gabriel Emonet, percepteur des contributions directes, demeurant en la commune de Mègeve, et dit :

Que, par acte passé le vingt-huit juin mil huit cent neuf, devant M.^e Béchex, notaire, de résidence à Mègeve, il a acquis du sieur Joseph-François Desforges, propriétaire, demeurant alors audit Mègeve, et aujourd'hui sans profession, du moins connu de suppliant, demeurant en la ville de Môtiers, savoir :

1.^o Une maison appartenante audit sieur Desforges, et acquise des M.^{rs} Joseph-Marie-François Desforges, en son vivant notaire, et dame Jeanne-Claudine Roux, ses père et mère, située sière le chef-lieu de la commune de Mègeve, incendiée depuis quelques jours, sans avoir été rétablie, ensemble les jardins, avenues et plantages qui en dépendent, telle quelle a été primitivement acquise de M.^r Joseph Thérèse Jacquier, de Bonneville, et de dame veuve Ligeon, par contrat du premier novembre mil sept cent quatre-vingt-huit, Delagrange notaire, et dont il n'est excepté que ce qui a été rendu par acte authentique aux sieurs Aimé Chammart et Jean Grange.

2.^o Une pièce de terre en champ et marais, six lieus dit à la Mulettaiz, commune de Mègeve, cadastrés sous les numéros entiers de la mappe audit lieu de Mègeve 10511, 10512, 10513, 10514, 10515, 10516 et 10518, et ayant la contenance qui lui est attribuée, tant par ladite mappe que par la possession.

Cette vente lui coûte pour le prix et somme de sept mille cent cinquante-sept francs, quarante centimes, que le suppliant s'engage d'acquitter aux créanciers antérieurs et privilégiés sur lesdits biens vendus, en relevant le vendeur avec intérêt, parmi lesquels se trouve M. Joseph-François-Marie Jacquier, de Bonneville, comme privilégié.

Que le suppliant a fait transcrire son titre d'acquisition au bureau de la conservation des hypothèques de Bonneville le vingt-huit novembre mil huit cent vingt-trois, ainsi qu'en constate du certificat de dépôt délivré par sieur Bella, conservateur, sous cette date, ici produit et joint à la présente, et le suppliant s'est encore fait délivrer par ledit Conservateur toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens, jusqu'à la date du vingt-sept octobre mil huit cent vingt-quatre, dont il a formé l'état en trois colonnes, ainsi ci-joint et produit, indiquant, la première colonne, la date et la nature du privilège ou de l'hypothèque, la seconde, le nom des créanciers, la troisième, le montant des inscriptions.

En conséquence, le suppliant déclare formellement qu'il est prêt à payer immédiatement les créances, tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Judicature-Maje. Je tout cependant, que jusqu'à concurrence du prix stipulé audit contrat de vente du vingt-huit juin mil huit cent neuf ; et à ces fins, il revient à vous Monsieur le Juge-Maje, pour qu'il vous plaise lui accorder votre décret avec telles lettres requises et désignation de l'huissier ou sergent royal pour notifier à chacun des créanciers compris audit état et au domicile par eux élu dans l'inscription et au sieur Joseph-François Desforges, sans pour

lesse connue, demeurant en la ville de Montiers, précédent propriétaire ; tous la rogatoire, au besoin, à Monsieur le Juge-Major de la province de Tarentaise, copie, tant de ladite requête actuelle et de son certificat de transcription et de l'état des inscriptions ci-dessus relatées ; se soumettant et se réservant de faire insérer semblable copie dans le Journal de Savoie, qui s'imprime au chef-lieu de la division, faute d'un journal particulier en la province du Faucigny ; sur ce signer pour voir.

Signe ÉMONET, JACQUIN, conseil ; et ROUX, procureur.

Vu ; nous commettons pour les fins requises l'huissier judiciaire Émonet, pour les notifications à faire au chef-lieu de cette province, et pour les autres, commettons le sergent Chamosset ; quant à celle à faire à l'ancien propriétaire, c'est sous la rogatoire à M. le Juge-Major de la province de Tarentaise, et par tel huissier ou sergent royal qu'il lui plaira nommer.

Fait à Bonneville, au palais de justice, le 18 décembre 1824.

Signe Spectable DONAHUANO, Juge-Major, et M.^e JACQUIN, Greffier.

Enregistré à Bonneville le 21 décembre 1824, volume 9, folio 65 verso case 624 ; reçu deux livres neuves. Signé BELLA, receveur.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Tribunal de Judicature-Major du Faucigny ; Conservation des hypothèques ; Certificat de transcription. Je soussigné, Conservateur des hypothèques au bureau de Bonneville, certifie qu'il m'a été souigné aujourd'hui par M.^e Émuel Marie-Gabriel de Mégève, un acte de vente d'immeubles situés à Mégève, anciennement de cette province, reçu le 28 de juin 1829, par le notaire M.^e Bréchet, de résidence à Mégève, et fait par Desfarges Joseph-François, propriétaire, domicilié dans la commune de Mégève, à Émuel Marie-Gabriel, huissier public, domicilié dans ladite commune de Mégève, pour le prix de sept mille cent cinquante-sept francs, quarante centimes, valant en livres neuves une somme égale.

Ladits immeubles consistant, 1.^o En une maison, sitée le chef-lieu de Mégève, incendiée depuis quelques jours, date de la vente, sans avoir été établie, avec la jardin, les avenues et plantations qui en dépendent ;

2.^o Une pièce de terre en champ, lieu dit à la Molette, située commune de Mégève, inscrite sous les numéros 10511, 10512, 10513, 10514, 10515, 10516 et 10518 de la nappes dudit lieu ;

Et que ledit acte a été aussi enregistré aujourd'hui sur le registre général d'ordre, volume 38, article 24, et sur le registre des transcriptions, volume 7, article 145 ; reçu pour droit proportionnel, trente-cinq livres, quatre-vingt centimes ; pour timbre, cinquante centimes ; pour salaire, une livre cinquante centimes. Total, trente-sept livres neuves, quatre-vingt centimes. A Bonneville, le 28 novembre 1824. Signé BELLA, Conservateur.

Pour les sept mille cent cinquante-sept francs, quarante centimes, prix de la vente, payable aux créanciers du vendeur, inscrit d'office sur les registres des hypothèques, au volume d'ordre général 30, article 25, lieu pour droit proportionnel, trois livres, cinquante huit centimes ; pour salaire, soixante et quinze centimes. Total, cinq livres neuves et vingt-huit centimes. A Bonneville, le 28 novembre 1824.

TENUE DE L'ÉTAT en trois colonnes, de toutes les inscriptions existantes sur les immeubles vendus à forme d'acte du 28 juin 1809, passé devant M.^e Brèches notaire, de résidence à Megève, par sieur Joseph-François Deslorges, propriétaire, demeurant à Megève, au sieur Marie-Gabriel Ennemet, ancien huissier public et aujourd'hui percepteur des contributions directes de Megève, et d'est suivant les certificats qui ont été délivrés par le Conservateur de Bonneville, et postérieurs au délai fixé en l'article 71 de l'édit du 16 juillet 1822.

DATE ET NATURE du privilège ou de l'hypothèque.	Noms des créanciers inscrits.	Montant de l'inscription
Contrat notal du 22 vendémiaire an 11, Bonnelui, notaire à Sallanches, et autre acte du 21 thermidor an 13, Martinet, notaire à Moûtiers.	Dame Aimée - Marguerite de Greyff, épouse de Joseph-François Deslorges.	9558 23
Jugement rendu par le Tribunal civil de Moûtiers, le 14 décembre 1810; acte de vente du 27 mai 1815, Martinet, notaire à Moûtiers.	Noble Philibert-Amédée Greyff.	3762 32
Acte obligatoire du 29 septembre 1805, M. ^e Goffat-Saint-Amour, notaire à Bonneville.	Jean-Baptiste Sorquet-Joglard.	4438 50
Contrat de vente du 21 novembre 1787, Milion, notaire.	La nouvelle Régence des Contamines, mandement de Saint-Gervais.	624 00
Acte obligatoire du 20 avril 1817 Muret, notaire à Sallanches.	Marie-Françoise Viollet.	4704 24
Contrat notal du 22 vendémiaire an 11, Bonneluy, notaire à Sallanches; et autre acte du 21 thermidor an 13, Martinet, notaire à Moûtiers.	Dame Anne Marguerite de Greyff, épouse de Joseph-François Deslorges.	9558 23
Obligation du 10 juillet, Namus, notaire à Sallanches.	Jean-Baptiste Chabron-Michoux.	844 00
Contrat notal du 20 février 1759, Grosset, notaire.	Jacq. ^e -Maurice Montmayeur, comme père et légitime administrateur de François-Auguste Léonidas, et de Jean-Bat. ^e Marcelle Népomucène.	4500 00
Contrat notal du 15 janvier 1784, Ozenier, notaire à St.-Gervais.	Victor-Marie, Jean-Louis-Alexandre Ferdinand et Pauline Cusin.	5000 00
Contrat notal du 16 janvier 1784, Ozenier, notaire à Saint-Gervais.	Victor-Marie, Jean-Louis-Alexandre-Ferdinand et Pauline Cusin.	5225 00

Bonneville, le 17 décembre 1824.

Pour copie conforme :

Signé BACHES, pour M.^e BACH, Procureur.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 14 Janvier.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 13 janvier. Tous les habitants de ce Duché auront appris avec une sincère douleur la mort de Mgr De Solles, ancien Archevêque de Chambéry. Nos regrets sont d'autant plus sensibles que nous avions lieu d'espérer de le revoir encore une fois parmi nous. Nous ne saurions mieux rendre hommage à la mémoire de ce respectable Prélat, qu'en insérant l'article suivant, tiré du *Journal des Débats*, du 3 janvier courant.

« M. l'Archevêque de Chambéry vient de terminer une longue et honorable carrière ; sa mort enlève un modèle à l'Eglise, un appui aux malheureux, un tendre ami à toute une famille en pleurs. Jamais homme ne fut plus digne d'être aimé, jamais homme aussi ne le fut davantage ; à toutes les vertus d'un Apôtre, il joignait toute la dignité d'un Evêque, et la plus aimable familiarité ; il imitait cette grandeur affable qui savait rapprocher les distances sans les confondre.

« Chéri dans tout son diocèse, il aurait, disait-il, souvent trouvé la perfect bonheur, s'il n'avait été frappé, dans ses vieux jours, de la plus affreuse calamité. Il avait tout perdu en perdant les yeux : son caractère aimable et si expansif devint plus sévère ; il ne pouvait plus, sans témoins, se transporter dans la chambre du malheureux : on était assés pour désoler son cœur paternel.

« Dans l'impossibilité de continuer ses fonctions, il vint à Paris : il y trouva comme partout, de nombreux amis ; sans cesse il se rappelait avec délices les bontés qu'on avait pour lui, et avec joie, il épanchait son cœur dans celui de son digne neveu, le marquis De Solles. Le respectable Archevêque est mort dans les bras de sa famille, dont la désolation joint avec les regrets. »

A V I S.

Le Bureau de la Vice-Intendance de la province de Caranga prévient qu'il retient en dépôt plusieurs patentes de naissance qui n'ont pas été liquidées, appartenant aux titulaires ci-après désignés, savoir :

- 1.^{er} Chaumontet Philibert, de Feangy.
- 2.^{er} Sauthier Albert-Eugène, de Vicy.
- 3.^{er} Marquis d'Allinge Jacques.
- 4.^{er} De Schiermoes Melchior-Paul, de Diagy.
- 5.^{er} Bulloz Jacques, de Valbons.
- 6.^{er} Biane Joseph, de Chazery.
- 7.^{er} Gaillet François, de Lbène.

Les propriétaires desdites patentes sont invités à les retirer ou faire retirer en présentant les titres constatant leurs droits de propriété.

A V I S.

L'adjudication de la ferme des octrois de la commune d'Albens, chef-lieu du mandement, province de Genevois, aura lieu par suite de soumissions cachetées, qui seront reçues jusqu'au 15 du courant, au secrétariat de ladite commune.

L'administration est autorisée à traiter de gré à gré avec les personnes qui, pouvant exercer par elles-mêmes l'état de boucher, présenteront d'ailleurs les sûretés convenables.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 9 janvier: *PARTISANS ROYAUX* (du 15 décembre 1845) par lesquelles S. M. approuve le Règlement y annexé, relatif à la perception de la taxe du peage sur le Mont-Croix.

P I È M O N T.

Turin, 6 janvier. Le premier jour de l'an, LL. MM. ont été complimentées, au nom du Corps diplomatique, par S. Exc. le Marquis de La Tour-du-Pin, ambassadeur de S. M. le Roi de France. LL. MM. ont ensuite admis au baise-main la Noblesse et le Corps des Officiers. Le soir, S. M. la Reine, après avoir reçu en audience particulière M.^{me} l'ambassadrice de France, a admis au baise-main les Dames qui ont le titre d'Excellence et les autres Dames présentées à la Cour.

— S. M. a daigné accorder le titre et le grade de Secrétaires de Guerre et de Marine à MM. Joseph Harberis et Paul Grosse, sous-secrétaires et la qualité d'employés au même ministère, à MM. les volontaires le Chev. Alfio Hardeisson de Rigras, le Chev. Louis Vincenzo Ponte, Edouard Gavallier et Joseph Ricciolin.

— S. M. a nommé Sous-Econome général des Bénédictins, M. le rhénan Avocat Jean-Baptiste Ferrero, auparavant Premier Secrétaire du l'Econome.

— M. le Chev. Jules Cordero de St. Quentin est nommé Conservateur du Musée Royal égyptien.

— S. M. a décerné à M. l'Avocat Joseph Masola, Avocat des Pauvres près le Sénat de Gènes, le titre et le grade de Sénateur.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

On ne néglige rien en Russie pour venir au secours des victimes de l'inondation. L'impératrice-mère a fondé deux maisons de charité pour servir d'aile temporaire aux personnes détreues sous sa protection dans des établissements publics, et qui, par suite de l'inondation, se trouvent sans moyen, et pour les enfants devenus orphelins par l'effet de la même calamité. Une souscription ouverte à Riga a produit 30 mille roubles le premier jour.

— Rien n'égale la sollicitude de l'empereur de Russie en faveur des victimes de l'inondation; l'exemple qu'il donne à ses sujets excite la plus touchante émulation parmi eux pour venir au secours des infortunés. Afin de prévenir une nouvelle calamité de ce genre, on s'occupe d'un choix d'emplacements insaisissables à l'inondation, pour y construire des magasins.

— Le sultan a résolu une cinquième campagne contre les Grecs.

ANGLETERRE.

Les ministres d'Autriche et de Russie ont travaillé avec M. Canning. Deux messagers du Roi sont partis, l'un pour Vienne, et l'autre pour St. Pétersbourg.

FRANCE.

Paris, 4 janvier. A l'occasion du premier jour de l'an, S. M. a reçu tous les Corps. Elle a été complimentée, au nom du Corps diplomatique, par S. Exc. M. Machi, Nonce apostolique.

— La Chambre des Députés a reçu hier en communication 1.^o le projet de loi qui règle la dotation de la Couronne et la liste civile; celle-ci, fixée pour toute la durée du règne, est portée, comme sous le feu Roi, à 25 millions. Une somme de 7 millions est assignée pour l'apanage des Princes; et une somme de 6 millions est affectée aux frais des obèques du feu Roi et à ceux du sacre; 2.^o le projet de loi pour l'indemnité des émigrés, des condamnés et déportés, qui aurait lieu, au moyen d'une inscription de rente 3 pour cent sur le grand livre de la dette publique, égale à vingt fois le revenu des biens vendus en exécution des lois qui laissent le revenu sur celui de 1790, et égale, pour les autres biens, au prix de vente réduit en numéraire, d'après le tableau de la dépréciation du papier-monnaie; 3.^o un projet de loi sur l'amortissement et sur la conversion facultative des rentes 5 pour cent en rentes 3 pour cent ou 4 1/2 pour cent; 4.^o un nouveau projet de loi sur les donations; 5.^o un projet de loi pour la réparation de divers monuments publics.

6 Janvier. En vertu de la nouvelle convention entre LL. MM. les Rois d'Espagne et de France, du 10 décembre dernier, le nombre des troupes françaises qui restent dans la Péninsule jusqu'à ce que les parties intéressées jugent leur retraite nécessaire, est fixé à 22 mille hommes, non compris les deux régiments suisses qui restent à Madrid. Cette convention règle les sommes nécessaires pour les dépenses de l'entretien des troupes et pour le mode de service.

— Au nombre des projets de loi présentés à la Chambre des Pairs, dans la séance du 4, sont un projet de loi relatif au mode d'autorisation des communautés religieuses de femmes à acquérir à titre quelconque, et un nouveau projet relatif à la répression du sacrilège et des crimes commis dans les églises.

8 Janvier. Le projet de loi contre le sacrilège, communiqué à la Chambre des Pairs, propose la peine de mort contre la profanation des vases sacrés; la peine des parricides contre celle des hosties consacrées. Diverses peines sont affectées graduellement aux autres délits contre la religion et l'exercice du culte.

Les troupes qui seront dirigées momentanément à Saragosse, à Santona et la Corogne, etc., indépendamment des 22 mille hommes stipulés dans la dernière convention, portent le montant total des troupes françaises en Espagne, de 30 à 35 mille hommes.

Actions de la banque de France : 1950 fr. ; 1960 fr.

Cinq pour cent consolidés : 100 fr., 50 c., 103 fr. ; 100 fr. 95 c.

ITALIE.

Dans la nuit du 10 au 11 décembre dernier, on a senti à Reggio, en Calabre, cinq légères secousses de tremblement de terre.

— Le Pape a admis S. Em. le Cardinal Morozzo au nombre des membres de la Congrégation *De propaganda Fide*.

— S. M. la Reine de Sardaigne Marie-Thérèse, aussitôt son arrivée à Rome, ayant manifesté le désir d'offrir son hommage au Souverain Pontife, en a été reçue avec une distinction particulière, avec les Princesses ses filles. S. M. était accompagnée de sa suite d'honneur, de son chevalier d'honneur et de M. le marquis Cras de Vergagni, Chargé d'affaires de S. M. le Roi de Sardaigne près le Saint-Siège.

— La veille de Noël a eu lieu à Rome, avec la plus grande pompe, la cérémonie de l'ouverture de la Porte-Sainte. Le Souverain Pontife, accompagné d'un nombreux cortège et arrivé sous le porche de la Basilique du Vatican, est descendu de sa litière et a été reçu avec un dais magnifique, d'où il est monté sur son trône, entouré des Cardinaux, des Evêques, du Sénateur des Conservateurs et du prieur du peuple romain. Arrivé à la Porte-Sainte, où se trouvaient les pères Prémonstratens, avec des cierges allumés, S. S. a reçu le maître d'argent des mains du grand Prévost, en a frappé trois la Porte-Sainte et s'est placé sur son trône. Alors au signal donné le mur entier de la Porte est tombé sur un char disposé à cet effet des

l'église. Retourné à la Porte Sainte, S. S. a reçu la croix d'une main et un siège de l'autre, et a entonné le *Te Deum*, et au même instant le son des trompettes et les décharges de l'artillerie et de la mousqueterie s'est mêlé au son de toutes les cloches de la ville, qui retentissait depuis deux heures. Le Saint-Père est entré alors seul dans la temple, et après lui, les Cardinaux, les Patriarches, les Prélats, les Pénitenciers, les Princes et autres personnages distingués, qui ont reçu le baiser de S. S. Assis sur le Marchepied de l'autel, dans la Chapelle de la Piété, le Saint-Père a conféré la garde des Portes-Saintes des quatre Basiliques, aux Chevaliers de Saint-Pierre et du Saint-Paul. La cérémonie a été terminée par la triple bénédiction donnée par S. S. à la foule immense des fidèles présents.

S U I V R A.

On lit dans un de nos journaux l'article suivant :

« La malveillance a trouvé un nouveau moyen de nuire à la route du Simplon. Un ouvrage imprimé à Paris en 1824, ose dire que le Roi de Sardaigne a fait détruire sur plusieurs points cette belle route qui est en ce moment impraticable. Cette assertion est entièrement fautive. La route du Simplon est encore ce qu'elle est, l'un des plus beaux ouvrages des hommes. Plus de cinq cents voitures qui l'ont traversée dans le courant de l'année 1824, attestent la sécurité qu'elle offre aux voyageurs. »

— On a proposé à Genève, dans le conseil souverain, l'établissement d'un pont suspendu en chaînes et cables de fer, sur le Rhône, entre Saint-Jean et la Goulouvenrière.

V A R I É T É S.

G É O G R A P H I E.

TRAVERSÉE de l'Afrique australe ; Relation des découvertes des Portugais dans l'intérieur de l'Afrique, entre Angola et Mozambique, tirée des manuscrits originaux ; par M. T. Bowdich, Londres, 1824.

(Extrait du Bulletin des Sciences Géographiques.)

Pendant que nous attendons en vain depuis huit mois des nouvelles ultérieures des voyageurs anglais qui, avant pénétré jusqu'au centre de l'Afrique centrale du nord ont fixé les positions du pays de Bornou et du grand lac de Tsad, d'autres clartés inattendues se répandent sur une autre partie de ce continent. Il vient d'être constaté, par la publication d'un certain nombre de relations portugaises, que diverses expéditions parties des établissements de Sena et de Teié, à l'est, ainsi que de San Paulo de Loanda et de San-Felipe de Benguela, à l'ouest, ont parcouru une grande partie de l'intérieur, de sorte que leurs itinéraires se croisent et traversent entièrement le continent, et font connaître une

zone de contrées jusqu'ici inconnues, longue de l'est à l'ouest de 14 degrés de latitude, et large du nord au sud de 5 à 6 degrés, remplissant ainsi un vaste espace blanc sur nos cartes.

Ces matériaux avaient été communiqués au célèbre et infortuné Bowdich, avant son départ pour l'Afrique, par le comte Saldanha de Gama, ancien gouverneur général d'Angola, et par le comte Linhares, fils d'un ancien gouverneur général de Sena. C'est en partie aux recommandations de M. d'Almeida, alors secrétaire d'ambassade à Vienne, que le voyageur anglais dut ces renseignements; il les avait rédigés en forme d'une esquisse de mémoire, accompagnées de deux cartes, l'une tracée par lui-même, d'après les manuscrits portugais, l'autre par le lieutenant colonel Furtado. Ce mémoire, laissé dans les mains du libraire Booth, vient d'être publié à Londres. Déjà les *Annales des Voyages* ont commencé à en donner la traduction; elles reproduisent exactement les deux cartes, telles que M. Bowdich les a laissées.

Voici les principaux résultats géographiques de cette publication :

Le continent africain, entre Angola et Sena, présente un plateau médiocrement élevé, comprenant quelques pays tempérés et boisés, mais aucune montagne assez haute pour qu'il s'y conserve de la neige. Beaucoup de déserts arides séparent ces pays habitables. Cinq ou six grandes rivières, qu'on ne peut traverser que sur des radeaux, coulent dans diverses directions sur ce plateau. Le Mouroucourou, le Couéné, le Roanga égalent le Zambèze. Le fameux Congo ou Coango doit, selon les relations portugaises, avoir sa source presque au milieu du continent, sous le dixième degré de latitude sud; il coule de l'est à l'ouest, en faisant une pointe au nord.

Le pays de Mooloa (Mouloua) occupe le milieu du continent entre Mozambique et Angola. Il est divisé en deux royaumes; le roi gouverne l'un et la reine l'autre; ils résident dans deux capitales distinctes, et ne se réunissent que pendant certains jours de l'année. Voilà un trait qui rappelle les Amazones. Les habitants vivent en famille, et n'ont rien de plus barbare que les autres Africains; mais à l'une et l'autre cour, on offre tous les jours un sacrifice humain de quinze à vingt individus. Les Portugais de San-Paulo ont reçu une ambassade du roi, qui les invitait à établir dans ce pays une *feira* ou station commerciale. Ils en ont une parmi les Cassanges, au nord ou au nord-ouest de Mooloa.

Les Missionnaires Capucins et autres établis à San-Salvador maintiennent , sans aucun secours militaire, l'autorité portugaise dans le royaume de Congo, dont le gouvernement féodal est dans un état de faiblesse ou de discordes perpétuelles. Le roi, les ducs, les marquis, professent extérieurement le christianisme et portent l'ordre du Christ. Les missionnaires ont des communications avec l'intérieur; M. Bowdich publie une de leurs relations.

Le comte Lapaz, fils du gouverneur général Mossamèdes, a communiqué un rapport sur la découverte du port Mossamèdes, à un degré au nord du cap Nègre. Tous les cours de rivières dans les environs diffèrent de nos cartes actuelles.

Le grand lac Maravi, d'après le jésuite Mariana, s'étend encore plus loin, dans la direction nord, qu'aucune de nos cartes ne le marque; il atteint la latitude de Mombaca; on est tenté de regarder la rivière Quilimancée, près Melinda, comme son débouché: il est navigable et environné de pays fertiles. C'est probablement une suite de lacs et de fleuves comme ceux de l'Amérique septentrionale.

Les Maravi et les Movitza, peuples au sud de ces grandes eaux intérieures, commercent avec les Majaoa, peuple de la côte de Zanquebar, qui leur fournit de l'ivoire.

Les Français de l'île Bourbon tirent beaucoup d'esclaves de ce pays, et pourraient, au moyen de questions bien suivies, se procurer des renseignements précieux.

Le commerce d'esclaves règne à travers toute cette partie du continent. Le nom du roi de Portugal est très-respecté, même parmi les Nomades; on l'appelle Mucui-Pout. On ne parle, dans aucune de ces relations, d'une race différente des nègres, et il semblerait que les Caffres ne forment qu'une très-étroite lisière sur la côte orientale; peut-être sont-ils des colons venus d'Arabie.

À la baie de Lagoa, où la race cafre domine, la traite d'esclaves cesse entièrement. Les Portugais y ont un poste qui communique par l'intérieur des terres, avec le gouvernement de Séna.

Ces découvertes joignent, à trois degrés près, celles que les Anglais ont faites en venant du cap de Bonne-Espérance.

CH A R A D E.

J'occupo un haüt rang dans le monde

Et je règne à la fois sur la terre et sur l'andè.

Tout letrur connaît mon premier;

De tout au gènéral il est très-familier;

Pour mon dernier, qui nous sert de demeure,

Il s'uffit à nos regards en tous lieux, à toute heure.

Le mot du dernier Logographe est plair, où l'on trouve tie, lion, peu, ple, piau, le, tul, il, le, pli, pile et ti.

MARCHÉ de Chambéry des 4 et 6 décembre 1804.

BLÉ.	PRIX.	LE VASSILL.		L'HECTOLITRE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		13	45	—	23 93
Seigle		13	75	—	17 60
Orge		13	50	—	17 63
Sarrasin		8	00	—	10 46
Maïs		13	50	—	17 63
Avoine (1).		12	25	—	8 00
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.					0 40
Viande, idem, idem.					0 60

(1) Rapport des 3 veils
sels en hectolitre :
Froment, . . . 813
Seigle, . . . 739
Avoine . . . 444

MANIFESTE.

POUR la vente, par subhastation, des immeubles de Jean-Claude Crozet-Bincaz, situés rière les communes de Coise, Saint-Jean-Pied-Gauthier et Planaise.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la Province de Savoie-Propre, résant à Chambéry, fait savoir que, par jugement du sept mai mil huit cent vingt-quatre, prononcé ledit jour aux comparans, dûment enregistré le quatorze juillet suivant, les sieurs Joseph et Antoine Anselme, propriétaires-rentiers, habitant à la Croix de la Rochette, en qualité de curateurs et gardes aux biens du sieur Clément Anselme, leur frère, absent des Etats de Sa Majesté, à forme du verbal du vingt-cinq juillet mil huit cent quinze, dûment insinué, il a été enjoint au sieur Jean-Claude Crozet-Bincaz, habitant à Planaise, débiteur, condamné à leur payer, dans le terme de trente jours, la somme de deux mille huit cent trente et une livres neuves, trente-huit centimes, portée par sentence du vingt-huit décembre mil huit cent vingt-deux, et liquidation faite par M.^e Crépine le trois avril dernier, avec dommages-intérêts tels que de droit, et par même jugement il a été donné acte aux dits frères Anselme de leur déclaration que, passé le susdit terme, il serait procédé à exécution par voie de subhastation, au préjudice du sieur Crozet-Bincaz, qui a été en outre condamné aux dépens, taxés à cent vingt-trois livres neuves, nonante centimes et que, suivant le prescrit de l'article nonante-neuf de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, sur la demande desdits frères Anselme, le Seigneur Juge-Maje de cette province leur a permis, par son décret du neuf octobre mil huit cent vingt-quatre, dûment enregistré le douze même mois, de faire citer ledit Jean-Claude Bincaz : ce qui a été fait, ainsi qu'en constate l'exploit du quatorze dudit octobre, signé par l'huissier Exertier, et à l'audience du vingt-cinq même mois, le Tribunal, M. l'Avocat Fiscal lui, en donnant acte aux comparans de leurs dires, offres et réquisitions, a, par son ordonnance dudit jour, dûment enregistrée le vingt-cinq, sous le droit de trois livres, signé Baudé, autorisé à vendre des immeubles dont s'agit, et a fixé l'audience, pour la première

enchère, au 27 novembre dernier, à neuf heures du matin, ladite ordonnance, requête et extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés audit Jean-Claude Crozet-Bincz, par l'huissier Exerhier cadet, à ce commis, ainsi qu'en résulte de son exploit, sous date du vingt-neuf dudit mois d'octobre. Le tout quoi a été enregistré au bureau des hypothèques, à Chambéry, le trente dudit octobre, ainsi qu'en conste du certificat délivré par M. Bonnet, conservateur, et à l'audience dudit jour vingt-sept novembre proche échu, est intervenu dans la présente cause de subhastation, dame Euphrasie la jeune Seissel, épouse de M.^e Jean-Baptiste Crozet-Bincz, de lui au besoin autorisée, domiciliée en ladite commune de Planaise, comparant par le ministère de M.^e Martin, substitut de M.^e Cornier, procureur et mandataire par acte du vingt-cinq du eudit mois de novembre, Claus notaire, ledit M.^e Martin pour l'intervenante, en exhibant la requête qu'a présentée sa partie en opposition à la vente des immeubles dont il s'agit, a persisté aux conclusions par elle prises, par les motifs énoncés, M.^e Dijoud, pour les frères Anselme, poursuivant ladite vente, a démontré la peu de fondement des conclusions de l'intervenante, et a conclu à ce que, sans s'arrêter à son opposition, dont elle sera déboutée avec dépens, il fût passé outre à la vente dredits biens, M. l'Avocat Fiscal oui, a déclaré, par les motifs par lui développés à l'audience, n'empêcher qu'il soit passé outre à l'adjudication préparatoire, pour la vente dredits biens, et c'est en donnant acte à ladite dame Seissel de son intervention, et sans préjudice de ses droits, pour lesquels elle agira ainsi et comme elle verra à faire; sur quoi le Tribunal, oui le rapport et les conclusions de M. l'Avocat Fiscal, a, par son jugement dudit jour vingt-sept novembre proche échu, par les motifs y énoncés, sans s'arrêter à l'opposition de l'intervenante, ordonné qu'il sera passé outre à la subhastation dont s'agit, et que ledit jugement serait signifié au débiteur Jean-Claude Crozet-Bincz, non comparant; et ensuite de la prononciation dudit jugement, ledit M.^e Martin, pour sa partie et sans déroger de respect au Tribunal, a déclaré, d'après l'avis de son Conseil, appeler dudit jugement; sur ce, le Tribunal, en donnant acte à M.^e Martin de sa déclaration, a ordonné le sursis aux subhastations dont s'agit, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le mérite dudit appel, et a ajourné les parties à paraître à l'audience du Séal du onze décembre lors suivant, pour ouïr la prononciation de l'arrêt qui serait rendu sur le mérite dudit appel, dépens réservés. Ce jugement a dûment été enregistré le deux décembre, sous droit de quatre livres, cinquante centimes, à forme du reçu signé Baudé, et signifié le trois même mois par l'huissier Exerhier, audit sieur Jean-Claude Crozet-Bincz, ainsi qu'en conste de son exploit dudit jour; par arrêt du onze décembre, enregistré le même jour, sous le droit de trois livres neuves, à forme du reçu signé par ledit M.^e Baudé, le Séal a déclaré ladite Euphrasie (la jeune) Seissel, femme de Jean-Baptiste Crozet Bincz non recevable en son appel, et a renvoyé les parties

par-devant le Tribunal, et a condamné l'appelante aux dépens de l'instance poursuivie par-devant le Senat, et par décret du ce Tribunal en date du dix-huit dudit mois de décembre, enregistré le même jour, sous le droit de deux livres, signé Brudé, mis au bas de la requête présentée par lesdits sieurs Joseph et Antoine Anselme, en leurdite qualité. La première enchère des biens dont s'agit a été fixée au vingt-cinq janvier prochain, à neuf heures du matin, et a mandé au greffier de céans de dresser le manifeste requis, et a commis l'huissier Augustin Exertier pour les notifications requises. Cette requête, décret et lettres, ainsi que l'enregistrement dudit décret ont été signifiés audit sieur Jean-Claude Crozet-Bucax, par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commis, sous date du vingt-huit dudit mois de décembre; en conséquence.

Les immeubles ci-après désignés seront vendus en trois lots et successivement en totalité : et en cas qu'il ne se présente personne pour couvrir les enchères qui auront été portées sur les trois lots réunis, ceux-ci seront adjugés séparément à celui ou à ceux qui auront fait l'offre la plus avantageuse.

Désignation des Immeubles à vendre.

Le premier lot se compose :

ART. 1.^{er} Une portion de jardin située à Planaise, lieu dit au Château, contenant cent quatre toises et cinq pieds, faisant partie du numéro 191 de la mappe de Planaise; et sous la lettre A du plan mentionné dans l'acte de partage du trois juillet mil huit cent seize, Pichon notaire, se confinant par le chemin public au nord, le champ et portion de ce jardin appartenant aux frères Jean-Baptiste et François Crozet du levant et couchant, en partie avec le champ dudit Jean-Claude Crozet dit Bucax; taille six sous, six deniers.

ART. 2. Place audit lieu, contenant vingt-quatre toises, sous partie du numéro 293 de l'édite mappe, et sous la lettre B du plan audit, se confinant par celle de Jean-Baptiste Crozet du nord; celle de Jean-François Crozet du midi, et les bâtimens dudit Jean-Claude Crozet du levant; taille un sou, neuf deniers.

ART. 3. Une portion de maison, place et grange audit lieu, contenant en tout quatre-vingt-deux toises, sous partie du numéro 194 de l'édite mappe; la portion de maison sous la lettre C du plan, contenant huit toises et six pieds, consiste en une cuisine au rez-de-terre, chambre au-dessus et galeries, et est confinée par celle de Jean-Baptiste Crozet du nord, celle de Jean-François Crozet du midi et emplacement dudit Jean-Claude Crozet des levant et couchant. La place sous la lettre D, contenant soixante toises, deux pieds, est confinée par celle de Jean-Baptiste Crozet en partie, et grange dudit Jean-Claude Crozet du nord, place et bâtiment de Philibert Crozet du midi et en partie du levant, et maison dudit Jean-Claude Crozet du couchant. La portion de grange sous la lettre E, contenant treize toises, se confie par celle de Jean-François Crozet du levant, sous de Jean-Baptiste Crozet du couc

chant, et grand route du nord; taille six sous, quatre deniers. L'offre, pour la mise à prix de ce lot, est de cinq cents livres neuves.

Le second lot se compose :

Art. 1.^{er} Une pièce de champ huiinée, située aussi à Planaise, lieu dit aux Charmilles, de la contenance de trois cent vingt-cinq toises et quatre pieds, dont soixante-six toises sous numéros 289, et deux cent cinquante-neuf toises et quatre pieds sous numéro 288, le tout de la susdite mappe et sous la lettre G dudit plan; se continuant par le champ de Jean-François Crozet du nord, celui de Jean Baptiste Crozet du midi, et au chemin public du couchant; de ■ taille d'une livre, six sous, deux deniers.

Art. 2. Une portion de champ située en la même commune, lieu dit au Villaret, contenant un journal, cent cinquante-sept toises, deux pieds, dont vingt et une toises, cinq pieds sous le numéro 299, et un journal, cent trente-cinq toises, cinq pieds sous numéro 300 de la mappe susdite, et sous la lettre B dudit plan; se continuant par le champ de Jean-François Crozet du levant, celui de Jean-Baptiste Crozet du couchant, et celui de M.^e Jean-Baptiste Crozet-Biocas du nord; taille totale, deux livres, huit sous, cinq deniers. L'offre pour la mise à prix de ce lot est de six cent livres neuves.

Le troisième lot se compose :

Art. 1.^{er} Une pièce de vigne, située sur la commune de Coisse, Saint-Jean-Pied-Couthier, en deux portions, sous partie du numéro 15 de la mappe de cette commune; la portion au levant, qui est entre celles échues à Jean-François et Jean-Baptiste Crozet, contient cent quinze toises et deux pieds, et se confino par celle dudit Crozet du levant, la vigne d'Humbert Vellet du midi, et la grand route du nord; taille une livre et six deniers.

Art. 2. L'autre portion, qui est entre celles échues auxdits Jean-Baptiste Crozet au levant, et Jean-François Crozet au couchant, contient cent cinquante trois toises et six pieds, figurée en jaune par le susdit plan, et est ainsi confinée, plus par la grande vigne de respectable Genin du midi et ■ grand route du nord; taille une livre, dix huit sous, quatre deniers.

Art. 3.^e Une portion de pré au même lieu, sous partie du numéro 16 de la mappe, contenant cent neuf toises, à prendre entre la portion du même numéro échue à Jean-François Crozet du levant, qui est en vigne, et celle pré échue à Philibert Crozet au couchant, aussi figurée en jaune par ledit plan, et est ainsi confinée, plus par le pré défriché de dame Blard du midi, et la grande route du nord; taille huit sous, deux deniers. L'offre pour la mise à prix de ce lot, est de quatre cents livres.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE I.^{er}

L'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils seront à l'époque de l'adjudication, et en percevra le fermage qui se trouvera encore dû.

ARTICLE II.

Il supportera toutes servitudes patentes ou occultes, s'il en existe.

ARTICLE III.

Il payera les contributions affectées sur lesdits biens pour l'année courante et celles arriérées, s'il s'en trouve.

ARTICLE IV.

Il payera le prix de la vente à qui sera ordonné par le jugement d'ordre à intervenir, avec intérêt au cinq pour cent, sans retenue dès le jour de l'adjudication définitive, et entrera en jouissance sitôt après la notification dudit jugement d'adjudication définitive.

ARTICLE V.

Il payera tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du neuf octobre dernier inclusive-ment, sans aucune diminution du prix.

ARTICLE VI.

Il sera tenu à tout ce que prescrit en pareil cas l'édit du 16 juillet 1822.

En exécution, tant de l'arrêt du Sénat que des ordonnances, décret et lettres de ce Tribunal, qui l'ont précédé et suivi, le tout ci-devant énoncé, et la requête desdits sieurs Joseph et Antoine Anselme en leurdite qualité, ayant pour procureur M.^e François Dijoud, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, il sera procédé à la première enchère pour la vente des immeubles ci-dessus décrits, et sur la mise à prix offerte par les poursuivans, ci-devant énoncée pour chaque lot, à l'audience du Tribunal de Judicature Majoré siéant à Chambéry, rue Jaiverie, maison d'Al-linges, le vingt-cinq janvier prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par les poursuivans, qui est de cinq cents livres pour le premier lot, ci 500

Pour le second lot, six cents livres. 600

Pour le troisième lot, quatre cents livres. 400

Total 1500

Et ensuite, en totalité, sur la mise à prix de quinze cents livres avec l'augmentation des offres qui auront été faites à l'audience sur les enchères partielles.

Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette Division, en conformité et de la manière prescrite par les articles soixante et dix-sept et cent deux de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mande, à ces fins, le Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, officieuses, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau de ce Tribunal, le vingt-neuf décembre mil huit cent vingt-quatre, MOLLARD, greffier.

Enregistré à Chambéry, le 29 décembre 1824, volume 21, cote 774, folio 81 verso. Poursuivi trois livres. BAUDE.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 21 Janvier.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 20 janvier. Mardi il a été célébré, dans l'Eglise Métropolitaine de cette ville, un service funèbre pour le repos de l'âme de Mgr l'illustré et Rév. Mgr Irénée-Yves de Solles, ancien Archevêque de Chambéry. Un pareil service avait été célébré la veille dans l'église de Notre-Dame, pour le même objet. Mgr l'Archevêque a écrit une Circulaire aux bontés à MM. les Archevêques du Diocèse, dans laquelle, sans leur présenter aucune disposition à cet égard, il s'en rapporte à leur foi, à leurs souvenirs et à leurs regrets, pour les prières qu'ils jugeront devoir indiquer dans leur ressort, selon ce que les circonstances des lieux pourront leur permettre de plus convenable et de plus édifiant.

— Le défaut de temps et d'espace ne nous permet pas de parler ici avec détail du rétablissement de l'ancienne Procession générale de Saint Sébastien, qui a lieu dans cette ville aujourd'hui, jour de la fête patronale de MM. les Nobles Chevaliers-Tirailleurs de Chambéry, sur la demande de MM. les Nobles Syndics, en exécution d'un ancien vœu de cette ville. Nous y reviendrons dans le N.º prochain.

— La Gazette Piemontaise du 21 janvier fait mention d'un incendie survenu le 8 de ce mois, vers la rue de Pô, dont les ravages ont été prévus par les secours prodigués avec ardeur que de promptitude par les Carabiniers Royaux, les Gardes Pompiers et autres personnes réunies sur les lieux, dont l'émulation a d'ailleurs été excitée par la présence de tous les premiers Fonctionnaires de la Capitale. Outre les personnes distinguées qui se sont signalées dans cette circonstance, on a honorablement remarqué une quinzaine d'étudiants de l'Université, au nombre desquels sont MM. le Comte Ignace Avogadro, Alexandre Bocca, Joseph Carioni, et par-dessus tout M. François Viallet, de Saint-Jean-de-Maurienne, qui, selon le témoignage des assistants, et en particulier, du Professeur Piana, Préfet de son quartier, a exposé plusieurs fois sa vie au plus grand danger. M. Viallet a reçu des témoignages honorables de l'intérêt qu'ont inspiré son courage et

son intrépidité, et il a noblement refusé la récompense qui lui a été offerte à ce sujet.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 15 janvier : *MANIFESTE du Magistrat du Protomedicato* (du 21 décembre 1824) qui fixe le prix de quelques remèdes non compris dans la taxe actuelle et établit quelques variations dans le prix de ceux contenus dans la taxe observée jusqu'ici.

Pub. le 15 janvier : *Privilege pour dix ans accordé au sieur Gaibizzo de Gênes, pour la fabrication d'un nouveau papier de paille, et cède au sieur Felix Fresia, de Turin, par la propriétaire, qui s'est réservée la ville et le duché de Gênes pour y fabriquer lui-même ledit papier.*

Pub. le 18 janvier : une notification du *Ministre Général de la Guerre* qui prescrit les invalides retraités que, pour éviter les inconvénients qui peuvent résulter et dans l'intérêt de ces militaires eux-mêmes, ils ne doivent, à l'avenir, se présenter pour leur pension qu'après les cinq premiers jours du mois qui suit chaque trimestre écoulé, et dans le cours du même mois à l'exception des jours de fêtes.

P I É M O N T.

Turin, 13 janvier. Un courrier extraordinaire arrivé ici le 9 a apporté la funeste nouvelle de la mort de S. M. Ferdinand ^{II}, Roi des Deux-Siciles, décédé le 4 du courant, après une courte maladie. Notre Cour est plongée dans la plus vive affliction par la perte d'un Prince à qui elle était si étroitement attachée par les liens de la parenté et de l'amitié. S. M. a ordonné que le Théâtre Royal resterait fermé jusqu'au 21, et les autres jusqu'au 15. La Cour prend un deuil rigoureux de six mois, le premier trimestre en laine, et le second en soie.

— S. M. a daigné renouveler en faveur de Jacques Déjean, la concession des mines de fer de Siat, et lui accorder en outre celle des mines de charbons fossiles de St. Pierre de Rumilly, de Tannings, du Grand et du Petit-Bornand, de Rouel et de Belerne; et en considération des avantages qui en doivent résulter, S. M. a fixé cette concession pour la terme de 30 années.

— La population de Turin, à la fin de décembre 1824, était de 107,396. Cette augmentation de plus de 30 mille âmes en dix ans est une belle preuve des avantages de la restauration et en particulier de la sollicitude paternelle de notre auguste Souverain en faveur du commerce et de l'industrie.

— S. M. a donné un règlement aussi sage qu'important pour les Théâtres de Gênes, placés sous une direction composée du Gouverneur général des deux Syndics et de 24 personnes notables, choisies par le Gouverneur.

13 Janvier. S. M., par Brevet du 3 décembre dernier, a nommé M. Rodolphe Orsini Secrétaire de l'Inspection générale du Trésor Royal. Par Brevet du 23, M. Louis Bernardi, Secrétaire de l'Agence générale des Finances, a été nommé Chef de Section. Par Patentes du 27, S. M. a

conféré le titre et le grade de Vice-Directeur de la Dette publique à M. le Marquis Charles Delcarréto, Secrétaire général de cette Administration, avec la faculté de signer en cas d'empêchement du Directeur Général et des Vice-Directeurs effectifs.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Le Sœder a fait partir du port de Stockholm plusieurs cargaisons pour contribuer à l'approvisionnement de Saint-Petersbourg.

— Les dernières nouvelles de la Grèce annoncent que tout est prêt pour le siège de Palras, qui sera, dit-on, favorisé par la présence de dix mille soldats grecs.

— M. de Minskiy ayant déployé après du Divan son caractère d'envoyé de Russie, on doit en conclure que tous les différends entre les deux puissances sont enfin applanis.

ANGLETERRE.

On a reçu des Indes des nouvelles que l'on croit peu favorables. On prétend que les Birmans, à la suite de quelques avantages, s'étaient plus qu'à quelques lieues de Calcutta.

— Notre gouvernement vient d'envoyer des commissaires pour conclure des traités de commerce avec les nouveaux Etats du Mexique, de Colombie et de Buenos-Ayres.

FRANCE.

Paris, 21 janvier. La commission chargée d'examiner le projet de loi sur la liste civile, en a proposé à l'unanimité l'adoption sans aucun changement.

— Une ordonnance royale appelle 60 mille hommes sur la classe de 1834.

— S. M. a accordé une pension de deux mille livres aux descendants du grand Condé.

— Le Président des Etats-Unis d'Amérique a annoncé, dans son message au congrès, l'admission de onze nouveaux Etats dans l'Union.

— Il paraît certain que l'inquisition ne sera pas rétablie en Espagne.

13 Janvier. Un Courier extraordinaire a apporté à M.^{me} la Duchesse d'Orléans, la nouvelle de la mort de son auguste père, S. M. le Roi Ferdinand I^{er}, Roi des Deux-Siciles. Le Duc de Calabre a pris les rênes du gouvernement sous le nom de François I^{er}. Il a confirmé par un décret toutes les autorités actuelles du Royaume.

— L'article 4 du projet de loi sur la liste civile fixe les appanages de la maison d'Orléans. La proposition de détacher cet article, comme étranger à la liste civile, a donné lieu à une longue discussion, à la suite de laquelle

le projet a néanmoins été adopté sans changement, à la grande majorité de 278 voix contre 25.

15 *Janvier*. La Chambre des Pairs a adopté le projet de loi sur la liste civile, à la majorité de 134 voix contre 3.

— S. M. s'est rendue au Salon des beaux-arts, pour distribuer elle-même aux Artistes les récompenses qui leur étaient destinées. Un grand nombre de peintres, de sculpteurs et de graveurs ont reçu des décorations des mains de S. M. d'autres sont honorés de médailles, et un grand nombre d'ouvrages sont acquis par la liste civile. S. M. a chargé M. Gérard de tableaux de son sacre.

— Le gouvernement d'Espagne a décidé l'envoi de 12 mille hommes au Pérou, pour servir de base aux opérations militaires dans l'Amérique méridionale.

Actions de la Banque de France : 1885 fr. ; 1980 fr.

Cinq pour cent consolidés : 100 fr., 75 c. ; 102 fr., 50 c.

V A R I É T É S.

Il nous tarde de donner dans ce Journal un article nécrologique sur feu M. le marquis de Costa de Beauregard : en attendant les renseignements qui nous sont nécessaires, nous nous sommes occupés d'une Notice raisonnée de ses ouvrages. Comme nous avons rendu compte, dans le temps, de ses *Mémoires historiques sur la Maison Royale de Savoie* et de ses *Mélanges tirés d'un portefeuille militaire*, nous nous bornerons ici à l'Article suivant sur le Discours qui a remporté, en 1778, le Prix d'éloquence à l'Académie de Besançon sur ce sujet : *Combien l'éducation des femmes peut contribuer à rendre les hommes meilleurs.*

Ce discours, écrit dans la jeunesse de l'Auteur, est le premier ouvrage qu'il ait publié. Le sujet en était très-heureux et se prêtait à tous les tours de l'éloquence. L'Orateur, inspiré d'abord par les Grâces, pouvait se livrer aux plus riches développemens ; les plus hauts intérêts de la morale venaient ensuite appeler son attention et lui prescrivaient de s'élever à des considérations graves et importantes, réclamées par les premiers besoins de l'ordre social. Pour traiter convenablement un tel sujet, il fallait avoir étudié le cœur humain en général, la constitution morale et l'influence réciproque des deux sexes en particulier ; il fallait réunir la connaissance du monde, une sage et saine philosophie et beaucoup de talent.

C'était là une tâche déjà assez grande pour un auteur de 23 ans.

Mais , occupé d'un sujet qui réclamait tout le charme du style et qui , par cette raison , pouvait facilement le séduire et le tromper, il touchait à un écueil presque inévitable , celui de prodiguer les ornemens d'une rhétorique recherchée , impatiente de se produire sous toute jeune plume non encore accoutumée à subir le joug d'un goût pur et sévère. En en échappant à cet écueil , il pouvait tomber dans un autre , celui de traiter froidement , ou sujet qui exigeait de l'âme , du mouvement et de la chaleur. Il était à craindre que l'eullore ne fût placée à la sécheresse, l'afféterie à la langueur, l'exagération à la faiblesse, l'excès du mouvement à la monotomie. On doit donc féliciter le jeune de Costa du la sage réserve qu'il a eu le bon esprit de garder dans ses tableaux ; et je crois que ce n'est pas un mérite médiocre à cet âge , de s'être maintenu dans cette juste mesure , qui n'appartient d'ordinaire qu'à un esprit d'une parfaite maturité.

Le discours de M. de Costa est un développement de cette maxime de J. J. Rousseau , qu'il cite lui même : *Les hommes seront toujours ce qu'il plaira aux femmes ; si vous voulez qu'ils deviennent grands et vertueux , apprenez aux femmes ce que c'est que grandeur d'âme et que vertu*. Il commence par observer en général l'empire des femmes et leur influence dans la société ; il appuie ses remarques d'exemples puisés chez les Grecs et les Romains , et surtout dans les temps de la Chevalerie , dont les mœurs venaient parfaitement à son sujet. Aux actions vertueuses , aux exploits héroïques , encouragés par le sexe , récompensés par son suffrage et couronnés par ses mains , l'Auteur oppose le tableau des mœurs de l'Orient , où les femmes avilies par l'esclavage et les hommes par la mollesse , n'offrent que le spectacle affligeant de l'humanité dégradée , devenue étrangère à tout sentiment généreux , à toute espèce de grandeur.

L'Auteur arrive à cette conséquence , que les grandes révolutions politiques étant le produit des révolutions dans les mœurs , et que les mœurs étant l'ouvrage des femmes , c'est sur celles-ci que les philosophes doivent porter leurs premières vues pour toute amélioration morale et pour la réforme de la société.

M. de Costa considère l'influence de la femme sur l'homme , dès l'instant de la naissance de celui-ci. Il s'arrête avec complaisance sur cette sollicitude maternelle qui veille auprès d'un berceau. Il reproduit à ce sujet , sur le devoir que la nature impose à toute mère en état de le remplir , une partie des raisons qui avaient pû

tue telle force sous la plume éloquente du Citoyen de Genève, que celui-ci, selon l'expression de Buffon, s'étoit fait obéir, il suit auprès de l'enfance, à mesure qu'elle se développe, ces tendres soins d'une mère, qui font naître dans le sein de son fils le premier germe de tous les sentimens et de toutes les qualités du cœur.

La mère est encore la première institutrice de ses enfans. L'Auteur indique les qualités qu'exige en elle cette importante fonction.

Les femmes n'ont pas de moindres services à rendre à la société, sous le rapport des mœurs, par leur influence sur la jeunesse. Le charme des sentimens honnêtes qu'elles peuvent lui inspirer, devient une puissante sauve-garde contre les passions déréglées, et prévient les désordres du libertinage. « Mais, dit l'Auteur à ce sujet, autant le véritable amour nous élève au-dessus de toutes les passions viles, autant la froide galanterie nous abaisse au-dessous de nous mêmes. Sa souplesse effémine née, ses petites intrigues, son mensonge perpétuel dessèchent le cœur et sont destructeurs des principes même de l'honnêteté. »

M. de Costa trouve la source de cette sorte de corruption dans la coquetterie, qu'il peint sous ses véritables couleurs.

Il considère la femme épouse; il en expose les devoirs et il indique l'heureuse influence qu'elle peut avoir sur le caractère et la conduite de son époux. Mais au revers de cette peinture il nous montre la femme vaine, folle, capricieuse, légère, ardente pour le plaisir, oubliant tous ses devoirs, et entraînant par ses déportemens le désordre et la ruine de sa maison.

Ici venait naturellement le touchant spectacle de la mère de famille, remplissant, dans le sein de son ménage, les plus saintes obligations que lui imposent la nature et la société, faisant régner l'ordre, l'harmonie et le bonheur dans tout ce qui l'environne. Si nous croyons que l'Auteur a déplacé cette arène, en la portant plus loin, ce léger défaut de méthode n'a rien ôté aux couleurs qu'il a su répandre sur l'un des plus intéressans tableaux qu'il avoit à nous offrir.

Si, pour le bien des mœurs et le plus grand avantage de l'ordre social, l'éducation des femmes atteignoit son but, en les préparant à leur destination d'épouses et de mères, elle les mèneroit encore à même de continuer leur utile influence dans un âge plus avancé, par les qualités solides du cœur et de l'esprit.

dont elle les aurait pourvues , lesquelles remplaceraient alors chez elles les grâces passagères de la jeunesse et de la beauté. Ces qualités précieuses , qui prolongeraient leur empire salutaire , leur seraient encore utiles à elles-mêmes , en les préservant de ce vide cruel , de ce néant où tombe une femme chez qui une imprévoyante éducation n'a rien fait pour l'avenir , ou qui a négligé elle-même d'y suppléer. Que deviennent alors les femmes privées d'un vrai mérite , indépendamment du fragile état des charmes qu'elles ont perdus ? « On adorait leurs caprices , dit l'Auteur , et elles ont dédaigné de cultiver leur esprit et d'acquiescer un jugement solide ; arrive l'époque fatale où ces caprices , dépouillés de ce qui les rendait piquans , ne sont plus que des traverses confirmées par le ridicule. Tout leur échappe à la fois ; la haine de leurs rivaux se change en mépris... En vain la nature même leur offrirait encore dans son sein un myrte qu'elles ont longtemps méprisé : il faut un cœur pur pour goûter les charmes de la vie retirée et modeste , et le leur n'est ouvert qu'au regret de s'être vues renvoyées avec indifférence. »

En conseillant de cultiver l'esprit des femmes , l'Auteur a indiqué le genre et la juste mesure des talens et des connaissances qui conviennent à leur destination et qui sont compatibles , soit avec leurs devoirs , soit avec le rôle qu'elles ont à remplir dans le monde , sans jamais s'écarter du caractère et des bienséances de leur sexe.

Enfin , l'Auteur jetant un regard sur la vieillesse d'une femme qui a rempli convenablement sa tâche dans l'ordre de la nature et de la société , nous montre les douces consolations qu'elle trouve sur la fin d'une honorable et utile carrière , dont tous les souvenirs ont des charmes pour elle.

Après cette courte et imparfaite analyse , qu'il me soit permis d'exprimer un regret , celui de ne trouver dans ce Discours si sage et si intéressant , et qui me paraît à la fois un excellent morceau de littérature et de morale , de n'y trouver , dis-je rien qui ait le moindre rapport à l'éducation religieuse des femmes. Cette omission n'est sans doute qu'une inadvertance , mais elle est grave. Où l'Auteur aurait-il placé le principe de toutes les vertus qu'il voudrait voir pratiquer par les personnes du sexe , si ce n'est dans la source unique de toute vertu digne de ce nom. J. J. Rousseau , que l'Auteur avait lu et qui a parlé des femmes en observateur aussi habile qu'éloquent , n'a eu garde de commettre cette

faute. S'il a fait Julie et Sophie essentiellement religieuses, c'est qu'il savait tout ce qu'il y a de bon à l'intérêt qu'inspire une honnête femme le sentiment de la Divinité gravé dans son cœur et le bon ou que lui impose ce sentiment, de respecter tous ses devoirs. Garçons nous interdisions d'accuser les principes de l'Auteur, puisés dans les exemples que lui offrait la maison paternelle, qui n'était pas seulement une école de talents et d'instruction, mais, ce qui valait bien mieux encore, une école de véritable et solide piété. L'Auteur a suffisamment prouvé, par sa vie entière, combien il serait injuste de lui faire le moindre reproche au sujet d'une omission, due sans doute à la précipitation de son travail.

Les affections religieuses ne sont pas seulement propres à rendre plus touchantes les aimables qualités du sexe : mais quand il s'agit d'apprécier l'influence des femmes sur les hommes, employées à les rendre meilleurs, combien n'est-il pas important, dans ce siècle d'incrédulité ou d'indifférence coupable en matière de religion, de calculer tout ce que l'exemple et les douces exhortations d'une femme pieuse pourraient gagner sur le cœur des hommes dont elle aurait conquis l'estime et l'admiration ! « Pour le bien comme pour le mal, l'influence de votre sexe est immense », disait M. de Mairac à une dame ; et peut-être que pour ramener l'orgueil qui s'obstine, il n'y a plus d'autre argument efficace que celui d'une épouse respectable dont les vertus reposent sur la loi. »

A V I S.

Le sieur JACQUES BELIER, a l'honneur de prévenir les amateurs de reliures qu'après le retour en cette ville, il va y continuer son état. Il espère, comme par le passé, mériter la confiance qu'on a déjà bien voulu lui accorder. Il occupe le même local qu'avant son départ de Chambéry, rue de Senal, maison Gauthier, au troisième étage, n.º 193.

E N I G M E.

Je puis sous un seul nom, par des traits différents,

Aux yeux comme à l'oreille offrir des agréments.

Enfin, dans un troisième sens,

Je fais la pluie et le beau temps.

Le mot de la dernière Charade est *Angle-terre*.

P U B L I C A T I O N du N.º 2.

Page 41, ligne 1. re, au lieu de 4 et 8 décembre 1824, lisez 4 et 8 janvier 1825.

MARCHÉS de Chambéry des 11 et 14 janvier 1825.

Bleds.	Le Vassier.	L'Hauteville.	
		l.	c.
Froment, <i>Prizi</i>	18	85	— 23 20
Seigle	13	50	— 17 64
Orge	13	75	— 17 96
Sarrasin	0	100	— 20 14
Mais	13	00	— 16 99
Avoine (1)	12	50	— 8 70
Foin, 1. re qualité, le kilogr.			— 0 40
Viande, <i>idem</i> , <i>idem</i>			— 0 80

(1) Rapport des 3 récoltes en hectolitre :
Froment. 213
Seigle. 0 75
Avoine. 1 45

MANIFESTE.

Extrait des Archives civiles du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge.

En nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge, à tous soit noiroire et manifeste

Que, par requête du huit avril dix-huit cent vingt-trois, dame François-Marie Rollier, veuve du sieur Colly, Charles-Antoine, Jean-Claude, Louis, Jean-Marie, Josette Colly, et Aimée Cuillerye, veuve de Claude-Antoine Colly, en qualité de tutrice de Pierre-Bernard, Pauline, Charlotte et Péronne Colly, ses enfans, tous propriétaires, demeurant à Thonon, sauf M.^e Jean-Claude Colly, substitut procureur, habitant à Chambéry et Jean-Marie Colly, domicilié à Breulon, se sont pourvus au Sénat de Savoie contre Claude et Claudine Bourgeaux, femme autorisée de Nicolas Baud, aux fins que, conformément à l'article 94 de l'édit royal du 16 juillet 1812, injonction leur fût faite de payer aux demandeurs, conjoints Colly, dans le terme de trente jours de la notification, la somme de quatre mille cinquante livres neuves, avec tous légitimes accessoires en dérivant, en vertu et en exécution de l'arrêt rendu entre les parties le vingt août mil huit cent vingt-deux, et c'est en déclarant qu'à défaut de paiement dans ledit terme, lesdits demandeurs se pourvoiraient par-devant qui de droit pour poursuivre l'exécution sur les immeubles, en conformité de l'édit précité. Cette requête, décrétée *du soit monté à partie*, pour faire pertinente réponse dans huit jours, a été notifiée auxdits Bourgeaux et Baud, par exploit du sergent royal Duthil, du huit mai mil huit cent vingt-trois. Aucune réponse n'ayant été faite par ceux-ci, le Sénat, par décret du vingt-quatre dudit mois de mai, a accordé l'injonction requise, et, à cet effet, commis le sergent royal Bernaz.

En conséquence, cette même injonction a été notifiée aux susdits Bourgeaux et Baud, par exploit du sergent commis, du premier août suivant.

Les débiteurs ne se sont point mis en devoir de payer les sommes par eux dues, de telle sorte que, par requête du vingt-trois avril mil huit cent vingt-quatre, lesdits conjoints Colly ont demandé à M. le Juge Maje du Tribunal de Préfecture de cette province, permission de faire assigner les mêmes débiteurs, pour voir or-

donner la vente des biens portés au rôle mis au bas de ladite requête ; par décret dudit jour , l'audience pour ouïr autoriser cette vente , avait été fixée au cinq mai , et ce dernier jour , le Tribunal fixa l'audience du treize juin suivant , pour la première enchère.

Dès-lors , l'instance a été suspendue , de manière que , par autre requête du deux décembre même année , lesdits demandeurs ont requis nouvelle permission , ainsi que nouvelle autorisation ; enfin , par ordonnance du 20 dudit mois de décembre , rendue à la diligence desdits consortis Celly , qui ont fait élection de domicile à St. Julien , en l'étude de M.^e Claude-Antoine Rouph , le Tribunal a autorisé la vente dont s'agit. Cette ordonnance , ainsi que la requête et l'extrait du cadastre y annexé , a été notifiée auxdits Bourgeaux et Haud , par exploit du sergent royal Grillet , du huit janvier courant , et enregistrée avec l'exploit de notification , au bureau des hypothèques de St. Julien , où il a été laissé une copie authentique , le douze suivant , ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas par M. GOLLON , conservateur.

Désignation des immeubles à vendre.

PREMIER LOT.

1.^o Bois châtaignier et pâturages , sous les numéros 456 , 457 , 470 , 562 , contenant 2 hectares , 4 perches et 30 centimètres , confiné du midi par le bois des frères d'Arthaz et un ruisseau , au levant par le bois de M. de La Rive , et au couchant par un chemin du produit net de 10 livres , 95 centimes , impôt foncier 1895.

2.^o Champ au Grand Cervant , sous les numéros 491 , 492 , 493 , contenant 18 perches , 63 mètres , confiné au levant par le champ des bois Longel , au couchant par les bois de Joseph Lacorbière , au midi par Charles Dombre , du produit net de 72 centimes , impôt 2 = 078.

3.^o Champ dit au Crez-Tendu , sous les numéros 509 , 510 , 511 , contenant 30 perches , 73 mètres , confiné au couchant par François Dupontoup , au midi par François Jaudin , et au levant par lesdits bois Lacorbière , du produit net de 7 livres , 54 centimes , impôt 2 = 754.

4.^o Pré-Verger dit grand Pré , sous le numéro 577 , contenant 90 perches , 18 mètres , confiné au couchant par un chemin , au midi par pré des bois Milleret , et au nord par celui de Pierre Cottet , du produit net d'une livre , 98 centimes , impôt 0 198.

5.^o Champ au grand Pré , sous le numéro 582 , contenant 1

perches, un mètre, confiné au midi par un ruisseau, au nord par un chemin, et au levant par champ d'Aimé Jaccoux, oncle et neveu, du produit net de 4 livres, 16 centimes, imposé conséquemment environ à 416.

Mise à prix de ce lot : 183 livres.

SECOND LOT.

6.^o Un jardin et pré sous les numéros 595, 596, 597, contenant 7 perches, dix-neuf mètres, confiné au levant par un chemin, au midi par un ruisseau et au nord par la terre de Clément Duboule, du produit net de 2 livres, 35 centimes, imposé à 0 235.

7.^o Pré au grand Pré, sous le numéro 501, contenant 10 perches, 20 mètres, confiné au midi par un ruisseau, au couchant par un verger des bois d'Antoine Bondaz, aux nord et levant par les bois Jaccoux, du produit de 36 centimes, impôt 0 036.

8.^o Champ sous le numéro 610, situé derrière le Bois, contenant 16 perches, 62 mètres, confiné au midi par un ruisseau, aux levant et couchant par terre de Claude Petret, du produit net de 2 livres, 86 centimes, impôt 0 286.

9.^o Un verger, sous numéro 616, situé sur le Bois, contenant une perche, 54 mètres, confiné aux midi et nord par des chemins, et au couchant par la terre d'Aimé Jaccoux, du produit net de 6 centimes, impôt 0. 009.

10.^o Un champ, sous numéro 648, lieudit à la Tate à la Veuve, contenant 11 perches, 97 mètres, confiné, des nord, couchant et midi, par des ruisseaux, et du levant par la terre de Henri Gailard, du produit net d'une livre 58 c. impôt 1. 100.

11.^o Champ dit vers le Bois, sous les numéros 712, 725 et 726, contenant 98 perches, 32 mètres, confiné du couchant par le champ de François Dupenloup, du levant par celui de Joseph Bouillet, et du midi par un ruisseau, du produit net de dix livres et 90 centimes, impôt 1. 100.

12.^o Champ dit vers le Bois, sous le numéro 715, contenant une perche, 6 mètres, confiné du couchant par un chemin, du nord par le champ d'Antoine Bondaz, et du midi par le jardin de Mathieu Dombre, du produit net de 14 centimes, impôt 0. 030.

13.^o Un champ, lieudit au champ Basy, sous numéros 730 et 731, contenant 15 perches, 17 mètres, confiné du midi par un chemin, du levant par le champ d'Antoine Bondaz, et du couchant par la vigne de Joseph Bouillette, du produit de 4 livres, impôt 0. 450.

14.^o Bois châtaigneraie, dit à la Grande Venue, sous numéro 137, contenant 14 perches, 71 mètres, confiné du midi par un chemin, du nord par un ruisseau, et au couchant par les bois d'Antoine Boudaz, du produit d'une livre, 4 centimes, sur l'impôt de 0. 104. La mise à prix de ce lot est de 93 livres.

TROISIÈME LOT.

15.^o Granges, hangard, cour et maison au Village des Bois, sous les numéros 774, 775, 778 et 779, contenant en tout 5 perches, dix-neuf mètres, confinés aux couchant et nord par des chemins, du levant en partie par la maison des frères Longet et autres, du revenu de 2 liv., 94 centimes, impôt 0. 304.

16.^o Une maison et cave, sous le numéro 783, contenant 77 mètres, lieudit au Village du Bois, confinée des midi et levant par un ruisseau, du couchant par la grange de Matthieu Dombret, du produit de 44 centimes, impôt 0. 060.

17.^o Une cour, sous numéro 791, contenant 61 mètres, confinée des midi, couchant et levant par des chemins, du nord par le four et la cour de Charles Guignonnet, du produit de 32 centimes, impôt 0. 040.

18.^o Bois châtaigneraie, sous numéro 909, contenant 18 perches, 64 mètres, confiné du nord par un ruisseau, des midi et couchant par des chemins et par le bois des sieurs Osiar et Brunet, du revenu d'une livre, 18 centimes, impôt 0. 115.

19.^o Bois châtaigneraie aux Morand et Fener, sous le numéro 913, contenant 10 perches, 16 mètres, confiné au midi par le bois des bois de Jean-Baptiste Gaillard, du nord par celui de Molly Pierre, du revenu de 72 centimes, impôt 0. 082.

20.^o Teppe au Grand Cervand, sous le numéro 912, contenant une perche, 28 mètres, qui se confiné du midi par la terre de Charles Guignonnet, du nord par celle des bois Longet, produit 5 centimes, impôt 0. 010.

21.^o Bois châtaigneraie à la Fontaine Françon, contenant 11 perches, 63 mètres, confiné au midi par un chemin, au nord par le bois de M. Jallet, du levant par celui du sieur Gaillard, d'un revenu net d'une livre, 95 centimes, impôt 0. 100.

22.^o Vigne et champ, lieudit aux Grandes-Vignes, contenant 29 perches, 28 mètres, confinés au couchant par un chemin, du levant par la vigne des bois de Jean-Claude Bosson, du midi par la terre de Claude et Joseph Pinget, du revenu de 10 livres, 2 centimes, impôt 1. 270.

Total de l'impôt foncier : 7 livres, 2 centimes, 4 millièmes.

La mise à prix de ce lot est de 179 livres.

Les biens ci - devant désignés sont situés dans la commune de Saint-Cergues.

La vente aura lieu sous les conditions suivantes :

- 1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés par lesdits Bourgeois, avec les servitudes qui peuvent les affecter, sans que le plus ou le moins de contenance exprimée puisse donner lieu à aucune garantie ou recours;
- 2.^o que l'adjudicataire payera le prix d'adjudication, avec les intérêts dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tout créancier colloqué, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles; qu'il introduira ce jugement d'ordre, à ses frais, et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où régit le Tribunal à St. Julien, à l'audience du sept février prochain, à neuf heures du matin, d'abord, en détail, le premier lot sur la mise à prix de cent quatre-vingt-trois livres; le second sur celle de quatre-vingt-trois livres, et le troisième sur celle de cent septante-neuf livres; et ensuite, en bloc, sur la mise à prix de quatre cent cinquante cinq livres offerte par les poursuivans, et excédant soixante fois le montant de la contribution foncière affectée aux ledits biens, ou sur le montant des mises partielles, s'il y en a.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent deux de l'édit précité.

A ces fins est commis le sergent royal Grillot, de résidence à Annemasse, pour faire lesdites publications, affiches, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir. Dressé à St. Julien, sous le sceau de ce Tribunal, le treize janvier mil huit cent vingt-cinq.

Enregistré à St. Julien, le quatorze janvier 1825, vol. 6 fol. 198, case 168; perçu trois livres. Signé COLLONGE.

Pour copie conforme : Signé BONCEL.

MANIFESTE.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la Province de Carouge, à tous soit notoire et manifeste

Que, par sentence rendue par M. le Juge Maje de la province de Carouge, le trente et un juillet mil huit cent vingt et un, Joseph Dusonchet, comme débiteur principal, et Aimé Recoux, comme caution, ont été solidairement condamnés à payer au sieur Claude-François Chaumontet, propriétaire, domicilié à Fraugy, diverses sommes, au montant de cinq cent quatre-vingt-quatre livres, cinq centimes, dues en vertu d'acte obligatoire du onze juin mil sept cent quatre-vingt treize, M^{re} Chaumontet notaire, y compris les intérêts jusqu'au onze juin précédent, ainsi que tous accessoires et les dépenses.

Ledit Claude-François Chaumontet a vainement tenté de faire procéder à exécution mobilière contre ses débiteurs, ainsi qu'en couste de deux procès-verbaux dressés par le Sergent Clerc, les douze et treize octobre suivant, et ensuite à saisie immobilière, ainsi qu'en résulte d'un procès-verbal du onze octobre mil huit cent vingt-deux, Lachet notaire.

Par décret et lettres du Tribunal, en date du vingt-deux avril dernier, mis au bas de la requête présentée par ledit sieur Chaumontet, et par exploit du sergent Veyrat, à ce commis, du dix mai suivant, il a été notifié à Mathieu Sautier, Jean seu Georges Duparc, Jean et Jean-Marie Duparc et André Bussat, en qualité de pere et légitime administrateur de Jeannette Bussat, mineure et héritière de Péronne Maigre, sa mère, qui l'était de Marie Perrin, tous comme vers détenteurs des biens dudit Recoux, en faveur duquel Dusonchet avait transmis les siens, de payer ladite somme et accessoires ou de délaisser les biens dont s'agit, chacun pour ce qui le concerne. Il résulte du certificat délivré par le greffier du Tribunal, le vingt-deux juin dernier, que les susnommés ne se sont pas présentés pour passer l'acte de délaissement de ces mêmes immeubles.

Par autres décret et lettres du Tribunal, en date du vingt-trois même mois de juin, mis sur requête présentée par ledit sieur Chaumontet, et par exploit dudit sergent Veyrat, à ce commis, du vingt et un juillet suivant, injonction a été faite auxdits Joseph Dusonchet, habitant à Fraugy, Aimé Recoux, Mathieu Sautier, Jean seu Georges Duparc, Jean et Jean-Marie Duparc et André Bussat, en m qualité, habitant dans la commune de Janzier, de payer, dans trente jours, au sieur Chaumontet, 1.^o ladite somme de cinq cent quatre-vingt-quatre livres, cinq centimes; 2.^o celle de cent quatre-vingt-dix livres, quatre-vingt-onze centimes pour intérêts liquidés jusqu'au trente et un dudit juillet; 3.^o celle de cent vingt livres, quatre-vingt-dix centimes, pour frais des deux procès-verbaux prémontrés, y compris ceux d'une requête du douze décembre mil huit cent vingt-deux, signification,

notification et autres subséquens : 4.^o et celle de trente-sept livres, soixante-cinq centimes pour frais de ■ seconde injonction, lesquelles sommes réunies forment la totale de huit cent trente trois livres, cinquante et un centimes, avec déclaration qu'à défaut de faire en paiement dans ledit terme, il serait procédé, à leur préjudice, à exécution par voie de subastaion des immeubles désignés au bas de ladite requête et ci-après, situés dans la commune de Jouzier.

Faute par les dénommés d'avoir satisfait à ladite injonction, le Tribunal, par son ordonnance du vingt décembre dernier, rendue à la diligence du sieur Claude-François Chaumontet, qui a fait élection de domicile en l'étude de M.^{re} Claude-Antoine Rauph, procureur à Saint-Julien, a autorisé la vente desdits biens.

Cette ordonnance, ainsi que la requête et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée à tous les susnommés, par exploit du sergent Veyrat, à ce commis, par exploit du trois du courant, et enregistré avec l'exploit de notification, au bureau des hypothèques de Saint-Julien, où il a été laissé une copie authentique du tout, le cinq du courant, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas par le sieur Collomb, conservateur.

DESIGNATION DES BIENS A VENDRE.

- | | |
|---|---|
| <i>Tenet Mathieu Sautier, N.^o 272 de la mappé de Jouzier.</i> | 1. ^o Un champ dit au champ Couet confiné au levant par pré de Jean Méry, et au couchant par un chemin, contenant trois cent nonante six toises, deux pieds, et payant 5 sous, 10 deniers de taille, ci 0 l. 5 s. 10 d. |
| <i>Tenet Mathieu Sautier, la moitié au couchant du numéro 363 de la même mappé.</i> | 2. ^o Champ à la Grandvy, confiné au levant par terre de Pierre Maigre, et au couchant par celle d'Aimé Mathieu, contenant trois cent vingt-huit toises, et payant cinq sous, sept deniers de taille. 0 5 7 |
| <i>Tenet le même N.^o 127 de la mappé.</i> | 3. ^o Jardin dit chez Combaz, confiné au levant par propriété d'Etienne Maigre, et au midi par un chemin, contenant vingt et une toises, sept pieds, payant un sou, trois deniers de taille. 0 1 5 |
| <i>Tenet Jean feu Georges Duparc N.^{os} 136 et 138 de ladite mappé.</i> | 4. ^o Maison, cour et placage, chez Combaz, confiné au levant par pré de François Maigre, et au nord par propriété des frères Valentin, contenant trente et une toises, six pieds, payant un sou, dix deniers de taille. 0 1 10 |
| | 5. ^o Pâturages aux Genièvres. |

Tenet Jean et Jean-Marie Duparc, N.^o 548 de ladite mappe.

confinés au levant par un chemin et au couchant par champ des bois de Jean Martin, contenant deux journaux, trois cent vingt-six toises et payant onze sous, quatre deniers. 0 11 4

Tenet André Bussat, en sa qualité, moitié au nord du N.^o 489 de ladite mappe.

6.^o Pâurages au Prégarni, confinés au levant par propriétés des bois d'Unand, et au couchant par celle de Charles Maigre, contenant un journal, nonante-huit toises, sept pieds, et payant cinq sous. 0 5 00

TOTAL de l'impôt foncier, une livre, dix sous, dix deniers. 1 l. 10 s. 10 d.

Cette vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés par les possesseurs actuels, avec les servitudes qui peuvent les affecter, sans que le plus ou le moins de contenance puisse donner lieu à garantie ou recours ;

2.^o Que ledit adjudicataire payera le prix d'adjudication, avec intérêts dès le jour d'icelui, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sous distinction des créances exigibles ou non exigibles, qu'il introduira ce jugement à ses frais, et sous toutes autres charges ■ conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu, dans la salle d'audience du Tribunal, à Saint Julien, le sept février prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix de cent sept livres neuves, quarante centimes, offerte par le poursuivant.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité des articles soixante et dix-sept et cent-deux du susdit Edit du seize juillet mille huit cent vingt-deux.

A ces fins est commis le sergent royal Veyrat, pour faire lesdites publications, affiches, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné, à Saint Julien, sous le sceau de ce Tribunal, le sept janvier mil huit cent vingt-cinq. Signé BORCEL.

Enregistré à St. Julien le 7 janvier 1825, vol. 6, fol. 192, case 1713; reçu trois livres. Signé CULIOM.

Pour expédition conforme. Signé BORCEL.

JOURNAL DE SAVOIE

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE.

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 28 Janvier.

INTERIEUR.

Chambéry, 27 janvier. MM. les Nobles Syndics de la ville de Chambéry, desirant rétablir, autant que possible, tout ce qui tient aux anciens souvenirs et acquitter, en même temps, les obligations résultantes des engagements pris par leurs devanciers, avaient prié Mgr. l'Archevêque de Chambéry d'autoriser le rétablissement de la Procession générale qui avait lieu dans cette ville le jour de Saint Sébastien, en exécution d'un vœu fait à l'occasion d'une calamité publique. Mgr. l'Archevêque, en applaudissant aux sentiments religieux de MM. les Syndics, leur a fait part qu'en suite de l'autorisation demandée, il avait donné les dispositions nécessaires pour que la Procession générale eût lieu le 28 janvier, conformément à l'ancien usage. A cette Procession, où l'on a porté les reliques de Saint Sébastien, ont assisté le Chapitre Métropolitain, le Clergé et les quatre Paroisses de la ville et des faubourgs, les RR. PP. Capucins et toutes les Confréries. Immédiatement après le Clergé venaient MM. les Syndics et la Compagnie des Nobles Chevaliers-Tireurs en uniforme. Après la rentrée de la Procession dans la Métropole, M. l'Abbé Rendu, Aumônier de la Compagnie des Chevaliers-Tireurs, a prononcé un discours très-bien adapté à la circonstance. Après être remonté à l'origine de la cérémonie du jour, il a payé un juste tribut d'éloges à la piété de MM. les Syndics, qui en ont provoqué le rétablissement; il a tracé avec rapidité les principales circonstances de la vie et du martyre de Saint Sébastien, protecteur de la ville et patron de MM. les Nobles Chevaliers-Tireurs, à qui il l'a offert pour modèle; ce qui lui a fourni l'occasion naturelle de leur rappeler les qualités qui doivent les distinguer à la fois comme Chrétiens et comme Chevaliers, pour marcher dignement dans la carrière du véritable honneur. La cérémonie a été terminée par le saint sacrifice de la Messe.

— Nous avons fait mention, dans notre dernier Numéro, du généreux courage qu'a déployé, dans la circonstance du incendie qui a eu lieu à Turin, le 8 du courant, M. François Viollet, de Saint-Jean-de-Maurienne, étudiant à l'Université. Voici le texte original de la lettre honorable qui lui a été adressée à ce sujet par M. le Commandant de la Ville et de la Province de Turin.

Turin, le 15 janvier 1825.

« La conduite honorable que vous avez tenue, Monsieur, lors de l'incident qui s'est manifesté, le 8 de ce mois, dans la maison de M. Corno, rue du Po, n.° 27, vous a déjà valu des éloges publics contenus dans la Gazette Piemontaise ; mais j'aimais à vous en faire part, et à déployer dans cette circonstance, je ne puis m'empêcher de vous en témoigner particulièrement mon entière satisfaction. La sagesse, le sang-froid et le courage dont vous avez fait preuve, méritent certainement la reconnaissance publique, et vous en avez déjà, je n'en puis douter, trouvé la plus douce récompense dans les sentiments généreux qui vous animent. Cependant, j'éprouve un vrai plaisir à vous rendre la justice que vous m'avez méritée, et je sais avec empressement saisir cette occasion pour vous assurer que votre dévouement vous a acquis toute mon estime, dont je suis très-pais de recevoir ici la sincère expression.

Le Major-Général

Commandant de la Ville et de la Province de Turin ;

Signé DE CASTELBAUDUN.

— M. le général Comte de Boigne a fait assurer toutes ses propriétés par la Compagnie d'Assurances Générales contre l'incendie. Il y a peu de jours que le feu prit à l'une de ses fermes, près de Novalaise ; et la destruction fut presque en totalité, malgré la promptitude des secours. La Compagnie, prévenue de cet événement par M. le Procureur Rinel, son Agent à Chambéry, a envoyé de suite sur les lieux, le règlement de la perte et me fait à la satisfaction de M. de Boigne, qui a reçu immédiatement le prix de sa sage prévoyance.

— C'est pour ceder au premier besoin du sentiment et des regrets universels, que nous avons inséré d'abord dans notre feuille, un court article relatif à la mort de Mgr De Solle, ancien Archevêque de Chambéry. Aujourd'hui, nous nous sommes empressés d'accueillir l'article suivant, qui nous a été communiqué, et qui, par les détails qu'il contient, est propre à répandre plus complètement à l'intérêt général attaché à la mémoire du vénérable Prélat qui en est l'objet.

NECROLOGIE.

(Article communiqué.)

« Monseigneur Léon-Vies De Solle, que la mort vient d'enlever à l'Eglise, dont il a été l'ornement par son zèle et ses vertus, et à la science, dont il faisait le charme par les plus aimables qualités, néquit à Auch, département du Gers, en France, le 19 mai 1741, d'une famille noble et distinguée dans la Magistrature. Dès ses plus jeunes années, il annonça un goût décidé pour l'état ecclésiastique ; à l'âge de quatorze ans, il reçut la tonsure des mains de Mgr. de Montillet, Archevêque d'Auch, et fut pourvu, son oncle, à la Métropole d'Auch. Ce fut au Collège des Jésuites de Toulouse qu'il fit ses premières études, et toute sa vie il conserva pour cette Société une profonde estime et une sincère affection. Ses parents l'envoyèrent ensuite à Paris pour y achever son éducation ; après y

avoir fait ses études, il revint dans son diocèse, où il fut successivement promu aux Ordres sacrés, et nommé Vice-gerant de l'Évêché métropolitain, par Mgr. D'Archevêque, successeur de Mgr. De Montillet. Il fut également nommé Vicaire-général de Lombes, par Mgrs. De Fénelon et De Chaulgny, qui avaient apprécié ses qualités distinguées et avaient désiré se l'attacher pour s'aider de ses conseils dans l'administration de leur Diocèse.

En 1782, M. De Solle fut député par son Chapitre, pour aller à Paris suivre un procès important que celui-ci avait porté en appel au Conseil du Roi; le procès venait d'être jugé en faveur du Chapitre, lorsque la révolution éclata. M. De Solle, ne voulant prêter aucun des sermens exigés des Ecclésiastiques à cette fatale époque, se retira dans les Pays-Bas, et ne revint en France que lorsque l'orage fut un peu apaisé. Il vécut ainsi dans la retraite et dans les plus pénibles privations, jusqu'à l'époque du concordat de 1802, qu'il fut nommé à l'Évêché de Digne, en Provence.

« Sa première pensée, en apprenant cette nomination, qu'il n'avait ni briguée, ni désirée, fut d'y répondre par un refus; et s'il accepta, ce ne fut qu'à la sollicitation de quelques amis religieux qui lui en firent un devoir de conscience. Il fut sacré le 11 juillet 1802, dans l'Eglise des Carmes à Paris, et justifia bientôt le choix qui avait été fait de lui pour l'Épiscopat, par la conduite pleine de zèle, de douceur et de prudence, qu'il montra dans le Diocèse de Digne, dont l'organisation et l'administration offraient à cette époque plus d'un genre de difficultés. Dans les années 1803 et 1804, il fit la visite générale de son Diocèse, et se rendit dans tous les chefs-lieux de cantons des deux départemens qui en formaient la circonscription, pour y administrer le Sacrement de la Confirmation.

« Au mois de janvier 1805, Mgr. De Solle fut transféré du siège de Digne à celui de Chambéry. Pendant dix-neuf ans d'Épiscopat dans ce dernier Diocèse, il s'y est occupé sans relâche des moyens de faire revivre la Religion, de rétablir la discipline ecclésiastique, de multiplier les établissemens religieux. C'est sous son administration que furent établis deux petits Séminaires dans l'étendue de la Savoie, que comprenait alors le Diocèse de Chambéry, que l'on vit s'élever à Chambéry un Monastère de la Visitation, une Maison de Sœurs de Saint-Joseph, dont la Congrégation se propagea dans plusieurs autres lieux du Diocèse, un Couvent de Capucins, un Établissement des Frères de la Doctrine chrétienne, une maison de Dames de Sacre-Cœur-de-Jésus. Citer la création de tant d'établissémens divers, et tous infiniment précieux, c'est donner une juste mesure du zèle et de la charité du Prélat qui souriait avec complaisance à l'œuvre de tout ce qui était bien, et savait, par sa douce influence, inspirer et encourager tout genre de bonnes œuvres. Il répétait souvent, dans les dernières années de son Épiscopat, qu'il n'aurait plus rien à désirer, s'il lui avait donné de voir, avant de mourir, un Collège de Jésuites à Chambéry; ses vœux ont été accomplis, et il a pu jouir de l'espérance que fait naître dans tous les cœurs religieux la fondation d'une Maison à Dieu.

« Son attachement au Saint-Siège, pour lequel il professait toujours la plus

profonde et la plus entière obéissance, au monarque surtout au Concile national tenu à Paris en 1811. Dans sa séance du 25 juin, il proposa publiquement aux Evêques assemblés d'aller se jeter aux pieds de l'Empereur, pour réclamer la liberté du Pape, pour lors rapiné à Savone. Cette proposition généreuse, appuyée par deux autres Prelats, fut écartée par le Président, qui craignit sans doute d'irriter Buonaparte; mais elle n'en fit pas moins honneur au courage et à la franche pitié du Prélat qui plaidait la cause du Chef de l'Eglise en face du son persécuteur.

- Pendant le cours de son Episcopat, Mgr. De Solle a fait la visite générale de son Diocèse, malgré son étendue et souvent malgré l'appréhension des chemins, dans des paroisses situées sur les montagnes les plus élevées, afin d'administrer le Sacrement de ■ Confirmation, et prendre par lui-même une connaissance exacte des localités et des besoins spirituels des peuples confiés à sa sollicitude. Il s'applaudissait d'avoir ordonné plus de 450 prêtres pour son Diocèse.

- Au mois de novembre 1814, Mgr. De Solle fut nommé par le Roi de France membre d'une Commission formée pour s'occuper des affaires ecclésiastiques du Royaume, et il eut plus d'une fois, dans le sein de cette Commission, l'occasion de rappeler et de soutenir comme légitimes et nécessaires les mesures adoptées par le Concordat de 1801, contre lequel on semblait vouloir alors réveiller d'anciennes oppositions. Par l'Ordonnance du 17 février 1815, il fut nommé Conseiller de l'Instruction publique; mais les événements des cent jours empêchèrent l'exécution de cette ordonnance; et peu après, Chambéry, avec le reste de la Savoie, fut détaché de la France et replacé sous la puissance de ses anciens et légitimes Souverains. Mgr. De Solle trouva dans cette circonstance, la règle de sa conduite dans ses sentimens religieux: il vint sans réserve à la noble et paternelle Maison de Savoie, sous la domination de laquelle il passait, l'attachement la plus entière et l'attachement le plus vrai, et se montra constamment jaloux d'en donner des preuves publiques. Il ne parlait jamais qu'avec la plus profonde sensibilité des témoignages de la touchante bienveillance dont il avait été honoré, à diverses époques, par LL. MM.

* Devenu Archevêque, par suite de la bulle d'érection de son Eglise en Métropole, du 17 juillet 1817, Mgr. De Solle continua de régir ce Diocèse, et à s'y faire chérir par les plus aimables qualités. Au zèle et à la charité d'un Evêque, il joignait une furieuse d'esprit, une délicatesse de sentimens, un ton d'urbanité et d'affabilité, qui avaient fait rechercher son conseil comme honneur du monde, mais dont il ne se prévalait que pour se concilier cette affection et cette confiance générales, si nécessaires à un homme public pour faire le bien. Il n'y a point d'exagération à dire qu'il avait gagné tous les cœurs dans son Diocèse, et qu'il n'est pas une classe de la Société qui ne le vénérait et ne le chérît comme un père. Aussi les regrets furent universels, lorsque ses infirmités augmentant et sa vue s'affaiblissant tous les jours davantage, il eut devoir donner la démission de son siège. ■ vit dans la douleur publique une preuve des sentimens qu'il avait si bien su inspirer, et en fut profondément touché. Ce fut le 23

novembre 1823, qu'il eussent ses fonctions épiscopales, ayant reçu, ce jour-là même la nouvelle officielle que sa démission avait été acceptée par le Saint Père. Il partit peu de jours après pour Paris, et se retira dans le sein de sa famille, pour ne plus songer, disait-il lui-même, qu'à se préparer à la mort. Il y fut à peine arrivé, qu'il reçut de S. M. le Roi Charles-Félix, la Grand-Croix de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, comme un témoignage de sa satisfaction pour les longs et importants services qu'il avait rendus à la Religion en Savoie. On sait combien cette marque de la bienveillance de notre auguste Souverain excita vivement sa sensibilité et sa reconnaissance. Hélas ! il n'en a pas joui long-temps : une courte maladie l'a enlevé à sa famille, qui l'a entouré de ses soins et de son amour jusqu'au dernier moment ; à ses nombreux amis, dont il faisait les délices et l'édification ; à ses anciennes ouailles enfes, qui ne porteront jamais le souvenir de son âcle, de sa charité et de sa douceur. C'est le 31 décembre 1824, qu'il a passé à une meilleure vie. Le Clergé le pleure comme un chef modèle de vertus, le peuple comme un Pasteur vénéré, et les pauvres comme leur père. »

A V I S. — *Adjudication de travaux publics.*

Lundi 31 janvier courant, il sera procédé, devant M. l'Intendant-Général de la division de Savoie, à Chambéry, à l'adjudication, par voie de soumissions cachetées, des travaux à exécuter en rectification de la route provinciale de Chambéry en France, par le Mont-du-Chal, dans la partie comprise entre cette ville et le Bourget, par la Buisse, évalués à la somme de 222,54 liv., 30 cent., déjà réduite par offre privée à 202,01 l. 51 c.

Indépendamment de l'utilité de ces travaux, en raison de leur destination, leur exécution a encore pour objet l'emploi suivant les vœux du Gouvernement, du fonds accordé à la province de Savoie-Propre, à titre de subside en faveur des communes qui ont souffert des intempéries, en fournissant à leurs habitants du travail, dont la prié les fera de fait participer à ce subside.

L'adjudicataire sera tenu d'employer aux ouvrages de terrassement tous les manœuvres qui lui seront adjoints, appartenant auxdites communes, en leur payant un salaire journalier convenu de gré à gré, et réglé par M. l'Intendant en cas de discussion.

PIECES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Publ. le 20 janvier. *MANIFESTE de la Chambre Royale des Comptes* (du 23 décembre 1824), portant notification de quelques dispositions souveraines sur le débit du papier timbré.

Publ. le : *LITRES-PAIEMENTS* (du 27 décembre 1824), par lesquelles S. M. autorise une émission de rentes quarterly pour une somme de 5,295 liv., 25 cent., assigne les fonds nécessaires, etc., et fait une assignation de 111,193 liv., 25 cent., pour être employée au paiement de pareille somme de rentes à inscrire, etc.

P I È M O N T.

Turin, 30 janvier. Le 14 du courant il a été célébré, dans la Métropole de Saint-Jean, un service funèbre anniversaire pour S. M. le Roi Victor-Emmanuel, auquel ont assisté MM. les Chevaliers de l'Ordre Suprême. Mgr. l'Archevêque a fait les absoutes auprès du Catafalque royal.

— M. Milanese, Géomètre royal, vient de publier un très-beau plan lithographique de la ville et de la citadelle de Turin.

— La Classe des Sciences morales, historiques et philologiques de l'Académie Royale, dans sa séance ordinaire du 14 de ce mois, a entendu les lectures suivantes : Interprétation d'un passage du premier Chant de l'*Enfer* du Dante, par S. Exc. M. le Comte Nipion ; Exposition du système numérique des anciens Egyptiens, extrait de leurs manuscrits, par M. le Chevalier de St. Quentin ; première lecture d'un travail sur les manuscrits grecs du Musée Egyptien, par M. l'Abbé Peyron.

Dans cette séance, la Classe a élu à l'unanimité pour correspondans, MM. Champollion frères, MM. Latroux, Raynouard, Abel Remyat, membres de l'Institut de France, et M. Hammer, Conseiller aulique à Vienne.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

Le fils de Colocotroni, insurgé contre le gouvernement central des Grecs, a péri, dit-on, dans le premier engagement qui a eu lieu.

— La liste des nouveaux dans un fardeur des victimes de l'inondation de Saint-Petersbourg et autres lieux, s'est élevée, du 14 au 24 décembre dernier, à 150,077 roubles, sans compter les objets en nature.

— Selon les nouvelles de Corfou, Pando Colocotroni aurait été abandonné et mis à mort par ses propres soldats. Les affaires des Grecs paraissent améliorer dans l'Epire et dans la Morée. On prétend qu'Ibrahim-Pacha, maltraité à la fois par la tempête et par les brûlots, s'est retiré en se dirigeant vers Alexandrie.

F R A N C E.

Paris, 18 janvier. Le Cœur a pris le deuil pour trois semaines, au sujet de la mort de S. M. le Roi des Deux-Siciles.

— Le journal officiel de Madrid continue à donner des nouvelles favorables aux royalistes du Pérou et du Chili.

— On assure que sir Charles Stuart est chargé d'une mission auprès du gouvernement du Brésil, et de faire auparavant une communication importante au Roi de Portugal, à Lisbonne, de la part de S. M. R.

— Les fouilles de Samars ont encore produit la découverte de deux beaux vases de bronze, contenant en tout 3245 médailles d'argent du haut empire, très-bien conservées.

20 janvier. Un journal annonce que M. Hyde de Neuville, ambassadeur de France à Lisbonne, vient d'arriver à Brast.

— S. M. vient d'écrire à MM. les Evêques, pour qu'ils ordonnent les cérémonies annuelles de l'expiation du 21 janvier.

M. le Comte Fereaud, Pair de France et membre de l'Académie Française, vient de mourir.

— Un nouveau pont, sous le nom de Charles X, va être construit à Lyon sur le Rhône.

21 Janvier. Une pétition a été présentée à la Chambre des Députés pour faire rendre au Clergé les registres de l'état-civil.

— Les deux Chambres ont tiré au sort les grandes députations qui doivent assister à la cérémonie expiatoire du 21 janvier.

Actions de la banque de France : 1985 fr., 50 c. ; 1960 fr. 75 c.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr., 70 c. ; 102 fr. 80 c.

I T A L I E.

S. M. le Roi de Sardaigne Marie-Thérèse a fait célébrer, le 20 janvier, dans l'Eglise des Religieux de Cîteaux, à Rome, un service solennel anniversaire pour le repos de l'âme de son auguste époux le Roi Victor-Emmanuel. S. M. y a assisté avec les Princes de Lucques.

— S. M. le Roi des Deux-Siciles, François I^{er}, désirant se recueillir dans la douleur qu'il éprouve, s'est rendu avec toute la famille Royale à Capulmonate. L'auguste défunt, dans son testament, recommande d'abord à l'héritier du trône de ne jamais oublier la protection qu'il doit à la sainte Religion Catholique, et d'aimer toujours ses sujets comme ses propres enfans ; après quoi il règle les dispositions les plus sages et les plus équitables, touchant son épouse, la Duchesse de Floridie, et les Princes de sa famille, et assigne des sommes considérables aux pasteurs, qu'il recommande au cœur paternel du son successeur.

S U I S S E.

L'ambassade autrichienne a annoncé aux gouvernemens des Grisons et du Tessin, que la convention conclue le 20 mai dernier avec l'Autriche et la Sardaigne relativement aux routes, avait été ratifiée par les deux Cours et échangée le 20 novembre dernier.

— La société des signes de Lusanne vient d'ouvrir une souscription à présenter à tous les propriétaires de fonds de son territoire, pour l'établissement d'un paragrès à trois communs.

V A R I E T E S.

Sur la Pâque de 1825.

Un journal anglais, dont l'article a été répété par quelques feuilles du Continent, a avancé dernièrement que la Pâque avait été mal indiquée pour cette année au trois avril, par la raison, selon lui, que le 3 avril étant le jour de la pleine-lune, la Pâque devait être renvoyée au dimanche suivant, 10 avril.

L'Eglise, dans la fixation de la Pâque, ne s'attache pas avec précision au jour même de la pleine-lune pascalle, mais au quatorzième jour du mois lunaire pascal. Or, le mois lunaire pascal, qui ne peut jamais commencer avant le 8 mars, se compte à partir du premier jour postérieur au 8 mars, auquel tombe l'épacte de l'année courante, dans le calendrier

des épactes. L'épacte de 1825, qui est 11, répond au 20 mars; le mois lunaire pascal de 1825 commence donc au 20 mars; et en comptant quatorze jours à partir du 20 mars, inclusivement, on arrive au 2 avril et non pas au 3; d'où il s'ensuit que la Pâque est très-bien placée au 3 avril, qui est le premier dimanche après le quatorzième jour du mois lunaire pascal. On peut confirmer ceci, en cherchant le jour de Pâques pour 1825, par la méthode que nous avons donnée dans ce Journal, N.^o 9 de la troisième Année, ou par celle que nous avons indiquée dans le N.^o 31 de la cinquième année, lesquelles donnent toutes les deux pour résultat le 3 avril.

ALMANACH du Duché de Savoie pour l'année 1825; par M. l'Avocat BELLEMER, ancien Sous-Préfet, et actuellement Assesseur, Juge-Instructeur près le Tribunal de Judicature-Maje de Chambéry.

A Chambéry, chez Routin, Bottero et Alessio, Imprimeurs du Roi.

L'auteur continue avec succès son utile entreprise. On ne peut, en effet, méconnaître les avantages d'un Annuaire approprié à chaque pays, où se trouvent consignés des détails et des renseignements dont le besoin se fait sentir tous les jours dans toutes les classes de la société. L'Almanach de 1825, sous le même format et à très-peu près la même étendue que ceux des années précédentes, contient, comme à l'ordinaire, l'état de la Maison Royale de Savoie, des principales Puissances de l'Europe, des Ministères et Administrations supérieures; du Gouvernement, des Magistrats et Administrations du Duché, des Fonctionnaires et principaux employés (religieux, militaires, civils et judiciaires), le tableau des foires, les fabricans, les Postes et Diligences, etc. L'auteur ayant inséré très-à-propos une notice abrégée du voyage de LL. MM. en Savoie, n'a pu donner la suite de la statistique des provinces du Duché: il annonce pour l'année prochaine, celle de la province du Genevois.

N. B. On nous a adressé une réclamation sur le nombre d'hommes de la Compagnie des Arquebusiers à pied, de la Roche, qui est de cent quarante-sept hommes, au lieu de quarante-sept, (page 150 de l'Almanach.)

MARCHÉ de Chambéry des 18, 20 et 22 janvier 1825.

BLÉ.	PRIX.	LA VALAIS.		L'HECTOLITRE.	
		f.	c.	f.	c.
Promest,		18	25	—	—
Seigle		13	37	—	—
Oge		12	00	—	—
Sarrasin		7	25	—	—
Mais		13	75	—	—
Avoine (1)		12	50	—	—
Pain . 1. ^{re} qualité, le kilogr.		—	—	—	—
Vin de, idem, idem.		—	—	—	—

(1) Rapport des 3 récoltes
selon les récoltes:
Promest, ... 813
Seigle, ... 256
Avoine, ... 256

MANIFESTE.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la Province de Carouge, à tous soit notoire et manifeste

Que, par jugement du Tribunal, sous date du cinq juillet dernier, rendu au profit du sieur Claude Liotier, domicilié à Genève, en déclarant exécutoires nonobstant le sura, quatre sentences rendues par M. le Juge-Maje de Carouge, sous dates des quinze juillet mil huit cent dix-sept, vingt juillet mil huit cent dix-huit, trente mai mil huit cent vingt, et vingt juin mil huit cent vingt deux, il a été enjoint à Pierre Sautier, laboureur, demeurant dans la commune de Valaisy, de payer, dans dix jours, diverses sommes, au montant de huit cent cinquante-huit livres, dix-sept centimes, y compris les dépens, taxes et le coût de ce jugement.

Divers actes, et notamment l'obligation consentie au profit dudit Liotier par Claude-Louis Sautier, dont ledit Pierre Sautier est héritier pour un tiers, sous la date du vingt-neuf vendémiaire an quatorze, L'insinuation notoire, inscrits dans les délais aux divers bureaux qui se sont succédés, ont donné lieu aux condamnations par les sentences précitées.

En vertu des décrets et lettres du Tribunal, du vingt août dernier, nix sur requête présentée par ledit Liotier, et par exploit de l'huissier Picollet, du six septembre suivant, il a été enjoint audit Pierre Sautier de payer au sieur Liotier, dans le terme de trente jours, 1.^o ladite somme de huit cent cinquante huit livres, dix-sept centimes; 2.^o les intérêts de ce qui est en principal, dès le dix juillet précédent; 3.^o enfin celle de treize livres, cinquante-cinq centimes pour frais de l'injonction; le tout sans préjudice, et c'est en déclarant qu'à défaut de paiement dans ledit terme, il serait procédé à exécution par voie de subhastation des immeubles désignés dans ladite requête et ci après.

En conséquence, faute par ledit Sautier d'avoir satisfait à ladite injonction, le Tribunal, par ordonnance du vingt-huit décembre dernier, rendue à la diligence dudit Claude Liotier, qui a fait éléction de domicile à Saint-Julien, en l'étude de M. Claude-Antoine Rauph, procureur, a autorisé la vente desdits biens. Cette ordonnance, avec la requête et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifié audit Sautier, par exploit de l'huissier Picollet, du dix janvier courant, et successivement enregistré avec cet exploit au bureau des hypothèques de St. Julien, où il a été laissé une copie authentique, le seize même mois, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas par M. Gallomb, conservateur.

1.^o Une pièce de terre, nature champ, tère, prés et bois, lieu dit en Flattaz, sous les numéros 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805,

806, 807, 808 et 809 de ladite mappe : contenant quatorze journaux, deux cent vingt toises, sept pieds, ou un aral mas; confiné au levant par le champ de Gabriel Vincent, et au midi par un chemin, et payant une livre, dix-huit sous, trois deniers.

2.^o Une pièce de terre, nature bois, dite en l'ertaz, sous le numéro 826 de ladite mappe, contenant trois journaux, cent soixante et une toises, à prendre au nord, confiné au midi par les bois des hoirs de Pierre Sautier, et au couchant par un chemin, et payant un sou, quatre deniers.

Total, une livre, dix-sept sous, sept deniers.

Les biens sont situés dans la commune de Valoir, mandement de Saint-Julien.

Cette vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés par le possesseur actuel, avec les servitudes qui peuvent les affecter, sans que le plus ou le moins de contenance puisse donner lieu à garantie ou recours ;

2.^o Que ledit adjudicataire payera le prix d'adjudication, avec intérêt dès le jour d'icelle. D'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction des créances exigibles ou non exigibles, qu'il introduira ce jugement à ses frais, et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu, dans la salle d'audience du Tribunal, à Saint-Julien, le 14 février prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix de cent cinquante livres neuves, offerte par le poursuivant.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité des articles soixante et dix-sept et cent-deux du susdit Edit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

A ces fins est commis l'huissier Picollet, pour faire lesdites publications, affiches, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné, à Saint-Julien, sous le sceau de ce Tribunal, le dix-sept janvier mil huit cent vingt-cinq. Signé BONCAL.

Enregistré à St. Julien le 17 janvier 1825, vol. 7, fol. 1.^{er}, n.^o 1.^{er}; reçu trois livres. Signé LOLLOND.

Pour expédition conforme. Signé BONCAL.

MANIFESTE pour la vente par subhastation de l'immeuble possédé par Charles Mottou, situé dans la commune de Cusy.

Le Tribunal de Préfecture de la Province du Genevois, réuni à Annecy, fait savoir que, par jugement par lui rendu le 2 juin 1825, dûment enregistré le 1.^{er} août suivant, obtenu par Jean Grelher, laboureur, habitant à St. Ours, il

a été déclaré facultatif à celui-ci de faire subhasster la pièce ci-après confinée, par lui vendue à Antoine Grellier, son frère, habitant à Cusy, actuellement possédée par Jacques Matrod, de Chainaz, et cela pour obtenir le paiement de ce qui lui reste dû par ledit Antoine Grellier, en capitaux, intérêts et frais; pour les fixer, Jean Grellier a donné, le 13 août susdit, un acte communiqué le 22 à M.^e Coppier, procureur de Matrod; et le même jour, M.^e Bévillard, procureur d'Antoine Grellier, a été avisé de cette communication. Cet acte contient une liquidation de tout ce qui était dû audit Jean Grellier, porté à la somme de cinq cent trois livres neuves, quatre-vingt quatre centimes, non compris les dépens faits cédés dont on s'est réservé de s'occuper. Cette liquidation a été déclarée bonne et authentique pour ladite somme, par ordonnance de M. l'Assesseur Burdolle, rapporteur de la cause, du 27 août susdit.

Que lesdits Matrod et Antoine Grellier ne s'étant point mis en devoir de payer ladite somme de 503 liv., 84 cent, Jean Grellier s'est pourvu au Tribunal et a obtenu, par décret du 3 septembre, injonction auxdits Matrod et Grellier de payer la susdite somme dans trente jours, passé lesquels on procéderait à exécution par voie de saisissatium. La requête et injonction leur ont été notifiées en personne, le 9 dudit septembre, par le sergent Laubé, commis à ces fins.

Que, pour se conformer à l'art. 99 de l'édit du 16 juillet 1822, le seigneur Sénateur Juge-Maje de cette Province a permis par son décret du 16 décembre 1824, d'insérer et enregistrer le même jour, audit Jean Grellier, de faire assigner lesdits Matrod et Grellier Antoine, à l'audience du Tribunal, cinq jours après la citation, laquelle leur a été faite par ledit sergent Laubé le 22 dudit décembre, pour comparaître le 29. L'immeuble ci-après est désigné par numéro, taille, commune et confins dans la requête présentée à cet effet.

Qu'à ladite audience du 29 décembre, lesdits cités ne se sont point présentés, quoique assignés en personne, jugement a été rendu en contumace, par lequel le Tribunal, M. l'Avocat Fiscal ouï, en accordant acte à M.^e Tissot, procureur constitué par ledit Jean Grellier, de la contumace par lui reconnue, a par son jugement dudit jour, enregistré le 4 janvier 1825, autorisé la vente de l'immeuble en question, et a fixé l'Audience pour la première enchère au 14 février prochain, à neuf heures du matin.

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE A VENDRE.

Champ au mas du Chaynay, territoire de Cusy, inscrit au cadastre et à la matrice dudit lieu sous les numéros 1510 et 1508, payant deux livres, trois sous, huit deniers de taille; confiné par un chemin de levain et nord, pièce de terre de Joseph Grellier.

N° du midi ; autre pièce de celui-ci et celle d'Etienne Chappuis du couchant.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o L'adjudicataire payera le prix d'adjudication à Jean Gréllier, créancier privilégié comme vendeur, à moins que le Tribunal en décide autrement.

2.^o Le paiement sera effectué dans le mois, à compter du jour où l'adjudication sera devenue définitive, avec intérêts au cinq pour cent sans retenue.

3.^o Il supportera toute servitude arable ou patente, s'il y en a.

4.^o Il payera les contributions affectées sur l'immeuble pour l'année courante.

5.^o Il payera aussi tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du 16 décembre 1824 inclusivement, sans aucune diminution du prix d'adjudication.

6.^o Qu'on n'admettra aux enchères que les personnes qui se seront conformées à l'art. 79 de l'édit sus-cité du 16 juillet 1822.

7.^o Enfin l'adjudicataire sera tenu à tout ce qu'exige l'édit sus-cité.

En exécution des jugemens et décrets sus mentionnés, et à la requête dudit Jean Gréllier de St. Ours, il sera procédé à la vente de l'immeuble ci-devant désigné, sur la mise à prix par lui offerte de cent cinquante sept livres, vingt centimes, laquelle représente soixante fois la valeur de la contribution royale affectée sur cette pièce ; en conséquence la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Préfecture séant à Annecy, Rue Neuve, maison Abbé, le quatorze février prochain, où les enchères seront ouvertes sur ladite mise à prix de 157 liv., 20 centimes.

Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en confirmant et de la manière voulue par les art. 77 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce donne pouvoir.

Donné à Annecy, sous le sceau du Tribunal, le 8 janvier 1825.
Signé ARNENJON.

Enregistré à Annecy, le 18 janvier 1825, cost. 288, f.^o 32 verso du 10.^e volume. Reçu trois livres, signé Orsier receveur.

Pour copie conforme : Signé Dissot Procureur.

JOURNAL DE SAVOIE

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 4 Février.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 3 Février. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois de janvier 1825.

JANVIER 1825.

BAROMÈTRE à 0. ^e				THERMOMÈTRE.			
Millim.				Centigrada.			
P. Lign.				de Réaumur.			
Du 1. ^{er} au 10	748.4	..	27 7. 6	Du 1. ^{er} au 10	+ 1. ^e 1	+ 0. ^e 88	
Du 11 au 20	749.4	..	27 5. 5	Du 11 au 20	+ 1. ^e 6	+ 1. ^e 28	
Du 21 au 31	751.9	..	27 4. 9	Du 21 au 31	- 0. ^e 3	- 0. ^e 24	
Moy. le 31	751.5	..	27 10. 5	Max. le 31	+ 8. ^e 40	+ 6. ^e 40	
Min. le 21	731.1	..	27 0. 1	Min. le 27	- 5. ^e 2	- 4. ^e 16	

— Dimanche dernier, 30 janvier, a eu lieu, en cette ville, suivant les anciens usages, l'ouverture annuelle du Tir et le tirage pour les cinq prix francs décernés par la Ville, tirage auquel sont admis tous les habitants de la commune. Les Prix ont été remportés par MM. Desparé, Charvet, le Comte d'Aviernos, Viacenty, tous Chevaliers-Tirailleurs, et Rignière, Chevalier dans l'ancienne Compagnie.

— Le *Mémorial Catholique*, à l'instar de quelques journaux, a fait précéder son N.^o de janvier dernier, de ses souhaits de bonne année, en forme d'étrangetés pour 1825. Parmi les vœux nombreux qu'il forme, nous avons recueilli avec empressement les suivants, qui sont partagés par tous les sujets de notre auguste et bien-aimé Souverain.

« Nous souhaitons aux bons peuples du Piémont de conserver long-temps le Roi que le Ciel a accordé à leur fidélité; ce Roi, vraiment Roi, que la menace a trouvé invulnérable, que la flatterie a trouvé incorruptible, et qui n'a voulu ni d'un trône abaissé, ni d'un sceptre amoitié; ce Roi, dont la clémence et de la dignité, parce que sa justice a vu de la force, et dont on est fier d'être récompensé, parce qu'il a su punir; ce Roi qui n'a pas jugé la perjure une opinion, la rébellion un sentiment, la spoliation un accident; qui a senti que toutes les propriétés sont sacrées, comme toutes les légitimités sont sacros, et qui a voulu que ses sujets rentrassent sous le toit de leurs pères le jour où leur Roi est rentré

« dans le palais de ses aïeux. Ah ! souhaitons qu'il vive de longs jours
 » sur la terre, en Roi éclairé de Dieu ! qu'il vive de longues années dans
 » la mémoire des hommes, si on n'est comme un exemple, du moins
 » comme une leçon !... »

NECROLOGIE.

(Article communiqué.)

« Le Chapitre de la Métropole de Chambéry vient de perdre un de ses
 membres les plus distingués en la personne de M. Dubouloz.

« M. Jacques-François Dubouloz était né à Thonon le 6 juillet 1746. Après avoir fait à Thonon et à Annecy ses études ecclésiastiques, il fut ordonné Prêtre en 1771. Ses talents et ses vertus le firent remarquer dès cette époque, et firent l'attention de son Evêque, Mgr Bioré, juste appréciateur du mérite, qui voulut qu'il allât prendre ses grades en Théologie à l'Université de Turin, pour aller de là à Rome puiser, au Collège de la Sapience, une connaissance plus approfondie du Droit Canon. M. Dubouloz justifie partout, par ses succès, les espérances qu'il avait fait concevoir de sa capacité; et après avoir été gradué en Théologie à Turin et suivi à Rome, pendant deux ans, les cours de Droit canonique à la Sapience, il revint à Annecy, où il fut bientôt nommé Professeur en Théologie, Préfet du Collège Royal, et promu à un Canonat de la Cathédrale.

« A l'époque faule de la révolution, M. Dubouloz, n'écoutant que son zèle, ne voulait point quitter la Diocèse; il contribua, par une démarche hardie et adroitement concertée, à enlever tout appui au schisme en Savoie, où il avait commencé à s'établir. Beantant tous les dangers, quoiqu'il fût bien que sa vie avait été mise à prix, il ne cessa pas, pendant les temps les plus orageux, de parcourir les provinces du Faucigny et du Chablais, en qualité de Vicaire-Général, pour ranimer et consolider la piété des fidèles, et surtout pour soutenir et diriger le zèle des Missionnaires qui exposaient leur vie pour continuer à administrer les secours de la Religion. Il fut enfin lui-même arrêté en 1799, et deporté à l'île de Rhé, d'où il parvint à s'évader après quelques mois de détention. Il rentra en Savoie pour y reprendre ses fonctions avec un nouveau zèle. A l'époque du Concordat, Mgr de Merinville nomma M. Dubouloz Chanoine de la Cathédrale de Chambéry, Professeur d'Écriture Sainte et de Théologie morale.

« En 1815, pendant les cent jours, Mgr l'Evêque étant absent de son Diocèse, et MM. les Vicaires-Généraux s'étant, par motif de prudence, retirés sur la partie de la Savoie qui était déjà rentrée sous la domination du Roi de Sardaigne, M. Dubouloz donna de nouvelles preuves de son zèle et de sa fermeté, en se refusant à tout ce que le Préfet de cette époque et le Général en chef exigeaient de lui, comme représentant l'Evêque en sa qualité de plus ancien Chanoine; sa conscience lui défendant de se prêter d'une manière que son rang ne lui conférait pas, il ne voulut jamais repandre ses talents qui lui furent adressés à cet effet. L'arrêté violent que prit alors le Préfet contre M. Dubouloz est le plus bel éloge de ce respectable ecclésiastique et du Clergé, dont il signalait l'esprit d'opposition à l'usur-

peleur. » Ne savez-vous pas que nous avons des bâtonnets pour vous y contraindre, lui dit un Aide-de-Camp du Général ? » Eh bien ! nous, nous avons des prières, répondit M. Duboulez.

Une grande douceur, une charité toujours prête à excuser, une honnêteté et une politesse exquis, rendaient ce société infiniment agréable et sûr : indulgent pour les autres, il ne fut sévère que pour lui-même. D'une régularité constante, il était la moie de ses confrères, et le plus vaillant exemple pour les jeunes élèves du Séminaire, qui le vénéraient et s'estimaient heureux de lui prodiguer leurs soins. Il est mort comme il avait vécu, en saint homme, le 31 décembre, dans l'exercice même de la prière, qu'il était toujours pratiqué avec tant de piété.

PIÉMONTE.

Turin, 27 janvier. S. M. a conféré à M. gr l'Archevêque de Turin la sur-intendance spirituelle sur toutes les troupes, en qualité de Chapelain-Major des Armées Royales.

— La Gazette Piémontaise du 25 du courant contient tout au long le Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu et signé à Constantinople, le 25 octobre 1823, entre S. M. Charles-Félix et Sa Hautesse le Sultan Mahmoud-Ben II, lequel traite règle les rapports d'amitié entre les deux Puissances et fixe les droits réciproques de leurs sujets. Ce traité est suivi de deux lettres adressées à S. Exc. M. le Comte de La Tour, Ministre des Affaires étrangères de S. M., par S. Exc. Lord Strangford, ambassadeur extraordinaire de S. M. Britannique, en qualité de Commissaire et Plénipotentiaire de S. M. le Roi Charles-Félix. La première, du 25 octobre 1823, annonce que, par un acte émané *ad hoc*, il est accordé au Pavillon Sarde un libre passage à la Mer-Noire; et la seconde, du 24 août 1824, fait pact que le gouvernement Ottoman a accordé que toutes les propriétés ottomanes importées dans les Etats de Sardaigne soient assujéties aux mêmes droits que celles des sujets des autres Puissances. En conséquence de ce traité, l'Ambassade de S. M., par une Notification du 20 janvier courant, publie les dispositions et les instructions convenables relatives aux navigateurs sujets de S. M.

— Dans la séance de la Classe des sciences physiques et mathématiques de l'Académie Royale, du 23 du courant, M. le Prof. Bidone a fait, au nom d'une Commission, un rapport sur un projet d'établir des bateaux à vapeur sur le Lac-Majeur, sur le Pô, le Tessin, etc. Le Secrétaire a terminé la lecture de la Notice des travaux de la Classe pendant l'année 1824. M. le Chevalier Amédée Avogadro a lu un Mémoire envoyé de Pétzbourg par M. le Comte Xavier de Maistre, intitulé : *Recherches sur la cause des couleurs dans les corps naturels, et sur le mécanisme de la Peinture.*

— Par Décret du 7 janvier, S. M. a approuvé la dépense pour les réparations annuelles d'une partie de la route du Simplon entre Venet et le Tardoppio.

29 janvier. Des nouvelles de Lisbonne, qui vont jusqu'au 11 de ce mois, arrivées à Gênes, rapportent que tout est tranquille dans cette ville et démentent ainsi les bruits des prétendus troubles que l'on avait annoncés.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Selon les nouvelles de Missolonghi et d'Ancône, les Grecs auraient échoué, le 3 décembre, la défaite de la flotte égyptienne, en s'emparant de douze bâtimens de transport, et Mehemet-Ali aurait été poursuivi jusqu'en vue d'Alexandrie. Suivant d'autres nouvelles de Constantinople, ce bruit serait provenu de ce qu' Ibrahim-Pacha aurait renvoyé à Alexandrie quelques bâtimens devenus hors de service.

ANGLETERRE.

Les provinces du Nord des Etats-Unis ont voté principalement en faveur de M. Adams pour la présidence, et celles du midi pour le général Jackson. Comme aucun des candidats n'a réuni la majorité requise, ce sera la Chambre des représentans qui consacra l'élection. MM. Adams et Jackson professent en politique des opinions très-différentes; le premier passe pour un homme d'état sage et modéré.

FRANCE.

Paris, 25 janvier. M. Hyde-de-Neuville, ambassadeur de France à Lisbonne, est arrivé avant-hier à Paris.

— Le docteur Sieber, de Prague, annonce qu'il va publier un remède infaillible contre l'hydrophobie provenant de la morsure d'un chien enragé, remède, dit-il, qui fera disparaître entièrement l'effroi que cause cette maladie.

— La garde royale espagnole compte déjà dix bataillons d'infanterie très-bien équipés, de 1000 à 1200 hommes chacun, et deux régimens de cavalerie, chasseurs et grenadiers royaux, d'une très-belle tenue. Le Roi et la famille royale doivent partir le 3 février pour Aranjaz.

25 Janvier. Le collège électoral de Pontoise a élu Député M. Lebesp, avocat-général près la cour de cassation, qui avait pour concurrent M. Lameth.

— Les commissions pour l'examen des projets de loi relatifs à l'indemnité des émigrés et à la conversion des rentes, continuant de s'assembler, Ces deux rapports sont attendus avec impatience.

29 Janvier. Le Roi a visité l'école royale polytechnique et a donné aux professeurs et aux élèves les marques du plus touchant intérêt. S. M. a été accueillie et reconduite aux acclamations de toute l'école. M. Dolom, professeur de Physique, a reçu des mains même de S. M. la croix de la légion d'honneur.

Actions de la banque de France : 1970 fr. ; 1980 fr.

Cinq pour cent consolidés : 103 fr. 103 fr. 15 c. ; 103 fr. 35 c.

La mort de S. M. le Roi des Deux-Siciles a dévoilé les actes secrets de bienfaisance qu'exerçait ce pieux Monarque. Il faisait distribuer 74 mille ducats par année aux indigens, sans compter les charités impromptues et le grand nombre d'enfans infortunés ou orphelins qu'il faisait élever à ses frais.

— Le duc de Noto, fils aîné du Roi actuel des Deux-Siciles, a pris le titre de Duc de Calabre. La famille royale est rentrée à Naples dans la soirée du 15.

V A R I E T E S.

*RELATION du tremblement de terre d'ALEP, par M. DERCHÉ,
2.^e Drogman du Consulat général de France.*

14 août 1822.

Quæque ipse miserrima vidi.

Celui qui a été témoin d'un grand événement, d'un grand désastre, semble être plus que personne à même d'en donner une relation fidèle et détaillée, et souvent la fortune d'un récit a été faite par ces paroles : *J'y étais.*

Pour moi, j'avoue que je n'ai point conservé, dans les instans terribles de notre catastrophe, assez de sang-froid, d'impassibilité, pour me prévaloir de ma présence en faveur de mes récits ; mais ayant été depuis à même de voir d'un œil plus calme les résultats de cette nuit fatale, j'essaye d'en tracer un tableau, sombre sans doute, mais que, bien loin de rembrunir par l'exagération, je me sens incapable de porter à son vrai ton de couleur.

Alep, naguère une des trois plus belles villes de l'empire Ottoman, offrait au voyageur un contraste frappant avec les autres villes de la Turquie. Sa position dans une plaine immense, dont quelques jardins font l'unique ombrage, ne pouvait sans doute rivaliser de beauté avec celle de Constantinople, ou même de Smyrne ; mais ses palais, ses nombreuses mosquées, ses maisons élevées, ses bazars, qu'on aurait pu comparer à un vaste labyrinthe recouvert de voûtes hardies, ses rues propres et bien pavées, le caractère de ses habitans, surprenaient agréa-

blement ceux qui étaient accoutumés au spectacle des chétives bourgades de la côte de Syrie.

Je ne parlerai pas de ses richesses , que les avanies de toute espèce ne peuvent épuiser. Entrepôt d'un commerce immense entre Bagdad et la Perse , Alep était la cité la plus opulente de ces contrées ; mais dans la triste nuit du 13 au 14 août 1822 , son opulence a croulé en un instant.

Depuis quelques jours le ciel était embrasé ; une atmosphère épaisse enveloppait la ville et la couvrait comme d'un voile ; le thermomètre restait invariablement fixé à trente-deux degrés ; et la nuit , loin d'apporter quelque soulagement aux peines du jour , venait les redoubler en y mêlant ses craintes et ses horreurs. Déjà même quelques secousses avaient eu lieu , et , quoiqu'il se passât rarement une année sans qu'elles se renouvelassent , cependant les circonstances qui accompagnaient celles que l'on ressentait , donnaient de vives inquiétudes. Enfin , le 13 août , vers les huit heures du soir , un bruit souterrain se fait entendre , et il est immédiatement suivi d'une secousse qui répand l'alarme dans la ville.

Alors , mais trop tard , les personnes que de tristes pressentimens agitaient et que la crainte seule de passer pour pusillanimes avait fait rentrer dans l'enceinte des murs , virent la mort inévitable se présenter à elles. La fuite était impossible ; toutes les portes de la ville , celles des khans et des bazars étaient fermées , et la frayeur avait glacé les esprits , au point que , cédant à ses impressions , les hommes les plus intrépides attendaient dans la stupeur et sans penser à la détourner , le coup dont ils étaient menacés. Ce coup ne se fit pas long-temps attendre : vers les huit heures et demie , on entend redoubler le bruit souterrain , précurseur de toutes les secousses violentes que nous avons ressenties ; chacun s'écrie : *Nous sommes perdus !* La terre ébranlée dans ses fondemens , frémissant sous les masses énormes qui la pressent , s'agite dans d'horribles convulsions ; et bientôt Alep n'est plus qu'un monceau de ruines. Il n'était personne qui ne se crût échappé seul au désastre ; car pendant quelques instans le silence le plus morne régna dans la ville. Mais bientôt les cris

arrachés à la douleur , au désespoir , vinrent entrecouper cet affreux silence. On courait çà et là sur les décombres , en demandant au ciel ses parens , ses amis ; des femmes échevelées paraissaient pressant contre leur sein un enfant nouveau-né , et guidant d'une main tremblante les pas mal assurés d'un autre enfant en bas âge. On voyait vers les quartiers de la ville que les secousses avaient entièrement détruits , et là , sur des monceaux de décombres , qui seuls présentaient un refuge et quelque espoir de salut , on voyait d'un œil effrayé crouler les dômes et les minarets des mosquées , les voûtes des bazars , les palais des grands et la misère du pauvre.

Quelle famille n'offrit point un épisode particulier ! Comme les détails que je confie au papier sont uniquement recueillis pour faire connaître à mon père et à quelques amis quelle était ma situation lors de cette terrible catastrophe , je vais entrer en scène et raconter le plus succinctement possible ce qui se passait au Consulat général de France.

Vers les sept heures du soir , j'étais , selon mon habitude , chez le premier Drogman du Consulat , dont les appartemens , ainsi que les miens , étaient attenants à ceux de M. Lesseps , notre digne et respectable chef. Ce dernier , qui avait reçu , le jour même , des lettres de sa famille , en achevait la lecture sur la terrasse de notre khan ; la secousse de huit heures se fait sentir ; M. le Consul , appuyé contre le parapet de la terrasse , sentait qu'il allait se dérober sous lui ; il me dit alors : « Que pensez-vous de cette secousse ? » « M. le Consul , lui répondis-je , espérons , avec l'aide de Dieu , que nous en sortirons. » M. Lesseps quitta la terrasse pour se retirer dans ses appartemens ; j'hésitais à me retirer dans les miens : ma maison était si vieille , qu'un vent violent suffisait pour la faire écrouler. J'attendais l'arrivée de M. Mérel , médecin du Consulat , pour le prier de m'accorder l'hospitalité. Je m'efforçai de calmer les craintes de la femme et de la fille de notre premier Drogman , emploi assez difficile , car , tout en prodiguant les belles paroles , j'étais loin de m'étourdir sur le danger de ma position. Pendant que je cherchais à leur inspirer une sécurité que je n'avais point ,

la secousse de huit heures et demie se fait sentir. Je voyais les murailles de la salle que nous occupions se rapprocher et s'éloigner; le lustre suspendu au plafond imitait le mouvement d'un pendule; toutes les lumières furent éteintes, et une poussière épaisse nous suffoquait. La jeune personne s'était évanouie; le devoir ne me permettait pas de m'arrêter long-temps auprès d'elle; à peine eut-elle rouvert les yeux, je m'élançai de la maison; je traverse en courant et au milieu des décombres, la maison consulaire: les voûtes en étaient ouvertes de plus d'un pied. C'est à la faveur de la lumière que me prêtent le ciel et les étoiles, que je pénètre dans ces espèces de catacombes. J'arrive jusqu'à la porte de la chambre à coucher de M. Lesseps: elle est fermée, je frappe, j'appelle, à peine ma voix étouffée par la poussière, pouvait être entendue. Je ne reçois aucune réponse, et, trop sûr du malheur que je redoute, je quitte ce lieu d'horreur. A l'aide des ruines, je gravis la terrasse où dormait le fils de M. Lesseps. Je vois la terrasse entrouverte; le parapet contre lequel était appuyé le lit de mon ami avait été renversé; le lit n'y était plus, et je ne doutai point que mon cher Théodore n'eût été précipité dans la cour du Khan, et qu'il n'y fût enseveli sous les décombres.

La suite à un autre Numéro.

LOGOGRIPE.

On me trouve à la fois chez l'homme et chez la bête;
 Je recommande partout, c'est moi qui tout régie.
 Ma queue à bas, on ne voit plus de tête:
 Je ne suis plus alors qu'un triste et vil débris.
 Le mot de la dernière Enigme est *Air*.

Marchés de Chambéry les 25 et 27 janvier 1855.

ÉLÉD.	LE VIEUX.		L'HECTOLITRE.	
	l.	c.	l.	n.
Froment,	18	92	—	23 67
Seigle	13	13	—	17 25
Orge	13	00	—	16 99
Sarrasin	0	00	—	0 00
Maïs	0	00	—	00 00
Avoine (1).	14	00	—	7 67
Pain 1. ^{re} qualité, le kilogr.	—	—	—	37 72
V viande, idem, idem.	—	—	—	6 64

(1) Rapport des 3 poids
 du hectolitre:
 Froment. 818
 Seigle. 682
 Avoine 547

A. Monsieur le Juge-Maje de la province de Carouge.

Supplie humblement sieur Jean Gay, propriétaire, domicilié à Lamuraz, et dit

Que, par acte du trois septembre dernier, Pysard notaire, il a acquis de Jeanne, fille du feu Jean Trottel, épouse, sans constitution dotale, de François Hyvers, sous cautionnement solidaire et garantie de la part de celui-ci en cas d'éviction, tous deux laboureurs, aussi domiciliés à Lamuraz, 1.^o une pièce de terre en pré, appelée à la Chavane, contenant environ un journal, confinée du couchant par la terre de Jean Gaspard Dubouloz, du nord par le chemin qui tend à la Roche, du vent par le pré de ladite Trottel, et du levant par les maison et cour de la même et un chemin de dévestiture; 2.^o une portion de maison, consistant en une chambre et loge, y compris la cuisine au-devant d'icelle, du côté du nord, et une place pour mettre l'engrais du suppliant, à côté de celui de ladite Trottel, dans la cour de celle-ci; plus, la moitié d'une écurie, avec un pied en sur du côté du vent; le tout joint ensemble et confiné par le pré de ladite Trottel du vent, par les maison, écurie et cour restant à la même du levant, et par les propriétés du suppliant des autres parts; 3.^o une parcelle de verger au lieu dit à la Chavane, d'environ cent dix toises, qui est bornée par la terre restant à ladite Trottel et un chemin de dévestiture du couchant; par les tèpes dudit Jean Gaspard Dubouloz du nord, et par celles de ladite Trottel des autres parts; 4.^o une pièce de terre en champ, appelée le Jardy, contenant environ une coupe de semature, se confinant par champ et jardin du suppliant du nord, par la terre dudit Jean Gaspard Dubouloz et un chemin du vent, par la Chenevière de François Farre du couchant, et par les broussailles ci-après du levant; 5.^o enfin une pièce de terre en broussailles, pré, marais, champ et tèpes, lieu dit sous et sur Lachenoz, à la Sise des Joïntes et à la Ravoire, le tout joint-ensemble, un ruisseau entre deux, contenant environ douze journaux, circonscrit du vent par les propriétés dudit Jean Gaspard Dubouloz, du couchant en partie par les champs de Claude Dupont-Curtet, par les tèpes et Champs de Joseph Hyvers et de Jean Snotton dit Falquet du nord, par les broussailles dudit Claude Dupont-Curtet et le champ de Marie Douat du levant; et c'est avec, lesdits

biens en friche et très-mauvais état, situés à Lamuraz, inscrits sous les numéros et partie de numéros, sauf erreur, 350, 351, 352, 353 et 354 des mapsse ■ cadastre du lieu, leurs appartenances, dépendances, dévestiture et investiture; cette vente a été faite moyennant les prix et somme de deux mille quatre cents livres neuves que le suppliant s'est engagé de payer; savoir : mille livres à réquisition, et le surplus dans six mois de l'acte précité, avec intérêt au cinq pour cent, soit au sieur Pierre - Marie Thavenet, chirurgien, domicilié à Magland, comme créancier antérieur sur lesdits biens, soit à tous autres créanciers hypothécaires plus antérieurs et privilégiés, tant de ladite Trottel que sur les biens précités, d'après le verbal d'ordre que le suppliant s'est soumis de provoquer à ses frais. Copie de l'acte précité mentionné a été déposée et transcrite au bureau des hypothèques à St. Julien, ainsi qu'en conste du certificat délivré par le conservateur, le 14 septembre près passé. Les susdits immeubles ont été successivement la propriété de Claude, Pierre et François Hyvers et caubin de Jeanne Trottel, femme de ce dernier, et grevés de dettes pendant la durée de leur domaine, comme apparaît des certificats délivrés par le susdit conservateur, après les trente jours dès la date de la transcription de son titre.

Le suppliant voulant purger lesdits biens, déclare être prêt à payer immédiatement les dettes, tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Judicature Moje de cette province, jusqu'à concurrence, du moins, du prix stipulé au susdit acte.

C'est pourquoi, joignant icelui, ensemble les états des inscriptions existantes sur lesdits biens et le susdit certificat de transcription; suivant le vœu de l'art. 72 de l'édit royal du 16 juillet 1822, et étant domicile en l'étude de M^{re} Melchior Ducimetière, procureur, domicilié audit St. Julien, il recourt

A ce qu'il vous plaise, Monsieur, désigner l'huissier ou sergent royal requis, par lequel sera notifié à chacun des créanciers, à domicile élu par l'inscription, ainsi qu'à ladite Jeanne Trottel, et au besoin audit François Hyvers, son mari et sa caution, demeurant à Lamuraz, copie tant de la présente requête que du certificat de transcription et des états susdits des inscriptions. Sur ce veuillez pourvoir.

Signé DUCIMETIÈRE, Procureur et mandataire par acte du 3 novembre dernier, Pysard notaire, à ce spécialement autorisé.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de St. Julien, certifie qu'il m'a été consigné cejourd'hui par M.^e Pyssard, notaire au présent lieu, un acte de vente par lui reçu le trois septembre courant, de divers immeubles situés rière la commune de Lamuraz et consistant 1.^o en une pièce de pré, lieu dit à la Chavane, confinée par le champ de Jean-Gaspard Dubouloz du couchant, et par le chemin qui tend à la Roche du nord; 2.^o en une portion de maison, une cuisine, une place et la moitié d'une écurie et un pied en sus du côté du midi; le tout joint ensemble, contenant environ dix toises, confiné par le pré de Jeanne Trottel du vent, et par les propriétés de Jean Gay des nord et couchant; 3.^o en une parcelle de verger, lieu dit à la Chavane, confinée par la terre de Jean Gaspard Dubouloz et un chemin du vent; 4.^o une pièce de terre en champ, appelée le Jardy, contenant environ une coupe de semature; se confinant par champ et jardin du suppliant du nord, par la terre dudit Jean Gaspard Dubouloz, et un chemin du vent, par la chevenière de François Favre du couchant, et par les broussailles ci-après du levant; 5.^o enfin, en une pièce de terre en broussailles, pré, marais, champ, têtes, le tout confiné par les propriétés dudit Dubouloz du vent, par terre de Claude Dupont-Corlet, et Marie Donat du levant.

Ladite vente faite par les mariés Jeanne feu Jean Trottel et François feu Pierre Hyvers, agriculteurs, domiciliés à Lamuraz, en faveur du sieur Jean feu Pierre Gaspard Gay, dudit lieu, pour le prix non payé de deux mille quatre cents livres.

Je certifie en outre avoir enregistré, le même jour, l'acte de vente préénoncé au Registre des aliénations, vol. 2, art. 35, et sur le Registre général d'ordre, vol. 21, case 357, et reçu,

pour droit proportionnel.	12	00
Timbre	0	60
Salaire.	5	50

TOTAL, quatorze livres, dix centimes. 14 10

St. Julien, le 14 septembre 1824. Le conservateur COLLOMB.
Inscription d'office prise par le Conservateur soussigné, et portée au vol. 51, art. 8 du registre d'inscription et au vol. 21, case 358 du registre d'ordre pour 2400 liv. revu.

Recin pour droit proportionnel	liv.	2	40
droit de timbre	"	0	90
salaires	"	0	75
TOTAL		4	05

St. Julien, le 14 septembre 1814. Le conservateur COLLOMB.

Etat de toutes les inscriptions existantes sur les biens vendus par les mariés Jeanne feu Jean Trottet et François feu Pierre Hyvers, agriculteurs, domiciliés à Lamuroz, à sieur Jean Gay, propriétaire, domicilié au même lieu, par acte du 3 septembre 1814, Pysard notaire à St. Julien, suivant les certificats délivrés audit Gay par le conservateur, le 30 octobre 1814, contenant toutes celles requises jusqu'à ce dernier jour.

DATE et nature du privilège ou de l'hypothèque.	Noms des créanciers inscrits.	Montant de l'inscription.
1 ^{re} Contre Claude Hyvers, hypothèque conventionnelle, du 11 février 1808 et 4 avril 1809.	Jean-Pierre Trottet.	1872 00
Hypothèque conventionnelle, du 11 février 1808 et 10 avril 1819.	Jeanne Trottet.	2590 00
Hypothèque éventuelle, du 11 février 1808.	François Hyvers.	6500 00
Hypothèque conventionnelle, du 6 mai 1791.	Pierre Marie Thevenet	1900 00
Hypothèque judiciaire, du 16 avril 1821 et 1 ^{er} octobre 1822.	Pierre Marie Thevenet.	1016 40
Hypothèque conventionnelle, du 16 avril 1791 et 12 avril 1791.	Pierre Marie Thevenet.	1016 40
Hypothèque conventionnelle, du 30 janvier 1782.	Fr. ^{se} Hyvers, épouse de François Regat.	230 40

1. ^o Contre Pierre Hyvers, hypothèque conventionnelle, du 12 avril 1791 et 10 avril 1791.	Pierre Marie Thevenet.	1016	40
3. ^o Contre Hyvers François, hypothèque éventuelle, du 7 juin 1815.	Jean Gay.	130	00
Hypothèque éventuelle, du 12 novembre 1812.	Id. id.	195	00
Hypothèque éventuelle, du 30 avril 1812.	Id. id.	360	00
Hypothèque, du 12 août 1817.	Id. id.	212	00
Hypothèque conventionnelle, du 11 février 1808.	Marie Hyvers, femme de Joseph Magerand, Fr. ^{de} Hyvers, femme de François Regat.	5400	00
Hypothèque conventionnelle, du 21 octobre 1820.	Françoise Depommier v.v. ^e d'Ant. ^{ne} Lambert	400	00
Hypothèque conventionnelle, du 11 février 1808 et 4 avril 1809.	Jean Pierre Trottot.	1872	00
Hypothèque conventionnelle, du 10 avril 1809 et 11 février 1808.	Jeanne Trottot.	1590	00
Hypothèque conventionnelle, du 6 mai 1791; hypothèques judiciaires des 16 avril 1813 et 1. ^{er} octobre 1817.	Pierre Marie Thevenet.	1900	00
Hypothèque conventionnelle, du 16 avril 1791 et 12 avril 1791.	Pierre Marie Thevenet.	1016	00
Hypothèque éventuelle, du 17 septembre 1821.	Claude Dupont-Curtet.	600	00

Hypothèque éventuelle, du 22 février 1822.	Id.	id.	600 00
Hypothèque éventuelle, du 2 décembre 1822.	Id.	id.	155 25
Hypothèque judiciaire, du 9 août 1824.	André Barbier.		137 00
4 ^e Contre Jeanne Troitat, hypothèque éventuelle, do 7 juin 1825.	Jean Gay.		230 00
Hypothèque éventuelle, du 12 novembre 1822.	Id.	id.	295 00
Hypothèque éventuelle, du 30 avril 1822.	Id.	id.	360 00
Hypoth. conventionnelle, Françoise Dépommier, du 21 octobre 1820.	veuve Lambert.		400 00
Hypothèque éventuelle, du 27 septembre 1821.	Claude Dupont - Curtet.		600 00
Hypothèque éventuelle, du 2 décembre 1822.	Id.	id.	155 25
Hypothèque éventuelle, du 14 mai 1823.	Jean François Favre.		240 00

TENEUR DE DÉCRET.

Voici est connu pour la notification requise le sergent royal Montandon, St. Julien, dans notre cabinet d'étude, le 3 décembre 1824.

Pour le Juge Maje empêché.

Signé DUBOIS, premier Assesseur; contresigné BONCEL, Greffier.

Enregistré à St. Julien le 10 décembre 1824, vol. 6, folio 173, case 151. Reçu deux livres. Signé COLLONNE.

Pour copie conforme :

DUCIMETIÈRE, Procureur.

MANIFESTE

*POUR la vente , par subhastation , des immeubles de
Jean Claude Crozet-Bincoz , situés rière les com-
munes de Coise , Saint-Jean-Pied-Gauthier et
Planaise.*

Le Tribunal de Judicature-Maje de la Province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par jugement du sept mai mil huit cent vingt-quatre, prononcé ledit jour aux comparans, dûment enregistré le quatorze juillet suivant, les sieurs Joseph et Antoine Anselme, propriétaires-rentiers, habitant à la croix de la Rochette, en qualité de curateurs et gardes aux biens du sieur Clément Anselme, leur frère, absent des Etats de Sa Majesté, à forme du verbal du vingt cinq juillet mil huit cent quinze, dûment insinué, il a été enjoint au sieur Jean-Claude Crozet-Bincoz, habitant à Planaise, débiteur, condamné à leur payer, dans le terme de trente jours, la somme de deux mille huit cent trente et une livres neuves, trente-huit centimes, portées par sentence du vingt-huit décembre mil huit cent vingt-deux, et liquidation faite par M.^e Crépine le trois avril dernier, avec dommages-intérêts tels que de droit, et par même jugement il a été donné acte aux dits frères Anselme de leur déclaration que, passé le susdit terme, il serait procédé à exécution par voie de subhastation, au préjudice du sieur Crozet-Bincoz, qui a été en outre condamné aux dépens, taxés à cent vingt-trois livres neuves, cinquante centimes; que, suivant le prescrit de l'article novante-neuf de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, sur la demande desdits frères Anselme, le Seigneur Juge-Maje de cette province leur a permis, par son décret du neuf octobre mil huit cent vingt-quatre, dûment enregistré le douze même mois, de faire citer ledit Jean-Claude Bincoz; ce qui a été fait, ainsi qu'en constate l'exploit du quatorze dudit octobre, signé par l'huissier Exertier, et à l'audience du vingt-cinq même mois, le Tribunal, M. l'Avocat Fiscal ouï, en donnant acte aux comparans de leurs dire, offres et réquisitions, a, par son ordonnance dudit jour, dûment enregistrée le vingt-cinq, sous le droit de trois livres, signé Baudé, autorisé la vente des immeubles dont s'agit, et a fixé l'audience, pour la première enchère, au 27 novembre dernier, à neuf heures du matin, ladite or-

donnance, requête et extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés audit Jean-Claude Crozet-Bincaz, par l'huissier Kertier cadet, à ce commis, ainsi qu'en résulte de son exploit, sous date du vingt-neuf dudit mois d'octobre, le tout quoi a été enregistré au bureau des hypothèques, à Chambéry, le trente dudit octobre, ainsi qu'en constate du certificat délivré par M. Domengel, conservateur, et à l'audience dudit jour vingt-sept novembre proche échu, est intervenu dans la présente cause de subhastation, dame Euphrasie la jeune Seissel, épouse de M.^e Jean-Baptiste Crozet-Bincaz, de lui au besoin autorisée, domiciliée en ladite commune de Plainise, comparant par le ministère de M.^e Martin, substitut de M.^e Cornier, procureur et mandataire par acte du vingt-cinq du saidit mois de novembre, Claus notaire, ledit M.^e Martin pour l'intervenante, en exhibant la requête qu'a présentée sa partie en opposition à la vente des immeubles dont il s'agit, a persisté aux conclusions par elle prises, par les motifs énoncés, M.^e Dijoud, pour les frères Anselme, poursuivant ladite vente, a démontré le peu de fondement des conclusions de l'intervenante, et a conclu à ce que, sans s'arrêter à son opposition, dont elle sera déboutée avec dépens, il fût passé outre à la vente desdits biens, M. l'Avocat Fiscal qui, a déclaré, par les motifs par lui développés à l'audience, n'empêcher qu'il soit passé outre à l'adjudication préparatoire, pour la vente desdits biens, et c'est en donnant acte à ladite dame Seissel de son intervention, et sans préjudice de ses droits, pour lesquels elle agira ainsi et comme elle verra à faire; sur quoi le Tribunal, ouï le rapport et les conclusions de M. l'Avocat Fiscal, a, par son jugement dudit jour vingt-sept novembre proche échu, par les motifs y énoncés, sans s'arrêter à l'opposition de l'intervenante, ordonné qu'il sera passé outre à la subhastation dont s'agit, et que ledit jugement serait signifié au débiteur Jean-Claude Crozet-Bincaz, non comparant; et ensuite de la prononciation dudit jugement, ledit M.^e Martin, pour sa partie et sans manquer de respect au Tribunal, a déclaré, d'après l'avis de son Conseil, appeler dudit jugement; sur ce, le Tribunal, en donnant acte à M.^e Martin de sa déclaration, a ordonné le sursis aux subhastations dont s'agit, jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le mérite dudit appel, et a ajourné les parties à paraître à l'audience du Séant du onze décembre lors suivant, pour ouïr la prononciation de l'arrêt qui serait rendu sur le mérite dudit appel, dépens réservés. Ce jugement a dûment été enregistré ■ deux dé-

nombre, sous droit de quatre livres, cinquante centimes, à forme du reçu signé Baudé, et signifié le trois même mois par l'huissier Exertier, audit sieur Jean-Claude Crozet-Bincas, ainsi qu'en conste de son exploit dudit jour; par arrêt du onze décembre, enregistré le même jour, sous le droit de trois livres neuves, à forme du reçu signé par ledit M.^e Baudé, le Sénat a déclaré indite Euphrasie (la jeune) Seisel, femme de Jean-Baptiste Crozet-Bincas non recevable en son appel, et a renvoyé les parties par devant le Tribunal, et a condamné l'appelante aux dépens de l'instance poursuivie par-devant le Sénat, et par décret de ce Tribunal en date du dix-huit dudit mois de décembre, enregistré le même jour, sous le droit de deux livres, signé Baudé, mis au bas de la requête présentée par ledits sieurs Joseph et Antoine Anselme, en leurdite qualité. La première enchère des biens dont s'agit a été fixée au vingt-cinq janvier prochain, à neuf heures du matin, et a mandé au greffier de céans de dresser le manifeste requis, et a commis l'huissier Augustin Exertier pour les notifications requises. Cette requête, décret et lettres, ainsi que l'enregistrement dudit décret ont été signifiés audit sieur Jean-Claude Crozet-Bincas, par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commis, sous date du vingt-huit dudit mois de décembre; en conséquence,

Les immeubles ci-après désignés seront vendus en trois lots et successivement en totalité : et en cas qu'il ne se présente personne pour couvrir les enchères qui auront été portées sur les trois lots réunis, ceux-ci seront adjugés séparément à celui ou à ceux qui auront fait l'offre la plus avantageuse.

Désignation des Immeubles à vendre.

Le premier lot se compose :

Art. 1.^{er} Une portion de jardin située à Planaise, lieu d'il un Château, contenant cent quatre toises et cinq pieds, faisant partie du numéro 291 de la mappe de Planaise; et sous la lettre A du plan mentionné dans l'acte de partage du trois juillet mil huit cent seize, Pichon notaire, se confinant par le chemin public au nord, le champ et portion de ce jardin appartenant aux frères Jean-Baptiste et François Crozet des levants et couchant, en partie avec le champ dudit Jean-Claude Crozet dit Bincas; taille six sous, six deniers.

ART. 1. Place audit lieu , contenant vingt-quatre toises , sous partie du numéro 293 de ladite mappe , et sous la lettre B du plan susdit , se confinant par celle de Jean-Baptiste Crozet du nord ; celle de Jean-François Crozet du midi , et les bâtimens dudit Jean Claude Crozet du levant ; taille un sou , neuf deniers.

ART. 3. Une portion de maison , place et grange audit lieu , contenant en tout quatre-vingt-deux toises , sous partie du numéro 294 de ladite mappe ; la portion de maison sous la lettre C du plan , contenant huit toises et six pieds , consiste en une cuisine au rez-de-terre , chambre au-dessus et galetas , et est confinée par celle de Jean-Baptiste Crozet du nord , celle de Jean-François Crozet du midi et emplacement dudit Jean-Claude Crozet des levants et couchant. La place sous la lettre D , contenant soixante toises , deux pieds , est confinée par celle de Jean-Baptiste Crozet en partie , et grange dudit Jean-Claude Crozet du nord , place et bâtiment de Philibert Crozet du midi et en partie du levant , et maison dudit Jean-Claude Crozet du couchant. La portion de grange sous la lettre E , contenant treize toises , se confine par celle de Jean-François Crozet du levant , cour de Jean-Baptiste Crozet du couchant , et grand-route du nord ; taille six sous , quatre deniers , l'offre , pour la mise à prix de ce lot , est de cinq cents livres neuves.

Le second lot se compose :

ART. 1.^{er} Une pièce de champ luttinée , située aussi à Planaise , lieu dit aux Charuilles , de la contenance de trois cent vingt-cinq toises et quatre pieds , dont soixante-six toises sous numéros 289 , et deux cent cinquante-neuf toises et quatre pieds sous numéro 288 , le tout de la susdite mappe et sous la lettre C dudit plan ; se confinant par le champ de Jean-François Crozet du nord , celui de Jean Baptiste Crozet du midi , et un chemin public du couchant ; de la taille d'une livre , six sous , deux deniers.

ART. 2. Une portion de champ située en la même commune , lieu dit au Villaret , contenant un journal , cent cinquante-sept toises , deux pieds , dont vingt et une toises , cinq pieds sous le numéro 299 , et un journal , cent trente-cinq toises , cinq pieds sous numéro 300 de la mappe susdite , et sous la lettre B dudit plan ; se confinant par le champ de Jean-François Crozet du levant , celui de Jean-Baptiste Crozet du couchant , et celui de M.^e Jean-Baptiste Crozet Bincas du nord ; taille totale , deux livres , huit sous , cinq deniers. L'offre pour la mise à prix de ce lot est de six cent livres neuves.

Le troisième lot se compose :

ART. 1.^{er} Une pièce de vigne, située sur la commune de Coëse, Saint-Jean-Pied-Gauthier, en deux portions, sous parlis du numéro 15 de la mappe de cette commune; la portion au levant, qui est entre celles échues à Jean-François et Jean-Baptiste Crozet, contient cent quinze toises et deux pieds, et se confins par celle dudit Crozet du levant, la vigne d'Humbert Vellet du midi, et la grand'route du nord; taille une livre et six deniers.

ART. 2. L'autre portion, qui est entre celles échues auxdits Jean-Baptiste Crozet au levant, et Jean-François Crozet au couchant, contient cent novante trois toises et six pieds, figurée en jaune par le susdit plan, et est ainsi confinée, plus par la grande vigne de spectable Genin du midi et la grand'route du nord; taille une livre, dix huit sous, quatre deniers.

ART. 3.^e Une portion de pré au même lieu, sous partie du numéro 16 de la mappe, contenant cent neuf toises, à prendre entre la portion du même numéro échue à Jean-François Crozet du levant, qui est en vigne, et celle pré échue à Philibert Crozet au couchant, aussi figurée en jaune par ledit plan, et est ainsi confinée, plus par le pré défriché de dame Blard du midi, et la grande route du nord; taille huit sous, deux deniers. L'offre pour la mise à prix de ce lot, est de quatre cents livres.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE I.^{er}

L'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils seront à l'époque de l'adjudication, et en percevra le fermage qui se trouvera encore dû.

ARTICLE II.

Il supportera toutes servitudes potentes ou occultes, s'il en existe.

ARTICLE III.

Il payera les contributions affectées sur lesdits biens pour l'année courante et celles arriérées, s'il s'en trouve.

ARTICLE IV.

Il payera le prix de la vente à qui sera ordonné par le jugement d'ordre à intervenir, avec intérêt au cinq pour cent, sans retenue dès le jour de l'adjudication définitive, et entrera en jouissance sitôt après la notification dudit jugement d'adjudication définitive.

ARTICLE V.

Il payera tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du neuf octobre dernier inclusivement, sans aucune diminution du prix.

ARTICLE VI.

Il sera tenu à tout ce que prescrit en pareil cas l'édit du 16 juillet 1822.

En exécution, tant de l'arrêt du Sénat que des ordonnances, décret et lettres de le Tribunal, qui l'ont précédé et suivi, le tout ci-dessus énoncé, et la requête desdits sieurs Joseph et Antoine

Anselme en leurdile qualité , ayant pour procureur M.^e François Dijaud , procureur au Séat , demeurant à Chambéry , il sera procédé à la première enchère pour la vente des immeubles ci-dessus décrits , et sur la mise à prix offerte par les poursuivans , ci-devant énoncée pour chaque lot , à l'audience du Tribunal de Judicature Maje séant à Chambéry , rue Juiverie , maison d'Allinges , le vingt-cinq janvier prochain , à neuf heures du matin , et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par les poursuivans , qui est de cinq cents livres pour le premier lot , et 500
 Pour le second lot , six cents livres. 600
 Pour le troisième lot , quatre cents livres. 400
 Total. 1500

Et ensuite , en totalité , sur la mise à prix de quinze cents livres avec l'augmentation des offres qui auront été faites à l'audience sur les enchères partielles ; et ledit jour , vingt-cinq janvier mil huit cent vingt-cinq , le Tribunal , où le rapport et l'Avocat Fiscal dans ses conclusions , en donnant acte du défaut encouru par ledit Jean-Claude Crozet-Bincaz , qui n'a point comparu , ni personne pour lui ; et après que les formalités prescrites par l'édit du 16 juillet mil huit cent vingt deux ont été observées a adjugé provisoirement lesdits immeubles ; savoir : le premier lot à M.^e Louis Salomon , notaire royal , habitant à Montmélian , pour la somme de douze cent vingt-cinq livres ; le second lot au sieur Jean-Pierre Vallier , pour la somme de quinze cents livres , et le troisième lot audit Jean-Pierre Vallier , pour la somme de huit cents livres , aux clauses , charges et conditions énoncées audit manifeste , attendu qu'il ne s'est point présenté d'enchérisseur pour la totalité , sauf à l'adjudication définitive , soit seconde enchère , que le Tribunal a fixée au vingt-deux février prochain , à neuf heures du matin , où les enchères seront ouvertes , pour chaque lot , sur le prix de l'adjudication préparatoire , et ensuite , en totalité , sur le montant des enchères des trois lots réunis , et a ordonné , en outre , que le jugement d'adjudication préparatoire serait signifié audit Jean Claude Crozet Bincaz , défaillant.

Le présent Manifeste sera lu , publié , affiché , notifié et inséré au Journal de cette Division , en conformité et de la manière prescrite par les articles soixante et dix-sept et cent deux de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mandé , à ces fins , le Tribunal , ou premier huissier ou sergent royal requis , de faire lesdites publications , affiches , notifications , et tous exploits requis et nécessaires , de ce faire est donné pouvoir.

Données à Chambéry , sous le sceau de ce Tribunal , le vingt-neuf décembre mil huit cent vingt-quatre. MOLLARD , greffier.

Enregistré à Chambéry , le 29 décembre 1824 , volume 21 , case 774 . folio 81 verso. Perçu trois livres. BAUNE.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 11 Février.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 10 février. L'article suivant a été retardé par des mases qu'il est inutile de mettre sous les yeux de nos lecteurs. Les détails indispensables dans lesquels nous devions entrer, nous ont fait un devoir de chercher et de recueillir tous les documens qui nous étaient nécessaires pour rendre cette Notice aussi exacte et aussi complète que le réclamait à la fois le mérite du personnage qu'elle concerne et les événemens importants auxquels se rattachait sa vie publique.

NÉCROLOGIE.

Peu d'hommes ont été aussi favorisés de la nature que M. le Marquis de Costa de Beauregard. Une ancienne et illustre origine, tous les avantages extérieurs, les talens, les connaissances, nous dirons même le génie, et, ce qui vaut encore mieux que tout cela, une belle âme, un généreux et noble caractère, M. de Costa réunissait tout ce qui obtient de la considération parmi les hommes et tout ce qui mérite de leur part une véritable estime. Ces qualités rares, des travaux importants et la manière dont la vie militaire du Marquis de Costa s'est trouvée intimement liée à de grands événemens historiques, justifient l'étendue que nous sommes obligés de donner à cette Notice.

La famille Costa, déjà distinguée dès le 13.^{me} siècle dans l'État de Gènes, a compté trois ambassadeurs de cette République, en Sicile, à Milan et auprès de l'Empereur Charles IV. Établie dans la suite en Piémont, en la personne de Louis Costa, qui fut lieutenant-général, son nom s'y montra avec honneur.

Georges Costa fut décoré de la pourpre romaine en 1487. Jean-François combattit à côté du Héros de Saint-Quentin, le jour de la fameuse bataille de ce nom, fut nommé ambassadeur à Rome, et reçut le Collier de l'Ordre suprême de l'Annonciade, qui fut décerné à plusieurs de ses descendants.

Jean-Baptiste Costa, établi à Chambéry, au commencement du dix-septième siècle, fut tour-à-tour quatrième Président de la Chambre des Comptes, Sur-Intendant général des finances, et Envoyé extraordinaire à la Cour d'Espagne. En récompense de ses services, Madame Royale Christine érigea sa terre de Villard en Baroquin, par Lettres-Patentes du 18 septembre 1647. Son fils fut Général d'artillerie, et son petit-fils devint Chambellan et Général de cavalerie au service de Bavière. Ignace-Pantaléon, Chambellan de l'Empereur Léopold 1.^{er} et Colonel de dragons, se distingua dans les guerres d'Allemagne et fut tué sur le champ de bataille en 1703.

M. Joseph-Henri de Costa de Beauregard, Chevalier Grand-Croix des SS. Maurice et Lazare, Membre de l'Académie Royale des Sciences de Turin, de la Société Académique de Savoie, de l'Académie des Arcades de Rome, honoraire de celle de Saint-Luc, de celle des Belles-Lettres de Besançon, et de la Société des Antiquités de Cassel, naquit au château de Beauregard, dans le Petit-Bugey, en avril 1753, d'Alexis-Barthélemy de Costo, auteur du célèbre *Essai sur l'amélioration de l'agriculture dans les pays montagneux, et en particulier dans la Savoie*. Ce respectable père lui inspira de bonne heure les sentimens d'une religion solide, en même temps que ceux de l'honneur et d'un dévouement sans bornes au Prince et à la Patrie. Désirant cultiver les heureuses dispositions que son fils annonçait pour la littérature et les beaux-arts, il le confia aux soins affectueux de son oncle maternel, le comte de Murinais, qui le conduisit à Paris, où il fit de rapides progrès dans plusieurs genres d'études, et particulièrement dans les arts du Dessin.

Peu après son retour en Savoie, le jeune de Costa entra (en mai 1772) au service de son Souverain, en qualité d'Esquive ou sous-lieutenant au régiment provincial de Tarentaise. A la faveur d'un congé, il fit, avec son père, un voyage en Italie, qui, en contribuant à son instruction, devait naturellement accueillir son amour pour les arts et perfectionner un

goût déjà très-avantageusement développé. Il fut reçu à Rome, membre de l'Académie des Arcades.

En 1776, le jeune de Costa épousa sa cousine germaine, Mademoiselle Louise-Geneviève, fille du Marquis d'Aubergeron de Marinai, Officier des gendarmes royaux de la Maison du Roi de France, tué à la bataille de Minden. Deux ans après, il remporta le prix d'éloquence à l'Académie de Besançon, sur ce sujet : *Combien l'éducation des femmes pourrait contribuer à rendre les hommes meilleurs*. L'Académie, en lui décernant la couronne, y joignit les témoignages de la plus honorable estime.

Après avoir donné, dans le château de Beauregard, où il s'était établi après son mariage, les premiers soins paternels à l'éducation de ses enfans, il transporta, en 1780, sa famille à Genève, pour s'entourer des ressources et des moyens d'instruction qu'il jugeait nécessaires à l'exécution de ses vœux.

La *Légion de Campement*, qui formait un corps d'Officiers instruits, avait été créée en 1775, et le marquis Joseph-Henri de Costa y avait été admis, à cette époque, en qualité de Lieutenant. Devenu capitaine dans cette Légion, il y obtint une sous-lieutenance pour Eugène, son fils aîné, dont nous aurons bientôt occasion de parler, qui, âgé seulement de treize ans, sou tint avec distinction l'examen prescrit sur les Mathématiques et les Fortifications. Ayant fait ensuite recevoir son second fils en qualité de cadet dans les chevau-légers du Roi, il se retira du service militaire, et fut admis à la Cour comme Gentil-homme de la Chambre de S. M. en Savoie.

La révolution française, qui devait allumer un si vaste incendie politique, et qui ne tarda pas à menacer le monde d'un bouleversement général, la révolution avait éclaté, et la propagation de ses principes fit bientôt présager une guerre prochaine et inévitable. Au moment du danger qui fondait sur les Etats du Roi, le Marquis de Costa demanda à rentrer comme simple volontaire dans la Légion des Campements, qui, par suite de l'invasion ennemie dans la Savoie, opéra sa retraite par le Petit Saint-Bernard, et après la désastreuse campagne de 1791, prit ses quartiers d'hiver à Pignerol.

Chargé, dans cette circonstance, de reconnaître les cantonnemens occupés par les troupes, dans les vallées de Luzerne et de Saint-Martin, le Marquis de Costa profita de sa situa-

tion , pour faire des recherches sur l'origine et les mœurs des populations protestantes , connus sous le nom de *Barbes* ou *Barbets* , qui habitent ces vallées. Il fit la description topographique des lieux et rédigea un précis des guerres de religion dont ils furent le théâtre , ainsi que des opérations militaires des dernières guerres avec la France. Les résultats de ces travaux eurent plus tard leur place naturelle dans les *Mémoires historiques sur la Maison Royale de Savoie* , lorsque l'Auteur , par la marche naturelle des évènements , fut amené à parler en historien et en philosophe observateur , des évènements relatifs aux Religieuses de ces vallées et des mesures que les Ducs de Savoie furent plus d'une fois obligés de prendre contre eux.

La Légion des Campemens fut démembrée en deux corps , l'un de Pionniers , destiné à la construction des fortifications de campagne , et l'autre sous le nom de *Grenadiers Royaux*. Le Marquis de Costa et son fils furent compris dans ce dernier , sous les ordres du Marquis de Bellegarde. Au printemps de 1793 , les Grenadiers Royaux formèrent l'avant-garde du corps d'armée qui , sous le commandement du général autrichien comte d'Argenteau , déboucha en Savoie par la vallée de Tarentaise. Cette avant-garde rencontra et battit l'ennemi à Roche-Cervin , à Montiers et à Conflans ; mais , par un concours de circonstances dont le détail nous écarterait de notre sujet , elle fut obligée de se replier sur ses premières positions. Le Marquis de Costa acquit , dans cette campagne , l'estime des généraux et celle du Duc de Montferrat , qui commandait la division militaire dans la Vallée d'Aoste.

Ce Prince le chargea de lever la carte topographique et militaire de la partie de la chaîne des Alpes , comprise du Vallais au Mont-Cenis , et d'indiquer les points de défense à fortifier. Le Marquis de Costa exécuta cette commission et recueillit en même temps toutes les notes statistiques qui pouvaient éclairer S. A. sur les ressources de ces contrées. Ce travail fut honoré de la plus flatteuse approbation de la part d'un Prince que sa capacité , sa valeur , ses vertus et son affabilité rendaient cher aux peuples et aux soldats.

Les Grenadiers Royaux prirent leurs quartiers d'hiver à Asti , d'où ils se rendirent dans le comté de Nice , au printemps de 1794 , et firent partie du corps d'armée du général baron de Colli. Plus

seurs actions meurtrières signalèrent le début des opérations. Le Marquis de Costa eut l'inexprimable douleur de voir son fils Eugène blessé grièvement au combat de la *Saccarella*, près du *Cat-Ardent*. Une balle reçue à la jambe s'était logée très-avant dans les chairs. Le jeune malade fut transporté à Turin, où, malgré tous les secours de l'art, il succomba un mois après, dans sa seizième année.

Les étonnantes qualités de ce jeune homme, ses connaissances, ses talents précoces et sa mort héroïque avaient vivement frappé le comte de Maistre. Celui-ci sentit le besoin de donner à M.^{me} de Costa les seules consolations que puisse supporter le cœur sensible d'une mère, et surtout de la mère d'un tel enfant. Il écrivit ce beau *Discours* sur la vie et la mort d'Eugène, discours trop peu connu, qui parut peu de temps après (1). Inspiré à-la-fois par la douleur maternelle, par le mérite du jeune homme, et par les graves circonstances auxquelles se rattachaient sa vie et sa mort prématurée, cet écrit, sorti de la plume de l'illustre auteur des *Considérations sur la France* et des *Soirées de Saint-Petersbourg*, justifie la grandeur des regrets qu'éprouva la famille de Costa, à la mort d'un jeune homme de seize ans, digne de voir élever un tel monument à sa mémoire.

La situation du Marquis de Costa, officier volontaire à l'armée, sans emploi fixe et sans traitement, et séparé à jamais d'un fils si cher, pour qui il avait tout sacrifié, toucha sensiblement les généreux, et particulièrement le baron de Colli, qui, dans un rapport au Roi, rendit le témoignage le plus honorable de ses services, et lui attira les marques du plus précieux intérêt. Le Roi lui décerna l'ordre des SS. Maurice et Lazare, lui accorda le grade de Major dans le Corps de l'Etat-Général de l'armée, et l'attacha à la Division Colli, en qualité de Quartier-Maitre général, Chef d'Etat-Major, fonctions qui le mirent en rapport direct avec le Ministère.

A la fin de la campagne de 1794, il rédigea, sur les pièces officielles, un rapport général sur les opérations de la Division à laquelle il appartenait, et joignit un coup-d'œil sur l'ensemble des

(10) *Discours* à M.^{me} la Marquise C^{ost}, sur la vie et la mort de son fils Alexis-Louis-Eugène C^{ost}, Lieutenant au Corps des Grenadiers Royaux, etc. Turin, chez Hottellet, 1794.

travaux des divers corps d'armée et de leurs résultats. Plusieurs plans d'opérations pour la campagne suivante lui furent communiqués , et il fut invité lui-même à soumettre ses vœux. L'année suivante , il porta au Roi le rapport des événemens qui avaient terminé la campagne de 1795 , où , dans une journée importante , l'armée sarde avait admiré la valeur et le sang-froid de S. A. R. le Prince de Carignan , qui , jeune encore , faisait sa première campagne , recherchant avec ardeur la fatigue et les dangers.

Nous regrettons que la nécessité d'abrégér nous oblige d'omettre les nombreux détails des diverses campagnes auxquelles prit part le Marquis de Costa , et dans lesquelles , toujours semblables à eux-mêmes , toujours fidèles à l'honneur , les braves militaires marchant sous les drapeaux de nos Princes , n'ont cessé de donner les preuves les plus éclatantes de leur dévouement et d'une valeur admirée des ennemis.

En 1796 , le baron de Beaulieu avait remplacé le général De Vins , et Buonaparte avait pris le commandement de l'armée française. Les avantages de celui-ci sur Beaulieu l'avaient rendu maître de Cherasco , tandis que le baron de Colli couvrait la Capitale par sa position sur Povan et après avoir mis Lom à l'abri d'une surprise. Ce dernier reçut l'ordre de traiter avec l'ennemi pour une suspension d'armes. Le général de cavalerie baron de La Tour , et le colonel Marquis de Costa , nommés Commissaires à cette fin , se rendirent au quartier-général français. Ils signèrent à Cherasco , dans la nuit du 16 au 17 avril , l'armistice qui fut suivi du traité de paix du 15 mai suivant. Le vainqueur , en dictant des conditions dures , rendit justice à la bravoure des troupes du Roi , et , après un long entretien qu'il eut avec le Marquis de Costa sur les opérations de cette campagne , il lui donna des témoignages d'une véritable estime. Plusieurs fois depuis , et aux époques les plus éclatantes de sa fortune , il s'informa avec intérêt du sort du Marquis de Costa.

S. A. R. le Duc d'Aoste ayant pris le commandement de l'armée sarde au camp de Cornignola , pendant la durée de l'armistice , le Marquis de Costa continua de remplir auprès de ce Prince les fonctions de Chef d'Etat-Major. Après la signature de la paix , il fut appelé à Turin , où il remit au Ministère de la Guerre tous les documents officiels de la campagne , en ce qui concernait le corps d'armée du général Colli. Il obtint alors un

congé, et vint rejoindre sa famille, qui était réfugiée en Suisse.

Charles-Emanuel IV, ayant succédé à son père Victor-Amédée III, le Marquis de Costa fut rappelé, en janvier 1797, par le nouveau Roi, qui, avec le grade de Brigadier, le créa Chef d'un corps d'Etat-Major permanent, le chargeant de présenter un plan d'organisation pour déterminer les attributions et le service de ce corps en temps de paix. Soumis à une Commission, son plan fut admis sans aucun changement. On attacha à ce corps celui des Ingénieurs-Topographes, ainsi que les archives et le dépôt des plans, cartes et mémoires topographiques, statistiques et militaires, dont la levée et la rédaction lui furent dès-lors confiées. Dans le même temps, le Roi, de son propre mouvement, plaça dans ce corps le second fils du Marquis de Costa, qui avait fait les campagnes précédentes en qualité de sous-lieutenant adjoint à l'Etat-Major de l'armée de Colli.

Le Marquis de Costa réussit, par ses soins, à former d'excellents officiers et d'habiles dessinateurs. Il avait établi des réunions périodiques où chaque membre apportait un mémoire militaire sur un sujet donné, et d'autres à son choix. Une discussion libre s'ouvrait sur ces travaux, et la lumière jaillissait du concours des vues et des opinions.

On sait trop de quels événements désastreux fut suivie une paix cruelle qui ne faisait présager que de nouveaux malheurs, et dans quelles fatales circonstances Charles-Emanuel se vit obligé d'abandonner le palais de ses illustres aïeux, au milieu de ses fidèles serviteurs dans les larmes. Alors le Marquis de Costa se reléguait dans une retraite absolue, où, dans l'état de proscription, il éprouvait tout le poids de l'adversité. Mais son amour pour le travail et la fermeté de son âme le rendirent supérieur à sa position.

La bataille de Vérone, gagnée par les Austro-Russes, ouvrit la campagne de 1798. Scherer et ensuite Moreau, battus de position en position, abandonnèrent successivement la Lombardie et le Piémont, après avoir perdu les batailles d'Alexandrie, de la Trebbia, de Novi et de Fossano, et vu tomber au pouvoir des Alliés toutes les places fortes où ils avaient jeté des garnisons. Suwaroff et Mêlas furent reçus en libérateurs par les peuples du Piémont, qui s'armèrent à leur passage et voulurent servir d'éclaireurs à la tête de leurs colonnes. Tous les militaires sujets du Roi, qui avaient échappé à la prison ou à la mort, accoururent sous les drapeaux de leur Souverain. Charles-Emanuel,

que les circonstances retenaient éloigné de ses Etats, nomma un Conseil suprême de Régence; le Marquis de Costa, souvent honoré de la bienveillance de cet excellent Prince, fut appelé à faire partie de ce Conseil et reçut l'ordre de réorganiser le corps d'Etat-Major général et celui de la Topographie. Par le travail le plus actif et le plus assidu, le Marquis de Costa se trouva bientôt en mesure de communiquer aux généraux alliés et aux Chefs d'Etat-Major des documents précieux pour éclairer et diriger leurs opérations; aussi les généraux Chasteler et de Zach l'honorèrent-ils particulièrement de leur considération et de leur estime.

A la fin de cette campagne, les Austro-Russes paraissaient les maîtres du sort de l'Italie, lorsque Buonaparte, abandonnant son armée d'Egypte à ses propres ressources, vint donner une nouvelle attitude à la France, en rappelant la victoire sous ses enseignes. Bientôt les camps trop fameux de Marengo virent, en quelques heures, changer pour un temps les destinées de l'Europe, qui devait plier pendant quinze années sous le joug d'un soldat, jusqu'au moment où la Providence avait marqué sa chute, pour rendre la paix au monde et rétablir la légitimité dans tous ses droits.

A la fin de 1800, le marquis de Costa s'était rendu en Dauphiné, chez son beau-frère, le Marquis de Marinai, où il avait trouvé une noble et touchante hospitalité. Ayé plus tard de la liste des émigrés, il recouvra quelques débris d'un patrimoine que l'ordre naturel des choses et la justice paraissent lui avoir destiné. Dès-lors, jusqu'en 1814, il s'occupa des intérêts de sa famille. Ses deux fils aînés durent à l'estime et à la haute considération dont il avait su s'entourer en France comme en Piémont, des établissemens honorables qui contribuèrent à accroître une fortune dont ils devoient faire dans la suite un si noble et si généreux usage. Dans cet intervalle, il s'occupa de rédiger ses Mémoires historiques sur la Maison de Savoie.

Appelé par le Roi, à l'époque de la restauration, il repassa les monts, et fut chargé de réorganiser, pour la troisième fois, le Corps de l'Etat-Major général et du Génie topographique, auquel il avait donné pour emblème une flèche avec cette devise aussi juste qu'ingénieuse : *La piuma guida il ferro* (la plume guide le fer). On lui confia en outre la direction d'une Ecole d'instruction pour les cadets attachés à ce Corps,

rendu plus nombreux qu'auparavant. Il reçut le titre effectif de Quartier-Maître général et de Général-Major. Le Souverain lui decerna la Grand-Croix des SS. Maurice et Lazare; et en 1827, il eut la promesse d'être compris au nombre des Lieutenans-Généraux. Un travail trop assidu altéra sa santé, qu'une vie laborieuse et tant de vicissitudes n'avaient pu qu'affaiblir. Il obtint sa retraite en 1821, mais il ne jouit plus dès-lors que d'une existence douloureuse. Il succomba à ses infirmités le 11 novembre 1824, âgé de 71 ans 7 mois, dans le sein de sa respectable famille, qu'il laissa inconsolable de sa perte.

Le Marquis de Costa n'était pas seulement un militaire très-distingué, un bon historien et un homme de lettres éclairé et plein de goût : le suffrage de tous les hommes de guerre qui ont partagé ses travaux ont dicté notre jugement sous le premier rapport, et nous avons fait connaître l'auteur sous les deux autres points de vue, dans la Notice raisonnée de ses ouvrages qui suit à cet article. Le Marquis de Costa possédait encore les arts du Dessin à un degré éminent. Les sujets qu'il traitait de préférence étaient les grands personnages et les scènes d'appareil. Sa manière tenait du faire hollandais dans le genre héroïque. On sait que l'Impératrice de Russie voulut avoir un tableau de sa main. Le sujet qu'il choisit fut Dibutade traçant en profil le portrait de son amant sur l'écorce d'un arbre. Pour son coup d'essai dans le genre topographique, il avait fait un chef d'œuvre : c'était la carte du Petit-Bugey. Les ornemens dont il l'enrichit étaient des militaires à cheval, entourant un Général qui donne des dispositions pour l'attaque d'une forteresse située sur une hauteur au-delà d'un fleuve. On y admirait l'extrême ressemblance des personnages, qui offraient autant de portraits, la beauté des chevaux et la richesse des accessoires.

Nous ne pourrions louer que trop faiblement le mérite personnel du Marquis de Costa. Une sincère piété, une véracité scrupuleuse, la loyauté la plus franche, un noble et rare désintéressement, une âme généreuse, qui le rendait toujours prêt à se sacrifier pour les autres, beaucoup d'amabilité, allée toujours de pair avec la dignité et à une véritable modestie, une constante modération, réunie à une grande fermeté de caractère : telles étaient les qualités et les vertus du Marquis de Costa, qui se

montre dans l'État, le modèle des sujets fidèles; dans la société; celui des hommes de bien, et dans sa famille, celui des époux et des pères.

A V I S.

L'Intendant Général de la Division de Savoie prévient les habitants des communes de la Savoie-Propre dont les récoltes de 1824 ont été détruites par les effets de la grêle, que les ouvrages en rectification de la route provinciale de Chambéry en France, sur le territoire de Chambéry-le-Vieux, Voglians et le Bourget, à l'exécution desquels est affectée la somme de cent mille fr. que S. M. a daigné accorder à cette province, pour fournir, par le travail, un secours auxdits habitants, ont été adjugés au sieur Etienne Longue, de Chambéry, et sont en activité dès le *lundi 7 février courant*.

En conséquence, tous ceux de ces habitants, hommes, femmes et enfans, de l'âge de 12 à 60 ans, qui voudront s'occuper à ces ouvrages, soit comme manœuvres, soit comme propriétaires d'attelages à bœufs ou à cheval, pour gagner des moyens de subsistance, peuvent se présenter, dès ledit jour, munis d'une déclaration sur papier libre, délivrée par le Syndic de leur domicile, constatant qu'ils appartiennent à une commune ou section de commune grêlée, au bureau de M. l'ingénieur, à Chambéry, situé l'ort-Beine, ou au domicile dudit Longue, Rue-Couverte, n.º 235, d'où ils seront immédiatement dirigés sur les ateliers.

Les manœuvres devront être munis de pelles et pioches, et les propriétaires d'attelages, de tombereaux et autres moyens de transport.

Les mesures sont prises pour que chacun puisse d'un juste prix de journée et proportionné à ses forces, en soit payé exactement tous les huit jours, et pour qu'aucun ouvrier ne puisse être renvoyé des ateliers sans motifs reconnus légitimes par le préposé de l'administration commis à ces fins.

Chambéry, le 5 février 1825.

L'Intendant - Général, PULLIN.

P I É M O N T.

Turin, 31 janvier. Dans la dernière séance de la Classe des sciences morales, historiques et philologiques de l'Académie Royale, il a été lu : 1.º une Deuxième Lettre à M. le Duc de Blacas sur le Musée royal égyptien de Turin, par M. Champollion jeune; 2.º Lettre à un gentleman sur quelques points de critique, par S. Exc. M. le Comte Napion; 3.º continuation de l'explication des manuscrits grecs du Musée égyptien, par M. l'Abbe Peyron.

— 5 Février. Par Patentes du 4 Février courant, S. M. a conféré à M. le Marquis Guillaume Longhi, la dignité de Grand de Cour de seconde classe.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

Le gouvernement de Russie s'occupe de donner au lit de la Newa une direction nouvelle et plus droite, soit pour entretenir les communications

dans le temps des débâcles, soit pour diminuer les dangers dont les parties basses de la capitale sont menacées lors des inondations.

— On prétend que la flotte égyptienne s'est portée, le 3 décembre, sur l'île de Candir. Il paraît que des troubles et des divisions régnent toujours parmi les Grecs dans la Morée.

— A Lissau et à Clèves, les inondations continuaient, — 8 janvier dernier, à y causer des deuils déplorables.

ANGLETERRE.

Il n'est pas douteux, dit le *Courier*, que le gouvernement s'occupe d'une augmentation de l'armée de terre; cette augmentation ne sera pas au-dessous de quinze mille hommes, y compris les cinq mille de tirés pour les Indes.

FRANCE.

Paris, 1^{er} février. S. M. a reçu en audience solennelle M. le Prince Wolkonski, ambassadeur extraordinaire de S. M. l'Empereur de Russie; M. l'ambassadeur a remis au Roi une lettre autographe de l'Empereur sur sa table, au sujet de l'avènement de S. M. au trône.

— Le collège électoral de Saint-Nicolas (Gard) a élu Député M. le baron Chabaud-Latour, président du collège.

3 Février. Le neveu du Vice-roi d'Égypte, Ibrahim-Toussuf, est à Lyon depuis quelques jours. Ce jeune homme, de 18 à 20 ans, est richement vêtu à la turque. Il est recommandé à Lyon à plusieurs maisons de commerce. Il a visité tous les établissements et monuments publics, et a laissé dans les hôpitaux des marques de sa générosité.

— La gazette de Lisbonne, du 22 janvier, annonce que tout le ministère portugais a été changé.

— 5 Février. On croit que M. Pardon sera, le 9 de ce mois, le rapporteur sur la loi de l'indemnité des émigrés. Cependant le grand nombre de pétitions renvoyées à la Commission, devrait croire que ce rapport sera encore différé.

— On attend incessamment à Paris M. le Prince de Metternich.

— Il se tient chaque jour à Londres des conseils de cabinet. Ils sont extraordinaires et se succèdent aussi à Madrid. On croit ceux-ci relatifs à l'Espagne, et principalement à la reconnaissance de l'indépendance des États du Sud de l'Amérique par l'Angleterre.

Actions de la banque de France: 1990 fr.;

Cinq pour cent consolidés: 103 fr. 40 c.;

ITALIE.

Le Roi de Naples veut améliorer l'organisation de son armée, et commencer par celle de la garde royale, qui comprendra les pionniers et chasseurs à cheval, les deux régiments de grenadiers, celui des chasseurs, les chevau-légers, l'artillerie à cheval et la suite. La garde sera commandée par un lieutenant-général, avec le titre de Commandant général et d'inspecteur général. Le Prince de Salerne est nommé lieutenant-général des

armées, commandant général et inspecteur général de la garde. Un décret royal du 22 janvier accorde une amnistie pleine et entière à tous les déserteurs et réfractaires de la dernière levée, à condition qu'ils rejoindront avant le 31 mars prochain.

— S. M. le Roi des Deux-Siciles a accordé un privilège de cinq ans au Piémontais Joseph Cauti, pour l'invention d'une machine à régler le papier.

— Le 5 janvier on a éprouvé une légère secousse de tremblement de terre à Cosenza et dans quelques autres communes de la Calabre intérieure.

V A R I E T É S.

*RELATION du tremblement de terre d'ALEP, par M. DERCHÉ,
2.^e Drogman du Consulat général de France (Fin.) (1).*

Chaque pas redoublait mes angoisses; j'entendais des voix confuses, des cris plaintifs ou fureux; mais je m'arrêtai en vain pour essayer de reconnaître ceux de M. Lesseps ou de son fils. Les efforts que je faisais sur moi-même depuis dix minutes m'avaient épuisé, les douleurs m'avaient abattu; et résigné à ma triste destinée, franchissant en imagination l'intervalle qui me séparait de ma patrie, de mes affections les plus chères, je m'assis sur des ruines, et j'attendis, ou pour mieux dire, j'appelai cette mort que j'accusais de n'avoir épargné que moi. Tout à coup, j'entends une voix; elle m'est connue, mais la douleur a changé ses accens: on nomme Théodore; je sois de mon état de léthargie, et je vois mon ami dans les bras de son père; moi-même je m'y précipite, et guidés par l'exemple de notre vertueux consul, les premiers murmurs de notre réunion sont des actions de grâces à la Providence. Instans d'ivresse, vous vous évanouîtes bientôt! Une fois posés, nous pûmes envisager de plus près notre triste position et craindre que la nuit n'eût suspendu ses coups que pour nous réserver à des assauts plus terribles encore. En effet, retirés dans une cour étroite, dominée par des murailles très-élevées, chaque secousse (et elles se reproduisaient de quart-d'heure en quart-d'heure) balançait ces murailles sur vos têtes. Nous voyions leurs parois s'entr'ouvrir, se rapprocher,

(1) Voyez le N.^o 5 de ce Journal, Année courante.

et déjà , se détacher et rouler à nos pieds les pierres de leur sommet. Là nous fûmes rejoints par la famille de notre premier Drogman , et dans ces tranges horribles nous attendîmes le jour. Inquiets sur le sort de tous nos amis , ou , pour mieux dire , pleurant déjà leur mort , la nuit languait de cette lenteur que connaît le malheureux. Enfin , aux premiers rayons du jour , nous quittâmes les décombres de nos habitations. Je pensais que nous serions obligés de défendre les restes de notre vie contre le fanatisme de milices indisciplinées ; mais le malheur , qui égalise les conditions , franchit aussi les barrières qui lui opposent la haine et l'intolérance. La terreur était si grande , que les esprits étaient abîmés comme après un vaste naufrage : on s'embrassait , on se félicitait , sans distinction de rang et de religion. On croyait voir dans chaque homme un exemple vivant d'une protection divine spéciale.

Nous nous dirigeâmes en toute hâte vers les jardins , gravissant des monticules de décombres , passant sous des voûtes ébranlées.

Arrivés à la porte de la ville , quel affreux spectacle s'offrit à nos yeux ! Des blessés , des mourans entassés pêle-mêle ; l'horreur empreinte sur tous les visages , leur donne un caractère de férocité ; les cris du désespoir sont dans toutes les bouches , des pères vieux et infirmes , sont conduits , portés par leurs enfans ; des mères éplorées courent çà et là , en s'arrachant les cheveux.

Nous étions les premiers Européens sortis de la ville , et nous ignorions encore le sort de nos amis ; nous les croyions ensevelis sous les ruines. Bientôt quelques-uns d'entr'eux nous rejoignirent , et , poursuivant notre course vers les jardins , nous pensions aux moyens de conserver cette existence que le ciel nous avait laissée par miracle.

Il y avait à peine deux mois que M. Lesepe était à Alep , et dans un si court espace de temps , il avait su , par une conduite loyale , se concilier l'estime de tous les Français et même des habitans du pays. D'un commun accord , on lui décerna la tâche pénible mais honorable , de diriger par ses conseils , de protéger de son nom et de son autorité ceux que le tremblement de terre avait épargnés. Son avis , et chacun y déféra avec empressement , fut de se réunir dans un jardin spacieux , traversé par la rivière qui nous servait de retranchement , et dont le propriétaire jouissait d'une grande considération parmi

les Ommanlis. Ce jardin était environné de murailles assez élevées pour ne point avoir à redouter les surprises des Arabes, dont le désastre présent ne pouvait manquer de réveiller l'insatiable cupidité.

Sous l'abri des arbres ou sous de mauvaises tentes de crin noir, empruntées à la misère, la population franque vint se grouper autour d'un pavillon que le Pacha avait envoyé à M. Lesseps. La chaleur était insupportable ; tous les genres de privation ne tardèrent pas à amener en toute les maladies ; l'eau destinée à nous désaltérer soula bientôt des cadavres. A chaque instant nous étions obligés d'avoir les armes à la main pour repousser les brigands ; car, malgré l'insupportable sévérité de Behrem-Pacha, alors gouverneur d'Alep, malgré la garde que nous avait donnée ce vizir, rarement la nuit se passait sans alarmes.

C'est dans ces possibles momens que se montra tout entier le noble caractère du Consul de France. Profondément ému de toutes les calamités réunies sous ses yeux, il sut néanmoins relever les courages abattus, prodiguer les secours et les consolations, et faire bénir le nom du Souverain magnanime dont il était le représentant. Les efforts de M. Lesseps, parfaitement secondés par les Consuls des autres nations, lui ont acquis à la reconnaissance des habitans d'Alep des droits aussi durables que le souvenir de leur désastre. C'est à eux de faire son éloge et celui de son fils, qui partage si honorablement leur estime, dans ma bouche, cet éloge semblerait l'expression exagérée du dévouement et de l'amitié ; qu'il me soit permis aussi de citer le nom de Geoffroy, attaché depuis long-temps au Consulat général, et qui, dans cette occasion, comme dans toutes celles qui demandent du zèle, de l'activité, une fermeté soutenue, une grande habitude de langage et une connaissance pratique des usages et des individus, a rendu des services signalés, dignement appréciés par M. le Consul général et par tous les autres Européens.

La terre continuait à trembler ; nous apprenions à chaque instant les désastres des villes circonvoisines.

Antioche était détruite de fond en comble : l'Oronte débordé, roulant dans ses flots les troupeaux et les maisons, ne rentra dans son lit que pour laisser voir des gouffres ouverts dans les flancs de la terre. Lattaquis, Alexandrette, Djessar, toutes les villes, tous les villages, dans un rayon de dix lieues, furent détruits en tout ou en partie.

D'abord on fit monter à vingt-cinq mille le nombre des victimes de cette nuit fatale. Ce nombre était exagéré ; mais on peut affirmer qu'il y périt plus de huit mille personnes.

Pendant plus de trois semaines, on ne put entrer dans la ville. L'odeur qui s'exhalait des cadavres repoussait les habitans qui se sentaient assez de courage pour braver la chute du peu d'édifices restés debout. Parmi les Français, le nombre des blessés était considérable, mais la mort ne prit que cinq victimes, au nombre desquelles se trouva le Consul général d'Autriche.

Ainsi fut renouvelée la destruction d'Alep et d'Antioche. Les annales d'Alep parlent des effrayans résultats d'un tremblement de terre qui eut lieu il y a environ mille deux cents ans ; et l'histoire nous apprend qu'en l'an 115, sous le règne de Trajan, Antioche fut détruite, et que le Consul Pédou y perdit la vie sous les ruines.

NOTICE sur l'Ordre de Constantin.

(Article communiqué.)

« L'Ordre de Constantin, qui est celui de l'Etat de Parme, est l'un des plus anciens de la Chrétienté. Il fut institué par Isaac-Angé Comnène, en 1190. Son fondateur lui donna la règle de Saint Basile et le mit sous la protection spéciale de Saint Georges. Cet Ordre eut beaucoup de célébrité en Orient, où on l'appela *Milice Constantine de St. Georges*. Le Grand-Maitre devait avoir des Vicaires-Généraux dans tous les Etats, et l'on exigeait quatre quartiers de noblesse. La Grande Maitrise de cet Ordre fut cédée à perpétuité, en 1699, à Jean-François Farnèse, Duc de Parme, par le dernier des Comnènes, qui s'était réfugié à Parme, et des-lors, les Ducs de Parme en furent les Grands-Maitres. En 1759, cet Ordre avait été transporté à Naples, par Don Carlos, fils de Philippe V, Roi d'Espagne et Duc de Parme après les Farnèse, et ensuite Roi de Naples.

« En 1814, après la conquête de Naples par les Autrichiens, S. M. l'Archiduchesse d'Autriche Marie-Louise, Duchesse de Parme, fut reconnue par le traité de Paris, de nouveau, Grande-Maitresse de l'Ordre de Constantin, comme souveraine de l'Etat de Parme, qui avait possédé cent ans l'Ordre ; et en-

core comme descendante des Farnèse. Depuis cette époque, l'Ordre a même pris le titre d'Impérial, et il est porté par quantité d'illustres guerriers autrichiens.

« Les lettres I. H. S. V. qui se trouvent sur la décoration, représentent les mots du *Labarum* de Constantin : *In hoc signo vinces* ; les lettres grecques et liées qui se trouvent au centre indiquent le monogramme de J. C.

A V I S.

S. M. voulant encourager la distillation des vins dans ses Etats, a bien voulu accorder aux sieurs J. Fr. Wuy et Comte Visconti, tous deux socialistes, un privilège exclusif pour la fabrication des esprits de vin et de marc en Piémont, suivant Lettres — Patentes signées par S. M., sous la date du 14 décembre 1824 ; par suite de cette faveur royale, lesdits sieurs Wuy et comte Visconti viennent de mettre en activité une distillerie à Casal, et, avant la fin du courant, ils en établiront une autre à Stradella, province de Voghère.

MM. les Négocians de la Savoie qui désireront avoir des produits de ces distilleries, soit en esprit-de-vin, soit en esprit de marc, sont priés d'adresser leurs demandes à MM. Wuy et Comp.^e à Annecy, ou à MM. Forest et Genoux, banquiers à Chambéry, seuls chargés de la vente et du recouvrement en Savoie.

E N I G M E.

De la souveraine puissance

Je suis l'emblème en tout pays.

Moins riche ■ brille encore, des aïas, de la science,

De la gloire surtout je suis ■ noble prix.

De ses devoirs avec constance

Après avoir rempli tes jours,

Heureux qui des vertus trouve en moi pour toujours

La véritable récompense !

Le mot du dernier Logogriphe est *sûte*, où l'on trouve *ser*.

Marchés de Chambéry des 1, 3 et 5 février 1825.

BLÉS.	PRIX.	LE VAUSAT.		L'HECTOLITRE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		18	45	—	22 70
Seigle		13	12	—	17 14
Orge		13	50	—	17 64
Sarrasin		8	00	—	10 40
Mais		13	50	—	17 64
Avoine (1)		11	62	—	9 00
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.		—	—	—	37 1/2
Viande, idem, idem.		—	—	—	0 62

(1) Rapport des 3 vausats en hectolitre :
 Froment . . . 413
 Seigle . . . 255
 Avoine . . . 134

MANIFESTE

*Pour la vente par subhastation d'une maison et jardin
situés au faubourg Marché de la ville de Chambéry,
appartenant au sieur Jean GEORGE, Sergent royal,
demeurant audit lieu.*

Le Tribunal de la Judicature Maje de la province de Savoie Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par décret dudit Tribunal, en date du deux août mil huit cent vingt-quatre, dûment enregistré le trois même mois, sous le droit de deux livres, à forme du reçu signé Boudé, mis au bas de la requête présentée par Marie Isard, ménagère, veuve de François Tachon, tant de son chef qu'en qualité de tutrice de Jean, son et dudit Tachon fils, domiciliée dudit Chambéry, il a été permis à cette dernière, de son chef et en ladite qualité, de faire faire au sieur Jean George, sergent royal, demeurant à Chambéry, l'injonction prescrite par l'article nonante-quatre de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, en qui a été fait par exploit de l'huissier Borne, en date du six même mois d'août; que, suivant le prescrit de l'article nonante-neuf du même édit, sur la demande de ladite Marie Isard, de son chef et en ladite qualité, le lieutenant Juge-Maje de cette province (le Seigneur Sénateur Juge-Maje absent) lui a permis, par son décret du vingt-huit décembre dernier, dûment enregistré le même jour, de faire citer ledit sieur Jean George, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier cadet, en date du trente dudit mois de décembre, pour comparaître à l'audience dudit Tribunal du huit janvier prochain, et à ladite audience, le Tribunal a, par son ordonnance dudit jour huit janvier, dûment enregistrée le 10 même mois, sous le droit de cinq livres, à forme du reçu signé Boudé, où le rapport, où l'Avocat-Fiscal dans ses conclusions, sans s'arrêter aux observations du défendeur, en donnant acte aux comparans de leurs offres et déclarations, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il sera procédé à l'ouverture de la première enchère des immeubles désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la susdite requête du vingt-huit décembre année dernière, et sur le Manifeste qui sera dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite

requête, et a fixé la première enchère à l'audience de ce Tribunal, du premier mars prochain, à neuf heures du matin ; et a commis l'huissier Augustin Exertier pour faire les notifications, en conformité de l'édit de seize juillet mil huit cent vingt-deux, la susdite ordonnance avec la requête et extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés audit sieur Jean George, par exploit dudit huissier Exertier, en date du premier du courant, et une copie du tout, signée par M.^e Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, où le tout a été enregistré, ainsi qu'en constate du certificat délivré au bas du susdit exploit par M. Domenget, conservateur, sous date du quatre du courant, et par décret du vingt-cinq janvier dernier, ladite Marie Isard, de son chef et en sa susdite qualité, a été admise au privilège des pauvres.

Désignation des Immeubles à vendre.

Maison et jardin, situés au faubourg Maché de ladite ville de Chambéry, inscrits sous le numéro douze des inscriptions apparentes extérieures, ■ sous les numéros onze cent cinquante-huit, onze cent cinquante-neuf et onze cent soixante de la mappe de Chambéry, laquelle n'est imposée en contribution foncière, soit taille cadastrale, que trois sous, cinq deniers, suivant le certificat signé par M.^e Saint-Martin, secrétaire de ladite ville de Chambéry, et se compose comme suit : 1.^o Pour la partie fixée sous ■ numéro onze cent cinquante-huit de ladite mappe, en une boutique où il y a un four, une arrière-boutique, deux étages au-dessus, de deux chambres l'un, et un galeas, le tout de l'étendue superficielle de vingt toises, deux pieds ; lesdites Chambres éclairées par cinq fenêtres, dont trois au premier étage et deux au second, visant sur la rue publique ; pour celle fixée sous le numéro onze cent cinquante-neuf de ladite mappe, en une cour, cellier et jardin, de la contenance du vingt toises, un pied : ces deux numéros se confinent au levant par les boutiques de Joseph Châtelain, les chambres de Jean Paduy et dudit Jean George, et encore le jardin de Joseph Duport, du côté par la promenade dite le Grand-Jardin, et au nord par la rue publique dite faubourg Maché, de la contenance totale de vingt toises, un pied : pour la partie fixée sous le numéro onze cent soixante, en une écurie avec sa foitière, un petit caveau voûté,

une cour close de murs , confinée au levant par les bâtimens et jardin de Joseph Dupont , au couchant par les cour et cellier dudit Jean George , et en un appartement au second étage , composé de quatre pièces , confiné au levant par la maison de Joseph Menuier , au couchant par la maison dudit Jean George.

La poursuivante , de son chef et en ladite qualité , offre , pour mise à prix la somme de cinq cents livres, attendu qu'il n'y existe en partie aucune contribution royale , et de payer les créances exigibles , aux termes de l'article septante-deux de l'édit du seiz juillet mil huit cent vingt-deux.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

Que les premières enchères seront ouvertes sur la mise à prix ci-dessus offerte.

ARTICLE II.

Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives.

ARTICLE III.

Qu'il entrera en jouissance aussitôt après l'adjudication définitive.

ARTICLE IV.

Qu'il payera le prix de ladite adjudication , ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le Tribunal.

ARTICLE V.

Qu'il se charge tout seul et exclusivement des frais utiles qui auront été faits dès l'ordonnance injonctionnelle du deux août mil huit cent vingt-quatre , jusqu'à ceux de l'adjudication définitive , et devra , en conséquence , rembourser le tout à M.^e Blanchard , procureur de la poursuivante , dans les huit jours qui suivront ladite adjudication , suivant l'état convenu amiablement : à défaut de ce , réglé par M. l'Avocat Rapporteur de la cause.

Que l'acquéreur se soumet à tout ce que prescrira en pareil cas le susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

En exécution des ordonnances et décrets ci-dessus énoncés et à la requête de ladite Marie Isard, de son chef et en sa dite qualité, admise à jouir du bénéfice des pauvres, par décret ci-dessus énoncé, ayant pour procureur M.^e Charles Blanchard, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, chez lequel elle fait élection de domicile pour le fait et suite du présent, il sera procédé à la vente des immeubles dont s'agit et sur la mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de cinq cents livres neuves, et en conséquence, la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje séant à Chambéry (seconde section), rue Juiverie, maison d'Allinges, le premier mars prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur ladite mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de cinq cents livres neuves.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent deux de l'édit précité.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, offications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry sous le sceau du Tribunal, le 5 février 1825

Claude MOLLARD.

Enregistré à Chambéry, le 5 février 1825, vol. 2. cote 15, folio 4 r.^o; sous le droit en debet de trois livres. BAUDE.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation d'une maison située au faubourg Reclu de la ville de Chambéry, sous le numéro seize des inscriptions apparentes, précédée de Pierre, fils de défunt Claude GINET en son vivant gallocher, demeurant audit Chambéry, laquelle vente est poursuivie par les frères Jacques, Joseph et Claude Excoffon, jardiniers, demeurans audit Chambéry, au préjudice de Jean-Baptiste GINET, fils mineur et héritier dudit Pierre GINET, ayant pour curateur M.^e Joseph BUISSON, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry.

Le Tribunal de Judicature Maje de la province de Savoie-Prov. seant à Chambéry, fait savoir que par décret dudit Tribunal, en date dix-neuf juin mil huit cent vingt-quatre, dûment enregistré, le cinq juillet suivant, sous le droit de trois lires à forme de reçu, signé par M.^e Boudé, les frères Jacques, Joseph et Claude Excoffon, jardiniers, demeurant audit Chambéry ont obtenu dudit Tribunal contre M.^e Joseph Buisson, procureur au Sénat, demeurant audit Chambéry, en qualité de curateur du pupille Jean-Baptiste fils mineur et héritier de défunt Pierre Ginet, la permission de lui faire faire l'injonction prescrite par l'article nonante-quatre de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Borne, en date du onze août suivant, qui, suivant le prescrit de l'article nonante-neuf du même édit, sur requête desdits frères Excoffon le Seigneur Sénateur Juge Maje de cette province leur a permis par son décret du treize décembre dernier, enregistré le quatorze même mois, de faire citer ledit M.^e Buisson en sa susdite qualité, et a commis à ces fins l'hoissier Bernard qui, par son exploit du vingt-trois dudit mois de décembre, a signifié ladite requête, décret et enregistrement audit M.^e Buisson pour comparaître le huit du mois de janvier prochain et à l'audience, le Tribunal, par son ordonnance dudit jour, dûment enregistrée, le vingt-sept même mois, sous le

droit de trois livres, M. l'Avocat fiscal ouï dans ses conclusions, donnant acte aux comparans de leurs offres, déclaration et consentement respectifs, a autorisé la vente par subhastation de la maison dont il s'agit, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des immeubles désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du treize décembre année dernière, et sur le manifeste qui serait dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience de ce Tribunal du premier mars prochain, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier cadet pour les notifications prescrites par le susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, la susdite requête et décret du treize décembre dernier, ainsi que l'enregistrement d'icelui, extrait du cadastre, de même que la susdite ordonnance du huit janvier dernier, et enregistrement d'icelle a été notifié audit M^e Buisson en sadite qualité par exploit dudit huissier Exertier cadet, en date du trois du courant, une copie authentique du tout signée par M.^e Héritier procureur de la cause, a été déposée au bureau des Hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate du certificat dudit jour trois février, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M. Domengel conservateur.

Désignation des Immeubles.

Une maison située au faubourg du Reclus de ladite ville de Chambéry, figurée sous le numéro mille trente-neuf de la mappe de Puget la Croix Rouge, et sous le numéro seize des inscriptions apparentes extérieures dudit faubourg Reclus, de la contenance de quinze toises de Savoie, n'étant imposée à aucune contribution foncière, et qui se compose au rez-de-chaussée d'une boutique ayant son entrée par la rue publique, ayant un vitrage en bon état, cheminée et potager, avec rièze boutique où il existe des escaliers conduisant à une chambre au dessus, visant sur la cour, éclairée par deux fenêtres; d'une cave au-dessous de ladite boutique, ayant son entrée par un trappeau qui ouvre dans ladite boutique, le tout occupé par le sieur Claude Dufour cabaretier, qui paye sept louis de loyer annuel, sans avoir aucun bail; d'une autre chambre

au premier étage, ayant cheminée, et éclairée par deux fenêtres, visant sur la rue publique, occupée par la veuve d'adit Ginet; de deux autres chambres au second étage, dont l'une visant sur la rue publique, éclairée par deux fenêtres soit croisées, et l'autre visant sur ladite cour, la première occupée par le sieur Scissel qui paye trente-six livres de loyer, et l'autre par Barandier dit Rouge, qui paye également trente-six livres annuellement; de deux autres chambres, soit cabinets, au troisième étage, éclairées chacune par une fenêtre, dont l'une visant sur ladite rue publique, et l'autre sur ladite cour, occupée par les nommés Fegoron et Prevaz, qui payent chacun quinze livres annuellement; d'un galletas au-dessus, et ayant des latrines au fond du corridor du premier étage, dont l'usage est en commun avec tous les habitants de ladite maison. Cette maison se confie au midi par la maison de Joseph Mulard, au nord par la maison du nommé Vincent houlanger, et des autres parts par la susdite rue publique et cour dont s'agit.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

L'acquéreur prendra ladite maison en l'état où elle se trouvera lors de la vente, avec les servitudes actives et passives.

ART. II.

Il devra verser les locataires, savoir : celui qui habite la boutique six mois à l'avance, et les autres trois mois avant de les expulser.

ART. III.

Il payera immédiatement après l'adjudication définitive les frais faits pour parvenir à la vente depuis l'ordonnance injonctionnelle du dix-neuf juin mil huit cent vingt-quatre, suivant la parcelle qui sera présentée, lesquels frais seront à sa charge, sans diminution du prix de l'adjudication.

ART. IV.

Il payera le montant intégral de l'acquisition avec les légitimes intérêts aux créanciers antérieurs et privilégiés, ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le Tribunal.

L'acquéreur se soumet en outre d'exécuter tout ce qui est prescrit par l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

ART. VI.

L'acquéreur entrera en jouissance, soit possession, aussitôt après qu'il aura fait notifier son jugement d'adjudication définitive à M.^e Buisson en sa qualité, soit en percevant les loyers dès ladite époque, soit par sa mise en possession, après l'avertissement fait aux locataires, de la manière ci-devant expliquée.

En exécution des ordonnances et décrets sus-énoncés, et à la requête des sieurs Jacques, Joseph et Claude Excuffon, ayant pour procureur M.^e Maxime Hérillier, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, il sera procédé à la vente de la maison ci-dessus décrite, et sur la mise à prix offerte par les poursuivans, qui est de cinq mille livres, ladite maison n'étant imposée à aucune contribution foncière, soit mille cadastrale.

En conséquence, la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje séant à Chambéry (1.^{re} section), rue Jaiverie, maison d'Allinge, le premier mars prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par les poursuivans, qui est de cinq mille livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette ville, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent-deux du susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, affections, notifications, réquisitoires requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry sous le sceau dudit Tribunal, le quatre février mil huit cent vingt-cinq.

Claude MOLLARD.

Enregistré à Chambéry, le 5 février 1825, vol. 11, case 89, fol. 10 verso : perce trois livres BAUDÉ.

CHAMBERY, Imprimerie de F. R. PLATTET, rue du Sénat.

JOURNAL DE SAVOIE.

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 18 Février.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 17 février. La plupart des journaux ont traité, et quelques-uns même à plusieurs reprises, la question si la Pâque de cette année aurait dû être renvoyée au 10 avril; mais aucun n'a indiqué la véritable solution de cette question. Nous l'avons donnée en peu de mots dans notre N.º 4. Cette solution n'est nullement du ressort de l'astronomie positive; il faut la chercher uniquement dans les réglemens adoptés par l'Eglise. Or, il n'est aucun Ecclésiastique qui ne l'ait en tête de son Breviaire. Pour prévenir l'inconvénient de faire célébrer la Pâque à des époques différentes dans les diverses parties de la Chrétienté, l'Eglise a sagement négligé de partir, pour fixer le mois lunaire paschal, de l'instant précis de la nouvelle lune vraie, qui est bien la même pour tous les peuples de la Terre, mais qui ne répondant pas partout à la même heure civile, à cause de la différence des méridiens, pourrait tomber à des jours différens. Ainsi il faut distinguer les nouvelles-lunes ecclésiastiques, des nouvelles-lunes astronomiques. Les premières, qui sont toujours un peu en retard des autres, sont marquées par le nombre de l'épacte courante, dans le calendrier des épîtres. Le premier jour du mois lunaire paschal (qui tombe nécessairement du 8 mars au 5 avril, par la raison que nous en avons donnée dans un autre article) est celui auquel correspond, dans cet intervalle, l'épacte de l'année courante. Or, l'épacte de 1825, qui est 11, correspond, comme nous l'avons dit, au 20 mars; d'où comptant 14 jours, le 20 mars compris, on arrive au 2 avril, qui est ainsi le 14.º jour de la lune pascale, et celui, par conséquent où la Pâque des Juifs sera célébrée. Le lendemain, 3 avril, se trouvant un dimanche, devient nécessairement le jour de la Pâque des Chrétiens, conformément aux réglemens de l'Eglise.

— Par Patentes Royales du 4 du courant, M. l'Avocat Alexis Mercier est nommé Substitut-Avocat-Général adjoint au Ministère près le Tribunal de Juridiction-Maje de Chambéry.

— Par Patentes du 4 janvier dernier, S. M. a établi une *Chambre d'Agriculture et de Commerce* dans chacune des villes de *Turin, Chambéry et Nice*.

L'Hôpital, 8 février. Cette province vient de voir une utile application du bénéfice des assurances contre l'incendie. Le nommé Michel Miéga, cultivateur, de la commune de Tournon, avait assuré sa chaumière en 1824. Le 30 octobre dernier, elle a été consumée par un incendie. Une expertise a eu lieu en contradictoire du M. Jurin, Pharmacien, Agent de la Compagnie du *Phénix*; et il a été payé à l'incendié la somme de 1269 fr. 50 c. Ce nouvel exemple des avantages de la police des Assurances a convaincu tout le monde de l'utilité de cette institution, accueillie par tous les bons esprits, et il paraît à désirer qu'elle se fût généralement dans un pays où les habitations couvertes de chaumes sont agglomérées dans tous les villages.

A V I S.

Dans l'*Almanach de Savoie* pour 1825, on a omis, par inadvertance, le nom de M. Joseph CHABOUD, au nombre des Procureurs de Chambéry. C'est aussi par erreur que, dans la Notice sur le Voyage de LL. MM. en Savoie, il n'a pas été fait mention du M. Compagnie des Pompiers qui s'est formée à UGINE.

P R É S E N T.

Turin, 10 février. Mgr. Barbaroux, Camérier secret de Sa Sainteté, est arrivé à Turin, en qualité d'Ablégé, porteur de la Barrette du Cardinal pour S. Em. le Cardinal della Marmora. La cérémonie a eu lieu le dimanche, 6 du courant, dans la Chapelle Royale. Le Maître des cérémonies de S. M., introducteur des ambassadeurs, et le Gentilhomme de bouche faisant fonction de sous-introducteur, se sont rendus au domicile de S. Em., dans un carrosse de Cour à six chevaux, suivi de quatre valets de pied, et de là le cortège comprenant trois voitures à six chevaux, du Cardinal, et de plusieurs autres voitures de ses parents, s'est rendu à la Chapelle Royale, où LL. MM. attendaient la Messe. S. Em., en vêtements épiscopaux, s'est placée à côté de S. M. Lorsque Mgr. l'Ablégé a eu fini la Messe, il a présenté le Bref pontifical à S. M., qui l'a remis à son Maître de cérémonies, pour être lu à haute voix par le Secrétaire de S. Em. Ensuite Mgr. Barbaroux, après un discours latin adressé à S. M., lui a remis les insignes du Cardinalat, et S. M. a imposé la Barrette à S. Em. A cette cérémonie assistaient S. A. R. M^{re} la Princesse de Carignan et S. A. S. le Prince son époux, S. Em. le Cardinal Aluani, les Grands de la Cour et de la Couronne, etc. LL. MM. et toute la Cour s'étant retirées, S. Em. s'est revêtue de la pourpre dans la sacristie et s'est rendue, avec Mgr. l'Ablégé, le Maître des cérémonies, etc., auprès de LL. MM., pour les remercier. De là, S. Em. a été accompagnée à son hôtel de la même manière qu'à son arrivée. A quatre heures du soir, avec le même cortège, le Cardinal s'est rendu à l'audience de S. A. R. M^{re} la Princesse de Carignan, et a celle de S. A. le Prince son époux, qui lui a rendu la visite le lendemain avec le même appareil.

— M. Bouchéran, Professeur d'éloquence latine et grecque à l'Université Royale de Turin, a reçu de S. Ex. le baron de Damas, Ministre des affaires étrangères de France, la lettre suivante, qui honore à la fois le Monarque qui l'a écrite et le savant Professeur à qui elle est adressée :

« Monsieur, j'ai mis sous les yeux du Roi les inscriptions que vous avez

« composées pour la cérémonie funèbre célébrée à Tunis, le 23 octobre
« dernier, en mémoire de son Auguste frère.

« Le Roi, sensible à l'hommage que vous avez dignement rendu aux vertus
« de ce Prince, a désiré, Monsieur, vous donner un témoignage de sa
« bienveillance; et l'Ambassadeur de S. M. à Tunis est invité à vous re-
« mettre de sa part une boîte, sur laquelle son effigie est gravée. Le Roi
« a saisi avec plaisir l'occasion de joindre son suffrage personnel à la consi-
« dération publique dont vous jouissez.

« Agrérez, Monsieur, les assurances de ma considération distinguée.

« Signe le Baron De Damas. »

— Le 9 de ce mois, il a été célébré, par ordre de S. M., un service
solennel pour le repos de l'âme de S. M. ^{III} Roi des Deux-Siciles Ferdinand
I^{er}, son auguste beau-frère. La Métropole était décorée avec une pompe
royale. Les inscriptions étaient de M. le Professeur Boucheron. La Messe
a été célébrée par Monseigneur l'Archevêque, et les Musiciens de la Chapelle
Royale ont exécuté le *Requiem* de Cherubini. L'Oraison funèbre de l'Auguste
défunt a été prononcée par Mgr. Rollati, et les cinq absoutes ont été faites
par MM. les Evêques de Casal, d'Albe, d'Ivrea, de Pignerol, et l'Arche-
vêque de Tunis.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Le divan d'assemblée, dit-on, tous les jours. Le gouvernement ottoman
paraît occupé de grands préparatifs pour la campagne prochaine. On annonce
que, dès le 8 décembre, Ibrahim-Pacha a commencé à transporter des troupes
dans les parties de la Morée qui sont occupées par les Turcs, telles que
Patras, Coron, Modon, etc.

— Le Comte Charles de Lewenhelm, membre du conseil du Roi de
Suède et frère du ministre de cette puissance à Paris, doit partir dans le
courant de février, pour assister au sacre de Roi de France.

— La Diète germanique a répondu à une note de M. le baron d'Anselet,
adressée au nom de S. M. l'Empereur de Russie, pour faire part à la Diète
que la levée des troupes ordonnée par S. M. ne passe point les limites
ordinaires et que la malveillance seule pourrait répandre des soupçons et
des alarmes à ce sujet.

ANGLETERRE.

La santé du Roi ne lui ayant pas permis d'ouvrir en personne la session
du Parlement, le discours du trône a été lu par le lord chancelier. On a
remarqué le passage où il est question des Etats de l'Amérique du sud; il
y est dit simplement que S. M. a pris des mesures pour confirmer par des
traités les relations commerciales déjà subsistantes entre l'Angleterre et les
contrées qui ont paru n'en avoir établi leur réputation d'avec l'Espagne.

Paris, 8 février. Les lettres de Madrid parlent d'une note que le gouvernement espagnol aurait remise au chargé d'affaires d'Angleterre, pour protester contre toute démarche faite ou à faire par la Grande-Bretagne, qui tendrait à reconnaître directement ou indirectement l'indépendance des Etats de l'Amérique espagnole.

10 Février. Avant-hier, LL. Exc. le Président du conseil et le Ministre des cultes sont restés auprès du Roi depuis cinq heures trois quarts jusqu'à minuit.

— Le projet de loi relatif aux communautés religieuses de femmes portait qu'après l'approbation de leurs statuts par l'Evêque et leur examen par le conseil d'Etat, elles pouvaient être autorisées par une ordonnance royale, mais que l'autorisation ne pourrait être révoquée que par une loi. La Chambre des Pairs a adopté un amendement portant que l'autorisation et la révocation ne pourront avoir lieu qu'en vertu d'une loi. Le projet, amendé aussi sur quelques autres points, a été adopté par 171 voix contre 34.

12 Février. M. Pardoux a fait sur le projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés, un rapport qui a duré plus de trois heures. La commission propose l'adoption du projet avec quelques amendemens indiqués. Trente orateurs se sont inscrits pour et vingt-trois contre le projet.

— Depuis le changement du ministre portugais, un traité a été convenu d'ilon, à Londres, pour la reconnaissance de l'indépendance du Brésil.

Actions de la banque de France : 1972 fr., 50 c. ; 1980 fr.

Cinq pour cent consolidés : 103 fr., 75 c. ; 103 fr., 65 c.

V A R I E T E S.

Invention mécanique remarquable.

La *Gazette Piémontaise* a fait mention, en dernier lieu, avec beaucoup d'étendue, de l'invention d'un appareil mécanique qui nous paraît mériter toute l'attention du public.

Au moment où l'habile musicien piémontais Félix Radicati sortait en voiture, par la porte de Saint-Etienne de Bologne, les chevaux fougueux ayant rompu tous leurs liens, le malheureux Radicati fut jeté hors de la voiture et perdit la vie. M. Jean-Baptiste Colombo, Maître de Chapelle de Mondovì, inconsolable de la perte d'un ami auquel il était tendrement attaché, ne trouva dès-lors de soulagement que dans la recherche des moyens de préserver à l'avenir toute personne en voiture, d'un pareil accident. Sans avoir jamais fait, jusque-là, aucune étude des arts mécaniques, les souvenirs de l'amitié, l'intelligence, l'adresse et la per-

sévérité, ont conduit M. Colombo à la construction d'un chef-d'œuvre de mécanique, vrai prodige d'invention et de combinaison. S. M., qui ne laisse échapper aucune occasion d'encourager les utiles travaux et les découvertes avantageuses, ensuite de l'examen et du suffrage de l'Académie Royale des Sciences de Turin, touchant l'invention de M. Colombo, a accordé à celui-ci, par Patentes du 14 décembre dernier, un privilège exclusif de cinq années, pour la fabrication et l'application de son appareil, dont l'usage a pour but et pour effets certains : 1.^o d'enrayer les roues de derrière d'une voiture, au moyen d'un cordon tiré de l'intérieur; 2.^o de mettre le cocher à même de détacher dans un instant tous les chevaux et d'enrayer les roues de devant; 3.^o d'arrêter sur le champ le mouvement de la voiture, en faisant abaisser, au moyen d'un cordon, deux fourches qui se dressent perpendiculairement au sol, et de fixer la voiture au lieu même où elle se trouve.

Les expériences de cet ingénieux mécanisme, faites en présence de S. M., les Commissaires de l'Académie Royale et de plusieurs personnes distinguées, ne laissent aucun doute sur l'efficacité infaillible de ses effets. Les cordons n'ont besoin d'aucun effort et peuvent être tirés par une main quelconque. L'appareil est à la fois léger et solide et ne pèse en tout qu'environ 15 livres; il peut s'adapter à une voiture ou char quelconque, à 4 ou à 2 roues, à 4 ou à 6 chevaux; il peut s'enlever facilement d'une voiture et s'ajuster à une autre; enfin, ce qui est surtout très-important pour sa propagation, la dépense en est peu considérable.

La fréquence des accidens malheureux auxquels donne lieu l'impétuosité imprévue des chevaux, soient qu'ils prennent le mors aux dents, soit qu'ils se trouvent entraînés sur une pente rapide, doit faire désirer que cette utile invention se répande et doit la faire accueillir avec empressement dans l'intérêt de l'humanité.

Moyen de préserver les métaux de l'oxidation.

Voici une découverte de nature à faire époque dans les annales des arts industriels. M. Zéno, Chevalier de la Légion d'honneur, a trouvé, par des recherches et des expériences physiques et métallurgiques, une matière métallique inoxidable, qui, par une ingénieuse combinaison avec plusieurs métaux, et particulièrement le fer et l'acier, leur donne la couleur et le poli de l'argent.

ou du platine. Cette matière, dit l'inventeur, s'introduit dans les pores du métal, laminé, façonné par le plus habile ouvrier, sous quelque forme qu'il se présente, quelle que soit la ciselure ou la gravure la plus délicate que le burin ait pu tracer, et cela sans altérer en aucune manière ni le métal, ni l'ouvrage, sans détruire sa malléabilité, sa ductilité, sa trempe, son poli, ni son tranchant.

Cette préparation peut s'appliquer à toute espèce d'armes, même aux platines des fusils et des pistolets, aux sabres, aux épées, etc. à toute la coutellerie, sans en excepter les rasoirs; à toute la serrurerie, aux rampes d'escaliers, huleaux, serrures, clefs, etc.; à la quincaillerie, à la clouterie, aux tôles, fils de fer, aux instrumens de chirurgie, de mathématiques, etc.

L'atelier de l'inventeur est établi à Paris, passage Villedotéque, N.º 2 bis, vis-à-vis la Madeleine. Il offre de traiter avec les capitalistes et fabricans qui lui feront des propositions.

A M. le Rédacteur du Journal de Savoie.

Monsieur,

Votre intéressant Journal, dans lequel vous admettez tout ce qui peut être utile à la patrie, me fait désirer que vous vouliez bien y destiner une place à la connaissance d'un procédé par lequel on obtient maintenant une copie exacte de toute sorte d'inscriptions gravées sur la pierre. Ce procédé, dont l'exécution est très-simple, n'exige pas même de celui qui l'emploie la moindre notion sur les caractères de l'écriture. Ce procédé a cela d'important pour la Savoie, qu'il donnerait lieu de rectifier la plupart des nombreuses inscriptions rapportées par Guichenon, Beaumont et autres. Ce même procédé asservirait en même temps la conquête des inscriptions que l'on découvre çà et là, de temps à autre; la plupart de celles-ci sont souvent livrées à la destruction, et sont ainsi perdues pour l'histoire et pour l'illustration de notre pays.

L'exécution de ce procédé consiste d'abord à laver la pierre sur laquelle on a découvert une inscription; on applique ensuite une feuille de papier sans colle, déjà humectée. On presse cette feuille sur la pierre, avec une vergette, de manière à ce qu'elle adhère sur toute la surface qui porte l'inscription. Sur cette feuille, on en place une seconde mouillée dans de l'amidon. Cette seconde feuille sera également pressée avec la vergette, dont l'action fait pénétrer ces deux feuilles sur toutes les parties de l'inscription. On ôte ensuite le papier, que l'on laisse sécher à l'ombre. On obtient ainsi un *filé simple* de la plus grande exactitude: condition essentielle pour que le paléographe puisse avec certitude en donner l'explication.

M. le Bibliothécaire de la ville de Chambéry, recevra avec reconnaissance tous les *fac simile* pareils à ceux qui seront obtenus par le procédé que l'on vient d'indiquer et qui lui seront adressés francs de port et en bon état. Il se fera un vrai plaisir de satisfaire, autant que possible, les intentions des personnes, qui lui auront ainsi transmis des inscriptions, soit nouvellement découvertes, soit même déjà connues.

L'intérêt public n'est certes pas étranger à ce qu'il soit tenu un compte fidèle des monumens antiques de cette sorte, sur lesquels sont déposées les preuves les plus certaines des faits qui appartiennent à l'histoire d'une contrée qui fut célèbre. Ces mêmes monumens se présentent donc également à MM. les Magistrats, ainsi qu'à chaque particulier, comme ayant tous les droits à leur sollicitude.

J'ai l'honneur d'être, etc.

G. C. D. L.

A V I S.

Le sieur Vignon, de Chambéry, résidant à Turin, créé par S. M., en 1783, Commissaire Solliciteur Royal des affaires que les particuliers des Duchés de Savoie et d'Aoste ont dans le cas d'avoir en Piémont pardevant les Bureaux et la Chambre Royale des Comptes, et confirmé dans la même place par Lettres Patentes du Roi Victor-Emmanuel de glorieuse mémoire en octobre 1816, jaloux de conserver dans sa famille cette prérogative qu'il tient de la royale bienfaisance de ses augustes maîtres, en récompense de ses longs services, il a l'honneur de prévenir ses compatriotes qu'il est absolument faux que, depuis sa nomination à l'emploi de Secrétaire-Archiviste de la Grande Chancellerie, il ait renoncé à l'exercice de la place de Commissaire-Solliciteur, ainsi qu'on a voulu le supposer, n'ayant au contraire jamais cessé de s'en occuper, surtout à l'égard des personnes pauvres des fiefs liards, qu'il a toujours servi avec le même zèle genti de ses droits comme par le passé.

Et pour établir ce qu'il avance aujourd'hui à ce sujet, il joindra ci-après copie de la lettre de S. Exc. le Ministre de l'Intérieur, auquel il a eu l'honneur de présenter un mémoire tendant à la conservation de cette prérogative, à laquelle il attache le plus grand prix, mais qu'on a indroitement cherché à faire tomber en faisant circuler des affiches dans les différentes provinces des deux Rois, avec offre de service aux habitants pour la sollicitation des affaires qu'ils pourraient avoir à Turin, pardevant les bureaux et cela au préjudice du sieur Vignon, seul autorisé par le Gouvernement pour remplir semblables incombances.

Cependant le sieur Vignon, persuadé que toutes ces tentatives mises en avant deviendront illusoirs, surtout si ses compatriotes daignent rappeler leur mémoire les uns, l'activité, et la loyauté qu'il emploie toujours par le passé dans les affaires qu'ils confient lui confier; il ose se contraindre espérer qu'à l'avenir il sera honoré de la continuation de leurs ordres, qui flatent d'autant plus son ambition, qu'il n'omettra jamais rien pour tâcher de se la conserver; et ils s'en contraindront d'abord par l'avantage qu'il leur aura trouvé dans le sein de ses honoraires, puisqu'en dordnavant il ne pour-

œuvre que six livres pour l'expédition totale dans les différens bureaux de chaque Patente en faveur de tous Magistrats près les Tribunaux supérieurs, Juges de Mandemens et autres Employés tant dans la partie civile qu'économique, Lettres d'exemption à cause du nombre de douze enfans, etc., (Les requêtes à présenter à la Royale Chambre des Comptes, pour en obtenir l'acquittement comprises), et s'il s'agit de Patentes portant restitution en temps — remise d'amendes et grâces de toutes espèces, ainsi que tous Brevets et Billels Royaux quelconques, il n'exigera que 3 l. 6 s., lorsque les suppliques pour les obtenir lui seront transmises; et s'il est chargé de les dresser lui-même, il percevra 5 liv. 30 c. Et pour les intérêts dus à MM. les Notaires dont il est dépositaire des actules de leur cautionnement, il leur fera passer à sa mesure échue, tous la retenue de sa sous, le tout avec protestation que, quelque étendue que soient les incumbences à remplir pour tous ces différens objets, le taux de ses droits sera toujours le même: bien entendu que les lettres et les paquets qui lui seront adressés, devront lui être envoyés francs de ports.

• A M. Jacques VIGOUX, Secrétaire - Archiviste de la Grande Chancellerie
• Turin, 17 juillet 1824.

(Traduction).

• Monsieur,

• Les Lettres-Patentes du 29 octobre 1816, par lesquelles le Roi Victor Emmanuel de glorieuse mémoire, vous a créé Solliciteur en cette capitale, des affaires des particuliers du Duché de Savoie et de celui d'Aoste, en concédant une faveur spéciale de grâce souveraine, ont indiqué par-là nos habitans de ces deux Duchés, la personne à qui ils pouvaient s'adresser avec confiance pour leurs affaires.

• En conséquence, vous pouvez prétendre qu'il ne soit apporté aucun obstacle à l'exercice de cet emploi, et vous pouvez vous pourvoir, par les voies ordinaires, contre quiconque prenant la qualité de Solliciteur approuvé; cherchant à nuire à vos droits.

• J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec une estime distinguée, votre très-humble serviteur,

Signé HONAT DE CHU LAR.

CHARADE.

On chante, on joue, on grave, on écrit mon premier;
Mon tout en deux moitiés partage mon dernier.

Le mot de la dernière Enigme est couronné.

Marchés de Chambéry des 8, 10 et 12 février 1825.

BLÉ.	Prix:	La Vessat.		L'Ilacromitaz.	
		l.	s.	l.	s.
Froment,		18	70	—	23
Seigle		13	25	—	31
Orge		11	50	—	27
Sarrasin		8	00	—	17
Mais		14	50	—	18
Avoine (1)		12	25	—	8
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.					0 34
Vin de, idem, idem.					0 60

(1) Rapport des 3 villages en hectolitre:
Froment . . . 813
Seigle . . . 256
Avoine . . . 434

MANIFESTE

Par la vente, par subhastation, de divers immeubles situés dans la commune de Beaumont, quartier d'Arèche, au préjudice de Claude Mauroz, cultivateur, domicilié audit lieu.

Au nom du Tribunal de Judicature-Maje de la province de Haute-Savoie et au requis des sieurs Jean-Baptiste Binet et Sabine-Césarine Viard-Gaudin, mariés; Claude-Antoine Viard, en qualité de mari constitutaire de Marie-Victoire Viard-Gaudin; Louis-Gabriel Gagnière, mari constitutaire d'Agathe-Lucie Viard-Gaudin, et Marie-Félicité Viard Gaudin, veuve de Jean-Marie Pithon-Curt, tous propriétaires, les mariés Binet et Gagnière domiciliés à Aix-les-Bains, le sieur Viard au Villard-de-Beaufort, et la veuve Pithon-Curt à Beaufort, lesdites dames Viard-Gaudin, filles et héritières de défunt Philibert Viard-Gaudin, pour lesquels domicile est élu chez M.^r Etienne-François-Henri Raymond, procureur près ledit Tribunal, demeurant à Conflans,

A tous soit notoire et manifeste que, par sentence du vingt-huit dix-huit cent vingt-trois, qui déclare exécutoire nonobstant la surse, celles du Juge du mandement de Beaumont, des vingt-neuf février dix-huit cent vingt et vingt-cinq mai dix-huit cent vingt et un, ledit Tribunal a commis le notaire Marie-Ambroise Blanc pour procéder à adjudication et séparation d'une quantité suffisante de biens-fonds appartenant à Claude Mauroz, cultivateur, domicilié à Beaumont, au choix desdits conjoints Viard-Gaudin, sous le bénéfice du tiers de leur valeur, toute charge prélevée, jusqu'à concurrence des sommes énoncées dans la requête qui a précédé cette sentence et des frais faits et à faire. Cette sentence a été émulmentée le vingt-six septembre mil huit cent vingt-trois, sous numéro 714 du troisième livre, au droit de trente livres et vingt centimes, à forme du reçu signé Delachanal, receveur;

Que, par ordonnance de M. le Rapporteur de la cause, du vingt-quatre octobre suivant, émulmentée à Conflans le lendemain, sous le numéro 827 du troisième livre, au droit d'une livre, à forme du reçu signé Delachanal, les dépenses faits par-devant ledit Tribunal ont été taxés à la somme de quatre-vingt-trois livres et vingt centimes, avec injonction audit Mauroz d'en faire le paiement dans dix jours.

L'acte obligatoire du dix-neuf décembre dix-huit cent douze, reçu par le notaire Louis-Henri Blanc, inscrit, dans les délais, aux divers bureaux hypothécaires qui se sont succédés, et passé en faveur dudit Philibert-Viard Gaudin, par Claude Mauroz, a donné lieu aux condamnations prononcées contre ce dernier par les sentences sus-mentionnées:

Que lesdits conjoints Viard, désirant poursuivre l'exécution du jugé, par voie de subhastation, se sont pourvus audit Tri-

bunal, pour, en conformité de l'article nonante-quatre de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, obtenir injonction audit Mauroz de payer, dans le délai de trente jours, 1.^o la somme de deux mille huit cent quatorze livres, cinquante-deux centimes en principal de la sentence du vingt août mil huit cent vingt-trois, et intérêts liquidés jusqu'au second juin même année; 2.^o celle de quatre-vingt-trois livres, vingt centimes, montant des dépens taxes par ladite ordonnance du vingt-quatre octobre même année; 3.^o celle d'une livre, trente centimes pour émolument et droit du greffe de ladite ordonnance; 4.^o les légitimes intérêts dès le second juin mil huit cent vingt-trois, au jour du payement; 5.^o les frais de ladite requête et autres à suivre jusqu'à entier et final payement, avec déclaration que, passé ledit terme de trente jours, il serait procédé à exécution par voie de subhastation, ou d'adjudication sur les immeubles possédés par ledit Mauroz, rière la commune de Beaufort, et donnés en tout au bas de ladite requête qui a été décrétée, en cette conformité, par ledit Tribunal, ainsi que par décret et lettres du premier septembre mil huit cent vingt-quatre, enregistrés à Conflans le lendemain, au volume six, numéro sept cent quatorze, sous le droit de trois livres, à forme du reçu signé Delachenal, le tout quoi a été notifié audit Mauroz, par exploit du sergent royal Ruffin, à ces fins commis, en date du onze dudit mois de septembre.

Que ledit Mauroz n'ayant pas satisfait à cette injonction, lesdits consorts Viard Gauthier, pour obtenir l'autorisation de faire procéder à la vente par voie de subhastation, se sont, par requête au bas de laquelle ils ont rappelé les biens à subhaster et portés dans les extraits du cadastre délivrés par M. Louis-Henri Blanc, secrétaire de la commune de Beaufort, les six décembre mil huit cent vingt-trois et quinze juin mil huit cent vingt-quatre, pourvus à M. le Juge-Maje, qui, par son décret du quatre janvier échu, enregistré à Conflans le même jour, volume six, numéro quinze cent cinquante-neuf, au droit de deux livres, suivant le reçu signé Delachenal, a permis aux poursuivans de faire assigner ledit Claude Mauroz, pour paraître à l'audience du Tribunal du dix-neuf, à neuf heures du matin. Ce décret et la requête qui le précède ont été notifiés à la personne dudit Mauroz, le dix-neuf même mois, par exploit dudit sergent royal Ruffin, et la cause d'exécution ayant été portée au numéro trente-cinq du registre du rôle, a été enregistrée à Conflans le dix-neuf même mois, volume sept, numéro soixante et un, au droit de trois livres, à forme du reçu du même Insinuateur;

Que, par son ordonnance du vingt et un même mois, enregistrée le vingt-cinq, volume sept, numéro cent quarante et un, au droit de trois livres, même Insinuateur, le Tribunal de Judicature-Maje, sans s'arrêter aux observations et allégations du mandataire de Claude Mauroz, M. l'Avocat Fiscal oui,

a autorisé la vente des biens immeubles tels qu'ils sont désignés en la requête, sous les conditions et offres faites par les poursuivans, a fixé, à ces fins, l'audience pour la première enchère d'adits biens, au dix mars prochain, à neuf heures du matin, a mandaté au greffier sousigné, de dresser la manifeste requis, et commis le sergent Ruffin pour la notification de ladite ordonnance, de la requête y énoncée et des extraits de cadastre y annexés.

Cette ordonnance, les requête et extraits de cadastre ont été notifiés par ledit sergent commis, à la personne dudit Mauroz, le vingt-huit dudit mois de janvier, et successivement enregistrées avec l'exploit de notification au bureau des hypothèques de Conflans, sous le numéro cent vingt du troisième volume du registre des aliénations, et sous le numéro septante-deux du dix-neuvième volume du registre général d'ordre, à l'insu du certificat de M. le Conservateur, sous la date du quatre du courant; en conséquence de quoi, il sera procédé à la vente par subhastation, au préjudice de Claude Mauroz, cultivateur, habitant à Benolort, quartier d'Arèche, et à la diligence des consorti Viard, poursuivans, des immeubles qui seront ci-après désignés, et sous les charges, conditions et offres des poursuivans, ci-après rappelées. La première enchère aura lieu à l'audience du Tribunal de Judicature-Majé de Haute-Savoie, au Palais de Justice, situé à Conflans, dans la maison du Sous-Economat Royal, ancien couvent des Bernardines, le dix mars prochain, à neuf heures du matin.

Les immeubles seront vendus par lots, tels qu'ils sont ci-après désignés, et les enchères pour chaque lot seront ouvertes sur la mise à prix des offres faites par les poursuivans, à l'article premier des conditions suivantes.

IMMEUBLES A SUBHASTER.

PREMIER LOT.

Une Montagne dans la vallée de Ponslammon, lieu dit à la Baraz et à Alcaillier, consistant en pâturages, roc, pré, chalets, grange, broussailles, bois sapin et ravins, de la contenance totale, suivant le cadastre, de quatre cent dix-neuf journaux, deux cent cinquante-deux toises, sous la taille cadastrale de trente-sept livres, seize sous, un denier, et figurée sous les numéros relatifs à la mappe 10091, 10094, 10095, 10096, 10097, 10098, 10102, 10103, 10104, 10106, 10107, 10108, 10109, 10110, 10112, 10114, 10130 et 10093, et sous les numéros, pour les sept dixièmes seulement, 10099, 10111, 10115, 10119, 10120, 10139, 10148, 10149 et 10151: ladite montagne confinée au nord par les sieurs Théophile Maitral et Jacques-Antoine Vibert, au midi par les hoirs Bouchet de Quinge et la commune de Premier, au couchant par lesdits hoirs Bouchet, et au levant par les hoirs de Maxime Doix, les hoirs de Viallet-Dupraz et les hoirs d'Antoine Blanc.

Un corps de ferme soit grangeage, lieu dit au Gercy, consistant en grange, prés, champs, pâturages et bois, de la contenance cadastrale de six journaux, cent soixante-cinq toises, sous la taille aussi cadastrale de dix livres dix deniers, figurée sous les numéros de la mappe 9462, 9463, 9552, 9458 et 9464, le tiers du numéro 9551, et sous partie des numéros 9459 et 9553, et confinée au midi par la grande route de Ponslammon; au nord par Jacques Blanc, au levant par les bois de Joseph feu Pierre Viallet, et au couchant par Jacques-Antoine Vibert.

3.^e LOT.

Un autre grangeage lieu dit au Pontet, consistant en grange, place, prés, champs et bois sapin, de la contenance de six journaux, vingt-quatre toises, six pieds, sous la taille de neuf livres, six sous, six deniers, le tout suivant le cadastre. Ce grangeage est figuré par les numéros de la mappe 9264, 9265, 9267, 9271, 9275, 9277, 9287, 9272 et 9274, et sous partie des numéros 9299, 9266 et 9267, et confinée au levant par la terre de Joseph Bal et Barbe Louget, au couchant par les bois de Claude-Antoine Vibert, ledit Joseph Bal et Joseph Brachot, au midi par lesdits bois Vibert, et au nord par lesdits Bal et Brachot. Tous ces immeubles sont situés rière la commune de Desovert, quartier d'Arèche; et le grangeage formant le troisième lot est traversé par une route.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. 1.^{er}

Les poursuivans offrent de payer pour le premier lot la somme de dix mille livres neuves; pour le second, celle de mille; et pour le troisième, semblable somme de mille livres.

ART. II.

Les poursuivans font également offre de payer les créances exigibles ou non, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, et jusqu'à concurrence des prix par eux offerts.

ART. III.

Ils entreront en jouissance sitôt après la notification du jugement d'adjudication, s'ils restent adjudicataires, à la charge par eux de supporter les frais de poursuite des et comprise la requête décrétée le quatre janvier échu, sans diminution du prix par eux offert, et de donner des sûretés pour le paiement, ou de consigner le montant de leur offre, comme encore de payer, de même sans imputation, les contributions assises sur les immeubles, et de supporter sans répétition toute servitude apparente ou non, s'il en existe.

En cas de surenchère de tous, ou de partie des lots des immeubles ci-dessus désignés, les adjudicataires se soumettront à concurrence de leur adjudication respective aux mêmes charges, et conditions offertes par les poursuivans dans les 2.^e et 3.^e articles qui précèdent.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent deux de l'édit précité.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Conflans sous le sceau du Tribunal, le 8 février 1825
BOVAT.

Enregistré à Conflans, le 8 février 1825, vol. 7, numéro 300, reçu trois livres. DELACHENAY.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés rièrè la Commune de S. Eustache, et possédés par R.^d Jean-François THOMÉ, Recteur dudit lieu et y résidant, et Jeanne CORRAN, veuve Mermet, aussi domiciliée audit S. Eustache.

Le Tribunal de Préfecture de la Province de Genevois, séant à Annecy, fait savoir que, par son jugement du vingt et un mai mil huit cent vingt-trois, rendu entre le sieur Jean-François ROSE, cultivateur, habitant à Saint-Jorioz, demandeur, et François feu Pierre BARAT, pour lors habitant à Saint-Eustache, contumax, ledit jugement enregistré le 28 dudit mai, et signifié en personne audit Barat, par exploit du sergent Morri-Frédel, le 31 dudit mai, il a condamné ledit Barat à payer à Rose, dix jours après la signification d'icelui. 1.^o la somme de onze cent trente-six livres, dont ledit Barat étoit débiteur du sieur Joseph ROSE, duquel ledit Jean-François est héritier, pour le prix de la cession à lui passée par acte du 13 avril 1819, Guillet, notaire; 2.^o celle de deux cent vingt-sept livres, vingt centimes, pour quatre annuités d'intérêts échus au 13 avril 1823; 3.^o celle de quarante-quatre livres, trente centimes pour frais dudit acte; 4.^o celle de vingt-quatre livres, vingt centimes pour dépens.

Le défaut de paiement a nécessité une exécution faite par ledit sergent Morel-Frédel le 20 juin suivant, qui n'a produit qu'un verbal de carence. Les sequestres faits ensuite entre les mains de Joseph Barat et Eustache son fils, les 21 juin et 2 juillet même année, ont eu le même sort, le tout dûment enregistré.

Ledit Jean-François Rose, pour obtenir un résultat favorable, s'est pourvu le 5 mai 1814, pour faire procéder à adjudication sur les biens confisqués en sa requête, ce qui a été exécuté le 23 juin suivant, par le notaire Jean-François-Marie Velluz ; mais comme les pièces portées en ladite requête n'ont pas suffi pour apurer la créance de Rose, qui est resté créancier de neuf cent vingt livres et quatre-vingt-treize centimes, celui-ci, vu que ledit Barot était entièrement discuté, a été obligé d'agir contre les tiers détenteurs des biens affectés et hypothéqués, pour sûreté de sa créance.

A cet effet, il a présenté, le six août, requête contre révérend sieur Jean-François Thomé, Recteur de Saint-Eustache, et Jeanne Cottard, veuve Mermet, du même lieu, par laquelle il leur a fait enjoindre de lui payer lesdites neuf cent vingt livres et quatre-vingt-treize centimes, avec intérêts tels que de droit, ou de laisser les biens confisqués en icelle, protestant, lorsque le délai de trente jours serait expiré, d'agir en exécution de l'édit du 16 juillet 1822, et a obtenu décret conforme ledit jour, dûment enregistré, et le tout notifié à l'un et à l'autre, par le sergent Marcelly, le 17 même mois.

Ensuite de l'inexécution de la part desdits deux détenteurs, sieur Rose s'est pourvu au Seigneur Sénateur, président du Tribunal, tant contre ledit François Barot, actuellement habitant à Saint-Jorioz, que contre ledit Révérend Thomé et ladite veuve Mermet, aux fins d'être cités pardevant le Tribunal, pour voir autoriser la vente par subhastation des immeubles de nouveau désignés en ladite requête, par numéros, taille, dénomination, contenance et confins, de même que la mise à prix, qui est de cent vingt livres, et les conditions de la vente, de tout quoi, de même que du décret du Seigneur Président, du quatre du courant, qui renvoie les parties à paraître à l'audience du Tribunal du 17 suivant, copie, le tout dûment enregistré, a été donnée aux trois sus-nommés en personne, le 25 janvier, par le sergent Maniglier.

A l'audience du Tribunal du 17 dudit janvier, les parties ont paru, soit pour M^{re} Thomé, M^{re} Gardin, substitut de M^{re} Faiguel, fondé de mandat du 6 mai 1819. Dominjoud notaire, à l'exception de Barot, contre lequel M^{re} Tissot, au nom de Rose, a accusé la contumace et ont été renvoyées au 24 même mois, pour ledit Révérend Thomé justifier d'un acte de délaissement de la pièce de terre par lui possédée. Le 24 janvier, ne se sont présentés au Tribunal que ledit M^{re} Tissot et M^{re} Marchant, procureur de la veuve Mermet, lequel a justifié d'un acte de désistement de la part de celle-ci, du 17 janvier. M^{re} Tissot, en accusant la contumace, tant contre ledit Révérend Thomé que contre Barot, a demandé l'autorisation de la vente; en conséquence, le Tribunal, en nommant M^{re} Fontaine, procureur en ce siège, gérant aux biens dé-

laissée par ladite veuve Mermel, a autorisé ladite vente et fixé la première enchère au 28 février.

Désignation des immeubles à vendre.

Pièce de terre possédée par Révérend Thomé, pour un quart seulement, soit cent trente-six toises, trois perches, à prendre aux couchant et midi, mappe et cadastre de Saint-Eustache, sous le numéro 92, payant quarante-six centimes de taille, lieu dit à Nuyère, qui se confîne par la portion de Joseph Barat, du même numéro, du levant, et par celle de Madame de Saint-Réal du couchant.

Portion de grange au village du Crest, même commune, payant sept centimes de taille, sous le numéro 333, confinée par la propriété du poursuivant des levant et nord.

Conditions de la vente, renouvelées dans le jugement du 24 Janvier.

1.^o L'adjudicataire devra payer le montant de son acquisition sans distinction d'époque d'exigibilité, aux créanciers hypothécaires sur les objets mis en vente, et ce suivant le règlement qui sera fait entre les créanciers, ou l'ordre qui interviendra.

2.^o Il entrera en jouissance sitôt après la notification du jugement d'adjudication, en justifiant du paiement des frais de poursuites légitimes, sans diminution de son prix, en donnant des arrêts pour le paiement, ou en consignait le prix de son adjudication.

3.^o Il payera de même sans imputation les contributions assises sur les immeubles dont il s'agit, et supportera sans répétition les servitudes ocultes ou patentes, s'il y en a, et se soumettra en outre aux charges et conditions que le Tribunal croirait devoir déterminer, et se conformera à tout ce qui est prescrit par l'édit du 16 juillet 1822.

4.^o La première mise à prix est de cent vingt livres, quoique Rose ait offert celle de trente et une livres, un centime, égale à soixante et une fois la contribution royale. L'adjudicataire payera les créances exigibles au non, de la manière qui sera déterminée, à concurrence de la première mise à prix désignée ci-dessus.

En exécution des ordonnances et décrets ci-dessus énoncés et à la requête du sieur François Rose, propriétaire, habitant à Saint-Juriez, ayant pour procureur M.^e Louis Tissot, l'un de ceux postulant en ce siège, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et sur la mise à prix de cent vingt livres, désignée ci-dessus, de même que dans le jugement du 24 janvier; en conséquence, la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal du Préfecture du Genevois, siégeant à Aunrey, maison Abbé, rue neuve, le 28 février

prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur ledit prix de cent vingt livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette ville, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent-deux du susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, afflications, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné audit Annecy, sous le sceau du Tribunal, le 5 février 1825. Signé ANNECJON.

Eurégistré à Annecy, le 4 février 1825, folio 166, case 610 du 106 volume; reçu trois livres. Signé OUSIER,

Pour copie conforme :

TISSOT, Pr.

Au Seigneur Sénateur Juge - Maje de la province de Savoie - Propre.

Supplient humblement Joseph Richard, Joseph-Cosme Costel et Joseph Louis, tous trois propriétaires, domiciliés à Chambéry, et disent

Que, par contrat du 22 février 1822, Saint-Martin notaire, le sieur Etienne Longue a acquis, par la voie des enchères, de MM. Antoine et Claude Philibert Janin frères, la maison que ceux-ci possédaient à Chambéry, comme héritiers de François Janin leur père :

Que, par contrat du 15 février 1824, Saint-Martin notaire, ledit sieur Longue a élu en ami les suppliants, suivant qu'il l'avait déclaré dans le contrat du 22 dudit, qu'il enchérissait pour les et ses amis à élire.

Le premier suppliant a été élu pour le premier lot de la maison vendue, fixé à sept mille sept cent cinquante et une livres neuves, quarante centimes, et consiste en une boutique, arrière-boutique, une chambre indépendante, un appartement au premier étage, composé d'une cuisine, une chambre, cabinet au-dessus du vestibule; un autre appartement distribué de même, au second étage, galetas au dessus d'icelui, escaliers, cour et latrines communes.

Le second suppliant a été élu pour le second lot de ladite maison, évalué deux mille huit cent quarante deux livres neuves, dix centimes, et consiste en une boutique avec saupente dans le fond d'une chambre, avec alcove au premier, un cabinet au-dessus du vestibule de l'escalier, un retable sous la seconde rampe de l'escalier, et latrines communes avec le sieur Guttin.

Le troisième suppliant a été élu pour le troisième lot de ladite maison, fixé à trois mille sept cent quarante-six livres neuves, cinquante centimes, et consiste en un appartement au second étage, composé d'une grande chambre, une grande cuisine, un cabinet derrière l'escalier, une cave au-dessous, de la grandeur de la soupenne qui est dans la boutique du second lot, et d'un galetas, soit celui au-dessus dudit appartement et sur toute son étendue.

Cette maison est inscrite sous le numéro 1553 de la mappo de Chambéry, et est situé faubourg du Rectus, confiné au levant par la maison dudit sieur Joseph Richard, au midi par le quai de Nezin, aux nord et couchant, partie par les maisons des hoirs Viaceaty-Gullin, cour commune, et rue du faubourg du Rectus.

La vente de ladite maison a été faite pour le prix total de quinze mille trois cent quarante livres neuves, divisé par suite du communal précité, de la manière sus-expliquée, lequel prix porte intérêt au cinq pour cent du 22 février 1822.

Ledit contrat de vente a été transcrit au bureau des hypothèques de Chambéry, le 28 janvier 1823.

Les supplians ont été poursuivis par Claude-Philibert Janin, en paiement du prix de leurs acquisitions respectives, pour la moitié qui lui en revient; mais ayant découvert que ladite maison à eux vendue était grevée d'hypothèques inscrites, outre celles existantes indépendamment de la formalité de l'inscription, ils ont pris le parti de se pourvoir pour purger les hypothèques existantes sur l'immeuble à eux vendu, en conformité de l'édit du 16 juillet 1821, avec d'autant plus de raison, que la vente précitée a été faite sous toutes garanties de droit; en conséquence, ils joignent l'état des inscriptions prises au bureau des hypothèques de Chambéry, tant contre feu François Janin père, que contre M^r. Claude-Philibert et Antoine Janin, ses fils et héritiers, suivant trois certificats délivrés par M. Lomenget, conservateur, le 9 juin 1824, observant qu'outre les hypothèques inscrites, les fils Janin ont l'un et l'autre hypothèque légale à supporter, résultant de leurs contrats de mariage, qui grevent la maison vendue, quoiqu'il n'y ait aucune inscription d'inscrite contre M. Antoine Janin; plus le certificat du dépôt de la transcription dudit contrat, et déclarent être prêts à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, et ce, jusqu'à concurrence du prix stipulé audit contrat de vente et élection en ami, sous proteste d'agir, s'il étoit, contre M. Antoine Janin, pour le remboursement de la somme qui lui a été payée, par quittance du 27 février 1822, Saint-Martin notaire, et intérêts en dérivant; et recourent

A ce qu'il vous plaise, Seigneur Secrétaire et Juge-Maire, désigner l'huissier Exerçier ou tel autre qu'il vous plaira, aux fins de la notification aux créanciers inscrits, au domicile par

eux élu dans leurs inscriptions , et aux précédens propriétaires MM. Claude-Humbert Juvin , receveur particulier des contributions indirectes , à Condé (France) , et baron Antoine Janin , inspecteur-général de la gendarmerie de France , domicilié à Paris , de la présente requête , des certificats de transcription et de l'état susdit des inscriptions , qui seront ci-après ténorisées , le tout quoi sera aussi inséré dans le Journal de Savoie : laquelle notification , quant à ceux-ci , sera faite , savoir : au premier , à M.^c Humbert-Nicolas Galliard , et au second , à M. Georges Benson , tous deux domiciliés à Chambéry , procureurs généraux des frères Janin , protestant de tous frais et dépens ; sur ce veuillez pourvoir. Signé Joseph Costel , Joseph Richard , et Louis , contre-signé Montagnole , procureur ,

COPIE DE DÉCRET.

L'hoissier Expert est commis pour procéder suivant les fins suppliées en la requête. Chambéry , le 4 septembre 1824.

Signé D'ALEXANDRY , Juge-Majé.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Chambéry , le 13 octobre 1824. livre 10 , case 1381 , folio 161 verso ; prix deux livres. BAUDÉ.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné , conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry , certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M. Costel Joseph-Cosme , à son nom , un acte de vente , soit adjudication , du deuxième lot de la maison procédée de défunt sieur François Janin , située au faubourg Reclus , composé d'une boutique et d'un petit appartement au premier , composé d'une chambre avec alcove et d'un petit retirage , situés dans la commune de Chambéry , arrondissement de la Judicature-Majé de Savoie-Piour , fut par M. le baron Antoine Janin , demeurant à Paris , et M. Claude-Philibert Janin , son frère , receveur des contributions à Condé (France) , à M. Costel Joseph-Cosme , propriétaires à Chambéry , par-acte du vingt-deux février mil huit cent vingt-deux , Antoine Saint-Martin notaire , pour le prix de deux mille huit cent quarante-deux livres , dix centimes , dont quatorze cent vingt et une livres , cinq centimes restant dues. Je certifie encore avoir , le même jour , enregistré ledit acte sur le registre général d'ordre , volume deux , article quatre cent quatre-vingt-quatorze , et avoir reçu pour droit proportionnel quatorze livres , trente centimes , pour droit de timbre , cinquante centimes : total , seize livres , trente centimes. Chambéry , le vingt-huit janvier dix-huit cent vingt-trois , le Conservateur , signé Doinenget.

AUTRE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné Conservateur au bureau des hypothèques de Chambéry certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M. Louis Joseph , à son nom , un acte de vente soit adjud-

cation du troisième lot de la maison appartenant à défunt François Janin, située au faubourg Reclus, composé d'une chambre, d'une cuisine, d'un cabinet, d'une cave et d'un galletas, situés dans la commune de Chambéry, arrondissement de la Judicature-maje de Savoie-Propre, fait par Noble Barron Antoine Janin demeurant à Paris, et Claude-Philibert Janin son frère, receveur des contributions indirectes à Conodé (France), à M. Louis Joseph, propriétaire à Chambéry, pour prix de trois mille sept cent quarante-six livres, cinquante centimes, dont deux mille trois cent vingt-cinq livres, quarante-cinq centimes, restant dues par acte du vingt-deux février dix-huit cent vingt-deux, Antoine Saint-Martin notaire; je certifie, en outre, avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, volume premier, article quatre-vingt-dix-neuf, et sur le registre général d'ordre, article 194, et avoir reçu, pour droit proportionnel, 18 liv. 80 cent., pour droit de timbre, cinquante centimes; total, vingt livres, quatre-vingt centimes. A Chambéry, le vingt-huit janvier mil huit cent vingt-trois. Le Conservateur, signé Domenget.

AUTRE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M. Richard Joseph, à son nom un acte de vente, soit adjudication du premier lot de la maison, procédée de défunt sieur François Janin, située au faubourg Reclus, soit la partie récemment construite à neuf, et provenant du sieur Bagard, comme par acte du vingt juillet dix-huit cent cinq, composée d'un rez-de-chaussée et deux étages, situés dans la commune de Chambéry, arrondissement de la Judicature-Maje de Savoie-Propre, fait par M. le baron Antoine Janin, demeurant à Paris, et M. Claude-Philibert Janin, son frère, receveur des contributions indirectes à Conodé (France), à M. Richard Joseph, maçon à Chambéry, par acte du vingt-deux février dix-huit cent vingt-deux, Antoine Saint-Martin, notaire, pour le prix de sept mille sept cent cinquante et une livres, quarante centimes, dont trois mille huit cent soixante et quinze livres et septante centimes dus; je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, volume premier, article quatre-vingt-dix-neuf, et sur le registre général d'ordre, volume deux, article quatre cent quatre-vingt-quatorze, et avoir reçu pour droit proportionnel, trente-huit livres, quatre-vingt centimes, pour droit de timbre, cinquante centimes; total, quarante livres et quatre-vingt centimes. A Chambéry, le vingt-huit janvier mil huit cent vingt-trois. Le Conservateur, signé Domenget.

CERTIFICAT NEGATIF DE TRANSCRIPTION.

Le conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, soussigné, à la réquisition de sieur Joseph Richard, maître maçon, demeurant en la présente ville, certifie qu'il n'existe

sur les registres de cette conservation aucune inscription de privilège ni d'hypothèques, prise personnellement contre M. le baron Janin Antoine, feu François, maréchal de camp essaimées de S. M. T. C., demeurant à Paris, depuis le premier janvier dix-huit cent vingt-trois jusqu'à ce jour neuf juin mil huit cent vingt-quatre; je déclare en outre, avoir reçu pour papier timbré, trente centimes, pour droit de conservateur une livre; total, une livre, trente centimes. A Chambéry, le neuf juin dix-huit cent vingt-quatre. Signé par M. Domenget, conservateur.

ETAT des inscriptions existantes au préjudice du sieur Claude Janin, contrôleur principal des droits réunis, demeurant à Saint-Jean-de-Maurienne, et maintenant absent des Etats de Sa Majesté.

DATE et nature du privilège ou de l'hypothèque.	NOMS des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Deux sentences rendues par le Seigneur Séigneur Juge-Maje de la province de Savoie-Propre, la première du 22 juin, et l'autre du 20 septembre 1822, insérées le 16 avril 1823, au vol. 50, art. 226.	Maximilien Ducul, rentier, habitant à Saint-Jean-de-Maurienne, domicile élu à Chambéry en la personne et demeure de M. Jean-François Prallet cadet, procureur au Sénat, demeurant audit Chambéry.	1000 00

ETAT de toutes les inscriptions hypothécaires subsistantes contre la personne et sur les biens de M. Janin François, ancien notaire, en son vivant demeurant à Chambéry.

DATE et nature du privilège ou de l'hypothèque.	NOMS des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Curatelle à la discussion de défunt Jean-Louis Guicherd, décernée à feu François Janin le 20 juin 1777, inscrite le 31 octobre 1813, volume 75, article 33.	Antoine et Claude Frandin père et fils, propriétaires, demeurant à St-Albans-de-Monbel, domicile élu en la personne et demeure du Sr Hypolite Dufour, propriétaire, demeurant à Chambéry.	10000 00

MONTAGNOLE, Procureur.

CHAMBERY, de l'imprimerie de F. R. PLATTET, rue du Sénat.

JOURNAL DE SAVOIE.

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 15 Février.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 15 février. Le Mandement de Mgr l'Archevêque de Chambéry au sujet du Carême, aura été accueilli des fidèles avec tout l'intérêt que doivent exciter les grandes vérités que rappelle le pieux et savant Prélat. Après avoir sapiné la haute et respectable antiquité du jeûne et démontré l'autorité irrécusable qui prescrit l'observance du Carême, il s'attache à résoudre un préjugé répandu par l'esprit d'irréligion : « Prenez, dit-il, par le sentiment de notre sollicitude, Nous vous avertirons de la gravité du scandale et du malheur de ceux qui le reçoivent; Nous vous montrerons combien les déclamations que l'on se permet contre les œuvres de pénitence, sont contraires à l'esprit du Christianisme, aux besoins de la nature corrompue, à la dignité même et aux grandes destinées de l'homme. » L'erreur dont il s'agit, qu'on ne saurait attribuer à une bonne foi, est de prétendre ou d'avoir été de croire que l'Eglise attribue le péché de l'infraction du jeûne et de l'abstinence, à la nature physique de tel ou tel aliment, comme si l'on pouvait ignorer que le mal ne consiste point dans l'espèce de nourriture, mais dans la violation d'une loi positive, que l'on ne peut méconnaître sans renoncer au titre de Chrétien. Quant à la pénitence en elle-même, qui est inséparable du Christianisme, le Prélat en rappelle la nécessité dans une vie purgatoire destinée à acquiescer des biens éternels. « Si le bonheur après lequel nos âmes soupiront nous est réservé dans une vie future et immortelle, nous ne devons pas le chercher sur la terre; s'il nous est promis comme une récompense et une couronne, nous devons nous soumettre avec courage et confiance aux travaux, aux sacrifices et aux combats; si enfin ce bonheur ne peut être le prix que d'une vie pure, sainte, conforme à la lignée de nos âmes, à la volonté de Dieu, aux préceptes et aux exemples de notre divin Sauveur, peut-il être douteux que nous ne devions soumettre la chair à la prière, combattre ses concupiscentes et nous exercer à des œuvres de mortification? »

Monseigneur, en pasteur vigilant, nous le prie de rappeler aux prêtres et moines, aux maîtres et maîtresses, l'obligation qui leur est imposée de donner

à leurs enfans et à leurs domestiques, l'exemple de la fidélité à remplir leurs devoirs, et l'aonhème qui pèse sur ceux d'où viendrait le scandale d'une conduite coupable, anathème d'autant plus rigoureux que la leçon du bon exemple est plus obligatoire.

Nous regrettons que les bornes de notre feuille ne nous permettent pas de parcourir toutes les parties de ce Mandement, et surtout d'en insérer des plus longues citations.

— Le Conseil Supérieur des Ponts et Chemins, dans sa séance du 28 janvier dernier, a délibéré de classer parmi les routes royales, celles tendantes des Chambéry à Genève, par *Albens, Ansery* et la Suisse.

A V I S. — *Adjudication de travaux publics.*

Il sera procédé, le samedi, 26 février courant, à onze heures du matin, à Chambéry, devant M. l'Intendant général, aux enchères, par la voie de soumissions cachetées, pour l'adjudication de la rectification de la route royale de Chambéry au Pont-de-Beaunoisin, dans la partie comprise entre les ponts de Cognin et de St. Charles, évaluée à la somme de 5160 L. 89 c., compris les indemnités pour terrains à occuper et démolition.

Le délai pour offrir des rabais de sixième ou demi-sixième se sera que de 24 heures, attendu l'urgence de fournir du travail à la classe indigente par l'effet des intempéries de 1824, motif qui a déterminé la prompte exécution de ce travail.

Erection de la Colonne du Faucigny.

Bonneville, 20 février. Lorsque par un effort de sa constante et paternelle sollicitude pour le bonheur de ses sujets, S. M. est ordonné le diguement général de l'Arve, dans la province de Faucigny, il s'y manifeste le desir qu'un monument durable perpétue l'expression de la reconnaissance publique qu'inspire un tel bienfait, auquel la génération présente a devoir l'accomplissement d'un vœu que tant de générations avaient en vain formé. Cette manifestation devint plus générale encore, lorsque, au printemps dernier, on fut acquis la certitude que S. M. visiterait, dans le courant de l'été, cet antique domaine de son royal héritage, privé, depuis un demi-siècle, de la vue de ses Rois. Un témoignage, par ce motif, l'intention que ce monument, dont la pensée avait été inspirée par la générosité du Monarque, eût encore le but d'attester à la postérité la joie universelle que ressentent les habitans du Faucigny par la présence de leur Roi, le père et l'ami de son peuple.

Le Vice-Intendant eut devoir se rendre à un vœu aussi louable, en invitant les communes à faire connaître, par des délibérations expresses, leurs intentions à cet égard. Elles s'empressèrent de répondre à cette invitation dans les termes du plus vif enthousiasme et du plus profond amour pour la personne de S. M.

La construction de ce monument fut donc décidée, et l'on arrêta qu'il

surmonterait en une colonne d'une haute proportion, sur laquelle serait placée la statue de S. M., si elle daignait, en le permettant, accéder au vœu de ses sujets. On fit faire, pour son arrêt, la représentation en bois de cette colonne, dont le plan est donné et l'exécution dirigée par M. l'officier du génie de la province. S. M. daigna témoigner sa royale satisfaction, tant sur la forme que sur l'emplacement adopté pour ce monument, et à la prière qui lui en fut faite, Elle permit, avec cette inappréciable bonté qui respire sur ses traits augustes, ainsi que dans son cœur, qu'on y placât son image.

Heureux d'une telle faveur, les habitants du Faubourg s'en glorifient, et ils vont s'en prévaloir en mettant à exécution le projet qu'a conçu leur respectueux dévouement à leur Souverain.

A V I S.

Le vendredi, 4 mars prochain, à 11 heures du matin, il sera procédé à Bonneville, au bureau de la Vice-Intendance, à l'adjudication de la Colonne à ériger à S. M. près le pont de Bonneville, sur la mine à prix de 15000 liv. Les plans, devis et cahier des charges sont déposés au secrétariat de la Vice-Intendance.

A V I S. — Adjudication de travaux publics.

Le lundi, sept du mois de mars prochain, à onze heures du matin, devant M. le Vice-Intendant de Maurienne, il sera procédé, par la voie de soumissions secrètes, à la mise en adjudication d'une digue en maçonnerie à construire sur la rive droite de la rivière d'Arc près de la ville de St. Jean, à l'effet de protéger l'esplanade sur laquelle naissent les eaux thermales de l'Enchaillon; ces travaux sont estimés 13,354 l. 60 c.

Le délai pour offrir le rabais du sixième ou douzième, ne sera que de sept jours francs, va l'urgence, et il expirera le 14 mars prochain, à midi précis.

L'on pourra prendre connaissance des plans, devis et cahier des charges au secrétariat de la Vice-Intendance.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 18 février: *REGIO PATENTI* (in data del 4 di gennaio 1825) *colle quali S. M. stabilisce tre Camere di Agricoltura e Commercio, una in Torino, l'altra in Gamberi, e la terza in Nizza di mare, etc.*

Le préambule et les dispositions de ces Patentes attestent toute la royale sollicitude de S. M. pour la prospérité publique et le bien de ses sujets. « Toujours animé, dit S. M., du plus vif désir de favoriser, de la meilleure manière possible, l'agriculture, les arts, les manufactures et le commerce de nos États, et d'exciter, par des dispositions favorables, tout ce qui peut directement ou indirectement contribuer au développement de l'in-

» d'autre parmi nos bien-aimés sujets, ainsi qu'à l'extension de leurs relations commerciales, et conséquemment à l'accroissement de leurs moyens de subsistance, nous avons recherché avec un soin particulier les moyens les plus efficaces d'atteindre un but aussi intéressant etc., etc.

La Chambre qui sera établie à Chambéry entrera en exercice le 1^{er} janvier 1826. M. l'Intendant Général de la Division en sera le Président-né. Elle aura en outre un Vice-Président et sera composée de neuf membres, dont trois propriétaires, et les autres choisis parmi les principaux banquiers, fabricans et négocians. La Chambre aura un Secrétaire, ou sous-Secrétaire et un huissier. Elle s'assemblera au moins deux fois par mois, et pourra s'adresser à toute autorité quelconque pour obtenir les renseignements dont elle aura besoin. Elle devra s'occuper avec soin de tout ce qui peut contribuer à faire fleurir l'Agriculture, les Arts et le Commerce, à l'exacte observation des réglemens relatifs à toutes les branches de la prospérité publique. Elle entretiendra une correspondance régulière avec le Conseil Royal de Commerce, et lui soumettra ses observations et ses vœux.

P I É M O N T.

Turin, 17 février. Par Brevet Royal du 1^{er} février, S. M. a concédé à Jacques Ujenn l'autorisation pour 40 ans d'exploiter une mine de charbon souille dans la commune de la Chapelle, province de Chablais.

— Les quatre individus suivans, François Muglione, de Luigonglia, Ange Berna, de Lerici, Antoine Costa, de la Rivière du Poant, et Jean Prati, de Duro, avaient été réduits en esclavage par des habitans de la Côte orientale de la Mer-Noire, qui, bien que dépendans de l'empire ottoman, ne reconnaissent par le fait aucune autorité. Quoique ces voyageurs n'eussent point réclamé la protection de notre Souverain et qu'ils aient été pris sur un bâtiment portant un autre pavillon, néanmoins S. M., par un trait de sa clémence, les a fait racheter des fonds destinés à l'œuvre de la rançon des esclaves.

— Une jeune fille de 13 ans, Josephine Favre, fille d'un père catholique et d'une mère protestante, imitant l'exemple de sa sœur aînée, vient de faire son abjuration dans l'église des Mosines.

19 Février. S. M. a nommé pour son envoyé extraordinaire et Ministre plenipotentiaire près S. M. l'Empereur de toutes les Russies, M. le Comte Paul-François de Sales, Chevalier des SS. Maurice et Lazare, de Savoie et de S. Louis de France, décoré de la médaille de Waterloo, Adjudant-Général, qui résidait en la même qualité près la Cour de Berlin; et en cette même qualité, près de cette dernière Cour, M. le Chevalier Vincenzo Antonio Sartirana de Bieme, Chevalier des SS. Maurice et Lazare, qui résidait en cette qualité près la Cour des Pays-Bas; et encore, en la même qualité près le Sublime Porte, M. le Marquis Vincent Giapallo.

— S. M. avait précédemment nommé, en qualité de Chargé d'Affaires dans le Royaume des Pays Bas, M. le Baron Louis de Vignet, Chevalier des SS. Maurice et Lazare; dans le Royaume du Portugal, M. le Comte Louis Maximilien de Lève; et en Espagne, M. le Comte Clement Solara della Marguilla, Chevalier des SS. Maurice et Lazare. (Ex. de la Gaz. Piem.)

NOUVELLES ETRANGERES.

ANGLETERRE.

Les journaux de l'Amérique ne parlent plus de la prétendue victoire de Bolivar. Les Espagnols font de grands préparatifs à la Havane.

FRANCE.

Paris, 15 février. La commission d'enquête au sujet des fournitures faites à l'armée d'Espagne, a soumis son travail au Roi, qui l'a renvoyé au ministre de la justice, pour faire exécuter les lois contre les coupables, s'il y en a.

— M. Zéa, frère du Ministre des affaires étrangères d'Espagne, est parti pour Saint-Petersbourg. On suppose qu'il va solliciter l'exécution d'un traité secret par lequel la Russie se serait engagée à s'opposer à toute déclaration d'indépendance de l'Amérique espagnole.

— On écrit des Pays-Bas que les inondations y causent de grands désastres. Amsterdam a éprouvé les plus grands dangers. Dans plusieurs provinces, les digues ont été rompues. La Frise et la Zélande sont dans un état affligeant.

— On a reçu en Espagne, au Port-de-Passage, des nouvelles de Lima qui démentent les victoires attribuées à Bolivar.

— Le Roi a fait remettre trois mille francs au faveur des Français qui ont souffert de l'inondation à Saint-Petersbourg.

17 Février. S. M. vient d'envoyer le grand cordon de la Légion d'honneur à S. Exa. M. de Zéa de Bermudes, premier ministre de S. M. C., en considération des services qu'il a rendus aux Français en Espagne.

— M. Ilverno de Pommeuse a fait à la Chambre des Députés le rapport de la commission relative au projet de loi sur la réduction des rentes. S. Exa. le ministre des finances a présenté les comptes de 1823, le projet des crédits supplémentaires pour 1824, et le budget de 1825. Le ministre de l'intérieur a présenté un projet de loi pour la plantation des grandes routes.

— Les nouvelles des inondations des Pays-Bas sont de plus en plus affligeantes. Outre les pertes incalculables qui ont lieu dans plusieurs provinces, on porte à sept mille le nombre des personnes qui auraient péri seulement dans l'Ower-Yssel.

19 Février. La discussion a commencé à la Chambre des Députés sur le projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés.

— La Chambre des Pairs a adopté la loi sur le mariage, à la majorité de 127 voix contre 92. Le principal amendement adopté est que, pour constituer la profanation, il faut la publicité du crime, et qu'à la place de la peine du parricide, on a substitué la peine de mort précédée de l'amende honorable.

— On apprend de Hambourg que les deux rives de l'Elbe sont le théâtre des plus grands désastres causés par les inondations.

Actions de la banque de France : 1480 fr., 1935 fr.

Cinq pour cent consolidés : 103 fr., 70 c., 103 fr., 85 c., 104 fr.

ARTS INDUSTRIELS.

*Nouvelle branche d'industrie ajoutée à l'art du Ferblantier , par
M. LARIVIÈRE , Mécanicien.*

(*Extrait de la Bibliothèque Universelle.*)

« La Commission chargée par le Comité d'industrie de la Société des Arts de Genève , d'examiner les perfectionnemens introduits par M. Larivière dans l'art du *découpeur* , déjà poussé dans cette ville à un haut degré de perfection dans ses rapports avec la bijouterie , cette Commission , disons-nous , ayant bien voulu nous communiquer le résultat de son examen , il nous a semblé qu'un extrait de ce travail mériterait l'attention de ceux que ce genre d'objets intéresse ; c'est véritablement une industrie nouvelle qui apparaît dans une ville reconnue pour industrieuse ; et ses produits ont un caractère d'utilité qui relève et assure le mérite de l'invention.

« Déjà , en 1835 , M. Larivière avait présenté à la Société des Arts , des feuilles de divers métaux percées en forme de lamis , de trous très-fins et régulièrement espacés , au moyen d'un appareil mécanique de son invention , qui réunissait la promptitude de l'exécution à la parfaite régularité du travail.

« Encouragé par l'approbation que reçurent ses premiers essais , M. Larivière a cherché à perfectionner ses machines ; et il est parvenu au point de pouvoir varier , en quelque sorte , indéfiniment ses résultats , en appliquant à ses puissans appareils de pression divers systèmes de découpoirs , travaillés avec une supériorité de main-d'œuvre qui en rend l'effet également prompt et sûr. Les Commissaires ont vu un de ces découpoirs qui perceait par minute , trois tôtes , dont chacune avait 2500 trous parfaitement espacés et sans aucune bavure. Ces trous sont si fins qu'il faut y regarder de près et au travers du jour , pour se persuader que le métal est réellement percé.

« Pour donner à nos lecteurs quelque idée de ce genre de travail et de ses résultats , nous avons invité l'inventeur à préparer une planche en bois , sur laquelle , au lieu de caractères d'imprimé

sic, il planterait les poinçons correspondans à quelques-uns de ses systèmes.

» L'auteur a appliqué son invention à une assez grande variété d'usages, tels que filtres, passoirs, treillis de toutes formes, gardes-fou, tamis pour grader les grains d'or qu'emploient les bijoutiers, enfin à des lanternes de sûreté qui remplissent admirablement leur but. Il envoya à l'exposition d'objets d'industrie qui eut lieu à Berne, au mois de juillet dernier, un assortiment de ses ouvrages, qui lui valut la récompense honorable d'une grande médaille d'or.

» L'assortiment des outils pour les filtres est le résultat de trois années de recherches et de travail continu. Il se compose de quarante pièces; les plaques portent 2557 poinçons; et le nombre des trous s'élève à 6689. Dans le nombre de ces plaques, il y en a qui ont jusqu'à un pouce d'épaisseur, et qui sont percées de part en part de 1750 trous; toutes ces pièces sont fixées et fonctionnent à l'aide de 200 vis.

» On distingue, dans la machine à découper, deux objets principaux : le balancier avec ses accessoires, et la matrice, qui découpe et procure les produits. Les moyens employés par l'inventeur, pour fixer, mouvoir et dégager les pièces agissantes, remplissent le mieux possible leur objet; et l'harmonie qu'on remarque dans l'ensemble donne la plus haute idée du talent et de la main du mécanicien. Nous regrettons que la juste réserve qui nous est prescrite, dans les intérêts du l'inventeur, ne nous permette pas de décrire ces appareils: rien ne serait plus propre à les faire apprécier.

» Nous pouvons dire pourtant que le découpoir pour les fins tamis, doit être percé, sur une seule ligne de 6 pouces de long, de 600 à 700 trous, de 2 à 5 quarante-huitièmes de ligne de diamètre, préparés pour recevoir le même nombre de petits poinçons réunis et fixés, en façon de peignes, à une plaque d'acier de même longueur. Ces poinçons font chacun et tous à la fois la fonction d'empierre-pièces; et si un seul se fouroie, il se brise, et tout le système est à recommencer. Il est à remarquer, pour surcroît de difficulté, que tous ces poinçons doivent être trempés. Les petites rondelles qu'ils enlèvent dans chaque trou, paraissent à la vue une poussière très-fine; mais vues à la loupe, elles présentent autant de petits cylindres réguliers.

« Plus l'entreprise de M. Larivière a été hardie, plus il a fallu de courage pour l'entreprendre et de persévérance pour y réussir au degré où il l'a menée, et plus ces résultats sont honorables pour lui; les Commissaires croient pouvoir affirmer qu'il est en possession de moyens qui lui feront porter son art jusqu'à ses dernières limites. Ils concluent à ce que le Comité lui adjuge la médaille d'or de la Société.

« Ces conclusions sont adoptées par le Comité. »

A V I S.

Les personnes qui ont encore quelques livres appartenans à la bibliothèque de feu M. Marin, juriconsulte, sont priées par sa famille de les adresser à M. le Bibliothécaire de la ville de Chambéry, en attendant qu'on ait trouvé la note qui en a été faite par M. Marin.

AVIS ESSENTIEL.

Ceux qui ont à faire insérer au Journal de Savoie des Annonces Judiciaires, sont de nouveau invités à les adresser *franc de port* à l'Imprimerie du Journal, rue du Sénat, à Chambéry.

LOGOGRIPHE.

Parmi les gens bien élevés
Je me montre avec avantage.
Le sol et l'arrogant, toujours moins réservés,
Me pressent bien plus haut dans leur hardi langage.
Ma tête à bas, sur mes deux pieds,
Quelque occupant très-peu d'espace,
Dans mes emplois très-variés,
De qui l'on veut je prends la place.
Le mot de la dernière Charade est mis-tieu.

Marchés de Chambéry des 15, 17 et 19 février 1855.

LE VASEL.

L'HECTOLITRE.

Blap.	Prix:	l.	c.	l.	c.
Froment,		19	05	23	45
Seigle		13	40	17	57
Orge		12	17	15	50
Sarrasin		7	92	10	54
Mais		14	50	18	51
Avoine (1)		12	00	8	87
Pain, 1 ^{re} qualité, le kilogr.				0	84
Vinade, idem, idem.				0	56

(1) Rapport des 3 vins
à la en hectolitre:
Froment. . . D. 813
Seigle. . . D. 755
Avoine . . . D. 434

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles du sieur Antoine LAYENAZ, situés riére les communes de la Rochette, la Croix de la Rochette, Villarsallet, Rotherens et Étable.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par jugement rendu le vingt-six juillet dix-huit cent vingt-quatre, dûment enregistré à Chambéry le treize août suivant, et signifié le seize même mois, par exploit signé Quinquinet, il a été adjoint solidairement aux mariés Antoine Lavenaz et Alexandrine Berthet, domiciliés à la Rochette, de payer aux administrateurs des biens des pauvres dudit lieu où ils sont domiciliés, les sommes, en capital, dommages-intérêts et dépens, adjugés par autre jugement rendu entre les mêmes parties, par le même tribunal, le huit mars mil huit cent vingt-trois, enregistré le quinze dudit, et prononcé aux comparans. Lesdites sommes consistant, 1.^o en celle de mille francs, soit leur valeur en livres neuves, capital porté par obligation consentie par lesdits mariés Lavenaz, sous la caution solidaire en faveur desdits administrateurs, le treize août dix-huit cent douze, par-devant M.^e Passeret, notaire, dûment enregistré le dix-huit dudit; 2.^o en celle de trois cent quatre-vingt-huit livres, soixante et dix centimes, montant des intérêts échus, calculés au treize août dix-huit cent vingt-deux, sans préjudice de ceux échus dès-lors; 3.^o en celle de quarante-sept livres quarante centimes pour les intérêts adjugés par ce dernier jugement; quo suivant le prescrit par l'article quatre-vingt-quatorze de l'Edit royal du seize juillet dix-huit cent vingt-deux, lesdits administrateurs ont obtenu de réans sur requête du trois septembre dernier, enregistré le dix dudit, et signée le quatorze même mois par exploit signé Quinquinet, injonction auxdits mariés Lavenaz, de payer, dans le terme de 30 jours, tant les susdites sommes que celle de vingt-trois livres soixante centimes pour les dépens adjugés par le jugement du vingt-six juillet dix-huit cent vingt-quatre, ladite requête portant réclamation de la part des poursuivans que, passé ledit délai et à défaut de paiement, ils agiraient sur les immeubles de leurs débiteurs par voie de subhastations; que, suivant l'article quatre-vingt-dix-neuf dudit Edit, sur requête desdits administrateurs, le Seigneur Juge-Maje de ladite province leur a permis, par son décret du vingt-trois octobre dernier, dûment enregistré le vingt-cinq dudit, de faire citer lesdits mariés Lavenaz à paraître à l'audience du second samedi non férié après la citation avec commission à l'huissier Exortier pour faire les citations requises, qu'en exécution dudit décret signifié par exploit du trois décembre, les parties paraissant à l'audience du onze même mois, le Tribunal, par son ordonnance dudit jour dûment enregistrée le vingt même mois, ont le rapport, la parties et M. l'Avocat Fiscal, donnant acte des offres, déclarations et protestations des parties, a autorisé la vente des biens dont s'agit, désignés en les extraits

des cadastres, annexés à la requête du vingt-trois octobre, et sur le manifeste qui seroit dressé par le greffier de réans avec les offres et conditions mentionnées en ladite requête, et à l'effet de la première enchère à l'audience du huit février prochain, à neuf heures du matin, avec commission à l'huissier Expertier pour faire la notification en conformité de l'Édit; ladite requête, décret, extrait de cadastre, ainsi que l'ordonnance du onze décembre, ont été notifiés auxdits mariés Laveaux par exploit du vingt-huit dudit mois signé Expertier, le tout quoi a été enregistré au bureau des hypothèques à Chambéry, le 4 du mois de janvier courant, ainsi que résulte du certificat délivré par M. Domenget, conservateur.

Les immeubles ci-après désignés seront vendus en six lots, et adjugés séparément.

DESIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE.

PREMIER LOT.

Un bâtiment autrefois église paroisssiale, de la contenance de quarante-deux toises, un pied, avec l'emplacement attigu, autrefois cimetière, de la contenance de quinze toises, quatre pieds; ces immeubles inscrits sous les numéros deux cent quatre-vingts, deux cent quatre-vingt-un, cotisés en contribution foncière au son dix deniers, confinés aux couchant et nord par les rues publiques, au midi par les bois d'Eugène Laveaux, et au levant par le bâtiment et placage de Pierre Demoure. La mise à prix de ce lot est de mille livres.

DEUXIÈME LOT.

Une maison audit lieu, dite de Sainte-Barbe, de la contenance de seize toises cinq pieds, cotisée en contribution à un son trois deniers, inscrite sous le numéro trois cent dix-sept, confinée aux levant, nord et couchant par des rues publiques, et au midi par le bâtiment de Louis Chaboud. La mise à prix de ce lot est de trois cents livres.

TROISIÈME LOT. *Rière la commune de la Croix de la Rochette.*

Art. I. Une pièce de vigne, lieu dit à la Barraz, de la contenance de soixante-six toises cinq pieds, cotisée en contribution à deux sous six deniers, inscrite sous le numéro deux cent soixante-neuf et partie du numéro soixante et dix, confinée par la vigne de François Cochet, part de la Rochette, celle de Joseph Cochet, part d'Aiguebelle, et celle des huits Clapelet dessus, part des huits de Montmayeur.

Art. II. Autre pièce de vigne audit lieu sous partie du numéro deux cent soixante et dix, aussi de la contenance de soixante-six toises, cotisée en contribution foncière à quatre sous, confinée par celle de François Cochet, part de la Rochette, celle de Joseph et Michel Cochet, part d'Aiguebelle, bois d'Etienne Cautin dessous, part des marais. La mise à prix de ce lot est de trente livres.

QUATRIÈME LOT. *Rière la commune de Villarsallet.*

Un pré maîs et Blachère, lieu dit en pré Borrat, de la contenance d'un journal deux cent quatre-vingt-six toises quatre pieds : inscrit sous la moitié du numéro mille quatre-vingt-trois, cotisé en contribution à une livre au sou onze deniers, confiné par l'autre moitié dudit numéro appartenant aux hoirs de noble Picollet d'Hermillon part de Villard-Leger, par celui de Charles Berthol part de Villard-Leger, soit part des vignes, et par celui de Michel Dijoud part de Rhoterens. La mise à prix de ce lot est de quatre-vingts livres.

CINQUIÈME LOT. *Rière la commune de Rhoterens.*

Une pièce de verger et châtaigneraie lieu dit à Coutar Rolland, inscrite sous le numéro deux cent soixante et quinze, de la contenance d'un journal deux cent quatre-vingt-quatre toises, cotisée en contribution à dix sous six deniers, confinée par la propriété d'Ambroise Vial part d'Etable, par celle d'Antoine Milan, part de Villard-Leger, par celle des hoirs Gagnet part de la Croix de la Rochette. La mise à prix de ce lot est de trente-six livres.

SIXIÈME LOT. *Rière la commune d'Etable.*

Une pièce de châtaigneraie lieu dit sous la Roche, inscrite sous le numéro quatre cent quatre, de la contenance d'un journal soixante et quinze toises deux pieds, cotisée en contribution, sept sous neuf deniers, confinée par le roch, part de Rhoterens, par la propriété de François Bugnon, part du Château de l'Huille, et par les propriétés des frères Arnaud, part de Villard-Leger. La mise à prix de ce lot est de vingt-cinq livres.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

Le ou les adjudicataires prendront lesdits immeubles dans l'état où ils se trouveront au moment de l'adjudication définitive.

ARTICLE II.

Ils supporteront toutes les servitudes passives, si aucunes existent, et profiteront de celles actives, s'il y en a.

ARTICLE III.

Ils seront subrogés aux lieu et place desdits mariés Lavenas en tous droits de propriété et actions possessoires qui peuvent leur appartenir, sans pouvoir prétendre à aucun recours contre les poursuivans en cas de revendication, ni obtenir d'eux aucun titre de propriété qui ne soit pas en leur pouvoir, sauf à compulser à leurs frais, périls et risque (des adjudicataires) lesdits mariés Lavenas, débiteurs saisis, pour se les faire remettre.

ARTICLE IV.

Ils ne pourront non plus exercer aucun recours pour défaut de contenance, le plus ou le moins étant à leur profit et perte.

ARTICLE V.

Ils seront tenus de se charger des contributions qui seront à leur charge, à compter dès le premier janvier mil huit cent vingt-cinq.

ARTICLE VI.

Ils payeront le prix de leur adjudication à présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront officiellement colloqués par l'ordre qui sera établi de gré à gré ou judiciairement et ce avec intérêts au cinq pour cent dès le jour de l'adjudication jusqu'au jour du paiement.

ARTICLE VI (bis).

En outre, et sans diminution sur le prix de l'adjudication, le ou les adjudicataires seront tenus de payer entre les mains du procureur des poursuites tous les frais pour parvenir à la vente, depuis et compris la requête du trois septembre dernier, et le décret et lettres portant l'injonction de payer dans trente jours, y compris aussi le coût des certificats délivrés par les ayenturiers des communes, contenant la désignation des immeubles, et des états d'inscription, et ce, dans la huitaine après que l'adjudication sera définitive, sur la parcelle qu'il en fournira, laquelle, en cas de contredit, sera taxée à leurs frais par le Tribunal; ils seront encore tenus de faire signifier à leurs frais copie du jugement d'adjudication aux débiteurs saisis, et d'en fournir copie authentique aux poursuivans.

ARTICLE VII.

S'il y a plusieurs adjudicataires tous les frais se diviseront entre eux, chacun au tiers la livre de son adjudication.

ARTICLE VIII.

Lesdits immeubles seront mis aux enchères et adjugés séparément, lot par lot.

En exécution des ordonnances et décret ci-dessus énoncés, et à la requête des administrateurs des bureaux des pauvres de la Rochette où ils sont domiciliés, ayant pour procureur M.^e Charles Vernaz, procureur au Sénat, domicilié à Chambéry, en l'étude duquel ils ont déclaré, par leur requête du vingt-trois octobre dernier, élire domicile, il aura procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et sur la mise à prise offerte par les poursuivans, qui est de quatorze cent soixante et onze livres pour la totalité des lots, formant plus de soixante fois le montant de la contribution foncière; en conséquence la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje, tenu à Chambéry (deuxième section), rue Juiverie, maison d'Allinger, le huit février prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par les poursuivans, savoir :

Pour le premier lot, mille livres.

Pour le deuxième lot, trois cents livres.

Pour le troisième lot, trente livres.

Pour le quatrième lot , quatre-vingts livres.

Pour le cinquième lot , trente-six livres.

Pour le sixième lot , vingt-cinq livres.

Total quatorze cent soixante et onze livres.

Et le dit jour , huit février , le Tribunal , en donnant acte à M.^e Vernaz du défaut encouru par les mariés Antoine Lavenaz et Alexandrine Berthel , M. l'Avocat Fiscal oui , a ordonné l'ouverture des enchères , et deux bougies ayant été allumées successivement pour chaque lot , et s'étant éteintes sans aucune enchère , le Tribunal a adjugé provisoirement lesdits immeubles aux administrateurs des lieux des pauvres de la Rochette , pour la mise à prix par eux offerte pour chaque lot , aux clauses , charges et conditions énoncées audit manifeste , sauf à l'adjudication définitive soit seconde enchère , que le Tribunal a fixée au huit mars prochain , à trois heures du matin , et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix de l'adjudication provisoire , en ordonnant en outre que la présente adjudication soit signifiée auxdits mariés Antoine Lavenaz et Alexandrine Berthel , contumax.

Le présent manifeste sera lu , publié et affiché , notifié et inséré au journal de cette division , le tout en conformité des articles soixante et dix-sept et cent deux du said Edict du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis , de faire les publications , affections , notifications et tous exploits requis et nécessaires , de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry , sous le sceau du tribunal , le 5 janvier 1825.
Signé MOLLARD.

Enregistré à Chambéry , le 5 janvier 1825 , vol. 21 , case 984 , folio 101 verso. Perçu trois livres. BAUDÉ.

A Monsieur le Juge-Maire de la Province de Carouge.

Supplie humblement sieur Joseph Quiby , domicilié à Annemasse , où il élit domicile en sa personne et demeure , et dit :

Que , par acte de vente du dix-neuf août mil huit cent vingt-trois , M.^e Joseph Perréard notaire , li a acquis du sieur Jean-Pierre Bourgeois , domicilié à Vilhelagrand , 1.^{er} un fonds nature champ , situé sière ladite commune de Vilhelagrand , lieu dit aux Huttins bannis , soit Champ-Courbe , inscrit sous le numéro 1983 et la moitié du numéro 1982 et demi de la mappe du lieu , de la contenance d'environ quatre-vingt-deux toises , confiné au midi par un chemin , au nord par la grand route de Bons à Gerdève , au levant par les bois de Jacques-Jean Bourgeois , et au couchant par Madame Pournier ; 2.^e un autre fonds , aussi nature champ , situé sière la même commune , lieu dit Champ Pournier , inscrit sous partie du numéro 1086 de la même mappe ,

de la contenance d'environ deux journaux , confiné au midi par un chemin , au nord par madame Fourrier ; 3.^e une maison et un petit jardin y attigué , avec les emplacements qui en dépendent , le tout situé à Grez , hameau de ladite commune de Villagegrand ; ladite maison consistant en 2 caves , une cuisine et une chambre à côté , avec un galetas au-dessus , une écurie et une grange , le tout inscrit sous les numéros 2036 , 2037 , 2038 et 2039 , de ladite matrice. Cette vente a été consentie , savoir : les deux champs pour le prix de quatorze cent septante-neuf livres neuves , et le surplus pour sept cent cinquante livres , et c'est outre cent vingt-quatre livres neuves pour épingle , lesquelles trois sommes réunies forment la totale de deux mille trois cent cinquante trois livres neuves.

Le suppliant , voulant parvenir à la fixation définitive dudit prix , pour introduire une instance d'ordre et se libérer , a déposé son dit titre au bureau des hypothèques de cette province , où il a été enregistré sur le registre des transcriptions , ainsi qu'il en conste du certificat délivré par le conservateur le trois août 1824 ci-joint. Il joint de plus l'état de toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens , divisé en trois colonnes , suivant l'état qui a été délivré par le même conservateur , sous la date du trois avril 1824. Il résulte d'un autre certificat délivré par le même conservateur le quatre janvier 1825 , ci-joint , qu'il n'a été pris à son bureau aucune inscription contre ledit Jean-Pierre Bourgeois des ledit jour trois avril 1824 , jusqu'audit jour 4 janvier 1825 , et il déclare qu'il est prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles , pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Judicature-Maje de cette province ; le tout cependant jusqu'à concurrence de la somme de deux mille trois cent cinquante trois liv. neuves , prix porté par ledit contrat de vente , au besoin ci-joint , et recourt :

Qu'il vous plaise , Monsieur le Juge-Maje , commettre le premier huissier ou le sergent royal que vous jugerez convenable de désigner , pour notifier à chacun des créanciers et au domicile élu par leur inscription , ainsi qu'audit Jean-Pierre Bourgeois , précédent propriétaire , copie tant de la présente requête que du certificat de transcription et de l'état des inscriptions prénoncées. Le suppliant fait contre ledit Bourgeois , auquel il a déjà payé les épingle prémentionnées , toutes dues réserves et protestes. Sur ce veuillez pourvoir.

Signé par les sieurs G. F. Fontaenel et Joseph Quiby , contre-
signé par M.^e Bastian pour M.^e Picollet , procureur.

COPIE DE DECRET.

Est commis l'huissier Picollet pour les fins exprimées en la présente requête. Fait au Tribunal , à Saint-Julien , le 31 janvier 1825. Signé Peyssard et Borgel , greffier.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Saint-Julien, le premier février 1825, volume 7, fol. 21, case 184. Reçu deux livres. Signé COLLOMB.

TENEUR DU CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Saint-Julien, certifie qu'il m'a été consigné aujourd'hui par M. Joseph Quiby, un acte de vente d'immeubles situés à Villelagrand, arrondissement de cette province, reçu par le notaire Ferréard, de résidence à Annemasse, et fait, le 19 août 1823, par sieur Jean-Pierre Bourgeois, de Villelagrand, au sieur Joseph Quiby d'Annemasse, pour le prix de deux mille trois cent cinquante trois livres, lequel acte a été enregistré le même jour sur le registre des transcriptions, vol. 2, art. 25, et porté sur le registre général d'ordre, vol. 21, article 280. Reçu pour droit proportionnel 11 liv. 80 cent.; pour papier timbré 90 cent., pour droit du conservateur, une livre 50 cent. Total 14 liv., 30 cent. A Saint-Julien, le 3 avril 1824. Le conservateur: COLLOMB.

Inscrit d'office sur le registre des hypothèques, vol. 50, art. 110, et enregistré au vol. 21, case 181, registre d'ordre. Reçu pour timbre 96 cent.; pour droit du conservateur 75. Total général 3 liv. 85 cent. Le Conservateur COLLOMB.

TABLEAU, prescrit par la loi, de toutes les inscriptions existantes contre Bourgeois Jean-Pierre, de Villelagrand, prises au bureau des hypothèques de S. Julien jusques au 4 de 1805.

DATE ET NATURE des Hypothèques.	NOMS des Créanciers.	MONTANT des inscrip. ^{tes}
1. ^{re} Obligation, Girard notaire, du 31 janvier 1804, inscrite le 4 avril 1804.	Bourgeois Claude,	L. C. ^{ent} 5000 00
2. ^{re} Obligation, Renard, n. ^{re} , du 21 avril 1805, inscrite le 27 juillet 1805.	Chiron Charles.	700 00
3. ^{re} Obligation, Prévost notaire, du 17 janvier 1807, inscrite le 19 janvier 1807.	Elisabeth Guy, femme du sieur Adam Filling.	6241 00
4. ^{re} Jugement du 8 mars 1808, inscrit le 5 mai 1808.	Bourgeois Claude.	620 00
5. ^{re} Obligation, Chabrier n. ^{re} , du 24 mai 1808, inscrite le 23 juillet 1808.	Gros François.	2505 86 ⁰

6 ^e Vente, Chatrier, notaire, du 14 juillet 1816, inscrite le 18 mars 1825.	Perréal Isaac-Aimé.	1600 00
7 ^e Vente, Renard, notaire, du 20 août 1817, inscrite le 16 avril 1825.	Basset François.	852 15
8. ^e Jugement du 18 décembre 1817, inscrite le 31 octobre 1825.	Jean - Paul Trautmann-Churton.	245 56
9 ^e Vente, Jacquier, notaire, du 8 juin 1818, inscrite le 11 avril 1825.	Bosson Prosper.	1550 00
10 ^e Vente, Renard, notaire, du 31 janvier 1819, inscrite le 16 avril 1825.	Basset François.	255 00
11 ^e Cession, Perreard, n. ^{re} , du 20 novembre 1822, inscrite le 25 mars 1825.	Quiby François.	800 56
12 ^e Cession, Perreard, n. ^{re} , du 20 novembre 1822, inscrite le 15 mars 1825.	Quiby Joseph.	1909 10
TOTAL, vingt mille trois cent huit livres six sols.		20386 66
BASTIAN pour PICOLIET.		

A NOS SEIGNEURS

Supplient humblement les frères Joseph, Pierre et Victor, à
feu Jacques François, le premier demeurant à Mérignat, départe-
ment de l'Ain, le second à Chambéry et l'autre à Lyon, et
disent

Que, quoique l'hoirie d'Antoine François, leur oncle, décédé
à Lyon, en novembre 1825, leur soit dévolue de droit, comme
les plus habiles à lui succéder pour tout ce qui en dépend, situé
en Savie, en vertu des lois qui régissent, néanmoins les suc-
cessions, qui ignorent les dettes et charges dont cette hoirie peut
être grevée, dans la crainte qu'une immixtion pure et simple de
leur part pût leur nuire, ont eu de la prudence de ne l'accepter
que sous bénéfice d'inventaire; ils en ont, en conséquence, fait
leur déclaration pardevant M. le Juge du mandement du Pont de
l'Arvevoisin, dans le ressort duquel sont situés les immeubles dé-
pendans de la succession dont s'agit, le 4 septembre dernier, ainsi
qu'il se voit du procès-verbal rédigé ledit jour par son Greffier,
dément insinué,

Par suite de cette première démarche, les supplians se sont pourvus réans par requête du 2 octobre suivant, par laquelle, après avoir fait un succinct narré, soit de la consistance de cette hoirie, soit de sa position, ils ont demandé l'établissement d'un économe provisoire, et en même temps les provisions nécessaires pour faire notifier leur résolution de n'accepter ladite hoirie que sous bénéfice d'inventaire, à tous créanciers et prétendans droit en icelle; le Sénat, par ses décret et lettres dudit jour, a établi pour économe provisoire M. Pierre-Alexis Louis, notaire au Pont-Beauvoisin, à la charge de prêter serment pardevant le Juge du Mandement dudit lieu, et pour le surplus a décerné les lettres générales requises. La prestation de serment a eu lieu le 11 décembre dernier, comme résulte du procès-verbal rédigé ledit jour et signé Rivoin, substitut-greffier; quant aux deux proclamations pour la notification aux créanciers, elles ont eu lieu en cette ville, par exploits de l'huissier Viviani, les 6 et 25 novembre échu, et par exploits de l'huissier Domessin et Vérel de Montbel, où les immeubles délaissés sont situés; cela a aussi été exécuté de la manière prescrite, ainsi qu'en résulte des exploits du sergent royal Bernand, des 13 et 30 susdit novembre.

Les supplians, désirant procéder ensuite de la résolution par eux prise, n'ont qu'à introduire la discussion d'hoirie dont s'agit; ils se sont fait délivrer par le conservateur des hypothèques de Chambéry, le certificat ci-joint, du 25 janvier passé, portant que jusqu'à ladite époque, il n'existe aucune inscription hypothécaire prise contre le sieur Antoine François, l'artuaire de la cause a également délivré certificat, le 11 de ce mois, que, jusqu'à ce jour aucuns créanciers ou prétendans droits en ladite hoirie ne se sont présentés à son bureau; néanmoins, dans la crainte que, par la suite, il pût arriver qu'il en fût autrement, les supplians, pour ne pas s'exposer, prennent le parti de recourir, en jugeant toutes les procédures et pièces narratives.

A ce qu'il vous plaise. Nos Seigneurs, vu lesdites pièces et procédures, décerner lettres générales contre tous les créanciers ou prétendans droits sur l'hoirie délaissée en ce pays, par Antoine François, teneur de livres à Lyon, où il est décédé le 11 novembre 1825, pour comparaître, dans le terme de trois mois, au bureau de M. Vissol, artuaire nommé pour la présente cause, à charge de faire les publications et afflications de la manière prescrite par l'article 151 de l'édit du 16 juillet 1802, et par même moyen nommer et établir un curateur aux créanciers incertains et absens, en la personne du principal des procureurs, ou de tel autre qu'il vous plaira, protestant de tous dépens, et pourvoir.

Signé Gaxion, procureur.

COPIE DE DÉCRET.

Sont décernées les lettres générales requises pour comparaître

dans le terme de trois mois , au banc de M.^e Vissol , actuaire de la cause , et est établi M.^e Cornier , prieur des procureurs , curateur aux créanciers incertains et absens , à la charge de prêter serment et de remplir les autres incombaances requises. Fait à Chambéry , au Sénat , le 14 février 1825.

Signé DE MONTBEL , second Président , et DE BUTTET-DE-TRESSERVES , de l'avis du Sénat.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Chambéry , le 14 février 1825 , vol. 22 , case 477 , fol. 50 recto , perçu trois livres BAUDÉ.

Le Sénat de Savoie au premier huissier ou sergent requis , le mande et commande par ces présentes , que , suivant son décret du ce jour , mis sur requête présentée par Joseph , Pierre et Victor de feu Jacques François , le premier demeurant à Mérignat , député de l'Ain , le second à Chambéry , et l'autre à Lyon , tu cites et ajournes tous créanciers et prétendans droit sur l'héritage d'Antoine François , à comparaître , dans trois mois , au banc de M.^e Vissol , actuaire de la cause , pour défendre aux conclusions de ladite requête , et sera la cause instruite pardevant le Seigneur De Buttet de Tresserves , et est établi M.^e Cornier , prieur des procureurs , curateur aux créanciers incertains et absens , à la charge de prêter serment et de remplir les autres incombaances requises. Données à Chambéry , au Sénat , le quatorze février dix-huit cent vingt-cinq. Signé GABET neveu , substitut-greffier.

MANIFESTE pour la vente par subhastation de l'immeuble possédé par Jacques Matrol , situé près la commune de Cusy.

Le Tribunal de Préfecture de la province du Genevois , séant à Annecy , lui surint que , par jugement par lui rendu le 2 juin 1825 , dûment enregistré le premier août suivant , obtenu par Jean Grellier , laboureur , habitant à Saint-Ours , il a été déclaré facultatif à celui-ci de faire subhaster la pièce ci-après confinée , par lui vendue à Antoine Grellier , son frère , habitant à Cusy , actuellement possédée par Jacques Matrol de Chainaz , et cela pour obtenir le payement de ce qui lui reste dû par ledit Antoine Grellier , en capitaux , intérêts et frais ; pour les fixer , Jean Grellier a donné , le 15 août susdit , un acte communiqué le 25 à M.^e Coppier , procureur de Matrol ; et le même jour , M.^e Bévillard , procureur d'Antoine Grellier , a été avisé de cette communication. Cet acte contient une liquidation de tout ce qui est

dû audit Jean Grellier, porté à la somme de cinq cent trois livres neuves, quatre-vingt-quatre centimes, non compris les dépens faits ciens, dont on s'est réservé de s'occuper. Cette liquidation a été déclarée bonne et authentique pour ladite somme, par ordonnance de M. l'Assesseur Boudallet, rapporteur de la cause, du 27 août susdit.

Que lesdits Matrod et Antoine Grellier ne s'étant point mis en devoir de payer ladite somme de 505 livres, 84 centimes, Jean Grellier s'est pourvu au Tribunal et a obtenu, par décret du 5 septembre, injonction auxdits Matrod et Grellier, de payer la susdite somme dans trente jours, passé lesquels on procéderait à exécution par voie de saisie. La requête et injonction leur ont été notifiées en personne, le 9 dudit septembre, par le sergent Laubé, commis à ces fins.

Que, pour se conformer à l'art. 99 de l'édit du 16 juillet 1822, le Seigneur Séigneur Juge-Maje de cette province a permis, par son décret du 16 décembre 1824, dûment enregistré le même jour, audit Jean Grellier, de faire assigner lesdits Matrod et Grellier Antoine, à l'audience du Tribunal, cinq jours après la citation, laquelle leur a été faite par ledit sergent Laubé le 22 dudit décembre, pour comparaître le 29. L'immeuble ci-après est désigné par numéro, Lulle, commune et confins dans la requête présentée à cet effet.

Qu'à ladite audience du 29 décembre, lesdits cités ne se sont point présentés, quoique assignés en personne, jugement a été rendu en contumace, par lequel le Tribunal, M. l'Avocat-Fiscal ouï, en accordant acte à M. Tixot, procureur constitué par ledit Jean Grellier, de la contumace par lui accusée, a, par son jugement dudit jour, enregistré le 4 janvier 1825, autorisé la vente de l'immeuble en question, et a fixé l'audience pour la première enchère au 14 février prochain, à neuf heures du matin.

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE A VENDRE.

Champ au mass du Chaynay, territoire de Cusy, inscrit au cadastre et à la mappe dudit lieu, sous les numéros 1510 et 1508, payant deux livres, trois sous, huit deniers de taille; confiné par un chemin des levants et nord, pièce de terre de Joseph Grellier du midi; autre pièce de celui-ci et celle d'Etienne Chappais du couchant.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o L'adjudicataire payera le prix d'adjudication à Jean Grellier, créancier privilégié comme vendeur, à moins que le Tribunal en décide autrement.

2.^o Le paiement sera effectué dans le mois, à compter du jour

où l'adjudication sera devenue définitive , avec intérêts au cinq pour cent , sans relever.

3.^o Il supportera toute servitude occulte ou patente , s'il y en a.

4.^o Il payera les contributions affectées sur l'immeuble pour l'année courante.

5.^o Il payera aussi tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive , dès la requête du 16 décembre 1824 , inclusivement , sans aucune diminution du prix d'adjudication.

6.^o Qu'on n'admettra aux enchères que les personnes qui se seront conformées à l'art. 79 de l'édit sus-cité du 16 juillet 1822.

7.^o Enfin , l'adjudicataire sera tenu à tout ce qu'exige l'édit sus-cité.

En exécution des jugemens et décrets sus-mentionnés , et à la requête dudit Jean Grellier de St. Ours , il sera procédé à la vente de l'immeuble ci-dessus désigné , sur la mise à prix par lui offerte de cent cinquante-sept livres , vingt centimes , laquelle représente soixante fois la valeur de la contribution royale affectée sur cette pièce : en conséquence la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Préfecture séant à Annecy , rue Neuve , maison Abbé , le quatorze février prochain , où les enchères seront ouvertes sur ladite mise à prix de 157 liv. , 20 cent.

Maitre Jacques de Gibaux s'étant présenté seul pour miser , à l'audience du 14 du courant , le Tribunal a renvoyé , pour l'adjudication définitive au 14 mars prochain , à trois heures après midi. Les enchères seront ouvertes sur la mise à prix de 500 liv. offerte par ledit Maître.

Le présent manifeste sera lu , publié , affiché , notifié et inséré au Journal de Savoie , le tout en conformité et de la manière voulue par les articles 72 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis , de faire lesdites publications , affiches , notifications et tous exploits requis et nécessaires , de ce faire donner pouvoir.

Donné à Annecy , sous le sceau du Tribunal , le 8 janvier 1825.
Signé ARMENJON.

Enregistré à Annecy le 18 janvier 1825 , case 288 , folio 52 v.^o du dixième volume. Recu trois livres ; signé ORSIER.

Pour copie conforme. Signé TISSOT , Procureur.

CHAMBERY, de l'imprimerie de F. R. PLATTET , rue du Sénat.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 4 Mars.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 3 Mars. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois de février 1825.

FÉVRIER 1825.

BAROMÈTRE à 0.º

	Métres.	P.	Lignes.
Du 1.º au 10	743. 6	27	5. 6
Du 11 au 20	746. 4	27	6. 9
Du 21 au 28	740. 5	27	4. 3
Max. le 11	762. 3	27	9. 5
Min. le 28	728. 9	26	11. 1

THERMOMÈTRE.

	Centigrade.	de Réaumur.
Du 1.º au 10	+ 1.º 0	+ 0.º 80
Du 11 au 20	+ 3.º 6	+ 2.º 88
Du 21 au 28	+ 3.º 3	+ 2.º 64
Max. le 18	+ 11.º 2	+ 8.º 96
Min. le 8.	- 6.º 6	- 5.º 28

— La grande consommation que l'on fait du sucre et son usage général le font considérer comme un objet de premiers besoins, qui nous rendent tributaires de l'étranger. Une Raffinerie vient d'être établie à Montcelier, par MM. Chevalley, d'Aix en Savoie, et Comp.º; elle est non-seulement autorisée, mais plus encore favorisée de la protection spéciale du Gouvernement de S. M. Cette manufacture verse maintenant le produit de ses travaux; le sucre d'excellente qualité qui y est confectionné est déjà en circulation; son prix est inférieur à celui venu du dehors. Ces motifs sont certes, d'un grand poids pour assurer à cet établissement les forces les plus complètes. Indépendamment de ces litres, cette entreprise, fruit de sages réflexions, est soutenue par des fonds considérables, administrée avec le plus grand ordre, dirigée par l'expérience acquise dans les plus célèbres raffineries, enfin, animée par le zèle et l'activité convenables. G. C. D. L.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 26 février: LETTRES - PATENTES (du 24 janvier 1825) par lesquelles S. M. ordonne que les intérêts y mentionnés, antérieurs au 1.º janvier 1820, dus aux créanciers de seconde classe envers la France, leur soient acquittés par la caisse de l'Administration de la Dette publique; avec les fonds qui, à cet effet, y seront versés.

Pub. le 1^{er} mai : *REGIE PATENTS* (in data del 18 gennaio 1825) colla quale S. M. approva l'annuo Regolamento concernente al modo di nominare, ed al servizio de' *Guarda-buschi*.

Par ces Lettres-Patentes, la garde des bois assignée aux Gardes-Champêtres par le Règlement annexé aux Patentes du 15 octobre 1822, est commise désormais aux Gardes-bois communaux. Ceux-ci dépendront directement des Sous-Inspecteurs des bois et forêts et seront nommés par les Intendants, sur la proposition de ces employés. Les Gardes-bois communaux seront choisis de préférence parmi les meilleurs Gardes-Champêtres royaux, ou parmi les militaires qui réuniront les qualités nécessaires.

Chaque province sera subdivisée en districts forestiers, d'un ou de plusieurs communes, selon les lieux, et chaque district aura un Garde-Bois.

Les Intendants pourront suspendre les Gardes-Bois, sur la demande de l'Inspecteur de la Division ou du Sous-Inspecteur de la Province. Leur révoation ne pourra être prononcée que par l'Agence Economique de l'intérieur.

Le traitement annuel des Gardes-Bois ne pourra être au-dessous de 200 liv. ni excéder 400 liv. Il sera payé par les communes composant le District.

Dans l'exercice de leurs fonctions, ils pourront faire usage du fusil, de la hache, du sabre et du pistolet de mesure. Ils auront l'uniforme qui eut été attribué aux Gardes-Champêtres. La dépense de l'habillement et de l'armement est à la charge des communes composant le District.

Les Gardes-Bois qui se distingueront par leur bonne conduite, leur zèle, leur aptitude à remplir leurs devoirs, seront préférés pour le poste de Brigadiers.

Les Gardes-Champêtres, qui, à l'avenir, resteront affectés principalement à la garde des fonds cultifs, sont toutefois néanmoins de continuer au service concernant les bois et forêts, attendu qu'ils conservent la faculté de continuer les coutumes aux régèmens.

P I E M O N T.

Turin, 24 février. Avant-hier est arrivé en cette capitale, de retour de Berlin, M. le Comte de Waldbourg Trubess, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse près notre Cour, et accueilli en la même qualité par celle de Turin.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater de 1^{er} avril. 1824.

Du 19 au 22 février 1825 : 104 liv. Du 24 au 26 février : 103 liv., 75 c.

NOUVELLES ETRANGERES.

ANGLETERRE.

La première lecture du bill proposé contre les associations considérées comme illégales, et notamment contre l'association catholique d'Irlande, a

passé à la Chambre des Communes. Dans cette discussion, M. Canizog a déclaré de nouveau qu'il était l'un des partisans les plus invariables de l'émancipation des catholiques, mais qu'il envisageait l'association dont il s'agit comme nuisible à la cause de cette émancipation qu'elle veut servir.

F R A N C E.

Paris, 22 février. On annonce que S. A. le prince de Metternich doit partir le 24 de Vienne pour se rendre à Paris.

— L'ex-conventionnel Robert-Lindet, qui a été l'un des membres du Comité de salut public, est mort à Paris le 18 de ce mois.

— La discussion sur l'indemnité des émigrés continue d'être traitée avec beaucoup de chaleur à la Chambre des Députés.

24 Février. Mgr. l'Archevêque de Paris et Mgr. l'Evêque d'Orléans n'ont pas assisté à la délibération de la Chambre des Pairs sur le mariage.

— M. Duverdy, entrepreneur général des fournitures de l'armée d'Espagne, constitué en mandat de dépôt, a été interrogé à Saint-Pélagie par le juge d'instruction.

— Dans l'Ouest-Yssel et dans la Frise, plusieurs digues maritimes ont été rompues; les eaux de la mer ont pénétré, et tous les ports sont comme isolés d'îles séparées du continent. Plusieurs villages sont submergés et le nombre des victimes est considérable.

— La discussion générale sur la loi d'indemnité est terminée; après le résumé du rapporteur, la discussion s'ouvrira sur les articles.

25 Février. M. Casimir Delavigne a été élu membre de l'Académie française, en remplacement de feu M. le comte Ferrand.

— On écrit de Zante qu'on s'attend à voir occuper la Moldavie et la Valachie par les Russes.

— La Chambre des Députés a employé deux séances à discuter les amendements proposés à l'article premier du projet relatif à l'indemnité des émigrés; et la discussion sera continuée à la séance suivante.

Actions de la banque de France 2000 fr. ; 1998 fr. 75 cent.

Cinq pour cent consolidés, 104 fr. 30 cent. ; 104 fr. 75 cent.

I T A L I E.

3. Exc. M. le Comte de Metternich, Conseiller intime de S. M. l'Empereur d'Autriche, ambassadeur auprès des Cours de Sardaigne et de Rome, a passé le 21 de ce mois à Rome, d'où il a pris la route de Venise.

— L'Infant le Charles-Louis, Duc de Lucques, ayant fait plusieurs observations en vue d'économie, a renoncé à l'achèvement de l'Observatoire fondé par S. M. l'Infante Marie-Louise, comme n'ayant pas rempli son objet, attendu sa position dans un pays borné par des montagnes. M. Pons, astronome français, qui avait été appelé à la direction de cet Observatoire, recevra une pension égale au traitement qui lui avait été alloué.

De neuf individus qui se rendaient de Morzine (Savoie) dans le Vallais, et qui ont été surpris, à leur retour, par une avalanche, dans un étroit passage sur la neige, quatre seulement ont pu échapper, et les cinq autres ont été ensevelis.

V A R I E T É S.

SUITE des travaux de la Société Académique de Savoie.

Un Membre a lu un Mémoire de M. Revel, Docteur Médecin, de Cluses, Correspondant de la Société, intitulé : *De la contagion du Typhus et des moyens propres à en arrêter le cours.*

M. l'Abbé Rendu, Professeur de Physique, a lu un Mémoire en réutation du *Système universel* de M. Azais.

M. le Docteur Guillard, au nom d'une Commission, a fait un Rapport sur le Mémoire de M. Revel, relatif à la contagion du Typhus.

M. Raymond, Secrétaire Perpétuel, a lu une Notice raisonnée sur les Ouvrages de feu M. le Marquis de Costa de Beauregard, Membre de la Société.

Un Membre a remis une Table des arcs séni-diurnes, des 0° jusqu'à 25° 29' de déclinaison, calculés de 3' en 3', pour la latitude de 45° 55', et une Table du lever et du coucher du Soleil, pour l'année 1825, à la latitude de 45° 55'.

M. le Docteur Gouvert a lu un Mémoire étendu sur la *Charrue belge*, sur les avantages qui résultent de son emploi et sur l'aulogic remarquable de cette charrue avec celle qu'avait proposée le Marquis de Costa, auteur de l'écrit célèbre sur l'amélioration de l'agriculture dans les pays montagneux, et en particulier dans la Savoie.

M. Raymond a lu une Notice biographique sur le Marquis de Costa de Beauregard.

M. l'Abbé Charvaz a commencé la lecture d'une Notice historique sur la vie et les ouvrages du Cardinal Gerbillon.

M. le Chanoine Billiet a donné lecture d'un Mémoire de M. l'Abbé Bonnefoi sur Anastase Germonio, Archevêque de Tarentaise.

Un Membre a lu un Mémoire de M. Bise, Bibliothécaire de la ville de Chambéry, ayant pour titre : *Quelques idées sur la Bibliographie.*

MM. Saint-Martin et Raymond ont donné communication à la Société de deux Mémoires consignés dans des Recueils périodiques, touchant les *Paragides*.

M. le Chevalier Colonel de Chevillard a lu une Notice relative à une offre généreuse tendante à faciliter l'exercice des agriculteurs dans le mouillage de la *Charrue belge*.

Il a été présenté à la Société : 1^o deux bouteilles d'une présure artificielle, préparée par M. Joseph Brunet, résidant à Aime ; 2^o un cristal de sucre *diabétique muriaté*, obtenu par M. Calloud, Pharmacien à Annecy, Correspondant de la Société ; 3^o un échantillon de *pipérine*, obtenu par le même ; 4^o un échantillon du sucre provenant de la raffinerie récemment établie à Montcalier, par M. Chevalley aîné, Correspondant.

La Société s'est occupée spécialement de deux objets importants dont il est fait mention dans les Mémoires ci-dessus indiqués, savoir : 1^o des moyens de propager en Savoie l'usage de la *Charrue belge*, dont les avantages sur les charrues du pays ne peuvent être contestés, et dont un modèle en petit a été offert en hommage à la Société, par M. Chevalley aîné ; 2^o du degré d'utilité des *paragides* en général, et de celle qu'il pourrait y avoir à les introduire dans le pays.

BIOGRAPHIE UNIVERSELLE *ancienne et moderne, etc.*, par une société de gens de lettres et de savans : Tomes XXXIX et XL. A Paris, chez L. G. Michaud, Libraire-éditeur, Place des Victoires, n.º 3 ; 1825.

Voici comment s'expriment les éditeurs de ce grand ouvrage, en publiant les deux volumes nouveaux que nous annonçons : « La » vingt-neufième livraison, composée des tomes XL et XLII, paraî- » tra en avril 1825 ; les autres se succéderont avec rapidité, et » l'ouvrage, composé de 46 volumes, sera terminé en 1825. On » peut joindre à chaque volume un cahier d'environ 15 portraits, » dont le prix est de 3 fr. pour le papier ordinaire ; 4 fr. pour le » grand-raisin, et 6 fr. pour le vélin. Le succès qu'a obtenu cette » grande entreprise, qui, à peine commencée, est devenue » une autorité en littérature, et qui a été traduite en toutes les » langues de l'Europe ; les noms de tant d'hommes célèbres dans » les lettres et dans les sciences, qui ont bien voulu lui donner

« leur nom , et qui y concourent réellement et très-efficacement , nous dispensent d'en faire d'autres éloges ».

Nous indiquerons , comme à l'ordinaire , quelques-uns des articles de cette livraison qui nous ont paru des plus importants , tels sont les suivans : *Roucher* , *Saint-Amand* , *Saint-Evremond* , *Saint-Georges* (le chevalier de) , *Saint-Lambert* , *Saint-Pierre* (Bernardin de) et *Saint-Réal* (l'abbé de) , par M. Durozier ; *Sabatut-Sevi* , *Saint François de Sales* , *Salomon* , *Samson* et *Samuel* , par M. Laboulerie ; *Rouzoudan* (Reine de Hongrie) et *Yanachoniaton* , par M. de Saint-Martin ; *Rumford* , *Saci* (le Maître de) , *Safolet* et *Saint-Pierre* (l'abbé de) , par M. Weiss ; *Rena* (Salamour) , *Sacchini* et *Sannazar* , par M. De Angelis ; *De Sautsure* , par M. Cuvier ; *Rousseau* (J. H.) , par M. Anne-Durivier ; *Rousseau* (J. J.) et *Saxe* (Maurice , Comte de) , par M. De Sèvelingex ; *Rotrou* , par M. Laya ; *Rouelle* , par M. Guérard fils ; *Rozier* , par M. Du-Petit-Thonnars ; *Rubens* par M. Périers ; *Ruggin* , par M. Dezon-de-La-Roquette ; *Ruthière* , par M. Dannon ; *Russel* (Guillaume) , par M. Lally-Tollendal ; *Ruisch* , par M. Benoitlin ; *Ruyter* , par M. Hennequin ; *Sabatier* (de Castres) par M. Beurhot ; *Saint-Cyran* , par M. l'Écuy ; *Sainte-Croix* (le baron de) , par M. Sylvestre de Sacy ; *Saint-Huberti* , (Antoinette - Cécile) , par M. Audiffret ; *Sallusto* , par M. Noël ; *Santeul* (le poète *Santeuil*) , par M. Stassard ; *Sanzio* (le grand *Raphaël*) , par M. Quatremaire-de-Quincy ; *Sapho* (de Mytilène) , par M. Marcellus ; *Sapho* (d'Érésos) , par M. Allier d'Hauteroche ; *Saumaize* , par M. Fanchet jeune ; *Saunderson* , par M. Lefebvre-de-Cauchy ; *Sausseur* , par M. de Prony ; *Saxe-Heymar* (Bernard de) , par M. Guérard ; *Saint-Aignan* (Paul de Beauvillier) , et *Saint-Priest* (le Comte de) , par un anonyme.

Les Princes de Savoie , depuis *Humbert aux blanches mains* , jusqu'au Duc *Charles-Emmanuel II* , inclusivement , sont de M. Simonde Sismondi ; les Rois de Sardaigne sont renvoyés à leurs noms propres respectifs.

Voici les articles rédigés par des auteurs savoisiens : *Saint-Auge* et *Saladin* (*Salah-Eddyn*) , par M. Michaud aîné ; *Sado* (Donatien-Moïse-François) , *Saint-Just* , *Saint-Morys* et *Saint-Simon* (Louis de) , par M. Michaud jeune ; *Rovento* (André) , *Rutinsfeld* , *Sagittarius* , *Saint-Aignan* (Paul-Hypolite de Beauvillier) , *Saint-*

Martin (missionnaire), *Salomon* (Roi de Hongrie), et *Sarpi*, par M. C. - M. Pillet.

Nous avons fourni, sous notre signature indiquée dans les volumes précédens et qui a été omise dans cette livraison, les articles de l'ancienne Maison souveraine de *Saluces*, et celui du Comte *Joseph-Angé de Saluces*, principal fondateur de l'Académie Royale des Sciences de Turin.

MUSIQUE RELIGIEUSE.

TANTUM ERGO, *Motet à trois voix* ; par Marino.

O SACRAMENTUM PIETATIS ! *Motet à trois voix* ; par G. Giarro.

A Paris, chez *Jacini*, Professeur de Chant et Marchand de Musique, Boulevard des Italiens, N.º 12 ; à Lyon, chez *Cartoux*, Editeur et Marchand de Musique, place des Terreaux, N.º 10 ; et à Chambéry, chez *Puthod*, Libraire.

Ces deux Motets forment les numéros 6 et 7 de la Collection de musique religieuse à plusieurs voix, sans accompagnemens obligés, que nous avons annoncée dans le temps et dont nous avons fait connaître les numéros précédens. Cette Collection a obtenu jusqu'ici assez de succès pour obliger l'éditeur à procéder à un nouveau tirage de la plupart des morceaux qui ont paru, dont les exemplaires se trouvent épuisés.

Le premier Motet ci-dessus est d'un style grave et d'un assez bon effet : les puristes en harmonie pourraient y reprendre deux tierces majeures ascendantes consécutives et quelques octaves cauvertes. Il est vrai que l'effet des tierces, tolérées dans le style libre, est modifié ici par la partie intermédiaire. Quant aux octaves cauvertes, on en trouve des exemples assez fréquens dans les compositions même les plus estimées.

Le second morceau est d'une harmonie plus douce, comme l'exigeaient en effet les paroles touchantes de ce Motet. Chacun des trois premiers versets, qui sont trois exclamations successives, sont chantés tour-à-tour en solo par chacune des trois voix, qui se réunissent ensuite pour chanter en trio les trois mêmes versets et terminent ainsi la première partie par une cadence finale. Le reste du Motet est entrecoupé de solos, de duos et de Trios, et l'on revient au début jusqu'à la cadence finale dont nous avons parlé. Cette disposition nous paraît heureuse, et l'on voit que l'auteur a eu l'intention de produire un effet pittoresque, gracieux et d'une expression religieuse conforme aux sentimens qu'inspire le sujet.

AVIS à MM. les Abonnés.

Nous nous trouvons dans la nécessité de rappeler que les dépenses courantes nécessaires pour la publication régulière de tout recueil périodique, exigent que les abonnemens soient payés d'avance ; c'est la règle générale et invariable de tous les journaux. Ceux de MM. les Abonnés qui sont en retard, sont surtout priés d'avoir égard aux avis que nous avons insérés plusieurs fois à ce sujet.

Comme l'échéance des abonnemens est annoncée d'avance, nous prions en général MM. les Souscripteurs de vouloir bien nous faire connaître, de manière ou d'autre, leurs intentions, avant l'expiration de leur abonnement, afin de prévenir les retards et les incertitudes.

AVIS ESSENTIEL.

Ceux qui ont à faire insérer au Journal de Savoie des Annonces Judiciaires, sont de nouveau invités à les adresser *franc de port* à l'*Imprimerie du Journal*, rue du Sénat, à Chambéry.

ENIGME.

Lorsqu'Elisa me fait paraître,

J'ajoute un charme à ses attraits.

Si divers sentimens souvent me donnent l'être,

La douleur, les regrets ne le peuvent jamais.

Le douce joie au fironie,

La bienveillance ou la fausse pitié,

Le ridicule ou la plaisanterie,

Sont un bon différent, me font naître à moitié.

Le mot du dernier *Logographe* est *ton*, où l'on trouve un.

Marchés de Chambéry des 22, 24 et 28 février 1851.
Le Veissal. L'Escholivan.

Diap.	Grain.	Prix:	l.	c.	l.	c.
Froment			19	03	—	23 42
Seigle			13	00	—	26 99
Orge			11	16	—	17 19
Sarrasin			6	04	—	10 02
Blat			12	25	—	17 31
Avoine (s)			11	00	—	17 84
Pain, 1. ^{re} qualité, la kilogr.			—	—	—	0 38
Vin de, 1. ^{re} qualité, idem.			—	—	—	0 60

(*) Rapport des 3 veis-
sels en hectolitre :
Froment . . . 223
Seigle . . . 0 155
Avoine . . . 0 434

*formant la Délégation Royale établie par S. M. par ses Lettres
Patentes du 28 janvier 1825.*

Stimulé humblement sieur André Forest, propriétaire domicilié à Chambéry, en qualité de Syndic à la faillite des frères Ganieres ex-négocians en cette ville.

Il a l'honneur d'exposer que les sieurs Louis-Gabriel et Jean-Baptiste Ganieres, sous la raison de commerce de GANIERES FRÈRES, ayant fait déclarer leur faillite dans le courant de cet dix-huit cent vingt-trois, par décret du onze juin suivant, Monsieur le Juge du consulat prenant les mesures conservatoires en pareil cas prescrites, a établi pour réconomes provisoires les sieurs Amédée Chevalley et Guillaume Forest.

Ceux-ci, après avoir pris avis de plusieurs des intéressés, ont fait une convocation générale des créanciers, qui a eu lieu le quinze juillet suivant, sous la présidence de Monsieur le Juge du Consulat. Les créanciers qui ont paru à cette assemblée ont nommé les sieurs Amédée Chevalley et Joseph Chapperon syndics à la faillite, et ont prorogé la séance au dix-sept même mois pour déterminer leurs attributions.

Ledit jour dix-sept, les créanciers ont pris la délibération rédigée par écrit, par laquelle,

— Considérant qu'il était de l'intérêt général d'éviter une discussion des biens et avoirs du failli, qui entraînerait des longueurs, et absorberait la majeure partie de l'actif, tandis qu'un règlement amiable entre les intéressés, sans intervention de la justice, par le moyen de syndics et de commissaires pris parmi les créanciers et munis de pouvoir nécessaires, remplirait d'une manière avantageuse les formalités judiciaires, en ce que la liquidation serait plutôt terminée et presque sans frais, ils ont arrêté les dispositions suivantes :

Par l'article premier, lesdits sieurs Chevalley et Chapperon, syndics nommés à la faillite, ont été chargés d'agir conjointement pour faire tout ce qui pourrait être dans l'intérêt de la masse des créanciers : prendre toutes les mesures nécessaires pour constater d'une manière précise l'actif et le passif des faillis ; vérifier et régler tous comptes, tant avec les créanciers qu'avec les débiteurs ; opérer la rentrée des créances, et, en cas de contestation, d'intenter et défendre à toute action, au concilier, plaider, contester, traiter, composer, transiger, faire sortir jugement, en poursuivre l'exécution pleine et entière, interjeter appel, le poursuivre, et faire, au nom des créanciers, tout ce que ceux-ci pourraient faire, s'ils étoient eux-mêmes en personne, avec pouvoir de substituer pour la poursuite des causes, sous toutes dues élections de domiciles.

Par l'article second, il a été nommé trois commissaires, sa-

voir, Messieurs Guillaume Forest, Pierre-Marie Fortis et Marie-Antoine Eustache, pour assister et secondar les syndics dans leurs opérations et les aider de leurs conseils.

Par l'article troisième, les syndics ont été autorisés à procéder sans délai, économiquement par enchères publiques, sans formalités judiciaires, à la vente de tous les immeubles, marchandises et propriétés quelconques, tant mobilières qu'immobilières, formant l'actif des faillis, à l'exception de la fabrique de savon et objets en dépendans, laquelle fabrique n'ayant encore aucune valeur déterminée, ne pouvait être vendue en l'état.

Les syndics, de concert avec les commissaires, ont été chargés de faire confectionner une cuite ou deux de savon, de manière à pouvoir donner un résultat précis du prix de cet article, afin de donner une valeur à la fabrique et de déterminer ensuite le parti à prendre.

Par l'article quatrième, les sommes provenant des ventes ou rentrées des créances devaient être employées, d'abord au paiement des créances privilégiées et hypothécaires et successivement réparties au marc le franc entre les créanciers chromatographiques, dès que les fonds en caisse pourraient s'élever au cinq pour cent.

Les syndics et les commissaires présents à la séance ont déclaré accepter les fonctions qui leur étaient confiées.

Plusieurs des créanciers qui n'avaient pas été présents aux séances ont donné par écrit leur adhésion à cette délibération, qui a ainsi reçu la sanction de la presque unanimité.

Les sieurs Chappéron et Chevalley, syndics, ont fait une nouvelle convocation de créanciers, qui a eu lieu le 6 août 1854, sous la présidence de M. le Juge du consulat. Dans cette assemblée, les dits syndics, après un rapport de leurs opérations, ont demandé à être remplacés, en égard que leurs affaires particulières ne leur permettaient plus de s'occuper de celles de la faillite.

Par la délibération dudit jour, à défaut de créanciers, qui aient voulu accepter cette charge, le suppliant a été nommé à l'unanimité syndic, avec les mêmes pouvoirs que ceux accordés aux précédens, et en outre, avec celui de faire vendre, s'il y échoit, par enchères publiques, sans formalités judiciaires, la fabrique de savon, ainsi que les divers objets en dépendans, et comme il est étranger à la faillite, il a été dit qu'il lui serait attribué un traitement.

Par la même délibération, ledit sieur Chappéron, ex-syndic, a été adjoint aux commissaires précédemment nommés, et il a été arrêté que le nouveau syndic, ainsi que les commissaires seraient chargés d'examiner et vérifier le compte des sieurs Chevalley et Chappéron, étant néanmoins loisible à chaque créancier d'examiner lesdits comptes, et d'y faire telles observations qu'il présenterait pendant un terme péremptoire qui serait fixé, passé lequel, ledit syndic, après avoir pris l'avis des commissaires, ainsi que du sieur Mottet, pourrait leur accorder, s'il y avait lieu, sa libération et décharge.

Plusieurs des créanciers qui n'avaient pas été présents à la séance ont donné par écrit leur adhésion à cette délibération, qui a encore réuni la presque unanimité.

Il s'est ensuite élevé une difficulté entre le sieur Claude-Thérèse Ganières, frère des faillis, auquel s'étaient joints, dans leur intérêt particulier, quelques créanciers; et la majorité des autres créanciers de la masse, relativement au privilège de fabriquer pendant quinze ans du savon dans ce duché, accordé aux Ganières frères, par patentes royales du premier mars 1822, et continué sous les clauses et conditions y exprimées, par autres lettres patentes du 24 juin 1823.

Pour résoudre toutes les difficultés qui s'étaient élevées à cet égard, S. M., par patentes du 31 juillet dernier, a nommé une députation composée de M. l'Intendant-Général, du Seigneur Juge du Consulat, et du Seigneur Juge-Maje du Tribunal de Chambéry.

Les parties n'ayant pu se concilier par des voies amiables par-devant M. le Juge du Consulat, elles ont été renvoyées par-devant la royale députation, qui, par son jugement du 25 décembre dernier, a déclaré :

1.^o Que le privilège pour la fabrication de Savon appartient à la masse des créanciers des faillis Ganières, comme faisant partie du matériel de la fabrique de savon, tombé dans la faillite, et auquel il donne un bien plus haut prix ;

2.^o Que la fabrique de savon, y joint le privilège de l'exercer pendant le temps qui resterait encore à s'écouler au terme des prochaines patentes de concession, seraient mis en vente aux enchères publiques, et vendus au plus offrant et dernier enchérissseur, et que, moyennant la soumission de tenir cette fabrique en activité, au lieu où elle se trouve établie et de remplir les conditions auxquelles le privilège primitif a été accordé aux faillis Ganières, les acquéreurs de cette manufacture seraient en droit d'en exercer le privilège pendant le temps qui reste encore à s'écouler, au terme des mêmes lettres patentes du premier mars 1822.

Les syndics, après avoir fait faire inventaire de l'actif et du passif, ont fait plusieurs opérations pour parvenir à la liquidation de cette faillite : une partie des immeubles est vendue et tout le mobilier est liquidé. Le suppliant aurait vivement désiré que tout eût pu se terminer par des voies amiables, mais il se présente des obstacles à la liquidation, qu'il n'est pas possible de franchir sans recourir aux voies judiciaires.

Ces obstacles sont principalement :

1.^o Que quelques créanciers, dans leur propre intérêt, cherchent à mettre des entraves à la marche de la liquidation, et à empêcher qu'elle se termine ;

2.^o Que tous les créanciers ne se sont pas présentés ;

3.^o Que parmi ceux qui se sont présentés, il y en a dont les créances sont contestées ou susceptibles de l'être ;

4.^o Que parmi les immeubles appartenant aux faillis, quelques-uns sont indivis avec le sieur Claude-Thérèse Ganières, lequel

s'est refusé à tout arrangement. Il s'agit donc de poursuivre ce partage judiciairement.

Un cinquième obstacle dérive des cautionnements faits par le sieur Jean-Baptiste Ganières, l'un des faillis :

1.^o Envers M. Antoine Méral, pour la somme de 1800 livres prêtées audit Claude-Thérèse Ganières, par acte du 25 août 1817, Nicoud notaire ;

2.^o Envers le sieur Etienne Montagnole ; pour la somme de 2624 liv., 84 centimes, prêtée au sieur Domenge Jean-Pierre, par acte du 14 mai 1822 ;

3.^o Envers M. Jean-Baptiste Sylvoz, pharmacien, de 2628 liv. exigibles, le cas échéant, pour MM. César et Jean-Félix-Septimien Maxson, suivant l'acte du 17 mars 1821, Marechal notaire ;

4.^o Envers l'Administration générale des Finances Royales, pour 18800 livres, pour le sieur Michellon Louis-Maurice et ledit Claude-Thérèse Ganières.

Enfin, l'état délivré par le conservateur des hypothèques, de toutes les inscriptions prises contre les faillis, fait toujours mieux ressortir que la liquidation ne peut se terminer que par un ordre judiciaire, attendu qu'entre les inscriptions prises pour créances réelles, il en a été pris pour garantie en cas d'extinction.

Pour rendre exigible le prix des immeubles de la masse, il faut bien les purger de toutes charges et hypothèques : un jugement de concours est donc indispensable.

D'après ce, le syndic, de concert avec le sieur Mattet, qui est mandataire de la plus grande partie des créanciers, s'était déterminé à faire l'introduction de la discussion par devant le Sénat ; déjà ils avaient présenté leur requête pour ce regard, qui a été décrétée le 7 janvier dernier ; mais, afin d'accélérer la marche de la liquidation de cette faillite, ils se sont pourvus au Roi, pour obtenir une délégation, ce qui devenait d'autant plus indispensable, que le cautionnement de 18800 livres fait par l'un des faillis envers les Royales finances pour les sieurs Michellon Louis-Maurice et Claude-Thérèse Ganières, pour la ferme de la pêche sur le lac du Bourget, aurait pu entraîner la cause de discussion par devant la Chambre des comptes à Turin ; du moins, cela pourrait faire question, d'après les dispositions de l'article 146 du code hypothécaire, à moins que les sieurs Michellon et Ganières n'eussent fourni un autre cautionnement aux Royales finances, au moyen duquel, étant agréé, la masse de la faillite eût été déchargée du cautionnement fait par ledit Jean-Baptiste Ganières.

S. M. a daigné accueillir favorablement leur supplice. Par ses lettres-patentes du 28 janvier dernier, en évoquant à elle la connaissance de la cause de discussion de la faillite des frères Jean-Baptiste et Louis-Gabriel Ganières, ex-négocians à Chambéry, elle l'a commise à une délégation composée du Seign^r Sénateur Bain, du Seign^r Sénateur Comte Viguet, qu'elle a nommé rapporteur et du Seign^r Sénateur Juge du conseil, lesquels pourraient être sup-

plées, en cas d'empêchement, par d'autres Sénateurs, que désigneraient le premier Président ou Régent du Sénat de Savoie. Ladite délégation a été chargée de statuer sommairement sur toutes les contestations nées, ou qui peuvent naître par suite de ladite faillite; de faire compléter la vente des biens et même de la fabrique de savon, avec le privilège y annexé, de procéder à l'ordre et liquidation générale des créanciers, en prononçant la déchéance contre ceux qui ne se seraient pas présentés, dans le délai qui aura été fixé, pardevant celui qui aura été indiqué, dans les lettres citatoires, comme secrétaire de la délégation et en général, sur toutes les questions annexes, connexes et dépendances relatives tant à l'actif qu'au passif de ladite faillite. *Chargéant le Seigneur Avocat Fiscal général près le Sénat de Savoie, de faire, dans l'intérêt du domaine royal, les fonctions de procureur général, à raison du cautionnement de Jean-Baptiste Ganières.* Le susdit Seigneur Rapporteur a été autorisé à faire un arrangement amiable entre tous les intéressés, quels qu'ils soient, et en cas de réussite, à interposer sur icelui son décret et autorité de justice, et en cas contraire, de faire son rapport à ladite délégation, qui statuera sans autre formalité, ainsi que de droit et de justice, conférant, à ces fins, à ladite délégation toute l'autorité nécessaire, même camérale, sénatoriale et celle du préfet du prétoire, dérogeant à toutes dispositions contraires.

Afin de rendre plus rapide la marche et la liquidation de cette faillite et de la faire terminer le plutôt possible, il paraît qu'il serait convenable que la délégation royale, usant des pouvoirs étendus que S. M. lui a concédés par lesdites lettres-patentes, abrégât les délais fixés par le code hypothécaire et par les Royales Constitutions, pour la marche des discussions, surtout en regard que les créanciers étrangers, représentés par M. Mollet ont déjà formé leur demande.

Pour continuer la liquidation de cette faillite, il est également urgent que la délégation, par suite de ces mêmes pouvoirs, autorise le syndic de compléter la vente des biens et de la fabrique de savon avec le privilège y annexé.

Par l'article 185 du code hypothécaire, S. M. a dérogé aux constitutions générales et à toutes autres dispositions contraires à celles que renferme l'édit.

Or, d'après l'article 150, l'attribution du curateur à élire est restreinte à représenter les créanciers incertains et absens, il n'est plus, comme dans le §. 22, lit. 55, liv. 3 des Royales Constitutions, le curateur aux biens du commun débiteur; en d'est plus à lui à diriger et à acheminer l'instance de discussion, ni par conséquent à se faire expédier le volume de toute la procédure.

Il paraît que, d'après la nouvelle loi, c'est au poursuivant à diriger l'instance et à se faire expédier les actes de la procédure, sans ensuite à remettre le tout au syndic à la masse dont

est fait mention à l'article 152, lorsqu'il est nommé; et c'est alors, à ce qu'il paraît, à ce syndic qu'appartient la direction et le mouvement de toute l'instance pour la liquidation, tant de l'actif que du passif; c'est à lui, puisqu'il représente la masse, qu'il doit appartenir de répondre à toutes les demandes, comme de réaliser tous les avoirs.

Il ne peut pas être question dans l'espèce de la nomination d'un économiste dont est fait mention dans l'art. 149 de l'édit, attendu que la masse se trouve représentée par le syndic nommé par les créanciers, qui aura à continuer ses fonctions, jusqu'à ce que, aux termes de l'article 152, un autre syndic et un vice-syndic aient été nommés pour le remplacer, (à moins que, pour éviter des frais, on ne préfère laisser celui choisi par les créanciers, qui est au fait des opérations et des affaires de la faillite.) Surtout que par l'article 161 il est dit qu'il n'est rien innové aux lois relatives au commerce, et que les dispositions pour la procédure dans les faillites sont provisoirement maintenues.

Dès que la liquidation ne peut se terminer que par un jugement de concours, il est indispensable d'achever de suite l'instance de discussion; c'est pourquoi en joignant l'état de l'actif et du passif des faillis, l'extrait du cadastre indiquant la nature et situation et le montant de la contribution foncière des immeubles de ladite faillite, enfin l'extrait de toutes les inscriptions prises tant contre Louis-Gabriel, que contre Jean-Baptiste Ganières faillis, pièces qui remplissent tout ce qui est exigé par l'article 149, le suppliant à l'honneur de recourir :

A ce qu'il vous plaise, Nos Seigneurs délégués, lui décerner lettres générales contre tous créanciers et prétendant droit sur les biens et avoirs desdits Jean-Baptiste et Louis-Gabriel Ganières frères en faillite;

Et lettres spéciales, 1.^e contre lesdits sieurs Jean-Baptiste et Louis-Gabriel Ganières frères ex-négocians à Chambéry, le premier actuellement absent des États, et le second demeurant actuellement à Corin, hameau de la commune d'Aix,

2.^e Contre les créanciers inscrits, spécifiés dans les deux états d'inscriptions délivrés, le 10 mai dernier, par le conservateur des hypothèques de Chambéry, par lui certifiés et signés, qui sont : 1.^e Dame Emile Decret, femme Dumoul, rentière, domiciliée à Chambéry, en la personne et demeure de M.^r Alexis Guérin Cornier procureur au sénat.

2.^e M.^r Tachon Louis-François-Marie, notaire au sénat, domicilié à Chambéry, place St. Léger, en sa personne et demeure.

3.^e Dumas Michel, Jaquet, dit PETIT, François; Guertat, Charles; Roux, dit GUERREZ, Joseph; Bonnard, Pierre, dit MAUD; Dumas, dit MOSARD, Michel; Perrin, Henri; Chappe-

ron. Christophe; Bal, dit CRAQUIN, Michel; Vullierme Bon; Dumas, dit LIANDET, Joseph; Regairaz, Henri; Vullierme, Pierre, et Merniet, Joseph, dit DEPLAN, tant de leur chef, que comme procureurs des autres coconquêteurs de la montagne du Désert, domicile élu à Chambéry, en la personne et demeure dudit M.^r Alexis-Guérin Cornier, procureur au Sénat.

4.^e Sieur Métral Antoine, avocat, demeurant à Lyon, domicile par lui élu en l'étude et en la personne de M.^r Jérôme Nicoud, demeurant à Chambéry, rue Grenette.

5.^e S.^r Montagnole Etienne, feu Claude, propriétaire demeurant à Chambéry, domicile élu en sa personne et demeure.

6.^e S.^r Sylvoz, Jean-Baptiste, propriétaire et pharmacien, demeurant à Chambéry, domicile élu en sa personne et maison d'habitation, rue Croix-d'Or.

7.^e S.^r Pierre-François Suarez, prêtre et professeur au collège de Chambéry; les sieurs Suarez feu Victor, Juge d'Ugene; Suarez, Joseph-Marie, et Jean-Claude feu Georges, propriétaires domiciliés à St. Sigismond, domicile élu à Chambéry, en la personne et demeure de M.^r Thomas Bouchet, procureur au Sénat.

8.^e M.^r Nicoud, notaire royal, domicilié à Chambéry, en qualité de curateur établi à la discussion des héritiers de Jean-Marie Ganet, et aux créanciers incertains et absens, qui a élu domicile en sa personne et demeure, rue Grenette.

9.^e M. le comte et général Benoit le Barreau de Boigne, demeurant à Chambéry, domicile élu en la personne et étude de M.^r Thomas Morand, notaire audit lieu.

10.^e Vivianud Hector, feu Pierre, propriétaire-rentier, demeurant à Chambéry, domicile élu audit lieu, en sa personne et demeure.

11.^e L'Administration générale des finances Royales qui a pris inscription, à la diligence du sieur François Larache, en sa qualité de secrétaire insinuateur au bureau de Chambéry, demeurant en la même ville, lequel a élu domicile à Chambéry, rue Juiverie, maison d'Allinges, au parquet, et en la personne et demeure de M. l'Avocat Fiscal de cette province.

12.^e Demoiselle Buisson Louise-Françoise, fille de sieur François-Marie, demeurant à Chambéry, femme dudit Jean-Baptiste Gantières, domicile élu à Chambéry, en la personne et étude de M.^r Buisson Joseph, procureur au Sénat.

13.^e M. Joseph de Gantellet de Vestier, Chevalier de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, gentilhomme de la Chambre du Roi, demeurant à Chambéry, domicile élu en la personne et étude de M.^r Thomas Morand, notaire audit lieu.

14.^e Ledit noble Joseph de Gantellet de Vestier, domicile élu en sa personne et maison d'habitation à Chambéry.

15.^e Bartholémi Longue, de son chef, et comme droit ayant d'Etienne Longue, son père, Antoine, Antoinette et Claudine, enfans de d'ont Charles Longue, Indite Antoinette, femme de Louis Héritier et Ladite Claudine, de Bartholémi Longue, et encore

meur François Viret , en qualité de père et légitime administrateur de ses et de défunte Benoîte à son ledit Charles Longue , enfans , domiciliés à Chambéry , lesquels ont élu domicile audit lieu , en la personne et demeure de M.^e Antoine Magnin , procureur , située rue Neuve.

16.^e Marie Meand ménagère , domiciliée à Chambéry , domicile élu audit lieu , en sa personne et demeure , rue Croix-d'or.

17.^e Sieur Joseph feu Jean Girond et Jean Giroud , son fils , propriétaires-boulangers , habitant à Montanélian , lesquels ont élu domicile à Chambéry , en la personne et demeure de M.^e Alexis-Guérin Cornier , procureur au Sénat.

18.^e Griel Antoine , fils de Marie , propriétaire et perruquier , domicilié à Aix-les-Bains , qui a élu domicile audit lieu en sa personne et demeure.

19.^e Jean-Baptiste Forestier , notaire royal , domicilié à Aix-les-Bains , qui a élu domicile audit lieu , en sa personne et demeure.

20.^e Dame Agathe-Louise Viard-Gaudin , femme de Louis Gaudin , domiciliée à Aix , lieu dit à Cornin , qui a élu domicile à Chambéry , en la personne et demeure du notaire Marechal.

21.^e Sieur Jean-Baptiste Binet , propriétaire-négociant , domicilié à Aix-les-Bains , qui a fait élection de domicile audit lieu , en sa personne et demeure.

5.^e Encore lettres spéciales contre sieur Claude-Thérèse Gaudin , propriétaire , domicilié à Tresserve , mandement d'Aix ;

2.^e Ledit sieur Domenge Jean-Pierre , substitut-procureur , domicilié à Chambéry ;

5.^e Lesdits sieurs César et Jean-Félix-Septimien Masson , le premier Médecin , domicilié à Annecy , et le second négociant , domicilié à Lyon ;

4.^e Enfin , le sieur Michellon Louis-Maurice , procureur au Sénat , domicilié à Chambéry ;

Pour être tous cités , Savoir :

Les faillis , Louis-Gabriel et Jean-Baptiste Gaudin frères , le premier à sondit domicile et le second en conformité du §. 8 , tit. 5. liv. III des Royales Constitutions.

Les créanciers inscrits , aux domiciles ci-dessus indiqués , par eux élus dans leurs bordereaux d'inscription.

Tous les autres créanciers et prétendants droit sur les biens et valeurs desdits Gaudin frères , débiteurs faillis , par deux proclamations générales , à huit jours de date l'une de l'autre , qui seront faites par publications et affiches à la porte de l'hôtel qui sera indiqué dans les lettres , où les Magistrats formant la déléation tiendront leurs séances ; à celle du Tribunal de Judicature-Maje saché à Chambéry , à celle du bureau des hypothèques , à celle de l'auditoire du Juge du mandement de Chambéry , ou la faillite s'est ouverte , dans le ressort duquel les faillis avaient leur habitation et était située une partie de leurs immeubles ; à celle du Juge du mandement d'Aix-les-Bains , dans le

ressort duquel sont situés les immeubles en partie ; à la porte des maisons et bâtimens formant partie des avoires de la masse ; sur la place principale , et à tous les carrefours de la ville de Chambéry , et dans les lieux où se font les affiches et publications , dans les communes des Déserts et d'Aix , lieux de la situation de partie des immeubles compris dans la masse ; enfin , par insertion dans le Journal de Savoie ; le tout en conformité de l'article 151 du code hypothécaire ;

Et lesdits sieurs Claude-Thérèse Ganières, Domenge Jean-Pierre, Michellon Louis-Maurice , César et Jean-Félix-Septimien Masson , en personne ou à leur domicile , sauf ce dernier , qui devra être cité en conformité du §. III , lit. 3 , liv. III des R. C.

A paraître dans l'endroit et pardevant la personne qu'il vous plaira choisir et désigner pour être le secrétaire de la délégation et remplir les fonctions de greffier , ce qui sera spécifiquement énoncé dans les lettres , dans le délai d'un mois fixé sous peine de déchéance (terme auquel il vous plaira réduire celui établi par l'article 150 de l'édit ,) (par suite des pouvoirs qui vous ont été accordés par lesdites royales patentes ;) à l'effet , lesdits créanciers et prétendant droit sur les biens et avoires des faillis , tant hypothécaires que chirographaires , pour former leur demande et établir leurs droits , pour être admis au passif de la faillite et portés , s'il y a lieu , dans l'état général de collation , lequel , s'il n'y a pas arrangement amiable , autorisé par le Seigneur Rapporteur , sera fait de la manière prescrite par l'article 156 , et ce , sous peine de la déchéance qui sera prononcée conformément à l'article 158.

Lesdits Louis-Gabriel et Jean-Baptiste Ganières , faillis , pour fournir leurs moyens de défense et leurs exceptions , s'ils en ont , aux demandes qui seront formées.

Enfin lesdits sieurs Claude-Thérèse Ganières , Jean-Pierre Domenge , Louis-Maurice Michellon et César et Jean-Félix-Septimien Masson , dans le délai de dix jours , pour venir s'expliquer et traiter à l'amiable , s'il est possible , à défaut de ce , unir prononcer , ainsi que de droit et de raison , sur la demande du syndic , tendante à ce qu'à défaut par eux de débiter la masse de la faillite des cautionnements faits pour eux par ledit Jean-Baptiste Ganières , ils soient condamnés , ainsi que de justice , à l'indemniser de tout ce qu'elle pourra en souffrir , en principal , dommages-intérêts et depens actifs et passifs.

Par même moyen , il vous plaise Nos Seigneurs délégués , élire un créancier au procès , pour représenter les créanciers incertains et absens.

Enfin , par suite du dispositif de ladite Royale patente du 28 janvier dernier , autoriser le syndic à compléter la vente des biens de la faillite et de la fabrique de savon avec le privilège y annexé.

Le suppliant proteste de tous les frais faits et à faire , à devoir être tenu-lévyé , par privilège , sur les avoires de la masse ; et sur ce plaide pourvoir. Signé JACQUEMONT fils , conseil, MONGEAT , procureur.

COPIE DE DÉCRET.

Sont décernées les lettres générales et spéciales requises, en conformité de l'article 151 de l'édit du 16 juillet 1822, pour comparaître, dans le terme de trois mois, dans la salle des actuels, pardevant M. Carot, substitut actuaire et secrétaire de la Délégation, et seront les publications à la porte de l'auditoire de la Délégation, faites devant la porte du palais du Sénat; est autorisé le syndic de la faillite à paraitre et se présenter au nom des créanciers chirographaires qui l'ont élu, sauf à ceux-ci à se présenter en leur propre et privé nom, si leur leur semble; sont établis curateur au procès des créanciers incertains et absens M.^{re} Cornier, Prêtre des Procureurs, et Economiste aux biens et avoirs de la discussion, Charles Genuat, banquier, lesquels prêteront serment pardevant le Seigneur Rapporteur soussigné, et passeront les incombances requises; sera, en outre, procédé à la vente de la fabrique de savon, de la carrière de Lignite de Sumax, et du privilège annexé à ladite fabrique, en conformité de la section seconde de l'édit précité, et pour le surplus des ventes, sera ultérieurement pourvu par la Délégation; et en ce qui concerne les conclusions prises par le suppléant contre Claude-Thérèse Gannières, M.^{re} Louis-Maurice Michellon, M. Jean-Pierre Domenge, et contre César et Jean-Félix-Septimien Masson, comparaitront les parties pardevant le Rapporteur, aux jour et heure qui seront fixés, pour être réglés amiablement, si faire se peut. Fait à Chambéry, le 15 février 1825. Signé par les Seigneurs BAIN, président, et VIGNET, de l'avis de la Délégation.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Chambéry, le 16 février 1825, vol. 22, case 550, folio 36 recto et verso; perçu dix-huit livres. BAUDÉ.

COPIE DE LETTRES.

La royale Délégation, établie par lettres patentes de S. M., du 28 janvier 1825, au premier huissier ou sergent royal requis, le mande et commande par les présentes, que, suivant son décret de ce jourd'hui, mis au bas de la requête ci-dessus présentée par sieur André Forest, domicilié à Chambéry, en sa qualité de syndic à la faillite des frères Gannières, ex-négocians en cette ville, tu cites et ajournes généralement, en conformité de l'art. 151 de l'édit du 16 juillet 1822, tous les créanciers et prétendant droit sur les biens et avoirs desdits faillis, et spécialement:

1.^o Lesdits Jean-Baptiste et Louis-Gabriel Gannières frères, ex-négocians à Chambéry, le premier actuellement absent des États, et le second demeurant actuellement à Cornin, hameau de la commune d'Aix.

Et les créanciers spécifiés dans les deux états d'inscription; savoir:

2.^o Emilie Decret, femme Dumont, rentière, domiciliée à Chambéry, en la personne et demeure de M.^{re} Alexis-Guérin Guérin, procureur au Sénat.

3.^o M.^e Louis-François-Marie Tochon , actuaire au Sénat , domicile élu à Chambéry , place St. Léger , en sa personne et demeure.

4.^o Dumas Michel , Jaquet , dit Petit , François ; Guerraz Charles , Roux , dit Guerraz , Joseph ; Bouvard Pierre , dit Maçon ; Dumas , dit Monard , Michel ; Perrin Henri , Chappéron Christophe , B. , dit Crupin , Michel ; Vullierme Bon , Dumas , dit Linaudet , Joseph ; Regairaz Henri , Vullierme Pierre , et Mermet Joseph , dit Duplan , tant de leur chef , que comme procureurs des autres cosequedeurs de la montagne du Désert , domicile élu à Chambéry , en la personne et demeure dudit M.^e Alexis-Guérin Cornier , procureur au Sénat.

4.^o Sieur Antoine Métral , avocat , demeurant à Lyon , domicile élu en l'étude et personne de M.^e Jérôme Nicoud , notaire royal , demeurant à Chambéry , rue Grenette.

6.^o Etienne Montagnole , feu Claude , propriétaire , demeurant à Chambéry , domicile élu audit lieu , en sa personne et demeure.

7.^o Jean-Baptiste Sylvoz , propriétaire et pharmacien demeurant à Chambéry , domicile élu en sa personne et demeure , rue Croix-d'or.

8.^o Révérend Pierre-François Suarez , prêtre et professeur au collège de Chambéry ; les sieurs Suarez , feu Victor , Juge d'Urgine , Suarez Joseph-Marie et Jean-Baptiste , feu Georges , propriétaires , domiciliés à Saint-Sigismond , domicile élu à Chambéry , en la personne et demeure de M. Thomas Ranchet , procureur au Sénat.

9.^o M.^e Jérôme Nicoud , notaire royal , domicilié à Chambéry , en qualité de curateur établi à la discussion des biens de Jean-Marie Ganet et aux créanciers incertains et absens , domicile élu en sa personne et demeure , rue Grenette.

10.^o Monsieur le Comte et Général Benoît Le Borgne de Boigne , demeurant à Chambéry , domicile élu en la personne et étude de M.^e Thomas Morand , notaire royal audit lieu.

11.^o Hector Viviani , feu Pierre , propriétaire-tenant , demeurant à Chambéry , domicile élu audit lieu , en sa personne et demeure.

12.^o L'Administration générale des Finances Royales , qui a pris inscription à la diligence du sieur François Laracine , secrétaire-insinuateur , domicile élu à Chambéry , rue Juiverie , maison d'Alinges , au parquet , en la personne de M. l'Avocat-Fiscel de cette province.

13.^o Louise-Françoise , fille de François-Marie Buisson , demeurant à Chambéry , femme dudit Jean-Baptiste Guérin , domicile élu en la personne et demeure de M.^e Buisson , procureur au Sénat.

14.^o M. Joseph de Gantellet de Vectier , domicile élu en la personne et étude de M.^e Thomas Morand , notaire royal , domicilié à Chambéry.

15.^o Ledit M. Joseph de Gantellet de Vectier , domicilié à Chambéry , domicile élu en sa personne et demeure.

16.^o Barthélemy Longue , de son chef et comme droit-ayant d'Etienne Longue , son père , Antoine , Antoinette et Claudine ,

enfants du défunt Charles Longue ; ladite Antoinette femme de Louis Héritier , et ladite Claudine , de Bartholémi Lenoir , et encore sieur François Virat , en qualité de père et légitime administrateur de ses et de défunte Benoîte à son ledit Charles Longue , enfans , domiciliés à Chambéry , domicile élu audit lieu , en la personne et demeure de M.^e Antoine Maguin , procureur au Sénat.

17.^e Marie Micaud , ménagère , domiciliée à Chambéry , domicile élu audit lieu , en sa personne et demeure , rue Croix-d'or.

18.^e Joseph, feu Jean Giroud et Jean Giraud , son fils , propriétaires boulangers , domiciliés à Montbéliard , domicile élu en la personne et demeure de M.^e Alexis-Guérin Garnier , procureur au Sénat.

19.^e Antoine fils de Marie Griol , perruquier , domicilié à Aix-les-Bains , domicile élu audit lieu , en sa personne et demeure.

20.^e M.^e Jean-Baptiste Forrestier , ouvrier royal , domicilié à Aix-les-Bains , domicile élu audit lieu , en sa personne et demeure.

21.^e Agathe Louise Viard-Gandin , femme de Louis Ganières , domiciliée à Aix , lieu dit à Cornin , domicile élu à Chambéry , en la personne et demeure du notaire Mareschal.

22.^e Jean-Baptiste Binet , négociant , domicilié à Aix-les-Bains , domicile élu audit lieu , en sa personne et demeure.

A comparaitre à Chambéry , dans la salle des actuaire , pardevant M.^e François Canet , substitut-secrétaire au Sénat , que la Délégation a nommé pour son secrétaire , dans le terme de trois mois , pour venir établir leurs droits sur ladite faillite , tant de ce , privé d'eux ; et lesdits frères Ganières , fournir leurs moyens de défense et exceptions aux demandes qui seront formées dans l'instance ; et seront les publications , à la porte de l'auditoire de la Délégation , faites devant la porte du palais du Sénat ; est autorisé le syndic actuel de la faillite à paraître et se présenter au nom des créanciers chirographaires qui l'ont élu , sauf à ceux-ci à se présenter en leur propre et privé nom , si bon leur semblera ; sont établis curateur aux procès des créanciers incertains et absens M.^e Cornier , Prieur des Procureurs , et économe aux biens de la discussion , Charles Genoud , banquier ; à la charge par eux de prêter serment entre les mains du Seigneur Sénateur Comte Vignet , pardevant qui la cause sera instruite , et passer les autres inconvénances requises ; sera procédé à la vente de la fabrique de savon , de la carrière de lignite de Soumar , et du privilège annexé à ladite fabrique , en conformité de la section seconde de l'édit précité , et pour le surplus des ventes , sera ultérieurement pourvu par la Délégation ; et en ce qui concerne les conclusions prises par le suppliant contre Claude-Thérèse Ganières , M.^e Louis-Maurice Michelon , M. Jean-Pierre Domenge , et contre César et Jean-Ellis-Séplimien Masson ; comparaitront les parties pardevant le Seigneur Rapporteur , au jour et heure qui seront fixés , pour être réglées amiablement , si être se peut.

Donnés à Chambéry , en délégation , le 15 février 1825.

CANET , Secrétaire.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 11 Mars.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 10 Mars. Le 18 février dernier, un incendie avait éclaté dans l'établissement de la filature de coton de M^{rs}. Verney et Comp.^{te}, situés aux Cermes, incendie causé par l'imprudence d'un ouvrier. Le progrès des flammes a été promptement arrêté par les secours prodigués par les RR. PP. Capucins et par les Pompiers, accourus sur les lieux avec toute la célérité possible. M. l'inspecteur de la Compagnie générale des Assurances contre l'incendie, informé de cet événement par M. Fiset, agent de la Compagnie en cette ville, s'est rendu de suite, de Lyon à Chambéry; et le lendemain de son arrivée, en suite de l'estimation faite à la satisfaction des deux parties, les directeurs de l'établissement ont reçu le montant de leur perte, évalué à la somme de 1700 livres, et qui, sans les secours prompts et efficaces qui ont maîtrisé le feu, aurait pu s'élever à plus de 200 mille francs. L'administration, jalouse de témoigner sa satisfaction à la Compagnie des Pompiers, pour le zèle qu'elle a déployé dans cette circonstance, et dont elle donne des preuves admirables dans tous les incendies, a fait verser une somme de cent francs dans la caisse de cette Compagnie.

Intendance Générale de la Division de Savoie.

A V I S.

L'Intendant de la Division de Savoie prévient les habitants des communes de la province de Savoie-Propre dont les récoltes de 1824 ont été détruites par l'effet de la grêle, que les ouvrages en rectification de la route royale entre Cagnin, confinent Chambéry et le pont de St. Charles,

évalués à 34,004 l. 89 c., ont été adjugés au sieur François Denoyez, et seront en activité dès le mercredi 9 mars courant.

En conséquence, tous ceux de ces habitans, hommes, femmes et enfans, de l'âge de 12 à 60 ans, qui voudront s'occuper à ces ouvrages, soit comme manœuvres, soit comme propriétaires d'attelages à bœufs ou à cheval, pour gagner des moyens de subsistance, peuvent se présenter, dès ledit jour et suivans, munis d'une déclaration sur papier libre, délivrée par le Syndic de leur domicile, constatant qu'ils appartiennent à une commune ou section de commune grélée, au bureau de M. l'Ingénieur, à Chambéry, vis-à-vis Porte-Reine, ou au domicile dudit Denoyez, maison Georges, faubourg de Alache, n.º 132, d'où ils seront immédiatement dirigés sur les ateliers.

Les manœuvres devront être munis de pelles et pioches, et les propriétaires d'attelages, de tombereaux et autres moyens de transport.

Les mesures sont prises pour que chacun jouisse d'un juste prix de journée proportionné à ses forces, en soit payé exactement tous les huit jours, et pour qu'aucun ouvrier ne puisse être renvoyé des ateliers sans motifs reconnus légitimes par la préposé de l'administration comme à ces fins.

Chambéry, le 2 mars 1825.

L'Intendant général,

PULLINI.

A V I S. — Adjudication de travaux publics.

Le 28 mars courant, il sera procédé au bureau de la Vice-Intendance de Maurienne, par voie de soumissions cachetées, à l'adjudication des travaux de reconstruction de l'église de la commune de Sollières, sur la mise à prix de 3167 l. 84 c.

Le délai pour faire ensuite de nouveaux rabais de sixième ou demi-sixième sera de dix jours francs et expirera le 7 avril suivant, à midi précis.

PIÉ MONT.

Turin, 2 Mars. S. M., conformément aux intentions des Rois d'Espagne et pieuse mémoire, Victor-Amédée III, son père, et Victor-Emmanuel, son frère, a ordonné l'érection d'un autel en marbre dans la Chapelle de l'Ordre religieux et militaire des SS. Maurice et Lazare, dans la ville d'Aoste. S. M. fait fournir les matériaux nécessaires et a assigné, pour la sculpture, une somme de huit mille livres sur le trésor de sa Maison. Par cette souveraine disposition, S. M. a satisfait à la fois à deux mouvemens de son cœur religieux et bienfaisant, en contribuant à l'ornement d'un temple consacré au culte divin, et favorisant les beaux arts, parmi lesquels la sculpture tient un rang distingué.

(Gazz. Piem.)

— La Classe des sciences morales, historiques et philologiques de l'Académie Royale, dans sa séance du 24 février, a entendu les lectures suivantes : 1.º Rapport au nom d'une Commission, par M. le chevalier Cesare de Salmas, touchant une Dissertation manuscrite du Chevalier Mondet, Capitaine dans le Corps Royal d'Artillerie, intitulée : *De Spingarda* ; 2.º lecture de cette Dissertation ; 3.º seconde Dissertation de S. Exc. M. le Comte Nipion, sur le manuscrit *De imitatione Christi*, dit le manuscrit d'Arona.

5 Mars. Le 27 février dernier, S. M. a daigné recevoir en audience particulière les deux Syndics de la ville de Gènes, M. le marquis Brignole-Sale et M. Louis Morio, envoyés en députation auprès de S. M., pour lui exprimer toute la reconnaissance des Génois, au sujet du traité récemment conclu entre S. M. et la Sublime Porte, dont l'Etat de Gènes doit particulièrement retirer de si grands avantages. S. M. a daigné accueillir leur hommage avec une extrême bonté, et M. les députés se sont retirés pleinement satisfaits, heureux de rapporter dans leur patrie de nouvelles preuves de la bienveillance souveraine.

— S. M., prenant en considération les raisons particulières de santé et de famille représentées par S. Exc. M. le duc d'Angoulême, Premier Secrétaire d'Etat pour les finances, lui a accordé une démission sollicitée à plusieurs reprises. Et voulant lui donner un témoignage de sa royale satisfaction pour les services importants qu'il a rendus, S. M. a daigné l'élever à la haute dignité de Grand Amiral de l'Empire des SS. Maurice et Lazare, et lui a conféré en même temps le titre et le rang de Grand de la Couronne.

S. Exc. est remplacé au ministère des finances par S. Exc. M. le P. Président Comte Louis de Boursier, Chev. Grand-Croix des SS. Maurice et Lazare, Contrôleur général des Finances.

— M. Scheremetieff, gentilhomme de chambre de S. M. l'Empereur de Russie, adjoint à la Légation russe près notre Cour, vient d'arriver de Florence en cette Capitale.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

La commission chargée par S. M. l'empereur de Russie de prendre connaissance des désastres causés par l'inondation du 19 novembre, a terminé son rapport. Il en résulte que le nombre des personnes qui ont péri n'est que de 460. Celui des maisons détruites est de 462. On a distribué 898,630 roubles entre 15,495 personnes.

A N G L E T E R R E.

Le bill contre l'association catholique d'Irlande a passé à la troisième lecture, à la majorité de 225 voix contre 78.

F R A N C E.

Paris, 4 Mars. La Chambre des Députés a rejeté une proposition tendante à limiter l'indemnité des rentes sur l'Etat à celle des biens fonds. La Chambre a adopté avec amendement l'article premier du projet, dans les termes qui suivent :

« Trente millions de rente au capital d'un milliard sont affectés à l'indemnité due aux Français dont les biens fonds ont été expropriés par la France tel qu'il était au 1^{er} janvier 1793, qui ne comprennent pas en exécution des lois sur les émigrés, les déportés et les condamnés révolutionnaires.

« Cette indemnité est définitive, et, dans aucun cas, il ne pourra y être affecté aucune somme excédant celle qui est portée dans le présent article.

— On prépare des appartements à l'hôtel de l'ambassade d'Autriche, pour S. A. le prince de Metternich.

— On écrit de Saint-Petersbourg que M. Stelfox-Canning, plénipotentiaire de S. M. B., a eu, le 6 février dernier, une audience particulière de S. M. l'empereur Alexandre.

— Il vient d'arriver à Paris un magnifique sarcophage égyptien coulé de sculptures et d'hieroglyphes. Selon l'inscription de M. Champollion, défunt, nommé Ouziphior, était un prêtre d'Amon et d'Amon, dit-on.

de roi Psammétique. Ce monument, tiré des catacombes de Memphis, remonte à l'an 650 avant J. C.

3 Mars. La discussion des nombreux amendemens proposés sur l'art. 2 du projet relatif à l'indemnité a déjà occupé deux séances de la Chambre des Députés, et en occupera peut-être encore deux autres.

— On évalue à cinquante-jeux mille le nombre des personnes réduites à la misère, par les suites des inondations de la Hollande, et l'on porte à cinq millions de ridders les pertes de l'Oost-Feier.

5 Mars. La discussion des amendemens à l'art. 2 du projet relatif à l'indemnité a duré deux nouvelles séances et n'est pas encore terminée. Jusqu'ici tous les amendemens, hors un seul, ont été rejetés.

Actions de la Banque de France : 1997 fr., 50 c. : 2005 fr., 2030 fr.

Cinq pour cent consolidés : 15 fr., 10 c. : 105 fr., 80 c.

ITALIE.

Une effreuse calamité vient de fondre sur Ville infortunée de Sainte-Maure. Un violent tremblement de terre, qui a eu lieu le 19 février dernier, a rendu la ville désormais inhabitable. Toutes les maisons sont entièrement détruites, ou extrêmement endommagées. Toutes les églises, hors une seule, se sont écroulées. Le renversement des magasins, la perte de toutes les denrées, la destruction de tous les fours et moulins, ont plongé les habitans dans les plus pressans besoins; des milliers d'individus sont réduits à la plus affreuse misère. On compte un grand nombre de victimes ensevelies sous les ruines. Le gouvernement des Sept-Iles s'est empressé d'envoyer le plus promptement possible tous les secours dont il a pu disposer. Le tremblement de terre s'est fait sentir à Corfou presque à la même heure. La ville de Prevesa doit avoir beaucoup souffert du même secour.

VARIETÉS.

La Société Académique de Savoie nous ayant invité à rédiger un article sur les *Paragrés* et à l'insérer au Journal, pour répondre dans le Duché la connaissance de cet appareil, nous donnons ici cet article tel qu'il a été lu à la Société, dans sa séance du 6 mars courant.

Ceux qui voudront se procurer des exemplaires détachés de cet Article, en trouveront à l'imprimerie du Journal de Savoie, rue du Sénat, à Chambéry.

Des Paragrés, de leur efficacité, de leur construction et de leur disposition dans les campagnes.

On s'accorde généralement à admettre une grande analogie, si ce n'est l'identité même entre la cause de la foudre et celle qui produit la grêle (1), ce fléau destructeur qui, dans quelques instans, peut anéantir tout le fruit des pénibles travaux de l'agriculture, et déplorer les calamités, dont nous n'avons pas besoin de rappeler de nombreux et douloureux exemples. Si la science et l'art sont parvenus à préserver un point quelconque des explosions de

(1) Il y a du moins entre ces deux phénomènes une coïncidence avec fréquence pour faire présumer qu'en atténuant le cause de l'un, on peut prévenir l'autre, ou au moins en diminuer les effets.

la foudre, en déchargeant le nuage orageux qui le menace, de ce mystérieux fluide qui produit de si grands et si terribles phénomènes, n'y a-t-il pas lieu de conjecturer que des appareils analogues au paratonnerre, multipliés et distribués sur une grande surface, exerçant ainsi une influence plus étendue sur les nuages qui planent au-dessus d'elles, peuvent soustraire une plus grande masse de fluide électrique, et prévenir ainsi le développement des germes désastreux que l'atmosphère porte dans son sein ?

En 1819, on avait proposé, dans les Etats-Unis d'Amérique, au paragrêle, formé d'une barre de bois de dix à douze mètres de haut, enduite de goudron, et destinée à être placée sur le sommet des montagnes ou des coteaux arides. En 1820, M. Lapostolle, professeur de Physique et de Chimie à Amiens, substitua au goudron une tresse de paille, attachée le long d'une perche armée à son sommet d'une pointe aiguë en bois. Cette construction a subi des variations que nous indiquerons plus bas.

Le moyen préservateur proposé par M. Lapostolle fut d'abord accueilli peu favorablement. Mais, comme l'observait judicieusement les savans rédacteurs de la *Bibliothèque Universelle*, il faut s'armer du doute philosophique, avant de rien prononcer contre une découverte à laquelle on a peine à croire, et se rappeler que, dans l'histoire des sciences naturelles, on rencontre plusieurs exemples de faits, étranges en apparence, dont la possibilité était niée au premier abord, parce qu'on ne pouvait pas les expliquer sur le champ, et qui n'en étaient pas moins véritables. Les auteurs citent l'exemple des pierres météoriques et celui des paratonnerres; on peut ajouter, entr'autres, la fameuse découverte de la circulation du sang.

M. Tollard, Professeur de Physique à Tarbes, dans les Hautes-Pyrénées, a fait au paragrêle de M. Lapostolle, des changements et des améliorations dont nous parlerons bientôt. Ce physicien, dans un rapport adressé au Préfet de son département, expose une série de faits qui paraissent ne devoir laisser aucun doute sur l'efficacité du nouvel appareil.

Vers la fin du mois de mars 1821, M. Tollard plaça des paragrêles en paille dans huit ou dix communes d'un canton situé au Nord-Est de Tarbes; ces paragrêles occupaient un espace d'environ trois mille hectares (près de quinze lieues carrées). On avait choisi, pour les placer, les lieux le plus souvent frappés par la grêle. Au mois de juin suivant, ils furent tous préservés d'une grêle qui ravagea une partie du département et qui, en particulier, détruisit complètement la commune d'Ibos, située hors de la ligne des paragrêles, et sur laquelle fondirent des masses énormes de grêlons.

M. Tollard donne le détail des orages accompagnés de grêle, qui eurent lieu dans le même département, les 25 avril, 8 mai, 5, 15, 16 et 17 juin 1821 sur diverses communes. « D'après ces ob-

servations, dit-il, il y aurait eu dix-sept ou dix-huit communes plus ou moins touchées par la grêle : et des dix-huit paragréées, en tout ou en partie. Collongues aurait reçu de la grêle dans la partie non-paragréée, voisine de Castelvieuille, Cabenne (paragréée), située au milieu des communes d'Aubarède, de Poney, de Mon et de Chelles, grêlées, a échappé, comme par enchantement, au fléau destructeur : Barbazan, Aurélian, Boulou et Liru ont été préservées d'une grêle qui a enlevé une partie des récoltes des communes voisines. Gourdon et Maledon doivent vraisemblablement leur salut aux paragréées des communes de Ganac-Coussau, Soraux, Lachade et Lousac, qui ont été préservées, tandis que leur voisine Sarouille a été frappée....

« Les faits, qui ne peuvent être contestés, dont l'ensemble doit être, pour celui qui aura la carte sous les yeux ou qui connaîtra les localités, une preuve matérielle des heureux effets des paragréées, ne sont-ils pas de nature à concilier toutes les opinions et à engager tous les propriétaires à élever sur leur terrain des instruments si simples et si peu coûteux, qui peuvent mettre les campagnes à l'abri des funestes effets de la grêle ? »

M. Tollard, après avoir décrit tous les orages qui ont eu lieu dans le département des Hautes-Pyrénées en 1823, dit expressément que toutes les communes paragréées ne souffrirent nullement : « celles qui ne l'étaient qu'en partie, ajoute-t-il, eurent à se plaindre de leur négligence. »

Le paragréé de M. Tollard a été introduit en Bavière, aux environs de Munich. En juin 1825, une grêle désastreuse a forténuement endommagé plusieurs cantons et surtout les alentours de Murek Trieter. Les champs d'un seul propriétaire (M. Laginger), qui se sont trouvés munis de paragréées, ont été préservés.

Dans la Lombardie, le Frioul, l'Istrie, la Carniole et la Dalmatie, sur les bords du Pô et dans le bas-Padouan, le paragréé a été mis en usage par M. Bertoni de Milan, par M. Astolfi, ingénieur de Bologne, et par M. le baron Crud, de Genève, traducteur des *Principes raisonnés d'Agriculture* de Thaër. Les vingt-deux et vingt-quatre juin, deux violents orages ayant successivement eu lieu dans le Milanais, plusieurs propriétés rurales furent ravagées, et les seules terres de MM. Malazzani et Otellini, armées de paragréées, furent épargnées au milieu de terrains dévastés par la grêle. On aperçut, dans cette circonstance, des hommes au sommet des fleches métalliques des appareils. La maison *Pirago* de Milan ayant établi des paragréées en paille dans les deux petites communes de Grengo et Brenna, sujettes depuis 1811, à des ouragans fréquents, furent préservées dans les journées des 15 et 22 mai 1824, qui furent si funestes à tous les villages voisins. Deux jours après, les terres de Pessano, paragréées, furent également épargnées. Le 5 juin de la même année, vingt-cinq communes du Milanais furent dévastées par un violent orage, et celles qui se trouvaient armées de paragréées eurent que de la paille. La même chose arriva, le 15 juin, dans les environs de Trivoglio.

M. Astolfi rapporte que, pendant l'orage du 19 juin, qui vomissait une grosse grêle sur les environs d'Altedo, près de Bologne, une queue de qu'il avait armée d'une cinquantaine de paragrêles, ne reçut que des grains de la consistance de la neige, qui n'y causèrent aucun dommage.

Pour ne pas trop allonger cet article, nous omettons un grand nombre d'autres faits analogues, rapportés par M. Tullard, par MM. Bertrami, Astolfi, Crud et par la Gazette de Bologne. Passons à la construction et à la disposition de l'appareil dont il s'agit.

Les paragrêles usités jusqu'ici sont de deux espèces, qui ne diffèrent que par le choix du conducteur.

Le paragrêle formé avec la paille est composé d'une longue perche armée à son sommet d'une verge de laiton qui se termine en pointe, et le long de laquelle est fixée une longue tresse de paille de froment ou de seigle prise dans sa parfaite maturité. Cette tresse, au centre de laquelle on introduit un cordon de lin éru, de douze à quinze fils, et qui l'accompagne dans toute sa longueur, doit être formée de quatre cordons composés chacun de trois petites nattes, et avoir au moins en tout quinze lignes de diamètre. Pour tresser la paille, on l'humecte avec l'eau de pluie. Cette corde dure d'autant plus qu'elle est plus serrée. On l'attache solidement au sommet de la perche, et on la fait tendre jusqu'à terre, où elle doit entrer; on la tourne en spirale autour de la perche, ou bien on la fixe par des fils de laiton ou de cuivre rouge, placés à environ dix-huit pouces les uns des autres. La verge métallique de laiton doit avoir au moins deux lignes de diamètre, et neuf ou dix pouces de long. L'appareil construit de cette manière se fixe solidement sur des pieux de chêne dépouillés de leur écorce, de six ou sept pieds de long, et enfoncés à moitié dans la terre.

Dans l'autre espèce de paragrêles, on substitue à la corde de paille, un fil de laiton de demi-ligne d'épaisseur, assujéti le long de la perche par de petits anneaux métalliques recourbés. Pour que ce fil de laiton ne puisse être facilement nulé par les enfans ou les ind intentionnés, on le fixe dans la terre en l'y attachant à un bâton couché horizontalement, et en le recouvrant, au-dessus du sol, de petites nattes de roseau, de paille ou de tout autre matière convenable, garnie d'épines liées autour de la perche.

Les peupliers d'Italie ou les sapins peuvent très-avantageusement tenir lieu de perches (1). Dans ce cas, il suffit de fixer solidement au sommet de l'arbre, un filon d'une longueur convenable, armé de la verge de laiton dont nous avons parlé, et

(1) Les sapins, les peupliers d'Italie et autres arbres qui s'élèvent en pyramide, peuvent être considérés comme des paragrêles naturels.

auquel on attache l'une des extrémités de la corde ou du fil de laiton , que l'on ajuste ensuite le long du tronc de l'arbre , jusque dans la terre , de l'une ou l'autre des deux manières que nous avons indiquées ci-dessus.

Dans les deux paragraphes que nous venons de décrire , on place une verge de laiton au sommet , à cause de la facilité qu'on trouve dans les pointes métalliques , de soutirer le fluide électrique des nuages qui en sont chargés ; et la corde de paille , ou le fil de laiton servent de conducteur pour transmettre ce fluide dans le sein de la terre (1). On recommande aux habitans des lieux de ne pas approcher de ces appareils et surtout de ne pas les toucher dans les momens d'orage.

Les paragraphes doivent se placer de préférence sur les hauteurs qui dominent les terrains environnans. Quant à la distance à laquelle il convient de les placer , il paraît que les idées ne sont pas encore fixées sur ce point ; car M. Tollard conseille de les mettre de 26 à 32 mètres (de 80 à 98 pieds) de distance les uns des autres ; et ceux de M. Grad sont à 450 pieds aux confins de terrains non armés , et à une distance même plus grande dans l'intérieur des propriétés paragraphées. En général , ils doivent être plus rapprochés dans les terrains de peu d'étendue , qui sont seuls armés de ces appareils , que dans les grands espaces qui en seraient pourvus.

La Société Linnéenne de Paris , qui a inséré dans les *Annales* (Cahier de novembre 1804) , un résumé des faits recueillis en France , en Italie et en Allemagne sur la propriété des paragraphes , la Société Linnéenne , disons-nous , dans la vue d'exciter l'émulation pour la propagation de ce moyen préservateur , a décerné une récompense à M. Bertrami de Milan , à M. le Baron Grad , de Genève , et à M. l'ingénieur Astolfi , de Bologne , qui ont le plus contribué à faire adopter les paragraphes dans des cantons sujets à de fréquens orages. La même Société aurait voté une médaille d'or à M. Tollard , s'il n'eût pas été lié avec elle par des rapports de correspondance qui lui ont paru de nature à lui interdire d'offrir au mouvement inspiré par le zèle de ce professeur.

M. le Professeur Chavannes a lu à la Société des Sciences naturelles du Canton de Vaud , un *Mémoire* sur les paragraphes , dont un extrait est inséré dans la *Bibliothèque universelle* de Genève , du mois de janvier 1825. Ce *Mémoire* rapporte tous les faits dont nous avons parlé ci-dessus. La Société du Canton de Vaud , prenant en considération l'importance de l'objet dont il s'agit , a prié le Conseil d'Etat de prendre les mesures les plus convenables pour un essai de paragraphes en 1805 , sur divers points du canton , afin de constater , d'une manière péremptoire , le degré d'utilité de ces appareils. Toutes les dispositions sont faites pour remplir cet objet : et la Société des Sciences naturelles de Genève a pris , de son côté , les moyens propres à concourir au même but.

(1) On préfère le laiton ou même rouge ou fer , à cause de la rosille à laquelle ce dernier est sujet.

MANIFESTE pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés rière la commune de Rumilly, inscrits à la colonne de défunt Claude l'aîné Grumeau à feu François, posséder par ses enfans et héritiers ci-après désignés, poursuivie à la diligence de demoiselle Anne-Louise-Amédée Morand de Chambéry, qui a fait élection de domicile en l'étude de M. François Bardet, procureur à Annecy.

Le Tribunal de Préfecture du Genevois étant à Annecy, fait savoir, qu'en exécution des jugemens des 30 avril et 3 juin 1820 et 4 juin 1822, rendus par le Juge de Rumilly, auxquels le bail du 30 nivôse au 8, Boissard notaire, a donné lieu, demoiselle Anne-Louise-Amédée Morand, domiciliée à Chambéry, en cette partie héritière de dame Anne-Marie Favier, veuve Morand, sa mère, et, par requêtes décrétées ci-dessus, les 20 février 1825 et 18 juillet 1824, notifiées, la première par exploit du sergent Ward du 15 septembre 1825, et la deuxième par exploit du sergent Simonod, du 17 juillet 1824, fait faire injonction à Jean-Louis, Guillaume Grumeau, habitant à Sules, le dernier tant de son chef que comme cessionnaire de Noël son frère, à Jean-François Grumeau habitant à Rumilly, à Claudine l'aînée Grumeau, femme de François Dufresne, à Françoise et Claudine la cadette Grumeau habitantes à Boussey, et enfin à Joseph Grumeau absent des Etats de S. M., soit audit Jean-François Grumeau son mandataire par acte du 6 décembre 1817, Dufourd notaire, en qualité d'héritiers de Claude l'aîné Grumeau, leur père, de lui payer, dans trente jours, la somme de sept cent septante-cinq livres neuves, dix centimes, à elle restante due en capital, intérêts et frais, au 20 novembre 1822, sur le montant des condamnations à elle adjugées contre eux, par les jugemens précités en déclarant que, faute par lesdits héritiers Grumeau de lui payer ladite somme dans lesdits trente jours, elle ferait, passé ce délai, subhaster les immeubles ci-après désignés.

Que, par autre requête décrétée par le seigneur préfet de cette province, le 8 janvier dernier, notifiée par exploit du cinq février dernier, ladite demoiselle Morand a fait appeler lesdits consorts Grumeau, à l'audience du Tribunal du 14 dudit mois de février, et par ordonnance dudit jour M. l'Avocat-Fiscal oui dans ses conclusions, elle a été autorisée à poursuivre la vente par subhastation desdits immeubles, à la charge par l'adjudicataire de supporter les servitudes passives, affectées sur iceux, si aucune existe, et les frais de subhastation, outre le prix pour lequel les immeubles lui seront adjugés, sur la mise à prix desdits biens, à la somme de sept cent trente-quatre livres neuves, comme excédant soixante-huit la contribution royale imposée sur iceux, qui est de dix livres, trois sous, onze deniers, laquelle somme ladite demoiselle s'est obligée de payer aux créanciers antérieurs et privilégiés dudit feu Claude l'aîné Grumeau.

Que ladite ordonnance, qui a été notifiée auxdits consorts Gra-

meau, par exploit du sergent Simonod du vingt dudit février, et enregistrée au bureau des hypothèques de cette province, le 1.^{er} mars courant, a fixé la première enchère au 28 mars courant, à trois heures après midi, dans la salle des audiences de ce tribunal, sur ladite mise à prix de sept cent trente-quatre livres quarante centimes, et sous les autres charges et conditions énoncées, et sans que le plus ou moins de contenance puisse donner lieu à aucune réclamation de la part de l'adjudicataire.

Désignation des Immeubles à vendre.

1.^{re} Champ chez Guéron, sous le numéro 1742, contenant 328 toises, 6 pieds; taille 11 sous, 2 deniers.

2.^{re} Champ audit lieu, sous numéro 1743, contenant 180 toises, 4 pieds; taille 8 sous, 10 deniers.

3.^{re} Champ audit lieu, sous numéro 1744, contenant 118 toises, un pied; taille 5 sous, 10 deniers.

4.^{re} Champ audit lieu, sous numéro 1745, contenant 55 toises; taille 2 sous, 8 deniers.

5.^{re} Champ audit lieu, sous numéro 1746, contenant 109 toises, 5 pieds; taille un sou, 5 deniers.

6.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1747, contenant 27 toises, un pied; taille 1 sou, 9 deniers.

7.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1748, contenant 55 toises, 5 pieds; taille 2 sous, 5 deniers.

8.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1749, contenant 44 toises, 6 pieds; taille 2 sous, 10 deniers.

9.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1750, contenant 36 toises, 4 pieds; taille 2 sous, 4 deniers.

10.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1751, contenant 41 toises, 5 pieds; taille 2 sous, 8 deniers.

11.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1752, contenant 67 toises, taille 4 sous, 5 deniers.

12.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1753, contenant 116 toises, 7 pieds; taille 7 sous, 5 deniers.

13.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1754, contenant 85 toises, 4 pieds; taille 5 sous, 5 deniers.

14.^{re} Pré audit lieu, sous numéro 1755, contenant 281 toises, 7 pieds; taille 17 sous, 11 deniers.

Ces quatorze pièces de terre figurées sous les numéros ci-dessus sont réunies et se confinent au couchant par la terre du sieur Alphonse Dufourd, des levants et nord par le pré de Pierre Terrier.

15.^{re} Champ audit lieu, sous numéro 1760, contenant 180 toises, 5 pieds, confiné par le cur et la maison de Pierre Terrier au couchant, par le pré du sieur Dufourd et un chemin de desserte du midi, taille 9 sous.

16.^{re} Maison et cour audit lieu, sous numéro 1768, contenant 20 toises, 5 pieds, confinées par les prés desdits Terrier et Dufourd

du levant, par le pré de ce dernier et un chemin d'investiture du midi; taille un sou, 11 deniers.

17.^e Maison audit lieu, sous numéro 1759, contenant 49 toises, 5 pieds, confinée comme les articles 15 et 16.

18.^e Champ audit lieu, sous numéro 1676, contenant 154 toises, 2 pieds, confiné des couchant et midi par le champ dudit Dufourd; taille 8 sous, 9 deniers.

19.^e Champ audit lieu, sous numéro 1671, contenant 388 toises, 4 pieds, confiné par la terre du sieur Dufourd des levant, midi et couchant; taille 1 livre, 3 sous, 5 deniers.

20.^e Champ audit lieu, sous numéro 1672, contenant 91 toises, un pied, confiné par la terre du sieur Dufourd des levant, midi et couchant; taille 8 sous, 9 deniers.

21.^e Vigne et pré audit lieu, sous numéro 1654, contenant 90 toises, 2 pieds, confiné par le pré du sieur Dufourd des couchant et midi; taille 11 sous, 11 deniers.

22.^e Vigne audit lieu, sous numéro 1656, contenant 254 toises, un pied, confinée par la vigne de Cambépière au nord, au creux en forme de ruisseau du midi et partie du couchant; taille 17 sous, 7 deniers.

23.^e Pré audit lieu, sous numéro 1667, contenant 116 toises, 7 pieds, confiné au midi par le pré de Pierre Terrier, ledit ruisseau des nord et levant; taille 5 sous, 9 deniers.

24.^e Champ audit lieu, sous numéro 1861, contenant 2 journaux, 7 toises, confiné aux levant, couchant et midi par la terre du sieur Dufourd; taille une livre, 12 sous, 2 deniers.

25.^e Châtaigneraie et brussaillies audit lieu, contenant 173 toises, 2 pieds, confinées comme l'article précédent; taille 2 sous.

Total de la contenance, 9 journaux, 255 toises, 6 pieds.

Total de la taille, 10 livres, 2 sous, 11 deniers.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal du Duché, le tout en conformité et de la manière prescrite par l'édit du 16 juillet 1832.

Mande à ces fins le tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Annecy, sous le sceau du tribunal siégeant à Annecy, rue neuve, maison Abbé, le premier mars mil huit cent vingt-cinq.

Signé ARMENJON, Greffier.

Enregistré à Annecy, le 2 mars 1855, folio 121, case 1221 du 20^e vol. reçu trois livres. *Signé* DESJER, Receveur.

Pour copie conforme.

BAUME, Pour M.^e BARDET, Procureur.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immubles situés près la commune de Chavanod, possédés par Jean-Louis Paccard

de Quintal, Bernard Deloche et Joseph Belleville dit Barbaro dudit Chavanod, et procédés de Jean-Baptiste feu Jean Beauquis dit le Cavalier, duquel il est héritier, aussi de Chavanod, à la poursuite des sœurs Marie et Josephine Tranchant d'Annecy, pauvres.

Le Tribunal de Préfecture du Genevois, séant à Annecy, fait savoir que, par son jugement du 15 mars 1824, rendu entre pauvres Marie et Josephine Tranchant d'Annecy, demanderesse, icelles filles et héritières de Jean Tranchant, et Jean-Baptiste, fils et héritier de Jean Beauquis dit le Cavalier de Chavanod, en déclarant exécutoires, nonobstant surannation, celui de M. le Juge-maire du Genevois, du 12 février 1819, et donnant défaut contre ledit Beauquis, assigné par l'huissier Vindret, le 8 dudit mars, ■ a enjoint audit Beauquis, de payer, auxdites sœurs Tranchant, dix jours après la signification dudit jugement, 1.^o la somme de sept cent vingt livres, outre douze livres soixante cinq centimes de dépens; 2.^o de leur faire ■ livraison, dans le même terme, de trente coupes froment, cinq coupes sarrasin, cinq coupes avoine, cinq coupes pommes de terre, trois coupes noyaux et soixante et quinze livres rilles, et l'a condamné aux dépens taxés à vingt-six livres vingt centimes, outre quatorze livres, 60 centimes, pour enregistrement de ce jugement qui lui a été signifié par ledit Vindret, le 16 avril suivant.

Par autre jugement du 9 juin 1824, aussi rendu en contumace contre ledit Beauquis, quoique assigné en personne pour ledit jour, le 2 dudit juin, par l'huissier Laideroier, il a été condamné à payer aux Tranchant, dix jours après la notification, la somme de neuf cent vingt-six livres, pour les objets non évalués dans son premier jugement; et ce, d'après l'exhibition du prix des denrées vendues au marché d'Annecy dont est tenu registre; de même que les dépens taxés vingt-cinq livres soixante et dix centimes, outre neuf livres pour enregistrement, le tout notifié audit Beauquis, le 16 dudit juin, par l'huissier Morel-Frédel.

Les sœurs Tranchant s'étant aperçues que ledit Jean-Baptiste Beauquis avait vendu tous ses immeubles situés rière Chavanod, à Jean-Louis Pacard de Quintal, à Bernard Deloche et Joseph Belleville dit Barbaro dudit Chavanod, et pour se prévaloir, voyant qu'il ne lui restait plus rien, pour faire face à leur créance, de l'art. 124 et suivans de l'édit du 16 juillet 1811, se sont pourvues au Tribunal, pour qu'il lui plût permettre de faire notifier auxdits acquéreurs de payer les sommes à elles dues, liquidées dans leur requête à mille sept cent quarante-six livres vingt centimes, outre les intérêts échus, on de délaisser les biens par eux respectivement possédés, portés en ladite requête par numéro, désignation, taille, contenance

et confios, et ont obtenu, le 3u juillet, décret conforme, le tout quoi leur a été notifié, le 2 août, par le sergent Avrillon, commis à ces fins.

Ensuite d'autre requête du 15 septembre, présentée à défaut de paiement, aux fins de faire enjoindre, tant audit Jean-Baptiste Beauquis, qu'antidits Paccard, Deloche et Belleville, tiers détenteurs d'immeubles de nouveau confusés en icelle, de payer, dans les trente jours qui suivraient la notification, les sommes y désignées qui forment la totale de deux mille cent septante cinq livres trente centimes : lesdites Tranchant ont obtenu décret conforme à leurs conclusions qui a commis ledit sergent Avrillon, qui en a fait la signification aux quatre sus nommés, le 21 septembre, et voyant que lesdits détenteurs ne s'exécutaient point, elles se sont pourvues au Seigneur Sénateur Préfet, en joignant extrait du cadastre contenant indication des nature, quantité, numéro, situation des biens, montant de la contribution foncière et l'état général des inscriptions prises, pour qu'il lui plût fixer l'audience du Tribunal, à laquelle toutes les parties se présenteraient, pour voir autoriser la vente par subhastation desdits immeubles de nouveau confusés en leur requête, dans laquelle sont portées les conditions de la vente, et où elles ont offert huit cent cinquante-sept livres soixante-six centimes, somme égale à soixante et une fois la valeur de la contribution foncière ; cette audience, par décret du 23 décembre, a été fixée au 17 janvier 1825, copie du tout donnée auxdits Belleville et Deloche en personne, par le sergent Moëme, le 11 dudit janvier, à Paccard, par l'huissier Laidernier, le 13 ; et à Beauquis, le 14, par l'huissier Métral. Le 17 janvier, M^r Tissot, procureur constitué par les sœurs Tranchant autorisées au besoin par leurs maris respectifs, a conclu à ce qu'il plût au Tribunal autoriser la vente des biens désignés en la requête du 28 décembre, et en cette dernière avec les conditions de la vente, et telles autres qui seraient ordonnées par le Tribunal, et fixer l'audience à laquelle la première enchère aurait lieu, à de nouveau offert 857 liv. 66 cent., a accusé la contumace contre Paccard et Deloche, qui n'ont pas paru, Belleville et Beauquis ont déclaré être prêts à faire l'abandon des biens dont s'agit, sous la proteste de la part du dernier de répéter ce qui lui était dû, et ont requis délais pour présenter en due forme l'acte de délaissement des biens mis à leur tenet. Délai a été donné contre ledits Paccard et Deloche, et la cause renvoyée au 24 janvier susdit. Le 24 janvier, ledit M^r Tissot, en accusant de nouveau la contumace contre Belleville et Beauquis, a requis délai pour produire ledit jugement du 17 dudit janvier, en conséquence il a été ordonné qu'avant d'adjuger défaut, tous les défendeurs seraient réassignés pour le 7 février, ce qui a été fait, quant audit Paccard en personne, par le sergent Avrillon, le 27 janvier, et quant auxdits Deloche, Belleville et Beauquis aussi en personne, par le sergent Moëme, le 28 même mois.

A l'audience du 7 février, le tribunal, ouïes procureurs présents, a donné acte de la contumace accusée par ledit M.^r Tissot contre ledit Beauquis, a déboute Deloche, Parcard et Belleville de leurs réquisitions aux fins d'obtenir un délai, pour démontrer qu'il n'est rien dû aux demandereses, et a nommé pour curateur aux biens délaissés par Parcard M. Bardet qui a accepté ladite charge et prêté le serment en tel cas requis, et a fixé la première enchère pour la subhastation des biens ci-après désignés au 24 mars, et a ordonné que ce jugement serait notifié audit Beauquis. Toutes les pièces ci-devant désignées et dûment enregistrées.

Désignation des Immeubles à vendre, portés à la cote de Jean-Louis Paccard.

1.^{re} Maison sous le numéro 1551, composée d'une cuisine et poêle, contenant 4 toises.

2.^{re} Placéage sous le numéro 1552, au midi de ladite maison, de la contenance de 10 toises.

3.^{re} Four indivis avec Bernard Deloche, sous partie au sud-est du numéro 1552, contenant 2 toises, 4 pieds; le tout confiné au nord et au midi par le champ de Bernard Deloche, au levant par maison et placéage du même et mesure de Jean-Antoine Déruez, et au couchant par un chemin.

4.^{re} Murprier figuré sous le numéro 1755, contenant 47 toises, deux pieds; champ sous le numéro 1756, contenant un journal, 5-4 toises, taille d'une livre, 17 sous; broussailles et pré sous le numéro 1757, de la contenance de 178 toises, de la taille de 2 deniers; pré sous le numéro 1760, contenant 3-8 toises, 4 pieds; taille de 5 sous, 4 deniers; broussailles sous le numéro 1763, contenant 12 toises, taille d'un denier; pré sous le numéro 1764, contenant 250 toises, 5 pieds; taille 7 sous, 10 deniers; le tout confiné au nord par le champ de Bernard Deloche, pré et broussailles de Philippe Beauquis, au midi par un ruisseau, pré et broussailles de Jean-Antoine Déruez, au levant par un chemin et et au couchant par un ruisseau et le pré de Philippe Beauquis.

5.^{re} Bus sous numéro 1764, de la contenance de 256 toises, un pied, taille de 4 sous, confiné au couchant par un chemin, et de toutes autres parts par bois de demoiselle l'ayre.

Cote de Bernard Deloche.

Pré sous le numéro 1752, de la contenance de 226 toises, 7 pieds, taille de 15 sous, huit deniers; marguer actuellement en mp, contenant 6 toises, sous le numéro 1751.

Champ sous le numéro 1750, contenant 500 toises, taille de 2 livres, 2 sous, 6 deniers.

Pré sous le numéro 1749, contenant 16 toises, 5 pieds, taille de 8 sous.

Champ sous le numéro 1748, contenant 215 toises, 2 pieds, taille de 6 sous, 1 denier.

Broussailles sous le numéro 1747, contenant 60 toises, 5 pieds, taille d'un sou; le tout confiné au nord par terre de M. Germain, au midi par champ de Bernard Deloche, au levant par un chemin, et au couchant par un pré de Jean-Claude Fontaine et terre de M. Germain.

Maison sous le numéro 1550, consistant en grange, habitation et écurie, de la contenance d'environ 6 toises, taille d'un denier.

Placéage sous partie du N.^o 1551, contenant 2 toises, 3 pieds.

Pour indivis avec Jean-Louis Paccard, sous partie au sud-est du numéro 1552, contenant 2 toises, 4 pieds, taille de 11 deniers.

Pré sous le numéro 1550, de la contenance de 128 toises, un pied, taille de 6 sous, 11 deniers.

Champ sous les numéros 1015 et 1016 au midi, contenant un journal, 550 toises, taille une livre, 18 sous, 10 deniers, le tout confiné au nord par le champ de M. Garbillion, au midi par les champ et mesure de Jean-Antoine Dérnaz, pour indivis entre lesdits Bernard Deloche et Jean-Louis Paccard, maison de Jean-Louis Paccard, au levant par champ et mesure de Jean-Antoine Dérnaz, et au couchant par un chemin, maison et placéage de Jean-Louis Paccard.

La moitié au couchant du champ sous le numéro 1487, contenance d'un journal, cent novante et une toises, trois pieds, taille d'une livre, 16 sous, 8 deniers, pour ladite moitié confinée au nord par un sentier, aux midi et levant par champ de Jean-Antoine Dérnaz, et au couchant par un chemin et champ de ce dernier. Champ sous le numéro 1520, sans taille, contenant 585 toises, 7 pieds, confiné au nord par un chemin, aux midi et couchant par le champ de M. Garbillion, et au levant par la vigne de Jean-Antoine Dérnaz.

Champ sous numéro 1525, de la contenance d'un journal, 529 toises, un pied, taille de 7 sous, 5 deniers, confiné au nord par le champ de Panchon Castel veuve Garin, et de toutes autres parts par les champ et marais de M. Garbillion.

Bois broussailles sous le numéro 1494, contenant 227 toises, 3 pieds, taille d'un sou, un denier.

Bois broussailles sous le numéro 1494, contenant un journal, 184 toises, taille un sou; ces deux numéros indivis avec Jean-Antoine Dérnaz, confinés au nord par le bois de M. Faye, au midi par champ et bois de Nicolas Branguis et frères, au levant par bois de Louis Brunier et au couchant par champ de Nicolas Branguis et frères.

Bois broussailles sous le numéro 5003, contenant un journal, 56 toises, 7 pieds, taille d'un sou, 3 deniers indivis avec Jean-Antoine Dérnaz, confinés de toutes parts par bois de demoiselle Faye.

Champ sous le numéro 1475, contenant 5 journaux, 285 toises, 7 pieds, taille de 2 livres, 1 sou, dix deniers, confiné au nord par champ de demoiselle Favre, au levant par le champ de Joseph Belleville dit Barbaro, champ de demoiselle Favre, et au couchant par pré de celle-ci.

Champ sous le numéro 1497, contenant 2 journaux, 574 toises, 5 pieds, taille une livre, 15 sous, 1 denier, confiné au nord par bois de M. Garbillion, au midi par champ de Joseph Belleville dit Barbaro, champ de demoiselle Favre, au levant par le champ de la même et bois de Jean-Louis Premier, et au couchant par bois indivis entre plusieurs particuliers, et le champ de demoiselle Favre.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

L'adjudicataire devra payer le montant de son acquisition, sans distinction d'époque d'exigibilité, aux créanciers hypothécaires sur les objets mis en vente, et ce suivant le règlement qui sera fait entre les créanciers, ou l'ordre qui interviendra, s'il y a lieu.

ARTICLE II.

Il entrera en jouissance sitôt après la notification du jugement d'adjudication, en justifiant du paiement des frais de poursuites légitimes, et ce, sans diminution de son prix, pour lequel il donnera sûreté, à moins qu'il ne soit premier créancier colloqué et que sa créance absorbe le prix.

ARTICLE III.

Il payera de même sans imputation les contributions assises sur les immeubles dont s'agit, et supportera sans répétition toute servitude occulte ou patente, s'il y en a.

ARTICLE IV.

Il payera aussi tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du 28 décembre 1829 inclusivement, sans aucune diminution du prix.

ARTICLE V.

Il sera tenu à tout ce que prescrit en pareil cas l'édit du 16 juillet 1822.

En exécution des jugements et décrets ci-dessus énoncés, et à la requête desdites pauvres Marie et Joseph Tranchant, autorisés en besoin par leurs maris respectifs, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et sur la mise à prix offerte par lesdites Tranchant, qui est de 857 livres, 46 centimes : en conséquence la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribu-

nal de Préfecture séant à Annecy, rue Neuve, maison Abbé, le 23 mars prochain, à 9 heures du matin.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité des articles soixante et dix-sept et cent deux du susdit Edit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Munide à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Annecy, sous le sceau du tribunal, le 25 février 1825.

Signé ARMENTON.

Enregistré à Annecy, le 28 février 1825, folio 118, case 1201 du 10.^e debt, trois livres OASIER.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles de Jacques-Antoine Hôte, serrurier, domicilié à la ville de Moutiers, situés près la même ville, à la poursuite et diligence de Jean Bompard cadet, négociant, domicilié à l'Hôpital - sous-Confians.

Le Tribunal de Judicature majeure de la province de l'arén-taise, séant à Moutiers, fait savoir que, par jugement du vingt-huit avril dix-huit cent vingt-quatre, prononcé ledit jour aux comparans, dûment enregistré le douze novembre suivant, sieur Jacques-Antoine Hôte, serrurier, domicilié à Moutiers, a été condamné à payer au sieur Jean Bompard cadet, négociant, domicilié à l'Hôpital sous Confians, dans le délai de cinquante jours, 1.^o la somme de dix-huit cent septante-trois livres septante-cinq centimes en capital porté par le contrat de vente à crédit, en date du quinze septembre dix-huit cent dix, Hy-bard notaire, enregistré, consenti en faveur dudit Hôte, par M. Laurent Avet, inscrit au bureau des hypothèques dudit Moutiers, le onze octobre suivant, et encore le vingt-cinq septembre dix-huit cent vingt-trois, et transporté par ce dernier audit sieur Jean Bompard cadet, par autre acte du treize octobre dix-huit cent vingt-trois, Cornuot notaire, dûment ins-titué à Confians, le trois novembre suivant, volume neuf, folio deux cent cinquante, payé les droits par reçu signé Dela-chenot; 2.^o les intérêts tels que de droit, loyaux coûts et frais d'inscription dudit acte; 3.^o les dépenses y taxés à vingt-neuf livres quinze centimes.

Ledit Hôte n'ayant pas satisfait à ce jugement, sieur Bom-pard a traité une saisie mobilière le vingt novembre suivant, ensoins des décrets et lettres exécutoires émanées de ce Tri-bunal, les douze et quinze même mois, dûment enregistrées:

mais n'ayant rien trouvé de saisissable dans son domicile ainsi qu'en résulte de l'exploit du sergent Villiel, dudit jour, il s'est de nouveau pourvu par requête décrétée par ce Tribunal, le quatre décembre suivant, pour qu'injonction lui fût faite audit Hôte, de lui payer, dans le délai de trente jours, la somme générique de deux mille cent trente-deux livres soixante-onze centimes, montant du capital, intérêts, frais et dépens dérivant du jugement précité et liquidés dans ladite requête, en déclarant que, passé ce délai, il sera procéder à la vente des immeubles dudit Hôte par voie de subhastation, conformément à l'édit royal du 16 juillet 1821, et par ordonnance du même jour dûment enregistré, il a été enjoint audit Hôte de payer audit Compard, dans le délai requis de trente jours, la somme réclamée, et l'huissier Charvin fut commis pour faire les notifications requises, et par exploit du quatorze décembre, cette ordonnance fut signifiée au débiteur Hôte par l'huissier commis.

Ce débiteur n'ayant pas non plus satisfait à cette injonction, le sieur Compard a présenté nouvelle requête, le trente-un janvier dernier, à M. le Juge-Maje, pour qu'il lui plût indiquer l'audience à laquelle les parties devraient paraître devant le Tribunal, aux fins d'autoriser la mise en vente des immeubles spécifiés, tant au bas de la requête, que dans l'extrait du cadastre y joint, sous les charges et conditions y désignées, et sous celles qu'il plairait au Tribunal y ajouter, et fixer en même temps l'audience à laquelle aurait lieu la première enchère; par son décret du même jour dûment enregistré, M. le Juge-Maje a fixé ladite audience au quatre février suivant, cette requête, suivie de la désignation des immeubles à subhaster et dudit décret, fut signifiée au débiteur par exploit de l'huissier Favre, du trois dudit février.

Les parties ayant paru à l'audience du quatre février, le demandeur, en la personne de M^e Piston, procureur à ce Tribunal, son fondé de pouvoir, par acte du 25 février 1823, Gorzon notaire, par lequel acte il a élu domicile en l'étude dudit M^e Piston; et le défendeur Hôte en personne, assisté de M^e Bernard aîné, son procureur, furent renvoyées à l'audience du onze même mois, et par ordonnance sous cette dernière date, dûment enregistrée, le Tribunal, ouï le rapport, lesdites parties et l'Avocat-fiscal, en donnant acte aux comparans de leur dire, offres et réquisitions, a autorisé la vente des immeubles dont il s'agit, a fixé l'audience pour la première enchère, au dix-huit mars prochain, à neuf heures du matin, a commis l'huissier Fraissard pour faire la notification en conformité de l'édit, et a mandé au greffier de cédans de dresser le manifeste requis. Lesdites ordonnance, requête et extrait du cadastre y annexés, ont été notifiés audit Hôte par l'huissier commis, par exploit du vingt-trois février courant, le tout enregistré au bureau de la conste-

vation des hypothèques de Moulins, le vingt-six même mois, suivant le certificat délivré par M. Bouvier, insinuateur.

En conséquence, les immeubles ci-après désignés seront vendus en un seul lot, étant contigus les uns aux autres et n'étant pas susceptibles de division, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal, le dix-huit mars prochain, à neuf heures du matin, rue du Petit-Pré-Commun, maison Didier, sous la mise à prix de quatre cents livres neuves, somme excédant de beaucoup soixante fois la contribution royale y affectée, qui n'arrive qu'à cinquante-cinq centimes, valeur de neuf sous deux deniers anciens, somme offerte par le poursuivant, ayant pour son procureur M^e Piston, domicilié en cette ville, en l'étude duquel il a déclaré être domicile.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

1.^o Maison sise à la rue des Prêtres, territoire de Moulins, de la contenance cadastrale de 14 toises, 5 pieds, figurée sous le n.^o 1506 de la mappe de cette ville, affectée à la taille royale de 2 sous huit deniers ;

2.^o Cour audit lieu, de la contenance de 5 toises, six pieds, sous le n.^o 1509, affectée à 1 sou 1 denier de taille ;

3.^o Grange et écurie audit lieu, de la contenance de 18 toises, 4 pieds, sous le n.^o 1787, taxé à 3 sous 11 deniers de taille ;

4.^o Enfo, un jardin audit lieu, de la contenance de 10 toises, 6 pieds, sous le n.^o 1505, à 2 sous de taille royale, le tout contigu l'un à l'autre, closé par les bâtimens et place provenant des noirs Guillot au couchant, par la rue dite de l'Ecole-des-Mines au levant, et par celle dite des Prêtres au midi.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Lesdits immeubles seront exposés aux enchères ledit jour, sous la mise à prix de quatre cents livres, offerte par ledit Bompard, poursuivant, formant plus de soixante fois le montant de leur contribution royale, et en un seul lot, vu qu'ils sont contigus et ne peuvent se diviser ;

2.^o Aucun enchérisseur ne sera admis à miser qu'après avoir rempli les formalités et obtenu l'autorisation prescrite par l'art. 79 de l'édit royal du 16 juillet 1821.

3.^o L'adjudicataire prendra les immeubles dans l'état où ils se trouveront, avec ses servitudes actives et passives, s'il y en a.

4.^o Il sera tenu de se charger des contributions affectées aux immeubles, dès le premier janvier dernier; il payera le prix de son adjudication, à présentation des bordereaux de collocation, aux créanciers qui seront utilement colloqués, sans

distinction de créances exigibles ou non exigibles, et se conformera en outre à tout ce qui est prescrit en pareil cas par l'édit cité ;

5.^o Il payera tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du treize-un janvier dernier inclusivement, sans diminution de prix.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité des art. 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mandé à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, affiches, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Montiers, sous le sceau du Tribunal, le vingt-huit février dix-huit cent vingt-cinq. Signé Raymond, greffier.

Requis à Montiers, le premier mars dix huit cent vingt-cinq. Cas. 625, folio 78, volume 7 ; payé trois livres par reçu signé Bonier.

RAYMOND.

MANIFESTE •

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés sière la Commune de S. Eustache, et possédés par Ral Jean-François TROUS, Recteur dudit lieu et y résidant, et Jeanne CORRAU, veuve Mermot, aussi domiciliée audit S. Eustache.

Le Tribunal de Préfecture de ■ Province de Genevois, séant à Annery, fait savoir que, par son jugement du vingt et un mai mil huit cent vingt-trois, rendu entre le sieur Jean-François Rose, cultivateur, habitant à Saint-Jonz, demandeur, et François feu Pierre Barat, pour lors habitant à Saint-Eustache, contumax, ledit jugement enregistré le 28 dudit mai, et signifié en personne audit Barat, par exploit du sergent Moriel Frédel, le 31 dudit mai, il a condamné ledit Barat à payer à Rose, dix jours après la signification d'icelui, 1.^o la somme de onze cent trente-six livres, dont ledit Barat était débiteur du sieur Joseph Rose, duquel ledit Jean-François est héritier, pour le prix de la cession à lui faite par acte du 13 avril 1819, Guillet, notaire ; 2.^o celle de deux cent vingt-sept livres, vingt centimes, pour quatre annués d'intérêts échus au 13 avril 1823, 3.^o celle de quarante-quatre livres, trente centimes pour frais dudit acte ; 4.^o celle de vingt-quatre livres, vingt centimes pour dépens.

Le défaut de paiement a nécessité une exécution faite par ledit sergent Moriel-Frédel le 29 juin suivant, qui n'a produit qu'un verbal de capture. Les sequestres faits ensuite entre les mains de Joseph Barat et Eustache son fils, les 21 juin et

2 juillet même année, ont eu le même sort, le tout dûment enregistré.

Ledit Jean-François Rose, pour obtenir un résultat favorable, s'est pourvu le 5 mai 1824, pour faire procéder à adjudication sur les biens confisqués en sa requête, ce qui a été exécuté le 23 juin suivant, par le notaire Jean-François-Marie Velloz; mais comme les pièces portées en ladite requête n'ont pas suffi pour apurer la créance de Rose, qui est encore resté créancier de neuf cent vingt livres et quatre-vingt-treize centimes, celui-ci, vu que ledit Barat était entièrement déchu, a été obligé d'agir contre les tiers détenteurs des biens affectés et hypothéqués, pour sûreté de sa créance.

A cet effet, il a présenté, le six août, requête contre révérend sieur Jean-François Thoiné, Recteur de Saint-Eustache, et Jeanne Cottard, veuve Mermet, du même lieu, par laquelle il leur a fait enjoindre de lui payer lesdites neuf cent vingt livres et quatre-vingt-treize centimes, avec intérêts tels que de droit, ou de laisser les biens confisqués en icelle, protestant, lorsque le délai de trente jours serait expiré, d'agir en exécution de l'édit du 16 juillet 1822, et a obtenu décret conforme ledit jour, dûment enregistré, et le tout notifié à l'un et à l'autre, par le sergent Marcelly, le 17 même mois.

Ensuite de l'exécution de la part desdits deux détenteurs, sieur Rose s'est pourvu au Seigneur Sénateur, président du Tribunal, tant contre ledit François Barat, actuellement habitant à Saint-Jorioz, que contre ledit Révérend Thoiné et ladite veuve Mermet, aux fins d'être cités pardevant le Tribunal, pour voir autoriser la vente par subhastation des immeubles de nouveau désignés en ladite requête, par numéros, taille, dénomination, contenance et confias, de même que la mise à prix, qui est de cent vingt livres, et les conditions de la vente, de tout quoi, de même que du décret du Seigneur Président, du quatre du courant, qui renvoie les parties à paraître à l'audience du Tribunal du 17 suivant, copie, le tout dûment enregistré, a été donnée aux trois sus-nommés en personne, le 25 janvier, par le sergent Maniglier.

A l'audience du Tribunal du 17 dudit janvier, les parties ont paru, soit pour Rév.^d Thoiné, M.^e Gardin, substitut de M.^e Palquet, fondé de mandat du 6 mai 1819. Demoiselle notaire, à l'exception de Barat, contre lequel M.^e Tissot, au nom de Rose, a accusé la contumace et ont été renvoyées au 24 même mois, pour ledit Révérend Thoiné justifier d'un acte de délaissement de la pièce de terre par lui possédée. Le 24 janvier, ne se sont présentés au Tribunal que ledit M.^e Tissot et M.^e Marchant, procureur de la veuve Mermet, lequel a justifié d'un acte de désistement de la part de celle-ci, du 17 janvier. M.^e Tissot, en accusant la contumace, tant contre ledit Révérend Thoiné que contre Barat, a demandé l'autorisa-

tion de la vente ; en conséquence , le Tribunal , en nommant M.^e Fontaine , procureur en ce siège , curateur aux biens délaissés par ladite veuve Meunier , a autorisé ladite vente et fixé la première enchère au 28 février.

Désignation des immeubles à vendre.

Pièce de terre possédée par Révérend Thomé , pour un quart seulement , soit cent trente-six toises , trois pieds , à prendre aux couchant et midi , mappe et cadastre de Saint-Eustache , sous le numéro 92 , payant quarante-six croûtes de taille , lieu dit à la Noyère , qui se confine par la portion de Joseph Barot , du même numéro , du levant , et par celle de Madame de Saint-Réal du couchant.

Portion de grange au village du Crest , même commune , payant sept centimes de taille , sous le numéro 333 , confinée par la propriété du poursuivant des levant et nord.

Conditions de la vente , renouvelées dans le jugement du 24 Janvier.

1.^o L'adjudicataire devra payer le montant de son acquisition sans distinction d'époque d'exigibilité , aux créanciers hypothécaires sur les objets mis en vente , et ce suivant le règlement qui sera fait entre les créanciers , ou l'ordre qui interviendra.

2.^o Il entrera en jouissance sitôt après la notification du jugement d'adjudication , en justifiant du paiement des frais de poursuites légitimes , sans diminution de son prix , en donnant des sûretés pour le paiement , ou en consignat le prix de son adjudication.

3.^o Il payera de même sans imputation les contributions assises sur les immeubles dont il s'agit , et supportera sans répétition les servitudes orultes ou patentes , s'il y en a , et se soumettra en outre aux charges et conditions que le Tribunal croirait devoir déterminer , et se conformera à tout ce qui est prescrit par l'édit du 16 juillet 1872.

4.^o La première mise à prix est de cent vingt livres , quoique Rose ait offert celle de trente et une livres , un centime , égale à soixante et une fois la contribution royale. L'adjudicataire payera les créances exigibles ou non , de la manière qui sera déterminée , à concurrence de la première mise à prix désignée ci-dessus.

En exécution des ordonnances et décrets ci-dessus énoncés à la requête du sieur François Rose , propriétaire , habitant à Saint Jorioz , ayant pour procureur M.^e Louis Tassot , l'un

de ceux postulant en ce siège, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et sur la mise à prix de cent vingt livres, désignée ci-devant, de même que dans le jugement du 24 janvier; en conséquence, la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Préfecture du Genevois, siégeant à Annecy, maison Abbé, rue neuve, le 28 février prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur ledit prix de cent vingt livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent-deux du même édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, affictions, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné audit Annecy, sous le sceau du Tribunal, le 3 février 1825. Signé ARMENJON.

Enregistré à Annecy, le 4 février 1825, folio 166, case 610 du 10.^e volume; reçu trois livres. Signé ONSIEK.

Supplément au Manifeste.

Aucun miseur ne s'étant présenté à l'audience du 28 février, le Tribunal a renvoyé pour l'adjudication définitive au onze avril prochain, à trois heures après midi; les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par le poursuivant, dans le Manifeste ci-devant et de la manière y expliquée.

Pour en être conforme :

TISSOT, Pr.

MANIFESTE

Extrait des Archives civiles du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge, à tous soit notoire et manifeste

Que, par requête du huit avril dix-huit cent vingt-trois, dame François-Marie Rollier, veuve du sieur Colly, Charles-Antoine, Jean-Claude, Louis, Jean-Marie, Josette Colly, et Année Cullerje, veuve de Claude-Antoine Colly, en qualité de tutrice de Pierre-Bernard; Pauline, Charlotte et Péronne Colly, ses enfants, tous propriétaires, demeurant à Thonon, sous M.^e Jean-

Claude Colly, substitut procureur, habitant à Chambéry et Jean-Marie Colly, domicilié à Bretonne, se sont pourvus au Sénat de Savoie contre Claude et Claudine Bourgeaux, femme autorisée de Nicolas Baud, aux fins que, conformément à l'article 94 de l'édit royal du 16 juillet 1812, injonction leur fût faite de payer aux demandeurs, consortis Colly, dans le terme de trente jours dès la notification, la somme de quatre mille cinquante livres neuves avec tous légitimes accessoires en dérivant, en vertu et en exécution de l'arrêt rendu entre les parties le vingt août mil huit cent vingt-deux, et c'est en déclarant qu'à défaut de paiement dans ledit terme, lesdits demandeurs se pourvoiraient par-devant qui de droit pour poursuivre l'exécution sur les immeubles, en conformité de l'édit précité. Cette requête, décrétée de *non montré à partie*, pour suite pertinente réponse dans huit jours, a été notifiée auxdits Bourgeaux et Baud, par exploit du sergent royal Outhil, du huit mai mil huit cent vingt-trois. Aucune réponse n'ayant été faite par ceux-ci, le Sénat, par décret du vingt-quatre dudit mois de mai, a accordé l'injonction requise, et, à cet effet, commis le sergent royal Bernaz.

En conséquence, cette même injonction a été notifiée aux susdits Bourgeaux et Baud, par exploit du sergent commis, du premier août suivant.

Les débiteurs ne se sont point mis en devoir de payer les sommes par eux dues, de telle sorte que, par requête du vingt-trois avril mil huit cent vingt-quatre, lesdits consortis Colly ont demandé à M. le Juge Maje du Tribunal de Préfecture de cette province, permission de faire assigner les mêmes débiteurs, pour voir ordonner la vente des biens portés au rôle mis au bas de ladite requête; par décret dudit jour, l'audience pour avoir autorisé cette vente, avait été fixée au cinq mai, et ce dernier jour, le Tribunal fixa l'audience du treize juin suivant, pour la première enchère.

Dès-lors, l'instance a été suspendue, de manière que, par autre requête du deux décembre même année, lesdits demandeurs ont requis nouvelle permission, aux fins de nouvelle autorisation; enfin, par ordonnance du 20 dudit mois de décembre, rendue à la diligence desdits consortis Colly, qui ont fait élection de domicile à St. Julien, en l'étude de M^e Claude-Antoine Rouph, le Tribunal a autorisé la vente dont s'agit. Cette ordonnance, ainsi que la requête et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée auxdits Bourgeaux et Baud, par exploit du sergent royal Grillet, du huit janvier courant, et enregistrée avec l'exploit de notification, au bureau des hypothèques de St. Julien, où il a été laissé une copie authentique, le douze suivant, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas par M. Collomb, conservateur.

Désignation des Immeubles à vendre.

1.^o Bois châtaigneraie et pâturages, sous les numéros 456, 457.

470, 561, contenant 2 hectares, 4 perches et 30 mètres, confiné du midi, par le bois des frères d'Artaz et un ruisseau, au levant par le bois de M. La Rive, et au couchant par un chemin, du produit net de 10 livres 95 centimes, impôt foncier 1 095.

2.^o Champ au Grand-Cervant, sous les numéros 491, 492, 463, contenant 18 perches, 63 mètres, confiné au levant par le champ des noirs Longet, au couchant par les noirs de Joseph Lacorbière, au midi par Charles Dombre, du produit net de 72 centimes, imposé à 0 072.

3.^o Champ dit au Crez-Tendu, sous les numéros 509, 510, 512, contenant 30 perches, 79 mètres, confiné au couchant par François Dupenloup, au midi par François Jandin, et au levant par lesdits noirs Lacorbière, du produit de 7 livres 54 centimes, impose à = 754.

4.^o Pré-Verger dit grand Pré, sous le numéro 577, contenant 90 perches, 18 mètres, confiné au couchant par un chemin, au midi par pré des noirs Milleret, et au nord par celui de Pierre Cotel, du produit net d'une livre, 98 centimes, impôt 0 198.

5.^o Champ au grand Pré, sous le numéro 581, contenant 13 perches, un mètre, confiné au midi par un ruisseau, au nord par un chemin, et au levant par champ d'Aimé Jaccoux, oncle et neveu, du produit net de 4 livres, 16 centimes, imposé conséquemment environ 0 416.

Mise à prix de ce lot : 183 livres.

SECOND LOT.

6.^o Un jardin et pré sous les numéros 595, 596, 597, contenant 7 perches, dix-neuf mètres, confiné au levant par un chemin, au midi par un ruisseau et au nord par la terre de Clément Duboule, du produit net de 2 livres, 35 centimes, imposé à 0 255.

7.^o Pré au grand Pré, sous le numéro 501, contenant 10 perches, 20 mètres, confiné au midi par un ruisseau, au couchant par un verger des noirs d'Antoine Bondaz, aux nord et levant par les noirs Jaccoux, du produit de 36 centimes, impôt 0 036.

8.^o Champ sous le numéro 610, situé derrière le Bois, contenant 16 perches, 62 mètres, confiné au midi par un ruisseau, aux levant et couchant par terre de Claude Perret, du produit net de 2 livres, 86 centimes, impôt 0 286.

9.^o Un verger, sous numéro 616, situé sur le Bois, contenant une perche, 54 mètres, confiné aux midi et nord par des chemins, et au couchant par la terre d'Aimé Jaccoux, du produit net de 6 centimes, impôt 0, 009.

10.^o Un champ, sous numéro 648, lieudit à la Tate à la Veuve, contenant 11 perches, 97 mètres, confiné, des nord, couchant et

midi, par des ruisseaux, et du levant par la terre de Henri Gaillard, du produit net d'une livre 58 c. impôt 1. 100.

11.^o Champ dit vers le Bois, sous les numéros 712, 725 et 726, contenant 91 perches, 52 mètres, confiné du couchant par le champ de François Dupenloop, du levant par celui de Joseph Bouillet, et du midi par un ruisseau, du produit net de dix livres et 90 centimes, impôt 1. 100.

12.^o Champ dit Vers-le-Bois, sous numéro 715, contenant une perche, 6 mètres, confiné du couchant par un chemin, du nord par le champ d'Antoine Bondaz, et du midi par le jardin de Matthieu Dombre, du produit net de 14 centimes, impôt 0 030.

13.^o Un champ, lieudit au champ Bosy, sous numéros 730 et 731, contenant 15 perches, 17 mètres, confiné au midi par un chemin, du levant par le champ d'Antoine Bondaz, et du couchant par la vigne de Joseph Bouliotte, du produit de 4 livres, impôt 0 450.

14.^o Bois châtaigneraie, dit à la Grande-Venue, sous numéro 137, contenant 14 perches, 17 mètres, confiné du midi par un chemin, du nord par un ruisseau, et au couchant par les bois d'Antoine Bondaz, du produit d'une livre 4 centimes, sur l'impôt de 0 104. La mise à prix de ce lot est de 93 livres.

15. Granges, hangard, cour et maison au village des Bois, sous les numéros 774, 775, 778 et 779, contenant en tout 5 perches, 18 mètres, confiné aux couchant et nord par des chemins, du levant en partie par la maison des Longet et autres, du revenu de 2 livres 94 cent., impôt 0 304.

TROISIÈME LOT.

16.^o Une Maison et cave, sous le numéro 783, contenant 77 mètres, lieudit au village du Bois, confinée des midi et levant par un ruisseau, du couchant par la grange de Matthieu Dombre, du produit de 44 centimes, impôt 0 060.

17.^o Une cour, sous le numéro 791, contenant 61 mètres, confinée des midi, couchant et levant par des chemins, du nord par le four et la cour de Charles Guingouant, du produit de 31 centimes, impôt 0 040.

18.^o Bois châtaigneraie, sous numéro 909, contenant 18 perches, 64 mètres, confiné du nord par un ruisseau, des midi et couchant par des chemins et par le bois des sieurs Ozier et Brun, du revenu d'une livre, 18 centimes, impôt 0. 115.

19.^o Bois châtaigneraie aux Marand et l'emur, sous le numéro 903, contenant 10 perches, 15 mètres, confiné au midi par le bois des bois de Jean-Baptiste Pailhard, du nord par celui de Molly Pierre, du revenu de 72 centimes, impôt 0. 082.

20.^e Teppe au Grand Cervand , sous le numéro 954 , contenant une perche , 28 mètres , qui se confine au midi par la terre de Charles Guignon , du nord par celle des bois Looget , produit 6 centimes , impôt 0. 019.

21.^e Bois châtaigneraie à la Fontaine Françon , contenant 14 perches , 63 mètres , confiné au midi par un chemin , au nord par le bois de M. Jaillet , du levant par celui du sieur Gailard , d'un revenu net d'une livre , 93 centimes , impôt 0. 200.

22.^e Vigne et champ lieu dit aux Grandes-Vignes , contenant 29 perches , 28 mètres , confiné au couchant par un chemin ; du levant par la vigne des noirs de Jean Claude Bonson , du midi par la terre de Claude et Joseph Pinget , du revenu de 10 livres , 17 centimes , impôt 0. 270.

Total de l'impôt foncier : 9 livres , 2 centimes , 4 millièmes.

La mise à prix de ce lot est de 179 livres.

Les biens ci-devant désignés sont situés dans la commune de Saint-Geigues.

La vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se composent et sont possédés par lesdits Bourgeois , avec les servitudes qui peuvent les affecter , sans que le plus ou le moins de contenance exprimée puisse donner lieu à aucune garantie ou recours ;

2.^o Que l'adjudicataire payera le prix d'adjudication , avec les intérêts de ce jour de cette adjudication , d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre , à tout créancier colloqué , sans distinction de créances exigibles ou non exigibles ; qu'il introduira ce jugement d'ordre , à ses frais et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où siège le tribunal à St-Julien , à l'audience du 9 février prochain , à neuf heures du matin , d'abord , en détail , le premier lot sur la mise à prix de cent quatre-vingt-trois livres ; le second sur celle de quatre-vingt-treize livres , et le troisième sur celle de cent septante-neuf livres ; et ensuite , en bloc , sur la mise à prix de quatre cent cinquante cinq livres , offerte par les poursuivans , et excédant soixante fois le montant de la contribution foncière affectée au ledit biens , ou sur le montant des mises partielles , s'il y en a.

Le présent Manifeste sera lu , publié et affiché , notifié et inséré dans le Journal de cette division , en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent deux de l'édit précité.

A ces fins est commis le sergent royal Grillet , de résidence à

Annemasse, pour faire lesdites publications, affiches, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir. Dressé à S.-Julien, sous le sceau de ce Tribunal, le treize janvier mil huit vingt-cinq.

Et ledit jour, sept février, le Tribunal, en donnant acte au procureur des poursuivans de la contumace encourue par les mariés Claudine Bourgeaux et Thomas Baud, M. l'Avocat-fiscal ouï, a ordonné l'ouverture des enchères, et deux bougies ayant été successivement allumées pour chaque lot, Jean-Nicolas Grobel a offert du premier de ces lots, quatre cent soixante-cinq livres, et du second desdits lots, deux cents livres. Enfin, il a été allumé deux autres bougies, pour la mise aux enchères des biens en bloc, desquels il a été offert, par Joseph Flamaud, veuve de Pierre Bourgeaux, la somme de treize cents livres, pour laquelle le Tribunal lui a adjugé provisoirement lesdits biens, en renvoyant l'adjudication définitive, au vingt-deux mars suivant, à neuf heures du matin, à laquelle audience les enchères seront ouvertes sur lesdites mises à prix, en ordonnant que l'adjudication provisoire sera notifiée aux défallans.

Enregistré à S.-Julien, le 14 janvier 1825, vol. 6. fol. 198; case 168; perçu trois livres. Signé COLLOMB.

Signé ROURN.

Pour copie conforme : ROURN, pour M^e ROURN, p.^r

MANIFESTE

Extrait des Archives civiles du Tribunal de Préfecture de la Province de Carouge.

La Royale Délégation, nommée par lettres-patentes de S. M. du 28 janvier 1825, fait savoir :

Que, par lettres-patentes de S. M., du premier mars 1823, Garniers frères avaient obtenu un privilège exclusif, pour la fabrication de savon, pendant quinze ans dans le Duché de Savoie.

Que, par jugement du 23 décembre 1824, la Commission Royale nommée par lettres-patentes du 31 juillet précédent, a déclaré que ledit privilège appartient à la masse des créanciers.

Que, par ses décrets mis sur requêtes présentées par aient André Forest, vendus provisoire à la faillite, des 15 février et premier mars 1825 (dénoué enregistrés à Chambéry les 16 février et 2 mars, dite année, sous le droit, le premier de 18 livres, et le second de 6 livres, à l'onneur des reyes signés Baudé, rece-

veur), elle a ordonné qu'il serait procédé, par une seule enchère, le jeudi 24 avril prochain, pardevant le Tribunal de Judicature-Maje de Chambéry, à ces fins connus, par le décret sus-cité, du premier mars courant, à la vente de ladite fabrique de savon, de son privilège, et d'une carrière de charbon fossile dit *Lignite*, jointe à ladite fabrique par destination, sur la mise à prix qui en serait faite par le sieur Etienne Longue, expert nommé, suivant le manifeste qui en sera dressé par le Secrétaire de la Délégation, aux charges prescrites par l'édit du 26 juillet 1822.

En conséquence, ladite Délégation fait savoir que les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère ledit jour, 24 avril prochain, pour être expédiés de la manière ci-après expliquée.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE.

Une fabrique de savon située lieu dit à Mérande, à cinq minutes de Chambéry, consistant en un terrain, cour, jardin et pré, de la contenance de 3 journaux, 312 toises, entièrement clos de murs, réunissant :

1.^{re} Un bâtiment de nouvelle construction, très-vaste, couvert en ardoises, où l'on a établi deux chaudières pour faire cuire le savon, quatre mises pour le recevoir, et plusieurs autres réservoirs pour conserver les lessives, une forge avec son soufflet, une grue tournant sur pivot, quatre romaines, et enfin les ustensiles qui ont servi à la fabrication et dont on pourra prendre connaissance.

2.^{re} Une ancienne maison de maître, avec remise et écurie.

3.^{re} Un bâtiment pour cultivateur.

4.^{re} Une grande cave voûtée, hors murs, chemin entre deux.

Tous les immeubles ci-dessus désignés proviennent du sieur Joseph Favre, sous la fabrique, à forme d'acte du 29 octobre 1822, Claude Saint-Martin notaire, ledit acte dûment insinué à Chambéry, le 8 novembre suivant, sous le droit de 506 livres, 10 centimes, signé Laracien, insinuateur.

Lesdits immeubles, inscrits sous les numéros 1441, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1455 et 1454 de la mappe de Pignet et de la Croix-Rouge. Le clos est confiné au nord par un chemin public et au levant par les bois Blanchard; dans cet enclos passe un ruisseau très-considérable qui entre en entier dans la propriété, au sortir d'une usine où sont établis des moulins et une scie.

La cave est confinée au levant par lesdits bois Blanchard, et au midi par un chemin public, le tout inscrit pour l'année courante aux droits de 4 livres, 68 centimes.

La carrière de lignite située à Souvaz, à une heure de Chambéry, près de la grand'route de cette ville à Aix, provenant de

Jacques Jarret , par acte du 8 avril 1825 , Chappéron notaire , ledit acte dûment insinué à Chambéry le 29 dudit , sous le droit de 72 livres , cinquante centimes , signé Laracine , insinuateur , consiste en une pièce de terre de la contenance de 200 toises de Savoie , environ , inscrite sous partie des numéros 152a 172 et 151ij de la mappe de ladite commune , confinée au nord et midi par terres dudit Jarret ; elle renferme dans toute son étendue une couche très-épaisse de charbons , placée près de la surface du sol ; elle est inscrite inculte et sans produit.

L'exploitation de cette carrière est facile , et l'emploi qui en a été fait jusqu'à ce jour pour la fabrication de savon , prouve la grande bonté et l'importance de ce combustible , qui pourra servir lorsqu'il sera mieux connu , pour un excellent chauffage domestique ,

CLAUSES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Les enchères des objets ci-dessus seront reçues , sur l'estimation qui en a été faite de 50,000 livres , par sieur Etienne Longue , à forme de son rapport du 2 courant , dûment enregistré à Chambéry , le 3 dudit , sous le droit de 3 livres , et adjugés au dernier enchérissseur , à l'extinction de trois bougies vieilles.

2.^o L'adjudicataire ne sera définitivement propriétaire incommutable , qu'autant que , dans les quinze jours après celui de l'adjudication , il n'y aura pas eu surenchère d'un sixième.

3.^o En cas de surenchère d'un sixième , il y aura une seule et nouvelle enchère , dont les jour , lieu et heure seront déterminés par une seule affiche , en conformité des articles 106 et 107 de l'édit précité.

4.^o En sus , et sans aucune diminution du prix de l'adjudication , tous les frais faits pour parvenir à la vente , dont l'état sera présenté , lors des enchères , par le secrétaire à ces actes communs , et dont le montant sera mentionné dans son procès-verbal , seront à la charge de l'adjudicataire et payés comptant entre les mains dudit secrétaire.

5.^o Les frais de procès-verbaux d'enchères , de contrat , les droits d'insinuation , l'émolument dû au secrétaire , une expédition de tous les actes pour le syndic , des procès-verbaux de vente et d'enchères , seront aussi à la charge de l'adjudicataire et payés comptant.

6.^o L'adjudicataire aura droit à jouir des immeubles décrets ci-dessus , de la manière qu'en jouissaient les frères Guindres , sous la permission de tenir cette manufacture en activité , au lieu où elle est établie , ainsi que le jugement du 25 décembre 1821 le prescrit ; il sera autorisé au lieu et place , ainsi que dans tous les droits des

dits frères Ganières , pour les servitudes actives , et supportera les passives si aucunes existent , le tout sans autre maintenance ni garantie que de n'avoir fait aucun acte contraire au présent.

7.^o L'adjudicataire payera comptant 15,000 liv. sur le prix de son adjudication , qui seront ensuite employés à payer l'hypothèque que le sieur Favre a sur lesdits immeubles , et le surplus de ladite adjudication sera payé dans les trois mois suivans , avec l'intérêt au taux légal , entre les mains du sieur Charles Genoux , banquier à Chambéry , économe à ladite faillite ; à quel effet , l'adjudicataire donnera caution reconnue solvable par le syndic.

8.^o L'adjudicataire restera principal obligé , au cas qu'il déclare avoir mis pour ses amis à élire.

9.^o L'adjudicataire n'entrera en possession et jouissance qu'après avoir rempli les charges ci-dessus , qui sont de rigueur , et non comminatoires ; en conséquence , en cas de contravention ou d'inobservation de la part de l'adjudicataire , il sera facultatif au syndic de faire , sans autre et de suite , procéder à la vente des mêmes immeubles , à la folle enchère de l'adjudicataire qui ne s'y conformerait pas.

10.^o En cas de vente à la folle enchère , l'adjudicataire au préjudice duquel elle serait faite , sera tenu à tous les frais qu'elle occasionnerait , ainsi qu'à la différence du prix en moins , et n'aura droit à aucune augmentation , s'il y en a.

11.^o Les personnes qui voudront enchérir seront obligées de se présenter , avant l'ouverture des enchères , pardevant le secrétaire de la Délégation , pour faire leur déclaration , et ne seront admises qu'autant qu'elles seront notoirement reconnues solvables.

Tous les titres et instructions seront déposés chez le secrétaire , qui les communiquera dans son bureau , sans déplacement aux personnes qui en voudront prendre connaissance.

En exécution des décrets sus-énoncés et à la diligence du sieur André Forest , syndic provisoire à ladite faillite , ayant pour procureur M.^e Joseph Mongenet , procureur au Sénat , demeurant à Chambéry , il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus désignés , sur ladite mise à prix de 30,000 livres.

En conséquence ladite enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje étant à Chambéry (seconde section) , rue Juiverie , maison d'Allinges , le 14 avril prochain , à neuf heures du matin , et l'enchère sera ouverte sur ladite mise prix de 30,000 livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mande, à ces fins, la Royale délégalion au premier laissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affiches, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, en Délégalion, le 4 mars 1825.

Signé Fr.^s CANET, secrétaire.

Enregistré à Chambéry, le 4 mars 1825, vol. 22, ense 1194, folio 125, perça trois livres. BAUDÉ.

ANNONCE.

On vient de réimprimer les Sermons de P. LA-JOUR, asronomé le P^{re} *Assurgé*. Ces sermons se recommandent à l'attention de MM. les Ecclésiastiques, soit par les grands fruits qu'ils ont produits pendant que leur auteur les prêchait, soit par les suffrages de tous les connaisseurs qui sont survenus depuis. Le P. Joly, Sabbattier de Canters, Veller et les Auteurs de la *Biographie Universelle* les ont dignement appréciés. Massillon se glorifiait d'avoir pris le P. Le-Jeune pour modèle et de lui être redevable de ses succès; aussi le conseillait-il aux Prêtres qui se proposaient de suivre la carrière de la prédication. Feu M^{gr} De Maistre, dont le suffrage dans ce genre est celui d'un assez bon juge, en faisait de grands éloges et en recommandait la lecture comme très-utile. Cette réimpression au sein n'est point, comme tant d'autres, un calcul de Libraire ou d'Editeur; car chaque volume in-8° de plus de 500 pages, ne se vend en France que 3 l. 10 s.; et le sieur Pothod cadet, Libraire du Clergé à Chambéry, la livre à 4 l., port et douane payés. L'ouvrage complet sera de 15 à 16 volumes. Bon nombre d'Ecclésiastiques y ont déjà souscrit.

AVIS ESSENTIEL.

Ceux qui ont à faire insérer au Journal de Savoie des Annonces Judiciaires, sont de nouveau invités à les adresser franc de port à l'Imprimerie du Journal, rue du Sénat, à Chambéry.

Marchés de Chambéry des 1, 3 et 5 mars 1825.

BLÉ.	PRIX.	LA VERRÈLE.		L'HECTOLITRE.	
		l.	s.	l.	s.
Froment,		19	47	—	23
Seigle		13	00	—	16
Orge		13	50	—	17
Sarrasin		0	00	—	00
Mais		14	00	—	18
Avoine (1)		12	12	—	8
Pain, 1. ^{re} qualité, la kilogr.					0
Vinade, idem, idem.					0

(1) Rapport des 2 vol-
els en hectolitre:
Froment. . . 83
Seigle. . . 6
Avoine . . . 12

CHAMBERY, de l'Imprimerie de F. R. PLATTET, Rue du Sénat.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 18 Mars.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 17 Mars. Mgr. l'Archevêque de Chambéry a donné une Lettre Pastorale touchant le Jubilé, avec ces paroles en forme d'épigraphe : *Unes de la Constitution Inter præteritas : a Que la Terre écoute les paroles de notre bouche et que l'Univers entende la son déchant de la trompette sacerdotale qui annonce le Jubilé au peuple de Dieu !*

— « Quel est, dit M. Prêlat, ce nouveau Moïse qui interpelle ainsi la Terre et les habitants de l'Univers, et d'où lui vient sa mission, son autorité ? C'est, vous l'avez déjà comprise, le Monarque spirituel du nouveau peuple de Dieu, le Chef suprême de cette Société étendue dans l'Univers, le Père et le premier Pasteur de l'Eglise, le Vicaire de J. C. sur la terre ; et sans doute il a quelques choses de grand, de bien important à annoncer : oui, assurément, car il vous annonce l'année d'expiation et de pardon, de rédemption et de grâce, de rémission et d'indulgence, en un mot, l'ANNÉE SACRÉE, le JUBILÉ. Quelle bonne nouvelle pour les Chrétiens qui vivent de la foi, qui regardent le Ciel comme leur patrie, qui comptent le temps pour rien et l'Eternité pour tout ! — Hommes de peu de foi, vous surtout qui auriez eu le malheur de vous laisser séduire par une vaine et trompeuse philosophie (Col. II, 8.), surprenez vos cœurs et prenez garde de blasphémer ce que vous ignorez (Ibid. 12). »

A la suite de ce début, Mgr. Sigex expose avec clarté et avec la science qui le distingue, la nature, l'antiquité, la sainteté du Jubilé, et la doctrine de l'Eglise sur ses Indulgences, de manière à détruire victorieusement les erreurs et les fausses notions que l'ignorance ou l'impiété ont cherché de tout temps à répandre à ce sujet. Il fait un tableau touchant des anciens pèlerinages qui se faisaient à cette occasion dans la capitale du monde chrétien, et il venge ces pieux voyages du ridicule dont la mauvaise foi a si souvent cherché à les couvrir. Il invite ceux des fidèles qui ne peuvent aller à Rome recueillir les grâces du Jubilé de cette année, à s'enrichir d'innombrables et par leurs bonnes œuvres, aux saintes pratiques de ceux qui pen-

vent directement y participer , en attendant que le Saint-Père en étende les bienfaits aux autres Eglises.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 14 mars : *LETTERS - PATENTES* (du 10 février 1825) par lesquelles S. M. charge le Premier Secrétaire des Finances d'acquiescer des rentes perpétuelles que les communes et établissemens publics aient dûment autorisés à aliéner , et à les destiner à éteindre cette partie de deux millions créés par l'édit du 24 décembre 1819, qui , aux termes de l'art. 14 des *Letters - Patentes* du 6 septembre 1819, a été remise aux communes ou établissemens publics en échange d'inscriptions sur la dette française, et ordonne que les transferts réciproques desdites rentes soient opérés de la même manière que ceux de la dette amortissable.

P I E M O N T.

Turin, 11 Mars. S. M. voulant témoigner au Souverain Pontife combien lui a été agréable le choix qu'il a fait de Mgr. Barbaroux pour la mission d'Ambassadeur chargé d'apporter les insignes de S. Em. le Cardinal della Marmora, et donner en même temps au père de l'Ambassadeur, S. Exc. M. le Comte Barbaroux, P. Président, Chev. Grand-Croix des SS. Maurice et Lazare, et son Secrétaire du cabinet, une preuve de sa satisfaction pour ses services, a daigné, par provision souveraine du 18 février dernier, accorder à Mgr. Barbaroux une pension annuelle de deux mille livres.

— Par Patentes du 4 de ce mois, S. M. a nommé Contrôleur Général des Finances, M. le Comte Joseph-Marin Comone del Piazzi, Chevalier des SS. Maurice et Lazare, second Président de la Chambre Royale des Comptes.

— S. M., dans sa sollicitude ordinaire pour les intérêts de l'agriculture, a daigné approuver le projet de diguement de 11 Murca, dans le territoire de Racconis; ce qui restituera une grande quantité de terrains à la culture.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1.^{er} avril. 1824.

Du 1.^{er} au 8 Mars: 104 lit.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

On écrit de Trieste que le gouvernement ottoman prépare quatre armées contre les Grecs pour 11 campagne prochaine. Deux de ces armées débarqueraient dans le Peloponèse, et les deux autres agiraient dans les provinces septentrionales. Ibrahim-Pacha doit commander tout l'expédition maritime.

A N G L E T E R R E.

Selon une lettre de Carthagène de Colombie, du 13 janvier, le Général Soto avait mis en déroute l'armée espagnole. Le vice-roi du Pérou, le

Berna et les généraux Canterac et Valdès sont, dit-on, prisonniers, et la forteresse de Callao aurait été renversée.

— Dans la séance du 1^{er} mars, la Chambre des communes a adopté, à la majorité de 247 voix contre 234, la motion de sir Francis Burrell, en faveur des catholiques, ainsi conçue : « Que la Chambre se forme en comité général, pour prendre en considération les lois relatives aux sujets catholiques de S. M., dans la vue de les rapporter. » M. Canning, quoiqu'un très-souffrant, s'était rendu à la Chambre pour parler en faveur de la motion.

— Le bill contre l'association catholique d'Irlande a passé à la première lecture dans la Chambre des lords.

— Nos journaux du 4 mars n'ont plus rien dit de la victoire attribuée au général Sucre; les fonds colombiens ont baissé, et la nouvelle est considérée comme une spéculation de bourse.

— Les *Gazettes* de New-York, du 18 février, ne disent rien de la grande victoire du général Sucre.

F R A N C E.

8 Mars. La Chambre des Députés a adopté, avec quelques amendemens, les articles 2, 3 et 4 du projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés.

— Selon des lettres du Levant, Ibrahim-Pacha ne pourra pas recevoir de nouveaux renforts d'Egypte, par la raison que son père, Mehemet-Ali, est obligé d'envoyer des troupes en Syrie, pour comprimer une révolte.

12 Mars. Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 du projet de loi relatif à l'indemnité, ont été adoptés, avec les amendemens de la Commission.

— M. le Prince d'Eslerbach, ambassadeur d'Autriche à Londres, doit arriver à Paris, au commencement d'Avril.

— La circonstance du sacre a donné une grande activité aux manufactures de Lyon. On y fait travailler tous les arts pour donner aux étoffes une magnificence qui surpasse tout ce qu'on a vu jusqu'ici en ce genre. Les pentes du dais sous lequel S. M. sera reçue aux portes de la ville de Reims, seront au fond frisées, relevées en bouc, brochées fil, liser et cannelées. Le dessin représente des branches de chêne entrelacées avec des pampres et des épis de blé. Au milieu de chaque pente sera le chiffre du Roi surmonté d'une couronne en diamans.

ACTIONS de la banque de France : 2047 fr. 50 c. et 2048 fr.

Cinq pour cent consolidés : 103 fr. 80 c. et 104 fr. 40 c.

I T A L I E.

Dans le courant du février dernier, les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires d'Espagne, de France, d'Autriche, de Prusse et de Sardaigne, ont successivement été reçus en audiences particulières de S. M. le Roi des Deux-Siciles, à qui ils ont présenté leurs nouvelles lettres de créance.

S U I S S E.

Le Conseil souverain de Genève est occupé depuis quelque temps d'une discussion très-animée sur les fortifications de la ville. Il s'agit de décider

si elles seront conservées, réparées et entretenues, ou si elles seront démolies, comme inutiles, ou du moins supprimées en partie pour favoriser l'agrandissement de la ville : les avis sont extrêmement partagés sur ces questions, et plusieurs plans ont été proposés.

VARIETES.

Sur les Paragrêles (1).

Postérieurement à la rédaction de l'article que nous avons inséré dans le N.^o précédent de ce Journal, touchant les Paragrêles, nous avons extrait l'instruction pratique qui suit, d'une Dissertation de M. François ORIOLI, Professeur de Physique à l'Université de Bologne, insérée dans le N.^o 145 de la *Feuille du Canton de Vaud* (N.^o 1 de la XII^e ANNÉE, 1825).

(M. Orioli et M. Chavannes donnent la préférence aux Paragrêles en fil métallique, à ceux formés avec de la paille. La différence du prix de l'établissement d'une suite de paragrêles de l'une et de l'autre espèce, est trop minime pour qu'on doive la prendre en considération).

« 1.^o La probabilité de préserver un domaine est en raison directe de l'étendue armée de la contrée à laquelle il appartient. Pour parler plus clairement : plus l'aire munie de paragrêles est considérable, plus grand est l'espoir de la préserver, et *vice versa*. Armez bien une large Zone de l'Italie, depuis l'Apennin à la mer, et je vous promets que dans cette Zone les orages cesseront, on peut dire totalement.

« 2.^o Plus l'aire sera petite, plus les paragrêles devront être rapprochés et élevés. La distance de 100 mètres (300 pieds) suffira, si vous armez tout un vaste territoire, y compris les monts, les collines et les plaines ; elle sera insuffisante, si vous n'armez qu'une petite étendue. Un paragrêle de médiocre hauteur remplira bien son office dans le premier cas, et non également bien dans le second, où l'on doit supposer que l'électricité ac-

(1) L'instruction pratique que nous donnons ici se trouvera à la suite de l'Article précédent sur les Paragrêles, dans les exemplaires de cet article tirés à part, que nous avons annoncés dans notre dernier N.^o

culpable à décharger , sera , dans beaucoup de cas , beaucoup plus abondante et demandera par conséquent des moyens plus efficaces.

» 3.^o Il est bien , lorsque vous armez de paragrêles un territoire , de ne pas négliger les parties , quoiqu'elles ne soient pas dommagables , qui se trouvent entremêlées avec celles qui le sont.

» Si vous les laissez désarmées , elles deviendront comme autant d'îles , où les orages pourront se former ou s'augmenter , et se répandre sur les parties armées , sur lesquelles ils commenceront peut-être à jeter de la grêle , avant d'être privés de leur électricité.

» D'un autre côté , on ne prétend pas que tout doive être armé dans un territoire non dommagable. La véritable règle à observer est que , si les terrains dommagables forment la majeure partie , il faut armer le tout ; s'ils forment la moindre , il suffira de les armer , en y ajoutant une zone à l'entour des terrains non-dommagables , qui forme comme un avant-mur proportionné aux parties susceptibles d'être endommagées.

4.^o Lorsque votre voisin n'adoptera pas la mesure préservatrice du paragrêle , ne vous arrêtez pas à l'épargne de quelques fils ; commencez à vous armer sur l'extrême limite de votre possession contiguë à l'espace non armé. Vous emploierez ainsi quelques paragrêles de plus , mais cette oncinie extérieure de pointes vous servira d'avant-garde.

» 5.^o Si vous avez dans votre possession quelques points culminans , ou une suite de points plus élevés que les autres , vous y placerez principalement vos paragrêles. Supposons que votre possession soit traversée dans son milieu par une digue , vous planterez les verges préservatrices sur le sommet de celle-ci ; s'il s'y trouve une maison rurale , vous ne placerez pas le paragrêle précisément sur ce bâtiment ; mais vous en dresserez un à quelque distance , plus élevé que le bâtiment même.

» 6.^o Étudiez les habitudes , je veux dire la marche ordinaire des orages dans le territoire que vous voulez défendre , et armez de paragrêles plus élevés , plus enfoncés et plus avancés , la partie la plus rapprochée de celle d'où l'orage arrive le plus ordinairement.

» 7.^o Placez toujours des verges plus serrées et plus élevées sur la périphérie que dans le centre ,

» 8.^o Les paragrêles les plus élevés ont besoin de fils plus forts ,

» 9.^o Si vous avez des collines à quelque distance de vous , faites en sorte qu'elles soient bien armées sur leur sommet.

» 10.^o Si vous êtes placé dans une vallée bien étroite et longue ,

tenue entre des collines , il est inutile d'y placer des verges. Armez plutôt les dos et les cimes qui vous entourent et qui vous flammont.

11.^o Ayez pour règle que la hauteur des paragrêles , bornée à 8 ou 9 mètres (une trentaine de pieds) , suffit pour les terrains découverts et non boisés. Dans les lieux boisés , la règle générale est que les paragrêles doivent s'élever de quelques pieds au-dessus des arbres voisins , sur une circonférence de 100 mètres de distance. Que s'il se trouve , par exemple , quelques pruniers élevés de 30 pieds , le paragrêle devra se placer sur le plus haut et le dépasser de 4 ou 5 pieds.

12.^o Les fils préservateurs devront être enfoncés dans la terre , moitis dans un terrain naturellement humide , davantage dans un terrain sec : la moyenne sera d'environ deux pieds.

13.^o Comme cette petite portion est plus sujette à se gâter par le rouille et par l'humidité , il sera nécessaire de la visiter chaque année , au commencement de la saison des orages (si du moins on veut laisser le paragrêle en place pendant l'hiver) , et de la renouveler chaque fois que cela sera nécessaire. Vous pourrez encore la faire d'un fil plus gros , ou employer pour ce petit bout de 2 ou 3 pieds , un fil de cuivre , que vous préserverez le mieux possible de l'action oxydante du terrain et de l'humidité , en l'enveloppant d'un étui de roseau rempli de charbon pilé et bien serré.

14.^o La pointe supérieure dirigée contre le ciel peut se faire de fil de cuivre ou de laiton , de la grosseur du fil conducteur ; plus elle est pointue et meilleure elle est. Il suffit qu'elle ait 3 à 4 pouces de longueur : elle doit être exactement unie au fil conducteur , de manière que le contact soit le plus parfait possible.

15.^o Le fil qui descend de la pointe à terre doit être d'environ trois quarts de ligne pour les paragrêles les plus élevés ; pour les autres , il suffit d'une épaisseur de demi-ligne.

16.^o Il est très-convenable que le tout soit couvert d'un vernis contre l'humidité. Un des meilleurs est celui de *Lampadius* , composé d'huile de lin , de sulfure de cuivre et de plomb.

17.^o Pour fixer le fil à la perche , un des moyens les plus simples est celui d'agraffes ou de bouts du même fil coulés , qui embrassent le fil conducteur , et dont les branches s'enfoncent dans la perche ou dans le tronc de l'arbre qui doit soutenir le paragrêle.

18.^o La perche peut être de toute espèce de bois. On peut la charbonner dans son entier , afin qu'elle résiste mieux à l'humid-

dité, ou bien lui donner une couche du vernis employé pour le fil. Dans tous les cas, l'extrémité inférieure enfouie dans la terre doit être charbonnée. Si vous n'avez pas des perches de 8 à neuf mètres, vous pourrez en employer deux, en les joignant exactement.

11.° Il sera bon d'arrêter le fil en terre, au moyen d'un petit bâton transversal, sur lequel on roule son extrémité, afin d'empêcher qu'on ne puisse l'arracher facilement.

12.° Il conviendra aussi, du moins pour les paragrêles placés sur le bord des routes, d'en entourer la base d'épines, à la hauteur de quelques pieds.

13.° On devra avertir les habitants de la campagne de ne pas approcher les paragrêles pendant l'orage et d'en écarter les bestiaux.

M. B. M. Orsoli propose de placer les paragrêles à 100 mètres de distance les uns des autres (environ 57 toises de Savoie) ; mais il considère cette distance comme trop grande dans le cas où l'on n'aurait qu'une médiocre étendue de terrain. M. Girard, de son côté, propose une distance de 150 mètres (55 toises de Savoie). Dans le premier cas, et en réduisant la distance à 55 toises de Savoie, ce serait un paragrêle pour trois journaux ; et dans le second cas, ce serait un paragrêle pour sept journaux. On peut considérer ces résultats comme deux limites, entre lesquelles on choisira une distance plus ou moins grande, selon l'étendue des terrains que l'on voudra armer.

En supposant que les paragrêles les plus élevés aient de 40 à 50 pieds de hauteur (lorsqu'ils seront placés sur des arbres), un fil de laiton d'une demi-ligne ou de trois quarts de ligne pèsera de 6 à 8 onces, et coûtera de 15 à 30 sous. En évaluant de 5 à 7 sous les fils employés aux ligatures, et à 5 sous la verge de laiton qui forme la poignée supérieure du paragrêle, il en résulte une dépense en numéraire de 25 à 42 sous, pour chaque paragrêle, sans comprendre la perche, dont le prix mérite à peine d'être compté. Quant au vernis, il n'est nécessaire que dans le cas où l'on emploierait des fils de fer au lieu de laiton.

L'Encre de Saint-Saturnin,

A M. le Rédacteur du Journal de Savoie ;

Nemo propheta in patria sua acceptus est.

Majus è longinquo reverentia.

Monsieur,

J'ai usé bien dans le monde pour n'être plus donné de rien. Mais il est des faits qui, quoiqu'ils soient conformes à la nature des choses

et à la manière dont se comportent ordinairement les hommes dans telle ou telle circonstance donnée , peuvent être plus ou moins piquans , par les accessoires ou par la situation des personnages. Une conversation que j'ai eue en dernier lieu avec quelques personnes qui m'ont honoré d'une visite , m'a rappelé deux ou trois anecdotes , qui ne vous apprendront rien de nouveau , mais qui reproduisent d'une manière assez plaisante une vérité aussi ancienne que le monde.

Je me trouvais une fois dans une ville de province où j'avais quelques connaissances d'ancienne date. Je logeais chez un ami , homme de lettres très-connu , avec qui j'étais lié depuis long-temps. Un jour , après dîner , nous nous rendîmes ensemble dans un cabinet littéraire pour lire les nouvelles courantes. Au moment où nous entrâmes , l'un des assistans , qui venait de prendre le journal du lieu , se mit à lire à haute voix un article sur la philosophie des beaux-arts , que je trouvai bien pensé et bien écrit. On paraissait l'écouter avec négligence ; quelques-uns des auditeurs ricanaient et chuchotaient , et quand la lecture fut terminée , ce fut un concert unanime de critique dédaigneuse , de plaisanteries et d'épigrammes. On ne trouvait là ni justesse dans les observations , ni grâce , ni élégance dans le style , et la feuille fut déposée avec un air de mépris. « Cela , Messieurs , dit l'un des juges , sent le terroir : j'aurais condamné ce morceau sur l'étiquette. Il faut le laisser , ajouta-t-il , en saisissant un journal de Paris , » il faut le laisser la tâche d'écrire avec goût à ceux qui en ont le talent : je vais , Messieurs , vous dédommager par un article d'une autre étoffe. » Il commença la lecture d'un morceau de critique littéraire , qui fut écouté avec un religieux silence , interrompu de temps en temps par un murmure approbateur. Mon ami souriait d'un air qui excitait ma curiosité. L'article réunit tous les suffrages ; c'était à qui renchérirait par ses flûges : délicatesse de pensées , remarques judicieuses , expressions pittoresques , pureté de style , rien ne manquait au mérite de l'écrivain.

Lorsque les louanges eurent cessé , le lecteur réclama un instant d'attention , et tirant un papier de sa poche , « Permettez , » Messieurs , dit-il , que je vous lise une pièce de vers que je destine à un recueil de poésies fugitives : le sujet me paraît intéressant , et j'ai tâché de m'en bien pénétrer. Mais , quoique j'aie mis tous mes soins à cette composition , je n'en réclame pas moins votre indulgence. » L'auteur entreprit sa

lecture, qu'il interrompit à chaque hémistiche, pour y joindre ses remarques, pour y faire observer les finesses, les allusions, les images, les tours poétiques, etc. Quand la pièce fut finie, mon compagnon me dit tout bas : Ces messieurs sont passablement mystifiés, et nous allons nous amuser de leur sur-prior. Il se leva, et prenant la parole : « Messieurs, dit-il, il » m'en coûte beaucoup de vous déromper au sujet des deux » articles de journaux qui viennent d'être lus ; mais la justice » exige, avant tout, qu'hommage soit rendu à la vérité. Le » premier article est de l'un des hommes de lettres les plus cé- » lèbres de la capitale, auteur de ces articles spirituels auxquels » vous applaudissez tous les jours dans l'un des journaux que vous » recevez ici ; l'article dont il s'agit a paru dans un autre recueil » périodique, où je l'ai pris moi-même pour le communiquer » au rédacteur du journal de cette ville. Quant au dernier mor- » ceau, qui a obtenu vos suffrages, les éloges que vous en » avez faits me mettent dans l'embarras, et j'ai quelque peine » à vous déclarer que j'en suis l'auteur. Je l'ai envoyé à l'un » des rédacteurs du journal, avec qui je suis en relation, et ce » n'est pas le premier article que j'ai fourni à cette feuille. Je » vous remercie beaucoup, Messieurs, de vos applaudissements, » dont je m'honorerais toutefois bien davantage, si vous aviez » été un peu plus justes envers l'auteur du premier article, dont » je suis bien éloigné de posséder le talent. Enfin, pour ce qui » regarde la pièce de vers que vous venez d'entendre, j'oserais » dire à l'auteur qu'il a pris soin de se condamner lui-même d'a- » vance, par le sentiment qu'il a manifesté sur les productions » de son pays. » Là-dessus nous sortîmes, laissant tout le monde dans un étonnement mêlé de confusion, dont vous pouvez faci- lement vous faire une idée.

Quelques jours après cette scène, nous allâmes assister à un Concert de société où nous avions été invités. Au nombre des pièces qui devaient être exécutées, on parla d'une Overture de Cimarosa et d'une symphonie d'un amateur de la ville. Le direc- teur du Concert annonça que l'on commencerait par celle-ci, et que l'autre suivrait immédiatement. Je blâmai tout bas l'impru- dence du compositeur qui s'exposait à un tel rapprochement : serait-ce un mauvais tour, me disais-je, que les musiciens ven- lent jouer à ce pauvre amateur, ou le traitant sans intérêt d'auteur à la suite du célèbre et savant Napolitain ? Comment soutiendra-

ti-il la comparaison avec l'auteur du *Mariage secret* ? Je crus avoir de quoi me rassurer sur son compte , lorsque j'entendis exécuter la première pièce du Concert. Mais elle fut suivie d'un silence peu flatteur , auquel succédèrent bientôt des conversations particulières. Curieux de savoir quel jugement l'on parlait sur une production indigène , nous nous faulâmes successivement parmi les groupes de connaisseurs qui se formaient dans les diverses parties du salon : « Il n'y a , disait-on ici , dans cette musique , rien d'original , rien de neuf ; aucun motif qui ne soit trivial. » Là on disait : « C'est une harmonie dépourvue d'effet : point de verve , point de chaleur. » Ailleurs : « Il n'y a dans tout cela aucun ensemble , point d'unité de sujet ; c'est une suite de passages déconus , qui se succèdent sans qu'on sache pour quoi..... » Un signal parti de l'orchestre fit faire silence , et l'on exécuta la seconde symphonie , qui fut couverte d'applaudissemens. Le chef d'orchestre partit d'un éclat de rire ; on lui en demanda la raison , et il avoua qu'il s'était trompé dans la distribution des parties ; que la première pièce exécutée était celle de Cimarosa..... Je vous laisse à penser , Monsieur , que fut le *désappointement* de l'auditoire. Le reste du Concert ne fut plus écouté qu'avec des signes d'impatience qui décélaient la malice des assistants.

Il m'arriva , dans la même ville , chose remarquable , une troisième anecdote , qui était la contre-épreuve des deux premières. Mon ami entra un matin avec un personnage de sa connaissance ; c'était un élégant , mis avec recherche , mais d'ailleurs honnête et de bonne compagnie. On vint à parler , je ne sais comment , des établissemens et des curiosités du lieu ; mon ami me proposa de visiter les édifices , les monumens , les manufactures , etc. Notre troisième personnage voulut être de la partie , et nous commençâmes notre tournée. Lorsque nous eûmes à peu près tout parcouru , « il nous reste encore , dit mon ami , à voir une fabrique de drap située à quelques pas d'ici. » Notre compagnon montra peu d'empressement à visiter cet établissement : « Ce n'est guères la peine , dit-il , d'aller voir des produits médiocres , qui ne pourront jamais entrer en parallèle avec ceux que nos négocians tirent d'ailleurs. Voilà du drap tel qu'il faudrait en fabriquer pour rivaliser avec les manufactures qui fournissent à nos besoins. » Notre ami insista et nous entrâmes dans la maison de M. C^{te} , qui nous reçut avec beaucoup de politesse

et nous conduisit successivement dans ses divers ateliers. Je remarquai qu'il considérait de temps en temps avec une attention particulière l'habit de notre compagnon. « Où tenez-vous, » Monsieur, lui dit-il, le drap que vous portez là ? — « Je l'ai pris à Lyon, dans un voyage que j'y ai fait dernièrement. » — « Me permettez-vous de vous demander dans quel magasin ? » — « Chez MM. T. et Comp. » — « Ce drap, Monsieur, est de ma fabrique ; ces Messieurs sont nos correspondans, et je leur fais chaque année des envois considérables. » — « Cela n'est pas possible ! — « Je vais, Monsieur, vous fournir la preuve de ce que j'ai l'honneur de vous dire.... Voilà la même étoffe que celle que vous avez achetée, et je vais vous en montrer une pièce à laquelle on met en ce moment la dernière main. » Notre homme un peu déconcerté jeta les yeux sur un pan de drap qui se trouvait suspendu près de nous : « Voilà pourtant, dit-il, une étoffe qui n'est pas d'une qualité à établir la supériorité de votre fabrication. — « Je suis fâché, Monsieur, de votre méprise : ce drap est une double-broche de Louviers, que j'ai fait venir pour me servir de terme de comparaison ; non que je prétende arriver à ce degré de perfection, mais du moins pour en approcher autant qu'il me sera possible..... » Pour mettre fin à l'embarras de notre compagnon, je dirigeai la conversation sur un autre sujet, et après quelques momens d'entretien, nous nous retirâmes.

Les traits que je viens de rapporter ne présentent rien qui ne soit conforme à ce qui se passe fréquemment partout ailleurs que dans les grandes capitales (sauf peut-être un petit nombre d'honorables exceptions, que je n'oserais garantir complètement), où règne un esprit diamétralement opposé, et en cela précisément d'accord avec celui qui domine dans les villes d'un ordre inférieur. c'est-à-dire, où l'on professe une estime exclusive pour tout ce qui s'y fait, et un souverain mépris pour tout ce qui vient des provinces.

J'ai cherché quelquefois à me rendre raison de cette déplorable manie des individus, de dénigrer leurs concitoyens. Est-elle l'envie pour principe ? Mais l'envie serait-elle un vice naturel au cœur humain ? Et dans ce cas, comment se fait-il que les habitans des grandes villes se comportent d'une manière toute différente ? Comment sont-ils disposés à exalter par-dessus tout le mérite, les talents et l'industrie qui se manifestent parmi eux ? Sont-ils donc exempts des travers de l'humainité, et suffit-il d'être né dans une

grande ville , pour devenir des modèles de justice ou de générosité.

Cette malheureuse disposition des habitans d'un pays à déprécier les travaux de leurs compatriotes , auroit-elle sa source dans l'amour propre ? Mais l'amour-propre , toujours si chatoilleux , se compromettrait ici lui-même et trahirait ses propres intérêts. Tel homme persuadé que son pays ne peut rien produire de bon , quelle estime peut-il avoir de lui-même , lui qui est issu de ce pays-là ? Verra-t-il une exception pour lui seul , et se mettra-t-il sans façon au-dessus de tous les autres ? Mais encore , quelle triste supériorité , qui ne s'élève que sur des hommes dépourvus de toute espèce de mérite ! N'a-t-on point de quelque distinction , quel prix doit-il y attacher et quel cas doit-il faire du jugement de ceux qu'il regarde comme les plus mauvais juges du vrai mérite ?

Les habitans des lieux où règne cet esprit de dénigrement se pâmement eux-mêmes de leur propre faute. Car s'il étoit vrai que leurs jugemens fussent fondés à quelques égards , il faudrait en accuser les obstacles qu'ils opposent au talent , au zèle , au développement de l'industrie. Quelle émulation peut-il s'établir dans un pays où les plus généreux efforts , loin de trouver un utile encouragement , ne peuvent attendre , pour toute récompense que le dédain , le mépris , le persillage et le sarcasme ?

Ce défaut d'esprit public ne nuit pas seulement à l'honneur et à la prospérité d'un pays , en décourageant le talent , privé de tout espoir d'un honorable suffrage , en étouffant l'industrie , en arrêtant le progrès des arts ; mais , ce qui n'est pas moins fâcheux , il étend encore sur l'ordre moral sa funeste influence. Il étouffe l'amour de la patrie ; car on ne saurait aimer ce que l'on méprise. Quelle affection peut-on porter à un pays où la société ne saurait s'estimer elle-même , à un pays auquel on ne peut se flatter d'appartenir , puisqu'il se met lui-même au-dessous de tous les autres par la manière dont les habitans s'y jugent réciproquement ? Cette habitude de critique produit un autre mal non moins grave. En entretenant l'esprit de satire et de médisance , elle dispose à la malveillance , et rompt les liens les plus doux de la société : elle isole les intérêts , elle suppose à tout échange de lumières , à tout concours de vues utiles au bien du pays , et met l'égoïsme à la place de l'esprit public.

Je m'abstiens de suivre les conséquences nombreuses et affligeantes qu'entraîne nécessairement un tel ordre de choses : elles peuvent facilement être aperçues de tous les esprits judicieux. J'ai indiqué ailleurs quels seraient au contraire les heureux effets d'une meilleure opinion publique , qui seule peut vivifier toutes les parties du corps social. Prissions-nous , pour notre compte , soit rigues parait nous cette opinion sage et libre de toute prévention , qui , en accueillant favorablement tout ce qui est utile , détermine de nobles efforts , excite et soutient le zèle et prépare de nouveaux succès ; cette opinion franche , qui , toujours juste et souvent indulgente , se plaît à reconnaître le bien partout où il est , et ne

rebute jamais de louables esais qui peuvent à leur tour produire leurs fruits ! cette opinion bienveillante qui rapproche les hommes , nourrit l'affection mutuelle qu'ils doivent se porter , et fait régner parmi eux un agréable commerce de sentimens généreux , d'où naît cette union , cette harmonie qui devrait être un besoin pour les membres d'une même famille , à qui elle procurerait sans doute des jouissances plus légitimes et plus douces que les compables et tristes plaisirs de la malignité !

J'ai l'honneur , etc.

L'ÉCRIVE de Saint-Saturain.

A V I S.

M. J. B. FÉROUX , de la commune d'Arith au Ruage , propose la vente :

1.^o D'une centaine de milliers de plantes de pommiers sauvages , âgés de trois ans , provenant d'un semis fait dans un terrain medicere , très-propre , entre autres , à la formation des haies vives , par le motif que ces plantes deviennent très touffues , tortueuses et garnies d'épines , lorsqu'elles sont taillées fréquemment , même en forme de murs.

2.^o D'un pareil nombre de milliers de plantes de frênes , âgés de deux ans , outre les 18 mois de stratification de leurs graines en terre , très-propres à être plantés en pépinière , pour y être élevés jusqu'à ce qu'elles soient devenues capables d'être transplantées à demeure.

Le prix des plantes énoncées dans le premier article , prises sur place , est de quinze francs le millier et de seize francs pour celles qui seront transportées avec soin , aux adresses indiquées dans les villes de Chambéry , d'Annecy , de Rumilly et de St. Pierre d'Albigny.

Le prix des plantes mentionnées dans le second article , prises sur place , est de vingt francs le millier et de vingt et un francs pour celles qui seront également transportées avec soin , aux adresses indiquées dans les mêmes villes.

MM. les Syndics des communes sont priés de vouloir bien communiquer le présent Avis à leurs administrés assemblés.

A V I S.

Les débiteurs de feu M. Joseph Sonnet , marchand drapier à Chambéry , sont invités , pour éviter les frais de poursuite , à s'adresser , dans la quinzaine , à M. Finet , Procureur à Chambéry , suide de pouvoir de M^{re} Gustolletti , pour acquitter le montant de leur compte , ou prendre tels arrangements consentables.

Marchés de Chambéry des 8, 10 et 12 mars 1825.

BURN.	La Vierge.	L'HILLOTIER.	
		l.	c.
Froment	Prix :	19	20
Seigle		13	60
Orge		13	25
Sarrasin		7	50
Mais		13	50
Avoine (1)		12	50
Pain 1. ^{re} qualité, le litogr.			8
Vinade	idem		8

(2) Rapport des 3 vendeurs en hectolitre :
 Froment 83
 Seigle 75
 Avoine 44

M A N I F E S T E

Pour la vente, par subhastation, d'une maison située au faubourg Reclus de la ville de Chambéry, sous le n.^o seize des inscriptions apparentes, procédée de Pierre, fils de défunt Claude GINET, en son vivant galocher, demeurant audit Chambéry, laquelle vente est poursuivie par les frères Jacques, Joseph et Claude Excoffon, jardiniers, demeurant audit Chambéry, au préjudice de Jean-Baptiste GINET, fils mineur et héritier dudit Pierre GINET, ayant pour curateur M.^e Joseph Buisson, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry.

Le Tribunal de Judicature Maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que par décret dudit Tribunal, en date du dix-neuf juin mil huit cent vingt-quatre, dûment enregistré, le cinq juillet suivant, sous le droit de trois livres, à forme du reçu signé par M.^e Baudé, les frères Jacques, Joseph et Claude Excoffon, jardiniers, demeurant audit Chambéry, ont obtenu dudit Tribunal, contre M.^e Joseph Buisson, procureur au Sénat, demeurant audit Chambéry, en qualité de curateur du pupille Jean-Baptiste fils mineur et héritier de défunt Pierre Ginet, la permission de lui faire faire l'ajonction prescrite par l'article cinquante-quatre de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Barue, en date du onze août suivant; qu'à, suivant le premier de l'article cinquante-neuf du même édit, sur requête desdits frères Excoffon, le Seigneur Sénateur Juge Maje de cette province leur a permis, par son décret du treize décembre dernier, enregistré le quatorze même mois, de faire citer ledit M.^e Buisson en sa susdite qualité, et a commis à cet fins l'huissier Berard qui, par son exploit du vingt-trois dudit mois de décembre, a signifié ladite requête, décret et enregistrement audit M.^e Buisson pour comparaitre le huit du mois de janvier prochain échu, et à l'audience, le Tribunal, par son ordonnance dudit jour, dûment enregistrée. Le vingt-sept même mois, sous le droit de trois livres, M. l'Avocat Fiscal qui dans ses conclusions, donnant acte aux comparans, de leurs offres, déclaration et consentement respectifs, a autorisé la vente par subhastation de la maison dont il s'agit, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des immeubles désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du treize décembre année dernière, et sur le manifeste qui serait dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience de ce Tribunal du premier mars prochain, à neuf heures du matin, et a com-

mis l'huissier Exertier cadet pour les notifications prescrites par le susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux ; la susdite requête et décret du treize décembre dernier , ainsi que l'enregistrement d'icelui , extrait du cadastre , de même que la susdite ordonnance du huit janvier dernier , et enregistrement d'icelle a été notifiée audit M^e Buisson en susdite qualité par exploit dudit huissier Exertier cadet , en date du trois du courant ; une copie authentique du tout , signée par M^e Héritier , procureur de la cause , a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville , et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau , ainsi qu'en constat du certificat dudit jour trois février , mis au bas dudit exploit . ledit certificat signé par M. Doumenget , conservateur.

Désignation des Immeubles.

Une maison située au faubourg du Rectus de ladite ville de Chambéry , figurée sous le numéro mille trente-neuf de la mappe de Fagnet la Croix rouge , et sous le numéro seize des inscriptions apparentes extérieures dudit faubourg Rectus , de la contenance de quinze toises de Savoie , n'étant imposée à aucune contribution foncière , et qui se compose au rez-de-chaussée d'une boutique ayant son entrée par la rue publique , ayant un vitrage en bon état , cheminée et potager ; avec arrière boutique où il existe des escaliers conduisant à une chambre au-dessus , visant sur la cour , éclairée par deux fenêtres ; d'une cave au-dessous de ladite boutique , ayant son entrée par un trapon qui existe dans ladite boutique , le tout occupé par le sieur Claude Mollard , cabaretier , qui paye sept loais de loyer annuel , sans avoir aucun bail ; d'une autre chambre au premier étage , ayant une cheminée , et éclairée par deux fenêtres , visant sur la rue publique , occupée par la veuve dudit Omet ; de deux autres chambres au second étage , dont l'une visant sur la rue publique , éclairée par deux fenêtres soit croisées , et l'autre visant sur ladite cour , la première occupée par le sieur Seissol , qui paye trente-six livres de loyer , et l'autre par Darandier du Rouge , qui paye également trente-six livres annuellement ; de deux autres chambres , soit cabinets au troisième étage , éclairées chacune par une fenêtre , dont l'une visant sur ladite rue publique , et l'autre sur ladite cour , occupée par les nommés Frégeron et Prevaz , qui payent chacun quinze livres annuellement ; d'un galvas au-dessus , et ayant des latrines au fond du corridor du premier étage , dont l'usage est en commun avec tous les habitants de ladite maison . Cette maison se confîne au midi par la maison de Joseph Mollard , au nord par la maison du nommé Vincent boulanger , et des autres par la susdite rue publique et cour dont s'agit.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

L'acquéreur prendra ladite maison en l'état où elle se trouvera lors de la vente, avec les servitudes actives et passives.

ART. II.

Il devra avertir les locataires, savoir : celui qui habite la boutique six mois à l'avance, et les autres trois mois avant de les expulser.

ART. III.

Il payera immédiatement après l'adjudication définitive les frais faits pour parvenir à la vente depuis l'ordonnance injonctionnelle du dix-neuf juin mil huit cent vingt quatre, suivant la parcelle qui sera présentée, lesquels frais seront à sa charge, sans diminution du prix de l'adjudication.

ART. IV.

Il payera le montant intégral de l'acquisition avec les légitimes intérêts aux créanciers antérieurs et privilégiés, ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le Tribunal.

ART. V.

L'acquéreur se soumet en outre d'exécuter tout ce qui est prescrit par l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

ART. VI.

L'acquéreur entrera en jouissance, soit possession, aussitôt après qu'il aura fait notifier son jugement d'adjudication définitive à M.^e Buisson en sa qualité, soit en percevant les loyers dès ladite époque, soit par sa mise en possession, après l'avertissement fait aux locataires, de la manière ci-dessus expliquée.

En exécution des ordonnances et décrets sus-énoncés, et à la requête des sieurs Jacques, Joseph et Claude Kacoffon, ayant pour procureur M.^e Maxime Hérnier, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, il sera procédé à la vente de la maison ci-dessus décrite, et sur la mise à prix offerte par les poursuivans, qui est de cinq mille livres, ladite maison n'étant imposée à aucune contribution locative, soit taille cadastrale.

En conséquence, la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje séant à Chambéry (2.^{me} section), rue Jolivet, maison d'Allinge, le premier mars prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par les poursuivans, qui est de cinq mille livres. Et, par jugement dudit jour premier mars 1825, enregistré le sept, même mois, le Tribunal, M.

l'Avocat-fiscal qui dans ses conclusions, attendu que, pendant la durée du feu de deux bougies, il ne s'est présenté aucun mir-seur pour surenchérir la maison dont il s'agit, a adjugé provisoirement ladite maison aux poursuivans, aux clauses, charges et conditions énoncées au présent Manifeste, sauf à l'adjudication définitive que le Tribunal a fixée au 5 avril prochain, à neuf heures du matin; et ledit jour, les immeubles dont il s'agit, seront de nouveau mis à l'enchère sur le prix de l'adjudication préparatoire qui est de cinq mille livres, et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, à la manière accoutumée après l'extinction du deux bougies sans enchères.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en conformité et de la manière voulue par les articles 72 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Mandé à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry sous le sceau dudit Tribunal, le quatre février mil huit cent vingt-cinq.

Claude MOLLARD.

Enregistré à Chambéry, le 5 février 1825, vol. 22, case 89, fol. 11 verso; perçu trois livres. BAUDÉ.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles du sieur Claude Rochon, situés rière la commune des Marches. Mandement de Montmélian.

Le Tribunal de Judicature-maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par décret dudit Tribunal, en date du seize octobre année dernière, dûment enregistré le même jour, par M^e Baudé, receveur, le sieur Claude Drozart, propriétaire cultivateur, domicilié de la commune des Marches, a obtenu contre le sieur Claude Rochon, habitant rière ladite commune des Marches, la permission de lui faire faire l'union prescrite par l'art 94 de l'édit du 16 juillet 1822, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Blanchard, en date du vingt dudit mois d'octobre, que, suivant le prescrit de l'art. 99 du même édit, sur requête présentée par ledit Claude Drozart, le Tribunal lui a permis, par son décret du dix-sept janvier dernier, enregistré le dix-huit même mois, de faire citer ledit Claude Rochon, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Martin Mermet, en date vingt-huit dudit mois de janvier, pour comparaître à l'audience du cinq février proche échu; et à l'audience dudit jour, le

Tribunal, sur les réquisitions de M^e Bernard, substitut de M^e Gariod, procureur dudit Claude Ruchon, a ordonné que M^e Blanchard, procureur dudit Claude Droguet, ferait au défendeur la communication des pièces requises, et a renvoyé les parties à paraître à son audience du douze dudit mois de février, et par ordonnance dudit jour, dûment enregistrée le dix-sept même mois, sous le droit de cinq livres, signé Haudé; le Tribunal, M. l'Avocat-fiscal ouï dans ses conclusions, eu donnant acte des offres, déclarations, acceptations et consentement respectifs des parties, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il sera procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du dix-sept janvier dernier, et sur la manifeste qui sera dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal du cinq avril prochain, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier, pour faire la notification, en conformité du susdit édit du 16 juillet 1812. La susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du Tribunal, du dix-sept janvier dernier, de même que les susdites ordonnances des cinq et douze février prochain échu, et enregistrement du tout ont été signifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commis, en date du quatre mars courant, audit Claude Ruchon en personne; et une copie authentique du tout, signée par ledit M^e Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en conste du certificat du cinq dudit mois de mars mis au bas dudit exploit, ledit certificat, signé par M. Domenget, conservateur, qui a perçu 4 liv. 82 cent.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

N.^o 185, champ dit au Clos, commune des Marches, de la contenance de 41 toises, de la taille cadastrale de 2 sous, confiné des levant et nord par le champ de François Ruchon, du midi par un chemin.

N.^o 190, champ au Carroz, de la contenance de 243 toises 7 pieds, de la taille de 11 sous 7 deniers, confiné au levant par le champ de Claude Perceval, du nord par celui d'Aimé Bal, du midi par celui de la veuve d'Urbain Perceval, et du couchant par un chemin.

N.^o 351, champ à Pracartery, de la contenance de III toises six pieds, de la taille de 4 sous 7 deniers, confiné des midi et levant par la grande route de Grenoble, et du nord par un chemin public.

N.^o 1399, pré à Champ-Long, de la contenance de 188 toises

6 pieds, de la taille de 4 sous 1 denier, confiné au levant par Ruchon François, et au couchant par Ruchon Claude.

N.^o 1451, pré en Pralin, de la contenance 213 toises 6 pieds, de la taille de 7 sous 4 deniers, confiné au levant par la terre de Peruet Jean, et du couchant par celle d'Antoine Vettier.

N.^o 2032, grange vers les Granges, de la contenance de 10 toises 2 pieds, de la taille de 8 deniers, confinée au levant par la cour des consorts Simon, du midi par la grande route de Grenoble, et des couchant et nord par la pièce de Maurice Perceval.

N.^o 2093, champ en Dronilly, de la contenance de 150 toises 2 pied, de la taille de 11 sous, confiné, par Jean-Baptiste Bal, du levant, et Jacques Rey, du couchant.

N.^o 2109, champ au dit, de la contenance de 199 toises 1 pied, de la taille de 12 sous quatre deniers, confiné par François Ruchon, nord et couchant, et par le champ de Maurice Perceval, du midi.

N.^o 2171, vigne à Cresmont, de la contenance de 593 toises 4 pieds, de la taille de 2 livres 8 sous 5 deniers, confiné par la vigne des frères Tissot du levant, par un chemin du midi, et par la vigne des boirs Vivian d du nord.

N.^o 2247, maison aux Marches, de la contenance de 6 toises 9 pieds, sans taille, confinée au levant par la rue publique du Bourg, au midi par Maurice Clerc, et au nord par les frères Cassel.

N.^{os} des communaux de la première division 488. 489. et 450, vignes et champs aux Abîmes, de la contenance de 120 toises chaque numéro, et en total 360 toises, confinés du levant par la grande route, des communaux, des midi et nord par les terres de Claude Collomb; ces biens sont assujettis à une taxe qui sert à payer les dépenses locales, elle est de 4 livres 50 centimes par journal.

CONDITIONS DE LA VENTE.

- 1.^o Que les enchères excéderont la mise offerte par le pourvoyant, qui est de douze cents livres;
- 2.^o Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives;
- 3.^o Qu'il entrera en jouissance après l'adjudication définitive;
- 4.^o Qu'il payera le prix de son adjudication ainsi et de la manière que sera ordonné par le Tribunal;
- 5.^o Qu'il restera chargé de payer seul et sans diminution du prix d'adjudication, tous les frais ordinaires de poursuite qui auront été faits dès l'ordonnance qui autorise ladite vente. et

c'est le tout dans les huit jours qui suivront l'adjudication définitive, et entre les mains dudit M^e Blanchard, procureur dudit Claude Droguet;

6.^e L'acquéreur sera tenu d'exécuter tout ce qui est prescrit en pareil cas par le susdit édit du 16 juillet 1822, notamment de faire transcrire à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'acte d'adjudication sur les biens vendus, en faveur de la masse des créanciers, ainsi que du débiteur Claude Huchon, de quoi l'acquéreur devra justifier dans la huitaine, et avant qu'il lui soit délivré expédition du verbal d'adjudication.

En exécution des ordonnances et décrets sus-énoncés, et à la requête dudit Claude Droguet, ayant pour procureur M^e Charles Blanchard, sisé, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature Maje, séant à Chambéry (2.^{me} section) rue Juiverie, maison d'Allières, le mardi, 11 avril prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par le poursuivant, qui est de douze cents livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent-deux du susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, afflications, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 8 mars 1825.

C. REVEL Subst. Gr^{ue} ^{Chant}

Enregistré à Chambéry, le 9 mars 1825, vol. 3, case 1384, folio 144 verso. perçu trois livres. Signé BAUD.

MANIFESTÉ

Par la vente, par cession, des immeubles de Jacques-Antoine HÔRE, serrurier, domicilié à la ville de Montiers, situés près la même ville, à la poursuite et diligence de Jean Bonnard cadet, négociant, domicilié à l'Hôpital-sous-Clairmont.

Le Tribunal de Judicature-maje de la province de l'Artois, séant à Montiers, fait savoir que, par jugement du vingt-huit avril dix-huit cent vingt-quatre, prononcé ledit jour aux comparus, dûment enregistré le douze novembre suivant,

sieur Jacques-Antoine Hôte, serrurier, domicilié à Moutiers, a été condamné à payer au sieur Jean Bompard cadet, négociant, domicilié à l'Hôpital sous Couffans, dans le délai de cinquante jours, 1.^o la somme de dix-huit cent septante-trois livres septante-cinq centimes en capital porté par le contrat de vente à crédit, en date du quinze septembre dix-huit cent dix, Hybard notaire, enregistré, consenti en faveur dudit Hôte, par M. Laurent Avel, inscrit au bureau des hypothèques dudit Moutiers, le onze octobre suivant, et encore le vingt-cinq septembre dix-huit cent vingt-trois, et transporté par le dernier audit sieur Jean Bompard cadet, par autre acte du treize octobre dix-huit cent vingt-trois, Cornoty notaire, dûment insinué à Couffans, le trois novembre suivant, volume neuf, folio deux cent cinquante, payé les droits par reçu signé Delachenal; 2.^o les intérêts tels que de droit, loyaux coûts et frais d'inscription dudit acte; 3.^o les dépens y taxés à vingt-neuf livres quinze centimes.

Ledit Hôte n'ayant pas satisfait à ce jugement, sieur Bompard a tenté une saisie mobilière le vingt novembre suivant, suivie des décret et lettres exécutoires émanées de ce Tribunal, les douze et quinze mêmes mois, dûment enregistrées; mais n'ayant rien trouvé de saisissable dans son domicile, ainsi qu'en résulte de l'exploit du sergent Uliel, dudit jour, il s'est de nouveau pourvu, par requête décrétée par ce Tribunal, le quatre décembre suivant, pour qu'injonction fût faite audit Hôte, de lui payer, dans le délai de trente jours, la somme générique de deux mille cent trente-deux livres soixante-onze centimes, montant du capital, intérêts, frais et dépens dérivant du jugement précité et liquidés dans ladite requête, en déclarant que, passé ce délai, il sera procédé à la vente des immeubles dudit Hôte par voie de subhastation, conformément à l'édit royal du 16 juillet 1822, et par ordonnance du même jour dûment enregistrée, il a été adjoint audit Hôte de payer audit Bompard, dans le délai requis de trente jours, la somme réclamée, et l'huissier Charvin fut commis pour faire les notifications requises, et par exploit du quatorze décembre, cette ordonnance fut signifiée au débiteur Hôte par l'huissier commis.

Ce débiteur n'ayant pas non plus satisfait à cette injonction, le sieur Bompard a présenté nouvelle requête, le trente et un janvier dernier, à M. le Juge-Maje, pour qu'il lui plût indiquer l'audience à laquelle les parties devraient paraître devant le Tribunal, aux fins d'autoriser la mise en vente des immeubles spécifiés, tant au bas de la requête, que dans l'extrait du cadastre y joint, sous les charges et conditions y désignées, et sous celles qu'il plairait au Tribunal y ajouter, et fixer en même temps l'audience à laquelle aurait lieu la

première enchère : par son décret du même jour dûment enregistré, M. le Juge-Maire a fixé ladite audience au quatre février suivant. Cette requête, suivie de la désignation des immeubles à subhaister et dudit décret, fut signifiée au débiteur par exploit de l'huissier Favre, du trois dudit février.

Les parties ayant paru à l'audience du quatre février, le demandeur, en la personne de M.^e Piston, procureur à ce Tribunal, son fondé de pouvoir, par acte du 23 février 1823, Garzon Notaire, par lequel acte il a été élu domicile en l'étude dudit M.^e Piston, et le défendeur Hôte en personne, assisté de M.^e Bernard aîné, son procureur, furent envoyés à l'audience du onze même mois, et par ordonnance sous cette dernière date, dûment enregistrée, le Tribunal, oui le rapport, lesdites parties et l'Avocat-Fiscal, en donnant acte aux comparans de leurs dire, offres et réquisitions, a autorisé la vente des immeubles dont il s'agit, a fixé l'audience pour la première enchère au dix-huit mars prochain, à neuf heures du matin, a commis l'huissier Froissard pour faire la notification en conformité de l'édit, et a mandaté au greffier de céans de dresser la manifeste requis. Lesdites ordonnance, requête et extrait de cadastre y annexés, ont été notifiés audit Hôte par l'huissier commis, par exploit du vingt-trois février courant, le tout enregistré au bureau de la conservation des hypothèques de Moûtiers, le vingt-six même mois, suivant le certificat délivré par M. Bouvier, insinuateur.

En conséquence, les immeubles ci-après désignés seront vendus en un seul lot, étant contigus les uns aux autres et n'étant pas susceptibles de division, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal, le dix-huit mars prochain, à neuf heures du matin, rue du Petit-Pic-Commun, maison Didier, sous la mise à prix de quatre cents livres neuves, somme excédant de beaucoup soixante fois la contribution royale y affectée, qui n'arrive qu'à cinquante-cinq centimes, valeur de neuf sous deux deniers anciens, somme offerte par le pour-suisant, ayant pour son procureur M.^e Piston, domicilié en cette ville, en l'étude duquel il a déclaré être domicile.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

1.^o Maison sise à la rue des Prêtres, territoire de Moûtiers, de la contenance cadastrale de 14 toises, 5 pieds, figurée sous le n.^o 1506 de la mappe de cette ville, affectée à la taille royale de 2 sous huit deniers ;

2.^o Cour audit lieu, de la contenance de 5 toises, six pieds, sous le n.^o 1509, affectée à 1 sou 1 denier de taille ;

3.^o Grange et écurie audit lieu, de la contenance de 18 toises, 4 pieds, sous le n.^o 1737, taxé à 3 sous 3 deniers de taille ;

4.^o Enfin, un jardin ardiit lier, de la contenance de 10 toises, 6 pieds, sous le n.^o 1505, à 2 sous de taille royale, le tout contigu l'un à l'autre, confiné par les bâtimens et place provenant des héirs Guillot au couchant, par la rue dite de l'Ecole-des-Mines au levant, et par celle dite des Prêtres au midi.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Lesdits immeubles seront exposés aux enchères l-dit jour, sous la mise à prix de quatre cents livres, offerte par ledit Bompard, poursuivant, formant plus de soixante fois le montant de leur contribution royale, et en un seul lot, eu qu'ils sont contigus et ne peuvent se diviser ;

2.^o Aucun enchérisseur ne sera admis à miser qu'après avoir rempli les formalités et obtenu l'autorisation prescrite par l'art. 79 de l'édit royal du 16 juillet 1812.

3.^o L'adjudicataire prendra les immeubles dans l'état où ils se trouveront, avec ses servitudes actives et passives, s'il y en a.

4.^o Il sera tenu de se charger des contributions affectées aux immeubles, dès le premier janvier dernier ; il payera le prix de son adjudication, à présentation des bordereaux de collation, aux créanciers qui seront utilement colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles, et se conformera en outre à tout ce qui est prescrit en pareil cas par l'édit cité ;

5.^o Il payera tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du trente-un janvier dernier inclusivement, sans diminution de prix.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité des art. 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1812.

Mande à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Moulins, sous le sceau du Tribunal, le vingt-huit février dix-huit cent vingt-cinq. Signé Reynaud, greffier.

Enregistré à Moulins, le premier mars dix huit cent vingt-cinq. L. 625, folio 78, volume 7 ; payé trois livres par reçu signé Bovier.

REYNAUD.

Supplément au Manifeste ci-devant.

Par décret du Tribunal de Judicature-mage de Tarantaise, du 7 mars 1815, mis sur requête présentée ledit jour par ledit sieur Jean Bompard, et notifié au débiteur Hée, le 11, la première enchère, pour la vente des biens dont il s'agit au manifeste ci-devant, a été prorogée et fixée au vendredi huit avril prochain à neuf heures du matin.

*Au Seigneur Sénateur Préfet au Tribunal de Préfecture du
Genvois.*

Supplie humblement Marie, fils de vivant Jean Rosset, cultivateur, habitant à Choisy,

Et dit que, par contrat du 27 août 1824, Dusouchet notaire, il a acquis de Claude, fils de feu Pierre Gouillon, le domaine qu'il possédaitrière Choisy, précédé de la ci-devant cure dudit lieu, tel qu'il l'avait acquis de Claude Lacroix, par acte du 4 novembre 1806, Duparc notaire, consistant en mesures, cave, terres, prés, bois et broussailles, le tout de la contenance de 18 journaux; par le même acte, Gouillon a en outre vendu au suppliant une pièce de champ, appelée Champ sous la cure, inscrite sous le numéro 1792, confinée au nord par un chemin public, du midi par un ruisseau et des autres parts par les terres dépendantes de ladite cure, plus le droit de passer, pour l'investiture et dévestiture dudit domaine, par le chemin que ledit Gouillon a pratiqué au levant de ladite cure, avec encore un emplacement au nord desdites mesures, et dès le cimetière jusqu'à trois pieds environ du four dudit Gouillon, duquel, est-il dit, les parties jouiront en communauté, en l'entretenant par égales part et portion, ledit emplacement étant d'environ douze pieds de long sur huit de large.

Par ledit acte, il a été en outre convenu que le suppliant ne prendrait la réelle possession qu'au premier mars suivant, du bien vendu, et que, jusqu'à cette époque, Gouillon en jouirait en bon père de famille, sans y permettre ni commettre aucun abus, en y faisant tous les labours nécessaires pour l'ensemencement d'automne, qui serait fait à ses frais, de la quantité d'environ sept boisseaux en froment, mesure d'Anjou; que ledit Gouillon ferait consumer les fourrages, et que l'engrais en provenant serait divisé, par égales part et portion, entre le suppliant et ledit Gouillon; que ce dernier laisserait, à sa sortie, la quantité de cinq quintaux de foin.

Cette vente a été consentie pour le prix et somme de trois mille trois cent cinquante livres, payables, avec intérêts dès la date dudit acte, aux créanciers antérieurs et privilégiés dudit Gouillon.

Que, par autre contrat du 12 septembre dernier, Dusouchet notaire, le suppliant a encore acquis dudit Gouillon le domaine que ce dernier possédait au hameau de l'Eglise dudit Choisy, mas de la Grange, consistant en maison, cour, champs, prés, têtes, bois et broussailles, sans aucune réserve, sauf l'écurie qui existe au nord des bâtimens dont s'agit et y attigue, la clôture de laquelle, tant au-dedans qu'au-dehors, reste à la charge dudit Gouillon, et c'est en outre l'échelage, est-il dit, autour de la maison, à la manière usitée; plus la cour au-devant de ladite écurie et de la même grandeur, ainsi qu'une portion de terre, actuellement pré et broussailles, confinée au midi par le chemin public et au nord par un

ruissent , avec convention que ledit Gouillon ne pourra vendre , ni échanger les objets réservés qu'au refus du suppliant.

Il a en outre été convenu que le suppliant ne ferait son entrée en jouissance dans les bâtimens vendus , qu'au premier mars prochain ; que Gouillon ferait tous les labours d'automne qui exigeraient d'être faits , selon la coutume du lieu ; que ce dernier ne nourrirait pendant l'hiver que deux vaches et une génisse , pour la consommation du fourrage , sans aucune distraction , et que de l'engrais en provenant , il pourrait en prendre et en emporter trois voitures et en outre la quantité de huit quintaux de foin.

Cette vente a été consentie pour le prix de trois mille six cents livres neuves , payable aux créanciers antérieurs et privilégiés dudit Gouillon , avec intérêts dès la date dudit acte.

Ces contrats ont été déposés et transcrits au bureau des hypothèques de cette province , le 4 décembre dernier , ainsi qu'en résulte du certificat ci-joint , délivré par le Conservateur. Le suppliant s'est , en outre , fait délivrer un certificat , qui est aussi ci-joint , portant toutes les inscriptions existantes sur les biens par lui acquis , dont l'état sera donné en fin de la présente , en trois colonnes , en déclarant qu'il est prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles , pour la quantité et de la manière qui seront déterminés par le Tribunal de Préfecture ; la tout cependant jusqu'à concurrence du prix stipulé dans les contrats de vente ci-devant désignés , des 27 août et 12 septembre derniers , Dusouchet notaire ; à ces fins , il recourt :

A ce qu'il vous plaise , Seigneur Préfet , permettre au suppliant de faire notifier par le premier huissier ou sergent royal qu'il vous plaira commettre , aux créanciers dénommés dans l'état ci-après et au domicile par eux élu , ainsi qu'audit Claude Gouillon , propriétaire , habitant à Choisy , copie , tant de la présente requête , que des certificats de transcription et du susdit état des inscriptions , et pourvoir. Signé ROSSER et BAUXE , pour M.^e BARDOT , Procureur.

*État des inscriptions existantes sur les biens vendus par
GOUILLON.*

DATE ET NATURE des Privilèges et Hypothèques.	NOMS des Créanciers.	MONTANT des inscrip. ^{tes} .
Contrat de vente du 30 juin 1758 , Burnod notaire , et juge- ment du Juge-Maje du Genevois du 7 décembre 1822.	M. ^e Aimé Collier , notaire.	L. c. ^{tes} 918 50

Acte obligatoire du 30 mai 1809, Brunet notaire, et jugement rendu par le Juge-Maje du Genevois, le 29 novembre 1819.	S. ^r Montier Jean-Michel.	892 55
Acte obligatoire du 25 novembre 1807, Duparc notaire.	Excoffier Jean feu André soit les héritiers.	716 20
Acte obligatoire du 25 juillet 1822, Duparc notaire.	Montagny Paul.	423 50
Acte obligatoire du 17 juillet 1821, Duparc notaire, et acte obligatoire du 31 décembre 1817, Richollet notaire.	Gouillon Noël, feu Pierre.	443 65
Cession du 9 février 1819, Rollier notaire, et acte obligatoire du 22 novembre 1791, Fiduel notaire.	Vautier Jean - François.	601 48
Contrat de vente du 2 décembre 1813, Duparc, notaire.	Dalavet Joseph.	400 00
Contrat dotal du 5 novembre 1819, Philippe notaire.	Gouillon Jeanne et Jacques Lachavanne.	500 00
Contrat dotal du 25 janvier 1822, Durand notaire, et co- dicille du 25 fructidor an 5, Du- souchet notaire.	Jacqueline la cadette Rosset v.v ^e Gouillon.	653 00
Contrat dotal du 17 juillet 1813, Duparc notaire.	Lavorel Joseph et Jacqueline Gouillon.	1152 00
Acte obligatoire du 5 octobre 1813, Brunet notaire; autre acte obligatoire du 3 août 1813, même notaire; deux jugemens rendus par M. le Juge-Maje du Genevois, le 21 janvier 1820, et un acte de vente sous rachat, du 21 avril 1820, Bultin notaire.	Duret Pierre.	2309 00
Acte obligatoire du 16 janvier 1824, Dusouchet notaire.	Guereux Claude.	550 00
Cession du 24 7. ^{bre} 1822, Duparc notaire.	Morrel - Friedel Claude - Philibert.	216 54

Acte obligatoire du 6 novembre 1823, Dusouchet notaire.	Blandin Claude.	277 80
Jugement rendu par M. le Juge-Maire d'Ancey, les 7 août et 25 novembre 1824.	Décarroux Pierre, et Perroux Claude	263 10
Acte de reconnaissance du 4 décembre 1824, Duparc notaire.	Guerraz Laurence, fme de Claude Gonillon.	637 80

TENEUR DE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION,

Tribunal de Judicature-Maire du Genevois. Conservation des hypothèques d'Ancey. Je soussigné, Conservateur des hypothèques d'Ancey, certifie que cejourd'hui il m'a été consigné par Rosset Marie un acte du 27 août 1824, Dusouchet notaire, daté le 25 septembre suivant, portant vente par Claude, feu Pierre Gonillon, habitant à Choisy, à Rosset Marie, fils de Jean, dudit lieu, 1.^o d'un domaine à Choisy, précédé de la cure, consistant en masure, cave, terres, prés, bois et broussailles, de la contenance de dix-huit journaux, dont les autres sont omis, pour être connus des parties; 2.^o un champ dit sous la cure, inscrit sous le numéro 1782, confiné au nord par un chemin public, au midi par un ruisseau; 3.^o un emplacement au nord desdites masure, d'environ douze pieds de long sur huit de large, pour le prix de trois mille trois cent cinquante livres. Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 8, art. 224, et sur le registre général d'ordre, vol. 40, case 254, et avoir reçu, pour droit proportionnel, seize livres, quatre-vingts centimes, timbre des registres, quatre-vingt-cinq centimes, droit de bureau, une livre, cinquante centimes; total, dix-neuf livres, quinze centimes. Ancey, le 4 décembre 1824. Le Conservateur, signé OUSTEA.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte, au vol. 206, art. 64, et a payé, pour droit proportionnel, trois livres, trente-six centimes; pour papier timbré, quinze centimes; pour droit de bureau, septante-cinq centimes; total, cinq livres, un centime. Ancey, le 4 décembre 1824. Signé OUSTEA, Conservateur.

TENEUR D'AUTRE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Tribunal de Judicature-Maire du Genevois. Conservation des hypothèques d'Ancey. Je soussigné, Conservateur des hypothèques au bureau d'Ancey, certifie que cejourd'hui il m'a été consigné

par sieur Rossel Marie au acte du 12 septembre 1824, Dusouchet notaire, insinué à Andrey le 8 octobre suivant, portant vente par Guillion Claude, feu Pierre, habitant à Choisy, à sieur Rossel Marie, fils de Jean, demeurant audit lieu, d'un domaine situé à Choisy, au hameau de l'Eglise, mas de Lagouge, consistant en maison, four, champs, prés, tîpes, bois et broussailles, dont les numéros sont joints, pour être connus des parties, pour le prix de trois mille six cents livres.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 8, art. 225, et sur le registre général d'ordre, vol. 40, case 236, et avoir reçu, pour droit proportionnel, dix-huit livres; timbre des registres, quatre-vingts centimes; droit de bureau, une livre, cinquante centimes; total, vingt livres, trente-cinq centimes. Annecy, le 4 décembre 1824. Signé ONSIER, Conservateur.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte, au vol. 106, art. 65, et payé, pour droit proportionnel, trois livres, soixante centimes; pour papier timbré, soixante centimes; pour droit de bureau, septante-cinq centimes; total, cinq livres, vingt-cinq cent. Annecy, le 4 décembre 1824. Signé ONSIER, Conservateur.

TENEUR DE DÉCRET.

Vu : est accordée la commission requise, avec commission au sergent royal Pallut, et à ces fins lettres. Annecy, le 17 janvier 1825. Signé par le Seigneur Sénateur GERDIL, Préfet.

TENEUR D'ENREGISTREMENT.

Enregistré le 24 janvier 1825, fol. 45, case 410 du 10^e volume. Reçu deux livres. Signé ONSIER.

TENEUR DE LETTRES.

Nous Victor-Bernard GERDIL, Sénateur et Préfet au Tribunal de Préfecture du Genevois, en exécution de notre décret de ce jour, mis sur requête à nous présentée, par Marie fils de vivant Jean Rossel de Choisy, accordons la permission requise, avec la commission au sergent royal Pallut. Faites et scellées à Annecy, le 17 janvier 1825. Signé ARMENTON fils, subst. Greffier.

Pour copie conforme : BAUME, pour M^e BARDET proc.

A V I S.

. Samedi, 12 du courant, le nommé Perrutin Jacques, ouvrier maçon, natif et domicilié de Chambéry, au moment de l'exemplarité mineure en suite de l'arrêt du Sénat du 7 même mois, qui l'a condamné à cinq ans de galères, s'est procuré furtivement, pour n'être pas reconnu en passant par la ville, un uniforme de Préposé aux Douanes, quoiqu'il n'eût jamais appartenu à ce corps. Comme il était avec d'autres condamnés, ce travestissement a échappé à la surveillance des agents chargés de cette exemplarité; mais on a aussitôt réprimé leur négligence à cet égard.

ERRATUM.

Page 204 du N.^o précédent, ligne 36; au lieu de *Manifeste* extrait des archives, etc., lisez : *MANIFESTE* pour la vente d'une Fabrique de Savon et dépendances de la Paillite de Jean-Baptiste et Louis-Gabriel GANIBAS, ex-négocians à Chambéry.

CHAMBERY, de l'Imprimerie de F. R. PLATTET, Rue du Sénat.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 25 Mars.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 24 Mars. On a omis involontairement, dans l'Almanach de Savoie pour 1825, de faire mention de la Compagnie des Gardes à cheval du Faucigny. Pour réparer cette omission, nous rappellerons que cette Compagnie, très-bien équipée, fait composée de 35 hommes à cheval; elle avait pour Commandant M. le Baron Hardy, Major dans l'Armée royale; pour Lieutenant, M. Hugard, Capitaine provincial dans la Brigade de Savoie, et pour Enseigne, M. Vignet, Banquier des arts.

— Mgr l'Archevêque se trouvant indisposé depuis quelque temps, a fait les Ordinations qui ont eu lieu samedi dernier, 19 du courant. Neuf sujets ont reçu la Tonsure, et seize ont été ordonnés; savoir: douze ont été promus au Sous-Diaconat, dont deux Capucins, trois au Diaconat, et un à la Prêtrise.

Nous saisissons cette occasion pour faire mention d'une Lettre Pastorale de Mgr l'Archevêque, publiée il y a quelques temps, laquelle a pour but de diriger une pieuse institution formée sous le titre d'*Association de la Propagation de la Foi*. Cette Institution, qui a pris naissance à Lyon; a été approuvée par le Saint Siège, Étendue dans ce Diocèse par les soins de MM. les Vicaires Capitulaires, pendant la vacance du Siège, elle a été autorisée par notre religieux Monarque, et le Souverain Pontife y a attaché diverses Indulgences.

L'*Association* est divisée en *Centuries* et en *Sections*; dix Membres forment une *Section*, et dix *Sections* forment une *Centurie*. Chaque Associé fait une aumône de cinq centimes par semaine; cette modique rétribution est recueillie par les Chefs de Section. Le produit en est employé, moitié à l'éducation des élèves pour les Missions étrangères, et moitié à faciliter la propagation des livres religieux dans le Diocèse. Ceux qui veulent prendre une connaissance plus complète de la nature de cette Association et des avantages précieux qu'en peuvent recueillir les Membres, iront consulter le Règlement inséré à la suite de la Lettre Pastorale dont il s'agit.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 23 mars : 1.^o MANIFESTE de la Chambre Royale des Comptes (du 4 mars 1823) portant notification de quelques modifications faites par S. M. au règlement sur la garantie des ouvrages d'or et d'argent.

2.^o NOTIZIA DELLA REGIA COMMISSIONE SUPERIORE DI LIQUIDAZIONE (in data 12 marzo 1825) sulla quale vien pubblicato il 1.^{mo} Elenco de' creditori suddetti di S. M. verso la Francia cadenti in 2da classe.

P I É M O N T.

Turin, 15 mars. Le Souverain Pontife vient de décerner une médaille d'or, accompagnée d'une lettre très honorable, au libraire Hyacinthe Mastetti, en témoignage de sa satisfaction au sujet de la réimpression des Œuvres complètes de R. Alphonse-Marie de Liguori.

18 Mars. S. M., toujours disposée à alléger avec un soin paternel les charges publiques, a daigné affranchir quelques provinces de l'obligation de se faire à leurs frais la route qui tend de Gènes en Toscane, et celle qui va de Chambéry à Genève, en approuvant le projet du Conseil supérieur des eaux et chemins sur l'entretien de ces deux routes royales, qui désormais sera à la charge du Trésor royal.

— Dans la séance du 6 du courant, de la Classe des sciences physiques et mathématiques de l'Académie Royale, M. le Professeur Borzoni a lu l'avis d'une Commission sur le projet d'un fabricant de préparer les pierres de taille qui se trouvent dans les États de S. M., pour fournir le talc aux arts qui en font usage. M. le Prof. Bidoni a lu quelques observations sur les machines en mouvement. M. le Chevalier Avogadro a continué la lecture du mémoire envoyé de Pétersbourg, par M. le Comte Xavier de Moïsses, intitulé : *Recherches sur la cause des couleurs dans les corps naturels, et sur le mécanisme de la Peinture.*

— M. Joseph Heyerd, libraire de S. M., a entrepris, en 1822, la publication par livraisons, de la description et des vues des Sanctuaires les plus remarquables, si nombreux dans les États de S. M., monuments de la religieuse munificence de nos Souverains et de la généreuse pitié de leurs sujets. Cette intéressante collection, exécutée avec soin, paraît sous les auspices de S. M. le Roi CHARLES-FÉLIX, à qui elle est dédiée. L'Éditeur, qui, en 1822, avait fait hommage des trois premiers cahiers au S. P. Pie VII, avait reçu de ce pieux Pontife une très-belle lettre avec une médaille d'or, en témoignage de satisfaction d'un Ouvrage qui intéresse autant la Religion que les beaux-arts. M. Heyerd ayant fait hommage des dix premiers cahiers qui composent le premier volume, au Souverain Pontife actuel, a reçu de S. S. Léon XII, une belle médaille en or et une lettre non moins honorable que la première.

— Dans la séance tenue, le 17 du courant, par la Classe des sciences morales, historiques et philologiques de l'Académie Royale, il a été fait les lectures suivantes : Continuation des Observations sur le manuscrit *De incarnatione Christi*, dit le manuscrit d'Arna, par S. Exc. le Comte Nodding ; *Prefazione ad un Tratto di lingua di Filippo Ceffi*, par M. Chey. Biondi ;

continuation de l'explication des Manuscrits grecs du Musée égyptien, par M. l'abbé Peyron. Dans cette séance, la Classe a élu Associés Correspondans, MM. le docteur Labrus, de Milan, et Salvatore Retti, de Rome.

NOUVELLES ETRANGERES.

ANGLETERRE.

On a reçu des nouvelles peu favorables de l'Inde touchant la guerre contre les Birmans. Le 47.^e régiment, composé de Cipayes ou troupes indigènes, a refusé de marcher contre les Birmans; le commandant en chef a fait faire feu sur les rebelles.

— Sir Charles Stuart est parti pour la mission qu'il va remplir à Lisbonne, et sur laquelle les journaux s'exercent en conjectures.

— On apprend des Etats-Unis que M. Adams a été élu Président au premier tour de scrutin. On se rappelle qu'il avait pour concurrent le général Jackson.

— On a reçu postérieurement des nouvelles plus satisfaisantes de l'Inde.

FRANCE.

Paris, 15 mars. La discussion des articles du projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés est terminée. Il ne reste que quelques amendemens au dernier article, qui seront discutés dans la prochaine séance.

— S. A. le Prince de Metternich est arrivé hier à Paris, avec une suite de six voitures.

— M.^{me} la Comtesse de Saxe épouse de l'illustre défunt de Louis XVI, vient de mourir.

— Une ordonnance royale du 29 décembre dernier, qui vient d'être publiée, porte à 500 mille francs pour 1825, le crédit primitif de 250 mille francs, accordé pour distribuer des secours aux militaires, veuves et orphelins des militaires des armées royales de l'Ouest (la Vendée).

17 Mars. La Chambre des Députés, dans le vote sur l'ensemble de la loi relative à l'indemnité, s'est prononcée à la majorité de 259 voix contre 184.

— Les ambassadeurs d'Autriche, de Prusse et de Russie se sont réunis chez S. Exc. le Ministre des affaires étrangères.

— S. A. le Prince de Metternich a eu une audience particulière de S. M. et a reçu la visite des divers membres du corps diplomatique. S. A. passe fréquemment auprès de la princesse son épouse, dont l'état donne des inquiétudes sérieuses. Ce ministre doit se rendre à Milan.

— Le projet de loi sur l'indemnité a été communiqué à la Chambre des Pairs.

— Un ambassadeur extraordinaire d'Angleterre doit se rendre à Madrid, d'où l'on conclut qu'il se traitera des affaires importantes entre les deux puissances.

20 Mars. L'audience donnée par le Roi à S. A. le Prince de Metternich a duré une heure. S. M. lui a remis le sordun bleu et la décoration de l'Ordre du Saint-Esprit.

— M. le marquis de Caraman, ambassadeur de France en Autriche et S. A. S. le Prince d'Eschérasy, ambassadeur d'Autriche en Angleterre M. le Prince de Galitzin, gentilhomme de Russie, M. le baron de Pont et M. le comte Gorcey, viennent d'arriver à Paris.

— Hier on craignait que madame la princesse de Metternich ne passât par la nuit. Le prince son époux n'avait pas quitté de toute la journée son chevet, elle est morte à quatre heures.

— La Chambre des Députés a reçu en communication le projet de loi sur le mariage et celui qui concerne les Communautés religieuses de femmes. La discussion du projet relatif aux rentes est commencée.

Actions de la banque de France : 2045 fr. : 2040 fr.

Cinq pour cent consolidés : 103 fr. 35 c. : 103 fr. 20 c.

S U I S S E.

Les neiges tombées dans le pays des Grisons, sur la fin de février, ont causé plusieurs désastres. Des maisons ont été ébranlées. Dans la Heltigau, sept hommes ont été ensevelis.

— En minant un terrain destiné à agrandir le cimetière d'Yverdon, on a découvert des squelettes en marbre chargés d'inscriptions romaines, des tronçons de colonnes, les débris d'un consulat et d'un superbe portique et des médailles de Trajan-Dèce, de Constantin et de Théodose.

— Le conseil souverain de Genève a entendu une proposition du Conseil d'Etat pour autoriser la construction d'un nouveau pont en fil de fer ; depuis le bastion du cendrier à la descente des Paquis, au travers de la fortification. La discussion a eu lieu immédiatement, et la proposition a été adoptée en second débat.

V A R I É T É S.

Osservazioni ed esperienze agrarie del Sig. Matteo Bonafous.
Direttore dell'Orto sperimentale della Reale Società d'Agricoltura di Torino, &c.

M. Mathieu Bonafous, de Lyon, Directeur du Jardin expérimental de la Société Royale d'Agriculture de Turin, dont nous avons eu l'occasion de faire connaître à nos Lecteurs les utiles écrits sur l'éducation des vers-à-soie et sur la culture du mûrier, M. Bonafous expose ici quelques expériences qu'il a faites dans le Jardin confié à sa direction, dans la vue de connaître, parmi les plantes étrangères, celles qu'il serait avantageux d'introduire et d'acclimater en Piémont.

L'auteur regrette d'avoir un espace trop borné, attendu que les

expériences en petit ne conduisent qu'à des résultats tout au plus probables et souvent trompeurs. Il observe avec raison que , pour faire des essais qui puissent réellement tourner au profit de l'agriculture , il est nécessaire d'avoir une ferme expérimentale où l'on puisse tenter en grand des expériences qu'un simple particulier ne peut entreprendre. Là seulement , dit l'auteur , on peut soumettre à l'épreuve d'une expérience soutenue , les nouvelles cultures , les nouvelles méthodes , les nouveaux instrumens ; là on recherche la meilleure manière de gouverner les bestiaux ou l'introduction des meilleures races ; en un mot , une ferme expérimentale peut devenir une école très-utile , où l'on trouve à-la-fois les préceptes , les exemples et les résultats.

Nous allons indiquer sommairement les principales expériences faites par M. Bonafous.

FROMENT (*Triticum vulgare*). L'auteur , considérant que les blés semés en automne sont quelquefois endommagés par les insectes , par le froid , par les inondations , etc. , a cherché quelles seraient les espèces de froment qui , dans ces sortes de cas , pourroient être substituées aux blés qui auraient périéité pendant l'hiver. A cette fin , il a semé , le 22 mars , du froment de Dantrick , de Talavera , de Russie , d'Alsace , de Cagliari , de Philadelphie , de Siga , de Tangarak , d'Odessa , d'Oristano et d'Ancône. Les six dernières variétés seulement sont parvenues à maturité dans la moitié de juillet , mais en trop petite quantité pour rien offrir de concluant. L'auteur espère un meilleur succès des nouvelles expériences qu'il se réserve de faire à ce sujet.

En attendant , il propose d'augmenter la valeur des céréales du pays en tirant parti de la paille , comme les Toscans , pour le tissu de ces chapeaux recherchés dans toute l'Europe , et comme les Milanais , pour la fabrication du papier de paille , genre d'industrie déjà introduit dans les Etats de S. M.

MAÏS (*Zea mays*). Le 24 avril , M. Bonafous a semé dans un même terrain , trois livres et quatre onces de maïs ordinaire et une pareille quantité de maïs de Pensylvanie. Le premier , récolté le 5 septembre , a produit deux émines et cinq coupes , pesant 50 kilogr. et demi. Le maïs de Pensylvanie , qui n'a été mûr qu'au 18 septembre , a produit cinq émines et quatre coupes , pesant 53 kilogr. et demi. Les tiges de ce dernier étoient beaucoup plus lisses , les épis , d'un nombre égal de ligues de grains , étoient le double plus longs ; les grains avoient une forme un peu

dérassée et la couleur d'un jaune plus tendre. L'émière du maïs ordinaire a produit 16 kilogr. , 25 de farine , et celle de l'autre en a donné 27 kilogr. , 70 ; cette dernière a été trouvée plus savoureuse.

PATATE (*Solanum tuberosum*). L'auteur , comme tous les agriculteurs judicieux , pense que le but principal que l'on doit se proposer désormais dans les expériences touchant la pomme de terre , est de faire des essais pour connaître quelles sont les variétés les plus productives , de meilleur goût , les plus précoces ou les plus tardives , celles qui se conservent le mieux et celles qui sont les plus propres à la distillation.

Les variétés cultivées par M. Bonafous et qui lui avaient été communiquées par M. le Colonel de Martinel , sont : 1.^o la jaune dite le *Bluc* ; 2.^o la jaune précoce d'Angleterre ; 3.^o la brugoise ; 4.^o la rouge dite la *Shaw* ; 5.^o la jaune de Philadelphie ; 6.^o la rouge de Berbourg ; 7.^o une autre rouge dite truffe d'Août ; 8.^o la grosse jaune de M. Pierrard ; 9.^o la tardive d'Irlande.

Les tubercules ont été plantés à la profondeur de 4 à 5 pouces , et à la distance d'un pied en tout sens. De toutes ces variétés , les plus précoces seraient la quatrième et la huitième ; la cinquième serait la plus tardive , et en même temps la plus productive. Plusieurs autres variétés n'ont présenté aucun succès.

POIS (*Pisum sativum*). De toutes les variétés cultivées par l'auteur , les plus productives ont été le pois turc et le pois ridé. Semés le 28 mars , ils ont été mûrs le 28 juillet. Le pois fève , le plus gros de tous , tient le second rang pour le produit. Le pois nain de Bretagne et le pois vert à gousse tendre mûrissent vingt jours plutôt , mais produisent moins. L'insecte le plus nuisible à ce genre de légume est celui que les entomologistes nomment *brucus pisi*. L'auteur a constaté que , des cinq variétés ci-dessus , les deux dernières sont les plus fréquemment endommagées ; que le pois fève est celui qui l'est le moins , et qu'en général l'insecte s'attaque de préférence aux variétés les plus précoces.

HARICOT (*Phaseolus vulgaris*). M. Bonafous ne fait mention que de deux variétés de haricot , celui de *Salsouze* et le *haricot-riz*. Le premier est grimpant : le grain est blanc , large , plat ; il cuit facilement et il est d'un goût délicat. Semé au commencement d'avril , il a été recueilli en août , et son produit a été de 27 pour un. L'autre est le plus petit des haricots ; c'est la plus belle variété , la plus précoce , la plus féconde et celle qui a le meilleur goût.

Au sujet des plantes oléifères que l'auteur a cultivées , il recommande , avec beaucoup de raison , que , tout en s'occupant d'enrichir l'agriculture et d'embellir les jardins avec des plantes étrangères , on ne doit pas négliger le parti que l'on peut tirer de celles qui croissent spontanément dans le pays.

CANELINE (*Myagrum sativum*). L'auteur a obtenu deux récoltes dans une année , de cette plante qui produit une huile bonne à brûler et applicable à plusieurs autres usages. La première récolte a eu lieu du 6 avril au 15 juillet , et a produit 41 pour 1. La seconde récolte a eu lieu au 18 octobre.

La culture de cette plante est facile. Le terrain étant préparé par deux labours et hersé , on sème la graine mêlée de sables. Lorsque les plantes sont dehors , on les éclaircit où il est nécessaire et l'on y fait quelques sarclures. Avant que les siliques soient entièrement sèches , on fauche ou l'on arrache les plantes , et on les met en tas pour achever la maturité des graines , ensuite on les bat avec le fléau. Quelques semaines après , on peut extraire l'huile. Cette graine ne paraît point sujette à être attaquée par les insectes qui dévorent les autres crucifères.

RICIN (*Ricinus communis*). L'huile de Ricin est connue par son application à plusieurs arts , par la belle flamme qu'elle donne , et surtout par son usage dans la pharmacie. M. Bonafous , en suite des expériences qu'il a faites , regarde la culture de cette plante comme peu avantageuse dans nos pays.

L'auteur s'est aussi adonné à la culture de quelques arbres étrangers , tels que le *Ribes aurum* , originaire du Missouri , l'*Excelsus macrostachya* , qui vient de la Floride , le *Quercus tinctoria* , etc.

Dans un autre article , nous parlerons d'un Semoir usité dans le midi de la France , dont M. Bonafous a indiqué , dans une notice , la construction et les avantages.

A P P E L à MM. les Abonnés.

Nous nous trouvons dans la nécessité de rappeler que les dépenses continues pour la publication régulière de tout recueil périodique , exigent que les abonnemens soient payés d'avance : c'est la règle générale et invariable de tous les journaux. Ceux de MM. les Abonnés qui sont en retard , sont tenus par conséquent d'avoir regard aux avis que nous avons insérés plusieurs fois à ce sujet.

Comme l'échéance des abonnemens est annoncée d'avance , nous prions

en général MM. les Souscripteurs de vouloir bien nous faire connaître, de manière ou d'autre, leurs intentions, avant l'expiration de leur abonnement, afin de prévenir les incertitudes et les retards.

A V I S.

S. M., voulant encourager la distillation des vins dans ses Etats, a bien voulu accorder aux sieurs J. Fr. Wey et Comte Visconti, tous deux sociétaires, un privilège exclusif pour la fabrication des esprits de vin et de marc en Piémont, suivant Lettres-Patentes signées par S. M., sous la date du 24 décembre 1824; par suite de cette faveur royale, lesdits Wey et Comte Visconti viennent de mettre en activité une distillerie à Casai, et ils en établissent une autre à Stendella, province de Voghère.

MM. les négocians de Savoie qui désireront avoir des produits de ces distilleries, soit en esprit de vin, soit en esprit de marc, sont priés d'adresser leurs demandes à MM. Wey et Comp., à Annecy, ou à MM. Forest et Genoux, banquiers à Chambéry, seuls chargés de la vente et du recouvrement en Savoie.

A V I S.

Les sieurs Pierre-Joseph REVILLON DELILLE et Joseph-Aimé CRET-BIBON, ayant ouvert un magasin de sèves et pesettes à Annemasse, la tout en bonne qualité, font savoir qu'ils les livreront au prix de cours, sous à faire des remises aux acheteurs, suivant la quantité qu'ils voudront empletter : on s'adressera directement à l'un ou à l'autre (en affranchissant les lettres), à Bonnetville.

C H A R A D E.

Alors que le printemps ranime la nature,
Mon premier reprend sa parure.
Quand on vaige mon dernier,
C'est prendre à propos mon entier.

Le mot de la dernière *Enigme* est *cire*.

ERRATA du N.^o 11.

Page 212, ligne 8 de l'article sur les Paragrites : à ceux formés en paille, lisez : sur ceux formés en paille.

Page 217, ligne 15 : Quant au dernier morceau, lisez : Quant au second morceau.

Même page, ligne dernière : A la suite du, lisez : avant le

Marchés de Chambéry des 15 et 17 mars 1825.

Bled.	Poids.	LA VARIÉE.		L'HECTOLITRE.	
		l.	o.	l.	o.
Froment,	Prix :	19	53	—	53
Seigle		12	53	—	50
Orge		13	95	—	31
Sarrasin		0	100	—	0
Mais		14	00	—	30
Avoine (1 ^{re})		12	95	—	54
Foin . 1 ^{re} qualité, le kilogr.				0	50
Vin de	idem, idem, ...			0	60

(1) Rapport des 3 vint
sel en hectolitre.
Froment . . . 53
Seigle . . . 50
Avoine . . . 54

A NOS SEIGNEURS

Supplie humblement noble Joseph-François Demolte-de-la-Salle ,
percepteur des contributions à Rumilly , où il est domicilié.

Il a l'honneur d'exposer qu'il s'est pourvu ceans , par requête
du 15 novembre dernier , pour faire notifier sa résolution de n'ac-
cepter que sous bénéfice d'inventaire la succession de noble
Charles-Bernard-Pompée de Molan , ancien colonel en retraite ,
décédé en son domicile à Chilly , le 28 octobre dernier , qui lui a
été décernée en entier par son testament du 28 juin précédent , De-
lavenay notaire.

Dans sa requête , il a donné le détail du délaissé de cette suc-
cession , qui consiste simplement en mobilier , lequel a été désigné
en partie par M. le Juge du mandement de Seyssel , dans ses procé-
s-verbaux d'apposition de scellés , des 30 et 31 octobre suivant.

Le Sénat , par ses décret et lettres mis au bas de cette requête ,
a établi pour économe provisoire le sieur Philibert Gay , proprié-
taire à Chilly , à la charge de prêter serment pardevant le Juge de
Seyssel , à ces fins commis , lequel a aussi été nommé pour pro-
céder à la vérification et levée des scellés par lui apposés ; et il
a encore été dit , sur la demande qu'en a formée le suppliant par
ladite requête , qu'il serait procédé , par le Greffier dudit Juge ,
à l'inventaire des effets qui seraient reconnus sujets à périliter ,
en contradictoire dudit économe et des maries de Pilly , desquels
effets ledit économe resterait chargé , pour en tirer le parti conve-
nable , ainsi qu'il serait ordonné par le Sénat , et par même moyen ,
qu'il serait procédé par le même commissaire , en contradictoire
des sus-nommés , à la vérification et à l'inventaire des autres effets
mobiliers qui se trouveraient sous lesdits scellés et qui seraient
reconnus provenir de ladite hérité , lesquels seraient également
placés sous la garde dudit économe , au lieu qui sera par lui in-
diqué , et pour le surplus , il a décerné les lettres générales
requises.

L'économe a prêté son serment le 29 novembre dernier , comme
en résulte du procès-verbal dudit jour.

M. le Juge de Seyssel et son Greffier ont procédé à la levée des
scellés et à l'inventaire des effets mobiliers sur lesquels ils avaient
été apposés ; leurs opérations , commencées le 28 décembre sui-
vant , ont été terminées le 31 même mois.

Il résulte de cet inventaire , que noble de Molan a laissé , en-
tr'autres , dans sa succession une certaine quantité de denrées et
un cheval ; il conviendrait de les vendre , parce que les denrées
sont sujettes à périliter , et que l'entretien d'un cheval ne peut
être d'aucune utilité pour cette hérité.

Les proclamations générales ont été faites de la manière pres-
crite par les Royales Constitutions , savoir : en cette ville , les 20
novembre et 2 décembre , par exploits de l'huissier Dupuy ; à
Chilly , lieu de l'ouverture de la succession , les 20 novembre et
18 décembre ; enfin , à la porte de l'auditoire du Juge de mande-

ment de Seyssel, les 22 novembre et 18 décembre, par exploits du sergent Rev.

Le 5 janvier, le suppliant a mis son acte à comparution au banc de l'Actuaire de la cause, et le 18 même mois, celui-ci lui a délivré un certificat portant que, jusqu'à ce jour, aucun des créanciers ou prétendant droit à ladite maison ne se sont présentés.

Il s'agit maintenant d'introduire la discussion de cette maison, à cet effet, le suppliant joint à sa requête le certificat délivré par le Conservateur des hypothèques de Saint-Julien, le 2 novembre passé, constatant que, jusqu'à cette époque, il n'a été pris aucune inscription hypothécaire contre le sieur Charles-Bernard-Pompée de Molan. Il ne peut joindre, en l'espèce, l'état des immeubles de cette succession, puisque le défunt n'en a point laissé, ni l'état du passif de l'hoirie, parce que le suppliant l'ignore et que c'est précisément pour le connaître qu'il n'a accepté que sous bénéfice d'inventaire; mais il joint l'état approximatif des avoirs du défunt, qui ne consistent qu'en mobilier, désigné dans l'inventaire du 31 décembre dernier, Grosel notaire.

Ces pièces paraissant remplir tout ce qui est exigé par l'article 149 de l'édit, le suppliant a l'honneur de recourir :

A ce qu'il vous plaise, Nos Seigneurs, lui décerner lettres générales contre tous créanciers et prétendant droit sur l'hoirie de noble Charles-Bernard-Pompée de Molan, en son vivant, colonel en retraite, décédé en son domicile à Chilly le 28 octobre dernier;

Pour être eût, par deux publications générales, à huit jours d'intervalle l'une de l'autre, qui seront faites par publications et affiches à la porte du palais du Sûr, à la porte du Tribunal de Judicature-Maje de Saint-Julien, à la porte de l'auditoire du Juge de cassement de Seyssel, où la succession s'est ouverte, et sur les principales places de Chambéry, de Saint-Julien et de Seyssel, enfin par insertion dans le Journal de Savoie; le tout en conformité de l'article 151 du code hypothécaire;

A paraître, dans le terme de trois mois, sous peine de déchéance, au banc de M.^e Chappeton, actuaire, à l'effet de former leur demande et établir leurs droits.

Par même moyen, il vous plaise nommer un curateur aux créanciers incertains et absens, et par suite dudit décret du 2 octobre dernier, autoriser l'économe provisoire à vendre le cheval et les objets de cette maison sujets à périr.

Le suppliant proteste de tous les frais à devoir être main-levée, par privilège, sur les avoirs de l'hoirie.

Signé JACQUEMONT fils, Conseil; FLANNIX, Procureur.
COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Chambéry le 11 mars 1825, vol. 22, case 1491, fol. 136 verso; perçu six livres. BAYOL.

COPIE DE DÉCRET.

Est établi M.^e Cornier, Prieur des Procureurs, curateur aux créanciers incertains et absens, à la charge de prêter serment par-

devant le Rapporteur de la cause et de passer toutes incom-
 lances requises ; et est autorisé l'économe nommé par décret du
 15 novembre dernier à faire vendre le cheval et les objets de
 l'hoirie sujets à périliter , en suivant la forme prescrite ; et
 pour le surplus sont décernées les lettres générales requises , pour
 comparaître , dans le délai de trois mois , au banc de M.^e Chap-
 peron , Actuaire , en conformité de l'article 151 de l'édit du 16
 juillet 1822. Fait à Chambéry , au Sénat , le 11 mars 1825.

Signé DE MONTAIGL, second Président ; BOUVIER, de l'avis du
 Sénat.

COPIE DE LETTRES.

Le Sénat de Savoie au premier huissier ou sergent requis , sa
 maïe et commande , par les présentes , que , suivant son décret
 de ce jour , pris sur requête présentée par noble Joseph-François
 Druot-de-la-Salle , Percepteur des contributions à Rumilly , a
 établi et établi M.^e Cornier , Prieur des Prieureries , curateur aux
 créanciers incertains et absens , à la charge de prêter serment par-
 devant le Rapporteur de la cause et de passer toutes incom-
 lances requises ; et est autorisé l'économe nommé par décret du
 15 novembre dernier , à faire vendre le cheval et les objets de
 l'hoirie sujets à périliter , en suivant la forme prescrite , et pour
 le surplus , la coter et ajourner généralement tous créanciers et
 prétendant droit à l'hoirie de noble Charles-Bernard-Pompée de
 Molan , à comparaître , dans trois mois au banc de M.^e Chapperon ,
 Actuaire , en conformité de l'article 151 de l'édit du 16 juillet
 1822 , pour défendre aux conclusions de ladite requête , et sera
 la cause instruite pardevant le Seigneur Sénateur Bouvier. Don-
 nées à Chambéry au Sénat , le 11 mars 1825.

Signé GABET , Greffier.

A N N O N C E S.

TRÈS-ILLUSTRES ET TRÈS-EXCELLENS SEIGNEURS.

L'on expose pour les dames Eléonore Chabod , veuve du sieur
 marquis Charles-Eugène d'Angennes , Julie Chabod , veuve du
 sieur comte Riccardi de Lantouca , S. B. Geneviève Chabod ,
 veuve du sieur baron St. Just de Teulada , comte Théophile ,
 Henri et Charles de Cheyron de Villette , fils et héritiers de la
 feue Victoire Chabod , comtesse de Villette , marquis Pierre et
 Charles-Joseph , frères Grivigno Pasqua , fils et héritiers de la feue
 Henriette Chabod , marquise de Pasqua , Irène Viazio et Ma-
 thilde Vigogna , fille , et marquis Frédéric Charles , neveu ex
 jghe de la feue Catherine Chabod , marquise de St. Vital , tous en
 la qualité d'héritiers bénéficiaires du respect leur père , aïeul et
 bis-aïeul marquis Henri Chabod de St. Maurice , demeurant en
 cette ville , sauf M. le chevalier Cheyron de Villette , demeurant
 à Vienne en Autriche , la dame Mathilde Vigogna , demeurant à
 Paris , et M. le marquis Pasqua , qui demeure à Gènes , qui ,
 dépendamment des patentes du 20 avril 1819 , par lesquelles S. M.
 a permis à M. le collatéral Piatenza , rapporteur du procès , veu-

tilant par-devant Vos Excellences notre Messieurs les exposans en leurdite qualité, le domaine royal et les autres ayant-droit à l'hoirie dudit marquis Henri Chabod de St. Maurice, au point de l'exécution de la sentence de graduation du 10 septembre 1790, prononcée dans le procès d'ordre institué sur le patrimoine et biens dudit M. le marquis Henri Chabod, par-devant la royale délégalion établie en la ville de Chambéry, par patentes du 31 mars 1780; de traiter un accommodement à l'amiable et de former aussi les projets qu'il aurait cru convenables; l'accommodement à l'amiable n'ayant pu avoir lieu par défaut d'intervention audit procès d'une quantité de créanciers colloqués avec la sentence de graduation précitée, du 10 septembre 1790, sont émanés, à la requête de MM. les exposans, de la souveraine munificence, autres patentes du 8 février 1821, par lesquelles on a commis à ce magistrat à ce que lui constatat de la multiplicité des créanciers, et de l'incertitude des créanciers et ayant-droit à la succession dudit feu marquis Henri Chabod de St. Maurice, et la difficulté d'exécuter contre les mêmes l'individuelle citation, et oui M. le procureur général du Roi en ses conclusions, perquis contre iceux la citation sous l'observance du prescrit par les paragraphes 15, 16, 18, 19, 20 et 21 du livre 5, tit. 33 des générales constitutions, comme en tel cas S. M. le permettait, dérogeant aux paragraphes 2 et 6, liv. 3, tit. des mêmes constitutions; comme aussi à toute autre loi ou privilège contraire.

En exécution de ces dernières patentes, que ce Magistrat a mandées par déclaratoire du 16 même mois de février, observer, MM. les exposans ont obtenu dudit Magistrat, le 1.^{er} avril successif, lettres de citation contre tous les créanciers et ayant-droit à l'hoirie délaissée par ledit M. marquis Henri Chabod, suivant le mode prescrit par les mêmes patentes.

Lesquelles lettres de citation ont été exécutées, selon le prescrit desdits paragraphes 15, 16, 17, 18, 20 et 21 de la loi précitée, mais, comme une grande partie des ayant-droit à ladite hoirie ne seraient parus, pour ôter tout échouement qui pourrait s'entreprendre à la définition du contré procès, et à l'intérêt de ceux qui sont comparus, MM. les exposans ont de rechel eu recours à S. M., de laquelle, en continuation de la souveraine munificence, ils ont obtenu, le 4 mai échu, autres patentes que ce magistrat a entérinées, et mandé exécuter par déclaratoire du 18 même mois, par lesquelles on leur a permis des nouvelles citations par proclamations, en conformité des paragraphes 15 et 16 du tit. 33, liv. 3 des générales constitutions, contre tous les créanciers et ayant-droit à l'hoirie dudit marquis Henri de Chabod de St. Maurice, avec annonces aux mêmes aussi soit par voie de proclamations, comme par avis à insérer de huit en huit jours, et par trois fois, dans la Gazette Piémontaise et dans le Journal de Savoie; qu'omettant iceux de paraître dans le procès préparé, qui s'agite par-devant ce magistrat, pour l'exécution

de la sentence précitée de graduation, du 10 septembre 1790, seront déchus après deux mois, à partir de la publication du dernier avis, exclus et privés de tous leurs droits sur ladite hoirie du marquis Henri Chabod de St. Maurice, quand même il s'agirait de personnes absentes, de pupilles, de mineurs, d'administrations communales et autres privilégiés; de sorte que les biens de la même hoirie seront exclusivement et définitivement partagés entre les créanciers qui paraîtront, et le reste sera délaissé à MM. les exposans, héritiers bénéficiaires.

MM. les exposans désirant obtenir l'exécution du prescrit par lesdites royales patentes à l'appui des mêmes, de celles sus-énoncées et actes du procès, ont recours à Vos Excellences, en vous suppliant de vouloir daigner mander, en conformité du prescrit des préarrêtées royales patentes, et nonobstant les procédures vacantes, citer, par proclamations, et selon le prescrit des paragraphes 15 et 16 du titre 53, liv. 3 des générales constitutions, tous les créanciers et ayant-droit à l'hoirie dudit marquis Henri Chabod de St. Maurice, à paraître par-devant Vos Excellences et dans l'actuaire de ce magistrat pour l'effet de leur intervention en la narré procès, en faisant leurs annonces en même temps, soit par voie de proclamations comme par avis à insérer, de huit en huit jours, et par trois fois, dans la Gazette Piémontaise et dans le Journal de Savoie; qu'omettant iceux de paraître au préarrêté procès, par-devant Vos Excellences, venant pour l'exécution de la sus-mentionnée sentence de graduation des créanciers de l'hoirie dudit marquis Henri Chabod de St. Maurice, seront déchus, après deux mois, à partir de la publication du dernier avis, exclus et privés de tous leurs droits sur l'hoirie sus-énoncée, quand même il s'agirait de personnes absentes, de pupilles, de mineurs, d'administrations communales et autres privilégiés; de sorte que les biens de ladite hoirie seront exclusivement et définitivement partagés entre les créanciers qui paraîtront, et le reste sera délaissé à MM. les exposans, héritiers bénéficiaires de ce que.

Signé PIERRO, procureur subal. de M. Rossi, P.^r Collégié.

Nota des Créanciers qui ont été colloqués avec la précitée sentence du 10 septembre 1790.

LA CHAMBRE DES COMPTES DE S. M.

Vu la requête ci-jointe, présentée éans par les dames Eléonore Chabod, veuve du sieur marquis Eugène d'Angennes, Julia Chabod, veuve du sieur comte Riccardi de Lantouca, S. E. Geneviève Chabod, veuve du sieur baron St. Just de Talanda, sieurs comte Théophile-Henri et Charles de Chevron de Villelles, fils et héritiers de la seue Victoire Chabod, comtesse de Villelles, marquis Pierre et chevalier Joseph, frères Grévisno Pasqua, fils et héritiers de leue Henriette Chabod, marquise de Pasqua, Irène Viariso et Marilde Vigogna fille, et marquis Frédéric-Charles, neveu ex-filio de la seue Cathérine Chabod,

comtesse de St. Vital, tous en qualité d'héritiers bénéficiaires de leur respectif père, aïeul et bis-aïeul marquis Henri Chabod de St. Maurice Signé Pipino, substitut du procureur Rossi, avec les royales patentes du 4 mai proche passé, enregistrées le 18 même mois, par lesquelles S. M. a autorisé les recourans, en leur qualité d'héritiers bénéficiaires du feu marquis Henri Chabod de St. Maurice, à faire de nouveau citer, par criées publiques, et selon les paragraphes 15 et 16, tit. 33, liv. 3 des royales constitutions, tous les créanciers et ayant droit à l'hérédité dudit sieur marquis, avec préfixion aux mêmes d'un terme péremptoire, pour proposer leurs dires devant nous; l'arrêt de collation des divers créanciers de l'hérédité dudit sieur marquis Chabod, donné à Chambéry, le 10 septembre 1790, par la délégation royale à cet effet nommée, la note des créanciers qui ont été colloqués dans ledit arrêt, existant au bas de ladite requête; les conclusions du sieur chevalier Longoni, substitut procureur général du Roi, du 12 juin proche passé, le décret de cense de ce jourd'hui, signé Montiglio, P. Président, et Piacenza de l'avis de la Chambre Royale, et le tout considéré, par les présentes, mandons au premier huissier, sergent royal, ou autre officier de justice sur ce requis, de citer et ajourner de nouveau, par criées publiques, conformément au prescrit par les Royales Constitutions et des Patentes sus-relatées, du 4 mai dernier, tous les créanciers et ayant droit sur l'hérédité du nommé sieur marquis Henri Chabod de St. Maurice, à comparaître par devant nous et au bureau de notre actuaire, entre le délai de deux mois après la dernière publication des présentes, aux termes des royales patentes précitées, pour l'effet exposé, avec avis commandatoire, qu'au cas de non comparution dans ledit délai, ils encourront la privation de tout droit à eux appartenant sur ladite hérité, quand même il s'agirait d'individus absens, pupilles, mineurs, communes et autres privilégiés, en déclarant être rapporteur le susdit sieur Colial, Piacenza: mandons même au bas des présentes, l'état des créanciers gradués par l'arrêt de collation prononcé dans la cause de discussion dont il s'agit, lequel état sera aussi publié et inséré avec les présentes, de huit en huit jours, et pour trois fois au Journal de Savoie. Fait à Turin, le 21 juin 1814.

Suit la note des créanciers qui ont été colloqués avec la précité arrêt du 10 septembre 1790.

- 1.^o Le procès d'ordre, institué sur l'hérédité de la dame Françoise de Montalton, veuve de M. le comte Chrétien de Chabod.
2. Le procès d'ordre, institué sur l'hérédité du sieur Gabriel Chevillard, comte de St. Oyen.
3. Le sieur Alexis Nicoud, comme procureur de la défunte dame Anne-Françoise de Chevillard de St. Oyen, veuve St. Sulpice.
4. Louise-Georgine-Thérèse Dentoli, épouse du sieur François Antoniaz, commandant du fort de Miolans.

5. Jacomine Degaillon, veuve de sieur Jean-Louis Rubellin et Jacques Rubellin son fils.
6. M. le marquis Joseph-Louis-Joachim Ravero de Saint-Saverino.
7. Le sieur Antoine Varenz.
8. Antoine Giordano.
9. La dame Marie-Charlotte de Chabod, veuve de M. le comte Joseph Igace Retlan, comte de Fenile, en qualité de tutrice de son fils Antoine-César Retlan de Fenile.
10. M. le noble Christophe-Gaspard du Verger, baron de St. Thomas.
11. M. le noble Charles-Philibert du Verger de Blai.
12. François et Claudine Faloz.
13. Claudius Chairaud, veuve de Charles Goy.
14. M. le noble Joseph-Antoine Derégard de Villeneuve.
15. M. le noble Jean-Joseph de Biacorens de Savoironx, sénateur au Sénat de Savoie.
16. Léon Todrus.
17. Les syndic et conseil de la commune de Aime.
18. Les syndic et conseil de la commune de Macol.
19. Le sieur Igace Cornu.
20. Anne-Françoise Doche.
21. Les syndic et conseil de la commune de St. Maurice.
22. Le sieur Pierre-Marc Rey, directeur des Gaballes.
23. Les RR. prieurs et religieux du convent de St. Dominique de Chambéry.
24. M. le noble Pierre-François de Moisl.
25. Joseph Gamen.
26. Le sieur Trolhier, procureur constitué de feu sieur François-Louis Deville, comte de Lacroix.
27. Ledit Trolhier, proc.^r constitué de feu Jean-Baptiste Goy.
28. Le même sieur Trolhier, procureur substitué au sieur Louis-Gabriel Gagnère, procureur constitué de feu noble Joseph Goy, baron de Lupigny.
29. Philippe Mayan.
30. Les pauvres de la paroisse de Vallières.
31. Claude Vailler.
32. Les syndic et conseil de la commune des Chapelles.
33. Les syndic et conseil de la commune de Moutvaleran.
34. Jean-Pierre Guignard.
35. L'apothicaire Jacques Bonjean.
36. Georges, Jean, Claude et Antoine Michellier frères et leur.
37. Jean-Pierre Borlin dit Lapierte.
38. Jeanne-Marie Charbonneau, veuve Baila.
39. Antoine Anbrais.
40. Jean-Baptiste Bosson.
41. Pierre Dubois.
42. Le sieur Bertier, procureur constitué de feu noble Joseph de Clermont de Rubod.

43. Maurice Gagliermi.
 44. Feld Dominique Bianco, chirurgien-major au régiment de Savoie.
 45. Amédée Lard.
 46. Les syndic et conseil de la commune de Landry.
 47. Les syndic et conseil de la commune de Grenier.
 48. Les syndic et conseil de la commune de Villargozel.
 49. Les syndic et conseil de la commune de Belleentre.
 50. Les syndic et conseil de la commune de Pesey.
 51. Les syndic et conseil de la commune de Montgirod.
 52. Les syndic et conseil de la commune des Essers.
 53. Les syndic et conseil de la commune de Passy.
 54. Les syndic et conseil de la commune de Hauteville-Gondon.
 55. Pierre Crochet.
 56. Le sieur Joseph Gargou, procureur constitué de feu Antoine Poncet.
 57. Jean-Baptiste Massino, apothicaire à Turin.
 58. Joseph Ghique.
 59. Joseph Giacchino.
 60. Joseph Brun et société.
 61. Pierre Vercelloz.
 62. Jacques Lané.
 63. Joseph Berent.
 64. Henri Balhi.
 65. Le sieur Sigismond Girod, procureur constitué de feu Etienne-François Delqué dit de Montreville.
 66. Claude Dubois, autorisé par Claude-Pierre Dubois son père.
 67. Antoine Lebretton.
 68. Joseph et Jacqueline sœur Carraz.
 69. Charles Ducloz de St. Alban.
 70. François Villet.
 71. Jean Baptiste Ollivier.
 72. Guillaume Janin.
 73. Esprit Philippon.
 74. Alexandre Borroni.
 75. Claude Jacquemin.
 76. Agathe Iluprat.
 77. Sieur Monet, curateur délégué au procès qui précède la vérification des comptes et absents.
 78. La marquise Catherine-Françoise Costaz, veuve du marquis Joseph de Chabod.
- Pour ladite Chambre des Comptes, Invizisti, sous-secrétaire.
 Enregistré au liv. 38, f.^o 106, n.^o d'ordre 1051, reçu trois livres.
 Tono. le 15 juillet 1824. Grosso.
- Pour copie conforme : PIPINO, procureur, substitut de M. Rossi M.^e collég.^e



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 1.º Avril.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 31 Mars. Nous ne pouvons donner que dans le N.º prochain, la Note des observations météorologiques faites pendant le mois de mars.

— M. Georges Binotti est nommé Magasinier aux Salines de Moûtiers. M. Antoine Giriodi est nommé Receveur principal des Gabelles à la Douane de Snyssel; M. Ange Gualtieri, Inspecteur à Annemasse; et M. Louis Basset, sous Inspecteur à Cluses.

A V I S. — Adjudication de travaux publics.

Le jeudi sept avril prochain, à neuf heures du matin, il sera procédé devant M. le Vice-Intendant de la province de Maurienne, en la ville de St-Jean, à l'adjudication par voie de soumissions secrètes, en faveur de celui qui aura offert le plus fort rabais, des réparations et construction de digues, sur la rive gauche de la rivière d'Ars, entre le Pont de Villarclément et celui de l'Echaillon, territoire de St-Jean, évalués à la somme de 15773 liv., 97 cent.

L'on pourra avoir les plans, métré, détail estimatif et cahier des charges au Secrétariat de la Vice-Intendance. Le délai pour offrir le rabais du sixième et du douzième expirera le 11 avril, à midi précis, vu l'urgence.

A V I S. — Adjudication.

Le vendredi 15 avril 1825, à dix heures du matin, il sera procédé au bureau de la Vice-Intendance du Faucigny, à la vente par voie d'enchères publiques, de la coupe de bois lévre et chène, existant sur une contenance de 54 journaux environ, dans la forêt dite de Chavougy et la Biolas, appartenant à la commune du Mont-Saxonnex, sur la mise à prix de 4740 livres.

L'on donnera connaissance du cahier des charges de l'adjudication au Secrétariat dudit bureau.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 26 mars : REGIA PATENTI (in data 21 febbrajo 1825) colla quale S. M. stabilisce che i Giudici, e Segretarii di Mandamento sieno d'ora innanzi nominati non più per anni tre, ma sibbene a Regio suo beneplacito.

N. B. En vertu de ces Patentes Royales, les Juges et les Secretaires de mandement ne seront plus nommés à l'avenir pour trois ans seulement, mais à la volonté royale du Souverain. Cette disposition a pour objet, selon les expressions de S. M., l'avantage des fonctionnaires qu'elle concerne, en leur épargnant les dépenses trop fréquentes de nouvelles Patentes et de déplacement.

P I É M O N T.

Turin, 26 Mars. Nous avons publié de faire mention d'une Régle secousse de tremblement de terre qui a eu lieu le 14 de ce mois à Rivoli, sur les quatre heures de l'après-midi, et qui a été aperçue à Turin, à peu près à la même heure.

— M. le Premier Président Chevalier Vincent Ferrero est nommé Chef de Conseil de Commerce. M. le Comte J. B. Somis du Chivris est nommé Second Président de la Chambre Royale des Comptes.

— Par Patentes Royales du 25 janvier et du 18 mars, S. M. a conféré le titre et la dignité de Comte, transmissibles aux descendants mâles, par ordre de primogéniture, à M. le Chevalier Louis Biondi, à M. noble Amédée-Philibert Greyffé, à M. Étienne Vitalino Laurenti, et à M. le Sénateur Placido Novati.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

La gazette officielle de Saint-Petersbourg donne un article inséré dans quelques journaux touchant l'envoi d'un commissaire espagnol dans cette ville et l'existence d'un prétendu traité par lequel la Russie se serait engagée à fournir des secours militaires à l'Espagne.

— On annonce que LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice d'Autriche partiront de Vienne pour l'Italie, le 6 avril.

— S. M. l'empereur d'Espagne a rendu, le 13 février dernier, deux ukases, dont l'un ordonne que la Diète de Pologne s'ouvrira le 23 mai et sera close le 13 juin suivant; l'autre porte, comme article ajouté à la Constitution, que les séances de la Diète ne seront d'être publiques, à l'exception de la séance d'ouverture et de celle de clôture.

— Des nouvelles d'Odesse annoncent qu'il court le bruit que, depuis la dernière conspiration qui a eu lieu à Constantinople, le Sultan fait transporter une partie de ses trésors en Asie, et l'on ajoute, ce qui est peu vraisemblable, qu'il doit y transférer sa résidence.

ANGLETERRE.

Le gouvernement général de l'Inde a ordonné que le 4^e régiment qui s'est mutiné serait déclaré déshonoré, et son N.^o rayé. Les officiers ont été cassés, pour n'avoir pas réprimé le complot.

— Tout paraît annoncer que le bill pour l'émancipation des Catholiques passera, que les Catholiques seront admissibles à tous les emplois, et qu'il n'y aura d'exception que la succession au trône et la place de lord chancelier d'Angleterre et d'Irlande.

— On ne croit point à la grande victoire du général Soere dans le Pérou, malgré la prétendue confirmation apportée, dit-on, par un bâtiment arrivé de Guayaquil à Cadix, par la raison que le rapprochement des dates démontre le peu de fondement de ces dernières nouvelles.

FRANCE.

Paris, 22 Mars. La Commission nommée par la Chambre des Pairs pour l'examen du projet de loi relatif à l'indemnité, est composée comme il suit : le duc de Tarente (le maréchal Macdonald), le marquis de Lally, le comte Portalis, le comte de Fonteneau, le duc de Brissac, le comte de la Forest et le duc de Cadore (M. de Champagne).

— Le corps de M.^{re} la princesse de Metternich, après avoir été embaumé, a été présenté à la paroisse de l'Assomption, ■, le baron de Vincent, ambassadeur d'Autriche, conduisant le deuil. De là le corps placé sur un corbillard, a été porté à la barrière de l'Antin, d'où il a été mis dans une berline, pour être conduit à Mayence, en attendant que le monument qui lui est destiné soit terminé.

— M. le Prince d'Eschazay, ambassadeur d'Autriche à Londres, est parti yesterday pour l'Angleterre, après plusieurs conférences avec les ambassadeurs d'Autriche, de Russie, et le ministre des affaires étrangères de France. Il est parti, le même jour, un courrier extraordinaire pour Vienne.

24 Mars. M. le prince de Metternich a vu chez M. le comte de Villèle une conférence qui a duré une heure et quart; il y a eu ensuite un conseil des ministres.

— La Chambre des Députés a adopté le premier article du projet de loi sur les rentes. La Commission avait proposé l'adoption pure et simple du projet du gouvernement.

26 Mars. La Chambre des Députés a adopté les trois premiers articles du projet de loi relatif aux rentes.

— On continue à dire que le sucre sera renvoyé au 17 juin.

Actions de la Banque de France : 2035 fr. : 2005 fr.

Cinq pour cent consolidés : 103 fr. : 70 fr. : 103 fr. : 15 c. : 103 fr. : 10 c.

SUISSE.

La discussion sur les fortifications de Genève est terminée. Sur la rive gauche du Rhône, l'enceinte bastionnée, formant le corps de place, sera

réparée, et il sera statué, dans la session de mai 1831, sur les autres ouvrages de cette rive, séparée du corps de place. Une somme de six mille florins a été allouée pour les réparations à faire aux ouvrages conservés sur les deux rives, y compris les casemates et la construction de deux magasins à poudre.

V A R I É T É S.

STATISTIQUE de la Sardaigne.

Extrait de Bulletin Géographique, janvier 1825.

(Les Rédacteurs du Bulletin, en annonçant une seconde Lettre sur la Sardaigne, s'expriment comme il suit) :

« La lettre suivante, du savant écrivain à qui nous avons dû les documents importants sur la Sardaigne, déjà insérés au Bulletin, contenant de nouveaux détails non moins intéressans sur ce pays trop peu connu, nous avons cru devoir la mettre sous les yeux de nos lecteurs ».

« Monsieur, en vous remerciant de la bonté avec laquelle vous m'avez bien voulu accueillir les notices que j'ai eu l'honneur de vous adresser, sur le royaume de Sardaigne, je m'empresse de satisfaire le désir que vous m'avez témoigné, d'en recevoir de nouvelles.

« Parmi le grand nombre de renseignements que j'ai réunis sur cette île intéressante, ceux que j'ai choisis m'ont paru les plus propres à faire connaître la véritable position d'un pays, dont les ressources sont plus considérables et plus multipliées qu'on ne le croit communément. Plusieurs de ces ressources sont presqu'inutilisées par des obstacles que les princes de Savoie travaillent depuis plus d'un siècle à aplanir. Le défaut de la population, celui des chemins praticables, l'inertie causée par un climat méridional, voilà, Monsieur, les causes qui ont empêché jusqu'ici la Sardaigne d'atteindre le degré de prospérité dont elle est susceptible, ayant une mer puissamment et commodément salu anciennement renommée par sa fécondité, des vins précieux, des forêts immenses, des mines de fer et de plomb très-abondantes, des carrières de beau granit et de marbre, des salines, dont l'exploitation est fort productive, et joignant à tous ces avantages celui d'une position éminemment commerciale.

« Le gouvernement n'a négligé aucun des moyens propres à

faire valoir les ressources d'un pays si favorisé de la nature : et si ses soins n'ont pas obtenu jusqu'ici un succès complet , on ne peut pas dire non plus qu'ils soient restés infructueux. Dans l'espace d'un siècle , l'île a doublé sa population : de vastes déserts ont été défrichés et rendus à l'agriculture ; des bosquets d'oliviers ont succédé aux forêts qui couronnaient les collines des environs de Sassari ; le commerce , qui était nul , a pris quelque consistance ; des manufactures ont été établies : enfin , on a mis à portée de toutes les classes de personnes les bienfaits de l'instruction (édit du 24 juin 1820). Malgré cela , deux obstacles très-graves subsistent encore , dont chacun aurait suffi pour paralyser les heureux résultats que l'on commençait à obtenir. L'un est la communauté des terrains , qui , détruisant toute idée de véritable propriété , détruit le mobile le plus actif de l'industrie humaine. L'autre est le manque de routes , non moins nuisible aux intérêts du commerce et de la tranquillité publique , que contraire aux progrès de la civilisation. Le gouvernement a pourvu récemment à ces deux objets , en autorisant la création des terrains (édit du 16 octobre 1820), et en ordonnant la construction d'une grande route centrale de Cagliari à Sassari , et celle de plusieurs autres de moindre importance , destinées à faciliter les communications des villes de Sardaigne entre elles , et de chacune d'elles avec la grande route centrale et avec les divers points d'embarquement (ordonn. du 20 novembre 1821). C'est à ces salutaires opérations que la Sardaigne sera un jour redevable de sa prospérité.

J'ai cru que ces détails pourraient faire apprécier les efforts d'un gouvernement paternel en faveur des Sardes. Je parlerai maintenant des branches principales du commerce actif de l'île , et notamment de ceux de ses produits qui pourraient attirer l'attention des négocians étrangers , et devenir l'objet de spéculations avantageuses. Je place dans ce rang :

1.^o *La pêche du thon* . (L'auteur donne ici les produits de cette pêche pendant les neuf dernières années : d'où il résulte que , de 1811 à 1819 inclusivement , on a pêché 60,118 thons).

2.^o *Le blé* . Cette denrée formait anciennement la branche d'exportation la plus considérable de l'île. Dans les derniers temps , la concurrence d'Alessa a beaucoup nui à ce commerce , et les envois pour l'étranger sont devenus plus rares. Il est tant aisé de prévoir que cette concurrence deviendra de jour

» en jour moins à craindre : les colons des côtes de la Mer-Noire ,
 » dégoûtés du bas prix de leur blé, cherchent dans d'autres
 » genres de culture des résultats plus avantageux. De là la dimi-
 » nution de la surabondance de cette denrée, et l'augmentation
 » de prix correspondante. En attendant, j'ai marqué ci-après la
 » quantité de blé semé et récolté en Sardaigne pendant les années
 » 1830 et 1831.

Année.	Estérax semés.	Estérax récoltés.
1830	254,419	1,592,793.
1831	273,100	1,539,518.

» L'estérax ou maïs (*stavello*, *maggio*) est égal à litres 49,2.

» 3.^e *Le sel marin.* Quoique les habitants en fassent une consom-
 » mation considérable tant pour les usages domestiques, que pour
 » la salaison des fromages, des chairs crues et du thon, il en reste
 » toujours assez pour fournir à l'étranger plusieurs chargemens
 » considérables. Le gouvernement a toujours procuré beaucoup
 » d'avantages aux acheteurs étrangers, et dernièrement, par ses
 » ordonnances du 16 et du 21 septembre de l'année courante, il
 » a déclaré : 1.^o que l'exportation du sel pour l'étranger sera
 » exempte de toute imposition ; 2.^o que le prix de chaque salme
 » de sel sera fixé à 5 fr. et 84 c. ; 3.^o que les bâtimens qui s'occu-
 » peront de ce commerce jouiront d'une indemnité de 3 p. cent
 » sur la quantité de sel dont ils seront chargés ; 4.^o que les bâti-
 » mens étrangers, qui auront leur entière cargaison du sel acheté
 » des finances de la Sardaigne, jouiront, par rapport aux droits
 » d'ancrage et de durse, des mêmes privilèges que les vaisseaux
 » à pavillon Sarde.

» Les salines principales sont établies dans la rade de Cagliari ,
 » dans le golfe de Palmas, à Oristano, et aux îles de St-Pierre et
 » de Carloforte.

» 4.^e *Le bois de construction.* Un tiers de l'île est couvert d'é-
 » pais forêts. Un cinquième de ce tiers est *glanifié*. La figure
 » du chêne est généralement courbe, et sous ce rapport fort pré-
 » cieuse pour la membrure des bâtimens. M. Ruchin, capitaine
 » ingénieur, qui en 1820 a été chargé de reconnaître les forêts de
 » l'île, a démontré l'utilité qu'on en pourrait retirer, tant pour la
 » marine militaire, que pour la marine marchande. D'après les
 » calculs du même ingénieur, l'exploitation des forêts les plus rap-
 » prochées du littoral pourraient aller au-delà de 80,000 pleubs ;
 » c'est-à-dire à 1,600,000 pieds cubes, dont la valeur sur le con-

» tintent sermit au moins de 5,600,000 fr. Les coupes qu'on a com-
 » mencées dans les trois dernières années, et les expériences qui ont
 » eu lieu en France et en Angleterre, ont prouvé de la manière la
 » plus évidente, la précieuse qualité de ce bois pour les cons-
 » tructions maritimes.

» 5.^e *Les vins.* Les vins précieux que produisent les collines de
 » Cagliari, de Bosa, d'Alghero et les environs d'Oristano sont com-
 » parables aux meilleurs d'Espagne et des Canaries. Le *cannonao*,
 » le *giri* et le *monica* de Cagliari, la *vernaccia* d'Oristano, et les
 » *malvasias* de Bosa et d'Alghero, soutiennent la navigation, et
 » acquièrent en vieillissant une telle activité, qu'ils deviennent de
 » véritables vins de liqueurs, comme les vieux chypres, les mala-
 » gas, etc. La bonté et la délicatesse de ces vins, jointes à leur prix,
 » ont attiré des spéculateurs étrangers, et le commerce en est satis-
 » faisant.

» 6.^e *Les huiles.* Cette précieuse denrée, dont l'exportation en
 » 1795 était déjà considérable, est augmentée depuis de beaucoup
 » par les soins de Victor-Emmanuel, qui entre les autres encoura-
 » gemens avait promis des lettres de noblesse à tout propriétaire qui
 » prouverait avoir achevé une plantation de 4,000 oliviers (édit du
 » 5 décembre 1806). La qualité des huiles de Sardaigne ne le cède
 » pas aux meilleures de Gênes et de Provence.

» 7.^e *Le tabac.* Cette production qu'on cultive dans plusieurs en-
 » droits de l'île, est plus particulièrement propre au territoire
 » de Sassari. La qualité en est reconnue pour une des meilleures de
 » l'Europe; et lorsqu'il est réduit en poudre sans aucun mélange de
 » drogues, il devient égal au tabac d'Espagne ou de la Haye, dont
 » il a la couleur et le goût. Le commerce en est assez considérable.

» 8.^e *Les chevaux.* Les chevaux fins de haras, sont dès long-
 » temps connus fort avantageusement en Europe, tant pour la li-
 » gure, que pour la force et la vivacité. Le haras le plus renommé
 » de chevaux fins est celui de *Paulistino* appartenant au roi. La
 » race s'améliore de jour en jour par les soins que prend le gou-
 » vernement d'y entretenir des étables arabes de la plus grande
 » beauté. Le nombre des chevaux domptés, fins et ordinaires, était
 » en 1820 de 29,957, on évaluait les autres à 18,910. En 1821, le
 » nombre des premiers montait à 32,873, celui des seconds à
 » 20,622.

» Les fromages et la viande salée forment encore deux branches
 » très-considérables du commerce actif de la Sardaigne, mais je

« dois omettre des détails qui s'accorderaient mal avec les bornes
 « vraiment au peu trop resserrées du Bulletin. D'ailleurs je me suis
 « proposé de parcourir rapidement les principaux produits de
 « cette île, et non de vous en détailler toutes les ressources, qui,
 « comme j'ai eu l'honneur de vous le dire, sont plus multipliées
 « qu'on ne le croit communément. Par cette même raison, je
 « n'ai parlé ni de la pêche du corail, ni des mines de fer et de
 « plomb, etc. Vous trouverez toutes les notions désirables sur ces
 « objets dans l'exacte et savante *Description de la Sardaigne* que
 « va donner au public M. le chevalier de la Marmorata, homme ré-
 « commandable par ses talens autant que par l'ardeur persévérante
 « avec laquelle il a visité, palme à palme, pendant plusieurs années
 « successives, le pays qu'il avait à décrire ».

A V I S.

On prévient le public que M. Thénazey, célèbre oculiste, doit arriver en cette ville dans les premiers jours d'avril, pour y exercer son art, avec la permission des autorités; on annonce également que les indigènes seront opérés gratis, et qui en fait particulièrement l'objet de ses soins.

Il logera Hotel des *Trois Rois*, faubourg Montmelion.

AUTRE AVIS.

Le 22 avril il se fera à Genève une vente publique d'un train de voi-
 tures, harnais et chevaux.

LOGOGRIPIE.

Sur mes trois premiers pieds, j'embellis la nature;
 Elle prend avec moi son plus bel ornement.
 Sur mes trois derniers pieds, soumis à la culture,
 Je donne à la cuisine un assaisonnement.
 Pour moi, sur quatre pieds, la leure, je vous procure
 Un exercice utile, un noble amusement.

Anonyme.

Le mot de la dernière Charade est pré-caution.

MARCHÉ de Chambéry des 22, 24 et 26 mars 1825.

Bleds.	Prix.	Le Varietal.		L'Éclaircissement.	
		l.	c.	l.	c.
Foin de	19	30	—	53	25
Seigle	15	92	—	16	18
Orge	13	23	—	27	31
Éclaircissement	9	00	—	0	0
Yver	11	67	—	09	18
Avoine (1)	12	63	—	0	65
Pour la qualité, le kilogr.				0	50
Yver				0	60

(Ce) Rapport des 3 mois
 est en hectolitre:
 Foin 53
 Seigle 16
 Avoine 0

M A N I F E S T E

Pour la vente, par subhastation, des immeubles du sieur Jacques Montmasson, menuisier, demeurant au hameau de Myans, commune des Marches, lesdits immeubles situés rière ladite commune des Marches, mandement de Montmélian, consistant en maison, grange, prés, champs, vignes, bois taillis.

Le Tribunal de judicature-maje de la province de Savoie-Propre étant à Chambéry fait savoir que, par décret dudit Tribunal, en date du vingt-cinq octobre dix-huit cent vingt-quatre, dûment enregistré, le sieur Michel Rubaud et dame Françoise Guicherd, mariés, domiciliés à Chambéry, et encore sieur Joseph Gaille de son chef, comme père et légitime administrateur de Louis - Aimé Gaille, héritier de Pierre Bayet, habitant à S.-Sulpice, ont obtenu, contre le sieur Jacques Montmasson, menuisier, demeurant au hameau de Myans, commune des Marches, la permission de lui faire l'inoction prescrite par l'art. 94 de l'édit du 16 juillet 1822, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Mermet, en date du treize dudit mois d'octobre mil huit cent vingt-quatre, que, suivant le prescrit de l'art. 99 du même édit, sur requête présentée par lesdits mariés Rubaud et Guicherd, et ledit Joseph Gaille de son chef, et en sadite qualité, le Seigneur sénateur baron d'Alexandry, juge-maje dudit Tribunal, leur a permis par son décret du vingt-cinq février dernier, enregistré le même jour, sous le droit de deux livres, signé Baudé, de faire citer ledit Jacques Montmasson, ce qui a été fait par l'exploit de l'huissier Exertier, en date du quatre du courant mois de mars, pour comparaitre à l'audience du quinze même mois, et par ordonnance dudit jour, le Tribunal, ouï le rapport et l'avocat-fiscal, sans s'arrêter au délai requis par ledit Montmasson, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, et a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la requête qui précède le susdit décret du vingt-cinq février dernier, et sur le manifeste qui sera dressé par le greffier de séan, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal, du vingt-six avril prochain, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier pour faire la notification prescrite par le susdit édit du 16 juillet 1822 ; la susdite requête, extrait du cadastre y annexé et

décret du vingt-cinq février dernier, de même que la susdite ordonnance dudit Tribunal, du quinze du courant et enregistrement du tout, ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins connus; en date du vingt-deux dudit mois de mars courant, audit sieur Jacques Montmasson, et une copie authentique du tout signée par M.^e Montagnole, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en coûte le certificat du vingt-trois dudit mois de mars, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M.^e Dometget, conservateur, qui a perçu quatre livres, nonante-trois centimes.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES.

ART. 1. Pré sis lieu dit en Praquénard, mas de la commune des Marches, figuré sous numéro deux mille deux cent septante-sept, de la contenance de cent vingt toises, quatre pieds, de la taille de quatre sous, dix deniers; pré à Myans, de la contenance de dix journaux, cent quatre-vingt-trois toises, cinq pieds, de la taille de trois livres, dix-huit sous, cinq deniers, figuré sous le numéro deux mille deux cent septante-six; pré audit lieu, de la contenance d'un journal, cent quatre-vingt-six toises, cinq pieds, de la taille d'une livre, deux sous, neuf deniers, figuré sous le numéro deux mille deux cent septante-huit. Ces trois numéros sont contigus et ne forment qu'une seule et même pièce, qui se confine du midi par un chemin, du nord par le pré-verger du sieur Pierre Genevois, et du couchant par un chemin.

ART. 2. Grange sis lieu dit à Myans, figurée sous le numéro deux mille deux cent soixante-neuf de la mappe de la commune des Marches, de la contenance de vingt-sept toises, un pied, de la taille de deux sous, confinée du levant par un chemin, du nord par la grange du sieur Genevois et du couchant par le pré de la rogne.

ART. 3. Maison lieu dit à Myans, figurée sous le numéro deux mille deux cent septante, de la contenance de cent soixante et une toises, cinq pieds, de la taille de treize sous, trois deniers, se confine du midi par un chemin et du couchant par la maison de Pierre Genevois.

ART. 4. Champ lieu dit à Myans, figuré sous le numéro deux mille deux cent septante-deux de ladite mappe, de la contenance

de huit journaux , trois cent sept toises , deux pieds , de la taille de quatorze livres , dix-neuf sous , six deniers ; pré sis audit lieu , figuré sous numéro deux mille deux cent septante-trois , de la contenance de deux journaux , cinquante-deux toises , deux pieds , de la taille d'une livre , douze sous , six deniers ; Bois-taillis sis audit lieu , figuré sous numéro deux mille deux cent septante-quatre , de la contenance d'un journal , deux cent quatre-vingt-neuf toises , quatre pieds , de la taille de huit sous , dix deniers ; Champ sis audit lieu , figuré sous numéro deux mille deux cent septante-cinq , de la contenance d'un journal , deux cent cinquante-sept toises , quatre pieds , de la taille d'une livre , cinq sous . Ces quatre numéros sont contigus et ne forment qu'une seule et même surface continue , qui est confinée du levant par un chemin tendant à Chambéry , des nord et couchant par les pièces de champ et bois de Pierre Genevois .

ART. 5. Pré sis lieu dit en Bellisay , figuré sous le numéro deux mille deux cent quatre-vingts de ladite nuytte , de la contenance de septante-six toises , quatre pieds , de la taille de deux sous , six deniers , Vigne sise audit lieu , figurée sous numéro deux mille deux cent nonante-deux , de la contenance de septante-quatre toises , trois pieds , de la taille de cinq sous , un denier ; Vigne sise audit lieu , figurée sous numéro deux mille deux cent nonante-trois , de la contenance d'un journal , quarante toises , quatre pieds , de la taille d'une livre , dix-huit sous , huit deniers . Ces trois numéros sont contigus et ne forment qu'une surface continue , qui est confinée du midi par la pièce de terre dudit sieur Genevois , des nord et couchant par un chemin tendant à Chambéry .

ART. 6. Pré sis lieu dit à Myans , figuré sous le numéro deux mille deux cent septante-sept , de la contenance de deux cent quatre-vingt-une toises , quatre pieds , de la taille de seize sous , un denier , confinée du levant par un chemin , du midi par le pré-verger du sieur Genevois et du nord par la vigne dudit Montmasson .

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

Que l'adjudicataire prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de l'adjudication définitive , avec leurs servitudes actives et passives .

ART. II.

Qu'il maintiendra les baux, s'il y en a qui aient une date certaine et laissera au colon son droit colonique pour l'année courante, s'il est des biens cultivés à moitié fruits.

ART. III.

Il payera jusqu'à concurrence du prix de son adjudication, toutes les créances affectées sur lesdits biens, exigibles ou non, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal.

ART. IV.

Il payera en sus du prix de l'adjudication, tous les frais qui seront faits pour y parvenir dès la requête du vingt-cinq février dernier inclusivement.

ART. V.

La mise à prix offerte par les poursuivans est de seize cent quarante-cinq livres neuves, calculée sur soixante fois la contribution royale.

ART. VI.

L'acquéreur sera tenu d'exécuter tout ce qui est prescrit en pareil cas par le susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, notamment de faire transcrire à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'acte d'adjudication sur les biens vendus, en faveur de la masse des créanciers ainsi que du débiteur Jacques Montmasson, de quoi l'acquéreur devra justifier dans la huitaine et avant qu'il lui soit délivré expédition du verbal d'adjudication.

En exécution de l'ordonnance et du décret ci-dessus énoncé et à la requête des obteneurs ayant pour procureur M. Montagnole, Procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature Majeur au Sénat à Chambéry (2.^{me} section), rue Juverie, maison d'Allières, le mardi vingt-six avril prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix offerte par les poursuivans, qui est de seize cent quarante-cinq livres neuves.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 70 et 100 du susdit édit du 16 juillet 1807.

Mande, à ces fins, le susdit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affiches,

notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Données à Chambéry, sous le sceau de ce Tribunal, le 26 mars 1825, Signé MOLLARD, Greffier.

Enregistré à Chambéry, le 26 mars 1825, vol. 25, case 78, folio 9 verso, perçu trois livres. BAUDÉ.

*Au Seigneur Sénateur et Juge-Maje de la province
de Savoie-Propre.*

Supplie humblement sieur Claude l'ainé Charrot, propriétaire-agriculteur, domicilié à Sainte-Hélène-des-Millières.

Il a l'honneur d'exposer que, par contrat du 14 juin 1816, passé à Châteaufort, aux minutes de M. Jacques Blanc notaire, il a acquis en commun avec Pierre Charrot, son frère, de Claude son Gaspard Farly, né à Châteaufort, domicilié à Sainte-Hélène-du-Lac, les immeubles ci-après spécifiés :

1.^o Une maison située au hameau de Malaxeray, territoire de Châteaufort, consistant en deux membres au rez-terre, au garbin et une cave, avec les placées au devant et derrière; plus, une écurie et une foitière en-dessus, une allée entre lesdits deux bâtimens, qui doit rester libre pour le passage seulement; comme encore un petit jardin, de la contenance d'environ 50 toises, et le placée qui s'étend derrière ladite écurie; le tout inscrit sous les numéros de la mappe 425, 427 et 428.

2.^o Les pièces de champ situées lieu dit au Carret, même territoire de Châteaufort, inscrites sous les numéros 599, 400, 401 et 402, de la contenance de 75½ toises, 6 pieds.

3.^o 56½ toises, 7 pieds, à prendre, part du nord, d'une autre pièce de champ, située au même lieu, sous numéro 406.

4.^o Une autre pièce de champ, située lieu dit à Contar-Crépin, même territoire, sous numéro 405, de la contenance de 75½ toises.

5.^o 89 Toises à prélever au levant d'une pièce de bois Chaux, fixée sous numéro 205.

Le prix a été fixé à 4500 francs, dont cent ont été payés comptant au vendeur, et les 4400 restans ont été stipulés payables aux créanciers antérieurs et privilégiés, desquels il fut dit que le vendeur serait tenu d'édifier les acquéreurs à ses frais;

et avec intérêts seulement dans le cas de retard où ceux-ci pourraient se trouver d'effectuer ledit paiement total ou partiel après ladite édification, et la liquidation préalable du montant de chaque créance.

Par acte du 13 mars 1822, Bellerille, notaire à Chamoux, Pierre Charrot a cédé au suppliant tous droits qui pourraient lui compéter en vertu de la susdite acquisition, l'a mis en son lieu et place, à la charge de relever ledit cédant des obligations y contenues qui pouvaient le concerner.

Le suppliant désire se prévaloir de la faculté qui lui est accordée par la loi, de purger sa nouvelle propriété des créances et charges dont elle peut être grevée. à ces fins il joint ici le certificat du dépôt et de la transcription du contrat, Blanc notaire, au bureau des hypothèques de l'arrondissement de Chambéry, en date du 25 octobre 1825, signé Domenget, conservateur, et l'état divisé en trois colonnes, de toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens, suivant le certificat délivré par le conservateur, en date du 5 février 1825 : il déclare être prêt à payer immédiatement les créances, tant exigibles, qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de judicature-maje, le tout à concurrence du prix stipulé : il élit domicile en la personne et maison d'habitation de M^r François Dijoud, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, et reconnet :

Qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur Juge-maje, lui permettre de faire notifier, par l'huissier ou sergent qui sera désigné, cette résolution, avec les susdits certificats de transcription et état d'inscription, à chacun des créanciers portés en cet état, au domicile élu par l'inscription, ainsi qu'à Claude Tardy, précédent propriétaire ; sous la proteste de la part du suppliant de se prévaloir dans le temps, des droits des créanciers auxquels il se trouve subrogé : sous la proteste aussi des réparations par lui faites aux lieux, dûment constatées, et pourvoir.

DESARSON, conseil.

Claude CHARROT.

Dijoud, p.^r

Est commis l'huissier Exartier pour faire les notifications requises, en conformité de l'édit du 16 juillet 1822.

Chambéry, le 15 mars 1825.

D'ALEXANDRY.

Enregistré à Chambéry, le 16 mars 1825, volume 23, case 1651, folio 175 verso. Percu deux livres.

BAUDÉ.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques de Chambéry, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M. Claude Pâiné Charrut, un acte du 14 juin 1816. Blanc, notaire à Châteauneuf, portant vente par Tardy Claude son Gaspard, habitant à S.^e-Hélène-du-Lac, en faveur des Charrot Pierre et Claude Pâiné, enfans de Jacques, habitans, le premier, à Epierre, le second, à S.^e-Hélène-des-Millières ; de maison, placage, grange, jardin, champs et bois, sur Châteauneuf, plus amplement désignés audit acte.

Prix : quatre mille cinq cents livres, dont deux mille neuf cents non payés (inscription d'office).

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 5, art. 551 ; et sur le registre général d'ordre vol. 52, art. 529, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel.	Liv.	22	50
droit de timbre	"	0	60
salaires	"	1	50

TOTAL vingt-quatre livres, soixante centimes. 24 60
A Chambéry, le 25 octobre 1825.

Le Conservateur DOMENGET.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte susdit ou vol. 57, art. 171, et reçu pour droit proportionnel liv. 1 45
de timbre. " 0 75
salaires " 0 75

TOTAL deux livres, quatre-vingt-quinze centimes. 2 95
A Chambéry, le 25 octobre 1825.

Le Conservateur, DOMENGET.

État des Inscriptions contre la personne et sur les biens de
Claude TARDY.

DATE et nature du privilège ou de l'hypothèque.	N O M S des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Acte obligatoire du 30 janvier 1815, inscrit le 10 janvier 1825.	Berthet Louis.	1400 00

Contrat de mariage du 18 janvier 1785, inscrit le 1 ^{er} février 1825.	Agneltaz Jean, Claude et Marie.	452 00
Acte obligatoire du 25 avril 1812, inscrit les 26 avril 1811 et 16 avril 1825.	Monnet Marc.	800 00
Contrat de vente du 30 janvier 1812, inscrit le 20 mai 1825.	Charrot Claude, le cadet.	750 00
Acte de vente du 25 mars 1814, inscrit le 18 juin 1825.	Bertin François.	950 00
Actes obligatoires des 25 avril 1791 et 8 août 1792, inscrits le 28 octobre 1825.	Tardy Jean, Genin Joseph, Rioud François.	2600 00
Acte de vente du 2 août 1791, et acte obligatoire du 24 novembre 1812, inscrits le 8 janvier 1813, et le 28 octobre 1825.	Castagnère-de-Châteauval Jean-Ester, soit Tardy Jean et Charrot Claude.	1979 00
Contrats dotaux des 6 juillet 1788, 19 brumaire an 6 et 27 ventôse an 7, inscrits le 30 octobre 1825.	Tissot Marie, f. ^{me} de Claude Tardy.	3600 00

Claude CHARROT.

DUPON, P.^r

P. S. La Chambre des Députés de France, votant sur l'ensemble de la loi relative aux rentes, l'a adoptée, à la majorité de 157 voix contre 119.

AVIS ESSENTIEL.

Ceux qui ont à faire insérer au Journal de Savoie des Annonces Judiciaires, sont de nouveau invités à les adresser *franc de port* à l'Imprimerie du Journal, rue du Sénat, à Chambéry.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 8 Avril.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 7 Avril. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois de mars 1825.

Mars 1825.

BAROMÈTRE à 0.º

	Milim.	P.	Lign.
Du 1.º au 10	739.4	..	27 3. 8
Du 11 au 20	742.0	..	27 4. 9
Du 21 au 31	738.0	..	27 3. 2
Max. le 20	748.8	..	27 7. 9
Min. le 2	730.6	..	26 11. 6

THERMOMÈTRE.

	Centigrade.	de Réaumur.
Du 1.º au 10	+ 6.º.1	+ 4.º.89
Du 11 au 20	+ 2.º.2	+ 1.º.76
Du 21 au 31	+ 10.º.2	+ 8.º.16
Max. le 31	+ 18.º.7	+ 14.º.96
Min. le 8	- 3.º.4	- 2.º.72

— Hier, 6 du courant, on a célébré, avec la même solennité que les années précédentes, l'anniversaire de la naissance de notre auguste Souverain S. M. le Roi CHARLES-FÉLIX.

— S. M., par Lettres-Patentes du 29 mars dernier, a daigné décorer du titre de Manufacture Royale, la fabrique de verre et cristaux des sieurs Laffin et Peroux, établie à Alex, province de Genève. S. M. avait déjà accordé à cet établissement un privilège exclusif de trente ans, par Brevet Royal du 18 décembre 1821. Le dépôt de cette Manufacture à Turin est rue Sainte Thérèse, maison Collegno.

— Le sucre de raisin ayant de l'analogie avec le sucre de diabète, M. Calloud, pharmacien à Annecy, l'a soumis aux mêmes expériences que ce dernier, en cherchant à le combiner avec le muriate de soude : il est parvenu aux mêmes résultats et a obtenu des cristaux identiques dans les deux cas. Il continue ses recherches sur le sucre d'amidon et celui de canne.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 5 avril : Une note de 17 routes rachetables tirées au sort le 3e mars dernier, pour être remboursées à valeur intégrale, selon le Règlement du 14 septembre 1822.

Turin, 2 Avril. Par Patentes et Brevets du 10 février dernier, S. M. a nommé M. Joseph Tezpi Chef de Division, M^{lle}. Frédéric Quaglia et Matthieu Castagnola Chefs de Section, et M. André Gullina Secrétaire dans l'Agence générale des Canales.

Par Patentes du 17 du même mois, M. l'Avocat Jacques Parisani a été nommé Sous-Secrétaire au Ministère des Finances.

— Un journal anglais rapporte qu'en 1820 vivait encore aux Etats-Unis, à deux milles de White-Hall, un vieillard âgé de cent trente-quatre ans, nommé François Housi, qui avait épousé, en Angleterre, au couronnement de la Reine Anne, Marie deux fois, il a eu six enfans, dont le plus jeune avait 52 ans. Sa seconde femme avait 70 ans, et tous deux vivaient encore du produit de leur travail.

— Par Lettre Royal, M. l'Avocat Collégia Joseph - Philippe de Saint-Bonnet est nommé employé à la Secrétairerie d'Etat pour les Affaires internes.

— M. le Comte Joseph - Marie Huberti de Castelvero, Colonel des Chars-légers de Savoie, est élevé au grade de Major - Général et nommé Général commandant les armes, milices et gens de guerre de Sardaigne; Gouverneur de la ville, le Chateau et dépendances de Cagliari.

— Dans la séance tenue le 30 mars par la Classe des sciences physiques et mathématiques, M. le Professeur Grobert, au nom de deux Commissions, a fait un rapport sur un projet de purifier en Savoie les huiles extraites de divers semences, et un autre rapport sur un mécanisme employé comme filon pour clarifier et purifier les vins. M. le Prof. Victor Michelotti a fait un rapport sur quelques échantillons de papier fabriqué avec des matières végétales. M. le Prof. Rossi a fait le récit de la guérison d'un homme mordé par un chat et donnant des symptômes visibles d'hydropisie. Le moyen de guérison employé par M. Rossi est la caustérisation des glandes sous-linguales, où se manifestent les signes de la rage. Le malade jouit dès-lors d'une parfaite santé.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1^{er} avril. 1825.

Du 18 au 31 Mars 1825 : 102 liv.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

On croit que la publicité des délibérations dans les Etats représentatifs de l'Allemagne sera modifiée et que le nombre des séances publiques sera restreint.

— La seconde Chambre des Etats de Bade a voté le renouvellement intégral tous les six ans.

— La salle de spectacle de Weimar a été entièrement incendiée dans la nuit du 21 mars dernier.

— Le chef des Czaes insurgés, Colocotroni, après avoir perdu ses yeux, s'est rendu à Napoléon de Romanie avec un sauf-conduit. Le gouvernement grec lui a donné 20 à 30 jours pour fournir sa justification.

ANGLETERRE.

La première lecture du bill pour l'émancipation des Catholiques a eu lieu à la Chambre des Communes. La seconde lecture aura lieu le 19 avril.

FRANCE.

Paris, 29 Mars. Un journal fait observer que toutes les incertitudes sur l'époque du sacre doivent être levées par les paroles du Roi dans son discours à la Chambre des Députés, où il a annoncé que le sacre terminerait la première session de son règne.

— M. le comte de Tolstoy, général russe, arrivé en courrier extraordinaire, à dix heures du soir, a travaillé jusqu'à deux heures du matin avec l'ambassadeur de Russie. Il a eu, dans la matinée, une conférence de plusieurs heures avec le ministre des affaires étrangères.

— Des conférences fréquentes se tiennent entre le prince de Metternich et les ambassadeurs d'Autriche, de Russie et de Prusse.

— Il paraît qu'il faut prendre le contre-pied de la nouvelle de la victoire attribuée aux troupes de Bolivar, que celui-ci a été entièrement défait, et qu'il était poursuivi par 26 mille hommes de troupes royalistes.

— M. le marquis de Bonnay, Pair de France, ministre d'état et gouverneur de Fontainebleau, vient de mourir.

— M.^{gr} le prince de Croÿ, grand aumônier de France, est nommé cardinal.

31 Mars. M. de Lézardières a fait à la Chambre des Députés le rapport sur le projet de loi relatif aux Communautés religieuses de femmes. La Commission en a proposé l'adoption.

2 Avril. Le Roi a reçu avant l'ordre, en audience particulière, M. le Comte Pozzo di Borgo, ambassadeur de Russie.

— M. Oerard, munitionnaire général de l'armée d'Espagne, vient d'être transféré de Saint-Pélagie à la Conciergerie, où se trouve également détenu M. Sicard, intendant général de la même armée.

— La gasette de Madrid donne la nomination officielle de M. Antoine Ugarte au conseil d'état et au poste d'envoyé extraordinaire et de ministre plénipotentiaire de S. M. C. à la Cour de Turin.

Actions de la Banque de France : 2030 fr. ; 2030 fr. ; 2030 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr. ; 70 c. ; 102 fr. ; 55 c.

ITALIE.

Dans le Consistoire secret du 31 mars, Sa Sainteté a pourvu aux Métropoles de Bourges et de Saint-Jacques de Cuba, et aux sièges épiscopaux de Rennes, de Soissons, de Carcassonne, de Limoges, de Luze, de Beauvais, de Carthagène, d'Antorga, de Lago, de Cadix, de Ségorie, du Narni.

de - Jhuu dans les Iles Philippines, de Sabaria et de Nemeu in partibus infidelium. sa Sainteté a été Cardinal Vgr. la Prince du Croi, Archevêque de Rouen et grand aumônier de France.

VARIÉTÉS.

PRINCIPES de la Langue Italienne ; par M. E. CALZA, Professeur à Lyon. Un vol. in-12, de 170 pages. A Paris, chez *Pierre Blanchard*, et à Lyon, chez *Favério*, rue Lafont, n.º 6.

L'utilité et l'agrément attachés à la connaissance de la langue italienne sont généralement appréciés ; aussi l'étude de cette belle langue entre-t-elle dans le plan de toute éducation soignée. Si la connaissance d'une langue étrangère est, en quelque sorte, nécessaire aux peuples limitrophes qui ont de fréquentes relations avec leurs voisins, elle l'est surtout pour ceux chez qui cette langue est celle du Gouvernement dont ils dépendent ; et, sous ce rapport, la langue italienne est un besoin dans notre pays, soit à cause de la correspondance des fonctionnaires et des administrations avec le Ministère, soit pour les sujets qui veulent être aptes à occuper des emplois delà les monts.

On ne saurait donc trop encourager parmi nous l'étude de cette langue, et il importe d'accueillir tous les moyens qui peuvent faciliter cette étude. Nous n'entreprendrons pas de prononcer sur le mérite relatif des nombreuses Grammaires qui ont été publiées jusqu'ici. Mais quel que soit le choix qu'aient pu faire les maîtres, à qui il appartient mieux qu'à nous de porter un jugement sur ce point, nous croyons que les *Principes* annoncés ci-dessus peuvent encore être utiles aux élèves, par la clarté que l'auteur a su y répandre, et nous dirons même, par leur brièveté, qui leur offre comme une sorte de résumé des leçons plus développées qu'ils auraient reçues d'ailleurs par une autre méthode, ou si l'on veut, comme une introduction à une étude plus étendue et plus approfondie.

Pour enseigner avec succès une langue quelconque, par l'intermédiaire de celle des élèves à qui l'on s'adresse, il faut les posséder également bien toutes les deux ; autrement le maître se verra dans l'impossibilité de trouver, dans la langue interprète, des exemples propres à faire comprendre les diverses acceptions des mots, les tours, les nuances, les idiotismes, le génie de la langue qu'il enseigne.

Cette observation est favorable à l'auteur des Principes que nous annonçons ; Italien de nation, la manière claire et correcte dont il s'exprime en Français, fait naître un préjugé avantageux en faveur de ses leçons.

Il commence par la prononciation. Ensuite il traite du *nom* et du *genre*, du *nombre*, des différens rapports que les noms ont entre eux, de l'*article*, du *verbe*, et successivement de toutes les autres parties du discours.

Nous n'avons pas su entrevoir les raisons pour lesquelles l'auteur a intercalé la théorie des verbes entre le nom et l'adjectif, l'emploi de celui-ci étant immédiatement subordonné à l'autre, qui seul en détermine le choix et la forme.

L'auteur a donné un bon article sur les *italianismes* et sur certaines tournures particulières à la langue italienne ; et pour mettre les élèves sur la voie d'étudier les diverses locutions qui sont propres à cette langue, il a ajouté un certain nombre d'exemples, avec leur signification correspondante dans la langue française.

L'ouvrage est terminé par quelques notions sur la poésie italienne, où l'auteur traite de l'accent tonique, de la rime, des différentes espèces de vers, de la manière de scander les vers, des accens lointains dans les vers, et enfin des licences poétiques.

La partie logique de cet ouvrage fait honneur aux connaissances de l'auteur. On voit qu'il apprécie avec justesse les fonctions respectives des divers élémens du discours. C'est ainsi qu'il refuse la qualité exclusive d'*adverbes de quantité* aux mots *beaucoup*, *trop*, *assez*, etc., qui quelquefois, il est vrai, sont employés dans ce sens, mais qui d'autres fois sont de véritables noms, lorsqu'ils sont suivis de la préposition *de*, comme dans ces exemples : *assez de prudence*, *beaucoup de réserve*, *trop de négligence*. Ces mots *beaucoup*, *assez*, *trop*, employés dans ce sens, sont des expressions elliptiques, qui pourraient être remplacées ainsi : *une prudence suffisante*, *une grande réserve*, *une négligence excessive*.

Dans plusieurs grammaires, d'ailleurs estimées, on classe parmi les pronoms les mots *mon*, *ton*, *son*, etc., qui sont de véritables adjectifs, puisqu'ils accompagnent nécessairement un nom, dont ils prennent le genre et le nombre ; ces mots ne tiennent pas la place d'un nom, mais ils servent à déterminer l'objet indiqué par le nom qu'ils précèdent ; ce sont des adjectifs

possessifs, qui qualifient le nom, en exprimant l'idée de possession et de la personne qui possède,

L'auteur considère également et avec raison, les mots relatifs qui, *que*, *dont*, etc., comme des adjectifs; car ces mots, qui ne tiennent point non plus la place d'un nom, servent de même à qualifier l'objet auquel ils se rapportent : *l'homme qui est venu*, pour l'homme lequel est venu; *la femme qui est partie*, pour la femme laquelle est partie; *l'auteur à qui je m'adresse*, pour l'auteur auquel, etc.; *le livre dont je me sers*, pour le livre duquel, etc. Les mots *qui*, *que*, *quoi*, ne sont des pronoms que lorsqu'ils sont employés seuls, comme dans quelques phrases interrogatives : *Qui est venu ? pour quelle personne est venue ? Que faites-vous là ? pour quelle chose faites-vous là ? A quoi vous occupez-vous ? pour à quelle chose vous occupez-vous ?*

Il en est encore de même des mots *ce*, *cet*, *cette*, *ces*, *qui*, dans la langue française, sont des adjectifs démonstratifs, et non pas des pronoms, puisqu'ils ne peuvent avoir de sens qu'autant qu'ils sont suivis d'un nom, dont ils prennent le genre et le nombre. Dans la langue italienne, *questo* est tantôt adjectif démonstratif, comme *in questo mentre* (sur ces entrebâilles), *questo è quella* (ceci est cela). C'est ainsi qu'en français *notre*, *votre*, *leur*, sont adjectifs quand ils sont joints à un nom, et pronoms lorsqu'ils sont seulement précédés de l'article *le*, *la*, *les*.

Ces distinctions sont essentielles, si l'on veut pénétrer dans la logique grammaticale, se faire une idée exacte des attributions de chaque espèce de mots et se rendre capable d'analyser le discours avec justesse.

ANNONCE.

Prospectus pour l'impression de l'HISTOIRE DE NICE, par voie de souscription.

S. M. ayant daigné m'accorder la permission et le privilège de faire imprimer l'Histoire de Nice, ma patrie, avec tout le soutien et le patronage par la précieuse suffrage du Ministère de l'intérieur et par la bienveillance toute particulière avec laquelle l'administration de la ville en a accepté la dédicace, je viens offrir à mes concitoyens, aux étrangers qui fréquentent son heureux climat, et aux amateurs de l'histoire, le fruit de quinze années de travail et de pénibles recherches.

La capitale des Alpes Maritimes, placée dans une situation intermédiaire entre la France et l'Italie, a constamment participé aux grands événemens dont ces deux pays ont été le théâtre pendant une longue série de siècles; leur récit mérite de fixer l'intérêt, non seulement de tous ceux qui aiment à étudier les vicissitudes des peuples, mais plus particulièrement encore des sujets de l'auguste Maison de Savoie; car depuis que les habitans de Nice ont eu le bonheur d'être associés à ses glorieuses destinées, ils ont toujours été comptés parmi les plus fidèles et les plus dévoués.

Le château de Nice, qui formait jadis la barrière des Alpes du côté du Var, est célèbre par son antique renommée guerrière; il a été long-temps le premier boulevard de l'Italie, et même plusieurs fois la dernière ressource de nos souverains.

Dans les montagnes qui l'environnent, il n'y a pas un rocher qui ne soit fécond en actions héroïques, et qui ne laisse revivre de nobles souvenirs!

Nice, sous la domination des illustres descendans de BRAGU, fut l'objet constant de leur sollicitude paternelle... L'établissement maritime de Villefranche, la cession du port-franc, les encouragemens accordés à son commerce, enfin les travaux mémorables qui ont égalé la sagesse et les bienfaits de leur gouvernement, seront à jamais gravés dans nos annales.

J'ajouterai la fertilité du sol, les avantages d'une position pittoresque, les douceurs d'un climat salubre, réputé le plus tempéré de l'Europe méridionale, de sorte que l'ensemble de ces détails, réunis dans un même tableau historique, peut prétendre aux suffrages de tous ceux qui confondent l'amour de la patrie avec celui du Roi, et des voyageurs distingués par leurs talens et par leur instruction.

Le prix de la souscription est fixé à la somme de vingt francs. L'ouvrage vendra chez les libraires au payeur à raison de sept francs chaque volume. Les noms de MM. les Souscripteurs seront imprimés à la fin du tome dernier. Les frais d'envoi par la poste ou autrement, resteront à la charge de MM. les abonnés étrangers, qui seront avertis d'avance de l'époque précise, à laquelle ils pourront successivement retirer les exemplaires.

Le prix de l'abonnement est payable en retirant les deux premiers volumes actuellement imprimés; ils se vendent à Nice, à la Société Typographique, et à Turin, chez les Libraires Bocca frères, et Laurent Balzano.

Le premier volume comprend le récit des événemens historiques depuis la fondation de Nice par les Phocéens-Marcellins, jusqu'en 1388, heurteuse époque, où le Comte Amédée VII de Savoie fut appelé à la souveraineté du pays. Le second, tous les faits survenus, jusqu'à la démolition du château par le Maréchal Duc de Berwick; le troisième, enfin, qui paraîtra dans le courant de 1824, complétera l'ouvrage jusqu'à la fin de septembre 1792, et sera suivi d'un aperçu rapide sur les événemens les plus importants qui

lut en lien pendant le tourbillon révolutionnaire, à toute l'année 1815 inclusivement.

Je suis autorisé à faire connaître que S. M. le Roi CHARLES-FRANÇOIS a daigné m'accorder un premier et précieux succès, en agréant un nombre d'exemplaires de l'ouvrage, et en autorisant le Ministère de l'Intérieur à figurer en tête de l'abonnement. Cette auguste protection, j'ose m'en flatter, qu'obtiendra plus facilement les suffrages du public.

Les abonnements se reçoivent chez les Libraires ci-dessus indiqués.

Nice, le 1^{er} mars 1824.

Par LOUIS DURANTÉ,

*Capitaine dans les Armées du Roi,
Inspecteur des bois et forêts de la Division,
Membre correspondant de l'Académie des Sciences de Turin.*

N. B. Les trois volumes sont maintenant publiés.

ENIGME.

Je change de forme et d'emploi,
Selon le but qu'on se propose.
Je tourne ici selon certaine loi,
Et jamais je ne me repose;
Là, je passe et repasse, en faisant mon chemin
Et de mes pas laissant la trace.
Ailleurs, je demeure sur place
Et je m'élève comme un pin.

Le mot du dernier Logographe est mail, où l'on trouve mai et ail.

ENIGME du N.^o 13.

Page dernière, seconde ligne du Post-scriptum, au lieu de 137 voir, lire: 137.

Marchés de Chambéry des 29 mars et 2 avril 1825.

BLÉ.	PRIX.	Le Vassal.		L'Hectolitre.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		19	18	23	60
Seigle		13	50	16	34
Orge		13	00	16	90
Sarrasin		0	00	0	0
Mais		15	00	19	62
Avoine (1)		13	75	9	51
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	39
Vin, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	50

(1) Rapport des 3 récoltes en hectolitre:
Froment. 813
Seigle. 726
Orge. 727

TENEUR DE REQUÊTE

Au Tribunal de Judicature - Maje de la province du Genevois.

Supplie humblement sieur Gaspard Audlet, docteur en chirurgie habitant à Ancey, et dit :

Qu'après avoir déclaré, par acte mis au greffe de crans le 11 mars passé, qu'il n'acceptait l'hoirie de Jeanne-Philiberte Baud, à lui dévolue par le dernier testament de celle-ci, du 20 novembre 1823, Bardaliet fils, notaire, qui sous le bénéfice de l'inventaire légal, il s'est pourvu au Sénat, pour notifier cette résolution aux créanciers, et sur requête présentée à ces fins le 20 mars passé, il lui a été décerné lettres, en conformité du §. 6. liv. 5. tit. 8 des Edits, intimées par exploits des 24 mars, 31 et 10 avril passés, des huissiers Morrel-Frédér, Sibuet et Martin Mermet, par lesquelles lettres, en outre, M.^r Joseph Sailliet a été nommé économe à ladite hoirie.

Que, par requête présentée au Sénat le 22 mai passé, il s'est pourvu de nouveau pour obtenir l'établissement d'un curateur à ladite hoirie, pour être, en contradictoire d'icelui, donné commencement de l'inventaire légal, et par les motifs énumérés en ladite requête, M.^r Pralet fut nommé curateur, par décret et lettres dudit jour 22 mai passé, enoessivement il a été procédé à la confection dudit inventaire légal, ensuite des assignations nécessaires, données par exploits du 11 juin passé de l'huissier Blanchard, lequel inventaire a été clos par procès-verbal du 14 juin passé, ainsi qu'il en résulte du verbal de M.^r Fontaine, notaire commis, expédié le 25 juin passé.

Désirant donner commencement à l'instance de discussion, le suppliant, en produisant à ces fins 1.^o l'état des avoirs de feu dame Jeanne Philiberte Baud, décrits dans l'inventaire précité, n'y ayant aucun ignoble; 2.^o le certificat en due forme délivré par le Conservateur des hypothèques de la Province du Genevois, le 8 juillet passé, de toutes les inscriptions prises et existantes sur les immeubles venlus, pour satisfaire à l'art. 149 de l'Edit du 16 juillet 1822, s'étant pourvu au Sénat par requête du 17 juillet passé, pour obtenir lettres spéciales contre les créanciers inscrits et lettres générales contre tous les créanciers et quiconque ayant intérêt sur le patrimoine dont s'agissait, et il demandait en même temps qu'il plût au Sénat commettre le Tribunal de Judicature-Maje de cette Province pour la cause de discussion.

Il a plu au Sénat commettre le Tribunal de Judicature-Maje de cette Province pour ladite cause de discussion par décret et lettres du 17 juillet passé.

C'est pourquoi le suppliant recourt en joignant les pièces et instances énoncées, à ce qu'il plaise au Tribunal, en conformité de l'art. 150 de l'Edit du 17 juillet 1822, attendu que M.^r Pralet a cessé ses fonctions, élit M.^r Fontaine, procureur

céans , ou tel autre qu'il plaira au Tribunal , curateur à l'hoirie dont s'agit , et pour représenter les créanciers incertains et absens , et confirmer M.^r Joseph Sallat , économiste de ladite hoirie , et décerner lettres spéciales contre les créanciers inscrits , qui leur seront notifiées au domicile par eux élu dans leur inscription ; et lettres générales contre tous les créanciers et quiconque ayant intérêt sur le patrimoine dont s'agit , pour comparaitre dans le terme de trois mois , au greffe et pardevant le greffier de céans , lesquelles lettres générales seront notifiées par publication et affiction , deux fois , à huit jours d'intervalle , dans les lieux et aux endroits désignés par l'art. 151 dudit Edit , et par insertion au Journal de Savoie , aux fins de venir , les cités , expérer de leurs droits et prétentions dans ladite instance de discussion et à défaut de ce , ouïr dire et déclarer qu'ils seront exclus de la cause de discussion et censés déchués de tous droits d'antériorité et privilèges de créances , protestant des dépens , et pourvoir.

Signé par respectable BLANC , Conseil , et MARCHANT , Pr.^r

TENEUR DE DÉCRET.

Vu : est nommé curateur à l'hoirie dont s'agit et aux créanciers incertains et absens d'icelle , M.^r Fontaine , procureur céans , à la charge de prêter serment pardevant le Rapporteur et de passer les autres incommodances requises , et pour le surplus sont décernées les lettres générales et spéciales requises , et sera la cause instruite pardevant M. l'Assesseur Presset.

Fait à Annecy au Tribunal , le 2 septembre 1824.

Signé par MM. GENOT , Juge-Maje , et DEROUAN , de l'avis du Tribunal.

TENEUR DE LETTRES.

Le Tribunal de Préfecture du Genevois , en exécution de son décret de ce jour , mis sur requête à lui présentée par sieur Gaspard Amblet , docteur chirurgien , habitant à Annecy , nommé curateur à l'hoirie dont s'agit , aux créanciers incertains et absens d'icelle , et M.^r Fontaine , procureur céans , à la charge de prêter serment pardevant le Rapporteur de la cause , ci-après désigné , et de passer les autres incommodances requises , et pour le surplus décerne les lettres générales et spéciales requises contre les créanciers inscrits qui leur seront notifiées au domicile par eux élu dans leurs inscriptions , et contre tous les créanciers et quiconque ayant droit sur le patrimoine dont s'agit , pour comparaitre dans le terme de trois mois , au greffe et pardevant le greffier de céans , lesquelles lettres générales seront notifiées par publication et affiction , deux fois , à huit jours d'intervalle , dans les lieux et aux endroits désignés par l'art. 151 de l'Edit du 16 juillet 1822 , et par insertion dans le Journal de Savoie , aux

fius de venir, les cils, expérier de leurs droits et prétentions, dans l'instance de discussion. Mander et commander au premier huissier ou sergent royal requis de faire tous exploits requis et nécessaires, et la cause sera instruite par l'assesseur Pressat.

Faites et scellées à Annecy, le 2 septembre 1824.

Signé ARMENJON, Greffier.

TENEUR D'ENREGISTREMENT.

Enregistré le 5 septembre 1824, folio 26, case 233 du 9.^{me} vol. reçu deux livres. Signé UNSTEIN, Receveur.

Pour copie conforme : MARCHANT.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, de divers immeubles situés dans la commune de Beaufort, quartier d'Arèche, au pré-judice de Claude Manroz, agriculteur, domicilié dudit lieu.

Au nom du Tribunal de Judicature-Maje de la province de Haute-Savoie et au requis des sieurs Jean-Baptiste Dunet et Sabine-Césarine Viard-Gaudin, mariés; Claude-Antoine Viard, en qualité de mari constitutoire de Marie-Victoire Viard-Gaudin; Louis-Gabriel Gagnière, mari constitutoire d'Agathe-Lucie Viard Gaudin, et Marie-Félicité Viard-Gaudin, veuve de Jean-Marie Pithon-Curt, tous propriétaires, les mariés Dunet et Gagnière domiciliés à Aix-les-Bains, le sieur Viard au Villard-de-Beaufort, et la veuve Pithon-Curt à Beaufort, lesdites dames Viard-Gaudin, filles et héritières de défunt Philibert Viard-Gaudin, pour lesquels domicile est élu chez M^{re} Etienne-François-Isidore Heynaud, procureur près ledit Tribunal, demeurant à Conflans.

A tous soit notoire et manifeste que, par sentence du vingt août dix-huit cent vingt-trois, qui déclare exécutoire nonobstant le seran, celles du Juge du mandement de Beaufort, des vingt-neuf février dix-huit cent vingt et vingt-cinq mai dix huit cent vingt et un, ledit Tribunal a commis le notaire Marie-Ambroise Blanc pour procéder à l'adjudication et séparation d'une quantité suffisante de biens-fonds appartenant à Claude Manroz, cultivateur, domicilié à Beaufort, au choix desdits consorts Viard-Gaudin, sous le bénéfice de tiers de leur valeur, toute charge prélevée, jusqu'à concurrence des sommes énoncées dans la requête qui a précédé cette sentence et des frais faits et à faire. Cette sentence a été énoncée le vingt-six septembre mil huit cent vingt-trois, sous numéro 714 du troisième livre, au droit de trente-deux livres et vingt centimes, à l'orne du reçu signé Delachanal, receveur;

Que, par ordonnance de M. le rapporteur de la cause, du vingt-quatre octobre suivant, émoulinée à Couffans le lendemain, sous le numéro 817 du troisième livre, au droit d'une livre, à forme du reçu signé Delachenal, les dépens faits par-devant ledit Tribunal ont été taxés à la somme de quatre-vingt trois livres et vingt centimes, avec injonction audit Mauroz d'en faire le paiement dans dix jours.

L'acte obligatoire du dix-neuf décembre dix-huit cent douze, reçu par le notaire Louis Henri Blanc, inscrit, dans les délais, aux divers bureaux hypothécaires qui se sont succédés, et passé en faveur dudit Philibert Viard-Gaudin, par Claude Mauroz, a donné lieu aux condamnations prononcées contre ce dernier par les sentences sus-mentionnées ;

Que lesdits consorts Viard, désirant poursuivre l'exécution du jugé, par voie de subhastation, se sont pourvus audit Tribunal, pour, en conformité de l'article nonante-quatre de l'édit du six- juillet mil huit cent vingt-deux, obtenir injonction audit Mauroz de payer, dans le délai de trente jours, 1.^o la somme de deux mille huit cent quatorze livres, cinquante deux centimes en principal de la sentence du vingt août mil huit cent vingt-trois, et intérêts liquidés jusqu'au second juin même année; 2.^o celle de quatre vingt trois livres, vingt centimes, montant des dépens taxés par ladite ordonnance du vingt-quatre octobre même année; 3.^o celle d'une livre, trente centimes pour émoulinement et droit, du greffe de ladite ordonnance; 4.^o les légitimes intérêts des le second juin mil huit cent vingt-trois, au jour du paiement; 5.^o les frais de ladite requête et autres à suivre jusqu'à entier et final paiement, avec déclaration que, passé ledit terme de trente jours, il serait procédé à exécution par voie de subhastation ou d'adjudication sur les immeubles possédés par ledit Mauroz, riers la commune de Beaufort, et donnée en tenet au bas de ladite requête qui a été décrétée, en cette conformité, par ledit Tribunal, ainsi que par décret et lettres du premier septembre mil huit cent vingt-quatre, enregistrés à Couffans le lendemain, au volume six, numéro sept cent quatorze, sous le droit de trois livres, à forme du reçu signé Delachenal, le tout quoi a été notifié audit Mauroz, par exploit du sergent royal Ruffin, à ces fins commis, en date du onze dudit mois de septembre.

Que ledit Mauroz n'ayant pas satisfait à cette injonction, lesdits consorts Viard-Gaudin, pour obtenir l'autorisation de faire procéder à la vente par voie de subhastation, se sont, par requête au bas de laquelle ils ont rappelé les biens à subhastier et portés dans les extraits du cadastre délivrés par M. Louis-Henri Blanc, secrétaire de la commune de Beaufort, les six décembre mil huit cent vingt-trois et quinze juin mil huit

cent vingt-quatre, pourvus à M. le Juge-Maje, qui, par son décret du quatre janvier échu, enregistré à Conflans le même jour, volume six, numéro quinze cent cinquante neuf, au droit de deux livres, suivant le reçu signé Delachenal, a permis aux poursuivans de faire assigner ledit Claude Mauroz, pour paraître à l'audience du Tribunal du dix-neuf, à neuf heures du matin, le décret et la requête qui le précède ont été notifiés à la personne dudit Mauroz, le douze même mois, par exploit dudit sergent royal Rastin, et la cause d'exécution ayant été portée au numéro trente-cinq du registre du rôle, a été enregistrée à Conflans le dix-neuf même mois, volume sept, numéro soixante et un, au droit de trois livres, à forme du reçu du même insinuateur.

Que, par son ordonnance du vingt et un même mois, enregistrée le vingt-cinq, volume sept, numéro cent quarante et un, au droit de trois livres, même insinuateur, le Tribunal de Judicature-Maje, sans s'arrêter aux observations et allégations du mandataire de Claude Mauroz, M. l'Avocat-fiscal ouï, a autorisé la vente des biens immeubles tels qu'ils sont désignés en la requête, sous les conditions et offres faites par les poursuivans, a fixé, à ces fins, l'audience pour la première enchère desdits biens, au dix mois prochain, à neuf heures du matin, a mandé au greffier sousigné, de dresser le manifeste requis, et commis le sergent Rastin pour la notification de la dite ordonnance, de la requête y énoncée et des extraits du cadastre y annexés.

Cette ordonnance, les requête et extraits du cadastre ont été notifiés par ledit sergent commis, à la personne dudit Mauroz, le vingt-huit dudit mois de janvier, et successivement enregistrés avec l'exploit de notification au bureau des hypothèques de Conflans, sous le numéro cent vingt du troisième volume du registre des aliénations, et sous le numéro septante-deux du dix-neuvième volume du registre général d'ordre, à forme du certificat de M. le Conservateur, sous la date du quatre du courant; en conséquence de quoi, il sera procédé à la vente par subhastation, au préjudice de Claude Mauroz, cultivateur, habitant à Beaufort, quartier d'Arèche, et à la diligence des consorts Viard, poursuivans, des immeubles qui seront ci-après désignés, et sous les charges, conditions et offres des poursuivans ci-après rappelées. La première enchère aura lieu à l'audience du Tribunal de Judicature-Maje de Haute-Savoie, au Palais de Justice, situé à Conflans, dans la maison du Sous-Econome Royal, ancien couvent des Bernardines, le dix mois prochain, à neuf heures du matin.

Les immeubles seront vendus par lots, tels qu'ils sont ci-après désignés, et les enchères pour chaque lot seront ouvertes

sur la mise à prix des offres faites par les poursuivans , à l'article premier des conditions suivantes.

IMMEUBLES A SUBHAISTER.

PREMIER LOT.

Une Montagne dans la vallée de Ponsalmon , lieu dit à *la Horne* et à *Mirallier*, consistant en pâturages, roc, pré, chalets, grange, broussailles, bois sapin et ravins, de la contenance totale, suivant le cadastre, de quatre cent dix-neuf journaux, deux cent cinquante-deux toises, sous la taille cadastrale de trente-sept livres, seize sous, un denier, et figurée sous les numéros relatifs à la mappe 10092, 10094, 10095, 10096, 10097, 10098, 10101, 10102, 10104, 10105, 10107, 10108, 10109, 10110, 10112, 10114, 10150 et 10093, et sous les numéros, pour les sept dixièmes seulement, 10099, 10111, 10113, 10115, 10119, 10120, 10139, 10148, 10149 et 10151: ladite montagne confinée au nord par les sieurs Théophile Maitral et Jacques-Antoine Vibert, au midi par les hoirs Bouchet de Queige et la commune de Grenier, au couchant par lesdits hoirs Bouchet, et au levant par les hoirs de Maxime Daix, les hoirs de Viallet-Dupraz et les hoirs d'Antoine Blanc.

2.^e LOT.

Un corps de ferme soit grangeage, lieu dit au *Geray*, consistant en grange, prés, champs, pâturages et rocs, de la contenance cadastrale de six journaux, cent soixante-cinq toises, sous la taille aussi cadastrale de dix livres dix deniers, figurée sous les numéros de la mappe 9462, 9463, 9531, 9458 et 9464, le tiers du numéro 9531, et sous partie des numéros 9459 et 9555, et confinée au midi par la grande route de Ponsalmon; au nord par Jacques Blanc, au levant par les hoirs de Joseph feu Pierre Viallet, et au couchant par Jacques-Antoine Vibert.

3.^e LOT.

Un autre grangeage lieu dit au *Pontet*, consistant en grange, place, prés, champs et bois sapin, de la contenance de six journaux, vingt-quatre toises, six pieds, sous la taille de neuf livres, six sous, six deniers, le tout suivant le cadastre. Ce grangeage est figuré par les numéros de la mappe 9164, 9165, 9167, 9171, 9175, 9177, 9181, 9172 et 9174, et sous partie des numéros 9199, 9161 et 9567, et confiné au levant par la terre de Joseph Bui et Barbe Longet, au couchant par les hoirs de Claude-Antoine

Vibert, ledit Joseph Bal et Joseph Brachet, au midi par lesdits heirs Vibert, et au nord par lesdits Bal et Brachet. Tous ces immeubles sont situés rière la commune de Beaumont, quartier d'Arèche, et le grangeage formant le troisième lot est traversé par une route.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. I.^{er}

Les poursuivans offrent de payer pour le premier lot la somme de dix mille livres neuves; pour le second, celle de mille; et pour le troisième, semblable somme de mille livres.

ART. II.

Les poursuivans font également offre de payer les créances exigibles ou non, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, et jusqu'à concurrence des prix par eux offerts.

ART. III.

Ils entreront en jouissance sitôt après la notification du jugement d'adjudication, s'ils restent adjudicataires, à la charge par eux de supporter les frais de poursuite dès et comprise la requête décrétée le quatre janvier échu, sans diminution du prix par eux offert, et de donner des sûretés pour le paiement, ou de consigner le montant de leur offre, comme encore de payer, de même sans imputation, les contributions basses sur les immeubles, et de supporter sans répétition toute servitude apparente ou non, s'il en existe.

ART. IV.

En cas de surenchère de tous, ou de partie des lots des immeubles ci-dessus désignés, les adjudicataires se soumettront à concurrence de leur adjudication respective aux mêmes charges, et conditions offertes par les poursuivans dans les 2.^e et 3.^e articles qui précèdent.

En exécution de l'ordonnance précitée du vingt-un janvier, les premières enchères ont été ouvertes à l'audience du tribunal, du dix mars dix-huit cent vingt-cinq.

Pendant la durée de cinq bougies, le premier lot a été successivement sur-enchéri par divers auteurs, jusqu'au montant de vingt

mille et cent livres. Une sixième bougie s'est éteinte sans surcochère, et successivement deux autres bougies allumées séparément pour chacun des deux autres lots, s'étant également éteintes sans surcochère, le tribunal, après avoir oui le substitut de l'Avocat-fiscal, a adjugé provisoirement le premier lot au sieur François Jarre des Chapelles, pour le prix de vingt mille et cent liv., et les deux autres lots aux poursuivans, pour les prix par eux offerts à l'article premier des charges et conditions, fixé les secondes enchères au vingt-huit avril prochain, à neuf heures du matin, à Conflans, dans la salle de ses audiences, et ordonné que ladite sentence serait notifiée audit Claude Mauroz contumace.

Les secondes enchères seront ouvertes sur les prix respectifs des adjudications provisoires.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent-deux du saidit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Conflans sous le sceau du Tribunal, le 8 février 1825

BOYET.

Enregistré à Conflans, le 8 février 1825, vol. 7, numéro 300, reçu trois livres. DELACHENAL.

Pour copie conforme :

J. REYMOND, p.^r

AVIS à MM. les Abonnés.

Nous nous trouvons dans la nécessité de rappeler que les dépenses courantes nécessaires pour la publication régulière de tout recueil périodique, exigent que les abonnemens soient payés d'avance : c'est la règle générale et invariable de tous les journaux. Ceux de MM. les Abonnés qui sont en retard, sont sur tout priés d'avoir égard aux avis que nous avons insérés plusieurs fois à ce sujet.

Comme l'échéance des abonnemens est annoncée d'avance, nous prions en général MM. les Souscripteurs de vouloir bien nous faire connaître, de manière ou d'autre, leurs intentions, avant l'expiration de leur abonnement, afin de prévenir les retards et les incertitudes.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 15 Avril.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 14 Avril. S. M., par Patentes Royales du 4 janvier dernier, a approuvé un Règlement pour l'organisation du Corps des Ingénieurs des ponts et chemins, sous le titre de *Corps Royal du Génie Civil*. Le Corps est placé sous les ordres du Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires intérieures, qui en est le Sur-Intendant Général. Il a pour Directeur Général, l'Intendant - Général de l'Agence Economique de l'Intérieur, et pour Vice-Directeur général, le Vice-Intendant Général de la même Agence. Le Corps est composé d'un Inspecteur Général, de quatre Inspecteurs de 1.º Classe, de cinq Inspecteurs de 2.º Classe, de cinq Sous-Inspecteurs; de dix Ingénieurs de 1.º Classe, de dix Ingénieurs de 2.º Classe, de quinze Ingénieurs de 3.º Classe; de trois élèves en service ordinaire, et de cinq élèves en expectative; de dix Adjudans anciens, de 15 Adjudans de 1.º Classe, de vingt Adjudans de 2.º Classe, de vingt Adjudans de 3.º Classe, et de cinquante volontaires.

M. Ignace Michelotti est nommé Inspecteur général; MM. Chianale, Castellani et Bronati sont Inspecteurs de 1.º Classe; et MM. Carbonazzi, Musca, Mattoni et Pernigotti, Inspecteurs de 2.º Classe.

Le défaut d'espace ne nous permettant pas d'insérer la liste complète des Membres du Corps, nous nous bornerons à donner les noms de ceux qui appartiennent à ce Duché.

Ingénieurs de 1.º Classe: MM. Noël Bard, Joseph-Marie Ongier, et Pierre-Louis Rigert. — *Ingénieurs de 2.º Classe:* MM. François Martchal, François Justin et Ferdinand Picolet. — *Adjudant ancien:* M. Joseph Mastrotti. — *Adjudans de 1.º Classe:* MM. Barthélémi Blanchet, Eugène Mollet, Antoine Sogno et Victor-Amedée Boix. — *Adjudans de 2.º Classe:* MM. Louis Dénarié et Louis Dumolard. — *Adjudans de 3.º Classe:* MM. Joseph Herault, François Guillet et Alexandre Chardonnet.

*Répartition des Étalons de S. M. dans le Duché de Savoie ,
pour la monte des juments.*

2	Étalons à Chambéry, chez le sieur Costellan, vétérinaire.	
2	<i>Idem</i> , à l'Hôpital, <i>id.</i>	Brydet, propriétaire.
3	<i>Idem</i> , à Bonneville, <i>id.</i>	Cleribien, négociant.
3	<i>Idem</i> à Tanninges, <i>id.</i>	Bel Claude, fermier.
4	<i>Idem</i> à Mirusy, <i>id.</i>	Rubin, notaire royal.
4	<i>Idem</i> à Sallanches, <i>id.</i>	Thorez Marin, agriculteur.
4	<i>Idem</i> à Thonon, <i>id.</i>	Colly, ancien militaire.
6	<i>Idem</i> à Rumilly, <i>id.</i>	Briquetot, propriétaire.
2	<i>Idem</i> au Grand-Bornand <i>id.</i>	Mestral Joseph, oubergiste.
2	<i>Idem</i> à Thônex, <i>id.</i>	Nachex, oubergiste.
8	<i>Idem</i> au Dépôt Royal d'Annecy.	

40.

N. B. On renouvelle aux différens Garde-Étalons les soins et l'exactitude qu'ils doivent apporter pendant la monte, au service qui leur est prescrit chaque année par le Commandant du Dépôt Royal d'étalons d'Annecy :

- 1.^o De visiter si la jument présentée à la monte est bien aînée, bien constituée et au-dessus de trois ans ;
- 2.^o De combiner soigneusement l'accouplement de l'étalon ;
- 3.^o De donner le même étalon à la même jument saillie, et dans les intervalles exigés.
- 4.^o De ne jamais faire sauter deux fois par jour le même étalon ;
- 5.^o De surveiller leur nourriture, le pansement et les promenades.

A V I S. — Adjudication de travaux publics.

Le jeudi, 20 avril courant, à onze heures du matin, devant M. le Vice-Intendant, à Saint-Jean de Maurienne, il sera procédé, par voie de soumission secrète, à l'adjudication des travaux en construction d'un pont en bois, et de 105,000 30.^{es} cubes de maçonnerie à pierre sèche, sur la commune de St. Julien, pour la préservation des inondations des ruisseaux de St. Julien et de Claret : ces travaux sont évalués à 10376 l. 70 c.

Le délai, pour offrir de nouveaux rabais de sixième ou demi sixième, ne sera que de quatre jours francs, ou l'urgence, et expirera le 25 de ce mois, à midi précis.

P I E M O N T.

Turin, 11 Avril. LL. MM. et LL. AA. Royale et S. la Princesse et le Prince de Carignan ont assisté à tous les offices de la semaine sainte dans la Métropole. Le jeudi saint, LL. MM. ont procédé, dans leurs appartemens, à la pieuse cérémonie du lavement des pieds. Le Roi a lavé les pieds à treize jeunes pauvres, et la Reine à treize jeunes filles. Cette touchante fonction s'est faite avec un religieux et pompeux appareil, et en présence

d'un grand nombre de personnes distinguées. Auparavant, les appartemens ouverts avaient laissé un libre accès à la curiosité du public. Le jeudi et le vendredi saints, à la procession du Saint-Sacrement, le dais a été porté, sur le devant, par S. M. le Roi et S. A. S. le Prince de Carignan, et sur le derrière, par les deux plus anciens Chevaliers de l'Ordre Suprême. Après le dais, venaient immédiatement S. M. la Reine et S. A. R. la Princesse de Carignan, suivies de toute la Cour. Le soir du jour de Pâques, S. M. la Reine a trou Cercle à la Cour.

— La seconde fête de Pâques, toutes les troupes de la garnison ont prêté serment, comme à l'ordinaire, le serment de fidélité au Roi.

— Le 6 du courant, jour anniversaire de la naissance de S. M., il y a eu grand gala à la Cour. Les troupes ont eu l'honneur de défiler devant LL. MM., sous les fenêtres du Palais. S. M. a ensuite reçu en audience particulière MM. les Envoyés extraordinaires et Ministres Plénipotentiaires des Puissances étrangères. Elle a successivement reçu les hommages de toutes les personnes qui jouissent des grâces et des honneurs de la Noblesse et du Corps des Officiers.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

On annonce que les Conférences de M. le Comte de Neustadt avec les ministres d'Autriche, de France et de Russie ont commencé à Pétzshbourg, touchant les affaires de la Grèce, et que M. Stralford-Canning n'y a pris jusqu'ici aucune part.

— Le nouveau théâtre de Pétersbourg, qui avait été construit en bois, mais avec beaucoup d'élégance, a été incendié le 14 mars.

FRANCE.

Paris, 5 avril. On assure qu'il se présente deux compagnies pour construire une route en fer du Havre à Paris.

— L'Académie royale des sciences a nommé M. Dupuytren à la place vacante par la mort de M. le baron Percy.

7 Avril. Il est arrivé à l'ambassade de Russie un courrier extraordinaire venant de Saint-Petersbourg. L'avant-veille, M. le Comte de Tolstoy était parti pour la même ville.

— M. Chifflet, rapporteur de la commission relative à la loi sur le sacrilège, en a proposé l'adoption sans amendement. Dix-neuf orateurs se sont inscrits, dont 10 pour et 9 contre le projet. La Chambre des Députés a adopté le projet touchant les communautés religieuses de femmes, à la majorité de 263 voix contre 27.

— Le village entier de Premierlat (Aube) a été incendié le 1.^{er} de ce mois.

9 Avril. Il s'est rapidement répandu le bruit de la mort du Roi d'Anleterre.

— M. le Prince de Metternich part le 12 pour Marseille, où S. A. s'embarquera pour Gênes, et se rendra de là à Milan.

Actions de la banque de France : 2050 fr. ; 2050 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr. 95 c. ; 102 fr. 40 c.

ITALIE.

Les lettres de Naples annoncent que S. M. le Roi des Deux-Siciles partira, avec la Reine, le 30 avril, pour se rendre à Milan, auprès de S. M. I. et R. l'Empereur d'Autriche. S. M. Sirithienne sera accompagnée de son ministre des affaires étrangères et de celui de grâce et de justice.

— On écrit de Milan que S. M. I. et R. se rendra à Gênes, où on trouvera S. M. le Roi de Sardaigne.

— Le Saint-Père ayant voulu offrir en don à S. M. la Reine veuve de Sardaigne, Marie-Thérèse, la Rose d'or bénite le 4^e dimanche du Carême dernier, cette Rose a été portée en grande pompe, à la résidence de S. M., dans la ville Massimo, par Mgr. Marsarani, Major-domo de S. S. Le cortège, composé de trois carrosses, a été reçu par M. le Marquis Cross de Vergani, Chargé d'affaires de S. M. le Roi de Sardaigne près le Saint-Siège. S. M. la Reine ayant reçu la Rose avec piété, l'a donnée à baiser aux Princesses ses filles, l'a déposée sur une tablette richement décorée, et a exprimé toute sa reconnaissance de la faveur distinguée qu'elle recevait de la part de S. S.

VARIÉTÉS.

La Société Académique de Savoie, dans sa séance du 4 avril courant, a fixé son choix sur le symbole qui doit former le sujet de son Sceau et de la vignette à placer en tête de ses Diplômes, conformément à la proposition qui lui a été faite par l'un de ses Membres, dans les termes suivans, et qu'elle nous a invité à insérer textuellement dans le *Journal de Savoie* :

« MESSIEURS,

» La Société Académique de Savoie, désormais affermie par la bienveillance du Souverain, et ne pouvant plus reculer devant la tâche importante et utile qu'elle s'est d'abord librement imposée pour le bien de notre pays, mais qu'elle se prescrit maintenant comme un devoir, la Société Académique doit compléter son organisation, s'occuper de tous les moyens qui peuvent tendre de plus en plus à régulariser ses travaux et lui imprimer le caractère d'une véritable institution publique. S'il lui reste encore à ce sujet quelques dispositions essentielles à adopter, s'il en est quelques-unes qu'il ne lui est peut-être permis d'espérer

qu'avec le secours du temps et à la faveur de quelques circonstances heureuses que nous devons désirer, mon intention n'est pas de les indiquer en ce moment : ce serait provoquer une discussion anticipée, qui, par conséquent, ne pourrait nous conduire tout de suite aux utiles résultats que nous devons nous proposer.

» Je veux seulement, Messieurs, appeler aujourd'hui votre attention sur un point particulier qui se rattache néanmoins, sous quelques rapports, aux considérations précédentes.

» La Société Académique de Savoie, à l'instar de toutes les Compagnies littéraires, doit avoir un Sceau; elle doit décorer ses Diplômes d'un emblème et d'une devise qui, par une allégorie convenablement choisie, soient comme l'expression abrégée de l'objet de ses travaux. Si les courtes observations que je vais avoir l'honneur de vous faire méritent quelque considération, la recherche ne sera pas difficile.

» Vous reconnaissez, Messieurs, tout le pouvoir et toute l'heureuse influence des souvenirs, lorsqu'ils peuvent être honorablement rappelés. En attachant des souvenirs glorieux aux établissemens nouveaux, on donne, pour ainsi dire, à ceux-ci des racines dans le passé, on les place et on les affermit sur un sol consacré; on répand sur une institution naissante quelque chose de ce vénérable caractère d'ancienneté qui parle à l'imagination et qui commande le respect. Les souvenirs dont je parle doivent la pensée, embellissent les intentions et dirigent les vues.

» Dans la Notice préliminaire qui doit précéder le premier Recueil imprimé des Mémoires de la Société, je rappelle une institution fondée en 1607 dans notre pays, par deux hommes dont les noms vivront à perpétuité, le saint Evêque de Genève, François de Sales, et le célèbre Président du Sénat de Savoie, Antoine Favre. Les deux grands hommes avaient établi à Annecy, l'Académie Florissante, dont la renommée, au bout de deux ans seulement, se trouvait déjà honorablement répandue dans une grande partie de l'Europe : *Non modò apud Gallos, dit le Président Favre, et viciniores populos, sed apud ipsos quoque Italos, commendatione jam digna esse existimatur* (1).

(1) Lettre d'Antoine Favre à Gaspar Schifordighera (voyez l'Histoire de Besse et du Bugey, par Guichenon, page 163).

L'Académie Florimontane avait choisi pour symbole un *Oranger*, avec ces mots : *Flores et Fructus*. Où pourrions-nous trouver, Messieurs, un emblème plus ingénieux et une devise plus heureuse ? Ce symbole nous appartient par droit d'héritage, et si nous avions à craindre qu'il ne pût aussi bien nous appartenir par la justesse de l'application, nous pourrions du moins le montrer comme indiquant le but de notre zèle et de nos efforts.

« La Société s'honorera de marcher sous la bannière des illustres fondateurs de l'Académie Florimontaine et de rattacher, en quelque sorte, son existence à une aussi noble origine. En rappelant en particulier la mémoire d'Antoine Favre, elle s'honorera encore, d'un autre côté, en imitant ainsi à sa manière le bel exemple que vient de donner le Sénat de Savoie, sous les auspices de son digne Chef (S. Exc. M. le Comte CALY, Premier Président du Sénat), par l'érection d'un pieux Monument destiné à recueillir les cendres de l'immortel Jurisconsulte qui présida jadis ce Corps si respectable de notre Magistrature, et à reproduire son image parmi nous (1).

« J'ai donc l'honneur de proposer à la Société d'adopter, pour la vignette de ses Diplômes, un *Oranger* portant des fleurs et des fruits, surmonté de la devise *Flores et Fructus*, avec cette inscription au bas, en petits caractères : *Synbole et devise de l'Académie Florimontaine fondée à Annecy, en 1607, par Saint François de Sales et le Président Antoine Favre*.

« Je me fais un devoir de vous déclarer, Messieurs, que la première pensée de la proposition que j'ai l'honneur de vous faire aujourd'hui, appartient à notre respectable Confrère Mgr Rey, Evêque de Fignerol ».

ÉTABLISSEMENT

destiné au traitement des dérégulations de la colonne vertébrale et des autres vices de conformation chez les personnes du sexe ;
ouvert par M. CHALEY, Dr. Médecin, et M. BOUCHARD-JAMBON,
Chirurgien-Mécanicien à Lyon.

(Article communiqué.)

Ces méthodes ne se sont pas seulement appliquées au traitement des maladies ; on les a également vues, de tout temps, employées

(1) On sait aujourd'hui l'inauguration de ce Monument. Nous en rendrons compte dans le N° prochain.

à indiquer les moyens conservateurs de la santé, et signaler tout ce qui est susceptible de lui nuire. Mais on ne les a jamais guères écoutés sur ce point, quoique d'une assez grande importance. Le tyran de la mode ferait souvent tourner en ridicule l'escalape téméraire qui oserait attaquer ses travers. C'est ainsi qu'on voit de nouveau généralement adopté l'usage de ces corps meurtriers qui coupent les femmes en deux comme des guêpes, quoique bien prévus des graves accidens qu'ils peuvent occasionner.

Il ne faut donc pas s'étonner si le nombre des jeunes personnes malades et contrefaites augmente chaque jour d'une manière sensible; d'autant plus que, par une erreur inconcevable, quelques-unes vont jusqu'à redouter les dehors d'une parfaite santé. Cependant, *il ne faut pas être mal-saine pour plaire.*

Les vices essentiels de l'éducation expliquent en grande partie pourquoi les déviations de la colonne vertébrale s'observent plus fréquemment dans les personnes du sexe que chez les hommes, et toute la différence qui existe, sous ce rapport, entre les femmes des classes opulentes et celles des campagnes. On peut remarquer en effet le beau port et la démarche aisée de ces villageoises habituées à transporter journellement sur leurs têtes les provisions qu'elles viennent vendre aux marchés. En semblable exercice pourrait peut-être servir à bien maintenir la taille et à redresser celle qui se dévie. Mais, pour obtenir quelques succès dans le traitement des vices de conformation en général, il faut, de toute nécessité, y faire concourir à la fois un régime de vie bien approprié, de légers moyens mécaniques, appliqués avec beaucoup de prudence, par une main habile et exercée, et un choix de remèdes internes, propres à corriger le vice radical de la constitution : réunion de circonstances très-difficile à obtenir dans la maison même des malades; ce qui fait que l'on y parvient si rarement à les guérir.

On a donc senti la nécessité de créer des établissemens spéciaux qui présentassent l'ensemble de tout ce que l'art peut offrir de ressources contre ces infirmités si affligeantes pour les jeunes personnes du sexe principalement, et pour leurs mères. Les maisons toutes récentes de Paris et de Marley, sont les seules de ce genre qu'on ait établies en France; et leurs succès déjà remarquables et nombreux, ont suffi pour engager M. le d. Chaley de Lyon, à procurer à cette grande ville un semblable établissement.

Pour mieux réussir dans son entreprise et mériter une pleine confiance, ce médecin s'est appliqué d'abord exclusivement, pendant plusieurs années, à l'étude de ces sortes de maladies. Il a visité

après cela les maisons de Morley et de Paris , où il a fait un séjour suffisant pour s'instruire, dans les plus grands détails, de tous leurs moyens curatifs , favorisé surtout par le généreux accueil des médecins qui les dirigent. Il s'est associé de plus M. Bouchard-Jambon , Chirurgien-Mécanicien fort habile , qui s'est chargé de la confection des machines et appareils.

« Cet utile établissement , nouvelle ressource pour toutes les provinces voisines , se trouve situé sur le penchant du coteau de Sainte-Foy , dans une des plus belles et des plus salubres positions des bords de la Saône. La maison est vaste et convenablement distribuée ; elle est exposée au levant et au midi ; l'enclos et le jardin attenant , consacrés entièrement aux exercices des personnes qui y sont confiées , ont la même exposition , et offrent tout ce qu'il a été possible de réunir pour l'utilité et pour l'agrément.

« Les parens et les médecins des jeunes malades sont seuls admis dans l'intérieur de l'établissement , et ne peuvent communiquer qu'avec les personnes qui les intéressent.

« Des appartemens commodes et indépendans sont réservés aux mères qui désirent ne pas se séparer de leurs enfans , et aux personnes qui veulent être soignées isolément.

« L'office divin y est célébré les Dimanches et Fêtes dans une chapelle intérieure.

« A l'avantage de réunir les agrémens du site le plus pittoresque , la maison joint celui d'être aux portes de Lyon. Ainsi les jeunes personnes à qui le traitement le permet , et qui désirent continuer leur éducation ou cultiver les talens qu'elles possèdent déjà , ont tous les maîtres à leur disposition.

« Le traitement est dirigé par M. le D.^r Chaley , qui réside dans l'établissement avec sa femme ; l'administration intérieure d'une maison de ce genre et les soins particuliers qu'exigent de jeunes personnes éloignées de leurs parens , ne peuvent être confiés avec plus de sécurité qu'à une mère de famille.

« Les personnes qui désireront des renseignemens plus étendus , tant sur l'établissement même , que sur les conditions de l'admission , voudront bien s'adresser :

« A M. le D.^r CHALEY , dans l'établissement , au Mont-Fleury , montée de Choulan , n.^o 7 , coteau de Sainte-Foy à Lyon ; ou

A M. BOUCHARD-JAMBON , Chirurgien-Mécanicien , rue Fautecour , n.^o 2 , à Lyon.

Au Tribunal de Judicature-Maje séant à Chambéry.

Supplient humblement sieur Pierre-Frédéric Béard et demoiselle Louise-Françoise Bellisle, mariés, domiciliés à Pollioux (France, canton de Belley), élisant domicile en la personne et étude de M.^e Jean-Baptiste Prallet, procureur au Sénat.

Disant que, par ordonnance du dix-huit mars courant, le Sénat, en déclarant y avoir lieu d'introduire la discussion des biens de la succession vacante de Jean-Baptiste-Thomas Bellisle, a commis la connaissance de la cause à ce Tribunal.

Pour acheminer l'instance de discussion, les supplians joignent ici l'état du patrimoine actif et passif de la succession, avec l'extrait du cadastre indiquant la nature des biens, leurs situation, quantité et numéros de mappe, et le montant de la contribution foncière, avec le certificat de toutes les inscriptions existant sur lesdits biens, et ils recourent :

À ce qu'il plaise au Tribunal élire un curateur au procès, pour représenter les créanciers incertains et absens, nommer un économiste auxdits biens, et décerner lettres spéciales contre les créanciers inscrits, savoir :

1.^e Sieur Pierre-François Robert et demoiselle Claudine Bellisle, mariés, domicile élu à Chambéry, en la personne et demeure de M.^e Alexis-Gudrin Cornier, procureur au Sénat ;

2.^e Etienne Padev, charpentier, domicile élu en sa personne et demeure à Clindrieux ;

3.^e Sieur Félix-François Bellisle, Notaire royal et Greffier du mandement de Ruffieux, domicile élu en sa personne et demeure à Clindrieux.

Et lettres générales contre tous créanciers et quiconque ayant intérêt sur le patrimoine de Jean-Baptiste-Thomas Bellisle.

Pour comparaitre, dans le terme de trois mois, au greffe de ce Tribunal, et plaider pourvoir.

Sujets proposés pour économiste.

1.^e Sieur Jean-Claude Bardinat, propriétaire à Chanaz sur Rhône.

2.^e Sieur Bardinat, fils du précédent, géomètre, domicilié au même lieu.

Signé GRAND, Conseil, et PAVV pour M.^e PRALLET, Proc.^e

COPIE DE DÉCRET.

Le Tribunal, vu la requête ci-dessus, les pièces, procédures, et ordonnance sénatoriale y énoncées, et oui le rapport, élu pour Curateur au procès, pour représenter les créanciers incertains et absens, M.^e Joseph Bouchet, procureur au Sénat, lequel présentera pardevant le rapporteur sousigné, pour y prêter serment et passer toutes autres incombances en pareil cas requises ;

nommé Jean-Claude Burdinat , propriétaire , demeurant à Chaux sur Rhône , Economie aux héritiers défunctuels de la succession vacante de Jean-Baptiste-Thommas Bellisle , à charge par ledit Burdinat de prêter serment et fournir une caution récépante et solvable pardevant le Rapporteur , et passer également toutes autres incombrances requises ; et pour le surplus sont décernées lettres spéciales requises contre les mariés sieur Pierre-François Robert et demoiselle Claudine Bellisle , Etienne Padey et Félix-François Bellisle , ainsi que les lettres générales requises contre tous créanciers et quiconque ayant intérêt sur ledit patrimoine en discussion , pour comparaitre , dans le terme de trois mois , au Greffe du Tribunal , en conformité de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Fait à Chambéry , au Tribunal , le vingt-deux mars mil huit cent vingt-cinq. Signé DELABEYE , Lieutenant Juge-Maje , et NAZ , de l'avis du Tribunal.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Chambéry , le 25 mars 1825 , vol. 22 , case 1918 , folio 200 verso ; perçu six livres. BARRÉ.

COPIE DE LETTRES.

Le Tribunal de Judicature-Maje s'assembled à Chambéry , au premier huisserie un sergent royal sur ce requis , vous manda et commande par ces présentes , que , suivant son décret de ce jourd'hui , mis sur requête présentée par sieur Pierre-Frédéric Beaud et demoiselle Louise-Françoise Bellisle , mariés , domiciliés à Pollioux (France , canton de Belley) , élisant domicile en la personne et étude de M.^r Jean-Baptiste Pradel , Procureur au Sénat , vous citiez et ajourniez les mariés sieur Pierre-François Robert et demoiselle Claudine Bellisle , au domicile élu à Chambéry , en la personne et demeure de M.^r Alexis-Guérin Cornier , Procureur au Sénat ; Etienne Padey , charpentier , au domicile élu en sa personne et demeure à Chindrieux ; et sieur Félix-François Bellisle , notaire royal et greffier du mandement de Ruffieux , au domicile élu en sa personne et demeure à Chindrieux , ainsi que tous créanciers et quiconque ayant intérêt sur le patrimoine en discussion , à paraître au greffe de ce Tribunal dans le terme de trois mois , en conformité de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux , pour répondre et défendre aux conclusions de ladite requête , et sera la cause instruite devant honorable M.^r Juge assesseur près ce Tribunal , et fassiez tous exploits requis et nécessaires , de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry , sous le sceau de ce Tribunal , le vingt-deux mars mil huit cent vingt-cinq.

Signé MOLLARD , greffier.

COPIE DE REQUÊTE.

*A MM. du Tribunal de Judicature-Maje de la province de
Corouge.*

Supplie humblement le sieur Jean-Samuel Goiaz, lapidaire,
domicilié à Genève, et dit :

Qu'étant créancier de la succession de Jacques-André Délé-
mont, décédé en 1816, à son domicile à G3, communal de Jussey,
canton de Glonève, de la somme de deux mille huit cent quarante-
trois florins trois sous de Genève, soit par réduction 1517 ll. 60 c.,
avec intérêts des le 15 août 1819, en vertu d'un acte du 16 juin
1792, Duby notaire, il s'est pourvu au Sénat, par requêtes des
25 juillet 1820 et 16 juin 1823, pour introduire, à l'égard des biens
situés en Savoie, la discussion de son hoirie que ses enfans ont
acceptée sous bénéfice d'inventaire. Le Sénat, par décret du
28 juin 1823, a commis ce Tribunal pour pouvoir et décider
dans cette discussion.

Le suppliant, en joignant les pièces avec l'état du patrimoine
actif et passif dudit Délémont en Savoie, un extrait du cadastre
de la commune de Veigy-Foncenex, où les biens sont situés, in-
dicatif de leur nature, situation, contenance des numéros de la
nappe sous lesquels ils sont inscrits et du montant de la contribu-
tion foncière, ainsi que l'état des inscriptions existantes sur iceux,
délivré par le conservateur du bureau des hypothèques de S.-Ju-
lien, le 25 mars 1824, recourt,

A ce qu'il vous plaise, Messieurs, décerner lettres spéciales
contre Pernelle-Magdelaine, Jacqueline-Catherine, Françoise,
Hénée-Isoline, Humbert et Antoine Délémont, tous six comme
héritiers bénéficiaires dudit feu Jacques-André Délémont : la
première, épouse de François Gaudin; la seconde, de Jean Du-
villard; et la troisième, de Gédéon Thivie, et contre ces trois
derniers pour autoriser leurs femmes, tous domiciliés dans la
commune de Jussey, canton de Genève, sauf les mariés Thivie,
domiciliés à Vandœuvre, même canton, les mariés Gaudin, do-
miliés à Bégnin, canton de Vaud, et ledit Antoine Délémont,
absent sans nouvelles, ci-devant domicilié au dit Jussey,

Pour être cités en conformité du §. 9, tit. 3, liv. 3 des R. G.,
à la porte de ce Tribunal, et au besoin en leurs domiciles ci-des-
sus indiqués dans les cantons de Genève et de Vaud, avec l'auto-
risation de MM. les Procureurs généraux desdits cantons.

Et lettres générales, 1.^o contre les créanciers inscrits dénom-
més dans l'état des inscriptions prémentionné, du 24 mars 1824,
pour être cités aux domiciles par eux élus dans leur bordereau
d'inscription;

2.^o Contre tous créanciers et prétendant droit à l'hoirie dudit
feu Jacques-André Délémont et sur les biens qu'il a délaissés en
Savoie, pour être cités par deux proclamations générales, en con-
formité du §. 16, tit. 35, liv. 3 des R. G., et de l'art. 151 de l'édit
sur les hypothèques,

A paraître, devant le Greffier de ce Tribunal, dans le terme de trois mois, lesdits créanciers et prétendant droit, pour former leur demande, et lesdits héritiers bénéficiaires, pour y défendre et proposer leurs droits, le tout sous peine de déchéance.

Qu'il vous plaise aussi, Messieurs, par votre décret, élire un curateur au procès, pour représenter les créanciers incertains et absens, et nommer économ aux biens M^e Fert, procureur céans, ou tel autre que vous daignerez choisir, à la charge par le curateur et l'économ de prêter serment, et de servir de suiteur ration.

Ledit Colaz demande les dépens qui seront prélevés, par privilège, sur les prix des biens; veuillez pourvoir.

Signé FONTANEL, conseil; et DUBOIS, procureur.

COPIE DE DÉCRET.

Sont décernées les lettres spéciales et générales requises, pour comparaître, dans le délai de trois mois, au greffe du Tribunal, et est élu M^e Rosset, procureur céans, curateur pour représenter en la cause les créanciers incertains et absens, est, en outre, M^e Fert, procureur céans, nommé économ aux biens dont il s'agit, à la charge, par lesdits M^e Rosset et Fert, de prêter serment et de remplir les autres incombances requises. A ces fins lettres. Fait à S.-Julien, le 4 mars 1825. Signé PÉRSSARD, Juge-Maje; et PISSARD, Assesseur, de l'avis du Tribunal.

COPIE DE LETTRES.

Le Tribunal de préfecture de la province de Carogge, au premier huissier ou sergent royal requis, vous mande, et commande par ces présentes, que, suivant son décret de ce jour, mis sur requête présentée par sieur Jean-Samuel Colaz, domicilié à Genève, vous citiez et ajourniez tous créanciers et prétendant droit à l'hoirie de feu Jacques-André Déléamont et sur les biens qu'il a délaissés en Savoie, à comparaître, dans le délai de trois mois, au greffe de ce Tribunal pour défendre aux conclusions de ladite requête; de ce faire est donné pouvoir.

Et sera la cause instruite par-devant respectable Pissard, Assesseur.

Et est établi M^e Rosset, procureur céans, curateur pour représenter en la cause les créanciers incertains et absens, et est, en outre, M^e Fert, procureur céans, nommé économ aux biens dont il s'agit, à la charge, par lesdits M^e Rosset et Fert, de prêter serment et de remplir les autres incombances requises.

Données à S.-Julien, au Tribunal, le 4 mars 1825.

Signé BONGER, greffier.

Enregistré à S.-Julien, le 4 mars 1825, vol. 7, fol. 72, case 662; reçu cinq livres. Signé COLLOMB.

Pour copie conforme :

Signé DUBOIS, procureur.

(297)
MANIFESTÉ

Pour la vente, par subhastation, des immeubles du sieur Claude Ruchon, situés rière la commune des Marches, Mandement de Montmélian.

Le Tribunal de Judicature-maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par décret dudit Tribunal, en date du seize octobre année dernière, dûment enregistré le même jour, par M^e Baudé, receveur, le sieur Claude Droguet, propriétaire cultivateur, domicilié de la commune des Marches, a obtenu contre le sieur Claude Ruchon, habitant rière ladite commune des Marches, la permission de lui faire faire l'inscription prescrite par l'art 94 de l'édit du 16 juillet 1812, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Blanchard, en date du vingt dudit mois d'octobre, que, suivant le prescrit de l'art. 99 du même édit, sur requête présentée par ledit Claude Droguet, le Tribunal lui a permis, par son décret du dix-sept janvier dernier, enregistré le dix-huit même mois, de faire entre ledit Claude Ruchon, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Martin-Mettraet, en date vingt-huit dudit mois de janvier, pour comparaître à l'audience du cinq février prochain échu; et à l'audience dudit jour, le Tribunal, sur les réquisitions de M^e Bernard, substitut de M^e Garion, procureur dudit Claude Ruchon, a ordonné que M^e Blanchard, procureur dudit Claude Droguet, serait au défendeur la communication des pièces requises, et a renvoyé les parties à paraître à son audirance du douze dudit mois de février, et par ordonnance dudit jour, dûment enregistrée le dix-sept même mois, sous le droit de cinq livres, signé Baudé; le Tribunal, M. l'Avocat-fiscal ou dans ses conclusions, en donnant acte des offres, déclarations, acceptations et consentements respectifs des parties, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il sera procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du dix-sept janvier dernier, et sur le manifeste qui sera dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal du cinq avril courant, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier, pour faire la notification, en conformité du susdit édit du 16 juillet 1812. La susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du Tribunal, du dix-sept janvier dernier, de même que les susdites ordonnances des cinq et douze février prochain échu, et enregistrement du tout ont été signifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commis, en date du quatre dernier, audit Claude Ruchon en personne; et une copie authentique du tout, signée par ledit M^e Blanchard, procu-

reur de la cause, a été déposée au Bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate du certificat du cinq dudit mois de mars, mis au bas dudit exploit, ledit certificat, signé par M. Domeugot, conservateur, qui a perçu 4 liv. 82 cent.

Manifeste a été dressé le huit mars échu, enregistré le neuf, et les publication, notification et insertion au Journal, prescrites par le susdit édit, ayant été faites, ledit Claude Ruchon, par sa requête présentée audit Tribunal, le vingt-six même mois, s'est pourvu en nullité dudit Manifeste, et, par ordonnance du vingt-neuf dudit, enregistrée cejourd'hui, sous le droit de trois livres, signé Baudé, rendue en contradictoire dudit Claude Droguet, le Tribunal, M. l'Avocat - Fiscal oui, attendu que la contenance attribuée dans le Manifeste dont il s'agit au numéro deux mille cent septante et un de la mappe des Marches est très inférieure à celle que comporte réellement le susdit numéro, d'après la mappe et le cadastre, et qu'en conséquence, ledit Manifeste se trouve irrégulier, sans s'arrêter audit Manifeste, a ordonné que, par le Greffier de céans, il sera procédé à nouveau Manifeste des immeubles à subhaster, et a fixé, pour l'adjudication préliminaire, l'audience du six mai prochain, à neuf heures du matin.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

N.º 185, champ dit au Clos, commune des Marches, de la contenance de 41 toises, de la taille cadastrale de 2 sous, confiné des levants et nord par le champ de François Ruchon, du midi par un chemin.

N.º 190, champ au Carroz, de la contenance de 245 toises 7 pieds, de la taille de 11 sous 7 deniers, confiné au levant par le champ de Claude Perceval, du nord par celui d'Aimé Bel, du midi par celui de la veuve d'Urbain Perceval, et du couchant par un chemin.

N.º 333, champ à Prarastéry, de la contenance de 11 toises six pieds, de la taille de 4 sous 7 deniers, confiné des midi et levant par la grande route de Grenoble, et du nord par un chemin public.

N.º 1599, pré à Champ-Long, de la contenance de 288 toises 6 pieds, de la taille de 4 sous 1 denier, confiné au levant par Ruchon François, et au couchant par Ruchon Claude.

N.º 1451, pré en Pratin, de la contenance de 213 toises 6 pieds, de la taille de 7 sous 4 deniers, confiné au levant par la terre de Pernet Jean, et du couchant par celle d'Antoine Vettier.

N.º 2022, grange vers les Granges, de la contenance de 10 toises 2 pieds, de la taille de 8 deniers, confiné au levant

par la cour des consorts Simon, du midi par la grande route de Grenoble, et des couchant et nord par la pièce de Maurice Perceval.

N.^o 2095, champ en Drouilly, de la contenance de 150 toises 2 pieds, de la taille de 11 sous, confiné, par Jean-Baptiste Bal, du levant, et Jacques Rey, du couchant.

N.^o 2109, champ au dit, de la contenance de 199 toises 1 pied, de la taille de 12 sous quatre deniers, confiné par François Ruchon, nord et couchant, et par le champ de Maurice Perceval, du midi.

N.^o 2171, vigne à Crestmont, de la contenance d'un journal, 586 toises, 7 pieds, de la taille de 4 livres, 16 sous, 9 deniers, confiné par la vigne des frères Tissot du levant, par un chemin du midi, et par la vigne des hoirs Vivaud du nord.

N.^o 2247, maison aux Marches, de la contenance de 6 toises 9 pieds, sans taille, confiné au levant par la rue publique du Bourg, au midi par Maurice Clerc, et au nord par les frères Casset.

N.^{os} des communaux de la première division 488, 489 et 450, vignes et champs aux Abimes, de la contenance de 120 toises chaque numéro, et en total 360 toises, confinés du levant par la grande route des communaux, des midi et nord par les terres de Claude Collomb; ces biens sont assujettis à une taxe qui sert à payer les dépenses locales, elle est de 4 livres 50 centimes par journal.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Que les enchères excéderont la mise-offerte par le poursuivant, qui est de douze cents livres;

2.^o Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives;

3.^o Qu'il entrera en jouissance après l'adjudication définitive;

4.^o Qu'il payera le prix de son adjudication ainsi et de la manière que sera ordonné par le Tribunal;

5.^o Qu'il restera chargé de payer seul et sans diminution du prix d'adjudication, tous les frais ordinaires de poursuite qui auront été faits dès l'ordonnance qui autorise ladite vente, et c'est le tout dans les huit jours qui suivront l'adjudication définitive, et entre les mains dudit M.^e Blanchard, procureur dudit Claude Drognet;

6.^o L'acquéreur sera tenu d'exécuter tout ce qui est prescrit en pareil cas par le susdit édit du 16 juillet 1822, notamment

de faire transcrire à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'acte d'adjudication sur les biens vendus, en faveur de la masse des créanciers, ainsi que du débiteur Claude Ruchon, de quoi l'acquéreur devra justifier dans la huitaine, et avant qu'il lui soit délivré expédition du verbal d'adjudication.

En exécution des ordonnances et décrets sus-énoncés, et à la requête dudit Claude Droguet, ayant pour procureur M.^e Charles Blanchard, aîné, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature Maje, siéant à Chambéry (2.^{me} section) rue Juiverie, maison d'Allinges, le vendredi, 6 mai prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par le poursuivant, qui est de douze cents livres.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les art. 77 et 101 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier linissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, affictions, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 5 avril 1825.

C. REVEL Subst. Gr.

Enregistré à Chambéry, le 5 avril 1825, vol. 23, case 330, folio 34 verso. Perçu trois livres. Signé BAUDÉ.

A V I S.

Charles Bouchet, pharmacien à Chambéry, donne avis que le docteur Paganini, possesseur d'un privilège exclusif par Lettres - Patentes royales du 6 mars 1820, pour la fabrication de toutes sortes d'eaux artificielles gazeuses dans tous les Etats de l'Empire de S. M., lui a cédé le droit de fabriquer seul lesdites eaux en Savoie.

Marchés de Chambéry des 5, 7 et 9 avril 1825.

Bleds.	Prix.	LE VIGAL.		L'HECTOLITRE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		19	07	23	47
Seigle		12	50	16	34
Orge		12	83	16	77
Sarrasin		0	00	0	0
Maïs		14	50	18	56
Avoine (1)		13	92	9	67
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	39
Vande, idem. idem.				0	60

(1) Rapport des 3 vint
seils en hectolitre :
Froment. . . 813
Seigle. . . 156
Avoine . . . 437



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 22 Avril.

INTERIEUR.

Chambéry, 21 avril. Par Patentes Royales du 9 du courant, S. Exo M. le Chevalier Grand-Croix Comte Calvi, Premier Président du Sénat du Savoie, est nommé Premier Président de la Chambre Royale des Comptes.

— Par Patentes du même jour, S. M. a décerné le Grand-Croix de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare à M. le Chevalier de Montbel, Second Président du Sénat de Savoie.

— M. Victor-François Presset est nommé banquier des sels et garde-magasin des tabacs à Bonneville.

INAUGURATION

*un MONUMENT érigé à la Mémoire du Président FAVRE, par
le SÉRAT DE SAVOIE.*

Tel est le privilège du génie et des hautes vertus, comme la renommée en a été faite plusieurs fois, que le temps, qui efface tous les autres souvenirs, loin d'affaiblir la considération accordée aux éminentes qualités des grands hommes, ne fait que l'accroître de plus en plus. Le célèbre Président Antoine Favre est mort depuis deux siècles, et le Sénat de Savoie vient de décerner à sa mémoire de cet illustre Magistrat, un triomphe éclatant, hautement et généralement avoué par l'opinion publique.

La dépouille mortelle de Favre reposait dans l'ancienne église de St.-Marie-Egyptienne de cette ville. Ce local ayant été destiné à la construction d'une caserne de cavalerie, l'Administra-

tion de la ville s'empessa de faire recueillir les restes de Favre et de les faire transporter provisoirement dans la chapelle des RR. PP. Capucins ; ce qui eut lieu le 29 septembre 1819. Ces Religieux ayant fait des - lors construire une église , le Sénat commit M. le Sénateur Avet pour constater l'identité des restes qu'il s'agissait de transférer dans la nouvelle église. Cette seconde translation fut faite le 29 septembre 1825.

A cette occasion , le Sénat ayant résolu d'ériger un monument destiné à recevoir définitivement les cendres du grand Magistrat dont il réservait la mémoire , il chargea MM. les Sénateurs Comte Vignot et Avet d'en surveiller l'exécution dans l'une des chapelles de la Métropole , ensuite de l'approbation donnée à ce projet par notre auguste Souverain , juste appréciateur du mérite , à qui le digne Ministre des affaires internes s'était empressé de le soumettre.

Le monument s'étant trouvé achevé , le Sénat avait fixé la translation de la dépouille de Favre au 14 du ce mois. Les dispositions convenables avaient été prises de concert avec le Chapitre Métropolitain et les Autorités qui devaient intervenir à cette religieuse et touchante cérémonie.

A dix heures du matin , les différens Corps se sont réunis dans l'église des Capucins. MM. les Sénateurs Comte Vignot et Avet , Commissaires du Sénat , en l'assistance de M. le Baron Albrieux , Substitut désigné par M. l'Avocat-Fiscal-Général , ont constaté l'identité du cercueil et la conservation des sceaux qui y avaient été opposés , et il a été dressé procès-verbal de cette vérification. Après quoi le convoi s'est mis en marche dans l'ordre suivant : Un détachement des Grenadiers de la Brigade de Piémont , avec la belle Musique de cette Brigade , les RR. PP. Capucins , le Clergé des Paroisses de la ville , le Chapitre ; venait ensuite le char funéraire surmonté des insignes de la dignité du Président Favre et présentant sur les faces , les armoiries de sa famille. Les quatre cordons des toins du poêle étaient tenus par le second et le troisième Présidens du Sénat , et par les Présidens honoraires Chevaliers de Saint - Bon et Falquet. Le Sénat , en robes rouges , suivait immédiatement le char , et après le Sénat venaient les Nobles Syndics et Conseil de ville. Le convoi , escorté par un double bois de Carabiniers Royaux , était fermé par un second détachement de la Brigade de Piémont.

A l'arrivée dans l'église métropolitaine, le cercueil a été déposé sur un catafalque élevé au milieu de la grande nef. M. le Prévôt de la Métropole a célébré une messe de *Requiem*, à laquelle ont assisté Mgr l'Archevêque et Mgr de La Palme, ancien Evêque d'Aoste. Après l'absoute, faite par Mgr l'Archevêque, le cercueil a été porté processionnellement dans la chapelle où est érigé le monument (1) : MM. les Commissaires du Sénat l'ont remis à MM. les Députés du Chapitre; et après la lecture du procès-verbal, le cercueil a été renfermé dans le tombeau, dont l'ouverture a été scellée.

Il ne nous appartient pas de décerner le juste tribut d'éloges qui nous paraît dû à l'empressement que les Autorités, les Corps et Fonctionnaires ont mis à concourir à l'éclat de cette imposante et pieuse cérémonie, qui s'est passée avec le plus grand ordre, avec toute la dignité qui convenait à son objet et au milieu d'une affluence extraordinaire.

Le monument érigé par le Sénat est digne des sentimens qui en ont inspiré la pensée à nos respectables Magistrats. Son exécution fait le plus grand honneur aux talens des artistes, par le choix des marches, le mérite des détails et le bel effet de l'ensemble (2).

LE CONSEIL DE LA RÉFORME DES ÉTUDES

Prévient le Public que Sa Majesté, par Brevet Royal du 22 mars delà, a ordonné l'ouverture, pour la prochaine année scolaire, du Collège Royal de Médecine et de celui de Chirurgie, et que toujours occupée de faire participer à ses bienfaits les élèves de Savoie, Elle a créé en leur faveur deux places gratuites à chacune de ces Facultés, et qu'Elle les a admis à quatre places gratuites qui se trouvent vacantes pour la Faculté de Droit.

Tout aspirant à l'une de ces places devra désigner son nom, son prénom, sa patrie, son âge et la Faculté pour laquelle il se décide, et les transmettre au Réformateur de sa province, dans la quinzaine qui suivra la publication du présent, pour être ensuite transmises au Bureau du Conseil de Réforme, qui fixera le

(1) La seconde Chapelle à droite en entrant

(2) Après la cérémonie, le Sénat a fait distribuer un *Exergue* Autistique du Président Trevisan, composé à son invitation, par M. le Ministre AVEL, et qui a été le plus bel objet de

mode du concours à donner à ce sujet , où l'un n'admettra que les étudiants du premier cours de chaque Faculté , lesquels seront examinés sur la Rhétorique et la Philosophie , après avoir présenté

1.^o Leur extrait de naissance dûment légalisé , qui établisse que l'aspirant aura seize ans accomplis au mois de novembre prochain ;

2.^o Leur *Admittatur* qui justifie que l'élève a fait une année de Rhétorique et deux années de Philosophie ;

3.^o Un certificat de la ville ou commune dans laquelle ils ont domicile , qui désigne l'état et le nombre de la famille de l'aspirant , l'état qu'exerce son père , son patrimoine , la somme qu'il paye à titre de contributions ; ce qui devra être attesté par le Juge , qui se sera procuré à ce sujet les renseignements nécessaires et desquels il doit résulter qu'il est d'une fortune modeste ;

Et enfin qu'il doit produire un certificat de son Curé , qui assure que le prétendant a assisté exactement aux offices divins et qu'il a satisfait à la confession de chaque mois pendant les vacances , laquelle devra être légalisée par le Supérieur ecclésiastique.

Claumbéry , le 21 avril 1825.

Le Chevalier DE MONTBEL.

PIECES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 14 avril : *MANIFESTE du Sénat de Savoie* (du 8 avril 1825) , qui ordonne une nouvelle publication du Chapitre 5 du *Règlement particulier de Savoie* , concernant la chasse , avec quelques autres dispositions.

Pub. le 17 avril : *MANIFESTE du Sénat de Sardaigne* (du 11 avril 1825) , portant publication d'une convention entre S. M. le Roi de Sardaigne et S. M. L. et R. A. , qui étend celle du 31 août 1763 aux pays réunis depuis lors aux deux Monarchies , avec quelques autres dispositions relatives.

P I É M O N T .

Turin , 16 avril. LL. MM. sont parties le 9 du courant pour Gènes , avec leur suite ordinaire , après avoir reçu les hommages et les vœux du Prince et de la Princesse de Carignan , des Grands de la Cour et des personnalités les plus distinguées tant civiles que militaires.

— Par Patentes du 8 de ce mois , S. Exc. M. le Chevalier Grand-Croix Montiglio de Montiglio est nommé Premier Président du Sénat de Piémont. M. le Chevalier Comant Celebrial de Saint-Martin est nommé Sénateur au même Sénat.

— S. M. a décoré la Grand-Croix des SS. Maurice et Lazare à M. le Chevalier Joseph - François Mura , Premier Secrétaire et Conseiller de S. M. dans le Grand-Maître du même Ordre.

— L'Académie Royale des Sciences de Turin vient de perdre l'un de ses Membres les plus distingués, M. le Comte Joseph-François Brancchi de Pont, Co-directeur du Musée d'Antiquités et Professeur emerite d'Archéologie à l'Université Royale.

— S. M. voulant parvenir au plus grand lustre de l'église cathédrale d'Ancerry, et secourir les vœux de son Evêque, a daigné, par un Decret royal du 25 mars dernier, autoriser l'élection de six chanoines honoraires, outre les deux Cures de la ville, et laisser leur nomination, sous l'approbation de S. M., à M. de Thiollaz, et après lui, à ses successeurs.

— Le 29 du courant, après une première assemblée, tenue en présence de M. le Comte Rogel de Cholez, Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires internes, on a célébré en cette ville la restauration de l'Académie Royale des Beaux-Arts. Les Académiciens, tout honoraires que professeurs, se sont réunis dans l'une des salles du Château Royal. S. Exc. M. le marquis de Saint-Morand, Président, après avoir annoncé l'objet de l'assemblée, a fait sentir tout le bienfait des hautes pensées de notre généreux Souverain, manifestées dans les Patentes du 11 juillet 1824. Ensuite se sont approchés, pour recevoir le prix des concours de Peinture des années 1822, 1823, 1824 et partie de 1825, les jeunes élèves qui ont obtenu le prix ou une honorable mention. M. le Chevalier de Saluers, Secrétaire Perpétuel prenant la parole, a traité de l'instruction des artistes et montré quelle heureuse influence doit exercer sur les arts, la nouvelle organisation de l'Académie. C'était un spectacle intéressant de lire sur le front des élèves les mouvements d'une généreuse émulation et leurs sentiments de reconnaissance envers l'auguste bienfaiteur de cette institution.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1.^{er} avril 1825.

Du 14 au 16 avril 1825 : un liv., 50 c., valeur courante pour 100 livres, valeur du tarif.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

Les Grecs regardent la reddition prochaine de Patras comme inévitable. On annonce qu'Ibrahim-Pacha, après quelques combats dans les parages de Rhodes, a pris la direction d'Alexandrie.

ANGLETERRE.

Le *Courrier* a donné une suite de pièces réputées officielles qui confirmeraient la victoire du général Bugeo et la capitulation de l'armée royaliste du Pérou, en vertu de laquelle tout le territoire aurait été remis à l'armée de Bolivar. Quelques journaux croient pouvoir encore retracer en doute l'authenticité de ces nouvelles.

— La gazette de Lisbonne du 27 mars annonce que sir Charles Stuart est arrivé dans ce port le 25.

— M. Rodion, secrétaire général du gouvernement provisoire des Græcs, avait écrit, le 24 août, une lettre à M. Canning, pour réclamer l'intervention de l'Angleterre en faveur de l'indépendance de la Grèce, en protestant contre tout plan de pacification qui n'aurait pas cette indépendance pour base. M. Canning a répondu, le 1.^{er} décembre suivant, que l'Angleterre avait toujours été et est encore disposée à employer sa médiation entre les deux parties belligérantes, mais qu'étant liée avec la Porte par des traités que celle-ci n'a point violés, elle ne pouvait prendre aucune part à une guerre qu'elle n'aurait pas provoquée et à laquelle elle était étrangère.

— Le 12 février dernier, la moitié de la ville de Saint Thomas, colonie danoise, a été la proie des flammes.

F R A N C E.

Paris, 12 avril. La Chambre des Députés a ouvert la discussion sur la loi relative au sacrilège.

— M. le Prince de Metternich a dîné le 10 avec S. M. et toute la famille royale.

— Un événement affreux vient d'illiger la ville de Verdun. Le 30 mars, la maison d'un artificier a sauté avec un fracas épouvantable; deux autres maisons ont été renversées, et plusieurs, notamment enterrées; toute la ville a ressenti la secousse. Huit personnes ont perdu la vie et six ont été grièvement blessées.

1.^{er} Avril. Avant-hier, le Roi a reçu les hommages des Princes et Princesses, des ambassadeurs et ministres étrangers, et des premiers Corps de l'État, à l'occasion de l'anniversaire du 12 avril, jour de la première entrée de S. M. en France, en qualité de Lieutenant-général du Royaume.

— S. M. partira le 11 mai pour Saint-Cloud, où elle résidera jusqu'au moment du départ pour le sacre.

— On annonce maintenant que le sacre est décidément fixé au 29 mai, au lieu du 12 juin.

16 Avril. La Chambre des Députés a adopté la loi relative au sacrilège; à la majorité de 210 voix contre 95.

— M. le Prince de Metternich est resté hier une heure avec S. M. On croit qu'il a reçu son audience de congé.

Actions de la banque de France : 2065 fr. ;

Cinq pour cent consolidés : 102 fr., 10 c. ; 102 fr., 50 c. ; 102 fr., 80 c.

L'ERMITE de Saint Saturnin,

A Monsieur le Rédacteur du Journal de Savoie :

MONSIEUR,

L'article que vous avez inséré en dernier lieu touchant un établissement formé à Lyon, pour remédier à quelques difformités corporelles des jeunes personnes du sexe, m'a rappelé la lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire l'année dernière (N.° 28 de la 1.^{re} année de votre Journal, 9 juillet 1824), au sujet des conséquences que peuvent avoir sur la santé, telle ou telle partie des vêtemens. Quoiqu'un personnage de ma sorte ait ordinairement son franc-parler, ainsi que j'en fis alors la remarque, il se peut que quelques personnes intéressées m'aient accusé de témérité, pour avoir voulu me mêler d'un objet de cette nature, donner des leçons aux jeunes personnes et adresser quelques avis sérieux aux mères de famille.

Comme, après tout, chacun se conduit à ses risques et périls, et que je ne veux pas m'attirer des affaires sur les bras, je viens aujourd'hui réparer mes torts, rendre hommage aux vrais principes du goût, applaudir au discernement exquis des jeunes personnes et à l'héroïque résignation avec laquelle on en voit se soumettre à la louable torture et au régime atténuant qui peuvent les conduire au sage but qu'elles se proposent.

Aimant quelquefois à remonter des effets aux causes, j'ai aperçu, comme vous verrez, l'origine et le caractère du genre d'agréemens qui jouit en ce moment des faveurs de la vogue.

Voici donc, Monsieur, mon amende honorable :

Les progrès du Romantisme.

Traits animés d'une aimable couleur,
Vrais emboupoint, symptômes de vigueur;
Santé brillante, éclat de la jeunesse,
Ciel plein de fin, tournure enchanteresse.
Taille de reine, hélas! il fut un tems,

Temps ridicule , où tous charriez les sens :
 Grossiers appas des filles de village ,
 De la beauté faussé et trompeuse image ,
 Erreurs du goût , charmes de mauvais ton ,
 Disparaissent L... Du tendre vermillon ,
 Du teint de rose abjurant la manie ,
L'âge touchant de la mélancolie ,
 D'un goût plus pur prêchant l'autorité ,
 Sur d'autres lois vient régler la beauté.
 C'était pitié , quand les modes antiques
 Fixaient le choix de nos belles classiques ,
 Qui raffolaient des Grecs et des Romains ,
 Objet présent de leurs justes dédains.
 Tout doit changer : l'ancienne poétique
 Cède la place au code romantique.
 Beaux-arts , quittez et brisez vos pinciaux :
 Tout reconnaît des principes nouveaux.
 Un sylphe , un spectre , une vapeur légère ,
 Un blanc fantôme errant dans la bruyère ,
Un aperçu des ombres du tombeau ,
 Voilà , Messieurs , les modèles du beau.
 Aussi , pour plaire , il faut être mourante ,
 Ou , tout au moins , déhile et languissante ;
 Pour être belle , il faut de la pâleur :
 Rien ne sied mieux que l'air de la douleur.
 D'un frêle corps la forme romantique
 Doit rassembler à l'ombre *fantastique*
 Qui s'évapore et s'échappe au regard :
 N'être qu'un souffle , est le comble de l'art.
 Dans les tableaux de l'École nouvelle
 La jeune femme a trouvé son modèle ;
 Habilement elle en aisé les traits :
 Elle saura réformer ses attraits.
 Corps en fusée , qui n'a plus que l'épine ,
 C'est une taille élégante et divine ;
 Un teint blafard brille d'un doux éclat ,
 Et le marasme est surtout délicat.
 A tout prix donc (qu'importe la souffrance ?) ,
 Il faut souffrir la gêne et l'abstinence ;
 Et pour chasser l'importune santé ,

Tout est permis, au nom de la beauté.
 La mort menace, et sa menace est vaine :
 La mode est laul, sa voix est souveraine ;
 Mourons plutôt ! Une honorable fin
 Vaut mieux cent fois qu'un ignoble destin.

J'ai l'honneur d'être etc.

Monsieur.

Votre très-dévoué serviteur,
 L'ENMITE de Saint-Saturnin.

ANNONCE.

PHILOSOPHIÆ TORONENSIS Institutiones, ad usum Collegiorum atque Seminariarum: editæ à G. GLEY.

Vol. II. Altera Metaphysicæ pars, et doctrina moralis.

Vol. III. Astronomia, et Physica generalis et specialis.

A Paris, chez Adrien Le Clère, Quai des Augustins, N.º 35. 1804.

Nous rendrons compte incessamment des deux derniers volumes de cette Philosophie, dont nous avons déjà l'occasion de parler.

A V I S.

M. TIENADEY, Médecin oculiste, dont l'arrivée au ce Duché a été annoncée dans le N.º 13 de ce Journal, se rend dans la ville de l'Hôpital, pour donner ses soins aux malades qui se présenteront à lui. Il opère gratis les indigens munis d'attestation du Syndic de leur commune, et il subvient même aux besoins des plus nécessiteux jusqu'à leur établissement.

CHARADE.

On admire mon tout, mais l'on craint mon premier.

Le besoin du repos vient après mon dernier.

Le mot de la dernière Enigme est aiguille.

Marchés de Chambéry des 12 et 16 avril 1805.

MARCHÉ.	Prix.	LE VINGT.		L'HACTOLETTE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,	18	95	—	23	32
Seigle	12	75	—	16	53
Orge	12	25	—	16	53
Sarrasin	6	00	—	0	0
Mais	14	50	—	18	96
Avoine (c)	14	25	—	10	01
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	39
Viande, idem, idem.				0	60

(1) Rapport des 3 veu-
 ses, en hectolitre :
 Froment . . 0. 156
 Seigle . . 0. 137
 Avoine . . 1.

MANIFESTE pour la vente , par subhastation , d'immeubles situés riére la commune de Rumilly , inscrits à la colonne de défunt Claude l'aîné Grumeau à feu François , possédés par ses enfans et héritiers ci-après désignés , poursuivie à la diligence de demoiselle Anne-Louise-Amédée Morand de Chambéry , qui a fait élection de domicile en l'étude de M.^r François Bardet , procureur à Annecy.

Le Tribunal de Préfecture du Genevois séant à Annecy , fait savoir , qu'en exécution des jugemens des 30 avril et 2 juin 1819 et 4 , 10 1822 , rendus par le Juge de Rumilly , auxquels le bail du 30 mai 1817 ou 8 , Boissard notaire , a donné lieu , demoiselle Anne-Louise-Amédée Morand , domiciliée à Chambéry , en cette partie héritière de dame Anne-Marie Favier , veuve Morand , sa mère , a , par requêtes décrétées et éuës , les 20 février 1823 et 18 juillet 1824 , notifiées , la première par exploit du sergent Monet du 15 septembre 1823 , et la deuxième par exploit du sergent Simonot , du 17 juillet 1824 , fait faire injonction à Jean-Jacques Guillaume Grumeau , habitant à Sales , le dernier tant de son chef que comme cessionnaire de Noël son frère , à Jean-François Grumeau habitant à Rumilly , à Claudine l'aînée Grumeau , femme de François Dufresne , à François et Claudine la cadette Grumeau habitantes à Boussy , et enfin à Joseph Grumeau absent des Etats de S. M. , soit audit Jean-François Grumeau son mandataire par acte du 6 décembre 1817 , Dubouard notaire , en qualité d'héritiers de Claude l'aîné Grumeau , leur père , de lui payer , dans trente jours , la somme de sept cent septante-cinq livres neuves , dix centimes , à elle restante due en capital , intérêts et frais , au 20 novembre 1822 , sur le montant des condamnations à elle adjudgées contre eux , par les jugemens précités en déclarant que , faute par lesdits héritiers Grumeau de lui payer ladite somme dans lesdits trente jours , elle ferait , passé ce délai , subhaster les immeubles ci-après désignés.

Que , par autre requête décrétée par le seigneur préfet de cette province , le 8 janvier dernier , notifiée par exploit du cinq février dernier , ladite demoiselle Morand a fait appeler lesdits consorts Grumeau , à l'audience du Tribunal du 14 dudit mois de février , et par ordonnance dudit jour M. l'Avocat-Fiscal oui dans ses conclusions , elle a été autorisée à poursuivre la vente par subhastation

desdits immeubles, à la charge par l'adjudicataire de supporter les servitudes passives, affectées sur iceux, si aucune existe, et les frais de subhastation, outre le prix pour lequel les immeubles lui seront adjugés, sur la mise à prix desdits biens, à la somme de sept cent trente-quatre livres neuves, somme excédant soixante fois la contribution royale imposée sur iceux, qui est de dix livr., trois sous, onze deniers, laquelle somme ladite demoiselle s'est obligée de payer aux créanciers antérieurs et privilégiés dudit feu Claude l'aîné Grumau.

Que par ladite ordonnance, qui a été notifiée auxdits consorts Grumau par exploit du sergent Simonod du vingt dudit février, et enregistrée au bureau des hypothèques de cette province, le 1.^{er} mars courant, a fixé la première enchère au 28 mars courant, à trois heures après midi, dans la salle des audiences de ce tribunal, sur ladite mise à prix de sept cent trente-quatre livres, quarante centimes, et sous les autres charges et conditions énoncées, et sans que le plus ou le moins de convenance puisse donner lieu à aucune répétition de la part de l'adjudicataire.

Désignation des Immeubles à vendre.

- 1.^{er} Champ chez Guéron, sous le numéro 1742, contenant 328 toises, 6 pieds; taille 16 sous, 2 deniers.
- 2.^{er} Champ audit lieu, sous numéro 1743, contenant 180 toises, 4 pieds; taille 8 sous, 10 deniers.
- 3.^{er} Champ audit lieu, sous numéro 1744, contenant 118 toises, 1 pied; taille 5 sous, 10 deniers.
- 4.^{er} Champ audit lieu, sous numéro 1745, contenant 55 toises; taille 2 sous, 8 deniers.
- 5.^{er} Champ audit lieu, sous numéro 1746, contenant 109 toises, 5 pieds; taille 5 sous, 5 deniers.
- 6.^{er} Pré audit lieu, sous numéro 1747, contenant 27 toises, un pied; taille un sou, 9 deniers.
- 7.^{er} Pré audit lieu, sous numéro 1748, contenant 35 toises, 5 pieds; taille 2 sous, 5 deniers.
- 8.^{er} Pré audit lieu, sous numéro 1749, contenant 44 toises, 6 pieds; taille 2 sous, 10 deniers.
- 9.^{er} Pré audit lieu, sous numéro 1750, contenant 36 toises, 1 pied; taille 2 sous, 4 deniers.

10.^e Pré audit lieu, sous le numéro 1751, contenant 41 toises, 5 pieds; taille 2 sous, 8 deniers.

11.^e Pré audit lieu, sous numéro 1752, contenant 67 toises; taille 4 sous, 3 deniers.

12.^e Pré audit lieu, sous numéro 1753, contenant 126 toises, 7 pieds; taille 7 sous, 3 deniers.

13.^e Pré audit lieu, sous numéro 1754, contenant 85 toises, 4 pieds; taille 5 sous, 5 deniers.

14.^e Pré audit lieu, sous numéro 1755, contenant 281 toises, 7 pieds; taille 17 sous, 12 deniers.

Les quatorze pièces de terre figurées sous les numéros ci-dessus, sont réunies et se continuent au couchant par la terre du sieur Alphonse Dufourd, des levant et nord par le pré de Pierre Terrier.

15.^e Champ audit lieu, sous numéro 1756, contenant 182 toises, 5 pieds, confiné par la cour et la maison de Pierre Terrier au couchant, par le pré du sieur Dufourd et un chemin de dévotion du midi; taille 9 sous.

16.^e Maison et cour audit lieu, sous numéro 1758, contenant 29 toises, 5 pieds, confinées par les prés desdits Terrier et Dufourd du levant, par le pré de ce dernier et un chemin d'investiture du midi; taille un sou, 11 deniers.

17.^e Maison audit lieu, sous numéro 1759, contenant 69 toises, 3 pieds, confinée comme les art. 15 et 16; taille 3 sous, 2 den.

18.^e Champ audit lieu, sous numéro 1656, contenant 157 toises, 2 pieds, confiné des couchant et midi par le champ dudit Dufourd; taille 3 sous, 9 deniers.

19.^e Champ audit lieu, sous numéro 1641, contenant 388 toises, 4 pieds, confiné par la terre du sieur Dufourd des levant, midi et couchant; taille une livre, 3 sous, 5 deniers.

20.^e Champ audit lieu, sous numéro 1642, contenant 91 toises, un pied, confiné par la terre du sieur Dufourd des levant, midi et couchant; taille 5 sous, 6 deniers.

21.^e Vigne et pré audit lieu, sous numéro 1654, contenant 90 toises, 2 pieds, confinés par le pré du sieur Dufourd des couchant et midi; taille 8 sous, 11 deniers.

22.^e Vigne audit lieu, sous numéro 1656, contenant 244 toises, un pied, confinée par la vigne de Combépine du nord, un cress en forme de ruisseau du midi et partie du couchant; taille 17 sous, 7 deniers.

23.^e Pré audit lieu, sous numéro 1667, contenant 116 toises.

7 pieds , confiné au midi par le pré de Pierre Terrier , ledit ruisseau des nord et levant ; taille 5 sous , 9 deniers.

24.^e Champ audit lieu , sous numéro 18612 , contenant 2 journaux , 7 toises , confiné aux levants , couchant et midi par la terre du sieur Dufourd ; taille 1 livre , 12 sous , 2 deniers.

25.^e Châtaigneraie et broussailles audit lieu , sous numéro 18614 , contenant 175 toises , 1 pied , confinées comme l'article précédent , taille 2 sous.

Total de la contenance , 11 journaux , 255 toises , 6 pieds.

Total de la taille , 10 livres , 2 sous , 11 deniers.

Le présent manifeste sera lu , publié , affiché , notifié et inséré au Journal de Savoie , le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mande , à ces fins , le susdit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis , de faire lesdites publications , affichions , notifications et tous exploits requis et nécessaires , de ce faire donner pouvoir.

Donné à Annecy , sous le sceau du tribunal siégeant à Annecy , rue Neuve , maison Abbé , le premier mars mil huit cent vingt-cinq.

Signé ARMESION , Greffier.

Enregistré à Annecy , le 2 mars 1825 , folio 121 , case 1124 du 10.^e volume. Reçu trois livres. *Signé ORSIER , Receveur.*

Supplément au Manifeste.

A l'audience du vingt-huit dudit mois de mars , personne ne s'étant présenté pour miser , le Tribunal , après avoir ouï M.^r l'Avocat-Fiscal dans ses conclusions , a adjugé provisoirement les biens dont s'agit à Mademoiselle Morand , sur la mise à prix de sept cent trente-quatre livres neuves , et a fixé l'audience pour la seconde enchère , au 11 mai prochain , à trois heures après midi.

Pour copie conforme :

BATUE pour M.^r BARNET p.^r

Au Tribunal de Judicature-Maje étant à Chambéry.

Supplient humblement sieur Pierre-Frédéric Béard et demoiselle Louise-Françoise Bellisle , mariés , domiciliés à Pollioux

(Franco , canton de Belley) , éissant domicile en la personne et étude de M.^e Jean-Baptiste Prallet , procureur au Sénat ,

Disant que , par ordonnance du dix-huit mars courant , le Sénat , en déclarant y avoir lieu d'introduire la discussion des biens de la succession vacante de Jean-Baptiste-Thomas Bellisle , a communiqué la connaissance de la cause à ce Tribunal.

Pour acheminer l'instance de discussion , les supplians joignent ici l'état du patrimoine actif et passif de la succession , avec l'extrait du cadastre indiquant la nature des biens , leurs situation , quantité et numéros de mappe , et le montant de la contribution foncière , avec le certificat de toutes les inscriptions existant sur lesdits biens , et ils recourent :

A ce qu'il plaise au Tribunal élire un curateur au procès , pour représenter les créanciers incertains et absens , nommer un économe auxdits biens , et décerner lettres spéciales contre les créanciers inscrits , savoir :

1.^e Sieur Pierre-François Robert et demoiselle Claudine Bellisle , mariés , domicile élu à Chambéry , en la personne et demeure de M.^e Alexis-Guérin Cornier , procureur au Sénat ;

2.^e Etienne Padey , charpentier , domicile élu en sa personne et demeure à Chindrieux ;

3.^e Sieur Félix-François Bellisle , Notaire royal et Greffier du mandement de Ruffieux , domicile élu en sa personne et demeure à Chindrieux.

Et lettres générales contre tous créanciers et quiconque ayant intérêt sur le patrimoine de Jean-Baptiste-Thomas Bellisle ,

Pour comparaître , dans le terme de trois mois , au greffe de ce Tribunal , et plaider pourvoir.

Sujets proposés pour économe.

1.^e Sieur Jean-Claude Burdinat , propriétaire à Chanaz sur Rhône.

2.^e Sieur Burdinat , fils du précédent , géomètre , domicilié au même lieu.

Signé GRAND , Conseil , et PAVY pour M.^e PRALLET , Proc.^e

COPIE DE DÉCRET.

Le Tribunal, vu la requête ci-dessus, les pièces, procédures ; et ordonnances sénatoriales y énoncées, et ouï le rapport, élit pour Curateur au procès, pour représenter les créanciers incertains et absens, M.^e Joseph Bouchet, procureur au Sénat, lequel présentera pardevant le rapporteur sousigné, pour y prêter serment et passer toutes autres incombancessen pareil cas requises ; nomme Jean-Claude Bardinal, propriétaire, demeurant à Chanaz sur Rhône, Econome aux biens dépendans de la succession vacante de Jean-Baptiste-Thomas Bellisle, à charge par ledit Bardinal de prêter serment et fournir une caution récente et solvable pardevant le Rapporteur, et passer également toutes autres incombancessen requises ; et pour le surplus sont décernées lettres spéciales requises contre les mariés sieur Pierre-François Robert et demoiselle Claudine Bellisle, Etienne Padey et Félix-François Bellisle, ainsi que les lettres générales requises contre tous créanciers et quiconque ayant intérêt sur ledit patrimoine en discussion, pour comparaître, dans le terme de trois mois, au Greffe du Tribunal, en conformité de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Fait à Chambéry, au Tribunal, le vingt-deux mars mil huit cent vingt-cinq. Signé DELABEYE, lieutenant Juge-Maje, et Naz, de l'avis du Tribunal.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Chambéry, le 23 mars 1825, vol. 22, case 1928, folio 200 verso ; perçu six livres. BAUDÉ.

COPIE DE LETTRES.

Le Tribunal de Judicature-Maje étant à Chambéry, au premier huissier ou sergent royal sur ce requis, vous mande et commande par ces présentes, que, suivant son décret de ce jourd'hui, mis sur requête présentée par sieur Pierre-Frédéric Bérard et demoiselle Louise-Françoise Bellisle, mariés, domiciliés à Pollieux (France, canton de Belley), faisant domicile en la personne et étude de M.^e Jean-Baptiste Prallet, Procureur

au Sénat, vous citiez et ajourniez les mariés sieur Pierre-François Robert et demoiselle Claudine Bellisle, au domicile élu à Chambéry, en la personne et demeure de M.^r Alexis - Guérin Cornier, Procureur au Sénat; Etienne Padey, charpentier, au domicile élu en sa personne et demeure à Chindrieux; et sieur Félix-François Bellisle, notaire royal et greffier du mandement de Ruffieux, au domicile élu en sa personne et demeure à Chindrieux, ainsi que tous créanciers et quiconque ayant intérêt sur le patrimoine en discussion, à paraître au greffe de ce Tribunal dans le terme de trois mois, en conformité de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, pour répondre et défendre aux conclusions de ladite requête, et sera la cause instruite devant respectable Naz, Juge assesseur près ce Tribunal, et fassiez tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Données à Chambéry, sous le sceau de ce Tribunal, le vingt-deux mars mil huit cent vingt-cinq.

Signé MOLLARD, greffier.

A V I S.

Dame Laurence - Marianna PACHOT, veuve de feu respectable Claude-Louis-Victor DESSAIX de Thonon, ayant à prétendre dans l'hoirie de sondit mari la jouissance de la moitié des biens par lui délaissés, elle fait prévenir les personnes qui désireraient traiter de cette jouissance avec elle, qu'elle va se faire mettre en possession de cette moitié d'immubles, et la cédera, tant pour l'avenir que pour le passé, à dater des semailles de la Saint-Michel prochaine. On peut s'adresser à Thonon au sieur Piolon Louis, à Chambéry, à M.^r Michel Burnier, n.^o royal, rue de la Visitation.

AVIS ESSENTIEL.

Ceux qui ont à faire insérer au Journal de Savoie des Annonces Judiciaires, sont de nouveau invités à les adresser *franc de port* à l'Imprimerie du Journal, rue du Sénat, à Chambéry.

CHAMBERY, Imprimerie de F. R. PLATTER, rue du Sénat.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 29 Avril.

INTÉRIEUR.

Chambéry 28 avril. Les journaux ont fait mention des secousses désastreuses de tremblement de terre qui ont eu lieu à Alger, sur la fin de février dernier et au commencement du mois. On a dit que la ville de Blida avait été entièrement détruite, et l'on avait porté à dix mille le nombre des victimes qui avaient péri. La Gazette de Turin, du 23 du courant, annonce que de nouveaux renseignements réduisent ce nombre de moitié. La Ville de *Blida*, qui ne se trouve indiquée sur aucune des cartes les plus connues, ni mentionnée dans aucun dictionnaire géographique, était située dans une agréable position, au sud d'Alger, dans la province de *Titteri*, ainsi nommé d'un lac qui s'y trouve. Dans le voisinage de Blida, un village entier a été enseveli sous deux rochers qui se sont écroulés et se sont réunis en une seule masse.

AVIS DE L'INTENDANCE GÉNÉRALE DE SAVOIE.

Aux Secrétaires des Communes de la Province de Savoie
Propre.

La circonstance qu'on Secrétaire de Commune vient d'être tenu au payement de l'amende de quarante livres, pour contravention, en matière d'affiches, à la loi du 5 décembre 1817 sur le timbre, fait qu'on croit devoir rappeler à M. les Secrétaires que tous avis ou avis de adjudications de réparations, constructions, affermage de revenus communaux, etc., doivent être écrits sur papier procès, au timbre de trente centimes, et authentiqués par la signature des Secrétaires chargés de recevoir les actes d'adjudication, pour prévenir la nullité de ces actes.

PIECES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 24 avril: LETTRES - PATENTES (du 5 avril 1825) par lesquelles S. M. donne quelques dispositions relatives aux réparations des Eglises Cathédrales, Evêchés, Grands-Séminaires, Eglises paroissiales et Presbytères du Diocèse.

PIÉMONT.

Turin, 23 avril. Le 15 de ce mois, il y a eu à Gènes un Cercle très-nombreux à la Cour, où LL. MM. ont montré toute leur affabilité ordinaire.

— Le 19 du courant, la ville de Turin a fait commencer des prières publiques et un *Te Deum*, pour obtenir de Dieu le bienfait de la pluie dont le pays est depuis si long-temps privé.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1^{er} avril. 1825.

Du 21 au 23 avril 1825. 105 liv., 25 s. 3 103 liv., 40 c. en valeur courante pour 100 livres à valeur du 1^{er} liv.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

On dit que lord Strangford doit se rendre à Milan, en qualité d'ambassadeur extraordinaire d'Angleterre, pour prendre part à des conférences relatives aux affaires de la Turquie et de la Grèce; et que l'Espagne envoie à Milan le duc de l'Infantado en la même qualité.

— S. M. l'Empereur d'Autriche a chargé un comité de rédiger un code de droit public pour le royaume de Hongrie. Ce comité est présidé par le comte Csanaki, Président du conseil autrique de Hongrie, avantageusement connu par un ouvrage latin sur les anciennes lois de succession chez les Hongrois.

— Les nouvelles de Zante annoncent que quatre mille Egyptiens débarqués à Coron, ont été tués en pièces par les Grecs, le 28 février dernier. On les avait laissé pénétrer dans l'intérieur à dessein, ■ aucun d'eux, dit-on, n'a échappé à la mort.

ANGLETERRE.

Des nouvelles des Indes ont annoncé que le Roi d'Ava avait été assassiné par suite d'un complot entre la Reine et le frère de cette princesse, et que le fils du défunt a été proclamé roi. Mais on a élevé des doutes sur cet événement.

FRANCE.

Paris, 19 avril. La Chambre des Pairs a adopté les cinq premiers articles de la loi relative à l'indemnité des émigrés.

— On croit que M. le prince de Metternich partira demain pour se rendre en Italie.

— On remarque à la cour de Madrid que le ministre des États-Unis a de fréquentes conférences avec le ministre des affaires étrangères.

— Il paraît que le prince Maximilien de Saxe se dispose à quitter l'Espagne: il est attendu à Toulouse pour le 1^{er} mai.

22 Avril. La Chambre des Pairs a adopté tous les articles du projet de loi relatif à l'indemnité des émigrés. Il ne restait plus qu'un article additionnel proposé par la commission, et le vote a été émis sur l'ensemble de la loi.

23 Avril. La Chambre des Pairs a adopté la loi de l'indemnité, à la majorité de 124 voix contre 99. Les deux amendemens que cette loi a reçus ont

genient qu'elle fût reportée à la Chambre des Députés, où elle a été présentée de nouveau hier. Les amendemens seront discutés dans la séance suivante, qui décidera du sort de la loi.

— M. le prince de Metternich est parti le 31 pour l'Italie.

— On apprend la nouvelle extraordinaire que le congrès du Mexique s'est séparé subitement, en laissant à son président les pouvoirs les plus absolus.

Actions de la banque de France : 2070 fr. ;

Cinq pour cent consolidés : 122 fr. , 10 c. ; 102 fr. , 5 c. ; 101 fr. , 80 c.

ITALIE.

S. M. l'Empereur d'Autriche a fait, le 30 avril, son entrée à Udine, accompagné de S. A. I. l'Archiduc Raimier, qui était allé à sa rencontre sur la frontière du royaume Lombard-Vénitien, et de l'Archiduc François-Charles.

— Le 3 avril, est parti de Vienne pour Milan, le Prince Carsterninski, officier attaché à l'ambassade de Russie près la Cour d'Autriche.

— Le 17 avril, est arrivé à Venise S. Exc. Tatischeff conseiller intime de S. M. l'Empereur de Russie, chargé d'une mission extraordinaire près la Cour de Vienne.

— LL. MM. le Roi et la Reine des Deux-Siciles sont arrivés à Rome le 24 avril, et ont fait peu après une visite au Souverain Pontife. LL. AA. RR. le Prince et la Princesse de Salerno étaient arrivés à Rome dès le 12.

VARIÉTÉS.

FUNDAMENTA TUDONENSIS institutiones, ad usum Collegiorum atque Seminariorum; editæ a G. HIZ.

Vol. II. *Altera Metaphysicæ pars, et doctrina moralis.*

Vol. III. *Astronomia, et Physica generalis et specialis.*

A Paris, chez Adrien Le Clère, Quai des Augustins, N.º 35. 1824.

L'auteur de ce traité de Philosophie est M. l'abbé Gley, ancien professeur, actuellement retiré aux *Missions Étrangères*, à Paris.

Son ouvrage, annoncé avec de justes éloges par les principales feuilles périodiques, paraît avoir reçu, en général, l'approbation des Séminaires, des Lecteurs d'Académie et des Proviseurs des Collèges de France, comme l'un des meilleurs traités classiques dans cette partie, ne contenant que de saines doctrines, approprié à l'état actuel des connaissances, et propre à être mis avec succès entre les mains de la jeunesse.

Le second volume est, comme l'on voit, consacré à la dernière partie de la Métaphysique et à la Morale.

Dans cette partie de la Métaphysique, l'auteur traite de l'âme humaine, et, par apparence, de l'âme des bêtes. Il établit la spiritualité de l'âme humaine par les anciennes traditions du genre humain, par l'autorité des siècles et de toutes les nations, par l'observation des opérations de l'âme et leur comparaison avec les propriétés de la matière, par la comparaison des sensations, par l'action de l'âme sur le corps, par la comparaison des idées, par les actes de la mémoire, par la perception des relations et des

abstractions, par la liberté d'agir, par la communication des pensées à l'aide de la parole, du geste et de l'écriture, etc.

L'auteur démontre l'immortalité de l'âme par les preuves connues, qui sont la nature même de l'âme, la tradition des antiques patriarches depuis l'origine du monde, l'autorité universelle du genre humain, la sagesse, la providence, la justice, la sainteté et la bonté de Dieu, le désirs sans bornes que nous éprouvons d'une félicité qui nous est refusée sur la terre, il n'oublie pas la remarque que l'anciennissement de notre âme après cette vie, la mettrait dans une condition pire que celle de la matière.

De là l'auteur passe aux facultés de l'âme, qu'il rapporte aux deux classes principales de l'entendement et de la volonté. Cette dernière, comme principe des actions humaines, est renvoyée au traité de la Morale, Ici l'auteur s'occupe des idées, dont il considère tour à tour la nature, les causes et l'origine.

Sur le premier point, il se borne à rapporter les définitions données de l'idée par Malebranche et Arnauld. Quant à la cause efficiente des idées, il n'en reconnaît pas d'autres que Dieu même.

On sait que sur la question de l'origine des idées, les philosophes sont partagés entre deux écoles principales, celle de Bacon, de Gassendi, de Locke et de Condillac, d'une part, qui fait remonter la source primitive de toutes les idées à la sensation, et celle de Descartes, qui professe la doctrine des idées innées. Après avoir réfuté le premier système, il expose celui de Descartes, et parmi les argumens employés par les défenseurs de celui-ci, il en est quelques-uns auxquels il refuse son assentiment. Il rapporte successivement toutes les objections élevées contre les idées innées, avec les réponses des Cartésiens. Pour lui, il se range à un sentiment mixte adopté par des philosophes distingués. En refusant d'admettre, d'un côté, que toutes les idées tirent leur origine des sens, il pense, de l'autre, que l'âme n'a pas proprement des idées innées, mais que formée à l'image de Dieu, elle a la faculté innée d'acquiescer par elle-même certaines idées tout-à-fait indépendantes de la sensation, telle que l'idée de Dieu, celle de notre âme, les idées abstraites, les distinctions métaphysiques entre la substance et ses modifications, les relations entre la cause et l'effet dans les choses purement intelligibles, la notion du juste et de l'injuste, etc.

Considérant ensuite la destination temporaire de l'âme dans cette vie, telle qu'elle résulte de son union intime avec le corps, il traite successivement de la sensation, de l'imagination, de la mémoire et des habitudes.

L'auteur passe à l'importante question du fondement des connaissances humaines, et il pense que Dieu n'a pas réduit l'homme à un seul moyen de parvenir à la connaissance de la vérité, mais qu'il a libéralement multiplié les secours qui pouvaient nous aider dans cette recherche, et les a assortis soit à la diversité des objets de nature différente, soit aux diverses situations dans lesquelles nous pourrions nous trouver. Aussi M. Gley admet-il, avec la grande majorité de philosophes, au nombre des fondemens de

la certitude, le sens intime, l'évidence des vérités premières ; les relations des sens, l'autorité ou le témoignage des hommes, la mémoire et l'analogie.

Prenons un homme isolé, ignorant encore s'il y a quelque chose de certain et cherchant un premier point d'appui. Cet homme est au moins certain qu'il s'occupe d'une question, que plongé dans le doute, il cherche à en sortir ; il est donc assuré qu'il pense ; or, la pensée suppose l'existence, car, comme dit l'école, *pius est existere quam cogitare*. Voilà donc le fameux principe de Descartes : *je pense, donc je suis*. Ce même homme, qui ne peut plus douter de sa propre existence, se demandera d'où il vient, et il ne tardera pas à concevoir qu'il n'a pu être à lui-même sa propre cause. Ce premier pas le conduira nécessairement à l'idée d'une cause supérieure, et l'on sait comment il peut dès-lors s'élever à l'idée de Dieu et de ses attributs, et comment de l'existence et de la vérité de Dieu, il conclura l'existence des objets extérieurs et celle de l'univers.

L'homme entièrement isolé de ses semblables pourra se faire l'idée d'un tout divisible en plusieurs parties, et le principe que *le tout est plus grand que l'une de ses parties*, lui sera infailliblement démontré, indépendamment de toute autorité quelconque. S'il trace un cercle, l'égalité des rayons lui sera de même prouvée par la nature même du cercle, sans qu'il ait besoin d'attendre aucune confirmation de cette vérité.

Le témoignage des hommes, sous certaines conditions, et dans les circonstances auxquelles il est applicable, est sans contredit un moyen infaillible de certitude. Mais si les premiers chrétiens qui se sont rendus à la prédication et à l'évidence des miracles des Apôtres, n'avaient consulté que le témoignage universel, le Christianisme ne se serait jamais établi sur la terre. Et les Apôtres eux-mêmes, ont-ils cru à la mission divine du Messie, à sa mort et à sa résurrection, par l'autorité de la raison universelle, ou par le témoignage de leurs sens ? N'est-il pas évident que la première croyance à un fait repose sur la relation des sens de témoins oculaires, et que, sans cette première certitude, le témoignage n'aurait aucun fondement ?

Quant à l'âme des bêtes, l'auteur s'attache d'abord à faire sentir que si les animaux ont une âme, elle diffère essentiellement de l'âme humaine. Celle-ci compare ses affections, arrive à des idées générales, combine ses perceptions, observe des rapports, pose des principes et tire des conséquences, admire le spectacle de l'univers, en conçoit l'harmonie, en étudie les lois, s'élève à la connaissance de Dieu, se reploie sur le passé, s'élance dans l'avenir, se contemple elle-même, se modifie, dirige ses propres mouvements, se forme des idées de l'honneur et de l'infamie, distingue le bien et le mal, reconnaît les lois de la justice éternelle, etc. etc. Mais il est aisé d'appréhender les bornes où s'arrêtent les facultés des animaux, le cercle qui en limite l'exercice.

L'auteur expose les deux opinions principales qui ont été avancées par les philosophes au sujet des animaux, l'une qui leur

attribue un principe susceptible de sensations et d'une certaine mesure d'intelligence exclusivement appropriée à leurs besoins et à leur destination, et l'autre qui en fait de purs automates. Ce dernier système ne compte, dans toute l'histoire de la Philosophie, que trois auteurs, Diogène le cynique, l'espagnol Gomezius Ferrin et Descartes. Bossuet, qui, pour le dire en passant, ne fait pas difficulté d'attribuer aux animaux des sensations proprement dites. Bossuet observe que les deux premiers philosophes n'ont trouvé aucun partisan (1). Si Descartes a donné, par l'autorité de son nom, quelque vogue à cette opinion, Buffon, malgré tout l'éclat de son génie et de son éloquence, n'a pu réussir à la faire prévaloir, tout elle paraît contraire au sentiment universel et au jugement invincible que l'on est entraîné à porter sur la nature du principe qui fait agir les animaux, lorsqu'on observe leur conduite et leurs mœurs.

La raison qui a pu déterminer des philosophes chrétiens à adopter le sentiment de Descartes sur ce point, est la crainte de compromettre le dogme de l'immortalité de l'âme humaine, en admettant qu'une substance immatérielle puisse être éternelle. Mais nous pensons que la meilleure démonstration de l'immortalité de l'âme humaine ne se tire pas de sa nature, ou selon l'expression de l'Ecole, *ab intrinseco*, c'est-à-dire, de ce qu'une substance essentiellement simple ne peut être détruite par la dissolution des parties. Nous croyons que les preuves de l'immortalité de l'âme humaine sont d'un ordre plus noble et plus élevé; et cette immortalité une fois solidement établie par les plus hautes considérations, devient ainsi hors de toute atteinte, et qu'il importent dès-lors toutes les hypothèses que l'on peut imaginer sur la nature de l'âme des bêtes? Ce qui est une fois vrai ne peut cesser de l'être en vertu d'aucune considération ultérieure. Dieu donne à chaque espèce d'êtres le genre d'existence et de durée qui conviennent à leur fin. Les animaux étant bornés à une vie purement sensuelle, lorsque le moment de la dissolution de leur corps est arrivé, l'âme a rempli sa destinée, et sa conservation ultérieure seroit sans objet. Mais il n'en est pas de même de l'âme humaine qui, créée à l'image de Dieu, doit retourner à lui comme à son unique fin, et dont la véritable destinée ne commence que dès l'instant où elle se sépare de sa dépouille mortelle. Qui pourrait prétendre que Dieu ne puisse éterniser une substance immatérielle quelconque, par l'effet de la même puissance en vertu de laquelle il l'a tirée du néant? Si Dieu a pu créer des intelligences supérieures à l'âme humaine, comment pourrait-il pu créer des substances immatérielles d'une nature inférieure? Sans doute qu'il aurait pu donner aux animaux une constitution purement mécanique et en faire des machines assez habilement construites pour exécuter ce que nous observons parmi eux. Mais lui était-il plus difficile de leur donner un prin-

(1) *Connaissance de Dieu et de soi-même*, pages 260 et 284, Edition de Pichard, 1821.

étre susceptible de sentiment ? Nous répétons que les preuves de l'immortalité de l'âme humaine ne sont pas assez faibles pour nous réduire à la nécessité d'une supposition forcée qui répugne au sentiment général et qui porte atteinte à la véridité de Dieu. Nous voyons dans les animaux tous les signes de la douleur, du plaisir, de l'attachement, de la reconnaissance, de la jalousie, de la vengeance, etc. Nous sommes impérieusement entraînés à leur attribuer ces diverses passions dont ils nous manifestent tous les symptômes, et Dieu nous tromperait s'il en était autrement. Il nous semble que, dans ce manège simulé, dans ces représentations burlesques que nous donnerait journellement ce peuple d'automates, il y aurait un artifice et un jeu indignes de la suprême sagesse et de la toute-puissance du Créateur.

Si l'on prétend rendre raison des actions et de mouvements des animaux machinés par le motif de la conservation de l'individu en faveur de celle de l'espèce, comment expliquera-t-on par le même motif, le sacrifice volontaire de ce chien qui s'obstine à périr de faim sur le tombeau de son maître ? Comment expliquera-t-on l'acclim de cet autre qui, blessé mortellement, traîne ses entrailles jusqu'à la porte de sa maîtresse, l'appelle par ses gémissements, et la conduit auprès du cadavre de son mari, où il expire lointain ? Si le chien n'est qu'une machine à ressort qui feint des caresses à son maître pour obtenir sa nourriture, pourquoi la machine végétale qui languit sous les rayons brûlans du soleil, ne fait-elle rien pour exciter la pitié du cultivateur et se montre-t-elle insensible à la main bienfaisante qui vient l'arroser et lui sauver la vie ? Nous avons besoin, dira-t-on peut-être, de la plante que nous voyons près de périr, ou bien nous y attachons un prix particulier, et notre intérêt veille suffisamment à sa conservation ; mais nous avons aussi besoin du chien qui veille à la garde de notre troupeau, ou à notre propre sûreté. Mais en voilà assez sur une question qui, au fond, n'intéresse en aucune manière les principes d'une saine philosophie. Quant à M. Gley, sans déclarer en termes formels s'il reconnaît que les animaux aient un principe intelligent et sentant, il combat toutefois d'une manière victorieuse tous les argumens connus allégués par les défenseurs de l'hypothèse des automates. Passons au traité de morale.

L'homme moral doit être considéré comme placé tout à la fois sous l'empire de la loi naturelle et des lois expresses, tant humaines que révélées ; ce qui embrasse toute la sphère de ses devoirs. M. Gley divise la morale en deux parties, morale générale, et morale spéciale. Dans la première partie, il considère les principes des actions humaines, qu'il distingue en principes intérieurs et principes extérieurs. Les principes intérieurs sont la volonté et la conscience. En traitant de la volonté, l'auteur établit la liberté active de l'homme dans ses déterminations, il réfute les adversaires de cette doctrine. Les principes extérieurs de nos actions sont la fin que nous nous proposons, et la loi qui nous dirige. La première, en dernier résultat, doit être Dieu seul, à qui nous devons rapporter toutes nos actions. La loi est distinguée en loi éternelle,

loi naturelle et loi positive. Les deux premières rentrent l'une dans l'autre et ne sont autre que la volonté de Dieu, ou, en d'autres termes, la règle du juste et de l'injuste, que la main divine a gravée dans le cœur de l'homme. La loi positive est celle qui est établie par tel ou tel législateur, selon les tems et les lieux, dans le but de l'utilité commune et pour le maintien de l'ordre public.

L'auteur a divisé, comme à l'ordinaire, la Morale spéciale en trois paragraphes, où il expose successivement les devoirs de l'homme envers lui-même, envers ses semblables et envers Dieu. Parmi les premiers, les uns regardent l'âme et les autres le corps. Ici viennent les questions du suicide et du duel, deux attentats contre la loi naturelle et contre toutes les lois divines et humaines.

Les devoirs de l'homme envers ses semblables dérivent de l'état de société, auquel il est essentiellement destiné. L'auteur considère tour à tour la société en général, la société domestique et la société civile.

Enfin, le dernier paragraphe comprend ce qui regarde le culte tout intérieur qu'extérieur, que nous devons à Dieu, et l'hommage de notre foi à la révélation divine. Dans ce second article, l'auteur s'attache 1.^o à établir l'authenticité des livres de l'Ancien et du Nouveau Testament, et la vérité des faits qui y sont énoncés; 2.^o à prouver que la Religion domestique des Patriarches et celle de Moïse ont été révélées de Dieu; 3.^o à démontrer la Divinité de la Religion chrétienne par l'accomplissement des prophéties, par les miracles de J. C. et des Apôtres, par la résurrection de J. C., par la propagation du Christianisme, le nombre et la constance des Martyrs, la vaine tentative du rétablissement de Jérusalem, le témoignage des auteurs profanes, la sainteté de J. C., l'excellence de la Religion Chrétienne et sa perpétuité.

Cette courte analyse du second volume suffit pour donner une idée de l'importance des matières qui y sont comprises et de leur haut degré d'utilité pour l'instruction de la jeunesse chrétienne. Sur chacun des points de doctrine, solidement établi par des preuves exposées avec clarté, l'auteur donne la substance des principales objections qu'il importe de résoudre, des réponses dont elles sont susceptibles, et il laisse aux élèves le soin de réduire les unes et les autres aux formes scolastiques de l'argumentation, ce qui fournit aux étudiants le sujet d'un utile exercice.

Dans un autre article nous nous occuperons du troisième volume, qui traite de l'Astronomie et de la Physique.

MARCHÉ de Chambéry des 19, 21 et 23 avril 1825.

	La Vallée.		L'Hauterive.	
Bled.	l.	s.	l.	s.
Froment, Prix:	15	87	—	23 22
Seigle	12	12	—	15 85
Orge	12	50	—	18 34
Sarrasin	0	00	—	0 0
Blé	13	75	—	17 95
Avoine (2 ^e)	00	00	—	00 00
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0 34
Viande, idem, idem.				0 60

(1) Rapport des trois bleds en hectolitre:
Froment, . . . 812
Seigle, . . . 756
Avoine . . . 1.

MANIFESTE

Le Greffier soussigné du Tribunal de Judicature-Mage du Chablais donne connaissance au public de par ledit Tribunal que

Sur les instances et à la diligence des sieurs Charles-Jean Annet, et Samuel Galaz, demeurant à Genève, David-Jean-Jean-Robert Sorot, demeurant au Petit-Saconnex, noble François de Chessel, demeurant à Annecy, Pierre Goudet et dame Josephine Baurdillon, épouse du sieur Ami Fauconnet qui l'autorise, tous les trois demeurant à Genève; le domicile commun par eux élu pour les fins des présentes poursuites étant l'étude de M. Jean-Marie Frezier, procureur près ledit Tribunal à Thonon, tous créanciers inscrits au bureau des hypothèques établi audit Thonon :

Contre les Dames Adelaïde, Stéphanie et Caroline-Jean le Seign. Sénateur Antoine Bron, la première, épouse du sieur Joseph Davel, la seconde, épouse du sieur Charles Davel, et la troisième, épouse du sieur Césaire Eléon, demeurant les deux premières à Publier en Chablais, et la dernière à Chambéry ;

Et encore contre le sieur Athanase Bron, ex-notaire, demeurant à Evian ;

Il sera procédé devant le Tribunal susdit aux subhastations par enchères des immeubles ci-après désignés par mesures, situations, contenance, numéros de mappes et plans, appartenans aux susdits conjoints Bron, débiteurs séquestrés judiciairement, et par iceux actuellement possédés respectivement, suivant les trois états ci-après transcrits, savoir :

ETAT des biens possédés par les demoiselles Adelaïde, Stéphanie et Caroline-Jean spectable Antoine Bron, sines riére Publier, dont les conjoints Annet, De Chessel, Galaz etc., demandent la subhastation ; ledit Etat conforme à l'un de ceux joints à la requête des poursuivans.

Teppe à Amphion, sous le numéro 503, contenant 17 toises, 5 pieds, confinée du levant par les fonds de M. Cottet, du midi et couchant par ceux de François Mercier, du nord par ceux de M. Taberlet ; taille, un denier.

Vigne audit lieu, sous numéros 504 et 505, contenant 161 toises, 5 pieds ; confinée du levant par les fonds des lairs Métral, du midi par ceux d'Etienne Grivel et autres, du couchant par ceux de M. Favrat et Derivaz aussi que du nord ; taille 7 sous, 3 deniers.

Vigne audit lieu, sous numéros 558, 559 et 560, contenant 111 toises, 7 pieds ; confinée du levant et midi par les fonds de Claude Parlat, du couchant par ceux de M. De Blunay, du nord par le lac ; taille 5 sous, 4 deniers.

Vigne audit lieu, sous numéro 615, contenant 67 toises, 6 pieds, confinée du levant par les fonds de M. Derivaz, du midi par ceux de MM. Cottet et Derivaz, du couchant par ceux de M. Thiebaud, du nord par un chemin ; taille 4 sous, 6 deniers.

Vigne audit lieu, sous numéros 654, 655 et 656, de la contenance de 215 toises, 3 pieds, confinée du levant par un chemin, du midi par une commune, des nord et couchant par les fonds de Joseph Bron et de François Lagrange : taille 7 sous, 11 deniers.

Vigne audit lieu, sous numéro 607, contenant 75 toises, confinée du levant par les fonds de M. Athanase Bron, des midi, couchant et nord par les frères Trelachaux : taille 3 sous, 5 deniers.

Pré appelé au Poi du Carre, sous numéros 1852, 1853, 1854, 1855, contenant 1 journal, 171 toises, 5 pieds, confinée du levant par les fonds des heirs Coppel, du midi par un grand chemin, du couchant les fonds des frères Baisinge, et du nord par une commune : taille 1 sous, 2 deniers.

Vignes aux Ronges, sous numéro 2503, contenant 132 toises, 1 pied, confinée du couchant par les fonds des Baroud, la veuve Chotillon, des midi et nord par ceux de M. François Mercier : taille 6 sous, 11 deniers.

Champ à Avonet, sous numéro 2495, contenant 31 toises, 6 pieds, confinée des levant et midi par les fonds des frères Laurent, du couchant par ceux des Rossat, du nord par ceux de Jacques Bron : taille 1 son, 8 deniers.

Pré audit lieu, sous numéro 2517, contenant 272 toises, confinée au levant par la commune de Publier, au midi par un chemin, au couchant par les heirs Guillet, et au nord par Joseph Heumœuel ; taille 11 sous, 5 deniers.

Champ à la Fin des Brandes, sous numéros 2512 et 2502, contenant un journal, 10 toises, un pied, confinée au levant par un ruisseau, aux midi et couchant par Bron neveu, au nord par M. Madry : taille 15 sous, 5 deniers.

Chênevier en Morand, sous numéros 2512 et 2513, contenant 405 toises, 2 pieds, confinée des levant et nord par des chemins, au midi par une commune, et au couchant par Jérôme Vernaz : taille 6 sous, 5 deniers.

Champ en Morand, sous numéros 2515 et 2516, contenant 251 toises, 3 pieds, confinée aux levant et midi par des chemins, au couchant par Bochaton François, au nord par les frères Trelachaux ; taille 6 sous, 5 deniers.

Vigne audit lieu, sous numéros 2694 et 2695, contenant 91 toises, 5 pieds, confinée au levant par la terre de Maillet, au midi par un chemin, au couchant par Jérôme Vernaz, au nord par Joseph Bron : taille 7 deniers.

Champ et vigne à Publier, sous numéros 2791 et 2792, contenant 232 toises, 4 pieds, confinée au levant par la terre de Blane, au midi par celle des Vernaz, au couchant et nord par les frères Trelachaux ; taille 7 sous.

Vigne au vignoble de Publier, sous numéros 2813 et 2814, contenant un journal, 232 toises, 5 pieds, confinée au levant par la terre des Echequier et Caven, au midi par Joseph Noir et Trelachaux, au couchant par Magnin dit le Marquis, au nord par celle de M. Madry : taille 1 litre, 3 sous, 1 denier.

Vigne audit lieu, sous numéro 2848, contenant 148 toises, 5

pieds, coufinée au levant par la terre de Marninge Martin, au midi par celle de Jean-Marie Chaidlon, au couchant par ledit Demarvinge, et au nord par Joseph Bron : taille 7 sous, 11 deniers.

Pré au Truc soit au Frenon, sous numéros 2878, 2879 et le tiers de 2880, contenant 468 toises, 6 pieds, coufiné au levant par un chemin et Charles Davet, au midi par Jérôme Vernaz, au couchant par André Burnaz, et au nord par un chemin : taille 17 sous, 6 d.

Pré Portay, sous les numéros 2883, 2884, 2885, 2886, 2897, 2898 et 2899, contenant 1 journal, 708 toises, 4 pieds, coufiné au levant par la terre de Jérôme Vernaz, au midi par un chemin et une commune, au couchant par Jérôme Vernaz, au nord par le même et Charles Davet : taille une livre, 10 sous, 8 den.

Vigne au Vignoble de Publier, sous numéro 2892, contenant 167 toises, 7 pieds, coufinée au levant par un chemin, la Cure et l'usuel, au midi par la cure et le jardin de la Cure, au couchant par Jérôme Vernaz, au nord par un chemin : taille 2 sous, 3 deniers.

Vigne aux Rouges, soit Rosières, sous les numéros 2941, 2942, 2943 et 2944, contenant 332 toises, 4 pieds, coufinée au levant par les fonds d'André Blanc, au midi ceux de l'usuel, aux nord et couchant par Jérôme Vernaz : taille une livre, 5 sous, 4 deniers.

Vigne aux Rosières, sous numéros 2941 et 2950, contenant 232 toises, 4 pieds, coufinée au levant par les frères Echernier, au midi par Laurent Bruchon, au couchant par les hoirs de François Echernier, au nord par Jérôme Vernaz : taille 11 sous, 5 deniers.

Pré, champ et teppe, dits au Moliéty et Forêt, sous numéros 3007, 3019, 3020, 3036, 3037, 3038, 3041, 3042, 3043, 3049 et 3040, contenant 15 journaux, 568 toises, 1 pied, coufinés au levant par la terre de Trincat gendre, celle des frères Echernier, au midi par lesdits Echernier, André Burnaz, les hoirs de François Echernier, un chemin, Charles Davet, au couchant par Charles Davet, Pierre-Louis Trincat, François Raymond, au nord par Carrier, Châtellenaux et autres : taille 10 livres, 5 sous, 9 deniers.

Châtigniers dits au Moliéty, sous numéro 3111, contenant 101 toises, 7 pieds, coufinés au levant par les fonds de Châtellenaux, au midi, par les hoirs Bron, au couchant celle de la sâute Maison, et au nord ceux de Trincat : taille 8 deniers.

Pré, champ et cheoquier au village de Publier, sous numéros 3194, 3195, 3196 et 3197, contenant 3 journaux, 57 toises, deux pieds, coufiné au levant et midi par les frères Echernier, au couchant par un chemin, les frères Echernier et François Vernaz : au nord par une commune : taille 5 livres, 5 sous, 9 deniers.

Champ, pré, bois, cour, jardin, cheoquier, grange, etc. sous les numéros 3225, 3226, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243 et demi, 3245 et 3307, contenant 5 journaux, 146 toises, 4 pieds et demi ; le mas se coufine au levant par un chemin et d'autres fonds de l'hoirie Bron, au midi par un chemin, André Burnaz, Jérôme Vernaz, au couchant par lesdits hoirs Bron, André Burnaz et Jérôme Vernaz : et au nord par un chemin et Jérôme Vernaz : taille 4 livres, 1 sou, 10 deniers.

Champ à la fin de Publier, sous les numéros 3249, 3250, 3251,

3257, 3258, 3259, 3260, 3261 et 3261 et demi, contenant 4 journaux, 200 toises, un pied, confiné au levant par Jérôme Vernaz et les hoirs Bron, ainsi qu'au midi ; au couchant par un chemin, au nord par la terre de Jérôme Vernaz et celle de Davet ; taille 6 livres, 10 sous, 9 deniers.

Champ à la fin de Publier, sous numéros 3262, 3263 et 3264, contenant un journal, 11 toises, deux pieds, confiné au levant par les autres fonds de l'hoirie Bron, ainsi que du nord, du couchant par un chemin, du midi par la terre de Jérôme Vernaz ; taille une livre, 11 sous, 7 deniers.

Champ audit lieu, sous numéro 3267, contenant un journal, 57 toises, 6 pieds, confiné au levant par les fonds des hoirs Bron, au midi par ceux de Jérôme Vernaz, au couchant par un chemin, au nord par lesdits hoirs Bron ; taille une livre, 6 sous, 5 deniers.

Champ audit lieu, sous numéros 3269, 3270 et 3271, contenant un journal, 371 toises, confiné au levant par Charles Davet, au midi par les hoirs Bron, au couchant par un chemin et Jérôme Vernaz ; taille une livre, 16 sous, 1 denier.

Champ au champ de la Croix, sous numéro 3278, contenant 194 toises, 5 pieds, confiné au levant par les fonds des frères Echerrier, au midi par ceux de François Parlat, au nord et couchant par un chemin ; taille 8 sous, 6 deniers.

Champ à la fin de Publier, sous numéro 3302, contenant 294 toises, 6 pieds, confiné au levant par les frères Blanc et les hoirs de François Echerrier, au midi par les frères Echerrier, au couchant par les hoirs Bron ; taille 14 sous, 3 deniers.

Champ audit lieu, sous les numéros 3310 et 3312, contenant 343 toises, 6 pieds, confiné au levant et midi par les hoirs Bron, au couchant par Jérôme Vernaz, au nord par André Burnaz ; taille 11 sous, 5 deniers.

Champ à la fin de Publier, sous numéro 3364, contenant 364 toises, 7 pieds, confiné au levant par André Blanc, au midi André Morel, au couchant M. Frezier de Marin, au nord André Morel ; taille 8 sous, 4 deniers.

Champ audit lieu, sous numéro 3415, contenant 109 toises, 1 pied, confiné au levant par la terre de M^r Cachat ainsi que du nord, au midi par André Blanc, au couchant par celle des frères Merlin ; taille 2 sous, 6 deniers.

Pré audit lieu, sous numéro 3450, contenant 296 toises, 1 pied, confiné au levant par un chemin ainsi que du nord, au midi et couchant par les frères Blanc et Amed Blanc, taille 11 sous.

Pré du four à Publier, sous les numéros 3458, 3459 et 3460, contenant 214 toises, 7 pieds, confiné au levant par les frères Merlin et Pierre-Jouis Echerrier ainsi que du midi ; taille 5 sous, 5 deniers.

Pré audit lieu, sous le tiers du numéro 3462, contenant 150 toises, 5 pieds, confiné au levant et midi par la terre des frères Merlin, au nord par les hoirs Bron ; taille 5 sous, 10 deniers.

Pré audit lieu, sous numéro 3481 et partie du numéro 3482, contenant un journal, 540 toises, 6 pieds, confiné au levant par un chemin, au midi par les frères Merlin et Jérôme Vernaz ; taille une livre, 3 sous, 3 deniers.

Champ à la Croix dressus, sous portion du numéro 3487, contenant 267 toises, confiné au levant par les frères Blanc, aux midi et couchant par Amed Blanc : taille 9 sous, 10 deniers.

Champ au Clorou, sous les numéros 3491, 3492 et 3493, contenant 341 toises, 4 pieds, confiné au levant par Jean-François Noir, au couchant par un chemin, au nord par les hoirs Bron : taille 9 sous.

Champ au Clorou, sous les numéros 3490, 3500 et 3501, contenant 5 journaux, 73 toises, 6 pieds, confiné au levant par les frères Blanc, au midi par Louis Giroux, au nord par les frères Blanc : taille 3 livres, 10 sous, 4 deniers.

Pré à la Lanette, sous les numéros 3515, 3518 et 3519, contenant 2 journaux, 366 toises, confiné au levant par les hoirs Bron, au midi par Amed Blanc, au couchant par le même et un chemin, au nord par lesdits hoirs Bron : taille 2 livres, 17 sous, 3 deniers.

Placéage à Avulgor, sous numéro 3561, contenant 3 toises, confiné au levant par un chemin, au couchant et nord par les fonds d'Amed Blanc : taille 2 deniers.

Jardin audit lieu, sous numéro 3571, contenant 23 toises, 2 pieds, confiné au levant et couchant par des chemins : taille 1 sou.

Maison audit lieu, sous les numéros 3571 et 3572, contenant 23 toises, 3 pieds, confiné au levant et couchant par des chemins, et au midi par les frères Blanc : taille 11 deniers.

Placéage audit lieu, sous numéro 3585, contenant 9 toises, 4 pieds, confiné au levant par un chemin, aux midi et nord par les consorts Blanc : taille 0.

Jardin audit lieu, sous numéro 3592, contenant 42 toises, 1 pied, confiné au levant par un chemin, des autres parts par les fonds d'Amed Blanc : taille 2 sous, 4 deniers.

Châtaigniers au bois Bernard, sous numéro 3658, contenant 82 toises, un pied, confiné au levant par les frères Blanc, au midi par les hoirs d'Andre Morel : taille 1 sou, 3 deniers.

Châtaigniers audit lieu, sous partie du numéro 3661, contenant 225 toises, 4 pieds, confiné au levant par Andre Blanc, au midi par Joseph Echennier, au nord par un chemin : taille 5 sous, 6 d.

Châtaigniers à Avulgor, sous numéro 3662, contenant 254 toises, 4 pieds, confiné au levant et midi par la terre des Boccard, au nord par Joseph Echennier : taille 4 sous, 3 deniers.

Champ au Bulé, sous numéro 3702, contenant 397 toises, 7 pieds, confiné au levant et midi par les fonds des frères Merlin : taille 16 sous, 2 deniers.

Champ au Bulé, sous les numéros 3706 et 3707, contenant un journal, 105 toises, 6 pieds, confiné au levant par les frères Blanc, au couchant par un chemin, au nord par les hoirs Blanc : taille 12 sous, 2 deniers.

Champ audit lieu, sous numéro 3710, contenant 276 toises, 7 pieds, confiné au levant par les frères Blanc, au midi par Jacques Merlin, au couchant par un chemin : taille 6 sous, 5 deniers.

Bois taillis en Buelley, sous moitié du numéro 3761, contenant un journal, 429 toises, confiné au levant par M^r de Wasservas, aux nord et midi par des chemins soit chablis : taille 5 sous.

Bois taillis audit lieu, sous les numéros 3819, 3821, 3824 et 3825, contenant 9 journaux, 465 toises, confiné du levant par M^r de Wasservins, aux midi, couchant et nord par des chemins et les frères Merlin; taille 15 sous, 10 deniers.

Signé A. Galez par procuration des demandeurs en subhastation reçue par M^r Pissart, notaire à St. Julien, le 24 août 1804, signé M^r Frazier procureur, et conforme à l'extrait signé Louis - BRUNO BILLON, secrétaire.

État des biens délaissés par spectable Antoine Bron, extrait du cadastre et des livres de transport de la commune de Marin, province de Chablais, et conforme à l'un de ceux joints à la requête des poursuivans.

Prés en Trésmaris, sous les numéros 1176, 1177, 1178, 1179, contenant 7 journaux, 415 toises, 4 pieds, taille 3 livres, 6 sous; en un mas confiné par les fonds des heirs de Jean-Baptiste Gerdil du midi, et du nord par un fond communal et un chemin.

Vigne en Trabechières, aujourd'hui pré, sous n.^o 1975, contenant 67 toises, 1 pied, un mas confiné par le fond de M. Guyon des midi et nord; taille 8 sous, 6 deniers.

Vigne en Trabechières, n.^o 1977, contenant 19 toises, 6 pieds, confinée par le fonds dudit M. Guyon des midi et nord; taille un sou, 4 deniers.

Vignes en Trabechières, sous les numéros 1978, 1979 et 1980, contenant 142 toises, 5 pieds, taille 12 sous, 5 deniers; confinées par un chemin du levant et par le fond de Joseph Floriet du couchant.

Vigne aux Trabechières, sous numéros 1982 et 1985, contenant 84 toises, 6 pieds, taille 7 sous, 2 deniers; confinées des midi et nord par le fonds dudit M. Guyon.

Vigne en Fignin, sous les numéros 2005, 2048 et 2049, contenant 170 toises; taille 7 sous, 4 deniers; confinée par un chemin du levant et par le fond de Joseph Floriet du couchant.

Vigne au Petit-Châtelet dessus, sous numéros 2175 et 2176, contenant 35 toises, 3 pieds, taille un sou, 10 deniers, mas confiné par un chemin du couchant et par le fonds de Thomas Delalex du midi.

Vigne et teppe au Plantay rouge, sous les deux tiers de numéros 2205, 2204 et 2203, contenant 179 toises, 1 pied, taille 3 sous, 3 deniers; confinées par les fonds des Gaspard et François Delalex du midi et par un chemin du couchant.

Vigne et teppe à Pont, sous les numéros 2200 et 2221, contenant 80 toises, 3 pieds, taille 4 sous, 11 deniers; confinées par un chemin du levant et par le fonds de Anne Heu du nord.

Vigne à Pont, sous numéro 2241, contenant 376 toises, confinée par un chemin du midi et par le fonds de Josephite Ducret du couchant; taille une livre, 13 sous, 1 denier.

Vigne et teppe (aujourd'hui vigne) à Pont, sous numéros 2715 et 2716, contenant 152 toises, un pied, taille 12 sous, 4 deniers;

confinées par un fond communal du levant et par la rivière de la Drance du nord.

Vigne au Châtelet dessous, sous numéro 2555, contenant 87 toises, 2 pieds, taille 8 sous, 7 deniers; confinée par le fond de Thomas Delalex du levant et par celui des bois de J^e Bron du nord.

Champs hutinés à la fin du Crê, sous numéros 2547, 2548, 2549, 2550 et 2551, contenant 52 journaux, 51 toises, 3 pieds, taille 7 livres, 10 sous; mas confiné par un chemin des nord et levant.

Champ à la fin du Crê, sous numéros 2549 et 2550, contenant un journal, 268 toises, 5 pieds, taille 2 livres, 10 deniers; un mas confiné par les fonds de Françoise et Joseph Parlat et par un chemin du levant.

Vigne aux Chapelles, sous le numéro 2859; autres vignes à la Chapelle, numéros 2840 et 2842, contenant 142 toises, 5 pieds, taille 12 sous, 6 deniers; un mas confiné par les fonds de M.^{re} Alexandre et Claude Anthouix des nord et couchant.

Vigne à la Chapelle, sous les numéros 2868, 2869, 2870 et 2871, contenant 100 toises, 1 pied; taille 7 sous; mas confiné par les fonds de M.^{re} Alexandre et Claude Anthouix du nord et par ceux des bois de François Laurent du midi.

Vignes et toppes à la Chapelle, sous les numéros 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895 et 2896, contenant 206 toises, 5 pieds, taille 16 sous, sept deniers; mas confiné par le fonds de M.^{re} Philibert de Chessel des levant et couchant.

Vigne au Châtelet, sous numéro 1889, contenant 253 toises, 5 pieds, taille un sou, 6 deniers; confiné par le fonds de M.^{re} Jean-François Arminjon du couchant et par celui de M.^{re} Henri Demourel du levant.

Vigne et toppe au Gallataz, sous les numéros 2125 et 2126, contenant 54 toises, 6 pieds, taille 6 deniers; confinées par la Drance de dessous et par le fonds des bois de Jean Gougain de dessous.

Certifié conforme tant aux cadastres, livres de transport de la commune de Marin, qu'aux indications qui en ont été fournies par Joseph Florel de Marin, et délivré le présent à requête de M.^{re} de Chessel.

Thonon, le vingt-deux septembre mil huit cent vingt-quatre.
Le Secrétaire de la commune de Marin, signés BUTTER et M.^{re} FAZZIER, procureur.

Etat des biens possédés par M.^{re} Athanase Bron, ex-notaire à Evian, situds rière Fucheresse, dont les conjoints AMAT, DE CHESSEL, GOLLAT, etc., demandent la subhastation, et conforme à l'un de ceux joints à la requête des poursuivans.

Montagne de Semy.

Bois de quartiers, sous numéro 5955, contenant 6 journaux, 492 toises, 4 pieds; taille cadastrale une livre, 10 sous, 4 deniers.
Pré, sous numéro 2954, de la contenance de 2 journaux, 230 toises, 2 pieds; taille une livre, 6 sous, 8 deniers.

Grange, sous numéro 3955, contenant 25 toises, 6 pieds; taille 7 deniers.

Bois de quartiers, sous numéro 3956, contenant 353 toises, 7 pieds; taille 2 sous, 2 deniers.

Rocher, sous N° 3956 et demi, contenant 214 toises, 3 pieds.

Pré, sous numéro 3957, contenant 4 journaux, 15 toises, 5 pieds; taille 2 livres, 5 sous, 8 deniers.

Grange, sous numéro 3958, contenant 28 toises, 6 pieds; taille 8 deniers.

Rocher, sous numéro 3959, contenant 265 toises, 5 pieds.

Pâturage, sous numéro 3960, contenant 10 journaux, 205 toises, 4 pieds; taille 9 sous, 5 deniers.

Bois de quartiers, sous numéro 3961, contenant 2 journaux, 261 toises, 2 pieds; taille 10 sous, 11 deniers.

Pâturage, sous numéro 3962, contenant un journal, 22 toises, un pied; taille 11 deniers.

Bois de quartiers, sous numéro 3963, contenant 2 journaux, 420 toises, 1 pied; taille 12 sous, 4 deniers.

Pâturages, sous numéro 3963, contenant 31 journaux, 415 toises, 5 pieds; taille une livre, 8 sous, 9 deniers.

Pâturages, sous numéro 3964, contenant 20 journaux, 98 toises, 5 pieds; taille 15 sous, 5 deniers.

Pâturages, sous numéro 3964 et demi, contenant 2 journaux, 742 toises, 5 pieds; taille 2 sous, 5 deniers; ces deux numéros indivis avec Etienne Favre de Vacheresse.

Pâturages, sous numéro 3965, contenant 1 journal, 475 toises, 6 pieds; taille 1 sou, 9 deniers.

Pré, sous numéro 3986, contenant 2 journaux, 125 toises; taille 16 sous, 5 deniers.

Pâturage, sous numéro 3985, contenant 3 journaux, 270 toises; taille 5 sous, 2 deniers.

Bois noir, sous numéro 3984, contenant 14 journaux, 512 toises, 1 pied; taille 2 livres, 12 sous, 10 deniers.

Rocher, sous numéro 3990, contenant 3 journaux, 269 toises, 1 pied; ces trois derniers numéros indivis avec M. Folliet Jean-Baptiste d'Evian.

Pré, sous numéro 3987, contenant 4 journaux, 255 toises, 7 pieds; taille une livre, 12 sous, 5 deniers.

Grange, sous numéro 3989, contenant 18 toises, 4 pieds; taille 5 deniers.

Roch., sous numéro 3965 et demi, contenant 3 journaux, 210 toises, 5 pieds.

Pâturage, sous numéro 3975, contenant 1 journal, 495 toises, 4 pieds; taille 5 sous, 5 deniers.

Bois quartiers, sous numéro 3976, contenant 4 journaux, 511 toises, 1 pied; taille une livre; ces deux numéros sont indivis avec Favre cadet de Vacheresse.

Grange, sous numéro 3985, contenant 3 toises, 7 pieds; taille 4 deniers.

Champ, sous numéro 3988, contenant 365 toises, 2 pieds;

taille 18 sous, 2 deniers : cette montagne est confinée des couchant et nord par les communs de Vacheresse.

Pâturage, sous numéro 5158, contenant 8 journaux, 171 toises, 5 pieds; taille 7 sous, 6 deniers.

Le dernier numéro, quoique faisant partie de ladite montagne, s'en trouve séparé et est confiné au nord et au couchant par les communs de Vacheresse.

Signé A. Golaz, par procuration des demandeurs en subhastation reçue par M^r Pissard, notaire à St-Julien, le vingt-quatre août mil huit cent vingt-quatre, signé M^r Frezier, procureur, et conformé à celui signé par André Charles.

De sorte que le montant de la contribution foncière des biens desdites demoiselles Bron, s'élève, rière Publier, à cinquante-quatre livres et un denier ancienne monnaie, faisant par réduction soixante-quatre livres nouvelles, huitante centimes; et rière Murin, à dix-sept livres dix-sept sous six deniers, soit en livres neuves vingt-neuf livres neuves quarante-cinq centimes, et le montant de la contribution foncière des biens dudit Athanase Bron, rière Vacheresse, s'élève à seize livres dix-sept sous huit deniers, ancienne monnaie, soit vingt-deux livres neuves, vingt-deux centimes.

La créance des poursuivans dérive d'une obligation passée en leur faveur, soit en celle de leurs auteurs, pour quelques-uns, pour cause de prêt fait aux sieurs Georges, Antoine et Athanase Bron, le seize février dix-huit cent sept, devant Binet et Viguière, notaires à Genève, dans lequel acte lesdits trois emprunteurs se sont engagés solidairement pour le rembourser des sommes capitales dont y s'agit et intérêts en dérivant, à devoir être fait à terme expiré des long-temps.

Par arrêt du Sénat de Savoie rendu à la suite de diverses procédures, le sept septembre dix-huit cent dix-neuf, les trois emprunteurs susdits ont été condamnés solidairement à rembourser aux poursuivans les capitaux dont il s'agit avec intérêts et dépens, suivant liquidation à devoir être faite; et tout a été procédé que, par ordonnance dudit Sénat du onze mai dix-huit cent vingt et un, la liquidation à laquelle il a été procédé le trente avril précédent, par M^r Pacoret, a été déclarée bonne et authentique pour la somme de cinquante-neuf mille six cent septante-deux livres nouvelles soixante-deux centimes, portée par le finco de ladite liquidation, et par autre ordonnance dudit Sénat du vingt-six juin suivant, il a été enjoint auxdits frères Bron de payer aux poursuivans, la somme de deux mille cent deux livres nouvelles, huitantessing centimes de dépens sans toute distraction avec intérêt tel que de droit.

Le vingt-huit juin dix-huit cent vingt-trois ledit Sénat a déclaré exécutoire au préjudice desdites dames Adélaïde, Stéphanie et Caroline Bron le susdit arrêt du sept septembre dix-huit cent dix-neuf, ainsi que lesdites deux ordonnances des onze mai et vingt-six juin dix-huit cent vingt et un, rendus contre ledit Noble Antoine Bron, leur père, déclaré des-lors, et leur a enjoint de payer dans cinquante jours aux poursuivans la

somme de cinquante-neuf mille six cent septante-deux livres, soixante-deux centimes, portée par ladite première ordonnance, et celle de deux mille cent deux livres, huitante-cinq centimes, portée par sa seconde, avec dommages, intérêts et frais, tels que der doit, sous toutes dues et légitimes, distractions et imputations, et passé ce délai a déclaré facultatif aux poursuivans de mettre le tout à exécution en se conformant à la loi.

Sur requête des poursuivans décernée par ledit Sénat, le vingt-sept janvier dix-huit cent vingt-quatre d'un soit montré à parties, pour faire prompte et pertinente réponse, signifiée le quatre février suivant, par le sergent royal Chevalley auxdites Adélaïde et Stéphanie Bron, en leur domicile à Publier, et au sieur Claude-Marie Dervaux à Thonon, procureur-général de ladite dame Caroline Bron, par acte du trois février dix-huit cent vingt-deux, Bron notaire, ledit exploit suivi de la réponse donnée, le seize même mois, par lesdites dames Adélaïde et Stéphanie Bron, et par ledit sieur Dervaux en sa qualité, il leur a été enjoint par autre ordonnance dudit Sénat, du huit mars suivant, de payer aux poursuivans, dans le terme de trente jours, la somme de soixante-quatre mille vingt-trois livres, trente-trois centimes, portée par le finis d'autre liquidation faite. Le sept avril même précédente, cette ordonnance a été notifiée auxdites dames Bron, en leur domicile, à Publier, et en la personne dudit M. Dervaux en sa qualité.

Par autre ordonnance dudit Sénat, en date du cinq mai dix-huit cent vingt-quatre, il a été enjoint à M. Athanase Bron de payer aux demandeurs, dans le terme de trente jours, la somme de cinquante-neuf mille six cent septante-deux livres, soixante-deux centimes, par l'ordonnance d'insinuation déjà rendue, le onze mai mil huit cent vingt et un, et passé ce délai, il sera facultatif aux demandeurs de faire procéder à l'exécution par voie de saisie, en conformité de l'article cinquante-cinq de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux. Cette ordonnance a été notifiée audit M. Bron, le six septembre suivant, par exploit du sergent Chevalley.

Le vingt-huit juin dix-huit cent vingt-quatre, par trois ordonnances rendues par le Seigneur Sénateur Comte Jallot, rapporteur de la cause, et d'après les bases fixées par son ordonnance du vingt-quatre mai précédent, en rectification et retranchement demandé par lesdits débiteurs, les dépens ont été définitivement fixés, savoir : contre lesdites trois dames Bron à la somme de sept cent trente-sept livres neuves, quinze centimes; contre ledit M. Athanase Bron, à celle de cinq cent-six livres neuves, trente-trois centimes; et contre ledit George Bron, absent des Etats, à celle de quatre cent dix-huit livres neuves, soixante et dix-sept centimes.

Sur requête des poursuivans, M. le Juge-Mage du Chablais, par son décret du vingt-deux décembre dernier, leur a permis de faire citer lesdites dames Bron et M. Athanase Bron

à l'audience du sept janvier dernier aux fins des conclusions sus-rappelées.

Lesdits requête et décret ont été notifiés auxdites dames Bron en leur domicile, à Pully, le vingt-huit dudit mois de décembre, par Pionon huissier; à ladite audience, dame Caroline Bron n'a point comparu, et ses deux sœurs, ainsi que ledit M.^r Athanase Bron ont requis que, attendu que dame Caroline Bron n'avait d'autre domicile que celui de son mari, capitaine dans la brigade des chasseurs de Savoie, celle-ci fût légalement mise en cause.

Sur ce, le Tribunal

A ordonné, ledit jour, que ladite dame Caroline Bron serait légalement assignée, et a renvoyé les parties à l'audience du vingt-deux dit janvier dernier; sur nouvelle requête décrétée par M. le Juge-Maje, le douze dit janvier, sous la rogatoire au Seigneur Sénateur Juge-Maje de la province de Savoie-Propre, et ensuite du décret de ce dernier, du dix-sept même mois, signifié le dix-neuf par exploit de l'huissier Borne, ladite dame Caroline Bron a été citée à paraître par-devant ce tribunal, le vingt-deux dit janvier, à laquelle audience ladite dame Caroline Bron se rendit contumax, et lesdits poursuivans y conclurent à ce que, en accordant défaut contre elle, ils fussent autorisés à vendre les immeubles dont il s'agit en leur requête première, sous les conditions, clauses, charges et offres y expliquées. Les défendeurs requirant la communication des pièces des poursuivans et au délai de quinzaine pour répondre; ceux-ci s'y étant opposés, le Tribunal ordonna aux défendeurs de répondre sommairement à l'audience. Les défendeurs exigèrent de nullité à la signification de l'incorporation faite à la dame Caroline Bron par le sergent royal Choralley, du vingt-quatre mars dix-huit cent vingt-quatre, attendu qu'elle n'avait pas été faite à son domicile; et les poursuivans répondirent que cette signification avait été faite à M.^r Claude-Marie Deraux, procureur-général de ladite dame Caroline Bron, et sur ce, le Tribunal, considérant ladite dame Caroline Bron comme légalement assignée, et ladite notification légalement faite, autorisa par les autres motifs y exprimés la vente des immeubles dont s'agit, et fixa la première enchère pour l'audience du dix-huit mars prochain; les poursuivans se pourvurent par requête décrétée le vingt-quatre dudit janvier, à paraître à l'audience du dix-huit février, pour voir de nouveau accorder les autorisations et provision octroyées par ladite ordonnance du vingt-deux janvier. En cet état lesdites dames Adélaïde et Stéphanie Bron et ledit sieur Athanase Bron interjetèrent appel, le trois février, de ladite ordonnance du vingt-deux janvier, le firent notifier le dix avec sommation aux poursuivans de paraître à l'audience dudit Sénat du dix-huit même mois, à laquelle ladite dame Caroline Bron seule parut par M.^r Bono son procureur, et par arrêt du lendemain le Sénat déclara tous les défendeurs comparans et contumax nou-

recevables en leur appel de ladite ordonnance du vingt-deux janvier, renvoyant en conséquence la cause et les parties par-devant ce Tribunal, et condamner les appelans aux dépens.

Sur nouvelle requête des poursuivans, le Tribunal de Judicature-Maje du Chablais, par son ordonnance du neuf mars proche échü, a fixé la première enchère à son audience du vingt-sept avril suivant, à neuf heures du matin, mandant à son greffier de dresser le manifeste requis.

Les ordonnances du Tribunal des vingt-deux janvier dernier et neuf mars proche échü, avec les tableaux joints à celle-ci, ont été signifiés auxdites dames Adélaïde et Stéphanie Bron, le vingt-deux même mois, par Botton, huissier commis, et à dame Caroline Bron, le vingt-six même mois, par Borne, huissier à Chambéry, avec la requête rogatoire, suivie de décret du Tribunal de Judicature-Maje de la Savoie - Écoute dudit jour, et le tout a été enregistré le trente dudit mars au bureau de la conservation des hypothèques à Thonon, ainsi qu'en constate du certificat dudit jour signé par M. Potier, insinuateur.

Les poursuivans ont fait offre et se sont portés forts dans ladite Ordonnance du neuf mars proche échü, que le prix desdits immeubles s'éleva à une somme au moins égale au montant de la contribution royale susdite, multipliée par soixante, ce qui produira, pour les trois cotes résultantes des tableaux susdits, la somme de six mille trois cent quatre-vingt-dix livres nouvelles et quatre-vingt-huit centimes. Ils y ont offert et s'y sont faits forts de même de payer ou faire payer toutes les créances plaçant sur les immeubles ci-dessus, jusqu'à concurrence du prix praeuré par les subhastataires et suivant l'ordre qui interviendra.

Les clauses, charges et conditions de la vente proposée par les poursuivans, sont :

1.^e Que les biens seront d'abord misés par pièces, le bloc réservé.
2.^e Que l'on n'admettra aux enchères que les personnes qui auront rempli les formalités et obtenu l'autorisation prescrite par l'article septante-neuf de l'Édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

3.^e Que les adjudicataires seront tenus de payer comptant aux créanciers en ordre de recevoir d'après le jugement à intervenir, le prix de leur adjudication en pièces d'or de la valeur de vingt francs de France, ou en pièces d'argent de la valeur de cinq francs et non en autres espèces quelque de cours en ce pays, ainsi que les poursuivans soit leurs auteurs se le sont réservés très-expressement dans l'acte obligatoire du seize février mil huit cent sept, Vignier et Binet, notaires à Genève, qui a donné lieu aux provisions sus-relatées du Sénat.

4.^e Enfin lesdits adjudicataires seront tenus des frais ordinaires des poursuites, de ceux d'enregistrement et de tabellion, ainsi que de tous autres légitimement dus, et ce, en outre et en sus du prix d'adjudication.

Mais le vingt-huit dit mars proche échü, lesdites trois dames Bron ont mis au greffe dudit Tribunal acte d'appel de ladite Ordonnance du neuf même mois.

Ledit acte d'appel porte assignation à comparaître le onze avril

courant , à l'audience du Sénat de Savoie , où est intervenu Arrêt du lendemain douze dit, prononcé aux parties , par lequel le Sénat a déclaré les appelans non-recevables en leur appel , et a renvoyé à l'audience de ce Tribunal de Judicature-Maje du dix-huit mai prochain la première enchère des biens dont il s'agit , a renvoyé la cause et les parties devant ce Tribunal , et a condamné les appelans aux dépens. Ledit Arrêt dûment enregistré , a été signé le même jour à dame Caroline Brou à Chambéry , par l'huissier Dupuy , et aux sieur Athanase et dame Stéphanie et Adelaïde Brou , par exploit de ce jourd'hui , de l'huissier Piollou.

En conséquence de cette décision supérieure , il sera procédé à la première enchère dont il s'agit , à l'audience de ce Tribunal du dix-huit mai prochain , à neuf heures du matin , sur les mises à prix ci-devant offertes.

Le présent manifeste sera lu , publié et affiché , notifié et inséré au journal de cette division , le tout en conformité des articles sixante et dix-sept et cent deux du susdit Edit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Ledit Tribunal mande à ces fins à tous huissiers ou sergens royaux requis de faire tous autres actes nécessaires.

Fait à Thonon, le quinze avril dix-huit cent vingt-cinq.

De par le Tribunal :

VAUDOUX, Greffier.

Enregistré à Thonon, le quinze avril 1825, folio 35 recto, case 574. Reçu trois livres neuves : PORTIER Insinuateur.

MANIFESTE

Pour la vente , par subhastation , des immeubles de Jacques-Antoine Hôte , serrurier , domicilié à la ville de Moutiers , situés près la même ville , à la poursuite et diligence de Jean Bompard cadet , négociant , domicilié à l'Hôpital-sous-Confians.

Le Tribunal de Judicature-maje de la province de Tarentaise , séant à Moutiers , fait savoir que , par jugement du vingt-huit avril dix-huit cent vingt-quatre , prononcé ledit jour aux comparans , dûment enregistré le douze novembre suivant , sieur Jacques-Antoine Hôte , serrurier , domicilié à Moutiers , a été condamné à payer au sieur Jean Bompard cadet , négociant , domicilié à l'Hôpital sous Confians , dans le délai de cinquante jours , 1.^o la somme de dix-huit cent septante-trois livres septante-cinq centimes en capital porté par le contrat de vente à crédit , en date du quinze septembre dix-huit cent dix . Hybord notaire , enregistré , consenti en faveur dudit Hôte , par M. Laurent Arret , inscrit au bureau des hypothèques dudit Moutiers , le onze octobre suivant , et encore le vingt-cinq septembre dix-huit cent vingt-trois , et transporté par ce dernier audit sieur Jean Bompard cadet , par autre acte du treize octobre dix-huit cent vingt-trois . Corauty notaire , dûment insinué à Confians , le trois novembre suivant , volume neuf, folio deux cent cinquante , payé les droits par reçu signé Dela-

cheval; 2.^o les intérêts tels que de droit, loyaux coûts et frais d'inscription dudit acte; 3.^o les dépens y taxés à vingt-neuf livres quinze centimes.

Ledit Hôte n'ayant pas satisfait à ce jugement, sieur Bompard a tenté une saisie mobilière le vingt novembre suivant, ensuite des décret et lettres exécutoires émanées de ce Tribunal, les douze et quinze même mois, dûment enregistrées; mais n'ayant rien trouvé de saisissable dans son domicile, ainsi qu'en résulte de l'exploit du sergent Uliel, dudit jour, il s'est de nouveau pourvu, par requête décrétée par ce Tribunal, le quatre décembre suivant, pour qu'injonction fût faite audit Hôte, de lui payer, dans le délai de trente jours, la somme générique de deux mille cent trente-deux livres soixante-onze centimes, montant du capital, intérêts, frais et dépens dérivant du jugement précité et liquidés dans ladite requête, en déclarant que, passé ce délai, il sera procédé à la vente des immeubles dudit Hôte par voie de subhastation, conformément à l'édit royal du 16 juillet 1812, et par ordonnance du même jour dûment enregistrée, il a été adjoint audit Hôte de payer audit Bompard, dans le délai requis de trente jours, la somme réclamée, et l'huissier Charvin fut commis pour faire les notifications requises, et par exploit du quatorze décembre, cette ordonnance fut signifiée au débiteur Hôte par l'huissier commis.

Ce débiteur n'ayant pas non plus satisfait à cette injonction, le sieur Bompard a présenté nouvelle requête, le trente et un janvier dernier, à M. le Juge-Maje, pour qu'il lui plût indiquer l'audience à laquelle les parties devraient paraître devant le Tribunal, aux fins d'autoriser la mise en vente des immeubles spécifiés, tant au bas de la requête, que dans l'extrait du cadastre y joint, sous les charges et conditions y désignées, et sous celles qu'il plairait au Tribunal y ajouter, et fixer en même temps l'audience à laquelle aurait lieu la première enchère; par son décret du même jour dûment enregistré, M. le Juge-Maje a fixé ladite audience, au quatre février suivant, cette requête, suivie de la désignation des immeubles à subhaster et dudit décret, fut signifiée au débiteur par exploit de l'huissier Favre, du trois dudit février.

Les parties ayant paru à l'audience du quatre février, le demandeur, en la personne de M.^e Piston, procureur à ce Tribunal, son fondé de pouvoir, par acte du 25 février 1823. Garzon notaire, par lequel acte il a été élu domicile en l'étude dudit M.^e Piston, et le défendeur Hôte en personne, assisté de M.^e Bernard aîné, son procureur, furent renvoyées à l'audience du onze même mois, et par ordonnance sous cette dernière date, dûment enregistrée, le Tribunal, ouï le rapport, lesdites parties et l'Avocat-Fiscal, en donnant acte aux comparans de leurs dire, offres et réquisitions, a autorisé la vente des immeubles dont il s'agit, a fixé l'audience pour la première enchère au dix-huit mars prochain, à neuf heures du matin, a commis l'huissier Fréissard pour faire la notifi-

cation en conformité de l'édit, et a mandé au greffier de céans de dresser le manifeste requis. Lesdites ordonnances, requête et extrait de cadaastre y annexés, ont été notifiés au dit Hôte par l'huissier commis, par exploit du vingt-trois février courant, le tout enregistré au bureau de la conservation des hypothèques de Moulins, le vingt-six même mois, suivant le certificat délivré par M. Bouvier, insinuateur.

En conséquence, les immeubles ci-après désignés seront vendus en un seul lot, étant contigus les uns aux autres et n'étant pas susceptibles de division, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal, le dix-huit mars prochain, à neuf heures du matin, rue du Petit-Pré-Commun, maison Didier, sous la mise à prix de quatre cents livres neuves, somme excédant de beaucoup soixante fois la contribution royale y affectée, qui n'arrive qu'à cinquante-cinq centimes, valeur de neuf sous deux deniers anciens, somme offerte par le poursuivant, ayant pour son procureur M^e Piston, domicilié en cette ville, en l'étude duquel il a déclaré être domicile.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

- 1.^o Maison sise à la rue des Prêtres, territoire de Moulins, de la contenance cadastrale de 14 toises, 5 pieds, figurée sous le n.^o 1506 de la nappe de cette ville, affectée à la taille royale de 2 sous huit deniers ;
- 2.^o Cour audit lieu, de la contenance de 5 toises, six pieds, sous le n.^o 1509, affectée à 1 sou 1 denier de taille ;
- 3.^o Grange et écurie audit lieu, de la contenance de 18 toises, 4 pieds, sous le n.^o 1787, taxé à 5 sous 5 deniers de taille ;
- 4.^o Enfin, un jardin audit lieu, de la contenance de 10 toises, 6 pieds, sous le n.^o 1505, à 2 sous de taille royale, le tout contigu l'un à l'autre, contigu par les bâtimens et place provenant des hoirs Goulet au couchant, par la rue dite de l'Ecole-des-Mines au levant, et par celle dite des Prêtres au midi.

CONDITIONS DE LA VENTE.

- 1.^o Lesdits immeubles seront exposés aux enchères ledit jour, sous la mise à prix de quatre cents livres, offerte par ledit Buisson, poursuivant, formant plus de soixante fois le montant de leur contribution royale, et en un seul lot, vu qu'ils sont contigus et ne peuvent se diviser ;
- 2.^o Aucun enchérisseur ne sera admis à miser qu'après avoir rempli les formalités et obtenu l'autorisation prescrite par l'art. 79 de l'édit royal du 16 juillet 1822.
- 3.^o L'adjudicataire prendra les immeubles dans l'état où ils se trouveront, avec ses servitudes actives et passives, s'il y en a.
- 4.^o Il sera tenu de se charger des contributions affectées aux immeubles, dès le premier janvier dernier : il payera le prix de son adjudication, à présentation des bordereaux de collocation, aux créanciers qui seront utilement colloqués, sans

distinction de créances exigibles ou non exigibles, et se conformera en outre à tout ce qui est prescrit en pareil cas par l'édit cité :

5.^e Il payera tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du trente-un janvier dernier inclusivement, sans diminution de prix.

Par décret du 7 mars dite année, mis sur requête présentée par ledit Bompard, signifiée audit Hôte, la première enchère, pour la vente des immeubles ci-devant désignés, a été prorogée et fixée au huit avril suivant.

En exécution de ce décret, la première enchère a été ouverte à l'audience du tribunal le huit dudit mois d'avril, et deux bougies ayant été successivement éteintes, pendant la lueur de la première, lesdits immeubles ont été sur-enchéris jusqu'à la somme de quatre cent cinquante livres, et aucune offre n'ayant été faite pendant la lueur de la seconde, le Tribunal, après avoir ouï l'Avocat-Fiscal, a adjugé provisoirement lesdits immeubles à François Duclos, boulanger, habitant à Moutiers, pour le prix de quatre cent cinquante livres, a fixé la seconde enchère au vingt mai prochain, à neuf heures du matin, dans la salle, de ses audiences, et a ordonné que son jugement serait notifié audit Hôte.

La seconde enchère sera ouverte sur le prix offert par ledit Duclos.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, et tout en conformité et de la manière prescrite par les art. 77 et 101 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, affications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Moutiers, sous le sceau du Tribunal, le vingt-huit février dix-huit cent vingt-cinq. Signé Raymond, greffier.

Enregistré à Moutiers, le premier mars dix huit cent vingt-cinq, case 625, folio 78, volume 7; payé trois livres par reçu signé Bovier, Insinuateur.

Pour copie conforme: PISTON, P.^r

A V I S.

Les Communes qui aient besoin, dès le Toussaint prochaine, d'un instituteur possédant l'orthographe, la belle écriture, le calcul, et en état d'enseigner publiquement ou en particulier les premiers éléments de la langue latine, peuvent s'adresser au bureau du Journal, avant le 30 juin prochain. Il désire qu'ostre une rétribution modeste de la part des élèves, on lui assure un traitement honnête et le logement.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 6 Mai.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 5 Mai. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois d'Avril 1825.

AVRIL 1825.

BAROMÈTRE à 0.º

	Atmos.	P. Lig.
Du 1.º au 10	741. 7 . . .	27 4. 8
11 au 20	741. 6 . . .	27 4. 7
21 au 30	733. 3 . . .	27 0. 4
Moy. le 10	743. 7 . . .	27 6. 6
Moy. le 27	729. 8 . . .	26 10. 6

THERMOMÈTRE.

	Centigrade.	de Réaumur.
Du 1.º au 10	+ 12.º 7.	+ 10.º 16
Du 11 au 20	+ 3.º 3.	+ 10.º 6 1/2
Du 21 au 30	+ 15.º 8	+ 12.º 8 1/2
Moy. le 28	+ 25.º 4	+ 20.º 3 1/2
Moy. le 20	+ 10.º 6	+ 1.º 28

— Par Patentes Royales datées de Gènes, du 22 avril dernier, S. M. a nommé M. le Président et Chevalier Grand-Croix Gaspar-Michel Gloria, Premier Président du Sénat de Savoie, en remplacement de S. Exe. M. le Comte Calvi, nommé Premier Président de la Chambre Royale des Comptes.

— Les sciences et la ville de Genève ont fait récemment une très-grande perte en la personne de M. Marc-Auguste PICTET, savant distingué et l'un des premiers physiciens de l'Europe. M. Pictet était Professeur de Philosophie depuis plus de quarante ans; il était Président de la Société pour l'avancement des arts, Correspondant de l'Académie des sciences de Paris, d'un grand nombre de sociétés savantes et connu de tous les hommes distingués de l'Europe par son savoir étendu et par les qualités personnelles les plus estimables. Il est mort des suites d'une pleurésie, âgé de 74 ans.

— MM. LAFREY et Comp.º viennent d'établir à Chambéry, rue couverte, maison Villeneuve, une fabrique de rubans dirigée par un mécanicien de Saint-Etienne. Dejà ils livrent au commerce des rubans noirs, gris et de dessin pour chapellerie, et des galons de même couleur, qui, pour la qualité, la beauté et le prix, sont parfaitement semblables à ceux qui sortent des fabriques mêmes de Saint-Etienne.

Rien ne prouve mieux la confiance qu'inspire un gouvernement paternel et éclairé, et cette confiance nous le doit tout un peuple sous l'empire

des loix sages qui le régissent, que l'accroissement de l'industrie nationale ; les spéculations utiles et les entreprises de l'intérêt particulier en faveur du bien public. On a dû remarquer depuis quelque temps le grand nombre de manufactures nouvelles de tout genre que nous avons eu l'occasion d'annoncer à diverses reprises, s'établissant successivement dans les différentes parties des États de S. M. L'avis suivant vient encore aujourd'hui à l'appui de notre observation. Ainsi se développe successivement l'industrie manufacturière, soutien indispensable de l'industrie agricole, deux sources de prospérité auxquelles le Gouvernement de S. M. daigne accorder sans cesse de nouveaux encouragemens. Ainsi se multiplient les moyens de travail, et en même temps les produits usuels, les objets d'échange et de commerce, qui seuls peuvent assurer le bien-être et l'aisance générale.

A V E S.

Par Patentes Royales du 22 janvier dernier, S. M. a daigné accorder à MM. *Cesar Mission*, d'Anancy, *Alfred Pernardin*, de Laney, et *Pierre Maria*, de Genève, l'autorisation d'établir en Savoie une manufacture pour le filature et le tissage de coton, et un privilège exclusif de quinze années pour l'impression de ses tissus aux rouleaux et à la planche.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 3 mai : Une Notification de la Commission Supérieure de Liquidation, du 22 avril 1825, contenant une nouvelle liste de créances envers la France, de la première Classe, définitivement liquidée.

P I E M O N T.

Turin, 28 Avril. Dans la séance de la Classe des sciences physiques et mathématiques de l'Académie Royale des sciences de Turin, il a été fait, au nom de diverses Commissions, les rapports suivans : Par M. le Prof.^r Giobert, sur une nouvelle manière d'obtenir le gaz pour l'éclairage ; par M. le Prof.^r Victor Michelotti, sur des échantillons de papier fait avec des matières ligneuses ; et par M. le Prof.^r Carana, sur un nouvel appareil pour distiller le marc de raisin. M. le Chevalier Cisa de Grézy a lu un Mémoire intitulé : *Recherches sur la décomposition des fractions exponentielles en fractions partielles, à l'infini.*

30 Avril. Sont arrivés en cette Capitale S. Exc. M. le marquis de Caraman, Ambassadeur de France près S. M. l'Empereur d'Autriche, venant de Paris, et S. Exc. M. le Comte Brunetti, Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche près la Cour d'Espagne, venant de Madrid.

— La Classe des sciences morales, historiques, etc. de l'Académie Royale dans sa séance d. 28, a entendu les lectures suivantes : Notice d'un écrit de l'an 1036, duquel il résulte qu'Humbert I.^{er} de Savoie était de sang royal, par S. Exc. M. le Comte Napiun ; quatrième Mémoire sur le Mètre alexandrin d'Egypte, par S. Exc. M. le Comte Balbe ; *Præfatio ad Papirus graecos A. Mæstii Turinensis*, par M. l'Abbé Peyron.

Cours des Inscriptions sur le *Registre général de la Dette Publique*, à dater du 1.^{er} avril. 1825.

De 28 au 30 avril 1825 : 103 liv., 25 c. ; 103 liv., 40 c. en monnaie courante pour chaque 100 livres valeur du tacit.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Si l'on en croit des nouvelles de Constantinople données par quelques journaux, Ibrahim-Pacha aurait débarqué environ douze mille hommes dans la Morée, au commencement du mois; et seize bâtimens de sa flotte auraient pris position devant Patras, pour protéger cette place du côté de la mer.

— Les nouvelles de Corfou répètent la nouvelle d'une déroute que les Egyptiens auraient essuyée dans la Morée.

— Le Grand-Duc de Bade, de concert avec les Etats du Grand-Duché, a décidé que les Députés de ces Etats seraient nommés pour six ans, qu'ils ne s'assembleraient que tous les trois ans, et que les impôts seraient fixés pour ce même terme.

ANGLETERRE.

Le bill en faveur des Catholiques a passé à la seconde lecture, dans la séance du 21 avril, à la majorité de 268 voix contre 241. M. Canning a prononcé à ce sujet un discours remarquable en faveur du bill. La troisième lecture ne souffrira guères de difficultés. Restera la discussion à la Chambre haute.

— Par un décret du 11 novembre dernier, le siège du gouvernement Colombien a été transféré à Ocaña, c'est-à-dire, à cent lieues de Santa Fé, près de la mer des Antilles, à l'extrémité septentrionale du territoire de la république.

— Des nouvelles de l'Inde annoncent qu'un faible corps de troupes anglaises a battu un corps de vingt mille hommes commandés par un prince birman.

FRANCE.

Paris, 26 avril. La Chambre des Députés a adopté, à la majorité de 221 boules blanches contre 130 noires, après une assez vive discussion, les amendemens faits par la Chambre des Pairs à la loi de l'indemnité des émigrés; en sorte que cette loi est définitivement adoptée.

— Les quatre Académies composant l'Institut ont tenu la séance générale et publique destinée à célébrer, chaque année, l'anniversaire du 24 avril, jour de la première rentrée de Louis XVIII en France.

28 Avril. Une lettre close de S. M., adressée aux deux Chambres, annonce que la grande députation de chacune d'elles doit se rendre à Reims, le 29 mai, pour assister au sacre.

— La discussion des comptes de 1823 est très-animée à la Chambre des Députés, à l'occasion des dépenses de la guerre d'Espagne et de l'affaire Ouvrard.

— La Chambre des Pairs a déjà adopté les deux premiers articles du projet de loi relatif aux restes.

— S. M. a décoré le cordon de la Légion d'honneur à MM. De Lamartine et Victor Hugo.

20 Avril. La Chambre des Pairs a adopté ■ loi sur les rentes, à la majorité de 134 voix contre 99.

— Le Roi vient d'accorder à M. Casimir Delavigne une pension de 1200 fr. sur ■ titre civile.

Actions de la banque de France : 3125 fr. ; 2160 fr. ; 2222 fr., 50 c.

Cinq pour cent consolidés : 120 fr., 15 c. ; 122 fr., 35 c. ; 122 fr., 5 c.

ITALIE.

M. le duc de Blacas, Pair de France, ambassadeur de S. M. T. C. près ■ cour des Deux-Siciles, est parti, le 13 avril, de Naples pour Milan.

— S. S. desiring témoigner sa satisfaction particulière à S. Exc. M. le Comte Barbauld, touchant la manière dont il a précédemment rempli la mission extraordinaire dont il était chargé près le Saint-Siège, de la part de S. M. le Roi de Sardaigne, et pour les honorables souvenirs qu'il a laissés de sa présence, lui a décerné les insignes de l'Ordre de Christ, voulant encore manifester par-là ses honorables sentiments envers l'auguste Monarque qui a confié à ce personnage distingué les fonctions de son aec. états intime.

— Le 12 avril, tous les pèlerins des Etats du S. M. le Roi de Sardaigne qui se trouvaient à Rome pour le Jubilé, ont été invités à un banquet dans l'hôtel de M. le Marquis d'Aron de Vergagni, chargé d'affaires du S. M. près le Saint-Siège. Cette fête a eu lieu avec cette pompe décente et modeste qui convient à la simplicité évangélique. S. Em. le Cardinal de la Somaglia, Secrétaire d'Etat de S. S., a eu la complaisance d'y assister, de bénir la table et de servir les convives avec une humilité exemplaire. Cette pieuse fête a été honorée de la présence de plusieurs Cardinaux, Archevêques, Membres du Corps diplomatique et autres personnes distinguées. Plusieurs Confrères de ■ Sainte-Trinité ont concouru au service des pèlerins, renouvelant ainsi l'exemple de cette charité pontificale que leur Confrérie ne cesse d'exercer envers les pauvres de toutes les nations catholiques. Les convives ont manifesté leur reconnaissance envers le Souverain-Pontife, qui a ouvert aux fidèles les trésors de la clémence céleste : ils l'ont salué avec acclamation, ainsi que leur auguste Souverain, S. M. le Roi de Sardaigne.

— LL. MM. le Roi et la Reine des Deux Siciles ayant manifesté au Saint-Père le désir de participer aux bienfaits spirituels du Jubilé, S. S., pour se prêter à un vœu aussi louable, et eu égard à leur court séjour, a abrégé en leur faveur le temps et le nombre des visites des églises. LL. MM. ont rempli les devoirs indiqués avec une modestie, un recueillement et une piété des plus exemplaires. Elles ont reçu ■ communion des mains de S. S. Le 17 avril, LL. MM. sont parties de Rome pour Milan.

— S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane, S. A. I. et R. le Duc de Modène, et S. M. l'Archiduchesse Marie-Louise se rendent à Milan.

— Le 20 avril est arrivé à Rome S. Exc. le général Fauchelmont, Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche à la Cour des Deux-Siciles, venant de Naples.

CALENDARIO GENERALE Po' Regli Stati publicato con autorità e con Privilegio di S. S. R. M. Secondo Anno 1825.

Torino, dalla Stamperia di Giuseppe Pomba.

Ce Calendrier se trouve à Turin, chez l'Imprimeur, et chez le Libraire Joseph Pic. Prix : 6 livres.

Ce Recueil important, honoré de l'approbation et d'un Privilege de S. M., exécuté sous les auspices du Ministre éclairé qui dirige les affaires internes, est le fruit des travaux infatigables de Mr. l'Avocat Collégie Costa, Secrétaire d'Etat, attaché au bureau de justice et de grâce dans le Ministère de l'intérieur. Ce Calendrier a paru pour la première fois dans le courant de mars de l'année dernière. Nous l'avons annoncé dans le tems; et l'on a pu voir, dans cette première entreprise, avec quel succès l'auteur avait atteint le but, autant que la chose était possible dans un essai de ce genre rédigé pour la première fois. Il espérait alors que le tems lui permettrait d'améliorer son travail, et son espérance n'a pas été trompée. Sans augmenter l'étendue ni le prix du volume, il a réussi à y introduire des additions considérables et d'un grand intérêt, telles que des Notices historiques et statistiques sur les Musées, la Bibliothèque et autres établissements littéraires de la Capitale, l'état des Evêchés, des Chapitres des Cathédrales et des Collégiales, de toutes les paroisses des Etats, de tout ce qui regarde le gouvernement et l'administration du royaume de Sardaigne, etc. etc. Une sorte que le Calendrier de cette année contient presque un tiers des matières de plus que celui de l'année 1824.

Pour donner une idée de l'utilité que présente ce Recueil aux fonctionnaires publics, aux employés, ainsi qu'aux personnes de toutes les classes, il nous suffira d'indiquer sommairement les principaux objets qu'il comprend, et qui peuvent faire entrevoir les immenses détails qui se rattachent à chacun d'eux.

L'ouvrage est divisé en douze Parties, dont chacune est subdivisée en Chapitres, et ceux-ci en Sections.

La première partie contient la chronologie de la Maison Royale du Savoie, les principales Maisons souveraines de l'Europe; le Sacré Collège; les Ambassadeurs, Ministres et Consuls; les Archevêques, Evêques, Abbés et Chanoines; les Maisons religieuses, les Juges ecclésiastiques et l'Econome Royal.

La seconde partie comprend les Ordres de Chevalerie, l'état de la Cour de LL. MM., celle de la Reine veuve Marie-Thérèse, celle des Souverains et Princes défunts, les personnes attachées au service de la Couronne, à celui des Maisons Royales, du Patrimoine particulier, etc.; les Médecins et Chirurgiens du Roi, de la Cour, de la Maison Royale; les Caméristes, les Attaches, les Officiers, les Ecuyers; enfin la Cour de S. A. S. le Prince de Carignan et de S. A. R. son épouse.

Dans la troisième partie sont les Ministres d'Etat, les Secrétaires d'Etat, les Archives, etc.

La quatrième partie est consacrée au gouvernement et à tout ce qui concerne l'administration du Royaume de Sardaigne.

La cinquième comprend la Grande Chancellerie, les Sénats et Tribunaux, les Juges, Avocats, Procureurs et Notaires.

La sixième partie embrasse tout ce qui regarde les Magistrats de santé, la Vaccine, les établissemens de Charité et de Commerce.

L'Armée, la Marine et tout ce qui concerne le service militaire est l'objet de la septième partie.

Dans la huitième partie sont les Agences économiques de l'étranger et de l'intérieur, les Postes Royales, les Administrations des eaux et chemins, des bois et forêts, des Mines, des Chasses et de la Police.

La neuvième partie comprend les Finances et toutes les Administrations qui en dépendent, telles que l'Insinuation et le Domaines, les Hypothèques, le Timbre, les Contributions, la Loterie, les Gabelles, les Douanes, le Tabac, les Sels, le Trésor Royal, la Monnaie, la Dette publique; enfin, les Intendants et les Syndics.

La dixième partie est relative à l'instruction publique, aux sciences et arts, et contient l'état des Universités, des Académies, des Sociétés littéraires, et les instituts des sourds-muets.

Dans la onzième partie se trouvent la direction des théâtres, la police du gouvernement de la division de Turin, les Ediles, l'Administration de la ville de Turin; les Agras de change et Courtiers, les Ingénieurs, les Archivistes, les Mesureurs, etc.; les Coutriers, les Messageries, Diligences, etc.; le tarif des monnaies.

Enfin dans la douzième partie est l'état de toutes les Paroisses tant du royaume de Sardaigne, que des provinces de Terre-Ferme.

STATISTIQUE de la Sardaigne.

(Extrait du *Bulletin des Sciences Géographiques*).

« En janvier 1831, le roi de Sardaigne, par une mesure bienfaisante pour ses Etats insulaires, envoya un des membres les plus distingués de son Corps des ponts et chaussées, M. Carbonazzi, élève de l'école polytechnique, pour parcourir en tout sens l'île, et diriger un projet d'organisation complète de routes destinées à établir des communications faciles et durables entre ses parties les plus importantes, et à mettre l'intérieur de l'île en relation, non-seulement avec ses côtes, mais encore avec le reste de l'Europe.

« Le rapport, contenant le projet en question, fut présenté en juin de la même année à la junte générale du royaume, dite *di statamenti*, présidée par le vice-roi (alors marquis d'Yenne); et cette même junte, après avoir pris connaissance détaillée du rapport précité, en marqua sa satisfaction au rédacteur, d'abord pour

l'ensemble des tracés proposés, appuyés sur de nombreux états statistiques spéciaux et généraux du plus grand intérêt, et ensuite pour l'érudition générale et les vues remarquables d'administration y contenues. Elle pria en même temps son président de le transmettre à S. M. avec le témoignage de sa reconnaissance, et l'expression du désir qu'elle voulût bien donner une marque de distinction à l'auteur.

» Le tracé général des routes en question consiste en premier lieu en une route principale qui, partant de la capitale (Cagliari), se dirige sur la seconde ville du royaume, Sassari, et traverse ainsi l'île, du midi au nord, en passant par la ville d'Oristano, située sur la côte d'ouest, en combinant autant que possible la direction de cette route avec la rencontre des endroits les plus fréquentés. Le projet embrasse en outre l'organisation de huit routes de deuxième classe qui se rattachent à la principale sur divers points et tracent d'après les mêmes vues (la largeur exceptée), la font communiquer avec les provinces les plus importantes de l'est et de l'ouest.

» Il est à remarquer que le tracé de la route principale, établi sur les données statistiques actuelles, rencontre des vestiges de l'ancienne route romaine à *Monastir* et près de *Bonorra*, où elle les suit sur une étendue de terrain considérable.

» S. M. ayant reconnu, sur le rapport du vice-roi, du ministre de l'intérieur et du conseil des ponts-et-chaussées, que le projet était complet et satisfaisant dans toutes ses parties, lui connaît peu de temps après au vice-roi sa résolution de mettre aussitôt la main à l'œuvre et lui prescrivit les moyens à suivre pour faire face aux frais d'exécution.

» Il ordonna en même temps à M. Carbonazzi, en l'avancant du grade de capitaine à celui de major, de rédiger, en qualité de directeur, un règlement spécial pour le service personnel que l'éloignement rend indépendant du celui du continent, aussi bien qu'un devis général pour servir de base aux propositions des sociétés d'entreprises.

» Ce règlement et ce devis, sanctionnés par le conseil des ponts et chaussées, donnèrent bientôt lieu à la formation d'une société d'entrepreneurs habiles qui prit l'engagement d'exécuter successivement les travaux projetés. Le 9 novembre 1822, le service fut complètement en activité sur les deux extrémités de la route principale; en même temps des ingénieurs préparaient d'avance, avec la plus grande célérité, les plans, profils, etc., nécessaires pour la direction des entrepreneurs.

» L'on a déjà percé plus de la moitié de la route principale sur des pentes très-commodes et sur une largeur de 7 mètres. On calcule, d'après les travaux achevés, et les difficultés surmontées, que cette route principale sera entièrement propre au service des postes, en décembre 1826, malgré les intervalles de saison rigoureuse qui obligeront de suspendre quelquefois les travaux.

» On ajoute même que la voiture d'un personnage de première

distinction vient de passer sur la moitié de ledite route, au grand étonnement d'une partie des habitants, qui ignoraient jusqu'au nom d'un pareil moyen de transport.

« Une circonstance qui mérite d'être connue, et qui est un nouveau témoignage de la munificence du Roi, est la construction des maisons dites de refuge, dans les intervalles d'un village à l'autre, qui excèdent trois à quatre lieues; ces maisons sont destinées au triple usage du logement des cantonniers, des agents de l'autorité et des voyageurs.

« Déjà l'un de ces bâtimens, construit à deux lieues de la capitale, remplit sa destination depuis un an.

« Les nationaux commencent aussi à vouloir attirer les étrangers. Jusqu'à présent, le défaut presque total de communication avait empêché que l'on ne pensât à établir des auberges; on en construit une en ce moment, sans renoncer à l'hospitalité que se plaisent à exercer les Sardes.

« On a donc tout lieu de s'attendre que sous peu de temps les savans, les spéculateurs et les voyageurs curieux pourront parcourir au champ aussi vaste qu'il est inconnu jusqu'à ce jour; ils trouveront un guide dans le grand ouvrage que va faire imprimer un officier piémontais, M. de la Marmora, et qui contiendra les résultats des recherches en tous genres qu'il a faites pendant cinq ans de voyages dans l'intérieur de l'île.

« En terminant cette notice, nous citerons encore deux autres institutions établies récemment en Sardaigne; l'une a pour objet la régularisation des cours d'eau qui, trop long-temps abandonnés à eux-mêmes, causaient de très-grands ravages et une insalubrité trop redoutable et trop renommée dans certaines saisons. L'autre institution est celle d'une école de mathématiques pures et appliquées, établie à Cagliari et à Sassari; cette école confiée aux soins des ingénieurs des ponts et chaussées, est destinée à former dans l'île des élèves pour cette branche d'instruction. »

AGRICULTURE. — Economie rurale. Du Semoir proposé à la Société Royale d'Agriculture de Turin, par M. Matthieu BONAFOUS, l'un de ses Membres.

Dans le N.^o 17 de ce Journal, Année courante, à l'occasion de quelques expériences d'agriculture faites par M. Matthieu Bonafous dans le jardin expérimental de la Société Royale d'Agriculture de Turin, nous avons annoncé que nous nous occuperions d'un Semoir dont M. Bonafous avait recommandé l'usage. Voici à peu près en quels termes il s'exprime à ce sujet dans une Notice qu'il a publiée sous le titre *Sperienze intorno all'uso del Seminatore* etc.

« Depuis long-temps les agriculteurs instruits et expérimentés ont reconnu l'avantage des semoirs, dont l'usage épargne les semailles et assure une récolte plus abondante. Néanmoins, l'usage

de semer à la main subsiste presque universellement, malgré les vices évidens de cette méthode.

» Le grain semé à la main ne se distribue point avec uniformité et ne se dispose point à une égale profondeur. La partie de la semence qui n'est pas assez enterrée est souvent emportée par le vent, endommagée par la gelée, ou devient la proie des oiseaux et des insectes; en sorte qu'il ne reste guères que la moitié du grain semé qui végète avec succès.

» L'usage du semoir fait disparaître tous ces inconvéniens, parce que toute la semence tombe au fond du sillon et se trouve ainsi suffisamment recouverte. Ces raisons suffisent pour prouver avec évidence tout l'avantage de semer le grain avec des machines convenables; et l'on ne saurait trop s'étonner de l'ignorance ou de l'abandon presque général où sont restés les semoirs proposés par Tull, Ruder, Taylor, Reynolds, le semoir polonois et autres ingénieuses machines de ce genre. Toutefois il est facile d'en apercevoir les causes, qui me paraissent les suivantes :

» 1.^o Le prix un peu cher de ces divers semoirs :

» 2.^o Leur trop grande complication ou leur fragilité :

» 3.^o La difficulté de pouvoir les réparer, surtout dans les fermes isolées.

» Mais si l'on proposait aux cultivateurs un semoir exempt de ces inconvéniens, il serait, je pense, moins difficile de vaincre la répugnance qu'ils montrent pour toute pratique nouvelle, et de les engager à se servir d'un instrument dont l'usage ne leur offrirait pas à leur procurer un avantage manifeste, savoir, l'économie de la semence et un produit à la fois plus assuré et plus abondant.

» Or, ces avantages me paraissent garantis par l'emploi d'un semoir usité dans les provinces méridionales de la France, par plusieurs bons agriculteurs, et notamment par M. Lyle de Saint-Martin, qui a le plus contribué à en répandre l'usage. J'ai apporté de Marseille l'un de ces semoirs, qui me paraît le plus simple que l'on ait encore imaginé, dont le prix ne s'élève pas au-dessus de trois francs, et dont l'emploi est très-facile. Quand la terre est préparée à recevoir la semence, un labourneur ouvre le sillon avec la charrue, un autre marche derrière dans le même sillon, et à chaque pas, il secoue légèrement le semoir dans le sens de la longueur du sillon, au fond duquel tombe le grain en se distribuant avec uniformité.

» J'ai voulu m'assurer par ma propre expérience et avec précision, du degré d'économie qui résulte de l'usage de cet instrument. A cet effet, le 17 octobre 1821, j'ai semé à la main trois livres deux onces de froment; et sur une mesure étendue de terrain parfaitement semblable, j'ai semé avec le semoir une livre huit onces de froment, c'est-à-dire, la moitié de ce que j'aurais semé à la main.

» La récolte a été faite le 30 juin 1822. Le grain semé à la main a produit seize livres et demi de froment, et celui qui avait été semé avec le semoir en a produit exactement dix-sept livres.

On voit, par cette expérience, que l'emploi du semoir a donné une récolte double.

M. Bonafous a joint à sa Notice un dessin du semoir dont il s'agit : en voici la description.

Ce semoir est un coffre portatif, construit en planches légères et ayant la forme d'un pétrin, c'est-à-dire, dont le fond est plus étroit et plus court que le dessus. Sa longueur supérieure est de 17 à 20 pouces, et sa largeur, de 6 pouces. Le fond est une planchette oblongue, de 17 pouces de long, de 2 pouces et demi de large, et percée de trous dans toute sa longueur, pour laisser passer le grain. Le dessus est couvert de deux planchettes, qui occupent chacune environ le tiers de la longueur, laissant entre elles une ouverture dans le milieu, à peu près égale à l'espace couvert par l'une d'elles. Cette ouverture s'ouvre et se ferme à volonté par une troisième planchette qui glisse dans des coulisses, et se fixe sur l'ouverture au moyen d'un crochet. C'est par cette ouverture que l'on introduit le grain à semer. A cette machine fort simple est adapté un manche dirigé dans le sens de sa longueur, dont les deux branches verticales, fixées aux extrémités du coffre, s'élèvent chacune d'un pied au-dessus du bord supérieur, et se rattachent l'une et l'autre à une traverse de la longueur de l'instrument. Au reste, on peut donner à ce manche la forme que l'on veut et que l'on juge la plus commode.

Nous saisissons cette occasion pour dire un mot d'une *échelle-brouette* fort ingénieuse proposée par M. Bonafous.

Que l'on imagine d'abord une courte échelle à quatre ou cinq échelons, dont les branches sont terminées, d'un côté, comme les manches d'une brouette, pour pouvoir être facilement empoignées avec chacune des deux mains.

A la place du dernier échelon, à l'extrémité opposée, est une roue dont l'essieu est reçu dans deux jones fixées aux brancards, pour porter le centre de la roue en dehors des brancards.

Une seconde échelle, de la même longueur que la première, mais plus étroite, est adaptée au dernier échelon de celle-ci, du côté des manches dont nous avons parlé, et en dedans de ses branches, de manière que cet échelon est commun aux deux échelles, et que la seconde peut tourner librement sur cet échelon, au moyen des trous dont ses branches sont percées à leur extrémité, pour recevoir l'échelon commun fixé aux branches de la première échelle. En sorte que, par cette disposition, les deux échelles peuvent se replier l'une sur l'autre, ou s'ouvrir à volonté. En les ouvrant sous un angle convenable, il en résulte une échelle double, qui se soutient d'elle-même. Quand on veut une échelle simple d'une longueur double, on les étend sur une seule ligne, et alors les bras de la première échelle s'appliquent sur les excédans ou saillies du second échelon de l'autre, qui forment arc-boutant, de part et d'autre, en dehors de ses branches. Enfin, en couchant la seconde échelle sur la première, les mêmes saillies empêchent celle de dessus de toucher et de gêner la roue, et la machine devient une brouette.

NOTICE sur une méthode prompte et facile de lever les empreintes; par M. Jomard.

Dans le N.^o 7 de ce Journal, nous avons inséré une lettre qui nous a été adressée au sujet d'un moyen ingénieux de relever l'empreinte des inscriptions gravées sur les monumens. Peut-être lira-t-on avec intérêt un article sur le même sujet qui se trouve consigné dans le N.^o CXLI de la quinzième Année du *Bulletin de la Société d'Encouragement*.

Le moyen que j'ai l'honneur de communiquer à la Société, n'exigeant ni procédé mécanique, ni appareil, mériterait à peine de fixer son attention, s'il ne se recommandait par l'utilité qu'il présente, et peut-être aussi par sa simplicité même. Il existe un nombre presque infini de méthodes différentes pour lever des empreintes et multiplier les copies des monumens d'art de toute espèce. On fait journellement usage dans les arts, de moules en cire, en soufre, en plâtre, en pâte de carton, en métal fusible, etc., etc. Nous devons à l'un de nos collègues (M. d'Arce) la pratique perfectionnée du clichage, qui aujourd'hui ne laisse rien à désirer dans les applications qui lui conviennent. Mais quand il s'agit d'objets très-étendus, tous ces moyens ont quelques inconvénients, dont le moindre est d'exiger de l'appareil et des frais. La cire est trop molle, le soufre est cassant, le plâtre est trop pesant, le métal est encore plus lourd, et surtout très-dispendieux. Le transport des empreintes levées par ces différents moyens est toujours embarrassant et cher; et il deviendrait même tout-à-fait impraticable, s'il était question de mouler sur une surface d'un ou plusieurs milliers de pieds carrés. Enfin, tous ont l'inconvénient de donner une copie inverse du modèle, à moins de surmouler, ce qui ne beaucoup à la fidélité.

J'ai l'honneur de faire part à la Société d'un moyen très-simple, qui donne des empreintes solides, légères, économiques et très-parlatives. Elles sont du même sens que l'original; elles ont surtout l'avantage de se faire avec facilité et promptitude, et de ne laisser aucune trace sur le monument. J'en avais vu à Londres des essais qui m'ont donné l'idée de l'appliquer plus en grand. Je l'ai employé pour lever copie des monumens égyptiens du *Musée Britannique*, à une époque et dans des circonstances où je ne pouvais disposer que d'un temps fort court. Il s'applique particulièrement aux inscriptions, aux sculptures en creux, et aussi aux figures en relief, si ce relief est fin, égal et très-bas.

Cette méthode consiste à fixer sur le modèle un papier très-fin et compacte à la fois. On a un large tampon en peau retournée et bien rembourré, qu'on charge de bonne mine de plomb, mise en poudre impalpable. Il suffit de passer avec légèreté le tampon sur le papier, et une seule fois, en appuyant cependant d'une manière convenable. L'empreinte est marquée nettement par-dessus et du premier coup. Si les figures sont sculptées en creux, elles se dessinent en blanc sur un fond noir; si elles sont en relief, elles se dessinent en noir sur un fond blanc. Le tampon, en passant sur les parties planes, et trouvant de la résistance, laisse nécessai-

rement le noir, et quand il vient à rencontrer un creux, il ne marque plus, faute de point d'appui. A la vérité, il faut que le papier ait en même temps assez de fermeté, de ténacité, même de souplesse, pour se prêter à toutes les formes et résister à la pression; autrement on ne réussirait point ou très-imparfaitement, et on n'obtiendrait pas des contours très-arrêtés.

Ce travail n'exige réellement que le temps et la peine de froter le papier. Il est facile, en une minute, d'obtenir l'impression d'une surface de 5 à 4 mètres carrés, quelque chargée qu'elle soit de caractères ou de figures. On sait que ce procédé doit parfaitement convenir aux figures hiéroglyphiques; et il est bien à regretter que, pendant le cours de l'expédition d'Egypte, on ne l'ait pas connu. On aurait, en peu de jours, emporté la copie des hiéroglyphes qui recouvrent les temples et les palais de la haute Egypte, et qui occupent quelquefois plus de trente mille mètres carrés. En distribuant cette tâche à une douzaine de personnes, on aurait pu avoir la totalité des figures qui sont sur les monumens de Thèbes, de Denderah, d'Edfou, d'Assouan, et de tant d'autres édifices qui sont encore aujourd'hui debout. Cette immense collection aurait pu être renfermée dans plusieurs malles, et on posséderait à présent en Europe les véritables matériaux qui peuvent conduire à la clef de cette langue perdue (1). »

M A N I F E S T E

Portz la vente, par subhastation, des immeubles, ci-après désignés, situés sur le territoire de la commune De Doucy, appartenans à Esprit-Marie Ducloux, à la poursuite des frères Arnaud.

Le Tribunal de Judicature-Major de la province de Trentaines étant à Moutiers, fait savoir que, par son ordonnance du cinq janvier dernier, dûment enregistrée, il a été enjoint à Esprit-Marie Ducloux, laboureur, domicilié à Doucy, de payer, dans le délai de trente jours, aux frères Jean Baptiste, Jean-François et Jean-Jacques Arnaud, le premier domicilié à la commune de Celarès, et les deux autres à celle d'Aiguechlanche, la somme de sept mille cent quarante-neuf livres, seize centimes, montant des sommes capitales, intérêts, frais et dépens que ledit Ducloux avait été condamné à payer auxdits frères Arnaud, par jugement contradictoire rendu par ce Tribunal, le vingt-quatre août mil huit cent vingt-quatre, prononcé ledit jour auxdites parties et enregistré; cette ordonnance ainsi que les requête et décret du même jour furent signifiés audit Ducloux par exploit du seize même mois de l'huissier Fréissard connu par ledite ordonnance; mais n'y ayant pas satisfait, les frères Arnaud ont présenté nouvelle requête à Monsieur le Juge-Major, pour qu'il lui plût indiquer l'audience à laquelle les parties devaient paraître

(1) L'ouvrage qui est l'article a été rédigé, M. Champollion jeune n'aurait pas encore fait la découverte importante qui lui est due touchant l'interprétation de l'une des branches de l'écriture hiéroglyphique.

devant le Tribunal, à l'effet, celui-ci, d'autoriser la mise en vente des immeubles spécifiés tant au bas de leur requête que dans l'extrait du cadastre y annexé, sous les charges et conditions y désignées, et sous celles qu'il plairait au Tribunal y ajouter, et fixer en même temps l'audience à laquelle aurait lieu la première enchère, et par son décret du vingt-deux février mis au bas de ladite requête aussi enregistré, Monsieur le Juge-Maire a fixé ladite audience au quatre mars suivant, et lesdits requêtes et décret, portant la désignation des immeubles à subhaster, furent signifiés audit Ducloux par exploit du même huissier Frassard du vingt-six dudit mois de février. Les parties ayant paru à l'audience du quatre mars, les demandeurs Arnaud Jean-Baptiste et Jean-Jacques en la personne de M^e Bernard cadet, procureur à ce Tribunal, leur fondé de pouvoir par acte du treize janvier mil huit cent vingt et un, Compagnon notaire, et ledit Jean-François Arnaud en personne, assisté dudit M^e Bernard cadet, lesquels, en insistant aux conclusions prises par la requête précitée, ont élu domicile en l'étude de ce dernier pour toute notification dans la cause d'exécution qu'ils poursuivent contre ledit Ducloux.

Le défendeur Ducloux, assisté de M^e Gironneray, procureur à ce Tribunal, a requis un délai pour justifier qu'ayant vendu des immeubles et chargé ses acquéreurs d'en payer le prix auxdits frères Arnaud, il ne reste plus devoir à ceux-ci toute la somme qu'ils réclament, à quoi ceux-ci ayant opposé de rejet et négative.

Le Tribunal, par ordonnance du même jour enregistrée, après avoir ouï le rapport, lesdites parties et l'Avocat-Fiscal dans ses conclusions, sans s'arrêter aux réquisitions dudit Ducloux, a autorisé la vente desdits immeubles, a fixé l'audience, pour la première enchère, au vingt-deux avril suivant, à neuf heures du matin, a commis le même huissier Frassard pour faire la notification prescrite par l'article cent de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, et a mandé au Greffier de céans de dresser le Manifeste requis.

Le-dites ordonnance, requête et extrait du cadastre y annexés furent ensuite notifiés audit Ducloux par ledit huissier, par exploit du onze dudit mois de mars et le même jour et enregistrés au bureau des hypothèques de Moitiers, volume, 2, N.^o 564 du registre des transcriptions, payé les droits par reçu signé Huissier.

Le défendeur Ducloux, par exploit de l'huissier Farre du douze dudit mois de mars, fit signifier auxdits frères Arnaud poursuivans un acte d'appel dudit même mois de l'ordonnance précitée du quatre; mais n'ayant pas relevé cet appel dans le délai et de la manière prescrite par l'art. 113 de l'édit cité, les frères Arnaud se sont de nouveau pourvus à ce Tribunal par requête décernée le vingt-neuf dudit mois de mars, pour ledit Ducloux voir dire que ledit appel serait déclaré pétri et désert, et que l'audience, à laquelle aurait lieu la première enchère, pour la vente des biens dont il s'agit, serait de nouveau fixée.

En exécution dudit décret et lettre mis au bas de ladite requête, signifiés audit Ducloux, par exploit du sept avril suivant de l'huissier

nier Favre, les parties ayant paru à l'audience du dix-neuf même mois, les demandeurs ont insisté à leurs conclusions, ledit Ducloz en personne, assisté dudit M.^e Griolteray, a requis un délai de quinze jours pour justifier d'avoir relevé son appel, et par jugement du même jour, le Tribunal, après avoir oui le rapport, les procureurs des parties dans leurs moyens de défense et l'Avocat-Fiscal dans ses conclusions, attendu que le défendeur n'a pas justifié d'avoir interjeté ni relevé l'appel par lui émis par acte du dix mars dernier, dans la forme et les délais prescrits par les art. 112 et 113 de l'édit cité, a, sans s'arrêter aux réquisitions du défendeur, déclaré ledit appel péri et désert, a ordonné que le jugement précité du quatre mars dernier, serait exécuté suivant sa forme et teneur, et a fixé l'audience à laquelle aurait lieu la première enchère au vingt-sept mai prochain, à neuf heures du matin, et a condamné ledit Ducloz aux dépens.

En conséquence, les immeubles ci-après désignés seront vendus et exposés aux enchères en détail, en quatorze lots et successivement en totalité, et la première enchère aura lieu à l'audience du vingt-sept mai prochain, à neuf heures du matin, jour fixé par la susdite ordonnance, maison Didier, rue du Petit-Pré-Commun, sous les mises à prix offertes par les demandeurs pour chaque lot, le tout de la manière ci-après désignée, et sous les charges et conditions qui suivront.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

1.^o Pré sis au mas du Canton, sous le numéro seize cent soixante-cinq de la mappe de Doucy, de la contenance de deux journaux, quatre-vingt-neuf toises, six pieds, chargé de deux liv., six sous, neuf deniers de taille cadastrale, confiné par celui des frères Simille dessous et par celui de Marc - Antoine Grogniet dessus, pour la mise à prix duquel les demandeurs ont offert la somme de cinq cent quarante livres neuves.

2.^o Autre pré sis à la Muraz, sous le numéro dix-huit cent vingt-neuf, de la contenance d'un journal, cent sept toises, quatre pieds, confiné par celui de Jean-Antoine Bertrand en partie dessous et par celui des acquéreurs de M. de Blay dessus, chargé de deux livres de taille royale, pour la mise à prix duquel pré les demandeurs ont offert la somme de quatre cents livres.

3.^o Autre pré sis au mas du Genevrier, figuré sous le numéro dix-huit cent vingt-six, de la contenance cadastrale de deux cent quarante-quatre toises, confiné par celui de Barthélemi et Benoît Bouvier dessous et par celui de Jean-André Ducloz et des heirs d'Etienne Blanc dessus, taxé à seize sous de taille royale, pour la mise à prix duquel les demandeurs ont offert cent septante-cinq liv.

4.^o Autre pré sis aux Granges, sous les numéros 1518 et 1519, de la contenance de soixante-quatre toises, quatre pieds, taxé à deux sous, six deniers de taille, confiné par celui de Benoît Bouvier dessous et par le grand chemin dessus, pour la mise à prix duquel les poursuivans ont offert la somme de quarante liv.

5.^o Champ audit mas des Granges, sous le numéro quatorze cent trente-cinq, confiné par le grand chemin dessous et par

celui des frères Jacquemard dessus, de la contenance cadastrale de trois journaux, cent vingt-six toises, trois pieds, taxé à six liv. quatorze sous, huit deniers en contribution royale, pour la mise à prix duquel les réquérans ont offert la somme de mille quarante livres.

6.^o Place audit lieu des Granges, sous le numéro quinze cent vingt-cinq, de la contenance de trente-cinq toises, cinq pieds, confiée par Etienne Brumer dessous et par Esprit Ducloux dessus, taxée à deux sous, quatre deniers de taille, pour la mise à prix de laquelle les demandeurs ont offert vingt livres.

7.^o Un bâtiment de grange audit lieu, sous le numéro quinze cent vingt-quatre, de la contenance de vingt-cinq toises, trois pieds, confié par la maison d'Esprit Ducloux dessous et par celle de Jean-Antoine Guillot dessus, taxé à un sou, huit deniers de taille, pour la mise à prix duquel les demandeurs ont offert cent vingt-cinq livres.

8.^o Autre bâtiment de grange audit lieu, sous le numéro 1437, confié par le grand chemin dessous et par celui de Marie Guillot dessus, de la contenance cadastrale de dix-sept toises, un pied, taxé à huit deniers de taille, pour la mise à prix duquel les demandeurs ont offert cent vingt-cinq livres.

9.^o Champ audit lieu des Granges, sous le numéro 1434, confié par celui des frères Jacquemard dessous et par celui de Jean-Antoine Bertrand dessus, de la contenance cadastrale de soixante-six toises, sept pieds, taxé à cinq sous, six deniers de taille, pour la mise à prix duquel les demandeurs ont offert la somme de cinquante livres neuves.

10.^o Autre champ au Genevrier, sous numéro 1808, confié par le pré dudit Ducloux dessous et par celui de Jean-André Bazin dessus, de la contenance d'un journal, cent quatre toises, quatre pieds, taxé à trois livres, quatorze sous, six deniers de taille, pour la mise à prix duquel les demandeurs ont offert cinq cents livres neuves.

11.^o Pré audit mas, sous le numéro 1809, confié par celui des frères Guillot dessous en partie et par le champ désigné en l'article précédent dessus, de la contenance de deux cent vingt-huit toises, trois pieds, taxé à une livre, trois sous, neuf deniers de taille, pour la mise à prix duquel les demandeurs ont offert deux cent vingt-cinq livres neuves.

12.^o Autre pré sis au mas des Besses, sous numéro 1600, confié par les prés des frères Simille dessus et dessous, de la contenance de trois cent soixante toises, six pieds, taxé à une livre et huit sous, cinq deniers de taille, pour la mise à prix duquel les demandeurs ont offert trois cent cinquante livres.

13.^o Bâtimens de grange et masure sis à Raciaz, sous numéros 1945, 1946 et 1624, confiés par ceux de Jean-Antoine Guillot, dessous et par celui des loirs d'Antoine Bazin dessus, de la contenance de cinquante-quatre toises, six pieds, taxés à trois sous, huit deniers de taille, pour la mise à prix desquels les demandeurs ont offert la somme de deux cent cinquante livres.

14.^e Enfin un bâtiment de maison et jardin y contigu, sis audit village de Racles, sous les numéros 1942 et 1943, de la montagne de vingt-cinq toises, six pieds, confiné par le chemin vicinal dessous et par les maison et place de Jacques-André Baziq dessus, taxés à un sou, neuf deniers de mille, pour la mise à prix desquels les demandeurs ont offert la somme de 200 l.

Total quatre mille quarante livres neuves.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Lesdits immeubles seront exposés aux enchères le jour préfixé, vingt-sept mai prochain, d'abord en détail en quatorze articles tels qu'ils sont ci-devant désignés, et successivement en totalité, et dans le cas où il ne se présenterait personne pour couvrir les enchères qui auront été portées sur quatorze articles réunis, les immeubles y désignés seront adjugés séparément à celui ou à ceux qui auront fait l'offre la plus avantageuse en détail.

2.^o Aucun enchérisseur ne sera admis à miser qu'après avoir rempli les formalités et obtenu l'autorisation prescrite par l'art. 79 de l'édit royal du 16 juillet 1821.

3.^o L'adjudicataire prendra les immeubles dans l'état où ils se trouveront, avec ses servitudes actives et passives, et sans aucun recours pour la contenance en plus ou en moins que celle ci-devant fixée par le cadastre.

4.^o Il sera tenu de se charger des contributions affectées auxdits immeubles, des le premier janvier dernier; il payera le prix de son adjudication, à présentation des bordereaux de collocation, aux créanciers qui seront utilement colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles, et se conformera en outre à tout ce qui est prescrit en pareil cas par l'édit cité.

5.^o Il payera tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du cinq janvier dernier inclusivement, sans diminution de prix.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les art. 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1821.

Mandé à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Moutiers, sous le sceau du Tribunal, le vingt avril dix-huit cent vingt-cinq. Signé par M.^e Reynaud, secrétaire-greffier.

Enregistré à Moutiers, le vingt avril dix-huit cent vingt-cinq. case 1153, folio 137 verso, volume 7; payé trois livres par reçu signé par M. Bovier, receveur.

Par extrait conforme: BERNARD cadet. P.

CHAMBÉRY, de l'imprimerie de F. B. PLATTET, Rue du Sénat.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 15 Mai.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 12 Mai. M.^{gr} l'Archevêque de Chambéry, qui se propose de visiter, sans exception, toutes les paroisses de son Diocèse, a commencé sa visite pastorale par se rendre aux Echelles samedi dernier, 7 du courant. En lisant la Lettre Pastorale par laquelle S. G. annonce ses intentions au Clergé et aux Fidèles du Diocèse, on ne peut qu'admirer l'étendue du zèle évangélique de l'insatiable Prélat, qui ne met aucune borne à ses travaux. Le tableau qu'il trace lui-même des immenses détails sur lesquels s'étendra sa sollicitude, et dont aucun, nous en sommes sûrs, n'échappera à sa vigilance sollicitée, aurait de quoi effrayer un zèle moins ardent que celui qui l'anime pour les intérêts spirituels de ses Diocésains et pour le bien de la Religion ; détails qui rappellent les travaux apostoliques des illustres Evêques dont notre pays conserve l'honorable et touchante mémoire. Puisse cette pieuse et courageuse entreprise de notre premier Pasteur produire partout les heureux fruits qu'elle fait espérer, et porter dans son ame cette douce consolation qui seule peut adoucir les pénibles fatigues d'un ministère exercé avec un tel mouvement !

Intendance Générale de Savoie.

A V I S,

L'Intendant Général de la division de Savoie prévient les habitants de la province de Savoie-Propre que S. M., par un nouvel effet de sa bienveillance, a daigné permettre l'importation, pour les besoins des communes de ladite province, dont les récoltes ont souffert par les intempéries de 1824, de la quantité de 2000 quintaux métriques de grains et légumes de toute espèce (le froment excepté), sous le seul droit de 50 centimes par quintal métrique. Le terme, pour la jouissance de cette faveur, est borné au 31 juillet prochain. Ceux qui voudront profiter de la faveur de cette

Importation devront être porteurs de certificats sur papier libre, revêtus de la signature des Syndics de communes de la province du Savoie-Propre, ainsi que de leur sceau, en justifiant que l'importation desdits grains et légumes s'opère pour les besoins de ces communes. Ces certificats seront présentés aux bureaux des Douanes du Pont de Beauvoisin, des Marches, des Echelles, Yenne et Chanaz, par lesquels l'importation pourra s'opérer.

Fait à Chambéry, le 9 mai 1825

Par ordre :

Le Secrétaire de l'Intendance Générale,
ROSSET.

Eaux Thermales de LA PERRIÈRE.

- L'Etablissement des Eaux Thermales de la Perrière, en Tarentaise, sera ouvert dès le 25 mai prochain. Ces Eaux sont connues par les cures nombreuses et merveilleuses qu'elles ont opérées, dès leur récente découverte.

» L'analyse détaillée et soignée de ces Eaux avec l'indication des guérisons opérées, et la description des endroits environnant l'Etablissement, ont formé l'objet d'un volume orné d'une carte lithographiée, qui vient d'être publié par M. Sargus, médecin, professeur de Chimie, à Lyon, et qui se vend chez Bergoin, Libraire, à Chambéry, et chez Blanc, Libraire, à Montiers.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 10 mai : *MANIFESTE de la Chambre Royale des Comptes* (du 14 février 1825), portant notification des dispositions données par S. M. relativement à l'insinuation des actes connus sous le nom de puits de famille.

P I É M O N T.

Turin, 7 mai. Par Patentes du 30 avril, S. M. a nommé le collatéral M. Jean-Baptiste Piatenga et M. Vincent Persien, Sénateurs titulaires au Sénat de Piémont.

— Par Provision royale du 5 avril, S. M. a accordé en supplément de congrue à la paroisse de Courmayeur, diocèse d'Aoste, et à celle d'Anzile, diocèse de Novare. Et par Patentes du même jour, Elle a autorisé la commune de Chapiry, province de Genevois, à acquérir une portion de terrain, pour servir de jardin au presbytère.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1.^{er} avril, 1825.

Du 30 avril au 3 mai 1825 : 103 liv., 40 c.; Du 3 au 7 mai : 103 liv., 40 c., valeur en monnaie courante pour chaque 100 livres valeur du trait.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

S. M. l'Empereur Alexandre a incorporé à la noblesse russe les fils de M. le Comte de Saint-Privat, Pair de France, M^{lle}. Alexis et Emmanuel, et sa fille M^{lle}. Olga, en considération des services rendus à l'empire russe par leur père et leur oncle. L'aîné, M. Alexis, est autorisé à rester en France et à y prendre du service.

— Le départ du Capitan-Pacha de Constantinople, avec sa flotte, a dû avoir lieu dans la première quinzaine d'avril.

ANGLETERRE.

Le Roi a reçu très-gracieusement une députation des Catholiques de Dublin, qui lui a présenté une pétition pour leur admission à l'égalité des droits politiques. Plusieurs réclamations ont été adressées à la Chambre des Loix contre l'émancipation des Catholiques.

— Les journaux s'occupent beaucoup d'une déclaration contre les Catholiques, faite à la Chambre haute par le duc d'York, dans laquelle l'héritier présomptif de la couronne a paru insinuer que le serment de couronnement s'oppose à ce que le Roi puisse sanctionner le bill d'émancipation.

FRANCE.

Paris, 3 mai. La Chambre des Députés a adopté la loi sur les comptes de 1823, à la majorité de 268 voix contre 37.

— En vertu d'une ordonnance royale, il sera frappé, à dater du 20 mai, pour quatre millions de francs de pièces d'or et d'argent à l'effigie de Charles X.

— Le Roi d'Espagne vient de donner un acte par lequel il déclare son intention de conserver intacte la plénitude de ses droits et de son autorité, sans permettre aucun établissement de chambres ni d'autres institutions contraires aux lois de la monarchie et aux mœurs de la nation espagnole.

— Les ministres ont tenu, chez M. le Comte de Villèle, un conseil qui a duré depuis huit heures et demi du soir jusqu'à onze heures un quart.

— Voici quel sera le costume de S. M. pour la cérémonie du sacre : Une longue camisole de satin cramoisi, garnie de galons d'or, et ouverte, ainsi que la chemise, aux endroits où S. M. doit recevoir l'onction ; une longue robe de tulle d'argent ; une toque de velours noir, garnie d'un cordon de diamans, d'un bouquet de plumes et d'une double aigrette blanche ; des sandales de velours violet semées de fleurs de lys d'or ; une tunique, une dal-

matique; le manteau royal de velours violet, brodé de fleurs de lys d'or, fourré et bordé d'hermine. Le costume de Grand-Maître de l'Ordre du Saint-Esprit, que le Roi revet après le sacre, consiste dans le rhingraff, veste et haut-de-chausse bouffante; pantalons de soie, souliers en étoffe d'argent, et le manteau de Grand-Maître.

5 Mai. Plusieurs voitures des équipages du Roi sont parties avant-hier pour Saint-Cloud.

— MM. les Présidens et Secrétaires des quatre Académies composant l'Institut royal de France, ont reçu des lettres closes de S. M. pour assister au sacre.

— L'envoyé extraordinaire du Bey de Tunis, qui vient complimenter S. M. sur son avènement au trône, est arrivé hier à Paris, et doit assister aujourd'hui à un grand dîner que lui donne M. le baron de Damas, ministre des affaires étrangères.

— On apprend de Rome que Madame Pauline Bonaparte, épouse du prince Borghèse, est morte dans cette ville, après de longues souffrances, à l'âge de 46 ans.

— Le nombre des musiciens qui composeront l'orchestre à la cérémonie du sacre, est fixé, dit-on, à deux cent cinquante.

— On assure que, selon un ancien usage, après le sacre, on donnera la volée, dans la cathédrale de Reims, à deux cent cinquante oiseaux.

7 Mai. Le duc de Northumberland, ambassadeur extraordinaire du Roi d'Angleterre pour le sacre, vient d'arriver à Paris, avec une suite de douze voitures et cent quatre-vingt domestiques. Le noble lord est accompagné de son frère et de deux gentilshommes.

— S. M. recevra, le 10 de ce mois, l'ambassadeur du Bey de Tunis en audience solennelle.

— Le Roi fera son entrée solennelle à Paris, après le sacre, le 4 juin prochain.

— La Chambre des Députés a terminé la discussion générale du budget.

— M. de Lamartine vient de mettre sous presse un poëme intitulé : *Le Sacre ou la Veillée des Armes*.

— Il est arrivé hier un courrier extraordinaire de Saint-Petersbourg, que l'on présumait chargé de dépêches d'une haute importance.

Actions de la banque de France : 2275 fr. ; 2165 fr. ; 2175 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr. 15 c. ; 102 fr. 10 c. ; 101 fr. 75 c.

Trois pour cent, j. de juin : 75 fr.

I T A L I E.

S. Exc. le chevalier Henri Wellesley, ambassadeur d'Angleterre près la Cour de Vienne, et Messie^r Pierre Olini, intendant du Saint-Siège près la même Cour, sont arrivés à Venise le 24 avril.

ARTS INDUSTRIELS.

NOTICE sur un procédé au moyen duquel on perce le fer en quelques secondes, adressée au Prof. PIETET, Président de la Société des Arts de Genève. (Extrait de la Bibliothèque Universelle).

» MONSIEUR,

» Dans l'assemblée familière de la Société des Arts, tenue le 21 décembre dernier, à laquelle j'eus l'avantage d'assister, il fut fait mention d'un procédé au moyen duquel on perce le fer à l'aide d'un bâton de soufre.

» Je vis la pièce de fer de cinq lignes environ d'épaisseur, que présenta M. Vaucher, en annonçant qu'il était parvenu à la percer, en moins d'un quart de minute, du trou circulaire de cinq à six lignes de diamètre qu'on y remarquait. En réfléchissant sur la singularité du fait, je fus conduit à répéter cette intéressante expérience, que je varié de la manière suivante; j'opérai d'abord sur un barreau de fer de six lignes d'épaisseur, que je chauffai au rouge blanc; dans cet état, appliquant promptement sur sa surface, et en appuyant un peu, un bâton de soufre cylindrique de quatre lignes de diamètre et de cinq ponces de longueur, que je tenais par l'une de ses extrémités à l'aide d'une pince de fer, je parvins, en treize secondes, à le percer de part en part, d'un trou circulaire, un peu inégal du côté où j'avais appliqué le soufre, et parfaitement régulier du côté opposé.

» Satisfait du ce premier résultat, il me vint à la pensée qu'on pourrait tout aussi bien percer le fer de trous de différentes figures; je fis donc aussitôt mouler du soufre en baguette cylindrique, elliptique, carrée, en forme de losange, et même de trèfle, et je continuai l'expérience sur des barreaux de fer d'Angleterre, de France et de Suède, de trois, six et huit lignes d'épaisseur, en chauffant, comme je l'ai déjà indiqué, au rouge blanc; le résultat répondit à mon attente, et dans une moyenne de douze à seize secondes de temps, je perçai ces divers barreaux de part en part, de trous qui avaient exactement la figure des baguettes employées, mais qui étaient toujours un peu moins réguliers du côté de l'entrée du soufre que du côté de la sortie.

« Je voulus aussi essayer si, par le même procédé, on ne pourrait pas couper des barreaux de fer ; à cet effet, je fis mouler des lames de soufre de quinze lignes de largeur, longues de cinq à six pouces, de deux lignes d'épaisseur à l'une des extrémités, et de quatre lignes et demie d'épaisseur à l'autre ; appliquant une de ces lames par son extrémité la plus mince sur un barreau de fer de six lignes d'épaisseur et d'un pouce de largeur, chauffé au rouge blanc, il fut coupé net en onze secondes.

« Dans l'intention d'éviter les petites inégalités ou bavures qui se montraient toujours d'une manière plus ou moins marquée du côté où le soufre avait été appliqué (bavures produites par la haute température du fer, qui, agissant sur les parois du bâton de soufre, l'amène à un état de fusion qui le fait suisseler et se répandre sur le fer), j'imaginai d'envelopper les baguettes de soufre d'une substance infusible, non conductrice de chaleur. Je fis donc construire des cylindres d'argile, de trois pouces de haut, percés longitudinalement d'un canal de forme semblable à la baguette de soufre qui s'y logeait, de manière qu'elle pût y passer librement. J'appliquai de nouveau le soufre ainsi enveloppé, sur des barreaux de fer d'épaisseur différente ; mais alors la perforation ne se fit plus, ou du moins elle ne se fit que d'une manière très-imp parfaite.

« Je ne fus pas long-temps à reconnaître que la non-réussite provenait de ce que le tube ou cylindre d'argile, mis en contact avec le fer, lui enlevait une quantité considérable de calorique, et que, bien que le fer fût dans un état d'incandescence parfait, il perdait bientôt une quantité telle, que le soufre n'avait plus sur lui qu'une action très-faible et incapable de produire l'effet qu'on en attendait. Je me suis assuré de ce fait en chauffant des barreaux de fer au-delà du rouge, sans cependant les amener au rouge blanc, et en essayant de les percer, au moyen des baguettes de soufre sans enveloppe. Le soufre s'est fondu, et sans pouvoir percer le fer, il s'est répandu sur la surface qu'il a fortement corrodée par sa combustion. J'ai remarqué qu'un moyen de prévenir en grande partie l'effet de cette corrosion, est de plonger le fer, aussitôt qu'il est percé, dans un vase plein d'eau.

« Il restait à savoir si cette application du soufre ne nuisait point à la qualité du fer. A cet effet, je fis forger à froid et à chaud les divers barreaux que j'avais perforés, et je vis qu'ils avaient conservé toute leur malléabilité, et qu'ils n'en étaient point devenus riges ni cassans.

» Je crois donc devoir conclure de mes propres expériences, qu'il n'est point difficile de couper le fer ni de le percer de trous de différentes formes à l'aide du soufre; mais la *condition essentielle à la réussite* est de donner au fer une très-haute température, c'est-à-dire, l'amener à l'état d'incandescence et encore, d'avoir la précaution, lorsqu'on le sort du feu, de le disposer de manière à ce qu'il n'éprouve pas un refroidissement trop prompt par la perte subite de son calorique, qui, comme on le sait, l'abandonne pour se précipiter dans tous les corps froids voisins avec lesquels il peut être en contact. Pour obvier à cet inconvénient, on pose le barreau, au sortir du feu, sur un cerceau de fer, de deux pouces environ de haut, qu'on a eu soin de chauffer aussi, et qu'on tient placé près du foyer de la forge. Par ce moyen, le barreau est pour ainsi dire isolé, puisqu'il n'est en contact avec le cerceau qui le supporte qu'en deux points de sa circonférence. Ce cerceau a aussi l'avantage d'offrir un espace vide dans lequel la matière coulante (qui est un sulfate de fer) trouve à se loger.

» Ce procédé, qui n'a rien de dangereux, offre un phénomène curieux à voir; c'est la production d'une gerbe de feu extrêmement belle, qui s'élève à la hauteur de huit à dix poncees, chaque fois qu'on applique une baguette de soufre sur le fer incandescent.

» Ce moyen serait également applicable à l'acier: je crois qu'on réussirait à le percer aussi bien que le fer, et peut-être en un temps plus court, puisqu'il y a affinité ou combinaison chimique entre le soufre et le carbone; mais je n'ai pas tenté l'expérience, par la considération qu'on ne peut élever l'acier à une si haute température sans nuire à sa qualité.

» On se tromperait si l'on croyait nouveau le procédé de percer le fer par le soufre. En 1814, un officier d'artillerie au service de France, écrivait de Toulon à un de ses amis: « Je viens de percer un canon de fer d'un pouce d'épaisseur, en appliquant à sa surface chauffée au rouge un bâton de soufre. Cette opération s'est faite en quelques secondes ! . . . »

» Récemment M. Exain, Directeur de l'arsenal de construction à Metz, adressa à M. Gay-Lussac les résultats qu'il obtint d'expériences analogues.

» Sans pouvoir déterminer d'une manière précise la date ni l'époque de cette découverte, on peut dire qu'il en est d'elle à peu près comme de la force élastique de la vapeur de l'eau, comme

depuis plus de deux siècles, mais dont on n'a seulement de nos jours, utiliser les effets prodigieux. Ce qu'il y a de certain, c'est que la découverte de percer le fer par le soufre n'est pas connue de ceux à qui elle pourrait être la plus utile : je veux parler des artistes mécaniciens, serruriers, forgerons, etc. Je pense donc qu'il serait bien de donner publicité à ce procédé qui pourra devenir précieux dans bien des cas; et c'est dans ce but que j'ai pris la liberté de vous communiquer le résultat de mes essais, que des personnes plus expérimentées pourront, je n'en doute pas, étendre plus loin.

» Je suis, etc.

Signé J. L. WARTMANN.

AVIS INTERESSANT.

M. TRENAUER, Médecin oculiste, séjournera à Annecy, hôtel de Genève, du 12 au 26 mai.

LOGOGRIPE.

Mon tout dans la nature est d'un très-bel effet;
On m'y trouve partout, j'y liens à chaque objet.
Il est deux arts surtout qui tirent avantage
De mes heureux moyens, qui sont à leur usage.
Si j'offre l'agrément de la variété,
Mon sein jouit aussi de la fécondité.
Cherchez - y le support du chef-d'œuvre terrestre,
Un double article, un son qui résonne à l'orchestre,
Un lien du discours, un chemin habile,
Un instrument qui roule, un récipient sacré,
Un organe important au soutien de la vie,
Le soin qu'il faut donner à toute maladie,
Un coin qu'avec effort on fixe dans son lieu,
Un passage étroit que l'on fréquente peu,
Un Conseil où s'exerce un grave ministère,
Un pronom, puis enfin deux cercles de la sphère.

Le mot de la dernière Charade est *Mer - veille*.

MARCHÉ de Chambéry des 3, 5 et 7 mai 1825.

	LE VIEUX.		L'HAUT-LIVRE.	
BLED.	f.	c.	f.	c.
Froment	18	63	—	—
Seigle	12	50	—	—
Orge	13	00	—	—
Sarrasin	0	00	—	—
Mais	14	50	—	—
Avoine (1)	12	75	—	—
Pain, 1. ^{re} qualité, la kilogr.	—	—	—	—
Vinoda, idem, idem.	—	—	—	—

(1) Rapport des trois
sets en hectolitre:
Froment . . 83
Seigle . . 78
Avoine . . 47

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles du sieur Jacques Montmasson, menuisier, demeurant au hameau de Myans, commune des Marches, lesdits immeubles situés dans ladite commune des Marches, mandement de Montmélian, consistant en maison, grange, prés, champs, vignes, bois taillis.

Le Tribunal de judicature-maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par décret dudit Tribunal, en date du vingt-cinq octobre dix-huit cent vingt-quatre, dûment enregistré, le sieur Michel Rubaud et dame Françoise Guicherd, mariés, domiciliés à Chambéry, et encore sieur Joseph Caille de son chef, comme père et légitime administrateur de Louis-Aimé Caille, héritier de Pierre Buvet, habitant à St-Sulpice, ont obtenu, contre le sieur Jacques Montmasson, menuisier, demeurant au hameau de Myans, commune des Marches, la permission de lui faire l'injonction prescrite par l'art. 93 de l'édit du 16 juillet 1822, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Mermel, en date du treize dudit mois d'octobre mil huit cent vingt-quatre, que, suivant le prescrit de l'art. 93 du même édit, sur requête présentée par lesdits mariés Rubaud et Guicherd, et ledit Joseph Caille de son chef, et en sadite qualité, le Seigneur sénateur baron d'Alexandry, juge-maje dudit Tribunal, leur a permis par son décret du vingt-cinq février dernier, enregistré le même jour, sous le droit de deux livres, signé Baudé, de faire citer ledit Jacques Montmasson, ce qui a été fait par l'exploit de l'huissier Exertier, en date du quatre du courant mois de mars, pour comparaître à l'audience du quinze même mois, et par ordonnance dudit jour, le Tribunal, ouï le rapport et l'avocat-fiscal, sans s'arrêter au délai requis par ledit Montmasson, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, et a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la requête qui précède le susdit décret du vingt-cinq février dernier, et sur le manifeste qui sera dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal, du vingt-six avril prochain, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier pour faire la notification prescrite par le susdit édit du 16 juillet 1822; la susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du vingt-cinq février dernier, de même que la susdite ordonnance dudit Tribunal, du quinze du courant et enregistrement du tout, ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commises: en date du vingt-deux dudit mois de mars courant, audit sieur Jacques Montmasson, et une copie authentique du tout, signée par M. Montagnole, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en conste du certificat du vingt-trois dudit mois de mars, lui, au bas dudit

exploit, ledit certificat signé par M.^r Domenget, conservateur, qui a perçu quatre livres, nonante-trois centimes.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES.

ART. 1. Pré sis lieu dit en Praquenard, mas de la commune des Marches, figuré sous numéro deux mille deux cent septante-sept, de la contenance de cent vingt toises, quatre pieds, de la taille de quatre sous, dix deniers; pré à Myans, de la contenance de dix journaux, cent quatre-vingt-trois toises, cinq pieds, de la taille de trois livres, dix-huit sous, cinq deniers, figuré sous le numéro deux mille deux cent septante-six; pré audit lieu, de la contenance d'un journal, cent quatre-vingt-six toises, cinq pieds, de la taille d'une livre, deux sous, neuf deniers, figuré sous le numéro deux mille, deux cent septante-huit. Ces trois numéros sont contigus et ne forment qu'une seule et même pièce, qui se confine du midi par un chemin, du nord par le pré-verger du sieur Pierre Genevois, et du couchant par un chemin.

ART. 2. Grange sise lieu dit à Myans, figurée sous le numéro deux mille deux cent soixante-neuf de la mappe de la commune des Marches, de la contenance de vingt-sept toises, un pied, de la taille de deux sous, confinée du levant par un chemin, du nord par la grange du sieur Genevois et du couchant par le pré de la vogue.

ART. 3. Maison lieu dit à Myans, figurée sous le numéro deux mille deux cent septante, de la contenance de cent soixante et une toises, cinq pieds, de la taille de treize sous, trois deniers, se confine du midi par un chemin et du couchant par la maison de Pierre Genevois.

ART. 4. Champ lieu dit à Myans, figuré sous le numéro deux mille deux cent septante-deux de ladite mappe, de la contenance de huit journaux, trois cent sept toises, deux pieds, de la taille de quatorze livres, dix-neuf sous, six deniers; pré sis audit lieu, figuré sous numéro deux mille deux cent septante-trois, de la contenance de deux journaux, cinquante-deux toises, deux pieds, de la taille d'une livre, douze sous, six deniers; Bois-taillis sis audit lieu, figuré sous numéro deux mille deux cent septante-quatre, de la contenance d'un journal, deux cent quatre-vingt-neuf toises, quatre pieds, de la taille de huit sous, dix deniers; Champ sis audit lieu, figuré sous numéro deux mille deux cent septante-cinq, de la contenance d'un journal, deux cent cinquante-sept toises, quatre pieds, de la taille d'une livre, cinq sous. Ces quatre numéros sont contigus et ne forment qu'une seule et même surface continue, qui est confinée du levant par un chemin tendant à Chambéry, des nord et couchant par les pièces de champ et bois de Pierre Genevois.

ART. 5. Pré sis lieu dit en Bellisay, figuré sous le numéro deux mille deux cent quatre-vingts de ladite mappe, de la contenance

de septante-six toises , quatre pieds , de la taille de deux sous . six deniers , Vigne sise audit lieu , figurée sous numéro deux mille deux cent nonante-deux , de la contenance de septante-quatre toises , trois pieds , de la taille de cinq sous , un denier : Vigne sise audit lieu , figurée sous numéro deux mille deux cent nonante-trois , de la contenance d'un journal , quarante toises , quatre pieds , de la taille d'une livre , dix-huit sous , huit deniers. Ces trois numéros sont contigus et ne forment qu'une surface continue , qui est confinée du midi par la pièce de terre dudit sieur Genevois , des nord et couchant par un chemin tendant à Chambréry.

ART. 6. Pré sis lieu dit à Myans , figuré sous le numéro deux mille deux cent septante-sept , de la contenance de deux cent quatre-vingt-une toises , quatre pieds , de la taille de seize sous , un denier , confinée du levant par un chemin , du midi par le pré verger du sieur Genevois et du nord par la vigne dudit Montmasson.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

Que l'adjudicataire prendra les biens dans l'état où ils se trouveront lors de l'adjudication définitive , avec leurs servitudes actives et passives.

ART. II.

Qu'il maintiendra les baux , s'il y en a qui aient une date certaine et laissera au colon son droit colonique pour l'année courante , s'il est des biens cultivés à moitié fruits.

ART. III.

Il payera jusqu'à concurrence du prix de son adjudication , toutes les créances affectées sur lesdits biens , exigibles ou non , pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal.

ART. IV.

Il payera en sus du prix de l'adjudication , tous les frais qui seront faits pour y parvenir dès la requête du vingt-cinq février dernier inclusivement.

ART. V.

La mise à prix offerte par les poursuivans est de soixante cent quarante-cinq livres neuves , calculée sur soixante fois la contribution royale.

ART. VI.

L'acquéreur sera tenu d'exécuter tout ce qui est prescrit en

paréil cas par le susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, notamment de faire transcrire à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'acte d'adjudication sur les biens vendus, en faveur de la masse des créanciers ainsi que du débiteur Jacques Montmaison, de quoi l'acquéreur devra justifier dans la quinzaine, et avant qu'il lui soit délivré expédition du verbal d'adjudication.

En exécution de l'ordonnance et du décret ci-dessus énoncés et à la requête des obteneurs avant pour procureur M.^r Montmaison, Procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature Majeure à Chambéry (2.^{me} section), rue Suverrie, maison d'Allinges, le mardi vingt-six avril prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix offerte par les poursuivans, qui est de seize cent quarante-cinq livres neuves; et ledit jour ne s'étant point présenté d'enchérisseur, le Tribunal a adjugé provisoirement lesdits immeubles aux poursuivans, pour la mise à prix par eux offerte, et a fixé l'adjudication définitive au trente-un mai 1825, à neuf heures du matin, et les enchères seront de nouveau ouvertes ledit jour, sur le prix de l'adjudication préparatoire, qui est de seize cent quarante-cinq livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en conformité et de la manière voulue par les articles 72 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Manda à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donnée à Chambéry, sous le sceau de ce Tribunal, le 26 mars 1825. Signé MOLLARD, Greffier.

Enregistré à Chambéry, le 26 mars 1825, vol. 25, case 78, folio 9 verso, pour trois livres. BARRÉ.

M A N I F E S T E

pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés riére la commune de Lucinge, possédés par Pierre DERRAZ, habitant ci-devant dans la commune de Bonne, et maintenant dans celle de Lucinge.

Av nom du Tribunal de Préfecture de la province de Catouge, à tous soit notoire et manifeste :

Qu'en vertu du jugement de ce Tribunal, du 16 Décembre 1825, et par exploit du sergent Guillet, du 12 Janvier

suivant , il a été enjoint à Pierre Deperraz , domicilié à Bonne , maintenant à Lucinges , de payer à demoiselle Jeanne-Louise Louchet , rentière demeurant à Genève , diverses sommes , au montant de dix-huit cent quatre vingt-huit livres neuves , quatre-vingt-neuf centimes , adjugées en capital , intérêts et dépens , par ce jugement , y compris le coût de notification , sans préjudice d'autres intérêts et droits , avec déclaration que , passé le terme de trente jours y fixé , il serait procédé à exécution , par voie de subastation des immeubles qui y sont confinés. Ladite sentence déclare exécutoire nonobstant surau , les deux y énoncées , des dix-sept février dix-huit cent vingt et un et quinze juin suivant , rendus par M. le Juge du mandement d'Annemasse , auxquelles ont donné lieu les obligations consenties dans trois actes des sept mai dix-huit cent six , vingt-cinq mai dix-huit cent huit , et vingt-neuf mars dix-huit cent neuf , Rochette , notaire à Genève. L'hypothèque dérivant de tous ces titres a été inscrite au bureau de Genève , les vingt mai dix-huit cent six , quinze avril dix-huit cent neuf , et à celui de St. Julien , le vingt-quatre mars dix-huit cent vingt trois. L'injonction ci-dessus mentionnée étant devenue surannée , a été renouvelée , en vertu de l'ordonnance du tribunal , du dix-huit janvier dernier , par exploit du sergent Favre du vingt-cinq même mois.

Ledit Deperraz ne s'étant point mis en devoir de satisfaire à cette dernière injonction , la suppliante a , par requête du vingt trois mars suivant , demandé à M. le Juge-Maje du tribunal , permission de faire assigner le même Deperraz , pour voir ordonner la vente des biens portés au rôle , mis au bas de ladite requête , sur quoi , le tribunal , par ordonnance du douze avril courant , rendue à la diligence de ladite demoiselle Louchet , qui a fait élection de domicile à St. Julien , en l'étude de M^e Claude-Antoine Rouph , procureur , a autorisé la vente dont s'agit. Cette ordonnance ainsi que la requête et l'extrait du cadastre y annexé , n'ont été notifiées audit Deperraz , par exploit du sergent Faurax , du vingt-cinq même mois , et successivement enregistrées avec cet exploit au bureau des hypothèques de St. Julien , où il a été laissé une copie authentique , le vingt-six suivant , ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas par M. Collomb conservateur.

Désignation des immeubles à vendre.

Premier Lot.

1.^o Bois taillis et terres vaines , lieu dit à la Roche aux Corbeaux , inscrits sous les n.^{os} 21 et 22 de la mappe de Lucinge soit nouveau plan , section B. , confinés au nord par les bois de

Pierre Deperraz , et au midi par François Deperraz dit Lachaut , contenant deux cent septante-trois toises , le premier n.^o imposé cinq centimes et l'autre rien ; 2.^o bois taillis et terres vaines au même lieu , sous les numéros vingt sept et trente de ladite mappe , confinés au nord par François Deperraz dit Lachaut , et au midi par Jean-Marie Bosson , contenant un journal , cent septante deux toises , quatre pieds , le premier n.^o imposé cinq centimes et l'autre rien ; 3.^o broussailles dites aux Crottes , confinées au levant par un chemin , et au couchant par un ruisseau , sous le n.^o cent seize de ladite mappe , contenant trente toises , sans taille ; 4.^o pâture dite aux Féniers , sous le n.^o cent trente-six de ladite mappe , confinée aux nord et midi par les hoirs de Joseph Deperraz , contenant deux journaux , cent quatre-vingt et une toises , imposée quinze centimes ; 5.^o bois taillis au même lieu , sous le n.^o cent trente-huit de ladite mappe , confiné au midi par les hoirs de Joseph Deperraz , au nord par Claude Bosson , contenant un journal , cinquante toises , quatre pieds , imposé cinq centimes ; 6.^o pâture sedit lieu , sous le n.^o cent quarante de ladite mappe , confinée au levant par Claude Bosson , et au couchant par les hoirs de Joseph Deperraz , contenant cent cinquante toises , sans taille ; 7.^o pâture dite à Lachaut , sous les numéros cinquante-huit et cinquante-neuf de ladite mappe , section C. , confinée au levant par un chemin , et au couchant par Joseph Deperraz , contenant cent cinquante-six toises , six pieds , sans taille.

SECOND LOT.

8.^o Champ et pâture au Cré d'Arpenche , sous les n.^{os} 93 et 94 de ladite mappe , confinés au nord par les hoirs de Joseph Deperraz , au midi par Antoine Deperraz , contenant un journal , 270 toises , le 1.^{er} n.^o imposé 55 centimes , et l'autre sans taille ; 9.^o broussailles , champ et bois taillis , dits au Cré d'Arpenche , sous les numéros 78 , 79 et 80 de ladite mappe , se confinant au levant par un ruisseau et au couchant par les hoirs de Joseph Deperraz , contenant 2 journaux , 343 toises , le premier numéro imposé 5 centimes , le second 70 centimes , et l'autre rien ; 10.^o champ lieu dit à Seron , sous le n.^o deux cent-trente de ladite mappe , confiné aux levant et nord par les hoirs de Joseph Deperraz , contenant deux cent quarante-cinq toises , quatre pieds , imposé trente-cinq centimes ; 11.^o pâture , lieu dit aux Molles , sous le numéro 254 de ladite mappe , contenant 179 toises , se confinant au levant par le fonds communal de Lucinge et au couchant par un chemin , imposée 5 centimes ; 12.^o pâture au même lieu , sous le numéro 257 de ladite mappe , se confinant aux nord et midi par Jean Lambert , contenant 14 toises , imposée 5 centimes ; 13.^o champ et pré au même lieu , sous les numéros 258 et 259 de ladite mappe , contenant 2 journaux , 231 toises , se con-

Etant au nord par le fonds communal de Lucinge, et au levant par la propriété de Pierre Deperraz; le premier numéro imposé 40 centimes et l'autre 85 centimes.

TROISIÈME LOT.

14.^e Champ, lieudit à Seron, sous le numéro 283 de ladite mappe, confiné au levant par les hoirs de Joseph Deperraz, et au couchant par Jean Lambert et Pierre Deperraz, contenant 9 journaux, 48 toises et 5 pieds, imposé 2 livres, 85 centimes; 15.^e jardin, four, maison et cour au même lieu, sous les numéros 284, 285, 286 et 287 de ladite mappe, se confinant aux levants et nord par la propriété de Pierre Deperraz, contenant 117 toises, 1 pied, imposés une livre; 16.^e grange audit lieu, sous le numéro 288 de ladite mappe, confinée aux nord et couchant par la propriété de Pierre Deperraz, contenant 20 toises, 4 pieds, imposée 5 centimes; 17.^e bois taillis et champ au même lieu, sous les numéros 291 et 293 de ladite mappe, se confinant au levant par le fonds communal de Lucinge, et au couchant par Pierre-Louis Deperraz, contenant 3 journaux, 168 toises, imposés 50 centimes; 18.^e champ audit lieu, sous le numéro 295 de ladite mappe, se confinant au levant par Pierre-Louis Deperraz et au couchant par Jean-Louis Deperraz et sa femme, contenant 2 journaux, 19 toises, 5 pieds, imposé 33 centimes; 19.^e pâture, champ et pré, lieudit à Lachaux, sous les numéros 251, 150 et 151 de ladite mappe, se confinant aux levants et couchant par le fonds communal de Lucinge, de même que ce dernier numéro, contenant un journal, 34 toises, imposés 45 c.^{mes}.

Total de l'impôt foncier, huit livres, quarante-huit centimes.

Les biens ci-devant désignés sont situés dans la commune de Lucinge, mandement d'Annemasse. La vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés par ledit Deperraz, avec les servitudes qui peuvent les affecter, sans que le plus ou le moins de contenance exprimée puisse donner lieu à garantie ou recours.

2.^o Qu'il se chargera des contributions imposées sur iceux, à dater du 1.^{er} janvier de l'année courante.

3.^o Qu'il paiera le prix d'adjudication avec intérêts, dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles; qu'il introduira ce jugement d'ordre à ses frais.

4.^o Qu'il paiera en dix jours, à dater de l'adjudication, et sous diminution du prix d'icelle, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais faits pour parvenir à la vente.

Et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où siège le Tribunal, à St. Julien, à l'audience du sept juin prochain, à neuf heures du matin, d'abord en détail : le premier lot sur la mise à prix de deux cent vingt livres neuves ; le second lot, sur celle de quatre cent quarante-cinq livres ; et le troisième lot, sur celle de neuf cent cinquante livres ; et ensuite en bloc, sur la mise à prix de seize cent quinze livres, offerte par la poursuivante, et excédant soixante fois le montant de la contribution foncière affectée sur lesdits biens, ou sur le montant des mises partielles, s'il y en a.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

A ces fins est commis le sergent royal Faurax, pour faire tous exploits requis et nécessaires.

Dressé à St. Julien, sous le sceau du Tribunal, le vingt-neuf avril 1825. Signé BONGEL, Greffier.

Enregistré à St. Julien, le 30 avril 1825, vol. 7, folio 141. case 1294. Reçu trois livres, signé COLLOMB, Conservateur.

Pour copie conforme :

ROURN, pour M.^e ROURN, P.^r

*Au Seigneur Sénateur et Juge-Maje de la province
de Savoie-Propre.*

Supplie humblement Claude Bibot, laboureur, domicilié à Novalaise ;

Il dit que le 10 octobre 1811, Pignière, notaire, il fut procédé à l'adjudication définitive des immeubles que Marguerite Berthet, veuve de François feu Antoine Berthet, en qualité de mère et tutrice légale de Joseph, Marie, Vincente et Pierrette ses et dudit François Berthet enfans mineurs, avait été autorisée judiciairement à faire vendre, par enchères, devant ledit M.^e Pignière à ce commis. Les pièces adjudgées au suppliant l'ont été pour le prix de neuf cent cinq francs payables aux créanciers de l'hoirie dudit François Berthet. Ces biens consistent en une pièce de champ, lieudit au Taramon, inscrite sous partie du n.^o 1861 et le n.^o entier 1863, contenant un hectare, 7 ares, 36 centiares ;

94 milliers, soit trois journaux, 158 toises, 6 pieds; qui se contiennent au couchant par la terre de Charles Pellissier, au nord par celle de François Perret. Elle est ainsi décrite dans la délibération du conseil de famille du 16 décembre 1810.

Cette adjudication a été transcrite au bureau de la conservation des hypothèques de cette province, le 31 octobre 1823.

Etat de toutes les inscriptions existantes contre la personne et sur les biens de Berthet Antoine, feu Claude, en son vivant cultivateur, domicilié à Ayn, dès le 1.^{er} janvier 1823, jusqu'au 23 juin 1824, et de toutes celles existantes contre la personne et sur les biens de Berthet François, feu Antoine, en son vivant cultivateur, demeurant à Ayn, dès le 1.^{er} janvier 1823, jusqu'au 23 juin 1824, sur trois colonnes:

Date et nature du privilège ou de l'hypothèque.	NOMS des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
19 Février 1823, hypothèque judiciaire contre les père et fils Antoine et François Berthet et contre Joseph, Marie, Vincente et Pierrette, enfans dudit François.	Joseph l'aîné Perrin de son chef et droit avant de ses frères et sœurs, domicile élu chez M. ^e Pollingue, procureur au Sénat.	1500 l. n.
19 Février 1823, la même, contre les mêmes, portée dans l'état des inscriptions sur les biens de François Berthet.	Le même, même domicile.	1500 l. n.
11 Octobre 1823, hypothèque conventionnelle contre le dit Fr. ^e , feu Ant. ^{re} Berthet.	Charles, feu Antoine Pellissier-Morat, domicile élu chez ledit M. ^e Pollingue.	1700 l. n.
27 Octobre 1823, hypothèque conventionnelle contre François, feu Ant. ^{re} Berthet, soit son héritier.	Claude, feu Antoine Berthet, domicile élu en sa demeure, Garbourg Muché, à Chambéry.	5100 l. n.

Le suppliant désire purger lesdites hypothèques en conformité de la section deuxième de l'édit du 16 juillet 1827. Il déclare

être prêt à payer immédiatement toutes les créances exigibles et non exigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, le tout cependant jusqu'à concurrence du prix stipulé dans ladite adjudication.

Il joint à la présente Requête ledit procès-verbal d'adjudication du 10 octobre 1811, le certificat de transcription d'icelle au bureau de la conservation des hypothèques de cette province, du 31 octobre 1813, signé par le sieur Domengot, et les états desdites inscriptions sur ledit Antoine, feu Claude Berthet, et sur ledit François, feu Antoine Berthet, délivré l'un et l'autre le 13 juin 1814, certifiés et signés par ledit sieur Domengot, le tout en un cahier de vingt feuillets.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, certifie que cejourd'hui il m'a été présenté par M^{re} Joseph Mongenet, un acte du 10 octobre 1811, Pignière, n.^{re} à Novalaise, portant adjudication au préjudice des Berthet Joseph, Marie, Vincente et Pierrette, enfans de feu François, laboureur à Ayn, en faveur de Bibet Claude, feu Claude, laboureur à Novalaise, d'une pièce de champ et pâturage sur ledit Ayn, l'endit à Taramen, sous parties du numéro 1861 et sous celui entier 1868, contenant trois journaux, deux cent sept toises, prix neuf cent cinq livres non-justifiées payées. Inscription d'office.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 4, art. 236, et sur le registre général d'ordre, vol. 42, art. 225, et avoir reçu

(l. n. 950)

Pour droit proportionnel	L.	4	60
Droit de timbre.	"	0	44
Salaires	"	1	50

TOTAL L. 6 54

Chambéry, 31 octobre 1813.

Signé, le conservateur DOMENGET.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte susdit au

vol. 75, art. 122, et reçu	pour droit proportionnel	L. 0 48
(L. n. 920).	Timbre.	» 0 75
	Salaire.	» 0 75
	TOTAL . . .	L. 1 98

Chambéry, 31 octobre 1823.

Signé, le Conservateur, DOMENGET.

Le supplient recourt

A ce qu'il vous plaise, Monsieur, commettre un huissier pour notifier la présente requête, l'état d'inscription et le certificat de transcription à chacun des créanciers inscrits, au domicile par eux élu dans leur inscription et aux précédens propriétaires, savoir : Marc, Joseph, Marie et Vincente, feu François Berthet ; Alexandre-César, mari de ladite Marie, et Pavin Carrier, mari de la dite Vincente, pour les autoriser, en cas de dot ou de communauté légale, de leur chef, et lesdits frères Berthet, en qualité d'héritiers légitimes de Pierrette Berthet, leur sœur, morte en 1821, tous domiciliés à Ayn, sauf lesdits mariés Carrier à Novalesse, pour répondre sur ledit décès et qualité héréditaire, à peine d'aveu et être ouïs en ce qui les concerne. Le tout sera mis sur le Journal de cette division. Protestant des dépens, et pourvoir.

Claude BERT.

G. CHARENT, conseil.

BERT pour M^e POLLINGUE p.^r

Est commis l'huissier Exertier pour faire les notifications requises ci-dessus Chambéry, et l'huissier Dailhon ci-dessus Novalesse et Ayn, le tout en conformité de l'édit du 16 juillet 1822.

Chambéry, le 15 mars 1825. DALEXANDRY.

Enregistré à Chambéry, le 16 mars 1825, vol. 22, case 1650, fol. 173 verso. Perçu deux livres. BAUDR

*Au Seigneur Sénateur, Juge-Maje de la province
de Savoie - Propre.*

Supplie humblement pauvre Claudine Durivault, épouse de Claude-François Baillet, domiciliée de Grisy-sur-Aix, retenue à

Lyon pour cause d'indisposition , faisant élection de domicile , aux fins du présent , chez M.^r Pollingue , procureur au Sénat , demeurant à Chambéry , rue neuve de la Visitation. Elle expose qu'à sa poursuite , les biens de son mari , procédés de François - Marie Bossu , consistant en prés , champs , vignes , marais , bois , pâturages , jardin , maison de maître et bâtimens rustiques , fixés sous les numéros 38, 39, 63, 113, 197, 251, partie de 252, 253, 259, partie de 256 et 2534, 3460 pour les trois quarts, 3433, 3454, 3455, 3456, 3538, 3539, 3560, 3561, 2719, 2541, partie de 2558 et 2539, 2557, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2577, 2578, 2581, 2582, 2401 et 2402 de la mappe de Grigny-sur-Aix, et 2555 de la mappe de la commune de La Biolle, et formant un domaine d'environ cinquante-quatre journaux, deux cent trente-deux toises , garni de deux cuves et un pressoir en bon état , ont été adjugés au sieur Claude-Étienne Chavasse, par M.^r Gabet notaire au Sénat, le trente et un juillet mil huit cent vingt, pour la somme de 19000 livres. Cette vente a été approuvée par ordonnance sénatoriale du vingt et un octobre suivant, à la charge par l'acquéreur de rester saisi du prix de vente, pour être payé avec intérêts, ainsi et de la manière qui serait déterminée, et conformément aux charges et conditions portées par le Manifeste du Sénat; et ledit Chavasse a été mis en possession des biens, celui-ci ayant négligé de faire transcrire son contrat d'acquisition, le Sénat, par son décret du vingt-deux janvier dernier, a autorisé la suppliante à remplir les formalités prescrites par le chapitre quatre, section deux de l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, aux fins de purger les immeubles sus-mentionnés, et l'a renvoyée pardevant vous, Srigeur Sénateur, pour agir en conformité de l'article septante-deux de l'édit précité. En conséquence, la suppliante a fait transcrire ladite vente du trente et un juillet mil huit cent vingt au bureau de la conservation des hypothèques de Chambéry, ainsi qu'en résulte du certificat ci-joint du sieur Domengel conservateur, en date du onze février dernier, dont la teneur suit.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques de Chambéry, certifie que cejourd'hui il n'a été consigné par M.^r Pollingue Pierre-Louis, procureur au Sénat, une adjudication faite le trente et un juillet mil huit cent vingt, devant Gabet, notaire, commis, au

préjudice de Baillod Claude-François de Grisy-sur-Aix, en faveur de Charasse Claude-El., avocat, des Echelles, des immeubles ci-après désignés, situés sur la commune de Grisy-sur-Aix : 1.^o pièce de vigne appelée les Quatre-Journaux de vignoble de Pont Pierre, sous n.^o 64 et partie au nord des n.^{os} 48 et 49, contenant environ quatre journaux ; 2.^o une pièce de pré, lieudit au Cé, sous partie du n.^o 252, contenant un quart de journal environ ; 3.^o une pièce de champ audit lieu, appelée Champ-Gullet, sous n.^{os} 196, 197, 251 et 252, contenant environ un journal et trois quarts ; 4.^o une pièce de terre audit lieu, sous n.^o 255 et partie du n.^o 256, contenant environ trois quarts de journal ; 5.^o une pièce de pré-maraîs réduite en chenevière, sous Antoger, sous partie du n.^o 257, contenant un demi-journal environ ; 6.^o une pièce de bois brousailles et taillis, lieudit à Corsuet, sous n.^o 5460 pour les trois quarts, de la contenance totale de douze journaux ; 7.^o une pièce de pré, terre et châtaigneraie en Corsuet, sous les n.^{os} 5455, 5454, 5455 et 5456, contenant environ huit journaux ; 8.^o une pièce de terre, lieudit au champ des Creux, appelée Grand Champ, sous n.^{os} 5558, 5559, 5560 et 5561, contenant un journal et demi ; 9.^o une pièce de pré réduite en culture, sous le n.^o 2719, contenant environ quatre journaux et demi ; 10.^o une pièce de pré, sous n.^o 2541, contenant trente-deux toises ; 11.^o une pièce de champ, lieudit au Vernay, sous partie des n.^{os} 2558 et 2559, contenant environ sept journaux ; 12.^o un corps de ferme composée de maison de maître, maison fermière, tinage, grange, écurie, cour, jardin, prés, vergers, vignes et rivières, de la contenance d'environ treize journaux, inscrits sous les n.^{os} 2557, 2560, 2561, 2562, 2565, 2564, 2577, 2578, 2581, 2582, 2401 et 2402 de la mappe. — Prix dix-neuf mille livres non-payé, pour lequel inscription d'office. — Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 5, n.^o 111 ; et sur le registre général d'ordre vol. 50, n.^o 99, et avoir reçu, pour droit proportionnel, cinquante-cinq livres ; pour timbre quatre-vingts centimes ; pour salaire, une livre cinquante centimes ; total cinquante-sept livres, trente centimes. Chambéry, onze février mil huit cent vingt-cinq. Signé le Conservateur Domengel. — J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte susdit, au volume nonante et un, article deux cent quarante-sept du registre des formalités, et reçu, pour droit proportionnel, neuf livres, cinquante centimes, pour timbre septante-cinq centimes, pour salaire septante-cinq centimes ; total

onze livres. Chambéry, le onze février mil huit cent vingt-cinq.
Signé le Conservateur DOMENGET.

Le suppléant s'est en outre fait délivrer le certificat qui est aussi ci-joint de toutes les inscriptions existantes sur les biens ci-devant mentionnés, dont l'état sera donné en trois colonnes.

Etat de toutes les inscriptions hypothécaires subsistantes contre la personne et sur les biens de sieur Baillod Claude-François, propriétaire, demeurant à Greizy, et prises à ce bureau personnellement contre lui, depuis le 1.^{er} janvier 1823, jusqu'au 17 mars 1825.

DATE et nature du privilège ou de l'hypothèque.	N O M S des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Jugement du 15 octobre 1814, inscrit aux hypothèques le 27 février 1823.	Suan Pierre et Ruves Louis, domicile élu en l'étude de M. ^e Charles Blanchard, procureur au Sénat, à Chambéry.	2461 82
Contrat dotal du 20 septembre 1812, inscrit aux hypothèques le 5 mai 1823.	Claudine Durivault, femme de Claude-François Baillod, domicile élu chez M. ^e Pollingue p. ^r au Sénat, à Chambéry.	7000 00
Contrat de vente du 18 décembre 1810, et autres contrats des 14 novembre 1812, et 27 mars 1815, inscrits le 29 octobre 1823.	Clere, frères, négociants à Lyon, domicile élu à Chambéry, chez M. ^e Morand, notaire.	3200 00

Etat de toutes les inscriptions hypothécaires existantes contre la personne et sur les biens de Bousu François-Marie, demeurant à Annecy, et prises à ce bureau personnellement contre lui, depuis le 1.^{er} janvier 1823, jusqu'au 17 mars 1825.

DATE et nature du privilège ou de l'hypothèque.	Noms des créanciers inscrits.	Montant de l'inscription.
---	-------------------------------	---------------------------

Contrat de mariage du 7 mai 1781, et testament du 29 août 1817, inscrits le 19 février 1825.	Marie Pons, veuve de Gaspard Bossu, domicile élu à Aix, chez Charles Michaud.	5950 00
--	---	---------

Jugement du 30 septembre 1809, et contrats des 20 avril et 17 septembre 1815, inscrits le 19 février 1825.	Pierre-Louis Pellingue et Charles Michaud.	2600 00
--	--	---------

Contrat obligatoire du 21 novembre 1810, inscrit au bureau des hypothèques le 3 mai 1825.	Jeanne Duchêne, veuve Lével et Léonard Lével, domicile élu à Chambéry, chez M. ^e Pellingue.	5600 00
---	--	---------

Jugement du 29 juillet 1812, inscrit au bureau des hypothèques le 31 octobre 1825.	Papin Joseph - Marie, domicile élu à Chambéry, en l'étude de M. ^e Bouchet.	2842 95
--	---	---------

Enfin, comme par ladite acquisition, le sieur Chavasse s'est soumis à payer les créanciers tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par qui de droit, jusqu'à concurrence de son prix d'acquisition, arrivant à dix-neuf mille livres, la suppliante désirant se conformer au prescrit dudit article septième-deux de l'édit précité, recourt, en joignant les pièces nées, à ce qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur Juge-Maje, permettre à la suppliante de faire notifier par les huissiers Bernard, Champagne et Guichet, chacun dans leur ressort, ou tels autres qu'il vous plaira, aux créanciers dénommés dans les états ci-joints, aux domiciles par eux élus, ainsi qu'au sieur François-Marie Bossu domicilié à Annecy, avec la clause rogatoire au Seigneur Sénateur Juge-Maje du Genevois, à Claude-François Baillet domicilié à Greisy-sur-Aix, et au sieur François Chavasse, en sa qualité d'aïeul paternel et de tuteur des Félix, Hypolite, Mariette et Julie, enfans mineurs dudit Claude-Etienne Chavasse, boulanger, demeurant aux Echelles, copie tant de la présente requête que du certificat de transcription et des états

d'inscription sus-ténorisés , et pourvoir. Signé par M^e POLLINGUE
procureur , et DORIVAUX , femme Baillod.

COPIE DE DÉCRET.

Sont accordées les permission , commissions et rogatoires requi-
ses. Chambéry , le trente avril mil huit cent vingt-cinq. Signé par
le Seigneur D'ALEXANDRY , Juge-Maje.

Enregistré à Chambéry , le 6 mai 1825, volume 2, case 571 ,
folio 59 verso. Droit *in debito* : deux livres. Signé BAUDÉ.

COPIE DE ROGATOIRE.

Vu ; est permise la signification requise. Fait à Annecy , au
Tribunal , le 9 mai 1825. Signé par sp.ble PRESSAT, premier
Assesseur, le Seigneur Sénateur Juge-Maje absent.

Pour copie conforme :

BEBERT pour M^e POLLINGUE.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 20 Mai.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 19 Mai. Après des chaleurs précoces et une sécheresse de près de trois mois, nous avons eu ici, le 13 de ce mois, une pluie de quelques heures, qui avait un peu ranimé la campagne. Il s'est établi depuis lors un vent froid de nord-ouest, et le 15, nous avons eu de la neige sur nos montagnes. Hier matin, il y a eu de la gelée blanche, surtout dans les lieux bas et ombragés des coteaux.

CONCOURS

Pour les Médailles en argent en faveur des propriétaires des juments aratoires payées de leurs poulains provenant de la monte de 1824.

Le 6 juin, à Thonon, 4 médailles. — Le 8, à Bonneville, 4 id. — Le 10, à Tanninges, 3 id. — Le 11, à Misonny, 3 id. — Le 13, à Salanches, 4 id. — Le 16, à Rumilly, 5 id. — Le 18, à Chambéry, 3 id. — Le 20, à l'Hôpital, 3 id. — Le 22, à Thônes, 2 id. — Le 23, au Grand-Bornand, 2 id. — Le 5 juillet, à Annecy, 7 id.; total, 40 médailles.

Les propriétaires de juments qui auront obtenu les médailles d'argent, auront le droit de concourir pour les médailles en or, qui se distribueront, la septembre prochain, à Chambéry, où ils sont invités à se rendre.

VACCINATION.

Dans la séance du 3 mai courant, la Junte de Vaccins pour la province de Savoie-Propre, a entendu avec la plus grande satisfaction les rapports de ses délégués pour la vaccination dans les divers mandemens de cette province, et pris connaissance des listes des vaccinés pendant l'année 1824. Il en résulte que le nombre des vaccinations opérées, et prescrites en général avec le plus grand succès, tant par lesdits délégués que par d'autres médecins et chirurgiens qui s'en sont occupés, s'est élevé à 4252; tandis qu'en 1823 il n'avait été que de 1312. Le résultat avantageux est dû à la mesure adoptée

par la Junte, dans sa séance du 6 mai 1824, de déléguer un vaccinateur dans chaque mandement, pour opérer dans chaque commune les vaccinations sans frais pour les pères des enfans, et au xèle qu'ont mis MM. les délégués à secourir les vœux de la Junte.

Le nombre des vaccinations opérées par ces derniers est comme ci-après :

Mandement du Châtellard , par M. NAYAT.	667.
<i>Id.</i> de St. Genix, par M. RAY.	589.
<i>Id.</i> de Yenne, par M. FALQUET.	542.
<i>Id.</i> de la Rochette, par M. FALQUET.	493.
<i>Id.</i> de St. Pierre d'Albigny, par M. MILLIOZ.	462.
<i>Id.</i> de Chambry et la Motte-Servolex, par M. COTTELLAND.	445.
<i>Id.</i> de Montmélian, par M. DICHAND.	349.
<i>Id.</i> de Chamoux, par M. HALLY.	337.

Il est à regretter que diverses circonstances aient empêché MM. les délégués pour les mandemens d'Aix, les Echelles, Pont-de-Beauvoisin et Ruffieux, de se livrer à la vaccination.

A V I S. — *Adjudication de travaux publics.*

Il sera procédé, le jeudi 26 du courant, à onze heures du matin, à l'adjudication, par la voie des enchères publiques, à l'extinction des feux, des ouvrages en réparations à exécuter au Château Royal de Chambéry, évalués à la somme de 14238 liv. 45 c., et à devoir être terminés et mis en état de réception à la fin de septembre 1825.

PIECES OFFICIELLES PUBLIEES.

Pub. le 12 mai : Une Notification de la Commission Supérieure de liquidation, du 1.^{er} mai, contenant une seconde liste des créanciers envers la France, de seconde classe, définitivement liquidés.

Pub. le 17 mai : *Arrêt du Sénat de Savoie (du 19 avril 1825) portant des articles additionnels et explicatifs de l'article 137 du Règlement de Police de la Ville de Chambéry, approuvé le 24 avril 1824.*

P I E M O N T.

Turin, 12 Mai. M. l'Avocat théologien Baracchi est nommé Assistant au Musée d'antiquités de l'Université Royale.

— S. A. M. le Prince de Metternich est arrivé le 4 mai à Nice, d'où il est reparti le lendemain par la route de Tende, Cuni et Alexandrie, pour se rendre à Milan.

14 Mai. Hier matin, plusieurs carrosses de gala de la Cour, avec doubles attelages de chevaux, sont partis pour Gènes.

— S. M. a nommé M. l'Avocat Jean-Pierre Gloria, Substitut surnuméraire de l'Avocat-Fiscal-Général près le Sénat de Savoie.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

On écrit de Smyrne que 9 mille hommes, qui complètent l'armée d'Ibrahim-Bacha, ont effectué leur débarquement dans la Morée. La même escadre

doit prendre dix mille Albanois pour les conduire à Molon, Olysiens, qui a abandonné le parti des Grecs pour se ranger du côté des Turcs, menées. Athènes. Deux mille Albanois étoient arrivés à Negrepont le 28 dernier dernier.

— Le feu s'est manifesté dans une houillère des environs d'Aix-la-Chapelle, et huit ouvriers, presque tous pères de famille, ont été suffoqués.

ANGLETERRE.

Des lettres de Lisbonne, du 25 avril, annoncent que la Roi avait lui-même déclaré que l'objet de la mission de sir Charles Stuart était rempli; et comme ce ministre était prêt à s'embarquer pour Rio-Janeiro, on en concluait que les arrangements étoient de nature à être acceptés par la cour du Brésil.

— Nos journaux publient le traité d'amitié, de navigation et de commerce, conclu, le 2 février dernier, entre S. M. B. et la république de Buenos-Ayres.

— La gazette de Lima du 1.^{er} janvier dernier donne le résultat des sommations faites à la fortresse de Callao, par suite du traité conclu à Ayacucho, pour l'évacuation du Pérou. Le général Buñil ayant refusé d'entendre à aucune proposition. Bolivar, dit-on, l'a mis hors la loi, et la fortresse devait être assiégée. Bolivar avait deux mille hommes à Lima, et en attendait six mille de Guayaquil.

— Le bill en faveur des Catholiques a passé le 11 mai dans le comité à la Chambre des Communes.

— On écrit des Etats-Unis que Joseph Bonaparte (le comte de Survilliers) a fait une chute de voiture qui fait désespérer de sa vie.

— Le gouverneur de Fernambouc a annoncé, dit-on, au président de la province de Bahia, la reconnaissance du Brésil par l'Angleterre. On prétend à Lisbonne qu'en vertu d'un arrangement, le Roi de Portugal conserverait pendant sa vie le titre de souverain du Brésil, et qu'à sa mort l'empereur du Brésil réunirait les deux couronnes. On parle d'une indemnité de quarante-huit millions de livres que le Brésil payerait au Portugal.

FRANCE.

Paris, 10 mai. Une ordonnance royale établit la commission chargée de la liquidation de l'indemnité des émigrés. Cette commission, présidée par M. le maréchal duc de Tarente, est composée de vingt-six membres, distribués en cinq sections, ayant chacune un certain nombre de départements dans ses attributions.

— Un grand nombre de communes, dans divers départemens, ont déjà envoyé le vœu d'une grêle désastreuse, qui y a causé beaucoup de dommages dans les campagnes.

11 Mai. Par lettres closes de S. M. les Premiers Présidens et Procureurs-généraux près les cours royales sont invités à assister au sacre.

— Le camp de la garde royale formé à Reims sera commandé par M. le maréchal duc de Bellune.

— L.L. A4. R4. le prince Maximilien de Saxe et sa fille, la princesse Amélie, sont arrivés à Paris avant-hier, et ont dîné avec S. M.

24 Mai. S. M. a reçu, dans la salle du Trône, S. G. M. le duc de Nortumberland, introduit avec les cérémonies d'usage. Le discours de S. G. et la réponse du Roi ont eu principalement pour objet les assurances de S. M. B. et de S. M. T. C. de maintenir la bonne intelligence entre les deux gouvernements. S. M. a également reçu l'envoyé du Bey de Tunis, qui a offert les présents envoyés par son maître.

— Mgr de Boulogne, évêque de Troie, pair de France, vient de mourir à Paris, dans la nuit du 12 au 13, âgé de 77 ans et demi.

Actions de la banque de France : 2195 fr. ; 2190 fr. ; 2175 fr.

Cinq pour cent consolidés : 108 fr. ; 55 c. ; 107 fr. ; 70 c. ; 106 fr. ; 75 c.

Trois pour cent, p. de juin : 75 fr. 10 c.

I T A L I E.

Dans le courant d'avril dernière, la Confrérie de la Sainte Trinité de Rome a fourni des aliments à treize mille deux cent quarante-quatre pèlerins.

— LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice d'Autriche ont fait leur entrée à Milan, le 10 mai, au milieu des acclamations publiques. LL. MM. sont descendues à la Métropole, où Elles ont assisté au *Te Deum*, exécuté par les musiciens de la Chapelle.

V A R I É T É S.

Philosophia Turonensis Institutiones etc., Editæ à G. Gley ; Tome II et III. A Paris, chez Adrien Le Clère, Quai des Augustins, N° 33.

II.^e ARTICLE. (1).

Le troisième volume de cet Ouvrage, dont il nous reste à nous occuper, est, comme nous l'avons dit, consacré à l'Astronomie et à la Physique.

Le Chapitre premier, qui traite de l'Astronomie, est divisé en quinze Articles. L'auteur commence par donner un court exposé historique des progrès de l'Astronomie ; ce qui termine le sujet du premier Article. Dans le second, il indique quelques-uns des phénomènes généraux, savoir, la parallaxe, le diamètre apparent des astres, l'aberration, et ensuite les rétrogradations, les stations et accélérations des Planètes. Les articles suivans ont respectivement pour objet, le système de l'univers et les étoiles ; le système solaire ; le Soleil ; Mercure et Vénus ; la Terre ; la Lune ; le flux et

(1) Voir le N° 17 du Journal de Savoie, Année courante.

le reflux de la mer; Mars; Vesta, Junon, Cérès et Pallas; Jupiter et ses Satellites; Saturne et ses Satellites; Uranus et ses Satellites; et enfin les Comètes.

Tels sont les objets que l'auteur a compris dans cette partie du second volume, consacrée à donner aux élèves les connaissances élémentaires du ciel et des principaux phénomènes astronomiques. Peut-être l'ordre qu'il a suivi serait-il susceptible de quelques observations.

On pourrait croire que la théorie des parallaxes, par où l'auteur commence ses leçons expresses d'Astronomie, suppose des connaissances élémentaires indispensables pour leur intelligence, et ne serait pas l'objet des premières notions à donner aux élèves. On en pourrait dire autant du phénomène de l'aberration, ainsi que des accélérations, des stations, des retards et des rétrogradations des planètes. Peut-être aussi que les mouvements des corps célestes dans leurs orbites, et l'aberration en particulier, qui reposent sur la connaissance des lois du mouvement composé, exigeraient que les leçons d'Astronomie fussent précédées des principes de Statistique qui sont partie de la Physique générale, comme l'explication des marées suppose la connaissance de lois de l'attraction, et de celles de la pesanteur en particulier.

On peut observer, il est vrai, que, dans les détails historiques par où commence l'auteur, le professeur peut trouver l'occasion d'exposer aux élèves les détails préliminaires qui paraissent manquer dans les articles soignés. Mais il nous semble que l'histoire d'une science placée à la suite des notions positives sur les divers objets qu'elle embrasse, serait mieux comprise et offrirait un plus grand intérêt.

Peut-être encore trouvera-t-on quelques omissions parmi les phénomènes célestes qui sont partie d'une étude élémentaire d'Astronomie. Nous n'en citerons qu'un exemple, dans ce qui regarde les Comètes. L'auteur n'a point parlé de la Comète à courte période, qui fait sa révolution en 1200 jours, et qui ayant paru le 2 juin 1822, reparaitra le 17 septembre 1825. Il n'a rien dit non plus des perturbations que ces astres peuvent éprouver et éprouvent en effet quelquefois dans leurs cours, par l'effet de l'attraction des corps célestes dans le voisinage desquels ils viennent à passer, comme il arriva à la Comète de 1180, qui, dans son retour en 1259, fut retardée de 618 jours, par l'action de Saturne et de Jupiter, retard qui avait été prévu et qui fut calculé par Clairaut.

Mais, sans donner aux observations que nous venons de faire une trop grande importance, nous pensons que l'auteur, pressé par le nombre des matières à faire entrer dans le terme limité d'un cours élémentaire, s'est abstenu à dessein d'un plan plus étendu, qui se serait trouvé hors de proportion avec le temps fixé pour ce genre d'étude.

La Physique est divisée en deux Chapitres, Physique générale et Physique spéciale.

La Physique générale comprend les propriétés générales des corps, et les lois du mouvement. Après avoir parlé de la mobilité des corps, de leur inertie et de la gravité, l'auteur traite spécialement de la nature et de l'action des forces motrices, soit simples, soit composées, des résistances, du mouvement et de l'équilibre produits à l'aide des machines tant simples que composées, et enfin du mouvement et de l'équilibre des fluides.

Le second Chapitre est divisé en sept Articles, qui ont respectivement pour objet les gaz ou fluides élastiques, l'air, l'eau, le feu, la lumière, l'électricité et le magnétisme.

Dans le premier Article, il donne l'énumération des gaz, il expose leurs propriétés respectives et les principes des expériences connues qui y sont relatives.

Dans le suivant, il indique la composition de l'air atmosphérique, sa pesanteur, son élasticité et les divers phénomènes qui résultent de ces propriétés. Sous le rapport des mouvements dont l'air est susceptible, il s'occupe tour à tour du son et des vents.

Dans la plupart des traités de Physique, la théorie du son est en effet rattachée au chapitre de l'air atmosphérique; mais le son considéré dans la cause qui le produit, c'est-à-dire, dans les vibrations des corps sonores, tels que les cordes, les membranes, les verges, les plaques, et en général dans tous les corps élastiques, appartient essentiellement à la théorie du mouvement et n'a rien de spécialement propre à l'air. Aussi quelques physiciens ont-ils classé l'article du son dans la partie où ils traitent des lois du mouvement. Les vibrations de l'air ne sont qu'un cas particulier des propriétés communes à tous les corps élastiques, tant solides que fluides, et qui tous sont encore des véhicules plus ou moins efficaces du son.

L'auteur n'est pas entré dans les distinctions à faire des corps sonores en corps flexibles et rendus élastiques par la tension ou la compression, tels que les cordes, les membranes et les fluides

élastiques, et en corps rigides et naturellement élastiques, tels que les verges et les plaques de verre ou de métal; deux classes de corps sonores dont les genres de vibrations sont soumis à des lois très-différentes, lesquelles varient encore selon que les corps sont étendus dans une seule ou dans deux dimensions.

Outre les expériences de M. Chladni et de quelques autres Physiciens qui ont fait d'importantes recherches sur les vibrations des verges et des surfaces élastiques, expériences qui ont fait de l'Acoustique une science nouvelle, cette branche de la Physique s'est encore enrichie tout récemment des savantes et ingénieuses recherches de M. Savard sur la communication des vibrations dans les corps solides en contact, sur la transmission du son dans l'organe de l'ouïe et sur la propagation du son.

L'Article 4 traite du feu, des causes qui peuvent l'exciter, propager son action, l'augmenter ou la diminuer, et de ses effets sur les corps.

Dans l'Article 5, où l'auteur s'occupe de la lumière, il dit d'abord un mot sur sa nature et son origine; il penche pour le système de l'émanation.

Il traite tour à tour de l'Optique proprement dite, de la Catoptrique et de la Dioptrique, c'est-à-dire, de la lumière directe, réfléchie et réfractée. Il expose, en conséquence, les principaux phénomènes des miroirs plans, convexes et concaves, et du passage de la lumière d'un milieu dans un autre. De là il vient à la dispersion de la lumière, et à l'explication des couleurs. Ensuite il s'occupe de l'organisation de l'œil et des phénomènes de la vision. Enfin il considère l'action de la lumière dans les principaux instrumens d'optique, tels que le microscope, le télescope, la chambre obscure, la chambre claire et la lanterne magique.

L'auteur a donné la véritable réponse à la question pourquoi l'image des objets renversée sur la rétine nous paraît néanmoins directe dans la sensation: c'est que rapportant les objets hors de notre œil, dans la ligne droite selon laquelle la rétine en a reçu l'impression, l'image de chaque partie est naturellement rapportée à sa place.

L'auteur n'a rien dit des nouvelles découvertes et des expériences de MM. Malus, Riét, Arago, Fresnel, etc., sur la double réfraction et la polarisation de la lumière.

Les deux derniers Articles traitent respectivement de l'électricité et du magnétisme, et contiennent à peu près les notions fondamen-

tales et les principales expériences que l'on a coutume d'exposer sur ces matières, dans des leçons élémentaires de Physique; mais l'auteur n'a pas fait mention des nouvelles et curieuses expériences électro-magnétiques de MM. *Erstedt*, *Ampère*, etc.

Les diverses omissions que nous avons cru devoir indiquer n'empêchent pas que ce cours de Physique ne puisse être un cadre avantageux, dont un professeur judicieux et au courant de la science peut tirer un bon parti, en remplissant au besoin, et selon le temps dont il peut disposer, les lacunes qu'il pourrait y trouver.

Nous ne terminerons pas cet article sans appeler l'attention des lecteurs sur le beau discours que *M. Gley* adresse aux élèves, en tête de ce dernier volume, où, par des passages admirables tirés de l'Écriture, et par les hautes réflexions qu'il ajoute, il montre combien le magnifique spectacle de l'univers et les merveilles innombrables qu'il nous présente, sont propres à nous révéler la gloire, la puissance, la sagesse infinie de l'auteur de tant de prodiges, et qu'elle est la dignité de l'homme, admis par les bienfaits du Créateur au noble privilège de pouvoir contempler les œuvres de la toute-puissance, porter un œil intelligent sur toutes les parties de l'univers, en étudier et en saisir les lois, régner par la pensée sur tous les êtres qui l'environnent, s'élever jusqu'au souverain maître du monde, adorer sa grandeur, le louer de sa bonté, et se rendre digne, par un sage emploi des facultés qu'il en a reçues, de l'éternelle félicité qui lui est promise, s'il accomplit ses véritables destinées sur la terre.

AVIS. — Effets volés.

Dans la maison de campagne de *M. Fiset*, négociant à Saint-Jean-de-Maurienne, il a été volé dernièrement plusieurs draps neufs, de soie rouge, marqués *L. F.*; onze gobelets taillés à étoile avec un médaillon ovale, portant la lettre *F.*; deux beaux rideaux blancs; deux faïles, dont l'un à deux coups, dont les canons et la platine sont vieux et presque usés. Ceux qui auraient quelque notion de ces objets sont priés d'en donner avis audit *M. Fiset*.

Marchés de Chambéry des 10 et 14 mai 1825.

BLÉ.	L'ÉCLAIR.		L'HAGOLITAN.	
	l.	c.	l.	c.
Froment, ...	18	63	—	—
Seigle	12	63	—	—
Orge	12	50	—	—
Sarrasin	0	00	—	—
Mais	15	73	—	—
Avoine (r)	12	75	—	—
Foin, 1. ^{re} qualité, le kilogr.	—	—	—	—
Vinade, idem, idem, ...	—	—	—	—

(c) Rapport des 3 veu-
sels en hectolitre:
Froment, ... 83
Seigle, ... 156
Avoine, ... 437

CHAMBERY, de l'Imprimerie de *F. R. PLATTET*, Rue du Sécul.

*Au Seigneur Sénateur Juge-Maje du Tribunal de
Préfecture de la province de Genevois.*

Supplie humblement sieur François Berger, marchand chapeffier, demeurant à Annecy, disant :

Que par acte du 15 janvier 1825, Burdallet notaire, il a acquis des sieurs Joseph Bouchet et Claude Deshusses, tous deux propriétaires, demeurant à Annecy, la généralité des biens immeubles, composant le domaine que ledit Deshusses possédait à Poisy, au village de l'Eglise, consistant en bâtimens, prés, jardins, cours, champs, vignes, marais, leppes, et châtaigneraie, dans lesquels se trouvent compris 1.^o ceux que ledit sieur Bouchet avait acquis dudit Deshusses, par acte du dix avril mil huit cent vingt et un, Guillet notaire ; 2.^o un pré marais, situé lieu dit aux Places, soit à Grésy, même commune, inscrit sous le numéro cinq cent onze, contenant quatre journaux, cinquante toises, un pied, que ledit sieur Bouchet avait rédimé du sieur Claude-Maurice Vindret, à qui ledit Deshusses l'avait vendu, par acte du vingt mai mil huit cent vingt, Rollier notaire ; 3.^o une pièce de terre, vendue par Deshusses à Claude Guillemin, sous grâces de réméré, non encore expiré, à la charge par l'acquéreur d'exercer la faculté du réméré, qui lui a été cédée ; 4.^o enfin la part éventuelle revenant audit Deshusses, d'un marais qui fait l'objet d'un procès ventillant au sénat, par voie d'appel, entre ce dernier et autres et la commune de Poisy, à la charge par le suppliant, acquéreur, de faire valoir les droits du vendeur, qui les lui a cédés.

Cette vente a été faite ■ suppliant, qui a dû entrer en possession et jouissance des biens vendus, au quinze février proche échu, et payer les contributions affectées sur iceux, dès le premier janvier dernier, pour le prix de dix mille deux cents livres neuves, en déduction duquel le suppliant a, de suite, payé et livré la somme de trois mille cent septante-trois livres neuves, septante-sept centimes, audit sieur Bouchet, qui en a fait quittance et se maintenant lui et le sieur Huet, au nom duquel il a vendu et agi, légitimes créanciers hypothécaires et privilégiés sur les dits biens et en rang utile, pour être colloqués dans ■ jugement d'ordre à intervenir sur la distribution dudit prix.

Le surplus dudit prix, le suppliant s'est soumis de le payer aux créanciers hypothécaires, antérieurs et privilégiés sur lesdits immeubles, suivant le jugement d'ordre à intervenir, sous la distraction et retenue, en sa faveur, des frais et loyaux coûts de ladite vente et de ceux nécessaires pour purger les hypothèques et privilèges et pour la poursuite du jugement d'ordre, le suppliant ne devant supporter, sans répétition, que les seuls frais de quittance.

Le suppliant a fait transcrire le susdit contrat de vente du quinze janvier mil huit cent vingt-cinq au bureau des hypothèques d'An-

necy , ainsi qu'il en conste du certificat des dépôt et transcription d'icelui à lui délivré par le conservateur sedit bureau , le neuf février suivant.

Il existe sur lesdits biens quatorze inscriptions hypothécaires du chef dudit Claude Deshusses , à forme du certificat délivré par ledit conservateur , le huit mars courant , et de celui négatif , délivré par le même le vingt et un dudit mois de mars.

Le suppliant déclare être prêt à payer immédiatement les créances , tout exigibles qu'inexigibles , pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de judicature-maje de la province , le tout cependant jusqu'à concurrence du prix stipulé et sous les distractions convenues.

En conséquence en joignant les titres , actes et certificats sus-énoncés , le suppliant recourt

Qu'il vous plaise , seigneur Sénateur Juge - mage , désigner l'huissier ou sergent royal , par lequel sera notifiée , à chacun des créanciers hypothécaires et inscrits sur les immeubles dont il s'agit , aux domiciles élus par leurs inscriptions respectives ainsi qu'auxdits Jean Claude Deshusses , demeurant à Poisy , et sieur Joseph Bouchet , aubergiste , demeurant à Annecy , tous deux précédens propriétaires , copie , tant de la présente requête , que du certificat de transcription du susdit contrat du quinze janvier dernier , Bordallet notaire , et de l'état des susdites inscriptions dressé en conformité de l'article 72 de l'édit du 16 juillet 1822 ; sur ce plaise pourvoir. Signé Chaumontel conseil , Pierre Giardin substitut de M.^e Falquet Procureur , et Berger.

COPIE DE DÉCRET.

Vu , est connu l'huissier Métrol , pour faire les notifications , dont il s'agit , et à ces fins lettres. Fait à Annecy , dans la chambre du conseil du Tribunal , le vingt-neuf mars mil huit cent vingt-cinq. Signé Presset premier assesseur , le Seigneur Sénateur Juge-mage absent.

COPIE DE LETTRES.

Le Tribunal de préfecture du Genevois , en exécution de son décret de ce jour , mis sur requête à lui présentée par François Berger , chapelier , habitant à Annecy , comme l'huissier Métrol , pour faire les notifications à chacun des créanciers hypothécaires et inscrits sur les immeubles dont s'agit , ainsi qu'aux Claude Deshusses de Poisy et Joseph Bouchet d'Annecy. Faites et scellées à Annecy , le vingt-neuf mars mil huit cent vingt-cinq. Signé Armenjon.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Annecy , le onze avril mil huit cent vingt-cinq , folio 187 , case 1736 du 10.^e : reçu deux livres. Signé Orsier.

TENEUR DE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau d'Annecy , certifie que ce jourd'hui il m'a été cédé par M.^e

Bordallet, notaire à Annecy, un acte par lui reçu, le quinze janvier mil huit cent vingt-cinq, insinué le trente et un même mois, par lequel Jean-Claude Desbusses ■ Joseph Bouchet, demeurant à Annecy, vendent à François leu Benoit Berger, chapelier demeurant dans ladite ville, le domaine que Desbusses possède à Poisy, au village de l'Eglise, consistant en bâtimens, prés, jardins, cours, champs, vignes, marais, rëppes et châtaigneraie, ensemble, les biens que le sieur Bouchet a acquis dudit Desbusses par acte du dix avril mil huit cent vingt et un, Guillet, notaire, et un pré marais, lieu dit aux Places, soit à Grézy, inscrit sous le numéro cinq cent onze, contenant quatre journaux, cinquante toises, un pied, que ledit Bouchet a rédimé de Claude-Maurice Vindret, à qui Desbusses l'avait vendu par acte du vingt mai mil huit cent vingt. Rollier notaire, en outre la pièce vendue sous grâce de rachat, non expiré, par Desbusses à Claude Guillermain, à la charge par l'acquéreur d'exercer la faculté de réméré qui lui est cédée, enfin la part éventuelle d'un marais qui fait l'objet d'un procès, à charge par l'acquéreur de faire valoir les droits du vendeur qui lui cède le tout pour le prix de dix mille deux cents livres.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 8., art. 316 et sur le registre général d'ordre, vol. 41, case 189 et avoir reçu pour droit proportionnel, cinquante et une livres : timbre des registres et C. nonante centimes, droit de bureau, une livre cinquante centimes. Total, cinquante-trois livres, quarante centimes.

Annecy, le neuf février mil huit cent vingt-cinq. Le conservateur, signé Orsier.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte au vol. 118, art 19 et a payé, pour droit proportionnel sept livres quatre centimes, pour papier timbré nonante centimes; pour droit du bureau septante-cinq centimes; total huit livres soixante-neuf centimes. Annecy, le neuf février 1825. Le conservateur. Signé Orsier.

Extrait fait en conformité de l'art. 72 de l'Edit du 16 juillet 1822, des inscriptions hypothécaires prises contre Jean-Claude Desbusses, au bureau des hypothèques d'Annecy, jusqu'au 21 mars 1825 inclus.

DATE ET NATURE des Privilèges et Hypothèques.	Noms des Créanciers.	MONTANT des inscrip. ^{tes}
16 juillet 1818, vente, Cruset-Mouchet notaire, 15 juillet 1809; jugement du tribunal d'Annecy, inscrits le 17 mai.	Balleidier Joseph et Joseph - Marie.	512 8
26 Mai 1820, vente, Rollier notaire; 5 août 1820, quittance, Rollier n. ^o , inscrits le 12 juin.	Chapuis Jean-Marie.	5920 00

3 Février 1815, jugement du juge de paix d'Annecy susd. inscrit le 30 juin.	Arambourg François.	219	20
10 Juillet 1818, vente, Caille notaire; 10 novembre 1822, prorogation de délai, Caille n. ^o , inscrits le 25 octobre.	Guillermain Claude.	351	20
19 Brumaire an 12, acte, Philippe notaire, inscrit le 31 octobre.	Bouchet François-Mario.	900	00
4 Août 1806, obligation, Philippe n. ^o ; 29 mai 1820, et 4 juillet 1821, jugement du juge de Duing, inscrits le 31 octobre.	Gazel Joseph.	587	10
19 Avril 1808, jugement du tribunal de commerce de Genève, inscrit le 31 octobre.	Deshusses Charles.	510	00
25 Novembre 1806, obligation, Philippe n. ^o , inscr. le 31 octobre.	Deshusses Charles.	310	00
11 Octobre 1816, obligation, Duparc n. ^o , inscr. le 31 octobre.	Mugnier Jacques.	191	00
7 Août 1806, jugement du tribunal du département du Léman, inscrit le 31 octobre.	Lavorel Joseph, dit Gordin.	142	20
29 Décembre 1809, vente, Brunet n. ^o , inscr. le 31 octobre.	Lavorel Joseph,	838	00
16 Février 1801, jugement du tribunal d'Annecy; 8 pluviôse an 15, obligation, Vairat n. ^o ; 10 avril 1820, jugement du juge-maje du Genevois; 30 novembre 1818, jugement du même; autre jugement du même; 20 mai 1820, vente sous réméré, Rollier n. ^o ; 10 avril 1821, vente sous réméré Guillet n. ^o , inscr. le 31 octobre.	Bouchet Joseph, et Huot Anthelme.	5921	70
11 Octobre 1819, conventions, Rollier n. ^o , inscr. le 31 octobre.	Gunet Jean-Louis.	410	64
5 Juin 1818, obligation, Rutin n. ^o , inscr. le 31 octobre.	Patarle Etienne.	625	00

Toutes ces inscriptions ont été prises en mil huit cent vingt-trois.

Pour copie :

Pierre GIARDIN, substitut de M^e FALQUET, P.^r

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles du sieur Claude Ruchon, situés rière la commune des Marches, Mandement de Montmélan.

LE Tribunal de Judicature-maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par décret dudit Tribunal, en date du seize octobre année dernière, dûment enregistré le même jour, par M^e Daudé receveur, le sieur Claude Droguet, propriétaire cultivateur, domicilié de la commune des Marches, a obtenu contre le sieur Claude Ruchon, habitant rière ladite commune des Marches, la permission de lui faire faire l'ajonction prescrite par l'art. 94 de l'édit du 16 juillet 1812, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Blanchard, en date du vingt dudit mois d'octobre, quo, suivant le prescrit de l'art. 99 du même édit, sur requête présentée par ledit Claude Droguet, le Tribunal lui a permis, par son décret du dix-sept janvier dernier, enregistré le dix-huit même mois, de faire citer ledit Claude Ruchon, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Martin Mermet, en date du vingt-huit dudit mois de janvier, pour comparaître à l'audience de du cinq février proche échu; et à l'audience dudit jour, le Tribunal, sur les réquisitions de M^e Bernard, substitut de M^e Gariod, procureur dudit Claude Ruchon, a ordonné que M^e Blanchard, procureur dudit Claude Droguet, ferait au défendeur la communication des pièces requises, et a renvoyé les parties à paraître à son audience de douze dudit mois de février, et par ordonnance dudit jour, dûment enregistrée le dix-sept même mois, sous le droit de cinq livres, signé Daudé; le Tribunal, M. l'Avocat-fiscal oui dans ses conclusions, en donnant acte des offres, déclarations, acceptations et consentement respectifs des parties, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il sera procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du dix-sept janvier dernier, et sur le manifeste qui sera dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal du cinq avril courant, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier, pour faire la notification, en conformité du susdit édit du 16 juillet 1812. La susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du Tribunal, du dix-sept janvier dernier, de même que les susdites ordonnances des cinq et douze février proche échu, et enregistrement du tout ont été signifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commis, en date du quatre

mars dernier, audit Claude Ruchon en personne; et une copie authentique du tout, signée par ledit M^e Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate du certificat du cinq dudit mois de mars, mis au bas dudit exploit, ledit certificat, signé par M. Doumenge, conservateur, qui a perçu 4 liv. 82 cent.

Manifeste a été dressé le huit mars échu, enregistré le neuf, et les publication, notification et insertion au Journal, prescrites par le susdit édit, ayant été faites, ledit Claude Ruchon, par sa requête présentée audit Tribunal, le vingt-six même mois, s'est pourvu en nullité dudit Manifeste, et, par ordonnance du vingt-neuf dudit, enregistrée cejour d'hui, sous le droit de trois livres, signé Houdé piteudue en contradictoire dudit Claude Droquet, le Tribunal, M. l'Avocat - Fiscal oui, attendu que la contenance attribuée dans le Manifeste dont il s'agit au numéro deux mille cent septante et un de la mappe des Marches est très-inférieure à celle que comporte réellement le susdit numéro, d'après la mappe et le cadastre, et qu'en conséquence, ledit Manifeste se trouve irrégulier, sans s'arrêter audit Manifeste, a ordonné que, par le Greffier de ceans, il sera procédé à nouveau Manifeste des immeubles à subhaster, et a fixé, pour l'adjudication préparatoire, l'audience du six mai prochain, à deux heures du matin.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

N.^o 185, champ dit au Clos, commune des Marches, de la contenance de 41 toises, de la taille cadastrale de 2 sous, confiné des levants et nord par le champ de François Ruchon, du midi par un chemin.

N.^o 190, champ au Carroz, de la contenance de 243 toises 7 pieds, de la taille de 11 sous 7 deniers, confiné au levant par le champ de Claude Perceval, du nord par celui d'Aimé Hal, du midi par celui de la veuve d'Urbain Perceval, et du couchant par un chemin.

N.^o 332, champ à Pracartery, de la contenance de 88 toises six pieds, de la taille de 4 sous 7 deniers, confiné des midi et levant par la grande route de Grenoble, et du nord par un chemin public.

N.^o 1599, pré à Champ-Long, de la contenance de 188 toises 6 pieds, de la taille de 4 sous 1 denier, confiné au levant par Ruchon François, et au couchant par Ruchon Claude.

N.^o 1451, pré au Pralin, de la contenance de 215 toises 6 pieds, de la taille de 7 sous 4 deniers, confiné au levant par la terre de Pernel Jean, et du couchant par celle d'Antoine Vétier.

N.^o 1032, grange vers les Granges, de la contenance de 10 toises 2 pieds, de la taille de 8 deniers, confiné au levant par la cour des conjoints Simon, du midi par la grande route

de Grenoble, et des couchant et nord par la pièce de Maurice Perceval.

N.^o 2095, champ en Drouilly, de la contenance de 150 toises 1 pied, de la taille de 12 sous, confiné, par Jean-Baptiste Bal, du levant, et Jacques Rey, du couchant.

N.^o 2109, champ au dit, de la contenance de 199 toises 1 pied, de la taille de 12 sous quatre deniers, confiné par François Ruchon, nord et couchant, et par le champ de Maurice Perceval, du midi.

N.^o 2171, vigne à Cresmont, de la contenance d'un journal, 386 toises, 7 pieds, de la taille de 4 livres, 16 sous, 9 deniers, confinée par la vigne des frères Tissot du levant, par un chemin du midi, et par la vigne des hoirs Vivian du nord.

N.^o 2247, maison aux Marches, de la contenance de 6 toises 9 pieds, sans taille, confinée au levant par la rue publique du Bourg, au midi par Maurice Clerc, et au nord par les frères Cassel.

N.^{os} des communaux de la première division 488, 489 et 450, vignes et champs aux Abîmes, de la contenance de 120 toises chaque numéro, et en total 360 toises, confinés du levant par la grande route des communaux, des midi et nord par les terres de Claude Collomb; ces biens sont assujettis à une taxe qui sert à payer les dépenses locales, elle est de 4 livres 50 centimes par journal.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Que les enchères excéderont la mise offerte par le poursuivant, qui est de douze cents livres;

2.^o Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives;

3.^o Qu'il entrera en jouissance après l'adjudication définitive;

4.^o Qu'il payera le prix de son adjudication ainsi et de la manière que sera ordonné par le Tribunal;

5.^o Qu'il restera chargé de payer seul et sans diminution du prix d'adjudication, tous les frais ordinaires de poursuite qui auront été faits dès l'ordonnance qui autorise ladite vente, et c'est la tout dans les huit jours qui suivront l'adjudication définitive, et entre les mains dudit M.^e Blanchard, procureur dudit Claude Droguet;

6.^o L'acquéreur sera tenu d'exécuter tout ce qui est prescrit en pareil cas par le susdit édit du 16 juillet 1822, notamment de faire transcrire à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'acte d'adjudication sur les biens vendus en faveur de la masse des créanciers, ainsi que du débiteur Claude Ruchon, de quoi l'acquéreur devra justifier dans la huitaine, et avant qu'il lui soit délivré expédition du verbal d'adjudication.

En exécution des ordonnances et décrets sus-énoncés, et à la requête dudit Claude Droguet, ayant pour procureur M.^e Char-

Les Blanchard, aîné procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje, séant à Chambéry (2.^{me} section) rue Juiverie, maison d'Allinges, le vendredi, 6 mai prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par le poursuivant, qui est de douze cents livres.; et ledit jour, six mai, ne s'étant point présenté d'enchérisseur, le Tribunal a provisoirement adjugé les immeubles dont il s'agit au poursuivant, pour la mise à prix par lui offerte, et a fixé l'adjudication définitive au dix juin prochain, à neuf heures du matin et les enchères seront de nouveau ouvertes ledit jour, sur le prix de l'adjudication préparatoire qui est de douze cents livres neuves.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent deux du susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier baissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, afflications, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 5 avril 1815.

C. REVEL, Subst. Gr.

Enregistré à Chambéry, le 5 avril 1815, vol. 23, case 330, folio 34 verso. Perçu trois livres. Signé BAUD.

A M. le Juge-Maie de Haute-Savoie.

Supplie humblement Joseph Duret, cultivateur, habitant à Marthod, lequel, pour l'effet de la présente et autres actes subséquens jusqu'en fin de cause, fait élection de domicile en la personne et étude de M^r. Etienne-François-Léodare Raymond, procureur près le Tribunal de Judicature-Maje, en sa maison d'habitation à Conflans ;

Et dit que, par contrat du trente août dix huit cent vingt, reçu par le notaire Pegin de résidence à Marthod, la Jeanne-Baptiste Michel-Boëx, son épouse, et procuratrice générale par acte y énoncé, a acquis, pour et au nom du suppliant, de Claude fils de défunt Joseph Perrier-Rosat, natif dudit Marthod, domicilié à Conflans ;

1.^o Une pièce de champ située lieudit au Mollies, masse de Balme - dessus, contenant trois journaux et vingt-sept toises ;
2.^o une pièce de bois située au même lieu, attigüe à la pièce de champ ci-devant, contenant deux cent cinquante-sept toises, le tout fixé sous les numéros relatifs à la mappe et cadastre de Marthod 761 et 763, couronné au levant par un chemin public, au midi par un ruisseau, au couchant par les bois de Pierre

Daret et au nord par Joseph Duoud - Henry ; 3.^e une pièce de vigne située lieu dit à la Côte, mêmes masse et territoire que dessus, contenant en tout cent trente-six toises, figurée sous partie du numéro 740, confinée au levant par ledit Duoud-Henry, au midi par les bois d'Etienne Carcey et au nord par Claude Mont-Vignier, et sous tous autres confins et numéros en cas d'erreur ou omission.

Le vendeur a déclaré vendre, sans s'en rien réserver, tout ce qu'il possédait et avait droit de posséder auxdits lieux, en quoi que le tout consistât ; et c'est avec desdits biens, les entrées, sorties, propriété, commodités, appartenances et dépendances quelconques, pour l'acquéreur en disposer et jouir dès le jour, sous les impôts et droits y affectés dès le premier janvier suivant.

Cette vente a été consentie pour le prix de seize cent quarante livres neuves, dont quatre cents furent payées lors du contrat ; et douze cent quarante livres payables aux créanciers antérieurs et privilégiés du vendeur, dans le terme de deux ans, lors suivant, avec intérêts pour les dix premiers mois au deux et demi pour cent, et dès-lors au cinq.

Ce contrat a été déposé et transcrit au Bureau des hypothèques de cette province, le 27 mars 1823, ainsi qu'en constate du certificat ci-joint délivré par le conservateur.

Le suppliant joint également le certificat qu'il s'est fait délivrer de toutes les inscriptions existantes contre ledit Claude Perrier-Rosat, et dont l'état sera mis en fin de la présente, en trois colonnes.

Le suppliant déclare aussi être prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité de la même manière qui sera déterminée par le Tribunal de judicature-maje, le tout cependant jusqu'à concurrence de la somme dont il reste débiteur en vertu du contrat sus-narré, Pepin notaire.

A ces fins il recourt

A ce qu'il vous plaise, M. le juge-maje, permettre au suppliant de faire notifier par le premier huissier ou sergent royal requis, qu'il vous plaira à ces fins commettre, aux créanciers dénommés dans l'état ci-après et au domicile par eux élu, ainsi qu'audit Claude Perrier-Rosat, habitant à Conflans, copie tant de la présente requête, que du certificat de transcription et du susdit état des inscriptions.

Sur ce plait pourvoir ; signé Joseph Duret et M.^e Raymond
procureur.

*ÉTAT des inscriptions existantes sur les biens de Claude Perrier-
Rosat, natif de Marthod et habitant à Conflans.*

DATE et nature des privilèges ou des hypothèques.	N O M S des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
1 ^o Acte de transport du 28 novembre 1821, Pepin n. ^{re} , inscrit le 2 janvier 1823.	Regairaz J. ⁿ -Baptiste, tanneur, habitant à l'Hôpital, domicile élu à Conflans, dans l'étude de M. ^e Fleuret proc. ^r	1652 00
2 ^o Deux jugemens rendus par le tribunal civil du département du Mont-Blanc des 17 thermidor an 7 et 7 ventôse an 8 ; une sentence du Juge-Maje de Haute-Savoie, du 7 juillet 1820, inscrits le 4 mars 1823.	Jacquemod Bernard, négociant, habitant à l'Hôpital, ayant son domicile élu en sa demeure audit lieu.	3000 00
3 ^o Jugement du Juge-de-paix d'Ugine, du 1. ^{er} prairial an 7 ; autre jugement de celui de Faveyges, du 11 thermidor an 15, inscrits le 28 mai 1823.	Sp.ble Bompard Jean-Jacq ^t -Alexandre, avocat, habitant à l'Hôpital, domicile élu en sa personne et demeure audit lieu.	183 60
4 ^o Contrat de rente constituée du 26 septembre 1776, Delallier notaire, inscrit le 22 août 1823.	L'administration des pauvres de Marthod, domicile élu audit lieu, en la personne et demeure de M. ^e Pepin n. ^{re}	290 58
5 ^o Contrat dotal du 4 février 1783, Delallier notaire, et contrat de vente du 23 décembre 1815, Voutier n. ^{re} , inscrits le 25 octobre 1823.	Perrier-Rosat Jeanne-Françoise et Passet Joseph feu Claude, habitans à Conflans, domicile élu audit lieu, en la personne et demeure de M. ^e Raymond, proc. ^r .	1800 00

6^e. Contrat de vente du 30 août 1820, Pepin notaire, inscrit le 27 octobre 1823. Duret Joseph, habitant à Marthod, domicile élu à Conflans. la personne et demeure de M^e Reymond, procureur. 600 00

7^e. Acte du 26 septembre 1812, Voutier notaire; sentence du juge immédiat de Conflans, du 13 mai 1815; autre du juge-maje de Haute-Savoie du 19 octobre 1816, inscrits le 30 octobre 1823. Jacquemod S.^r Joseph feu Michel, habitant à Conflans, domicile élu en sa personne, audit lieu. 405 10

8^e. Sentence du juge-maje de Haute-Savoie, du 31 août 1821, inscrite le 31 octobre 1823. Maulin Jean, maître maçon, habitant à Comptornois en Piémont, domicile élu à Conflans, en la personne et demeure de M^e Reymond, procureur. 100 00

Le présent état certifié conforme au certificat délivré par le conservateur, le 1.^{er} juillet 1824, signé Reymond, procureur.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Conflans, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M^e Reymond, procureur à Conflans, un acte de vente de biens immeubles ci-après désignés, en faveur de Joseph Duret, représenté par la Jeanne-Baptiste Boëx, sa femme, de Marthod, situés dans la commune de Marthod, arrondissement de la juridiction-maje de Haute-Savoie. faite par Claude Perrier-Rosat, domicilié à Conflans, le 30 août 1820, Pepin notaire;

Pour le prix de seize cent quarante livres neuves, dont quatre cents payées et les douze cent quarante restantes déléguées aux créanciers du vendeur.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, volume premier, art. 411, et sur le registre général d'ordre, vol. 7., art. 9., et avoir reçu pour droit proportionnel, 8 livres, 20 centimes; pour droit de timbre, 50 centimes; pour salaire, une livre, 50 centimes: total 10 livres et 20 centimes. A Conflans, le 27 mars 1823.

Le conservateur, signé Delachenal.

J'ai aussi fait l'inscription d'office, résultant de l'acte susdit, en volume 12, art. 197, et reçu, pour droit et timbre, 1 livre, 53 centimes, pour salaire, 75 centimes. Total 2 liv. 28 centimes.

A Conflans, le 27 mars 1823.

Le conservateur, signé Delachenal.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES.

1.^o Une pièce de champ située aux Mollies, mas de Balme-dessus, contenant trois journaux et vingt toises; 2.^o une pièce de bois située audit lieu, attiguë audit champ, contenant deux cent cinquante-sept toises, le tout sous les numéros de la mappe dudit lieu 762 et 763, tenant du levant par un chemin public, du midi par un ruisseau, du couchant par les hoirs de Pierre Duret, et du nord par Dunand - Henry Joseph; 3.^o une pièce de vigne située lieudit à la Côte, même mas que dessus, contenant en tout cent trente - six toises, sous partie du numéro 740, tenant du levant par ledit Dunand - Henry, du midi par les hoirs d'Etienne Carcey, et du nord par Mont-Vignier Claude.

Le conservateur, signé Delachenal.

TENEUR DE DÉCRET.

(N.^o 1039 R. G.) Vu la requête ci-devant et les pièces y jointes, est permise la notification requise, et, à ces fins, est commis l'huissier Janin, Conflans, le six mai 1825. Signé par sp.^{ble} Ravier, juge-maje; et contresigné par M.^e Décarte, substitut-greffier.

TENEUR D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Conflans, le sept mai 1825, volume sept, numéro 1215; reçu deux livres. Signé Delachenal, receveur.

Pour copie conforme :

J. RAYMOND, p.^r

MANIFESTE

Pour la vente par subhastations du domaine de Bois-Plan, situé sur le territoire des communes des Marches, Saint-Baldophe, Apremont et Saint-Jeoire, dépendant de la discussion du sieur Joseph Beuregard.

La Royale Délégation, établie par lettres-patentes de Sa Majesté, du 21 septembre 1824, fait savoir que par son décret du 6 du courant mois, mis sur requête des ayudies de la faillite du sieur Joseph Beuregard, ayant pour procureur M.^e Mougnet (enregistré à Chambéry le même jour, sans le droit de 6 liv.). il a été dit et ordonné que le domaine de Bois-Plan, dépendant de la discussion dudit sieur Joseph Beuregard, sera exposé en vente par une seule enchère, pardevant le Tribunal de judicature-maje de cette ville, à ces fins-commis, sur la mise à prix portée par la soumission du sieur Philippe Galloz, du 27 avril

dernier, Cot, notaire, et qu'il serait dressé manifeste par le secrétaire de la délégation.

En conséquence, le Tribunal de judicature-maje de cette province, par son décret du 7 du même mois de mai (enregistré à Chambéry le même jour, sous le droit de deux livres), mis sur requête présentée par les syndics de la seigneurie, ayant fixé au 10 juin prochain l'enchère dont il s'agit, la délégation ordonne que le domaine ci-après spécifié par nature, numéro, situation, dénomination, contenance, confins, taille cadastrale et mise à prix, sera exposé en vente par une seule enchère, et expédié au plus offrant et dernier enchérisseur, sous les clauses, charges et conditions, et aux jour, lieu et heure ci-après indiqués.

Désignation des immeubles à vendre.

PREMIER LOT.

ARTICLE PREMIER.

Biens situés sur la commune de Saint-Jeoire.

Pré situé aux Abîmes, pour moitié figuré par le numéro 924, de la contenance de 2 journaux, 94 toises, 7 pieds; taille 1 livre, 1 sou, 4 deniers.

Acquis de Joseph Gounet, par acte du 12 février 1820, Cot, notaire.

Terre labourable audit, figurée à la mappe par le numéro 925, de la contenance de 4 journaux, 124 toises; taille 2 livres, 1 sou, 1 denier.

Acquis de madame la marquise d'Oncieu, par acte du 20 février 1828, Saint-Martin, notaire.

Ces deux immeubles confués à l'article 2.

ARTICLE II.

Biens situés sur le territoire des Marches.

Terre labourable au Greppet, inscrite sous le numéro 2492, pour la contenance de 2 journaux, 13 toises, 6 pieds; taille 1 livre, 13 sous, 11 deniers.

Ce numéro, ainsi que les deux précédens, ne forment qu'une seule pièce, confinée au nord par le champ de M.^c Marschal, et au couchant par le pré des Mouschous, et au levant par le seigneur d'Allinges.

Champ au Greppet, figuré à la mappe, par partie, du n^o 2436, de la contenance de 198 toises, 1 pied, confiné au levant par la propriété du sieur Dovagnet, ainsi que du midi, au couchant par le numéro 2518, porté au 2^e lot, taillé à 16 sous, 4 deniers.

Pré à Gellier, inscrit sous le numéro 2530, de la contenance de 1 journal, 123 toises, 7 pieds, taillé à 12 sous, 1 denier; taillé au midi par celui du sieur Tronchet de Chacard, au nord par le numéro 2526, ci-après spécifié, au midi par le n^o 2531 du 2^e lot.

Pré audit, inscrit sous les numéros 2538 et 2539, de la contenance ensemble de 392 toises, 3 pieds, confiné au nord, et partie

au levant, par le numéro 2556, appartenant au sieur Tronchet, et par les propriétés de Noiray Jacqueline, au midi et levant par celle vendue au sieur Cléri, et au couchant par la rivière; taillé 11 sous, 7 deniers.

Pré audit, figuré par le numéro 2526, de la contenance de 2 journaux, 15 toises, taillé à 12 sous, 1 denier, et se confie par le surplus du domaine à adjuger de toutes parts, sauf au nord et couchant par la propriété du sieur Chevallier et des frères Queuard.

Pré audit, de la contenance de 290 toises, 7 pieds, figuré par le numéro 2524, taillé à 8 sous, 5 deniers, confiné par celui du sieur Chevallier au midi, les frères Queuard au couchant, et divers propriétaires de Saint-Baldoph au levant.

ARTICLE III.

Biens situés sur le territoire de Saint-Baldoph.

Pré au Grand-Pré, inscrit sous le numéro 61, contenant 1 journal, 272 toises, 4 pieds, taillé à 8 sous, 7 deniers, ne formant qu'une seule pièce avec le suivant.

Autre pré audit, sous numéro 193, contenant 63 toises, 5 pieds, taillé 10 deniers.

Ces deux numéros se confinent au nord et couchant par la propriété de Joseph Chevallier, Joseph Queuard et de madame Dérperse, au midi par madame Domenget, et au levant par un ruisseau.

Pré audit, de la contenance de 86 toises, 3 pieds, confiné au nord par celui de madame Dérperse, au midi par celui d'Élieux Béliem, au levant par celui de la dame Domengat-Rivaud. Ce pré, inscrit sous le numéro 54 de la mappe, est taillé à 1 s., 1 den.

ARTICLE IV.

Biens situés sur le territoire d'Aprémont.

Pré au Pré-Perrier, figuré à la mappe par les numéros 652 et 653, de la contenance de 2 journaux, 162 toises, 2 pieds, confiné au nord par la commune de Saint-Baldoph, au levant par celui du sieur Bovagnet, et au midi par celui du seigneur de Candie; taillé 1 livre, 9 sous, 4 deniers.

ARTICLE V.

Vigne et cellier sur le territoire des Marches.

Vigne en un seul mas et en plein rapport, située aux Ahimes de Myons, avec un cellier construit à neuf, et un pressoir, figurée à la mappe des communaux par les numéros 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, de la contenance de 4 journaux, 267 toises.

Tout cet immeuble provient des communaux partagés des Marches; il ne paye qu'une redevance à la commune, et n'est assujéti à aucune taille cadastrale; il est confiné au nord et couchant par un chemin public, au midi par le champ et vignes de Joseph Chamoux.

ARTICLE V (bis).

Cheptel, outils aratoires.

Deux paires de bœufs, sept vaches, un taureau de trois ans, un charriot, une charrue complète, une herse en mauvais état, un tombereau *idem*, une chaîne en fer, deux jougs.

Ce lot sera exposé aux enchères, d'après les bases de la soumission susdite, sur la mise à prix de 8208 livres neuves.

DEUXIÈME LOT.

Biens fonds acquis par ledit sieur Joseph Beguegard, du sieur Jean - Louis Perrotin, trésorier de la ville de Chambéry.

ARTICLE VI.

Immeubles situés sur le territoire de la commune des Marches.

Champ et jardin, situés au Greppet, dit territoire, inscrits à la mappe sous le numéro 2518, en partie, pour la contenance cadastrale de 26 journaux et 66 toises, sans taille.

Ce champ et jardin se confient au levant par divers particuliers de la commune de Saint-Baldoph, du côté du nord et du couchant par des chemins publics, du midi par les pâturages mentionnés au septième article ci-après, pour partie.

Pâturage au Greppet, figuré par les numéros 2469, 2470, 2476 et 2477, de la contenance de 1 journal, 46 toises, 7 pieds, taillé à 18 sous.

Il se confie au nord par le champ et jardin portés à l'article qui précède, au midi par celui de l'Hospice de la Charité, et 0° 2471.

Prés marais et terre labourable, au Greppet, inscrits sous les numéros 2517, 2530, 2531, 2534, 2535, de la contenance de 17 journaux, 330 toises, 7 pieds, taillés 10 sous, 6 deniers.

Se confient au nord par le surplus du numéro 2517, qui appartiennent à divers particuliers de Saint-Baldoph, Guiller Hugues, Domenge Gaspard, Bouvine Charles, Michellon Joseph, Maison André, et Joly François; au midi par les prés du sieur Troarbet de Chacossard et de François Noiray, et au levant par le grand chemin, tendant de Chambéry aux Marches.

Ce lot sera mis aux enchères, d'après les bases de la soumission précitée, sur la mise à prix de 7200 livres neuves.

Total général pour les deux lots, 15408 livres neuves.

Ces biens seront mis aux enchères, lot par lot, et sur la totalité.

Clause de charges et conditions générales de la vente.

Premièrement Les acquéreurs entreront en jouissance immédiatement après leur adjudication définitive, compris la récolte pendante par racines, à la charge par eux de payer toutes les impositions afférentes sur les propriétés pour la courante année.

Secondement. Dans le cas que ledit immeuble, qui sera exposé aux enchères lot par lot, n'obtiendrait aucune enchère pour la totalité, il sera facultatif aux syndics de déclarer que l'ensemble du domaine reste à vendre, s'il n'y a pas eu enchère sur chaque lot dont il se compose, ou de consentir l'adjudication de ceux des lots sur lesquels il y a eu enchère.

Troisièmement. Les adjudicataires prendront lesdits immeubles

tels qu'ils existeront, et se trouveront possédés par les créanciers de la discussion, au moment de l'adjudication définitive, avec leurs appartenances et dépendances, servitudes actives et passives, s'il en est, sans aucun recours pour erreurs de numéro, confins, désignation, contenance, le tout étant à leur profit comme à leur perte, et étant simplement subrogés aux lieu et place des créanciers, en tous leurs droits, avec cession qui leur est faite de toutes les actions possessoires.

Quatrièmement. Ils payeront le prix de leur adjudication, quand et à qui sera ordonné par la royale délégation, avec l'intérêt légal.

Cinquièmement. Les adjudicataires qui déclareront avoir mis pour eux et leurs amis à élire, resteront principaux obligés, comme acquéreurs directs, si la ou les personnes en faveur desquelles ils feront la déclaration de command, ne sont pas agréées par la royale délégation.

Sixièmement. En outre, et sans diminution sur le prix de l'adjudication, ■ ou les adjudicataires seront tenus de payer tous les frais de la formalité des enchères, manifeste compris, et ceux de l'expédition, dont il sera donné connaissance au moment de l'ouverture des enchères; ils payeront de plus, tous frais et loyaux coûts de leur contrat de vente, et en remettront copie authentique entre les mains de MM. les syndics, dans le terme d'un mois, à partir de sa date. Tous ces frais seront payés au marc la livre, du montant de chaque adjudication, s'il y a plusieurs adjudicataires.

ENCHÈRES.

L'unique enchère des immeubles ci-dessus désignés aura lieu à l'audience du Tribunal de judicature-maje, siégeant à Chambéry (deuxième section), rue Juiverie, maison d'Allinges, le 10 juin prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix offerte par le sieur Philippe Galloz, ^{13.000 fr.} 13.000 fr.

SAVOIE :

Pour le premier lot, de 8108 livres neuves.

Pour le deuxième lot, 7200 livres; et pour la totalité, sur le montant réuni des mises à prix, ou enchères des deux lots.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité des articles 77 et 102 de l'édit du 16 juillet 1812.

Mande à ces fins, la royale délégation, au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, affichations, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, le 11 mai 1825.

Par la royale délégation,

Jean-Léopold COT, notaire.

Enregistré à Chambéry, le 18 mai 1825, volume 23, (droits judiciaires) folio 197 recto, caso 1900; perçu pour droit trois livres. Signé BAUD.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 27 Mai.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 26 mai, Vendredi dernier, on a célébré ici, la solennité ordinaire, l'anniversaire du 20 mai, jour de l'heureuse rentrée du Roi dans la Capitale de ses Etats de terre ferme. A dix heures du matin, S. Exc. M. le Gouverneur général du Duché, accompagné de M. le Général Commandant de la Division, de l'Etat-Major et de MM. les Officiers de résidences en cette ville, s'est rendu à la Métropole, pour assister à la Messe, qui a été suivie du Te Deum et de la bénédiction du Saint-Sacrement. Pendant la cérémonie, les troupes de la garnison ont fait la parade et des autres de mousqueterie.

— Mardi, 24 de ce mois, près de deux cents personnes des paroisses de Saint-François-de-Sales, de Notre-Dame, de Lémenc et de Maché, ont reçu, dans l'église métropolitaine de cette ville, la Communion et la Sacrament de la Confirmation. Pendant la cérémonie, qui a duré sept heures et demie, Mgr. l'Archevêque, revêtu des habits pontificaux, a adressé aux assistants deux exhortations simples et touchantes. Avant de se retirer, l'in-fatigable Prelat est monté en chaire et a donné ses avis posthumes à ceux qui venaient d'être confirmés. Il leur a parlé avec beaucoup de force contre le respect humain ; il s'est étonné qu'il puisse encore se rencontrer des personnes qui rougissent de ce qu'il y a de plus raisonnable, conduite qui ne peut avoir pour cause que l'ignorance ou la plus honteuse faiblesse. « Pour vous, leur a-t-il dit en substance, qui avez reçu aujourd'hui la force d'en haut, et qui sans doute avez contracté dans le secret de nouveaux engagements envers Dieu, j'aime à croire que toujours vous vous ferez gloire de professer cette Religion divine, source du véritable honneur et de tout sentiment vertueux, sur laquelle se repose l'existence des sociétés et même des familles. »

EAUX THERMALES D'AIX-EN-SAVOIE.

« Le Cercle établi à Aix en 1824, dans le Château, par une réunion de propriétaires dévoués au Roi et à la patrie, qui a été honoré de la présence de LL. MM., et qui a obtenu les suffrages de toutes les personnes qui s'y

trouvaient alors, a été considérablement augmenté et embelli. On y voit actuellement : 1.^o Plusieurs salons élégamment ornés, destinés aux bals, aux jeux et à la musique : un excellent piano et divers instrumens sont à l'usage des amateurs; quatre artistes attachés à l'établissement feront de la musique tous les jours; 2.^o Deux salles de billard et des jeux d'échecs; 3.^o Un salon de lecture, dont une des faces est un monument romain, où l'on trouve six journaux et où sont réunis 7 à 800 volumes d'ouvrages choisis, dont un grand nombre de nouveaux; 4.^o Une jolie salle de spectacle, où les acteurs du Théâtre Royal de Chambéry joueront trois fois par semaine; cette troupe sera augmentée de quelques acteurs de Paris; Un Café, des jardins, un parc spacieux, des balançoires, des jeux d'exercice, etc.

» Cette réunion (dans un très-beau local) de tous les genres d'agrémens, qu'on ne trouve ailleurs que séparés et seulement dans les grandes villes, permet d'assurer que cet établissement, créé et entretenu à grands frais, dans des vues patriotiques, étrangères à tout calcul d'intérêt particulier, n'a point d'egal dans aucun des lieux où l'on fréquente des eaux minérales. »

A V I S.

MM. les Carés sont priés de vouloir bien prévenir leurs parisiens, que, par des dispositions prises dans l'intérêt public, la mendicité est défendue chaque année dans la ville d'Aix, depuis le 1.^{er} mai jusqu'au 1.^{er} octobre, et que les contrevenans seraient atteints par les mesures de police ordonnées à ce sujet.

A V I S. — Adjudication de travaux publics.

Samedi 4 juin 1825, à onze heures du matin, il sera procédé à Chambéry, au bureau de l'intendance générale de la division de Savoie, aux enchères pour l'adjudication de la construction d'un presbytère dans la commune de la Rochette, évaluée à 9223 francs, 1 c., et à devoir être exécutée dans les six mois à dater du contrat, sous peine du rabais d'un vingtième.

P I É M O N T.

Turin, 19 mai. Hier sont arrivés en cette capitale S. Exc. M. le duc de Blacas d'Aulps, Pair de France, ambassadeur de S. M. T. C. à la Cour des Deux-Siciles, venant de Paris, et S. Exc. M. le duc de Rohan, Pair de France, venant de Rome.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

Il paraît qu'il n'y a eu encore que quelques escarmouches entre les Grecs et les troupes d'Ibrahim-Pacha qui se sont approchées de Nafarin. Les nouvelles données sur des succès réciproques des Turcs et des Grecs sont vraisemblablement exagérées du part et d'autre. On ne connaît point encore avec certitude les opérations du Séraskier Reschid-Pacha, qui marche par terre contre la Morée, ni celles du pacha de Négrepont. La première division de la flotte de Constantinople est partie de côté des Dardanelles, sous le commandement de vice-amiral Tachyr-Bey,

Le bill pour l'émancipation des Catholiques, qui a passé à la Chambre des Communes, a été porté par l'orateur de cette Chambre, suivi d'un grand nombre de membres, à celle des Pairs, où la première lecture a eu lieu, sur la motion de lord Donoughmore.

— La seconde lecture du bill pour l'émancipation des catholiques a été *refusée* à la Chambre haute par 178 voix contre 130.

— A la Chambre des Communes, M. Canning a déposé sur le bureau le traité signé par M. Stratford-Canning, entre la Russie et l'Angleterre, au sujet des possessions nord-ouest de l'Amérique.

F R A N C E.

Paris, 17 mai. M. le cardinal duc de Clermont-Tonnerre, vicaire de France, archevêque de Toulouse, et M. le comte de Latil, archevêque de Reims, sont nommés Commandeurs des Ordres du Roi.

— Il est décidé que S. M. ne fera son entrée à Paris, après le sacre, que le 6 juin.

— M. le baron de Stroganoff, ambassadeur extraordinaire de Russie, est arrivé le 14 à Paris.

— M.^{me} la duchesse de Northumberland, épouse de M. le duc ambassadeur extraordinaire de S. M. B., a été reçue avec le cérémonial ordinaire, par S. A. R. M.^{me} la Dauphine (représentant la Reine).

— La Chambre des Pairs a adopté la loi qui règle définitivement les comptes de 1823, et celle des crédits supplémentaires pour 1824.

19 Mai. Plusieurs bataillons de la garnison de Paris viennent de partir pour Reims.

— M. le lieutenant-général comte de Lowenhilsm, envoyé extraordinaire de Suède en France, pour assister au sacre de S. M., est arrivé à Paris, accompagné de M. le baron de Geer, chambellan, et de M. Silverstorp, officier d'état-major.

— Selon le *Stur*, la dépense du voyage du duc de Northumberland montera, d'après les calculs les plus modérés, à 50 mille livres sterling. Sa rainette plate a été assurée pour une valeur de 100 mille liv. sterl., et une seule caisse de bijoux de la duchesse l'a été pour une valeur de 60 mille livres sterl.

— La ville de Reims donnera, pendant quatre jours, des dîners de 3a couverts aux grands dignitaires, pairs de France, membres de la Chambre des Députés, officiers de la maison du Roi, etc.

21 Mai. La Chambre des Députés a adopté le budget de 1826, à la majorité de 286 boules blanches contre 43 noires.

— S. M. a reçu, en audience particulière, S. Exc. M. le comte Alfieri de Sotegno, ambassadeur de Sardaigne.

Actions de la banque de France : 2165 fr. : 2175 fr.

Cinq pour cent consolidés : 101 fr., 25 c. : 101 fr., 70 c. : 101 fr., 25 c.

Trois pour cent, j. de juin : 75 fr. : 74 fr. 70 c.

Le 14 mai, LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice d'Autriche sont allés en devant de LL. MM. le Roi et la Reine des Deux-Siciles, jusqu'à un pavillon érigé à un mille de la Porte Romaine, où LL. MM. Siciliennes sont arrivées vers les 10 heures. Les deux couples augustes ont pris place dans la même voiture, ouverte, et sont entrés à Milan, avec leur suite, au milieu des applaudissements d'une foule immense. Le 15, sont arrivés à Milan S. M. l'archiduchesse duchesse de Parme, S. A. l'archiduc grand-duc de Toscane et la princesse sa sœur.

S U I S S E.

Des orages, accompagnés d'une grêle désastreuse, qui ont eu lieu le 27 et le 28 avril, ont causé beaucoup de dégâts dans plusieurs communes du canton de Berne et dans le Brégoz. A Fribourg, presque toutes les fênes ont été brisées. La plupart des sources du Tyrol sont taries par l'effet de la sécheresse. Le quart de la ville de Lienz, dans le même comté, a été le proie des flammes, dans la nuit du 16 au 17 avril.

V A R I É T É S.

ÉCONOMIE RURALE.

Observations et conseils pratiques sur l'engraissement des veaux, des vaches et des bœufs dans le Canton de Genève; Mémoire couronné par la Classe d'Agriculture de la Société pour l'avancement des Arts à Genève;

Par J. C. Favre, Médecin vétérinaire de la République et Canton de Genève, ancien Répétiteur à l'Ecole Royale Vétérinaire de Lyon, etc. etc. Broch. in-8.^o de 63 pages; A Genève, chez J. J. Paschoud; 1824.

L'auteur, dans un court Avertissement, fait d'abord quelques utiles observations. Si l'engraissement du bétail enrichit quelques cultivateurs, il peut en appauvrir d'autres. Deux causes, dit M. Favre, peuvent rendre cette industrie ruineuse, ou du moins peu lucrative, savoir, l'erreur de spéculation et le défaut de méthode. L'engraissement, lorsqu'il y a défaut de convenance, est une fausse spéculation et devient ruineux, si l'on en fait l'un des principaux objets de l'exploitation. Pour ne pas se décider au hasard, il faut savoir, dit l'auteur, 1.^o à quel prix on peut faire consommer son fourrage par tout autre emploi, et à quel prix il sera vendu, en le faisant manger à des bestiaux à l'engrais; 2.^o si la qualité des four-

reges et des eaux favorise l'engraissement. Il faut encore s'assurer si l'on aura un débit facile, et si le temps le plus opportun pour la vente est en même temps celui qui correspond aux facilités et aux moyens de l'engraissement.

Comme chacun doit consulter sa situation, et qu'une infinité de circonstances particulières peuvent faire varier les chances de succès, l'auteur n'a pas cru devoir entrer dans des détails relatifs au plus ou moins de convenance sous les rapports de localité, par la raison que ces détails ne peuvent être susceptibles d'applications générales. Il suffit d'observer que, pour réussir, il faut d'abord bien connaître ce que l'on veut et ce que l'on peut faire, les écueils à éviter, les moyens à préférer, et s'attacher ensuite à une bonne méthode d'exécution.

L'instruction pratique de M. Favre est divisée en deux parties. Dans la première, il traite des divers degrés de maigreur et de graisse, de la graisse et de ses différences, du choix des individus et de la différence des races; ce qui forme le sujet de cinq chapitres consécutifs.

La seconde partie, spécialement consacrée à la pratique, est divisée en trois chapitres, où l'auteur expose la méthode d'engraissement et les détails d'exécution, appliqués respectivement aux veaux, aux vaches et aux bœufs.

Le Mémoire est terminé par quelques Notes instructives sur la qualité des cuirs, sur la moyenne de pesanteur en chair, suif et cuirs, sur les qualités du lait, sur les qualités propres à faire des veaux gras, et sur la difficulté d'estimer la valeur comparative des fourrages-racines.

Ce Mémoire n'est pas susceptible d'analyse, il doit être lu en entier; et nous croyons devoir le recommander à l'attention des agronomes intéressés au genre de spéculation dont il s'agit; ils y trouveront des notions très-utiles pour se diriger dans leurs entreprises. s'ils savent faire un choix judicieux des moyens appropriés à leur situation et convenablement appliqués aux circonstances dans lesquelles ils se trouvent placés. Car, dans toute entreprise quelconque, il ne faut jamais oublier qu'il n'y a point de théorie générale qui n'exige des modifications dans ses applications aux cas particuliers.

DE SAINT FRANÇOIS DE SALES,

EVÊQUE ET PRINCE DE GENÈVE,

FONDATEUR DE L'ORDRE DE LA VISITATION;

Publiées d'après les éditions les plus correctes, ornées de son

Portrait et d'un modèle de son écriture;

*Dédiées à Notre Saint-Père le Pape PIE VII.*Seize volumes in-8.^e, imprimés sur très-beau papier, par M. Pierre

Didot l'aîné; 6 fr. le volume. — Papier velin, 12 fr.

P R O S P E C T U S.

Parmi les entreprises importantes de librairie qui viennent de se terminer, il en est une qui doit particulièrement intéresser les Ecclésiastiques et les Fidèles de notre pays; c'est la réimpression des Œuvres du Saint illustre dont les reliques vénérées reposent au milieu de nous.

« Peu d'hommes, dit un Journal français, ont joni pendant leur vie d'une aussi haute réputation de vertu et de sainteté que François de Sales; peu d'hommes ont laissé une mémoire aussi précieuse et aussi révérencée. Sa douceur, son caractère aimable, son indulgence pour les défauts du prochain, son talent admirable pour attirer les âmes à Dieu, l'onction de ses discours, la touchante naïveté de ses écrits, ses travaux et son zèle, tout a contribué à lui concilier les hommages de ses contemporains et ceux de la postérité. Les grands et le peuple, les savaus et les ignorans, les catholiques et les protestans étaient également charmes des grâces de son esprit, de la sagesse de ses conseils, et de la charité qui animait ses entretiens et ses actions. Aussi c'était à qui établissait avec lui des rapports plus intimes. Les âmes les plus pieuses aspiraient à être dirigées par lui, et les gens du monde cherchaient aussi à se mettre sous sa conduite, ou du moins à conférer avec lui, sur les choses du salut, et à le consulter sur leur situation et leurs devoirs ».

Saint François est placé, pour la grâce inimitable de son style,

la clarté, l'ordre et la méthode, parmi les écrivains les plus distingués de son époque. Ses ouvrages sont un trésor d'instruction, où les directeurs des consciences et les fidèles peuvent également puiser.

Depuis l'édition de 1669, en 2 vol. in-folio, les Œuvres complètes de Saint François n'avaient pas été réimprimées. On a trouvé postérieurement beaucoup de lettres et quelques traités, qui sont réunis dans l'édition que nous annonçons, où les matières ont été classées, pour la première fois, avec beaucoup d'ordre. On a accompagné de notes, divers passages qui en avaient besoin; on y a joint des portraits et des modèles de l'écriture du Saint; enfin cette édition, à laquelle on a employé deux années, exécutée avec le plus grand luxe typographique, est un digne monument élevé à la gloire du grand Saint auquel plusieurs nations sont redevables de tant d'institutions religieuses. Nous devons plus spécialement nous procurer ses œuvres; car, s'il fut, de son vivant, l'ami et le guide infailible de nos ancêtres, nous trouverons les mêmes secours dans ses écrits, nous qui conservons par la tradition une mémoire précieuse de notre saint Evêque, nous dont il est le protecteur dans le Ciel, et qui avons le bonheur de pouvoir, au pied de son tombeau, implorer sa médiation dans nos afflictions et nos besoins.

L'édition se compose de 16 volumes in-8.^e, de 500 à 600 pages chacun, classés dans l'ordre suivant :

Vie, par M. l'abbé Macaulier, 2 vol. — Introduction à la vie dévote, 1 vol. — Sermons, 3 volumes. — Traité de l'amour de Dieu, 2 vol. — Lettres, 4 vol. — Controverses, 1 vol. — Entretiens spirituels, 1 vol. — Opuscules, 1 vol.

Le prix de souscription pour Paris était fixé à 6 fr. le volume. Des arrangements pris avec l'Éditeur me permettent de le délivrer à 5 livres, dans mon magasin, à Annecy, c'est-à-dire, à 80 liv. l'exemplaire. Je prie les personnes qui seraient mues par le désir d'enrichir leur bibliothèque d'un ouvrage aussi précieux, de vouloir bien m'écrire directement à ce sujet, je leur donnerai toutes facilités; et comme j'estime que c'est un devoir pour moi de favoriser le débit de ces Œuvres, on me trouvera disposé à tous les sacrifices possibles.

On peut joindre aux ŒUVRES COMPLÈTES les ouvrages suivants de même format, même papier et même caractère :

ESPRIT DE SAINT FRANÇOIS DE SALES, contenant les plus beaux endroits de ses écrits, avec son portrait et un modèle de son écriture, 1 vol. in-8°, 5 francs.

LETTRES DE SAINT FRANÇOIS DE SALES adressées à des gens du monde, ornées de son portrait et d'un modèle de son écriture, 1 vol. in-8°, 5 fr.

LETTRES DE SAINTE CHANTAL (Jeanne-Françoise Fremiot, baronne de), fondatrice de l'ordre de la Visitation; nouvelle édition, augmentée de lettres inédites, ornées de son portrait et d'un modèle de son écriture; 2 volumes in-8°, 10 fr.

Les lettres et demandes seront adressées à Alexis BURNET, Imprimeur et libraire du Clergé, à Annecy. A. BURDET.

AVIS. — A vendre:

Un domaine situé à la Ravoire, près de Chambéry, consistant en 45 journaux de tout genre de culture, avec maison de maître, bâtiments rustiques, outillage complets, bétail, fonds de semence, vases vitricoles, etc.

S'adresser à M. PETTAVIN, ou à M. MARSCHAL, notaire, à Chambéry.

ENIGME.

Je suis la source du savoir,
J'ai produit plus d'une merveille;
Jeunes lecteurs, je vous conseille
D'expérimenter mon pouvoir.

Si j'impose souvent une tâche pénible,
Je suis récompensé par zélé serviteur.
Je n'exige rien d'impossible,

Mais je veux qu'aven moi l'on marche de bon cœur.

Le mot du dernier *Logogriphe* est *rouleur*, où l'on trouve *rou, le, ra, re, ou, rue, rous, Luc, raur, cure, clou, col, Cour, leur et culure*.

Marchés de Chambéry des 17, 19 et 21 mai 1845.

BLÉS.	PRIX.	LA VIGNE.		L'HÉCOTILITE.	
		f.	c.	f.	c.
Froment,		18	68	—	—
Seigle		13	00	—	—
Orge		13	12	—	—
Sarrasin		8	00	—	—
Mais		14	50	—	—
Avoine (1)		13	27	—	—
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				9	18
Vinasse, idem, idem.				0	60

(1) Rapport des 3 voies
en hectolitre:
Froment . . . 615
Seigle . . . 516
Avoine . . . 527

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, de divers immeubles situés dans la commune de Beaufort, quartier d'Arèche, au préjudice de Claude Maurin, agriculteur, domicilié audit lieu.

Au nom du Tribunal de Judicature - Maje de la province de Haute-Savoie, et au requis des sieurs Jean-Baptiste Binet et Sabine-Césarine Viard-Gaudin, mariés ; Claude-Antoine Viard, en qualité de mari constitutaire de Marie-Victoire Viard-Gaudin ; Louis-Gabriel Gagnière, mari constitutaire d'Agathe-Lucie Viard-Gaudin, et Marie - Felicité Viard - Gaudin, veuve de Jean - Marie Pithon - Curt, tous propriétaires ; les mariés Binet et Gagnière domiciliés à Aix-les-Bains, le sieur Viard au Villard-de-Beaufort, et la veuve Pithon-Curt à Beaufort, lesdites dames Viard-Gaudin, filles et héritières de défunt Philib et Viard-Gaudin, pour lesquels domicile est élu chez M.^e Etienne-François-Jacques Reynoud, procureur près ledit Tribunal, demeurant à Conflans.

A tous soit notoire et manifeste que ledit Tribunal, par son jugement du 28 avril dernier, dûment insinué à Conflans le 11 mai suivant, au fol. 429 du 4.^e livre, sous le droit de 684 liv. neuves 60 cent., à forme du reçu dudit jour, signé Delachenal, insinuateur, et après les secondes enchères qui ont eu lieu en exécution de son ordonnance, portant adjudication provisoire, sous date du 10 mars précédent, aurait adjugé définitivement les immeubles désignés dans le manifeste du 8 février dernier, enregistré le même jour, vol. 7.^e, n.^o 500, au droit de 5 livres, signé Delachenal, receveur, dûment notifié, publié et inséré dans le Journal de la division ; le tout en conformité et dans les délais prescrits par les articles 77, 102 et 103 de l'édit du 16 juillet 1822, et c'est pour les prix désignés en ladite sentence.

Que par acte mis au greffe le 6 du courant et enregistré le 11 suivant, vol. 7.^e, n.^o 1259, au droit de 5 livres, à forme du reçu, signé Delachenal, receveur, il aurait été fait un office du sixième au sus du prix d'adjudication, sur les second et troisième lots d'icelle, qui seront ci-après rappelés.

Que par son décret du 17 du courant, accordé sur l'exhibition de cet acte d'augmentation du sixième, et enregistré ledit jour, au droit de 2 livres, vol. 7.^e, n.^o 1269, à forme du reçu dudit jour, signé Delachenal, receveur, M. le premier Assesseur de ce Tribunal, M. le Juge-Maje absent, a fixé la nouvelle enchère au 16 juin prochain, quant aux second et troisième lots, pour lesquels l'office du sixième a été faite, lesquels avaient été adjugés au sieur Marie-Antoine Maître de Conflans, pour le prix, savoir : le second lot de 1100 livres, et le troisième de 1050 livres.

En conséquence de quoi la nouvelle enchère aura lieu le 16 juin prochain, à neuf heures du matin, pardevant ledit Tribunal de Judicature-Maje, au Palais de Justice, situé à Conflans, maison du sous-économat royal, ancien couvent des Bernardines.

Ces lots seront également vendus séparément, tels qu'ils sont ci-après rappelés, et les enchères pour chacun d'eux seront ouvertes sur les prix respectifs d'adjudication, augmentés d'un sixième, soit pour le second lot, sur la somme de 1265 livres

55 centimes 2/6, et pour le troisième lot, sur celle de 1225 livres.

Aucune offre de sixième n'ayant été faite sur le premier lot, dans le délai fixé par l'article 106 de l'édit précité, le second formera le premier de la nouvelle enchère, et le troisième, le second.

IMMEUBLES A SUBASTER.

PREMIER LOT.

Un corps de ferme soit grangeage, lieu dit au Gerey, consistant en grange, prés, champs, pâturages et rocs, de la contenance cadastrale de 6 journaux, 165 toises, sous la taille aussi cadastrale de 10 livres, 10 deniers, figuré sous les numéros de la mappe, 9462, 9463, 9552, 9458 et 9464, le tiers du numéro 9551 et sous partie des numéros 9459 et 9553, et confiné au midi par la grande route de Ponsammon, au nord par Jacques Blanc, au levant par les hoirs de Joseph, feu Pierre Vidlet, et au couchant par Jacques-Antoine Vibert.

SECOND LOT.

Un autre grangeage, lieu dit au Pontet, consistant en grange, place, prés, champs, et bois sapin, de la contenance de 6 journaux, 24 toises, 6 pieds, sous la taille de 9 livr., 6 sous, 6 den., le tout suivant le cadastre. Ce grangeage est figuré par les numéros de la mappe 9264, 9265, 9267, 9271, 9275, 9277, 9287, 9292 et 9274, et sous partie des numéros 9291, 9266 et 9507, et confiné au levant par la terre de Joseph Bal et Barthe Louget, au couchant par les hoirs de Claude-Antoine Vibert, ledit Joseph Bal et Joseph Brachet, au midi par lesdits hoirs Vibert, et au nord par lesdits Bal et Brachet. Tous ces immeubles sont situés rière la commune de Beaufort, quartier d'Arèche; et ce grangeage est traversé par une route.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. I^{er}

Les adjudicataires devront payer les créances exigibles ou non, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, et jusqu'à concurrence du prix des adjudications respectives.

ART. II.

Ils entreront en jouissance sitôt après la notification du jugement d'adjudication, à la charge par eux de rembourser au précédent adjudicataire les frais par lui faits et supportés, dans la proportion du prix de leur adjudication, et de supporter ceux faits ensuite de l'adjudication du 28 avril, le tout sans diminution du prix d'adjudication.

ART. III.

Les adjudicataires seront tenus de payer, de même sans imputation, les contributions assises sur les immeubles, et de supporter sans répétition toute servitude apparente ou non, s'il en existe.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de la division, en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 107 de l'édit précité.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faite donne pouvoir.

Donné à Conflans, sous le sceau du Tribunal, le 17 mai 1825.
 DÉCANRE, Subst. Gr.

Enregistré à Conflans, le 17 mai 1825, vol. 7^e, fol. 148, verso,
 n^o 1511, reçu 5 liv. DELACHENAL.

Au Seigneur-Sénateur Juge-Maje de la province du Genevois.

Supplie humblement sp.ble Jean-Louis Rubin, avocat et inten-
 dant de la province du Genevois, demeurant à Annecy, et dit,

Que par acte du 11 avril 1825, Brunier, notaire, il a acquis de
 sieur Jean Mugnier, dit *Regot*, propriétaire, habitant à Seinod,
 la généralité des biens composant le domaine qu'il possédait et
 avait droit de posséder, rière ladite commune, consistant en mai-
 son de maître, maison de fermier, grange, écuries, savrs, galeas,
 prés, marais, champs, bois, bruyssailles, treppes, soit tous ceux
 qu'il avait acquis de noble Joseph-Antoine Regard, par contrat du
 10 vendémiaire an 5, Désarnud, notaire, et inscrits sous les n.^{os}
 suivans de la mappe de Seinod, sauf erreur ou omission, 1158,
 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168,
 1169, 1170, 1524, 1171, 1172, 1173, 1174, 1551, 1552, 1527,
 1528, 1529, 1530, 1548, 1549, 1550, 1525, 1553, 1032, 1855,
 1855, 1855 1/2, 1856, 1857, 1873, 1874, 1526; sont exceptés de
 ceux compris dans l'acte, Désarnud, notaire, 1.^{er} ceux vendus à
 Claude Métral par ledit Jean Mugnier, par acte du 29 novembre
 1809, Mugnier, notaire; 2.^{es} ceux vendus à Marie Fournier, par
 acte du 30 avril 1823, Burdallet, notaire.

Par l'acte suscité du 8 avril 1825, Brunier, notaire, ledit Jean
 Mugnier a encore cédé audit sp.ble Jean-Louis Rubin, le bénéfice
 de réméré non encore expiré, résultant en sa faveur, de l'acte que
 ledit Mugnier a passé à Jean-François Mugnier son frère, pardevant
 M.^r Cailles, notaire, le 17 avril 1823, et ledit Jean Mugnier a su-
 brogé le sieur acquéreur en son propre lieu, droit et place, et l'a
 constitué son procureur général et spécial pour en expérier ainsi et
 comme il aviserait.

Les pailles et engrais provenans desdits biens ont été également
 compris dans l'acte, Brunier, notaire.

Par ce dernier acte le vendeur a déclaré que le prix des biens
 vendus sous grâce de réméré, à Jean-François Mugnier, n'avait
 pas été payé, et que l'acquéreur ne serait tenu à aucun rembour-
 sement, ni soumis aux conditions imposées par l'acte, Cailles,
 notaire, audit Jean-François Mugnier, que si cependant ce dernier
 avait acquitté le prix de son acquisition, et que celui auquel il
 l'aurait payé ne fût pas en rang utile pour être colloqué, le prix de
 l'acte, Brunier, notaire, serait réduit de 3045 livres.

Cette vente a été faite au suppliant, qui ne doit entrer en jouis-
 sance que le 1.^{er} mars prochain, et ne payer les intérêts que dès
 ledit jour, ainsi que les contributions, pour le prix de 19900 livres
 qu'il s'est soumis de payer à l'acquiescement du vendeur aux créan-
 ciers antérieurs, privilégiés et hypothécaires sur lesdits immeubles,
 suivant le jugement d'ordre à intervenir sous les distraction et
 retenue en sa faveur des frais et loyaux coûts de ladite vente et de
 ceux nécessaires pour purger les hypothèques et privilèges, et
 pour la poursuite du jugement d'ordre.

Le suppliant a fait transcrire ledit contrat de vente, du 8 avril 1825. Brunier, notaire, au bureau des hypothèques d'Annecy, ainsi qu'il en conste du certificat de dépôt et de l'inscription d'ice lui délivré par le conservateur audit bureau le 9 dudit mois d'avril.

Il existe sur lesdits biens neuf inscriptions hypothécaires, ainsi qu'en conste du certificat délivré par le conservateur, le 16 avril 1825, et du certificat négatif du 11 mai suivant, délivré par le même.

Le suppliant déclare être prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminés par le Tribunal de judicature-maje de la province du Genevois, le tout cependant jusqu'à concurrence du prix stipulé, et sous les distractions convenues.

En conséquence, en joignant les titres, acte et les certificats aux-énoncés, le suppliant recourt à ce

Qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur, Juge-Maje, désigner l'huissier ou sergent par lequel il sera notifié à chacun des créanciers hypothécaires et inscrits sur les immeubles dont il s'agit, aux domiciles élus par leurs inscriptions respectives, ainsi qu'audit Jean Mugnier, propriétaire, habitant à Seinod, précédant propriétaire, et à Jean-François Mugnier, laboureur, habitant aussi à Seinod, comme acquéreur d'une portion desdits immeubles, copie tant de la présente requête que du certificat de transcription du said contrat du 8 avril dernier, Brunier, notaire, et de l'état des inscriptions, dressé en conformité de l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1822, et sur ce, daignera pourvoir.

Signé à l'original par sp.ble RUBIN, intendant, et par M.^e GRIVIZ, procureur,

TENEUR DE DÉCRET.

Vo, est commis l'huissier Vindret pour faire les notifications dont s'agit, à ces fins lettres.

Fait à Annecy dans la Chambre du Tribunal, le 13 mai 1825.

Signé par M.^e GERDIL, préfet.

TENEUR D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Annecy, le 15 mai 1825, folio 52 du 11.^e vol., case 472; payé 2 livres.

Signé OMBEA, receveur.

COPIE DE LETTRES.

Nous, Victor-Bernard Gerdil, Sénateur et Préfet au Tribunal de préfecture du Genevois, en exécution de notre décret de ce jour, mis sur requête à nous présentée par sp.ble Jean-Louis Rubin, avocat et intendant de la province du Genevois, habitant à Annecy, commettons l'huissier Vindret pour faire les notifications à chacun des créanciers hypothécaires et inscrits sur les immeubles dont s'agit, ainsi qu'à Jean Mugnier, dit Regot, et François Mugnier de Seinod.

Faites et scellées à Annecy, le 13 mai 1825.

Signé par M.^e Charles ARMENSON, Substitut Greffier.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau d'Annecy, certifie qu'il m'a été consigné ce jourd'hui par M. Jean-Louis Rubin :

Intendant de cette province, un acte du 8 avril 1825, M.^e Brunier, notaire, insinué le 9 même mois, par lequel Jean, feu Antoine Mugnier, habitant à Seinod, vend audit M. Rubin la généralité des biens qu'il possède et a droit de posséder sur la commune de Seinod, consistant en maison de maître et de fermier, granges, écuries, caves, gabelas, prés, marais, champs, bois, broussailles et leppes, soit tous ceux qu'il a acquis de M. Joseph-Antoine de Regard de Villeneuve, par contrat du 10 vendémiaire an 5, Désarnod, notaire à Chambéry, le tout inscrit, sauf erreur, sous les n.^{os} de la mappe de Seinod, 1158, 1159, 1160, 1161, 1162, 1163, 1164, 1165, 1166, 1167, 1168, 1169, 1170, 1524, 1171, 1172, 1173, 1174, 1551, 1552, 1527, 1528, 1529, 1550, 1548, 1549, 1550, 1524, 1555, 1652, 1853, 1853, 1855 1/2, 1856, 1857, 1875, 1874, et 1526.

Plus, il cède le bénéfice de réméré résultant en sa faveur de l'acte passé à François Mugnier son frère, le 17 avril 1823, Cailles, notaire, pour être exercé par l'acheteur, comme il serait par le vendeur lui-même, pour le prix de 19900 livres.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 8, art. 381, et sur le registre général d'ordre, vol. 42, case 140, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel.	99 f. 50 c.
Timbre des registres et c.	" 80
Droit de bureau	1 50

Total. 101 80

Annecy, le 9 avril 1825.

Signé par le Conservateur ORRIER.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte du vol. 110, art. 53, et a payé,

Pour droit proportionnel.	19 f. 90 c.
Papier timbré.	" 90
Droit de bureau.	" 75

Total. 21 55

Annecy, le 9 avril 1825.

Signé par le sieur ORRIER, Conservateur.

Etat des inscriptions hypothécaires prises contre Jean Mugnier, dit Regat, au bureau des hypothèques d'Annecy, jusqu'au 11 mai 1825, inclusivement, dressé en conformité de l'art. 73 du décret du 16 juillet 1822.

Date et nature du privilège ou de l'hypothèque.	Noms des créanciers inscrits.	Montant de l'inscription.
Acte oblig. ^{re} du 5 mars 1821, Dupare, not. ^e , jug. ^e du mandement de Duing, du 28 juin 1822, inscrit le 25 janvier 1825.	Germain François, veuve de sieur Pierre Saint-Marcel.	821 l. 70 c.
Acte obligatoire du 12 prairial an 13. Mauris, notaire, inscrit le 25 janvier 1825.	Delacharrière Jacques-Antoine.	7110 "

Contrat de rente du 15 octobre 1822, Guillet, notaire, inscrit le 11 février 1824.	Pauvres écoliers du diocèse d'Annecy.	780 »
Contrat de rente du 17 janvier 1790, Collomb, n. ^{re} ; autre acte de rente du 12 avril 1787, même notaire; acte de rénovation du 14 mai 1822, Dunant, notaire, inscrits le 10 mars 1823.	École des garçons de Menthon.	3030 »
Contrat obligat. ^{re} du 3 février 1811, Cailles, notaire, inscrit le 27 mars 1813.	Favre Fr. ^s , avocat.	2855 9
Contrat de rente du 17 janvier 1823, Guillet, notaire, inscrit le 28 janvier 1824.	Pauvres prêtres du diocèse d'Annecy.	960 »
Contr. de rente du 4 août 1823, Guillet, notaire, inscrit le 28 janvier 1824.	Les mêmes.	2000 »
Contrat de rente du 23 7. bre 1755, Derous, not. ^{re} ; autre acte de rente du 14 février 1756, Bessonis, notaire; acte de rénovation du 27 janvier 1776, M ^e Bessonis, n. ^{re} , inscrit le 23 mars 1823.	Hospices d'Annecy.	9565 »
Contrat total du 21 août 1810, Mauris, notaire, inscrit le 25 octobre 1823.	Derobert Philiberte, f. ^{re} de Jean Mugnier.	9695 »

CERTIFICAT NÉGATIF.

Le Conservateur soussigné, sur la demande de M.^e Grivaz, procureur, certifie qu'il n'a été pris sur ses registres aucune inscription de privilège ni d'hypothèques, depuis le 9 avril dernier, contre Mugnier, dit Regol Jean, feu Antoine, laboureur, demeurant à Scinod. Reçu pour timbre, 30 c.

Le 11 mai 1825.

Signé à l'original par M.^e ORSIER, Conservateur.

Pour copie conforme :

GRIVAZ, Procureur.

COPIE DE REQUETE.

A NOS SEIGNEURS.

Supplie humblement Aimé Blanc dit Grillet, cultivateur, domicilié de la commune de Charafond : il a l'honneur d'exposer :

Que le 5 août 1822, le suppliant, de concert avec Jean, Augustin et Pierre Blanc dit Grillet, ont déclaré au sieur Juge d'Aix-les-Bains, qu'ils n'acceptaient l'hoirie de Charles Blanc leur père, décédé le 21 juillet précédent, quo sous bénéfice de la loi et d'instance.

Le suppliunt s'est pourvu céans le 24 janvier proche passé , pour faire notifier cette résolution aux créanciers de ladite hoirie ; lettres générales ont été accordées et signifiées , en conformité du §. 6. tit. 8. liv. 5 des R. C. , et M^e Reboulet , notaire à Aix , a été établi économiseur provisoire.

Il résulte du certificat de M^e Vissol , actuaire de la cause , en date du 28 mars dernier , qu'il ne s'est présenté personne à son banc , en exécution desdits décret et lettres , sauf le suppliunt qui avait produit les pièces narratives.

En conséquence , le suppliunt ayant rempli les formalités préliminaires prescrites par les R. C. , désirant introduire l'instance générale de discussion , dans laquelle il proteste de produire pour établir ses droits contre ladite hoirie , s'est procuré deux extraits de cadastre en date du 19 mars dernier , délivrés par les secrétaires de Mouxy et Drumettaz-Clarasfond , qui , joints à l'inventaire du sieur Juge d'Aix , en date du 8 août 1827 , indiquent la nature des biens , leur situation , quantité , numéros , confins et montant de la contribution foncière affectée à chaque pièce.

Il s'est en outre procuré le certificat de toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens ;

C'est pourquoi , joignant lesdites pièces , il recourt :

A ce qu'il vous plaise , Nos Seigneurs , élire un curateur aux procès pour représenter les créanciers incertains et absens , confirmer M^e Reboulet économiseur de l'hoirie dont s'agit , et décerner lettres spéciales contre les sieurs Sybille-Marguerite Rolland d'Arnas , au domicile par elle élu chez M^e Gay , notaire à Chambéry ; contre Pierre Blanc dit Grillet , domicilié à Drumettaz-Clarasfond , en son domicile ; contre Jean , Augustin et Claudine Blanc dit Grillet , au domicile dudit Pierre Blanc , à Drumettaz-Clarasfond ; contre Sp.ble Jean-François Gabet et dem.elle Revillod Nicole son épouse , en leur domicile à Chambéry ; contre Hubert et Julia Quay dit Teysson et Catherine Martin leur curatrice , en leur domicile à Chambéry ; contre François et Jean-François Canton frères , négociants , domiciliés de la commune d'Yvoire , au domicile du sieur François Davut , pharmacien à Aix ; contre Gaspard Malfroi , horloger à Chambéry , au domicile de M^e Magnin , procureur à Chambéry ; contre les mariés Barbe Monet et Pierre Mareschal , notaire et contre Sp.ble Laurent Mareschal leur fils , en leur domicile à Chambéry , tous créanciers inscrits , qui seront notifiées aux domiciles élus , et lettres générales contre tous créanciers ayant intérêt sur le patrimoine dont s'agit , pour comparaître dans le terme de trois mois au banc de l'actuaire de la cause ; lesquelles lettres seront intimées et signifiées , en conformité de l'art. 151 de l'édit hypothécaire ; pour , les uns et les autres voir expirer de leurs droits et prétentions dans ladite hoirie , et à défaut de ce ils seront privés et déchus de tout privilège et antériorité de créances ; pour enfin procéder à l'état de collocation , en conformité de l'édit précité. Le suppliunt fait toutes protestations et réserves utiles , notamment des fruits de poursuite à devoir être maintenus par privilège sur l'hoirie dont s'agit. Et plaise pourvoir.

Signé CHALOUX , proc^r

COPIE DE DÉCRET.

Sont décernées les lettres spéciales et générales requises , pour comparaître dans le terme de trois mois , et est établi M^r Cornier curateur aux procès , pour représenter les créanciers incertains et absens , à la charge de prêter serment et de remplir les incomban- ces requises , nomme définitivement M^r Rebaudet pour économ- aux biens de la discussion , lequel fournira la caution exigée par l'art. 150 de l'édit du 16 juillet 1822.

Fait à Chambéry , au Sénat , le 15 avril 1825.

Signé par les Seigneurs DE MONTBEL , Secund Président ; et DE BUTTET DE TRESSERVE , de l'avis du Sénat.

Enregistré à Chambéry , le 19 avril 1825 fol. 25 , case 830 , fol. 87 r.^o ; perçu trois livres. Signé BAYET.

COPIE DE LETTRES.

Le Sénat de Savoie , au premier huissier ou sergent royal requis , le mande et commande par les présentes , que , suivant son décret de cejourd'hui , mis sur requête présentée par Aimé Blanc dit Grillet cultivateur , domicilié de la commune de Clarafond , le eilles et ajournes Sybille-Marguerite Balland d'Arnos , domicile élu chez M^r Gay , notaire à Chambéry ; Pierre Blanc dit Grillet , domicilié à Drumettaz-Clarafond ; Jean , Augustin et Claudine Blanc dit Grillet , au domicile de Pierre Blanc , à Drumettaz-Clarafond ; Spable Jean-François Gabet et dem. lle Revillon Nicole son épouse , en leur domicile à Chambéry ; Hubert et Julien Quay dit Trevenon , et Catherine Martin leur curatrice , en leur domicile à Chambéry ; François et Jean-François Canton , négocians , domicile élu chez François Davat , pharmacien à Aix ; Gaspard Malfroi , horloger , au domicile de M^r Magnin , procureur à Chambéry ; Barbe Moutet , Pierre Mareschal , notaire , et Spable Laurent Mareschal , domiciliés à Chambéry , et généralement tous les créanciers et prétendans droit sur les biens de Charles Blanc , à comparaître dans trois mois au greffe civil du Sénat , au banc de M^r Vissol , actuel , pour défendre aux conclusions de ladite requête ; sera la cause instruite par-devant le Seigneur Sénateur de Buttet de Tresserve , et est établi M^r Cornier curateur aux procès , pour représenter les créanciers incertains et absens , à la charge de prêter serment et de remplir les incombanances requises ; nomme définitivement M^r Rebaudet pour économ aux biens de la discussion , lequel fournira la caution exigée par l'article cent cinquante de l'édit du seize juillet dix-huit cent vingt-deux. Donné à Chambéry , au Sénat , le quinze avril dix-huit cent vingt-cinq. Signé GABET , substitut.

Pour copie conforme :

CHARLES PROC.

A Monsieur le Juge-Maje du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge.

Supplie humblement sieur Claude Duvouchet , domicilié à Cruseilles , qui fait élection de domicile à Saint-Julien , en l'étude de M^r Rouph , procureur , et a l'honneur d'exposer ,

Que par acte du 10 juin dernier , M^r Piquard , notaire , il a ac- quis de François , feu Jean-Marie Brand la généralité des bâti-

mens et biens qu'il possédait et avait droit de posséder, rière la commune du Sappey en Bornes, en quoi qu'ils consistent et puissent consister, sous les numéros de la mappé dudit lieu, tenus pour confinés et exprimés.

Cette vente a été faite pour le prix de 6000 livres neuves, à compte duquel il a été payé à noble François-Joseph Regard de Villeurive, en sa qualité, qui a par conséquent subrogé le suppliant dans ses droits jusqu'à cette concurrence, la somme de 2426 liv. 68 cent., à lui due en vertu des titres y énoncés, et le surplus de ce prix a été stipulé payable à réquisition, avec intérêts, aux créanciers antérieurs et privilégiés dudit Brand.

Il a été convenu dans le susdit acte que les intérêts de l'augmentation, dérivant du contrat de mariage d'entre ledit Brand et Michelle Duvernay, sous la date du 4 février 1783, Orsier, notaire, seraient payés à ce premier, par le suppliant, tous les six mois, à dater de ce même acte, Pissard, notaire.

Le contrat de vente prérelaté a été déposé et transcrit au bureau des hypothèques, le 5 août dernier.

En conséquence, joignant le certificat de cette transcription, un état des inscriptions existantes sur lesdits biens, d'après le certificat délivré par le conservateur, sous la date du 21 mai précédent, et un autre certificat, délivré par le même conservateur, du 21 mars suivant, constatant qu'aucune inscription n'a été prise des cette dernière date, le suppliant recourt.

Qu'il vous plaise, Monsieur le Juge-Maje, commettre un huissier ou sergent royal, par lequel sera notifié à chacun des créanciers indiqués dans ledit état, au domicile élu par l'inscription, ainsi qu'audit François Brand, actuellement absent des Etats de S. M., à sa dernière habitation, au Sappey, en conformité du §. 8, tit. 3, liv. 3 des R. C., copie tant de la présente requête que du certificat de transcription et de l'état susdit des inscriptions; et c'est en déclarant, le suppliant, qu'il est prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, le tout cependant jusqu'à concurrence du prix stipulé, c'est-à-dire, de la somme de 3573 liv. 32 cent., restante due en vertu du contrat de vente prémentionné, avec intérêts dès la date de ce contrat. On fait toutes protestes et réserves. Sur ce, Monsieur le Juge-Maje, veuillez bien pourvoir. Signés Dusouchat, Suppliant; Rouen, pour M^e Rouen, Procureur.

TENEUR DE DECRET.

Nous commettons pour les fins requises le sergent royal Montandon. Fait à Saint-Julien, au Tribunal, le 13 avril 1825.

Signés PETSSARD, Juge-Maje; BONGEL, Greffier.

Enregistré à Saint-Julien, le 13 avril 1825, vol. 7, fol. 118, case 1085; reçu 2 liv. Signé COLLOMB, Receveur.

TENEUR DE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Saint-Julien, certifie qu'il n'a été consigné cejourd'hui par

M. Duzouchet, un acte de vente d'immeubles, situés au Sappey, arrondissement de cette province, reçu par le notaire Pissard, de résidence à Saint-Julien, et faite le 10 août 1824 par François Brand du Sappey, au sieur Claude Duzouchet de Gressilles, pour le prix de 6000 livres neuves ; lequel acte a été enregistré le même jour sur le registre des transcriptions, vol. 2, art. 26, et porté sur le registre général d'ordre, vol. 22, art. 292 ; reçu

Pour droit proportionnel. . . 301. » c.
 Pour papier timbré. . . » 90
 Pour droit du conservateur. . . 1 50

Total. 302 40

A Saint-Julien, le 5 août 1824. Le conservateur, signé COLLOMB.
 Inséré d'office sur le registre des hypothèques, vol. 50, art. 121, et enregistré au vol. 21, case 193, registre d'ordre ; reçu

Pour droit proportionnel. . . 51.60 c.
 Pour timbre. . . » 90
 Pour droit du conservateur. . . » 75

Total. 5 30

A St-Julien, le 5 août 1825. Le conservateur, signé COLLOMB.
État des inscriptions existantes sur les biens que François, feu Jean-Marie Brand, a vendu à Claude Duzouchet, par acte du 10 juin 1824, Pissard, notaire, suivant le certificat délivré par le conservateur des hypothèques, au bureau de St-Julien, le 21 mai précédent, et un autre certificat du même conservateur, du 11 mars 1825.

DATE et nature des privilèges ou des hypothèques.	Noms des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
19 juin 1789, hypothèques conventionnelles.	Commission administrative des hospices d'Ancey.	7431 l. 75 c.
4 févr. 1784, hypothèques conventionnelles.	De Regard de Villeneuve Joseph-François et Louis.	5784 63
17 fév. 1786, hypothèques conventionnelles.	Gal Françoise.	366 15
24 juill. 1822, hypothèques éventuelles.	Gal François-André et Simon, feu Bernard ; Gal François et Laurent, feu Laurent.	400 »
18 février 1815, hypothèques conventionnelles.	Gal François, feu Simon.	1710 »
31 octobre 1822, hypoth. conventionnelles.	Gal François.	954 »
9 mai 1806, hypothèques éventuelles.	Dubouchet Gaspard-Jean, François et Jean.	200 »

19 décembre 1808, hyp. éventuelles. Bovagne Michel. 1460 »
 Saint-Julien, 23 avril 1815.

Signé ROUPH, pour M^e ROUPH, Procureur.
 Pour copie conforme :
 Pour M^e ROUPH, Procureur, DUPONT, Proc.

MANIFESTE.

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés rière les communes de Vers et Chennex, possédés ci-devant par Pierre-François Cogne, et actuellement par Jean-Claude Novel, et Péronne, Jean, François-Marie et Jacqueline Cogne, habitants de ladite commune de Vers, sauf les trois derniers absens des Etats de S. M.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carronge, à tous son autoire et manifeste :

Que par sentence du M. le Juge-Maje de cette province, en date du 12 décembre 1822, dûment signifiée, Pierre-François Cogne a été condamné à payer à Jean-Louis Ferraz la somme de 2233 livres 7 centimes, en capital, accessoires et dépens y liquidés, due en vertu d'acte du 25 novembre 1806, et de deux sentences rendues par le même magistrat, en date des 11 juin 1817 et 11 janvier 1820. Les tentatives dudit Ferraz aux fins de saisie mobilière ont été inutiles. L'hypothèque résultant de ces titres a été inscrite au bureau de Genève, le 13 janvier 1807, renouvelée à celui de S.-Julien, le 1.^{er} mai 1823.

En vertu des décret et lettres du Tribunal, du 28 juin dernier, et par exploit de l'huissier Picollet, du 16 juillet suivant, il a été notifié à Jean-Claude Novel, Péronne, François-Marie, Jean et Jacqueline Cogne, comme tiers-détenteurs des biens dudit Pierre-François Cogne, de payer, dans le délai d'un mois, le montant des sommes détaillées dans la requête qui précède les décret et lettres prémentionnés, ou de délaisser ces biens comme étant soumis à l'hypothèque ci-devant rappelée. Les susnommés n'ayant pas payé ni déclaré délaisser les biens dont s'agit, comme résulte du certificat délivré par le greffier de ce Tribunal, du 21 août même année, ledit Ferraz s'est pourvu contre eux, et a obtenu, le 21 septembre suivant, injonction à leur préjudice et à celui dudit Pierre-François Cogne, qui a été notifiée par exploit de l'huissier Picollet, du 18 octobre, de payer dans trente jours, 1.^o ladite somme de 2233 livres 7 cent., adjugée par ladite sentence du 12 décembre 1822; 2.^o celle de 184 livres 27 centimes pour intérêts liquidés jusqu'au 12 juillet de l'année dernière; 3.^o ceux échus dès lors et à échoir; 4.^o celle de 37 livres 15 centimes pour coût d'un procès-verbal de carence, des requête et lettres qui le précèdent, ensemble les frais d'inscription hypothécaire; 5.^o celle de 24 livres 90 centimes pour frais de ladite notification; lesquelles sommes réunies forment la totale de 2478 livres 84 centimes, sur laquelle

il faut déduire 208 livres 80 centimes, ce qui la réduit à 1270 liv. 4 cent.; et c'est en leur déclarant qu'à défaut de paiement, passé le délai, il sera procédé à exécution par voie de subhastation desdits immeubles, sans préjudice d'autres droits.

Lesdits Novel et consorts Cogne n'ont point satisfait à cette injonction. En conséquence ledit Ferraz a, par requête du 18 février dernier, demandé à M. le Juge Maje du Tribunal permission de faire assigner les mêmes Novel et consorts Cogne, pour voir ordonner la vente des biens portés au rôle mis au bas de ladite requête. Sur quoi le Tribunal, par ordonnance du 25 avril suivant, rendue à la diligence dudit Jean-Louis Ferraz, laboureur, domicilié à Chenex, qui a fait élection de domicile à Saint-Julien, en l'étude de M.^e Rouph, procureur, a autorisé cette vente.

Cette ordonnance, notifiée auxdits Jean-Claude Novel, Pierre-François et Péronne Cogne, ainsi qu'à Albert Carrier son mari, laboureurs, domiciliés à Bellucq, commune de Vers, et à M.^e Jean-Antoine Dubois, procureur cèans, en qualité de curateur à la cause desdits François-Marie, Jean et Jacqueline Cogne, absents des États, par exploit de l'huissier Picollet, du 5 mai courant, a été enregistrée avec cet exploit au bureau des hypothèques, où il a été laissé une copie authentique, le 7 même mois, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas, signé par M. Collomb, conserv.^r

DESIGNATION DES BIENS.

Tenent Jean-Claude Novel, numéros 1456, 1457 et 1458 de la mappe de Vers.

1.^o Un champ dit au Cournard, de la contenance de 6 journaux, 122 toises, 1 pied, confiné au nord par Jean-Claude Novel, au couchant par Albert Groz, et des autres parts par des chemins, payant 17 sous 2 deniers.

Tenent Jean, François-Marie, Péronne et Jacqueline Cogne. Partie au midi du numéro 1511 de ladite mappe.

2.^o Maison mortuaire à Bellucq, de la contenance de 20 toises, confinée aux nord et couchant par Albert Cogne, au levant par Jean-François Dunand, et au midi par un chemin, sans taille.

Tenent les mêmes. Numéro 1515 de la mappe.

3.^o Grange, écurie et jardin audit lieu, de la contenance de 34 toises 3 pieds, confiné au midi par consorts Cogne, au levant par Jean-François Dunand, soit Jacques Dupont, au nord par Etienne Cogne, soit Jean-Claude Novel, et au couchant par les frères Demolis et Jean Cogne, sans taille.

Tenent les mêmes. Numéro 1518 de ladite mappe.

4.^o Jardin au même lieu, de la contenance de 29 toises, 5 pieds, confiné aux midi et levant par Jean-Claude Novel, au nord par Albert Cogne, et au couchant par les frères Demolis, sans taille.

Tenent les mêmes. Numéro 1508, au couchant, de ladite mappe.

5.^o Chenevière au même lieu, de la contenance de 80 toises, confiné au nord par un chemin, au couchant par les frères Demolis, au midi par les pauvres de Vers, et au levant par François Besson, payant 3 sous.

Tenent les mêmes. Numéro 1514, et partie au midi de celui 1515 de ladite mappe.

6.^o Champ dit aux Loya, contenant 1 journal, 2 pieds, confiné au nord par un chemin, au couchant et nord par Jean-Claude Novel, et au levant par Jean Cogne et Bernard Larue, payant 16 sous, 6 deniers.

Tenent les mêmes. Numéro 1419, et partie au nord de celui 1430 de ladite mappe.

7.^o Chrenvière dit au Clos, contenant 103 toises, 5 pieds, confinée au midi par les frères Cartier, au couchant par un chemin, au nord par Albert Groz, et au levant par Claudius Cogne, payant 5 sous, 4 deniers.

Tenent les mêmes. Partie au midi et levant du numéro 1117 de ladite mappe.

8.^o Champ dit à Levaux, contenant 2 journaux, 132 toises, 7 pieds, confiné au midi par Jean Valantien, ainsi que du couchant, et encore par Marie Vallet et Albert Groz, au nord par les consorts Cartier, et au levant par François Besson, payant 7 sous, 4 deniers.

Tenent les mêmes. Moitié au nord du numéro 1165 de ladite mappe.

9.^o Bois taillis sur les Côtes, contenant 181 toises, 3 pieds, confiné au couchant par neveux Dunaud et Albert Groz, au nord par sieur Tallichet, au levant par consorts Cogne, et au midi par consorts Falconnet, payant 7 deniers.

Tenent les mêmes. Numéro 5, partie de celui 4, et huitième de celui 3 de la mappe de Chênes.

10.^o Champ, pré et broussailles, dit aux Louvresses, contenant 1 journal, 363 toises, 7 pieds, confiné au levant par Albert Groz et les frères Demolis, au midi par Jean-Claude Novel, au couchant par les frères Groz, et au nord par heirs nobles de Sezraval, payant 9 sous, 5 deniers.

Les biens ci-dessus désignés sont situés dans les communes de Vers et Chênes, mandement de Saint-Julien.

La vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés par les détenteurs actuels, avec les servitudes qui peuvent les affecter, et sans que le plus ou moins de contenance exprimer puisse donner lieu à garantie ou recours.

2.^o Qu'il payera le prix d'adjudication, avec intérêts, dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction des créances exigibles ou inexigibles, lequel jugement d'ordre il introduira à ses frais.

3.^o Qu'il payera dans dix jours, à dater de l'adjudication, et sans diminution du prix d'icelle, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais pour parvenir à la vente, et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où siège le Tribunal, à Saint-Julien, à l'audience du 21 juin prochain, à

à neuf heures du matin, d'abord en détail, le premier article, sur la mise à prix de deux cents livres; le second article, sur celle de 70 livres; le troisième article, sur la base de 70 livres; le quatrième article, sur celle de 30 livres neuves, le cinquième article, sur celle de 70 livres; le sixième article, sur celle de 70 livres; le septième article, sur celle de 70 livres; le huitième article, sur celle de 70 livres neuves; le neuvième, sur celle de 70 liv.; et le dixième, sur celle de 70 liv. neuves; et ensuite en bloc, sur la mise à prix de 790 livres neuves, offerte par le poursuivant, et excédant soixante fois le montant de la contribution foncière affectée sur lesdits biens, ou sur le montant des mises partielles, s'il y en a.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

A ces fins est commis l'huissier Picollet pour faire tous exploits requis et nécessaires.

Dressé à Saint-Julien, sous le sceau du Tribunal, le 14 mai 1825.

Signé BOBERT, Greffier.

Enregistré à Saint-Julien, le 14 mai 1825, volume 7, folio 160, case 1470; reçu 3 livres. Signé COLLON, Receveur.

Pour copie conforme :

ROURN, pour M.^e ROURN, Procureur.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation des immeubles dépendant de la discussion de feu sieur Antoine Viviani, situés au faubourg Reclus de la ville de Chambéry.

Le séant de Savoie fait savoir que par décret et lettres du 13 du courant mois, dûment enregistrés à Chambéry le même jour, par M.^e Baudé, receveur, et qui ont été mis sur requête présentée par Messieurs Claude-François Pugei, propriétaire, et Pierre Maréchal, notaire, en qualité de syndic et vice-syndic à la discussion des biens de l'héritier du sieur Antoine Viviani, ayant M.^e Mongenet pour procureur, il a été dit et ordonné qu'il sera procédé à la vente de deux maisons dépendantes de ladite discussion, en conformité de l'article 76, par relation à l'article 102 et au cinquième alinéa de l'article 153 de l'édit du 16 juillet 1821, pardevant le Tribunal de Judicature-Maje de cette province, qui est à ces fins commis, et qu'il sera préalablement dressé Manifeste par l'actuaire de la cause, lequel sera notifié, imprimé et publié à l'eneur de l'édit précité.

En conséquence, le Tribunal de Judicature-Maje de Chambéry ayant fixé au 21 juin prochain la première enchère des immeubles dont s'agit, par ses décret et lettres du seize du courant mois, dûment enregistrés à Chambéry le même jour, sous le droit de 4 livres, le Sénat ordonne que les maisons ci-après spécifiées provenant des successions des ancêtres du discuté, seront exposées en vente pour l'adjudication préparatoire aux jour, lieu et heure, et sous les clauses, charges et conditions ci-après indiqués.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE.

PREMIER LOT.

Maison, anciennement auberge située au faubourg Reclus de cette ville, fixée sous le numéro 45 des inscriptions et 1546 de la mappe de Pugnet et la Croix-Rouge, territoire de Chambéry, dont le sol est de 58 toises, 3 pieds, non imposée à la taille foncière pour être située dans les franchises du faubourg Reclus; composée d'un rez-de-chaussée, qui consiste en une cuisine, ayant deux enlées, un potager cerclé en fer, un évier et un petit placard; plus un cabinet, un retirage, un salon, au levant duquel se trouve un cellier vaste et en bon état, et enfin d'un salon au levant de la cuisine, ayant deux credances; au-dessous est une grande cave.

2.^o D'un premier étage composé de deux chambres à feu, deux autres chambres et de 5 cabinets: à gauche du corridor sont les latrines.

3.^o D'un second étage comprenant deux chambres à feu, deux autres chambres, un cabinet, et encore une chambre au midi.

4.^o D'un vaste galetas au-dessus.

5.^o D'une grande et belle cour, au fond de laquelle se trouve un hangar, une écurie et une remise.

Cette maison et dépendances a été évaluée à 9000 livres neuves par le rapport de l'expert Louis Tournier du neuf du courant, enregistré le lendemain à Chambéry, volume 23 par M.^e Baudé receveur; et elle est bornée dans son ensemble au nord par les bâtimens du Sr. Guichon et le clos des Orphelins, au couchant par la rue publique, au levant par le clos des Orphelins.

DEUXIÈME LOT.

Appartement au premier étage d'une maison située au faubourg Reclus de cette ville, figuré sous le numéro 1046 de ladite mappe et 19 des inscriptions et se compose d'une cuisine et d'une chambre.

Plus, appartement au second étage de la même maison comprenant de même une cuisine et une chambre.

Enfin, au-dessus de ce dernier appartement se trouve un galetas et un petit caveau au bas de l'escalier, à la gauche duquel sont les latrines.

Ces appartemens ont été évalués par le rapport précité, à 1400 livres: le sol de la maison a 20 toises, 3 pieds, n'est pas imposé à la contribution foncière, et se confie au levant par la rue publique, au midi par la maison Dupuy, une allée et cour commune, au couchant par le jardin du sieur Gallice.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

Premièrement. Les acquéreurs entrèrent en possession et jouissance immédiatement après leur adjudication définitive.

Secondement. Les adjudicataires prendront lesdits immeubles dans l'état où ils se trouveront et existeront au moment où ils leur parviendront, avec leurs appartenances et dépendances, servi-

ludes actives et passives, s'il en est, sans aucun recours pour erreurs de numéros, confins, désignation, contenance, que le sieur Marthe, géomètre, a reconnu excéder 83 toises, le tout étant à leur profit comme à leur perte, et étant simplement subrogés au lieu et place des créanciers, en tous leurs droits, avec cession qui leur est faite de toutes les actions possessoires.

Troisièmement. Ils payeront le prix de leur adjudication quand et à qui sera ordonné par le Sénat, avec intérêts au cinq pour cent, à dater du jour de leur adjudication.

Quatrièmement. En outre, et sans diminution sur le prix de l'adjudication, les adjudicataires seront tenus de payer comptant tous les frais de la formalité des enchères, Manifeste compris, dont il sera donné connaissance au moment de l'ouverture des enchères; ils payeront de plus tous frais et loyaux coûts de leur contrat de vente, et en remettront copie authentique du tout, aussi à leurs frais, entre les mains de Messieurs les syndics, dans le terme d'un mois à courir de sa date.

Cinquièmement. Ces frais seront payés au marc la livre du montant de chaque adjudication, s'il y a plusieurs adjudicataires.

Sixièmement. Les adjudicataires qui éliront en ami resteront principaux obligés comme acquéreurs directs, si leur command n'est pas agréé par le Sénat.

ENCHÈRES.

La première enchère des immeubles ci-dessus désignés aura lieu à l'audience du Tribunal de Judicature-Maje, sénat à Chambéry (section des vacations), rue Juiverie, maison d'Allinges, le 21 juin prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur l'évaluation portée par le rapport d'expert précité.

Savoir :

Le premier lot, sur la mise à prix de 9000 livres neuves.

Le deuxième lot, sur la mise à prix de 1400 livres.

Et la totalité, sur le montant réuni des mises à prix ou des surenchères, s'il y en a en détail.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité des art. 77 et 102 de l'édit du 16 juillet 1812.

Mande à ces fins, le Sénat, au sieur Augustin Exertier, huisier commis par le Tribunal, de faire lesdites publication, affichage, notification, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry, le 20 mai 1815.

Par le Sénat,

ROUSSEAU, Subst., pour M^e VISSOL, Act.

Enregistré à Chambéry, le 24 mai 1815, vol. 24, case 157, fol. 16, verso, perçu 3 livres. BAUDR.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 3 Juin.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 2 juin. Enfin une pluie bienfaisante s'est établie ici dans la nuit du 25 au 26 mai dernier. D'autres pluies abondantes se sont succédées par intervalles pendant quelques jours suivans, et la terre est suffisamment arrosée; mais toutes les sources taries par la sécheresse n'ont pas encore reparu.

— Nous recevons de Gènes, au date du 24 mai dernier, les détails qui suivent :

« Hier, les Corps composant la garnison de Gènes eurent l'honneur d'être passés en revue par S. M. le Roi, accompagné de S. M. la Reine et de toute la Cour. Ces Corps sont la brigade des Grenadiers-gardes, celle d'Autriche, celle de Casal et celle de Savone puis les Dragons du tiers-vois, l'Artillerie de ligne et légère. Le revue a eu lieu dans cette superbe vallée de Polcevera, paglietta lemin de tant de combats, vallée la plus riche en palais somptueux, et au mois de mai, l'une des plus pittoresques de l'Europe. Les troupes rangées en bataille à 6 heures du soir et sous les ordres du général Baton de Higlioni, présentaient une ligne et une tenue magnifiques. L. L. M. M. passèrent au pas des chevaux sur le front de la ligne, et les troupes rendirent les honneurs. S. Exc. M. le Gouverneur était à la portière de la voiture de L. L. M. M., suivie des Officiers de l'État-Major de la Division. Le Roi et la Reine étant venus se placer sur une des terrasses d'un palais voisin, les troupes, ayant le Gouverneur et ses Officiers en tête, défilèrent au pas de leurs musiques respectives, rendant de nouveau les honneurs à L. L. M. M., qui purent très-satisfaites de cette revue, à laquelle étaient présents le Corps diplomatique, les étrangers de distinction, la Noblesse génoise, tous dans des équipages les plus brillans, et la population entière de la ville de Gènes. Ce qui parut plaire beaucoup à L. L. M. M., ce fut une troupe de cavalcade de 30 à 40 jeunes gens à cheval, fort élégans, en frac et chapeau rond, qui formaient comme une espèce d'escorte à L. L. M. M. pendant la revue le long de la vallée. On dirait, à l'impression que démontrent les bons habitans de Gènes, à en juger en tous lieux, sur les pas de

LL. MM. qu'ils mettent leur gloire toute entière à prouver leurs sentimens de fidélité au Souverain paternel auquel l'Europe a confié le soin de leur bonheur.

« On nous annonce sous peu de jours d'illustres étrangers auxquels la ville de Gènes prépare des fêtes dignes de sa magnificence. »

On attendait à Gènes S. M. l'Empereur d'Autriche pour le 31 mai. On croyait que S. M. le Roi des Deux-Siciles, le Prince de Salerne, ■ Duchesse de Parme, le Vice-Roi de Milan, arriveraient avant à M. I. et R.

— La Congregation de l'Index, par un Decret du 26 mars dernier, a prohibé divers ouvrages nouveaux italiens, espagnols, latins et français. Le Souverain Pontife, en approuvant ce Decret, recommande vivement aux Evêques de toute la Chrétienté, d'apporter toute leur vigilance pastorale à préserver les fidèles de la contagion des doctrines perverties répandues dans une foule d'ouvrages dont l'Eglise a de tout temps signalé le danger.

En même temps que le Saint-Père s'occupe d'opposer une digue à ■ circulation des livres contaires à la Religion et à la saine morale, il s'attache d'autre part, à favoriser la publication et la réimpression des bons ouvrages qui peuvent servir de contrepois au mal. Nous avons parlé, dans le temps, de la lettre honorable qu'il a écrite au libraire Marietti, en lui envoyant une médaille d'or, au sujet de la publication d'une édition complète des œuvres du Bienheureux Alphonse-Marie de Liguori. La Gazette Piemontaise ayant donné une traduction italienne de cette Lettre Apostolique, on nous a témoigné le désir qu'il en fût inséré une traduction française dans notre feuille: nous la donnons ici dans son entier.

— LÉON XII, PAPE:—

« Mon cher fils, salut et bénédiction apostoliques.

« L'un des moyens les plus efficaces d'atténuer les effets de ce déluge de mauvais livres qui, par le trop déplorable malheur de notre âge, inonde le monde entier, consiste à répandre les nombreux ouvrages des écrivains distingués par leur piété et par leurs lumières, que Dieu, dans les vues miséricordieuses de sa providence, suscite contre l'audace des méchans, pour ■ défense de la Religion et le soutien des mœurs. Parmi ces derniers on doit notamment et à bon droit distinguer le Bienheureux Alphonse de Liguori, personnage d'une sainteté et d'une science éminente, qui excella surtout par l'unction particulière d'une tendre piété, et qui, dans ses écrits, met tout ses soins à recommander l'usage fréquent des Sacramens, à inspirer l'amour de Jésus-Christ et la confiance dans sa miséricorde et dans ses mérites, à entretenir le culte de la bienheureuse Vierge Marie Mère du Dieu et des Saints ses protecteurs dans le Ciel, sentimens et pratiques qui sont, après tout, les recours les plus puissans contre la perversité. Ainsi, vous avez certainement bien mérité, non-seulement de la Religion, mais de la société entière, si elle entend ses véritables intérêts, en employant vos soins et votre industrie à recueillir et à mettre au jour les œuvres d'un tel écrivain. Nous vous en avons un gré particulier. Nous qui, pour remplir la charge pastorale qui Nous est imposée, n'avons rien de plus à craindre que de voir tous les moyens

convenables appliqués à combattre les vices ■ à nourrir la pitié. En témoignage de quoi, et pour vous donner une marque de reconnaissance de l'attention que vous avez montrée envers Nous, en Nous adressant un exemplaire de votre édition, et encore pour vous encourager à publier le plus grand nombre possible de livres du même genre, comme vous l'avez fait jusqu'ici, Nous vous envoyons à ces fins une médaille d'or, avec la Bénédiction Apostolique, que Nous vous donnons avec une sincère affection.

Donné à Rome, etc. le 19 février 1825, l'an deuxième de notre Pontificat.

EAUX THERMALES D'AIK-EN-SAYOIE.

Par suite des mesures prises pour empêcher la mendicité dans la ville d'Aix-les-Bains pendant la saison des eaux, on continuera à n'admettre à leur jouissance gratuite que des sujets de S. M., qui seront porteurs d'une autorisation délivrée à cet effet par M. l'Intendant général de la Savoie, appuyée de certificats de bonne vie et mœurs ■ de défaut de fortune, signés par MM. les Curés et Syndics de leur domicile, justifiant en outre que ceux qui en sont porteurs ne payent pas la 1. de contributions. Cette autorisation ne sera délivrée, qu'autant que ceux qui la réclameront auront à leur disposition (l'admission n'étant gratuite que pour l'usage des Eaux) une somme de 20 livres au moins, présumée nécessaire pour fournir à leur logement et à leur subsistance pendant leur séjour. A leur arrivée à Aix, cette somme sera confiée au secrétaire en chef de l'Administration des Bains, pour être employée à pourvoir à ces deux objets et aux soins nécessaires aux malades. Et l'excédant, s'il y en a, leur sera restitué au départ. Enfin, l'Administration locale a fait les dispositions pour qu'en arrivant à Aix, les admis à user gratuitement des eaux, trouvent immédiatement à un prix fixe et modique, logement et subsistance convenables.

Chambéry, 31 mai 1825.

Le Secrétaire de l'Intendance générale,
RUSSEL.

EAU ALCAINE GAZEUSE D'EVIAN, DE CHABLAI, dite Eau Saronneuse de Cachat.

Les heureux effets obtenus depuis plusieurs années de l'emploi de l'Eau alcaline gazeuse d'Evian dans les affections de la vessie causées par ■ présence de graviers, ou la fixation de principes catarrhiques et hémorroïdaux, engagent à en appeler l'usage pour les personnes atteintes des affections indiquées.

Les résultats de l'analyse que M. l'archier vient d'en faire, confirment la réputation que cette source s'est acquise.

Cette Eau ne perd point ses propriétés par le transport; on peut s'en procurer chez M. Perchier, pharmacien à Genève, ou chez M. Cachat, à Evian. Son usage, sous forme de bains ayant présenté des avantages, il a été pris des dispositions pour le mettre à la portée des malades.

NECROLOGIE.

Moulins, 29 mai 1825.

Ce pays vient de faire une perte extrêmement sensible dans la personne de M. Jean-Joseph Roche, directeur retraité des Salines Royales.

Cet homme, aussi savant que modeste, tendre père, ami sincère, excellent employé, doué d'une bonté et d'une aménité toute particulière, auteur de différents ouvrages très-intéressans, entr'autres, d'un tableau de comparaison des poids et mesures de la Tarantaise avec celles des autres provinces de la Savoie, et celles décimales du gouvernement français; des *Notes historiques sur les anciens Centrons*, et des *Leçons théoriques et pratiques d'agriculture*, a succombé le 25 courant mois, à une attaque d'apoplexie foudroyante.

P I É M O N T.

Turin, 26 mai. Le 19 de ce mois est arrivé à Turin M. le chevalier D. Antoine Ugarte y Larrazabal, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Espagne près notre cour. Sont encore arrivés en cette capitale S. A. le prince Constantin Lartovsky, venant de Nice, et M. le chevalier Ferdinand Del-Gioque, Garde-Noble de S. S., venant de Paris.

— Le 19 du courant, la Classe des sciences morales, historiques, etc. de l'Académie Royale, dans sa séance ordinaire, a entendu les lectures suivantes: Rapport au nom d'une Commission, par M. le Chevalier de Saluers, sur une dissertation manuscrite touchant les Couleuvrines; de M. le chevalier Omodei, Capitaine dans le Corps royal de l'Artillerie; Rapport du même Académicien, au nom d'une Commission, sur un projet de restauration et de conservation des monumens des arts épuis dans les États de S. M., présenté au Gouvernement par le prêtre M. François Bayueri; Nouvelle lecture sur le Mètre sexagésimal égyptien, ou Origines primitives des mesures linéaires, et particulièrement de la coudée et du pied, par S. Exc. M. le Comte Rulhié; Seconde Dissertation sur le manuscrit *De Imitatione Christi*, dit le Manuscrit d'Atona, par S. Exc. M. le Comte Nagon.

Cours de Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1.^{er} avril. 1825.

Du 19 au moi 1825: 103 liv., 50 c., en valeur courante pour chaque 100 liv. valeur de tarif.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

Les nouvelles d'Orient semblent confirmer les premières défaites d'Ibrahim-Pacha, qui se serait réfugié à Mudon, en attendant des secours. D'un autre côté, l'armée de Reschid-Pacha doit avoir éprouvé des revers; et des trahisons exercées contre des Albanais et contre les chrétiens de Janina paraissent disposer les Albanais à se réunir à la cause des Grecs.

— Les gélées qui ont eu lieu dans la nuit des 15, 16, 17 et 18 mai, ont causé beaucoup de dommages dans quelques cantons de l'Allemagne et dans le nord de la Suisse.

A N G L E T E R R E.

M. Brougham doit proposer à la Chambre des Communes, un bill pour établir à Londres une université.

Paris, 24 mai. Les ministres ont porté aux deux Chambres la proclamation du Roi qui ajourne la suite de la session au 7 juin.

— M. le prince de Polignac, ambassadeur de France en Angleterre, est arrivé à Paris.

— Le Roi a successivement reçu les ambassadeurs extraordinaires de Prusse, de Sardaigne, des Pays-Bas, d'Autriche, etc.

— M. l'abbé du Pape, qui a apporté la barrette de Cardinal pour S. Em. le prince de Croÿ, archevêque de Rouen, était chargé, en même temps, de remettre à M. le Dauphin son épée et un bandier hérité par S. M., et à Madame la Dauphine le marteau d'argent avec lequel le Pape a ouvert la Porte-Sainte. La réception de M. l'abbé a eu lieu avant hier.

— M. l'archevêque de Paris a ordonné des prières publiques à l'occasion du sacre du Roi.

— Les présents destinés à la Cathédrale de Reims sont d'une richesse qui en égale la beauté. Ils consistent en ornemens sacerdotaux nombreux, deux chappelles complètes, chaise de la Sainte-Amboise, vases, plats, mitre enrichie de pierres, ainsi que deux croix pectorales et anneaux, garnitures d'autels, croix, flambeaux, daïs, etc.

26 Mai. MM. les ministres des affaires étrangères et de la guerre sont partis hier pour Reims. Le duc de Northumberland part demain pour la même ville.

— On dit que M. l'archevêque de Reims a reçu de S. S. la permission de porter les insignes de cardinalat, en attendant sa promotion, qui aura lieu dans le premier consistoire.

Actions de la banque de France : 2175 fr.

Cinq pour cent consolidés : 104 fr., 85 c. ; 101 fr., 50 c. ; 102 fr., 85 c.

Trois pour cent, j. de juin : 74 fr., 75 c. ; 74 fr., 85 c.

I T A L I E.

S. M. le Roi de Sardaigne et LL. AA. RR. les Princesses ses filles, sont arrivées le 25 mai à Florence, où elles ont été reçues par S. A. I. R. la Grande-Duchesse de Toscane et par S. A. I. R. la jeune Grande-Duchesse Marie.

— S. Em. le Cardinal légat de Bologne s'est rendu à Milan.

— On apprend d'Alexandrie d'Egypte que le gouvernement britannique doit préparer au Pacha d'Egypte d'établir la communication de la Mer-Rouge avec la Méditerranée.

V A R I É T É S.

Éloge historique d'Antoine FARRÉ. Premier Président du Sénat de Savoie, par M. le Sénateur AVET; br. in-4.^e de 72 pages; à

Chambéry, de l'Imprimerie de *Routin, Battero et Alessio*, Imprimeurs du Roi; 1824.

Pour tracer dignement le tableau de la vie et des travaux du Président Favre, il fallait un juriconsulte éclairé qui, aux connaissances de son état et à toutes celles qui se rattachent à l'étude de la jurisprudence, joignit le talent de l'écrivain. M. Avot a prouvé qu'il réunissait les conditions nécessaires pour remplir la tâche difficile qu'il avait entreprise. Le suffrage du public, honorable et juste récompense du travail de l'auteur, nous dispense d'un éloge qui n'ajouterait rien au succès de l'ouvrage. Nous n'avons donc d'autre dessein, en nous occupant de cet écrit, que de remplir l'un des objets que nous nous sommes constamment proposés jusqu'ici, de consacrer, dans une feuille consacrée aux intérêts de notre patrie, tout ce qui peut contribuer à l'honorer.

Il serait à désirer que chacun des hommes distingués que notre pays a vu naître, devint l'objet d'une tâche semblable, sous la plume d'un biographe également capable de reproduire fidèlement les traits du personnage, et de porter un jugement éclairé sur ses actions ou sur ses travaux. Le recueil de ces tableaux formerait une intéressante galerie, où la jeunesse trouverait des sujets d'encouragement et d'émulation, les hommes de tous les états, des modèles à imiter, d'importantes leçons à méditer, et la patrie en général, des souvenirs honorables qui contribueraient à exciter et à entretenir les sentimens généreux et élevés, et l'amour des choses nobles et utiles.

M. Avot parcourt successivement les divers périodes de la vie de Favre, les fonctions qu'il a tour à tour remplies, les circonstances où il a composé et publié ses différens ouvrages; il détermine le degré du mérite respectif de ceux-ci; il montre le rang qu'ils ont reçu parmi les nombreux écrits des juriconsultes, et le genre d'influence qu'ils ont exercée sur l'administration de la justice; il indique les autres espèces de travaux de Favre; en un mot il expose tous les détails les plus saillans de la vie publique et privée de ce savant et laborieux magistrat, qu'il nous montre enfin mort presque debout, la plume à la main, travaillant à ses *stationnelles*.

Nous voyons d'abord le jeune Favre faire des études distinguées, rédiger ses leçons de droit en latin et les dicter en grec, consacrer quatorze heures par jour au travail, en réserver seize par jour, deux fois par semaine, à des études particulières, choisir

pour thèses, en prenant ses derniers grades, des matières neuves et hardies, qui étonnent son auditoire : « On étoit venu, dit M. Avel, entendre un écolier, et l'on admira un jurisconsulte consommé. »

Devenu avocat au Sénat de Savoie, il publie à vingt-trois ans ses premiers livres des *Conjectures*. Son mérite parvient à la connaissance de son prince, qui, par une honorable exception, et contre les règles établies, le nomme, avant l'âge requis, Juge-Maje de la Dresse et du Bugey, et bientôt l'élève au rang de Sénateur. Dans un voyage qu'il fait en Provence, par commission du Sénat, il compose en six semaines son traité de *Furtis nummulariorum de bilorum solutionibus*.

Ses lumières et son équité attirent l'attention du Duc de Nemours, qui le demande avec instance au Duc de Savoie ; et Favre est appelé à la présidence du Conseil de Genevois, pour rétablir l'ordre dans l'administration de la justice de cette province. C'est en remplissant avec le plus grand succès cette fonction délicate, qu'il compose la plupart des ouvrages qui vont le placer au premier rang des jurisconsultes, tels que les *Cent Décades des erreurs des Praticiens*, les *Rationnelles*, le *Recueil des décisions du Sénat de Savoie*, si connu sous le titre de *Code Fabrien*, etc.

Ici l'historien de Favre nous présente l'intéressant tableau de l'union et touchante amitié qui s'établit entre le savant Magistrat et l'aimable et saint Evêque de Genève, François de Sales. C'est aussi à cette époque que se rattache l'établissement, dans la ville d'Annecy, d'une institution qui honore la mémoire des deux fondateurs. « Si les lettres et les arts, dit l'auteur de l'Eloge, ont jeté quelque éclat sur notre patrie, ce fut là leur ouvrage. Convaincus que tout mal et toute erreur ne proviennent que de l'ignorance, et que des fausses lumières, plus funestes que l'ignorance, le Président Favre et François de Sales réunirent leurs efforts pour faire participer leurs compatriotes au mouvement intellectuel qui commençait à se manifester dans toute l'Europe ; ils ne négligèrent rien de tout ce qui pouvait leur inspirer le goût de la bonne littérature, l'amour des sciences et des arts. Alors on vit la ville d'Annecy devenue, en quelque sorte, le berceau des lettres, présenter un spectacle aussi nouveau qu'intéressant. Des hommes instruits y accoururent de tous les points de la Savoie. Les talents encouragés semblèrent tout à coup se réveiller. L'union de l'utile et de l'agréable, cette loi du goût, cette règle invariable des

» beaux-arts , se manifesta par la création de la première société
 » littéraire qui eût existé en-deçà des Alpes. Et bien avant que ces
 » espèces de familles savantes , que les sciences se sont créées en
 » Europe , eussent été adoptées en France par le génie de Richelieu , une Académie florissait déjà en Savoie. Elle reçut le nom
 » d'*Académie Florimontane* , et eut pour emblème un oranger
 » chargé de fleurs et de fruits , avec cette devise : *Floris fructus-*
 » *que perennes*. Le Duc de Nemours en était le protecteur ; le
 » saint Evêque de Genève la présidait. Une séance publique se te-
 » nait chaque semaine dans la maison même de Favre. L'objet en
 » était réglé d'avance. On y distribuait des prix et des couronnes
 » aux meilleures compositions de tous genres. La grammaire , la
 » poésie , l'éloquence , la philosophie , la théologie , les mathéma-
 » tiques , en un mot , tout ce qui peut développer l'esprit humain
 » était du ressort de cette Société. Ses statuts furent rédigés en
 » 1607 , et deux ans après , elle était parvenue à un tel degré de
 » prospérité , que des savans étrangers briguaient l'honneur d'y
 » être admis. Le jurisconsulte Silesien (Schinsorlecker) , qui s'était
 » rendu à Annecy , dans le seul objet de payer un tribut d'admira-
 » tion à l'auteur des *Conjectures* , y siégea comme membre hono-
 » raire. Favre , dans une épître qu'il lui adressa , donne les plus
 » grands éloges à cette institution , et atteste qu'elle pouvait être
 » mise en parallèle avec celles qui jetaient alors le plus d'éclat en
 » Italie. »

Favre cultiva lui-même les Lettres et sut allier le commerce des
 Muses avec la sévère dignité de ministre de la justice. Il composa
 une tragédie dont l'auteur de l'Éloge fait une exacte et judicieuse
 analyse , dont il indique les défauts qui tenaient à l'esprit du siècle ,
 et dont il signale des beautés de détail qui ont bien d'étonner à une
 époque antérieure de plus d'un demi-siècle au créateur de la tra-
 gédie française.

La haute réputation dont Favre jouissait en Europe lui fit confier
 souvent des négociations difficiles , et plus d'un souverain le choisit
 pour arbitre de ses intérêts. Le Duc de Nemours et sa mère Anne
 d'Est le chargèrent d'aller en Italie réclamer les droits de cette
 princesse à la succession d'Alphonse II. Duc de Ferrare. Pendant
 le séjour qu'il fit à Rome à ce sujet , il composa la plus grande partie
 de son bel ouvrage sur la Jurisprudence Papienne.

Une nouvelle mission de la Duchesse de Nemours lui fit faire le

voyage de Paris, où, comme à Rome, il fut comblé d'honneurs et de témoignages de la plus haute distinction.

Élevé, en 1610, à la charge éminente de premier Président du Sénat de Savoie, les circonstances le mirent dans le cas d'employer une année entière à lever des troupes et à les pourvoir de subsistances; ce qu'il fit à la satisfaction complète de son Souverain. Revenu dans l'exercice de ses fonctions de magistrat, il fut plus d'une fois consulté dans le Conseil du Prince, sur les affaires les plus importantes. C'est vers ce temps qu'il fut chargé d'aller soutenir à Milan les intérêts du duc de Savoie touchant les droits de cette Maison au Duché de Manterrat, et qu'il put donner cette fameuse Consultation, où il faisait triompher la cause dont la défense lui avait été confiée. Charles-Émmmanuel lui conféra alors la dignité de Gouverneur civil et militaire du Duché de Savoie.

Bientôt une mission délicate lui fut donnée par le même Prince, qui le chargea d'accompagner, avec saint François de Sales, le Cardinal de Savoie à la Cour de France, pour y négocier le mariage du Prince de Piémont avec Marie-Christine, fille de Henri IV. Dans cette circonstance, la Magistrature française rendit d'éclatans hommages à l'illustre auteur du Code Fabrian. Louis XIII voulait le placer à la tête du Parlement de Toulouse; sur son refus, il lui offrit lui-même la charge de Secrétaire-d'Etat, en lui faisant entrevoir qu'il l'élèverait bientôt à la dignité de Chancelier. Favre sut résister à la séduisante perspective des honneurs étrangers, et resta invinciblement attaché à son Souverain. Il revint dans sa patrie, où, comblé d'une vraie gloire, entouré d'une haute réputation, honoré de l'estime et de l'affection de son prince, il continua à se livrer avec activité à de nombreux travaux, en pratiquant les vertus religieuses et sociales dont il avait toute sa vie donné l'exemple, jusqu'au moment où la mort le surprit, occupé, comme nous l'avons dit, à relancer l'un de ses principaux ouvrages. Sa bienfaisance et son désintéressement méritaient d'être remarqués. Malgré les places avantageuses qu'il avait occupées, il n'avait pas augmenté son revenu de mille livres. Il allait porter lui-même des secours dans les tristes réduits de la misère, et il faisait donner des aumônes à tous les indigens qu'il rencontrait. On évaluait à six mille sept cent livres les sommes qu'il distribuait annuellement; et, dans les années malheureuses, il vendait ses meubles et son argenterie pour soulager les infortunés.

Nous renvoyons à son Éloge historique pour un grand nombre de

détails pleins d'intérêt que les bornes de cet article nous ont forcé d'omettre.

Le plan de tout Éloge historique étant tracé par l'ordre des temps, nous n'avons rien à dire sur ce point.

Quant au style de l'auteur, il coule de source, et il nous paraît orner de ce genre particulier d'élégance qui seul pourrait convenir à la gravité du sujet. Scrupuleux à remplir la tâche de la critique, recherchons-nous maintenant avec un soin minutieux quelques légères taches à signaler dans cet écrit? La difficulté de les apercevoir, leur petit nombre et le mérite de l'ouvrage considéré dans son ensemble, rendraient cette sorte de critique à peu près superflue.

Laissons donc quelques inadvertances, pour applaudir sincèrement au talent littéraire de l'auteur, et félicitons-nous de ce que son ouvrage annonce à notre pays un écrivain de plus.

PARTÉMIENCE de la Loi religieuse sur la Loi civile, ou Essai philosophique sur leurs rapports avec la naissance, le mariage et le décès; par J. P. DECAIS (de Sixt), Avocat à la Cour Royale de Paris.

Un vol. in-8.^o de 211 pages. A Paris, à la librairie ecclésiastique, sur du Pot-de-fer, n.^o 6; et à Lyon, chez *Rusand*, Imprimeur du Roi; 1804.

Quid leges sine moribus rancæ proficiunt? La meilleure garantie de l'exécution des lois, est dans la conscience des hommes. La morale n'est pas seulement le premier appui de toute législation, mais elle en est encore le supplément le plus efficace; *Plura moribus, quam viribus vincimus*, a dit un ancien. Or, qu'il n'y ait point de véritable et saine morale sans croyance religieuse, c'est un principe devenu trivial à force d'évidence et d'autorités.

M. Dueros observe avec raison que des législateurs modernes, dirigés par les doctrines prétendues philosophiques qui attaquaient toutes les bases de l'ordre social, en établissant des lois civiles entièrement indépendantes de toute idée religieuse, étaient très-conscquens dans leur système, puisqu'ils avaient admis je ne sais, quelle morale et quelles vertus étrangères à tout rapport de l'homme avec le ciel, à toute croyance à l'éternel législateur, à la présence d'un témoin et juge invisible des actions et des pensées les plus secrètes de l'homme.

Si la loi civile n'a pas de plus puissant auxiliaire qu'une morale sûre et dégagée de l'influence des passions, et si celle-ci, à son tour, n'a d'autre source réelle que dans la foi et les sentimens religieux, il faudra bien admettre une alliance nécessaire entre les lois humaines et les lois divines. Les premières ne peuvent et ne doivent être que le développement et l'application des lois éternelles qui remontent à l'origine de toute sagesse et de toute justice. Une législation qui n'a d'autre sanction que la raison incertaine de l'homme, mère de toutes les erreurs, qui dans ses détails n'embrasse que des intérêts matériels, qui n'envisage que ce qu'il y a de moins noble dans l'existence et les destinées de l'homme, une telle législation, outre qu'elle est sans dignité, sans aucun titre au respect, doit finir par se trouver sans autorité et sans force, parce qu'elle est privée d'un principe de vie, parce qu'elle manque de cette haute sanction puisée dans une autorité suprême, antérieure à toute société civile, dans cette autorité divine sur laquelle tous les législateurs de l'antiquité ont cru devoir étayer l'édifice de leurs lois. « Tous les peuples, dit l'immortel Bossuet, ont voulu donner » à leurs lois une origine divine; et ceux qui ne l'ont pas eue ont » feint de l'avoir (1). » Une législation qui ne s'attache qu'à régler des intérêts purement terrestres, peut convenir à la morale du néant; mais cette morale et ces lois, qui dégradent l'homme, qui avilissent et corrompent la société, quel ordre, quelle harmonie peuvent-elles faire régner parmi les hommes? Ah! laissons ces théories inusées qui font si peu d'honneur au siècle qui les a vu naître. Hélas! c'est bien en vain que l'homme, dans l'aveuglement de son orgueil, croirait trouver, dans ce qu'il appelle les lumières de sa raison, toute la règle des actions humaines et tous les principes conservateurs de l'ordre social. S'il y a eu parfois de bonnes lois sur la terre, où faut-il en chercher l'origine? « Tout ce que » Lacédémone, dit encore Bossuet, tout ce qu'Athènes, tout ce que » Rome; pour remonter à la source, tout ce que l'Égypte et les » États les mieux policés ont eu de plus sage, n'est rien en commun de la sagesse qui est renfermée dans la loi de Dieu, d'où » les autres lois ont puisé ce qu'elles ont de meilleur (2). » Ainsi l'ont pensé tous les grands hommes qui aux lumières d'un puissant

(1) *Polit.* liv. 1, art. 4.

(2) *Polit.* Avant-propos.

génie ont réuni une vaste instruction et une étude approfondie de l'ordre social.

Les trois grandes circonstances de la vie de l'homme, d'où dérivent tous ses rapports avec la famille et avec la société, sont la naissance, le mariage et le décès. La religion chrétienne qui, dans toutes ses parties, montre une si profonde connaissance de l'homme, a environné ces trois situations importantes de toute sa sollicitude; et quoiqu'elle s'occupe, avant tout, des destinées futures de ses enfans, non-seulement elle n'a pas négligé leurs rapports civils et terrestres, mais leurs intérêts temporels se trouvent encore combinés avec la plus haute sagesse, dans les soins qu'elle semble ne prodiguer qu'à la conduite spirituelle de leurs aînés.

Le Christianisme a des conseils, des préceptes, des lois appropriés à tous les âges, à toutes les conditions, à toutes les positions sociales, à toutes les formes de gouvernement. Aussi combien n'a-t-il pas contribué à la civilisation des peuples! Combien d'emprunts ne lui ont pas fait les codes des nations les plus éclairées! Quelles lumières n'a-t-il pas répandus sur les devoirs de l'homme privé, ainsi que sur les obligations réciproques des princes et des sujets! Si la société civile doit à la loi religieuse les plus grands bienfaits dont elle jouit, pourquoi le législateur refuserait-il à la religion l'hommage solennel qu'elle a le droit d'en attendre? Pourquoi ne contribuerait-il pas, par son exemple, à augmenter le respect des peuples pour cette religion qui sanctionne son autorité, et qui donne à ses lois, pour le bien des ténemens et de l'ordre public, une force qu'il chercherait vainement ailleurs? Le législateur, dans l'intérêt de ses vues, ne saurait trop rappeler aux hommes l'idée de la Divinité, au lieu de chercher à l'éteindre dans les cœurs; il ne saurait trop reproduire la pensée d'un juge redoutable à qui tout est soumis, et à qui rien ne peut échapper.

C'est donc une grande et belle question que d'examiner si les législations humaines peuvent désavouer leur origine, en refusant de la reconnaître dans les anciens Oracles de la Suprême Sagesse; dans les lois expresses qu'elle a instituées, dans celles qui sont émanées de son esprit, et qui se sont successivement établies sous son assistance; de rechercher quels peuvent et quels doivent être les points de contact de la loi civile et de la loi religieuse; quelles sont les circonstances où elles doivent intervenir l'une et l'autre pour le plus grand avantage de la société, le choix d'un tel sujet qui fournit matière à des considérations de l'ordre le plus élevé.

fait beaucoup d'honneur à l'auteur de l'ouvrage que nous annonçons; et nous ne sommes point étonnés des suffrages qui lui ont été décernés jusqu'ici, et qu'il peut espérer de la part de tous les bons esprits.

L'analyse de cet ouvrage nous entraînerait beaucoup au-delà des limites que nous devons nous prescrire. Pour faire connaître le résumé des principes que l'auteur a développés, et qu'il a étayés de nombreuses autorités d'un grand poids dans les matières qu'il a traitées, il nous suffira de citer une partie de sa conclusion; et c'est le motif qui nous fait préférer cette citation à celle de quelques autres passages que nous regrettons de ne pouvoir mettre sous les yeux de nos lecteurs.

Il paraît que M. Durros a entrepris cet ouvrage à l'occasion des nombreuses réclamations qui s'élèvent en France au sujet de la tenue des registres de l'état civil, que l'on désire en général voir repasser entre les mains des ministres de la religion. Il s'est attaché à prouver que les actes relatifs à la naissance, au mariage et au décès, dépendaient à la fois de la puissance religieuse et de la puissance civile, exerçant l'une et l'autre leur ministère dans un accord sage et établi et maintenu par des lois expresses sur cet objet.

« Il est démontré, dit l'auteur, qu'il n'y a pas de monde sans dogme; que la profession des dogmes enfante et conserve la morale, et par conséquent la société, qui ne peut exister sans elle; que le baptême est le premier dogme et comme la porte du Christianisme; que ce dogme, qui enseigne à l'homme unis-
 sant et qui rappelle sans cesse à l'homme fait le dogme si important de l'immortalité de l'âme, sans lequel l'existence ne serait que folie, conserve seul toute la morale qui résulte de ce dernier dogme. D'un autre côté, il a été également démontré que le premier et le principal devoir du prince est de maintenir les institutions qui tendent à procurer, et qui peuvent seules assurer le bien-être de la société, dont la direction lui est confiée; qu'il ne peut atteindre à ce but sans le secours de la morale, et par conséquent sans le secours des dogmes d'où elle découle, et qui sont la seule sanction des crimes qu'il ne peut ni connaître ni punir, comme ils sont aussi celle de sa conduite envers les citoyens et de celle des citoyens envers lui; qu'enfin, et pour tous ces motifs, le prince doit surveiller à la réception du baptême, qui est la base de la religion chrétienne, comme il l'est de la société civile.

» En second lieu, il a été prouvé que le mariage est un contrat
 » divin dans son essence; que, sous ce rapport, il ne peut être
 » reçu ni formé que par les ministres du culte, et n'a jamais pu
 » devenir un contrat purement civil; qu'il n'a celle dernière qua-
 » lité que dans ses effets et ses résultats; que, sous ce point de
 » vue, le prince peut imposer des conditions, mettre des empê-
 » chemens à ce lien, et qu'il doit en faire constater l'existence;
 » mais qu'il est inhabile, ainsi que sa loi, à le former réguliè-
 » rement. Lien purement religieux, ce contrat ne peut recevoir son
 » existence et la seule sanction qui puisse l'atteindre, que de Dieu
 » lui-même, par l'entremise du ministre des autels, lequel peut
 » aussi y mettre des empêchemens.

» Quant au décès, le prince, au nom de la société, a le plus
 » grand intérêt à le faire constater légalement; mais le terme de
 » la vie ne mérite-t-il jamais de venger la société des outrages que
 » lui a faits celui qui a cherché à la désorganiser par ses exemples
 » ou ses écrits corrupteurs? Nous avons vu ce qui se passait à cet
 » égard sur les antiques bords du Nil et chez les Celtes nos aïeux.

» En même temps que nous avons reconnu que ces actes dépen-
 » daient, sous ces deux rapports, de l'une et de l'autre puissance,
 » nous avons fait voir que celles-ci doivent s'entendre et établir
 » entre elles la plus parfaite harmonie, afin d'empêcher le heurt
 » et le froissement de leur autorité respective, nécessaires toutes
 » deux au maintien de la société humaine. »

Comme, dans notre pays, nous sommes étrangers à la question
 spéciale qu'il s'agit de résoudre, nous nous abstenons de citer les
 dispositions législatives que l'auteur propose en conséquence des
 principes qu'il a tâché d'établir.

Le style de cet ouvrage nous paraît ce qu'il doit être, clair, sou-
 tenu, à quelques négligences près, auxquelles le défaut d'espace
 ne nous permet pas de nous arrêter; il est grave comme la matière,
 souvent animé, car l'auteur s'élève quand le sujet le demande; et
 sans la nécessité de nous restreindre dans les harues qui nous pres-
 sent, nous aurions pu citer quelques morceaux que les meilleurs
 écrivains ne désavoueraient pas. Cette production d'un compatriote
 fait honneur à notre pays, et nous avons suivi avec satisfaction l'oc-
 casion d'en entretenir nos lecteurs.

Par ordonnance du 24 mai 1825, enregistrée le même jour au bureau de Moutiers.

Le Tribunal de Préfecture de Tarentaise a de nouveau fixé l'audience de la première enchère des subhastations, poursuivies par les frères Arnaud de Celliers et Aigueblanche, contre Esprit-Marie Ducloux de Douci, au 17 juin prochain, à neuf heures du matin, et ladite ordonnance a été dûment signifiée à ce dernier.

BERNARD emplet, Proc.

ANNONCES.

LEÇONS THÉORIQUES ET PRATIQUES D'AGRICULTURE, rédigées d'après les recherches, analyses et expériences faites par plusieurs Savans sur les principes qui constituent les végétaux, sur ceux qui forment la terre végétale, et sur les meilleures méthodes de cultiver la terre ;

Par M. J.-J. ROUX, ancien Directeur des Salines royales de Moutiers, actuellement retraité.

A Chambéry, de l'imprimerie de ROUX, BOTTINO et ALBERT, Imprimeurs du Roi ; ■ se trouve à Chambéry, chez Berguin neveu, libraire, Place Saint-Lager. Un vol. in-8.^o de 376 pages ; 1825.

N. B. Nous nous occuperons de cet Ouvrage dans un prochain Numéro.

L'AMI DU RICH ET DU PAUVRE, par un ecclésiastique de Savoie ; petite brochure in-12, chez PUTHOD, libraire du clergé.

Cette brochure, sortie de la plume d'un Ecclésiastique bien méritant, écrite avec la plus saine logique, est puisée dans l'Evangile et dans les principes des Pères les plus distingués de l'Eglise ; écrite sans emphase ni prétention de style, elle est à la portée de tous les âges et de toutes les conditions ; chacun peut faire sans effort ce que conseille ce guide sage et éclairé. L'homme le plus indifférent sur les préceptes que contient cette brochure, sentira des yeux étonnés sur l'apathie où il vivait à l'égard de son semblable ; la conviction l'entraîne et il fait l'effort avec qu'il est impossible de lire ce livre précieux sans se sentir une douce et religieuse pente à soulager ses frères.

CHARADE.

A la lueur de mon entier,
On ne va point à l'aventure.
Veut-on me personnifier,
Je fais une juste figure.
C'est d'ordinaire avec mesure
Que l'on fait marcher mon premier.
Mon dernier est chose commune,
Chacun de nous reçoit le sien ;
Nous nous en trouvons mal ou bien ;
Sélon qu'il plaît à la fortune.

La mot de la dernière Enigme est *glorie*.

Addition aux Articles de l'Intérieur et de l'Étranger.

Chambéry, 2 Juin. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois de Mai 1825.

M A I 1825.

BAROMÈTRE à 0. ^o				THERMOMÈTRE.			
Mét. Bar.		F. Lig.		Centigrade.		de Réaumur.	
De 1. ^{re} au 10	739.2 . . . 27	3. 7		De 1. ^{re} au 10	+ 17. ^o 9	+ 14. ^o 32	
De 11 au 20	736.1 . . . 27	2. 3		De 11 au 20	+ 30.1	+ 24. ^o 08	
De 21 au 31	738.5 . . . 27	3. 4		De 21 au 31	+ 16. ^o 7	+ 13. ^o 36	
Max. le 21	742.7 . . . 27	5. 2		Max. le 23	+ 37. ^o 67	+ 30. ^o 16	
Min. le 15	735.2 . . . 27	13. 7		Min. le 18	+ 4. ^o 5	+ 3. ^o 40	

Turin, 28 mai. On écrit de Milan que LL. MM. II. et les augustes princes qui s'y trouvent réunis reçoivent, dans toutes les fêtes publiques destinées à célébrer leur présence, des marques éclatantes de la joie et du développement des habitants. Le 24 de ce mois, LL. MM. ont honoré de leur présence les fêtes qui leur ont été successivement offertes par la Noblesse et par le corps de ville.

Paris, 29 mai. Le 8 juin est le jour fixé pour la grande fête qui sera donnée dans l'Hôtel-de-Ville à S. M. et à LL. AA. RR. Il y aura banquet, concert et bal. Le même jour il y aura des fêtes populaires dans divers quartiers de Paris.

— M. le duc de Villahermosa, ambassadeur d'Espagne pour assister au sacre, vient d'arriver à Paris.

— La Gazette universelle d'Augsbourg donne, sur les affaires de la Grèce, des nouvelles qui paraissent contradictoires et qui augmentent l'incertitude où l'on est sur le véritable état des choses, soit dans la Moree, soit dans la Grèce septentrionale.

Londres, 23 mai. Les nouvelles de la Colombie contiennent une lettre de Bolivar au Président du Sénat Colombien, datée de Lima, du 22 décembre 1824, par laquelle il déclare que la Colombie n'a point plus un seul ennemi sur le continent américain, le moment est venu où il doit tenir sa promesse de se débarrasser de tout emploi quelconque, et il annonce même l'intention de quitter le territoire colombien.

ERRATA du N.^o 20.

Page 401, après les mots *il deniers*, 3.^{me} ligne de l'art. 2, *ajouter ces mots* : dans cette pièce se trouve une maison fermière, cour, et jardin ; et page 403, art. 6, après les mots, *champs et jardin*, *ajouter* : maison fermière, grange, cour et cour.

N.^o 21, page 428, ligne 25, section des variations, *lire* : 2.^{me} section

Marchés de Chambéry des 24, 26 et 28 mai 1825.

		LE VIVANT.		L'HACTOITIER.	
Blep.		l.	s.	l.	s.
Froment,	Prix :	18	80	—	24 12
Seigle		13	18	—	17 44
Orge		13	34	—	17 64
Sarrasin		9	00	—	0 0
Maïs		0	00	—	00 00
Avoine (1)		12	77	—	8 89
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.		—	—	—	0 36
Viande, idem. idem.		—	—	—	0 60

(1) Rapport des 3 v. et 1/2 en hectolitre :		
Froment.	0.	0.
Seigle.	0.	0.
Avoine.	0.	0.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 10 Juin.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 9 juin. La procession générale de la Fête-Dieu a eu lieu en cette ville, jeudi dernier, avec toute la solennité ordinaire. Le Chapitre, le Clergé des quatre paroisses de la ville et des faubourgs, les Fil. PP. Capucins, toutes les Confréries des deux sexes, les Orphelins, les élèves de la Doctrine Chrétienne, l'Ecole des Sœurs de Saint-Joseph, y ont suivi à leurs places accoutumées. Le Saint-Sacrement, porté par Mgr. l'Archevêque, était suivi de Mgr. De La Palme, ancien Evêque d'Aoste, du Sénat en robes rouges, et de MM. les Nobles Syndics. Le Saint-Sacrement a été salué par les décharges de toutes les troupes de la garnison et des Gardes Pompieri, distribués sur différentes places. Le plus grand ordre a régné pendant toute la procession.

— Dans la dernière Ordination faite par Monseigneur l'Archevêque, le 28 mai dernier, il y a eu huit tonsurés, dix sujets ont reçu les Ordres mineurs, deux ont été faits sous-diacres, dix ont été faits diacres, et neuf ont reçu la prêtrise.

— Voici les nouvelles détails que nous recevons de Gênes, en date des 30 mai et 1.ºr juin.

« S. A. le prince de Metternich est arrivé à Gênes le 30 mai; il loge chez S. Exc. M. le Marquis d'Yenne, Gouverneur de Gênes. Déjà nous avons vu arriver successivement LL. AA. RR. le Prince et la Princesse de Salerne, l'Archiduchesse Louise de Toscane, LL. AA. R. et S. la Princesse et la Prince de Carignan, S. A. l'Archiduchesse Marie-Louise, Duchesse de Parme. La ville de Gênes, fière de posséder bientôt, avec ses bien-aimés Souverains, les hôtes illustres qu'elle reçoit et en si grand nombre d'augustes personnages, prépare des fêtes magnifiques. L'orchestre de son municipium est organisé pour le bal que la ville doit offrir à LL. MM. R. et R. dans le beau salon du palais ducal.

« Le 31 mai, les troupes de la garnison, commandées par S. Exc. M. le Gouverneur, étaient sous les armes dès neuf heures du matin, pour rendre les honneurs à LL. MM. le Roi et la Reine, qui sont allés à la réception

de LL. MM. II. à quelques milles de la ville. L'entrevue des Souverains eut lieu au Palais Pallavicini, au delà de Rivarolo. LL. MM. l'Empereur et l'Impératrice sont arrivés dans la même voiture que nos Souverains. A l'aspect de la ville de Gènes, au lieu nommé *la Lanterne*, les augustes Voyageurs ont fait arrêter les voitures, pour jouir du coup-d'œil pittoresque et enchanteur que présentent la flotille royale pavloise dans le port, et au fond du tableau, Gènes la superbe. Dans ce moment, S. Exc. le Gouverneur se présenta à la portière droite du carrosse de LL. MM., où, en peu de mots, et avec cette manière chevaleresque qui le distingue, il offrit à LL. MM. II. l'hommage de la garnison de Gènes et des habitants, et celui de son profond respect envers leurs augustes personnes. LL. MM. II. et RR. ayant continué leur route, le Gouverneur, l'épée à la main, accompagna la voiture auprès de la portière droite. Les corps de la garnison rendirent les honneurs sur toute la route à LL. MM., qui arrivèrent au palais du Roi, au milieu d'une double haie des troupes d'un côté, et de la foule des habitants de l'autre. S. A. I. l'Archiduc Vicaire-Roi du royaume Lombard-Vénitien et son auguste épouse, la belle princesse de Savoie-Carignan, suivirent la voiture de LL. MM. Les témoignages du respect et de la joie publique, la son des cloches, le bruit du canon, la musique militaire concouraient à donner à ce spectacle le caractère le plus imposant.

» Le soir on donna au théâtre la *Sémiramide* de Rossini.

» On compte en ce moment ■■■ de quatre mille étrangers dans la ville de Gènes. »

A V I S. — Adjudication de travaux publics.

Le 18 juin courant, il sera procédé, au bureau de la Vice-Intendance de Maurienne, à l'adjudication, par soumissions cachetées, des travaux en fouilles, déblais, perrés et jetées, le long de la route royale, dans ■ plaines de la Grand'Maison et d'Argentine, sur la mise à prix de 25,938 livres.

Le délai pour l'offre du sixième ou du douzième est fixé au 25 même mois à midi précis.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 2 juin : *LITRES - PATENTES* (du 14 mai 1825), par lesquelles S. M. autorise une émission de rentes amortissables pour une somme de 26,225 liv. 75 c., assigne les fonds nécessaires pour leur paiement et fait une désignation de 43,576 liv. 75 c., pour être employée au paiement de pareille somme de rentes à inscrire sur le registre de la dette perpétuelle de l'Etat.

P I É M O N T.

Turin, 1.^{er} juin. S. Exc. M. le Marquis de S. Marzan, Ministre d'Etat et Grand Chambellan de S. M., qui s'était rendu à Milan pour complimenter S. M. l'Empereur au nom du Roi, est arrivé à Gènes le 25 mai. S. Exc. M. le Comte Salfier de la Tour, Ministre et Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, y était arrivé le même jour. Ils s'étaient arrivés à Gènes M. le Marquis de la Tour-du-Pin, Pair de France, ambassadeur de S. M.

T. C. ; M. le comte Mocenigo, envoyé extraordinaire de Russie ; M. le comte de Waldburg-Truchsess, *idem* de Prusse ; le chevalier Vonder-Horven, *idem* des Pays-Bas ; le prince de Partanna, *idem* des Deux-Siciles ; M. Antoine Tosti, chargé d'affaires du Saint-Siège ; M. Henri Fox, *idem* d'Angleterre ; M. le baron de Malten, *idem* de Bavière.

— S. M. a daigné accorder à une société un privilège de quinze ans pour établir la navigation à vapeur sur le Lau-Majeur et ensuite sur le Tessin et la Rhod.

— L'Académie Royale des Beaux-Arts a publié le concours pour les places gratuites des élèves à Rome, pour la Peinture, la Sculpture et l'Architecture. (Voyez, pour les conditions du concours, la *Gazette Piémontaise* du 3. mai.)

— M. le marquis Alfieri de Sostegno, Ambassadeur de S. M. à la Cour de France, est nommé Grand de la Couronne.

— Les Ministres plénipotentiaires de S. M. près les Cours d'Autriche et de Naples, M. le Comte Berardo de Pralormo, et M. le marquis de Saint-Saturnin, se rendent à Gènes.

4 Juin. LL. MM. le Roi et la Reine des Deux-Siciles sont arrivées à Gènes le 1. er juin. Tous les Souverains et Princes actuellement réunis à Gènes, sont logés, avec leurs nombreuses suites, dans les palais de la rue Balbi et de la place de l'Annunziata, lesquelles, par la nombre et la magnificence de leurs édifices, surpassent en beauté toutes les rues et places des autres villes de l'Europe.

— Le 28 mai dernier, était arrivé à Gènes M. le Comte de Lutsoff, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Russie.

Cours de Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1. er avril. 1825.

Du 28 au 31 mai 1825 : 103 liv. 75 c. Du 2 au 4 juin : 103 liv. 75 c. ;
valeur courante pour chaque 100 liv. de prêt.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

Les conférences qui devaient avoir lieu à Milan, au commencement de juin, entre les ministres d'Autriche, de France, de Russie, de Prusse et d'Angleterre, doivent avoir, dit-on, pour objet les affaires d'Orient.

F R A N C E.

Paris, 31 mai. Rien n'égale la beauté des décorations de l'église cathédrale de Reims et de l'archevêché. Le jubé où est placé le trône et le sanctuaire sont tout revêtus d'or. Le jubé est à jour, et le Roi a pu être vu de tous les points de l'église. Le chœur et le sanctuaire devaient être défilés par trente-quatre lustres, sans compter les candélabres attachés à chaque pilier. Les dix-huit tribunes étaient ornées des portraits de tous les Rois

de France qui ont été marqués à Reims. Les portraits des mêmes princes étaient disposés dans la salle du banquet.

— M. Gambard, astronome à Marseille, a découvert, le 19 de ce mois, une comète dans l'étoile *Gamma* du Cassiopeé; elle est invisible à l'œil nu, sans queue, sans noyau apparent et ressemblant à une nébuleuse.

— On apprend de Madrid qu'il y a eu une convocation extraordinaire du conseil de Castille, que l'on croit relative à un nouveau projet d'amnistie, ou à un nouveau système de purification, pour la fête du Roi.

— Le camp de Reims a été magnifiquement embelli par le corps de génie.

— M. le comte de Langeron, lieutenant-général au service de Russie, est arrivé à Paris.

— Le Roi a rendu à Reims, le 25 mai, plusieurs ordonnances, qui accordent des amnisties à de nombreux condamnés et transfuges, aux deserteurs de terre et de la marine; S. M. a fait en même temps de nombreuses promotions dans l'ordre judiciaire.

Le 27 mai, S. M., partie de Compiègne le 27 mai, est arrivée à quatre heures à Reims, ville frontière du département de la Marne, où elle a été reçue avec tous les honneurs d'usage. Le 28, au sortir de l'église, les chevaux effrayés par le bruit du canon, se sont emportés. La voiture où était M. le duc de Damas, premier gentilhomme du Roi, a été renversée, M. de Damas a été grièvement blessé; M. le comte Curial a eu des côtes cassées et une jambe déchirée par les glaces des stores; M. le comte de Cosé et M. le duc d'Aumont ont éprouvé des contusions. On a reçu postérieurement des nouvelles rassurantes sur l'état des quatre voyageurs. Le Roi a couru aussi des dangers, mais on est parvenu à arrêter les chevaux de sa voiture. A son arrivée à Reims, S. M. a été conduite en grand cortège à la cathédrale, où elle a été reçue sous le dais par M. l'archevêque en habits pontificaux. On a chanté les *Ydres*; M. le Cardinal de La Fare, monté en chaire, a fait un sermon, qui a été suivi du *Te Deum*.

Le 29, jour de sacre, tout le monde ayant pris place dans la métropole les deux cardinaux assistant S. M. et le chapitre en chape ont rendu auprès du Roi, qui a été conduit à l'église par les deux cardinaux, au milieu du cortège le plus brillant, forme de tous les personnages ayant fonction au sacre. La cérémonie a compris trois circonstances principales, le sacre, le couronnement et l'ordination. Après les prières d'usage et le *Veni Creator* S. M. a posé le serment comme Roi et les serments comme chef des Ordres de charité. Dans la consécration, le Roi a reçu l'onction sur la sommité de la tête, sur la poitrine, entre les deux épaules, sur chaque épaule et sur les deux bras. Ensuite il a reçu des mains de l'archevêque l'anneau, le sceptre et la main du justice. M. l'archevêque a posé sur l'autel la couronne de Charlemagne et l'a mise sur la tête du Roi. Après cette cérémonie, S. M. a été conduite à son trône, où elle a été intronisée par M. l'archevêque. Aux paroles *Placet Rex in eternum*, la musique s'est fait entendre et les portes de l'église ont été ouvertes au peuple; on a distribué des médailles. On a donné le tal à mille oiseaux, les cloches ont sonné et les canons des remparts ont répondu aux salves de la musique. Ensuite on a chanté

le *Te Deum* et célébré la grand-messe, avec le cérémonial usité dans la messe du sacre. S. M. a communiqué sous les deux espèces. M. l'archevêque a remis au Roi la grande couronne et l'a remplacée par une plus légère. Après les cérémonies, le Roi est retourné dans son appartement et s'est rendu ensuite dans la salle du festin à l'archevêché.

4 Juin. Le 30 mai, le Roi a tenu à Reims le Chapitre de ses Ordres, qui a été précédé de la réception des nouveaux membres par M. le Dauphin. Le 31, S. M. a visité, selon l'ancien usage, l'hôpital de Saint-Macgild, où elle a laissé des marques de sa munificence, après avoir attendu les malades par sa touchante bonté et témoigné toute sa satisfaction aux médecins et chirurgiens de l'établissement. De là elle est allée visiter le camp de Saint-Léonard, où elle a remis les décorations qu'elle avait accordées à 39 officiers, et à 39 sous-officiers et soldats. S. M. a été accueillie par le plus vif enthousiasme. Elle s'est ensuite rendue au bazar, où elle a loué l'industrie de la ville de Reims et des autres villes du département.

— M. le comte Curial va mieux, mais l'état de M. le duc de Damas donne encore des inquiétudes.

— S. M. l'empereur d'Autriche a envoyé le grand-cordon de Saint-Etienne au Roi, à M. le Dauphin, à M. le comte de Villèle, à M. le baron de Damas et à M. le Duc Mathieu de Montmorency.

4 Juin. Le Roi, parti de Reims le 1^{er} juin, a été de retour à Compiègne le même jour. A son passage à Vixmes, il a visité MM. de Damas et Curial, et leur a témoigné le plus vif intérêt. Les épouses des nobles blessés, touchées de reconnaissance, se sont jetées aux genoux de S. M., qui les a relevées et les a embrassées de la manière la plus affectueuse.

— Le Roi a fait un grand nombre de nominations et de promotions dans la Légion d'honneur, parmi les militaires, les savans, les fonctionnaires civils, les artistes, etc.

Actions de la Banque de France : 2170 fr. ; 2180 fr.

Cinq pour cent consolidés : 101 fr. 25 c. ; 101 fr. 40 c.

Quatre pour cent, j. de juin : 74 fr. 60 c. 74 fr. 75 c.

VARIÉTÉS.

SUITE des travaux de la Société Académique de Savoie.

M. Raymond, Secrétaire Perpétuel, a lu un Article que la Société l'avait invité à rédiger sur les Paragrèdes, leur efficacité, leur construction et leur placement.

M. Culloud, Correspondant, a lu un Mémoire sur la combinaison du sucre diastétique avec le muriate de soude, et a présenté plusieurs cristaux de la substance qui en est le produit.

M. Raymond a donné lecture d'une Notice historique sur l'éta-

blissement de la Société Académique et sur les travaux de cette Société depuis son origine jusqu'en mars 1825.

M. l'Abbé Rendu a lu un Mémoire contenant quelques observations théoriques sur les causes qui paraissent concourir à la formation de la grêle , sur l'influence présumée des Paragrêles , et sur la manière qu'il croit la plus avantageuse de disposer cet appareil , considéré soit en lui-même , soit par rapport aux diverses localités.

M. Saint-Martin , au nom d'une Commission , a fait un Rapport sur une bourre de coton provenant de l'île de Sardaigne , dont un échantillon avait été envoyé à M. le Président de la Société , par M. le Comte Chevalier Grand-Croix Rogel de Chodex , Ministre et Premier Secrétaire d'Etat au Bureau des Affaires Internes , pour être soumis à l'examen de la Société.

M. Raymond a proposé l'Emblème et la Devise qu'il jugeait pouvoir être adoptés par la Société , pour être placés sur ses Diplômes.

M. l'Abbé Charvoz a continué la lecture de sa Notice historique sur le Cardinal Gerdil.

M. le Docteur Gouvert a lu une Notice relative à la mise en pratique des Paragrêles dans les environs de Chambéry.

M. Saint-Martin a présenté des échantillons de diverses qualités de rubans noirs provenant de la fabrique de MM. Lanfry et Comp.^{te} , nouvellement établie à Chambéry.

M. le Docteur Gouvert , au nom d'une Commission , a fait un Rapport sur un Mémoire de M. Ringuet , de Rumilly , ancien Répétiteur à l'Ecole Vétérinaire de Lyon , ayant pour titre : *Aperçu sur les causes qui peuvent retarder l'amélioration des Chevaux en Savoie , et sur les moyens que l'on croit propres à y remédier.*

M. Raymond a lu , à plusieurs reprises , le commencement d'un Essai d'un Cours de Logique , en langue française.

Un Membre , au nom d'une Commission , a fait un Rapport touchant un Mémoire de M. Paethod, Correspondant , sur un projet de treillages en fer.

M. Saint-Martin a fait part à la Société des observations qu'il a recueillies sur l'usage des Paragrêles , dans un voyage qu'il a fait à ce sujet dans le Canton de Vaud.

M. Raymond a lu un Mémoire intitulé : *De deux systèmes principaux auxquels on peut ramener les divers principes adoptés ou proposés touchant l'éducation et l'instruction de la jeunesse.*

M. l'Abbé Rendu a fait la lecture d'un Discours touchant l'influence du Christianisme sur les institutions sociales.

M. le Docteur Guiland a commencé la lecture d'une dissertation sur les nouvelles doctrines médicales.

M. le Général Comte de Loche a lu une Notice sur les Allobroges.

STANCES

*Sur la mort de M.^{me} OLYMPE JACQUEMOUD, Reine du Ty
en 1824 (1).*

... Rose, elle a vécu ce que vivent les roses,
L'espace d'un matin.
MILITARE.

Le crépe noir a ceint le bras du Chevalier,
Qui suit en gémissant la pompe funéraire;
La douleur a convert son visage guerrier,
Le funèbre cyprès entoure sa haubière.

La cloche a retenti : ses lugubres accents
Au séjour de la mort appellent la victime ;
Dieu ! qui nous l'enlevez à la fleur de ses ans,
Dieu juste, réservez vos foudres pour le crime.

Modèle de vertus, de beauté, de candeur,
Nous vîmes dans Olympe un ange d'innocence ;
Elle embellit les jours de gloire et de bonheur,
Où d'un Prince adoré nous goûtions la présence.

Il sourit à l'aspect de la jeune beauté
Honorant le tournoi de la chevalerie ;
Le cœur des nobles preux se sentit enflammé
Du plus brûlant amour pour le Roi, la Patrie.

Ses vœux sollicitaient un heureux avenir
Pour celle dont la fin a coûté tant de larmes.
Hélas ! pourquoi faut-il qu'à ces jours de plaisir
Succèdent maintenant les cruelles alarmes ?

(1) A la fête de l'Oiseau, honorée de la présence de LL. MM., donnée par la Compagnie des Nobles Chevaliers Tirreurs de Chambéry, les 26 et 27 avril 1824.

Plourez, Vierges, pleurez: l'implacable destin
 Frappe votre compagne au printemps de son âge;
 Nous ne reverrons plus ce visage serein.
 Des dons de la nature admirable assemblage.

CHEVALIER sans reproche, amour de mon pays (2),
 Vous dont le noble choix naguère la fit Reine,
 Digne représentant de nos Princes éclairés,
 Tous les cœurs en ce jour partagent votre peine.

Ne pleurez point, à vous, dont le cœur paternel
 Fut son dernier soupir et son premier sourire:
 Heureuse maintenant au sein de l'Éternel,
 C'est un ange de plus dans le céleste empire,

G.

Mlle Olympe Jacquemond est morte le 8 avril dernier. La Compagnie des Nobles Chevaliers Tireurs, en corps et en uniforme, a suivi son convoi: et quelques jours après, elle a fait célébrer, pour le repos de l'âme de cette jeune et intéressante personne, dans l'église métropolitaine de cette ville, un service solennel, auquel MM. les Chevaliers ont assisté avec un touchant recueillement.

A V I S. — *A vendre*

Un domaine situé à Neidens en Savoie, à deux lieues de Genève, route d'Annecy, lequel consiste en une maison d'habitation en très-bon état avec de belles dépendances, une pompe, écurie, foin, jardins, prés, champs et hutins; le tout de la contenance d'environ 50 poers. Lesdits fonds appartiennent au Sieur GUILLE, son domicile. La vente aura lieu chez lui, aux enchères le jeudi 30 Juin 1825 à dix heures du matin. S'adr. au propriétaire, ou au Sieur Jannin chez les Sieurs Guinardat et Vieux, maison Veyrasat, à Genève.

Marchés de Chambéry des 31 mai et 4 juin 1825.

	LES VALSUGES.			L'INTRAVALLE.		
Bled.		f.	c.		f.	c.
Froment,	Prix	19	52	—	24	03
Seigle		13	37	—	17	44
Orge		13	00	—	16	94
Sarrasin		n	00	—	0	0
Mais		16	00	—	20	93
Avoine (1)		13	75	—	11	38
Pain, 1. ^{re} qualité, la kilogr.					0	39
Viande, idem, idem, ...					0	61

(1) Rapport des 3 mois
 sell en hectolitre: 813
 Froment. . 0. 9
 Seigle. . . 0. 1
 Avoine . . 1.

(2) S. Exc. M. le Comte d'ARDESSON, Gouverneur général du Duché, Roi du Tir.

JOURNAL DE SAVOIE

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE.

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 17 Juin.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 16 juin. Nous avons reçu de Gênes, ce date du 8 de ce mois, les nouveaux détails qui suivent :

« L.L. MM. Siciliennes sont arrivées le 1.ºr juin. Nos augustes Souverains étaient allés à leur rencontre jusqu'au palais Pallavicini, à Rivarol. S. Exc. M. le marquis d'Acieu, Inspecteur général des Carabiniers Royaux, a eu l'honneur de les accompagner à cheval, avec un détachement de cette arme. Et au retour, il a fait l'escorte d'honneur à la portière de la voiture où étaient les deux monarques et leurs augustes épouses, comme il avait eu l'honneur d'accompagner lundi L.L. MM. II. et III.

« Jeudi, 2 juin, les Souverains et les Princes s'étaient rendus au palais Negrotti, d'où ils ont vu défilér la procession de la Fête-Dieu, au son de l'excellente musique du régiment des Gardes, qui rendit les honneurs. Après dîner, le cortège s'est porté à la nouvelle promenade d'Agnola, où une foule immense était accourue pour jouir de la présence des illustres voyageurs, et du coup-d'œil magnifique qu'offraient le nombreux et brillant concours de voitures, la beauté du site, la vue de la mer et les délicieuses collines d'Albarno, semées de riches palais.

« Le 3 juin, à la revue des troupes dans la belle vallée de la Polcevera, L.L. MM. II. et III., dans la même voiture que nos Souverains, ont parcouru le front de la ligne de toute la garnison, qui s'étendait de St. Pierre d'Arènes jusqu'à Rivarol. Le général baron Righini était au centre de la ligne, et S. Exc. M. le Gouverneur, suivi de ses Officiers, était à la portière de L.L. MM. On a entendu avec plaisir, comme un nouvel hommage rendu à S. M. l'Empereur, une marche hongroise, exécutée par la Musique des Grenadiers de la Garde, et que S. M. I. et II. avait souvent entendue dans la mémorable campagne de 1814.

« Le lendemain, 4 juin, a eu lieu une superbe fête donnée par la ville de Gênes à ses hôtes illustres, dans une magnifique salle du Palais Ducal. Cette salle était éclairée par deux mille bougies et réunissait près de trois mille personnes. L.L. MM. II. et III., à leur entrée dans cette enceinte, ont paru frappés de l'éclat qu'elle présentait. Le bal a été ouvert par une

polonoise conduite par M. le Premier Syndic donnant la main à M.^{re} la Comtesse Lacranaki, Grande Maîtresse de S. M. l'Impératrice. Ensuite venait S. M. l'Empereur donnant la main à S. M. la Reine de Sardaigne; Notre auguste Souverain, à S. M. l'Impératrice; le Roi de Naples, à S. M. la Duchesse de Parme; S. A. I. le Vice-Roi de Lombardie, à S. M. la Reine de Naples, etc. etc. S. A. le Prince de Metternich, S. Exc. M. le Gouverneur et les membres du Corps diplomatique donnaient tous la main à des dames de haute distinction. Les Souverains, après une seconde polonoise, firent l'honneur à M. le Marquis d'Yenne, de traverser tous ses appartemens il amena à l'improviste, LL. MM. Il se retirèrent à dix heures et demie, et S. M. notre Roi, LL. MM. Siciliennes et les autres Princes et Princesses, à minuit et demi, faisant l'assemblée tirement touchés des marques de leur noble affabilité.

» Le lendemain au soir, LL. MM. et les Princes et Princesses se sont rendus au Palais Doria (la même où le célèbre André Doria donna une fête à Charles-Quint) pour assister à une course de bateaux, nommée en génois *Regata*; c'est une fête entre les marins des différens quartiers. Le 1.^{er} prix était de 800 livres. Les vainqueurs vinrent, au son de la musique, déposer leurs étendards aux pieds de LL. MM. Une multitude innombrable de spectateurs couvrait les terrasses du palais et toutes les hauteurs.

» S. M. la Duchesse de Parme partit dans la nuit; le mardi matin partirent successivement pour Milan LL. MM. II., LL. AA. II. le Vice-Roi et la Vice-Reine, et LL. AA. B. et S. la Princesses et le Prince de Carignan pour Racconis. Il paraît que les autres Princes resteront encore quelques jours. Le public a joui délicieusement de la sérénité et de la joie qui ont regné constamment sur le visage de notre bien-aimé Souverain; et les Princes, de leur côté, ont dû être satisfaits des attentions délicates et des prévenances de tout genre qu'il leur a montrées.

» S. A. le Prince de Metternich est parti le 8 au matin. Ce célèbre personnage, d'une réputation européenne, a prouvé qu'il n'est pas moins aimable en société, que grand homme d'état à la tête du Conseil de son auguste maître. La ville de Gênes conservera un précieux et éternel souvenir de la présence de tant d'illustres étrangers qu'une heureuse circonstance a réunis quelques jours dans son sein. (Voyez, pour le surplus, l'article *Turin* ci-dessous.)

— Dans la dernière Notice des travaux de la Société Académique de Savais nous avons omis, par inadvertance, de faire mention d'une pièce de vers de M. l'Avocat Dr Juge, sur la restauration du Monastère d'Haute-Combe; due par M. l'Abbé Rendo, dans une séance honorée de la présence de S. Exc. M. le Comte d'Andréas, Gouverneur général de la Division.

— S. M., dont les sentimens paternels envers ses sujets se manifestent journellement par des bienfaits multipliés, vient d'accorder, par Brevet du 27 mai dernier, un secours annuel de 80 livres, au sieur Pierre Masut, de la commune de Domessio, au sujet de la perte de son fils, qui a péri par l'effet d'un éboulement, en travaillant à la route du Pont-de-Beauvoisin en France par Saint-Genis.

Turin, 9 juin. Les Souverains et les Princes qui se trouvent réunis à Gênes n'ont cessé, dès leur arrivée, de montrer une affection mutuelle et une parfaite cordialité. Outre les fréquentes visites qu'ils se font réciproquement, lesquelles sont favorisées par le voisinage des palais qu'ils habitent, ils passent tous les jours ensemble à la Cour. Ils ont porté successivement leur attention sur tous les établissements publics, tels que l'Université Royale, la Musica, l'Ecole des sourds-muets, etc. A l'Université, LL. MM. ont visité toutes les parties de cette belle institution. S. M. l'Empereur a fait admirer ses connaissances, surtout en histoire naturelle. S. M. s'est entretenue long-temps avec M. le marquis Rivarola, avec Mgr. Cagorzo, bibliothécaire, et avec M. le professeur Viviani. Après une heure et demie de station à l'Université, l'auguste cortège s'est rendu dans les belles galeries des palais Durazzo et Brignole, et ensuite à l'Ecole des sourds-muets, si bien dirigée par le R. P. Asmarotti. S. M. l'Empereur a dit que s'il restait plus long-temps à Gênes, il visiterait plusieurs fois cet Institut.

Le 3 juin, les Souverains et les Princes ont assisté à une grande revue qui a eu lieu à Rivarol. Le soir il y a eu grand Cercle et concert à la Cour.

Le même jour, S. Exc. le Gouverneur, marquis d'Yenne, a donné un grand dîner, auquel a assisté le Corps diplomatique. Tous les jours S. Exc. invite les étrangers de distinction qui se trouvent à Gênes.

— La Classe des sciences morales, historiques, etc., de l'Académie Royale a tenu, le 3 du courant, sa séance ordinaire, à laquelle ont assisté M. le Chevalier Hammer, Conseiller aulique et interprète de S. M. l'Empereur d'Autriche, Correspondant de l'Académie, et M. le comte Léonard Tristano, de Vienne. On a entendu les lectures suivantes: Notice de dix-huit manuscrits provenant de la Bibliothèque Royale de Turin, par ledit M. Hammer; Des origines primitives des mesures linéaires, et particulièrement de la coudée et du pied, par S. Exc. M. le comte Balbo; De la langue légée des Egyptiens au temps des Lagides, par M. l'Abbé Peyron; Seconde Dissertation sur le manuscrit d'Arona, *De imitatione Christi*, par S. Exc. le Comte Napon; Introduction à l'explication des cippes funéraires du Musée égyptien de Turin, par M. l'Abbé Constant Gassera.

11. Juin. Le 6 de ce mois, S. M. a donné un dîner à ses hôtes illustres dans la belle maison de campagne que possède à Voltri, M. le Marquis Brignole-Sala, qui s'est trouvé infiniment honore de mettre à la disposition de S. M.

— S. A. S. le Duc Gustave de Mecklenbourg-Schwerin vient d'arriver à Turin, venant de Gênes.

— Dernièrement, dans la commune de Camogli, province de Gênes, un enfant de neuf ans, sujet au mal caduc, est tombé d'un cinquième étage dans un égout très-profond. Les voisins accourus à son cri n'osaient l'exposer à descendre dans cette fosse. Le Brigadier des Carabiniers Royaux Gioliti, et le Carabinier Ferraris se trouvant sur les lieux, le courageux Carabinier s'est élancé dans l'égout, a sauvé l'enfant et l'a remis vivant entre les mains de sa mère, qui s'évanouit de joie. Le Brigadier, touché de la misère de ses infortunés, leur a prodigué tous les secours. Le papa-

lation a combié ces deux braves gens de bénédictions. C'est ainsi que , dans toutes circonstances , on voit les Carabiniers Royaux toujours prêts à se distinguer par les actions les plus louables , par un zèle et un courage à toute épreuve.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Des commissaires nommés par la Russie et la Suède doivent s'assembler à Bodo , pour les préparatifs de la fixation des limites entre la Laponie russe et la Laponie norvégienne.

— Des nouvelles de Smyrne et de Constantinople avaient annoncé de grands succès remportés , avant le 8 avril , par Ibrahim - Pacha dans la Morée. Selon des nouvelles postérieures de Zante , qui vont jusqu'au 11 mai , les Grecs , dans les journées du 10 et du 11 mai , auraient complètement défait les Egyptiens , et détruit près de 70 bâtimens ; au point , dit on , que l'on croyait qu'Ibrahim-Pacha lui-même avait péri. Il faut attendre la confirmation de ces nouvelles.

FRANCE.

Paris , 7 juin. Hier , jour de la rentrée du Roi dans la capitale , les vœux des citoyens et les salves de l'artillerie ont annoncé , dès six heures du matin , l'heureux événement de la journée. Un mouvement extraordinaire s'est manifesté dans tous les quartiers. A une heure , le Roi a passé sous l'arc de triomphe du bourg de la Villette , et est monté dans la voiture de guerre , avec M. le Dauphin , M.^{me} la Dauphine et M.^{me} la Duchesse de Berry. S. M. a été harangué par M. le Prefet , à la tête du corps municipal. A trois heures et demie , S. M. est rentrée à la metropole , pour assister au *Te Deum* , et à cinq heures , elle est rentrée aux Tuileries. On ne saurait décrire les décorations prodigieuses dans tous les lieux où le cortège a passé et les acclamations universelles qui ont accompagné S. M.

— Une foule immense s'est portée au Musée royal , pour y jouir de la vue du portrait en pied du S. M. par M. Gérard.

— Le Roi de Wurtemberg est arrivé le 4 de ce mois à Paris , sous le nom de comte de Teck.

— Les nouvelles de Cadix du 20 mai annoncent l'arrivée dans ce port d'un convoi venant de la Havane , escorté par la corvette le *Dispositif* portant 40 mille pi.-r.-s.

8 Juin. — Le Roi a visité , à Compiègne , les hospices , les écoles et le collège. S. M. a donné un congé aux élèves.

— En exécution d'une lettre du Roi , il sera chanté , dans tout le royaume , un *Te Deum* à l'occasion du sacre de S. M.

— Il a été fait de nombreuses promotions dans les armées de terre et de mer.

— Aujourd'hui commencent les fêtes de la capitale à l'occasion du sacre. S. M. assistera d'abord au *Te Deum* de la metropole. La ville de Paris fera lure des distributions de comestibles aux indigens , et des distributions

l'argent à l'association générale des ouvriers. Il y a repas de corps et dantes pour les dames et fete de la halle, les cloutonniers et les carriers des chantiers et des ports. Le soir, feu d'artifice aux Champs-Élysées. Le 8 aura lieu la fête donnée à S. M. à l'Hôtel-de-Ville; et le même jour il y aura aux Champs-Élysées et à la barrière du Trône, des orchestres, des théâtres pour des représentations à grands spectacles, pantomimes, ombres chinoises, danses de corde, etc.; fontaines de vin, buffets de comestibles, mâts de cocagne, ballon, joutes sur l'eau, feux d'artifices, illuminations, etc. Le 12, la ville de Paris, offrira un grand dîner aux Maires des bonnes villes et aux députations du royaume.

9 Juin. Arapt-hier, le Duc de Northumberland a remis à S. M. les insignes de l'Ordre de la Jarretière, avec tout le cérémonial usité en pareilles circonstances. On dit que le noble Duc a remis ses gainées au cocher qui est venu le chercher de la part du Roi.

— Un incendie a éclaté à Bordeaux, le 2. et juin, dans des magasins de liqueurs spiritueuses; on évalué la perte à près de trois millions de francs; dont les deux tiers environ seront supportés par diverses compagnies d'assurances.

— Huit médailles différentes ont été frappées à l'occasion du sacre.

— Une grêle dévastatrice a frappé, le 23 mai dernier, quarante-cinq communes dans l'arrondissement de Brannet; les trois quarts des vignes sont presque détruites, ou au moins endommagées pour deux ans.

et Juin. L'état de M. le Comte Cuvier s'améliore de jour en jour.

— La ville de Madrid a été illuminée le 30 mai — sujet du sacre de S. M. Charles X.

— La Chambre des Pairs, dans sa séance d'hier, a adopté le budget de 1826, à la majorité de 126 voix contre 6.

Actions de la banque de France : 2195 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr. 40 c.

Trois pour cent, j. de juin : 74 fr. 55 c.

ITALIE.

Le 21 janvier dernier, dans le village de Mesignadi, commune d'Oppido, dans la Calabre ultérieure, il est mort un vieillard âgé de 116 ans, étant né en 1709. Il se nommait Leonard Barbaro. Berger dès son enfance, il a mené constamment la vie la plus frugale, se nourrissant de légumes et ne buvant que de l'eau et du lait. Il avait conservé toutes ses dents et ses cheveux, et jouissait de toutes ses facultés intellectuelles.

— Selon les nouvelles de Corfou, les Grecs auraient pris 17 bâtimens armés dans le port de Mytilène, chargés de provisions destinées aux Égyptiens, et les auraient conduits à Napoli de Romanie; Miaoulis aurait défait la flotte de Mahomet-Ali, composée de 93 voiles; et Reischid-Pacha, investi par les Grecs, aurait vu trois mille hommes tués et six cents blessés.

— S. Exc. M. le Comte de Hubner, Commandant général dans le Lombardie, est mort à Milan, le 6 juin, à 7 heures et demie du soir, à l'âge de 56 ans, d'une fièvre aiguë et d'une goutte remontée.

— Le 29 mai, S. Exc. le duc de Laval-Montmorancy, ambassadeur de France à Rome, a célébré le sacre de son Souverain; il avait préparé des fêtes magnifiques que la pluie a forcé de différer. Il a fait faire d'abondantes distributions de pain, de viande et de vin aux indigens. Le matin il y a eu un *Te Deum* solennel dans l'église française de Saint-Louis, après lequel S. S. est venue faire sa prière dans cette église, à l'occasion de cette cérémonie.

S U I S S E.

Le conseil d'Etat de Genève s'est empressé d'écrire une lettre de remerciement aux habitants de la ville de Saint-Julien, qui, lors de l'incendie qui s'en fit à Genève, dans la nuit du 18 au 29 mai dernier, sont arrivés des premiers à Genève avec leurs pompes. Il a envoyé en même temps une gratification aux pompiers. Ces braves gens ont immédiatement donné cette somme à la collecte ouverte en faveur des blessés et des familles victimes de l'incendie.

V A R I É T É S.

Leçons théoriques et pratiques d'Agriculture, rédigées d'après les recherches, analyses et expériences faites par plusieurs savans sur les principes qui constituent les végétaux, sur ceux qui forment la terre végétale, et sur les meilleures méthodes de cultiver la terre;

Par M. J. - J. ROCHE, ancien Directeur des Salines royales de Moûtiers. Un vol. in-8°. de 576 pages, de l'imprimerie de Roulin, Bottero & Alessio, Imprimeurs du Roi, à Chambéry, 1825; se trouve à Chambéry, chez Bergoin neveu, Place Saint-Léger.

L'estimable auteur de cet Ouvrage n'a pas pu jouir du fruit de son travail; la mort l'a enlevé au moment où l'impression de son livre venait d'être terminée. Ce traité ne pouvait paraître sous de plus heureux auspices, qu'avec l'honorable approbation du Ministre éclairé à qui le manuscrit avait été soumis. Voici comment s'est exprimé à ce sujet M. le Comte Baget de Chabaz, Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires internes, dans une lettre adressée à l'auteur: « On ne peut disconvenir que les moyens que vous proposez pour l'amélioration de l'agriculture ne soient très-convenables et très-efficaces. Ce travail est à la fois recommandable par les utiles connaissances qu'il présente et par l'ordre et la clarté qui y règnent, je ne doute point que par sa publication il ne remplisse l'objet

« important que vous avez en vue, c'est-à-dire, qu'il ne
 « contribue à exciter l'étude de la théorie et de la pratique de
 « l'Agriculture, et ne procure à cet art de très-grands avantages. »

Pour faire connaître l'ensemble des matières que l'auteur a comprises dans ses leçons, nous indiquerons sommairement le plan qu'il a suivi. L'ouvrage est divisé en trois parties principales. Dans la première, l'auteur considère les végétaux chimiquement, quant à leurs principes, à la germination des graines et à la nourriture des plantes, et physiquement sous le rapport de leurs parties externes et internes. La seconde partie est spécialement consacrée à la pratique de l'Agriculture ; et dans la troisième, il traite des moyens d'améliorer et d'entretenir les bois.

La première partie est divisée en deux titres. L'auteur indique successivement les substances ou éléments qui entrent dans le travail de la végétation et dans la composition des plantes. Il considère ensuite, sous les rapports chimiques et physiques, les diverses parties soit externes soit internes des végétaux. Il traite de la germination des graines et de l'influence qu'exercent sur la nourriture des plantes, les diverses gaz, l'air atmosphérique, les engrais, et la nature du sol. Enfin il s'occupe de l'analyse des terres.

Dans la seconde partie, où il entre particulièrement dans les détails de l'Agriculture, il s'occupe successivement des engrais, de la culture des prairies, de celle des champs, de la vigne et des arbres à fruit, et enfin des avantages particuliers que l'on peut retirer des fruits, de l'écorce, du bois et de quelques plantes réputées inutiles.

Dans la troisième partie, l'auteur commence par des observations générales sur les moyens de renouveler et d'entretenir les bois, en indiquant les règles à suivre dans la pratique. Ensuite il passe en revue les arbres de haute futaie, ceux qui peuvent être élevés en taillis, ceux qui sont destinés à garnir les vides, les bords des chemins, des possessions, etc. ; il s'occupe en même temps du climat et des expositions qui conviennent à chaque espèce.

Cette courte analyse ne peut que faire entrevoir les nombreux objets que l'auteur a dû comprendre dans les divisions et subdivisions de chacune des trois parties principales de son ouvrage. C'est ainsi, par exemple, qu'au sujet des engrais il indique d'abord les substances premières qui peuvent être employées comme engrais, tels que la chaux et le gypse, et qu'il passe ensuite aux

Jardinière, aux engrais composés et à leur emploi. Quant à la culture des prairies, il s'occupe tour à tour des prairies naturelles, des prairies artificielles, de l'amélioration et du renouvellement des prés. Le chapitre consacré à la culture des champs comprend les assolements, les jachères, les engrais, les labours, les maladies des blés, etc. Dans celui qui regarde la vigne, l'auteur parle des expositions convenables, des moyens de multiplier la vigne, du choix des plants, de l'amendement des terrains, des travaux annuels, de la récolte du raisin, de la fermentation, de l'art de faire et de gouverner les vins, du vinaigre. Dans le titre quatrième de la seconde partie, il traite du cidre, du poiré, de la conservation des fruits, du parti que l'on peut tirer de l'écorce des arbres et des diverses qualités de bois, de la construction des charrettes et des divers instrumens ruraux, des échelles, de la combustion des plantes, des sels qu'on en retire, etc.

La suite à un autre Numéro,

A V I S. — A vendre

Un domaine situé à la Ravoire, près de Chambéry, consistant en 45 journaux de tout genre de culture, avec maison de maître, bâtimens rustiques, outils aratoires, bétail, fonds de semence, vases vinaïres, etc.

S'adresser à M. Paytavin, ou à M. Mercet, notaire, à Chambéry.

LOGOGRIPIE.

Je puis flatter ou fatiguer les sens;
 Renversé, j'appartiens à la langue latine,
 Sans tête je vous offre un sens
 Qu'à son gré chacun détermine.
 Mes deux premiers pieds retournés
 Vous montrent des appuis sagement combinés.

Le mot de la dernière Charade est fa - tor.

Marchés de Chambéry des 7, 9 et 11 juin 1825.

BLÉ.	PRIX.	LE VASEL.		L'HACTOLITRE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment.		18	77	—	—
Seigle.		13	17	—	—
Orge.		00	00	—	—
Sarrasin.		0	00	—	—
Mais.		16	00	—	—
Avoine (1).		13	50	—	—
Pain, 1 ^{re} qualité, le kilogr.		—	—	—	—
Viande, idem, idem.		—	—	—	—

(1) Rapport des 3 min-
 ses en hectolitre:
 Froment. 0. 813
 Seigle. 0. 765
 Avoine. 1. 457

(461)
MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés dans la commune de Viry, possédés par André-Louis et Charlotte Rosset, femme Laracine, Benoît Rosset et Jeanne-Marie Magdeleine Rusan.

Au nom du tribunal de préfecture de la province de Carouge, à tous soit notaire et manifeste que, par contrat du 19 novembre 1779, Frère notaire, dame Louise D'humilly a constitué en dot à défunt M. Albert-Eugène Rosset, en son vivant notaire à Viry, entre autres, la somme de six mille livres anciennes, que ledit M. Rosset reconnut avoir reçue et dont il promit restitution avec augment.

Par acte du 25 avril 1809, Choisy notaire, ladite dame Louise D'humilly, veuve Rosset, a cédé à M. François Rosset le bénéfice dudit contrat, à concurrence de quatre mille sept cent quarante livres neuves, avec les privilèges et hypothèques en dérivant.

Par acte du 12 février 1811, Richard et son collègue notaires, ledit M. François Rosset a aussi cédé au sieur Aimé Delarue le bénéfice, à la même concurrence et accessoires jusqu'à cette date; en conséquence, suivant la stipulation contenue dans ces deux derniers actes, inscriptions ont été prises, d'abord au bureau de Genève, les 1.^{er} mai 1809 et 25 avril 1814, et ensuite à celui de St. Julien, le 31 octobre 1825, sur tous les biens délaissés par M. Albert-Eugène Rosset, spécialement sur un corps de ferme situé à Viry, consistant en maison, jardin, vergers, vignes, prés, champs, bois et autres fonds, et sur ceux même de ladite dame D'humilly.

Par jugement du 1.^{er} décembre 1817, rendu par le tribunal de première instance de l'arrondissement de Rumilly, déclaré exécutoire par sentence de M. le Juge-Maje de cette province, du 30 décembre 1817, laquelle a été confirmée par arrêt du Sénat du 16 août 1820, André-Louis, Claude-François, Charlotte et Benoît Rosset ont été condamnés et il leur a été enjoint, les trois premiers en qualité d'héritiers de leurs père et mère, et l'autre, comme droit ayant de Désirée et Claudine Rosset, dans la succession de leur père seulement, de payer audit sieur Aimé Delarue la somme de sept mille cent nonante-cinq livres trente-neuf centimes, adjugée en capital, intérêts et dépens par cette dernière sentence. Par autre sentence de M. le Juge-Maje du 6 février 1821, en déclarant exécutoire, nonobstant le sursis, celle prémentionnée, nouvelle injonction a été faite aux susnommés et en même temps à dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusan, comme cessionnaires dudit Claude-François Rosset, dans la succession de son père, de payer les sommes y détaillées, dans la proportion qui a été établie et reconnue. Ledit sieur Delarue a tenté vainement l'exécution mobilière, de sorte qu'il fut obligé de se pourvoir pour faire procéder à la vente par subhastation des immeubles hypothéqués pour sûreté de sa créance. Les premières formalités, pour parvenir à cette vente, ont été remplies; elle a été retardée par un appel interjeté par André-Louis et Claude-François Rosset, sous la date du 19 octobre même année, dont ils ont été déclarés non-recevables, par arrêt du Sénat du 24 mai suivant; dès-lors nouvelles

formalités furent remplies et ces formalités n'eurent aucune suite; parce que les mêmes André-Louis et Claude-François Rosset vinrent y mettre des entraves, en appelant de la sentence qui les précédait; ils furent déclarés non-recevables dans cet appel par un troisième arrêt du 20 décembre 1822, qui ordonne que nonobstant tout appel, il sera procédé en conformité de la sentence rendue par M. le Juge-Majeur du 14 novembre précédent, laquelle autorisait la continuation des subhastations dont il s'agit.

Par jugement du Tribunal, en date du 10 janvier 1825, en déclarant exécutoire, lesdites sentences, il a été enjoint auxdits 1.^{er} André-Louis Rosset, dame Charlotte Rosset, femme du 2.^{er} Antoine-François Larivière, Benoît Rosset, celui-ci en la personne de M^{re} Jean-Antoine Dubois, procureur créans, et dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusand, de payer audit sieur Delarue, dans le terme de trente jours, à dater de la notification, la somme de dix mille trois cent trente et une livres, quarante et un centimes, dans la proportion suivante: André-Louis Rosset un sixième et le tiers d'un sixième, de son chef, et un autre tiers d'un sixième, comme héritier de Claude-François Rosset; Charlotte Rosset, un sixième et le tiers d'un sixième, Benoît Rosset, deux sixièmes; et la dame Rusand un sixième. Cette notification a été faite par exploits des 25 et 28 février suivant, Pieullet et Stropiani huissiers, avec déclaration qu'à défaut de paiement, passé le terme, on procéderait à exécution par voie de subhastations des immeubles qui y sont désignés.

Les conjoints Rosset et Rusand n'ont point satisfait à cette injonction; de telle manière que, sur la demande dudit sieur Aimé Delarue, rentier, domicilié à Genève, qui a fait élection de domicile, à St. Julien, en l'étude de M^{re} Claude-Antoine Roupel procureur, le tribunal a autorisé la vente desdits immeubles portés au rôle joint à la requête; cette ordonnance, avec ladite requête et l'extrait du cadastre y annexé, sous la date du 10 mai courant, a été notifiée à André-Louis Rosset habitant à Viry, à M^{re} Jean-Antoine Dubois procureur, en sa qualité, et à dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusand, veuve Rosset, absente des Etats de S. M., par exploit de l'huissier Pieullet, du 27 même mois et à dame Charlotte Rosset, ainsi qu'à Antoine-François Larivière, son mari, domiciliés à Asti, par exploit du 26 même mois, Stropiani huissier; tant la même ordonnance que les exploits à la suite, ont été enregistrés au bureau des hypothèques, le trois du courant, où il a été laissé une copie authentique, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas par M. Collomb conservateur.

Désignation des Immeubles à vendre.

Premier Lot.

1.^{er} La part d'un champ dit à la Rippe, possédée par les heirs de la dame D'humilly, contenant trois journaux, trois cent vingt-cinq toises, imposée outre vous trois deniers, confinée au levant par un chemin et la terre de madame de Castiglioni, et au couchant par celle de Benoît Rosset.

2.^{er} Une des parts dans ce champ possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant deux journaux, deux cent quarante-huit toises.

imposée onze sous trois deniers, confinée au levant par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au couchant par celle de dame Jeanne Busaud.

3.^e L'autre part dans ledit champ possédée par le même Louis-Benoît Rosset, contenant trois journaux, cent toises, imposée onze sous quatre deniers, confinée au levant par la terre de dame Laracine, soit des nobles Dethiollaz, et au couchant par celle d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Riblaz.

4.^e La part dans ce même champ, possédée par dame Jeanne-Magdeleine Busaud, contenant deux journaux, deux cent septante-neuf toises, imposée onze sous quatre deniers, confinée au levant par Benoît Rosset et au couchant par dame Laracine, soit les nobles Dethiollaz.

Cette pièce de terre, figurée sous le N.^o 7508 de la mappe de Viry, contient deux journaux, deux cent cinquante-deux toises, et est imposée à la taille totale de deux livres cinq sous 2 deniers.

SECOND LOT.

5.^e La part du bois dit à la Rippaz, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant six journaux, nonante-huit toises, imposée trois sous six deniers, confinée au levant par Jean Rambois, et au couchant par Benoît Rosset.

6.^e Une des parts dans ce bois, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant trois journaux, deux cent quatre-vingt-sept toises, imposée trois sous cinq deniers, confinée au levant par les hoirs de la dame D'humilly, et au couchant par la dame Busaud.

7.^e L'autre part dans ledit bois, possédée par le même Louis-Benoît Rosset, contenant deux journaux, deux cent soixante-trois toises, imposée trois sous trois deniers, confinée au levant par la terre de dame Laracine, soit des nobles Dethiollaz, et au couchant par celle d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Riblaz.

8.^e La part dans ce même bois, possédée par ladite dame Busaud, contenant trois journaux, vingt-six toises, imposée trois sous quatre deniers, confinée au levant par Benoît Rosset et au couchant par dame Laracine, soit les nobles Dethiollaz. Cette pièce de terre, figurée sous les numéros 7507 et 7508 de ladite mappe, contient en tout quinze journaux, deux cent septante-quatre toises, et est imposée à la taille totale de treize sous et six deniers.

TROISIÈME LOT.

9.^e La part du bois dit sous la Rippaz, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, vingt-sept toises, imposée dix deniers, confinée au levant par un chemin, et au couchant par la terre de Benoît Rosset.

10.^e Une des parts dans ce bois, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant trois cent soixante-deux toises, imposée dix deniers, confinée au levant par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au couchant par celle d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Riblaz.

11.^e L'autre part dans ledit bois, possédée par ledit Louis-Benoît Rosset, contenant deux cent soixante et une toises, imposée un sou, confinée au levant par dame Charlotte Rosset, soit les

nobles Bethiolaz, et au couchant par dame Jeanne-Magdeleine Rusand.

12.^e La part dans ce même bois, possédée par la dame Rusand, contenant un journal, quatorze toises, imposée un sou, confinée au levant par Benoît Rosset, et au couchant par ledit Benoît Rosset et la dame Rusand. Cette pièce de terre, inscrite sous partie des numéros 7509, 7510, 7513 et 7514 de ladite mappe, contient en tout trois journaux, deux cent soixante-cinq toises, et est imposée à la taille totale de trois sous huit deniers.

13.^e Un pré dit Pré-Meugnier, possédé par ledit Benoît Rosset, inscrit sous les numéros 7512 et 7515 de ladite mappe, contenant un journal, deux cent quarante et une toises, quatre pieds, imposé onze sous dix deniers, et se confinant au levant par la terre des bois de la dame D'humilly, et au nord par un chemin.

14.^e Un champ dit Champ Carré, possédé par les bois de la dame D'humilly, inscrit sous le N.^o 7511 de ladite mappe, contenant trois journaux, cinquante-cinq toises, deux pieds, imposé huit sous deux deniers, et se confinant aux levaut et nord par des chemins.

QUATRIÈME LOT.

15.^e Un pré dit aux Mûrènes soit chez Fagottins, possédé par Benoît Rosset, inscrit sous le N.^o 425 de ladite mappe, contenant un journal, cent trente-deux toises, imposé une livre, deux sous deux deniers, confiné au couchant par la terre des nobles Bethiolaz et au levant par un chemin.

CINQUIÈME LOT.

16.^e Un pré dit à la Corne des Ages, figuré sous partie du N.^o 7517 de ladite mappe, contenant un journal, deux cents toises, imposé quinze sous six deniers, possédé par les bois de la dame D'humilly, confiné au levant par la terre des bois Ribboz soit André-Louis Rosset, et au couchant par les bois de la dame D'humilly.

17.^e Un champ dit à la Corne des Ages, possédé par les mêmes bois de la dame D'humilly, contenant un journal, 200 toises, imposé dix sous six deniers, figuré sous partie du N.^o 7518 de ladite mappe, confiné au midi par un chemin, et au nord par la terre desdits bois de Benoît Rosset et autres consorts.

18.^e La part d'un champ dit aux Ages, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant deux journaux, deux cent nonante-deux toises, imposé dix sous six deniers, confiné au nord par la terre de la dame Rusand et aux midi et couchant par des chemins.

19.^e L'autre part dans ce même champ, possédée par dame Jeanne-Magdeleine Rusand, contenant un journal, deux cent nonante-quatre toises, imposé dix sous cinq deniers, et se confinant au midi par la terre de Benoît Rosset, et au couchant et nord par des chemins. Ces deux parts formant une seule pièce figurée sous partie des N.^{os} 7517 et 7518 de ladite mappe, contenant en tout quatorze journaux, nonante-quatre toises, et sont imposées à la taille totale d'une livre onze deniers.

20.^e La part d'un pré dit aux Ages, possédée par les bois de la dame D'humilly, contenant un journal, cent et seize toises

imposée quinze sous six deniers, confinée au levant par la terre de dame Decastigliani et celle desdits hoirs, et au couchant par celle de Benoît Rossel.

21.^e Une des parts dudit pré, possédée par Louis-Benoît Rossel, contenant un journal, huit toises, imposée quinze sous six deniers, confinée par la terre de dame Laracine soit des nobles Dethiollaz et au couchant par celle d'André-Louis Rossel soit des hoirs Riblaz.

22.^e L'autre part dans ledit pré, possédée par le même Louis-Benoît Rossel, contenant un journal, trente-deux toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au levant par la terre des hoirs de dame D'humilly et au couchant par celle de la dame Rusand.

23.^e La part dans ledit pré, possédée par la dame Jeanne-Marie Magdeleine Rusand, contenant un journal, quatre toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au couchant par la dame Laracine soit les nobles Dethiollaz, et au levant par Benoît Rossel.

24.^e La part dans le même pré, possédée par ledit André-Louis Rossel, contenant un journal, deux cent cinquante-six toises, imposée dix-huit sous quatre deniers et se confinant au levant par Benoît Rossel et au couchant par le même et la dame Rusand. Ces cinq derniers articles comprennent une pièce sous les N.^{os} 7515 et partie de 7517 de ladite mappe, contenant en tout six journaux, cinquante-six toises et sont imposés à la taille totale de quatre livres quatre sous.

SIXIÈME LOT.

25.^e La part d'un champ dit sur la Vigne, possédée par Louis-Benoît Rossel, contenant trois journaux, cent sept toises, imposée neuf sous huit deniers, confinée au levant par un chemin et la terre de Louis-Benoît Rossel et au couchant par celle de la dame Rusand.

26.^e L'autre part dans ledit champ audit Louis-Benoît Rossel, contenant deux journaux, quatre vingt-quatre toises, imposée neuf sous six deniers et se confinant du levant par la terre de la dame Laracine, soit des nobles Dethiollaz et au couchant par celle d'André-Louis Rossel.

27.^e La part dans ledit champ possédée par la dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusand, contenant deux journaux, deux cent huit toises, imposée neuf sous six deniers, et se confinant au levant par Benoît Rossel, et au couchant par la dame Laracine, soit les nobles Dethiollaz.

28.^e La part dans le même champ à André-Louis Rossel, contenant deux journaux, deux toises, imposée neuf sous, et se confinant au levant par la terre de Benoît Rossel, et au couchant par le même Rossel, la dame Rusand et les hoirs de la dame D'humilly.

Ces quatre derniers articles, compris dans une pièce inscrite sous partie des numéros 7519, 7520 et 7521 de ladite mappe, contiennent dix journaux, une toise, et sont imposés à la taille totale d'une livre, dix-sept sous six deniers.

29.^e La part d'un champ et pré d'éc à la Vigne, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant trois

cent nonante toises , imposée à sept sous onze deniers , et se confinant du nord par Benoît Rosset , du couchant par un chemin , et du midi par un ruisseau.

30.^e Une des parts dans ledit champ et pré , possédée par Benoît Rosset , contenant deux cent septante toises , imposée à six sous huit deniers , et se confinant du midi par la terre des hoirs de la dame D'humilly , et du nord par celle de la dame Ruzand.

31.^e L'autre part dans ledit champ et pré , possédée par le même Benoît Rosset , contenant deux cent-six toises , quatre pieds , imposée six sous huit deniers , et se confinant au midi par la terre de la dame Laracine , soit des nobles Dethiollaz , et du nord par celle d'André-Louis Rosset , soit des haïrs Riblaz.

32.^e La part dans le même pré et champ , possédée par la dame Ruzand , contenant deux cent treize toises , imposée six sous huit deniers , et se confinant au midi par la terre de Benoît Rosset , et au nord par celle de dame Laracine , soit des nobles Dethiollaz.

Ces quatre articles , compris dans une pièce inscrite sous les numéros 7527 , 7528 et 7529 de ladite mappe , contiennent en tout deux journaux , deux cent septante-neuf toises , quatre pieds , et se trouvent imposés à la taille totale d'une livre , sept sous onze deniers.

33. La part d'un pré-verger dit à la Vignette , possédée par les hoirs de la dame D'humilly , contenant deux cent trente-sept toises , imposée huit deniers , et se confinant du nord par les hoirs Riblaz , et du midi par Benoît Rosset.

34.^e Une des parts dans ce pré-verger , possédée par Louis-Benoît Rosset , contenant cent dix-sept toises , imposée six deniers , et se confinant du nord par la terre des hoirs de la dame D'humilly et au midi par celle de la dame Ruzand.

35. L'autre part dans ledit pré-verger , possédée par ledit Louis-Benoît Rosset , contenant cent septante-deux toises , imposée sept deniers , et se confinant au nord par la dame Laracine , soit les nobles Dethiollaz , et au midi par André-Louis Rosset , soit les hoirs Riblaz.

36.^e La part dans ce même pré-verger , possédée par la dame Jeanne-Magdeleine Ruzand , contenant cent-cinq toises , imposée six deniers , et se confinant du nord par Benoît Rosset , et du midi par la dame Laracine , soit les nobles Dethiollaz.

Ces quatre articles , compris dans une pièce inscrite sous partie des numéros 7528 et 7529 de ladite mappe , contiennent un journal , deux cent trente-neuf toises , et sont imposés à la taille totale de deux sous trois deniers.

SÉPTEMIÈME LOT.

37. La part d'un champ dit en torchier , soit à la Butière , possédée par dame Charlotte Rosset , femme Laracine , contenant deux journaux , cent vingt-deux toises , imposée quinze sous onze deniers , et se confinant au nord par la terre d'Antoine Deland , au levant par celle des hoirs Riblaz , et au couchant par celle de Benoît Rosset.

58. L'autre part de ce champ, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, cent trente-six toises, imposée dix deniers, et se confinant du midi par André-Louis Rosset, soit les bois de Riblaz, et au levant par dame Laraine.

Ces deux articles, ne formant qu'une seule pièce inscrite sous partie des numéros 5716 et 5717 de la dite mappe, contenant en tout quatre journaux, quatre-vingt-deux toises, et sont imposés à seize sous neuf deniers.

59. La part d'un pré dit aux Ormes, soit à la Teppe, possédée par les bois de la dame D'humilly, contenant un journal, deux cents toises, et se confinant au couchant par Benoît Rosset, et au levant par les bois de la dame D'humilly.

60. L'autre part du même pré, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, deux cents toises, et se confinant au levant par la terre des bois de la dame D'humilly, et au midi par celle de frères Guillaud.

Ces deux articles, formant une seule pièce inscrite sous le numéro 5705 de ladite mappe, contenant en tout trois journaux, sans taille.

61. La part d'un pré dit à Curtenaz, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant quatre journaux, cent dix-neuf toises, imposée deux livres, deux sous deux deniers, et se confinant au levant par la terre d'André-Louis Rosset, soit des bois Riblaz, et au couchant par celle de la dame Laraine, soit des nobles Dethiollaz.

62. L'autre part dans ledit pré, possédée par le même Louis-Benoît Rosset, contenant quatre journaux, huitante-quatre toises, imposée deux livres, deux sous quatre deniers, et se confinant au levant par la dame Laraine, soit les nobles Dethiollaz, ainsi que par la dame Rosand, et au couchant par les bois de la dame D'humilly.

63. La part du même pré, possédée par les bois de la dame D'humilly, contenant quatre journaux, dix-sept toises, imposée deux livres, deux sous six deniers, et se confinant au couchant par la terre des mêmes bois, et au levant par celle de Benoît Rosset.

64. La part dudit pré, possédée par la dame Rosand, contenant cinq journaux, quatre-vingt toises, imposée deux livres, deux sous huit deniers, se confinant du levant par la terre de la dame Laraine, soit des nobles Dethiollaz, et du couchant par celles de Benoît Rosset.

Ces quatre articles, compris dans une pièce figurée sous partie des numéros 5706 et 5707 de ladite mappe, contenant dix-sept journaux, deux cent cinquante-quatre toises, et sont imposés à la taille tel de de huit livres, neuf sous huit deniers.

65. La part dans le champ dit Curtenaz, possédée par les bois de la dame D'humilly, contenant un journal, cent cinquante-deux toises, imposée quatre sous six deniers, et se confinant du levant par les mêmes bois, et au couchant par Benoît Rosset.

66. Une des parts dans ledit champ, possédée par Louis-Benoît

Russet, contenant un journal, deux cent vingt-quatre toises, imposée à quatre sous six deniers, et se confinant du levant par la terre de la dame Rusand, et du couchant par celle des hoirs de dame D'humilly.

47.^o L'autre part dans ce champ, possédée par ledit Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, soixante et une toises, imposée à quatre sous trois deniers, et se confinant du levant par la terre d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Ribbar, et au couchant par celle de la dame Laracine,

48.^o La part dudit champ possédée par la dame Rusand, contenant un journal, deux cent quarante et une toises, imposée à quatre sous quatre deniers, et se confinant du levant par la terre de dame Laracine, et au couchant par celle de Benoît Rosset.

49.^o La part du même champ, possédée par dame Charlotte Rosset, contenant un journal, soixante-huit toises, imposée à quatre sous deux deniers, et se confinant du levant par Louis-Benoît Rosset, et du couchant par dame Rusand.

Ces cinq articles, formant une seule pièce inscrite sous le numéro 57.^o de ladite mappe, contiennent en tout sept journaux, seize toises, et sont imposés à la taille totale d'une livre, un sou neuf deniers.

50.^o Cu pré dit sous le champ de Cartenaz, possédé par la dame Rusand, ou par Benoît Rosset, contenant un journal, cent trente-deux toises, imposé à la taille de quatorze sous, confiné au midi par la terre des consorts Rosset, et au nord par celle de Joseph Thorel et autres.

Les biens ci-devant désignés, sont situés dans la commune de Viry, mandement de St. Julien.

La vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés actuellement par lesdits consorts Rosset et Rusand, sans que le plus ou le moins de contenance exprimée puisse donner lieu à garantie ou recours, et avec les servitudes qui peuvent les affecter.

2.^o Qu'il entretiendra les baux ayant date certaine, si aucuns existent.

3.^o Qu'il paiera le prix d'adjudication avec intérêts dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles, lequel jugement d'ordre il introduira à ses frais.

4.^o Qu'il se chargera des contributions imposées sur lesdits biens, pour l'année courante.

5.^o Qu'il paiera, dans dix jours, à dater de l'adjudication, et sans diminution du prix d'ordre, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais faits pour parvenir à la vente, et c'est sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où siège le tribunal à St. Julien, à l'audience du cinq juillet prochain, à neuf heures du matin, d'abord en détail, c'est-à-dire, chaque lot séparément, le premier, sur la mise à prix de trois cents livres;

le second, sur la mise à prix de quatre cents livres : le troisième sur la mise à prix de deux cent cinquante livres ; le quatrième, sur celle de cent cinquante livres ; le cinquième sur celle de cinq cent cinquante livres ; le sixième sur celle de quatre cent cinquante livres ; et le septième lot, sur celle de neuf cents livres ; et ensuite en bloc, sur la mise à prix de trois mille livres neuves, offerte par le poursuivant, et excédant soixante fois le montant de la contribution foncière, qui est de vingt-six livres anciennes, six sous, sept deniers, et sur le montant des mises partielles, s'il y en a.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire,

A ces fins est commis l'huissier Piccollet pour lesdites publications, affections et notifications dans le ressort du Tribunal, et l'huissier Siropiani pour les mêmes formalités à remplir dans la province d'Asti.

Dressé à St. Julien, sous le sceau du Tribunal, le 4 juin 1825.
Signé BORGEL greffier.

Enregistré à St. Julien, le 4 juin 1825, vol. 7, folio 184, case 1089 ; reçu trois livres. Signé COLLOMB receveur.

Pour copie conforme :

Pour M.^e ROURE p.^r, ROURE p.^r

EXTRAIT des Archives civiles du Sénat de Savoie.

Entre André-Louis Rosset, tant de son chef, que comme mandataire substitué de Louis Benoît Rosset, par acte du douze Juin dix-huit cent dix-neuf, Farino et son collègue, notaires à Lyon, demeurant insinué, assisté de M.^e Flaudin, appelant de la sentence rendue par le tribunal de Judicature-Mage de Saint-Julien, le dix mai dernier, et au principal défendeur.

Et Aimé Delarue, assisté de M.^e Bernard, substitut de M.^e Carraud, intimé et demandeur au principal.

Le Sénat, ouï le rapport et les parties, a déclaré et déclaré ledit André-Louis Rosset, non recevable en son appel de ladite sentence, et le condamne aux dépens de l'instance poursuivie ci-dessus.

Fait à Chambéry, au Sénat, le onze Juin dix-huit cent vingt-cinq. Signé PACORET-DE-SAINT-ROX. AVER rapporteur.

Enregistré à Chambéry, le 11 juin 1825, vol. 5.^e, case 2091, folio 200 ; perçu six livres. BANDE.

MANIFESTE

Pour la Vente par subhastation, poursuivie à la diligence de

dame Jeanne Richard, veuve du sieur Henri Duerët, en qualité de Tutrice de François et Louis Michel ses et dudit Duerët, fils pupiles, ayant pour Procureur M^e François Bardet, des immeubles du Claude et Jean-Baptiste Gay, Louis Vernay, Claudine Vernay et Michéluz Vernay, femme autorisée de Thomas Duchesne, le premier habitant à Mesigny, les maris Duchesne à Blaye et les autres à Thuy.

Le Tribunal de Préfecture de la Province du Genevois, séant à Annecy, fait savoir que par son jugement du 1 mars 1824, en déclarant exécutoire, nonobstant le sursis, le jugement rendu le 19 novembre 1822, par M^e le Juge du Mandement de Rumilly, il a été enjoint à Claude et Jean-Baptiste Gay, Louis Vernay, à M^e Pierre Giardin, substitut de M^e Falquet, en qualité de curateur établi à la cause de Claudine Vernay et à Michéluz Vernay, femme autorisée par Thomas Duchesne, le premier habitant à Mesigny, les maris Duchesne à Blaye, M^e Giardin à Annecy, et les autres à Thuy, de payer à dame Jeanne Richard, veuve du sieur Henri Duerët, habitante à Alby, en qualité de Tutrice de François et Louis-Michel, ses et dudit Duerët fils, pupiles; 1.^e la somme de trois cents livres novante-cinq centimes, en capital et ceuses dérivantes de l'acte de rente du 27 janvier 1770, Morand N.^o, au paiement de laquelle somme lesdits consorts Gay et Vernay avaient été condamnés par le jugement ci-devant énoncé, du 19 novembre 1822; 2.^e celle de vingt-quatre livres et trente centimes, pour les intérêts de ladite somme échus au six février 1824; 3.^e celle de trente-cinq livres, pour dépens adjugés par ledit jugement; 4.^e celle de septante-huit livres neuves pour dépens taxés par le jugement rendu ribon; lesquelles sommes étoient payables dans le terme de cinquante jours; Que, résultant des procès-verbaux dressés par le sergent Plat, les 20 et 21 septembre 1824, qu'il ne s'est rien trouvé à pouvoir être fait au préjudice des sus-nommés, ladite dame Richard a obtenu du Tribunal, le huit février dernier, un décret portant injonction aux sus-nommés de lui payer, dans trente jours, les sommes ci-devant énoncées, plus celle de cinquante-quatre livres trente centimes, pour les frais desdits procès-verbaux de comparution, avec déclaration que, passé ce délai, elle ferait vendre les immeubles y désignés; la notification de ce décret a eu lieu par exploits des sergents Simonod et Pallud, des onze, quatorze et quinze dudit mois de février.

Que, par jugement rendu éans le 9 mai dernier, le Tribunal a autorisé la vente desdits biens et a fixé la première enchère au 5 juillet prochain; ce jugement, la requête du onze avril dernier qui y a donné lieu, ainsi que l'extract du cadastre y annexé, ont été notifiés auxdits consorts Gay et Vernay, par exploits des sergents Vendrel et Simonod, à ces fins commises, des treize et quinze et au mai dernier; le tout dûment enregistré au bureau des hypothèques d'Annecy, le quatre du courant.

Biens à vendre situés sur la commune de Thusy.

Numéros de la mappe, nature de propriété, désignation du mas, contenance cadastrale, tailles et confins,

- N.^o 1466, Champ, vers les bois, contenant 318 toises, 3 pieds, taille 18 sous, 8 deniers, se confine du nord par les bois de noble de Latard de Pierrefeu, au levant par le champ de Pichollet Claude.
- 2244, Pré à Berceir, soit aux Places, contenant 154 toises, 1 pied, taille 7 sous 5 deniers.
- 3245, Pré à Berceir soit aux Places, contenant 128 toises, 7 pieds, taille 8 sous 7 deniers; ces deux pièces se confinent ensemble, au nord par un chemin, au levant par le pré des bois de Joseph Latard et de François Vernay.
- 1408, Champ à la Molassière, contenant 596 toises, 5 pieds, taille 18 sous 7 deniers; se confine au nord par un chemin, au levant par le champ des bois Vernay, et au midi par un chemin.
- 1529, Champ et pré au Biollet, contenant 1 journal, 51 toises, 6 pieds, taille 13 sous 6 deniers; se confine au nord par le champ de noble Pierrefeu, des levant et midi par un chemin et au couchant par champ et pré des bois Vernay.
- 2157, Pré, à saint Maurice, contenant 338 toises, taille 9 sous 3 deniers 1/2; se confine au nord par pré des bois de Claude Dénots et de Claude Pichollet, au levant par champ de Claude Terrier et des bois Fellaz.
- 1258, Champ à la Vigne, contenant 222 toises, 2 pieds, taille 10 sous, 5 deniers; se confine au nord par un chemin au levant par le champ de François Vernay, au midi par la terre de Pierre Terrier.
- 506, Maison et écurie, à Thusy; se confine des nord et levant par un chemin public, au couchant par l'écurie de la Cure, et au midi par pré de Louis Bully.
- 1058, Champ au Bois Brûlé, contenant 1 journal, 269 toises, 4 pieds.
- 1057, Châtaigneraie, au même lieu, contenant 287 toises, 7 pieds; se confine au nord par champ de J.^e Revillard, au levant par le champ de Jean Décobert et châtaigneraie de Louis Perriassoud, au midi par les terres de saint Eusèbe.
- 4837, Champ à la Tétarna, contenant 74 toises, 6 pieds;
- 5879, Champ audit, contenant 127 toises, 5 p.; se confinent au nord par champ de Louis Perriassoud l'oncle, au couchant par la terre de Charles Dorgeumont et au midi par un chemin d'investiture.

- 1376, Bois, aux Crottes, contenant 297 toises, 1 pied, taille 4 deniers, 172 ;
- 1375, Pré, audit, contenant 125 toises, 2 pieds, taille 4 sous, 10 deniers; se confinent au nord par pré et bois de Claude Ginot, au levant par un ruisseau, au midi par la terre de Claude Ginot, au couchant par la terre des frères Pichollet, Rulland et Ginot.
- 1351, Pré, marais audit, contenant 1 journal, 29 toises, 1 pied, taille 7 sous, 7 deniers; se confine du nord par le fond commun, au levant par la terre de Louise et Barbe Dorgemont, et au midi par celle de Louis Gay.
- 1197, Teppe à la Combe, au Boucliet, contenant 290 toises, 1 pied.
- 1196, Terre inculte, audit, contenant 104 toises, se confinant du nord et du couchant, par champ et bois de Claude Ramand, et des autres parts par les terres de la commune de St Eusèbe.
- 182, Pré, jardin et place, à Thusy, contenant 62 toises, 5 pieds, taille 3 sous, 11 deniers; se confinent des levant et midi par un chemin et par les carlines de Benoit Dupont, et au couchant par pré de Gruffaz.
- 188, Champ à Lacharrière, contenant 2 journaux, 101 toises, 5 pieds, taille 1 liv, 4 sous et deniers.
- 187, Champ audit, contenant 127 toises, 5 pieds, taille 8 sous 11 deniers; se confinent des nord et levant, par pré des Joseph et Jacques Lemaizon, des midi et couchant par un chemin.
- 504, Teppe vers la Morge, contenant 58 toises, 4 pieds, taille 2 178 ;
- 505, Broussilles, audit, contenant 94 toises, 7 pieds, taille 8 deniers, 175 ; se confinent au midi par bois de Joseph Lemaizon, au levant par bois et pré de Jacques Lemaizon, au nord par la terre de Coissard Jean-Baptiste, au couchant par le ruisseau de la Morge.
- 152, Bois, à Laplante, contenant 105 toises, taille 1 sous 10 deniers, se confine du levant par le surplus dudit N.^o appartenant à Panet et par champ de Lemaizon, au midi par le champ du même, et celui des frères Rollier.
- 514, Bois, au Provint, contenant 88 toises, 1 pied, taille 4 deniers ;
- 526, Bois, audit, contenant 89 toises, taille 4 deniers; se confinent du nord par champ de Blaise Coissard, au levant par terre de Jean-Baptiste Coissard, au midi par le même, et au couchant par les frères Lemaizon.
- 2012, Champ, à Lapareille du Plant, contenant 1 journal, 200 toises, taille 1 liv, 11 sous, 1 deniers; se confine des levant et nord par des chemins, du midi par restant dudit N.^o appartenant à M.^o de Rochette, et au couchant par champ d'Antoine Cadene.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. 1. L'adjudicataire ou les adjudicataires prendront les immeubles qui leur seront adjugés, dans l'état où ils se trouveront, sans que le plus ou le moins de contenance puisse donner lieu à aucune répétition de leur part, et supporteront toutes les servitudes passives, si aucune existe.

ART. 2. Ils payeront les contributions foncières affectées sur les dits immeubles, à dater du premier janvier dernier, ainsi que les frais qui ont eu lieu dès la requête du premier janvier dernier, jusqu'à la vente définitive, et ce, en proportion des sommes pour lesquelles les immeubles leur seront adjugés.

ART. 3. Ils payeront le prix de leur acquisition aux créanciers antérieurs et privilégiés desdits consorts Gay et Vermy, sans distinction de créances exigibles ou inexigibles, suivant les bordereaux de collocation.

ART. 4. Lesdits immeubles seront mis aux enchères, en totalité, sur la mise à prix de sept cent quarante livres, ou bien par pièces séparées.

Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal de cette division.

Mande à ces fins le tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Amnecy, le 4 juin 1825.

Signé AMENON, Greffier.

Enregistré à Amnecy, le huit juin 1825, folio 101, case 934 du 11^{ème} vol. reçu trois livres.

Signé OUSSEN, Receveur.

Pour copie, DAUME pour BARDET.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation, d'un bâtiment de maison situé au chef-lieu de la commune du Bourg-St.-Maurice, appartenant à Jean-Maurice Lechat, à la poursuite de Jean Bompard cadet.

Le Tribunal de judicature-mage de la province de Tarentaise, étant à Moûtiers, fait savoir que par son ordonnance rendue en contradictoire entre ledit Jean Bompard cadet, négociant, domicilié à l'Hôpital sous-Clans demandeur, et Jean Maurice Lechat, négociant, domicilié au Bourg-St.-Maurice, défendeur,

sous date du huit juin dix-huit cent vingt-quatre, dûment enregistré, il a été enjoint audit Lechat de payer audit Bompard, dans le délai de trente jours, la somme de quatre mille deux cent cinq livres sixes avec dépens y taxés à vingt-six livres outre les coûts et cours du jugement ; à quoi ledit Lechat n'ayant pas satisfait, ledit Bompard a présenté requête à Monsieur le Juge-Maje de cette province, pour qu'il lui plût indiquer l'audience à laquelle les parties devraient paraître devant le Tribunal, aux fins celui-ci d'autoriser la mise en vente des immeubles spécifiés, tant au bas de la requête que dans l'extract du cadastre y annexé, sous les charges et conditions y désignées et sous celles qu'il plairait au Tribunal y ajouter, et fixer en même temps l'audience à laquelle aurait lieu la première enchère, et à l'appui de cette requête, ledit Bompard a produit tant l'ordonnance injonctionnelle précitée que les procédures et provisions qui y ont donné lieu, ainsi que les actes notariés des premier mai dix-huit cent onze, second juin dix-huit cent seize, constitutifs de la créance inscrite au bureau des hypothèques de cette ville de Moulins, à forme des bordereaux des dix-neuf octobre dix-huit cent douze, trois mars, et vingt-six septembre dix-huit cent vingt-trois.

Par son décret du vingt-quatre mars proche échu, mis au bas de ladite requête dûment enregistrée, Monsieur le Juge-Maje ayant fixé ladite audience au sept avril suivant, cette requête, suivie dudit décret contenant la désignation des immeubles à subhaster, fut signifiée audit Lechat par exploit du sergent Vidard, du vingt-neuf dudit mois de mars.

Le demandeur, représenté par M.^e Piston procureur à ce Tribunal, et son fondé de pouvoir par acte du vingt-cinq février dix-huit cent vingt-trois, Garzon notaire, par lequel acte ledit Bompard a fait élection de domicile en l'étude de M.^e Piston, paraissant à l'audience fixée, a insisté aux conclusions prises par la requête précitée, en accusant la contumace dudit Lechat qui n'a pas paru, ni personne pour lui, quoiqu'assigné en personne.

Le Tribunal, par ordonnance du même jour sept avril, enregistrée, après avoir oui le rapport, le procureur demandeur et l'avocat fiscal dans ses conclusions, a, tant pour le profit de la contumace dudit Lechat qu'il a déclaré bien encourue et obtenue que de ce qui lui est résulté des pièces de l'instance, autorisé la vente des immeubles dont il s'agit, a fixé l'audience pour la première enchère au vingt-sept mai suivant, a commis le sergent

Vidard pour faire la notification prescrite par l'article cent de l'édit du seize octobre dix-huit cent vingt-deux, et a mandé au greffier de céans de dresser le manifeste.

Lesdites ordonnance, requête et extrait de cadastre y annexé, après avoir été notifiés audit Lechat par exploit du sergent commis en date du douze même mois d'avril, ont été enregistrés au bureau des hypothèques de cette ville, le quinze dudit mois, suivant le certificat délivré par M.^r Boyer conservateur.

Ledit Lechat, par acte mis au greffe de céans, le dix-huit dudit mois d'avril, ayant appelé de l'ordonnance précitée du sept même mois; le Sénat, par arrêt du deux mai courant enregistré, a déclaré ledit Lechat non-recevable dans son appel, l'a condamné aux dépens, et a renvoyé les parties pardevant ce Tribunal qui, par ordonnance du vingt-cinq dudit mois de mai, rendue entre les parties, a de nouveau fixé la première enchère, pour la vente des biens dont s'agit, au premier juillet prochain, à neuf heures du matin, et cette ordonnance a été signifiée audit Lechat par exploit du sergent Prin, en date du vingt-huit mai courant.

En conséquence le bâtiment de maison ci-après désigné sera exposé aux enchères et vendu en un seul lot: la première enchère aura lieu à l'audience du premier juillet prochain, à neuf heures du matin, maison Didier, rue Petit-Pré Commun, sous la mise à prix de mille livres neuves, offerte par le poursuivant.

Désignation du Bâtiment de maison à vendre.

Bâtiment de maison situé au chef-lieu de la commune du Bourg-S.-Maurice, figuré sous le numéro mille cinquante-trois de la mappe, de la contenance cadastrale de cent vingt-neuf toises, un pied, taxé à la somme de dix-sept sous un denier de taille royale et cadastrale, confiné par la grande rue au midi, par le bâtiment de maison des consorts Varras au levant, et par un autre bâtiment de maison appartenant audit Lechat, provenant de Jean-Michel Vaudey au couchant, consistant en deux étages, cuisine, chambres, cave, écurie, grange, cour et galetas.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Ledit bâtiment de maison sera exposé aux enchères, ledit jour premier juillet prochain, à neuf heures du matin, sous la mise à prix de mille livres neuves, offerte par ledit Bompard demandeur.

2.^o chaque mise devra être de cinq livres au moins en sus de la dernière qui sera offerte.

3.^o Aucun enchérisseur ne sera admis qu'après avoir rempli les formalités et obtenu l'autorisation prescrite par l'article septante-neuf de l'édit royal du seize juillet dix-huit cent vingt-deux.

4.^o L'adjudicataire prendra l'immeuble dont s'agit dans l'état où il se trouvera, avec ses servitudes actives et passives, s'il y en a.

5.^o Il sera tenu de se charger des contributions affectées à l'immeuble dès le premier janvier dernier : il payera le prix de son adjudication à présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront utilement colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles, et se conformera en outre à tout ce qui est prescrit en pareil cas par l'édit précité.

6.^o Il payera tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du trente et un janvier dernier inclusivement, et sans diminution de prix.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles septante-sept et cent-deux du susdit édit du seize juillet dix-huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affections, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donnée à Moutiers sous le sceau du Tribunal, le trente et un mai dix-huit cent vingt-cinq. Signé M.^r Raymond Greflier.

Enregistré à Moutiers, le trente et un mai dix-huit cent vingt-cinq, case 1602, l.^o 187, vol. 7. Reçu trois livres, signé Boyer.

Pour expédition conforme : signé RAYMOND Greflier.

PISTON p.^r

A V 15.

Ceux qui, à dater du terme fixé par l'Édit Royal du 16 juillet 1822, concernant le système hypothécaire, auront des Annonces judiciaires à faire insérer au *Journal de Savoie*, en exécution des dispositions prescrites par cet Édit, sont priés de les adresser dans le terme, *francs de port*, à l'Impression du Journal.

Astenda les dépenses qu'entraînera l'impression de ces articles, les personnes intéressées sont priées de nous désigner à Chambéry un correspondant chargé d'acquitter au *fr* et à mesure les frais d'insertion.

CHAMBERY, Imprimerie de F. R. PLATTEAU, Rue du Sénat.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 24 Juin.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 23 juin. L'Ecole théorique et pratique des Mines, de Moûtiers; que S. M. a daigné établir par les Lettres - Patentes du 28 octobre 1822, relatives au mode d'administration des Mines, ouvrira le 1.^{er} juillet prochain. M. le Prof. Burson commencera son Cours de Minéralogie et de Géologie, qui sera immédiatement suivi des cours donnés par MM. les Professeurs Michelotti et Replat.

La fête de l'abatture de l'Oiseau a eu lieu Dimanche 19 du courant. Au sortir de la Messe célébrée à St. Benoît par leur aumônier, M. l'abbé Renda, MM. les Nobles Chevaliers - Tireurs, en uniforme, ayant à leur tête S. Exc. M. le Gouverneur, Roi de la Compagnie, se sont rendus au Tir. MM. les Nobles Syndics, personnes par une députation de dix Chevaliers, sont arrivés ensuite pour assister aux exercices et remettre la décoration au Roi. La tir a commencé immédiatement par S. Exc. le Gouverneur, qui a tiré pour S. M. et ensuite comme Roi de la Compagnie; par le Connétable (le Prieur se trouvant absent), et successivement par MM. les Chevaliers, dans l'ordre réglé par le sort. Au quatorzième numéro du premier tour, M. Liabat neveu, substitut - secrétaire civil du Sénat, a mis bas l'Oiseau et a été proclamé Roi par la Compagnie. Il a choisi pour Reine M. le Comte Louis Petit, qui, ayant accepté la royauté, s'est rendue à 5 heures et demie de l'après-midi, avec son cortège brillant, au Tir, où la Compagnie formée en trois battes l'attendait, et où se trouvait déjà réunie une société nombreuse et choisie. Le nouveau Roi a reçu sa Reine à la porte du Tir, et lui a présenté un bouquet. La nouvelle Reine a présenté un nœud d'épée à son Roi, ils se sont rendus ensuite auprès de l'ancien Roi. Celui-ci a déposé entre les mains du nouveau Roi une couronne de fleurs, que ce dernier a placée sur la tête de sa Reine. L'ancien Roi a remis l'écharpe à la nouvelle Reine, qui l'a placée au nouveau Roi. La Reine et le Roi ont été alors conduits aux sièges qui leur avaient été préparés, où ils ont reçu, par l'organe d'un Chevalier, les hommages de la Compagnie. La danse ouverte par la nouvelle Reine et le nouveau Roi, par les dignitaires de la Compagnie et les Dames de la Cour, a été très-animée et s'est prolongée jusqu'à sept heures et demie. Alors la société s'est formée en couples pour accompagner la Reine jusqu'à

chez elle. Ce cortège a offert le plus beau coup-d'œil et a terminé dignement une fête dont il serait impossible de peindre les scènes gracieuses et touchantes, et qui a répondu à tous les souvenirs comme à toutes les espérances.

— S. A. R. le Prince de Salerne, frère de S. M. notre auguste Reine, est arrivé incognito à Chambéry, mardi 21 du courant. S. A. R. est reparti hier matin et a pris la route de Paris.

— M. de La Martinière était à Chambéry ces jours derniers.

— M. Nicolle, astronome adjoint du Bureau des Longitudes, à Paris, a reçu la croix de la Légion d'honneur.

PIÉMONT.

Torin, 16 juin. LL. MM. Siciliennes et LL. AA. RR. le Prince et la Princesse de Salerne, qui avaient restés à Gênes, à la satisfaction de nos augustes Souverains et des habitants de la ville, ont continué à visiter les églises, les curiosités de la ville et les beaux sites des environs. Les illustres voyageurs partis le 7 de juin, ont laissé des marques de leur munificence aux personnes qui ont eu l'honneur d'être de service auprès d'eux.

— La Classe des sciences physiques et mathématiques de l'Académie Royale, dans sa séance du 13 juin, a entendu les lectures suivantes : Rapport, au nom d'une Commission, par M. le Chevalier Avogadro, sur la fabrication en Piémont des couleurs provenant du fer; sur un nouveau mestie pour les paves et autres usages; sur une chemise de nouvelle construction, tendante à prévenir la fumée et à épargner le bois; Rapport de M. Victor Micheliotti sur une machine pour la lessive et sur une eau destinée à enlever les taches. M. le prof. Borron a lu le 1.^{er} chapitre d'un Mémoire sur quelques monuments du Musée égyptien, qui appartiennent à la minéralogie. M. le Dr. Bollingeri a lu une partie de son travail sur l'électricité du sang, de l'urine et de la bile des animaux.

18 Juin. LL. MM. nos augustes Souverains sont partis de Gênes le 15 du courant, et ont pris la route de Savone. Les habitants des lieux qui jouissent de leur présence, attendent avec impatience de pouvoir leur offrir l'hommage de leur amour.

— LL. MM. Siciliennes avec l'Infant Royal le Comte d'Aquila, LL. AA. RR. le Prince et la Princesse de Salerne, étaient partis de Gênes le 13, pour faire un voyage aux Iles Borromées et revenir à Gênes par Turin. Les augustes Voyageurs, arrivés hier de Verceil, ont comblé de joie les habitants de cette capitale, heureux de jouir de la présence de l'auguste Prince et des illustres parents de notre bien-aimée Souveraine. LL. MM. et S. A. R. ont été reçus au bas du Palais Royal par les Grands de la Couronne, les Chevaliers de l'Ordre Suprême, les Dignitaires et Charges de la Cour, le prince de Parthenay, Envoyé extraordinaire de S. M. le Roi des Deux-Siciles, etc. S. A. S. le Prince de Carignan est venu immédiatement leur faire visite et a dîné avec elles.

— Une lettre de Trieste du 13 mai annonce que Navarin a été pris par les Turcs le 22, et que là s'est renouvelée la catastrophe d'Espino, 1826.

Grecs s'étant ensevelis sous les ruines de cette forteresse qu'ils ont fait sauter.

Cours de Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1.^{er} avril. 1825.

Du 11 au 14 juin 1825, 103 liv 75 c., valeur courante pour chaque 100 liv. valeur du tarif.

NOUVELLES ETRANGERES.

A L L E M A G N E.

Les nouvelles de Corfou et de Trieste continuent à annoncer de grands avantages remportés par les Grecs, détails que l'on pourrait croire exagérés, lorsqu'on a reçu par différentes voies la nouvelle positive que Navarin est tombé au pouvoir d'Israhim-Pacha, à la suite de plusieurs assauts, où les Grecs se sont héroïquement défendus. Mais, d'un autre côté, il paraissait constaté que les Grecs ont brûlé une partie de la flotte égyptienne.

— Les journaux d'Allemagne et toutes les nouvelles de mer tendaient à confirmer les deux principaux événemens favorables aux Grecs que l'on avait annoncés, savoir, la défaite de Israhim Pacha, auprès d'Anatolico, et le brisement de l'escadre égyptienne auprès de Modon et en présence de la flotte turque, mouillée dans le golfe de Modon; on disait même que l'ordre était communiqué à la ville, où une forte explosion a fait presumer que la poudrière de cette ville avait sauté. Ces détails semblent contredits par des nouvelles postérieures.

A N G L E T E R R E.

Le *New-Times* donne le projet de traité de conciliation entre le Portugal et le Brésil. Ces deux Etats resteraient sous la domination du Roi Jean, qui aurait le titre de Roi de Portugal et des Algarres et d'Empereur du Brésil. Le Souverain résiderait en Portugal ou au Brésil, et celui des deux où il ne résiderait pas serait gouverné par le Prince héritier, sous le titre de Régent. Tous les traités et avantages quelconques seraient communs aux deux pays. Les lois de l'un et de l'autre émaneraient du Souverain, etc.

F R A N C E.

Paris, 14 juin. C'est M. le Nonce apostolique qui a complimenté à Reims le Roi sur son sacre, au nom du corps diplomatique.

— S. M., après avoir visité à Compiègne tous les établissemens de charité, a laissé le soin de répartir une somme de 25 mille francs pour les indigens, les besoins du culte, des prêtres infirmes, dans l'étendue du département. M^{me} la Dauphine a donné cinq cents francs pour la lingerie de l'Hôtel-Dieu de Compiègne.

— L'expédition que l'Espagne destine pour la Havane, sera de huit mille hommes. L'égislation qui régnait dans l'île de Cuba, et le projet attribué aux

Mexicains de tenter, de concert avec les Colombiens, une expédition contre cette île, y ont fait proclamer la loi martiale. On croit que les États-Unis contesteront cette entrepris du Mexique, si elle devait en effet avoir lieu.

— La session des Chambres a été close dans la séance d'hier.

— M. l'archevêque de Paris part pour l'Italie, où il va faire un voyage pour le rétablissement de sa santé.

— S. M. le Roi d'Espagne, à l'occasion de sa fête, a accordé beaucoup de grâces à des personnes accusées de délits politiques.

— Sidi-Mamad, roy de la Bry de Tunis, est sur le point de partir pour Londres.

16 Juin. On a mis en vente chez le libraire Dondoy-Dupré, rue de Richelieu, N.º 67, et chez Ponthieu, au Palais royal, une collection des Œuvres de M. le Comte Xavier de Maistre, comprenant le *Voyage autour de ma chambre*, *Expédition nocturne autour de ma chambre*, *Le Prisonnier du Caucase*, *la Jeune Sibérienne* et le *Lépreux de la Cité d'Aoste*. Tous les journaux annoncent cette collection avec les justes éloges dus au talent remarquable de l'auteur.

— Une grêle épouvantable a ravagé, le 27 avril, plusieurs communes du canton de Sainte-Foy (Gironde).

18 Juin. Les journaux des États-Unis annoncent que les Mexicains ont renoncé au projet d'envahir l'île de Cuba, où est arrivée heureusement l'expédition espagnole partie des Canaries le 7 février dernier.

Actions de la banque de France : 2190 fr.

Cinq pour cent consolidés : 105 fr., 50 c. ; 104 80 c. ; 104 fr.

Trois pour cent, j. de juin : 74 fr., 80 c. ; 74 fr., 95 c. ; 75 fr., 30 c.

ITALIE.

Les 24 et 28 mai dernier, on a éprouvé deux légères secousses de tremblement de terre à Catanzaro, dans la seconde Calabre ultérieure.

— On avait annoncé prématurément la mort de la princesse Pauline Borghèse, née Bonaparte. Elle est seulement morte à Florence le 9 juin. Le prince Borghese, son époux lui a donné tous ses soins jusqu'au dernier moment. Son corps sera transporté à Rome, pour être inhumé dans la Chapelle de la Maison Borghese, à Sainte-Marie-Majeure.

VARIÉTÉS.

Sur la poésie DUCIS.

En lisant les *Essais* de M. Campenon, sur la vie, le caractère et les écrits de Ducis, qui font aimer et respecter la mémoire de ce poète célèbre, nous y avons remarqué plusieurs détails qui doivent particulièrement intéresser nos lecteurs : car le nom de Ducis nous appartient. Né d'un père avoisien, négociant de Haut-Luce, dans la vallée de Beaufort, Ducis se rappelait toujours son origine

avec plaisir et sensibilité; il aimait à s'entretenir de la Savoie, qu'il visita plusieurs fois, et dont le souvenir l'occupait souvent.

« Ma Muse, dit-il un jour à M. Campenon, est une véritable Allobroge; laissons-lui son vêtement des montagnards. »

Nous croyons donc sûre une chose agréable à nos compatriotes en puisant, dans les Mémoires publiés par M. Campenon, quelques passages et quelques traits concernant la personne d'un homme de lettres, dont le souvenir leur est cher, d'un poète distingué, successeur de Voltaire à l'Académie française, et dont le nom sera toujours cité avec honneur dans les annales du Théâtre français. La Harpe, dans sa Correspondance littéraire, a jugé Ducis avec une extrême sévérité; mais l'on sait avec quelle partialité ce critique célèbre, d'ailleurs si judicieux, s'exprime le plus souvent dans ses Lettres, au sujet des auteurs dramatiques qui suivirent la même carrière que lui.

Nous venons de dire que Ducis aimait notre pays : « Il nous parlait fréquemment, dit M. Campenon, et avec le plus tendre intérêt, de la Savoie, qui était la patrie de son père, et qu'il avait adoptée comme une seconde patrie. Vous savez, Monsieur, qu'il ne rencontrait jamais quelques-uns de

« Les honnêtes enfans

« Qui de Savoie arrivent tous les ans,

« sans causer familièrement avec eux de leur pays, de leurs familles, et même de leurs petits intérêts. En les quittant, il leur laissait quelques pièces de monnaie, comme à de jeunes compatriotes malheureux. Tout Savoisien qui, voyageant en France, et attiré par la réputation de M. Ducis, venait le visiter, était sûr de recevoir de lui l'accueil le plus cordial et le plus hospitalier. »

Un trait particulier de son caractère, qui honore infiniment son cœur, était cette piété filiale portée au plus haut degré, cette espèce de culte qu'il avait voué aux auteurs de ses jours. Aussi, dans de fréquens passages de ses écrits, et surtout dans les situations de ses personnages qui se prêtaient au développement des mouvemens de la nature, il fait éclater ce sentiment sous les couleurs les plus vives et les plus touchantes. « Quand nous arrivions, dit l'auteur des Mémoires, aux noms de son père et de sa mère, qui reviennent fréquemment dans ses écrits, son attendrissement prenait une teinte religieuse. Il prononçait leurs noms avec l'accent de la foi. C'étaient deux gémis, deux appels qu'il adressait encore dans le ciel, après les avoir invoqués long-temps sur la terre. »

« Nous nous arrêtons à ces vers-ci, sur son père :

« Il m'a transmis ses traits, ses mœurs, son caractère,

« Son goût pour les forêts, pour la retraite solitaire,

« Ses profondes souvenances, sa longue émotion,

« Peut-être que par là se voit un bon lion,

« Mais je suis bérger par ma mère. »

« Ce qu'il me dit à ce sujet m'expliqua très-bien comment il
 « avait puisé dans les impressions de l'enfance, dans les premières
 « habitudes domestiques, cet attrait qui le poussait tour-à-tour
 « vers les émotions tragiques et vers les scènes pastorales; le
 « besoin de tremper ses pinceaux dans les vives couleurs de
 « la mer, après les avoir noircis sur la sombre palette du Dante;
 « enfin ce mélange du terrible et du doux, qui fait un des attri-
 « buts distinctifs à la fois de son talent et de son caractère. »

Pendant le séjour de la Cour de Sardaigne à Chambéry, en 1775, à l'occasion du mariage du Prince de Piémont Charles-Émmmanuel, avec la Princesse de France Marie-Clotilde. Davis vint à Chambéry et fut présenté au Roi, comme fils distingué de l'un de ses sujets. M. Langeron rapporte ce fait comme il suit :

« En 1775, M. Davis avait eu l'honneur d'accompagner S. A. R. Monsieur, qui reconduisit à la Cour de Sardaigne une Princesse de Piémont. Le poète y fut accueilli avec distinction par le Roi Victor-Amédée III, à qui il récita des vers, et qui apprit avec plaisir qu'il était originaire de ses États. Au retour de ce voyage, qui avait été pour lui une source d'agréments et d'agréables distractions, il se rendit à Fontainebleau où se trouvait la Cour, et y passa tout le temps des spectacles. C'est de là qu'il écrivit la lettre suivante :

« Fontainebleau, 13 novembre 1775.

« Savez-vous, mon ami, que je suis très-fêté ici. L'accueil que
 « j'ai reçu du Roi de Sardaigne à Chambéry, m'a été très-profi-
 « table. J'ai fait connaissance avec beaucoup de personnes qui
 « m'ont témoigné d'excellentes intentions. En général, mon voyage
 « a été un temps de fête et de plaisirs, etc. »

La suite à un autre Numéro.

LEÇONS Théoriques et pratiques d'Agriculture, etc.

II.° ARTICLE (1).

Nous n'avons point les connaissances agricoles nécessaires pour prononcer sur le degré de mérite de l'ouvrage de M. Roche : nous nous en sommes le soin d'en juger aux agronomes instruits qui peuvent avoir, dans leurs observations et leurs propres expériences, des moyens de comparaison pour décider en connaissance de cause. Seulement nous dirons que M. Roche paraît, en général, avoir pu tirer de bonnes sources. Peut-être aurait-il pu trouver quelques détails utiles et applicables à notre pays, dans le grand Ouvrage de Ploucquet, *Principes raisonnés d'Agriculture*, traduit de l'allemand par M. Crud.

En s'occupant des charrues et de divers modes de construction de cet instrument, il est surprenant qu'il n'ait rien dit de la

(1) Voyez le N.° précédent.

charrue belge, qui a une si grande ressemblance avec celle que proposait M. le marquis de Casteau, dans son *Essai sur l'amélioration de l'Agriculture dans les pays montagneux*, etc., comme le fait observer M. le Docteur Guibert, dans un Mémoire lu à la Société Académique de Savoie; charrue d'ailleurs déjà introduite dans notre pays avec un succès connu.

Les vues de l'auteur sur le traitement des vignes nous paraissent conformes aux bons principes admis dans cette branche de l'économie rurale. On sait au reste qu'il n'y a point de théorie générale en agriculture, qui ne soit susceptible de modifications selon les circonstances locales et selon la constitution des saisons, qui se ressemblent rarement.

En parlant de l'exposition de la vigne, il exclut celle du couchant. Nous connaissons néanmoins des vignes situées dans cette exposition, qui produisent des vins d'une très-bonne qualité. Cette exposition jouit d'une chaleur proportionnellement plus grande et plus active que l'exposition au levant; car les rayons du soleil frappent le terrain dans toute la portion de la journée où la température de l'atmosphère est la plus élevée, tandis que le levant ne reçoit le soleil que pendant la partie la plus fraîche du jour et s'en trouve ensuite privé de bonne heure, lorsque ces rayons cessent avec le plus d'intensité. L'exposition au couchant a même sur celle du levant un autre avantage particulier qui ne peut être contesté. Les plus grands dommages causés par les gelées blanches du printemps proviennent de l'action des rayons du soleil, lorsque ceux-ci surviennent immédiatement sur les plantes chargées de ce météore dangereux. Or, pour les vignes exposées au couchant, sur lesquelles le soleil se lève plus tard, la gelée blanche a le temps, avant que le soleil paraisse, de se dissiper insensiblement, par le réchauffement gradué de l'atmosphère; aussi est-il rare que cette circonstance mise essentiellement aux vignes dont il s'agit, tandis que celles qui reçoivent les premiers rayons du soleil, subissent chaque fois les funestes effets d'une transition qui dérangé et détruit les produits délicats d'une végétation naissante.

Quant à la récolte du raisin, M. Roche conseille avec raison de séparer les raisins mûrs et sains, et de faire fermenter à part les raisins verts ou pourris; méthode peu usitée dans notre pays, car, en général, plusieurs abus qui privent nos vins des qualités précieuses qu'un peu plus de soins leur feraient acquies, tendent à plusieurs reprises, est un procédé suivi dans tous les vignobles renommés.

Nous voyons souvent chez nous que, faute d'un nombre suffisant d'ouvriers, on met deux jours et quelquefois davantage pour remplir une même cuve. D'un il arrive que la fermentation, qui commence dès le premier jour, est successivement troublée par les nouveaux raisins que l'on met dans la cuve, et que ceux du fond ont déjà subi une action très-avancée, lorsqu'à priori la fermentation commence à s'établir à la surface. Quelle qualité de vin peut-on obtenir d'une fermentation aussi irrégulière?

Voici un autre abus non moins grave. Dans des fermes où il n'y a qu'un seul pressoir et plusieurs cuves, et où les vignes sont exploitées par plusieurs vigneron qui ont leurs intérêts séparés, il est d'usage que tous ces vigneron commencent leurs vendanges le même jour ; en sorte que toutes les cuves se remplissent en même temps. Mais comme on ne peut les presser toutes à la fois, il arrive de deux choses l'une : ou, pour sauver la dernière cuve, on est obligé de commencer avant que la fermentation soit seulement établie ; ou l'on attend que la fermentation soit parvenue au point convenable, et le vin de la dernière cuve est perdu, ou du moins il est d'une mauvaise qualité et ne saurait se conserver.

On ne peut rien indiquer de général sur la durée de la fermentation dans la cuve. Cette durée dépend de la qualité du raisin, du degré de sa maturité, des circonstances qui ont accompagné la vendange, de la saison, de la température de l'atmosphère. En général, il y a moins de risque à soutirer plutôt, qu'à le faire trop tard : une trop longue fermentation dans la cuve prive le vin de quelques-uns des principes nécessaires à la fermentation lente qui doit s'élaborer dans les tonneaux ; il est reconnu que le vin perd ainsi de sa vigueur et se conserve peu.

M. Roche conseille l'égrappage et n'indique pas d'exception. Mais l'on sait qu'il est des qualités de raisins auxquelles la rafle est nécessaire, non-seulement pour aider la fermentation, mais pour donner au vin un principe de vie qui contribue à sa conservation. Le vin provenant de raisins égrappés est moins spiritueux et conserve plus faiblement au gras. On peut égrapper le raisin qui donne naturellement un suc vigoureux, afin de lui conserver tout son parfum. Il est encore utile d'égrapper, lorsque le raisin n'a pas acquis toute sa maturité.

L'ouvrage de M. Roche, écrit avec autant de clarté que de méthode, et circonscrit dans les bornes d'un manuel portatif, facile à consulter, est à la portée de tous les lecteurs, sorte d'avantage essentiel dans un livre destiné à fournir des leçons pratiques qu'on ne saurait trop populariser.

Marchés de Chambéry des 14, 16 et 18 juin 1855.

Bled.	Prix.	Le Vaseil.		L'Éclatoyne.	
		fr.	s.	fr.	s.
Froment,		18	26	—	—
Seigle		11	38	—	—
Orge		11	13	—	—
Sarrasin		10	50	—	—
Mais		17	25	—	—
Avoine (1)		13	50	—	—
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	17
Viande, idem, idem				0	60

(1) Rapport des 3 vases
en hectolitre :
Froment . . . 63
Seigle . . . 15
Avoine . . . 43

*Au Seigneur Sénateur, Préfet de la Judicature-Maje
de la province de Savoie - Propre.*

Supplie humblement Joseph Favre, meunier, actuellement habitant à Grégy-sur-Aix, faisant élection de domicile dans l'étude de M.^e Joseph Mongenet, procureur au Sénat, situé rue Juiverie, n.^o 115,

Et dit que par acte du 2 mars 1815, Michon, notaire, il a acquis de Louis Pugenat, cessionnaire de Louis Guigue, par acte du 26 avril 1819, Michon, notaire, de Jacques et Joseph, à feu Bernard Bogey, cessionnaires d'Andréanne et Marguerite Guigue, par actes des 19 et 25 février 1810, Michon, notaire; de Gaspard Vallier et de Joseph Guigue, mariés, tous deux cessionnaires de Joseph Guigue, par acte du 3 février 1814, Dronchal, notaire; et ladite Josephite vendant encore en sa qualité de cohéritière de François Guigue, ensuite de son testament du 20 février 1812, Bouchet, notaire, savoir, tous les droits qui compétent aux vendeurs et cessionnaires, tant en vertu desdits actes, que du contrat de mariage de Thérèse Chamoux avec Emmanuel Guigue, en date du 7 mai 1783, Fillion, notaire, et de tous autres actes servant à établir l'antériorité desdits droits, qui se trouvent affectés et hypothéqués sur les moulins, artifices, maison, jardin, chenevière, champ, bois et pâturage, situés rière la commune de Grégy sur Aix, et inscrits sous partie des numéros 3333, 2740, 3272, 3173, de la contenance en tout de 3 journaux, 23 toises, 1 pied, délaissés par Emmanuel Guigue; partie dudit numéro 3333 se confinant par un chemin, du levant; le ruisseau de la Deisse, des nord et couchant, l'ancienne grande route, des midi, levant et couchant, de la contenance de 1 journal, 39 toises, 2 pieds; partie du numéro 2740, dit aux Pâles, se confinant par un chemin, du levant; par les broussailles de demoiselle Flore Deloche, du couchant; champ de Jean Bogey, dit l'Hôte, du nord; champ de Joseph Choulet, dit Mottaz et Frêne, du midi, contenant 1 journal, 206 toises; les numéros 3272 et 3273, pour deux tiers, se confinant par un chemin, du levant; pâturages de noble Joseph Deloche, du couchant; champ de Claude Bogey, du nord; celui sous lesdits numéros 3172, 3173, et de Jean Domenget, veuve Coudurier, du midi; d'après l'extrait fourni par M.^e l'écuyer, secrétaire de la commune de Grégy sur Aix.

Ladite vente faite avec promesse de faire jouir l'acquéreur des objets vendus, dès le 11 avril 1815, et pour le prix de 5900 livres neuves que l'acquéreur s'est soumis de payer aux créanciers ou cessionnaires de créanciers reconnus, les plus antérieurs et privilégiés sur la succession dudit Emmanuel Guigue, et continués dans le même ordre, savoir la moitié dans un an, et l'autre dans deux ans.

Le suppliant désirant purger l'immeuble par lui acquis des hypothèques et privilèges existants, a fait transcrire son contrat au bureau des hypothèques de cette province, le 2 mai courant, en

conformité de l'art. 69 de l'édit, et en joignant ledit certificat de dépôt et de la transcription du titre aisé, et l'état sur trois colonnes de toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens contre Emmanuel Guigue à son Pierre, conforme au certificat délivré par le conservateur des hypothèques, le 1^{er} mars 1825, sous l'offre faite de payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, à concurrence toutefois du prix stipulé audit acte de vente ; recourt

A ce qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur et Juge-Maje, commettre le premier huissier ou sergent royal requis, pour notifier aux créanciers ci-après et inscrits copie de la présente requête, du certificat de transcription et de l'état susdit des inscriptions, au domicile par eux élu dans les inscriptions.

1.^o A Jeanne Ginet feu Pierre, en son domicile, à Grésy sur Aix.

2.^o A Jacques Boutron feu Claude, substitut procureur au Sénat, à Chambéry.

3.^o A Joseph, Louis, Marguerite, Andreanne et Josephine Guigue, à son Emmanuel, héritiers de Thérèse Chamoux, en la personne et demeure de Jacques feu Bernard Bogey, cultivateur, habitant à Grésy sur Aix.

4.^o A Jacques, Joseph Bogey, à son Bernard et Louis Pugeat, fils de Pierre Pugeat, le premier domicilié à Grésy sur Aix, et le second dans la personne et étude de M^e Buisson, procureur à Chambéry.

5.^o A Benoît feu Albens Clere, cultivateur, en l'étude de M. le procureur des pauvres, près le Sénat.

6.^o A Vallier Gaspard feu André et Josephine Guigue, mariés, domiciliés à la Biolle ; le premier tant de son chef que pour autoriser son épouse, et quant à ces derniers, avec la clause rogatoire au préfet de Judicature-Maje de la province du Genevois.

Le suppliant déclarant d'avance faire offre de payer le prix stipulé de la manière qui sera ordonnée par le Tribunal, les frais étant probablement distraits ou colloqués de préférence et pouvoir.

Joseph FAVAR, MONGENET, Proc^r

Vu la requête ci-dessus, et les pièces jointes à la requête, est commis le premier huissier requis pour procéder suivant les fins suppliées et rogatoires requises.

Chambéry, ce 25 mai 1825. D'ALEXANDRY.

Enregistré à Chambéry le 26 mai 1825, vol. 24, case 220, fol. 13, recto ; perçu 1 livre, DAUDET.

Est permise la notification requise aux mariés Gaspard Vallier et Josephine Guigue, mere la commune de La Biolle.

Annecy, le 28 mai 1825.

PAESSET, premier assesseur ; le Seigneur Sénateur Préfet absent.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M. Favre Joseph seu Georges, meunier à Faverges, une cession faite en sa faveur, le 2 mars 1825, Michon, notaire, par Eugène Louis, fils de vivant Pierre de la Biolle; Bogey Jacques, et Joseph seu Bernard de Grézy, et Vallier Gaspard seu André et Guigue Joseph, mariés audit Grézy, des moulins, artifices, maison, jardin, chenevières, champs, bois et pâturage, situés rière Grézy, inscrits sous partie des numéros 3333, 2740, 3272, 3273 de la mappe du lieu, contenant en tout 3 journaux, 25 toises, 1 pied.

Prix, 3900 liv. non payé, pour lequel inscription d'office.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 5, art. 250, et sur le registre général d'ordre, vol. 51, art. 486, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel.	191. 50 c.
Pour papier timbré.	» 70
Pour droit du conservateur.	» 50

Total. 21 70

A Chambéry, le 2 mai 1825.

Le Conservateur, DOMENGET.

J'ai aussi fait l'inscription d'office, résultant de l'acte audit au vol. 94, art. 234, et reçu,

Pour droit proportionnel.	31. 90 c.
Pour timbre.	» 75
Pour droit du conservateur.	» 75

Total. 5 40

A Chambéry, le 2 mai 1825.

Le Conservateur, DOMENGET.

État de toutes les inscriptions hypothécaires, subsistant contre la personne et sur les biens de Guigue Emmanuel seu Pierre, en son vivant meunier, domicilié à Grézy-sur-dix, et prises à ce bureau personnellement contre lui, depuis le 1.^{er} janvier 1823, jusqu'au 1.^{er} mars 1825.

DATE et nature des privilèges ou des hypothèques.	NOM des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
1 ^o Contrat de mariage, Michon, notaire, du 11 nivôse an 11, inscrit le 4 janvier 1823.	Cinet Jacques.	1101 00

2 ^e Cession, Michon, notaire, de 24 février 1787, inscrite le 7 mars 1823.	Boulson Jacques,	1000 00
---	------------------	---------

3 ^e Contrat de mariage, Fil- lard, notaire, du 7 mai 1782, inscrit le 20 mars 1823.	Guigue, Joseph, Louis, Marguerite, Andréanne et Jo- seph, seu Emma- nuel,	948 00
--	---	--------

4 ^e Cessions, Michon, notaire, des 10 et 25 février 1810, ins- crites le 21 mars 1823.	Bogey Jacques, Joseph et Pugeat Louis,	3050 00
---	--	---------

5 ^e Hypothèque convention- nelle et judiciaire, inscrite le 20 mai 1823.	Benoit seu Albens Clerc,	2300 00
---	-----------------------------	---------

MONGENET; Proc.^e

A NOS SEIGNEURS.

Supplient humblement dame Caroline Chamois, épouse du sieur François Larcene qui l'autorise, domiciliés à Chambéry, et Jean-Pierre Crozet-Bincas de Montanellian, y domicilié, et disent

Qu'ils sont créanciers de feu Sébastien Girard-Reydet, savoir, la suppliante, de la somme capitale de mille livres portée par jugement du Tribunal de Chambéry, du 28 brumaire an 14, signifié et inscrit, de tous les dépens et frais, et de tous les intérêts échus; quant à Crozet-Bincas, des sommes capitales de 1255 liv. d'un côté et 1345 d'autre, portées par jugement du même Tribunal, du 27 août 1808, signifié, et par les actes qui y sont rappelés, le tout inscrit au bureau des hypothèques, et encore des intérêts adjugés par ledit jugement, des dépens, frais et loyaux coûts, et de tous intérêts échus dès-lors,

Bincas a poursuivi Hugues, François, Jacques, Jean et Barbe Girard-Reydet, feu ledit Sébastien; Barbe Reydet répudia l'hoirie paternelle; les quatre fils absens furent pourvus d'un curateur à la cause; M^r Pignière, curateur établi, déclara répudier; enfin M^r Frandin fut nommé curateur à l'hoirie vacante de Sébastien Girard-Reydet.

Le 1^{er} avril 1821, les supplians se pourvurent au Sénat pour obtenir l'introduction de la discussion; la requête ayant été décrétée le même jour, d'un soit montré à M^r Frandin curateur, celui-ci répondit qu'il allait faire subroster les immeubles de la succession; et les recourans ayant présenté une seconde requête, le Sénat, par son décret du 22 mai 1821, dit que le curateur à ladite hoirie ferait ses instances par requête etans, et qu'il serait pourvu.

Les exposans se sont pourvus au Sénat par requête du 19 de ce

mois, ont demandé établissement d'un nouveau curateur à l'hoirie ; en remplacement de M^e Frandin, pour que le curateur eût à satisfaire au décret du 23 mai 1821 ; au besoin ils ont requis qu'il fût dit : avoir lieu à l'introduction de la discussion générale, et que le Tribunal de Chambéry fût commis pour connaître et juger la cause de discussion.

Le Seigneur Avocat-Fiscal-Général a été d'avis dans ses conclusions du 25 avril, qu'il était le cas d'introduire la discussion, qu'il ne convenait pas de commettre la cause au Tribunal, parce que l'instance pourrait donner lieu à des contestations qui se prolongeraient trop, si elles se portaient en appel ensuite des jugemens qui seraient rendus en première instance.

Les supplians veulent suivre l'opinion émise, ils joignent à la présente les pièces et procédures déjà exhibées avec leur requête du 19 avril, et encore un extrait du cadastre indiquant les biens de l'hoirie, leurs nature, situation, quantité, numéro de la mappe, et le montant de la contribution, enfin le certificat de toutes les inscriptions prises contre Sébastien, et celui des inscriptions prises contre François Girard-Reydet, père de Sébastien, et duquel proviennent les immeubles.

Il n'existe qu'une inscription contre François Girard-Reydet, c'est le suppliant Bineaz qui l'a prise. Il existe quatre inscriptions contre Sébastien Girard, les supplians en ont pris trois ; les sœurs Gamen ont pris la quatrième inscription.

Les supplians recourent donc

A ce qu'il vous plaise, Nos Seigneurs, leur décerner lettres spéciales contre François et Claudine Gamen, cultivatrices, demeurant à St. Jean d'Arrey, domiciles par elles élu en la personne et demeure de M^e Ract, procureur à Chambéry, lesquelles seront citées audit domicile élu.

Et lettres générales contre tous autres créanciers et prétendans droits à l'hoirie et sur les biens dudit Sébastien Girard-Reydet, et sur ceux de François Girard-Reydet père, duquel proviennent les biens délaissés par Sébastien Girard-Reydet, tous situés rière Montmelian, où l'hoirie vacante a été ouverte, lesquels créanciers et prétendans droits seront cités par deux publications et affiches, aux lieux et de la manière déterminée par l'article 17 du code hypothécaire, à paraître au bare de l'actuaire qui sera désigné dans les lettres, dans le délai de trois mois, pour y former leur demande et établir leurs droits, sous peine de la déchéance prononcée par la loi.

Par même décret, il vous plaise, Nos Seigneurs, élire un curateur au procès, lequel représentera les créanciers incertains et absens, et établir sieur Pierre Piaget, géomètre, demeurant à Montmelian, ou tel autre qu'il vous plaira, économiste aux biens de l'hoirie vacante, et commettre le sieur Juge du mandement de Montmelian, pour recevoir le serment de l'économiste et la soumission de la caution qui sera présentée.

Les supplians protestent de tous frais et dépens, qui seront majorés par privilèges. Sur ce daignez pourvoir.

ARMINJON, conseil.

POGNIET,

Pour TARDY, p.^r

Sont décernées les lettres générales et spéciales requises, en conformité des articles 150 et 151 de l'édit du 16 juillet 1822, pour comparaître dans le terme de trois mois, et, pour le surplus, est établi M.^r Cornier, procureur ordinaire, curateur aux créanciers incertains et absens, et lequel prêtera serment, et passera les autres incombances requises par-devant le Rapporteur de la cause; est établi en outre Pierre Piaget, géomètre, demeurant à Montmélian, économe aux biens de l'hoirie dont il s'agit, lequel prêtera serment et fournira la caution requise, en conformité dudit art. 150 de l'édit ci-dessus rappelé, par-devant le Juge du mandement dudit Montmélian, à ces fins connus, pour ladite caution être ensuite admise par le Rapporteur de la cause, de la manière voulue par ledit article. Fait à Chambéry, au Sénat, le 30 avril 1825.

CAUVI P. P.

JAILLET, de l'avis du Sénat.

Enregistré à Chambéry, le 2 mai 1825, vol. 25, case 1334; folio 159 recto: perçu six livres. BUREAU

Le Sénat de Savoie, au premier huissier ou sergent royal requis, le mande et commande par ces présentes, que, suivant son décret de ce jour, mis au bas de la requête ci-dessus présentée par Caroline Chamoux, épouse de M.^r François Larcene qui l'autorise, domiciliés à Chambéry, et de Jean-Pierre Gruzel-Binget de Montmélian, y domicilié, tu cites et ajournes généralement, en conformité des articles 150 et 151 de l'édit du 16 juillet 1822, tous créanciers et prétendants droits à l'hoirie et sur les biens de Sébastien Girard-Roydet et sur ceux de François Girard-Roydet père, lequel proviennent les biens délaissés par Sébastien Girard-Roydet, tous situés près Montmélian, et spécialement Françoise et Claudine Gamon, cultivatrices, demeurant à St. Jean d'Arvey, au domicile par elles élu à Chambéry, en la personne et demeure de M.^r Bart procureur, à comparaître, dans le terme de trois mois, au secrétariat criminel du Sénat, et par-devant M.^r Dijoud secrétaire, pour défendre aux conclusions de ladite requête, et sera la cause instruite par-devant le S.^r Sénateur Jaillet, de ce faire te donne pouvoir: et, pour le surplus, est établi M.^r Cornier, procureur ordinaire, curateur aux créanciers incertains et absens, lequel prêtera serment et passera les autres incombances requises, par-devant le Rapporteur de la cause; est établi en outre Pierre Piaget, géomètre, demeurant à Montmélian, économe aux biens de l'hoirie dont il s'agit, lequel prêtera serment et fournira la caution requise en conformité dudit article 150 de l'édit ci-dessus rappelé, par-devant le juge du mandement de Montmélian à ces

fus commis , pour , ladite caution être ensuite admise par le Rapporteur de la cause , de la manière voulue par ledit article.

Données à Chambéry , au Sénat , le 30 avril 1825.

Le Secrétaire criminel du Sénat ,

D I J O N N.

EXTRAIT du Cadastre de la ville de Montmélian , pour les biens portés à la colonne de Pichat Françoise , veuve Borrel , et possédés par les hoirs de Sébastien Girard dit Reydet.

Maison située rue de la Porte , sous le N^o 88 rouge de la nappe , de la contenance de 42 toises , 2 pieds , sans taille.

Champ sous le Glaci , N^o 1156 , de la contenance de 54 toises ; taille 2 sous , 4 deniers.

Champ audit lieu , N^o 1157 , de la contenance de 65 toises , 6 pieds ; taille 4 sous , 6 deniers.

Jardin audit lieu , sous N^o 1220 , de la contenance de 23 toises , 2 pieds ; sans taille.

Je soussigné Gabriel Piaget , notaire , excusant le secrétaire de la ville de Montmélian , certifie que l'extrait ci-dessus est conforme au cadastre de ladite ville , et que les biens qui y sont désignés sont possédés par les hoirs de Sébastien Girard dit Reydet.

Montmélian , le 27 avril 1825.

G. PIAGET.

MANIFESTE

Pour la vente par voie de subhastation , d'immeubles situés tière la commune de Reignier , provenans de Claude Perravex , dit Lanjoud.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge , à tous soit notoire et manifeste

Que le sieur François Perravex et dame Andréanne Bain mariés , domiciliés à Alex. tant de leur chef que comme droit ayant de dame Péronne Bain , dame Françoise Bain , veuve Bazinelière , et du seigneur Sénateur Claude-François Bain , étant créanciers de Claude Perravex , dit Lanjoud , domicilié à Monnetier-Mornex , d'une somme de mille quarante-deux livres neuves , trente centimes en capital , intérêts et frais , au premier mars mil huit cent vingt-quatre , en vertu des sentences rendues par M.^e le Juge du mandement de Reignier , des vingt-cinq octobre mil huit cent dix-neuf , douze mars mil huit cent vingt et un et quatorze janvier mil huit cent vingt-deux , et n'ayant pu être satisfaits de leur débiteur , ont , en vertu du décret émané de ce Tribunal le trente et un août dix-huit cent vingt-quatre et par exploit de l'huissier Piccollet du vingt septembre suivant , fait faire injonction aux sieurs François Barnier , demeurant à Loix , Ensele et Joseph Babuty , demeurant à Arthaz et François Jeaudin , demeu-

rant à Chêne, tiers détenteurs des biens désignés ci-après, provenus dudit Claude Perravex, de payer la somme susdite ou de délaisser ces biens. Ensuite de cette injonction, lesdits sieurs Burnier, Babuty et Jeandin ont, par actes passés au greffe de ceans, les onze et vingt-cinq janvier dernier, déclaré délaisser les immeubles dont s'agit. Par ordonnance du premier mars suivant, M.^e Jean-Antoine Dubois, procureur près ce Tribunal, a été nommé censeur pour, la subhastation desdits biens, être poursuivie contre lui.

Par requête décrétée par M.^e le Juge-Mage de cette province, le vingt-neuf avril dernier, lesdits sieurs François Perravex et Andréanne Bain ont demandé la permission de faire assigner tant ledit Claude Perravex que M.^e Dubois en sa qualité, pour voir ordonner la vente desdits biens. Par ordonnance du seize mai suivant, rendue à la diligence desdits mariés Perravex et Bain, qui ont fait élection de domicile, à St-Julien, en l'étude de M.^e André Bachier, procureur, le Tribunal a autorisé la vente dont s'agit. Cette ordonnance, ainsi que la requête, et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée à Claude Perravex et à M.^e Dubois, par exploit de l'huissier Picollet du trois courant, et successivement enregistrée avec ledit exploit, au bureau des hypothèques de Saint-Julien, où il en a été laissé une copie authentique, le dix aussi de ce mois, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas, par M.^e Collomb conservateur.

DESIGNATION DES BIENS A VENDRE, SITUÉS RIERE LA COMMUNE DE REIGNIER.

1.^e Une maison avec courtine au-devant, sous le numéro 43 de la mappe du lieu, de la contenance d'environ 50 toises, confinée au levant par le pré des heirs Burnier, au nord par un champ de Claude Perravex, aux couchant et midi par les fonds desdits Burnier et Perravex.

2.^e Une pièce de terre en jardin, pré et champ, sous les numéros 44, 45, 46 et 47, contenant environ dix quarts de semature; se confinant au levant par le chemin tendant à Visaison, au nord par le même chemin, au couchant par le chemin tendant à Arbuisigny, et au midi par le pré des consorts Burnier.

3.^e Une pièce de terre en champ, appelée aux Décorches, contenant une coupe de semature, sous le numéro 58, confinée de toutes parts par les terres desdits consorts Burnier.

4.^e Une pièce de terre en champ, lieu dit au Creu-Jacques, contenant environ deux quarts de semature, sous numéro 12, confinée au levant par les fonds des consorts Burnier, Fontanès, et François Chevalier, au nord par les mêmes, au couchant par les fonds des héritiers de Jacques-Louis Burnier, et au midi par ceux dudit Chevalier.

5.^e Une chenevière audit lieu, dit au Chenevier, sous le numéro 6, de la contenance d'environ 50 toises, confinée au levant, couchant et midi par des chemins, et au nord par pré de Burnier.

6.^e Une pièce de terre en bois, lieu dit aux Crotes, sous le numéro 5, de la contenance d'environ un journal et demi, confinée au levant par les terres des consorts Favre et Burnier, au nord par le torrent de Vinson, aux midi et couchant par les fonds des hoirs de Jacques-Louis Burnier.

7.^e Une pièce de terre en bois, sous le numéro 48, lieu dit au Grest, de la contenance d'environ 150 toises, compris les numéros 49, 50 et 51, confinée au levant par les fonds de Duroussé Martin, menuisier à Vinson, soit Fanchette Tissot, sa femme, au nord par la même, au couchant par les fonds des hoirs de Jacques-Louis Burnier, et au midi par un chemin.

Tous ces biens sont imposés à quatre livres, cinquante centimes de contribution royale.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^e L'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et avec toutes servitudes qui peuvent les affecter, sans que le plus ou le moins de contenance indiquée puisse donner lieu à garantie ou recours.

2.^e Il se chargera des impositions imposées sur iceux pour l'année courante.

3.^e Il payera le prix d'adjudication, avec intérêt dès sa date, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction des créances exigibles ou non exigibles, lequel jugement d'ordre il introduira à ses frais.

4.^e Il payera, dans dix jours à dater de l'adjudication et sans diminution du prix d'icelle, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais faits pour parvenir à la vente ;

Et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où siège le Tribunal à S.^t-Julien, à l'audience du douze juillet prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix de trois cents livres à neuf heures du matin, sur la mise à prix de trois cents livres à neuf heures du matin, et excédant soixante fois le montant de la contribution royale affectée sur lesdits biens.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal, en conformité et de la manière prescrite par l'Edit royal du 16 juillet 1822.

Est commis l'huissier Picollet pour lesdites publications, notifications et affiches.

Dressé à S.^t-Julien, sous le sceau du Tribunal, le onze juin mil huit cent vingt-cinq. Signé M.^e BONCEL Greffier.

Enregistré à S.^t-Julien, le treize juin 1825, vol. 7, folio 195, case 1744. Reçu trois liv. Signé M.^e COLLOMB.

Pour copie conforme : BARRIER.

Pour la vente d'une montagne avec ses dépendances, située en la commune de St.-Michel des Déserts, faisant partie des biens de la discussion des sieurs Ganière frères.

La royale délégation nommée par S. M. par Lettres-Patentes du 28 janvier 1825, fait savoir :

Qu'en exécution de son ordonnance du 22 juin courant, (enregistrée le 15 dudit, sous le droit de 10 livres, à forme du reçu signé, Baudé receveur) il sera procédé à la vente d'une montagne, avec ses chalets et dépendances, sise en la commune de St.-Michel des Déserts, acquise par S.^r Jean-Baptiste Ganière, pour le prix de 200000 livr. à forme d'acte passé en sa faveur, le 30 juillet 1820, aux minutes de M.^e Cornier N.^o, par M.^e Louis-François-Marie Cochon, Michel Dumas, François Jacquet, Charles Guerraz, et autres y dénommés, agissant en qualité de procureurs des acquéreurs de la montagne de St.-Michel des Déserts.

Cette montagne avec ses chalets et dépendances, est de l'étendue d'environ sept cents journaux, fixée sous les numéros de la mappe de St.-Michel des Déserts, 4659, 4662, 4666, 4670, 4674, 4677, 4688 et partie de 4650, 4660 et 4671; elle est confinée au midi par des propriétés particulières, au couchant par le territoire de Drémottaz-Clairfont, partie de celui de Mouxy, jusques et compris les chalets du Revard, et depuis le Revard par la Crête appelée le Doud à la Gaillarde, au levant par le surplus du N.^o 4631, suivant la ligne E. C. D., ainsi que le tout est tracé, figuré et expliqué dans le plan du géomètre Gallomb du 5 septembre 1819, qui est resté joint à la minute de l'acte d'acquisition, Cornier N.^o, et que le tout est encore expliqué dans le même acte d'acquisition, auquel on se rapporte, le tout inscrit pour l'année courante aux droits de quarante-huit livres neuves, soixante et seize centimes.

La vente se fera de la manière et avec les formalités prescrites pour les immeubles des discussions, par l'Édit du 16 juillet 1822, à la diligence du S.^r André Forest, syndic provisoire à la faillite des frères Ganière, avant M.^e Joseph Mongenet pour procureur et en l'assistance de M.^e Thomas Morand N.^o royal et économiste de la discussion.

Cette vente aura lieu par-devant le tribunal de la judicature-mage de la province de Savoie-Propre, à ces fins commis par la royale délégation, par son ordonnance sus-énoncée du 22 juin courant; et le jour de la première enchère est fixé, à l'audience dudit tribunal, (seconde section) du vingt-deux juillet prochain, à neuf heures du matin.

Ladite montagne sera exposée aux enchères en détail et divisée en sept lots égaux, tels qu'ils sont désignés au plan signé Gallomb,

et spécifiés ci-après; et lesdites enchères seront ouvertes sur la mise à prix de deux mille livres pour chaque lot, ce qui formera la somme de quatre mille livres neuves, à laquelle les immeubles dont il s'agit avaient été évalués dans les enchères volontaires qui ont précédé le contrat d'acquisition précité du trente juillet dix huit cent vingt. Corroier N.º; ledit acte dûment insinué à Chambéry, le vingt-neuf août dix-huit cent vingt, sous N.º 2410, livre III, folio 307, aux droits de 605 l., 10 cent. à forme du reçu signé Laracine insinuateur.

DÉSIGNATIONS DES LOTS.

Premier Lot.

Le premier lot se compose de la partie septentrionale de ladite montagne, jouxtant au levant les montagnes et chalets dits du Revard, ayant pour confins de ce côté-là, la sommité appelée le Dour à la Gaillarde jusqu'à la ligne tracée sur le plan et désignée par les lettres J. J.

Deuxième Lot.

Le deuxième lot se compose des prés et bois aussi confins en grande partie par la montagne du Revard, compris à forme du plan, entre les lignes J. J. et K. K.; dans ce lot se trouve comprise la fontaine dite du Planet.

Troisième Lot.

Le troisième lot se compose des prés et bois compris entre les lignes K. K. et L. L., ayant pour confins, part du couchant, une partie du roc qui domine la commune de Clarafond, et de toutes autres parts par partie de ladite montagne.

Quatrième Lot.

Le quatrième lot se compose des bois et prés compris sur le plan entre les lignes L. L. et M. M. (ayant les mêmes confins que le troisième lot ci-devant; (dans ce lot se trouve comprise la fontaine dite de Perthuiset.)

Cinquième Lot.

Le cinquième lot se compose des prés et bois compris sur le plan entre les lignes M. M. et N. N., ayant les mêmes confins que les troisième et quatrième lots.

Sixième Lot.

Le sixième lot se compose des prés et bois compris sur le

plan entre les lignes N. N. et O. O., ayant les mêmes confins que les mêmes lots ci-devant.

SEPTIÈME LOT.

Le septième et dernier lot se compose des prés et bois compris en-deçà, part du midi, de la ligne désignée sur le plan par les lettres O. O., confiné, part du couchant, par le roc dominant les communes de Méry et Clarasfont, du levant en partie par des propriétés particulières et du midi en partie par le bois Clair; ce lot comprend les prés de l'Orientalx et plusieurs autres d'une grande contenance; il comprend surtout les trois bâtimens soit châteaux construits depuis peu par M.^e Louis-François-Mario Toulon.

Chaque lot sera successivement mis aux enchères en détail, sur la mise à prix de deux mille livres l'un et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur; mais ils ne seront expédiés définitivement, qu'autant que chacun d'eux aura été misé, et même dans ce cas, comme dans celui contraire, les sept lots ci-devant seront ensuite exposés aux enchères en totalité, sur la mise à prix du montant des mises réunies, si tous les lots ont été misés séparément, et seulement sur la mise à prix de quatorze mille livres, s'il n'y en a eu que quelques-uns ou aucun de misés.

Si personne ne mise sur la totalité et que tous les lots aient été misés séparément, ils seront expédiés respectivement aux derniers enchérissseurs de chacun d'eux; mais si enfin, personne ne misait sur la totalité et que tous les lots n'eussent pas été misés séparément, sauf que les mises faites sur partie d'eux arrivassent à la même somme de quatorze mille livres; mise à prix de la totalité, toutes les mises seront regardées comme nulles et de nul effet.

L'adjudication définitive se fera sous la réserve de la surenchère autorisée par l'art. 106 de l'Édit précité du 16 juillet 1822.

CLAUSES, CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. I.^{er}

L'adjudicataire sera mis au lieu et place du S.^r Jean-Baptiste Ganière, soit de la discussion; il sera subrogé à tous les droits et bénéfices résultant du contrat d'acquisition du treize juillet dix-huit cent vingt, avec cession de toutes actions qui pourraient compéter tant audit sieur Ganière, qu'à la discussion envers et contre tous, pour dégradation, détérioration et réparation de voie de fait quelconques, qui pourraient avoir été commises illégalement sur les immeubles dont il s'agit dès la susdite acquisition; lesdites cession et subrogation ne seront cependant faites qu'aux avantages, au péril et risque de l'adjudicataire, sans main-

tienne ni garantie quelconques de la part dudit Jean-Baptiste Ganière, soit de la discussion, que de n'avoir fait aucun acte contraire au présent; à quel effet le contrat d'acquisition susdit, avec un extrait du plan Collomb relevé de l'original par le même S.^r Collomb, et par lui certifié et signé le vingt-quatre août dix-huit cent vingt et un, avec encore toutes les pièces, qui sont au pouvoir de la discussion, resteront déposées au bureau du secrétaire de la royale délégation, entre les mains de M.^r Canet, où l'on pourra en prendre vision et connaissance, afin qu'il ne puisse jamais y avoir lieu à aucun motif quelconque de recours contre ledit Jean-Baptiste Ganière ou la discussion, qui n'entend vendre que ce que ce premier a acquis par le contrat du trente juillet dix-huit cent vingt, dernier notaire, et ce qu'il a droit de posséder en vertu d'icelui, avec les bénéfices qui pourront en résulter.

ART. II.^{me}

L'adjudicataire payera le prix de son adjudication de la manière et ainsi que sera ordonné par la royale délégation, avec intérêts dès le jour de ladite adjudication.

ART. III.^{me}

En sus, et sans diminution du prix de l'adjudication, l'adjudicataire devra payer comptant, tous les frais faits pour parvenir à la vente, entre les mains de M.^r Canet secrétaire de la délégation qui en dressera et présentera l'état, lors des enchères, les frais de procès-verbaux d'enchères, de contrat, les droits d'insinuation, l'émolument dû au secrétaire, une expédition de tous les actes pour le syndic, des procès-verbaux de ventes et d'enchères, seront aussi à la charge de l'adjudicataire et payés comptant.

ART. IV.^{me}

L'adjudicataire n'entrera en possession de fait qu'après avoir justifié de l'accomplissement des charges ci-dessus et après les quinze jours fixés pour la surenchère; mais il lui est réservé pour le cas de ladite justification, tout profit ou bénéfice accé-
dant aux susdits immeubles, à compter de l'adjudication définitive, avec faculté de s'en prévaloir, ainsi qu'il verra à faire et à ses péril et risque.

ART. V.^{me}

Les personnes qui voudront enchérir seront obligés de se présenter, avant l'ouverture des enchères, par devant le secrétaire de la délégation, pour faire leur déclaration, et ne seront admises qu'autant qu'elles seront notoirement reconnues solvables.

La première enchère a été ci-dessus fixée au vingt deux juillet prochain, à neuf heures du matin, ensuite de l'ordonnance rendue

le treize du courant, par le Tribunal commis, qui tient ses audiences à Chambéry, rue Jaïterie, maison d'Allinges; ladite ordonnance enregistrée le même jour, sous le droit de quatre livres, à forme du reçu, signé BAUDE receveur.

Le présent manifeste sera publié, affiché et inséré au journal en conformité de l'Edit précité du seize juillet dix-huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins, la royale délégalion au premier huissier ou sergent royal requis de faire tous actes et exploits requis et nécessaires; de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry, en délégalion, le dix-huit juin dix-huit cent vingt-cinq.

FRANÇOIS CANET Secrétaire.

Enregistré à Chambéry, le 18 juin 1825, vol. 24, case 965, folio 115 verso. Reçu trois livres. BAUDE.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation poursuivie à la diligence des frères et sœurs Lavarel, ayant pour procureur M^e BÉVILLARD, des immeubles des mineurs Terrier, ayant pour curateur M^e GRIVAZ.

Le Tribunal de Préfecture du Genevois, séant à Annecy, fait savoir que par jugement rendu le 26 juillet 1824, en homologuant la liquidation faite par M^e Mont-Moyeur, il a été enjoint à M^e Jean Grivaz, habitant à Annecy, en qualité de curateur, établi à la cause des mineurs Marie, Josette et Claude Terrier, domiciliés, la première à Thusy, la seconde à Vaux, et le troisième à Saint-Eusèbe, de payer à révérend Jean-François-Hypolite, aux sieurs Jean-Baptiste l'aîné, Jean-Baptiste le cadet, Pierre, François et Jeanette Lavarel; habitants, le premier à Annecy, et les autres à Metz, 1^o la somme de dix-neuf cent trente-neuf livres neuves, soixante-huit centimes, portée par le *fuito* de ladite liquidation; ladite somme dérivant d'un jugement rendu par le Tribunal d'Annecy, le 6 décembre 1806, déclaré exécutoire par jugement rendu par M. le Juge-Maje de la province supprimée de Rumilly, le 28 août 1818, auxquels jugemens a donné lieu l'acte obligatoire du 18 ventôse an 12 (9 mars 1805), Brunet, notaire; 2^o celle de cent onze livres neuves, cinq centimes, pour dépens adjugés par ledit jugement, lesdites sommes payables dans le terme de cinquante jours; que ne s'étant rien trouvé à pouvoir saisir dans les

domiciles des débiteurs, ainsi qu'en constant les procès-verbaux de l'huissier Viudret, du 4 octobre 1824, lesdits Lavorel ont obtenu du Tribunal, le 28 janvier 1825, un décret portant injonction auxdits mineurs Terrier et audit M^e Grivaz, en sa qualité, de payer dans trente jours les sommes ci-devant énoncées, plus celle de vingt livres, pour intérêts échus au 21 dudit mois de janvier; celle de soixante-six livres, vingt-cinq centimes, pour les frais de ladite exécution, et six livres neuves pour frais d'inscription, avec déclaration que, passé ce terme, ils seraient vendre les immeubles désignés dans ladite requête d'injonction. La notification de ce décret a eu lieu par exploit de l'huissier Viudret, du 9 février suivant.

Que par jugement rendu ceans, le 16 mai dernier, le Tribunal, de l'avis de l'Avocat-Fiscal, a autorisé la vente desdits biens, et a fixé la première enchère au 11 juillet prochain. Ce jugement, la requête du 15 avril dernier qui y a donné lieu, ainsi que l'extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés auxdits mineurs Terrier et audit M^e Grivaz, en sa qualité, par exploits des sergens Ruy et Avrillon, des 15 et 16 du courant; le tout dûment enregistré au bureau des hypothèques d'Auxey, le 18 juin courant.

BIENS A VENDRE SITUÉS SUR LA COMMUNE DE VAUX.

Nombres, nature, mes, contenance, taille et confins.

N^o 495, en partie. Bois-broussailles, à la Fournetaz, contenant cent vingt-sept toises, cinq pieds, taille neuf deniers, se confie au nord par bois de Claude Prunier, au couchant par terre de Germain Boutron, au midi et levant par celle de Jean-Baptiste Jaquet et de François Déné.

495, en partie. Bois-broussailles, à Bois-Gentil, contenant cent soixante-sept toises, six pieds, taille un sou, un denier, se confie au midi par terre de Claude Prunier et de Pierre Page, au couchant par celle de Claude Guillot, au levant par celle de Pierre Burnod, au nord par celle de Claude Prunier et de Pierre Page.

57^e de 498. Teppe et châtaigneraie, à Baudet-Dessus, contenant un journal, treize toises, un pied, taille onze sous, quatre deniers, se confie au midi, levant et couchant, par bois et teppe de Pierre Page, au nord par bois de Claude Prunier.

34^e de 491. Champ et châtaigneraie, au Petit-Bois, contenant deux cent cinquante-quatre toises, six pieds, taille un sou, onze

deniers, se confinent au midi par champ et bois de Claude Prunier, au couchant par champ de Pierre Dalex, au levant par bois et teppe dudit Claude Prunier, au nord par champ de Pierre Page.

574 de 502. Champ, à Baudet-de-Là, contenant cent quarante-trois toises, taille trois sous, cinq deniers, se confine au midi par terre de Pierre Page, au couchant par celle de Claude Guillot, au levant par celle de Pierre Gauthier, au nord par celle de Claude Prunier et de Pierre Burnod.

173 de 519. Teppe et châtaigneraie, aux Margaudea, contenant cent cinquante-huit toises, un pied, taille trois sous, se confinent au midi et levant par bois de Pierre Burnod, au couchant par celui de Pierre Page, au nord par celui de Claude Prunier et des pupilles Ravoire.

574 de 519. Champ et teppe, à Seytely, contenant cent vingt-cinq toises, cinq pieds, taille un denier.

578 de 550. Champ et teppe, à Seytely, contenant deux cent cinquante-deux toises, trois pieds, taille sept sous, se confinent au nord par terre de Pierre Burnod, au levant par celle de Joseph Montmasson, et au midi par celle de Pierre Gaimoz.

170 de 592. Champ, à Blossensy-Dessus, contenant un journal, cent nonante-neuf toises, trois pieds, taille douze sous, neuf deniers, se confine au midi et levant par terre de Germain Boutron, au couchant par un chemin public, et au nord par terre de Joseph Montmasson.

172 de 591. Champ aux Pierres, contenant un journal, cent cinquante-huit toises, un pied, taille onze sous, onze deniers, se confine au midi et levant par terre de Claude Prunier, au couchant par celle de Claude Maillet, et au nord par celle de Pierre Burnod.

174 de 596. Vigne, au Blossensy-Dessus, contenant trois cent trente toises, cinq pieds, taille sept sous, un denier, se confine au midi par terre de Pierre Dalex, au couchant par celle des pupilles Ravoire, au levant par celle de Pierre Burnod, au nord par celle de François Page.

170 du n° 10. Champ, au Curtil, contenant deux cent vingt toises, quatre pieds, taille douze sous.

172 du n° 36. Pré au Curtil, contenant nonante-huit toises, cinq pieds, taille six sous, neuf deniers, se confine au midi, couchant et nord par terre de Pierre Ravoire, et au levant par un chemin public.

172 de 43. Grange et écurie , au village de Vaux , contenant cinq toises , sept pirds , taille cinq deniers.

172 de 44. Maison et cour audit lieu , contenant soixante toises.

178 de 57. Placeage et pré audit lieu , contenant cent vingt-deux toises , un pied , taille neuf sous , se confinent aux midi et couchant par maison et cour de Pierre Burnod , aux levant et nord par pré de François Ravoire.

BIENS A VENDRE SITUÉS SUR LA COMMUNE DE S.-EUSÈBE.

172 , au levant du n^o 1095. Champ à Loisy , contenant un journal , trois cchl trente-une toises , six pieds , taille une livre . dix sous , au denier , se confine au midi par pré de Pierre Burnod , au couchant par terre de Marie Fontaine , au levant par celle de Claude Maillet , et au nord par celle de Pierre Burnod.

1091. Champ et pré , à Loisy , contenant trois cent soixante-une toises , taille onze sous , dix deniers.

1092 , partie. Champ et pré , à Loisy , contenant un journal , taille cinq sous , quatre deniers , se confinent au midi par terre de Joseph Grucat , au couchant par celle de Claude Fontaine , au levant par celle de Claude Prunier , et au nord par pré de Pierre Burnod.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

La mise à prix des biens situés sur la commune de Vaux sera de mille livres neuves , et celle des seconds de deux cents livres.

ARTICLE II.

Que les enchères aurent lieu en gros ou en détail.

ARTICLE III.

Que les adjudicataires devront payer les créances inscrites , conformément à l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1822 , et en outre , en sus du prix , tous les frais de subhastations , adjudication , tabellion et autres relatifs à la vente.

Le présent Manifeste sera lu , publié , affiché , notifié et inséré au Journal de cette division.

Made à ces fins le Tribunal , au premier huissier ou sergent

royal requis, de faire les publications, affixions, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Auneev, le 20 juin 1825. Signé ARMENTIER, Gr.

Enregistré à Auneev, le 20 juin 1825, folio 150, case 1205 du 11^e vol.; reçu trois livres. Signé OUSIER, Recev.

Pour copie conforme :
BEVILLARD.

MANIFESTE.

Le Tribunal de Préfecture de la province du Genevois, fait savoir que, par jugement du 30 mai 1824, il a enjoint à M^e Fontaine, procureur en ce siège, curateur à la cause de l'hérédité vacante de Joseph Charvin, de payer à Jeannelou Gruffaz, veuve Domenge, propriétaire, habitante à Rumilly, 1^o la somme de trois cent trente livres, nonante-cinq centimes, montant du jugement rendu par M. le Juge-Maire de la province de Rumilly, le 29 mai 1818, auquel avait donné lieu l'acte obligatoire du 30 janvier 1807, Comar et Décostex, notaires; 2^o celle de quatre-vingt-huit livres, quatre-vingts centimes, pour intérêts échus au 29 mai, dite année 1824; 3^o celle de cent trente livres, soixante centimes, pour dépens, lesquelles sommes forment la totale de cinq cent cinquante livres neuves, trente-cinq centimes.

Que ladite Gruffaz a obtenu, le 26 mars dernier, dudit Tribunal, injonction tant contre ledit M^e Fontaine, en sa qualité, que contre Françoise Cochet, veuve dudit Charvin, domiciliée audit Rumilly, détentrice de tout le délaissé de ce dernier, de payer, dans les trente jours qui suivraient la notification dudit décret, et de la requête qui le précède, la susdite somme de cinq cent cinquante livres, trente-cinq centimes, avec déclaration que, passé ce délai, il serait procédé à la vente par subastation des immeubles dont s'agit, et qui seront dûment consignés ci-après, sous les charges et conditions spécifiées en ladite requête.

Que ces requête et décret ont été notifiés à M^e Fontaine, le 26 mars dernier, par l'huissier Morel-Frédér, et à ladite Cochet, le 29 dudit, par le sergent Simonard.

Que, conformément à l'art. 19 de l'édit du 16 juillet 1821, le Seigneur Sénateur, Préfet audit Tribunal, n., par son décret du 20 mai dernier, dûment enregistré le lendemain, permis à ladite Domenge de faire assigner, pour l'audience du 4 juin suivant, les-

dits M^e Fontaine et Françoise Cochet, à laquelle ledit M^e Fontaine a déclaré n'avoir aucune opposition à former à ladite vente, et ladite Cochet fit la même déclaration, en protestant cependant de ses droits dérivans de son contrat dotal du 17 ventôse an 5, Rubilla, notaire, et encore d'une somme de six cents livres qu'elle a payée, à l'acquiescement de son dit mari, à Jean-Marie Disens, et c'est indépendamment de tous droits coloniques.

Le Tribunal, par son jugement du 4 de ce mois, en autorisant la vente par subhastation des biens dont il s'agit, sous les charges et conditions spécifiées en ladite requête, et sur la mise à prix offerte de cinquante-quatre livres, quatre-vingts centimes, a fixé la première enchère au 14 juillet prochain, à trois heures après-midi; ce jugement, ainsi que copie de la requête et extrait du cadastre y annexés ont été notifiés audit M^e Fontaine, en sa qualité susdite, par exploit de l'huissier Morel-Frédér, du 15; le tout qui a été enregistré au bureau des hypothèques établi à Annecy, le 14 de ce mois, ainsi qu'en résulte du certificat délivré ledit jour, par M. Orsier, insinuateur.

Désignation des immeubles à subhaster, possédés par ladite Cochet Françoise.

Maison à la Pully, commune de Rumilly, pour un sixième, sous le n^o 180, contenant trois toises, un pied, payant trois deniers de taille.

Pré audit, aussi pour un sixième, sous le n^o 181, contenant huit toises, un pied, payant sept deniers de taille. Ces deux portions de numéro, réunies et contiguës, sont confinées au nord par terre du sieur Claude Comoz, aux levants et couchant par jardin et maison de Jean-François Charvin, pour le surplus desdits numéros, et au midi par cour commune.

Champ au Grel, sous n^o 280, de la contenance de deux journaux, deux rent cinquante-six toises, six pieds, payant deux livres, deux sous, deux deniers de taille, confiné au couchant par champ de Joseph Bruyère, au midi par champ de François Monnard-Beniond, au levant par champ de Pierre Charvin, et au nord par champ de François Dumoyér.

Clauses, charges et conditions.

1^{re} L'adjudicataire supportera toutes les charges foncières affectées

tées sur lesdits biens, dès son entrée en jouissance, ainsi que les servitudes dont ils sont grevés, et il profitera de celles établies en faveur de ces mêmes biens, si aucunes des unes et des autres existent.

2^o Il payera le prix de son adjudication à l'acquittement des créances exigibles ou non, en conformité de l'art. 73 dudit édit, et sous toutes autres charges et conditions que ledit Tribunal croira devoir établir.

En exécution des ordonnances et décrets ci-dessus, et à la requête de ladite Jeanneton Gruffaz, ayant pour procureur M^r Louis Tissot, l'un de ceux postulans en ce siège, il sera procédé à la vente par subhastation des immeubles ci-dessus décrits, à l'audience dudit Tribunal, siégeant à Auneay, maison Abbé, rue Neuve, le 14 juillet prochain, à trois heures de l'après-midi, et les enchères seront ouvertes sur ledit prix offert par ladite Gruffaz, de cent cinquante-quatre livres, quatre-vingts centimes.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de Sarois, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1827.

Mandé à ces fins, ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les susdites publications, affictions, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donné pouvoir.

Donné audit Auneay, sous le sceau du Tribunal, le 15 juin 1825.

Signé ARMENJON, Greffier.

Enregistré à Auneay, 15 juin 1825, folio 119, case 1106 du 1^{er} vol.; reçu trois lires. Signé ORSTER,

Pour copie conforme :

TISSOT, Proc.^r

S U P P L É M E N T.

En exécution de l'ordonnance du Tribunal de Préfecture de Tarrenhoise, du 24 mai dernier, les premières enchères des subhastations poursuivies par les frères Armand, contre Esprit-Marie Ducloux de Dancé, ont été ouvertes à l'audience du 17 juin 1825. Pendant la leure de la première bougie le prix du premier article a été porté à 600 livres, par Marie-Joseph Vorger-Levant, et une seconde bougie s'est éteinte sans surenchère: deux bougies ayant été successivement éclairées pour chacun des articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13, se sont aussi successivement éteintes sans

surenchères; pendant la première bougie, le prix du 12^e article a été porté à 560 livres neuves par ledit Vorger-Levant, et une deuxième bougie s'étant éteinte sans autre mise, le Tribunal, après avoir ouï le substitut avocat-fiscal, a adjugé provisoirement audit Vorger-Levant les premier et douzième articles, celui-là pour 600 livres, et celui-ci pour 560 livres, et les douze autres articles aux poursuivans, pour le prix par eux offert; a fixé les secondes enchères au 15 juillet prochain, à neuf heures du matin, et ordonné que son jugement sera notifié audit Ducloux, contumax.

Pour copie conforme :

BERNARD cadet, Procureur.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des biens du sieur André Dompmartin, situés en la commune d'Arenthon, province du Faucigny.

Le Tribunal de préfecture de la Province du Faucigny fait savoir que, par son décret du 30 juin 1814, mis sur requête présentée par le sieur Aimé Büllet, sellier, demeurant à Douvreville, il a fait injonction au sieur André Dompmartin, laboureur, demeurant en ladite commune d'Arenthon, de payer dans les 30 jours de la notification, la somme de 872 livres neuves 50 c. due audit Büllet en capital, intérêts et frais adjugés par le jugement de ce Tribunal en date du 21 février 1813, y compris les coûts d'inscription, ceux du décret commissionnel du 21 février 1814, et d'un procès-verbal de carence du 23 même mois.

Que cette notification a été faite par l'huissier Excoffier à ces fins commis par exploit du 9 juillet 1814.

Que dès-lors ledit Dompmartin ayant payé à compte en différentes fois la somme de 740 livres sans avoir soldé la différence qui en de 167 livres 53 c., malgré les amiables demandes du sieur Büllet, celui-ci s'est pourvu par requête par lui signée et M^{re} Bouvet procureur, à Monsieur le juge-maje de cette Province, qui, par décret du 6 mai proche passé, dûment notifié par exploit dudit huissier Excoffier du 16 dit mois de mai, avec ladite requête, rôle de biens, et conditions de la vente mis en fin d'icelle, a dû que ledit Dompmartin serait cité à paraître à l'audience du 20 même mois pour former ses réponses et obser-

vaçons contre les conclusions de ladite requête, tendantes à ce que, sous par lui de payer comptant à l'audience les sommes restantes dues et frais, la vente des biens spécifiés serait ordonnée sous les charges et conditions proposées par le poursuivant.

Qu'à l'audience du 20 mai, ledit Dainpourtin ayant fait défaut, le Tribunal, pour le profit, par son jugement du dit jour, enregistré le premier juin suivant, a ordonné que les immeubles désignés en fin d'icelui seraient vendus aux enchères publiques sous les mêmes charges et conditions, d'après le manifeste à dresser par le Greffier de céans, à fixer la première enchère à l'audience du 14 juillet prochain, à 11 heures du matin, avec commission à l'huissier Excoffier pour faire les notifications prescrites par l'édit hypothécaire.

Cette notification a eu lieu le 14 juin courant, et le tout a été enregistré au bureau des hypothèques de cette ville, en conformité de la loi, ainsi que se voit du certificat du conservateur du 15 même mois.

LES IMMEUBLES A VENDRE CONSISTENT :

1.^o Une maison composée d'un pôle, d'une cuisine, d'une chambre à retirer, avec écurie, grange, aile, écurie à cochons couverte en paille, avec une cour, un jardin, une chenille y attenants, situés en la commune d'Arenthon, hameau de Chevilly, lieu dit chez Rousy, figuré sous les numéros douze et treize, section F, de la nouvelle mappe de ladite commune, de la contenance totale de dit-sept ares, quarante-deux centiares, borné aux nord et couchant par Cristophle Floquet-Rousy ; au midi par le jardin de celui-ci et la pièce ci-après désignée ; au levant par le même et Claude Bouvier : lesdits deux numéros portés pour huit livres soixante centiares de revenu cadastral.

1.^o Une pièce de terre en champ, appelée les Molliex, sous partie aux nord et levant du numéro quinze de la section F de la nouvelle mappe d'Arenthon, borné au nord par la cour de ladite maison, ledit Floquet Rousy, Claude Bouvier, et Pierre Montessuit ; au levant les bois de Claude Boët ; au couchant ledit Floquet-Rousy ; au midi la Louise Floquet femme Verdel.

3.^o Une pièce de terre en champ, appelée le Grand Champ, située au même lieu, sous partie aux midi et couchant du dit 15.^o quinze de la section F, de la contenance d'environ trois journaux et quart, bornée aux nord et levant par la Louise Floquet ; au midi

par la même et le pré ci-après; et au couchant ledit Floquet-Roncy: ces deux parts du numéro quinze sont affectées de cinq livres et cinq centimes de contribution royale.

Note. Le numéro quinze se trouve divisé en trois; une partie appartenante à Louise Floquet, sépare les deux autres parties appartenantes à Dompmarlin.

9.^e Un pré appelé les Marais, sous partie au levant du numéro seize de la section F, de la nouvelle mappe d'Arenthon, contenant dix ares, neuf centiares, bornée au midi par la Besière des moulins du Châtellet, au couchant par la Louise Floquet, soit l'autre partie du même numéro seize; au nord la pièce décrite en l'article précédent; au levant Pierre Verdet; cotée pour vingt centimes de contribution royale.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ART 1. Ne seront admises à enchérir que les personnes qui auront rempli les formalités et conditions exigées par les articles septante-neuf et cent-quatre dudit Édit.

ART 2. Les enchérisseurs devront couvrir l'offre que fait le poursuivant, savoir: de deux cents-vingt-cinq livres pour l'article premier du rôle et de quatre cents livres neuves pour les trois autres articles qui étant alligés ne peuvent se séparer; cette somme excédant de beaucoup soixante fois la contribution royale.

ART 3. Le poursuivant n'est point garant d'une contenance moindre que celle portée au rôle ci-devant, et dans ce cas, l'adjudicataire ne pourra avoir droit à une diminution de prix.

ART 4. Le poursuivant n'est point responsable de l'erreur qui pourrait exister dans la désignation des natures et contenus des immeubles désignés audit rôle.

ART 5. L'adjudicataire prendra lesdits biens en l'état où ils sont, et devra maintenir tout bail légitimement fait et ayant date certaine.

ART 6. L'adjudicataire sera tenu de souffrir l'usage de toute servitude légitimement établie.

ART 7. L'Adjudicataire payera les créances tant exigibles qu'inexigibles pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal: le tout cependant jusqu'à concurrence du montant de l'adjudication.

ART 8. L'adjudicataire payera et aux frais ordinaires de

poursuite de la vente, d'enregistrement, d'insinuation, ainsi que les dépens en poursuivant.

Art. 9. Enfin, il se changera des contributions et autres prestations dès le premier de l'année courante.

En exécution des jugemens et décrets ci-devant énoncés, et à la requête dudit sieur Aimé Büllet, ayant pour procureur M. Bouvet, demeurant en cette ville, chez lequel il a été élu domicile, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits et sur la mise à prix offerte par le requérant qui est de 250 livres neuves pour l'article premier du rôle, et de 400 livres pour trois autres articles, et la première enchère ouverte sur ledit prix aura lieu à Bonneville, au Palais de justice à l'audience du Tribunal de préfecture du Faucigny, le 14 juillet 1825, à 10 heures du matin.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié, et inséré au journal de Savoie, en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins, le Tribunal, au premier huissier ou sergent requis, de faire lesdites publications, affections, notifications ■ tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donnant pouvoir. Donné à Bonneville, sous le sceau du Tribunal, le 17 juin 1825; signé à la minute par M.^e Jacquier greffier.

Teneur d'enregistrement. Enregistré à Bonneville, le 17 juin 1825. Vol. 11, art. 397, reçu trois livres neuves; l'insinuateur signé BELLA.

Pour extrait conforme délivré à M.^e Bouvet procureur d'Aimé Büllet, JACQUIEN, Greffier.

A N N O N C E.

Défense du Christianisme, ou Conférences sur la Religion, prononcées dans l'église de St. Sulpice, par M. Frayssinous, évêque d'Hermopolis. 4 vol. 10-12. brochures, 12 livres. Chez Pothod libraire, à Chambéry.

L'accueil que le public a fait à ces Conférences en fait assez l'éloge. On suit l'éclat qu'elles ont eu, l'empressement avec lequel elles étaient suivies et l'heureux résultat qu'elles ont obtenu sur une foule de jeunes gens. Elles ont ranimé, on peut le dire, la Religion en France, et dissipé, dans un grand nombre d'esprits, les nuages de l'incrédulité. Ceux à qui il n'a pas été donné de les entendre, comme ceux qui ont joui de cet avantage, recherchant un recueil où la sagesse de la critique se joint à la force du raisonnement, ■ ou tout ce qui produit la conviction, la méthode, la clarté, l'enchaînement des preuves, sont relevés par l'éclat du beau style et par des mouvemens oratoires du plus heureux effet.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 1.º Juillet.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 30 juin. Avant-hier, 28 de ce mois, le sieur Louis-Jean-Pierre Revel, âgé d'environ 21 ans, Caporal dans la deuxième Compagnie du bataillon des Chasseurs de Savoie, natif de la paroisse de Saint-Jean, diocèse de Pignerol, a fait librement l'abjuration des erreurs de Calvin, entre les mains de M. le Chanoine Billiet, Vicaire-Général, Supérieur du Séminaire, délégué à cet effet par Monseigneur l'Archevêque de Chambéry, qui lui a ensuite suppléé les cérémonies du Baptême. L'abjuration s'est faite en présence de MM. les Capitaines Bossolo et Tharrens. Le néophyte a eu pour parrain et marraine S. Exc. M. le Comte d'Andréano, Gouverneur Général du Duché, et M.º la Comtesse d'Andréano, épouse de ce dernier. Cette touchante cérémonie a eu lieu dans la Chapelle du Château Royal, en l'assistance de M. l'Abbé Farragions, Aumônier du bataillon, de M. le Chanoine Rey, Curé de la Métropole, et en présence du Corps des Officiers.

Distributions des Médailles d'argent, en 1825, en vertu du Manifeste de S. Exc. le Grand Ecuyer de S. M., du 23 janvier 1822, en l'assistance des Autorités locales.

A TROUXON (6 juin 1825), 4 Médailles.

Membres de la Commission.

- MM. François Dumais, propriétaire rentier.
Saimon, Officier des Carabiniers Royaux.
Charvaz, vétérinaire.
Cally, Garde-Étalon Royal.
Bolliez, Officier de cavalerie et Commandant le dépôt royal des étalons.

Propriétaires des juments.

- MM. Chapuis Joseph, agriculteur à Sciez.
Yuboulaz d'Armois, propriétaire.

MM. Jacquier Etienne, *propriétaire à Brans.*
 Joannet André, *propriétaire à Larringe.*

A BONNEVILLE (8 juin), 4 Médailles.

Membres de la Commission.

MM. Jacquier, *rentier.*
 Reye, *vice-syndic.*
 Grollet, *vétérinaire.*
 Cleret-Biron, *Garde-Etalon royal.*
 Rollier *susdit.*

Propriétaires des juments.

MM. Delavenay Pierre, *agriculteur d'Amancy.*
 Boch Claude, *id. id.*
 Liénier Joseph-Marie, *id. id.*
 Delavenay Joseph, *id. id.*

A TANINGES (10 juin) 3 Médailles.

Membres de la Commission.

MM. Hoquiné, *ancien officier de cavalerie.*
 Demore, *employé dans les Douanes.*
 Lavanchy, *artiste vétérinaire.*
 Bol Claude, *garde-étalon royal.*
 Rollier *susdit.*

Propriétaires des juments.

MM. Andlond Frédéric, *propriétaire à Taninges.*
 Berlin Jean, *id. id.*
 Bel Joachim, *id. id.*

A MIRUSSY (11 juin), 3 Médailles.

Membres de la Commission.

MM. Durand Aimé, *propriétaire.*
 Gaudin, *vice-syndic.*
 Lavanchy, *artiste vétérinaire.*
 Robin, *notaire royal et garde-étalon.*
 Rollier *susdit.*

Propriétaires des juments.

MM. Nanterne Joseph, *de St. Jeoire, agriculteur.*
 Decret Louis, *agriculteur à Mirussy.*
 Roch François, *id. id.*

A SALLANCHES (13 juin), 4 Médailles.

Membres de la Commission.

MM. Gavard Anselme, propriétaire.
 Dupuy, id.
 Trebillaud, artiste vétérinaire.
 Marin-Thuvex, garde-étable royal.
 Rollier sordil.

Propriétaires des juments.

MM. Peyraud Joseph, agriculteur à Sallanches.
 Perasset Claude, id. à St. Roch.
 Laffin Joseph, aubergiste à Sallanches.
 Marias Louis, agriculteur à Domancy.

M. B. La distribution des médailles d'or, qui aura lieu le 2 septembre prochain, se fera à Annecy, et non à Chambéry, comme on l'a annoncé par erreur dans le N.º 20 de ce Journal.

P R É M O N T.

Turin, 23 juin. S. M. la Reine veuve Marie-Thérèse, avec les Princesses Royales ses filles, est arrivée à Gènes, le 18 juin, de retour de Rome et venant de Modène. L'arrivée de S. M. a été saluée de 101 coups de canon.

— L.L. MM. nos augustes Souverains ont été accueillis à Savone par les plus vifs transports des habitants et de toutes les populations voisines. Leur présence a été célébrée par des illuminations, des feux d'artifice et toutes les démonstrations de la joie publique.

— Le 21 du courant, est venue de Raconis à Turin S. A. I. et R. l'archiduchesse Marie-Louise de Toscane, avec S. A. R. la Princesse de Carignan, sa sœur.

Le 22 la matinée du même jour, L.L. MM. Sicilienne, S. A. R. le Prince de Salerne et S. A. S. le Prince de Carignan, accompagnés d'un cortège distingué, ont successivement visité les principales églises de cette Capitale, et ensuite l'Académie des sciences, où L.L. MM. ont été reçus par une députation d'Académiciens, présidée par S. Exe. M. le Comte Corte de Buvroisin, Ministre des finances, en qualité du plus ancien des Académiciens; de là elles ont visité tour à tour le Musée égyptien, le Musée d'histoire naturelle, et l'Observatoire Royal. Après dîner, les augustes voyageurs se sont rendus à la Basilique de Superga. Le 20, après le départ du Prince de Salerne pour Paris, L.L. MM. sont parties pour Raconis, et ont visité en passant les résidences royales de Montcalire et de Stupin.

— Nous regrettons que le défaut d'espace ne nous permette pas de rapporter les détails intéressans du voyage de L.L. MM. Siciliennes aux lies Borromées et de leur retour, et surtout les marques multipliées de l'empressement et de la joie que leur ont témoignées sur toute la route, dans les États de S. M. les autorités et les habitants, heureux de la présence d'une auguste

famille étroitement unie à nos bien-aimés Souverains par le double lien de la parenté et de l'amitié.

— On manda de Morgesesi, 6 juin, l'arrivée en ce lieu des nobles et jeunes époux M. le Comte François Gibellini Tornielli Boniperti et M.^{me} la Comtesse Olympe née Rugel du Cholez, accompagnés de la respectable Comtesse mère de l'épouse et de plusieurs autres personnages distingués. L'administration communale, les fonctionnaires et une nombreuse jeunesse à cheval étaient allés à leur rencontre, à la distance de trois milles, et les ont accompagnés à leur logement, où ils ont été reçus avec illumination, au bruit des mortiers et au son des cloches, sous un arc décoré d'ensembles. Les habitants se sont montrés jaloux de témoigner leur considération envers deux illustres familles qui jouissent de l'estime d'un Souverain si cher à toute la population.

25 Juin. LL. MM. ont été de retour à Gênes le 19 de ce mois, de leur voyage à Savone et au duché de N.^e D.^e de la Miséricorde. Ce voyage a été signalé par la pitié de nos augustes Souverains, par les traits multipliés de leur générosité et de leur munificence, principalement envers les établissemens de bienfaisance, et envers les pauvres, ainsi que par l'enthousiasme, l'amour et la reconnaissance des habitants.

— S. Exc. M. le Gouverneur de Gênes a donné, le 21 du courant, un grand dîner auquel ont particulièrement assisté les officiers de l'escadre de S. M. le Roi des Deux-Siciles.

Cours de Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique,
à dater du 1.^{er} avril. 1825.

Du 18 au 21 juin 1825: 203 liv 75 c., valeur courante pour chaque 100 liv. valeur du tiré.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

La diète de Hongrie doit être assemblée sur la fin de septembre prochain, pour le couronnement de l'impératrice comme reine de Hongrie. Cette cérémonie se fera avec la plus grande magnificence. La diète sera présidée l'impératrice d'une somme de cinquante mille ducats.

— Il paraît n'y avoir plus de doute sur la prise de Navarin par Ibrahim Pacha. Les Grecs ont remporté quelques avantages particuliers sur divers bâtimens turcs. Les forces ottomanes et égyptiennes augmentent de jour en jour, et l'on s'attend à des événemens décisifs. Vers le 12 mai, Reschid Pacha assiégeait encore Missolongi avec quinze mille hommes.

FRANCE.

Paris, 21 juin. Tous les Princes de la famille royale, à l'exception du Duc de Bourbon, qui était indisposé, ont assisté à la belle fête donnée le 26 par le duc de Northumberland,

— M. l'ambassadeur de Naples a donné, le 17, un grand dîner diplomatique. Le 19, M. l'ambassadeur de Sardaigne a donné une fête et un banquet de 80 couverts. Aujourd'hui, S. Em. le nonce du Pape donne un dîner au corps diplomatique.

23 Juin. S. A. R. Madame, Duchesse de Berry, a donné hier une superbe fête, à laquelle ont assisté S. M., les Princes et Princesses, les grands officiers, les ambassadeurs, les ministres, les maréchaux, etc.

— Sidi-Mamouth a visité la monnaie des médailles; on a frappé en sa présence une médaille où était consignée, en caractères arabes, la date de la visite.

— Le bruit s'est répandu à Madrid que le général Olaneta avait remporté, dans le Pérou, une victoire signalée contre les troupes de Bolivar, en détruisant un corps de 6 à 7 mille hommes.

25 Juin. LL. MM. le Roi et la Reine de Wurtemberg ont pris congé de S. M. et des Princes de la famille royale.

— Les nouvelles de Gibraltar annoncent que la flotte algérienne a fait voile pour l'Archipel, où elle va se joindre aux Turcs contre les Grecs.

Actions de la banque de France : 2200 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr., 65 c. ; 100 fr. 80 c. ; 102 fr. ; 85 c.

Trois pour cent, j. de juin : 75 fr., 70 c. ; 75 fr., 80 c. ; 76 fr. ; 75 fr., 90 c.

TABLE.

On admire à Rome les connaissances que déploie M. Champollion dans l'explication des monuments égyptiens, au moyen de sa mémorable et importante découverte de l'alphabet phonétique. On est enchanté de la politesse et de la grâce que ce savant met dans ses communications.

— Il a été procédé à la béatification du vénérable serviteur de Dieu Alphonse Rodriguez, de la Compagnie de Jésus, en vertu du décret du S. S. du 29 septembre 1824. La cérémonie eut lieu le troisième dimanche après Pâques.

— S. M. l'Empereur d'Autriche a adressé une lettre très-honorable de reconnaissance à M.^{me} la Comtesse de Bubna, en lui annonçant qu'il augmentait de quatre mille florins les pensions dont elle doit jouir.

— Le journal de Milan dément d'une manière expresse tout ce que les journaux français ont avancé touchant un prétendu congrès quelconque qui aurait lieu dans cette ville.

VARIÉTÉS.

La pièce de vers qui suit, fruit d'une très-jeune muse, nous paraît devoir intéresser doublement nos lecteurs, soit par le talent qu'elle annonce dans son jeune auteur, soit à cause du tribut de reconnaissance qu'il a voulu payer à un Poète estimable, M. Giraud, auteur du Poème intitulé : *Le Petit Savoyard*, et qui a consacré le produit de son Ouvrage à l'Œuvre des Petits-Savoyards, à Paris.

UN PETIT SAVOYARD,

à M. Alex. Guiraud.

A peine si était jour, les brouillards de matia
 Se promenaient encore au fond de la vallée ;
 Et dans nos toits rigus , nous la poëlle rouée ,
 Les vents sifflaient ; la neige entravait le chemin.
 Sans bruit nous descendions la cotéau solitaire ;
 Sur la croix gemissaient les vieillards attendris...
 » Adieu village ! adieu chaumière ! »
 Bien loin, tout seuls, pauvres petits,
 Nous emportions notre misère.

Mais tout l'abri flottant, nu, dépouillé de fleurs,
 Sur l'herbe sèche de la rive,
 Où le père s'incline, et, d'une voix plaintive,
 Appelle en soupirant la *Dame des douleurs*,
 En cercle on s'agenouille autour de la chapelle ;
 Et notre bon Curé, d'une voix solennelle :
 » Courage, enfants ! partez, Dieu vous protégera...
 » Gardez l'honneur et l'espérance !
 » Vous avez des amis en France ;
 » J'en connais un surtout... le Ciel le bénira. »
 A ces mots France, amis..., sa poitrine affaiblie
 Baignait de pleurs religieux,
 Un livre.... c'est celui qu'à la mélancolie
 Dicta l'amour des malheureux.
 Dès-lors je connus de la lyre
 Les accents simples et si doux,
 Et mon cœur rendait grâce à l'Ange qui t'inspire,
 Charmant poète de Limoux !

Plus tard, au beau pays de France,
 Sous l'aile de la Charité,
 Ton nom, comme un parfum, jusques aux cieux porté,
 Montait accompagné de la reconnaissance :
 Duval et Fénelon et Guiraud tour-à-tour (1),
 Nous sacres parmi nous, volaient de bouche en bouche ;
 Et la Vierge qui veille au-dessus de ma couche
 Souriait à nos vœux d'amour.

Mais, j'ai revu de mon village
 Le clocher tout convert des monnaies d'autrefois ;
 Et je viens de suspendre aux grilles de feuillage

(1) Fondateurs et bienfaiteurs de l'Œuvre des Petits Savoyards.

La Vieille qui charrait la longueur du chemin ;
Et le bâton du pèlerin.

Rassemblés vers le soir, à l'ombre du vieux chêne ;
Je redis tes complaintes aux anciens du hameau :
On te bénit, l'on pleure, et la mère avec peine
Touche d'un doigt distrahit le mobile fuseau.
Et si jamais tu viens au vallon de nos pères,
La fille du chalet, de roses printannières,
De sillons cueillis dans nos champs parfumés,
Promet d'orner tes bords de la coupe de l'été,
Où d'un lait pur, nectar champêtre,
Sa main te versera de longs flots embaumés.

Alors que les vents en tourbillon
Attachent la feuille stérile
Aux dômes jaunissants des grands bois agités ;
Quand le torrent sur la prairie
Roule ses flots précipités,
Seul, je relis tes vers ; seul, à la nuit tombante . . .
Mais tes chants sont plaintifs, comme un dernier soupir
Qu'une lèvre pâle et mourante
Donne à ceux qui doivent mourir !
Serais-tu malheureux ? ... hé quoi, dans la grand'ville,
Contre les froids anneaux, les chagrins dévorans,
Ni les vertus, ni les talens,
Ne sauraient donc trouver d'aïles ? . . .

Mon Curé le disait, mais il disait aussi
Que le grand Crucifix, dans nos forêts lointaines,
Gardiens du vallon, et par le temps noirci,
Aimait à soulager le pauvre dans ses peines.
Hé bien ! je lui dirai tes soins purs et touchans,
Tes regrets, tes larmes amères ;
Et le Christ des foyers, le Dieu des pauvres mères
Contolera l'amour de leurs petits enfans.

J. R.

A M. le Rédacteur du Journal de Savoie ;

Monsieur,

Ayant fait partie de l'État-Major de S. Exc. M. le Marquis d'Yenne, Vice-Roi de Sardaigne, à la fin de l'année 1820, pendant l'année 1821, et partie de 1822, j'avais pris quelques notes sur cette île peu connue, quoique près de nous. Un de mes amis

m'engagea à les mettre en ordre et à les publier, ce que je compte faire, sous le titre de *Souvenirs, ou Notice sur la Sardaigne*, par un *Officier d'État-Major*. M. le Chevalier de la Marmora, ainsi que vous l'annoncez il y a peu de temps dans votre Journal, et que l'a annoncé dernièrement la *Gazette Piémontaise*, va faire paraître le premier volume de son savant ouvrage sur la statistique de la Sardaigne, et une autre production paraîtra bientôt à Londres sur cette île. L'auteur de celle-ci est M. le capitaine Schmit, commandant la croisière britannique dans la Méditerranée. Cet ouvrage traitera de la géographie Sarde, et contiendra ensuite des observations sur les usages des habitants, recueillies en quelques incursions dans l'intérieur de l'île (1). Ainsi il y a lieu de la présomption de ma part, à vouloir publier quelques faibles observations, quand je me trouve en concurrence (si j'ose m'exprimer ainsi au sujet d'un opuscule) avec deux habiles et doctes voyageurs. Mais chacun a sa manière de voir et de sentir; il sera peut-être plus piquant de comparer les observations de divers voyageurs au sujet d'une île si peu connue. Cette dernière réflexion me détermine à faire paraître le plutôt qu'il me sera possible ma petite notice, laquelle m'a pénétré de mon insuffisance; heureux cependant si je pouvais ainsi apporter mon grain de sable à la connaissance d'un pays aussi intéressant que l'antique *Schnusa*.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Le marquis Charles DE SAINT-SEVERIN.

Gènes, le 16 juin 1825.

LOGOGRIPE.

Lecteur, je suis fort près de toi,

Souvent je suis un vrai mystère;

Tu veux me dévoiler, et pour te satisfaire,

Je vais l'induire, écoute-moi.

Je déguise mes traits, je parle par figure;

Toujours à mes discours je donne un double sens,

Ma feinte et mes détours sont des jeux innocens;

C'est chose reconnue, et je hais l'imposture.

Voilà, lecteur, tout mon secret;

Je t'ai tout dit, mais sois discret.

Le mot du dernier *Logographe* est son, où l'on trouve nor (nous), on et or.

(1) Il faut encore ajouter à ces ouvrages une Histoire complète de la Sardaigne que va publier M. le Chevalier Mannu, Premier Officier à la Secrétairerie d'État de S. M., pour les affaires intérieures.

(517)
MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés dans la commune de Lucinge, possédés par Pierre Deperraz, habitant ci-devant dans la commune de Bonne, et maintenant dans celle de Lucinge.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge, à tous soit notoire et manifeste :

Qu'en vertu du jugement de ce Tribunal, du 16 Décembre 1823, et par exploit du sergent Grillet, du 12 Janvier suivant, il a été enjoint à Pierre Deperraz, domicilié à Bonne, maintenant à Lucinge, de payer à demoiselle Jeune-Louise Louchet, rentière demeurant à Genève, diverses sommes, au montant de dix-huit cent quatre vingt-huit livres neuves, quatre-vingt-neuf centimes, adjugées en capital, intérêts et dépens, par ce jugement, y compris le coût de notification, sans préjudice d'autres intérêts et droits, avec déclaration que, passé le terme de trente jours y fixé, il serait procédé à exécution, par voie de subhastation des immeubles qui y sont confusés. Ladite sentence déclare exécutoire nonobstant suran, les deux y énoncées, des dix-sept février dix-huit cent vingt et un et quinze juin suivant, rendues par M. le Juge du mandement d'Annemasse, auxquelles ont donné lieu les obligations consenties dans trois actes des sept mai dix-huit cent six, vingt-cinq mai dix-huit cent huit, et vingt-neuf mars dix-huit cent neuf, Rochette, notaire à Genève. L'hypothèque dérivant de tous ces titres a été inscrite au bureau de Genève, les vingt mai dix-huit cent six, quinze avril dix-huit cent neuf, et à celui de St. Julien, le vingt-quatre mars dix-huit cent vingt trois. L'injonction ci-devant mentionnée étant devenue surannée, a été renouvelée, en vertu de l'ordonnance du tribunal, du dix-huit janvier dernier, par exploit du sergent Favre du vingt-cinq même mois.

Ledit Deperraz ne s'étant point mis au devoir de satisfaire à cette dernière injonction, la suppliante a, par requête du vingt-trois mars suivant, demandé à M. le Juge-Maje du tribunal, permission de faire assigner le même Deperraz, pour voir ordonner la vente des biens portés au rôle, mis au bas de ladite requête, sur quoi, le tribunal, par ordonnance du douze avril courant, rendue à la diligence de ladite demoiselle Louchet, qui a fait élection de domicile à St. Julien, en l'étude de Me Claude-Antoine Roup, procureur, a autorisé la vente dont s'agit. Cette ordonnance ainsi que la requête et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée audit Deperraz, par exploit du sergent Faurax, du vingt-cinq même mois, et successivement enregistrées avec cet exploit au bureau des hypothèques.

de St. Julien, où il a été laissé une copie authentique ; le vingt-six suivant, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas par M. Collemb conservateur.

Désignation des immeubles à vendre.

PREMIER LOT.

1.^o Bois taillis et terres vaines, lieu dit à la Roche aux Corbeaux, inscrits sous les n.^{os} 21 et 22 de la mappe de Lucinge soit nouveau plan, section B., confinés au nord par les hoirs de Pierre Deperraz, et au midi par François Deperraz dit Lachaut, contenant deux cent septante-trois toises, le premier n.^o imposé cinq centimes et l'autre rien ; 2.^o bois taillis et terres vaines au même lieu, sous les numéros vingt-sept et trente de ladite mappe, confinés au nord par François Deperraz dit Lachaut, et au midi par Jean-Marie Bosson, contenant un journal, cent septante deux toises, quatre pieds, le premier n.^o imposé cinq centimes et l'autre rien ; 3.^o broussailles dites aux Crottes, confinées au levant par un chemin, et au couchant par un ruisseau, sous le n.^o cent seize de ladite mappe, contenant trente toises, sans taille ; 4.^o pâture dite aux Fétiers, sous le n.^o cent trente-six de ladite mappe, confinée au nord et midi par les hoirs de Joseph Deperraz, contenant deux journaux, cent quatre-vingt et une toises, imposée quinze centimes ; 5.^o bois taillis au même lieu, sous le n.^o cent trente-huit de ladite mappe, confiné au midi par les hoirs de Joseph Deperraz, au nord par Claude Bosson, contenant un journal, cinquante toises, quatre pieds, imposé cinq centimes ; 6.^o pâture audit lieu, sous le n.^o cent quarante de ladite mappe, confinée au levant par Claude Bosson, et au couchant par les hoirs de Joseph Deperraz, contenant cent cinquante toises, sans taille ; 7.^o pâture dite à Lachaut, sous les numéros cinquante-huit et cinquante-neuf de ladite mappe, section C., confinée au levant par un chemin, et au couchant par Joseph Deperraz, contenant cent cinquante-six toises, six pieds, sans taille.

II^e LOT.

8.^o Champ et pâture au Gré d'Arpenche, sous les n.^{os} 93 et 94 de ladite mappe, confinés au nord par les hoirs de Joseph Deperraz, au midi par Antoine Deperraz, contenant un journal, 270 toises, le 1.^{er} n.^o imposé 55 centimes, et l'autre sans taille ; 9.^o broussailles, champ et bois taillis, dits au Gré d'Arpenche, sous les numéros 78, 79 et 80 de ladite mappe, se confinant au levant par un ruisseau et au couchant par les hoirs de Joseph Deperraz, contenant 2 journaux, 343 toises, le premier numéro imposé 5 centimes, le second 70 centimes, et l'autre rien ;

re.^o champ lieu dit à Seron, sous le n.^o deux cent-trente de ladite mappe, confiné au levant et nord par les boirs de Joseph Deperraz, contenant deux cent quarante-cinq toises quatre pieds, imposé trente-cinq centimes; 11.^o pâture, lieu dit aux Moules, sous le numéro 254 de ladite mappe, contenant 179 toises, se confinant au levant par le fonds communal de Lucinge et au couchant par un chemin, imposée 5 centimes; 12.^o pâture au même lieu, sous le numéro 157 de ladite mappe, se confinant aux nord et midi par Jean Lambert, contenant 14 toises, imposée 5 centimes; 13.^o champ et pré au même lieu, sous les numéros 258 et 259 de ladite mappe, contenant 2 journaux, 231 toises, se confinant au nord par le fonds communal de Lucinge, et au levant par la propriété de Pierre Deperraz; le premier numéro imposé 40 centimes et l'autre 50 centimes.

III^e LOT.

14.^o Champ, lieudit à Seron, sous le numéro 283 de ladite mappe, confiné au levant par les boirs de Joseph Deperraz, et au couchant par Jean Lambert et Pierre Deperraz, contenant 9 journaux, 48 toises et 5 pieds, imposé 2 livres, 85 centimes; 15.^o jardin, four, maison et cour au même lieu, sous les numéros 284, 285, 286 et 287 de ladite mappe, se confinant aux levant et nord par la propriété de Pierre Deperraz, contenant 111 toises, 1 pied, imposés un livre; 16.^o grange audit lieu, sous le numéro 288 de ladite mappe, confiné aux nord et couchant par la propriété de Pierre Deperraz, contenant 20 toises, 4 pieds, imposée 5 centimes; 17.^o bois taillis et champ au même lieu, sous les numéros 291 et 293 de ladite mappe, se confinant au levant par le fonds communal de Lucinge, et au couchant par Pierre-Louis Deperraz, contenant 3 journaux, 168 toises, imposés 50 centimes; 18.^o champ audit lieu, sous le numéro 295 de ladite mappe, se confinant au levant par Pierre-Louis Deperraz et au couchant par Jean-Louis Deperraz et au semino, contenant 1 journal, 19 toises, 5 pieds, imposé 33 centimes; 19.^o pâture, champ et pré, lieudit à Lachaux, sous les numéros 151, 150 et 151 de ladite mappe, se confinant aux levant et couchant par le fonds communal de Lucinge, de même que ce dernier numéro, contenant un journal, 34 toises, imposés 45 c.^{mes}.
Total de l'impôt foncier, huit livres, quarante-huit centimes.

Les biens ci-devant désignés sont situés dans la commune de Lucinge, mandement d'Annemasse. La vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés par ledit Deperraz, avec les servitudes qui peuvent les affecter, sans qu'il le plus ou le moins de contenance exprimée puisse donner lieu à garantie ou recours.

2.^o Qu'il se chargera des contributions imposées sur iceux, à dater du 1.^{er} janvier de l'année courante.

3.^o Qu'il paiera le prix d'adjudication avec intérêts, dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles; qu'il introduira ce jugement d'ordre à ses frais.

4.^o Qu'il paiera en dix jours, à dater de l'adjudication, et sans diminution du prix d'icelle, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais faits pour parvenir à la vente.

Et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où siège le Tribunal, à St. Julien, à l'audience du sept juin prochain, à neuf heures du matin, d'abord en détail: le premier lot sur la mise à prix de deux cent vingt livres neuves: le second lot, sur celle de quatre cent quarante-cinq livres: et le troisième lot, sur celle de neuf cent cinquante livres: et ensuite en bloc, sur la mise à prix de seize cent quinze livres, offerte par la poursuivante, et excédant soixante fois le montant de la contribution foncière affectée sur lesdits biens, ou sur le montant des mises partielles, s'il y en a; et ledit jour, personne ne s'étant présenté pour enchérir, le Tribunal, en déclarant ladite demoiselle Louchet adjudicataire préparatoire desdits biens dont s'agit, a fixé l'audience du dix-neuf juillet prochain, à neuf heures du matin, pour l'adjudication définitive.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

A ces fins est commis le sergent royal Faurax, pour faire tous exploits requis et nécessaires.

Dressé à St. Julien, sous le sceau du Tribunal, le vingt-neuf avril 1825. Signé Boncaz, Greffier.

Enregistré à St. Julien, le 30 avril 1825, vol. 7, folio 141.
caso 1294. Reçu trois livres, signé COLLOMB, Conservateur.

Pour copie conforme :

ROUFFIN,

Pour M.^e ROUFFIN, P.^r

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation des immeubles dépendant de la discussion de feu sieur Antoine Vivand, situés au faubourg Reclus de la ville de Chambéry.

Le sénat de Savoie fait savoir que par décret et lettres du 13 du courant mois, dûment enregistrés à Chambéry le même jour, par M.^e Baudé, receveur, et qui ont été mis sur requête présentée par Messieurs Claude-François Puget, propriétaire, et Pierre Maréchal, notaire, en qualité de syndic et vice-syndic à la discussion des biens de l'hoirie du sieur Antoine Vivand, ayant M.^e Mongenet pour procureur, il a été dit et ordonné qu'il sera procédé à la vente de deux maisons dépendantes de ladite discussion, en conformité de l'article 76, par relation à l'article 102 et au cinquième alinéa de l'article 153 de l'édit du 16 juillet 1822, pardevant le Tribunal de Judicature-Maje de cette province, qui est à ces fins composés, et qu'il sera préalablement dressé Manifeste par l'artulaire de la cause, lequel sera notifié, imprimé et publié à l'onneur de l'édit précité.

En conséquence, le Tribunal de Judicature-Maje de Chambéry ayant fixé au 21 juin prochain la première enchère des immeubles dont s'agit, par ses décret et lettres du seize du courant mois, dûment enregistrés à Chambéry le même jour, sous le droit de 4 livres, le Sénat ordonne que les maisons ci-après spécifiées provenant des successions des ancêtres du disclé, seront exposées en vente pour l'adjudication préparatoire aux jour, lieu et heure, et sous les clauses, charges et conditions ci-après indiqués.

DESIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE.

PREMIER LOT.

Maison, anciennement auberge située au faubourg Reclus de cette ville, fixée sous le numéro 45 des inscriptions et 1546 de la mappe de Pignet et la Croix-Rouge, territoire de Chambéry, dont le sol est de 38 toises, 3 pieds, non imposée à la taille foncière pour être située dans les franchises du faubourg Reclus; composé d'un rez-de-chaussée, qui consiste en une cuisine, ayant deux entrées, un potager cerclé en fer, un évier et un petit placard; plus un cabinet, un retirage, un salon, au levant duquel se trouve un cellier vaste et en bon état, et enfin d'un salon au levant de la cuisine, ayant deux crochances; au-dessous est une grande cave.

2.^o D'un premier étage composé de deux chambres à fen. d'une autre chambre et de 5 cabinets: à gauche du corridor sont les latrines.

3.^o D'un second étage comprenant deux chambres à feu, deux autres chambres, un cabinet, et encore une chambre au midi.

4.^o D'un vaste galetas au-dessus.

5.^o D'une grande et belle cour, au fond de laquelle se trouve un hangar, une écurie et une remise.

Cette maison et dépendances a été évaluée à 9000 livres neuves par le rapport de l'expert Louis Tournier du oeu^f du comant, enregistré le lendemain à Chambéry, volume 23 par M.^e Bandé receveur; et elle est confinée dans son ensemble au nord par les bâtimens du Sr. Goichon et le clos des Orphelines, au couchant par la rue publique, au levant par le clos des Orphelines.

DEUXIÈME LOT.

Appartement au premier étage d'une maison située au faubourg Reclus de cette ville, figuré sous le numéro 1036 de ladite mappe et 19 des inscriptions et se compose d'une cuisine et d'une chambre.

Plos, appartement au second étage de la même maison comprenant de même une cuisine et une chambre.

Enfin, au-dessus de ce dernier appartement se trouve un galetas et un petit caveau au bas de l'escalier, à la gauche duquel sont les latrines.

Ces appartemens ont été évalués par le rapport précité, à 1400 livres; le sol de la maison a 20 toises, 3 pieds, n'est pas imposé à la contribution foncière, et se confine au levant par la rue publique, au midi par la maison Dupoy, une allée et cour commune, au couchant par le jardin du sieur Gallice.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

Premièrement. Les acquéreurs entrèrent en possession et jouissance immédiatement après leur adjudication définitive.

Secondement. Les adjudicataires prendront lesdits immeubles dans l'état où ils se trouveront et existeront au moment où ils leur parviendront, avec leurs appartenances et dépendances, servitudes actives et passives, s'il en est, sans aucun recours pour erreurs de numéros, confins, désignation, contenance, que le sieur Marthe, géomètre, a reconnu excéder 83 toises, le tout étant à leur profit comme à leur perte, et étant simplement subrogés aux lieu et place des créanciers, en tous leurs droits, avec cession qui leur est faite de toutes les actions possessoires.

Troisièmement. Ils payeront le prix de leur adjudication quand et à qui sera ordonné par le Sénat, avec intérêts au cinq pour cent, à dater du jour de leur adjudication.

Quatrièmement. En outre, et sans diminution sur le prix de l'adjudication, les adjudicataires seront tenus de payer comptant tous les frais de la formalité des enchères, Manifeste compris, dont il sera donné connaissance au moment de l'ouverture des enchères; ils payeront de plus tous frais et loyaux coûts de leur contrat de vente, et en remettront copie authentique du tout, aussi à leurs frais, entre les mains de Messieurs les syndics, dans le terme d'un mois à courir de sa date.

Cinquièmement. Ces frais seront payés au marc la livre du montant de chaque adjudication, s'il y a plusieurs adjudicataires.

Sixièmement. Les adjudicataires qui éliront en omi resteront principaux obligés comme acquéreurs directs, si leur command n'est pas agréé par le Sénat.

ENCHÈRES.

La première enchère des immeubles ci-dessus désignés aura lieu à l'audience du Tribunal de Judicature-Maje, séant à Charabéry (seconde section), rue Juverie, maison d'Allanges, le 7 juin prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur l'évaluation portée par le rapport d'expert précité.

SAVOIR :

Le premier lot, sur la mise à prix de 9000 livres neuves.

Le deuxième lot, sur la mise à prix de 1400 livres.

Et la totalité, sur le montant réuni des mises à prix ou des soumissions, s'il y en a en détail; et ledit jour vingt et un juin, lesdits immeubles ayant été mis à l'enchère en deux lots et successivement en totalité, sans qu'il se soit présenté aucun enchérisseur, le Tribunal, M. l'Avocat-Fiscal oui, en donnant acte de ce que dessus, a fixé l'adjudication définitive à son audience du vingt-deux juillet prochain, à neuf heures du matin. En conséquence lesdits immeubles seront de nouveau exposés aux enchères à l'audience des criées du susdit Tribunal (seconde section) le vendredi vingt-deux juillet prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront de nouveau ouvertes, savoir : le premier lot à neuf mille livres, et pour le second lot à quatorze cents livres; et ensuite en totalité, sur le montant réuni des susdites mises à prix ou des soumissions, s'il y en a en détail, et adjugé définitivement à celui ou à ceux qui auront fait les offres les plus avantageuses, aux charges, clauses et conditions ci-devant énoncées.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité des art. 77 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins, le Sénat, au sieur Augustin Exertier, baillier commis par le Tribunal, de faire lesdites publications, affichage, notification, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry, le 20 mai 1825.

Par le Sénat,

ROUSSEAU, Subst., pour M.^e Vissol, act.

Enregistré à Chambéry, le 24 mai 1825, vol. 24, case 157, fol. 16, verso, perçu 3 livres. BAUD.

Pour copie conforme :

ROUSSEAU, substitut de M.^e Vissol, act.^{re}

A NOS SEIGNEURS :

Supplie humblement R.^d S.^r Maxime Girard, Chanoine à la Métropole, en sa qualité de sous-économé royal pour la province de Savoie ;

Spble. Jean-François Gabet avocat, et secrétaire civil du Sénat ;

M.^e Antoine-François Gabet, son neveu auctuaire au Sénat ;

M.^e Paul-Marie Desarnod ex-procureur au Sénat ;

Spble. Pierre Jacqueminoud avocat au Sénat ;

Dame Angélique Passavand, épouse de M.^e Joseph Vissol, actuaire au Sénat, en qualité d'héritière du S.^r Pierre Morel, autorisée par son Mari ;

Tous les sus-nommés domiciliés à Chambéry ;

Janin dit Piaquin, André ;

Orhan dit Magnin, Benoît, en qualité de légitime administrateur de Claude, Joseph l'aîné, Joseph le cadet, Jeanne, Jacqueline et Virginie ses enfans en sa puissance, issus de son mariage avec défunte Bernette Janin dit Piaquin ; Blanc Jean-Claude et François à feu Claude ; Blanc dit Grubert, Joseph à feu Jean ; Blanc Claude à feu André ; Blanc dit Campet, Jean à feu Philibert ; Roux dit Fontaine, Jacques à feu Gaspard ; Pillet Pierre et François à feu Jean-Pierre ; Pillet Antoine à feu Claude ; Chaboud Joseph à feu George ; Chaboud Pierre à feu Claude ; Chaboud Joseph à feu Pierre ; Cadoux Pierre à feu André et Dubouquet André à feu François ; tous les dénommés ci-dessus, laboureurs domiciliés en la commune de Saint-Cassin, sauf Jean Blanc dit Campet et André Dubouquet en celle de Montagnole ;

Ils ont l'honneur d'exposer qu'ils se sont pourvus devant par requête du vingt et un février dernier, par laquelle, à l'appui de leur demande ils ont évoqué en fait que le Comte de Vaux originairement propriétaire de la montagne de Saint-Cassin, en avait concédé la copropriété en indivision avec lui par des actes d'alber-

gement, plus ou moins étendus à quinze particuliers; que chacune de ces concessions s'est ensuite sous-divisée tant par succession que par cession; que les albergataires soit leur ayant-cause ont été en instance créus avec le Seigneur; que par un premier arrêt du vingt-six août mil sept cent quatre-vingt; le Sénat a ordonné le cantonnement du Seigneur; que par un second arrêt du vingt-deux juillet mil sept cent quatre-vingt et un, il a déclaré la portion de ladite montagne à devoir être relâchée au Comte de Vars pour sa part, libre et exempte de tous droits d'affouage, être le tiers de toute la montagne, distraction faite du terrain inscrit sous les numéros 1944, 1945 et 1962, et ledit tiers devoir être fixé par experts sur les parties de ladite montagne les plus à portée de son château, et par proportion tant à la contenance, abondance des bois, qu'à la qualité, bonté et situation du terrain; qu'en exécution de cet arrêt, il a été procédé en contradictoire dudit Seigneur, à la mensuration, évaluation et division de ladite montagne par les agrimeuseurs Broissand et Bousset, experts convenus, qui en ont fait un plan local; que, par un troisième arrêt du vingt-deux mai mil sept cent quatre-vingt-deux, le Sénat a ordonné qu'il serait procédé par lesdits experts à plantation de bornes en conformité de leur rapport et des tracemens par eux faits dans le plan, et que les limites seraient indiquées dans ledit plan, ce qui a été exécuté; que depuis lors le Comte de Vars a possédé exclusivement sa part qui lui a été assignée, qu'il a fait soigner et qui est devenue une propriété très-spécieuse; mais que les albergataires ont laissé la leur en indivision entre eux, formant 954 journaux et plus, ce qui a été un malheur pour eux, car depuis la révolution, le gouvernement passé, qui s'en est attribué deux portions du chef des deux convents des religieuses de Ste.-Claire hors ville et en ville, ayant mis cette montagne sous la régie et surveillance de l'administration forestière, en regard à ses deux parts indivises, cette mesure, loin d'avoir eu l'effet qui devait en résulter, a été le signal de la dévastation et du pillage; que lors de la division avec le Comte de Vars, cette montagne était une propriété très-spécieuse; qu'elle fut évaluée en totalité à 156074 livres, 18 sous, 11 deniers de Piémont, par les experts nommés en exécution de l'arrêt du vingt-deux juillet mil sept cent quatre-vingt et un, qui en firent sept catégories; qu'ainsi les deux tiers attribués aux albergataires furent portés à la somme de 91116 livres, 12 sous, 7 deniers, ce qui seroit pour chaque portion 3074 livr., 18 sous, un denier; qu'elle est maintenant dévastée, n'y restant presque plus que le sol; que, depuis longues années, faisant payer la contribution foncière aux principaux albergataires connus, ce qui devient très-onéreux pour eux, parce qu'ils n'en retirent absolument rien, la plupart de ceux qui y ont droit se cachent pour être soustraits à la contribution; que les principaux ayant-droit, depuis long-temps fatigués de cet état de choses, l'ont instauré par voie administrative, par-devant la préfecture, en contradictoire de l'agence du domaine et de l'administration fores-

l'être, pour faire procéder à la division de cette montagne et avoir chacun sa part; que le préfet de l'ex-département du Mont-Blanc, par son arrêté du vingt-quatre août mil huit cent sept, après avoir pris l'avis de l'inspecteur forestier: « considérant, a-t-il dit, que dès l'année mil sept cent quatre-vingt-deux, époque de l'évaluation de la montagne, il est à présumer et même notoire qu'elle a été considérablement dilapidée par les habitants de Saint-Guspin; que les portions à diviser n'étant plus de même valeur qu'en mil sept cent quatre-vingt-deux, on ne peut prendre pour base de la division à faire l'expertise qui en a été faite dans ledit temps; considérant que les deux 15.^{es} revenus à la régie du domaine, du chef des Clairistes, doivent être fixés à portée des forêts nationales, » a statué qu'il serait procédé, en l'assistance d'un agent, forestier à la délimitation des deux tiers de la montagne, en quinze portions, par les sieurs Démaris fils, Bonlet et Curtet experts convenus que lesdits experts auraient égard pour la division, (conformément à ce que le Sénat avait ordonné pour celle avec le Seigneur) tant à la contenance, abondance des bois qu'à la qualité, lanté et situation du terrain de chaque portion; qu'ils assigneraient aux albergataires celles qui seraient plus à portée de leur habitation; et à la régie du domaine, celle qui serait plus à portée des forêts nationales; que les experts planteraient des bornes à chaque portion, les traceraient et les indiqueraient sur le plan qui a servi de base en mil sept cent quatre-vingt-deux, qu'ils se feraient représenter; que cet arrêté qui a ordonné le partage n'a pas été suivi d'exécution, parce qu'il s'agissait de faire des fonds pour les vœux d'un grand nombre d'habitants; qu'à cet égard, le plus grand nombre des intéressés a tiré du labeur, ceux surtout qui, étant habitants dans la commune et qui dilapidaient les bois, n'avaient pas intérêt à la division.

Les supplians déterminés à suivre l'exécution de cet arrêté, pour faire effectuer le partage, avaient cru pouvoir porter leur demande par-devant le Sénat, soit comme suite de l'instance avec le Seigneur, soit parce qu'il s'agissait de l'exécution d'un arrêté du Préfet, qui était la première autorité du département, tous enfin pour être autorisés à faire citer *publico programate*, tous les intéressés et prétendants-droits, en égard à l'impossibilité de les connaître tous, bien que nominativement désignés dans lesdits arrêtés, en égard aux variantes survenues dès-lors, tant par décès, que par pouvoir découvrir les descendants et héritiers, que par des cessions et transmissions par actes entre-vifs.

Mais le Sénat, ensuite des conclusions du Seig.^r Avocat Fiscal-Général, ayant pensé que l'édit du vingt-sept septembre mil huit cent vingt-deux serait obstacle à ce qu'il pût prendre naissance de la cause, avant d'avoir épuisé le premier degré de juridiction, par son ordonnance du onze mars dernier, a renvoyé les supplians à se pourvoir ailleurs ainsi qu'ils verraient à faire.

Convenons que le Tribunal de première instance ne leur accorderait pas l'autorisation de faire citer les prétendus-droit *publico programate* sans en désigner aucun, convaincus aussi de l'impossibilité de les reconnaître tous : et d'ailleurs effrayés par les frais qu'il en aurait coûté pour les citations à un chacun individuellement; pour franchir ces obstacles invincibles qui s'opposaient à pouvoir faire effectuer ce partage, ils ont eu recours aux bontés de S. M. Elle a daigné accueillir favorablement leur demande.

Par ses Lettres - Patentes du quinze avril dernier, enregistrées au Sénat le trente même mois, ensuite de son décret du même jour porté le six mai suivant dans les registres du Receveur des droits sur les actes judiciaires, auquel a été payé six livres pour le droit, en évoquant à elle la connaissance de la cause, l'a commis à son Sénat de Savoie pour statuer sur toutes les questions nées et à naître, annexes, connexes et dépendances, avec autorisation de donner contre tous intéressés des lettres générales d'ajournement, à devoir être notifiées par deux proclamations générales, publiées et affichées à quinze jours d'intervalle l'une de l'autre, au-devant de la porte du Sénat et aux lieux destinés aux publications judiciaires dans la ville de Chambéry et à Saint-Classin, et insérées au journal de Savoie, avec indication des albergataires, et furent mis en qualité dans les susdits arrêts, et ce, pour comparaitre dans le délai de deux mois après la dernière publication et insertion, avec déclaration que les partages seront définitifs et irrévocables à l'égard même des non-comparans, sauf à ceux qui justifieront de leurs droits après lesdits partages, à les faire valoir dans les subdivisions particulières des divers lots, tant que celles-ci ne seront pas achevées, autorisant le rapporteur à procurer un arrangement amiable entre les parties, avec pouvoir d'interposer sur icelui son décret et autorité de justice, et, en cas contraire, d'en référer au Sénat, qui statuera aux termes de droit et de justice, conférant à ces fins au Magistrat susdit toute l'autorité nécessaire, avant dérogé à cet effet à l'art. 7 de l'édit du 27 septembre 1822 et aux §§. 15, 16, 17, liv. 2. 2 et 6 du tit. 5, et 5, tit. 5, liv. 3, R. C. et à toutes autres dispositions contraires.

Pour satisfaire, en ce qui les concerne, à la patente royale, les supplians vont insérer ici la nomenclature de tous ceux mis en qualité et désignés dans les susdits arrêts, que, pour plus d'intelligence et afin qu'un chacun puisse plus facilement se reconnaître, on va indiquer par ordre alphabétique; savoir :

Belluard dit Poisson, Benoît à feu Claude; Belluard dit Poisson; Claude à feu François; Belluard dit Quenot, Claude à feu Claude; Poisson, Claude et François; Blanc, M.^r Aure; Blanc, André et Louis à feu François; Blanc dit Grobert, Bernard à feu Claude; Blanc, Claude et Pierre à feu Aimé; Blanc, Claude à feu André; Blanc Claude, J.^e Baptiste et Benoît à feu Augustin; Blanc, Claude

à feu Claude; Blanc, Claude et George, à feu Claude; Blanc, Claude à feu Jean; Blanc, George à feu André; Blanc dit Grobert Jean à feu Pierre; Blanc, Louis, Charles et Antoine à feu Joseph; Blanc, Philibert à feu Guillaume; Blanc, Pierre et Jean à feu Claude; Bruiset de Ville-Neuve, dame Marie-Anne, Josephite-Françoise; Caderaz, Jean; Cadoux dit Corveller, Claude à feu Claude; Cadoux, Claude à feu Pierre; Cadoux, François et Dominique; Cadoux, Claude; Cadoux, François et Jean; Cadoux, Jean à feu Jean; Cadoux, Laurent et Jean à feu André; Cadoux, Louis; Chabord, Claude à feu Pierre; Chabord, George et Pierre à feu Claude; Chabord, George à feu Joseph, et Françoise Chabord sa femme; Chabord, Jean à feu Claude; Chabord, Jean à feu Joseph de son chef et comme légataire administrateur de Pierre et Claude Chabord ses fils; Chabord, Philibert, Aimé, Benoît et Sulpice à feu Jean-Jacques; Charret, Jean et Claude; Cise, noble, Antoine et Gabriel; Couvent de Ste.-Claire en ville; Couvent de Ste.-Claire hors ville; Curtel, Centaure à feu Jean; Curtel, Michel et Thibaud; de Regard de Ville-Neuve, noble Antoine; Dubouquet François et Claude à feu Claude; Dubouquet, Jean-Claude et Henri; Dubouquet François et Benoît; Exéqurs-Dieu-le-fils, Claude; Foucet Messire, Jean-Joseph, baron de Montailleur, Président; Foucet, noble, Pierre-Clément, son fils Sébastien; Gabet, Mr Jean-Baptiste; Janin, Claude et Guillaume à feu Claude; Janin, Joseph; Pierre et Claude à feu autre Claude; Janin dit Piquin Claude; Janin Claude à feu Claude; Cadoux, Michel et Nicolas à feu autre Claude; Janin dit Simon, Claude; Janon, Paul; Janon, Pierre et Antoine à feu Claude; Lebreton, François; Maniot Joseph, Martenon, Claude; Morel Pierre; Perrier, Bernard à feu Ignace; Perrier, Claude à feu Charles; Perrier, Claude à feu Joseph; Perrier, Joseph à feu Marc; Perrier, Pierre à feu Ignace; Perrier dit Juvenal, Pierre à feu Pierre; Perrier dit la Ruze, Claude à feu Jean; Perrier Claudine, Claudine à feu Claude; Pillet, Aimé; Pillet, André à feu Jean; Pillet, André, Laurent, Louis et Claude à feu Pierre; Pillet, Benoît à feu Michel; Pillet, Catherine; Pillet, Claude à feu Louis; Pillet, Hyacinthe; Pillet, Jean-Pierre et Jean, à feu Pierre; Pillet, Louis et Jean à feu Antoine; Prière, dit Bourg, Claude à feu Pierre; Prière dit Rocherai, Claude à feu Pierre; Prière, Claude à feu Pierre; Prière, Jean à feu Benoît; Prière, Jean à feu Claude; Prière Jean-Claude à feu Claude; Prière; Joseph à feu Thibaud; Prière, Thibaud à feu Jean; Pugin dit Bardelier Benoît; Raymond frères, Laurent et Claude; Raymond, Pierre à feu André; Raymond, Claude et Pierre à feu François; Rey, Louis; Routin, Claude; Roux-Fontaine, Jacques.

Suivant les procédures qui ont précédé les susdits arrêts, l'instance n'eut qu'avec le comte de Vars, d'une part, et les alloués gâtaires, d'autre part, il ne s'est pas agi de discuter les droits respectifs de ceux-ci, ni de faire la réunion de ceux qui, joints ensemble, devaient former un lot. Seulement le comte de Vars

contestait l'étendue de la concession que prétendait s'attribuer le couvent de Sainte-Claire en ville.

Cependant les titres originaux de la concession aux albergataires ont été énoncés et produits dans le procès;

Le couvent de Sainte-Claire en ville a produit, par écriture du 2 mai 1776, son titre de concession, sous date du 16 avril 1631;

Le couvent de Sainte-Claire hors ville, par écriture du 30 même mois, a aussi produit son titre de concession, du 11 septembre 1509. Chapuis, notaire.

Ces deux couvents se trouvent aujourd'hui représentés par l'économat royal, l'un des supplians.

Par l'écriture du 17 juin 1776, donnée au nom de ceux qui y sont en qualité, leur procureur produisit, au nom des consorts Blaut, la concession faite à leur auteur le 15 juillet 1488;

Les consorts Dulonnet, celles faites à leurs auteurs les 30 mai et 17 décembre 1531, et 18 mars 1601;

M^r Jean-Baptiste Gabet, représenté aujourd'hui par respectable Jean-François Gabet et M^r Antoine-François Gabet son neveu, celle accordée à ses auteurs le 24 mai 1619;

Les consorts Hostaing, celle du 17 octobre 1619;

Les oncle et neveu de Ghe, celle accordée à noble Louis de Ghe, leur auteur, le 22 février 1631;

Les consorts Boisson, celle accordée à Claude Boisson, leur auteur, le 19 novembre 1634;

Les consorts Pillet, celle accordée à Joseph Pillet, leur auteur, le 18 mai 1652;

Les consorts Belluard, dite Prisson, celle du 17 février 1664;

Le sieur Victor Morel, aujourd'hui représenté par la dame Pannarand, héritière de sieur Pierre Morel, son grand oncle, qui a été héritier dudit Victor Morel, son père, celle accordée à Claude Morel, son auteur, le 16 juin 1664;

Les consorts Prière, celle du 15 novembre 1669;

Les consorts Chabod, celle du 20 mars 1675, accordée à Benoît Chabod, leur auteur;

François Besson, celle accordée le 25 octobre 1645 à Claude Besson, son auteur;

Le sieur Lebrun, celle accordée le 18 mars 1600 à Aimé Bonnet, dont il a le droit;

Joseph Maniot, celle du 26 mars 1667, accordée à Jean Maniot, son auteur;

Les consorts Perrier et autres, désignés dans l'écriture du 28 juin 1776, celle en faveur de leurs auteurs, du 15 décembre 1570;

Par écriture du 7 janvier 1777, le comte de Vars produisit l'état de toutes les concessions, contenant leur date et la désignation des personnes en faveur de qui elles furent faites;

Les consorts Cadoux, par écriture du 20 février 1777, produisirent la concession faite à leurs auteurs le 25 mars 1656, et l'albergement y relaté, du 21 janvier 1499;

Les seigneurs Foncet père et fils ne formaient qu'une seule et même personne, suivant leur écriture du 8 juin 1779; ils ont produit les concessions faites le 28 février 1601 à Jean Martreuet dit Seyret, et le 4 mai suivant à Jean Martreuet d'Entremont-le-Vieux, avec la cession faite en leur faveur, le 23 juillet 1776, Magnin, notaire, par Claude Martenon, du bénéfice desdits albergements en faveur de ses auteurs, et ils ont fait observer que le contrat de cession de 1776 leur ayant été passé en présence et du consentement du comte de Vars, ils étaient dispensés de justifier la descendance dudit Claude Martenon, lequel néanmoins ils ont dû avoir été fils de Claude, celui-ci d'Antoine, ce dernier, fils de George, qui l'était de Jean, à qui lesdits albergements ont été passés, comme encore que ledit Claude Martenon avait, par différents contrats, réuni les droits de toute sa famille à cet égard;

L'avocat Jacquemoud est aux droits desdits seigneurs père et fils Foncet, par acte du 27 prairial an 13, Saint-Martin, notaire.

Un premier arrêt, rendu le 30 avril 1779, ayant ordonné que tous ceux y dénommés, qui s'étaient présentés en cause pour contradictoires au comte de Vars, comme descendants ou droits ayans des albergataires, justifieraient du droit par eux prétendu tant par succession, descendance, qu'autrement;

Joseph Mamiot, par écriture du 3 août 1779, a produit l'état généalogique de sa famille;

Plusieurs des autres en ont fait de même;

Par son écriture du 25 décembre, même année, le comte de Vars leur a fait des déclarations, entre autres aux seigneurs père et fils Foncet, que la cession du 23 juillet 1776, Magnin, notaire, à eux faite par Claude Martenon, l'ayant été de son consentement, il n'avait aucune opposition à leur former sur le droit à eux transmis par cet acte.

Le surplus de la procédure n'a roulé que sur le même sujet; les défendeurs énonçaient leur descendance, le comte de Vars faisait aux uns des déclarations, et à quelques autres il contestait le droit par eux prétendu, sans y mettre pourtant beaucoup d'importance, à quoi il n'avait pas grand intérêt, puisque son but n'était que d'avoir en propriété exclusive une portion de la montagne, en abandonnant le surplus aux albergataires, à se sous-diviser entre eux, ainsi qu'ils verraient à faire.

M. Désarnod est droit-ayant, par contrat du 29 février 1792;

Guicherd, notaire, de Jean-Baptiste Blanc et d'Antoine Blanc, dont le droit a été reconnu pour la concession faite à leur auteur le 25 juin 1486.

Le volume des procédures qui ont précédé les susdits arrêts, qui est celui du comte de Vars que les supplians tiennent par emprunt, sera déposé au banc de l'actuaire, pour faciliter à chacun des intéressés le moyen de se reconnaître ou son auteur, et de faire la réunion de tous ceux qui ont droit à une même concession, ce qui aplanira beaucoup les difficultés.

Pour parvenir à leur but, en joignant les pièces, les supplians recourent

À ce qu'il vous plaise, Nos Seigneurs, leur décerner lettres générales contre tous les intéressés et prétendans droit à la susdite portion de la montagne de Saint-Cassian, délaissée en toute propriété aux allhergataires en indivision entre eux, de la contenance d'environ 93½ journaux, par le partage fait avec ledit seigneur comte de Vars, pour être cités en conformité de ladite patente royale, publicu programate, par deux proclamations générales, à devoir être publiées et affichées à quinze jours francs d'intervalle de l'une à l'autre, au-devant de la porte du palais du Sénat, et aux lieux destinés aux publications judiciaires, dans la ville de Chambéry et rière la commune de Saint-Cassian, et par insertions au Journal de Savoie, à paraître céans au banc de l'actuaire qui sera désigné dans les lettres, dans le délai de deux mois, fixé par ladite patente royale, à l'effet de venir justifier de leur droit à l'indivision, séculivement nommer et convoquer d'experts, pour, en exécution du susdit arrêté du préfet, être procédé à la division de ladite montagne, de la manière qui s'y trouve énoncée, en quinze portions, à devoir être délivrées à chacun des ayant-droit, sauf à ceux ayant-droit à une même portion, à la sous-diviser entre eux, ou à la laisser entre eux en indivision, ainsi qu'ils verront à faire, et ouïr dire et déclarer qu'après la division effectuée, chacun jouira exclusivement de la portion qui lui sera échue, avec inhibition à tous autres de s'y ingérer et de s'y introduire, sous peine de 15 liv. d'amende contre chaque contrevenant, outre et sans préjudice de tous dommages-intérêts, et avec déclaration que les partages seront définitifs et irrévocables, à l'égard même des non-comparans, sauf à ceux qui justifieront de leurs droits après lesdits partages, à les faire valoir dans les subdivisions particulières des divers lots, tant que celles-ci ne seront pas arçonnées; ennu, ouïr déclarer tous les frais faits et à faire pour provoquer le partage, et les effectuer, à devoir être supportés par tous les intéressés, et devoir être recouvrés, après que la taxé en sera faite, ennuur les contributions publiques, sur un rôle qui sera fait, où chacun sera censé pour sa part, protestant néanmoins, en cas de contestation, de tous frais et dépeux envers ceux qui y donneront lieu, et plaise pourvoir.

JACQUEMOND, Conseil; MONGENET, Pr.

Sont accordées les lettres générales requises. Fait à Chambéry, au Sénat, le 17 juin 1825.

PACORET DE SAINT-BON,
CARROS, de l'avis du Sénat.

Enregistré à Chambéry, le 27 juin 1825, vol. 24, case 1040
fol. 121, verso; perçu trois livres. BARDÉ.

Le Sénat de Savoie, au premier huissier ou sergent requis, le mande et commande par les présentes, que, suivant son décret de ce jour, mis sur requête présentée par révérend Maxime Girard, sous-économé royal pour la province de Savoie, spectacle Jean-François Gubet, avocat, secrétaire civil au Sénat; M^r Antoine-François Gubet, actuaire; M^r Paul-Marie Désarnod, ex-procureur; spectacle Pierre Jacquemoud, avocat; Angélique Passavant, femme de Joseph Vissol, domiciliés à Chambéry; Janin dit Plaquin André; Orban dit Magnin, Benoît, en qualité de légitime administrateur de ses enfans; Blanc Jean-Claude et François à feu Claude Blanc dit Grobert; Joseph à feu Jean Blanc; Claude à feu André Blanc dit Campet; Jean à feu Philibert Roux dit Fontaine; Jacques à feu Gaspard Pillet; Pierre et François à feu Jean-Pierre Pillet; Antoine à feu Claude Chabard; Joseph à feu George Chabard; Pierre à feu Claude Chabard; Joseph à feu Pierre Gachoux; Pierre à feu André; et Dubonnet André à feu François; tous laboureurs, domiciliés en la commune de Saint-Cassin, sans Jean Blanc dit Campet, et André Dubonnet, de celle de Montagnole, la cites et ajoignes généralement tous intéressés et prétendans droit à la portion de la montagne du Saint-Cassin, délaissée en toute propriété aux albergataires en indivision entre eux, à comparaître dans le délai de deux mois au greffe civil du Sénat, au banc de M^r Clupéron, actuaire, pour défendre aux conclusions de ladite requête, et sera la cause instruite par-devant le Seigneur Sénateur Carros du Briançon.

Données à Chambéry, au Sénat, le 17 juin 1825.

GABET.

Marchés de Chambéry des 21, 23 et 25 juin 1825.

		LA VALLÉE.		L'HACROLIEN.	
Bled.		f.	c.	f.	c.
Froment,	Prix:	16	81	—	20 72
Seigle		11	25	—	14 70
Orge		8	52	—	21 27
Sarrasin		9	50	—	12 42
Maïs		12	17	—	19 38
Avoine (1)		12	00	—	8 48
Pain, 1 ^{re} qualité, le kilogr.					0 35
Viande, idem, idem					0 60

(1) Rapport des 3 récoltes en hectolitre:
Froment, . . . 813
Seigle, . . . 215
Avoine, . . . 215

CHAMBERY, Imprimerie de F. R. PLATTEAU, Rue du Sénat.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 8 Juillet.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 7 Juillet. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois de juin 1825.

J U I N 1825.

BAROMÈTRE à 0.º				THERMOMÈTRE.		
	Milim.	P.	Lign.	Centigr.	de Réaumur	
Bar. au 10	734	2	27	3	+ 16.3	+ 13.º 04
Bar. au 20	736	6	27	2	+ 22.9	+ 18.º 30
Bar. au 30	737	3	27	2	+ 19.7	+ 15.º 16
Moy. le 2	742	3	27	5	+ 30.7	+ 24.º 56
Min. le 21	734	2	27	0	+ 7.5	+ 6.º 00

EAUX THERMALES D'AIX - EN - SAVOIE.

Le Cercle établi à Aix en 1824, dans le Château, par une réunion de propriétaires devotés au Roi et à la patrie, qui a été honorée de la présence de LL. MM., et qui a obtenu les suffrages de toutes les personnes qui s'y trouvaient alors, a été considérablement augmenté et embelli. On y voit actuellement : 1.º Plusieurs salons élégamment ornés, destinés aux bals, aux jeux et à la musique ; un excellent piano et divers instruments sont à l'usage des amateurs ; quatre artistes attachés à l'établissement font de la musique tous les jours ; 2.º Deux salles de billard et des jeux d'échecs ; 3.º Un salon de lecture, dont une des faces est un monument romain, où l'on trouve six journaux et où sont réunis 7 à 800 volumes d'ouvrages choisis, dont un grand nombre de nouveaux ; 4.º Une jolie salle de spectacle, où les acteurs du Théâtre Royal de Chambéry jouaient trois fois par semaine ; cette troupe sera augmentée de quelques acteurs de Paris ; on verra, dans le jardin, un parc spacieux, des balançoires, des jeux d'exercice, etc.

Cette réunion (dans un très-beau local) de tous les genres d'agrément, qu'on ne trouve ailleurs que séparés et confusément dans les grandes villes, permet d'acquiescer que cet établissement, créé et entretenu à grands frais, dans des vues patriotiques, étrangères à tout intérêt particulier, n'a point d'égale dans aucun des lieux où l'on fréquente des eaux minérales.

MM. les Curés sont priés de vouloir bien prévenir leurs paroissiens, que, par des dispositions prises dans l'intérêt public, la mendicité est défendue chaque année dans la ville d'Aix, depuis le 1^{er} mai jusqu'au 1^{er} octobre, et que les contrevenans seraient atteints par les mesures de policeordonnées à ce sujet.

EAU ALCALINE GAZEUSE D'EVIAN, EN CHABLAI,
dite Eau Saronneuse de Cachat.

Les heureux effets obtenus depuis plusieurs années de l'emploi de l'Eau alcaline gazeuse d'Evian dans les affections de la vessie causées par la présence de graviers, ou la fixation de principes catarrhiques et hémorrhéïques, engagent à en appeler l'usage pour les personnes atteintes des affections indiquées.

Les résultats de l'analyse que M. Pechier vient d'en faire, confirment la réputation que cette source s'est acquise.

Cette Eau ne perd point ses propriétés par le transport; on peut s'en procurer chez M. Pechier, pharmacien à Genève, ou chez M. Cachat, à Evian.

Son usage, sous forme de bains ayant présenté des avantages, il a été pris des dispositions pour le mettre à la portée des malades.

P I É M O N T.

Turin, 30 juin. Le jour de la nativité de St. Jean-Baptiste, protecteur de la ville de Gênes, LL. MM. ont assisté à l'office solennel de la Meissonne, où, après la cérémonie, elles ont baisé les reliques du saint Pieccorsus, qui leur ont été présentées par Mgr. l'Archevêque. Après dîner, S. M. la Reine veuve Marie-Thérèse est allée visiter les mêmes reliques.

— LL. MM. Siciliennes, de retour à Gênes depuis le 22 juin, en sont revenues, le 25 au matin, à bord du vaisseau napolitain le *Freuve*, où elles ont offert une collation à nos augustes Souverains. LL. MM. ont été reçues au bout de l'artillerie de l'arsenal sicilienne, de là, S. M. le Roi de Naples a passé à bord du vaisseau royal le *Commerce de Gênes*, où elle a été reçue par S. Exc. le Comte des Gonsys, Président de l'Amirauté. LL. MM. Siciliennes ont parties de Gênes le 29, pour se rendre à Gênes par Chiavari, la Spezia, Massa-Carrara, etc.

— Mgr. l'Archevêque de Turin a annoncé, par une touchante lettre pastorale, qu'il alloit entreprendre, le mois de juillet prochain, la visite de son Diocèse, en commençant par la Capitale.

— Par Patentes Royales du 20 juin, S. M. a daigné autoriser l'administration de la ville de Rumilly d'acquiescer un terrain pour la construction d'une tierce de bétail. L'avantage de reunir dans un même lieu toutes les boucheries éparses dans divers quartiers, est déjà sensible dans cette Capitale, depuis l'établissement de la boucherie dans le quartier de la Porte-Neuve. L'administration a cru, dans l'intérêt public, d'en établir deux autres, l'une à la Porte de Pd, et l'autre à celle d'Italie.

à *Juliet*, S. M. l'Archiduchesse Maria-Louise, Duchesse de Parme, a daigné faire une visite, à Milan, à M. Jean Migliara, l'artiste de genre, natif d'Alexandrie, et lui commander divers tableaux; ce qui prouve l'honorable réputation de cet artiste, notre compatriote, qui n'a jamais eu de maître et n'est l'élève que de la nature et de son génie.

Cours de Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique, à dater du 1.^{er} avril. 1825.

Du 25 au 28 juin 1825: 103 liv 75 c. Du 29 au 30 juin: 103 l.; 103 l.; 75 c. valeur courante pour chaque 100 liv. valeur du talif.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

Selon les nouvelles de Trieste, qui vont jusqu'au 20 juin, l'armée égyptienne, après la prise de Navarin, s'est dirigée dans l'intérieur de la Morée. Les quelques villages qui s'opposaient à sa marche. La prise de Navarin aurait mis la division dans le total grec, dont un parti, favorable à la Porte, voudrait mettre Colocotroni à la tête des affaires, pour traiter avec les Turcs. Les douze mille hommes de la garnison de Navarin, dont 30 officiers qui ont gardé leurs épées, se sont rendus à Calamata. Les bâtiments égyptiens brûlés en rade de Modon sont au nombre de quatre.

Les ambassadeurs de France, d'Autriche et de Prusse à Constantinople ont reçu, le 20 mai dernier, des dépêches de Petersbourg, contenant le résultat des conférences relatives aux Grecs; mais rien n'a encore transpiré.

ANGLETERRE.

Le général Olenetta tient encore dans le haut Pérou, malgré le bruit qu'il avait consenti à une capitulation. Bolivar a de nouveau reçu et accepté le pouvoir dictatorial jusqu'au prochain congrès qui aura lieu en 1826. Le Congrès a voté en sa faveur une somme d'un million de dollars.

FRANCE.

Paris, 28 juin. Il paraît que les négociations continuent avec le gouvernement de Saint-Domingue; on assure qu'une frégate est partie avec l'ambassadeur du gouvernement français.

M^{me} Mannon, devenue si célèbre par le procès Fautès, vient, dit-on, de mourir à Versailles.

Le 28 juin, S. A. R. le prince de Salerne est arrivé à Paris le 28 au soir. Son auguste nièce Madame, duchesse de Berri, était allée à sa rencontre jusqu'à Villejuif.

M. le duc et M^{me} la duchesse de Northumberland, partis avant-hier de Paris pour l'Angleterre, sont arrivés le même jour à Rouen.

Le château de Marcu près de Bayonne a été entièrement incendié le 23 de ce mois.

2 *Juillet*. Divers journaux ont parlé quelquefois ■ dons offerts par de bons Savoyiens aux églises de leur pays; en voici un nouveau et touchant exemple. Il existe à Paris un certain nombre d'individus nés à Mervin, en Faucigny. Ils se sont cotisés pour procurer à leur église natale un joli dais, un saint-eiboire et un ornement complet; le tout coûte trois mille francs. Chacun a contribué selon ses moyens; quelques-uns, à la vérité, sont dans l'aisance, mais le plus grand nombre ne subsistent que par un travail pénible, ■ trouvent encore le moyen de faire des économies en faveur de leur pays.

Actions de la banque de France : 2202 fr., 50 c.

Cinq pour cent consolidés : 113 fr., 10 c.; 102 fr., 85 c.

Trois pour cent, j. de juin : 76 fr.; 75 fr., 85 c.; 75 fr., 30 c.

ITALIE.

Le 23 juin, S. M. l'Empereur d'Autriche, accompagné de S. A. I. et R. l'Archiduc Vice-Roi, a visité dans le plus grand détail, à Milan, le jardin botanique, l'Ecole de Dessin fréquentée par plus de 400 élèves, celle de Sculpture, le Musée des médailles, et la Direction générale des travaux publics.

Le même jour, a eu lieu avec une grande pompe, le service funèbre pour le repos de l'âme du feld-maréchal comte de Bubna.

— Des lettres d'Alger, du 5 juin, annoncent que les négociations avec le Portugal et la Régence étaient terminées et que ■ frégate anglaise, l'*Active* secondait à Lisbonne l'envoyé du Portugal, pour régler définitivement les articles de la négociation. Tous les Corsaires d'Alger étaient partis contre les Grecs.

— LL. MM. sont parties de Monza, le 27 juin, pour se rendre à Comas avec LL. AA. R. l'Archiduc François et l'Archiduchesse Sophie.

VARIÉTÉS.

NOTICE sur les Bains de Saint-Gervais, par A. MATTHEY, D. M.
Membre des Académies Royales de Turin, de Dijon, etc.
(Lue à la Société médico-chirurgicale de Genève.)

(Extrait de la Bibliothèque Universelle.)

Lorsque les propriétés d'une eau minérale sont constatées par un grand nombre d'observations et par une expérience de près de vingt ans, ■ ne reste plus qu'à faire connaître aux médecins et au public les elongemens et les modifications que doit subir avec le temps l'établissement thermal (1). C'est ce que nous

(1) Je dois rappeler ici que les eaux de Saint-Gervais ont été analysées avec

nous proposons de faire dans cette courte notice relative aux Bains de Saint-Gervais, en y joignant quelques faits nouveaux propres à intéresser le lecteur.

Le nombre toujours croissant des malades (1) a nécessité l'augmentation des douches. Le propriétaire a fait construire l'année dernière deux nouveaux cabinets, où la douche a été mise en activité de servir vers la fin de la saison.

Les personnes qui désirent prendre des bains prolongés, à l'eau chauffée, comme cela se pratique à Schinznach, auront la faculté de le faire à Saint-Gervais, dans la saison qui va s'ouvrir. Je crois pourtant qu'un bain d'une heure dans l'eau thermale naturelle, équivalant à un bain de trois heures de la même eau, artificiellement chauffée; on en conçoit aisément la raison.

Tout est disposé actuellement pour l'établissement, 1.^o d'une piscine d'eau minérale; 2.^o de bains froids par immersion, 3.^o de bains de pluie, dits *écossais* ou *anglais*. Ces derniers bains ont été demandés par un des médecins les plus distingués de Genève: le propriétaire s'est empressé de répondre à son désir. L'eau qui doit servir à l'usage de ces bains est l'eau même du torrent, dont la température plus élevée, durant les fortes chaleurs de l'été, ne passe pas six degrés au-dessus de zéro, du thermomètre de Réaumur.

Les cabinets servant aux bains de vapeur subiront quelque changement: leur structure intérieure sera modifiée, pour la plus grande commodité des malades.

Quant aux succès obtenus par ce puissant moyen thérapeutique, comme je n'ai pu en parler dans la première édition de mon ouvrage, qu'il me soit permis d'en citer ici deux exemples remarquables.

le plus grand soin, en 1807, par MM. les Professeurs Pictet, Tingry, de La Rivière et Boissier. On a ce dernièrement vu découvrir à la source un nouveau gaz, dont les vertus médicinales ont été fort exaltées par un chimiste étranger. Je me abstiens de prononcer aujourd'hui sur une découverte qui ne me semble pas démontrée; au reste, l'existence de ce gaz, en la supposant constatée, ne doit apporter aucun changement dans l'administration de ces eaux.

(1) Il y a eu plus de six cents malades dans le courant de l'année qui vient de s'écouler (1824). En conséquence, le propriétaire a senti la nécessité d'agrandir ses logements et de construire une salle de réunion plus vaste que celle qui existe actuellement. Il se propose de faire incessamment des nouvelles constructions.

Mlle.... atteinte depuis trois ans d'une toux qui avait résisté aux divers traitemens ordonnés par les meilleurs praticiens de la Grande-Bretagne, est venue à Saint-Gervais d'après le conseil du docteur B. de Gruèze, qu'elle a consulté en dernier lieu. Elle était d'une grande maigreur, la toux presque continue, l'expectoration difficile, la peau sèche; la chaleur de la chambre à manger augmentait la difficulté de respirer et la toux; la malade éprouvait, en conséquence, une grande répugnance pour l'étoffe, elle craignait d'y suffoquer. Cette crainte est assez générale chez les personnes qui entrent pour la première fois dans la vapeur. Cependant, par l'organisation même de ces bains, avant à notre disposition la faculté d'augmenter ou de diminuer à volonté le volume de la vapeur et la température, le malade ne se trouva point mal de son premier essai; le second et le troisième furent suivis du plus heureux succès; la respiration se faisait plus librement dans la vapeur; une sueur abondante vint bientôt rendre la circulation plus facile; le poulx, ordinairement petit, serré, se développa; l'expectoration devint plus aisée; la malade put dès-lors manger à la table commune (il y avait à cette époque une réunion de quatre-vingts personnes, au moins). Elle allait après dîner se promener à une sur les hauteurs qui avoisinent les bains, et respirer un air vif et pur, enflammé par l'odeur des sapins en fleurs (1). Bref, la malade se trouva si bien du remède, qu'elle en vint à passer une demi-heure dans le bain, et à le prendre, presque sans interruption, pendant cinq semaines. Au bout de ce temps, elle avait repris de l'enthousiasme, et ses forces n'étaient point affaiblies. Elle passa quinze jours au village de Saint-Gervais: de là, elle est partie pour Mères, sensiblement mieux, à tous égards.

Un cas analogue s'est offert à notre observation, chez un jeune homme atteint de la toux, de douleurs de poitrine et de crachement de sang, à la suite d'une gale répercutée. Présentant l'aspect d'un phthisique la première année qu'il vint à Saint-Gervais, on l'a vu la saison dernière (c'est la troisième année de sa cure), plein de vie et de force, et méconnaissable par son embonpoint et sa gaieté.

J'ai vu quelques cas de guérison d'une autre maladie moins grave, mais dont l'opiniâtreté persistante fait le désespoir du malade et du médecin. Je veux parler des dartres; souvent innées, ou dépendant de l'organisation primitive de la peau, elles ne peuvent céder qu'à la persévérance qu'on apporte à suivre le remède le mieux indiqué et le plus propre à modifier, avec le temps, la sensibilité viciée de l'organe cutané. Mais je renvoie à la seconde édition de

(1) Le professeur Fodéré, dans son excellent ouvrage sur les Alpes maritimes, après avoir passé en revue les divers remèdes et climats conseillés aux phthisiques, pense que, de tous secours, celui qui est le plus recommandable (au moins pendant l'été) est celui d'une riante vallée des Alpes ombragée de sapins et de hêtres.

mon ouvrage sur les baies, les détails sur ces cures opérées par le bain de vapeurs, ainsi que d'autres guérisons non moins remarquables, d'abstractions viscérales et d'hypocondrie. Je dois simplement annoncer ici que ces nouveaux succès obtenus par l'eau en boisson et les douches, confirment chaque année ce que j'ai avancé sur l'efficacité incontestable de ces eaux, de l'exercice et de l'air amiant dans ces sortes d'affections.

LETTRE à MM. les Rédacteurs de la Bibliothèque Universelle,
sur un nouvel engrais pour les pommes de terre.

Il me semble, Messieurs, que tous les procédés nouveaux qui ont pour but de favoriser la culture de la pomme de terre, appartiennent de droit à la *Bibliothèque Universelle*, qui a si fort contribué, par la manière dont elle a fait ressortir les avantages de ce tubercule, à en répandre la culture en France, et à la faire adopter généralement dans notre canton. Permettez-moi donc d'insérer dans quelques détails sur l'usage de deux nouveaux engrais pour cette plante : engrais qui ne sont point coûteux, qui sont faciles à transporter, que possèdent, sans frais et sous leurs mains, tous les propriétaires, et qui équivalent à un fumier d'écurie, si même ils ne l'emportent pour l'abondance du produit, dans l'année du moins pendant laquelle on les emploie. Je veux parler de la poussière de foin, ou *fond de grange*, et principalement de la *batte de blé*, dont, jusqu'à ce jour, l'on n'a fait d'autre usage que de la mêler avec de la terre, pour en faire des composts : ce qui a conduit plusieurs agriculteurs à faire usage de ces substances comme engrais pour les pommes de terre. Une lettre de M. Bonnet, propriétaire cultivateur à Chexnes, canton de Genève, lue à la Classe d'Agriculture le 7 janvier 1804, a rendu compte de diverses expériences dans lesquelles il avait employé à cet usage de la poussière de foin, vulgairement dite *fond de grange*. M. Bonnet avait planté des pommes de terre à la bêche, et, après les avoir mises dans le terreux, il avait jeté dessus une poignée de cette poussière. Il assurait avoir fumé de cette manière, avec une quantité de fond de grange qui n'aurait pu procurer un tonneau de fumier, plus d'une *poise* de terre (quatre cents toises carrées), qui aurait exigé au moins neuf char d'engrais ordinaire pour la fumure des pommes de terre. Il avait recueilli une plus grande quantité de tubercules, où beaucoup moins de petits, et d'un meilleur goût que ceux produits par l'engrais ordinaire. Cette méthode, ajoutait-il, a l'avantage de lui servir pour les semences de l'automne l'engrais que l'on a économisé, et de procurer ainsi une récolte plus abondante qu'elle ne l'est ordinairement après les pommes de terre. Diverses observations furent opposées à cette expérience, et entre autres la crainte que cette poussière n'infectât le champ de mauvaises herbes, et probablement, ajoutait l'observateur, la batte de blé serait tout aussi utile, sans faire craindre le même inconvénient. Cependant l'importance extrême de multiplier les engrais trop rares dans notre canton, me détermina l'année dernière, ainsi que plusieurs proprié-

faïres, à faire usage de ces deux diverses substances, comme engrais pour la plantation de mes pommes de terre. C'est le résultat de ces divers essais que je crois utile de faire connaître.

(La suite à un autre Numéro).

CH A R A D E.

Mon premier appartient à la langue latine ;
Et chaque jour on entend mon dernière,
Qui dans la même langue est écrit tout entier,
Cela-bien sa propre origine.
Mon entier, souvent visité,
Est par le vrai talent fréquemment fréquenté.

Le mot de la dernière *Enigme* est *énigme*.

Marchés de Chambéry des 28, 30 juin et 2 juillet 1825.

Le Vaisseau.

L'hectolitre.

BLEN.		f.	c.		f.	c.
Froment,	Priz:	16	05	—	19	75
Seigle		11	17	—	14	60
Orges		9	62	—	12	26
Sorghum		10	63	—	13	88
Maïs		13	25	—	17	31
Avoine (1)		12	25	—	8	54
Pain : 1. ^{re} qualité, le kilogr.					0	34
Viande, idem, idem					0	60

(1) Rapport des 3 mois
en hectolitre:

Froment. 813
Seigle. 785
Avoine 1, 427

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles du sieur Claude Rochon, situés rière la commune des Marches, Mandement de Montmélian.

Le Tribunal de Judicature — mage de la province de Savoie — Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par décret dudit Tribunal, en date du seize octobre année dernière, dûment enregistré le même jour, par M. Baudé, receveur, le sieur Claude Droguet, propriétaire cultivateur, domicilié de la commune des Marches, a obtenu contre le sieur Claude Rochon, habitant rière ladite commune des Marches, la permission de lui faire faire l'ajonction prescrite par l'art. 94 de l'édit du 11 juillet 1821, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Blanchard, en date du vingt dudit mois d'octobre, que, suivant le prescrit de l'art. 99 du même édit, sur requête présentée par ledit Claude Droguet, le Tribunal lui a permis, par son décret du dix-sept janvier dernier, enregistré le dix huit même mois, de faire citer ledit Claude Rochon, ce qui a été fait par l'exploit de l'huissier Martin Mermet, en date du vingt-huit dudit mois de janvier, pour comparaître à l'audience du cinq février prochain échu : et à l'audience dudit jour, le Tribunal, sur les réquisitions de M. Bernard, substitut de M. Garod, procureur dudit Claude Rochon, a ordonné que M. Blanchard, procureur dudit Claude Droguet, serait au défendeur la communication des pièces requises, et a renvoyé les parties à paraître à son audience du douze dudit mois de février, et par ordonnance dudit jour, dûment enregistré le dix-sept même mois, sous le droit de cinq livres, signé Baudé, le Tribunal, M. l'Avocat-fiscal oui dans

ses conclusions, en donnant acte des offres, déclarations, acceptations et consentemens respectifs des parties, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il sera procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du dix-sept janvier dernier, et sur le manifeste qui sera dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal du cinq avril dernier, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exortier, pour faire la notification, en conformité du susdit édit du 16 juillet 1821. La susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du Tribunal, du dix-sept janvier dernier, de même que les susdites ordonnances des cinq et douze février proche échu, et enregistrées du tout ont été signifiées par exploit dudit huissier Exortier, à ses fins connues, en date du quatre mars dernier, audit Claude Ruchon en personne; et une copie authentique du tout signée par ledit M.^e Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate du certificat du cinq dudit mois de mars, mis au bas dudit exploit, ledit certificat, signé par M. Domequet, conservateur, qui a perçu 4 liv. 82 cent.

Manifeste a été dressé le huit mars échu, enregistré le neuf, et les publications, notification et insertion au Journal, prescrites par le susdit édit, ayant été faites, ledit Claude Ruchon, par sa requête présentée audit Tribunal, le vingt-six même mois, s'est pourvu en nullité dudit Manifeste, et, par ordonnance du vingt-neuf dudit, enregistrée le cinq avril dernier, sous le droit de trois livres, signé Baudé, rendue en contradictoire dudit Claude Droguet, le Tribunal, M. l'Avocat-fiscal oui, attendu que la contenance attribuée dans le Manifeste dont il s'agit au numéro deux mille cent septante et un de la mappe des Marches est très-inférieure à celle que comporte réellement le susdit numéro, d'après la mappe et le cadastre, et qu'en conséquence ledit manifeste se trouve irrégulier, sans s'arrêter audit manifeste, a ordonné que par le Greffier de céans, il sera procédé à nouveau manifeste des immeubles à subhaster, et a fixé, pour l'adjudication préparatoire, l'audience du six mai proche échu, à neuf heures du matin.

Ce manifeste a été dressé le cinq avril dernier, enregistré le même jour, sous le droit de trois livres, signé Baudé, et ledit jour six mai, le Tribunal, oui le rapport et les conclusions de M.^e l'Avocat-fiscal, les publications, notification et insertion au journal, ayant été régulièrement faites, a ordonné la lecture dudit manifeste et successivement l'ouverture des enchères, et ne s'étant point présenté d'enchérisseur, a adjugé provisoirement lesdits immeubles au sieur Claude Droguet poursuivant, pour la somme à prix par lui offerte, qui est de quinze cents livres, et a fixé l'adjudication définitive au dix juin courant, à neuf heures du matin, et après nouvelle publication et insertion au journal, le Tribunal

2, ledit jour dix juin courant, où de nouveau le rapport et les conclusions de M.^r l'Avocat-Fiscal, ordonné la lecture dudit manifeste et successivement l'ouverture des enchères pour l'adjudication définitive, et plusieurs bougies ayant été allumées l'une après l'extinction de l'autre, et lesdits nombres mis aux enchères sur le prix de l'adjudication préparatoire, pendant la durée de leurs feux, plusieurs mises ayant été faites, et M.^e Maxime Héritier ayant fait le dernier offre qui est de trois mille cinquante-cinq livres; deux autres bougies ayant aussi été allumées l'une après l'autre, et s'étant éteintes sans surenchères, le Tribunal, sur les réquisitions dudit M.^e Blanchard, procureur du poursuivant, a adjugé définitivement la totalité des immeubles désignés audit manifeste, audit M.^e Maxime Héritier pour la susdite somme de trois mille et cinquante-cinq livres neuves, en se conformant aux clauses, charges et conditions du susdit manifeste; sauf les cas et réserve prévus par l'article cent six du susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux. Ce jugement a été insiné au bureau du tabellion de cette ville, le quatorze dudit mois de juin, où il a été payé pour tout droit cent quatre livres septante centimes, à forme du reçu, signé par monsieur Laracine insinuateur.

Par Arte mis au greffe dudit Tribunal, le vingt-quatre même mois, le sieur Antoine à feu Georges Drée, cafetier, domicilié à Chambéry, a déclaré faire augmentation de la somme de cinq cent-dix livres neuves, montant du sixième du prix de l'adjudication faite audit M.^e Héritier des immeubles dont s'agit, en se soumettant ledit sieur Drée et s'engageant pour le surplus aux clauses, charges et conditions portées dans le manifeste qui a donné lieu à ladite vente. Cet acte a été enregistré le même jour, sous le droit de trois livres, signé Bandé, et par ordonnance du même jour dûment enregistrée, speculable Delabaye Juge-Mage Lieutenant dudit Tribunal, attendu l'offre faite par ledit sieur Drée par l'acte ci-devant énoncé, a fixé la nouvelle enchère à vendredi vingt-deux juillet prochain, à neuf heures du matin, à l'audience dudit Tribunal, deuxième section, et a ordonné que manifeste sera rédigé par le Greffier dudit Tribunal, et notifié par le premier huissier requis, conformément au prescrit des art. 106 et 107, et autres du susdit édit sur les hypothèques.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

N.^o 125, Champ dit au Clos, commune des Marches, de la contenance de quarante et une toises, de la taille cadastrale de deux sous, confiné des levant et nord par le champ de François Ruchon, du midi par un chemin.

N.^o 190, Champ au Carroz, de la contenance de deux cent quarante-trois toises, sept pieds, de la taille de onze sous, sept deniers, confiné au levant par le champ de Claude Perceval, du nord par celui d'Aimé Blat, du midi par celui de la vauve d'Urbain Perceval, et du couchant par un chemin.

N.^o 331, Champ à la Pracaterie, de la contenance de quatre

vingt-huit toises, six pieds, de la taille de quatre sous, sept deniers, confiné des midi et levant par la grande route de Grenoble, et du nord par un chemin public.

N.^o 1399, Pré à Champ-Long, de la contenance de deux cent quatre-vingt-huit toises, six pieds, de la taille de quatre sous, un denier, confiné au levant par Ruchon François, et au couchant par Ruchon Claude.

N.^o 1451, Pré en Pratia, de la contenance de deux cent treize toises, six pieds, de la taille de sept sous, quatre deniers, confiné au levant par la terre de Perrot Jean, et du couchant par celle d'Arnone Ventrer.

N.^o 2032, Tirange vers les Granges, de la contenance de dix toises, deux pieds, de la taille de huit deniers, confiné au levant par la cour des consorts Simon, du midi par la grande route de Grenoble, et des couchant et nord par la pièce de Maurice Perceval.

N.^o 2093, Champ en Braulty, de la contenance de cent cinquante-cinq toises, un pied, de la taille de onze sous, confiné par Jean-Baptiste Bul du levant, et Jacques Rely du couchant.

N.^o 2109, Champ adit, de la contenance de cent nonante-neuf toises, un pied, de la taille de douze sous, quatre deniers, confiné par François Rochon, nord et couchant, et par le champ de Maurice Perceval, du midi.

N.^o 2171, Vigue à Cresmont, de la contenance d'un journal, trois cent quatre-vingt-six toises, sept pieds, de la taille de quatre livres, seize sous, neuf deniers, confinée par la vigue des frères Tissot du levant, par un chemin du midi, et par la vigue des hoirs Vivrand du nord.

2247, Maison aux Marches, de la contenance de six toises, neuf pieds, sans taille, confiné au levant par la rue publique du Bourg, au midi par Maurice Clerc, au nord par les frères Cassel.

Numéros des communaux de la première division, quatre cent quarante-huit, quatre cent quarante-neuf et quatre cent cinquante, Vigues et Champs aux Abîmes, de la contenance de cent vingt toises chaque numéro, et en total trois cent soixante toises, confins du levant par la grande route des communaux, des midi et nord par les terres de Claude Collomb : ces biens sont assujettis à une taxe qui sert à payer les dépenses locales : elle est de quatre livres, cinquante centimes par journal.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Que les enchères excéderont la mise offerte par le pour-suivant, qui est de douze cents livres.

2.^o Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives.

3.^o Qu'il entrera en jouissance après l'adjudication définitive.

4.^o Qu'il payera le prix de son adjudication ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le Tribunal.

5.^o Qu'il restera chargé de payer seul et sans diminution du prix d'adjudication, tous les frais ordinaires de poursuite qui auront été faits dès l'ordonnance qui autorise la vente, et c'est le tout dans les huit jours qui suivront l'adjudication définitive, et entre les mains dudit M.^e Blanchard, procureur dudit Claude Droguet.

6.^o L'acquéreur sera tenu d'exécuter tout ce qui est prescrit en pareil cas par le susdit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux, notamment de faire transcrire à ces frais, au bureau des hypothèques, la privilage résultant de l'acte d'adjudication sur les biens vendus en faveur de la masse des créanciers, ainsi que du débiteur Claude Ruchon, de quoi l'acquéreur devra justifier dans la huitaine, et avant qu'il lui soit délivré expédition du verbal d'adjudication.

En exécution des ordonnances et décrets susénoncés et à la requête dudit Claude Droguet poursuivant ladite vente par sub-
stitution, ayant pour procureur M.^e Charles Blanchard ancien
procureur au Sénat, demeurant audit Chombéry, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, à l'audience dudit Tribunal, seconde section, rue Juvénis, maison d'Allinges le
vendredi vingt-deux juillet prochain, à neuf heures du matin
et les enchères seront ouvertes sur le prix de l'adjudication
définitive cumulé avec le sixième offert, arrivant ensemble à
trois mille cinq cent soixante-cinq livres neuves.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré
au journal de cette division, le tout en conformité et de la
manière prescrite par l'édit hypothécaire du seize juillet mil huit
cent vingt-deux.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent
royal requis de faire lesdites publications, affictions et notifi-
cations, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est
donné pouvoir.

Donné à Chombéry, sous le sceau du Tribunal, le vingt-cinq
join dix-huit cent vingt-cinq. Signé REVEL, subst. - greffier.

Enregistré à Chombéry, le 27 juin 1825, livr. 24, case 1250,
folio 145 verso. Perçu trois livres. Signé BAUDÉ.

MANIFESTE

Pour la vente des biens appartenans à dame Jacqueline Chiron
et Jacques Janbon mariés, négocians demeurans à Chombéry,
situés rière la commune de Jacob-Bellecombette et Chombéry.

Il sera procédé par-devant le S.^r Barrier à ce commis, à la
vente par enchères, des immeubles ci-après désignés, provenus
des mariés Janbon, à la diligence de M.^r Michellon, procureur
au sénat, et S.^r Bonnet Berthe, syndics établis à la masse des
créanciers, par délibération et concordat, qui ont eu lieu par-devant
le Seigneur Sénateur Juge du comitat, le vingt-huit mai passé,
portant autorisation et pouvoir de vendre communément, par
enchères publiques, sans formalités judiciaires, les immeubles
desdits mariés Janbon.

Les immeubles avec les objets mobiliers qui seront spécifiés

seront adjugés de la manière ci-après, au plus offrant et dernier enchérisseur, à l'extinction de deux bougies vierges, sous les clauses, charges et conditions énoncées au présent.

Les enchères seront faites devant le N^o Garnier, à Chambéry, dans son étude située rue neuve de la Visitation, savoir :

Le seize juillet de la courante année, les immeubles seront exposés à une seule et même enchère et adjugés définitivement à celui ou ceux qui auront été les plus offerts et derniers enchérisseurs, si, dans les quatorze jours qui suivront l'adjudication, il n'y a pas eu surenchère d'un sixième.

Désignation des immeubles à vendre.

Les immeubles à vendre sont divisés en deux lots.

Le premier lot se compose d'un domaine situé à Jacob-Bellecombelle, figuré sous les numéros 654, 655, 656, 657, 658 et 659, de la mappe dudit lieu, de la contenance de six journaux, 195 toises, un pied, ainsi qu'il en résulte de la mensuration faite par le géomètre Guigardet, dans son verbal du six mars mil huit cent vingt-cinq. Il est confiné au levant par le ruisseau de Salin, au midi par un chemin vicinal, au couchant par les champs et toppers du sieur Claude Pointet et la vigne des hospices de Chambéry, au nord par la vigne des hospices et un chemin communal.

Et le numéro 653 confiné au levant par le ruisseau de Salin, au midi par un chemin communal, au couchant par ledit chemin communal et au nord par le champ du S^r Gardien.

Ce domaine, de la contenance ci-dessus indiquée, est en très-bon état de culture et se compose en totalité, savoir, une maison de maître couverte en ardoises, composée de deux pièces surtout sur un jardin en terrasse planté d'arbres et en ceps et d'une annexe au-dessus, de deux pièces au-dessous, dans l'une desquelles se trouve un pressoir à deux vis tout neuf et une cave qui seront compris dans la vente; et l'autre est une excellente cave voûtée en partie dans le roc, sur le derrière et attenant à la maison de maître, se trouve un moulin blanc bâtard en bon état et une écurie.

Une maison rustique couverte en chaumes, composée de deux pièces au premier, servant à loger les fermiers, et d'une au-dessus et dans le rez-de-chaussée un moulin brun et un cellier, et sur le derrière de ce bâtiment et sous un hangar se trouve un bétail, le tout en très-bon état.

Ce domaine est parvenu aux mariés Jamkon, par verbal d'adjudication définitive du neuf mars mil huit cent huit et par contrat du neuf avril, mil huit cent dix-sept, Richard notaire.

Il offre par les artificiers dont on a fait mention, un revenu positif, et par la proximité en la ville, tous les agréments qu'on peut espérer d'une propriété de ce genre.

La mise à prix est de sept mille francs.

Le second lot se compose d'un immeuble situé rue de la Trésorerie de cette ville, inscrit partie sous numéro 102 de la mappe de la ville et sous le numéro 235 des inscriptions appa-

renles; il se compose d'un vaste magasin plafonné, d'un arrière-magasin et d'un cellier. Il se confine au levant par Bouvel François, au midi par M.^r Pertin, au couchant par Bernard, et au nord par la rue publique.

La mise à prix de ce lot est de trois mille cinq cents francs.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

Les adjudicataires ne seront définitivement propriétaires incommutables qu'autant que, dans les quinze jours après l'adjudication définitive, il n'y aura pas eu surenchère d'un sixième accordé par la loi; et, en cas de surenchère d'un sixième, il y aura une seule et même enchère annoncée par une simple affiche, aux jours, lieux et heures qui seront indiqués.

Les adjudicataires seront subrogés aux lieu, droit et place des propriétaires résultant des actes de propriété qui leur seront remis.

Ils seront tenus de faire le paiement de leurs acquisitions avec l'intérêt au taux légal de la date des adjudications aux créanciers privilégiés et les plus antérieurs en rang d'hypothèques, d'après l'état d'inscription, suivant l'ordre qui en sera fait à l'amiable ou judiciairement, savoir: la moitié dans quinze jours de la clôture de l'ordre, et le surplus dans le terme de trois mois, dès la même date.

Les adjudicataires entrèrent en jouissance et possession des immeubles vendus, dès le jour de leur adjudication; ils percevront les censés et les fruits de la même manière que le faisaient les mariés Jambon, les prévenant que les moulins sont accensés pour neuf ans, la somme de deux cent seize livres, outre la mouture de tous les blés nécessaires à la consommation des mariés Jambon, et que la récolte pendante par racine est à moitié fruit, ainsi que par bail du deux janvier mil huit cent dix-neuf. Néanmoins l'adjudicataire du domaine de Bellecombette ne jouira de la cence des biens vendus, que de la portion qui pourra lui revenir à rate du temps dès la date de son adjudication, objet qu'il pourra régler avec les Syndics à la masse.

L'adjudicataire ou les adjudicataires prendront les choses dans l'état où elles se trouveront lors de l'adjudication, sans aucune réclamation, sauf son recours contre le fermier pour cause de dégradation, pour raison de quoi toutes actions sont écartées.

L'adjudicataire ou les adjudicataires payeront le jour même de leur adjudication et sans diminution du prix, tous les frais faits pour parvenir à la vente dont l'état sera présenté lors des enchères, paraphé par le N.^r commis, et dont le montant sera mentionné dans le procès-verbal.

Les frais des procès-verbaux d'enchères, les droits d'insinuation, l'émolument dû au notaire, ainsi qu'une expédition des procès-verbaux d'enchères et de vente seront aussi à la charge de l'adjudicataire sans diminution de prix.

L'adjudicataire ou les adjudicataires auront droit à toutes servitudes actives et passives, et supporteront toutes les passives si aucunes existent, sans recours ni garantie par ce regard.

Ils ne pourront se refuser à payer le prix de leur adjudication.

de la manière ci-devant expliquée, sous aucun prétexte quelconque. L'adjudicataire qui déclarera avoir mis pour lui ou son ami à être, restera principal obligé comme acquéreur direct, si la personne en faveur de laquelle il fera la déclaration, n'est pas reconnue solvable et agréée par MM. les syndics.

Ne seront admises aux enchères que les personnes connues d'une solvabilité notoire ou qui en feront constater par un certificat en due forme.

L'adjudicataire ou les adjudicataires seront tenus, dans le mois qui suivra l'adjudication, de la faire transcrire au bureau des hypothèques, à l'effet de rendre public le privilège pour prix non payé et de faire faire aussi les mutations sur le cadastre et se charger des impositions qui y sont affectées.

Toutes les clauses, charges et conditions relatives à l'adjudication sont de rigueur et non comminatoires, et en cas d'inobservation ou contravention, il sera facultatif de faire procéder à la vente à la salle-enchère de l'adjudicataire qui ne s'y sera pas conformé.

En cas de vente à la salle-enchère, les frais faits, ainsi que la différence du prix, seront à la charge de l'adjudicataire, sans qu'il puisse avoir aucune action, ni aucune réclamation pour une augmentation, si toutefois elle a eu lieu : il perdra aussi toutes les réparations qu'il aurait pu faire faire sans répétition.

Les mariés Jambon, en vertu du concordat, paraîtront et signeront l'acte de vente pour plus de sûreté des acquéreurs.

Pour dispenser l'adjudicataire de remplir la formalité de l'article 72 du code hypothécaire, à l'effet de purger le susdit domaine, de toutes les charges et hypothèques et les transporter sur le prix, le présent manifeste sera non-seulement imprimé, publié, affiché et inséré au journal de Savoie, mais aussi à tous les créanciers inscrits aux domiciles par eux élus dans leurs bordereaux d'inscription, ensuite de la permission de M. le Juge du tribunal, par l'huissier qui sera à cet effet par lui désigné, pour que la vente ait à leur égard le même effet qu'une vente judiciaire de purger le domaine de toutes les hypothèques et privilèges inscrits et les transporter sur le prix, lequel, en cas d'insuffisance, sera distribué aux créanciers, qui seront les premiers en ordre de recevoir.

Tous les titres énoncés ci-devant sont déposés entre les mains de M. Michellon procureur au Sénat, qui les communiquera à tous ceux qui voudront en prendre connaissance sans déplacement.

Il fournira également tous les renseignements qu'on pourroit demander.

Au Seigneur Sénateur, Préfet de la Judicature - Mage de la province de Savoie-Propre.

Supplient humblement sieurs Louis-Maurice Michellon procureur au Sénat, et Honoré Berlic négociant, domiciliés à Chambéry, agissant en qualité de syndics à la faillite de Jacques Jambon et Jacqueline Chiron mariés, négocians en cette ville.

Ils ont l'honneur d'exposer que déjà deux fois ils ont mis en

vente par enchères, le domaine desdits mariés Jambon, situé dans la commune de Jacob - Bellecombette, soit parce que la mise à prix en avait été portée à une somme trop élevée, soit parce que les personnes qui se proposeraient d'acquiescer ce domaine, s'effrayent, ainsi qu'ils en ont eu notice, de la condition imposée à l'adjudicataire de remplir les formalités de l'article 71 du code hypothécaire, pour le purger des privilèges et hypothèques et les transporter sur le prix, bien que cette formalité soit assez simple et peu dispendieuse.

Pour arriver au même résultat relativement aux hypothèques et privilèges inscrits, à l'effet, après la vente, de pouvoir distribuer le prix aux créanciers qui seront en ordre de recevoir, et pour pouvoir enfin opérer cette vente, les supplians se sont déterminés non-seulement à baisser la mise à prix, mais à faire notifier le manifeste à tous les créanciers inscrits, pour que la vente ait à leur égard le même effet qu'une vente judiciaire, à cet effet ils recourent

À ce qu'il vous plaise, Monsieur, leur permettre de faire notifier aux ci-après dénommés créanciers inscrits sur lesdits mariés Jambon, aux domiciles par eux élus dans leur bordereau d'inscription; savoir :

À spectacle Antoine Dupuy, avoué, demeurant à Paris, domicile par lui élu à Chambéry, en la personne et demeure du sieur Marc Dupuy négociant;

À Cassien Droguet Journier, domicilié à Chambéry, au faubourg Maché, domicile élu en sa personne et demeure audit lieu;

À M.^r le Comte et Général Benoit de Boigne, domicilié à Chambéry, domicile élu audit lieu, en l'étude du notaire Morand;

À Joseph Jambon et Claudine Renaud, mariés, domiciliés à Chambéry, domicile élu audit lieu, en leur personne et demeure;

À Jean-Louis Dusy, propriétaire meunier, domicilié à Jacob - Bellecombette, domicile élu audit lieu en sa personne et demeure;

Un exemplaire imprimé du manifeste, pour la vente du susdit domaine des mariés Jambon, aux fins qu'ils aient pleine connaissance des jour, lieu et heure auxquels s'ouvriront les enchères pour la vente dudit domaine, à l'effet de s'y trouver, si bon leur semble, et y faire trouver des enchérisseurs, pour que ladite vente ait à leur égard le même effet qu'une vente judiciaire, et désigner un huissier pour faire cette notification, et pourvoir.

J. BAILLE, MICHELON. p.^r

Est accordée la permission requise, à quelles fins rat comme l'huissier Ecclésiastique pour la notification, Chambéry, le 26 mai 1825. GAYET. VAILLET. acc.

Enregistré à Chambéry, le 26 mai 1825, vol. 24, case 255, l. 27, centime pour deux livres. BAUDE.

Imprimeur de F. B. PLATIER.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 15 Juillet.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 14 juillet. Nous recevons de Moûtiers les détails qui suivent sur l'ouverture de l'Ecole Royale des Mines, qui a eu lieu, comme nous l'avons annoncé, le 1.ºr juillet courant.

INSTALLATION de l'Ecole théorique et pratique des Mines de Moûtiers.

Vendredi, 1.ºr juillet, a eu lieu à Moûtiers l'ouverture de l'Ecole Royale des Mines, créée par Patentes de S. M., en date du 10 octobre 1822. Tous les habitants de la ville se sont empressés de concourir à la solennité de cette fête, qui comble leurs vœux, et de témoigner par là à notre auguste Souverain la profonde reconnaissance dont ils sont pénétrés pour ce nouveau bienfait.

La cérémonie a commencé à neuf heures par une grand'messe en musique, précédée de l'Eni Creator, à laquelle ont assisté, avec les Membres de l'Ecole des Mines, les Autorités militaires et civiles, le Corps de Ville, les fonctionnaires des diverses Administrations, le Corps des Pompiers et celui de la Musique.

Après la messe, tout le cortège s'est rendu à l'Ecole. M. Gloria, Intendant de la province, a pris la parole pour remercier le Gouvernement, au nom de ses administrés, de la faveur que la Savoie reçoit par cette nouvelle installation. M. Despine, faisant les fonctions de Directeur, a ensuite présenté l'histoire des Mines qui se trouvent dans les Etats de S. M.; il a fait connaître les époques et les circonstances de leur exploitation, les encouragemens prodigués par nos Souverains, principalement sous le glorieux règne de Charles-Emmanuel III, qui organisa un Corps des Mines où se rendirent célèbres M. le Comte Nicolas de Robinant et M. le chevalier Nopione, à l'installation de l'Ecole de Moûtiers sous le Gouvernement précédent, et son établissement actuel; enfin il a exposé brièvement les avantages que présente la nouvelle Ecole, et rappelé aux élèves des Mines les obligations qu'ils contractent envers le socle dans leur nouvelle carrière.

Il a fait ensuite la lecture du Règlement de l'Ecole, approuvé par S. M.

de 24 Vénit 1854. Après quoi, M. l'abbé Botton a terminé la séance en donnant la distribution de son Cours de Minéralogie et de Géologie, dont les leçons se feront tous les jours, à dix heures du matin, excepté les Fêtes et les Dimanches.

MM. les Syndics ■ Membres du Conseil de Ville, au nom de tous les habitants, ont voulu, d'une manière particulière, témoigner à MM. les Elèves des Mines et à leurs Chefs, le plaisir qu'ils avaient de les posséder au milieu d'eux. Aussi le Dimanche suivant, 3 juillet, un magnifique banquet de 60 couverts les a réunis avec les Autorités et les Fonctionnaires de la ville et de la province. La plus franche gaîté a présidé ■ repas; elle a été d'autant plus vive que M. Schreiber, Inspecteur général des Mines de France et Directeur de l'ancienne Ecole des Mines, arrivé ■ veille, a bien voulu se joindre au nombre des convives. On y a porté successivement des toasts à S. M., à S. Exc. le Ministre des affaires internes, à S. Exc. ■ Gouverneur de la Savoie, à S. Exc. ■ Premier Président du Sénat, à M. l'Intendant général de l'intérieur et au Corps des Mines, enfin aux Autorités et Fonctionnaires du pays. Des couplets composés par M. l'avocat Raymond et M. Darbône, banquier des soies, à l'occasion de cette fête, ont été vivement applaudis.

Le soir, il y a eu un bal qui s'est prolongé jusqu'au lendemain matin. Depuis long-temps, la ville de Montiers n'en avait vu d'aussi brillant.

Distribution des Médailles d'argent, en 1825. en exécution du Mandat fait de S. Exc. le Grand Ecuier de S. M., du 23 janvier 1821, en l'assistance des Autorités locales. (Fin; voyez le N.^o 26 de ce Journal.)

A BUXILLY (16 juin 1825), 5 Médailles.

Membres de la Commission.

- MM. De Comy, ancien Garde-du Corps de S. M.
Desaulx, notaire royal.
Ringet, médecin vétérinaire.
Briguelet, garde-écuyer royal.
Bollier, officier de cavalerie, commandant le dépôt royal d'éclairement.

Propriétaires des juments.

- MM. Lamard Jean, agriculteur à St. Félix.
Viollat Jean-Baptiste, id. à Nonglard.
Maniglier, curé à Dringy.
De Comy, capitaine de cavalerie française, en retraite, de Buxilly.
Coddet Louis, agriculteur à Monthoux.

A CHAMBERT (18 juin 1825), 3 Médailles.

Membres de la Commission.

- MM. Vallat; propriétaire.
Chassera, id.

- MM. Castelan, fils, artiste vétérinaire.
 Castelan, père, garde-étalon royal.
 Rollier audit.

Propriétaires des juments.

- MM. Le Chevalier de Coma du Tremblay, à Chambéry;
 Biondet Antoine, agriculteur, aux Echelles.
 Farrouillet Claude, propriétaire, à Chambéry.

A L'HÔPITAL (20 juin 1825), 3 Médailles.

Membres de la Commission.

- MM. Falloel, propriétaire.
 Blanod, Avocat - Fiscal.
 Reydet, garde-étalon royal.
 Pestonet, vétérinaire.
 Rollier audit.

Propriétaires des juments.

- MM. Cornetti Ferdinand, propriétaire à Chevron.
 Petrier Claude, id. à Villard de Beauffort.
 Eschard dit Savoyen, id. à Chevron.

A TMBREX (16 22 juin 1825), 2 Médailles.

Membres de la Commission.

- MM. Gai, ancien garde-du-corps de S. M.
 Angelus, percepteur.
 Glaris, médecin vétérinaire.
 Bluchet, garde-étalon royal.

Propriétaires des juments.

- MM. Veyrat Paul, agriculteur, à Manigod.
 Lathuile, notaire royal.

AU GRAND-BONNARD (16 23 juin 1825), 2 Médailles.

Membres de la Commission.

- MM. Perillet Jean-François, agriculteur.
 Souvrat Antoine.
 Angelus, maréchal-ferrant.
 Mital, garde-étalon.
 Rollier audit.

Propriétaires des juments.

- MM. Perrissin François, agriculteur au Grand-Bonnard.
 Bouchez dit Cadet, id. au Villard sur Tignes.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 10 juillet : *MANIFESTE de la Chambre Royale des Comptes* (du 17 janvier 1825), portant notification de l'augmentation des droits d'entrée sur les bles et les huissons, de la diminution d'un tiers sur les denrées lorsqu'elles sont importées par des navires de pavillon national, et d'autres dispositions y relatives.

P I È M O N T.

Turin, 7 juillet. Après une absence de trois mois, nous avons eu hier le bonheur de voir nos augustes Souverains de retour de Gènes en parfaite santé. Le matin, S. A. S. la Prince de Savoie-Carignan et la Princesse Royale son épouse, étaient arrivés de Ronconio en cette Capitale, avec S. A. I. et R. l'Archiduchesse de Toscane.

— L'E. M. M. Sicilienne, partie de Gènes le 29 juin dernier, se sont arrêtées à Kecco, où S. M. la Reine veuve Marie-Thérèse leur avait fait préparer une collation, et où les augustes personnages ont eu le plaisir de se témoigner de nouveaux leurs sentimens et leur affection réciproque.

— Le célèbre astronome Louis Pons, si connu par ses observations des comètes, a été invité par S. A. I. le Grand-Duc de Toscane Léopold II, à prendre la direction de l'Observatoire de Florence.

— Les lettres de Constantinople, du 5 juin, annoncent l'arrivée de M. le marquis Gropello, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. près le Sublime Porte, qui a été reçu de la manière la plus amicale et la plus distinguée.

— L'Académie Royale des sciences de Turin vient de faire une grande perte en la personne de son Secrétaire Perpétuel, M. l'Abbé Vassalli-Farini, Professeur émérite de Physique à l'Université, Directeur de l'Observatoire Royal et de Musée d'histoire naturelle, l'un des quarante de la Société Italienne, Correspondant de l'Institut de France et de toutes les sociétés savantes de l'Europe. M. Vassalli était un homme très-distingué : la Physique, et en particulier l'électricité et la météorologie lui ont beaucoup de ses travaux et longs travaux. Il est mort dans la nuit du 4 au 5 de ce mois, après une longue maladie, à l'âge de 64 ans, muni de tous les secours de la Religion.

Cours de Inscriptions sur le Registre général de la Dette Publique
à dater du 1.^{er} avril. 1825.

Du 2 au 5 juillet 1825: 103 liv., 50 c. Du 7 au 9 juillet: 103 liv., 75 c., valeur courante pour chaque liv., valeur du tarif.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

A L L E M A G N E.

Il paraît certain que le vieux Naverin est tombé au pouvoir d'Ibrahim Pacha, mais on ignore encore le sort du Nouveau Naverin. On prétend qu'à l'aspect des dangers qui menacent la Morée, le gouvernement grec

a publié une amnistie en faveur de ses adversaires et confié le commandement général des troupes grecques à Colocotroni, dont le parti, dit-on, a triomphé. Les nouvelles de Zante disent qu'il se disposait à marcher contre Ibrahim-Pacha.

— Des nouvelles de Trieste, du 25 juin, rapportent qu'un bâtiment venant de Salonique a été témoin, près d'Andro, le 31 mai, d'une attaque entre les escadres ottomane et grecque. Le premier de 40 voiles, et l'autre de 32, compris 8 brûlots; que les Grecs ont brûlé au Capitan-Pacha une frigate, pris six bâtiments de transport et dispersé les autres.

— L'Empereur Alexandre a ordonné que son ambassadeur près le Saint-Siège distribuerait, chaque année, cinq mille roubles aux plus distingués d'entre les jeunes artistes russes étudiant à Rome.

ANGLETERRE.

Un journal de Baltimore, du 25 mai, annonce des troubles qui avaient eu lieu dans le Chili. Le congrès délibérait sur la question de se dissoudre et de nommer un dictateur.

— Des lettres de Paris disent qu'il est probable que S. A. R. M. le Dauphin fera dans peu un voyage en Angleterre.

— Les nouvelles de New-York, du 2 juin, parlent d'un grand danger que le général Lafayette a couru sur l'Ohio, en se rendant à Louisville, sur un bateau à vapeur qui a donné sur un écueil.

— M. Brougham ayant manifesté des craintes au sujet de l'armée française d'occupation en Espagne, M. Cancling a répondu qu'en suite des explications données par le gouvernement français, il était personnellement sans crainte et sans aucune défiance à cet égard.

FRANCE.

Paris, 5 juillet. M. le comte Coria a quitté Fiesmes, pour se rendre dans l'une de ses terres, près Compiègne.

— Sidi-Alamouth, envoyé du Bey de Tunis, a reçu du Roi son audience de congé.

— Le Roi d'Espagne et la famille royale ont quitté Aranjuez, et ont fait leur entrée à Madrid le 22 juin, aux acclamations de joie de tous les habitants de la capitale.

7 Juillet. S. M. a fait présent au Nance de S. S. d'une médaille d'or d'un volume extraordinaire, du poids de seize onces, représentant la crosse monie du sacre, en témoignage de sa satisfaction sur la manière distinguée dont ce prélat rempli sa mission.

— La statue de Bertrand Bagueartin a été inaugurée le 29 juin, sur la promenade du Thabor, à Rennes.

— Branzon et Arbois se disputaient l'honneur de posséder le monument qui doit être érigé à la mémoire de Pichegru. Le Roi a décidé que la statue du général serait placée à Branzon.

— La ville de Boulogne a donné une fête au duc de Northumberland,

à son passage ; S. Exc. s'est fait inscrire pour elle et sa famille , au nombre des souscripteurs en faveur de l'établissement des bains.

Actions de la banque de France : 2197 fr., 50 c.

Cinq pour cent consolidés : 112 fr., 92 c. ; 103 fr., 70 c.

Trois pour cent, j. de juin : 76 fr. ; 75 fr., 85 c. ; 76 fr., 52.

ITALIE.

S. M. l'Empereur d'Autriche a fait témoignage à la ville de Milan toute sa satisfaction de la manière dont Elle a été accueillie dans sa capitale du Royaume Lombard-Vénitien , et des preuves multipliées d'attachement qu'Elle y a reçues de ses sujets pendant son séjour dans cette ville.

VARIÉTÉS.

DES PRINCIPAUX SYSTÈMES de Notation musicale, usités ou proposés chez divers peuples tant anciens que modernes, ou Examen de cette question : « l'écriture musicale généralement usitée en Europe est-elle vicieuse au point qu'une réforme complète soit devenue indispensable ? »

Par M. G.-M. R.***, de l'Académie Royale des Sciences de Turin, de la Société Royale des Sciences de Goettingue, de l'Académie des Philharmoniques de Bologne, etc. etc., Secrétaire Perpétuel de la Société Académique de Savoie.

A Turin, de l'Imprimerie Royale, 1824. In-4.^o de 162 pages, avec une Plancher.

Cette Dissertation, insérée dans le Tome XXX des Mémoires de l'Académie Royale des Sciences de Turin, qui l'a honorée de son suffrage, est un traité à peu près complet de l'écriture musicale envisagée, avant tout, par rapport au principal objet qu'elle doit remplir, celui de favoriser la rapidité de l'exécution, sans omettre toutefois les moyens convenables de simplification propres à faciliter au besoin l'écriture, la publication et la communication des productions musicales.

Pour traiter sous son véritable point de vue et avec les développemens nécessaires, la question qu'il s'était proposée, l'auteur a jugé convenable d'examiner les Systèmes de Notation usités chez les anciens, les Methodes introduites en Europe et successi-

vement modifiées jusqu'aux formes actuelles, les pratiques en usage chez les peuples de l'Orient, et enfin les principaux Systèmes proposés en remplacement de la Méthode généralement adoptée parmi nous, et dont la plupart étaient peu connus. Le rapprochement des divers procédés mis en œuvre était le moyen de fournir des notions plus étendues sur l'esprit d'une langue musicale, sur la manière plus ou moins satisfaisante dont tels ou tels Signes peuvent remplir à cet égard leur destination, et de donner aux discussions une plus grande clarté, en les appuyant sur des exemples. D'ailleurs, l'auteur a pensé qu'il pouvait résulter de tout cela quelques détails susceptibles d'intéresser les amis de l'art.

Outre les nombreux ouvrages qu'il s'agissait de consulter, l'auteur a dû à l'obligeance de quelques savans distingués, la communication de plusieurs matériaux précieux. Il a eu à sa disposition un *Papadiko* manuscrit, c'est-à-dire, l'un de ces Rituels ou livres de chant à l'usage des Moines grecs, en tête desquels sont exposés les Signes et les règles du chant des Grecs modernes. Il s'est procuré des renseignemens puisés dans diverses bibliothèques, il a visité les restes de quelques bibliothèques d'anciens Couvens; il a feuilleté plusieurs centaines de manuscrits, d'où il a retiré des fragmens remarquables de Notations du moyen âge. Au moyen de ces divers secours, il a formé une collection suivie de fragmens notés, tant en originaux qu'en copies exactes, d'exemples de Notation depuis le neuvième siècle jusqu'au dix-septième inclusivement.

Il retrace d'abord avec rapidité la méthode de Notation des anciens Grecs, et ensuite celle des Romains, qui, par une transition directe, conduit au Système moderne des Européens, dont l'auteur suit les principales modifications et innovations, depuis St. Ambroise jusqu'à nos jours. De là il passe à la Musique des divers peuples de l'Orient, tels que les Grecs modernes, les Arméniens, les Arabes, les Persans, les Chinois, les Ethiopiens, etc. Il a emprunté les principaux détails touchant la musique des Orientaux, des beaux Mémoires qui font partie de la grande col-

lection des travaux de la Commission des sciences et arts d'Égypte. Telles sont les matières traitées dans le premier Chapitre.

Le deuxième Chapitre est consacré à l'analyse des principales Méthodes qui ont été proposées pour remplacer le Système généralement usité en Europe. L'auteur passe en revue les Méthodes de quelques Musiciens du seizième et du dix-septième siècles, et successivement celles du P. Souhaitty, de Brossard, de Lancelotti, de Sauveur, de l'Abbé de Moix de la Salle, de Boisselot, de J. J. Rousseau, de M. de l'Aulnaye, de M. Patterson, de l'Abbé Feytaud, de MM. de la Salette, Riebesthal et Bertini.

Dans le Chapitre troisième, l'auteur procède à l'examen critique de chacun des Systèmes exposés dans le Chapitre précédent. Il n'a rien négligé, en particulier, pour discuter solidement celui de J. J. Rousseau, qui lui a paru mériter un examen approfondi, soit parce que ce système, soutenu par le rare talent de son auteur, est celui qui a fait le plus de sensation, soit parce qu'il est en effet l'un des mieux raisonnés et des plus judicieux, soit enfin parce qu'il fournissait l'occasion naturelle d'apprécier les points essentiels de la plupart des autres réformes proposées.

Dans le même Chapitre, l'auteur examine les vues de divers écrivains touchant la réforme de la nomenclature des degrés de l'Échelle soit diatonique, soit chromatique, et sur l'emploi des Clefs.

Enfin l'auteur expose, dans le quatrième Chapitre, quelques observations générales sur les Systèmes de Notation musicale considérés dans leur fin, sur le véritable objet de ce genre d'écriture, sur les principes d'après lesquels il faut le juger, sur l'esprit d'esprit philosophique dont il est susceptible; et le Chapitre est terminé par deux conclusions positives qui paraissent être le résultat naturel des faits et des considérations exposées dans le cours de l'Ouvrage.

Dans ce Chapitre, l'auteur reportant un coup-d'œil général sur les divers Systèmes de Notation usités ou proposés, les ramène tous à deux classes principales. « On a pu voir, dit-il, par la nature » des nombreux Systèmes imaginés pour écrire les sons, qu'il y

« a d'abord deux moyens généraux d'exprimer les degrés du Diagramme, dans leur succession du grave à l'aigu. L'un consiste à affecter à chaque son pris dans une circonstance donnée, un Caractère propre qui le désigne individuellement et exclusivement, et qui tende à le faire reconnaître par sa seule figure, indépendamment de toute position oculaire qui aurait pour but de marquer sa place du grave à l'aigu dans l'étendue du Diagramme. L'autre moyen est celui qui a recours à cette position locale, pour montrer, en quelque manière, aux yeux, les degrés successifs de l'Échelle, et, si l'on veut, le progrès des touches d'un Instrument, dont la marche ascendante ou descendante est une sorte de peinture de la succession des sons du grave à l'aigu, et réciproquement. »

Ainsi l'on se trouve conduit à cette question simple : lequel vaut mieux, pour la pratique, de distinguer les sons par la nature des Signes, ou par leur position ? L'auteur compare de nouveau les deux moyens, tant sous le rapport de la représentation des sons que sous celui de leur durée, c'est-à-dire, quant à la partie physique et à la partie métrique de l'exécution ; rapprochement qui achève de mettre dans tout leur jour les inconvénients des Systèmes proposés par les réformateurs. L'auteur fait voir que chaque novateur, dans la vue de faire disparaître telle ou telle difficulté (qui tient à la nature de la chose et non à celle des Signes), introduit de nouvelles difficultés ou plus graves ou plus nombreuses.

Une erreur qui leur est commune à tous, est de vouloir substituer un acte de la réflexion à la prompte impression du coup-d'œil, une opération intellectuelle à une simple perception, et cela dans un système de Signes dont l'intelligence doit, avant tout, se prêter à la plus grande rapidité possible dans la lecture. Rousseau demande sérieusement si les yeux doivent être ménagés aux dépens de l'esprit, comme si cela pouvait être mis en question au sujet d'une pratique où, avant tout, il faut en effet parler aux yeux.

« On prétend, dit l'auteur de la Dissertation, que la Musique, comme tout autre Art, réclame une langue philosophique. En-

« tendons-nous d'abord sur le sens de cette expression. Si l'on
 « regarde comme plus philosophique qu'une autre, une langue
 « dont le génie s'appuie principalement sur des abstractions et
 « qui introduit le plus de métaphysique dans ses expressions, j'en
 « crois qu'on se trompe beaucoup, si l'on applique ces idées à un
 « Art pratique dont il s'agit par-dessus tout de favoriser l'exercice
 « et qui a besoin d'une langue facile et populaire. La meilleure
 « philosophie, à mon gré, consiste dans le choix des moyens qui
 « vont le plus directement au but; et moins il y aura de subtilités
 « intellectuelles dans l'écriture musicale, plus j'y trouverai de vérité
 « dans la philosophie. »

L'auteur conclut donc en faveur de la Méthode usinée, dont la bonté lui paraît assez bien prouvée par tant d'efforts inutiles pour lui substituer quelque chose de mieux. Il rappelle que la plupart des défauts signalés par les inventeurs ne sont pas des défauts; qu'il y a justesse et analogie dans le principe fondamental de la pratique reçue et dans les Signes qu'elle emploie; que proposer sérieusement de renoncer, pour l'exécution de la musique et pour l'usage des Orchestres, au Système actuel de Notation, pour le remplacer par les inventions prétendues philosophiques discutées dans cette Dissertation, ce serait vouloir ramener cette partie de l'Art à son enfance.

Toutefois l'auteur considère, d'un autre côté, l'utilité qu'il y aurait à posséder une écriture musicale abrégée, facile à exécuter avec les caractères ordinaires de la Typographie et tenant peu de place, non plus pour l'exécution, mais pour les ouvrages de théorie musicale, pour la commodité des Compositeurs et des amateurs, lorsqu'ils se trouvent privés de papier réglé, pour les communications par voie de correspondance, pour les feuilles périodiques, etc. Après avoir examiné les conditions à remplir et les moyens les plus propres à y satisfaire, l'auteur se prononce en faveur de la sténographie musicale proposée par M. de la Soutte (1), sauf quelques légères modifications qu'il propose de faire à cette méthode.

(1) *Sténographie Musicale, ou Méthode abrégée d'écrire la Musique, à l'usage des Compositeurs et des Imprimeurs*; Paris, Goujaud, 1805; grand in-8°, de 63 pages.

Fortement pénétré des avantages d'une méthode de ce genre, si elle devenait familière et généralement répandue, l'auteur fait des vœux pour voir cesser l'indifférence que le public a montrée jusqu'ici à cet égard, et invite les amis de l'Art à réunir leurs efforts pour mettre en usage une innovation dont l'utilité ne peut être contestée.

LETTRE à MM. les Rédacteurs de la Bibliothèque Universelle,
sur un nouvel engrais pour les pommes de terre. (Suite.)

Le 29 avril 1824 je fis tracer six sillons dans une terre nouvelle, argileuse, facile à égoutter, et labourée à la pelle à quatorze pouces. Deux sillons furent plantés au creux et à la bêche avec du très-bon fumier; deux autres reçurent une poignée de poussière de foin sur chaque tubercule; dans les deux autres il fut planté des pommes de terre sans aucune espèce d'engrais.

Les pommes de terre ensauvées avaient été mesurées et pesées avec exactitude.

Ces six sillons ont été cultivés, sarclés, et buttés le même jour. Dès les premiers momens de la végétation extérieure, les deux sillons avec la poussière de foin, eurent une apparence au moins égale, si ce n'est supérieure, à celle des deux sillons avec fumier, et un avantage bien marqué sur les deux sillons sans fumier.

Je dois dire qu'avant la culture, il avait poussé assez d'herbes sur les sillons plantés avec poussière de foin, mais elles furent complètement détruites par le sarclage et le buttage. Il n'en est pas moins vrai que les craintes manifestées à cet égard se réalisaient, si les pommes de terre n'étaient pas cultivées avec soin; sous ce point de vue, l'on pourrait peut-être envisager encore cette circonstance comme un avantage de cet engrais, parce qu'elle impose l'obligation indispensable d'une culture soignée et répétée.

L'extraction des pommes de terre de ces six sillons a eu lieu les 18 et 19 octobre. Les tubercules ont été de même mesurés et pesés avec exactitude; le résultat a été que les deux sillons plantés avec la poussière de foin, toute compensation faite, ont produit huit et demi pour cent en mesure, et près de douze pour cent en poids, de plus que les deux sillons plantés avec du fumier, et quarante-un pour cent en mesure, et près de quarante-quatre pour cent en poids, de plus que les deux sillons sans engrais.

Il n'est peut-être pas inutile d'observer qu'une coupe de pommes

de terre, pesée en avril avant la plantation, a pesé 20 livres de 18 onces de moins que la même mesure pesée en octobre, d'abord après la récolte, après en avoir ôté la terre avec le plus grand soin.

L'on voit, par le résultat ci-dessus, que l'emploi de la poussière de foin a eu un avantage marqué pour le produit, indépendamment de l'économie du fumier que l'on peut réserver pour le froment qui succède aux pommes de terre. J'ajouterai qu'avant d'ensemencer en blé ces sillons cet automne, j'ai répandu, en place de fumier, sur ceux qui avaient été ameublés avec de la poussière de foin, qui sont de la contenance de 104 toises carrées, un char de fond de four à chaux, coûtant vingt florins (9 fr. 25 cent.) ; et qu'à ce jour, 20 mars, malgré le tort qu'ont fait aux blés, dans les terres argileuses, les gelées et dégels fréquents du mois de février, ces deux sillons sont remarquables par l'égalité et l'abondance de la levée de la semence, sans qu'aucune herbe parasite y paraisse.

Quelqu'avantageux que soit l'emploi de cette poussière de foin, je le recommanderai cependant bien moins que celui de la balle de blé, soit à cause de l'inconvénient déjà mentionné des mauvaises herbes, si les cultures n'étaient pas multipliées et faites avec soin, soit parce que cette poussière de foin a une autre destination utile pour regarnir les prés anciens et faibles en plantes, tandis que la balle de blé, d'un emploi presque nul jusqu'à ce jour, donne d'aussi bons résultats, ne paraît avoir aucun inconvénient, et présente peut-être encore quelques autres avantages.

Le 20 juin 1824 je fis planter des pommes de terre à la bêche, dans dix-sept sillons, de terre normale aussi, et surtout argileuse. Deux furent fumés avec de la balle de blé placée dans le creux sur le tubercule. Je les ai fait arracher dans le mois de novembre, et ces deux sillons, non-seulement ont produit des pommes de terre plus égales en grosseur, plus saines, exemptes de pourriture, et en aussi grande quantité au moins que les quinze autres sillons plantés soit avec du fumier, soit avec de la poussière de foin ; mais de plus, tandis que l'extraction de ces dernières a été longue et coûteuse, parce que les tubercules étaient enveloppés de terre et confondus avec elle, celle des deux sillons s'est faite promptement et avec une grande facilité, les tubercules étant propres, agglomérés autour de la plante, et encore recouverts de la balle de blé.

L'on a pu écrire d'abord que ce produit avantageux et cette propriété exclusive des tubercules étaient dus uniquement à ce que

la balle de blé agissant comme engrais mécanique dans un terrain bas, humide et argileux, avait simplement préservé de l'adhésion de la terre, les tubercules sur lesquels elle avait été placée et qu'elle avait enveloppés, tandis que dans un terrain léger et sablonneux, ce résultat n'aurait pas été obtenu. Mais j'ai dû me convaincre que la balle de blé agissait plus immédiatement, soit comme engrais hygroscopique, soit même comme engrais chimique, par la décomposition d'une substance alimentaire quelconque, par l'état dans lequel elle était au moment de l'extraction des pommes de terre. Cet état était celui de la décomposition qui précède la fermentation, en sorte que je crois que cette balle de blé sera encore un engrais fécondant pour les céréales qui succéderont aux pommes de terre. D'ailleurs, ce qui démontre que ce n'est pas simplement comme engrais mécanique amendement et divisant une terre argileuse et compacte, qu'agit la balle de blé, ce sont les résultats qu'a obtenus M. Colladon, maire d'Avully, dans un terrain *léger et sablonneux*. Il avait l'année dernière planté quelques sillons avec de la balle de blé, placée dans quelques-uns *sur le tubercule*, ainsi que je l'ai pratiqué, dans quelques autres *sous le tubercule*. Voici le résumé de ce qu'il a communiqué au Comité d'Agriculture.

Les sillons où était la balle de blé ont donné le même produit que ceux avec fumier; et ce produit était un peu supérieur lorsque la balle était placée *au-dessous* du tubercule. Ce produit a été de huit à huit et demi pour un.

Enfin M. Andréod-Suès ayant mis de la balle de blé en sus de l'engrais ordinaire, sur une partie d'un champ planté en pommes de terre, cela lui a donné dans la partie ainsi améliorée un produit d'un *douzième*, ou huit et demi pour cent de plus.

Veillez, Messieurs, faire connaître ces détails, à cause de l'importance de la culture des pommes de terre, surtout dans notre canton, où une grande quantité de terres argileuses exigent des sarclages fréquents pour les ameublir; but qui est surtout atteint, en faisant revenir souvent la pomme de terre dans son assolement. Je crois donc d'une grande utilité d'indiquer aux cultivateurs les moins aisés, un nouvel engrais qui ne leur coûte rien, d'une substance toujours à leur portée, d'un transport et d'un emploi plus faciles que le fumier, et qui en a tous les avantages, du moins, je le répète, pour l'année dans laquelle on en fait usage. Je sais que plusieurs propriétaires se disposent à essayer la balle de blé cette

année, comme engrais. Je le ferai aussi d'une manière comparative avec du fumier ; il sera utile de faire connaître en tout ou en partie les résultats de ces diverses expériences.

Je suis, etc.

R. B. A.

Sienne, 20 mars 1823.

EXTRAIT d'un Mémoire de M. le Conseiller-d'État HAZEL, sur les engrais.

La Flandre est depuis plus de deux siècles la terre classique de la meilleure agriculture de l'Europe. Les procédés, les méthodes, les usages de ces intelligens et habiles cultivateurs, méritent presque toujours d'être étudiés avec soin, et ils le sont rarement sans profit pour quelque branche de la science. En possession de donner l'exemple en toutes choses, ils sont en avant du reste de l'Europe pour la manutention et l'emploi des engrais, comme ils le sont dans la plupart des branches de l'agriculture, et l'on ne saurait trop répéter et faire connaître à la France et à l'Allemagne à quel point, dans la plus grande partie de leur vaste territoire, la connaissance de la meilleure préparation et du meilleur emploi des engrais de toute espèce et de toute nature est encore arriérée, dans la théorie et dans l'application.

Rien n'égale l'importance que les paysans Flammands attachent à recueillir toutes les substances animales et végétales qui sont susceptibles d'être employées comme engrais. Recueillir et préparer les engrais, est, dans ce pays-là, un métier comme tout autre, et un métier qui se subdivise en plusieurs branches, dont chacune est suivie par une classe d'hommes particulière. Il en résulte, indépendamment de tout autre avantage, une propreté rigoureuse dans les villes, dans les bourgs, dans les villages, et jusque dans les étables, propreté qui profite merveilleusement à la santé des hommes et des animaux. Il y a tel paysan qui ôte ses souliers pour entrer dans une étable, de crainte de la salir. Dans les villes et les bourgs, la police de propreté des rues se fait ponctuellement, et sans que l'administration ait à s'en mêler autrement que pour maintenir l'ordre parmi les nombreux concurrens. On ne se fait

aucun scrupule de jeter au milieu de la rue les ordures dont on veut débarrasser les maisons, tellement on est assuré qu'elles seront à l'instant même enlevées avec empressement. Dans les villes où il y a des troupes, lorsque la cavalerie exerce, une foule de ramasseurs de fumier se presse entre les rangs pour faire la récolte. Si un cheval ou un bœuf paraissent dans la rue, ils sont toujours suivis par des enfans empressés de faire disparaître leurs traces. Lorsqu'on abat un bâtiment, la foule se porte sur le lieu de la démolition pour profiter des décombres, et le propriétaire peut toujours en tirer bon parti en les vendant à l'enchère.

(La suite à un autre Numéro.)

AVIS AUX VOYAGEURS.

La ville de St. Pierre d'Albigny, au milieu de la distance entre Chambéry et l'Hôpital, lieu de halte pour tous les voyageurs qui parcourent cette route, sentait depuis long-temps le besoin de voir occuper l'auberge anciennement connue sous l'enseigne de la *Croix Blanche*, située en bonne position, à l'extrémité de la ville, part de l'Hôpital, qui fut florissante sous la tenue du sieur Voisin. Ce vœu de la ville vient enfin de se réaliser; cette auberge, passée en propriété au sieur Pillet de Chambéry, a été louée, pour un long terme, par le sieur François Reverdi fils, traicteur et pâtissier; elle est maintenant sous l'enseigne de la *Armoirée*, et réunit tout ce qu'il faut pour mériter son titre: il y loge indistinctement tous les voyageurs, et fournit, à juste prix, à tous, suivant leurs besoins ou leur volonté, tout ce qui est nécessaire pour la table ou le repos. Cette auberge aux vastes est bien restaurée, l'entrée est grande et voûtée; la cuisine offre de l'espace pour 5 ou six voitures; une fontaine publique avec bassin pour abreuvoir, est en face de la porte de l'écurie.

Le sieur François Reverdi croit devoir donner cet avis en raison de ce que cette auberge, qui a été abandonnée pendant une année et assez mal servie depuis long-temps, a été une occasion de regrets pour les voyageurs qui se voyaient forcés d'abandonner la halte la plus commode; il se flatte de la voir reprendre et de contenter toutes les personnes qui viendront loger chez lui.

LOGOGRIPIE.

Mon destin est d'agir toujours utilement ;

Et quand on me met à l'ouvrage,

Toujours même travail et même mouvement,

Soit que je reste en place, ou bien que je voyage,

Soit au départ, soit au retour,

Chez l'un de mes enfans on me voit chaque jour ;

Un autre est cette ville où naquit au vieux âge

Un célèbre et saint personnage ;

Il en est un qui châtre, ou autre qui fait tout

Et que chacun recherche en tout temps et partout ;

En voici deux encore : un animal sauvage,

Un lieu du discours fréquemment en usage,

Le mot de la dernière Charade en Per-mette.

Addition aux Articles de l'Intérieur et de l'Étranger.

Turin, 9 juillet. Hier S. M. a reçu en première audience particulière M. Forster, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Angleterre, qui a eu l'honneur de présenter à notre auguste Souverain ses lettres de créance. De là M. Forster a été admis à l'audience de S. M. la Reine. Il a été introduit à l'une et à l'autre audience par M. le Comte Gaspari, Maître des Cérémonies, Intendant des Ambassadeurs.

— LL. MM., à leur départ de Gênes, ont été accompagnées jusqu'à Nivarol par S. M. la Reine veuve Marie-Thérèse et les Princesses Royales ses filles. A leur sortie de Gênes, LL. MM. ont reçu ses hommages et les vœux de Monseigneur l'Archevêque, des Autorités et Fonctionnaires de tous les ordres, ayant à leur tête S. Exc. M. le Gouverneur de Gênes.

— LL. MM. partent ce soir pour le résident royal de Gorone.

Paris, 9 juillet. En l'absence de M. le comte de Carbière, le portefeuille de l'intérieur sera tenu par M. le garde des sceaux.

— Avant-hier, l'Académie française a tenu une séance solennelle et publique, pour la réception de M. Droz et de M. Camille Delavigne.

— Des lettres de Vienne, du 28 juin, assurent que le général Frimont remplacera le général Babus, dans le commandement de la Lombardie.

Cinq pour cent consolidés : 103 fr., 20 c.

Trois pour cent, 1. de juin : 76 fr., 25 c.

Londres, 5 juillet. Le congrès constituant du Pérou a confié la direction des affaires à Bolivar, qui a refusé le titre de dictateur.

— Selon les journaux des États-Unis, il paraît que l'Union et la République du Mexique auront peine à vivre en bon voisinage.

A V I S.

Ceux qui, en exécution de l'Edit Royal du 16 juillet 1822, concernant le système hypothécaire, ont des Annonces judiciaires à faire insérer dans le *Journal de Savoie*, sont priés de les adresser dans le tems, *francs de port*, à l'imprimerie du Journal.

Au vu des dépenses qu'entraîne l'impression de ces articles, les personnes intéressées sont priées de désigner à Chambéry un correspondant chargé d'acquitter au fur et à mesure les frais d'insertion et d'y mettre le moindre retard possible.

Marchés de Chambéry des 5, 7 et 9 juillet 1825.

Bled.	Prix.	Le Valais.		L'Hectolitre.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,	15	82	—	19	45
Seigle	11	75	—	15	35
Orge	10	45	—	14	15
Sarrasin	9	87	—	12	89
Mais	13	75	—	17	56
Avoine (1)	12	75	—	8	89
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	33
Viande, idem. idem.				0	61

(1) Rapport des 5 reus
en hectolitre :
Froment . . . 613
Seigle . . . 0
Avoine . . . 269

CHAMBERY, Imprimerie de K. B. PLATTET, rue du Sénat.

SUPPLÉMENT

Au N.^o 28 du Journal de Savoie, du 15 juillet 1825.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles situés rière les communes de Vers et Chevroux, possédés ci-devant par Pierre-François Cogne, et actuellement par Jean-Claude Novel, et Péronne, Jean, François-Marie et Jacqueline Cogne, habitants de ladite commune de Vers, sauf les trois derniers, abonnés des États de S. M.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carronge, à tous soit natoise et manifeste :

Que par sentence de M. le Juge-Maje de cette province, en date du 12 décembre 1821, dûment signifiée, Pierre-François Cogne a été condamné à payer à Jean Louis Ferraz la somme de 2233 livres 7 centimes, en capital, accessoires et dépens y liquidés, doc en vertu d'acte du 25 novembre 1806, et de deux sentences rendues par le même magistrat, en date des 9 juin 1817 et 11 janvier 1820. Les tentatives dudit Ferraz aux fins de saisie mobilière ont été inutiles. L'hypothèque résultant de ces titres a été inscrite au bureau de Genève, le 13 janvier 1807, renouvelée à celui de St-Julien, le 1.^{er} mai 1823.

En vertu des décret et lettres du Tribunal, du 28 juin dernier, et par exploit de l'huissier Picollet, du 15 juillet suivant, il a été notifié à Jean-Claude Novel, Péronne, François Marie, Jean et Jacqueline Cogne, comme tiers détenteurs des biens dudit Pierre-François Cogne, de payer, dans le délai d'un mois, le montant des sommes détaillées dans la requête qui précède les décret et lettres prémentionnés, ou de délaisser ces biens comme étant soumis à l'hypothèque ci-devant rappelée. Les susnommés n'ayant pas payé ni déclaré délaisser les biens dont s'agit, comme résulte du certificat délivré par le greffier de ce Tribunal, du 21 août même année, ledit Ferraz s'est pourvu contre eux et a obtenu, le 27 septembre suivant, injonction à leur préjudice et à celui dudit Pierre-François Cogne, qui a été notifiée par exploit de l'huissier Picollet, du 18 octobre, de payer dans trente jours, 1.^o ladite somme de 2233 livres 7 cent., adjudgée par ladite sentence du 12 décembre 1821; 2.^o celle de 184 livres 27 centimes pour intérêts liquidés jusqu'au 12 juillet de l'année dernière; 3.^o ceux échus dès-lors et à échoir; 4.^o celle de 37 livres 15 centimes pour coût d'un procès-

verbal de carence, des requête et lettres qui le précèdent, ensemble les frais d'inscription hypothécaire; 5.^o celle de 24 livres 90 centimes pour frais de ladite notification; lesquelles sommes réunies forment la totale de 2478 livres 84 centimes, sur laquelle il faut déduire 208 livres 80 centimes, ce qui la réduit à 2270 liv. 4 cent.; et c'est en leur déclarant qu'à défaut de paiement, passé le délai, il serait procédé à exécution par voie de subhastation desdits immeubles, sans préjudice d'autres droits.

Lesdits Novel et consorts Cogne n'ont point satisfait à cette injonction. En conséquence ledit Ferraz a, par requête du 18 février dernier, demandé à M. le Juge-Maje du Tribunal permission de faire assigner les mêmes Novel et consorts Cogne, pour voir ordonner la vente des biens portés au rôle mis au bas de ladite requête. Sur quoi le Tribunal, par ordonnance du 25 avril suivant, rendue à la diligence dudit Jean-Louis Ferraz, laboureur, domicilié à Chemex, qui a fait élection de domicile à Saint-Julien, en l'étude de M. Ruyh, procureur, a autorisé cette vente.

Cette ordonnance, notifiée auxdits Jean-Claude Novel, Pierre-François et Péronne Cogne, ainsi qu'à Albert Cartier son maître laboureur, domiciliés à Bellory, commune de Vers, et à M^{rs} Jean-Antoine Dubois, procureur céans, en qualité de curateur à la cause desdits François-Marie, Jean et Jacqueline Cogne, absents des Etats, par exploit de l'huissier Picollet, du 5 mai courant, a été enregistrée avec cet exploit au bureau des hypothèques, où il a été laissé une copie authentique, le 7 même mois, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas, signé par M. Collomb, conserv.

DESIGNATION DES BIENS.

*Tenent Jean-Claude Novel, numéros 1456, 1457 et 1458 de la
mappe de Vers.*

1.^o Un champ dit au Comenard, de la contenance de 6 journaux 122 toises, 1 pied, confiné au nord par Jean-Claude Novel, au couchant par Albert Groz, et des autres parts par des chemins, payant 17 sous 2 deniers.

*Tenent Jean, François-Marie, Péronne et Jacqueline Cogne,
Partie au midi du numéro 1511 de ladite mappe.*

2.^o Maison mortuaire à Bellory, de la contenance de 30 toises confinée aux nord et couchant par Albert Cogne, au levant par Jean-François Dunand, et au midi par un chemin, sans taille.

Tenent les mêmes. Numéro 1515 de la mappe.

3.^o Grange, écurie et jardin audit lieu, de la contenance de 34 toises, 3 pieds, confiné au midi par consorts Cogne, au levant par Jean-François Dunand, soit Jacques Dupont, au nord par Etienne Cogne, soit Jean-Claude Novel, et au couchant par les frères Demolis et Jean Cogne, sans taille.

Tenant les mêmes. Numéro 1518 de ladite mappe.

4.^o Jardin au même lieu, de la contenance de 29 toises, 5 pieds, confiné au midi et levant par Jean-Claude Novel, au nord par Albert Cogue, et au couchant par les frères Demolis, sans mille.

Tenant les mêmes. Numéro 1508, au couchant, de ladite mappe.

5.^o Chenevière au même lieu, de la contenance de 80 toises, confinée au nord par un chemin, au couchant par les frères Demolis, au midi par les pauvres de Vers, et au levant par François Besson, payant 3 sous.

Tenant les mêmes. Numéro 1514, et partie au midi de celui 1515 de ladite mappe.

6.^o Champ dit aux Loys, contenant 1 journal, 2 pieds, confiné au nord par un chemin, au couchant et nord par Jean-Claude Novel, et au levant par Jean Cogue et Bernard Larue, payant 16 sous, 6 deniers.

Tenant les mêmes. Numéro 1429, et partie au nord de celui 1430 de ladite mappe.

7.^o Chenevière dit au Clos, contenant 203 toises, 5 pieds, confinée au midi par les frères Cartier, au couchant par un chemin, au nord par Albert Groz, et au levant par Claudius Cogue, payant 5 sous, 4 deniers.

Tenant les mêmes. Partie au midi et levant du numéro 1117 de ladite mappe.

8.^o Champ dit à Lavaux, contenant 2 journaux, 131 toises, 7 pieds, confiné au midi par Jean Valantien, ainsi que du couchant, et encore par Marie Villet et Albert Groz, au nord par les conjoints Cartier, et au levant par François Besson, payant 7 sous, 4 deniers.

Tenant les mêmes. Moitié au nord du numéro 1263 de ladite mappe.

9.^o Bois taillis sur les Côtes, contenant 281 toises, 3 pieds, confiné au couchant par neveux Dinand et Albert Groz, au nord par sieur Tallichet, au levant par conjoints Cogue, et au midi par conjoints Falconnet, payant 7 deniers.

Tenant les mêmes. Numéro 5, partie de celui 4, et huitième de celui 3 de la mappe de Chevenex.

10.^o Champ, pré et broussailles, dit aux Louvresses, contenant 1 journal, 363 toises, 7 pieds, confinés au levant par Albert Groz et les frères Demolis, au midi par Jean-Claude Novel, au couchant par les frères Groz, et au nord par hoirs nobles de Suraval, payant 9 sous, 5 deniers.

Les biens ci-dessus désignés sont situés dans les communes de Vers et Chennex, mandement de Saint-Julien.

La vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés par les détenteurs actuels, avec les servitudes qui peuvent les affecter, et sans que le plus ou moins de contenance exprimée puisse donner lieu à garantie ou recours.

2.^o Qu'il payera le prix d'adjudication, avec intérêts, dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction des créances exigibles ou inexigibles, lequel jugement d'ordre il introduira à ses frais.

3.^o Qu'il payera dans dix jours, à dater de l'adjudication, et sans diminution du prix d'icelle, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais pour parvenir à la vente, et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où siège le Tribunal, à Saint-Julien, à l'audience du 21 juin prochain, à neuf heures du matin, d'abord en détail, le premier article, sur la mise à prix de deux cents livres; le second article, sur celle de 70 livres; le troisième article, sur la base de 70 livres; le quatrième article, sur celle de 50 livres neuves, le cinquième article, sur celle de 70 livres; le sixième article, sur celle de 70 livres; le septième article, sur celle de 70 livres; le huitième article, sur celle de 70 livres neuves; le neuvième, sur celle de 70 liv. et le dixième, sur celle de 70 liv. neuves; et ensuite en bloc, sur la mise à prix de 790 livres neuves, offerte par le poursuivant, et excédant soixante fois le montant de la contribution foncière affectée sur lesdits biens, ou sur le montant des mises partielles, s'il y en a.

Et ledit jour, le Tribunal, en adjoignant provisoirement à Marie Revillard, habitant à Marliez, la totalité des biens dont s'agit, pour la somme par lui offerte de deux mille cent livres neuves, les lots séparés étant restés sans effets par suite de cette dernière offre, a fixé l'audience de 2 août prochain, à neuf heures du matin, pour l'adjudication définitive.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

A ces fins est commis l'huissier Picollet pour faire tous exploits requis et nécessaires.

Dressé à Saint-Julien, sous le sceau du Tribunal, le 14 mai 1825.

Signé BORCEL, Greffier.

Enregistré à Saint-Julien, le 14 mai 1825, volume 7, folio 160, case 1470; reçu 3 livres. Signé COLLOMB, Receveur.

Pour copie conforme :

ROUFFI, pour M.^e ROUFFI, Procureur.

*Au Seigneur Sénateur, Juge - Maje de la province
du Genevois.*

Supplie humblement M.^e Joseph Bernard-Barret, substitut-procureur au Sénat de Savoie, domicilié à Chambéry, lequel, aux fins de la présente, élit domicile légal en la personne et étude de M.^e François Bardet, procureur près cette préfecture, à Annecy et dit :

Que par procès-verbal du 25 mai 1813, Delallier notaire commis, il a acquis des hoirs de Jean-François, feu Claude-François Missillier, le domaine dit du Hailour, formant le second lot des biens que ledit Jean-François Missillier a laissés à la commune de Thônes, et que ses héritiers ont fait vendre par licitation, consistant : 1.^o en prés-vergers, jardin, cheminières, champs cultivés, prés, bois, maison, grange, bouvée et hangar joints ensemble, contenant 10 hectares, 62 ares, 15 centiares, soit 36 journaux, 10 toises, inscrits sous les N.^{os} 4121, 4122, 4123, 4124, 4125, 4144, 4145, 4146, 4149, 4152, 5127, 5129 et 5142, qui se confinent dessous par le grand chemin tendant de Tronchine à Bellossier, le ruisseau de l'eau noire en partie du levant, terres de Joseph Buffet dit Capitaine et des hoirs d'Anne Trambert et le bois de la commune de la Maladière, avec la terre des hoirs Mottier aussi du levant : 2.^o une pièce de pré et bois, appelée aux Avenières, lieudit à Tronchine en Mont, contenant environ 67 ares, 62 centiares, soit 2 journaux, 117 toises 4 pieds, sous N.^{os} 5144 et 5145, confinée par pré des hoirs de Jacques Durod dessus, et en partie du levant, avec la terre de François-Marie Curdet : 3.^o une autre pièce de pré audit lieu, appelée la Guelloz, contenant environ 40 ares, 9 centiares, soit un journal, 144 toises, sous N.^o 5132, qui se confine du vent et dessus par le bois de sieur Jean-François Bally : 4.^o une autre pièce de pré et bois audit lieu, appelée Berthelot, contenant environ un hectare, 63 ares, 60 centiares, soit 3 journaux, 219 toises, 5 pieds, sous N.^{os} 5161 et 5162, confinée par les communaux de Tronchine du levant et la terre de Joseph-François Avet du couchant : 5.^o une pièce de bois audit lieu, appelée l'Avally, contenant environ 72 ares, 59 centiares, soit 2 journaux, 184 toises, 7 pieds, pour une moitié seulement indivise avec Joseph feu Martin Avet et Joseph Depoisier, sous N.^o 5123, confinée par bois de sieur Jacques Durod du midi et bois de la ci devant plébanie du nord ; 6.^o une autre pièce de pré avec une grange dans l'état, appelée le Cudry, située lieudit à Bellossier, de la contenance de 48 ares, 35 centiares, soit un journal 256 toises, inscrite sous les N.^{os} 3171 et 3172, confinée par pré des hoirs du Maurice Grand dessus et celui de Joseph Buffet dit Capitaine dessous ; et finalement en 3 ares, 4 centiares soit 41 toises, deux pieds de verger indivis avec les hoirs de sieur Jean-Pierre Durod, situé à Bellossier, lieudit au Bon-Champ, inscrit sous les N.^{os} 2813 et 2814, confinée par verger de François Buchet dit Picard dessous ■ du

inédi et la veuve de Joseph Rivollet dessus (le tout sous tous autres N.^{os} en cas d'erreur ou d'omission), que les experts ont estimé à la somme de 15000 francs (l'acte et le cahier des charges ne fournissant pas d'autres désignations), pour le prix porté aux enchères à la somme de 15000 francs, payables dans une année sans intérêts, entre les mains de qui il sera ordonné après la répartition faite.

Quoique lesdits biens fussent grevés d'une foule d'hypothèques les vendeurs n'en ont pas donné connaissance au suppliant lors de la vente, mais ont prétendu au contraire s'en faire payer le prix intégral, et ce nonobstant la justification non-seulement des hypothèques, mais encore de plusieurs saisies-arrêts, faites entre les mains dudit suppliant; de manière que celui-ci a été forcé d'avoir recours à la faculté que lui accorde l'art. 168 de l'édit du 16 juillet 1821, en déposant son titre au bureau de cette province pour la transcription, aux fins de purger des hypothèques que les vendeurs ne veulent pas faire rayer.

Pour agir en exécution, le suppliant produit le certificat de transcription à lui délivré sous la date du 31 octobre 1823, signé Orsier, ainsi que le certificat de toutes les inscriptions qui pèsent sur les biens vendus, au nombre de douze, qui seront désignées dans l'état sur trois colonnes prescrit par la loi; savoir huit portées sur le compte de Jean-François, feu Claude-François Minillier et quatre sur l'état de Jean-François feu ledit Jean-François, dont les deux premières sont dettes de ce dernier, quoique portées par erreur sur l'état de son fils, et il déclare tout aux créanciers hypothécaires, aux privilégiés, qu'encre aux sieurs Claude-François Gugurt de Sersaval et Maurice Blanc de Faverges, autres créanciers saisissans, qu'il est prêt et leur offre de payer immédiatement après que le prix desdits biens sera définitivement fixé, les créances exigibles et inexigibles à la première réquisition et sur l'ordre à intervenir, en tant cependant qu'elles seront reconnues légitimes en contradictoire de qui de droit, et seulement à concurrence du prix stipulé dans ledit verbal d'adjudication, en ce qui concerne le suppliant qui fait toutes protestes et réserves pour regard des payemens qu'il a déjà faits, et il recourt

A ce qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur Juge-Maje, commander un huissier de votre Tribunal pour les significations à fairerière Annecy, un sergent royal pour celles à fairerière le mandement de Thônes, un autre pour celles à faire à Faverges, pour notifier à chacun des créanciers et au domicile élu par leurs inscriptions, et à domicile quant aux créanciers saisissans, et quant aux précédents propriétaires, copie tant de la présente requête que du certificat de transcription et de l'état prénoncés, avec la clause rogatoire au besoin à M.^{les} les Juges-majors des provinces de Savoie-Propre et de Haute-Savoie, pour les notifications à faire au sieur François Bully demeurant à Chamoux et aux sieurs Poutenier demeurant à Ugine, qui sont précédens et représen-

tans de quelques-uns des précédens propriétaires, et plaise pour-
voir.

BERNARD.

BAUME.

pour M.^e BARDET p.^r

Vu : sont commis pour les fins requises.

1.^e Pour les significations à faire à Annecy, l'huissier Morél-
Fradet; 2.^e pour celles à Thônes, le sergent royal Doyet; 3.^e
pour celles à faire à Faverges, le sergent royal Cugnet; et au
surplus est accordée la rogatoire requise à M.^s les Juges-Majors de
la Savoie-Propre et de Haute Savoie, et à ces fins, lettres.

A Annecy, le 15 mars 1825.

GERDIL.

Nous Victor-Bernard Gerdil, sénateur et préfet au Tribunal
de préfecture du Genevois, en exécution de notre décret de ce
jour, sur requête à nous présentée par M.^e Joseph Bernard-
Barret, substitut procureur au sénat de Savoie, domicilié à
Chambéry, commettons pour les fins requises: 1.^e pour les
significations à faire à Annecy, l'huissier Morél-Fradet; 2.^e pour
celles à faire à Thônes le sergent royal Doyet; 3.^e pour celles à
faire à Faverges le sergent royal Cugnet; et pour le surplus ac-
cordonnons les rogatoires requises à MM. les Juges-Majors de Savoie-
Propre, et de Haute-Savoie, faites et acellées, Annecy le 15
mars mil huit cent vingt-cinq. ARMENJON.

Enregistré à Annecy, le 15-mars 1825, fol. 147, case 1372 du
10.^e; reçu deux livres. ORSIÈRE.

Vu : le Tribunal de Judicature-Majo de la Savoie-Propre,
accédant à la rogatoire requise, permet les significations dont il
s'agit, et commet au besoin le sergent Claudin pour y procéder.

Fait à Chambéry, au Tribunal, le 12 mars 1825.

D'ALEXANDRY.

BELLEMIN,

de l'avis du Tribunal.

Vu BAUDÉ

Vu, est permise la notification requise, sière Ugines, et à ces
fins est au besoin commis le sergent royal Chapellet. Coullans,
le 15 avril 1825.

RAVIER.

DELACHENAL.

Vu par l'insinuateur de Coullans.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau d'An-
necy, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M.^e Ber-
nard Joseph, un acte reçu par M.^e Dattalier notaire, le 15 mai
1823, enregistré le 28 même mois, portant adjudication en faveur
du sieur Bernard-Barret Joseph, un préjudice de M^{rs} Jean-
François (les loirs) d'un domaine appelé le Raffour, situé au
hameau de Tranchine dessous, commune de Thônes, consistant
en prés-vergers, jardins, chenevrières, champs, prés, bois,
maison, granges, bouvées et hangar (les autres désignations telles
quelles sont en la requête qui précède) pour le prix de 15000 f.
Je certifie encore avoir le même jour enregistré ledit acte sur
le registre des aliénations, vol. 6, art. 370 et sur le registre gé-
néral d'ordre, vol. 29, case 395 et avoir reçu

Pour droit proportionnel . . .	751. 10 c.
Pour papier timbré . . .	n 96
Pour droit du conservateur . .	1 50

Total 77 56

Annecy le 31 octobre 1823, le conservateur **ONSTEN.**

J'ai aussi fait l'inscription d'office, résultant de l'acte au vol. 90, art. 12, et a payé sur une somme de 12,912 f. 05 c.

Pour droit proportionnel . . .	1. 40 c.
Pour papier timbré . . .	n 90
Pour droit du conservateur . .	n 73

Total 8 12

Annecy le 31 octobre 1823, le conservateur signé, **ONSTEN.**

Être sur trois colonnes, prescrit par l'Édit du 16 juillet 1822, des inscriptions existantes sur les biens dont s'agit en la requête précédente, contre Jean-François Missilier père.

DATE et nature des privilèges ou des hypothèques.	NOMS des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Contrat de rente constituée du 18 mai 1792, Collomb n. ^{re}	Les Réver. Seig. ^{rs} administrateurs de la bourse des pauvres du diocèse d'Annecy.	2880 00
Contrat de rente constituée du 10 janvier 1771, Lathuille notaire.	Les administrateurs des revenus du col- lège de Thônes.	2100 00
Contrat de rente constituée du 19 7.bre 1784, Lathuille notaire, et transport du 13 août 1789, Avel notaire.	L'Hospice civil de Thônes.	546 00
Rente constituée du 7 avril 1784, Missilier notaire, et transport des 19 7.bre 1784, Lathuille notaire, et 13 août 1789, Avel notaire	L'Hôpital de Thônes.	432
Rente constituée du 12 9 bre 1781, Lathuille notaire.	L'Hôpital de Thônes	82 50
Rente constituée du 1. ^{er} 10 bre 1770, Lathuille no- taire, et jugement du 29 lé- vrier 1812, rendu par l'ex- tribunal civil d'Annecy.	Balthazard et François-Antoine Savay - Guerraz	538 36

Rente du 28 janvier 1759, Durod notaire, et transport du 8 mai 1772, Lathuille not.	La fabrique ecclésiastique de Thônes.	96 00
---	---	-------

Rente du 17 7-bre 1787, Avel notaire, et transfert du 21 frimaire an 10.	Les Hospices civils de Lyon.	645 72
--	------------------------------------	--------

*État des inscriptions portées à la cote de Jean-François, feu
Jean-François Missillier, quoique dettes de ce dernier.*

Contrat de rente du 1 ^{er} 7-bre 1785, Collomb notaire.	Bourse des pauvres Prêtres du diocèse d'Annecy.	777 60
---	---	--------

Rente du 1 ^{er} décembre 1770, Lathuille notaire, et d'un jugement du 29 février 1812, du tribunal d'Annecy.	Les frères Baltha- zard et Antoine- François Savay- Guerraz	538 36
--	--	--------

Contre Jean-François Missillier fils.

Jugemens des juges-de paix de Thônes et de la ville d'Annecy, des 17 juillet 1811 et 16 juillet 1812.	Claude - Marie Goy.	5950 00
--	------------------------	---------

Obligation du 4 frimaire, an 7, Depommier notaire.	Les sœurs Claudine et Jeanne - Françoise Tissot.	875 00
---	--	--------

Pour copie conforme : signé BARDOT, P.^r

*Au Seigneur Sénateur, Juge-Maje de la province
de Genevois.*

Supplie humblement le chevalier Dom Charles Louis Portier-
de-Bellair, Major de place, demeurant en cette ville, lequel
est domicilié en l'étude de M.^e César-Hypolite Coppier, pro-
cureur réans, sise rue Filaterie, et dit que, par acte d'adju-
dication du trois août mil huit cent vingt et un, Roset notaire,
il s'est fait adjuger au préjudice de Joseph feu Jean Revil,
pour le prix de deux mille cent quatre-vingt-sept
centimes : 1.^o un champ situé aux Côtes, territoire d'Athens,
sous partie au couchant du n.^o deux mille trente-deux de la
mappe, contenant un journal, deux cent quarante deux toises;
2.^o un champ pièce Bloye, sous le n.^o quatre cent vingt-deux
et partie du quatre cent vingt et un, lieudit aux Côtes, con-
sistant au nord le champ d'Antoine Baud et au midi celui de
Claude Revil, contenant trois cent vingt toises, deux pieds

3.^o champ dit aux Charmettes, sière Albens, sous le n.^o deux mille et cent, contenant un journal, cent quatre-vingt-sept toises;
 4.^o pré et verger au Blanchard, sous le n.^o deux mille nonante-cinq, contenant trois cent vingt-cinq toises, six pieds;
 5.^o pré actuellement chenevière au Morges, sous le tiers, au nord du n.^o de la mappe deux mille quarante-huit, contenant quatre-vingt-sept toises, cinq pieds;
 6.^o maison et curtiage du Mazet, sous le n.^o deux mille septante-cinq de la mappe, contenant treize toises, trois pieds; ladite maison composée d'une cuisine, d'un poêle au levant, d'une bouvierie, d'une grange soit hangar et des galetas au-dessus, le tout contigu;
 7.^o au cellier sous partie du n.^o deux mille soixante-cinq, contenant en tout quatre toises environ;
 8.^o curtiage audit lieu du Mazet, sous le tiers du n.^o deux mille cent quatre, contenant sept toises, deux pieds;
 9.^o champ dit à Aboz, sous le tiers au milieu du n.^o deux mille cent soixante-deux, le tout sur la mappe d'Albens et situé sur la province du Genevois.

Par acte du huit novembre même année, même notaire, le débiteur ratifia cette adjudication. Le suppliant a cédé le bénéfice de cette adjudication à un nommé Pierre Vivant, lequel a été molesté dans sa possession. Le suppliant désirent purger lesdits immeubles des hypothèques dérivant du chef desdits feu, Jean et Joseph Revil, père et fils, a fait transcrire les titres ci-dessus, ainsi qu'il en résulte du certificat ci-joint, du dix mars proche passé du Receveur des hypothèques.

Voulant procéder en conformité de la loi, il joint ici l'état divisé en trois colonnes, de toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens suivant les certificats qui ont été délivrés par le Receveur des hypothèques de la province du Genevois, où sont situés tous les susdits biens, en date du vingt et un août, année dernière, et 18 avril proche passé. Le suppliant déclare qu'il est prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de la Judicature-Mage, le tout cependant jusqu'à concurrence de la somme pour laquelle les biens lui ont été adjugés et délaissés. En conséquence, en joignant les pièces sus-narrées, il recourt pour qu'il plaise au Tribunal désigner le sergent royal ou l'huissier par lequel sera notifié à chacun des créanciers, autres que le suppliant, au domicile élu par l'inscription, ainsi qu'on précédent propriétaire, soit à ses colons mâles, Christian, Claude et François Revil feu Joseph, le premier, demeurant à St.-Girod et les deux autres à Albens, tous trois baloteurs, copie tant de la présente requête que du certificat de transcription et de l'état susdit des inscriptions, en priant le Tribunal pour éviter majores frais de transport, désigner des notificateurs distincts pour Annecy, Rumilly, Vinz-la-Chiesaz, Albens et St.-Girod, parmi les huissiers ou sergens royaux domiciliés auxdits lieux.

en dans les communes les plus voisines et pourvoir. Signés Portier-de-Bellair et M.^e Coppier procureur.

COPIE DE DECRET.

Vu : sont commis pour faire les notifications requises, savoir : rière Annecy et Viuz-la-Chiesa, l'huissier Vendret; rière Rumilly, le sergent Simonod, et rière Albens et St.-Girod le sergent Dominange; à ces fins lettres. Fait à Annecy, le dix-huit mai mil huit cent vingt-cinq. Signé s^{ble}. Grand Préfet.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Annecy le vingt mai mil huit cent vingt-cinq, fol. 66, case 605 du 11.^{mo} vol. Reçu deux livr., signé OASIER.

COPIE DE LETTRES.

Nous Victor-Bernard Gardil, Sénateur et Préfet au Tribunal de préfecture du Genevois, en exécution de notre décret de ce jour mis sur requête à nous présentée par le chevalier M^{onsieur} Charles-Louis Portier-de-Bellair, Major de place demeurant en cette ville, commettons pour faire les notifications requises, savoir : rière Annecy et Viuz-la-Chiesa, l'huissier Vendret, rière Rumilly, le sergent Simonod, et rière Albens et St.-Girod le sergent Dominange. Faites et scellées à Annecy, le dix-huit mai dix-huit cent vingt-cinq, signé M.^e ARNENJON substitut Greffier.

COPIE DE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau d'Annecy certifie que ce jourd'hui, il m'a été consigné par M.^e Portier-de-Bellair Charles-Louis, Major de place à Annecy, une adjudication en sa faveur, et au préjudice de Joseph son Jean Révil demeurant à Albens, sous date du trois août mil huit cent vingt et un, M.^e Rosset N.^o à Albens, insinué le premier septembre suivant: 1.^o d'un champ situé aux Côtes, territoire d'Albens, sous partie au couchant du n.^o deux mille trente-deux de la mappe, contenant un journal, deux cent quarante-deux toises; 2.^o champ rière Bloye, sous le n.^o quatre cent vingt-deux et sous partie de quatre cent vingt et un, lindit aux Côtes, confinant au nord le champ d'Antoine Baud, et au midi celui de Claude Révil, et contenant trois cent vingt toises, deux pieds, 3.^o champ dit aux Charmettes, rière Albens, sous le n.^o deux mille cent, contenant un journal, cent huitante-sept toises; 4.^o pré et verger au Blanchard, sous le n.^o deux mille nonante-cinq, contenant trois cent vingt-cinq toises, six pieds; 5.^o pré actuellement cheuevière aux Morges sous la rière au nord du n.^o de la mappe d'Albens deux mille quarante-huit, contenant huitante sept-toises, cinq pieds; 6.^o maison et courtoisage aux Mazets, sous le n.^o deux mille septante-cinq de ladite mappe, contenant quinze toises, trois pieds; la maison composée d'une cuisine, d'un pœle au levant, d'une bouëe,

d'une grange soit hangar et des galetas au-dessus, le tout contigu; 7.^o un cellier sous partie du n.^o deux mille soixante-cinq de la mappe, contenant en tout quatre toises environ; 8.^o curtinage au lieu du Mazet, sous le tiers du n.^o deux mille cent quatre dite mappe, contenant sept toises, deux pieds; 9.^o champ dit à Abuz, sous le tiers au milieu du n.^o deux mille cent soixante-deux dite mappe d'Albens, pour le prix de deux mille nonante-deux livres, sixante-sept centimes; ladite vente ratifiée par acte du huit novembre dix-huit cent vingt et un, ledit M.^e Rosset N.^o, je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. III; art. 346. et sur le registre général d'ordre, vol. 41, case 413, et avoir reçu pour tous droits douze livres nonante centimes. Amery le dix mars dix-huit cent vingt-cinq, signé le conservateur Ousize.

Etat des inscriptions prises au bureau d'Annecy jusqu'au 18 avril 1825, contre Jean et Joseph Revil père et fils aujourd'hui décédés.

DATE ET NATURE des Privilèges et Hypothèques.	NOMS des Créanciers.	MONTANT des inscriptions.
17 Mars, 1823 vente d'immeubles du 9 juin 1809 Rosset notaire.	Joseph, feu François Revil.	L. 260 C.
16 Mai 1823, vente portant rente du 8 septembre 1769 Pignières n. ^o ; évocation de ladite rente 28 mars 1807, St-Martin n. ^o ; acte obligatoire du 18 mars 1817, Ross. 1 notaire.	Le chevalier Charles-Louis Partier-de-Bellair, noble Magdeleine-Victoire Trolliet épouse du Seig. ^r Sénateur C.-François de Bellair et Pierre Viviani.	6434 48
16 Mai 1823, en vertu des mêmes titres pour cause d'intérêts échus à la date de l'inscription.	Les deux premiers dénommés en la précédente inscription.	167 00
11 Octobre 1823, contrat de mariage du premier juin 1774, Rosset notaire; de la quittance du 5 août 1776, Rosset notaire; du jugement du 27 août 1823, rendu par ce Tribunal.	Alexandrine Debroux, épouse de Joseph Revil.	1072 40
31 Octobre 1823, acte de vente sous réméré, Rosset notaire du 31 juillet 1812.	Gerard fils de feu François Chalanconex.	58 10

24 octobre 1823, oba- Gerard fils de feu Fran- 576 20
 tion du 15 avril 1815, Rou- çois l'aîné Chalaussonnex.
 sel, notaire.

Dame Marianne M-
 chard, veuve Mollard,
 Rd. St. Joseph feu Pierre
 Mollard, Franç.^s Mollard,
 Felix-Philibert Mollard,
 Péronne Mollard, Ant.^{re}
 Bally, Françoise Mollard,
 Alexandrine Mollard,
 Benoît, Joseph, Maria
 Bossu, et François Bossu,
 Jeanne, Louise, Josephe
 et Péronne Bossu, Louis
 Dusenchet.

31 Octobre 1823 vente du 1909 80
 1^{er} mars 1779, Petroz no-
 taire; jugement de 1.^{re} ins-
 tance de l'arrondissement de
 Chambéry, 12 août 1815.

31 octobre 1823, acte François Viret dit Bise 305 80
 obligataire du 16 janvier
 1809, Band notaire.

30 octobre 1823, acte de Gerard à feu François 300 00
 vente du 8 décembre 1813,
 Chamet notaire.

Signé à l'original M.^e Corrier Procureur.

Pour copie conforme. Corrier Procureur.

Au Seigneur Sénateur Juge-Maje.

Supplie humblement sieur Pierre Comez habitant à Rumilly,
 et du que par acte du 6 novembre 1821, Morand notaire, il a
 acquis du sieur Jean Bech, conjointement avec sieur Hector
 Courtois et Jean Frédéric Müller, les maison, bâtimens, cour,
 jardin et emplacements qu'il possédait près cette ville, lieudit
 au Séminaire, sous les numéros 629, 630, 631, 632, 633 et
 634 et sous partie du numéro 640 de la mappe, soit les mêmes
 objets par lui acquis du sieur Jean-François Chalon, par acte
 du 4 juin 1819, Mareschal notaire, lesquels ce dernier tenait
 en suite des portages du premier messidor an 5, Chabert notaire,
 sont encore compris dans cette vente toutes constructions, amé-
 liorations, changemens et arrangemens faits, ainsi qu'un alambic,
 une chaudière, deux pompes, une en fer blanc et cuivre, l'autre
 en bois et cuivre, une cuve pour la bière, deux rafraichis-
 soirs et tous autres meubles et effets existants dans les bâtimens
 et qui sont immeubles par destination.

Cette vente, sous la réserve de la jouissance jusqu'au premier
 janvier mil huit cent vingt-deux, fut consentie pour le prix

de 17000 livres neuves payables solidairement par les acquéreurs, savoir audit sieur Chalou 3500 livres au premier décembre lors prochain, prix restant à lui dû; 3500 livres au vendeur, le premier janvier suivant, sous intérêts jusqu'auxdits termes, et les 10000 livres restantes payables dans quatorze mois, avec intérêts dès ledit premier janvier seulement.

Tous les droits de cet acte ayant passé au suppliant par les contrats des sieurs Courtois et Müller du vingt-trois janvier mil huit cent vingt-quatre, Morand notaire; celui-ci désirant payer sa propriété, est domicilié dans l'étude de M.^e Montagnole, située faubourg du Recles, maison Morand, au second; il joint le certificat du dépôt et de la transcription du titre du sept octobre mil huit cent vingt-trois, et un état en trois colonnes de toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens, suivant le certificat délivré par le conservateur, du vingt-cinq juin mil huit cent vingt-quatre; enfin il déclare être prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, de la manière qui sera déterminée par le Tribunal, cependant à concurrence du prix stipulé, et il recourt

A ce qu'il vous plaise, Monsieur, désigner l'huissier ou sergent royal par lequel sera notifiée à chacun des créanciers au domicile élu par l'inscription et audit sieur Bech et au besoin aux sieurs Hector Courtois et Frédéric Müller copie tant de la présente que dudit certificat de transcription et de l'état des inscriptions et pouvoir.

Signé BALMAIN Conseil. Pierre COMOX.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M.^e Thomas Morand, notaire à Chambéry, un acte par lui reçu le six novembre mil huit cent vingt et un, portant vente par Jean Bech, brasseur de bière à Chambéry, aux sieurs Pierre Comox, Hector Courtois et Frédéric Müller domiciliés, les premier et troisième à Rumilly, et ledit Courtois à Chambéry, des maisons, bâtimens, cours, jardins, et emplacements que le vendeur possède riére ladite ville de Chambéry, lieudit au Séminaire, le tout fixé sous les numéros 619, 630, 631, 632, 633, 634 et partie du numéro 640, par lui acquis de Jean-François Chalou, par acte du quatre juin mil huit cent dix-neuf. Marschal notaire, à Chambéry, pour le prix de dix-sept mille livres neuves, dont treize mille cinq cents livres restent à payer.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 3, art. 284, et sur le registre général d'ordre, vol. 28, art. 267, et avoir reçu pour droit proportionnel 85 liv.; droit de timbre des registres, 10 centimes; timbre du certificat et de la quittance 60 centimes; salaire 1 liv., 50 centimes. Total, quatre vingt-sept liv., vingt cent. A Chambéry, le sept octobre mil huit cent vingt-trois, le Conservateur DOMENGET.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte susdit au vol. 49, art. 162, et reçu, pour droit proportionnel 6 liv. 75 cent.; de timbre 75 cent.; salaire 75 cent. Total 8 liv., 25 cent. A Chambéry, le 7 octobre 1823. Le Conservateur DOMENGET

État de toutes les inscriptions existantes contre la personne et sur les biens du sieur Bech Jean-Michel, brasseur de bière, domicilié à Chambéry, prises à ce bureau personnellement contre lui depuis le 1.^{er} janvier 1823 jusqu'à ce jour 25 juin 1824.

Date et nature du privilège ou de l'hypothèque.	NOMS des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
4 Juin 1809, contrat de vente passé devant Mareschal n. ^{re} par Jean-François Chalon en faveur de Jean Bech.	Pierre Comoz, Jean-Frédéric Müller nés. demeurant à Rumilly et Hector Courtois cafetier domicilié à Chambéry.	13573 90
6 Novembre 1821, Morand n. ^{re} , vente par Jean Bech, à Comoz, Courtois et Müller.		
2 Décembre 1821, Morand notaire, quittance par Jean-François Chalon, inscrite le 14 février 1823.		
12 juillet 1822, Arrêt du Sénat, inscrit le 5 mars 1823	Décale Jean - Pierre, Poncet Jean-François, Janin Philippe, Bruel Claude-François, Tournier Joseph. Jean-Pierre, Pierre et Louis, domicile élu à Chambéry, en la personne et étude de M. ^e Cornier, Procureur.	2900 00
23 Décembre 1820, acte obligataire passé devant M. ^e Mareschal notaire, inscrit le 21 mars 1823.	dem ^{se} Chubard Maria fille de feu Paulibert, domicile élu en sa personne et demeure à Chambéry.	1950 00
18 Novembre 1818, Louis Chapperon notaire, testament de Benoît Tarpen.	Nicolaude veuve de Benoît Tarpen, domicile élu en l'étude du notaire Mareschal à Chambéry.	9000 00
4 Juin 1819, Mareschal notaire, contrat de vente inscrit le 28 octobre 1823.		

4 Juin 1819, Mareschal
notaire, vente inscrite le 31
octobre 1823. Marie à feu Benoit Tarpen, femme Bech, domicile élu en la personne et étude de m.^e Dijoud, procureur à Chambéry. 4000 00

11 Décembre 1821, Gay
notaire, contrat de reconnaissance. Marie Tarpen, femme Bech, domicile élu en l'étude de m.^e Dijoud, procureur à Chambéry. 7600 00

15 Décembre 1821, Gay
notaire, contrat de reconnaissance. Marie Tarpen femme Bech, au même domicile élu que ci-devant. 4 Juin 1819, Mareschal
notaire, contrat d'acquisition inscrit le 31 octobre 1823. 8600 00

2 Août 1817, contrat de mariage, Nicoud notaire. Marie Tarpen, épouse Bech, même domicile élu. 4000 00

14 Mars 1822. rapport d'experts reçu Mollard greffier, inscrit 31 octobre 1823. Charles Rosay, domicile élu à Chambéry, chez m.^e Guerin Cornier procureur. 1000 00

TENEUR DE CERTIFICAT.

Le conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, soussigné, certifie que dès le 23 juin 1824, date de l'état qui précède, jusqu'à ce jour 22 juin 1825, il n'a été pris aucune inscription de privilège ni d'hypothèque personnellement contre Bech Jean-Michel, brasseur de bière, domicilié à Chambéry.

Le présent expédié à M.^e Jacques Montagnole, procureur au Sénat, duquel le conservateur déclare avoir reçu une livre pour droit. A Chambéry, le 22 juin 1825.

Le conservateur signé DOMERGÉ.

Pierre COMOZ. MONTAGNOLE Procureur.

Est commis l'huissier Exertier pour faire les notifications requises et procéder suivant les fins suppliées, en se conformant à l'édit sur les hypothèques. Chambéry, le 30 juin 1825.

DALEXANDRY.

Enregistré à Chambéry, le 5 juillet 1825, vol. 24, case 1598, folio 178 verso. Reçu 2 liv. Signé BAUDÉ.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 22 Juillet.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 21 juillet. Il importe de recueillir toutes les belles actions qui honorent l'humanité, non pour payer à leurs auteurs le tribut d'une stérile admiration, mais pour exciter dans les autres un mouvement salutaire et entretenir ces généreux sentimens qui disposent à faire le bien en toute occasion. Le 22 de ce mois, à Annecy, M. le Chevalier de Kalbetmathen, Commandant la province de Genevois, se trouvait, vers les onze heures du matin, sur la promenade du Quai Saint-Dominique. Il entendit un homme du peuple crier au secours; jeta les yeux dans le canal, il y aperçut un enfant prêt de se noyer. N'écoutant que la voix de l'humanité et, sans s'arrêter au danger qu'il va courir, il se précipite tout habillé dans le canal, plonge au fond de l'eau, retire l'enfant, le met à bord, et, après s'être soulevé lui-même, non sans peine, n'a d'autre empressement que de se soulever par modestie, aux éloges des assistants et aux témoignages de la reconnaissance des parens de l'enfant auquel il vient de rendre la vie. C'est la fille de M. l'Intendant de la province. Ce fait, qui a excité l'admiration générale, n'a fait qu'augmenter les sentimens d'estime et de considération que M. le Chevalier de Kalbetmathen a su se concilier de la part de tous les habitans.

Nous n'avons rien dit de l'événement fâcheux arrivé dernièrement à Paris; nous avons attendu d'être confirmés dans l'espoir que cet événement n'aurait pas d'autres suites. L'autorité avait dérogé le canal où il était exclusivement permis de se baigner. Le 23 juin, quelques étudiants de l'Université, contre cet ordre, se baignaient dans un lieu dangereux et voisin d'une promenade publique. Par des motifs de sûreté et de décence, l'autorité envoya quelques gendarmes, qui conduisirent ces jeunes gens au bureau de la délégué. Du grand nombre d'étudiants, sans laisser le temps nécessaire aux informations, réclamèrent leurs compagnons et attaquèrent la sentinelle et le corps de garde à coups de pierre. Les soldats obligés de recourir à la force, firent feu, tuèrent deux jeunes gens et en blessèrent quelques autres. Les précautions prises par l'autorité rétablirent bientôt l'ordre, et la journée du 24 se passa sans aucun incident. Le soir du 25, quelques étudiants ayant étendu leurs insultes contre la garde, celle-ci en blessa quatre d'entre

box. Depuis lors, les sages mesures de police et les exhortations envers cette jeunesse, l'ont fait complètement rentrer dans le devoir ; les études ont repris leur cours, et la tranquillité publique n'a plus été troublée. Les jeunes gens ont senti que les suites des disorders de ce genre ne manquent jamais de retomber sur leurs auteurs.

— On a proposé dernièrement, pour guérir la rage, l'emploi du goudron des teinturiers. Aujourd'hui on moderne anglais prétend que quelques gouttes d'un aride minéral quelconque, versées dans la plaie faite par la morsure d'un animal enragé, suffisent pour prévenir le développement de l'hydrophobie.

AVIS aux Pensionnaires Ecclésiastiques et Civils.

MM. les Pensionnaires Ecclésiastiques, et les Pensionnaires civils, à la charge de l'Administration générale des finances, résidans dans la province du Savoie-Propre, sont prévenus que le paiement du premier semestre 1825 est ouvert à la Trésorerie de ladite province, et qu'il sera clos le 31 août prochain.

PIECES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 13 juillet : Notification de la Commission supérieure de liquidation (du 5 juillet 1825), publiant la 3^e liste des créanciers envers la France, de la seconde Classe, définitivement liquidés.

Pub. le 20 juillet : Autre Notification (du 11 juillet 1825), publiant une nouvelle liste de créanciers envers la France, de la première Classe, définitivement liquidés.

P I É M O N T.

Turin, 14 juillet. LL. MM., à leur départ pour Gênes, ont reçu les hommages de S. A. S. le Prince de Savoie-Carignan, de S. A. R. la Princesse son épouse, de S. A. I. l'Archiduchesse Louise de Toscane, de tous les Grands de la Couronne et de toutes les Dignités et Charges de la Cour et de l'Etat.

— On apprend de Gênes que S. Exc. le Marquis Gropallo, Ministre de S. M. à Constantinople, a trouvé aux Dardanelles une magnifique galère du Grand-Vizir, qui l'attendait pour le conduire à Constantinople, avec six des Ministres de la Porte, qui l'a complimenté au nom de son Souverain. Arrivé à Constantinople, il a reçu immédiatement la visite du Reïs-Effendi et des premiers membres du Divan.

— S. Exc. M. le Marquis d'Yenne, Gouverneur de Gênes, est parti de sa résidence le 8 du courant, pour se rendre aux eaux d'Aix en Savoie. S. Exc. est accompagné des vœux de tous les habitants pour la rétablissement de sa santé et un prompt retour parmi eux. Avant son départ, S. Exc. a pourvu aux affaires les plus importantes. Pendant son absence, les fonctions de Gouverneur général seront remplies par M. le Baron Righini, Commandant général de la Division.

16 Juillet. S. Exc. M. le Comte Tornielli de Vergana, Vice-Roi de Sardaigne, est parti de Turin dans la nuit du 14, pour Gênes, où il trouvera la frégate qui doit le transporter en Sardaigne.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

On a trouvé aux environs de Vienne, en creusant les fondemens d'une église, une aigrette turque, enrichie de diamans, que l'on estime 60 mille florins; ce qui a déterminé d'entreprendre des fouilles dans ce lieu.

— Après la reddition de Navarin, on a trouvé dans cette place 46 carcasses, 8 mortiers, 1100 fusils, 600 pistolets et des vivres pour un mois. Ibrahim-Pacha a tenu jusqu'ici la promesse qu'il avait faite de ne point ravager la Morée et d'épargner les habitans, pour les amener à la soumission par la douceur. Il a licencié tous les prisonniers qu'il a faits, et n'a exigé d'eux, pas même de la garnison de Navarin, aucune condition.

— On assure que la Porte a ordonné l'armement d'une seconde flotte pour appuyer les opérations des Egyptiens.

— Après l'arrivée à Constantinople d'un courrier russe venu de Vienne, M. de Minskiy, chargé d'affaires de la Russie, demanda au roi-effendi une audience, qui a eu lieu le 1^{er} juin. M. le comte Guilleminot, ambassadeur français, avait envoyé auparavant deux de ses officiers en Morée, pour conférer, à ce que l'on croit, avec les chefs de l'insurrection.

ANGLETERRE.

Le débat des Chambres a lieu le 6. Le discours du trône, prononcé par M. le Chancelier, en l'absence de S. M., a prorogé le Parlement au 25 août prochain.

FRANCE.

10 Juillet. S. M. vient de faire présent à la ville de Clermont, de la statue de Pascal.

— M. le ministre de la maison du Roi vient de soumettre pour plusieurs exemplaires des Œuvres de M. Xavier de Maistre (voyez plus bas l'article *Parlées*).

— S. M. a accordé à Mlle Delphine Gay une pension de 1500 livres.

— On écrit de Madrid que cette ville continue à jouir du plus grand calme, et que la même tranquillité règne dans les provinces.

— M^{lle} la Dauphine a fait don à M. le curé de Saint-Médard de la robe et du manteau qu'elle portait à la cérémonie du sacre. Ces deux magnifiques vêtemens sont en soie, brodés à la main, en grandes fleurs d'or et doublés de satin blanc. Au milieu de chaque fleur est une croix.

Action de la banque de France : 2180 fr.
Cinq pour cent consolidés : 103 fr., 45 c.
Trois pour cent : 76 fr., 30 c.

16 Juillet. Une ordonnance royale rapporte celle qui transfère l'École royale des arts et métiers de Châlons à Toulon, et établit une école yatoq sionale dans cette dernière ville.

— Le duc de Northumberland a laissé six mille francs à la disposition de M. le Grand-Aumônier, en faveur des indigens de Paris.

I T A L I E.

LL. MM. Siciliennes sont arrivées à Lucques, avec toute leur suite, le 1^{er} juillet, à onze heures du soir. S. A. le Duc de Lucques était allé à leur rencontre jusqu'à Massa. Malgré l'heure avancée, elles sont entrées au milieu d'un grand concours d'habitans. Le lendemain matin, le canon a annoncé leur arrivée. LL. MM. ont visité successivement les principales églises, les établissemens publics, les bains, etc. Le 3 juillet, elles ont assisté, avec la Cour, à une magnifique course de chevaux. On croit que LL. MM. partiront de Lucques le 9 pour se rendre à Pine, et de là à Livourne, où elles sont attendues par S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane.

— Le 21 juin dernier, à Lecce, dans la terre d'Oranto, on a éprouvé deux longues mais légères secousses de tremblement de terre.

— S. Em. Mg.^r le Cardinal Aluarnesi est arrivé, sur la fin de juin, à Rome, où il a eu l'honneur d'offrir à S. S. un ouvrage dont le Saint-Père avait accepté la dédicace, sous le titre : *Monita ad Pastores, aliquot Sacrales datas*.

— Mgr. de Quélen, Archevêque de Paris, est arrivé à Rome le 27 juin.

— Mgr. Zen, Evêque de Calcedoine, est mort le 29 juin.

— Le nombre total des pèlerins nourris et logés à Rome par la Confrérie de la Trinité, pendant les six premiers mois du Jubilé, est de 97,901.

— On assure que les Grecs ont remporté un avantage considérable sur les Ottomans près de Soloua.

V A R I É T É S.

Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs, en insérant l'article suivant, extrait d'un Journal étranger (*Drapeau Blanc*, du 7 juillet 1825).

Œuvres de M. le comte Xavier de Maistre (1).

« Voici un auteur qui, né sur le revers occidental des Alpes, mais sujet d'une monarchie italienne et constamment étranger à la France, alla chercher un refuge dans la vaste empire russe :

(1) « Trois vol. grand in-18, imprimés en caractères neufs sur grand papier velin superfin : prix : 12 fr. A Paris, 1825, chez Dondey-Dupré, père et fils, Libraires, chez Ponthieu, Libraire au Palais-Royal ;
 « Et chez Borel, Libraire, rue Hauteville, au coin de celle du Balcon. »

dès qu'il vit son pays subjugué par nos principes et par nos armes. Eh bien ! cet auteur , sans aucun contact avec nos mœurs , nos habitudes , nos manières , notre politique et même notre langage , sinon avec notre langue ; cet auteur , qui jamais n'habita Paris , a pourtant , écrit en français avec flexibilité , bonheur et une certaine grâce. On ne s'étonnera donc pas qu'il ait pris sans contestation une place distinguée dans notre littérature.

« Ce qui est plus singulier , c'est qu'un pareil phénomène ne se soit peut-être jamais présenté en faveur d'aucun auteur français resté tout-à-fait éloigné de Paris , séjour regardé comme indispensable à tout succès dans les arts et dans les lettres. Cette espèce de stérilité provinciale , quant au goût et au style , est un fait qu'on ne saurait révoquer en doute. On ne produit guère dans ce genre qu'à Paris ; et , sous ce rapport , on pourrait dire avec raison : hors de Paris , point de salut !

« Il est très-remarquable , en outre , que cette exception ou plutôt ce privilège , conquis par un étranger , ait été partagé par deux frères , dans un genre très-différent quoiqu'également dans l'art d'écrire. Tous les deux , à-peu-près dans la même position , se sont frayé , sans efforts , sans appui , sans intrigues , une route sûre pour arriver à la célébrité par des écrits publiés dans notre langue.

« Mais le droit d'aînesse de cette illustre naturalisation appartient à tous égards au comte Joseph de Maistre : le comte Xavier , dont nous nous occupons , n'est que son frère puîné. Il a survécu au comte Joseph , que la mort enleva . Il y a peu d'années (1821), à son pays , ou plutôt à l'Europe savante , religieuse et monarchique. Ce fut un esprit rare et profond , et il brilla d'autant plus qu'il apparut dans un siècle de fausses lumières. Ce n'est point à outrer l'éloge que de le placer au moins l'égal des plus sages adversaires des doctrines qui ont mené notre subversion sociale. Tout ce qu'il avait prédit est arrivé. Comment ne pas être frappé , par exemple , du passage suivant , tracé par cet écrivain , je ne encore , cinq années avant notre révolution (1). « Ce siècle , dit-il , (le XVIII^e) se distingue par un esprit destructeur qui n'a rien épargné ; lois , coutumes , Institutions antiques , il a tout atta-

(1) - Discours prononcé par les gens du Roi , à la rentrée de l'Institut de Savoie , le 2784. »

« qu' , tout ébranlé , et le ravage s'étendra jusqu'à des bornes
« qu'on n'aperçoit point encore. » Les pronostics consignés depuis
dans son ouvrage fameux intitulé : *Considérations sur la France* ,
devinrent la prophétie la plus remarquable qui eût été faite sur les
événemens de la révolution. De même que les paroles des prophètes
les siennes dévoilaient l'avenir.

« Interprète de la vérité , appelé pour établir son empire et relever ses autels , ce fut dans le silence et dans l'exil que cet esprit étendu prépara et acheva en partie les travaux qui devaient compléter l'espèce de mission qui semblait l'inspirer. Non-seulement les secrets de la politique , mais les grands mystères de la Providence occupent fortement cet esprit dont la vue était si juste et si pénétrante. Tantôt on le vit remonter à la puissance divine comme à la source unique de toute autorité sur la terre , attaquer avec une grande supériorité de talens et de logique les erreurs qui corrompent et désolent aujourd'hui la société ; tantôt s'élevant d'un vol d'aigle au-dessus de tous les préjugés reçus , on le vit renverser tous les sophismes de la mauvaise foi et de la fausse érudition , et vouloir la Providence visible dans le gouvernement temporel des chefs de l'Eglise , qu'il présenta comme ayant été les bienfaiteurs et les conservateurs de la société européenne. Une autre fois , prodiguant tous les trésors de son talent et toutes les ressources de son savoir , il considère l'homme dans ses rapports avec Dieu , concilie le libre arbitre et la puissance divine , explique la grande énigme du bien et du mal , et , attaquant partout l'orgueil et l'impiété , il marche au milieu même d'une route souillée d'écueils , d'un pas assuré et le flambeau des traditions à la main.

« Cette plume si nerveuse , si unie , si féconde en expressions brillantes et en tournures originales , a sondé la plaie profonde de notre malheureux âge : jamais la philosophie du 18^e siècle ne rencontra d'adversaire plus redoutable.

« C'est beaucoup , sans doute , que le frère d'un écrivain d'un ordre si élevé soit parvenu , sinon à se placer à côté de lui , du moins à être lu avec intérêt et cité avec éloge. Tous deux avaient sans doute les mêmes principes et les mêmes sentimens ; mais ils différaient pour le genre de talent et d'écriture. L'un est toujours étendu , grave et profond ; le cadet a imprimé à ses productions , que nous allons parcourir , la teinte de son caractère à-la-fois méditatif et distrait , jovial et mélancolique , léger en apparence et solide en réalité. Je l'ai connu personnellement , et j'ai même vécu avec lui

dans l'intimité d'une jeunesse originaire, à une époque où nous ne pensions guère l'un et l'autre à faire des livres. Pourtant nous préparions, sans nous en douter, les élémens de nos travaux futurs.

« Le comte Xavier de Maistre était d'ailleurs un officier très-distingué, qui joignait à des talens divers celui d'exceller dans la peinture du paysage. Il a débuté depuis dans les lettres par un petit écrit plein d'une gaieté douce et d'une conception originale ; nous voulons parler du *Voyage autour de ma chambre*, qui tient la première place dans ses œuvres actuelles. C'est une rêverie touchante, et même d'un ordre élevé, qui a valu à son auteur le surnom de *Sterne décent*. Peu de livres dans le genre du badinage philosophique ont mérité et obtenu un succès aussi général.

« Le *Lépreux de la cité d'Aoste* est d'un caractère plus original encore. Dans un cadre très-resserré, l'auteur y dépeint des couleurs les plus vraies et les plus touchantes, les malheurs de l'homme qu'une infirmité contagieuse isole au milieu de ses semblables. C'est une production très-remarquable par des traits profonds de vérités locales.

« *L'expédition nocturne autour de ma chambre* est une suite de la première rêverie de l'auteur en robe de chambre. C'est aussi, dans la même étendue et dans la même forme, une sorte d'épisode de sa vie, une peinture de ses sensations, qui montre en même temps, si ce n'est avec le même bonheur, du moins avec une fidélité égale, l'homme et l'écrivain. Comme le public, nous donnons la palme au *Voyage autour de ma chambre*.

« Le troisième et dernier volume se compose des *Prisonniers du Caucase* et de *la Jeune Sibérienne*, deux nouvelles historiques où l'on trouve tout le talent, tout le goût de la vérité du même écrivain appliqués à des sujets d'un intérêt plus vif et plus dramatique. C'est l'histoire de deux volontés fortes dans des devoirs et des sentimens divers. L'une est le tableau de la fidélité domestique et militaire ; l'autre présente dans Prascovie ou la jeune Sibérienne, le modèle du dévouement filial et de la confiance religieuse. Dans cette dernière production, le comte Xavier de Maistre a transformé en histoire véritable l'élégante nouvelle d'*Élisabeth*, par M^{me} Cottin. On dirait que cette romancière célèbre l'avait pressenti en s'exprimant avec cette rare modestie dans sa préface : « La véritable héroïne est bien au-dessus de la mienne ; elle a souffert bien davantage ! » En effet, *Élisabeth* n'était qu'une héroïne de roman ; Prascovie est une héroïne de la tendresse filiale et de l'amour céleste. Elle ar-

che des larmes dans la lutte sublime à laquelle elle se dévoue pour son père et son Dieu.

« Pour peu qu'on ait la clé des grands caractères, il est impossible de lire Prascovie, sans songer à Jeanne d'Arc : même esprit religieux, même foi vive. Comme Jeanne d'Arc, la jeune Sibérienne eût été capable d'hérouisme militaire dans des circonstances semblables ; elle s'est dévouée à son père et à son Dieu comme l'héroïne française, mue par l'esprit religieux, s'est dévouée à son roi et à sa patrie.

« La phrase suivante que je trouve dans *la jeune Sibérienne*, aurait pu servir d'épigraphe à l'auteur : « Quelle folie de peindre des choses qui n'ont jamais existé, comme s'il en manquait de véritables ! » Puisse cette maxime frapper les écrivains de nos jours !

« Du reste, ces deux nouvelles historiques ne sont que de simples et touchans récits ; on n'y trouve ni traits recherchés, ni longues tirades, ni lieux communs de style et de sentiment. Peut-être même y a-t-il un peu trop de laissez-aller, si l'on peut basarder ici cette expression. Ces deux nouvelles se distinguent au surplus par la peinture de mœurs réelles, si différentes de cette fausse peinture de mœurs purement fantastiques. C'est dire qu'elles renferment de curieux détails sur cet empire nouveau, « Vaste échange de civilisation et de barbarie, de superstitions et de lumières, de luxe et de rudesse, de vices modernes et d'antiques vertus, empire plus grand que l'empire romain, brillant des sa jeunesse de gloire et de malheurs, si menaçant au dehors et d'une autorité si incertaine au dedans, »

« Nous ne terminerons pas cet article sans louer les éditeurs de nous avoir donné, en dépit de l'usage et du format, les œuvres du comte Xavier de Maistre, non en petits caractères, mais en beaux caractères neufs, sur grand papier vélin superfin.

« L'auteur méritait d'autant plus ce luxe de typographie, qu'il ne lui a fallu qu'un petit nombre d'ouvrages pour nous intéresser et pour se faire un nom dans la peinture des malheurs et de la vertu.

AVIS. — La foire annuelle qui se tient à Cluses, en Faucigny, le 31 juillet pour la vente des poulaches, chevans et mulets, tombeant cette année à un dimanche, aura lieu le lendemain lundi, 1^{er} août prochain.

MARCHÉS de Chambéry des 10, 14 et 16 juillet 1825.

Bleds.	Prix.	LE VESSAL.		L'HABITANT.	
		l.	c.	l.	c.
Froment	15	97	—	19	64
Seigle	10	53	—	13	63
Orge	09	51	—	10	46
Sarrasin	09	87	—	12	48
Mais	13	42	—	17	47
Avoine (1)	12	36	—	8	58
Pain, 1 ^{re} qualité, la kilogr.				0	51
Viande, idem, idem				0	60

(1) Rapport des Bleds
et en hectolitre :
Froment . . . 63
Seigle . . . 51
Avoine . . . 47

SUPPLÉMENT

Au N.º 29 du Journal de Savoie, du 22 juillet 1825;

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés rière la commune de Viry, possédés par André-Louis et Charlotte Rosset, femme LARACINE, Benoît Rosset et Jeanne-Marie-Magdeleine REYARD.

Au nom du tribunal de préfecture de la province de Carouge, à tous soit notoire et manifeste que, par contrat du 19 novembre 1779, Frère notaire, dame Louise D'humilly a constitué en dot à défunt M.^e Albert-Eugène Rosset, en son vivant notaire à Viry, entre autres, la somme de six mille liv. acérées, que ledit M.^e Rosset reconnut avoir reçue et dont il promit restitution avec augment.

Par acte du 23 avril 1809, Choisy notaire, ladite dame Louise D'humilly, veuve Rosset, a cédé à M.^e François Rosset le bénéfice dudit contrat, à concurrence de quatre mille sept cent quarante liv. neuves, avec les privilèges et hypothèques en dérivant.

Par acte du 12 février 1814, Richard et son collègue notaires, ledit M.^e François Rosset a aussi cédé au sieur Aimé Delarue ce bénéfice, à la même concurrence et accessoires jusqu'à cette date; en conséquence, suivant la stipulation contenue dans ces deux derniers actes, inscriptions ont été prises, d'abord au bureau de Genève, les 1.^{er} mai 1809 et 23 avril 1814, et ensuite à celui de St-Julien, le 31 octobre 1823, sur tous les biens délaissés par M.^e Albert-Eugène Rosset, spécialement sur un corps de ferme situé à Viry, consistant en maison, jardin, vergers, vignes, prés, champs, bois et autres fonds, et sur ceux même de ladite dame D'humilly.

Par jugement du 1.^{er} décembre 1815, rendu par le tribunal de première instance, de l'arrondissement de Rumilly, déclaré exécutoire par sentence de M. le Juge-Maje de cette province, du 30 décembre 1817, laquelle a été confirmée par arrêt du Sénat du 16 août 1820, André-Louis, Claude-François, Charlotte et Benoît Rosset ont été condamnés et il leur a été enjoint, les trois premiers en qualité d'héritiers de leurs père et mère, et l'autre, comme droit ayant de Désirée et Claudine Rosset, dans la succession de leur père seulement, de payer audit sieur Aimé Delarue la somme de sept mille cent nonante-cinq livres trente neuf

centimes, adjugés en capital, intérêts et dépens par cette dernière sentence. Par autre sentence de M. le Juge-Majeur du 6 février 1821, en déclarant exécutoire, nonobstant le sursis, celle prémentionnée, nouvelle injonction a été faite aux susnommés et en même temps à dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rosand, comme résiduaire dudit Claude-François Rosset, dans la succession de son père, de payer les sommes y détaillées, dans la proportion qui a été établie et reconnue. Ledit sieur Delarue a tenté vainement l'exécution mobilière, de sorte qu'il fut obligé de se pourvoir pour faire procéder à la vente par subhastation des immeubles hypothéqués pour sûreté de sa créance. Les premières formalités, pour parvenir à cette vente, ont été remplies elle a été retardée par un appel interjeté par André-Louis et Claude-François Rosset, sous la date du 19 octobre même année, dont ils ont été déclarés non-recevables, par arrêt du Sénat du 24 mai suivant; dès-lors nouvelles formalités furent remplies et ces formalités n'eurent aucune suite, parce que les mêmes André-Louis et Claude-François Rosset vinrent y mettre des entraves, en appelant de la sentence qui les précédait: ils furent déclarés non-recevables dans cet appel par un troisième arrêt du 20 décembre 1822, qui ordonne que nonobstant tout appel, il sera procédé en conformité de la sentence rendue par M. le Juge-Majeur du 14 novembre précédent, laquelle autorisait la continuation des subhastations dont il s'agit.

Par jugement du tribunal, en date du 10 janvier 1825, en déclarant exécutoires lesdites sentences, il a été enjoint auxdits Srs André-Louis Rosset, dame Charlotte Rosset, femme du sieur Antoine-François Laracine, Benoît Rosset, celui-ci au nom de personnes de M.^{re} Jean-Antoine Dubois, procureur créancier, et dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rosand, de payer audit sieur Delarue, dans le terme de trente jours, à dater de la notification, la somme dix mille trois cent trente et une livres, quarante et un centimes, dans la proportion suivante: André-Louis Rosset un sixième et le tiers d'un sixième, de son chef, et un autre tiers d'un sixième, comme héritier de Claude-François Rosset; Charlotte Rosset, un sixième et le tiers d'un sixième; Benoît Rosset, deux sixièmes; et la dame Rosand un sixième. Cette notification a été faite par exploits des 25 et 28 février suivant, Picollet et Stropiani huissiers, avec déclaration qu'à défaut de paiement, passé le terme, on procéderait à l'exécution par voie de subhastation des immeubles qui y sont désignés.

Les conjoints Rosset et Rosand n'ont point obéi à cette injonction: de telle manière que, sur la demande dudit sieur Aimé Delarue, centier, domicilié à Genève, qui a fait élection de domicile, à St.-Julien, en l'étude de M.^{re} Claude-Antoine Rouppe procureur, le tribunal a autorisé la vente desdits immeubles portés au rôle joint à la requête; cette ordonnance avec ladite requête et l'extrait du cadastre y annexé, sous la date du

10 mai courant, a été notifiée à André - Louis Rosset habitant à Viry, à M.^e Jean - Antoine Dubois procureur, en sa qualité, et à dame Jeanne - Marie - Magdeleine Rusand, veuve Rosset, absente des Etats de S. M., par exploit de l'huissier Picollet, du 27 même mois, et à dame Charlotte Rosset, ainsi qu'à Antoine - François Laracine, son mari, domicilié à Asti, par exploit du 26 même mois, Stropiani huissier; tout la même ordonnance que les exploits à la suite, ont été enregistrés au bureau des hypothèques, le trois du courant, où il a été laissé une copie authentique, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas par M. Collomb conservateur.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE.

PREMIER LOT.

1.^o La part d'un champ dit à la Rippez, possédée par les hoirs de la dame d'humilly, contenant trois journaux, trois cent vingt-cinq toises, imposée onze sous, trois deniers, confinée au levant par un chemin et la terre de madame de Castiglioni et au couchant par celle de Benoît Rosset.

2.^o Une des parts dans ce champ possédée par Louis - Benoît Rosset, contenant deux journaux, deux cent quarante-huit toises, imposée onze sous trois deniers, confinée au levant par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au couchant par celle de dame Jeanne Rusand.

3.^o L'autre part dans ledit champ possédée par le même Louis - Benoît Rosset, contenant trois journaux, cent toises, imposée onze sous quatre deniers, confinée au levant par la terre de dame Laracine, soit des nobles Desbiollaz, et au couchant par celle d'André - Louis Rosset, soit des hoirs Ribbuz.

4.^o La part dans ce même champ, possédée par dame Jeanne - Magdeleine Rusand, contenant deux journaux, deux cent septante-neuf toises, imposée onze sous quatre deniers, confinée au levant par Benoît Rosset, et au couchant par dame Laracine, soit les nobles Desbiollaz.

Cette pièce de terre, figurée sous le numéro 7508 de la mappe de Viry, contient deux journaux, deux cent cinquante-deux toises, et est imposée à la taille totale de deux liv. cinq sous deux deniers.

DEUXIÈME LOT.

5.^o La part du bois dit à la Rippez, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant six journaux, nonante huit toises, imposée trois sous six deniers, confinée au levant par Jean Rembisson, et au couchant par Benoît Rosset.

6.^o Une des parts dans ce bois, possédée par Louis - Benoît Rosset, contenant trois journaux, deux cent quatre-vingt-sept toises, imposée trois sous cinq deniers, confinée au levant par les hoirs de la dame D'humilly et au couchant par la dame Rusand.

7.^o L'autre part dans ledit bois, possédée par le même Louis - Benoît Rosset, contenant deux journaux, deux cent soixante-trois

toises, imposée trois sous trois deniers, confinée au levant par la terre de dame Laracine, soit des nobles Delhiollaz, et au couchant par celle d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Ribbraz.

8.^e La part dans ce même bois, possédée par ladite dame Rusand, contenant trois journaux, vingt-six toises, imposée trois sous quatre deniers, confinée au levant par Benoit Rosset et au couchant par dame Laracine, soit les nobles Delhiollaz. Cette pièce de terre, figurée sous les numéros 7327 et 7307 de ladite mappe, contient en tout quinze journaux, deux cent septante-quatre toises, et est imposée à la taille totale de treize sous et six deniers.

TROISIÈME LOT.

9. La part du bois dit sous la Rippaz, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, vingt-sept toises, imposée dix deniers, confinée au levant par un chemin, et au couchant par la terre de Benoit Rosset.

10. Une des parts dans ce bois, possédée par Louis-Benoit Rosset, contenant trois cent soixante-deux toises, imposée dix deniers, confinée au levant par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au couchant par celle d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Ribbraz.

11.^e L'autre part dans ledit bois, possédée par ledit Louis-Benoit Rosset, contenant deux cent soixante et une toises, imposée un sous, confinée au levant par dame Charlotte Rosset, soit les nobles Delhiollaz, et au couchant par dame Jeanne-Magdeleine Rusand.

12. La part dans ce même bois, possédée par la dame Rusand, contenant un journal, quinze toises, imposée un sou, confinée au levant par Benoit Rosset, et au couchant par ledit Benoit Rosset et la dame Rusand. Cette pièce de terre, inscrite sous partie des numéros 7309, 7310, 7313 et 7314 de ladite mappe, contient en tout trois journaux, deux cent soixante-cinq toises, et est imposée à la taille totale de trois sous huit deniers.

13.^e Un pré dit Pré-Mengnier, possédé par ledit Benoit Rosset, inscrit sous les numéros 7512 et 7513 de ladite mappe, contenant un journal, deux cent cinquante et une toises, quatre pieds, imposé seize sous dix deniers, et se confinant au levant par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au nord par un chemin.

14. Un champ dit Champ-Carré, possédé par les hoirs de la dame D'humilly, inscrit sous le numéro 7511 de ladite mappe, contenant trois journaux, cinquante-cinq toises, deux pieds, imposé huit sous deux deniers, et se confinant au levant et au nord par des chemins.

QUATRIÈME LOT.

15.^e Un pré dit aux Moënes soit chez Fagottins, possédé par Benoit Rosset, inscrit sous le numéro 415 de ladite mappe, contenant un journal, cent trente-deux toises, imposé une livre, deux sous deux deniers, confiné au couchant par la terre des nobles Delhiollaz et au levant par un chemin.

16.^o Un pré dit à la Corne des Ages, figuré sous partie du numéro 7517 de ladite mappe, contenant un journal, deux cents toises, imposé quinze sous six deniers, possédé par les hoirs de dame D'humilly, confiné au levant par la terre des hoirs Ribbaz soit André-Louis Rosset, et au couchant par les hoirs de la dame D'humilly.

17.^o Un champ dit à la Corne des Ages, possédé par les mêmes hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, deux cent toises, imposé dix sous six deniers, figuré sous partie du numéro 7518 de ladite mappe, confiné au midi par un chemin, et au nord par la terre desdits hoirs de Benoit Rosset et autres consortis.

18.^o La part d'un champ dit aux Ages, possédée par Louis-Benoit Rosset, contenant deux journaux, deux cent nonante-deux toises, imposée dix sous six deniers, confiné au nord par la terre de la dame Ruzand et aux midi et couchant par des chemins.

19.^o L'autre part dans ce même champ, possédée par dame Jeanne-Magdeleine Ruzand, contenant un journal, deux cent nonante-quatre toises, imposé dix sous cinq deniers, et se confinant au midi par la terre de Benoit Rosset, et aux couchant et nord par des chemins. Ces deux parts formant une seule pièce figurée sous partie des N.^{os} 7517 et 7518 de ladite mappe, contiennent en tout quatre journaux, nonante-quatre toises, et sont imposées à la taille totale d'une livre onze deniers.

20.^o La part d'un pré dit aux Ages, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, cent et seize toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au levant par la terre de dame Decastigliani et celle desdits hoirs, et au couchant par celle de Benoit Rosset.

21.^o Une des parts dudit pré, possédée par Louis-Benoit Rosset, contenant un journal, huit toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au levant par la terre de dame Laracine soit des nobles Delhioz et au couchant par celle d'André-Louis Rosset soit des hoirs Ribbaz.

22.^o L'autre part dans ledit pré, possédée par le même Louis-Benoit Rosset, contenant un journal, trente-deux toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au levant par la terre des hoirs de dame D'humilly et au couchant par celle de la dame Ruzand.

23.^o La part dans ledit pré, possédée par la dame Jeanne-Marie-Magdeleine Ruzand, contenant un journal, quatre toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au couchant par la dame Laracine soit les nobles Delhioz, et au levant par Benoit Rosset.

24.^o La part dans le même pré, possédée par ledit André-Louis Rosset, contenant un journal, deux cent cinquante-six toises, imposée dix-huit sous quatre deniers et se confinant au levant par Benoit Rosset et au couchant par le même et la dame Ruzand.

Les cinq derniers articles comprennent une pièce sous les n.^{os} 7515 et partie de 7517 de ladite mappe, contenant en tout six journaux, cinquante-six toises et sont imposés à la taille totale de quatre livres quatre sous.

SIXIÈME LOT.

25.^e La part d'un champ dit sur la Vigne, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant trois journaux, cent sept toises, imposée neuf sous huit deniers, confinée au levant par un chemin et la terre de Louis-Benoît Rosset et au couchant par celle de la dame Rusand.

26.^e L'autre part dans ledit champ audit Louis-Benoît Rosset, contenant deux journaux, quatre-vingt-quatre toises, imposée neuf sous six deniers, et se confinant du levant par la terre de la dame Laracine, soit des nobles Delhiollaz et au couchant par celle d'André-Louis Rosset.

27.^e La part dans ledit champ possédée par la dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusand, contenant deux journaux, deux cent huit toises, imposée neuf sous six deniers, et se confinant au levant par Benoit Rosset, et au couchant par la dame Laracine, soit les nobles Delhiollaz.

28.^e La part dans le même champ à André-Louis Rosset, contenant deux journaux, deux toises, imposée neuf sous, et se confinant au levant par la terre du Benoit Rosset, et au couchant par le même Rosset, la dame Rusand et les bois de la dame D'humilly.

Ces quatre derniers articles, compris dans une pièce inscrite sous partie des N.^{os} 7519, 7520 et 7521 de ladite mappe, contiennent dix journaux, une toise, et sont imposés à la taille totale d'une livre, dix-sept sous six deniers.

29.^e La part d'un champ et pré dite à la Vigne, possédée par les bois de la dame D'humilly, contenant trois cent quarante toises, imposée à sept sous onze deniers, et se confinant du nord par Benoit Rosset, du couchant par un chemin, et du midi par un ruisseau.

30.^e Une des parts dans ledit champ et pré, possédée par Benoit Rosset, contenant deux cent septante toises, imposée à six sous huit deniers, et se confinant du midi par la terre des bois de la dame D'humilly, et du nord par celle de la dame Rusand.

31.^e L'autre part dans ledit champ et pré, possédée par le même Benoit Rosset, contenant deux cent six toises, quatre pieds, imposée six sous huit deniers, et se confinant au midi par la terre de la dame Laracine, soit des nobles Delhiollaz, et du nord par celle d'André-Louis Rosset, soit des nobles Ribbez.

32.^e La part dans le même pré et champ, possédée par la dame Rusand, contenant deux cent treize toises, imposée six sous huit deniers, et se confinant au midi par la terre de Benoit

Rosset, et au nord par celle de dame Laracine, soit des nobles Dethiollaz.

Ces quatre articles compris dans une pièce inscrite sous les numéros 7511, 7523 et 7524 de ladite mappe, contiennent en tout deux journaux, deux cent septante-neuf toises, quatre pieuls, et se trouvent imposés à la taille totale d'une livre, sept sous onze deniers.

33. La part d'un pré-verger dit à la Vignette, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant deux cent trente-sept toises, imposée huit deniers, et se confinant du nord par les hoirs Ribbaz, et du midi par Benoît Rosset.

34. Une des parts dans ce pré-verger, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant cent dix-sept toises, imposée six deniers, et se confinant du nord par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au midi par celle de la dame Ruzand.

35. L'autre part dans ledit pré-verger, possédée par ledit Louis-Benoît Rosset, contenant cent septante-deux toises, imposée sept deniers, et se confinant au nord par la dame Laracine, soit les nobles Dethiollaz, et au midi par André-Louis Rosset, soit les hoirs Ribbaz.

36. La part dans ce même pré-verger, possédée par la dame Jeanne-Magdeleine Ruzand, contenant cent cinq toises, imposée six deniers, et se confinant du nord par Benoît Rosset, et du midi par la dame Laracine, soit les nobles Dethiollaz.

Ces quatre articles, compris dans une pièce inscrite sous partie des numéros 3718 et 3719 de ladite mappe, contiennent un journal, deux cent treute et une toises, et sont imposés à la taille totale de deux sous, trois deniers.

SÉPTIÈME LOT.

37. La part d'un champ dit en Garbier, soit à la Rutiaz, possédée par dame Charlotte Rosset, femme Laracine, contenant deux journaux, cent vingt-deux toises, imposée quinze sous, onze deniers, et se confinant au nord par la terre d'Antoine Lebaud, au levant par celle des hoirs Ribbaz, et au couchant par celle de Benoît Rosset.

38. L'autre part de ce champ, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, cent trente-six toises, imposée dix deniers, et se confinant du midi par André-Louis Rosset, soit les hoirs de Ribbaz, et au levant par dame Laracine.

Ces deux articles, ne formant qu'une seule pièce inscrite sous partie des numéros 3716 et 3717 de ladite mappe, contiennent en tout quatre journaux, quatre-vingt-deux toises, et sont imposés à seize sous, neuf deniers.

39. La part d'un pré dit aux Ormes, soit à la Teppe, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, deux cents toises, et se confinant au couchant par Benoît Rosset, et au levant par les hoirs de la dame D'humilly.

40. L'autre part du même pré, possédée par Louis-Benoît

Rosset, contenant un journal, deux cents toises, et se confinant au levant par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au midi par celle des frères Guillaud.

Ces deux articles, formant une seule pièce inscrite sous le numéro 3703 de ladite mappe, contiennent en tout trois journaux sans taille.

41.^o La part d'un pré dit à Curtenaz, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant quatre journaux, cent dix-neuf toises et imposée deux livres, deux sous, deux deniers, et se confinant au levant par la terre d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Ribbaz, et au couchant par celle de la dame Laracine, soit des nobles Delhiollaz.

42.^o L'autre part dans ledit pré, possédée par le même Louis-Benoît Rosset, contenant quatre journaux, huitante-quatre toises, imposée deux livres, deux sous, quatre deniers, et se confinant au levant par la dame Laracine, soit les nobles Delhiollaz, ainsi que par la dame Rusand, et au couchant par les hoirs de la dame D'humilly.

43. La part du même pré, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant quatre journaux, dix-sept toises, imposée deux livres, deux sous, six deniers, et se confinant au couchant par la terre des mêmes hoirs, et au levant par celle de Benoit Rosset.

44.^o La part dudit pré, possédée par la dame Rusand, contenant cinq journaux, trente-quatre toises, imposée deux livres, deux sous huit deniers, se confinant du levant par la terre de la dame Laracine, soit des nobles Delhiollaz, et du couchant par celles de Benoit Rosset.

Ces quatre articles, compris dans une pièce figurée sous partie des numéros 3702 et 3701 de ladite mappe, contiennent dix-sept journaux, deux cent cinquante-quatre toises, et sont imposées à la taille totale de huit livres, neuf sous huit deniers.

45.^o La part dans le champ dit Curtenaz, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, cent nonante-deux toises, imposée quatre sous six deniers, et se confinant du levant par les mêmes hoirs, et au couchant par Benoit Rosset.

46.^o Une des parts dans ledit champ, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, deux cent vingt-quatre toises, imposée à quatre sous six deniers, et se confinant du levant par la terre de la dame Rusand, et du couchant par celle des hoirs de la dame D'humilly.

47.^o L'autre part dans ce champ, possédée par ledit Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, nonante et une toises, imposée à quatre sous trois deniers, et se confinant du levant par la terre d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Ribbaz, et au couchant par celle de la dame Laracine.

48.^o La part dudit champ possédée par la dame Rusand, contenant un journal, deux cent quarante et une toises, imposée à

quatre sous, quatre deniers, et se confinant du levant par la terre de dame Laracine, et au couchant par celle de Benoit Rosset.

49.^o La part du même champ, possédée par dame Charlotte Rosset, contenant un journal, soixante-huit toises, imposée à quatre sous, deux deniers, et se confinant du levant par Louis-Benoit Rosset, et du couchant par dame Rusand.

Ces cinq articles, formant une seule pièce inscrite sous le numéro 5701 de ladite mappe, contiennent en tout sept journaux, seize toises, et sont imposés à la taille totale d'une livre, un sou, neuf deniers.

50.^o Il a été dit sous le champ de Cortenaz, possédé par la dame Rusand, ou par Benoit Rosset, contenant un journal, cent trente-deux toises, imposé à la taille de quatorze sous, confiné au midi par la terre des consorts Rosset, et au nord par celle de Joseph Thorel et autres.

Les biens ci-devant désignés sont situés dans la commune de Viry, mandement de St. Julien.

La vente aura lieu sous les conditions suivantes :

1.^o Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés actuellement par lesdits consorts Rosset et Rusand, sans que le plus ou le moins de contenance exprimée puisse donner lieu à garantie ou recours, et avec les servitudes qui peuvent les affecter.

2.^o Qu'il entretiendra les baux ayant date certaine, si aucuns existent.

3.^o Qu'il paiera le prix d'adjudication avec intérêts dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles, lequel jugement d'ordre il introduira à ses frais.

4.^o Qu'il se chargera des contributions imposées sur lesdits biens, pour l'année courante.

5.^o Qu'il paiera, dans dix jours, à dater de l'adjudication, et sans diminution du prix d'icelle, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais faits pour parvenir à la vente, et c'est sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu, dans la salle ordinaire où siège le tribunal à St. Julien, à l'audience du 5 juillet prochain, à neuf heures du matin, d'abord en détail, c'est-à-dire, chaque lot séparément, le premier, sur la mise à prix de trois cents livres; le second, sur la mise à prix de quatre cents livres; le troisième, sur la mise à prix de deux cent cinquante livres; le quatrième, sur celle de cent cinquante livres; le cinquième sur celle de cinq cent cinquante livres; le sixième, sur celle de quatre cent cinquante livres; et le septième lot, sur celle de neuf cents livres, et ensuite en bloc, sur la mise à prix de trois mille livres neuves, offerte par le poursuivant, et excédant soixante fois le montant de la contribution foncière, qui est de vingt-six livres anciennes,

six sous, sept deniers, et sur le montant des mises partielles, s'il y en a.

André-Louis Rosset, de son chef et comme mandataire substitué de Louis-Benoît Rosset son frère, ayant fait appel du jugement sus-relaté, le Sénat, par son arrêt du 1.^{er} juin dernier, qui a été enregistré, a déclaré ledit Rosset non recevable en son appel, et l'a condamné aux dépens.

Et ledit jour fixé pour l'adjudication préparatoire, personne ne s'étant présenté pour miser les biens en détail, le tribunal, oui M. l'Avocat-Fiscal dans ses conclusions, en adjugeant provisoirement à Jean-Jacques Lagutaine, habitant à St. Julien, la totalité de ces biens, pour la somme par lui offerte de trois mille cent livres neaves, a fixé l'audience du 11^u août prochain, à neuf heures du matin, pour l'adjudication définitive.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

A ces fins est commis l'huisier Picollet pour faire lesdites publications, affictions et notifications dans le ressort du Tribunal, et l'huisier Strapiont pour les mêmes formalités à remplir dans la province d'Asi.

Dressé à St. Julien, sous le sceau du Tribunal, le 4 juin 1825.
Signé BANGEL, Greffier.

Enregistré à St. Julien, le 4 juin 1825, vol. 7, folio 184, case 1689. Reçu trois livres, signé COLLOMB, receveur.

Pour copie conforme :

ROUEN.

Pour M.^e ROUEN, P.^r

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, de divers immeubles situés dans la commune d'Haute-Luce, au préjudice de Gaspard Baptendier, agriculteur, habitant audit lieu, en qualité de père et légitime administrateur de Louis Baptendier, son fils mineur.

Au nom du tribunal de préfecture de la province de Haute-Savoie et au requis du sieur Nicolas Cuvex-Micholin, propriétaire, habitant à Haute-Luce, pour lequel, domicile est élu chez M.^e Etienne-François-Isidore Reymond, procureur près ledit tribunal, demeurant à Conflans.

A tous soit notoire et manifeste que, par sentence de ce tribunal, sous date du 5 janvier dernier, dûment énoncée, qui déclare exécutoire nonobstant suran, celle rendue par le Lieutenant-Juge du mandement de Beaufort, le 18 décembre 1822, il a été enjoint audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, de payer au demandeur, dans 30 jours, 1.^o la somme de 3169 l.

et 13 centimes, montant de deux capitaux portés par actes obligatoires des 29 octobre 1815 et 16 juin 1819, Marie-Ambroise Blanc notaire; 2.^e celle de 2373 livres, 74 centimes, à laquelle se trouve réduite l'obligation, en principal, du 9 septembre 1819, Louis-Henri Blanc notaire, le tout sans préjudice des intérêts desdits trois capitaux, courants des le 15 décembre dernier :

Que par autre sentence du 9 mars dernier, dûment émoumentée, le nommé Jean-Baptiste Brissat, agriculteur, domicilié de la commune d'Haute-Luce, a été déclaré tenu pour débiteur envers le suppliant, du capital porté dans l'acte de rente constituée, du 7 mars 1792, Bal notaire, en à-compte de celui et accessoires dérivant de l'acte obligatoire, du 9 septembre 1819, Louis-Henri Blanc notaire, avec le bénéfice du dixième en moins, de ce à quoi ladite rente arriverait, après réduction au taux légal: ce qui ayant été opéré, ladite rente s'est trouvée arrivée en capital, à la somme de 1536 livres, 3 centimes;

Que par ordonnance de M.^r le rapporteur de la cause, du 26 mars dernier, dûment émoumentée, les dépens faits par-devant ce tribunal ont été taxés à la somme de 259 fr., 30 cent. avec injonction audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, d'en faire le paiement, dans 10 jours;

L'hypothèque dérivant de tous ces titres, a été prise au bureau de Conflans, le 6 février 1823;

Que ledit Nicolas Cuvex-Micholin, après avoir fait inutilement procéder à exécution sur les meubles du débiteur, à forme du verbal de carence, du 5 mars dernier signé Raffin; et désirant poursuivre l'exécution du jugé, par voie de subhastation, s'est pourvu audit tribunal, pour, en conformité de l'article 94 de l'édit hypothécaire, obtenir injonction audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, de payer, dans le délai de 30 jours, la somme totale de 4356 livres, 86 centimes, à laquelle on trouvent revenir tous les différens capitaux ci-dessus mentionnés, y compris les intérêts jusqu'au 15 avril 1823, le montant des frais patcellés, et encore les droits d'enregistrement et ceux du Greffe, de ladite ordonnance; deduction faite du capital de 1536 livres, 3 centimes, porté par l'acte de rente constituée du 7 mars 1792, Bal notaire, comme est dit ci-devant; avec déclaration que, passé ledit terme de trente jours, il serait procédé par voie de subhastation ou d'adjudication sur les immeubles possédés par ledit Gaspard Baptendier, en sa qualité, rière la commune d'Haute-Luce, et donnés en tenet au bas de la

requête qui a été décrétée en cette conformité, ainsi que par décret et lettres du 27 avril dernier, le tout dûment enregistré et a été notifié auxdits Gaspard et Louis Baptendier, par exploit du sergent royal Raffin à ces fins commis, le 30 avril suivant :

Que ledit Gaspard Baptendier, en sa qualité, n'ayant pas satisfait à cette injonction, le suppliant Nicolas Cuvex-Micholin, pour obtenir l'autorisation de faire procéder par voie de subhastation, s'est, par requête au bas de laquelle il a rappelé les biens à subhaster et portés dans l'extrait du cadastre délivré par M.^e Jean-Baptiste Bal, secrétaire de la commune d'Haute-Luce, le 28 mai 1825, pourvu à M. le Juge-Maje qui, par son décret du sept juin suivant, enregistré à Conflans ledit jour, a permis au poursuivant de faire assigner ledit Gaspard Baptendier, en sa qualité, pour paraître à l'audience du tribunal du 22, à neuf heures du matin.

Ce décret et la requête qui le précède ont été notifiés à la personne même dudit Gaspard Baptendier, le 20 dudit juin, par exploit du sergent royal Raffin ;

Que, par son ordonnance du 22 même mois, dûment émotivement, le tribunal de préfecture, M. l'Avocat-Fiscal ouï, attendu la déclaration faite par M.^e Mollinjal procureur constitué du défendeur, de n'avoir rien à opposer aux conclusions adverses, a autorisé la vente des biens immeubles, tels qu'ils sont désignés en la requête, sous les conditions et offres faites par le poursuivant ; a fixé à ces fins, l'audience pour la première enchère au 18 août prochain, à neuf heures du matin, a mandé au greffier soussigné de dresser le manifeste requis, et commis le sergent royal Raffin pour la notification de ladite ordonnance, de la requête y énoncée et de l'extrait du cadastre y annexé.

Cette ordonnance, les requête et extrait de cadastre, ont été notifiés par ledit sergent commis audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, le premier du courant, et successivement enregistrés avec l'exploit de notification, au bureau des hypothèques de Conflans, sous le numéro 150, vol. 3, du registre des aliénations, et sous le numéro 21, vol. 20 du registre général d'ordre, à forme du certificat de M. le conservateur du 6 du courant ; en conséquence de quoi il sera procédé à la vente par subhastation, au préjudice de Gaspard Baptendier, en sa qualité, cultivateur, domicilié à Haute-Luce, hameau d'Annuit, et à la diligence de Nicolas Cuvex-Micholin, poursuivant, des immeubles qui seront ci-après désignés, sous les charges, conditions et offres du poursuivant ci-après rappelées. La première enchère aura lieu à

l'audience du tribunal de préfecture de Haute-Savoie, au palais de justice, situé à Conflans, dans la maison du sous-économe royal, ancien couvent des Bernardines, le 18 août prochain, à neuf heures du Matin.

Les enchères pour chaque lot seront ouvertes sur la mise à prix des offres faites par le poursuivant à l'article troisième des conditions suivantes.

IMMEUBLES A SUBASTER.

PREMIER LOT.

Une possession appelée le Châtellard, mas d'Annuit, consistant en grange, champ, pré, roc, pré Blanchette et pâturage, de la contenance, suivant le cadastre, de 25 journaux, 166 toises, sous une taille cadastrale de 7 livres, 17 sous, un denier, et figurée sous les numéros de la mappe 2025, 2026, 2027, 2034, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440 et 3442; cette possession est confinée au nord par les prés de Joseph Ligeon et des hoirs Braisat dit la Tille; au levant par celui de Donat Burdet-Burdillon; aux midi et couchant par celui de Joseph Avocat.

II^e LOT.

Une possession appelée Collombe, mas de Belleville, consistant en maison, place, champ, pré et pierres, de la contenance totale, suivant le cadastre, de 3 journaux, 144 toises, 6 pieds; sous la taille cadastrale de 2 livres, 13 sous, 5 deniers, et fixée sous les numéros de la mappe 5574, 5575, 5576, 5577 et 5578; cette possession est confinée au nord par la montagne des frères Bal, Jean-Baptiste et Pierre; au midi par le pré de Gaspard Garzen; au levant par la grange et les pâturages des hoirs de Jean-Baptiste Parent; et au couchant par la grande route qui conduit dans les montagnes.

III^e LOT.

Autre possession appelée le Pont, mas de Belleville, figurée sous les numéros de la mappe 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, de la contenance totale, suivant le cadastre, de 5 journaux, 57 toises, 7 pieds; imposée de 5 livres, 8 sous, 9 deniers de taille. Cette possession consistant en maison, grange, jardin, grenier, champ, pré et bois verne, est confinée au nord par les champs de Donat Braisat; aux midi et levant par la rivière Doron; et au couchant par les champs des hoirs de Philippe Braisat du Chaudanin.

IV^e LOT.

Autre possession appelée Annuit, mas d'Annuit, consistant en

champ, maison, jardin, pré, teppes et bois-broussailles, de la contenance totale, à forme du cadastre, d'un journal, 292 toises, 4 pieds, imposée d'une livre. 11 sous, 4 deniers de taille; cette possession est figurée sous les numéros 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1889, 1891 et moitié de 1890; et confinée au nord par un chemin public, au midi par la rivière Doron, au levant par un ruisseau, et au couchant par les champs des hoirs Braizat dit la Tille et autres.

V.^e Lot.

Un grenier et pré au Touvet, de la contenance de 30 toises, sous la taille de 2 sous, huit deniers, confinée au levant par la propriété de Pierre Ligeon, et des autres parts par celle de Gaspard Ligeon; ces grenier et pré sont figurés sous partie du n.^o 1813.

VI.^e Lot.

Les forêts suivantes :

1.^o Bois sapins aux Airiers, de la contenance de 48 toises, 4 pieds, avec la taille de 5 deniers; sous le numéro 4209, mas du Revers, confinée au levant par le bois de Jacques Durand, au couchant par celui de Gaspard Ligeon et par celui de Mammert Guiguet au nord.

2.^o Autre bois noir aux Moulins Brûlés, même mas du Revers, sous les numéros 5050, 5052 et 5106, de la contenance de 6 journaux, 148 toises, 5 pieds, avec la taille de 15 sous, 4 deniers; confinée au nord par les bois de Jacques Braizat, et au midi par les communaux.

3.^o Autre bois noir avec un pré-marais à Collombe, mas de Belleville, sous les numéros 5141, 5142, 5143 et 5162, de la contenance de 3 journaux, 213 toises, 6 pieds, avec la taille de 12 sous, 5 deniers, confinée au nord par un sentier, au levant par les bois des hoirs de Joseph Esprit, et au midi par un torrent.

Tous les immeubles ci-dessus sont situés rière la commune d'Haute-Luce, et portés à la cote de Baptendier Louis, père dudit Gaspard et aïeul d'autre Louis, fils mineur de ce dernier et héritier universel, institué du premier, à l'exception des immeubles portés au quatrième lot, qui sont parvenus audit Louis Baptendier aïeul, par contrat d'acquisition fait de Joseph Bouchage, de Beaufort, par-devant le notaire Louis-Henri Blanc, le 14 avril 1820.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

La vente par subhastation aura lieu par lot et tels qu'ils sont

ci-devant décrits, sans aucune répétition pour plus ou moins de contenance, comme pour erreur ou omission de numéros, les immeubles composant chaque lot devant être vendus tels que Louis Bapendier l'aïeul les possédait et avait droit de les posséder et qu'ils sont parvenus à son héritier et petit-fils Louis Bapendier.

ART. II.

Les enchères seront ouvertes sur la mise à prix pour chaque lot respectif, d'après les offres faites par le poursuivant.

ART. III.

Nicolas Cuvex-Micholin poursuivant la vente par subhastation, offre de payer, pour les différens lots, les sommes ci-après, savoir : pour le premier lot la somme de cinq cent soixante-dix livres; pour le second lot celle de cent nonante-cinq livres; pour le troisième lot, celle de trois cent nonante-trois livres; pour le quatrième lot, celle de cent douze livres; pour le cinquième lot, celle de douze livres; ■ cent deux livres neuves pour le sixième lot; et en cas d'erreur de calcul sur chaque lot, la valeur de soixante fois la contribution imposée sur icelui.

ART. IV.

Le poursuivant fait également offre de payer les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le tribunal, et jusqu'à concurrence des prix respectivement offerts.

ART. V.

Il entrera en jouissance aînt après la notification du jugement, d'adjudication, s'il reste adjudicataire, à la charge par lui de supporter les frais de poursuite dès et compris la présente requête, sans diminution des prix par lui offerts, et de donner des sûretés pour le paiement, ou de consigner le montant de ses offres, comme encore de payer de même, sans imputation les contributions assises sur les immeubles, et de supporter sans répétition toute servitude apparente ou non, s'il en existe.

ART. VI.

En cas de surenchère de tous ou de partie des lots des immeubles ci-devant désignés, les adjudicataires se soumettront, à concurrence du prix de leur adjudication respective, aux mêmes charges et conditions offertes par le poursuivant dans les premier, quatrième et cinquième articles qui précèdent.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 103 de l'Édit précité.

Mande à ces fins ledit tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Conflans, sous le sceau du Tribunal, le 14 juillet 1825.

HovAT.

Enregistré à Conflans, le 14 juillet 1825, vol. 8, n.º 270.
Reçu trois livres : DELACHENAL.

A NOS SEIGNEURS

Supplient humblement R.^d S.^r Maxime Girard, Chanoine à la Métropole, en sa qualité de sous-économé royal pour la province de Savoie ;

Sphle. Jean-François Gabet avocat, et secrétaire civil du Sénat ;

M.^e Antoine-François Gabet, son neveu actuaire au Sénat ;

M.^e Paul-Marie Desarnod ex-procureur au Sénat ;

Sphle. Pierre Jacquemoud avocat au Sénat ;

Dame Angélique Passavant, épouse de M.^e Joseph Vissol, actuaire au Sénat, en qualité d'héritière du S.^r Pierre Morel, autorisée par son Mari ;

Tous les sus-nommés domiciliés à Chambéry ;

Janin dit Pinquin, André ;

Orban dit Maguin, Benoît, en qualité de légitime administrateur de Claude, Joseph l'aîné, Joseph le cadet, Jeanne, Jacqueline et Virginie ses enfans en sa puissance, issus de son mariage avec défunte Peruzette Janin dit Pinquin ; Blanc Jean-Claude et François à feu Claude ; Blanc dit Grubert, Joseph à feu Jean ; Blanc Claude à feu André ; Blanc dit Campet, Jean à feu Philibert ; Roux dit Fontaine, Jacque à feu Gaspard ; Pillet Pierre et François à feu Jean-Pierre ; Pillet Antoine à feu Claude ; Chabod Joseph à feu George ; Chabod Pierre à feu Claude ; Chabod Joseph à feu Pierre ; Cadoux Pierre à feu André et Dubonnet André à feu François ; tous les dénommés ci-dessus, laboureurs domiciliés en la commune de Saint-Cassin, sauf Jean Blanc dit Campet et André Dubonnet en celle de Montagnole ;

Ils ont l'honneur d'exposer qu'ils se sont pourvus réans par requête du vingt et un février dernier, par laquelle, à l'appui de leur demande ils ont énoncé en fait que le Comte de Vars originellement propriétaire de la montagne de Saint-Cassin, en avait concédé la copropriété en indivision avec lui par des actes d'albergement, plus ou moins étendus à quinze particuliers, que chacune de ces concessions s'est ensuite sous-divisée tant par succession que par cession ; que les albergataires soit leur ayant-eux ont été en instance réans avec le Seigneur ; que par un premier arrêt du vingt-six août mil sept cent quatre-vingt, le Sénat a ordonné le cantonnement du Seigneur ; que par un second arrêt du vingt-deux juillet mil sept cent quatre-vingt et un, il a déclaré la portion de ladite montagne à devoir être relâchée au Comte de Vars pour

sa part, libre et exempte de tous droits d'affouage. Par le tiers de toute la montagne, distraction faite du terrain inscrit sous les numéros 1944, 1945 et 1962, et ledit tiers devoir être fixé par experts sur les parties de ladite montagne les plus à portée du château, et par proportion tant à la contenance, abondance des bois, qu'à la qualité, bonté et situation du terrain; qu'en exécution de cet arrêt, il a été procédé en contradictoire dudit Seigneur, à la mensuration, évaluation et division de ladite montagne par les agrimeuseurs Broissant et Boursat, experts convenus, qui en ont fait un plan local; que, par un troisième arrêt du vingt-deux mai mil sept cent quatre-vingt-deux, le Sénat a ordonné qu'il serait procédé par lesdits experts à plantation de bornes en conformité de leur rapport et des tracemens par eux faits dans le plan, et que les limites seraient indiquées dans ledit plan, ce qui a été exécuté; que depuis lors le Comte de Vars a possédé exclusivement sa part qui lui a été assignée, qu'il a fait soigner et qui est devenue une propriété très-spécieuse; mais que les albergataires ont laissé la leur en indivision entre eux, formant 934 journaux et plus, ce qui a été un malheur pour eux, car depuis la révolution, le gouvernement passé, qui s'en est attribué deux portions du chef des deux convents des religieuses de Ste.-Claire hors ville et en ville, ayant mis cette montagne sous la régie et surveillance de l'administration forestière, en regard à ses deux parts indivises, cette mesure, loin d'avoir eu l'effet qui devait en résulter, a été le signal de la dévastation et du pillage; que lors de la division avec le Comte de Vars, cette montagne était une propriété très-spécieuse; qu'elle fut évaluée en totalité à 156074 livres, 18 sous, 8 deniers de Piémont, par les experts nommés en exécution de l'arrêt du vingt-deux juillet mil sept cent quatre-vingt et un, qui en firent sept catégories; qu'ainsi les deux tiers attribués aux albergataires furent portés à la somme de 91165 livres, 12 sous, 7 deniers, ce qui seroit pour chaque portion 6074 livres, 18 sous, un denier; qu'elle est maintenant dévastée, n'y restant presque plus que le sol; que, depuis longues années, faisant payer la contribution foncière aux principaux albergataires connus, ce qui devient très-onéreux pour eux, parce qu'ils n'en retirent absolument rien, la plupart de ceux qui y ont droit se cachent pour être soustraits à la contribution; que les principaux ayant droit, depuis long-temps fatigués de cet état des choses, firent instance par voie administrative, par-devant la préfecture, en

contradictoire de l'agence du domaine et de l'administration forestière, pour faire procéder à la division de cette montagne et avoir chacun sa part; que le préfet de l'ex-département du Mont-Blanc, par son arrêté du vingt-quatre août mil huit cent sept, après avoir pris l'avis de l'inspecteur forestier; « con- » dérant, a-t-il dit, que dès l'année mil sept cent quatre-vingt- » deux, époque de l'évaluation de la montagne, il est à présumer » et même notoire qu'elle a été considérablement dilapidée par les » habitans de Saint-Cassien; que les portions à diviser n'étant plus » de même valeur qu'en mil sept cent quatre-vingt-deux, on » ne peut prendre pour base de la division à faire l'expertise qui » en a été faite dans ledit temps; considérant que les deux » 15.⁰⁰ revendus à la régie du domaine, du chef des Châtelaines, » doivent être fixés à portée des forêts nationales, » a statué qu'il » serait procédé, en l'assistance d'un agent, forestier à la délimi- » tation des deux tiers de la montagne, en quinze portions, » par les sieurs Dénarié fils, Roulet et Curlet experts convenus; » que lesdits experts auraient égard pour la division, (conformé- » ment à ce que le Sénat avait ordonné pour celle avec le Seigneur) » tant à la contenance, abondance des bois qu'à la qualité, bon- » et situation du terrain de chaque portion; qu'ils assigneraient aux » albergatoires celles qui seraient plus à portée de leur habitation, » et à la régie du domaine, celle qui serait plus à portée des forêts » nationales: que les experts planteraient des bornes à chaque » portion, les traceraient et les indiqueraient sur le plan qui » servi de base en mil sept cent quatre-vingt-deux, qu'ils se feraient » représenter; que cet arrêté qui a ordonné le partage n'a pas été » suivi d'exécution, parce qu'il s'agissait de faire des fonds pour » les vacations des experts: qu'à cet égard, le plus grand nombre » des intéressés a tiré du lâche, ceux surtout qui, étant habitans » dans la commune et qui dilapidaient les bois, n'avaient pas intérêt » à la division.

Les supplians déterminés à suivre l'exécution de cet arrêté, pour faire effectuer le partage, avaient cru pouvoir porter leur demande par-devant le Sénat, soit comme suite de l'instance avec le Seigneur, soit parce qu'il s'agissait de l'exécution d'un arrêté du Préfet, qui était la première autorité du département, soit enfin pour être notifiés à faire citer *publico programate*, tous les intéressés et prétendans-droits, en égard à l'impossibilité de les connaître tous, bien que nominativement désignés dans ledit

arrêts, en égard aux variantes survenues dès-lors, tant par décès, sans pouvoir découvrir les descendans et héritiers, que par des cessions et transmissions par actes entre-vifs.

Mais le Sénat, ensuite des conclusions du Selge Avocat Fiscal-Général, ayant pensé que l'édit du vingt-sept septembre mil huit cent vingt-deux ferait obstacle à ce qu'il pût prendre connaissance de la cause, avant d'avoir épuisé le premier degré de juridiction, par son ordonnance du onze mars dernier, a renvoyé les supplians à se pourvoir ailleurs ainsi qu'ils verraient à faire.

Convaincus que le Tribunal de première instance ne leur accorderait pas l'autorisation de faire citer les prétendants-droit *publica programate* sans en désigner aucun, convaincus aussi de l'impossibilité de les reconnaître tous; et d'ailleurs effrayés par les frais qu'il en aurait coûté pour les citations à un chacun individuellement; pour franchir ces obstacles invincibles qui s'opposaient à pouvoir faire effortier en partage, ils ont eu recours aux bontés de S. M. Elle a daigné accueillir favorablement leur demande.

Par ses Lettres - Patentes du quinze avril dernier, enregistrées au Sénat le trente même mois, suite de son décret du même jour porté le six mai suivant dans les registres du receveur des droits sur les actes judiciaires, auquel a été payé six livres pour le droit, en éroquant à elle la connaissance de la cause, l'a commis à son Sénat de Savoie pour statuer sur toutes les questions nées et à naître, annexes, connexes et dépendances, avec autorisation de donner contre tous intéressés des lettres générales d'ajournement, à devoir être notifiée par deux proclamations générales, publiées et affichées à quinze jours d'intervalle l'une de l'autre au-devant de la porte du Sénat et aux lieux destinés aux publications judiciaires dans la ville de Chambéry et à Saint-Cassin, et insérées au journal de Savoie, avec indication des albergataires qui furent mis en qualité dans les susdits arrêts, et ce, pour comparaître dans le délai de deux mois après la dernière publication et insertion, avec déclaration que les partages seront définitifs et irrévocables à l'égard même des non-comparans, sauf à ceux qui justifieront de leurs droits après lesdits partages, à les faire valoir dans les subdivisions particulières des divers lots, tant que celles-ci ne seront pas achevées, autorisant le rapporteur à procurer un arrangement amiable entre les parties, avec pouvoir d'interposer sur icelui son décret et autorité de

justice, et, en cas contraire, d'en référer au Sénat, qui statuera aux termes de droit et de justice, conférant à ces fins au Magistrat susdit toute l'autorité nécessaire, ayant dérogé à cet effet à l'art. 7 de l'édit du 27 septembre 1802 et aux §§. 15, tit. 1.^{er}, livr. 2, 3 et 6 du tit. 5, et 5, tit. 5, livr. 5, R. L. et à toutes autres dispositions contraires.

Pour satisfaire, en ce qui les concerne, à la patente royale, les supplians ont inséré ici la nomenclature de tous ceux mis en qualité et désignés dans les susdits arrêts, que, pour plus d'intelligence et afin qu'un chacun puisse plus facilement se reconnaître, on va indiquer par ordre alphabétique, savoir :

Belluard dit Peisson, Benoît à feu Claude; Belluard dit Peisson, Claude à feu François; Belluard dit Quenot, Claude à feu Claude; Besson, Claude et François; Blanc, M.^e Aure; Blanc, André et Louis à feu François; Blanc dit Grobert, Bernard à feu Claude; Blanc, Claude et Pierre à feu Aimé; Blanc, Claude à feu André; Blanc Claude, J.^e-Baptiste et Benoît à feu Augustin; Blanc, Claude à feu Claude; Blanc, Claude et George, à feu Claude; Blanc, Claude à feu Jean; Blanc, George à feu André; Blanc dit Grobert Jean à feu Pierre; Blanc, Louis, Charles et Antoine à feu Joseph; Blanc, Philibert à feu Guillaume; Blanc, Pierre et Jean à feu Claude; Bruiset de Ville-Neuve, dame Marie-Anne, Josephine-Françoise; Cadetaz, Jean; Cadoux dit Cervellaz, Claude à feu Claude; Cadoux, Claude à feu Pierre; Cadoux, François et Dominique; Cadoux, Claude; Cadoux, François et Jean; Cadoux, Jean à feu Jean; Cadoux, Laurent et Jean à feu André; Cadoux, Louis; Chabord, Claude à feu Pierre; Chabord, George et Pierre à feu Claude; Chabord, George à feu Joseph, et Françoise Chabord sa femme; Chabord, Jean à feu Claude; Chabord, Jean à feu Joseph de son chef et comme légitime administrateur de Pierre et Claude Chabord ses fils; Chabord, Philibert, Aimé, Benoît et Sulpice à feu Jean-Jacques; Charret, Jean et Claude; Giss, noble, Antoine et Gabriel; Couvent de Ste.-Claire en ville; Couvent de Ste.-Claire hors ville; Curtel, Centaure à feu Jean; Curtel, Michel et Flahaud; de Regard de Ville-Neuve, noble Antoine; Dubonnet François et Claude à feu Claude; Dubonnet, Jean-Claude et Henri; Dubonnet François et Benoît; Evêque-Dien-le-fils, Claude, Foucet Messire, Jean-Joseph, baron de Montailleur, Président; Foucet, noble, Pierre-Clément, son fils Sénateur; Gabot, M.^e Jean-Baptiste; Janin, Claude et Guillaume à feu Claude; Janin, Joseph;

Pierre et Claude à son autre Claude ; Janin dit Plaquin Claude ; Janin Claude à son Claude ; Cadoux, Michel et Nicolas à son autre Claude ; Janin dit Simon, Claude ; Janon, Paul ; Janon, Pierre et Antoine à son Claude ; Lebreton, François ; Mamiel Joseph, Martenon, Claude ; Morel Pierre ; Perrier, Bernard à son Ignace ; Perrier, Claude à son Charles ; Perrier, Claude à son Joseph ; Perrier, Joseph à son Marc ; Perrier, Pierre à son Ignace ; Perrier dit Juvenal, Pierre à son Pierre ; Perrier dit la Ruaz, Claude à son Jean ; Perrier Claudine, Claudine à son Claude ; Pillet, Aimé ; Pillet, André à son Jean ; Pillet, André, Laurent, Louis et Claude à son Pierre ; Pillet, Benoît à son Michel ; Pillet, Catherine ; Pillet, Claude à son Louis ; Pillet, Hyacinthe ; Pillet, Jean-Pierre et Jean, à son Pierre ; Pillet, Louis et Jean à son Antoine ; Prière, dit Bourg, Claude à son Pierre ; Prière dit Rocherai, Claude à son Pierre, Prière, Claude à son Pierre ; Prière, Jean à son Benoît ; Prière, Jean à son Claude ; Prière Jean-Claude à son Claude ; Prière ; Joseph à son Thibaud ; Prière, Thibaud à son Jean ; Pugin dit Bordelier Benoît ; Raymond frères, Laurent et Claude ; Raymond, Pierre à son André ; Raymond, Claude et Pierre à son François ; Rey, Louis ; Routin, Claude ; Roux-Fonsion, Jacques.

Suivant les procédures qui ont précédé les susdits arrêts, l'instance n'étant qu'avec le comte de Vars, d'une part, et les albergataires, d'autre part, il ne s'est pas agi de discuter les droits respectifs de ceux-ci, ni de faire la réunion de ceux qui, joints ensemble, devaient former un lot. Seulement le comte de Vars contestait l'étendue de la concession que prétendait s'attribuer le couvent de Sainte-Claire en ville.

Cependant les titres originaux de la concession aux albergataires ont été énoncés et produits dans le procès ;

Le couvent de Sainte-Claire en ville a produit, par écriture du 2 mai 1776, son titre de concession, sous date du 16 avril 1631 ;

Le couvent de Sainte-Claire hors ville, par écriture du 20 même mois, a aussi produit son titre de concession, du 11 septembre 1509. Chapuis, notaire.

Ces deux couvents se trouvent aujourd'hui représentés par l'économal royal. l'un des supplians.

Par l'écriture du 17 juin 1776, donnée au nom de ceux qui y sont en qualité, leur procureur produisit, au nom des consorts Blanc, la concession faite à leur autrur le 15 juillet 1386 ;

Les consorts Dubonnet, celles faites à leurs auteurs les 30 mars et 13 décembre 1541, et 11 mars 1600 ;

M^r Jean-Baptiste Gabel, représenté aujourd'hui par spectable Jean-François Gabel et M^r Antoine-François Gabel son neveu, celle accordée à ses auteurs le 24 mai 1619;

Les consorts Bostaing, celle du 17 octobre 1619;

Les oncle et neveu de Cise, celle accordée à noble Louis de Cise, leur auteur, le 25 février 1651;

Les consorts Boisson, celle accordée à Claude Boisson, leur auteur, le 19 novembre 1644;

Les consorts Pillet, celle accordée à Joseph Pillet, leur auteur, le 18 mai 1652;

Les consorts Belluard, dits Peisson, celle du 17 février 1664;

Le sieur Victor Morel, aujourd'hui représenté par la dame Passavand, héritière de sieur Pierre Morel, son grand oncle, qui a été héritier dudit Victor Morel, son père, celle accordée à Claude Morel, son auteur, le 16 juin 1664;

Les consorts Prière, celle du 15 novembre 1669;

Les consorts Chabard, celle du 22 mars 1675, accordée à Benoît Chabard, leur auteur;

François Besson, celle accordée le 25 octobre 1643 à Claude Besson, son auteur;

Le sieur Lebreton, celle accordée le 18 mars 1600 à Ami Bonnet, dont il a le droit;

Joseph Mamiot, celle du 26 mars 1662, accordée à Jean Mamiot, son auteur;

Les consorts Perrier et autres, dénommés dans l'écriture du 28 juin 1776, celle en faveur de leurs auteurs, du 15 décembre 1570;

Par écriture du 2 janvier 1777, le comte de Vars produisit l'état de toutes les concessions, contenant leur date et la désignation des personnes en faveur de qui elles furent faites;

Les consorts Cadoux, par écriture du 20 février 1777, produisirent la concession faite à leurs auteurs le 25 mars 1650, et l'allbergement y relaté, du 24 janvier 1599;

Les seigneurs Foncet père et fils ne formaient qu'une seule et même personne, suivant leur écriture du 8 juin 1777; ils ont produit les concessions faites le 28 février 1602 à Jean Martenon dit Neyrat, et le 3 mai suivant à Jean Martenon d'Entremont-les-Vieux, avec la cession faite en leur faveur, le 22 juillet 1776, Magnin, notaire, par Claude Martenon, du bénéfice desdits allbergemens en faveur de ses auteurs, et ils ont fait observer que le

contrat de cession de 1776 leur ayant été passé en présence et du consentement du comte de Vars, ils étaient dispensés de justifier la descendance dudit Claude Martenon, lequel néanmoins ils ont dit avoir été fils de Claude, celui-ci d'Antoine, ce dernier, fils de George, qui l'était de Jean, à qui lesdits albergataires ont été passés, comme encore que ledit Claude Martenon avait, par différens contrats, réuni les droits de toute sa famille à cet égard ;

L'avocat Jacquemond est aux droits desdits seigneurs père et fils Foucet, par acte du 27 prairial an 13, Saint-Martin, notaire.

Un premier arrêt, rendu le 20 avril 1779, ayant ordonné que tous ceux y dénommés, qui s'étaient présentés en cause pour contredireurs au comte de Vars, comme descendants ou droits-ayans des albergataires, justifieraient du droit par eux prétendu, tant par succession, descendance, qu'autrement ;

Joseph Momiot, par écriture du 5 août 1779, a produit l'état généalogique de sa famille ;

Plusieurs des autres en ont fait de même ;

Par son écriture du 25 décembre, même année, le comte de Vars leur a fait des déclarations, entre autres aux seigneurs père et fils Foucet, que la cession du 22 juillet 1776, Magnin, notaire, à eux faite par Claude Martenon, l'ayant été de son consentement, il n'avait aucune opposition à leur former sur le droit à eux transmis par cet acte.

Le surplus de la procédure n'a roulé que sur le même sujet ; les défendeurs énonçaient leur descendance, le comte de Vars faisait aux uns des déclarations, et à quelques autres il contestait le droit par eux prétendu, sans y mettre pourtant beaucoup d'importance, à quoi il n'avait pas grand intérêt, puisque son but n'était que d'avoir en propriété exclusive une portion de la montagne, en abandonnant le surplus aux albergataires, à se sous-diviser entre eux, ainsi qu'ils verraient à faire.

M. Desarnod est droit-ayant, par contrat du 29 février 1792, Guicherd, notaire, de Jean-Baptiste Blanc et d'Antoine Blanc, dont le droit a été reconnu pour la concession faite à leur auteur le 15 juin 1786.

Le volume des procédures qui ont précédé les susdits arrêts, qui est celui du comte de Vars que les supplians tiennent par emprunt, sera déposé au banc de l'actuaire, pour faciliter à chacun des intéressés le moyen de se reconnaître ou son auteur, et de faire la

réunion de tous ceux qui ont droit à une même concession, ce qui apaisera beaucoup les difficultés.

Pour parvenir à leur but, en joignant les pièces, les supplians reconnent

A ce qu'il vous plaise. Nos Seigneurs, leur décerner lettres générales contre tous les intéressés et prétendans droit à la susdite portion de la montagne de Saint-Cassin, délimitée en toute propriété aux albergataires en indivision entre eux, de la contenance d'environ 951 journaux, par le partage fait avec ledit seigneur comte de Vars, pour être cités en conformité de ladite patente royale, *publica programmate*, par deux proclamations générales, à devoir être publiées et affichées à quinze jours francs d'intervalle de l'une à l'autre, au-devant de la porte du palais du Sénat, et aux lieux destinés aux publications judiciaires, dans la ville de Chambéry et rière la commune de Saint-Cassin, et par insertions au Journal de Savoie, à paraître et éans au hanc de l'actuaire qui sera désigné dans les lettres, dans le début de deux mois, fixé par ladite patente royale, à l'effet de venir justifier de leur droit à l'indivision, séculivement nommer et convenir d'experts, pour, en exécution du susdit arrêté du préfet, être procédé à la division de ladite montagne, de la manière qui s'y trouve énoncée, en quinze portions, à devoir être délivrées à chacun des ayant-droit, soit à ceux ayant-droit à une même portion, à la sous-diviser entre eux, ou à la laisser entre eux en indivision, ainsi qu'ils veront à faire, et ouir dire et déclarer qu'après la division effectuée, ch'un jouira exclusivement de la portion qui lui sera échue, avec interdiction à tous autres de s'y ingérer et de s'y introduire, sous peine de 15 liv. d'amende contre chaque contrevenant, outre et sans préjudice de tous dommages-intérêts, et avec déclaration que les partages seront définitifs et irrévocables, à l'égard même des non-comparans, sauf à ceux qui justifieront de leurs droits après lesdits partages, à les faire valoir dans les subdivisions particulières des divers lots, tant que celles-ci ne seront pas archivées; enfin, ouir déclarer tous les frais faits et à faire pour provoquer le partage, et les effectuer, à devoir être supportés par tous les intéressés, et devoir être recouvres, après que la taxe en sera faite, comme les contributions publiques, sur un rôle qui sera fait, où chacun sera cotisé pour sa part, protestant néanmoins, en cas de contestation, de tous frais et dépens envers ceux qui y donneront lieu, et plaise pourvoir.

JACQUEMONT, Conseil; MONGENET, Pr.^r

Sont accordées les lettres générales requises. Fait à Chambéry, au Sénat, le 17 juin 1825.

PACORET DE SAINT-BON.

CARRON, de l'avis du Sénat.

Enregistré à Chambéry, le 21 juin 1825, vol. 24, case 1040 ; fol. 121, verso ; perçu trois livres. BAUDÉ.

Le Sénat de Savoie, au premier président ou sergent requis, le mande et commande par les présentes, que, suivant son décret de ce jour, mis sur requête présentée par révérend Maxime Girard, sous-économé royal pour la province de Savoie, spectable Jean-François Gabet, avoué l, secrétaire civil au Sénat ; M^r Antoine-François Gabet, actuaire ; M^r Paul-Marie Désarnod, ex-procureur ; spectable Pierre Jacquemond, avocat ; Angélique Fassavand, femme de Joseph Vissol, domiciliés à Chambéry ; Janin dit Plaquin André ; Orban dit Magnin, Benoît, en qualité de légitime administrateur de ses enfans ; Blanc Jean-Claude et François à feu Claude Blanc dit Ginhert ; Joseph à feu Jean Blanc ; Claude à feu André Blanc dit Campet ; Jean à feu Philibert Roux dit Fontaine ; Jacques à feu Gaspard Pillet ; Pierre et François à feu Jean-Pierre Pillet ; Antoine à feu Claude Chahord ; Joseph à feu George Chahord ; Pierre à feu Claude Chahord ; Joseph à feu Pierre Cadoux ; Pierre à feu André ; et Dubourel André à feu François ; tous laboureurs, domiciliés en la commune de Saint-Cassin, sauf Jean Blanc dit Campet, et André Dubourel, de celle de Montagnole, tu citoes et ajournes généralement tous intéressés et prétendans droit à la portion de la montagne de Saint-Cassin, délaissée en toute propriété aux albergataires en indivision entre eux, à comparaitre dans le délai de deux mois au greffe civil du Sénat, au banc de M^r Chaperon, actuaire, pour défendre aux conclusions de ladite requête, et sera la cause instruite par-devant le Seigneur Sénateur Carron de Briouçon.

Données à Chambéry, au Sénat, le 17 juin 1825. GABET.

COPIE DE MANIFESTE

Pour la vente par subhastations volontaires des biens de Maurisa Davaud, situés à Artaz.

A tous soit notoire et manifeste que, par acte reçu par M^r Jacob, notaire, le 28 août 1820, la Maurisa Davaud a constitué à Louis

Batard son mari, la généralité des biens, noms, droits et titres qui pourraient lui compéter dans les successions de ses père et mère ; lesquels furent estimés entre les parties à la somme de 4000 liv. ;

Que, dans la généralité de cette constitution, se trouvent comprises différentes pièces de terre, situées rière la commune d'Artaz, qui sont très-éparses, de difficile exploitation, étant encore très-éloignées de l'habitation desdits mariés Batard et Davaud ; que ledit Batard, dans la vente par enchères qui a eu lieu en septembre 1825, par le ministère de M^r Gabet, notaire commis, des biens dépendans de la discussion du sieur Joseph-Jérôme-François Girod, est devenu adjudicataire de diverses pièces de terre, au montant de 4578 liv. ; que lesdits mariés Batard et Davaud, désirant faire vendre les biens sus-constitués, situés rière la commune d'Artaz, pour faire face à la débiteure que ledit Batard a contractée par l'acquisition par lui faite comme adjudicataire susdit, se pourvurent au Tribunal de préfecture de la province de Carouge, pour qu'il lui plût, par un préalable, faire procéder, par l'assesseur qui serait désigné, à sommation information, tant sur l'état des biens que sur l'avantage qui résulterait de ladite vente, en faveur de Maurisa Davaud, en appliquant le prix desdits biens au paiement de ceux adjugés à sondit mari, dépendans de la discussion Girod et autres que ledit Batard offrait de faire déclarer dotaux, et, à ces fins, commettre le notaire Balliard ou tel autre pour procéder à l'estimation d'iceux par la voie d'experts, et ensuite les exposer en vente par enchères publiques. Sur ce, le Tribunal décréta d'un soit montré à M. l'avocat-fiscal qui, par ses conclusions du 15 mars 1824, donna son avis favorable ; sur quoi, le 15 dudit mois de mars, intervint nouveau décret du Tribunal, enregistré le 16 dudit, par lequel, attendu, y est-il dit, qu'on ne peut permettre l'aliénation d'un fonds dotal que dans les cas déterminés par le droit commun, du nombre desquels on se trouve point cité celui du paiement des dettes du mari, il déclara les supplians non-recevables dans leur demande, et lettres furent données ledit jour en cette conformité ; que, par requête adressée au Sénat, le 2 avril, année dernière, lesdits mariés Louis Batard et Maurisa Davaud, se sont pourvus pour faire réformer le décret du Tribunal de préfecture de la province de Carouge, et obtenir ladite vente, et le même jour le Sénat a décrété d'un soit montré à M. l'avocat-fiscal-général, qui, attendu l'offre que faisait ledit Batard de faire déclarer dotaux les biens par lui acquis, et qui seraient payés du prix de la vente des

biens de sa femme, a considéré qu'il en était de même dans l'intérêt de ladite femme, que si elle les achetait elle-même, et qu'il restait ainsi le cas prévu par le §. 10. liv. 5, tit. 6 des R. C., de l'aliénation d'un fonds dotal, pour faire l'acquisition d'un autre, que conséquemment son avis était que le décret du Tribunal de prefecture de la province de Carouge était susceptible de réforme, la valeur de l'objet étant d'ailleurs appellable; il a prescrit diverses formalités qui ont été exécutées, tant pour la sureté des acquéreurs, que pour l'assurance des droits dotaux de la Maurisa Davaud. Enfin, par ses décret et lettres du 31 du mois de mai, année dernière, dûment enregistrés le 1^{er} juin, en autorisant ladite vente, et donnant les clauses, charges et conditions à insérer au manifeste, a commis, moi, notaire, pour dresser ledit manifeste, et ensuite procéder à ladite vente, conformément aux R. C., et a ordonné que ledit Batard justifierait, dans le terme de deux mois, de s'être rendu adjudicataire définitif des 36 et 37 lots des immeubles de la discussion Girod, mentionnés au verbal de surenchères, du 28 septembre 1823, dressé par M^r Gabet, actuaire; qu'ensuite desdites requêtes, décret et lettres commissionnels du Sénat, du 31 mai 1824, il a été procédé aux subhastations desdits biens, et, par verbal du 4 juillet, ils avaient été adjugés à André Davaud, comme seul enchérisseur du bloc, pour la somme de 4502 fr., et, par verbal d'expédition du lendemain, ledit André Davaud élu pour amir, dans son acquisition, Marie Brand, Marie, fille de Claude Germain, veuve de Gaspard Marmoux, Joseph feu Joseph Perroul, Guillaume feu François Grand, et François feu Aimé Batardon, tous dudit Ariaz, chacun pour la part dont ils étaient convenu entre eux, et tous sous la clause solidaire pour le paiement de la somme totale et des frais de subhastations. Ces subhastations ont été déclarées nulles par défaut de formalités, par conclusions du seigneur avocat-fiscal-général, du 9 mars dernier, et, par requête suivie de décret et lettres du Sénat, du 6 mai dernier, je, dit notaire, ai de nouveau été commis pour procéder à la vente par subhastations desdits biens, les mises précédentes tenant néanmoins. En conséquence, je, Michel-Alexandre Balliard, notaire soussigné, de résidence à Bonne, procédant ensuite de la commission dont m'a honoré le Sénat, prévient le public et tous les créanciers hypothécaires, inscrits et autres sur les biens de Maurisa Davaud, que les immeubles sus-énoncés soient les biens dotaux de ladite Maurisa Davaud, femme de Louis Batard, situés à Ariaz,

dont le rôle et l'estimation suivent, seront de nouveau exposés aux enchères pendant trois dimanches consécutifs, au-devant de l'église paroissiale d'Artax, à l'issue des offices divins, les 5^e juillet, 7 et 14 août prochain, d'onze heures à midi, sur la mise à prix résultant des mises du 4 juillet, année dernière, et du verbal d'expédition, savoir, en six lots, tels qu'ils avoient été expédiés le 5 dudit mois de juillet. Lesdits lots seront adjugés séparément ou en bloc, aux plus offrans et derniers enchérisseurs, à l'extinction de la bougie vierge, et, faute de miseurs, aux précédens adjudicataires, et seront expédiés le mardi qui suivra la dernière surenchère, soit le 13 août prochain, le lundi étant férié, et ce audit Artax, à huit heures du matin, et sous les charges et conditions dont est mention ci-après.

CES LOTS SONT COMPOSÉS,

Le premier, d'une teppe, dite à la Diotax, autrefois vigne, sous partie du n° 4 de la mappe d'Artax, contenant 86 toises, confinée au nord par Henriette Davaud, au midi par Maurice Rosset, au couchant par Marie Davaud; d'un champ à la fin du Pont, dit aux Orphelins, sous le n° 599, contenant environ 350 toises, confinée au levant par Marie Brund, au midi par un chemin, au couchant par François Baltassat, et au nord par Joseph Pellevat; d'une broussaille, dite le Bois du Moulin, sous le tiers des n° 1176, 1177, 1248 et 1249, contenant 154 toises, 4 pieds, confinée au nord et midi par M^e Constantiu, aux levants et couchants par Marie Davaud; d'un champ dit au Ruiret, hameau de Truaz, sous partie du n° 221, contenant environ 60 toises, confinée au nord et midi par Solpice Sage-Vallier, au couchant par un chemin et Marie Davaud, estimé le tout 655 liv.;

Le second, dit à la fin du Pont, sous moitié du n° 384, contenant 1 journal, 298 toises, 7 pieds, confinée au midi par un chemin, au couchant par Gaspard Mermeux, au levant par François Baltassat, et au nord par Jean-Marie Pellevat, estimé 467 liv.;

Le troisième, d'un champ dit à la fin de Truaz, sous le n° 457, contenant 1 journal, 298 toises, 7 pieds, confinée au nord par Joseph Bernaud, au couchant par Maurice Rosset, au midi par François Bernaud, et au levant par le sieur Ducroz, estimé 624 liv.;

Le quatrième, d'une broussaille dite à Rossad, autrement le Pré-Long, sous les n° 1869 et 1870, contenant 280 toises, 1 pied, confinée au midi par Chevallier de Nangy, au nord par André Ros-

au sud, et au levant par Marie Brand ; d'une vigne dite à l'Échelette, sous le tiers du n° 775, contenant 95 toises, 5 pieds, confinée au nord par spectable Burrier, au levant par François Constantin, au midi et couchant par Henriette Davaud, estimé 500 livres ;

Le cinquième, d'un champ dit à Barge, mas de la fin de Truaz, inscrit sous le n° 423, contenant 221 toises, 6 pieds, confiné aux couchant et nord par des chemins, au levant par François Sermon-dade, et au midi par François Batardon, estimé 300 liv. ;

Le sixième, d'une maison comprenant deux petites caves, le poêle et la cuisine, deux chambres dessus, le galetas et la cour y attigée, le tout situé au hameau de Truaz, sous le n° 257 de la dite mappe d'Arbaz, confinée aux levant, nord et couchant, par André Davaud, contenant environ 50 toises de surface ; d'un jardin situé audit lieu de Truaz, sous partie du n° 266, contenant 35 toises, 6 pieds, confiné de toutes parts par André Davaud, et au couchant par Joseph Lauceux ; d'un pré dit à Boursier, sous le tiers du n° 251, contenant 1 journal, 56 toises, 1 pied, confiné aux midi et levant par une bœière, et François Bernard, et au couchant par un chemin ; le tout estimé 1478 livres.

CHARGES ET CONDITIONS.

1^{re} Les acquéreurs prendront les biens tels qu'ils se comportent, avec leurs servitudes actives et passives, sans que le plus ou moins de contenance que celle exprimée puisse donner lieu à une augmentation ou diminution du prix ; 2^o que les acquéreurs seront chargés de toutes les contributions foncières affectées sur lesdits fonds ; 3^o qu'ils seront chargés, sans aucune diminution sur le prix de leurs adjudications, d'acquitter les frais faits pour parvenir à la vente, dès la dresse du manifeste, jusqu'au contrat de vente inclusivement, y compris ceux du verbal d'estimation desdits biens ; 4^o que les acquéreurs entrèrent en jouissance dès le jour de l'adjudication, en entretenant néanmoins les haux qui pourraient exister, dont ils percevront les censés à recevoir ; 5^o qu'ils seront comptables des intérêts du prix de la vente, dès le jour de leur adjudication, et que le susdit prix sera payé ainsi et quand sera ordonné par le Sénat.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché à Chambléry, à la porte du Sénat, à la porte de la salle d'audience du mandement d'Annemasse, d'où les biens ressortent, au jour d'audience, ainsi

qu'à Arlat, au lieu destiné à faire les publications, un jour de dimanche, à l'issue des offices divins, et inséré au Journal, en conformité de l'édit royal du 16 juillet 1822, et ainsi notifié à tous créanciers ayant hypothèque sur les fonds de la Mairie Davaud, qui sont appelés auxdites subhastations, pour miser, si bon leur semble, et faire valoir leurs droits.

Le délai, pour la mise du sixième ou demi-sixième, sera de vingt jours, dès le verbal d'expédition.

Fait à Bonne, le 30 juin 1825. Signé à l'original par M^e Bailliard, notaire.

Pour copie conforme :
Michel-Alexandre BAILLIARD, N.^o

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation, poursuivie à la diligence de dame Jeanne Richard, veuve du sieur Henri Ducret, en qualité de tutrice de François et Louis Michel, ses, et dudit Ducret fils, pupilles, ayant pour procureur M^e François Bardet, des immeubles de Claude et Jean-Baptiste Gay, Louis Vernay, Claudine Vernay et Michellaz Vernay, femme autorisée de Thomas Duchesne, le premier habitant à Mesigny, les mariés Duchesne à Bloye et les autres à Thusy.

Le Tribunal de Préfecture de la province du Genevois, étant à Annecy, fait savoir que, par son jugement du 1^{er} mars 1824, en déclarant exécutoire, nonobstant le surau, jugement rendu le 29 novembre 1822, par M. le juge du mandement de Rumilly, il a été enjoint à Claude et Jean-Baptiste Gay, Louis Vernay, à M^e Pierre Giardin, substitut de M^e Valquet, en qualité de Cointeur établi à la cause de Claudine Vernay, et à Michellaz Vernay, femme autorisée par Thomas Duchesne, le premier habitant à Mesigny, les mariés Duchesne à Bloye, M^e Giardin à Annecy, et les autres à Thusy, de payer à dame Jeanne Richard, veuve du sieur Henri Ducret, habitante à Alby, en qualité de tutrice de François et Louis-Michel, ses, et dudit Ducret fils, pupilles, la somme de 500 liv., 95 centimes, en capital et censés dérivantes de l'acte de rente du 27 janvier 1772, Morand, N.^o, au paiement de laquelle somme lesdits consorts Gay et Vernay avaient été condamnés par le jugement ci-dessus énoncé, du 19 novembre 1822.

2^e celle de 24 liv., 50 cent., pour les intérêts de ladite somme, échus au 6 février 1824 ; 3^e celle de 35 liv., pour dépens adjugés par ledit jugement ; 4^e celle de 78 livres neuves pour dépens taxés par le jugement rendu ci-dessus, lesquelles sommes étaient payables dans le terme de cinquante jours. Que, résultant des procès-verbaux dressés par le sergent Plat, les 20 et 21 septembre 1824, qu'il ne s'est rien trouvé à pouvoir être saisi au préjudice des sus-nommés, ladite dame Richard a obtenu du Tribunal, le 8 février dernier, un décret portant injonction aux sus-nommés de lui payer, dans trente jours, les sommes ci-dessus énoncées, plus celle de 54 livres 30 centimes, pour les frais desdits procès-verbaux de carence, avec déclaration que, passé ce délai, elle ferait vendre par subhastation les immeubles y désignés ; la notification de ce décret a eu lieu par exploits des sergens Simonod et Pallud, des onze, quatorze et quinze dudit mois de février.

Que, par jugement rendu ci-dessus, le 9 mai dernier, le Tribunal a autorisé la vente desdits biens et a fixé la première enchère au 4 juillet prochain ; ce jugement, la requête du 11 avril dernier qui y a donné lieu, ainsi que l'extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés auxdits conjoints Gay et Vernay, par exploits des sergens Vindret et Simonod, à ces fins commis, des 30 et 31 mai dernier ; le tout dûment enregistré au bureau des hypothèques d'Amuey, le 4 du courant.

Biens à vendre situés sur la commune de Thusy.

Numéros de la mappe, nature de propriété, désignation du mas, contenance cadastrale, tailles et confins,

- R. 1466, Champ, vers les bois, contenant 318 toises, 3 pieds, taille 18 sous, 8 deniers, se confine du nord par les bois de noble de Lotard de Pierrefeu, au levant par le champ de Pichollet Claude.
- 2244, Pré à Hercier, soit aux Placés, contenant 134 toises, 1 pied, taille 7 sous 3 deniers.
- 2245, Pré à Hercier soit aux Placés, contenant 128 toises, 7 pieds, taille 8 sous, 1 denier ; ces deux pièces se confinent ensemble, au nord par un chemin, au levant par le pré des bois de Joseph Lotard et de François Veruay.

- 1468, Champ à la Molassière, contenant 596 toises, 5 pieds :
taille 18 sous 7 deniers ; se confine au nord par un
chemin, au levant par le champ des hoirs Verney, et
au midi par un chemin.
- 1529, Champ et pré au Biollet, contenant 1 journal, 51 toises,
6 pieds, taille 13 sous 6 deniers ; se confine au nord
par le champ de noble Pierrefeu, des levant et midi
par un chemin et au couchant par champ et pré des
hoirs Verney.
- 2157, Pré, à saint Maurice, contenant 338 toises, taille 6
sous 5 deniers 1/2 : se confine au nord par pré des
hoirs de Claude Dénats et de Claude Pichallet, au le-
vant par champ de Claude Terrier et des hoirs Pallat.
- 1258, Champ à la Vigne, contenant 222 toises, 2 pieds, taille
10 sous, 5 deniers ; se confine au nord par un chemin,
au levant par le champ de François Verney, au midi
par la terre de Pierre Terrier.
- 566, Maison et écurie, à Thusy, se confinent des nord et le-
vant par un chemin public, au couchant par l'écurie
de la Cure, et au midi par pré de Louis Bally.
- 1058, Champ au Bois Brûlé, contenant 1 journal, 28 toises,
4 pieds.
- 1057, Châtignerie, au même lieu, contenant 287 toises :
7 pieds ; se confine au nord par champ de J.^e Revillard,
au levant par le champ de Jean Hérobert et châtignerie
de Louis Perrissoud, au midi par les terres de saint
Eusèbe.
- 4827, Champ à la Tétarna, contenant 74 toises, 6 pieds :
- 5879, Champ audit, contenant 127 toises, 5 p. ; se confinent
au nord par champ de Louis Perrissoud l'oncle, au
couchant par la terre de Charles Dorgemont et au midi
par un chemin d'investiture.
- 1376, Bois, aux Crottes, contenant 297 toises, 1 pied, taille
4 den. 1/2 ;
- 1575, Pré audit, contenant 123 toises, 2 pieds, taille 4 sous
10 deniers, se confine au nord par pré et bois de Claude
Ginet, au levant par un ruisseau, au midi par terre de
Claude Ginet, au couchant par terre des frères Pichallet,
Rolland et Ginet.
- 1551, Pré marais audit, contenant 1 journal, 29 toises, 1 p.

taille 7 sous, 7 deniers; se confine au nord par le fonds communal, au levant par terre de Louise et Barbe Dorgemont, et au midi par celle de Louis Gay.

- 1197, Teppe à la Combe, au Bouchet, contenant 290 t., 1 p.
 1198, Terre inculte audit, contenant 104 toises, se confie des nord et couchant, par champ et bois de Claude Bonnard, et des autres parts par les terres de la commune de Saint-Eusèbe.
- 182, Pré, jardin et place, à Thury, contenant 62 toises, 5 pieds, taille 3 sous, 11 deniers, se confient des levant et midi par un chemin et par les cartines de Benoit Dupont, et au couchant par pré de Gruffar.
- 188, Champ à Lacharrière, contenant 2 journaux, 101 toises, 5 pieds, taille 2 liv., 4 sous, 11 den.
- 187, Champ audit, contenant 123 toises, 5 pieds, taille 8 s., 9 den., se confine des nord et levant par pré de Joseph et Jacques Lamaison, des midi et couchant par un chemin.
- 504, Teppe, vers la Morge, contenant 38 toises, 4 pieds, taille 2 1/8.
- 505, Broussuilles audit, contenant 94 toises, 7 pieds, taille 8 den, 175; se confient au midi par bois de Joseph Lamaison, au levant par bois et pré de Jacques Lamaison, au nord par terre de Coissard Jean-Baptiste, au couchant par le ruisseau de la Morge.
- 152, Bois à Laplante, contenant 105 toises, 1 pied, taille 1 sou, 10 den., se confine du levant par le surplus dudit n° appartenant à Poncet et par champ de Lamaison, au midi par champ du même et celui des frères Rollier.
- 514, Bois au Proviat, contenant 88 toises, 1 pied, taille 4 deniers.
- 526, Bois audit, contenant 89 toises, taille 4 den., se confine du nord par champ de Blaise Coissard, au levant par terre de Jean-Baptiste Coissard, au midi par le même, et au couchant par les frères Lamaison.
- 2012, Champ à Laparcille du Plant, contenant 1 journal, 200 toises, taille une liv., 15 sous, 2 den., se confine des levant et nord par des chemins, du midi par restant dudit n°, appartenant à M. de Rochette, et au couchant par champ d'Antoine Colonne.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. 1. L'adjudicataire ou les adjudicataires prendront les immeubles qui leur seront adjugés, dans l'état où ils se trouvent, sans que le plus ou le moins de contenance puisse donner lieu à aucune répétition de leur part, et supporteront toutes les servitudes passives, si aucune existe.

ART. 2. Ils payeront les contributions foncières affectées sur les dits immeubles, à dater du premier janvier dernier, ainsi que les frais qui ont eu lieu dès la requête du huit février dernier, jusqu'à la vente définitive, et ce, en proportion des annuités pour lesquelles les immeubles leur seront adjugés.

ART. 3. Ils payeront le prix de leur acquisition aux créanciers antérieurs et privilégiés desdits consorts Gay et Vernay, sans distinction de créances exigibles ou inexigibles, suivant les bordereaux de collation.

ART. 4. Lesdits immeubles seront mis aux enchères, en totalité, sur la mise à prix de sept cent quarante livres, ou bien par pièces séparées.

Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal de cette division.

Mande à ces fins le tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Annecy, le 4 juin 1825.

Signé ARMEJON, Greffier.

Enregistré à Annecy, le huit juin 1825, folio 101, case 93.
du 13.^{me} vol. reçu trois livres.

Signé ORSIER, Receveur.

SUPPLÉMENT.

A l'audience du 4 juillet présent mois, aucun miseur ne s'étant présenté pour surenchérir la mise à prix offerte par la dame Richard, veuve Ducret, le Tribunal, par son jugement dudit jour, après avoir ouï l'avocat-fiscal dans ses conclusions, a renvoyé pour l'adjudication définitive des biens dont s'agit, à son audience du quatre août prochain, à trois heures après-midi.

Pour copie, BAUME, pour M^r BARDET, Pr.^r

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation, d'un bâtiment de maison situé au chef-lieu de la commune du Bourg-St.-Maurice, appartenant à Jean-Maurice Lechat, à la poursuite et diligence de Jean Bompert cadet.

Le Tribunal de la Judicature-Maje de la province de Tarentaise, étant à Moûtiers, fait savoir que par son ordonnance rendue en contradictoire entre ledit Jean Bompert cadet, négociant domicilié à l'Hôpital sous Loullans, demandeur, et Jean-Maurice Lechat, négociant, domicilié à la commune du Bourg-St.-Maurice, défendeur, sous date du huit juin dix-huit cent vingt-quatre, dûment enregistré, il a été enjoint audit Lechat de payer audit Bompert, dans le délai de trente jours, la somme de quatre mille deux cent cinq livres neuves avec dépens y taxés à vingt-six livres outre les coûts et cours du jugement, à quoi le débiteur n'ayant pas satisfait, ledit Bompert a présenté requête à Monsieur le Juge-Maje de cette province pour qu'il lui plût indiquer l'audience à laquelle les parties devraient paraître devant le Tribunal, aux fins celui-ci d'autoriser la mise en vente des immeubles spécifiés tant au bas de sa requête que dans l'extrait de cadastre y annexé, sous les charges et conditions y désignées, et sous celles qu'il plairait au Tribunal y ajouter, et fixer en même temps l'audience à laquelle aurait lieu la première enchère, et à l'appui de cette requête, ledit Bompert a produit tant l'ordonnance injonctionnelle précitée, que les actes notariés des provisions qui y ont donné lieu, ainsi que les actes notariés des seize constitutifs de sa créance inscrite au bureau des hypothèques de cette ville de Moûtiers, à forme des bordereaux des dix-neuf octobre dix-huit cent douze, trois mars et vingt-six septembre dix-huit cent vingt-trois.

Par son décret du vingt-quatre mars prochain échu au bas de ladite requête, dûment enregistrée, Monsieur le Juge-Maje ayant fixé ladite audience au sept avril suivant, cette requête suivie dudit décret contenant la désignation des immeubles à subhastier, fut signifiée audit Lechat par exploit du sergent Vidard du vingt-neuf dudit mois de mars.

Le demandeur représenté par M.^r Piston procureur à ce Tri-

bunal et son fondé de pouvoir par acte du vingt-cinq février dix-huit cent vingt-trois, Garzon notaire, par lequel acte ledit Bonpart a fait élection de domicile en l'étude dudit M.^e Piston, paraissant à l'audience fixée, a insisté aux conclusions prises par la requête précitée, en accusant la contumace dudit Lechat qui n'a pas paru, ni personne pour lui, quoiqu'assigné en personne.

Le Tribunal, par ordonnance du même jour sept avril, enregistrée, après avoir ouï le rapport, le procureur demandeur et l'Avocat-Fiscal dans ses conclusions à, tant pour le profit de la contumace audit Lechat qu'il a déclaré bien encourue et obtenue, que de ce qui lui est résulté des pièces de l'instance, autorisé la vente des immeubles dont il s'agit, a fixé l'audience pour la première enchère au vingt-sept mai suivant, a commis ledit sergent Vidard pour faire la notification prescrite par l'article cent de l'édit du seize octobre dix-huit cent vingt-deux, et a mandé au Greffier de céans de dresser le manifeste requis.

Lesdites ordonnance, requête et extrait de cadastre y annexé, après avoir été notifiés audit Lechat par exploit dudit sergent commis en date du douze même mois d'avril, ont été enregistrés au bureau des hypothèques de cette ville, le quinze dudit mois suivant le certificat délivré par M.^r Boyer conservateur.

Ledit Lechat, par acte mis au greffe de céans, le dix-huit dudit mois d'avril, ayant appelé de l'ordonnance précitée du sept même mois, le Sénat par arrêt du deux mai courant, enregistré, a déclaré ledit Lechat non-recevable dans son appel; l'a condamné aux dépens, et a renvoyé les parties par-devant ce Tribunal qui, qui par ordonnance du vingt-cinq dudit mois de mai rendue entre lesdites parties, a de nouveau fixé la première enchère pour la vente des biens dont s'agit, au premier juillet prochain à neuf heures du matin, et cette ordonnance a été notifiée audit Lechat par exploit du sergent Prin, en date du vingt-huit mai courant.

En conséquence, le bâtiment de maison ci-après désigné sera exposé aux enchères et vendu en un seul lot. La première enchère aura lieu à l'audience du premier juillet prochain, à neuf heures du matin, maison Didier, rue du Petit-Pré-commun, sous la mise à prix de mille livres neuves offertes par le pour-

Désignation du Bâtiment de Maison à vendre.

Bâtiment de maison situé au chef-lieu de la commune du Bourg-St. Maurice, figuré sous le numéro mille cinquante-trois de la mappe, de la contenance cadastrale de cent vingt-neuf toises un pied, taxé à la somme de dix-sept sous et un denier de taille royale et cadastrale, confiné par la grand' rue au midi, par le bâtiment de maison des consorts Varraz au levant et par un autre bâtiment de maison appartenant audit Lechat provenant de Jean-Michel Vaudey au couchant, consistant en deux étages, cuisine, chambres, cave, écurie, grange, cour et galeas.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^{re} Ledit bâtiment de maison sera exposé aux enchères ledit jour premier juillet prochain, à neuf heures du matin, sous la mise à prix de mille livres neuves offertes par ledit Bompard demandeur.

Chaque mise devra être de cinq livres au moins en sus de la dernière qui sera offerte.

2.^{re} Aucun enchérissant ne sera admis à miser qu'après avoir rempli les formalités et obtenu l'autorisation prescrite par l'art. 79 de l'édit royal du seize juillet dix-huit cent vingt-deux.

3.^{re} L'adjudicataire prendra l'immeuble dont s'agit dans l'état où il se trouvera, avec ses servitudes actives et passives, s'il y en a.

4.^{re} Il sera tenu de se charger des contributions affectées à l'immeuble dès le premier janvier dernier; il payera le prix de son adjudication à présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront utilement colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles, et se conformera en outre à tout ce qui est prescrit en pareil cas par l'édit cité.

5.^{re} Il payera tous les frais qui auront été faits pour parvenir à la vente définitive, dès la requête du trente et un janvier dernier inclusivement, sans diminution du prix.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1812.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, affictions, notifications

et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Moutiers, sous le sceau du Tribunal, le trente et un mai dix-huit cent vingt-cinq. Signé Raymond Gressier.

Enregistré à Moutiers, le trente et un mai dix-huit cent vingt-cinq, case 1602, folio 187, vol. 711 reçu trois livres, signé Bovié.

Pour expédition conforme.

Enreg. 3 Il. dr. 1. 50. timb. et exp. 1. 20 cent. reçu de M.^e Pissou.

RAYMOND.

Supplément au Manifeste ci-devant.

A l'audience indiquée du premier juillet dix-huit cent vingt-cinq, les enchères pour l'adjudication préparatoire du bâtiment désigné au manifeste ci-devant ont été ouvertes sous la mise à prix de mille livres offertes par le poursuivant et trois bougies ayant été allumées successivement, aucune offre n'a été faite pendant leur leur : en conséquence le Tribunal a adjugé provisoirement audit Bompard l'immeuble dont il s'agit pour le prix de mille livres, a fixé l'audience pour la seconde enchère au douze août prochain, à neuf heures du matin et a ordonné que le verbal de première enchère sera notifié audit Lechat cautionné, et que les publications et affiches seront répétées conformément à la loi.

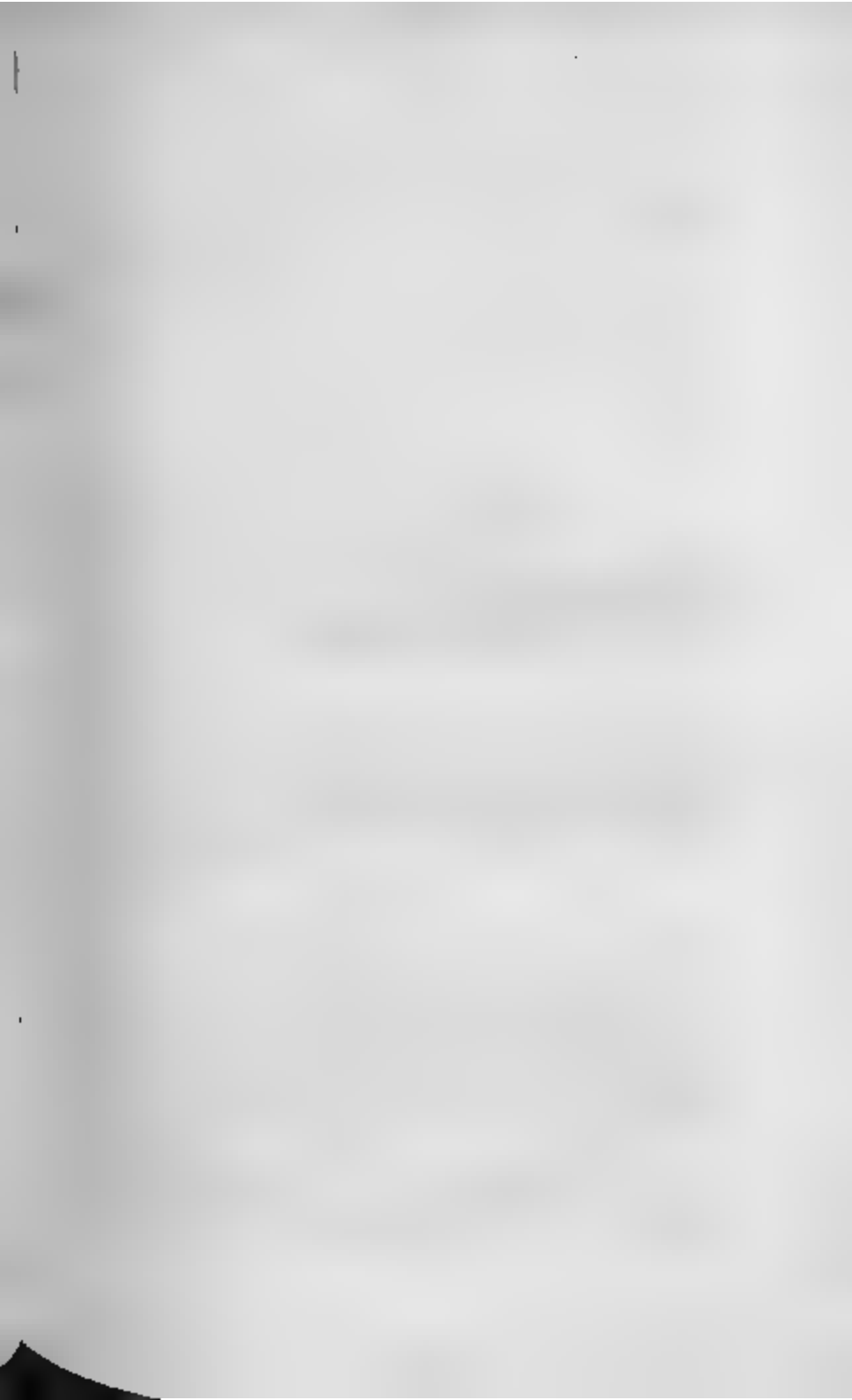
RAYMOND.

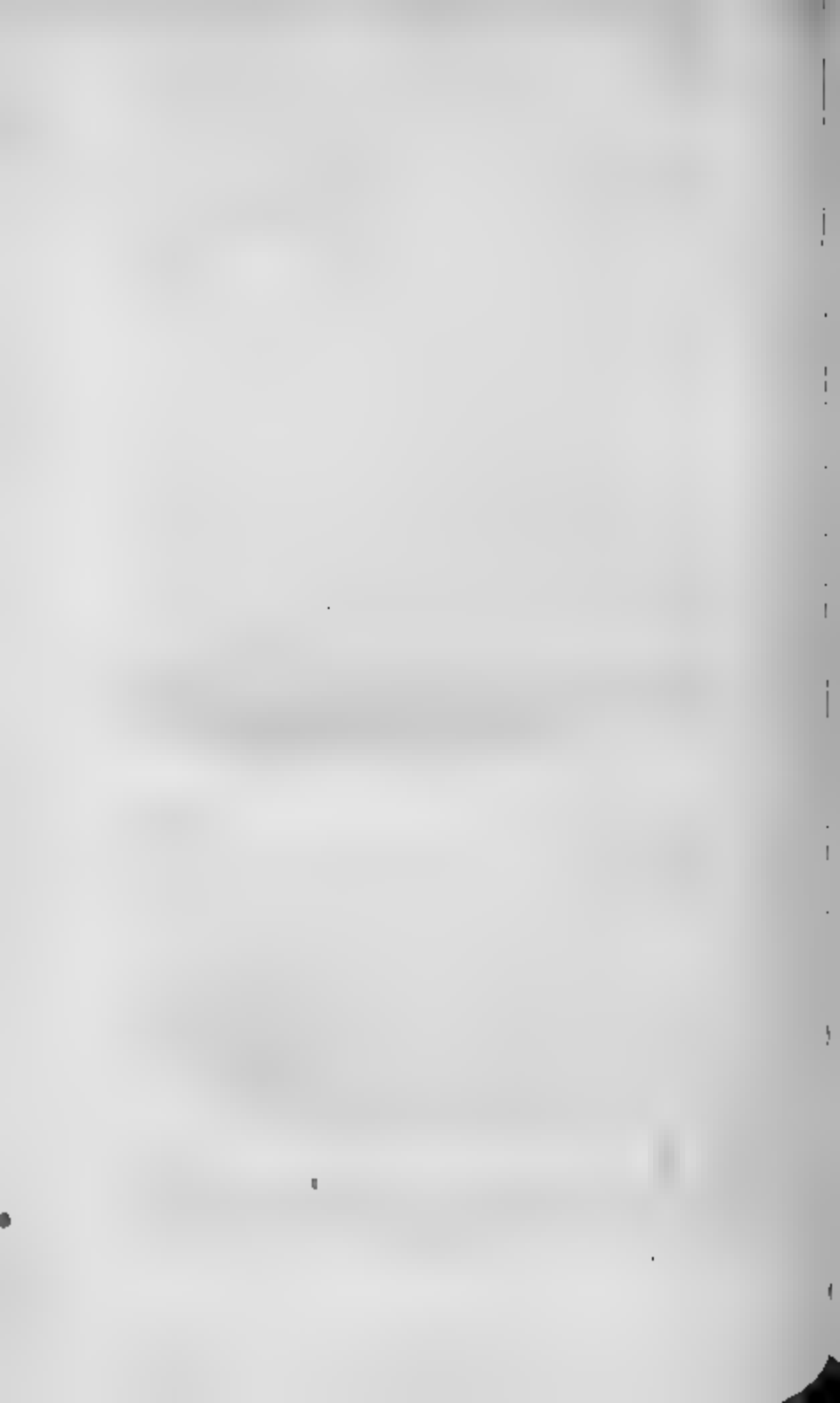
A V I S.

Ceux qui, en exécution de l'Edit Royal du 16 juillet 1822, concernant le système hypothécaire, ont des Annonces judiciaires à faire insérer au *Journal de Savoie*, sont priés de les adresser dans le temps, *franc de port*, à l'imprimerie du Journal.

Attenda les dépenses qu'entraîne l'impression de ces articles, les personnes intéressées sont priées de désigner à Chambéry un Correspondant chargé d'acquitter au fur et à mesure les frais d'insertion et d'y mettre le moindre retard possible.

CHAMBERY, Imprimerie de F. R. PLATTET, rue du Sénat.





JOURNAL DE SAVOIE.

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts,

Vendredi, 29 Juillet.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 28 juillet. S. Exc. M. le Marquis d'Yenne, Gouverneur de Gènes, enparavant Vice-Roi du Royaume de Sardaigne, avait déjà procuré au Musée de cette ville divers objets précieux, tels qu'une collection de minéraux de l'île de Sardaigne, une boîte contenant des madrépores, et une autre boîte renfermant des échantillons de porphyre. Par l'effet de l'intérêt que S. Exc. M. le Marquis d'Yenne porte aux utiles Etablissements de son pays et de son amour pour les sciences, il vient encore d'acquiescer la même collection d'un grand nombre d'oiseaux de Sardaigne, tous étrangers à ce Duché, parfaitement empaillés, et d'un très-beau fragment d'une machine de Mastodonte, sur lequel il a promis de donner ultérieurement des renseignements, particulièrement touchant le local d'où ce fragment a été tiré.

AVIS AU PUBLIC.

Le Gouvernement Français ayant accordé aux Solitaires de la Grande Chartreuse la garde du désert qu'ils habitent, et des portes qui y conduisent, il n'est plus permis aux dames d'y pénétrer, ni même d'en passer les portes.

AVIS — Travaux publics.

Mardi, 9 août prochain, à onze heures du matin, il sera procédé, à Chambéry, devant M. l'Intendant général, à l'adjudication, par la voie des soumissions cachetées, de l'entretien, pendant 3 ans, de la route royale de France, entre le pont du tiaron et la Chapelle, sur la base, par au, de 54,7 l. C. r., ainsi que des réparations urgentes à exécuter dans la première année du bail, évaluées à la somme de 2302 l. 27 c.

PIÉMONTE.

Torin, 21 juillet. Par Patentes Royales du 8 juillet courant, S. M. a daigné permettre aux négocians Lussin et Perracca de maintenir à Alex leur

Le 9 et le 11 juillet, le premier et le second bataillon du régiment infanterie du Linckebnstein venant de Naples, sont arrivés à Rome. À la prière du S. Exc. le baron de Primat, S. S. a daigné accorder à toutes les femmes autrichiennes qui passeront à Rome, la faculté d'acquiescer le jubilé en visitant une fois en corps la basilique du Vatican. Les deux bataillons ont accompli ce devoir et ont reçu de S. S. la bénédiction apostolique.

— S. Exc. le baron de Frimont, arrivé à Rome le 12 juillet, a offert son hommage au Saint-Père, qui lui a fait l'honneur le plus distingué. Son Exc. a pris le lendemain la route de la haute Italie.

— Mgr de Quélen, archevêque de Paris, est parti le 10 juillet de Rome pour se rendre à Naples.

— LL. MM. Siciliennes sont arrivées le 9 juillet à Livourne, où elles ont été saluées de 101 coups de canon. Elles se sont embarquées le 15, par un vent propice. S. A. I. et R. le Grand-Duc de Toscane les a accompagnées jusqu'à bord du vaisseau royal.

— Le 22 juillet, LL. MM. II. et RR. d'Autriche, accompagnées de LL. AA. II. l'Archiduc Vère-Roi, l'Archiduc François-Charles et des augustes Princesses leurs épouses, sont arrivées à Modène, au son des cloches, au bruit de l'artillerie et aux acclamations de la population. S. A. R. le Duc de Modène était allé à leur rencontre jusqu'à la frontière de ses États. LL. MM. ont visité tous les établissements publics et sont parties de Modène le 14, prenant la route de la Mirandole. S. A. R. le Duc de Modène les a accompagnées jusqu'à Ostiglia.

— Le 4^{me} Régiment d'artillerie d'Autriche, avec deux pièces de canon, venant de Naples, est arrivé à Rome le 14 juillet.

— Mgr de Quélen, archevêque de Paris, est arrivé à Naples le 12.

— On apprend que les Turcs ont été obligés d'abandonner Salona, repris de vive force par les Grecs, après une vigoureuse résistance de la part des premiers.

S U I S S E.

La Diète fédérale, dont l'ouverture a eu lieu à Lucerne le 4 juillet, s'est occupée, entre autres objets d'intérêt général, des relations commerciales de la Suisse avec les États voisins, et des relations concernant le domicile réciproque. Des négociations sont ouvertes à ce sujet avec les gouvernements des puissances limitrophes.

V A R I É T É S.

Anecdotes sur deux Singes navigateurs.

(Extrait de la Bibliothèque Universelle).

Le premier des deux singes qui font l'objet de cet article vint de

Made en Europe à bord d'une frégate, et quoiqu'il fût force espion-gleries, il était le favori de tout l'équipage. Il partageait les repas des matelots, mais il n'était point admis à la table des jeunes élèves de marine, qui auraient cru déroger en l'admettant dans leur société.

Tous les soirs, quelque malins qu'ils fussent, étaient toujours excusés par les matelots, qui faisaient par en rire. Le capitaine, qui s'intéressait au bonheur du Pug (c'était son nom), presque autant qu'à celui de ses matelots, voulait y contribuer en lui donnant une compagnie.

Dans les premiers temps, Pug sembla jouir d'un parfait bonheur, et sa lune de miel se passa pendant que la frégate fit sa croisière d'été; mais peu à peu l'indifférence et bientôt le dégoût se manifestèrent par des grimaces, des grognemens et même des coups. Tout l'équipage fut affligé et même scandalisé de la triste issue d'une union qui s'était annoncée comme heureuse.

Toutefois, le mari donna quelques symptômes de résipiscence, qui furent accueillis par tout l'équipage; mais cette satisfaction ne fut pas longue, car le traître, un beau jour, ayant engagé par de bons procédés sa compagnie à le suivre jusqu'à l'extrémité de la vergue d'un mal de porraquet, comme s'il eût eu quelque chose à lui montrer au loin, pendant qu'ils étaient assis à côté l'un de l'autre, Pug passa sa palte sous sa voisine et la jeta méchamment à la mer.

J'en oublierai jamais le sentiment d'horreur que témoigna l'équipage, à l'aspect de cette vilaine action. à l'exception d'un capitaine français, prisonnier à bord, qui s'écria, en s'adressant au second lieutenant: « Parbleu, monsieur, ce drôle-là a bien du caractère! »

Un autre singe navigateur, que j'ai connu, ne montrait peut-être pas autant de caractère que celui-ci, mais il l'égalait au moins en pitié et en agacité. Le vaisseau, qui était une bagarre armée, appartenait à l'un de mes parrains; le singe avait pour compagnon, un ours, et ces deux animaux étaient destinés à l'annusment de l'équipage, sans préjudice à celui du propriétaire même du navire.

Le singe faisant de l'ours l'objet de toutes ses fureurs. L'ours, très-grave de caractère, se plaisait à dormir au soleil sur le tillac, et le plaisir du singe était alors de lui attacher un à un ceux de ses longs poils qui se trouvaient agglutinés de goudron, accident qu'il considérait comme un grand défaut dans l'extérieur de son ami.

D'autrefois il soulevait ses paupières et regardait avec curiosité s'il dormait : l'ours prenait en mauvaise part ces gentilleses, soulevait sa lourde patte pour y mettre fin ; mais son persécuteur échappait à la correction en s'esquivant en un clin-d'œil. Son refuge, dans ces occasions, était dans la voileure : l'ours essayait bien de l'y saisir, mais à peine avait-il fait quelques pas dans les haubans, qu'il s'arrêtait, n'osant monter plus haut. L'adresse du singe à grimper était au contraire si remarquable, que les matelots le nommaient capitaine en second du perroquet. Ce nom lui fut donné par suite d'une disposition singulière de sa part. Il avait remarqué le mouvement qu'occasionnait sur le tillac l'annonce d'une voile dans l'horizon : ce mouvement l'amusait beaucoup, en conséquence, sa station favorite était le haut du mât perroquet, d'où il signalait les navires avec beaucoup de régularité ; il les annonçait par un cri particulier, en montrant du côté de l'horizon où il apercevait la voile.

Ce singe continua pendant quelque temps ce service comme volontaire, recevant toujours quelque gratification lorsqu'il avait accusé juste ; mais à la fin, la croisière étant devenue peu fertile en évènements, il parut s'ennuyer de son office, et, pour le rendre moins insipide, il se mit à donner de fausses alarmes. Le contre-maître l'ayant pris sur le fait, lui enleva son titre de capitaine, auquel on substitua un nom qui lui déplaît au plus haut degré, et qu'il repoussait toujours par des grimaces, des gronderies, et lorsqu'il l'essait, par des coups.

Quoiqu'il parût se plaire dans le mouvement qu'excitait sur le bâtiment la chasse donnée à un navire qu'on poursuivait, il ne montrait pas de courage dans l'action, aussi l'envoyait-on à fond de cale, dès que le feu commençait.

Ce pauvre animal eut une fin malheureuse. Il avait remarqué qu'un des lieutenans, qui était incommode, déjeunait seul et faisait son thé lui-même ; le singe voulut en faire autant, et prenant pour du thé du tabac à fumer qui était sur la table, il en fit une infusion, qu'il avala, après y avoir mis du sucre et du lait. Cette boisson lui procura des vomissemens si opiniâtres, qu'il y succomba.

Suite du Mémoire sur les engrais (Voyez le N.º 28 de ce Journal).

Chez les anciens, des hommes tels que Caton, Columelle, Théophraste, Plin, César et Palladius, n'ont pas dédaigné d'écrire sur la théorie des engrais. Les fables allégoriques de leur mythologie avaient été jusqu'à transformer les engrais en divinités agricoles, sous les noms de *Pilumnus*, de *Sterquilium* et de *Siccus cultus*. Les cultivateurs Flamands se montrent dignes de desservir les temples de ces divinités, car les paysans appellent leur tas de fumier leur petit dieu ; et effectivement les riches produits de la culture de cette contrée, reposent principalement sur cette base.

L'Alsace et les autres belles provinces de la France, dit A. Young, dans son voyage en France, ne sont ni aussi bien cultivées, ni aussi fertiles que la Flandre, c'est par le défaut d'engrais, et la négligence avec laquelle les cultivateurs les traitent en est l'impardonnable cause.

Schwertz raconte que, lorsqu'il entra pour la première fois dans la ville d'Alost, il fut frappé de la propreté des rues. Il en fit son compliment au maire, qui lui répondit que la police n'y prenait aucune part. « On est ici, ajouta-t-il, si avide d'engrais, que pour s'en procurer on nettoierait le pavé avec du velours, s'il le fallait. » Les pauvres ont à Alost le privilège de nettoyer les rues pendant le jour; mais dès que la nuit vient, le privilège rentre dans le droit commun, et chacun peut recueillir et nettoyer de son mieux toute la nuit. Les débris des végétaux qui sont trop durs pour se décomposer facilement, sont étendus sur la grande route pour y être brisés par les chevaux et les voitures. Ce qui existe en cela à Alost, est également dans le même cas pour toutes les villes de Flandre.

Une chose remarquable encore, ce sont ces réservoirs murés, ces citernes à engrais qu'on trouve principalement dans le pays de Flandre. Nous ne parlons pas ici des citernes que chaque cultivateur établit chez lui pour les besoins de son exploitation privée, mais des immenses magasins d'engrais, construits par des spéculateurs, et alimentés par les immondices des villes. Ces citernes sont construites en grand nombre à côté les unes des autres, et classées avec soin, selon la nature, l'âge et la qualité des engrais qu'elles contiennent. Les acheteurs jugent de leur mérite comparatifs au moyen de longs bâtons qu'ils y plongent en guise de tâte-vins, afin de ne pas s'exposer à juger légèrement du fond par la superficie.

Dans toutes les exploitations on trouve aussi des dispositions faites pour recueillir les engrais liquides, ces engrais si estimés à la Chine et au Japon, et qui en Suisse, en Belgique et en Toscane produisent de merveilleux effets sur la fertilité du sol. Aussi les alentours de la plus petite ferme présentent-ils l'aspect d'une propriété recherchée, et l'on a trouvé les moyens de convertir les tas de fumier en un véritable ornement pour la basse-cour, tant on les arrange avec soin. Le transport du fumier sur les terres s'opère au moyen de tombereaux légers, attelés d'un cheval ou d'un bœuf, et dont les planches sont jointes avec soin, afin qu'aucune partie liquide ne puisse s'échapper.

L'agriculture anglaise a, depuis quelques années, fait aussi de

grands progrès dans la connaissance et l'emploi de toutes les substances qui peuvent servir d'engrais, et ces progrès sont dûs en grande partie à l'exemple donné par la Belgique. Les Anglais ont entr'autres porté les composés à un haut degré de perfection, et en particulier, ils ont tellement perfectionné tout ce qui tient aux engrais de jardins, que l'Angleterre possède peut-être maintenant les meilleurs légumes et les meilleurs fruits du monde, et a fait des pas immenses depuis 1800. Lorsqu'on a visité l'Angleterre, il y a quelques années, et qu'on la revoit maintenant, on est surpris de trouver les fruits aigres qu'elle possédait alors, remplacés par les meilleures espèces de poires, de pommes, de raisins, etc., comme si le sol et le climat de l'Italie étaient venus s'y fixer. On peut citer en preuve des soins que l'on s'y donne pour les engrais, qu'à peine les os brisés ont été connus comme un puissant agent de fertilité, que déjà des bâtimens anglais venaient en Allemagne y chercher des chargemens d'os.

L'agriculture d'Italie, déjà si avancée dans la connaissance de la science des irrigations, s'occupe maintenant beaucoup aussi de l'art d'améliorer les terres par les engrais, et en particulier par l'ensoufflement des récoltes vertes, dont la méthode se répand chaque jour davantage.

ENIGME.

Souple à l'instant de ma naissance,
On me façonne à volonté;
Mais bientôt, par ma résistance
Et par mon indocilité,
Je deviens un sujet rebelle
Et je refuse d'obéir;

A ma ténacité je demeure fidèle;
Je ne veux plus céder, et j'aime mieux périr.
Je ne protège point la pauvre en sa chambre:
On pourrait m'accuser de mépriser ses droits;
Et pourtant c'est par moi que perçut la lumière
Jusque dans le palais des Rois.

Le mot du dernier Logogriphe est *route*, où l'on trouve *route*, *Ure*, *ur*, *ure* et *ou*.

MARCHÉ de Chambéry, des 19, 21 et 23 juillet 1875.

BLED.	Prix.	LE VASEL.		L'HECTOLITRE.	
		f.	c.	f.	c.
Froment.		15	35	—	18 89
Seigle.		14	00	—	14 54
Orge.		0	00	—	00 00
Sarrasin.		9	32	—	12 22
Mais.		15	23	—	17 51
Avoine (1).		13	00	—	8 54
Poin, 1. ^{re} qualité, le kilogr.					0 59 1/2
Viande, idem, idem.					0 60

(1) Rapport des 3 vases
ach. en hectolitre :
Froment. . . 813
Seigle. . . 705
Avoine. . . 425

SUPPLÉMENT

Au N.º 30 du Journal de Savoie, du 29 juillet 1825.

MANIFESTE

Pour la vente d'une montagne avec ses dépendances, située en la commune de St.-Michel des Déserts, faisant partie des biens de la discussion des sieurs Ganière frères.

La royale délégalion nommée par S. M., par Lettres-Patentes du 28 janvier 1825, fait savoir :

Qu'en exécution de son ordonnance du 11 juin courant (enregistrée le 13 dudit, sous le droit de 10 livres, à forme du reçu, signé Baudé, receveur), il sera procédé à la vente d'une montagne, avec ses chalets et dépendances, sise en la commune de Saint-Michel des Déserts, acquise par sieur Jean-Baptiste Ganière, pour le prix de 20000 livres, à forme d'acts passé en sa faveur, le 30 juillet 1820, aux minutes de M.^r Cornier, notaire, par M.^s Louis-François-Marie Tochon, Michel Dumas, François Jacquet, Charles Guerraz, et autres y dénommés, agissant en qualité de procureurs des acquéreurs de la montagne de Saint-Michel des Déserts.

Cette montagne, avec ses chalets et dépendances, est de l'étendue d'environ sept cents journaux, fixée sous les numéros de la mappe de St.-Michel des Déserts, 4629, 4632, 4636, 4640, 4645, 4647, 4648, et partie de 4650, 4652 et 4651; elle est continuée au midi par des propriétés particulières, au couchant par le territoire de Drumettaz - Clarafond, partie de celui de Monzy, jusques et compris les chalets du Revard, et depuis le Revard par la Crête appelée le Doux à la gaillarde, au levant par le surplus du n.º 4651, suivant la ligne E. G. D., ainsi que le tout est tracé, figuré et expliqué dans le plan du géomètre Collomb, du 3 septembre 1819, qui est resté joint à la minute de l'acte d'acquisition, Cornier, N.º, et que le tout est encore expliqué dans le même acte d'acquisition, auquel on se rapporte, le tout inserit pour l'année courante aux droits de quarante-huit livres neuves, soixante et seize centimes.

La vente se fera de la manière et avec les formalités prescrites pour les immeubles des discussions, par l'édit du 16 juillet 1802, à la diligence du sieur André Forest, syndic provisoire à la faillite des frères Ganière, ayant M.^r Joseph Mongenet pour procureur.

et en l'assistance de M.^r Thomas Morand, notaire royal et économiste de la discussion.

Cette vente aura lieu par-devant le Tribunal de la judicature-magistrature de la province de Savoie-Propre, à ces fins commis par la royale délégation, par son ordonnance sus-énoncée du 21 juin courant; et le jour de la première enchère est fixé à l'audience dudit Tribunal (seconde section), du vingt-deux juillet prochain, à neuf heures du matin.

Ladite montagne sera exposée aux enchères en détail et divisée en sept lots égaux, tels qu'ils sont désignés au plan signé Collomb, et spécifiés ci-après; et lesdites enchères seront ouvertes sur la mise à prix de deux mille livres pour chaque lot, ce qui formera la somme de quatorze mille livres neuves, à laquelle les immeubles dont il s'agit avoient été évalués dans les enchères volontaires qui ont précédé le contrat d'acquisition précité du trente juillet dix-huit cent vingt. Cornier, notaire; ledit acte dûment insinué à Chambéry, le vingt-neuf août dix-huit cent vingt, sous n.^o 2560, livre B. folio 495, aux droits de 605 liv., 10 cent., à forme du reçu signé Laracine, insinuateur.

DÉSIGNATIONS DES LOTS.

PREMIER LOT.

Le premier lot se compose de la partie septentrionale de ladite montagne, jouxtant au levant les montagnes et chalets dits du Revard, ayant pour confins de ce côté-là, la sommité appelée le Doux à la Gaillarde jusqu'à la ligne tracée sur le plan et désignée par les lettres J. J.

DEUXIÈME LOT.

Le deuxième lot se compose des prés et bois aussi confinés en grande partie par la montagne du Revard, compris à forme du plan, entre les lignes J. J. et K. K.; dans ce lot se trouve comprise la fontaine dite du Planet.

TROISIÈME LOT.

Le troisième lot se compose des prés et bois compris entre les lignes K. K. et L. L., ayant pour confins, part du couchant, une partie du roc qui domine la commune de Clarafond, et de toutes autres parts par partie de ladite montagne.

QUATRIÈME LOT.

Le quatrième lot se compose des bois et prés compris sur le

plan entre les lignes L. L. et M. M. (ayant les mêmes confins que le troisième lot ci-devant ; dans ce lot se trouve comprise la fontaine dite de Perthuiset.)

CINQUIÈME LOT.

Le cinquième lot se compose des prés et bois compris sur le plan entre les lignes M. M. et N. N., ayant les mêmes confins que les troisième et quatrième lots.

SIXIÈME LOT.

Le sixième lot se compose des prés et bois compris sur le plan entre les lignes N. N. et O. O., ayant les mêmes confins que les mêmes lots ci-devant.

SEPTIÈME LOT.

Le septième et dernier lot se compose des prés et bois compris en-deçà, part du midi, de la ligne désignée sur le plan par les lettres O. O., en-là, part du couchant, par le roc dominant les communes de Méry et Clarendon, du levant en partie par des propriétés particulières et du midi en partie par le bois Clair ; ce lot comprend les prés de l'Oriondaz et plusieurs autres d'une grande contenance ; il comprend surtout les trois bâtimens soit chalets construits depuis peu par M.^e Louis-François-Mario Tschon.

Chaque lot sera successivement mis aux enchères en détail, sur ladite mise à prix de deux mille livres l'un, et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur ; mais ils ne seront expédiés définitivement, qu'autant que chacun d'eux aura été misé, et même dans ce cas, comme dans celui contraire, les sept lots ci-devant seront ensuite exposés aux enchères en totalité, sur la mise à prix du montant des mises réunies, si tous les lots ont été misés séparément, et seulement sur la mise à prix de quatorze mille livres, s'il n'y en a eu que quelques-uns ou aucun de misés.

Si personne ne mise sur la totalité et que tous les lots aient été misés séparément, ils seront expédiés respectivement aux derniers enchérissseurs de chacun d'eux ; mais si enfin, personne ne mise sur la totalité, et que tous les lots n'eussent pas été misés séparément, sauf que les mises faites sur partie d'eux arrivassent à ladite somme de quatorze mille livres, mise à prix de la totalité, toutes les mises seront regardées comme nulles et de nul effet.

L'adjudication définitive se fera sous la réserve de la surenchère autorisée par l'art. 106 de l'édit précité du 16 juillet 1827.

CLAUSES, CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. I.^{er}

L'adjudicataire sera mis aux lieu et place du sieur Jean-Baptiste Ganière, soit de la discussion; il sera subrogé à tous les droits et bénéfices résultant du contrat d'acquisition, du trente juillet dix-huit cent vingt, avec cession de toutes actions qui pourraient compéter tant audit sieur Ganière, qu'à la discussion envers et contre tous, pour dégradation, détérioration et réparation de voie de fait quelconques, qui pourraient avoir été commises illégalement sur les immeubles dont il s'agit dès la susdite acquisition; lesdites cession et subrogation ne seront cependant faites qu'aux avantages, au péril et risque de l'adjudicataire, sans amir-tence ni garantie quelconques de la part dudit Jean-Baptiste Ganière, soit de la discussion, que de n'avoir fait aucun acte contraire au présent; à quel effet le contrat d'acquisition susdit, avec un extrait du plan Collomb relevé de l'original par le même sieur Collomb, et par lui certifié et signé, le vingt-quatre août dix-huit cent vingt et un, avec encore toutes les pièces, qui sont au pouvoir de la discussion, resteront déposées au bureau du secrétaire de la royale délégation, entre les mains de M.^{re} Canel, où l'on pourra en prendre vision et connaissance, afin qu'il ne puisse jamais y avoir lieu à aucun motif quelconque de recours contre ledit Jean-Baptiste Ganière ou la discussion, qui n'entend vouloir que ce que ce premier a acquis par le contrat du trente juillet dix-huit cent vingt, l'ancien notaire, et ce qu'il a droit de posséder en vertu d'icelui, avec les bénéfices qui peuvent en résulter.

ART. II.

L'adjudicataire payera le prix de son adjudication de la manière et ainsi que sera ordonné par la royale délégation, avec intérêts dès le jour de ladite adjudication.

ART. III.

En sus, et sans diminution du prix de l'adjudication, l'adjudicataire devra payer comptant, tous les frais faits pour parvenir à la vente, entre les mains de M.^{re} Canel secrétaire de la délégation qui en dressera et présentera l'état, lors des enchères, les frais de procès-verbaux d'enchères, de contrat, les droits d'insinuation, l'émolument dû au secrétaire, une expédition de tous les actes pour le syndic, des procès-verbaux de ventes et d'enchères, seront aussi à la charge de l'adjudicataire et payés comptant.

ART. IV.

L'adjudicataire n'entrera en possession de fait qu'après avoir justifié de l'accomplissement des charges ci-dessus et après les quinze jours fixés pour la surenchère ; mais il lui est réservé pour le cas de ladite justification, tout profit ou bénéfice accédant aux susdits immeubles, à compter de l'adjudication définitive, avec faculté de s'en prévaloir, ainsi qu'il verra à faire et à ses péril et risque.

ART. V.

Les personnes qui voudront enchérir seront obligées de se présenter, avant l'ouverture des enchères, par devant le secrétaire de la délégation, pour faire leur déclaration, et en seront admises qu'autant qu'elles seront notoirement reconnues solvables.

La première enchère a été ci-dessus fixée au vingt deux juillet prochain, à neuf heures du matin, ensuite de l'ordonnance rendue le treize du courant, par le tribunal commis, qui tient ses audiences à Chambéry, rue Juiverie, maison d'Allinges ; ladite ordonnance enregistrée le même jour, sous le droit de quatre livres, à forme du reçu, signé Balthé receveur.

Et, à l'audience fixée pour l'adjudication préparatoire, personne ne s'étant présenté pour miser les biens ci-dessus, le Tribunal, ouï M. l'avocat-fiscal, a donné acte au poursuivant de ce que dessus, et a fixé l'audience, pour l'adjudication définitive, au vingt-six août prochain, à neuf heures du matin.

Le présent manifeste sera publié, affiché et inséré au journal en conformité de l'Edit précité du seize juillet dix-huit cent vingt-deux.

Mande à ces fins, la royale délégation au premier huissier ou sergent royal requis de faire tous actes et exploits requis et nécessaires ; de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, en délégation, le dix-huit juin dix-huit cent vingt-cinq.

FRANÇOIS CANET Secrétaire.

Enregistré à Chambéry, le 18 juin 1825, vol. 24, case 965, folio 115 verso. Reçu trois livres. BAUDÉ.

Pour copie conforme : CANET.

MANIFESTE.

Le Tribunal de Prédiction de la province du Genevois fait savoir que, par jugement du 50 août 1824, il a enjoint à M^r Fauvel, procureur en ce siège, curateur à la cause de l'hérédité vacante de Joseph Charvin, de payer à Jeanneton Grallaz, veuve Demenge, propriétaire, habitante à Rumilly, 1^{re} la somme de trois cent trente livres, nonante-cinq centimes, montant du jugement rendu par M. le Juge-Maje de la province de Rumilly, le 29 mai 1818, auquel avait donné lieu l'acte obligatoire du 50 janvier 1807.

Comoz et Décoster, notaires ; 2^e celle de quatre-vingt-huit livres + quatre-vingts centimes, pour intérêts échus au 29 mai, dite année 1824 ; 3^e celle de cent trente livres, soixante centimes, pour dépens, lesquelles sommes forment la totale de cinq cent cinquante livres neuves, trente-cinq centimes.

Que ladite Gruffaz a obtenu, le 26 mars dernier, dudit Tribunal, injonction tant contre ledit M^r Fontaine, en sa qualité, que contre Françoise Cochet, veuve dudit Charvin, domiciliée audit Rumilly, détentrice de tout le délaisé de ce dernier, de payer, dans les trente jours qui suivraient la notification dudit décret, et de la requête qui le précède, la susdite somme de cinq cent cinquante livres, trente-cinq centimes, avec déclaration que, passé ce délai, il serait procédé à la vente par subhastation des immeubles dont s'agit, et qui seront dûment continués ci-après, sous les charges et conditions spécifiées en ladite requête.

Que ces requête et décret ont été notifiés à M^r Fontaine, le 26 mars dernier, par l'huissier Morel-Frédel, et à ladite Cochet, le 29 dudit, par le sergent Simonod.

Que, conformément à l'art. 99 de l'édit du 16 juillet 1822, le Seigneur Sénateur, Préfet audit Tribunal, a, par son décret du 20 mai dernier, dûment enregistré le lendemain, permis à ladite Domenge de faire assigner, pour l'audience du 4 juin suivant, lesdits M^r Fontaine et Françoise Cochet, à laquelle ledit M^r Fontaine a déclaré n'avoir aucune opposition à former à ladite vente, et ladite Cochet fit la même déclaration, en protestant cependant de ses droits dérivans de son contrat dotal du 17 ventôse an 8, Rurbellin, notaire, et encore d'une somme de six cents livres qu'elle a payée, à l'acquiescement de son dit mari, à Jean-Marie Diacon, et c'est indépendamment de tous droits enouiques.

Le Tribunal, par son jugement du 4 de ce mois, en autorisant la vente par subhastation des biens dont il s'agit, sous les charges et conditions spécifiées en ladite requête, et sur la mise à prix offerte de cinquante-quatre livres quatre-vingts centimes, a fixé la première enchère au 14 juillet prochain, à trois heures après-midi ; ce jugement, ainsi que copie de la requête et extrait du cadastre, y annexés ont été notifiés audit M^r Fontaine, en sa qualité susdite, par exploit de l'huissier Morel-Frédel, du 13 ; le tout qui a été enregistré au bureau des hypothèques établi à Annecy, le 14 de ce mois, ainsi qu'en résulte du certificat délivré ledit jour, par M. Orsier, insinuateur.

Désignation des immeubles à subhaster, possédés par ladite Cochet Françoise.

Maison à la Fully, commune de Rumilly, pour un sixième, sous le n^o 180, contenant trois toises, un pied, payant trois deniers de taille.

Pré audit, aussi pour un sixième, sous le n^o 181, contenant

huit toises, un pied, payant sept deniers de taille. Ces deux portions de numéro, réunies et contiguës, sont confinées au nord par terre du sieur Claude Comoz, au levant et couchant par jardin et maison de Jean-François Charvin, pour le surplus desdits numéros, et au midi par cour commune.

Champ au Greil, sous n° 280, de la contenance de deux journaux, deux cent cinquante-six toises, six pieds, payant deux livres, deux sous, deux deniers de taille, confiné au couchant par champ de Joseph Bruyère, au midi par champ de François Monnard-Benison, au levant par champ de Pierre Charvin, et au nord par champ de François Dunoyer.

Clauses, charges et conditions.

1^{re} L'adjudicataire supportera toutes les charges foncières affectées sur ledits biens, dès son entrée en jouissance, ainsi que les servitudes dont ils sont grevés, et il profitera de celles établies en faveur de ces mêmes biens, si aucunes des unes et des autres existent.

2^o Il payera le prix de son adjudication à l'acquiescement des créances exigibles ou non, en conformité de l'art. 72 dudit édit, et sous toutes autres charges et conditions que ledit Tribunal croira devoir établir.

En exécution des ordonnances et décrets ci-dessus, et à la requête de ladite Jeanneton Gruffaz, ayant pour procureur M^r Louis Tissot, l'un de ceux postulans en ce siège, il sera procédé à la vente par subhastation des immeubles ci-dessus décrits, à l'audience dudit Tribunal, siégeant à Annecy, maison Abbé, rue Neuve, le 14 juillet prochain, à trois heures de l'après-midi, et les enchères seront ouvertes sur ledit prix offert par ladite Gruffaz, de cent cinquante-quatre livres, quatre-vingts centimes.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins, ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les susdites publications, affichions, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Fait audit Annecy, sous le sceau du Tribunal, le 15 juin 1825.

Signé ARMENTON, Greffier.

Enregistré à Annecy, 15 juin 1825, folio 119, case 1106 du 1^{er} vol. reçu trois livres. Signé OXIER.

SUPPLÉMENT AU MANIFESTE.

Jeanneton Gruffaz s'étant présentée seule à l'audience du 14 juillet courant, le Tribunal a renvoyé pour l'adjudication définitive au 29 août prochain, à trois heures après-midi. Les enchères se-

sont ouvertes sur la mise à prix de cinquante-quatre livres, quatre-vingt centimes, offertes par ladite Gruffaz. Le Tribunal a adjugé aux conditions que les frais de subhastation, dès la requête du 30 mai dernier inclusivement, seraient à la charge de l'adjudicataire.

Amuey, ce 31 juillet 1825.

Pour copie conforme :

Tissot, Proc.^e

MANIFESTE

Pour la vente par voie de subhastation, d'immeubles situés rière la commune de Reignier, provenans de Claude Perravex, dit Lanjoud.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge, à tous soit notoire et manifeste

Que le sieur François Perravex et dame Andréanne Bain mariés, domiciliés à Alex, tant de leur chef que comme droit ayant de dame Péronne Bain, dame François Bain, veuve Docimatiée, et du seigneur Sénateur Claude-François Bain, étant créanciers de Claude Perravex, dit Lanjoud, domicilié à Monnetier-Moravex, d'une somme de mille quarante-deux livres neuves, trente centimes en capital, intérêts et frais, au premier mars mil huit cent vingt-quatre, en vertu des sentences rendues par M.^e le Juge du mandement de Reignier, des vingt-cinq octobre mil huit cent dix-neuf, douze mars mil huit cent vingt et un et quatorze janvier mil huit cent vingt-deux, et n'ayant pu être satisfaits de leur débiteur, ont, en vertu de décret émané de ce Tribunal le trente et un août dix-huit cent vingt-quatre et par exploit de l'huissier Picollet du vingt septembre suivant, fait faire injonction aux sieurs François Burnier, demeurant à Lath, Eusèbe et Joseph Babuty, demeurant à Arthaz et François Jeaudin, demeurant à Chêne, tiers détenteurs des biens désignés ci-après, provenans dudit Claude Perravex, de payer la somme susdite ou de délaisser ces biens. Ensuite de cette injonction, lesdits sieurs Burnier, Babuty et Jeaudin ont, par actes passés au greffe de céans, les onze et vingt-cinq janvier dernier, déclaré délaisser les immeubles dont s'agit. Par ordonnance du premier mars suivant, M.^e Jean-Antoine Dubois, procureur près ce Tribunal, a été nommé curateur pour, in subhastation desdits biens, être poursuivi contre lui.

Par requête décrétée par M.^e le Juge-Mage de cette province, le vingt-neuf avril dernier, lesdits sieurs François Perravex et Andréanne Bain ont demandé la permission de faire assigner tant ledit Claude Perravex que M.^e Dubois en sa qualité, pour voir ordonner la vente desdits biens. Par ordonnance du seize mai suivant, rendue à la diligence desdits mariés Perravex et

Bain, qui ont fait élection de domicile, à St-Julien, en l'étude de M.^e André Barbier, procureur, le Tribunal a autorisé la vente dont s'agit. Cette ordonnance, ainsi que la requête, et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée à Claude Perravex et à M.^e Bulbois, par exploit de l'huissier Piccollet du trois courant, et successivement enregistrée avec ledit exploit, au bureau des hypothèques de Saint-Julien, où il en a été laissé une copie authentique, le dix aussi de ce mois, ainsi qu'en résulte du certificat mis au bas, par M.^e Collomb conservateur.

**DESIGNATION DES BIENS A VENDRE, SITUÉS RIERE
LA COMMUNE DE REIGNIER.**

1.^{re} Une maison avec courtine au-devant, sous le numéro 43 de la mappe du lieu, de la contenance d'environ 50 toises, confinée au levant par le pré des huits Burnier, au nord par un champ de Claude Perravex, aux couchant et midi par les fonds desdits Burnier et Perravex.

2.^{re} Une pièce de terre en jardin, pré et champ, sous les numéros 44, 45, 46 et 47, contenant environ dix quarts de semature; se confinant au levant par le chemin tendant à Vaison, au nord par le même chemin, au couchant par le chemin tendant à Arbusigny, et au midi par le pré des consorts Burnier.

3.^{re} Une pièce de terre en champ, appelée aux Déroches, contenant un coupe de semature, sous le numéro 58, confinée de toutes parts par les terres desdits consorts Burnier.

4.^{re} Une pièce de terre en champ, lieu dit au Cieu-Jacques, contenant environ deux quarts de semature, sous numéro 12, confinée au levant par les fonds des consorts Burnier, Fontané, et François Chevalier, au nord par les mêmes, au couchant par les fonds des héritiers de Jacques-Louis Burnier, et au midi par ceux dudit Chevalier.

5.^{re} Une chenevière audit lieu, dit au Chenovier, sous le numéro 6, de la contenance d'environ 50 toises, confinée aux levant, couchant et midi par des chemins, et au nord par pré de Burnier.

6.^{re} Une pièce de terre en bois, lieu dit aux Grottes, sous le numéro 5, de la contenance d'environ un journal et demi, confinée au levant par les terres des consorts Favre et Burnier, au nord par le torrent de Vaison, aux midi et couchant par les fonds des huits de Jacques-Louis Burnier.

7.^{re} Une pièce de terre en bois, sous le numéro 48, lieu dit au Crest, de la contenance d'environ 150 toises, compris les numéros 49, 50 et 51, confinée au levant par les fonds de Duomné Martin, neuvier à Vaison, soit Fauchette Tissot, sa femme, au nord par la même, au couchant par les fonds des huits de Jacques-Louis Burnier, et au midi par un chemin.

Tous ces biens sont imposés à quatre livres, cinquante centimes de contribution royale.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^{re} L'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et avec toutes servitudes qui peuvent les affecter, sans que le plus ou le moins de contenance indiquée puisse donner lieu à garantie ou recours.

2.^{re} Il se chargera des impositions imposées sur iceux pour l'année courante.

3.^{re} Il payera le prix d'adjudication, avec intérêt dès sa date, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction des créances exigibles ou non exigibles, lequel jugement d'ordre il introduira à ses frais.

4.^{re} Il payera, dans dix jours à dater de l'adjudication et sans diminution du prix d'icelle, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais faits pour parvenir à la vente ;

Et sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire où siège le Tribunal à S.^t-Julien, à l'audience du douze juillet prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix de trois cents livres neuves offerte par les poursuivans, et excédant soixante fois le montant de la contribution royale affectée sur lesdits biens.

Le dit jour douze juillet, le Tribunal, ont l'aveu-t-liseul en ses conclusions, a ordonné l'ouverture des enchères; deux bougies s'étant éteintes sans qu'enchérisseur se soit présenté, les poursuivans ont été déclarés adjudicataires provisoires desdits biens, pour trois cents livres, mise à prix par eux offerte, et a été fixé l'audience du 16 août pour l'adjudication définitive, comme le sergent royal Fautuz pour les notifications, publications et affiches nécessaires.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal, en conformité et de la manière prescrite par l'Edit royal du 16 juillet 1822.

Est commis l'huissier Picollet pour lesdites publications, notifications et affiches.

Dressé à S.^t-Julien, sous le sceau du Tribunal, le onze juin mil huit cent vingt-cinq. Signé M.^e BONGEL Greffier.

Enregistré à S.^t-Julien, le treize juin 1825, vol. 7, folio 195, case 1744. Reçu trois liv. Signé M.^e COLLOMB.

Pour copie conforme : BARRIEN.

MANIFESTE

Pour la vente, par enchères publiques, de la maison appartenante aux pupilles Hector et Humbert, fils de défunt sieur Jean-Claude Julien et de vivante dame Françoise Charidon, née sur les boulevards de la présente ville de Chambéry.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-

Propre, première section, étant à Chambéry, rue Juiverie, maison d'Allinges, savoir fait qu'en exécution de son décret du 8 courant mois, enregistré à Chambéry le 12 dudit, au volume 113, case 58, folio 4 verso, sous le droit perçu de 4 livres neuves, signé Baudé. Sur requête présentée par sieur Humbert Chardon, négociant de soie, habitant de cette ville, agissant en sa qualité de tuteur judiciairement établi à la personne et biens des pupilles Hector et Humbert, fils de défunt sieur Jean-Claude Julien et de vivante dame Françoise Chardon, par verbal de cette Jodictature-Maje, du 13 février 1821, insinué à Chambéry au liv. 2, fol. 537, sous le droit perçu de 3 livres neuves et 90 centimes, signé Laracine. Ensuite des conclusions de M. l'avocat-fiscal de cette province, du 21 juin échu, enregistrées à Chambéry le 24 dudit, au vol. 24, case 157, fol. 53 verso, sous le droit perçu de 4 livres neuves, signé Baudé; par lequel le Tribunal, ouï le rapport et vu lesdites conclusions, a commis le greffier de réans pour procéder à la vente, par enchères publiques, de la maison appartenante auxdits pupilles Julien, sise sur les Boulevards de cette ville, en conformité des Royales Constitutions, après l'estimation faite devant le commissaire, par un expert dûment tenu et assermenté, et sera ensuite dressé manifeste par ledit greffier, contenant les clauses et conditions spécifiées au bas de ladite requête, et portant que les expéditions auront lieu à l'extinction de deux bougies vierges de la durée de deux minutes chacune, pendant le feu desquelles il n'ait été fait aucune offre; lequel manifeste sera publié aux lieux et suivant la forme voulue par les Royales Constitutions, et inséré au Journal de cette province, conformément à l'art. 84 de l'édit hypothécaire du 16 juillet 1821; et c'est à la charge par le suppliant, en sa qualité, de se pourvoir ensuite au Tribunal pour l'homologation desdites enchères et expéditions. Et ayant été procédé à ladite estimation par M. sieur Bernard Trivelly, architecte, habitant de cette ville, expert pris d'office par ledit greffier, à forme de son rapport assermenté, du 15 du courant mois, enregistré à Chambéry, le 18 dudit, au volume 25, case 275, folio 24 verso, sous le droit perçu de 2 livres neuves, signé Baudé, il sera en conséquence procédé à la vente, par enchères publiques, de ladite maison ci-après décrite par situations, numéros, contenance, confins, en trois lots, avec leur estimation, et sous les clauses et conditions spécifiées en la requête qui précède ledit décret, les jours ci-après fixés, sous l'inspection de M. Claude Mollard, greffier dudit Tribunal, à ces fins commis, et l'expédition en sera par lui faite, en détail ou en gros, à celui ou ceux qui en auront offert un plus haut prix, à l'extinction de deux bougies vierges, comme sus est dit, de tout quoi sera par lui dressé verbal, en conformité des Royales Constitutions.

DÉSIGNATION DE L'IMMEUBLE A VENDRE DONT S'AGIT.

Maison appartenante aux pupilles Hector et Humbert, fils de

défont sieur Jean-Claude Julien, sis sur les Boulevards de la présente ville, et fixé suivant l'extrait du cadastre de Chambéry, expédié et signé, Saint-Martin, notaire, sous le numéro 71 et sous le numéro 127 des inscriptions de la ville, contenant, à forme de son certificat, 11 toises, 5 pieds, et consiste en une boutique, arrière-boutique, trois celliers, et composé de deux étages, au premier desquels sont deux chambres à feu, et à l'autre deux chambres, dont une à feu, une cuisine, outre un grand galeas au-dessus. Le tout se confîne par la rue des Boulevards, des levants et nord; par la rue de la Vieille-Monnaie, du midi; et par la maison du M. le chanoine Monier, précédés de Ganet, du couchant. A cette maison des pupilles Julien est attaché et compris le cours d'eau de la rivière d'Albanno, dont elle jouit en vertu de l'acte de concession par la ville, passé devant Saint-Martin, notaire et secrétaire de ville, le 24 messidor an 9. Ladite maison, estimée par ledit expert à la somme totale de 6600 livres neuves, et a été divisée en trois lots, composé chacun de la manière suivante.

ARTICLE PREMIER.

Le premier lot est composé de la boutique, arrière-boutique et du cellier, que tient à bail Vincent fils, voiturier; le tout tel qu'il l'occupe, avec droit du cours de l'eau de l'Albanno, pour l'usage de laquelle on peut faire une ouverture dans ladite boutique. Ledit lot estimé par ledit expert Trivelly à la somme de 2200 livres neuves.

ARTICLE II.

Le second lot de ladite maison est composé de deux chambres à feu au premier étage, avec le cellier qui a son entrée du côté des Boulevards, et l'entresol au-dessus, estimé par ledit expert à la somme de 2600 liv. neuves.

ARTICLE III.

Le troisième lot de ladite maison est composé de deux chambres au second étage, dont une à feu, d'une cuisine et de tout le galeas, attendu qu'il n'a d'autre entrée que par ladite cuisine, les communs restant exclusivement à ce lot, dans lequel est compris le petit cellier qu'occupait ci-devant le sieur Baudin, dont l'entrée vise sur les Boulevards; bien entendu que ce lot, qui aura le galeas, restera seul chargé de l'entretien du toit, sauf en cas de réfection à neuf, par vétusté ou incendie, à être, ledit toit, reconstruit aux frais de chaque lot, sauf à convenir autrement entre tous les acquéreurs; ledit troisième lot, estimé par ledit expert à 1800 livres.

CLAUSES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. I.^{er}

Il sera facultatif aux acquéreurs d'entrer en jouissance de leurs lots respectifs immédiatement après l'homologation desdites enchères et expéditions; ils seront tenus d'en payer le prix dès la date de ladite homologation, et c'est avec l'intérêt légal, en cas de retard.

ART. II.

Les acquéreurs payeront en outre, et sans diminution du prix de leur adjudication, les frais faits pour parvenir à ladite vente, lesquels seront reportés au marc la livre, proportionnellement au prix de leur dite adjudication respective, sur la note qui en sera dressée par le procureur du suppliant, et dont leur sera donné connaissance à l'ouverture des enchères.

ART. III.

Dans le cas que le prix de la mise en gros n'eut pas été surenchère, les ventes partielles ne pourront se soutenir et n'avoir lieu que dans celui où le prix d'expertise de chacun des trois lots aurait eu au moins une surenchère.

ART. IV.

La susdite maison n'est frappée d'aucune hypothèque, n'y ayant aucune inscription sur les deux mineurs, suivant les deux certificats délivrés par M. le conservateur des hypothèques à Chambéry, en date du 30 mai dernier, n'en existant non plus aucune à la charge dudit défunt Jean-Claude Julien leur père. L'unique inscription qui existe, suivant le certificat dudit conservateur, du 25 juin échu, ne concerne qu'un petit domaine que le défunt possédait à Beauvoirs, qui a été vendu, et le prix appliqué à la créance qui était affectée sur ledit domaine, provenant du prix de vente aux mariés Richard de cette ville.

Les criées de la maison ci-dessus décrite seront faites pendant trois samedis consécutifs, au-devant la porte extérieure dudit Tribunal, bien accoutumé à faire les publications, affiction, vente et expédition des saisies judiciaires, où elle sera exposée aux enchères pendant l'espace d'une heure, en trois lots, sur la base de l'estimation de chacun desdits lots, savoir: la première desdites criées, le samedi 13 août prochain; la seconde, le 20 dudit mois; et la troisième et dernière, le 27 dudit août, à trois heures après-midi de chacun desdits jours, et l'expédition en sera faite en dé-

fait ou en gros, ledit jour 27 dudit août, audit lieu et à ladite heure, par ledit M^e Claude Mollard, à celui ou ceux qui en auront offert un plus haut prix, à l'extinction de deux bougies vives de ■ durée de deux minutes l'une, pendant le feu desquelles il n'ait été fait aucune surenchère, et sous les clauses et conditions sus-expliquées; de tout quoi sera par lui dressé verbal, en conformité des Royales Constitutions.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché un jour de cours et de marché, après ■ son de la caisse, aux lieux et de la manière accoutumés, et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité des Royales Constitutions et de l'article 84 de l'édit hypothécaire du 16 juillet 1822.

Mandé à ces fins au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affiction, criées, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry sous le sceau du Tribunal, le 21 juillet 1825.

Par le Tribunal,

Claude MOLLARD, Cr.

Enregistré à Chambéry, le 21 juillet 1825, vol. 25, case 394, folio 34 recto, perçu 5 livres. BAUDE.

A M. le Juge-Maje du Tribunal de Préfecture de la province du Faucigny.

Supplie humblement sieur François sen Joseph Baudet dit Foron, propriétaire cultivateur, né et domicilié de la commune de Mieussy, qui élit, à l'effet de la présente, domicile en l'étude de M.^e Aimé Burnier, procureur à Bonneville.

Et dit: que, par acte du 23 juin 1825, Rubin notaire, il a acquis de Jean-Marie-Léon leu Pierre-Vincent Bras de ladite commune de Mieussy, avec garantie de fait et de droit: *primo*, une maison mortuaire, consistant en cuisine, poêle, chambre, écurie, grange, four, hangar, deux petits jardins et un verger, avec leur aisance, cour, place et dépendance en un tout, qui se confins du levant par un chemin, du midi par la maison de Joseph Gaudin-Nonet et les jardins des consorts Gaudin, des couchant et nord par la terre du Marquis de Cluses, fixé sous les numéros 9081, 9082, 9083, 9084, 9085, 9086, 9087 et 9088, dont 42 toises sous le dernier numéro, de la contenance totale de 147 toises; *secundo*, une pièce de terre en champ et pré, appelée les Hates, qui ■ confins du levant par la terre du S.^r François-Marie Rubin père, du midi par un chemin, des couchant et nord par la terre des consorts Gaudin de la Cour sauf la partie du pré qui est confinée, du dessus par la terre du Marquis de Cluses, fixé sous numéro deux tiers de 9049 et sixième de 9048, de la contenance de deux journaux, 304 toises; *tertio*, enfin autre pièce de terre en pré et champ appelée Boret, qui se confins du levant par un petit ruisseau suit

la terre de Joseph Mornal, du midi par le torrent de Giffre, du couchant par la terre des frères Forestier, du nord par la terre du Marquis de Cluses, fixée sous numéros 9451, 9453 et 9454, de la contenance de deux journaux, vingt-neuf toises, cinq pieds, le tout de la mappo et cadastre de la commune de Mieussy, et sous tous plus véritables numéros et cablons, si encore il y en a, sans qu'erreur ni omission y puisse être obstacle pour entendre vendre la généralité de ce qu'il possède aux susdits lieux, sans réserve quelconque et dont le suppliant entrerait en jouissance, dès la passation de l'acte, sauf la récolte pendant par racines, qui est réservée au vendeur.

Cette vente a été faite pour les prix et somme de quatre mille huit cent livres nouvelles, dont deux cents livres neuves à titre d'épingles qui ont été payées lors de l'acte et quatre mille six cents livres neuves restantes ont été stipulées payables avec intérêt au taux légal, aux créanciers hypothécaires et privilégiés sur lesdits biens, tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminés par le Tribunal de Judicature-Maje, jusqu'à concurrence du prix de vente et suivant le procès verbal d'ordre qui en sera fait. Dame Adelaïde Deplace, épouse du vendeur, s'est départie du bénéfice de la vente que lui avait passée défunt Pierre-Vincent Bras devant le notaire Andrieu, le 25 septembre 1823 et a acquiescé à la vente faite par son mari.

Lesdits mariés Bras se réservent de rédimier la susdite maison, jardins, vergers, cours et places dans un mois, date du susdit procès-verbal d'ordre à intervenir, pour le prix de deux mille livres; mais venant à ne pas rédimier dans ledit délai, ladite maison et dépendances seront vendues irrévocablement sous pouvoir venir au contraire par quelles offres, ni consignation d'arrérages que ce puisse être, au bénéfice de quoi ils ont renoncé expressément.

Le suppliant a déposé son titre au bureau des hypothèques de cette ville, d'où ressortent les biens vendus et l'y a fait transcrire, le tout en conformité des articles 68 et 69 de l'édit du 16 juillet 1822, ainsi qu'il résulte du certificat de dépôt et de la transcription dudit acte de vente, que lui a délivré M.^r Bella conservateur des hypothèques, le trente juin.

Désirant purger les propriétés par lui acquises des privilèges et hypothèques dont elles sont grevées, s'est fait expédier par le même conservateur, l'état de toutes les inscriptions hypothécaires qui pèsent sur lesdites propriétés et prises tant contre le vendeur que contre feu Pierre-Vincent Bras son père de qui elles proviennent, toutes lesquelles figurent dans l'état en trois colonnes qui est joint à la présente; il recourt en conséquence, en joignant toutes les pièces

A ce qu'il vous plaise, M.^r le Juge-Maje, lui permettre de faire notifier par l'huissier ou sergent royal que vous désignerez, l'aut audit Jean-Marie-César Bras vendeur et en même temps créanciers inscrits sur les biens dont s'agit, qu'à M.^{rs} Louis Planchamp,

Marquis de Cluses, soit à son héritier, au domicile par lui élu en sa demeure à Bonneville, Joseph Ducloux marchand de vin, demeurant à Taniinge, en la personne et demeure de M.^e François Roux, procureur à Bonneville, où il a élu domicile, Claude-François Jacquier, négociant demeurant à Taniinge, au St. Jean-Marie-César Bras vendeur, aussi créancier inscrit, Perret-Velland et compagnie négocians, demeurant à Annecy, au domicile par eux élu chez ledit M.^e Roux, M. Pierre-François Béné, rentier demeurant à St.-Jeoire et à demoiselle Marie-Adèle Deplacé, épouse du sieur Jean-Marie-César Bras, de Mieussy, au domicile par elle élu à Bonneville, en la personne et demeure de M.^e Jean-Baptiste Rey, procureur, tous créanciers inscrits, copie tant dudit acte de vente Robin notaire, de l'état d'inscription sus-énoncé, que du certificat de transcription, de même que de la déclaration formelle que fait le suppliaut qu'il est prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Judicature-Maje, le tout cependant jusqu'à concurrence des quatre mille six cents livres dues en vertu dudit acte de vente : on demande les dépens.

Sur ce plaise pouvoir.

BAUDET.

MURIER Procureur.

Vo, est commis l'huissier Excoffier, pour procéder en conformité des sus-supplées, et lettres. Bonneville, le 30 juin 1826.
M.^e le Juge-Maje empêché, NICOLET premier Assesseur.

Nous Jean-Baptiste Nicolet premier Assesseur du Tribunal de préfecture de la province du Faucigny, M. le Juge-Maje empêché, en vertu de notre décret de ce jour mis sur requête présentée par François feu Joseph Baudet, propriétaire cultivateur, demeurant à Mieussy, commettons l'huissier Excoffier, pour notifier ladite requête et pièces y énoncées tant au sieur Jean-Marie-César Bras, demeurant à Mieussy, qu'aux sieurs Louis Planchamp, Marquis de Cluses, soit son héritier, demeurant à Bonneville, Joseph Ducloux, Claude-François Jacquier, demeurant à Taniinge, Perret-Velland et compagnie, négocians demeurant à Annecy, Pierre-François Béné demeurant à Saint-Jeoire et Marie-Adèle Deplacé épouse dudit Bras, demeurant à Mieussy, tous créanciers inscrits contre lui, et aux domiciles par eux élus, et faire tous actes requis et nécessaires. De ce faire vous donner pouvoir.

Donnés au palais de justice, à Bonneville, le 30 juin 1826.

JACQUIER Greffier.

Dudit jour, a paru au greffe le suppliaut qui a affirmé avoir vaqué trois jours à pied pour les provisions ci-devant, sçavoir et retour.

JACQUIER.

Un mil huit cent vingt-cinq et le quatre du mois de juillet à requête de François feu Joseph Baudet dit Foron, cultivateur.

Demeurant à Mieuussy, je Joseph Excoffier huissier près le Tribunal de préfecture du Faucigny, soussigné, de résidence à Bonneville, ait notifié à noble Joseph-Louis Planchamp, Marquis de Cluses demeurant à Bonneville, héritier de noble Louis Planchamp son père, au sieur Joseph Ducloz, marchand de vin, demeurant à Tamiage, Perret - Volland et compagnie, négocians, demeurant à Aunecy et à dame Marie-Adèle Deplace, femme de Jean-Marie-César Bras, demeurant à Mieuussy, et au domicile par eux respectivement élu en cette ville, savoir: le premier en sa demeure, les deux suivans en l'étude de M.^{re} François Roux, procureur, et la dernière en celle de M.^{re} Jean-Baptiste Rey procureur, copie à chacun tant de la requête ci-dessus, des pièces y énoncées, du décret du trente juin dernier, portant ma commission, des lettres et enregistrement, que de mon présent exploit, parlant quant aux M.^{re} Rey et Roux, à leurs personnes, et quant à noble Planchamp, à M.^c Jean-Pierre Guy procureur en ce siège, son procureur général. EXCOFFIER.

TRIBUNAL DE JUDICATURE-MAJE DU FAUCIGNY.

CONSERVATION DES HYPOTHEQUES DE BONNEVILLE.

Certificat de Transcription.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau de Bonneville certifie qu'il m'a été consigné aujourd'hui par sieur Baudet François de Mieu, y, un acte de vente d'immeubles passé le 25 juin 1825, devant le notaire Rubin à Mieuussy, par Jean-Marie-César seu Pierre-Vincent Bras, sans profession, domicilié en la commune de Mieuussy, à François seu Joseph Baudet dit Foron, propriétaire, domicilié aussi à Mieuussy, moyennant le prix de quatre mille huit cents livres naves, dont deux cents livres payées comptant à titre d'épingles et le surplus payable aux créanciers hypothécaires sur les biens qui sont l'objet de la vente, consistant:

1.^{re} En une maison morative, composée de cuisine, poêle, chambre, écurie, grange, four, hangar, deux petits jardins et un verger avec leur aisance, cours, place et dépendances en un tout, qui se confie du levant par un chemin, du midi par

la maison de Joseph Gaudin-Nonet et les jardins des consort Gaudin, des couchant et nord par la terre du Marquis de Cluses, fixé sous les numéros 9081, 9082, 9083, 9084, 9085, 9086, 9087 et 9088, dont quarante-deux toises sont sous ce dernier numéro, de la contenance totale de cent quarante-sept toises.

2.^e Une pièce de terre en champ et pré appelée les Hules, qui se confie du levant par la terre du sieur François-Marie Rubin, du midi par un chemin, des couchant et nord par la terre des consort Gaudin de la Cour, sauf la partie du pré qui est confuée du dessus par la terre du Marquis de Cluses, fixée sous numéros deux tiers 9049 et sixième de 9048, de la contenance de deux journaux trois cent quatre toises.

3.^e Enfin une autre pièce de terre en pré et champ appelée Boret, qui se confie du levant par un petit ruisseau soit la terre de Josep Mornal, du midi par le torrent de Giffre, du couchant par la terre des frères Forcstier, du nord par la terre du Marquis de Cluses, fixée sous numéros 9452, 9453 et 9454, de la contenance de deux journaux, vingt-neuf toises et cinq pieds, le tout de la mappe et cadastre de la commune de Miessy et sous tous plus véritables numéros et confius, si encore il y en a, sans qu'erreur ni omission y puisse être obstacle, pour entendre vendre la généralité de ce qu'il possède aux auids lieux, sans réserve quelconque.

Lequel acte a été enregistré le même jour sur le registre des transcriptions vol. 8, art. 40 et porté sur le registre d'ordre, vol. 42, art. 474.

Reçu pour	{	droit proportionnel . . .	24	00
		salaires	1	50
		timbre		50
		Total	26	00

A Bonneville, le trente juin dix-huit cent vingt-cinq.

Le Conservateur BELLA.

Inscrit d'office, en vertu de l'acte ci-devant transcrit, pour la somme de quatre mille six cents livres, au vol. 92, art. 19, ayant préalablement été enregistré au vol. 42, art. 475 d'ordre, vol. 42, art. 474.

Reçu pour	}	droit proportionnel.	4	60
		salaires	0	53
		timbre	0	80
		Total		6

A Bonneville, le trente juin dix-huit cent vingt-cinq.

Le Conservateur BELLA.

Etat de toutes les inscriptions hypothécaires prises au bureau des hypothèques de Bonneville contre Pierre-Vincent Bras et Jean-Marie-César Bras, son fils, jusqu'au 27 juin 1825.

DÉCL. ET NATURE des Privilèges et Hypothèques.	Noms des Créanciers.	MONTANT des inscrip. ^{ons}	OBSERVA- TIONS.
<i>Contre Bras Pierre- Vincent.</i>			
Inscription convention- nelle, résultante d'un acte obligatoire du 21 juin 1821, Guy, not. ^{re}	Planchamp Louis, marquis de Cluses, demeurant à Bon- neville,	2086 ^{fr} 38 ^c	
Inscription légale, ré- sultante de contrat dotal du 1 ^{er} octobre 1821. Gurton, n. ^{re} , avec le fils.	Deplace Marie- Adèle, femme Bras, de Mieussy.	3000	Pour aug- ment seulement.
Inscription judiciaire ré- sultante d'un jugement du Tribunal du Faucigny, du 21 novembre 1823.	Planchamp Louis, marquis de Cluses, demeurant à Bon- neville,	3073 90	
Inscription judiciaire résultante d'un jagem. ^t du même Tribunal, du 25 novembre 1823, et d'un autre du 5 décem- bre suivant.	Ducloz Joseph, marchand de vin à Tanninge.	921 65	
Inscription judiciaire résultante d'un jagem. ^t du même Tribunal, du 5 décembre 1825.	Jacquier Claude- François, négociant à Tanninge.	500	
Inscription convention- nelle résultante d'un con- trat dotal du 27 janvier 1790, Corlogier, not. ^{re} , entre Bras et Claudine d'Artaz.	Bras Jean-Marie- César de Mieussy, soit le vendeur.	3730	
<i>Contre le vendeur Bras,</i>			
Inscription légale, ré- sultante du même titre que celui énoncé au se- cond article ci-dessus.	Deplace Marie- Adèle, femme Bras, de Mieussy.	3000	Pour aug- ment seule- ment, même inscription qu'en n ^o 2.

Inscription judiciaire résultante des deux ju- gements énoncés à l'arti- cle 4 ci-dessus.	Duclox Joseph, marchand de vin à Taviuge.	911 65	Même inscription qu'à l'art. 4.
--	---	--------	---------------------------------------

Inscription judiciaire résultante d'un jugement du Tribunal de préfec- ture du Faucigny, du 5 à décembre 1823.	Jacquier Claude- François, négociant à Taviuge.	500	Même créance que d'autre part, art. 5.
--	---	-----	--

Inscription judiciaire résultante d'une sen- tence de M. le juge de Taviuge, du 28 avril 1824.	Perret-Velland et compagnie, néga- cians à Annecy.	180	
--	--	-----	--

Inscription résultante d'une sentence rendue par le même juge. ■ 15 juillet 1824.	Béné Pierre-Fran- çois, ex-notaire à Saint-Jeoire.	262	
--	--	-----	--

Pour extrait conforme :
BURNIER, Pr.

TENEUR DE REQUÊTE.

*Au Seigneur Sénateur, Juge - Maje de la province
du Genevois.*

Supplient humblement sieur François Janin et Pierre Challes
propriétaires, habitants, le premier à Massingy, et le second à
Romilly, élisant au besoin domicile dans l'étude de M.^e Jean
Grivaz, procureur, demeurant à Annecy, disant que,

Par contrat de vente du 12 mai dernier, M.^e Mallinjong, no-
taire, ils ont acquis de Pierre Mainon, laboureur, habitant à
Saint-Marcel, savoir, le premier suppliant, 1.^o une maison située
lieu dit Chez-les-Gay, composée d'une cuisine, chambre, grange,
écurie, désignée sous le n.^o 1682; 2.^o un pré appelé Pré Chez-
les-Gay, inscrit sous partie du n.^o 1677, et sous le n.^o entier 1714,
où se trouvent des broussailles. Ce pré est confiné au nord par
terre de Laurent Bouchardy, au midi et couchant par des che-
mins, au levant par le torrent de Nesu; 3.^o un autre pré au même
lieu, à prendre aussi sur le susdit n.^o 1677, de la contenance

d'environ un journal, confiné aux levants et midi par des chemins, au nord par pré de Pierre Challe, et au couchant par pré de M. Depilly et maison susdite;

Et, au second suppliant, le restant de la petite propriété que le vendeur possédait au même hameau, consistant en champ, pré, vignes et bois, non autrement désignés, s'agissant de la généralité.

Tous ces immeubles, vendus avec maintenance et garantie, sont situés sur la commune de Rornilly, et la vente en a été faite pour le prix de cinq mille livres neuves, payable par les supplians, et chacun par moitié, et applicable à désintéresser les créanciers hypothécaires et privilégiés du vendeur.

Les supplians, désirant purger les susdits immeubles par eux acquis, ont fait transcrire le susdit contrat au bureau des hypothèques d'Anvers, le 4 juin dernier, et se sont fait délivrer l'état de toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens, soit avant ladite transcription, soit dans les trente jours qui l'ont suivie. Le nombre des inscriptions est de six, ainsi qu'en constate des certificats ci-joints, des 27 mai dernier et 16 du courant, délivrés par le conservateur.

Ils déclarent être prêts à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Judicature-Maje, le tout cependant jusqu'à concurrence du susdit prix, et en joignant l'acte précité, les certificats de dépôt et de transcription et l'état desdites inscriptions, dressé en conformité de l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1812, ils racontent,

Qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur Juge-Maje, désigner un huissier ou sergent royal pour notifier à chacun des créanciers privilégiés et hypothécaires sur les susdits immeubles au domicile par eux élu par leur inscription respective, ainsi qu'audit Pierre Maison précédent propriétaire habitant à St-Marcel, copie tant de la présente requête que des certificats de transcription sus-énoncés et de l'état susdit des inscriptions et sur ce plaise pourvoir. Signé à l'original par M^e Gervaz procureur et mandataire spécial des supplians, par acte du 13 juillet 1825, M.^e Balliojeud notaire.

COPIE DE DÉCRET.

Vu : est connu pour les fins requises, le sergent royal Sino-

pod, demeurant à Rumilly; à ces fins, lettres. Annecy, le 20 juillet 1825. Signé à l'original par sp.ble GRABIL, préfet.

Enregistré à Annecy, le 20 juillet 1825, folio 200, case 1825 du 11.^e vol.; payé deux livres. Signé ORSIER.

COPIE DE LETTRES.

Nous Victor-Bernard GRABIL, Sénateur et Préfet au Tribunal de préfecture du Genevois, en exécution de notre décret de ce jour, mis sur requête à nous présentée par François Janin et Pierre Challe, le premier de Massingy, le second de Rumilly, commettons le sergent Simonod demeurant à Rumilly, pour notifier à chacun des créanciers privilégiés et hypothécaires sur lesdits immeubles, au domicile par eux élu par leur inscription respective, ainsi qu'à Pierre Maison habitant à St. Marcel, copie tant de la requête ci-devant que des certificats de transcription sus-énoncés et de l'état susdit des inscriptions.

Faites et scellées à Annecy, le 20 juillet 1825. Signé à l'original par M.^e ARMEJON greffier.

TENEUR DE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Tribunal de Préfecture de la province du Genevois.

CONSERVATION DES HYPOTHÈQUES D'ANNECY.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur au bureau des hypothèques d'Annecy, certifie que cejourd'hui il m'a été consigné par François, fils de feu Jean-François Janin, demeurant à Massingy, un acte du 22 mai 1825, M.^e Malliojoud, notaire à Rumilly, insinué le 4 juin suivant, par lequel Pierre, fils de feu Jacques Maison, habitant à Saint-Marcel, vend audit Janin les immeubles ci-après situés sur le territoire de Rumilly, 1.^o une maison, sise lieu dit Chez-les-Gay, composée d'une cuisine, chambre, grange et écurie, inscrite sous le n.^o 1682; 2.^o un pré appelé Pré Chez-les-Gay, inscrit sous partie du n.^o 1677 et sous le n.^o entier 1714, où se trouvent des bréviaires, confiné au nord par terre de Laurent Bouchardy, et au midi par un chemin; 3.^o autre pré au même mas, à prendre aussi sur le susdit n.^o 1677, contenant en

viros un journal, confié aux levans et midi par des chemins ,
pour le prix de 2500 livres.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte
sur le registre des aliénations, vol. 9, art. 48, et sur le registre
général d'ordre, vol. 42, case 520, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel	12 l. 50 c.
Timbre des registres et C.	» 90
Pour droit du conservateur	1 50
Total	14 90

Annecy, le 4 juin 1825.

Signé ORSIER, conservateur.

J'ai aussi fait l'inscription d'office, résultant de l'acte au vol.
112, art. 8, et a payé

Pour droit proportionnel	12 l. 50 c.
Pour papier timbré	» 90
Pour droit du conservateur	1 50
Total	14 90

Annecy, le 4 juin 1825.

Signé ORSIER, conservateur.

AUTRE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Tribunal de Judicature-Maje du Genevois.

CONSERVATION DES HYPOTHÈQUES D'ANNECY.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau d'An-
necy, certifie que ce jour d'hui il m'a été consigné par Pierre
Challe, fils de feu François, demeurant à Rumilly, un acte du
22 mai 1825, M.^e Mallinoud, notaire audit Rumilly, insinué le
4 juin suivant, par lequel Pierre, fils de feu Jacques Maison, vend
audit Challe la généralité de ce qu'il possède, et qu'il n'a pas
vendu, à Rumilly, lieu dit Chez-les-Gay, sans réserve ni excep-
tion, pour le prix de 2500 livres.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur
le registre des aliénations, vol. 9, art. 49, et sur le registre général
d'ordre, vol. 111, case 521, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel	12 l. 50 c.
Timbre des registres et C.	» 90
Droit de bureau	1 50
Total	14 90

Annecy, le 4 juin 1825.

Signé ORSIER, conservateur.

J'ai aussi fait l'inscription d'office, résultant de l'acte, au vol
112, art. 2, et a payé

Pour droit proportionnel.	2	50
Pour papier timbré.	2	90
Pour droit de bureau.	2	75
Total.	4	15

Annecy, le 4 juin 1825.

Signé ONSIER, conservateur.

*Etat des inscriptions hypothécaires prises contre Pierre Mairoa
au bureau des hypothèques d'Annecy, jusqu'au 16 juillet 1825
inclus, dressé en conformité de l'art. 72 de l'édit du 16 juillet
1822.*

Date et nature du privilège ou de l'hypothèque.	NOMS des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Bail authentique, sous date du 3 mars 1818, et inventaire du fond de cheptel, du 25 mai 1818, M. ^e Baud, notaire, ins- crit le 24 octobre 1823.	Demoiselle Gantin Fanchette et sieur Gantin Charles.	10617' 2"
Acte obligatoire du 26 septem- bre 1819, M. ^e Dufour, not. ^{re} , inscrit le 24 octobre 1823.	Collet Etienne.	400 "
Bail à terme du 4 mars 1820, Ramus, notaire, inscrit le 31 octobre 1823.	Barons d'Allemagne Clément-Claudius.	18009 90
Contrat dotal du 20 mai 1806, Rubellin et son collègue, no- taires, inscrit le 1 ^{er} mars 1825.	Derrippe Claudine.	1314 "
Sentence du 14 mars 1825, rendue par le Tribunal de Préfecture du Genevois, ins- crite le 31 mai 1825.	Poëx Marie.	1900 "
Contrat de vente du 14 juin 1816, M. ^e Dufour, notaire, inscrit le 3 juin 1825.	Guillot Joseph.	600 "
Pour copie conforme : GRIVAZ.		

CHAMBERY, Imprimerie de F. B. PLATIER, rue du Séna.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 5 Août

INTÉRIEUR.

Chambéry, 4 août. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois de juillet 1825.

JUILLET 1825.

BAROMÈTRE À 0. ^o				THERMOMÈTRE.			
	Millim.	Pouces	Lignes.	Centigrade.	de Réaumur.		
Du 1 ^{er} au 10	738. 2	27	3. 3	Du 1 ^{er} au 10.	+ 18 ^o 7.	+ 14 ^o 95	
Du 11 au 20	738. 9	27	4. 0	Du 11 au 20.	+ 25 ^o 2.	+ 18 ^o 63	
Du 21 au 31	737. 7	27	3. 9	Du 21 au 31.	+ 20 ^o 6.	+ 16 ^o 48	
Moy. le 5	743. 8	27	5. 7	Moy. le 21.	+ 33 ^o 3.	+ 26 ^o 64	
Moy. le 23	732. 9	27	0. 9	Moy. le 31.	+ 12 ^o 0.	+ 9 ^o 60	

M. le Curé et M. le Syndic de La-Tuille (Savoie-Propre) désirent que tous les habitants de cette commune qui en étaient sortis pour chercher des secours, à la suite de la disette résultant de la grêle dévastatrice qu'ils avaient éprouvée, rentrent sans délai dans leurs foyers, pour jouir de la superbe récolte que la Providence a daigné leur accorder. Il est utile de le leur dire, en même temps, le public que l'ambue doit être refusée à tout individu se disant de la commune de La-Tuille. M. le Curé, dont le Ciel a béni la sollicitude, désire que nous rendions ici l'assurance de sa vive reconnaissance envers le grand nombre de personnes respectables dont la pieuse charité l'a mis à même de procurer à ses pauvres les abondants secours qu'ils ont eus.

N. B. Dans le N.^o 28 de ce Journal, du 15 juillet dernier, on a omis, par inadvertance, à l'imprimerie du Journal, le dernier article suivant, faisant partie de l'état de la distribution des Médailles d'argent contenu dans la lettre de M. le Commandant du Hara de S. M., du 9 juillet. Nous nous empressons de réparer cette omission.

STATION D'ANNEY (le 5 juillet 1825), 7 Médailles.

Membres de la Commission.

MM. Le Chev. Kalbermann, Commandant de la province du Genevois.
L'Avocat Rubin, intendant de la province du Genevois.

MM. Le Baron de Livet, *Chevalier en retraite.*
 Le Baron de Rupy, *Proc-Syndic d'Annecy.*
 Jarrin, *Médecin vétérinaire du haras royal.*
 Rollier, *Officier de cavalerie, Commandant le dépôt royal d'équarissage.*

Propriétaires de juments.

MM. Godlet Antoine, *agriculteur à Sillingy.*
 Perillat Joseph, *id. id.*
 Bruhier François, *id. à Serrier.*
 Carron Charles, *Docteur Médecin à Annecy.*
 Gutrel Joseph, *agriculteur à Serrier.*
 Bouvard Joseph, *id. id.*
 Bouvard Jean-Pierre, *id. id.*

PIÉMONT.

Turin, 28 juillet. Le 22 de ce mois, la Cour de Lucques est arrivée au Château royal de Govone; LL. MM. étaient allés à la rencontre de leurs augustes Neveux et Nièces jusqu'à la commune de Saint-Dominio. On ne saurait exprimer la tendre effusion de sentiments réciproques à laquelle a donné lieu cette première entrevue. Le lendemain, jour de la fête de S. M. la Reine Marie-Christine, LL. AA. S. et R. le Prince et la Princesse de Sardie-Carignan, avec la Princesse Marie-Louise de Toscane, sont arrivés à Govone pour présenter leurs hommages et leurs vœux à notre auguste Souverain. Hier matin, LL. MM. et leurs hôtes illustres se sont rendus à Racconis, à la Villa de S. A. S. le Prince de Sardie-Carignan.

— M. l'avocat Belgrano est nommé Intendant de la Province de Saluzia, en remplacement de M. Innocent Piacenza, retiré pour cause de santé, avec le titre, le rang et l'ancienneté d'Intendant Général.

— M. J.-B. Noli, Secrétaire des Finances, est nommé Intendant de la Province de Lupatina.

— Le 2, de ce mois, un oragean désastreux, qui a parcouru la province d'Alexandrie, du midi au nord, a enlevé des toits, brisé les murs, dispersé des bestiaux, rompu et déposé les arbres, renversé des voitures.

30 *juillet.* On écrit de Colletto-Parella, province d'Ivrée, que, dans la nuit du 23 au 24 juillet, une grêle épouvantable a dévasté environ vingt mille journaux de terrain; les vignes, le maïs et tout ce qui restait de la récolte est entièrement détruit; il n'est pas demeuré le moindre vestige de végétation. La grêle a été telle que, le lendemain à midi, il y en avait encore de la grosseur d'un œuf. On ramassait les oiseaux morts à pleines palettes. Il ne reste aucune ressource aux malheureux habitants des communes frappées de ce terrible fléau.

— Hier est arrivé en cette capitale Mgr de Quelen, archevêque de Paris, tenant de Rome.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Le diète de Hongrie est convoquée pour le 11 septembre ; elle s'assemblera à Presbourg, où aura lieu le couronnement de l'Impératrice comme Reine de Hongrie.

Le mariage du prince Maximilien de Saxe avec la Princesse Marie-Louise-Charlotte de Lucques, sœur du duc de Lucques, a été solennellement annoncé à la cour de Saxe, le 4 juillet.

Le Grand-Seigneur a déposé le capitain-pacha Kosteuh, accusé d'incapacité, d'imprévoyance, de négligence à secourir à temps Ibrahim-Pacha, et prévenu d'avoir laissé échapper des occasions favorables de remporter des avantages sur les Grecs et d'avoir perdu par sa faute, depuis l'ouverture de la campagne, la moitié de la flotte ottomane. On prétend qu'il est parti de Constantinople pour rendre compte de sa conduite, et qu'en attendant, ses lieutenants ont été inquiétés.

La flotte égyptienne a fait voile, dit-on, vers l'île de Candie, pour transporter cinq mille Egyptiens qui doivent y être récemment arrivés d'Alexandrie.

On prétend, selon des nouvelles de Constantinople, que le général Colokotroni a remporté une victoire signalée sur les troupes d'Ibrahim-Pacha.

D'après la gazette d'Augsbourg, le reis-essendi, dans les dernières conférences qu'il a eues avec les ministres étrangers, aurait positivement déclaré toute médiation en faveur des Grecs. On ajoute que la Porte ne veut absolument entendre à aucune discussion diplomatique sur les affaires des Grecs.

ANGLETERRE.

M. Perkins vient de faire l'essai de ses canons à vapeur, en présence de sir William Congreve. On prétend que trois canons de ce genre seraient plus de ravages que trente pièces ordinaires, à la même distance.

Le feu duc de Northumberland payait en secret des pensions pour une somme totale de 37 mille livres sterling à diverses personnes qui étaient exaucés des pertes dans les guerres d'Amérique. Son fils, le duc actuel, s'est chargé de continuer les mêmes paiements : C'est un legs, a-t-il dit, que mon père m'a laissé.

FRANCE.

Paris, 26 juillet. Plusieurs géomètres s'occupent en ce moment à tirer le niveau sur plusieurs points compris entre Valenciennes et Commercy, afin de déterminer l'assiette préliminaire du canal de jonction du Rhin à la Meuse et de là à la Seine. Cette vaste entreprise, qui fera honneur au règne de Charles X, complétée, avec les autres travaux qui s'exécutent en ce genre, le système de canalisation générale de la France.

— On assure que S. M. ■ Roi des Pays-Bas a décidé que le collège philosophique pour les jeunes catholiques romains destinés à l'état ecclésiastique, sera établi à Louvain.

— Le nombre des personnes mortes des suites de morsures faites par des chiens hydrophobes, va jusqu'à onze. Une personne a été mordue encore le 22, accident qui prouve la nécessité des mesures prises par l'autorité.

— S. A. R. le prince de Salerno, accompagné de son auguste nièce, visite successivement les divers établissemens de la capitale, et donne par tout des preuves de son goût, de son instruction et de sa bonté.

28 Juillet. Le 25, à la fabrique d'amorces de poudre fulminante située dans la plaine d'Ivry-sur-Seine, derrière la Verrerie, le feu ayant pris, dit-on, aux esprits, par l'imprudence d'un ouvrier, une première détonation a eu lieu à huit heures du matin, et a été suivie de deux nouvelles explosions qui ont fait sauter les bâtimens et les ouvriers qui s'y trouvaient. Il paraît certain qu'il a péri trois personnes au moins, et que sur près de vingt personnes blessées, quatre l'ont été très-grièvement.

— La formation d'un camp de manœuvres à Bayonne et à Perpignan paraît certaine. Les deux camps seront visités par S. Exc. M. le marquis de Clermont-Tonnerre, ministre de la guerre.

30 Juillet. Pendant que l'on gémit à Paris de l'extrême sécheresse, on écrit de Toulouse qu'il y est tombé une telle quantité de pluie, que dans beaucoup de maisons les planchers supérieurs ont été endommagés.

Actions de la banque de France : 3195 fr.

Cinq pour cent consolidés : 103 fr., 45 c. : 102, 80 c.

Trois pour cent : 76 fr., 30 c. : 75 fr., 90 c.

ITALIE.

LL. MM. Siciliennes sont arrivées à Naples en parfaite santé, le 27 juillet; Elles ont été reçues avec les plus vives acclamations des habitans de la Capitale. Le soir toute la ville a été magnifiquement illuminée. Le lendemain, LL. MM. et toute la famille royale se sont rendues à la cathédrale pour rendre grâces au ciel ■ vénérer le martyr et protecteur Saint Janvier.

— Les deux bataillons du Régiment autrichien Albert Giulay ont successivement passé à Rome, venant de Naples, et ont acquitté le jubilé dans la basilique du Vatican.

VARIÉTÉS.

L'Ermite de Saint-Saturnin.

Monsieur,

Bonneville, 31 juillet 1825.

Le chant nous vient des Anges, dit un auteur illustre, et le

source des concerts est dans le ciel (1). Aussi voyons-nous les livres saints nous représenter les Esprits célestes environnant le trône de l'Eternel avec leurs harpes d'or, et faisant retentir les saints parvis de leurs cantiques sacrés.

Telle a été de tout temps la puissance de l'harmonie au milieu des mortels, que leurs hommages leur ont toujours paru moins dignes de la Divinité, s'ils ne lui étaient, pour ainsi dire, portés sur ses ailes. C'est elle qui, dès les premiers jours du monde, inspira déjà le fils de Lamech, et faisait soupirer sous ses doigts l'orgue et la cithare, afin de louer l'auteur de la nature (2). Plus tard, le Roi prophète invitait tous les hommes à célébrer la grandeur de Dieu, et à le remercier de ses bienfaits, aux sons de mille instrumens : unissent les accents de sa voix aux sons mélodieux de sa harpe, il faisait retentir les rives du Jourdain de ses cantiques sublimes que répercuteront les siècles jusqu'à la fin des temps.

Il voulut même introduire l'harmonie dans le Tabernacle. Un certain nombre de Lévités furent choisis à cet effet : on les divisa en plusieurs bandes qui, au son des instrumens, faisaient monter vers les cieux leurs louanges et leurs actions de grâces. Enfin l'Eglise elle-même, dès son origine, la fit entrer dans ses sanctuaires; et, grâce à ses soins, nous nous applaudissons de posséder encore quelques précieux morceaux de la musique ancienne, qui, sans cela, ne seraient pas parvenus jusqu'à nous.

Un tel début. Monsieur, vous paraîtra peut-être un peu présumptueux, surtout de la part d'une personne qui, jusqu'ici, n'a pas encore eu l'honneur d'avoir des relations directes avec vous : mais il lui suffit de vous connaître, d'après les observations variées, judicieuses et intéressantes que le public voit sortir depuis long-temps de votre solitude. L'esprit religieux qui vous anime excusera ce qu'il peut y avoir de téméraire à votre égard, dans ces réflexions que je vous propose et qui ont sans doute été plus d'une fois les vôtres.

Un article relatif à la musique, inséré dans le Numéro 28 du Journal de Savoie, occasionna l'autre jour une dispute assez vive, dans un cercle où je me trouvais. La conversation roulait spécia-

(1) Châtenbriond, *Général du Chr.* T. III, p. 3.

(2) *Général*, C. IV, v. 21.

lement sur la musique religieuse. *Je ne puis souffrir, me dit une personne, d'un ton décisif, qu'on me parle si souvent d'un art qui corrompt les mœurs ; de quelle utilité peut-il être dans nos églises ! Une saine logique lui a pourtant appris, je pense, que le feu de la dispute ne lui laissait pas apercevoir alors, en effet, si l'on pouvait et si l'on devait encluser de l'abus d'une chose, contre cette chose même, d'aurait-on pas lieu de se hâter de faire disparaître tout d'autres arts dont le mauvais usage est infiniment plus nuisible à la religion et aux mœurs ? Où en seraient, dans ce cas, la philosophie et l'éloquence, ou pour mieux dire, toutes les sciences ?*

La musique fut toujours innocente de l'abus qu'en fit l'homme. Quel autre qu'un cœur corrompu, approuva jamais le musicien efféminé dont les accens voluptueux tendent à faire revivre les mœurs des Sibarites, ou qui est assez coupable pour forcer les voûtes de nos temples à n'entendre que des chants blasphématoires ? De là, les réflexions trop vraies qu'il me souvient d'avoir lues dans je ne sais quel Numéro du même Journal, où l'on se plaignait avec raison de ces cantiques dont les airs rappellent des couplets d'infernale mémoire. Mais, avancer sérieusement qu'il n'est aucune espèce de musique digne de nos sanctuaires, c'est méconnaître l'origine céleste de l'harmonie et sa plus noble destination ; c'est s'ériger en censeur injuste d'un art dont Dieu voulut être honoré dans les cérémonies du culte de l'ancienne loi ; j'ajouterais même que c'est n'avoir pas assez étudié l'homme. En effet, l'auteur de la nature a réuni l'agrément à tous nos devoirs, pour en faciliter l'accomplissement ; il a voulu, dans sa bonté, nous aider par l'attrait d'un plaisir innocent, qui se trouve toujours suivi d'un avantage réel.

Qu'important, après tout, les réclamations des personnes en petit nombre dont l'oreille est fermée aux beautés de l'harmonie, et qui ne sauraient être sensibles à la délicatesse, au mouvement et à l'expression d'un chant religieux ? Telle n'est pas la multitude ; elle veut être frappée de la pompe des cérémonies, de la majesté du lieu saint et du spectacle imposant de la religion. Faudrait-il donc que l'un des plus beaux présens du ciel fût uniquement consacré aux divertissemens profanes et mondains, et qu'il ne pût pas servir à bénir son auteur ?.... Je me souviendrai toujours de l'expression que fit, il n'y a pas long-temps, sur un nombreux auditoire, dans une église de Lyon, une pièce religieuse, à trois voix,

commençant par ces mots, *Suspendez vos concerts : silence, enfans du Ciel!*... Un respectable Ecclésiastique fut extrêmement touché des sentimens affectueux et de la couleur vraiment religieuse que renferme ce morceau. Au sortir de la cérémonie, parlant de la puissance de l'harmonie et de ses effets, il me rappela tout à propos, à cet égard, les paroles suivantes du grand évêque d'Hippone : « Combien je versai de pleurs, par la violente émotion que je sentais, lorsque j'entendais dans votre église chanter des hymnes et des cantiques à votre louange ! En même temps que ces sons touchans frappaient mes oreilles, votre vérité coulait par eux dans mon cœur (1) ».

Permettez, Monsieur, que je termine ma lettre par un autre passage du même saint : les sentimens qu'il renferme contribuèrent à payer le juste tribut d'amour que mon cœur s'honore de devoir à un art consacré par la vénération de tous les peuples ; il ne peut que plaire infiniment à un personnage de votre genre : « Par ces augustes accords, ajoute l'Oracle de l'Afrique, je me sens vivement ému, pénétré de cette terreur sacrée qu'inspire la demeure de Dieu, frappé d'un profond respect, saisi d'une sainte ivresse, nouveau Paul, je suis dans les cieux, mon esprit est enlevé au-dessus de lui-même ; il s'élance jusqu'au triple trône du Très-Haut, il se croit admis aux concerts éternels des intelligences supérieures, et mon cœur embrasé va se perdre dans le vin de la divinité. »

Agreez, Monsieur, les sentimens respectueux, avec lesquels j'ai l'honneur d'être

Votre très-dévoûé serviteur,

F... M...

RÉPONSE A LA LETTRE PRÉCÉDENTE.

A M. F... M...

Saint-Saturnin, 30 juillet.

Monsieur,

Vous avez présumé juste, lorsque vous avez pensé que je partagerais votre sentiment touchant l'union de la musique aux augustes solennités de la religion : bien entendu qu'il s'agit d'une musique dont le caractère, toujours noble et grave, soit approprié à la sainteté du lieu et à la dignité des cérémonies du culte divin. Il est sans doute des musiciens qui, d'ailleurs habiles, si l'on veut, dans leur art, méconnaissent ce caractère et composent pour l'église des musiques quelconques, auxquelles il ne manque peut-être rien sous le rapport purement technique, mais où l'on ne voit aucune empreinte du sentiment qui aurait dû les inspirer, où l'on

(1) Conf. L. 9, C. 6.

ne trouve point ces formes grandioses ou surses, ces couleurs sublimes ou gracieuses, en un mot, cette variété de tons propres à exprimer tour à tour l'adoration, l'amour, la reconnaissance, la prière, la crainte et l'espérance. Mais il faut croire qu'il est aussi des artistes capables de manier la lyre sacrée, d'en tirer des sons dignes de la majesté du sanctuaire, et de soupirer les accens d'une tendre pitié.

Vos observations, Monsieur, sont très-justes : les abus que l'on a pu faire de la musique ne prouvent rien. On a bien autrement abusé de la poésie, de la peinture et de la sculpture : faudrait-il donc supprimer les hymnes de l'Eglise, bannir de nos temples les tableaux qui en décorent les autels, en déarter les emblèmes de la Divinité et les images des saints personnages, offerts aux regards des fidèles, pour les aider à élever leurs pensées vers le ciel, et leur présenter des modèles à imiter ? Il existe un opuscule où l'on trouve la réponse à toutes les objections qui ont été faites contre l'emploi de la musique dans les cérémonies de l'Eglise (1). Peut-être cet écrit pourrait-il contribuer à dissiper, chez tout lecteur judicieux, les préventions qu'il pourrait avoir sur ce sujet.

J'ai lu avec intérêt ce que vous dites du morceau de musique religieuse que vous avez entendu à Lyon. Il paraît que vous ne vous êtes pas douté quel en est l'auteur ; je le connais particulièrement, et je sais que s'il attachoit quelque prix à ce morceau et à d'autres pièces de chant qu'il a composées pour l'Eglise, ce ne serait que dans les cas où ils pourraient concourir à produire cette impression salutaire dont vous parlez.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec une respectueuse considération,

Votre très-humble serviteur,
L'ERMITE DE SAINT-SATURNIN.

MARCHÉS de Chambéry, des 26, 28 et 30 juillet 1825.

		LE VIEISSEL.		L'HECTOLITRE.	
BLES.	Prix.	f.	c.	f.	c.
Froment,		15	84	—	17 16
Seigle, ...		10	66	—	13 87
Orge		0	00	—	00 00
Sarrasin.		10	00	—	13 07
Mais.		14	00	—	18 30
Avoine (1).		11	00	—	8 11
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.					0 20
Vin de, <i>idem</i> , <i>idem</i>					0 60

(1) Rapport des 3 récoltes
à l'hectolitre :
Froment, 813
Seigle, 705
Avoine, 127

(1) *De la Musique dans les Eglises, considérée dans ses rapports avec l'objet des cérémonies religieuses ; Mémoire suivi de deux Lettres sur le même sujet.* A Chambéry, chez Puthod, libraire.

SUPPLÉMENT

Au N.º 31 du Journal de Savoie, du 5 août 1825.

*Au Seigneur Sénateur, Juge-Maje du Tribunal de
Préfecture de la province de Savoie-Propre.*

Supplient humblement sieurs Jean-Baptiste Ogier, et Pierre
Pétroud, propriétaires cultivateurs, habitants à Villaroux.

Et ont l'honneur d'exposer que, par contrat du quatre avril
mil huit cent seize, Antoine Saint-Martin notaire, les sieurs
frères Pierre et François fils de sieur Michel Floret, ont vendu
à M. Isidore Curlet le domaine que les vendeurs possédaient en
commun, en la commune de Villaroux, composé de bâtimens,
cour, jardin, prés, champs, vignes, fonds de semences, fonds de
cheptel, outils aratoires, vases vinaires, caves, récoltes perçues
et à percevoir, censés dues depuis mil huit cent quinze seulement,
c'est-à-dire tout ce qui peut appartenir au domaine et qui en peut dé-
pendre directement ou indirectement, comme immeubles, ou
considérés comme tels, ou comme meubles existans dans les
bâtimens, ou entre les mains du fermier cultivateur, et lesquels
biens et bâtimens sont figurés sous les numéros 213, 582, 1045,
1042, 242, 1093, 256, 1094, 52, 228, 29, 31, 231, 252, 247,
253, 257, 250, 15, 16, 17, de la carte de la commune de
Villaroux, étant déclaré que toutes erreurs ou omissions de nu-
méro, de contenance ou d'indication restent à l'avantage ou dé-
avantage de l'acheteur, le domaine étant vendu tel qu'il existe
avec toutes appartenances et dépendances, servitudes actives et
passives, s'il y en a.

Il est expliqué au contrat que le domaine vendu est parvenu
aux frères Floret vendeurs par le contrat de partage du sept mai
mil huit cent dix, St.-Martin N.º, qui a eu lieu entre les frères
Pierre, François l'aîné et François le cadet Floret, en exécution
de la donation à eux faite le deux février de la même année, par
leur père, par le S.º Michel Floret leur père, qui tenait
les biens formant ce domaine, en vertu du contrat de vente du
sept ventôse, an dix, Perret N.º, passé en sa faveur par S.º
Hubert Martin, fils et héritier de S.º Claude Martin qui lui-même
tenait ces biens de noble Dubourget et de Pétroud.

Cette vente passée par les frères Pierre et François Floret à
M. Isidore Curlet, a été faite pour le prix de huit mille sept cent francs
d'un côté, et six cents francs d'épingles d'autre, avec déclaration
que, la somme de six cents francs pour épingles, a été procédée.

demment payée au S.^r Pierre Floret, et que R.^d Cartet a en outre payé aussi précédemment la somme de trois mille sept cents francs au S.^r Jean-Baptiste André, à compte des sommes dues à ce dernier, par les frères Floret, en vertu d'acte obligatoire du trois février mil huit cent douze, St.-Martin N.^o, lequel paiement est reconnu dans le contrat par S.^r Pierre-Antoine André, héritier du S.^r Jean-Baptiste André son frère, avec subrogation sans préjudice à concurrence. La somme de cinq mille francs formant le surplus du prix est stipulée payable aux créanciers antérieurs et privilégiés des vendeurs sur les biens arguis.

Par autre contrat de vente du treize juillet mil huit cent vingt-deux, Nicoud N.^o, R.^d Isidore Cartet a vendu aux supplians conjointement, le même domaine qu'il avait acquis des sieurs Pierre et François Floret, par le contrat narré du quatre avril mil huit cent seize, St.-Martin N.^o, avec indication des mêmes numéros, et explication qu'erreur ni omission de numéros ne peut nuire. R.^d Cartet a en outre vendu par le même contrat aux supplians les pièces de vignes, champ et châtaigneraie situées dans la même commune de Villaroux, lieu dit à la Chaumelle, à la Pailletaz, au Fou et à la Chaux, précédemment acquis par R.^d Cartet des sieurs André Maitral, François Socquet et Louis Cartet. La vente comprend encore une cuve et deux tonneaux corcés en fer, provenant des frères Floret, et la moitié de la récolte en nature. Les biens sont vendus avec appartenances et dépendances, servitudes actives et passives, pour le prix total de dix mille livres neuves, payable solitairement, savoir: 5000 liv., le treize novembre mil huit cent vingt-deux; 2000 liv., dans huit ans, des cette date, avec intérêts dès le jour de la vente, et les cinq mille livres restantes sont stipulées payables par les supplians avec intérêt, dès le six août année précédente, aux créanciers antérieurs et privilégiés sur le domaine acquis par R.^d Cartet des sieurs frères Floret, par le contrat narré, St. Martin N.^o, comme R.^d Cartet s'y était soumis.

Les supplians veulent purger les privilèges et hypothèques qui existent sur les biens par eux acquis de R.^d Cartet, par le contrat narré du treize juillet mil huit cent vingt-deux, Nicoud N.^o, pour la partie desdits biens que R.^d Cartet a lui-même acquis des sieurs Pierre et François Floret, par le contrat narré du quatre avril mil huit cent seize, St. Martin N.^o; ces deux contrats ont été transcrits au bureau des hypothèques de cette province, le vingt et un mars dernier, comme conste des deux certificats ci-joints de M.^r le Conservateur des hypothèques du même jour vingt et un mars dernier.

Les supplians observent que le contrat de vente, Nicoud N.^o, à eux passé par R.^d Cartet, comprend d'autres biens que ceux acquis par ce dernier des frères Floret, par le contrat du quatre avril mil huit cent seize, St. Martin N.^o, et que six par ce dernier contrat, le prix de vente a été porté à huit mille et sept cents francs, plus six cents francs pour épingles, c'est que la

vente comprenait les censes de mil huit cent quinze, antérieures d'une année à la vente, les fonds de semences, fonds de cheptel, vases aratoires, vases viciaires, cuves, et meubles qui pourraient exister dans les bâtimens ou entre les mains du fermier et cultivateur; mais les supplians ne pouvaient pas avoir en mil huit cent vingt-deux la cense de mil huit cent quinze antérieurement perçue par R.^d Curtet, et celui-ci ne leur a vendu aucun des autres objets que l'on vient de désigner, excepté la cuve et les deux tonneaux que l'on a précédemment indiqués; c'est pourquoi en distrayant la somme de six cents livres pour la valeur de la récolte de mil huit cent quinze, et autres articles portés dans la vente faite à R.^d Curtet et non compris dans la vente faite par ce dernier aux supplians; on déclare fixer la valeur des immeubles acquis par ce dernier provenant des sieurs frères Floret à la somme de huit mille sept cents livres, divisible par moitié, quant aux créanciers particuliers des deux frères Floret, attendu que ces immeubles leur ayant appartenu en commun et par moitié, les hypothèques du chef de chacun d'eux n'affectent que leur part respective.

Il conste du certificat du Conservateur des hypothèques de cette province, du quatorze juillet courant, qu'il n'existe aucune inscription contre Claude feu Joseph Martin, domicilié à Chambéry, feu père de sieur Hubert Martin; mais il conste de cinq certificats du même Conservateur, dont deux en date du quatorze juillet courant, relatifs au sieur Hubert Martin, et sieur Michel Floret; deux en date du deux mai dernier, relatifs aux sieurs Pierre et François Floret, et un en date du vingt-cinq avril dernier, relatif à R.^d Isidore Curtet, qu'il existe diverses inscriptions sur les biens dont s'agit du chef de ces divers précédens propriétaires.

On joint ci-après au bas de la présente, l'état de toutes les inscriptions existantes sur les biens dont s'agit d'après les certificats narrés.

Les supplians déclarent être prêts à payer immédiatement, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, toutes les créances tant exigibles que non exigibles, devant les immeubles par eux acquis de R.^d Curtet pour la partie procédée des sieurs frères Pierre et François Floret; mais seulement jusqu'à concurrence de la somme de huit mille sept cents livres neuves, valeur par eux ci-dessus déclarée desdits biens, à tout élection de domicile pour toute la cause chez M.^r Joseph Turly procureur au Sénat, et à l'effet de purger toutes les hypothèques et privilèges existant sur ces immeubles, ils reconnaissent jouissant des pièces narrées :

A ce qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur, Juge-Major, prescrire aux supplians de faire notifier à chacun des créanciers inscrits, et à R.^d Isidore Curtet précédent propriétaire, et en outre aux autres précédens propriétaires ci-après indiqués, la présente requête, l'état divisé en colonnes prescrit par

la loi, et mis à la suite de la présente, de toutes les inscriptions existantes sur les biens que les supplians veulent purger, et le certificat de M.^r le Conservateur de cette province, du vingt et un mars dernier, de la transcription du contrat de vente, du trois juillet mil huit cent vingt-deux, Nicoud notaire, passé aux supplians par R.^d Isidore Curtet, et encore au besoin, le certificat du même Conservateur, du même jour, vingt et un mars, de la transcription du contrat de vente, du quatre avril mil huit cent seize, St.-Martin notaire, passé par les sieurs Pierre et François Floret à R.^d Curtet; de tout quoi il sera signifié et laissé copie auxdits créanciers inscrits et précédens propriétaires, savoir: quant aux créanciers, aux domiciles ci-après par eux élus, dans leurs inscriptions respectives.

1.^o Au sieur Pierre Charles, propriétaire domicilié à Villaroze, en son habitation audit lieu.

2.^o A dame Jeanne Grisard, épouse du sieur Claude Floret, habitante à Montmélian, en sa demeure audit lieu.

3.^o Au sieur Pierre-Antoine André, propriétaire, domicilié à Chambéry, en son domicile, lieudit à la Cassine.

4.^o A dame Jeannette Gillet, épouse du sieur Pierre Floret, habitante à Paris, et à sieur Charles Gillet, propriétaire, habitant à Chambéry, en la personne et demeure de M.^e Louis-Maurice Michellon, procureur au Sénat.

5.^o Au trésor royal, en la personne et demeure du sieur Comte, maître des levées de la province de Savoie-Propre.

6.^o A noble Joseph-Marie Delaléchère, Comte d'Alex, soit à nobles Jean-Pierre, Ange-Alexis, Georges-François, et Claude-Jacques ses frères et héritiers indivis, habitans à Chambéry, en la personne et demeure de M.^r Bact procureur au Sénat, habitant à Chambéry.

7.^o Auxdits sieurs Pierre et François Floret, fils de sieur Michel Floret absent des États, au bureau de la conservation des hypothèques de cette province.

Et quant aux précédens propriétaires, lesdites copies seront signifiées et laissées, savoir:

8.^o A R.^d Isidore Curtet, prêtre, domicilié à Chambéry.

9.^o Auxdits Pierre et François Floret, négocians, et ce dernier aujourd'hui conducteur de diligence, tous deux absens des États à la manière des absens, à la porte de leur dernière habitation à Chambéry, et encore au besoin, quant à sieur François Floret, à M.^e Pierre-Pollingue procureur au Sénat, domicilié à Chambéry, son mandataire.

10.^o A sieur Hubert fils de feu Claude Martin, cafetier, absent des États, à la manière des absens, à sa dernière habitation, Chambéry.

11.^o A sieur Michel Floret, boulanger habitant à Montmélian.

Il vous plaira, Seigneur, Juge-Maire, commettre pour lesdites notifications, afin d'éviter plus amples frais, sieur Exertier, huissier près ce Tribunal, pour les notifications à faire à Chambéry, et Million, sergent royal habitant à Montmélian, pour les notifi-

cations dans le mandement de Montmélian, ou tel autre huissier ou sergent royal qu'il vous plaira désigner.

Il vous plaira encore permettre l'insertion de la manière prescrite par la loi, dans le journal de ce Duché. On proteste de tous frais, de tous droits et pourvoir.

Signé par s^{te}ble POGNIET, Conseil; et M^e TARDY, Procureur, spécialement constitué par acte du 7 de ce mois, Nicoud, notaire.

TRIBUNAL DE JUDICATURE-MAJE DE SAVOIE-PROPRE.

Conservation des hypothèques de Chambéry.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M. Antoine Nicolle, un acte du 13 juillet 1823, ledit M.^e Nicolle, notaire à Chambéry, portant vente par révérend Isidore Curiet, prêtre, demeurant à Chambéry, à Jean-Baptiste Ugié et Pierre Pétroud, habitant à Villaroze, d'un domaine situé sur cette commune, consistant en bâtimens, cours, jardin, prés, champs et vignes, sans indication de contenance, et fixé sous les numéros 215, 222, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 5, art. 176, et sur le registre général d'ordre, vol. 51, art. 51, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel. . . 51 l. 20 c.

Timbre des registres. . . » 70

Pour droit du conservateur. . . » 50

Total. 53 40

A Chambéry, le 21 mars 1825. Le conservateur, DOMENGET.
J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte susdit au vol. 83, art. 93, et reçu

Pour droit proportionnel. . . 51 l. 20 c.

Timbre des registres. . . » 70

Pour droit du conservateur. . . » 75

Total. 6 62

A Chambéry, le 21 mars 1825.

Le conservateur, DOMENGET.

TRIBUNAL DE JUDICATURE-MAJE DE SAVOIE-PROPRE.

Conservation des hypothèques de Chambéry.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, certifie que cejourd'hui il m'a été consigné par M^r Jérôme Nicoud, un acte du 4 avril 1816, Antoine Saint-Martin, notaire à Chambéry, portant vente par les frères Pierre et François Floret négocians à Lyon, à révérend Isidore Cartet, prêtre, demeurant à Chambéry, d'un domaine situé sur la commune de Villaroux, composé de bâtimens, cour, jardin, prés, champs et vignes, sans désignation de contenance, et figuré à la mappe et au cadastre de ladite commune, sous les numéros 213, 582, 1045, 1042, 247, 1043, 256, 1044, 52, 278, 29, 51, 252, 252, 247, 248, 257, 230, 15, 16 et 17, pour le prix de 9500 livres neuves, sur lequel il restoit à payer 5000 livres.

Jé certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 5, art. 177, et sur le registre général d'ordre, vol. 51, case 33, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel.	451. 50 c.
Timbre des registres.	70
Droit de bureau.	50

Total. 48 70

A Chambéry, le 21 mars 1825.

Le conservateur, DOMENGET.

J'ai aussi fait l'inscription d'office, résultant de l'acte susdit, au vol. 95, art. 94, et reçu

Pour droit proportionnel.	21. 50 c.
Pour papier timbré.	75
Pour droit du conservateur.	75

Total 4 "

A Chambéry, le 21 mars 1825.

Le conservateur, DOMENGET.

Etat de toutes les inscriptions existantes sur les biens dont s'agit à la requête ci-dessus, procédés des sieurs Pierre et François Floret, et acquies par les supplians.

DATE ET NATURE	NOMS	MONTANT	Noms des précédents propriétaires contre qui les inscriptions sont prises.
des Privilèges	des	des	
et Hypothèques.	Créanciers.	inscrip. ^{ons}	

1.^{re} Contrat de vente
du 22 floréal an 8, ins-

Hubert feu

cription du 31 octobre 1825, en cas d'éviction.	S. ^r Pierre Charles	400 ^{fr}	Claude Martin.
2. ^e Contrat de mariage du 25 novembre 1814, inscrit le 16 mars 1825.	Dame Jeanne Grizard épouse de S. ^r Claude Floret.	5600	S. ^r Michel Floret.
3. ^e Actes des 5 février 1812, et 15 même mois, inscriptions du 15 février 1812, et 20 février 1825	S. ^r Pierre-Antoine André, héritier de sieur Jean-Baptiste André.	6700	Sieur Pierre Floret.
4. ^e Contrat de mariage du 17 nivôse an 8, et acte du 7 avril 1809.	Dame Jeannette Gillet femme de S. ^r Pierre Floret, et au besoin sieur Charles Gillet.	9000	Idem.
5. ^e Contrat de vente des 15 juillet 1822 et 4 avril 1816; acte du 5 février 1812; inscriptions des 15 février 1812 et 31 octobre 1825, en cas d'éviction.	S. ^r Jean-Baptiste Ogier et Pierre Pétroud.	12000	Idem.
6. ^e Actes des 3 et 15 février 1812, inscrits les 15 février 1812 et 20 février 1825.	S. ^r Pierre-Antoine André héritier de sieur Jean-Baptiste André.	6700	S. ^r François Floret.
7. ^e Acte de soumission du 16 janvier 1821, inscrit le 15 juillet 1825.	Le trésor royal.	500	Idem.
8. ^e Contrats de vente des 15 juillet 1822 et 4 avril 1816; acte du 5 février 1812; inscriptions des 15 février 1812 et 31 octobre 1825, en cas d'éviction.	S. ^r Jean-Baptiste Ogier et Pierre Pétroud.	12000	Idem.
9. ^e Acte obligatoir du 10 décembre 1816, inscrit le 5 avril 1825.	N ^{ts} Joseph-Marie Delaléchère, soit nobles Jean - Pierre Ange-Alexis, George-François et Claude Jacques Delaléchère ses frères, et héritiers indivis.	9270	Révérend Sébastien Curtet.

10. Contrats de vente des 15 juillet 1822 et 4 avril 1846; acte obliga- toire du 5 février 1812, inscriptions des 15 fé- vrier 1812 et 31 octobre 1825, en cas d'éviction.	S. ^{rs} Jean-Baptiste Ogier et Pierre Pé- troud.	12000	Idem.
--	---	-------	-------

11. ^e Contrat de vente du 4 avril 1816, inscrit le 21 mars 1825.	S. ^{rs} Pierre et Fran- çois Floret.	5000	Idem.
---	--	------	-------

Nota L'inscription prise contre révérend Isidore Curtet par dame Rosalie Domenget, épouse du sieur Jean-François Déperse, le 22 avril 1825, ayant été rayée en ce qu'elle pouvait frapper les biens acquis par les supplians, comme conste du certificat du conservateur, du 9 juillet courant, et l'inscription prise contre révérend Curtet en faveur de sieur Antoine Dénarié, étant postérieure à la vente faite aux supplians, et sur d'autres biens, ne sont pas portées en l'état ci-dessus, quoique portées au certificat général des inscriptions contre révérend Curtet.

TARPY, Pr.^r

Vu la requête ■ les pièces jointes, sont accordées les permis-
sions et commission requises pour procéder suivant les fins sup-
plées par le ministère d'Exertier, huissier rière Chambéry, et
Million, sergent royal rière le mandement de Montbéliard, lesquels
se conformeront au prescrit par l'édit du 16 juillet 1822, et aux
Royales Constitutions.

Chambéry, ce 26 juillet 1825.

D'ALEXANDRY,

MOILLARD, Gr.^r

Enregistré à Chambéry, le 26 juillet 1825, vol. 25, case 585,
fol. 50 recto; perçu deux livres. BAUPÉ.

A NOS SEIGNEURS.

Supplie humblement sieur Jean-Antoine Daloz, chocolatier,
domicilié à Lyon ;

Et du que, par requête du 19 avril dernier, il s'est pourvu
craus, aux fins qu'il lui fût permis de faire notifier à tous créan-
ciers ■ prétendants droit dans l'hoirie de feu Pierre Daloz son
père, la déclaration du suppliant, de n'accepter ladite hoirie
que sous bénéfice d'inventaire; il a en outre demandé l'établis-
sement d'un économiseur provisoire.

Par décret dudit jour, le Sénat a décerné lettres générales
et a établi pour économiseur provisoire sieur Joseph Girod, à la
charge de prêter serment et de passer les autres incombrances
requises.

Les publications ont été faites les 28 avril et 14 mai dernier.
L'économiseur a prêté serment par-devant le seigneur Rapporteur

de la cause, le 14 dudit; et par décret mis sur requête présentée ciens par le suppliant, le 27 juin suivant, le prieur des procureurs a été établi curateur à la cause de l'instance pour le bénéfice d'inventaire de l'hoirie de Pierre Daloz, à la charge de prêter serment et de passer les autres incombrances requises, et M.^e Blanchet, actuaire, a été commis pour procéder à l'inventaire du délaissé de Pierre Daloz.

En exécution du susdit décret, M.^e Cornier, prieur des procureurs, a prêté serment par-devant le Seigneur Rapporteur de la cause, le 1^{er} du courant, et il a été procédé audit inventaire les 5 et 6 dudit.

Le suppliant ayant rempli les formalités préliminaires, désire introduire la discussion, et à ces fins il recourt, en joignant ledit inventaire et l'état des inscriptions hypothécaires existantes contre ledit Pierre Daloz, ainsi que toutes les pièces nées,

A ce qu'il vous plaise, Nos Seigneurs, confirmer ledit sieur Joseph Girod, économe de l'hoirie dont il s'agit, à la charge par lui de fournir caution conformément à l'art. 150 de l'édit du 16 juillet 1822, et décerner lettres spéciales contre sieur Claude Greffe et dame Louise Daloz, au domicile par eux élu en leur maison d'habitation en cette ville; contre Joseph feu Pierre Sulpice dit Poncet, charpentier, domicilié à Montmélian, au domicile élu chez lui audit lieu; contre Claude-Noël, Claudine et Jacqueline à feu Georges Jacquignon dit Rouge, laboureur, domicilié au Bourget, au domicile élu chez eux audit lieu; contre dame Anne Allegret, veuve Daloz, domiciliée à Chambéry, au domicile élu chez elle audit lieu; contre Pierre-François Silliod et Jean-Baptiste Lami, négocians, domiciliés à St.-Claude, au domicile par eux élu chez M.^e Chappéron, substitut-procureur à Chambéry; contre sieur Antoine Leger, au domicile élu en sa personne et demeure à Chambéry, dans ses inscriptions du 30 octobre 1825; contre Claude et Gabriel Teppaz, au domicile par eux élu à St.-Sulpice, en leur personne et demeure, tous créanciers inscrits; et lettres générales contre tous créanciers et prétendans droit dans l'hoirie dont il s'agit, pour comparaître dans le terme de trois mois au banc de l'actuaire de la cause, lesquelles lettres seront intimées et signifiées en conformité de l'article 151 de l'édit hypothécaire, pour les uns et les autres, venir expérier de leurs droits et prétentions dans ladite hoirie; et, à défaut de ce, ils seront privés et déchus de tous privilèges et antériorité de créances; pour enfin procéder à l'état de collocation, en conformité de l'édit précité: le suppliant fait toutes réserves et protestations utiles, notamment des frais de poursuite à devoir être maintenus par privilège sur l'hoirie dont il s'agit; et plaise pourvoir. VERNAZ.

Sont décernées les lettres spéciales et générales requises, pour être notifiées et publiées en conformité de l'article 151 de l'édit du 16 juillet 1822, et est confirmé M. Joseph Girod économe

aux biens de la discussion de feu Pierre Daloz, et M.^e Cornier curateur aux procès, pour représenter les créanciers incertains et absens.

Fait à Chambéry, au Sénat, le 23 juillet 1825.

DE MONTREL, z.^d P.^r;

DE BUTTET DE TRESSAYE,
de l'avis de Sénat.

Enregistré le 26 juillet 1825, vol. 25, case 563, l.^{re} 48 verso :
perçu trois livres. BAUDÉ.

Le Sénat de Savoie, au premier huissier ou sergent requis, te mande et commande par les présentes, que, suivant son décret de ce jourd'hui, mis sur requête présentée par Jean-Antoine Daloz, chocolatier, domicilié à Lyon, tu cites et ajournes Claude Greffé et Louise Daloz, domicile par eux élu en leur maison d'habitation en cette ville; Joseph feu Pierre Sulpice dit Pontet, charpentier, domicilié à Montmélian; Claude, Noël, Claudine et Jacqueline à feu George Jarquinou dit Rouge, laboureur, domiciliés au Bourget; Anne Allegret, veuve Daloz, domiciliée à Chambéry; Pierre-François Silhod et Jean-Baptiste Lami, négocians, domiciliés à St-Claude, au domicile par eux élu chez M.^e Chapperon, substitut-procureur à Chambéry; Antoine Leger demeurant à Chambéry; Gabriel et Claude Teppaz, domicile élu à St-Sulpice, en leur personne et demeure, tous créanciers inscrits, et généralement, en conformité de l'article 151 de l'édit du 16 juillet 1822, tous créanciers et prétendans droit à l'héritage de Pierre Daloz, à comparaitre, dans le délai porté par les Royales Constitutions, au greffe civil du Sénat, au banc de M.^e Blanchet, actuaire, pour défendre aux conclusions de ladite requête; sera la cause instruite par-devant le Seigneur Sévateur De Buttet, et est confirmé M.^e Joseph Girod économé aux biens de la discussion de feu Pierre Daloz, et M.^e Cornier curateur aux procès, pour représenter les créanciers incertains et absens.

Données à Chambéry, au Sénat, le 23 juillet 1825.

GABRET, subs.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation pourruiwie à la diligence des frères et sœurs Lavorel, ayant pour procureur M.^e BEVILLARD, des immeubles des mineurs Terrier, ayant pour curateur M.^e GRIVAZ.

Le Tribunal de Préfecture du Genevois, siéant à Annecy, fait savoir que par jugement rendu le 26 juillet 1824, en homologuant la liquidation faite par M.^e Mont-Mayeur, il a été rejoint à M.^e Jean Grivaz, habitant à Annecy, en qualité de curateur, établi à la cause des mineurs Marie, Josette et Claude Terrier, domiciliés, la première à Thusy, la seconde à Vaux, et le troisième à Saint-Eusèbe, de payer à révérend Jean-François-Hypolite, aux sieurs

Jean-Baptiste l'aîné, Jean-Baptiste le cadet, Pierre, François et Jeanette Lavarel ; habitans, le premier à Annecy, et les autres à Metz, 1^{re} la somme de dix-neuf cent trente-neuf livres neuves, soixante-huit centimes, portée par le *finis* de ladite liquidation, ladite somme dérivant d'un jugement rendu par le Tribunal d'Annecy, le 6 décembre 1806, déclaré exécutoire par jugement rendu par M. le Juge-Maje de la province supprimée de Romilly, le 28 août 1818, auxquels jugemens a donné lieu l'acte obligatoire du 18 ventôse an 11 (9 mars 1803), Brunet, notaire ; 2^e celle de cent onze livres neuves, cinq centimes, pour dépens adjugés par ledit jugement, lesdites sommes payables dans le terme de cinquante jours ; que ne s'étant rien trouvé à pouvoir saisir dans les domiciles des débiteurs, ainsi qu'en constatent les procès-verbaux de l'huissier Vindret, du 4 octobre 1824, lesdits Lavarel ont obtenu du Tribunal, le 28 janvier 1825, un décret portant injonction auxdits mineurs Terrier et audit M^e Grévoz, en sa qualité, de payer dans trente jours les sommes ci-dessus énoncées, plus celle de vingt livres, pour intérêts échus au 21 dudit mois de janvier ; celle de soixante-six livres, vingt-cinq centimes, pour les frais de ladite exécution, et six livres neuves pour frais d'inscription, avec déclaration que, passé ce terme, ils seraient vendus les immeubles désignés dans ladite requête d'injonction. La notification de ce décret a eu lieu par exploit de l'huissier Vindret, du 9 février suivant.

Que par jugement rendu éans, le 16 mai dernier, le Tribunal, de l'avis de l'Avocat-Fiscal, a autorisé la vente desdits biens, et a fixé la première enchère au 1^{er} juillet prochain. Ce jugement, la requête du 15 avril dernier qui y a donné lieu, ainsi que l'extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés auxdits mineurs Terrier et audit M^e Grévoz, en sa qualité, par exploits des sergens Rey et Avrillon, des 15 et 16 du courant ; le tout dûment enregistré au Bureau des hypothèques d'Annecy, le 18 juin courant.

BIENS A VENDRE SITUÉS SUR LA COMMUNE DE VAUX.

Números, nature, mes, contenance, taille et confins.

N^o 495, en partie. Bois-broussailles, à la Fontnet-az, contenant cent vingt-sept toises, cinq pieds, taille neuf deniers, se confins au nord par bois de Claude Prunier, au couchant par terre de Germain Routron, au midi et levant par celle de Jean-Baptiste Jaquet et de François Déné.

495, en partie. Bois-broussailles, à Bois-Gentil, contenant cent soixante-sept toises, six pieds, taille un sou, un denier, se confins au midi par terre de Claude Prunier et de Pierre Page, au couchant par celle de Claude Guillet, au levant par celle de Pierre Barnod, au nord par celle de Claude Prunier et de Pierre Page.

514 de 498. Teppe et châtaigneraie, à Baudet-Dessus, contenant un journal, treize toises, un pied, taille onze sous, quatre deniers,

se confinent au midi, levant et couchant, par bois et teppe de Pierre Page, au nord par bois de Claude Prunier.

374 de 471. Champ et châtaigneraie, au Petit-Bois, contenant deux cent nonante-quatre toises, six pieds, taille un sou, onze deniers, se confinent au midi par champ et bois de Claude Prunier, au couchant par champ de Pierre Dalex, au levant par bois et teppe dudit Claude Prunier, au nord par champ de Pierre Page.

374 de 502. Champ, à Bandet-de-Là, contenant cent quarante-trois toises, taille trois sous, cinq deniers, se confine au midi par terre de Pierre Page, au couchant par celle de Claude Guillot, au levant par celle de Pierre Gauthier, au nord par celle de Claude Prunier et de Pierre Burnod.

175 de 519. Teppe et châtaigneraie, aux Margaudes, contenant cent cinquante-huit toises, un pied, taille trois sous, se confinent au midi et levant par bois de Pierre Burnod, au couchant par celui de Pierre Page, au nord par celui de Claude Prunier et des pupilles Ravoire.

374 de 349. Champ et teppe, à Seytely, contenant cent vingt-cinq toises, cinq pieds, taille un denier.

378 de 350. Champ et teppe, à Seytely, contenant deux cent cinquante-deux toises, trois pieds, taille sept sous, se confinent au nord par terre de Pierre Burnod, au levant par celle de Joseph Montmasson, et au midi par celle de Pierre Guimoz.

172 de 392. Champ, à Blosseray-Dessus, contenant un journal, cent nonante-neuf toises, trois pieds, taille douze sous, neuf deniers, se confine aux midi et levant par terre de Germain Bouteron, au couchant par un chemin public, et au nord par terre de Joseph Montmasson.

172 de 391. Champ aux Pierres, contenant un journal, cent cinquante-huit toises, un pied, taille onze sous, onze deniers, se confine aux midi et levant par terre de Claude Prunier, au couchant par celle de Claude Maillet, et au nord par celle de Pierre Burnod.

171 de 376. Vigne, au Blosseray-Dessus, contenant trois cent trente toises, cinq pieds, taille sept sous, un denier, se confine au midi par terre de Pierre Dalex, au couchant par celle des pupilles Ravoire, au levant par celle de Pierre Burnod, au nord par celle de Françoise Page.

172 de n° 10. Champ, au Curtil, contenant deux cent vingt toises, quatre pieds, taille douze sous.

172 de n° 36. Pré au Curtil, contenant nonante-huit toises, cinq pieds, taille six sous, neuf deniers, se confine aux midi, couchant et nord par terre de Pierre Ravoire, et au levant par un chemin public.

172 de 43. Grange et écurie, au village de Vaux, contenant cinq toises, sept pieds, taille cinq deniers.

172 de 44. Maison et cour audit lieu, contenant soixante toises.

178 de 37. Placeage et pré audit lieu, contenant cent vingt-deux toises, un pied, taille neuf sous, se confinent aux midi et couchant par maison et cour de Pierre Burnod, au levant et nord par pré de François Ravoire.

BIENS A VENDRE SITUÉS SUR LA COMMUNE DE S.-EUSÈBE.

173, au levant du n^o 1093. Champ à Loisy, contenant un journal, trois cent trente-une toises, six pieds, taille une livre, dix sous, un denier, se confinant au midi par pré de Pierre Burnod, au couchant par terre de Marie Fontaine, au levant par celle de Claude Maillet, et au nord par celle de Pierre Burnod.

1091. Champ et pré, à Loisy, contenant trois cent soixante-une toises, taille onze sous, dix deniers.

1092, partie. Champ et pré, à Loisy, contenant un journal, taille cinq sous, quatre deniers, se confinant au midi par terre de Joseph Gréat, au couchant par celle de Claude Fontaine, au levant par celle de Claude Pruoiër, et au nord par pré de Pierre Burnod.

CONDITIONS DE LA VENTE.**ARTICLE PREMIER.**

La mise à prix des biens situés sur la commune de Vaux sera de mille livres neuves, et celle des seconds de deux cents livres.

ARTICLE II.

Que les enchères auront lieu en gros ou en détail.

ARTICLE III.

Que les adjudicataires devront payer les créances inscrites, conformément à l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1822, et en outre, en sus du prix, tous les frais de subhastations, adjudication, tabellion et autres relatifs à la vente.

Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division.

Mande à ces fins le Tribunal, au premier hoissier ou sergent Gent royal requis, de faire les publications, affichations, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Annecy, le 20 juin 1825.

Signé AMBERSON, Greffier.

Enregistré à Annecy, le 20 juin 1825, folio 150, case 1103 du 11^e vol. regu trois livres. Signé ORSIER.

S U P P L É M E N T.

En exécution de l'ordonnance du Tribunal de préfecture du Genevois du 16 mai dernier, les premières enchères des subhastations poursuivies par les frères et sœur Latorol, contre les mineurs Terrier, soit M^e Grivaz, leur curateur, ont été ouvertes à l'audience du 17 juillet dernier, et personne ne s'étant fait inscrire pour enchérir sur la mise à prix proposée par lesdits Latorol, et ne s'étant présentée aucun mineur, le Tribunal a fixé l'audience, pour la seconde enchère et pour l'adjudication définitive, au 18 août prochain, à trois heures après-midi, et ordonné que son jugement sera notifié audit M^e Grivaz, contumax.

Pour copie, BEVILLARD.

M A N I F E S T E

Pour la vente par subhastations d'immeubles sis en la commune de Saint-Paul-sur-Yenne, appartenans à Dominique Goybet.

Le Tribunal de Judicature-Maje siéant à Chambéry fait savoir : que, par sa sentence du quinze avril dix-huit cent vingt-cinq, il a été enjoint à sieur Dominique Goybet de payer dans trente jours au sieur François Grobert, Commissaire des guerres en retraite, Chevalier de Saint-Louis, Officier de la légion d'honneur, domicilié de Grenoble, habitant à Méry, avec dommagés-intérêts tels que de droit : 1.^{re} la somme de onze cents livres anciennes, soit d'icelle la vraie valeur en livres neuves ; 2.^{re} celle de deux cent vingt-six livres cinquante-cinq centimes, pour annuités échues et faisant le mérite du jugement du onze août mil huit cent vingt-trois, le tout avec dépens. Cette injonction a été faite par exploit du sergent royal Mongevin du trente avril dernier, suivant le prescrit de l'art. 199 de l'édit du 16 juillet 1822. Par décret du Seigneur Sénateur, Juge-Maje du deux juillet courant, enregistré le quatre, il a été permis audit M.^r Grobert de faire citer ledit sieur Dominique Goybet, qui a été assigné par exploit du sergent royal Mongevin du neuf du courant, pour paraître à l'audience du Tribunal du dix-huit suivant.

Ledit jour, le Tribunal a rendu ordonnance enregistrée le vingt-sept juillet, sous le droit de quinze livres soixante centimes, au vol. 4, case 354, folio 52. Signé HAUBÉ Receveur.

Par laquelle ordonnance, le Tribunal a autorisé la vente des immeubles dont s'agissait en la requête du deux juillet, et a fixé l'audience pour la première enchère au vingt-six août prochain, à neuf heures du matin. Lesdites ordonnances avec les requêtes et extrait du cadastre y annexés ont été notifiés audit Dominique Goybet, par l'huissier Augustin Exertier, à ce commis, ainsi que par exploit du premier août, et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Chambéry, ce jourd'hui deux août.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

ART. 1.^{er}

Un mas de terrain, renfermant prés, blachères, champs et broussailles, lieux-dits aux Variels, aux Contamines, aux Clos et à la Verdaz, commune de Saint-Paul-sur-Yenne, fixé sous les numéros 155, pour partie, 156, 157, 158, 159, 167, 168, 169 et 170 de la mappe de ladite commune, contenant en tout vingt-trois journaux, cent seize toises et cinq pieds en un seul mas, confiné au levant par le pré de M. le Général Comte de Roigne, et un chemin, au couchant par les champs et jardins de Charles Carlet, au nord par un chemin et au midi par le pré d'Antoine Goybet. Ce mas est imposé en tout, neuf livres, quatorze sous, sept deniers, ancienne monnaie de tulle. La mise à prix est de sept cents livres.

ARTICLE II.

Maison, grange, cour, jardin et verger à Chaillères, territoire de la même commune, sous numéros cent nonante et un, cent nonante-deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept. Plus, un mas de biens en prés, pâturages, broussailles, vignes, bois et champs, lieuxdits à Pennoille et à Chaillères, contenant en tout vingt-six journaux, deux cent vingt-six toises, quatre pieds, à forme du cadastre avec les objets indiqués au commencement du présent article, fixé sous les numéros cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent nonante-quatre, cent nonante-cinq, cent nonante-six, cent nonante-sept, cent nonante-huit, deux cent quinze pour partie, deux cent seize, deux cent dix-sept, deux cent dix-huit, deux cent dix-neuf, deux cent vingt et demi, deux cent vingt et un pour partie, cent quatre-vingt-sept pour partie; cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-sept, cent nonante pour partie et cent nonante-trois; confinés au levant par un chemin et en partie par le champ de M. le Général Comte de Baugie, au nord par le ruisseau de la Mellier, au midi par le chemin public tendant à Saumont, au couchant un ruisseau dit de Collard et les propriétés de M. le Comte de Saumont. Il y a, à forme du cadastre, six journaux, deux cent quatre-vingt-huit toises, deux pieds de prés et pâturages, un journal cent septante-deux toises, six pieds de broussailles, cent nonante-sept toises, six pieds de broussailles, un journal quatre-vingt-quinze toises, six pieds en vignes, quatorze journaux, deux cent quatre-vingt-sept toises, six pieds en champs. Ledit article, contenant en tout vingt-six journaux, deux cent vingt-six toises, quatre pieds, paye onze livres, dix sous de taille, ancienne monnaie. La mise à prix est de huit cent cinquante livres.

ARTICLE III.

Un champ, lieu dit au Heyssey, sous moitié du numéro cent cinquante de la coupe de St.-Paul-sur-Yenne, contenant cent nonante-huit toises, six pieds, à forme du cadastre, imposé neuf sous, onze deniers, ancienne monnaie; confiné au levant par le champ de Claude Dantin-Vullion, au couchant par le champ de Thomas Borgey, au midi l'autre moitié du même numéro et au nord par un chemin. La mise à prix est de trente-sept livres. Lesdits biens seront vendus libres et exempts de toutes dettes, charges et hypothèques du passé jusqu'au jour de ladite vente, qui se fera sur les mises à prix ci-dessus et par enchères, de la manière prescrite par l'édit du 16 juillet 1873, en trois lots.

CLAUSES, CHARGES ET CONDITIONS.

1.^o C'est de prendre les biens tels qu'ils sont possédés et cultivés par le sieur Dominique Gaybet, ou sa famille ou ses croitiers, s'il y en a, sans que le plus ou le moins de mesure cadastrale attribuée puisse donner lieu à aucun recours, ou action en supplément de prix, et avec toutes les charges, l'ancières, servitudes actives et passives qui peuvent être respectivement affectées sur chaque pièce de fonds.

2.^o Il faudroit entretenir les haux, s'il y en avoit qui fussent en actes publics, ou ayant date certaine.

3.^o Les acquéreurs devront payer le prix de leur acquisition respective aux créanciers qui seront colloqués en ordre utile, dans le jugement d'ordre à intervenir, avec les légitimes intérêts dès la date de l'adjudication définitive.

4.^o Les acquéreurs seront tenus de payer comptant, entre les mains de M.^e Prallet cadet, procureur poursuivant, leur coté-part au marc la livre des frais de substitution, émolumens, procédures, injonctions et autres poursuites faites au sujet de la présente, ainsi que la parcelle en sera dressée et suivant le montant qui en sera fixé par le sieur assesseur rapporteur.

5.^o Ils resteront chargés d'acquitter les impositions foncières de la présente année, et celles arréragées, s'il y en avoit, et dont ils auront à s'informer, et particulièrement ils devront faire inscrire le privilège résultant de l'adjudication définitive en faveur de la masse des créanciers inscrits sur lesdits biens.

6.^o Les biens ci-dessus désignés et confinés seront vendus en trois lots, misés d'abord séparément sur chaque lot, et ensuite en totalité, sur la réunion générale des mises à prix partielles et enchères sur icelles.

7.^o Les acquéreurs entreront en possession sitôt après la notification du jugement de l'adjudication définitive.

En exécution des ordonnances et décrets ci-devant énoncés, et à la requête dudit sieur François Grobert, ayant pour procureur M.^e Jean-François Prallet cadet, demeurant à Chambéry, rue Croix-Or, n^o 263, il aura procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits et sur les mises à prix de sept cents livres pour le premier lot, huit cent cinquante livres le second lot et trente-sept livres le troisième lot offertes par le poursuivant, qui excèdent soixante fois la taille cadastrale.

En conséquence la première enchère aura lieu au Tribunal du Tribunal de Judicature-Maje séant à Chambéry, première section, rue Juiverie, maison d'Allingra, le vingt-six août prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise à prix respectivement offerte par le poursuivant.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié, et inséré au journal de cette division ou de Turin, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit Tribunal au sieur Augustin Exertier, huissier près ce Tribunal, commis par l'ordonnance du dix juillet de faire lesdites publications, affictions, notifications, et tous exploits requis et nécessaires; de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau de ce Tribunal, le deux d'août mil huit cent vingt-cinq.

MOLLARD Greffier.

Enregistré le 2 août 1825, vol 25, case 866, folio 74 recto. perçu trois livres. BAUDE

Imprimerie de F. R. PLATTEY.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 12 Août

INTÉRIEUR.

Chambéry, 11 août. Nous apprenons que, dans la nuit du 16 au 17 juillet dernier, la foudre est tombée sur le village de Colliers - d'en-haut, mandement de Moutiers, et que l'incendie qui en est résulté a réduit à la plus triste situation vingt-deux familles, qui n'ont rien pu sauver, pas même leur linge. M. l'Intendant s'est empressé de recueillir tous les renseignements sur les pertes éprouvées; il a pris des mesures pour procurer à ces malheureux le bois nécessaire pour la reconstruction de leurs bâtimens. M. de La Place s'est transporté sur les lieux et a distribué de l'argent aux plus nécessiteux. Les habitans des communes voisines méritent des éloges pour leur empressement à secourir les incendiés.

— Voici un nouvel exemple de danger de s'arrêter sous les arbres pendant les orages. Le 5 de ce mois, dans la commune des Déserts, cinq femmes s'étaient réfugiées sous un sapin. Deux d'entre elles, entendant le bruit du tonnerre, se rendirent au milieu des champs, en invitant à les suivre les trois autres, qui s'obstinèrent à rester. Bientôt le sapin fut frappé de la foudre, et les femmes ont tellement souffert, qu'on désespérait de leur vie.

PIÉMONT.

Turin, 4 août. Avant-hier sont arrivées en cette capitale, dans le plus strict incognito, LL. AA. RR. l'Infant d'Espagne Charles-Louis, duc de Luques, et la Princesse Marie-Louise-Charlotte, sa sœur. LL. AA. sont descendues au Palais Royal.

6 Août. On apprend de Gènes que la frégate royale la *Christine* y est entrée le 2 du courant, venant de Tarente, où elle a débarqué M. le marquis Grapello, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. près la Sublime Porte. Les personnes arrivées sur cette frégate ont pleureusement confirmé les détails de l'accueil distingué qu'a reçu le Ministre de S. M. et de tout le cérémoniel auquel qui a eu lieu dans son audience auprès du Grand Visir.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Le Duc de Nejs (l'Infant d'Espagne don Miguel) a obtenu de voyager dans la Hongrie et la Transylvanie, pendant la durée du voyage de S. M. l'Empereur d'Autriche dans ses états d'Italie.

— C'est décidément le 11 septembre que s'assemblera la diète de Hongrie, pour le couronnement de S. M. l'Impératrice comme reine de Hongrie.

— Le 28 juillet, une incendie a consumé 300 maisons, au village d'Obernallersheim (Wurtzbourg); c'est faute d'eau que le feu n'a pu être maîtrisé.

ANGLETERRE.

La chaleur est si grande en ce pays, que la navigation à vapeur est suspendue en quelques lieux par défaut d'eau. La maladie sur les chertoux qui règne en France, s'est étendue en Angleterre, où elle fait beaucoup de ravages. Nous apprenons que l'on se plaint beaucoup de la sécheresse dans les Pays-Bas.

— Le prince d'Estérhazy est arrivé le 26 juillet de Paris à Londres.

— Des nouvelles de New-York, du 30 juin, annoncent que Calles était encore au pouvoir des Espagnols, quoique bloqué par sept vaisseaux, et sur terre par environ cinq mille hommes commandés par Bolivar.

— Un vaisseau à vapeur, nommé *l'Entreprise*, doit partir le 1.^{er} août des bords de la Tamise, pour se rendre aux rives du Gange. C'est une des tentatives les plus importantes qui aient encore été faites en ce genre.

FRANCE.

Paris, 2 août. Les environs de Bayeux sont désolés par de fréquents incendies. Ceux d'Allone, de Lahoussaye et de Tillé ont consumé 137 maisons. Le hameau de Fournueil vient encore de perdre quatorze maisons par un semblable désastre.

— Une expédition doit partir du Ferrol dans un mois, pour conduire 800 hommes à Porto-Rico, et 2500 à la Havane.

— Le duc de Wellington, débarqué à Calais le 30 juillet, a pris immédiatement la route de la Belgique.

— Le 6 août courant étant le terme fixé pour les dernières demandes de la conversion des rentes 5 pour cent en 3 pour cent, une commission de trois membres est chargée d'arrêter, le 5 août à minuit, les registres des demandes dont il s'agit.

— On mande de Poitiers (Jura) des détails sur l'épouvantable catastrophe qui a détruit la ville de Salins, le 27 juillet. L'incendie a commencé par une seule maison; un vent violent a jeté subitement le feu partout. Tous les secours ont été inutiles; la ville proprement dite est entièrement consumée. Il n'est resté que l'hôtel-de-ville, l'hôpital, une partie des

bâtimens servans à l'exploitation, et les maisons canoniques de Saint-Antoine. Plus de cinq mille habitans ont tout perdu et sont demeurés sans asile.

— On écrit de Rennes que la sécheresse qu'on y éprouve depuis deux mois donne les plus vives inquiétudes sur les récoltes.

4 Août. Dans le département des Deux-Sèvres sept personnes ont péri par l'excès de la chaleur. Mais la pluie a enfin rafraîchi l'atmosphère et la température a heureusement changé sans orage.

— La sécheresse qui se fait sentir à Paris, est commune à l'Allemagne et à l'Angleterre. La ville de Brilbourg (Hesse-Darmstadt) a été, la nuit du 30 au 31 juillet, la proie d'un incendie, qui, à cause du manque d'eau résultant de la grande sécheresse, s'est propagé avec une extrême violence. Cent cinquante-quatre maisons et quatre-vingt-neuf bâtimens adossés ont été réduits en cendres.

— On continue à Paris de faire des prières pour obtenir de la pluie.

6 Août. Le journal ministériel de Toulouse annonce comme positif, qu'un traité a été conclu entre le gouvernement français et Saint-Dominique, selon lequel cette république payait à la France 150 millions de francs, qui serviraient à indemniser les anciens colons.

— Deux nouveaux incendies ont éclaté, l'un à Bordeaux, dans la maison d'une vieille femme pauvre, l'autre à Toulouse dans une brasserie.

— Plus de 800 maisons ont été incendiées à Salins; on évalue la perte à 12 millions. Il y avait pour 300 mille francs de propriétés assurées. Le gouvernement donne un secours provisoire de 200 mille francs, et des souscriptions nombreuses sont déjà ouvertes en faveur des victimes de ce déplorable événement. On assure que personne n'a péri.

Actions de la banque de France : 2200 fr. ; 2190 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr. 20 c. ; 102 fr. 40 c.

Trois pour cent : 75 fr. 40 c. ; 75 fr. 55 c.

ITALIE.

On écrit de Corfou, 30 juillet, que Ibrahim-Pacha s'est emparé de Tripolizza et poursuivait sa marche sur Argos, mais qu'il est ensuite revenu à Tripolizza. On dit que la flotte turque est bloquée dans le port de Suda par les bâtimens grecs, et que Ibrahim-Pacha n'en peut recevoir aucun secours. Odessa, qui a auparavant trahi les Grecs et les Turcs, est enfermée dans le même bâtion de l'Acropolis qu'il avait fait construire.

— Le 26 juillet, LL. MM. II. et RR. sont arrivés à Venise, du côté du canal royal, accompagnés d'un grand nombre de gondoles et de barques qui leur étoient allées au devant dans les lagunes. Elles ont été reçues avec toutes les démonstrations de la joie et au milieu des acclamations publiques.

— Le 27 juillet, il y a eu à la Cour de Naples un cercle très-brillant, à l'occasion de l'heureux retour de LL. MM. de la fête de la princesse

Marie-Christine-Auguste, fille de LL. MM., et en même tems de celle de S. M. la Reine de Sardaigne, sœur du Roi.

— On annonce qu'Ulissée s'est tué dans une tentative d'évasion.

— Des lettres du Péloponèse donnent la nouvelle, confirmée par une autre lettre de Corinthe, que Reschid-Pacha, faute de recevoir les secours qu'il attendait du Capitan-Pacha, a levé le siège de Missolonghi. On ajoute que l'amiral Miaulis, après l'affaire qui a eu lieu entre l'île d'Andros et Cap-d'Oro, a attaqué, près de Milo, vingt-sept bâtimens turcs, et qu'il en a brûlé dix.

S O I S S E.

Les communes de Gléresse et de Douanne, dans le Canton de Berne, ont vu élargir des paragrêles dès la fin de mai dernier. Le 4 juillet, des nuages très-élevés ont répondu de la grêle, qui a causé des dommages considérables, mais d'autant moins graves qu'elle tombait à une distance moindre des espaces paragrêlés. Le 15 du même mois, il se forma un autre orage et la grêle tomba dans les forêts voisines; mais elle cessa tout-à-coup et se convertit en pluie sur les vignes où se trouvait la première ligne des paragrêles. On a vu d'affreuses masses de nuages qui couronnaient les montagnes, et qui, en s'approchant du vignoble paragrêlé, patrouillaient tourbillonnant un moment, se réduisaient en pluie et se dissipaient.

— Le 23 juillet, la ville de Pont-de-Veyle (département de l'Ain) a failli être en entier la proie des flammes; elle n'a dû son salut, dans l'incendie qui a eu lieu, qu'au grand calme de l'atmosphère.

— On a lancé à Genève, il y a quelques jours, en présence d'une foule de spectateurs, le bateau à manège, qui n'exige pas de combustibles. Ce bateau peut contenir de 150 à 200 personnes.

VARIÉTÉS.

ANALYSE d'un Mémoire présenté à la Société Médico-chirurgicale de Genève, le 2 avril 1825, et ayant pour titre : Des différentes opinions qui ont occupé les Médecins sur l'inflammation, de la nature de cette maladie et de sa thérapeutique considérée dans les tissus; par J. SAUTTIER, Docteur médecine à Annecy, Membre de plusieurs Sociétés savantes.

L'auteur fait précéder son Mémoire de quelques réflexions sur les Sociétés de Médecine. « Les Sociétés médicales, dit-il, sont « converger vers un centre commun les efforts du génie; elles « découvrent toutes les conséquences des principes; elles font pa- « raître la vérité telle qu'elle est, et parviennent à un degré d'as- « surance que fixe une saine raison. De nombreuses controverses

« ont lieu, une certaine confusion règne d'abord, mais bientôt le
 « faux s'oublie et le vrai seul reste. Que d'essor l'esprit d'examen
 « donne à l'intelligence ! Que de lumières il répand dans le monde
 « médical ! Combien il pourrait être utile à ceux qui ont tout vu
 « et tout découvert, mais dont l'amour propre leur permet encore
 « de consulter le sentiment général, souvent plus juste que l'opi-
 « nion individuelle de l'homme le plus éclairé ! Au premier
 « aspect, une discussion où tout d'idées surgissent à la fois, peut
 « paraître un chaos, et si l'on regarde de près, l'on voit qu'au
 « milieu de beaucoup de contradictions, il n'est pas un aperçu
 « qui ne soit utile, pas une vue qui soit à négliger : chacun se
 « place sur un point, et avant peu tous les côtés sont ainsi occu-
 « pés, toutes les faces sont aperçues, et la vérité entière est
 « connue sous un autre rapport. Les sociétés médicales deviennent
 « un garant inappréciable des atteintes de la jalousie, si peu digne
 « de l'art que l'on professe ; les effets de la basse envie cessent,
 « les coteries tombent à plat, et le dangereux aristarque se voit
 « amèrement frustré dans sa coupable attente. Amies de la bonne
 « foi, elles rendent justice à celui qui s'en rend digne :
 « elles balancent avec équité les découvertes nouvelles et les
 « anciennes, etc. »

M. Sauttier expose ensuite les opinions diverses que l'on a
 émises sur l'inflammation, depuis Hippocrate jusqu'à la célèbre
 découverte d'Harvey ; il pense qu'Étmüller est celui qui a le plus
 approché de la vérité, considérant cette maladie comme un phé-
 nomène consécutif à l'irritation, irritation cependant de l'épine
existante de l'anhelmont.

Depuis l'ingénieux Harvey, l'on considéra l'économie animale
 comme une machine inerte, sujette aux lois seules de la physique ;
 ici les expériences de M. Sarlandières en présence du professeur
 Broussais, jettent des traits lumineux sur les phénomènes de l'in-
 flammation ; et les théories de Sthéal, d'Hudmann et de Boerhaave
 s'écroulent bientôt d'elles-mêmes. Ce n'est qu'en se livrant à
 l'étude de la nature vivante, selon l'auteur, que l'on est parvenu
 à déterminer le caractère de l'état inflammatoire. Dès que l'on
 sent que la circulation dans les animaux était due aux propriétés
 vitales, inhérentes au système vasculaire, l'on peut inférer que
 le mouvement du sang ne pouvait s'altérer, se ralentir ou s'étein-
 dre, sans un préalable et proportionnel changement dans les mêmes
 propriétés. Le phénomène principal, celui qui est la cause de tous

les autres , est donc l'irritation locale , qui a changé la sensibilité organique de la partie affectée ; mais ce changement de sensibilité n'offre des variétés que dans l'intensité de l'inflammation ; c'est ainsi que les symptômes d'une ilegmisie proviennent toujours de l'action vitale plus ou moins augmentée ; c'est ainsi que cette maladie ne saurait être vaincue aujourd'hui par les toniques et les stimulans. Ces données positives nous viennent de M. Broussais.

Notre auteur , après avoir établi , suivant l'opinion du physiologiste que nous venons de citer , que l'irritation inflammatoire a pour siège primitif les interstices de la matière animale , jette un coup-d'œil sur les différentes membranes frappées d'inflammation. Les muqueuses étant parsemées d'un grand nombre de vaisseaux sanguins , il leur faut peu pour augmenter d'action. Malades , elles réclament constamment les moyens adoucissans ; si on les leur refuse , l'on produit des symptômes souvent funestes en peu de jours : des faits viennent à l'appui de cette assertion.

Les membranes séreuses offrent une nuance particulière. Celles-ci jouissent d'un sentiment obscur , et lorsque l'irritation a exalté leur sensibilité de relation , elles deviennent le siège d'une affection perceptible et douloureuse. La méthode antiphlogistique est d'autant plus nécessaire que la maladie parvient , dans quatre à cinq jours , à son plus haut degré.

Quelquefois les symptômes d'une violente ilegmisie des séreuses simulent la faiblesse. On la soustrait à l'erreur , si l'on a appris que dans la péritonite et certaines pleurésies , le pouls est petit , la face pâle et décolorée , souvent couverte d'une sueur froide , avec une sorte de décomposition de la physionomie ; tous ces signes d'ailleurs reconnaissent pour cause une irritation intense qui exige tous les moyens capables d'abolir l'action vitale exagérée.

Une sensibilité peu marquée a été départie aux membranes fibreuses. Leur organisation , leur texture et leurs fonctions établissent une nuance spéciale d'irritation. M. Broussais a fixé l'attention des médecins sur les sympathies qui se partagent entre l'estomac et ce tissu. Déjà l'on ne dit plus qu'un gouteux a été victime d'une goutte remontée au cerveau ; déjà l'on ne dispose plus dans un estomac malade des remèdes de toute espèce , surtout des *opéifluents* puisés dans la colombe inévitable des sudorifiques. L'efficacité des antiphlogistiques dans cette affection nous a été du reste bien constatée par des observations de M. le docteur Broussais fils.

L'irritation du système glanduleux, connu sous le nom de *sub-inflammation* donne naissance aux humeurs de diverse nature et aux désorganisations des glandes. La douleur dans ces organes est obtuse et ne ressemble point au sentiment aigu qui constitue l'inflammation cellulaire. Maintenant il est avéré que les substances émollientes et les adoucisans obtiennent, pour la plupart des cas, la préférence sur les remèdes décorés jusqu'ici du nom de fondans désobstruans, etc.

M. Sauttier termine son *Mémoire* en envisageant les modifications que le période de la vie et le degré de sensibilité propre à chaque âge, doivent apporter dans la thérapeutique des maladies inflammatoires. L'enfance, l'adolescence, la puberté, l'âge mûr et la vieillesse y sont examinés avec tout le soin qu'exigent des différences qui n'ont pas échappé à l'observation des médecins et des philosophes. Parlant physiologiquement de la vieillesse, il est ramené à des réflexions pleines de vérité : « Les précautions de notre art ne peuvent rien contre la loi commune imposée à tous les êtres de l'univers. Par un régime suivi, par des secours longtemps et assidument continués, on peut sans doute rallumer pour quelques instans les dernières étincelles de la vie ; mais elle finit par s'éteindre comme les lampes mourantes qui doivent se consumer faute d'alimens. « On ne jette pas l'ancre dans le fleuve de la vie, dit un célèbre écrivain de nos jours ; ■ emporte également celui qui lutte contre son cours, et celui qui s'y abandonne. Pourquoi faut-il, hélas ! que l'homme s'avance si douloureusement vers le terme de ses peines et de ses erreurs ? Pourquoi faut-il qu'il pleure à son couchant comme il pleurerait à son aurore ? ... Imitons l'exemple de tant de sages vieillards dont s'honore l'antiquité : Hésiode, Homère, Démocrite, Platon, et les patriarches si renommés, qui habitaient autrefois la Palestine, voyaient approcher la mort sans effroi, et se retiraient en paix dans le sein de leurs aïeux. Anacréon, sur le bord du tombeau, badinait encore avec les Grâces ; une joie innocente et pure réchauffait les glaces de son âge, et couronnait de roses ses cheveux blancs. Tâchons donc de jeter quelques fleurs sur les épines de la vie, mais n'ayons pas la folle prétention d'en perpétuer la durée. Salluste, qui enseignait l'art de vieillir, n'empêcha pas les rides de la vieillesse de sillonner son visage et son front. L'or potable et les elixirs de Paracelse ne purent le garantir d'un trépas subit et prématuré. La triste métamorphose subie par Tithon, dont parle la fable, est

l'emblème véritable de l'impossibilité qu'il y a de résister aux injures des ans. (1). »

L'assentiment que l'on ne peut refuser à ce sublime passage n'est pas seulement dû à l'élégance du style séduisant de son auteur, mais il n'est que trop vrai qu'il contient la vérité la plus utile et la plus instructive pour le philosophe.

MONTFALCON, D. M.

A V I S.

Le sieur Jacques PLOKOTO, maître ferblantier et entrepreneur, donne avis au public qu'il se charge de la construction des clochers, tant pour l'architecture et la charpente, que pour le fer-blanc. La diversité des plans qu'il peut présenter, et les soins qu'il donne à son ouvrage, le mettent à même de satisfaire pleinement les personnes qui l'honoreront de leur confiance. Il s'engage à donner aux clochers la plus belle construction que l'on puisse désirer. Comme la partie du fer-blanc est la plus délicate, il demande que l'examen de cette partie de son travail ne soit confié qu'à des experts ayant les connaissances nécessaires dans leur art. Ceux qui voudront l'honorer de leurs demandes sont priés de lui adresser leurs lettres franches, à Thonon, poste restante.

CHARADE.

Quoique à tous les yeux invisible,

On reconnaît en tous lieux mon dernier.

Quel contraste affligeant pour une âme sensible,

De mon premier à mon entier!

L'un nous montre souvent le luxe et l'opulence;

Et dans l'autre, on ne voit que misère et souffrance.

Le mot de la dernière *Enigme* est verre.

MARCHÉS de Chambéry, des 2, 4 et 6 août 1935.

BLES.	Prix.	LE VERGEE.		L'HECTOLITRE.	
		f.	c.	f.	c.
Froment, ...		15	56	—	—
Seigle, ...		10	00	—	—
Orge, ...		0	00	—	—
Sarrasin, ...		00	00	—	—
Maïs, ...		13	50	—	—
Avoine (1), ...		10	00	—	—
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.					29
Viande, idem, ...					60

(1) Rapport des 3 récoltes en hectolitre :
Froment, ... 613
Seigle, ... 705
Avoine, ... 57

M A N I F E S T E

Pour la vente par subhastation des biens appartenans au sieur Marin-Joseph Clerc, marchand-ferrant, situés sur le territoire de la villa de Bonneville, chef-lieu de la province du Faucigny.

Au nom du Tribunal de préfecture de la province du Faucigny, et à la diligence de M. Antoine-Marie Thevenet, propriétaire, demeurant à Bonneville, pour lequel domicile est au besoin élu dans l'étude de M^e Fraçois Roux, procureur au même lieu.

A tous soit notoire et manifeste quo, par jugement dudit Tribunal, sous date du 28 décembre 1824, dûment enregistré, qui déclare exécutoire, nonobstant surau, la sentence contradictoirement rendue par M. le juge-maje de cette province, le 18 septembre 1822, il a été enjoint audit Marin-Joseph Clerc de payer audit M. Thevenet, dans trente jours, la somme de 623 livres neuves, 91 centimes, à lui due en capital, frais et intérêts, liquidés jusqu'au 12 décembre 1824, pour les causes énoncées dans ladite sentence du 18 septembre 1822, en vertu de laquelle inscription a été prise au bureau de Bonneville, le 10 mars 1825; que ledit M. Thevenet ayant inutilement essayé une saisie mobilière, comme se voit du procès-verbal de carence de l'huissier Excoffier, du 1^{er} mars 1825, et voulant éviter une seconde tentative qui serait frustratoire, s'est décidé à poursuivre l'exécution du jugé par voie de subhastation; c'est pourquoi il s'est pourvu audit Tribunal, pour, en conformité de l'art. 94 de l'édit hypothécaire, obtenir injonction de paiement dans trente jours pour ladite somme de 623 livres neuves, 91 centimes; plus, pour celle de 11 livres, 70 centimes, pour intérêts du principal, liquidés dès le 12 décembre 1824 au 30 mai 1825, sans préjudice de ceux échus et qui écherront, avec déclaration que, passé ce terme, il serait procédé à la vente, par voie de subhastation, des immeubles dudit Clerc, donnés en teneur au bas de la requête qui, décrétée en cette conformité le 4 juin proche passé, lui a été notifiée le 7 même mois, par l'huissier Excoffier, à ces fins connus;

Que ledit Clerc n'ayant pas satisfait à cette injonction, le sieur Thevenet, en conformité de l'art. ■ dudit édit, pour obtenir l'autorisation de faire subhaster, a présenté une nouvelle requête, dans laquelle il a rappelé les biens portés dans l'extrait du cadastre à lui délivré par M^e Gardet, notaire et secrétaire de cette ville, le 23 avril dernier, et M. Nicolet, premier assesseur, remplaçant M. le juge-maje indisposé, a, par son décret du 12 juillet proche passé, permis de faire assigner ledit Clerc, pour l'audience du 12 même mois; le tout lui a été notifié en personne le 14, par exploit de l'huissier Excoffier;

Que, par ordonnance dudit jour 12 juillet, dûment enregistré, le Tribunal, ou M. l'avocat-fiscal, attendu la déclaration de

M^e Aimé Bornier, procureur et mandataire dudit Clerc, de n'avoir rien à objecter contre les conclusions du poursuivant, a autorisé la vente des biens immeubles dudit Clerc, tels qu'ils sont désignés en la requête, et sous les conditions et offres faites par le poursuivant, a fixé la première enchère à l'audience du 6 septembre prochain, à neuf heures du matin; a mandé au greffier soussigné de dresser le manifeste requis, et commis l'huissier Rigaud pour faire les notifications prescrites par le susdit édit.

Cette ordonnance, dûment enregistrée, les requête et extrait du cadastre ont été notifiés par l'huissier commis audit Clerc, le 30 juillet échu, et successivement enregistrés, avec l'exploit de notification, au bureau des hypothèques de Bonneville, le 1^{er} août suivant, à forme du certificat de M. Bella, receveur; en conséquence de quoi il a été procédé à la vente par subhastation, au préjudice dudit Marin-Joseph Clerc, maréchal-ferrant, demeurant à Bonneville, et à la diligence du sieur Thevenet, poursuivant, des immeubles qui seront ci-après désignés, et sous les charges, offres et conditions rappelées en fin du présent; la première enchère aura lieu à l'audience du Tribunal de préfecture du Faucigny, à Bonneville, au palais de justice, le 6 septembre prochain, à neuf heures du matin.

Les enchères pour chaque lot seront ouvertes sur la mise à prix des offres faites par le poursuivant, au premier article des conditions.

IMMEUBLES A SUBHASIER.

Premier lot.

1^{re} Une maison située sur la commune de Bonneville, au lieu dit de l'Autre côté du Pont de Bonneville, figurée sous partie du numéro 348 de la mappe du lieu, occupant une surface de 8 toises, imposée par proportion à l'extrait du cadastre délivré par M^e Gardet, secrétaire de ville, le 13 avril dernier, à 10 deniers de taille, bornée au nord par la grande route de Bonneville à la Roche, au levant par la maison de Pierre Ronge, maçon, aux midi et couchant par la pièce de terre au jardin ci-après confinée. Ladite maison se compose d'une cave, d'une boutique dont l'entrée est sur la route, d'une cuisine sur le derrière, de quatre chambres au premier, d'une galerie, d'un galatas, d'un lieu d'aisance et petites écuries, le tout couvert à tuiles.

2^{re} D'une pièce de terre en jardin, située au même lieu, inscrite sous partie, au nord, dudit n^o 348, de la contenance de 70 toises, chargée proportionnellement, d'après l'extrait ci-dessus, de 7 sous, 3 deniers de taille, confinée aux nord et couchant par la grande route de Bonneville à la Roche, au midi par la terre de Pierre Ronge, maçon, et au levant par la maison ci-dessus, celle de Berthet, menuisier, et la cour indivise par tiers entre ledit Clerc, Ronge Pierre et Sébastien Clerc.

3^{re} Une cour et place, situées au même lieu, figurées sous partie,

du levant, n° 338, de la contenance de 2 toises, imposée par portion, avec le susdit extrait, à 2 deniers de taille, bornée au levant par la grande route de Bonneville à Cluses, au midi par la maison de Berthet, menuisier, au nord par la maison de Pierre Raugé et celle de Sébastien Clerc, et au couchant par le jardin ci-dessus.

SECOND LOT.

4^e Une remise avec deux places, l'une au couchant et l'autre au levant d'icelle; plus, à l'angle, aux nord et levant de ladite remise, il existe une forge, le tout figuré sous partie, au nord, du n° 349 et de l'ancienne route tracée de Bonneville à la Roche, occupant une surface de 15 toises, chargée proportionnellement, avec l'extrait ci-dessus, de 2 sous, 6 deniers de taille, confinée au midi par la nouvelle grande route, au levant par la cour du sieur Démarier, tanneur, au couchant par la bezière des moulins de M. le comte de Flumilly, et du nord en partie par ladite bezière, l'arche de l'ancien pont placé sur icelle ■ le passage existant entre la forge et la tannerie dudit Démarier; au-dessus de cette remise, et sur le levant, il existe une chambre à feu, et derrière icelle une aie et une grange, le tout couvert à toiles, ainsi que le tout résulte de l'état pris sur les lieux et formé par le géomètre Léperj, en date du 13 mars dernier.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

Art. 1^{er}. Le poursuivant se soumet de payer, pour les trois premiers articles formant le premier lot, séparé du second par la nouvelle grande route de Bonneville à la Roche, la somme de 800 livres, et pour le second lot, soit le quatrième article, celle de 400 livres neuves, laquelle offre s'élève bien à plus de soixante fois la contribution foncière dont chacun de ces lots est affecté, d'après ledit extrait de cadastre.

Art. 2. D'appliquer et délivrer les prix aux créances exigibles ou non, pour la quantité et de la manière qui seront arrêtées par le Tribunal, ou ensuite d'une procédure d'ordre et de l'état de collation à dresser.

Art. 3. De supporter, en sus desdits prix principaux et des intérêts dès la notification du jugement d'adjudication, tous les frais de subordination et d'adjudication, puisnot qu'ils seront réglés, et de les payer dans le délai fixé par le Tribunal, à partir des fordonnance injonctionnelle du 4 juin dernier, y compris ceux de notification, transcription ou d'inscription, pour conserver le privilège des prix en faveur des créanciers et du débiteur.

Art. 4. Ne souffrir qu'après les enchères reçues séparément sur les deux lots, il soit formé un total, et ensuite reçu sur icelui des en-lères en blanc.

Art. 5. De n'entrer en jouissance desdits biens que depuis la notification au débiteur du jugement d'adjudication, et qu'il aura

fourni sûreté pour le payement du prix, ainsi qu'il plairait au Tribunal d'ordonner, ou qu'il en aurait consigné le montant, sauf à lui d'agir envers les locataires, s'il y en a, relativement à sa jouissance personnelle desdits biens, ou pour la perception des loyers.

Art. 6. De prendre à sa charge toutes les contributions et impositions quelconques, depuis le 1^{er} janvier dernier, qui resteraient à payer, et d'être sans répétitions pour toutes les servitudes apparentes ou non dont ces biens pourraient être affectés, ainsi que pour le plus ou le moins de la contenance attribuée à chaque lot, même pour défaut de réparations aux bâtimens.

Art. 7. D'être tenu en outre à toutes les autres restrictions et déterminations adoptées par le Tribunal, notamment sur les censés, rentes perpétuelles et prestations dues sur ces biens.

Art. 8. En cas d'inaccomplissement des clauses et conditions de la manière et dans les délais fixés, de souffrir qu'il soit procédé contre lui à la nouvelle vente, à ses périls et risques ; selon les formes et règles vulgaires.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché et inséré dans le Journal de Savoie, en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins le Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, affictions, notifications et tous exploits nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Bonneville, sous le sceau du Tribunal, le 2 août 1825. Signé à la minute par M^e Jacquier, greffier; signé à l'original M^e Jacquier, greffier.

Enregistré à Bonneville, le 3 août 1825, vol. 11, fol. 112 verso, case 1265; reçu trois livres. Signé M. le receveur, Bella.

Pour copie conforme: ROUX, Proc.^r

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation des immeubles de sieur Jean-Antoine Tirard, situés rière la commune de Saint-Christophe, mandement des Echelles.

Le tribunal de Judicature - Maje du la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par son décret en date du 8 mars dernier, dûment enregistré le 30 dudit, sous le droit en debet de trois livres par M.^e Baudé receveur, M. l'Avocat-Fiscal près ce tribunal a obtenu contre Jean-Antoine Tirard, habitant rière la commune de St.-Christophe, la permission de lui faire faire l'incjonction prescrite par l'art. 94 de l'édit du 16 juillet 1822. Ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier, en date du 7 avril pour lors suivant; que, suivant la prescrite de l'art. 94 du même édit, sur remontrance présentée par M. l'Avocat-Fiscal, le seigneur Juge-Maje. Préfet du ce tribunal, lui a permis, par son décret du 25 mai dernier, enregistré le 28, sous le droit de deux livres, signé Baudé, de faire

êter ledit Jean-Antoine Tirard; ce qui a été fait par exploit de l'huissier Benod, en date du 15 juillet dernier, pour comparaître à l'audience du 29 même mois; et par ordonnance dudit jour, le tribunal, sur réquisition de M. l'Avocat-fiscal, et pour le profit du défaut encouru par ledit Jean-Antoine Tirard, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la remoutrance qui précède le susdit décret du 25 mai dernier, et serait dressé manifeste par le greffier du céans, avec les conditions insérées dans ladite remoutrance, et a fixé la première enchère à l'audience dudit tribunal du 6 septembre prochain, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier pour faire la notification prescrite par le susdit édit du 16 juillet 1822; la susdite remoutrance, extrait du cadastre y annexé et décret du 25 mai dernier, de même que la susdite ordonnance dudit tribunal du 29 juillet suivant, et enregistrement du tout ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier à ces fins commis, en date du 4 août courant, audit Jean-Antoine Tirard, et une copie authentique du tout, signée par sp.ble Vallier, substitut-avocat-fiscal, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate du certificat du 3 dudit mois d'août courant, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M. Domengel, conservateur, qui a mis trois livres 97 c. en debet.

DESIGNATION DES IMMEUBLES A SUBHASTER,

Situés rière la commune de St.-Christophe, mandement des Echolles.

Numéro de la mappe 1009, maison de la contenance d'environ 10 toises, composée d'une seule cuisine, une cave et un galeas, construite en gros murs, couverte en chaume, le tout en mauvais état.

Numéro 1009 et tiers, champ à Saigaillard, contenant, pour le tiers appartenant à Tirard, un journal, 82 toises, 7 pieds, cotisé en taille 17 sous, 9 deniers.

Numéro 1008, champ audit Saigaillard, contenant 2 journaux, 24 toises, cinq pieds, cotisé en taille 10 sous, 4 deniers.

Les trois articles d'immeubles ci-dessus sont confinés au levant par les communaux de St.-Christophe, au couchant par la rivière de Goiers.

Numéro 1010 en partie, champ à Sallardy, contenant 284 toises, 1 pied, confiné au levant par les communaux, au couchant par un chemin public, cotisé en taille 14 sous, 3 deniers.

Numéro 1016, champ aux Gorges, contenant 5 journaux, 395 toises, 4 pieds, cotisé 2 livres, 1 sous, 1 denier.

Numéro 1018 en partie, une pièce de bois taillis, hêtres, et

broussailles aux Gorgez, de la contenance de 6 journaux, 325 toises. 1 pied, cotisé 11 sous, 1 denier.

Numéro 1017, la moitié au midi d'une mauvaise grange audit lieu, contenant 5 toises, deux pieds, cotisé un denier.

Les trois articles ci-dessus sont confinés au levant par les bois et terres des héritiers de Louis Bouvier, au couchant par la Guiera.

Numéro 1004, champ aux Faves, contenant 5 journaux, 59 toises. 1 pied, cotisé en taille 3 livres, 14 sous, 2 deniers.

Confiné au levant par le pré de Joseph Tirard, et au couchant par la terre et le bois de François Masurat.

Numéro 1083, champ aux Tonnieres, partie en rocailles, contenant 5 journaux, cotisé 3 livres.

Numéros 1084 et 1085, masure au même lieu, autrefois maison, boutique et four, contenant 17 toises, 1 pied, cotisé 11 sous.

Les deux précédens articles sont confinés au levant par les broussailles d'Hugues Jarrins et Paul Lacombe, au couchant par la Guiera.

Numéro 912 en partie, champs aux Avenières, contenant 1 journal, confiné au levant par la terre de Philibert Tirard et au couchant par celle des héritiers Bonne-Savardin, cotisé 15 s.

Numéros 925 et 926 en partie, champ aux Terreaux, contenant 570 toises, 6 pieds, confinés au levant par un chemin public, au couchant terre de Claude Masurat, cotisé 2 sous, 1 denier.

Numéro 1020, champ au Nay, contenant 391 toises, 7 pieds, cotisé en taille 19 sous, 7 deniers, confiné au levant par la terre des héritiers de Louis Bouvier-Cotaz, et au couchant par celle de Jean Collomb.

Numéros 998 et 999, champ, partie en rocs et broussailles, contenant 211 toises, 6 pieds, cotisés 3 sous, 3 deniers.

Numéro 1007, champ à la Côte du Fort, partie en rocaille, contenant 100 toises, cotisé en taille 3 sous, 3 deniers.

Ces deux articles ci-dessus sont confinés au levant par le pré de Joseph Tirard et au couchant par celui de François Masurat.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1^{re} Que l'adjudicataire prendra les immeubles à subhaster dans l'état où ils se trouveront lors de l'adjudication définitive ;

2^{re} Qu'il supportera toutes servitudes actives et passives, s'il en existe ;

3^{re} Qu'il sera subrogé aux lieu et place dudit Jean-Antoine Tirard, en tous ses droits de propriété et actions possessoires qui peuvent lui compétre, sans pouvoir prétendre à aucun recours contre le poursuivant en cas de revendication, ni exiger de lui aucun titre de propriété, sauf de compiler, à ses frais, périls et risques, ledit Jean-Antoine Tirard pour se les faire remettre ;

4^{re} Qu'il ne pourra exercer aucun recours pour défaut de cou-

tenance, le plus ou le moins étant à son profit ou perte ;

5^o Qu'il sera tenu d'acquitter les contributions arriérées, s'il en existe, et de payer les courantes ;

6^o Qu'il payera le prix de son adjudication à présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront utilement colloqués par l'ordre qui sera établi de gré à gré ou judiciairement, et ce, avec intérêts au cinq pour cent, dès le jour de l'adjudication, jusqu'à celui du paiement ;

7^o Qu'en outre, et sans diminution du prix de l'adjudication, il sera tenu de payer, entre les mains du receveur principal de la douane à Chambéry, tous les frais faits pour parvenir à la vente, depuis et compris la remontrance présentée à ce Tribunal, le 28 mars dernier, ainsi que le coût du certificat délivré par le secrétaire de la commune de Saint-Christophe, et ce dans la huitaine après que l'adjudication sera définitive, sur la parcelle qui en sera fournie par le susdit receveur, laquelle, en cas de contredit, sera taxée à ses frais par le rapporteur de la cause ; il sera encore tenu de faire signifier à ses frais copie du jugement d'adjudication au poursuivant, et de faire inscrire à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'adjudication définitive sur les biens vendus en faveur de la masse des créanciers, dans le délai de quinze jours qui suivra la susdite adjudication définitive, à défaut du quoi le privilège sera inscrit à la diligence du greffier de céans, toujours à ses frais.

Sous ces conditions, le remontrant offre de payer les créances exigibles au non, aux termes de l'art. 72 du susdit édit, et offre par mise à prix la somme de onze cents livres, prix équivalant à plus du soixante fois le montant de la contribution royale.

En exécution de l'ordonnance et du décret ci-devant, et sur remontrance de M. l'Avocat-Fiscal, il sera procédé à la vente des immeubles ci-devant décrets, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje seant à Chambéry, deuxième section, rue Juiverie, maison d'Allinges, le mardi 6 septembre prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix offerte par le poursuivant, qui est de onze cents livr.

Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par l'art. 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 8 août 1823. Claude REVEL, substitut-greffier.

Enregistré à Chambéry, le 8 août 1823. cote 1033, folio 115 recto. Droit trois livres en debet. BAUX.

VENTE VOLONTAIRE.

Le samedi, 20 août courant, à 9 heures du matin, par-devant et dans l'étude de M.^e Bompart, notaire à Chambéry, rue Trésorerie, il sera procédé à la vente volontaire, par enchères, du très-joli clos appelé *Massalaz*, appartenant au sieur Drogout.

Ce clos consiste en maisons de maître et fermière, composées de plusieurs pièces, où il existe de très-bonnes caves, écurie, cours, jardins, treillages, un puits de sources excellente et inépuisable.

Ceux qui désireront connaître les conditions de la vente et le clos en détail, pourront s'adresser au propriétaire, ou audit M.^e Bompart.

L'on fournira sûreté ou application pour le paiement du prix.

A V I S.

Il sera procédé, en exécution des ordonnances du Tribunal des 17 décembre 1814 et 17 avril suivant, à la vente par enchères publiques des biens provenans de sp. bte Claude Lozat, situés riens les communes de la Trinité, Villardleger, Chamoux et du Be-tonnet. La première enchère aura lieu, le 21 août, à 11 heures du matin, au devant de l'église de Villardleger; la seconde, le 28 même mois, et la troisième, le 4 septembre suivant, et l'extinction définitive en sera faite le lendemain, 5 septembre, au même lieu, à celui ou ceux qui auront fait meilleure mise, à l'extinction de la bougie vierge.

La totalité des biens à vendre est de la contenance de 83 journaux, 203 toises, sur l'estime de 36,465 livres.

On misera les biens en détail, ensuite en gros.

S'adresser, pour plus amples renseignements, à M.^e Belleville, notaire à Chamoux, ou à M.^e Bouchet, procureur à Chambéry.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 19 Août

INTÉRIEUR.

Chambéry, 18 août. S. M., par Patentes du 9 du courant, datees du Château Royal de Couron, a nommé Gentilhomme de la Chambre, M. le baron Paul-Eugène Sallteur de la Serre.

M. Antoine Gabet, Notaire, est nommé Patrimonial dans la Chambre Royale des Comptes.

M. François Carton est nommé Ingénieur des Mines de seconde classe.

On nous mande de Bonneviller les détails qui suivent sur la fête qui a eu lieu dans cette ville, le 10 du courant, pour fêter l'anniversaire de l'entrée en ville de LL. MM. l'année dernière, dans la province du Faucigny.

La Compagnie des Gardes à cheval du Faucigny s'était tenue dès la veille et a exécuté le lendemain matin de belles évolutions sur la place d'armes, tandis que la Compagnie des Grenadiers-Pompier, avec une tenue des plus régulières, était sous les armes, et leur a fait honneur à leur rentrée en ville; ils ont été passés en revue par le Commandant de la province et ensuite ils se sont rendus, avec M. le Commandant, accompagnés de son État-Major, M. l'Intendant, le Tribunal et le Corps de ville, à l'église paroissiale, où le Corps de musique les attendait, et a fait entendre des airs religieux et bien exécutés durant la sainte messe, officiee par le vénérable Curé.

Un banquet a été offert par la Compagnie à cheval à MM. les Officiers des Grenadiers-Pompier; le Corps de musique a continué d'embellir la fête par l'exécution de diverses marches militaires et de morceaux d'harmonie; et les dames de la ville ont fait donner, dans un local séparé, un repas aux sous-officiers et soldats de la Compagnie à pied. Le plaisir le plus vif et l'enthousiasme le plus général étaient répandus parmi tous les habitants, aussi heureux des témoignages d'affection et de bonté qu'ils avaient reçus de leurs Princes, que reconnaissans pour le dévouement de ces braves Corps; et chaque famille a partagé avec les siens de si bonnes acclamations. Enfin la joie et la satisfaction réciproques ont fait terminer la

journée par un bal aussi charmant qu'animé, qui a duré jusqu'à quatre heures du matin, et qui a encore été offert aux dames par MM. les Gardes à cheval.

» Ce frot laronique des plaisirs de ce jour ne peut donner qu'une faible idée des fêtes qui embellissent cette ville l'année dernière, pendant le séjour de nos augustes Princes ».

PIEMONTE.

Turin, 14 août. S. M., qui, toujours disposé à donner son approbation royale aux travaux qui tendent à l'avantage public, avait approuvé, en 1833, sur la proposition du Conseil Supérieur des Ponts et Chemins, la construction d'un pont en pierre sur la Doire, d'après les dessins de M. l'ingénieur Mosca, Inspecteur du Génie civil, vient de donner, sur la proposition de son Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires internes, des dispositions souveraines, en date du 19 juillet dernier, pour faciliter et accélérer la construction des dix îles de bâtimens qui doivent former la rue nouvelle tendante de la place d'Emmanuel-Philibert au nouveau pont sur la Doire, le tout conformément au projet dudit M. Mosca.

— S. M., dans l'intention de faire joindre tout-à-tour les diverses parties de ses États, des bienfaits de sa royale munificence, a daigné approuver le projet d'un agrandissement de la ville de Gênes, selon les plans de l'architecte M. Charles Barabino. Les nouveaux bâtimens seront exemptés de la contribution préfixale pendant quinze ans.

— Le 3 du courant, M. le maréchal Thomas Gargallo, marquis de Castellantini, gentilhomme de chambre de S. M. le Roi des Deux-Siciles, a eu l'honneur d'être admis à la table de LL. MM., qui lui ont montré cette affabilité qu'Elles ont coutume de témoigner à ceux qui, à la dignité du rang, joignent, comme le marquis Gargallo, un mérite distingué dans les sciences et les lettres.

— LL. AA. RR. l'Infant duc de Lucques et la princesse sa sœur, après avoir visité tout ce que cette Capitale présente d'intéressant, sont partis, le 7 du courant, pour la résidence de S. A. S. le Prince de Savoie-Carignan, à Racconis, d'où ils devaient se rendre au Château-Royal de Gorenz, où étoit demeurée S. A. R. la Duchesse de Lucques auprès de nos augustes Souverains.

NOUVELLES ETRANGERES.

ANGLETERRE.

Notre gouvernement n'a pas immédiatement ratifié le traité avec le Mexique, à cause de la modification de deux ou trois clauses, qui a exigé le renvoi du traité au gouvernement du Mexique.

— Le congrès du Pérou a cessé ses délibérations, après avoir rendu un décret qui confère à Bolivar les pouvoirs les plus illimités. Les États-Unis

envoient, dit-on, à Bulhtar un présent magnifique, qui lui sera remis par le général La Fayette.

— La Gazette extraordinaire du Mexique du 15 juin, annonce que le vaisseau de ligne espagnol *L'Esra*, de 68 canons, et le brick *la Constance*, se sont rendus aux indépendans du Mexique.

FRANCE.

Pour, ce nuit. Au moment de la clôture des registres des demandes pour la conversion des rentes, le montant total de ces demandes est arrivé à la somme de 30,688,468 fr.

— Des incendies multipliés ont eu lieu sur la fin de juillet et au commencement d'août, dans les provinces méridionales du royaume des Pays-Bas.

— Dans la nuit du 3 au 4 août, un incendie a eu lieu à Lyon dans le quartier du Roug-Neuf; la perte est évaluée à deux fr. Dans la nuit du 25 au 26 juillet dernier, un incendie a éclaté, à Murbais, à une lieue et demie d'Arènes, la maison du maire, plusieurs habitations, des granges, des étables et un troupeau de cent moutons.

— Un jeune commis d'une maison de soieries de Lyon avait reçu de ses parents une somme de 500 fr. pour ses études plâtrées; il a envoyé cette somme à une sœur hospitalière de Salins, pour les incendies de cette ville, et il a voulu rester inconnu.

— Voici l'extrait d'une lettre d'une sœur hospitalière de Salins à son père :

« Dimanche, 31 juillet,

« Soyez tranquille, mon cher père, je ne suis pas brûlée, quoique entourée de flammes. Notre maison (l'hôpital) est la seule conservée au centre de la ville... Je ne puis pas vous dire ce que nous avons éprouvé de craintes et d'alarms depuis mercredi à deux heures; je me réserve de vous donner le détail de cette terrible catastrophe, quand nous serons un peu fatiguées... Nous nous courions la ville entière, jusqu'aux pompes, la troupe et les autorités. Notre refuge est celui de tout le monde. Nous y reposons à terre quelques heures la nuit, et nous avons passé deux nuits sans aucun repos; nous éprouvons, au milieu de cet épouvantable vacarme, combien il fait bon être hospitalière. Nous n'avons plus rien à craindre pour notre maison, qui n'a échappé au feu que par un prodige. L'air d'une ville embrasée est affreux; je ne peux vous le dépeindre et que c'est. Il y a 660 familles ruinées au point de n'avoir pas une chemise. Nous avons donné des sandales à M^{me}..., épouse du maire. Nous avons été retenues par le feu, sans qu'on pût nous amener une pompe.... Trois quarts d'heure ont suffi pour embraser ces maisons.

« Cependant, outre les secours immenses en linge, vires, lins, a vend de suite 25,000 fr., la cour royale seule a sonné pour 5000 fr.»

« Août. M^{gr} l'Archevêque de Paris a passé le 4 à Grenoble, et le 5 à Autun, et a dû, le 6, révéler pontificalement à Dijon la fête patronale.

— Dans la commune de Boulogne, située dans la vallée de Duville, quelques milliers d'ouvriers de diverses filatures de la vallée se sont révoltés, pour avoir une augmentation dans leur salaire et bouleverser les règles de ces établissements. On n'a pu réduire ces rebelles que par la force armée : la gendarmerie a emmené une quarantaine d'ouvriers pris les armes à la main. Pendant la lutte, un gendarme a reçu une balle dans la tête ; on craint pour ses jours. D'autres gendarmes et des soldats de la garde ont été blessés par des coups de bâton, et les pierres qui pleuvaient de toutes parts.

La justice est sur la trace des coupables, et il paraît qu'un exemple sévère sera donné.

— On annonce la formation d'un camp de trente-deux mille hommes près de Coblenz, où il restera rassemblé quatre semaines, depuis le 15 de ce mois.

Actions de la banque de France : 2200 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr., 1/2 c. ; 102, 30 c.

Trois pour cent : 75 fr., 1/2 c. ; 75 fr.

ITALIE.

On mande de Zante, en date du 10 juillet, des détails sur le martyre que les Turcs ont fait subir, près de Missolonghi, à un religieux du couvent de la Vierge, qui n'a pas voulu livrer les vases sacrés de son église. On lui a déchiré les chairs, enfoncé des roseaux nigus sous les ongles, et enfin on l'a empalé. Le martyr est mort en glorifiant Dieu.

— Selon les nouvelles de Trieste, il paraît certain que le capitain-pacha se serait approché des côtes de la Morée, et que sept mille hommes transportés de Suda auraient été débarqués à Navarin. On assure qu'un bâtiment autrichien a rencontré l'escadre turque près de Navarin. Mirahim-Pacha, après être entré à Tripolitza et à Argos, s'étant avancé, le 26 juin, jusqu'àuprès de Napoli de Romanie, où il a éprouvé de l'opposition, et le 29 il était de retour à Tripolitza. Des nouvelles postérieures annoncent qu'Ibrahim-Pacha, après une sanglante bataille dans les parages de Calamata, aurait été environné et fait prisonnier par les Grecs. Cette dernière nouvelle a besoin de confirmation.

— Au nombre des dispositions qui ont pour objet de célébrer le séjour de LL. MM. II. et RH. à Venise, le conseil communal a fixé auxante ducats de 500 liv. d'Autriche chacune, en faveur d'un pareil nombre de jeunes filles pauvres et honnêtes.

— S. Em. le cardinal Antoine Rusconi, évêque d'Imola, est mort le 1.^{er} août.

— Le 1.^{er} août, deux escadrons du régiment autrichien des hussards de Frimont, sont arrivés de Palerme à Rome, où ils ont acquitté le jubilé et reçu la bénédiction du Souverain Pontife.

Sur le Poète Ducis (1).

Dans notre premier article sur ce poète estimable, nous avons parlé de sa piété filiale, qui avait pris dans son cœur un caractère en quelque sorte religieux. Voici comme il parlait de son père, dans une lettre du 31 octobre 1815 :

« Mon père, qui était un homme rare et digne du temps des patriarches, le pratiquait ainsi (c'est-à-dire, qu'il était généreux et économe quand il le fallait) ; et c'est lui qui, par son sang et ses exemples, a transmis à mon aïeul ses principaux traits et ses maîtresses formes. Aussi je remercie Dieu de m'avoir donné un tel père. Il n'y a pas de jour où je ne pense à lui ; et, quand je ne suis pas trop mécontent de moi-même, il m'arrive quelquefois de lui dire : *Es-tu content, mon père ?* Il semble alors qu'un signe de sa tête vénérable me réponde et me serve de prix. Non, je ne serais pas tranquille si tout ce que j'ai eu honnête et convenable de faire n'était pas accompli. Ma pauvreté est libre. Je n'ai qu'un méchant pourpoint, mais je n'y veux point de taches. »

Lorsqu'à la suite de la bataille de Waterloo, l'armée prussienne eut pris position à Versailles, le général Bulow qui la commandait envoya sur-le-champ une sauve-garde à Ducis, avec une lettre honorable et pleine d'égarde pour ses talens et ses vertus. Voici quelle fut la réponse de Ducis :

« Monsieur le Comte, il appartient aux âmes généreuses de rassurer les Muses au milieu du tumulte et des horreurs de la guerre. Votre grand Frédéric écrivait à Voltaire en gagnant des batailles, et leurs deux noms s'unissent dans la postérité.

« Malgré l'intervalle immense qui me sépare de ce grand poète, j'ai eu le bonheur de m'asseoir, à l'Académie, dans le fauteuil du chantre de Henri IV, et je me trouve aujourd'hui consolé, protégé dans ma retraite, par l'un des plus dignes successeurs des compagnons d'armes de Frédéric II.

« La lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, Monsieur le Comte, est une des plus douces récompenses de mes travaux. Elle a servi de sauve-garde à ma vieillesse, à ma famille, à de jeunes nièces, timides colombes, qui font la consolation et le charme de mes vieux jours.

« Vous avez la bonté de m'offrir encore de nouveaux témoignages d'intérêt. Mais que puis-je désirer, sinon que vos bienfaits s'étendent à d'autres que moi ?

(1) Voyez le N.° 25 de ce Journal, Année courante.

« Je n'ai que des remerciemens à faire à Dieu et à vous, Monsieur le Comte, qui m'avez préservé de tous les maux, tristes fruits de la guerre, la gloire des armes ne vous a point fait oublier la gloire plus touchante que donne la honte. Il me reste peu de jours à vivre, et je porterai au tombeau la profonde reconnaissance avec laquelle j'ai l'honneur d'être, etc. »

« M. Ducis, dit M. Campenon, était religieux, et je n'ai pas besoin de dire qu'il l'était sincèrement. Mais la religion même fortifiait en lui cette résistance énergique à tout ce qui blessait sa conscience ou sa raison. Plus habituellement, elle donnait à son âme une sévérité que ne troublaient ni les orages de la vie, ni les souffrances physiques. Il ne portait jamais, sans nécessité, la conversation sur les matières sévères de la religion; mais il eût regardé comme une lâcheté de ne pas professer hautement, quand il le fallait, les sentimens et les croyances qu'il avait dans le cœur, et il eût au besoin crié, comme Polyeucte : *je suis chrétien* ! Un homme qui passait pour peu religieux, étant venu le voir de grand matin, et insistant vivement pour être reçu : dites - lui, s'écria M. Ducis, qu'il attende que j'aie achevé ma prière. Il ne rougissait pas de prier, le soir et le matin, celui qui a fait le soir et le matin. »

Ducis tenait une espèce de journal, commencé en 1786 et continué jusqu'en 1815, huit mois avant sa mort : il l'avait intitulé : *Ma grande affaire*. « Il y est peu question, dit M. Campenon, des choses de la terre ; mais son âme profondément religieuse y déposait les peines secrètes de sa vie, s'y mesurait avec le ciel des communications qu'il n'avait plus avec le monde, et s'y plaignait du moins à Dieu des maux de la France et de l'horrible égarement de ses semblables. . . . Ce n'est, à vrai dire, qu'un *Memento* des actes de sa vie religieuse, où il relate les événemens qui l'ont le plus frappé par leur importance. . . . Malheur à moi, continue l'auteur des Mémoires, si j'osais d'un pareil dépôt peut révéler ici ce que M. Ducis n'a voulu dire qu'à Dieu ! Mais qui pourrait me blâmer quand je dirai que, pendant cet affreux règne de la terreur, il voulut (je me sers à dessein de ses expressions) il voulut tous les mois nourrir sa faiblesse du pain des faits ; qu'il osa tout braver, pour aller chercher dans des souterrains, dans des greniers, la parole du Dieu qu'on n'adorait plus dans ses temples ; et qu'en dérivant la courte relation de ces assemblées clandestines qui rappelaient si naturellement les persécutions de la primitive Eglise, il consignait, avec une joie de martyr, le péril auquel s'exposaient alors et le courageux pasteur et le fidèle troupeau. »

En 1785, le désir de revoir la patrie de son père et quelques intérêts de famille avaient ramené Ducis à Chambéry : il profita de cette occasion pour visiter la Grande-Chartreuse. Voici comme il rend compte de cette visite, dans une lettre datée de Chambéry, du 11 juin 1785.

« Avant de quitter la Savoie, j'ai voulu aller visiter le désert de
 « la Grande-Chartreuse. C'est là un pèlerinage que j'aurais voulu
 « faire avec Thomas; mais fait-on jamais ce qu'on désire? Comme
 « il m'a manqué! Il aurait monté, auprès de moi, le long d'une
 « rivière ou plutôt d'un torrent, un chemin serré entre deux
 « murailles de roches, tantôt sèches et nues, tantôt couvertes
 « de grands arbres, quelquefois ombrées, par bandes, de petites
 « forêts vertes qui serpentent sur leurs côtes. Il eût entendu pen-
 « dant deux lieues le bruit du torrent qui s'indigne au milieu des
 « débris des rochers contre lesquels il se brise sans cesse. C'est
 « une écume jaillissante qui s'engloutit dans des profondeurs de
 « son pied, où l'œil le suit avec une terreur curieuse, pour se
 « repaître ensuite vers des roches sauvages, hautes, perpendi-
 « culaires et couronnées à leurs pointes par de petits ifs qui sem-
 « blent être dans le Ciel. Ce chemin était, ces hauteurs, ces
 « ténèbres religieuses, ces cascades admirables qui tombent en
 « bondissant, pour grossir les eaux et la fureur du torrent, tout
 « cela conduit naturellement à la solitude terrible où saint Bruno
 « vint s'établir avec ses compagnons, il y a plus de sept cents ans.
 « J'ai vu son désert, sa fontaine, sa chapelle, la pierre où il
 « s'agenouillait, devant ces montagnes effrayantes, devant les re-
 « gards de Dieu. J'ai visité toute la maison; j'ai vu les solitaires
 « à la grande messe; j'ai causé avec un des plus jeunes dans sa cel-
 « lule; j'ai reçu toutes les courtoisies possibles du général et du
 « coadjuteur; tout m'a fait un plaisir profond et calme. Les agi-
 « tations humaines ne montent pas là: les femmes n'en approchent
 « point à plus de deux lieues. Ce que je n'oublierai jamais, c'est
 « le contentement céleste qui est visiblement empreint sur le
 « visage de ces religieux.

« Le monde n'a pas d'idée de cette paix; c'est une autre terre,
 « une autre nature. On la sent, on ne la définit pas, cette paix
 « qui vous gague. J'ai vu le rire et l'ingénuité de l'enfance sur les
 « lèvres du vieillard; la gravité et le recueillement dans les traits
 « de la jeunesse. J'ai eu ma cellule, où j'ai couché deux nuits;
 « et c'est avec regret, c'est en embrassant deux fois de suite le
 « coadjuteur, qui est un religieux admirable par ses vertus et par
 « tout son extérieur, que je me suis éloigné de cette maison de
 « paix.

« Je vous assure, mon cher ami, que toutes ces idées de for-
 « tune, de succès, de plaisirs; tout ce tumulte de la vie, tout
 « ce tapage qui est dans nos yeux, nos oreilles, notre imagination,
 « valent à l'entrée de ce désert, et que notre âme nous ramène
 « alors à la nature et à son auteur. »

Il est remarquable que Davis, livré à la carrière dramatique,
 fit avec peu de cas de la gloire littéraire, unique but des efforts
 de tout de concurrens qui la poursuivent dans un genre où elle
 semble offrir des attraits particuliers. Voltaire venait d'arriver à
 Paris, où comme il le dit lui-même, il était venu chercher la

gloire et la mort : « Je n'ai point vu M. de Voltaire, écrivait Ducis, le 7 mars 1778. M. Thomas, que j'ai consulté, m'a dit que, n'ayant pas du tout l'honneur d'être connu de lui, je pouvais, sans lui manquer, ne point me présenter à son hôtel..... Bon Dieu ! comme je fuirais la capitale, si j'avais la centième partie de la gloire de M. de Voltaire, avec ses quatre-vingts ans ! Comme je me tiendrais sur mon pré, auprès de mon ruisseau, car j'aurais un ruisseau alors ! Cette soif insatiable de gloire au bord du tombeau, cette inquiétude fiévreuse, cette complexion voltairienne, je ne comprends rien à tout cela. »

Pour achever de peindre le caractère de Ducis et montrer son cœur tout entier, il nous suffira de citer le trait qui suit :

« Les premières persécutions vinrent le frapper dans ce qui lui restait de plus cher au monde, ses amis. Dès l'été de 1791, M. Lemaire, curé de Roquencourt, petit village à une demi-lieue de Versailles, se vit enlevé à ses paroissiens, et bientôt après traîné de prison en prison, par les ordres du comité révolutionnaire de Versailles. Il était né la même année, dans la même ville que M. Ducis ; et depuis l'enfance, leur amitié n'avait pas éprouvé la plus légère altération. Au premier bruit de cette terrible nouvelle, M. Ducis oublie ses soixante ans ; il quitte sa retraite de Marly, où il occupait une petite maison, se rend à pied à Versailles, va droit à l'hôtel des gardes-du-corps, que l'on venait de convertir en prison, tente tous les moyens d'y voir son ami détenu, n'éparquant ni prières, ni instances, ni supplications. Voyant l'inutilité de ses efforts, il part, encore à pied, pour Roquencourt, frappe à la porte du presbytère, y trouve une vieille servante dans les larmes, s'en empare, se fait suivre du chien du bon curé, conduit ces deux fidèles serviteurs à Marly, et ne s'en sépare qu'après les avoir installés chez lui ; de là il retourne, toujours à pied, à Roquencourt, s'y concerte avec quelques paysans qu'il sait attachés à leur pasteur, et avec leur aide, il fait porter, il porte lui-même, pièce à pièce, et nuitamment, jusqu'à son propre domicile, tout ce qu'il peut sauver du mobilier du presbytère. Les jours suivans, nouvelles démarches pour pénétrer dans la prison, nouveaux refus essuyés. M. Ducis parcourt Versailles ; il y cherche tout ce que le malheur des temps a pu lui laisser d'appuis. Il demande à tout ce qu'il connaît, à tout ce qu'il aborde, la liberté de son ami. Vaines prières ! Partout il recueille, ou le zèle sans crédit, ou l'autorité sans bienveillance. On fait passer ce malheureux prêtre dans huit prisons successives, sans laisser la patience du captif, sans décourager la persévérance de son ami, qui ne s'arrête enfin que sur l'ordre formel qu'il en reçoit ; et voici la lettre qui contenait cet ordre (cette lettre est du curé de Roquencourt à Ducis) :

« Les hommes ont beau faire, mon ami, il n'en arrivera que ce qui plaira à Dieu. Quant à moi, je suis prêt au départ. La vie que je mène depuis six semaines n'est point si rude que vous

« vous le figurez. Je possède ici mon cœur en paix ; j'y dors d'un
 « bon sommeil : j'y prie Dieu pour vous , pour moi ; je le bénis de
 « m'avoir donné un ami chrétien , dont la charité courageuse m'a
 « ému profondément ; car j'ai tout su. Que votre zèle s'arrête là ,
 « mon ami : en voilà bien assez. Ne gâtez point mon repos par
 « des inquiétudes sur vous , je vous en prie , et au besoin je vous
 « l'ordonne. Si Dieu m'appelle à lui par cette voie , j'aurai connu ,
 « grâce à vous , ce que la vie et la mort peuvent avoir de plus
 « doux. Adieu , cher Ducis ; quoiqu'il arrive , nous nous rever-
 « rons ; adieu , soumettez-vous , et ne répondez pas. »

« Quelle lettre , observe ici M. Campanon ! quel langage simple
 et touchant ! quelle noble lutte entre cette amitié courageuse et
 cette amitié résignée !

« Ce ne fut que le 9 thermidor , ajoute l'auteur des Mémoires ,
 que s'ouvrit la prison de ce vénérable prêtre , et ce fut encore M.
 Ducis qui arriva le premier pour lui annoncer qu'il était libre.

« Je n'ai rien inventé , rien embelli dans ce récit. J'ai vu chez
 M. Ducis la petite table , le vieux fauteuil qu'il avait transportés de
 Bouqueneourt , et que son ami l'avait forcé de garder. Il en fit
 usage jusqu'à la fin de sa vie. Il disait , en les montrant : *Voilà
 la table , voilà le fauteuil du bon curé*. Mais je ne l'entendis
 jamais ajouter un mot qui pût apprendre à quel prix l'amitié l'en
 avait rendu possesseur. »

PHILOSOPHIE THRONENSIS *institutiones ad usum Collegiorum
 etque Seminariorum* ; Vol. I ; *Historia Philosophiæ , Logica
 et Metaphysicæ pars prima* ; Editæ à G. GLER.

Un vol. in-12 de 522 pages , à Paris , chez Adrien Le Clère ,
 quai des Augustins , n.º 35.

Nous avons fait connaître les deux derniers volumes de cet ou-
 vrage , dans les N.ºº 17 et 20 de ce Journal , Année courante.

Le volume que nous annonçons aujourd'hui est une seconde édi-
 tion de celui que l'auteur avait publié seul en 1822 , dont nous avons
 parlé dans le temps. lequel ne contenait que l'histoire de la Phi-
 losophie , en latin et en français. Dans celui-ci , l'auteur a supprimé
 la version française de cette histoire (1) , et y a compris de plus la
 Logique et la première partie de la Métaphysique , dont il nous
 reste à dire un mot , pour compléter nos articles sur cet intéressant
 et utile traité de Philosophie classique.

Nous avons publié , il y a quelques années , le Plan d'un Cours

(1) L'auteur doit publier la version française du Cours entier , aussi en
 trois volumes.

de Logique, que M. Gley nous a fait l'honneur de citer au nombre des auteurs à consulter. D'après le point de vue étendu sous lequel nous avons envisagé cette partie de la Philosophie, nous avons été frappés, au premier abord, des limites dans lesquelles l'a circonscrit l'auteur de la Philosophie de Tours; mais nous avons ensuite considéré qu'il avait renvoyé dans la seconde partie de la Métaphysique, la plupart des détails qui concernent les facultés de l'âme, tels que la nature, la cause et l'origine des idées, la sensation, l'imagination, la mémoire, etc., et enfin tout ce qui regarde les fondemens des connaissances humaines et les motifs de nos jugemens.

M. Gley divise, comme à l'ordinaire, la Logique en quatre parties, où il traite respectivement de l'idée, du jugement, du raisonnement et de la méthode.

Dans le premier paragraphe il définit l'idée en général, la réflexion, l'idée abstraite. Il fait voir que toute idée considérée dans l'entendement est essentiellement claire, quoiqu'elle puisse être incomplète quant à l'objet auquel elle se rapporte. Il indique en passant l'utilité des signes des idées, pour l'acquisition des connaissances et pour leur communication extérieure.

Il considère le jugement comme un acte simple, appartenant à la fois à l'entendement et à la volonté. Il indique sommairement les causes des jugemens erronés.

Quant aux propositions, il définit respectivement les propositions universelles, particulières, singulières et indéfinies, les propositions affirmatives, négatives, contraires et contradictoires.

Passant au raisonnement, l'auteur en examine la nature, et le ramène à la forme du syllogisme, dont il expose la nature et les conditions qui le rendent légitime.

Pour exercer les élèves dans l'art du raisonnement, il leur propose de réduire en syllogismes divers sujets traités par les plus célèbres orateurs et écrivains, tels que l'Oraison pour Milon, des Oraisons funèbres de Bossuet, des exemples tirés de Fénelon, de Massillon, de Bourdaloue, du Discours de Bossuet sur l'Histoire Universelle, de l'Histoire des Variations, etc.

L'auteur définit la Méthode, l'art de disposer les pensées et les raisonnemens dans un ordre convenable, soit pour découvrir, soit pour exposer la vérité. Il définit l'analyse et la synthèse, et donne des exemples de l'une et de l'autre. Il propose aux élèves de chercher l'application de ces deux méthodes dans des exer-

plus tirés de Cicéron, de Bossuet, et dans la démonstration de l'existence de Dieu.

On voit que le cercle dans lequel l'auteur a resserré son cours de Logique, laisse une grande latitude aux développemens que le Professeur peut ajouter à chacune des quatre parties.

Tels seraient, pour la première, un tableau préliminaire des facultés de l'ame, quelques détails sur les sensations et sur leur influence dans le système intellectuel de l'homme, sur l'ordre et la génération des idées, sur leur liaison, sur la manière dont chacune des facultés de l'homme intervient dans la formation des idées, sur leur classification, sur les diverses modifications physiques et morales de l'homme, sur ses sentimens, ses affections, ses passions, ses besoins, etc.

Dans ce siècle du sophisme et de l'erreur, il est de la plus haute importance de signaler les causes des égaremens de l'esprit humain, d'où proviennent tant de jugemens inconsidérés et tant de fausses doctrines. Les principales de ces causes sont les bornes de l'esprit humain, l'ignorance, le demi-savoir, les préjugés, la précipitation, la présomption, une vaine présomption, une indiscrette curiosité, une fausse application de principes, l'intérêt personnel, les passions, les équivoques dans l'acceptation des mots, etc.

Dans le Chapitre du raisonnement, il ne serait pas moins important d'exposer les divers genres de sophismes. Il serait surtout très-utile de choisir des exemples chez les sophistes les plus célèbres, et de dévoiler, dans ces exemples, les artifices d'une dialectique insidieuse, à l'aide de laquelle on peut surprendre le jugement des esprits superficiels et la bonne foi des lecteurs peu exercés.

Il nous paraîtrait fort utile, dans un cours de Logique, de consacrer quelques leçons aux moyens dont se manifeste la pensée, c'est-à-dire, au langage. Les langues sont les archives de l'entendement humain; la langue d'un peuple offre le recueil de toutes les idées qui y sont en circulation. Une analyse philosophique du discours jette une grande lumière sur l'ordre de la génération des idées. Le progrès des langues suit les progrès de la société. Vail- lons, on voit quelle est l'utilité des signes du langage dans la formation des idées collectives, des notions complexes, des idées abstraites, dans les classifications, etc.

Dans les traités ordinaires de Logique classique, on donne, en

général, trop peu de détails sur la Méthode. On se borne à définir l'analyse et la synthèse, et à donner quelques applications de l'une et de l'autre. Nous croirions convenable que l'on fit d'abord observer la nécessité et les avantages de la méthode dans toute opération, dans toute étude, dans toute recherche quelconque, les secours indispensables qu'elle fournit dans la culture des sciences et des arts, dans l'ordonnance de tout ouvrage, dans les discussions, dans la communication de nos idées, etc.

De là, passant à la distinction des méthodes, on traiterait des méthodes de préparation, de distribution, de classification, des méthodes de recherche et d'exposition, de la méthode dite des inventeurs, des méthodes de composition et de discussion.

Quant à l'analyse et à la synthèse, en particulier, on ferait voir la nécessité d'en combiner l'emploi et de les faire servir tour-à-tour à confirmer réciproquement la justesse de leurs résultats. On indiquerait ensuite les abus et les fausses applications que l'on en a faits plus d'une fois. On en trouverait des exemples dans l'usage inconsidéré de l'analyse appliqué à des objets qui n'en sont pas susceptibles, et qui a conduit à de fausses doctrines morales et politiques, dont l'ordre social n'a que trop ressenti les funestes conséquences.

En tête de sa Métaphysique, M. Gley place Dieu comme principe de toute perfection et de toute exigence. L'introduction à la Métaphysique est divisée en quatre paragraphes, où Dieu est considéré tour-à-tour comme origine de toute perfection, comme principe du monde physique, du monde métaphysique et intellectuel, du monde politique, et de l'ordre moral et religieux. Le défaut d'espace ne nous permet pas d'entrer dans le détail des grandes et importantes considérations que l'auteur expose dans chacun de ces articles.

M. Gley a divisé sa Métaphysique en deux parties, qui traitent respectivement de Dieu et de l'âme humaine.

La première partie est subdivisée en deux articles, dont le premier est consacré à la démonstration de l'existence de Dieu, et le second, à l'exposition de sa nature et de ses perfections.

L'auteur démontre l'existence d'un Dieu souverainement intelligent et tout-puissant, par l'existence des êtres contingens, par celle de la matière et du mouvement, par l'admirable variété et la constance des lois du monde physique, par les caractères primitifs et essentiels des éléments des corps, par la considération

des minéraux, par l'organisation et la reproduction des végétaux, par l'existence des animaux et celle de l'homme, par l'ordre merveilleux qui règne dans l'univers, par l'existence récente des habitans du globe terrestre, par le consentement unanime du genre humain, enfin par la loi naturelle gravée dans le cœur de tous les hommes.

Sur chacun de ces points, l'auteur expose de nombreux et riches détails, propres à donner aux élèves des connaissances positives, aussi utiles que variées; il leur indique ensuite les objections et les réponses à développer, et met sous leurs yeux de nombreux passages tirés, soit des plus célèbres écrivains, soit des ouvrages modernes des savans les plus distingués.

Dans le second article, l'auteur, suivant la même marche, traite successivement de l'unité de Dieu, de son indépendance, de sa toute-puissance, de son intelligence, de sa sagesse, de sa félicité, de sa sainteté, de sa bonté, de sa justice, de sa vérité, de sa simplicité, de son immensité, de sa liberté, de son immutabilité, de sa science et de sa providence.

Touchant l'existence du mal sous un Dieu infiniment bon, l'auteur, en justifiant la Providence par les grandes considérations connues, n'a pas négligé de citer quelques-uns des argumens remarquables exposés dans l'Ouvrage de M. le Comte de Maistre, sur le gouvernement temporel de la Providence.

Quant à la seconde partie de cette Métaphysique, nous en avons rendu compte, comme nous l'avons déjà dit, dans les deux derniers articles que nous avons donnés sur ce Cours de Philosophie.

Dans le volume que nous annonçons, M. l'Abbé Gley, à la suite de l'histoire de la Philosophie, a ajouté quelques nouveaux détails sur la philosophie du dix-neuvième siècle. Il parle surtout avec assez d'étendue, de l'Ouvrage de M. l'Abbé de La Mennais sur l'indifférence en matière de religion. Il rend une justice complète au premier volume, et à la manière victorieuse dont l'illustre auteur de l'*Essai* combat les athées, les déistes et les hérétiques; mais il manifeste un sincère regret d'avoir à se promener ouvertement contre le chapitre XIII du second volume du même Ouvrage. Déjà, dans la préface de ce volume, il attaque avec force le système de l'auteur sur le fondement de la certitude (1). « L'auteur de l'*Essai sur l'indifférence*, dit-il, nous

(1) On sait que M. l'abbé de La Mennais, dans le Chapitre XIII de son *Essai sur l'indifférence en matière de religion*, a posé pour principe que

» trouvera sans doute parfaitement d'accord avec lui sur la nécessité
 » s'il le recourir à l'autorité dans les grandes questions de la
 » philosophie ; mais j'ai cru devoir l'abandonner dans le chapitre
 » XIII de son second volume , et m'exprimer avec franchise
 » non pour attaquer un écrivain religieux , dont je désire con-
 » server l'estime et la bienveillance , mais pour avoir occasion
 » de professer hautement , en face de mes élèves , les principes
 » que j'enseigne depuis plus de quarante ans. Il faut que l'auto-
 » rité ; personne ne la réclame plus fortement que nous , et c'est
 » par elle que l'on doit commencer. Mais , par respect pour son
 » nom , est-il nécessaire d'affaiblir la force des principes qui
 » sont aussi anciens que les premiers enfans des hommes ? Pour-
 » quoi devrions-nous sacrifier à l'autorité du genre humain celle
 » du sens intime , de la conscience , de l'évidence , la force du
 » raisonnement , et cette impression invincible que les objets ex-
 » térieurs font sur notre âme en passant par les organes du corps ?
 » Pourquoi ne pas s'exprimer clairement , quand il s'agit de ces
 » dépôts précieux , confiés à la loyauté religieuse de la bonne
 » philosophie ? *Depositum custodi* Quel avantage pour-
 » rai-je trouver à me couper les mains ou les pieds , sans pré-
 » texte que mon œil ou mon oreille sont appelés à des fonctions
 » beaucoup plus relevées ? Ayons pour l'autorité du genre humain
 » un profond respect , mais conservons précieusement les preuves
 » que nous fournissent le sens intime ou la perception nécessaire
 » des grandes vérités , et la relation de nos sens. Abandonner ces
 » preuves , ne serait-ce point réjouir l'incrédulité ? Pourquoi lui
 » serions-nous de pareilles concessions ? Nous avons besoin con-
 » tre elle de toutes nos armes ; celui qui jeterait sa lance ou son
 » javelot , pour ne garder que le casque ou le bouclier , pourrait
 » être vaincu. Il y a en philosophie , comme dans l'Eglise catho-
 » lique , une éternelle vérité : *Nihil innovatur nisi quod traditum*
 » est. »

L'autorité du genre humain ou le consentement commun est l'unique fonde-
 ment de toute certitude. Ce principe philosophique a essuyé les plus vives
 oppositions ; il a rencontré de nombreux adversaires , tels que M. *Platten* ,
 Chanoine de Montpellier , Professeur de Philosophie ; M. l'abbé *Hauten* ,
 Directeur de Sarbonne ; M. l'abbé *Gley* , auteur de la Philosophie de Tournai ;
 M. *Jondot* , ancien professeur d'Histoire , M. de *Mirery* , Membre de l'Acadé-
 mie de Dijon , etc. , etc.

Ici M. Gley, mettant dans la bouche d'un incrédule les principes et les expressions mêmes de l'auteur de *l'Essai*, fait voir comment l'incrédule attaquerait, avec ces moyens, les preuves de la révélation et chercherait à anéantir les traditions les plus antiques et les plus respectables.

Dans les discours français adressés aux élèves et placés en tête des deux volumes suivans, l'auteur revient encore sur le même sujet; il produit de nouveaux arguments contre toute voie exclusive pour conclure à la vérité; il s'attache à montrer l'importance de réunir et de combiner tous les moyens variés qui peuvent contribuer à porter la conviction dans les esprits rebelles, et de faire intervenir à son tour l'autorité de la tradition, pour lier heureusement les diverses méthodes que l'on aura employées.

A V I S.

Il sera procédé, par enchères publiques, aux jour, lieu et heures qui seront annoncés par affiches, et par-devant le notaire Ilurier, à la vente d'un domaine situé à Jacob-Bellevue, de la contenance d'environ sept journaux en très-bon état de culture. Cette vente se fera sous les charges, clauses et conditions portées dans le Manifeste qui a été dressé à ces fins, qui déjà a été publié et inséré au Journal de Savoie, sous le N.º 27, et sur la mise à prix qui sera déterminée par soumission passée devant le notaire commis.

Ceux qui désireront acquérir, devront se présenter dans l'étude de M. Ilurier, située rue neuve de la Visitation, qui recevra leurs offres, et donnera tous les renseignements qu'on pourra demander.

LOGOGRIPE.

Si je serai chaque jour à maint utile emploi,
Je puis causer de grands dommages;

Car, entre mes propres ravages,
Je porte dans mon vin un plus méchant que moi.

Mais aussi je recèle une noble substance
Qui la seule ici-bas connaît son existence;
Deux premiers, un autre; et de plus, cher lecteur,

Je puis offrir un bon régulateur.

Le mot de la dernière Charade est *Hôtel-Dieu*.

Arrivées aux Nouvelles de l'Intérieur et de l'Etranger.

Chambéry, 18 août. Quelques Religieuses Carmélites réunies dans cette ville ayant supplié S. M. d'approuver le rétablissement de leur Monastère, notre auguste Souverain, en considération des avantages qui doivent résulter de ce religieux Institut, a daigné accéder aux vœux des Religieuses, par un Rescrit souverain daté de Genève, du 2 août courant.

Extr. de la *Gaz. Piem.*

Paris, 13 août. Une ordonnance royale du 17 avril dernier, acceptée à Saint-Domingue, statue que les ports de la partie française de Saint-Domingue seront ouverts au commerce de toutes les nations; les droits pour la nation française, seront réduits de moitié. Les habitants de la même partie de l'île verseront à la caisse générale des dépôts et consignations de France, en cinq termes égaux, d'une année chacun, la somme de cent vingt-cinq millions de francs, destinée à dédommager les anciens colons. A ces conditions, S. M. concède auxdits habitants l'indépendance pleine et entière de leur gouvernement.

— Mgr. l'archevêque de Paris est arrivé avant-hier. S. G. s'est rendue d'abord à l'église de Notre-Dame pour faire ses prières. Le soir des réjouissances des églises de Paris a annoncé son entrée à l'archevêché.

— Il n'y a pas eu de nouveaux troubles dans la vallée de Riville. Presque tous les ouvriers sont rentrés dans leurs ateliers.

— Le Parlement anglais est de nouveau prorogé au 1.^{er} novembre.

— S. M. le roi des Pays-Bas vient d'accorder des augmentations de traitement et des gratifications à cent onze prêtres romains, et une somme de quarante-sept mille florins pour réparations et constructions d'églises catholiques.

— Le nombre des maisons incendiées à Salins est de 337. Le total général des pertes a été de 7,042,925 fr., dont 356,536 fr. payés par les Compagnies d'assurances, reste la perte réelle de 6,686,379 fr.

Trois pour cent, etc. : 72 fr., 40 c.

MARCHÉS de Chambéry, des 9, 11 et 13 août 1825.

BLED.	PRIX.	LE VEAUX.		L'HECTOLITRE.	
		f.	c.	f.	c.
Froment,		13	25	—	16 31
Seigle.		10	25	—	13 39
Orge.		0	00	—	00 00
Sarrasin.		00	00	—	00 00
Mais.		13	25	—	17 51
Avoine (1).		10	50	—	7 31
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.					0 29
V viande, idem, idem.					0 60

(1) Rapport des 3 veaux
ach. en hectolitre :
Froment. 0. 815
Seigle. 0. 163
Avoine. 0. 167

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 26 Août

INTÉRIEUR.

Chambéry, 25 août, Samedi dernier, 26 du courant, est arrivé en cette ville M. Bouvard, Directeur de l'Observatoire royal de Paris, Membre de l'Institut, du Bureau des Longitudes de France, de l'Académie Royale des sciences de Turin et de la Société Académique de Savoie. Notre estimable et savant compatriote est reparti le 27 pour Aix, où il va prendre les eaux.

On se rappelle les ingénieuses dispositions par lesquelles la ville d'Évian ont manifesté, l'année dernière, son amour, son respect et son dévouement envers nos augustes Souverains, lorsqu'elle eut le bonheur de jouir de leur présence. Tout avait été parfaitement assorti à l'heureuse circonstance, à la nature du lieu, aux touchans souvenirs que rappelait la présence des illustres voyageurs, souvenirs qui étaient alors si doux pour le Chablais!... Fidèle à ses sentimens et cédant au besoin de les exprimer de nouveau, la ville d'Évian a célébré l'anniversaire du 10 août, jour de l'entrée de LL. MM. dans ses murs.

Les Autorités, les Fonctionnaires, les Officiers des trois Compagnies armées et le peuple se sont rendus le matin à l'église, au son des cloches, de la musique militaire et au bruit des boîtes, à l'effet d'implorer au pied des autels les grâces et les faveurs du Tout-Puissant, pour la conservation des jours d'un Monarque père de ses sujets, et de son auguste Compagne, qui l'un est l'autre méritent leur plus douce jouissance à les sacrifier au bonheur de trois peuples. La Messe, célébrée avec solennité, a été terminée par les prières consacrées à cette fin par l'Eglise.

Le soir, après un banquet fraternel, un bon feu sur le lac a de nouveau réuni les habitans qui, aux sons harmonieux d'une nombreuse musique placée sur une nacelle, chantaient des couplets relatifs à la fête. Les chants, interrompus par le bruit des décharges et par les cris de *Vive Charles-Félix! Vive LL. MM.!*, étaient couverts d'applaudissemens et rappelaient cet enthousiasme délicieux qu'éprouvaient autrefois

les habitans de ce pays, lorsqu'honorés de la présence des illustres Princes de Savoie qui viennent y prendre les eaux, ils donnaient, comme aujourd'hui, un libre essor aux sentimens dont ils sont animés.

La fête a été terminée par une sérénade donnée à S. Exc. M. l'Ambassadeur de France près notre Cour. Ce respectable Ministre et sa vertueuse épouse, qui, par des bienfaits journaliers et la pitié la plus édifiante, se souviennent jamais concilié l'affection des habitans d'Evian, ont bien voulu partager les clans de la joie publique et joindre leurs prières pour nos augustes Souverains. Ils ne purent retenir leur émotion, lorsqu'ils eurent dit se mêler aux cris de *Vive CHARLES-FÉLIX*, celui de *Vive CHARLES X* ! *S'il y avait deux illustres Monarques unis et alliés !*

A cette fête ont assisté un grand nombre de personnages distingués qui se trouvent aux eaux d'Amphion et de la fontaine Garchat. Parmi eux-ci l'on remarquait le gendre de S. Exc. l'Ambassadeur de France, Chargé d'affaires de S. M. le Roi des Pays-Bas près la République Helvétique.

— Nous venons de recevoir une relation de la fête qui a eu lieu à Conflans le 17 de ce mois, à l'occasion de l'anniversaire de la pose par S. M., de la première pierre pour le digne ment de l'Académie. Le défaut de temps et d'espace nous oblige de renvoyer cet article au N.^o prochain.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Paris, le 17 août : Le Compte rendu par l'Administration de la Dette publique pour l'année 1821, conformément aux articles 62 et 63 de l'Edit Royal du 21 décembre 1821, et approuvé par la Chambre Royale des Comptes, le 23 juin 1823.

Paris, le 25 août : NOTIFICATION de l'Administration de la Dette Publique, concernant l'Etat N.^o VI des Rentes de la Dette rachetable, inférieures à 15 livres, comprises dans les tableaux de la Commission Supérieure de liquidation, sous les N.^{os} 431, 432, 433, 436, 437, 439, 441, 442, 443, 445, 446, 447 et 448, qui ont été liquidés en faveur des créanciers portés dans ledit Etat.

PIÉMONT.

Turin, 18 août. La Cour de Lucques est partie de Gênes le 11 août, et a pris de nouveau la route de Gènes.

— La ville de Turin, qui s'embellit tous les jours, soit par les réparations, soit par la construction d'une multitude de beaux édifices, recouvre surtout un nouveau lustre tant de l'érection des bâtimens sur la rue bordante au pont de La Doice, que du prolongement de la magnifique rue de Pk, où les portiques seront liés par des terrasses élégantes et semblables aux anciennes. Ces dernières constructions seront époque dans le règne de notre auguste Souverain, ainsi que dans l'administration de M. le Comte Auguste du Choisy, Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires intérieures, et de M. le Marquis della Valle, Vicaire et Sur-Intendant général de police et de police.

20 *Sept.* S. M. a nommé Administrateur en chef des Monnaies royales, M. le Comte, Chevalier et Intendant Philippe Villa de Montpasani.

— En vertu d'une Provision Royale du 2 de ce mois, le Château de Salazar sera transformé en une prison centrale de travail pour les détenus, mesure qui tourne à l'avantage de la société et tend à l'amélioration des mœurs des détenus, en les préservant du danger de l'oisiveté.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette publique,
à dater du 1.^{er} avril 1835.

Du 18 au 20 août 1835 : 104 liv. 75 c; 105 liv., en valeur courante pour chaque 100 liv. valeur du tarif.

NOUVELLES ETRANGERES.

FRANCE.

Paris, 16 août. S. A. R. le duc de Bourbon a donné mille francs, et S. A. R. M.^{me} la duchesse d'Orléans a donné une pareille somme en faveur des incendiés de Salins.

— Une famille originaire de Salins a versé une somme de mille francs pour le même objet. Une collecte faite aux eaux de Plombières dans le même but, a produit dans les vingt-quatre heures une somme de deux mille francs.

— Outre un grand nombre d'incendies dont nous n'avons rien dit, les flammes ont détruit, dans les Ardennes, une papeterie, dont la perte est estimée 150 mille francs. Un autre incendie a consummé 105 arpens de bruyères et de bois taillis dans la forêt de Chignon.

— Un des ateliers de la poudrerie de Hippault, à trois lieues de Tours, a sauté le 9 août; douze ouvriers ont péri, et l'édifice a disparu jusqu'à ses fondemens. De prompts secours ont prévenu une autre catastrophe bien plus terrible, en prévenant un sautoir situé à cent pas, qui contenait vingt-cinq milliers de poudre.

— Hier, S. M. et LL. AA. RR. M.^{gr} le Dauphin et M.^{me} la Dauphine se sont rendus en grand cortège, à la métropole de Notre-Dame, pour assister à la célébration de la fête de l'Assomption, en l'absence du vœu de Louis XIII.

— Toutes les villes, tous les corps et un grand nombre de particuliers émettent de charité envers les infortunés incendiés de Salins; des souscriptions se sont ouvertes de toutes parts pour venir à leur secours.

— Un nouvel incendie a consummé une trentaine de maisons dans la commune du Chatelet (Côte-d'Or), le 8 de ce mois.

— Lord Sidmouth et lord Liverpool sont débarqués à Calais et se rendent à Paris.

— Sidi-Mahmoud, envoyé de Tunis, s'est embarqué à Toulon le 9.

— L'Académie de Clermont a refusé d'admettre dans son sein M. de Froil, ancien archevêque de Malines.

18 *Sept.* Le Duc de Wellington est arrivé le 15 à Paris.

— S. A. R. le Prince de Salerne a donné mille francs pour les incendies de Salins.

— S. M. a autorisé M. le lieutenant-général de Clermont-Tonnerre à prendre le titre de Prince Romain, que S. S. Léon XII lui a conféré lors de son exaltation.

— E. L. AA. RR. le duc et la duchesse de Cambridge sont débarqués à Calais le 15 et ont pris la route du Hanovre.

— On annonce deux nouveaux incendies, à Villargoix (Châs-D'or), et dans la commune de Ham-sous-Vatberg.

— Un Grec, nommé Kirfala, se disant commissaire de la Grèce, s'est adressé au Souverain Pontife pour réclamer son intervention auprès des Puissances chrétiennes, à l'effet d'obtenir, pour gouverner la Grèce, un Prince de sang royal; le commissaire annonce l'intention des Grecs de se réunir à la communion catholique, sous le Chef suprême de l'Eglise. On dit que S. S. n'a fait aucune réponse, ne trouvant pas dans cette communication des garanties suffisantes des promesses qui y sont exprimées.

— S. M. le roi Ferdinand a conféré la grand'croix de l'ordre de Charles III au général Radil qui défend la forteresse de Calles.

— *au Jour.* S. A. R. Madame, Duchesse de Berri a donné deux mille fr. pour les incendies de Salins.

— Un journal annonce que les ambassadeurs de Russie, d'Autriche, de Prusse et d'Espagne ont eu, le 18, une conférence avec M. le baron de Damas, ministre des affaires étrangères.

Actions de la banque de France : 2185 fr. ; 2180 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr. 25 c. ; 102 fr. 30 c. ; 102 fr. 40 c.

Trois pour cent : 72 fr. 60 c. ; 72 fr. 5 c. ; 72 fr. 30 c.

ITALIE.

Selon une lettre de Zante, du 7 juillet, l'armée grecque sous les ordres de Colocotroni, dans la Morée, était de vingt mille hommes, sans y comprendre différents autres corps qui se trouvaient sur les derrières de l'armée égyptienne.

— Des lettres d'Ancône, du 15 août, ont répété, sans la garantir, la nouvelle qu'Ibrahim-Pacha avait été fait prisonnier. Cet événement paraissait démenti par des nouvelles postérieures. Du reste, la situation des Grecs, déjà fort critique, se trouve encore compromise par la division des parties.

— LL. MM. II. et RR. sont partis de Venise, le 9 août, accompagnés des sentiments de reconnaissance et de tous les vœux des habitants.

— Les nouvelles de Trieste du 28 juillet citent en preuve de la prise d'Ibrahim-Pacha par les Grecs, le témoignage d'un capitaine venant de Constantinople, celui d'un capitaine autrichien venant de Calamata, et d'un autre bâtiment arrivé à Trieste. Toutefois on croit prudent d'attendre une confirmation décisive de cet événement.

Sur la conversion d'un Rabbín à la Religion catholique.

Plusieurs journaux ont parlé de la conversion récente de M. Drach à la Religion catholique. Nous avons pensé qu'on lirait avec intérêt l'extrait suivant d'un article à ce sujet, que nous trouvons dans une feuille étrangère.

« Un prêtre juif, versé dans le texte des saintes Ecritures, et, après une étude approfondie des Pères de l'Eglise, embrasse le Christianisme. Mais deux voies s'ouvrent devant lui ; l'une lui offre la religion universelle, conservée sans altération dans le sein de l'Eglise romaine, qui est son centre d'unité, avec ses règles austères, ses lois, ses mortifications, ses devoirs et ses perpétuels sacrifices ; l'autre se présente également, avec quelques pratiques, conformes, dit-on, à l'Evangile, dénuée de toute pompe extérieure, ne parlant, selon ses sectateurs, qu'à l'intelligence et non aux sens ; du reste facile, appropriée à l'indolence et à la sensibilité, mais divisée dans ses dogmes, et n'ayant aucun caractère d'universalité. Il ne s'agit pas pour lui de ces différences ; c'est dans le passé qu'il doit saisir le premier anneau d'une chaîne non interrompue de faits et de conséquences qui le conduiront pas à pas jusqu'au point où le bandeau de l'erreur, tombant de ses yeux, lui laissera voir la vérité ; il devient catholique, non comme on prend un métier, mais par une impulsion irrésistible, par conviction, et frappé d'une vive lumière, de même que l'aveugle qui a recouvré la vue. Voilà une conversion peu commune, mais réelle et fondée sur une instruction vaste et solide.

« M. Drach, fils d'un rabbin et rabbin lui-même, eut, de bonne heure, la soif de l'étude et le goût des langues. Dans son enfance, il expliquait avec une rare facilité la bible originale avec les commentaires en langue rabbinique, ainsi que le talmud. Son père était chargé de cette partie de son instruction. A dix ans les dogmes de la religion étaient le sujet favori de ses méditations et de ses discours, et il ne perdait aucune occasion de s'informer de la croyance et des cérémonies de l'Eglise.

« Je me rappelle, dit-il, que je me plaisais particulièrement à raisonner religion avec un domestique catholique très-pieux, le propriétaire de la maison. C'était un bon Lorrain - Allemand, doué d'une foi à transporter les montagnes, et qui paraissait

« avoir puisé toute son érudition dans son petit catéchisme. Il ne
 » devait pas être sans intérêt de voir un enfant de dix ans discuter
 » sérieusement des matières aussi graves avec un homme d'un âge
 » assez avancé. »

« M. Drach parcourut successivement les trois sections de l'Académie talmudique ; et telle étoit sa pénétration, qu'à l'âge d'environ quinze ans, et peu de temps après son admission à l'Académie, il rédigea en entier une thèse sur le taloud, à laquelle il avait assisté, et qui avait eu une durée de trois heures.

« Après des études faites pendant plusieurs années consécutives sous les grands rabbins les plus célèbres, et s'être signalé par ses progrès dans la théologie talmudique, M. Drach se sentit une vocation plus décidée pour le christianisme. Il s'appliqua alors avec une nouvelle ardeur à se perfectionner dans le grec et le latin, pour mieux s'instruire au moyen des ouvrages originaux. Il est bon de remarquer qu'on n'aperçoit ici nulle trace de séduction ou de contrainte, car il est une classe de gens qui voient partout des moines et des prêtres à la suite des hommes qui se convertissent à la foi catholique. C'est dans ses propres lumières que le néophyte poise sa conviction ; il est lui-même l'agent principal et l'objet d'une conversion fondée sur ce qu'il y a de plus élevé, l'étude et la science des grandes traditions universelles.

« A peine sorti de l'enfance, M. Drach est chargé de faire l'éducation d'un riche Israélite du département du Haut-Rhin. Sa réputation et son extérieur lui procurent l'accès dans plusieurs maisons catholiques ; notons encore ceci, pour démontrer l'intolérance et le fanatisme d'une religion que les feuilles publiques nous peignent sous cette armée de torches et de poignards. Dans une des maisons qu'il fréquentait assidument, ayant témoigné son penchant pour le christianisme, on lui prête un catéchisme et on l'abouche avec un ecclésiastique. Une conférence assez longue a lieu ; mais le jeune Israélite n'est pas encore convaincu ; il rend le catéchisme accompagné de ses objections ; la famille qui avait pris de l'intérêt à sa conversion, n'en est nullement offensée, et bientôt il n'est plus question de rien.

« M. Drach avait renoncé à tout examen relativement à la religion, lorsqu'il reçut le titre de Rabbin au grade de *hhaver*. Plusieurs diplômes lui furent délivrés la même année par des docteurs et des rabbins de la première distinction, qui tous faisaient l'éloge de son savoir et de sa manière d'enseigner. Dès-lors ses vues se

tournerent vers le pontificat de son culte, et il s'éloigna de plus en plus de ses premières idées chrétiennes.

Après avoir séjourné deux ans à Colmar, le jeune Israélite se rendit à Paris, n'y apportant d'autres moyens et d'autres recommandations que sa théologie et la connaissance de plusieurs langues. Admis dans une famille catholique où il avait des élèves, il eut sous les yeux les exemples d'une rare piété; témoin pendant plusieurs années de ce spectacle édifiant, ses sentimens se réveillèrent avec une force nouvelle. Il se remit à étudier les Pères de l'Eglise grecs et latins; et frappé des reproches que ces Pères adressent aux Juifs d'avoir corrompu le texte des saintes Ecritures, il se mit à confronter l'hébreu avec le grec des Septante, et même à restituer le texte original sur le grec qui a visiblement servi de type aux autres traductions orientales. Ce travail, poussé avec persévérance, lui attira la censure d'un grand-rabbin, qui lui ordonna d'y renoncer; mais il fut dédommagé par les encouragemens et le suffrage du plus célèbre orientaliste de la France, à qui il dut les moyens de publier le livre du Pentateuque.

« Il faut lire dans le savant écrit que M. Drach a publié sur sa conversion (1), de quelle manière, s'étant placé en dehors des commentaires rabbiniques, et son esprit agissant avec une entière indépendance, la lumière est parvenue jusqu'à lui; comment le vaste tableau de l'établissement du christianisme s'est déroulé de lui-même devant ses yeux par le seul mécanisme de la pensée et de la réflexion. Comme certain catholique qui a récemment cru être devenu protestant, il ne s'est pas arrêté à quelques passages isolés; il n'a pas grossièrement adopté la lettre des Ecritures traduites en langue vulgaire, sans en rechercher le sens intime et profond. C'est dans son ensemble qu'il a compris, selon ses expressions, « ce grand cercle de quatre mille ans de circonscription et dont tous les rayons répondent à un centre commun, » qui est le liéutempteur du monde. » Parvenu à ce degré de conviction, il ne crut point devoir différer son abjuration, et dès les premiers jours de 1825, il annonça sa résolution. Ni l'opposition de ses parens, ni la perte de ses emplois, ni la perspective peu éloignée du titre de grand-rabbin, ni une maladie de plusieurs mois, ni enfin l'éloignement prochain de son épouse, fille d'un

(1) Un volume en trois parties, dont la première vient de paraître. A Paris, chez Bance-Dussaud, sur l'ulatrac, N.° 5.

grand-rabbin du consistoire central, rien ne peut ébranler ■ résolution; fortune, espérances, présent, avenir, tendres affections du cœur, il sacrifie tout. Quelle différence entre ce converti et un homme qui change de religion par la crainte de faire maigre le vendredi !

« Voici comment il s'exprime au commencement de son ouvrage :

« Oui, mes chers frères, je vous le répète, la religion catholique, apostolique et romaine, est celle de nos ancêtres; elle a reçu son dernier développement à la venue de N. S. J.-C., et messie promis tant de fois à notre nation. Le livre sacré dont Dieu vous a constitués les conservateurs dans l'intérêt de son Église, renferme toutes les vérités du christianisme. Que ne vous est-il donné de le lire, dégagés du bandeau qui vous tient dans l'aveuglement ! »

« Certes, voilà le langage, non-seulement d'un écrivain qui se respecte, mais encore d'un véritable chrétien. »

ÉNIGME.

On vante ma légèreté ;

J'ai peu de force et peu de consistance ;

Par moi pourtant maint fardeau transporté

Peut parcourir une longue distance.

Dans une main qui soit me gouverner,

Je fais souvent plus d'un heureux prodige ;

Mais aussi, cher lecteur, souvent je vous afflige

Par les tristes produits que je viens vous donner,

Avec la même complaisance,

On me voit tour-à-tour servir à volonté

Et le savoir et l'ignorance,

Et la tristesse et la gaieté,

Et la sagesse et la licence,

Et le Ciel et l'impunité.

Le mot du dernier Logographe est *laine*, où l'on trouve mal, dans, sans, se et la.

MARCHÉS de Chambéry, des 16, 18 et 20 août 1825.

LE VASEL.		L'HÉCÉLITRE.			
BLED.		l.	c.	l.	c.
Froment,	Prix.	13	53	—	16 64
Seigle.		9	00	—	11 26
Orge.		8	00	—	00 00
Sarrasin.		00	00	—	00 00
Mais.		00	00	—	00 00
Avoine (1).		10	17	—	7 8
Pain, 1 ^{re} qualité, le kilogr.					0 58
Viande, idem, idem,					0 60

) Rapport des 5 vases au hectolitre :
Froment, 135
Seigle, 1126
Orge, 800
Sarrasin, 0000
Mais, 0000

CHAMBERY, Imprimerie de F. R. PLATTET, rue du Séant.

SUPPLÉMENT

Au N.^o 34 du Journal de Savoie, du 26 août 1825.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastations, d'immeubles situés dans la commune de Viry, possédés par André-Louis et Charlotte Rosset, femme Laracine, Benoit Rosset et Jeanne-Marie-Magdeleine Rusan, veuve Rosset.

En nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge, à tous soit notaire et manifeste :

Que par contrat du dix-neuf novembre dix-sept cent septante-neuf, Frère, notaire, dame Louise D'humilly a constitué en dot à défunt M.^r Albert-Eugène Rosset, et son vivant notaire à Viry, entre autres, la somme de six mille livres anciennes, que ledit M.^r Rosset reconnaît avoir reçue et dont il promet restitution avec augment.

Par acte du vingt-trois avril dix-huit cent neuf, Choisy, notaire, ladite dame Louise D'humilly, veuve Rosset, a cédé à M.^r François Rosset le bénéfice dudit contrat, à concurrence de quatre mille sept cent quarante livres neuves, avec les privilèges et hypothèques en dérivant.

Par acte du douze février dix-huit cent quatorze, Richard et son collègue, notaires, ledit M.^r François Rosset a ainsi cédé au sieur Aimé Belarne le bénéfice, à la même concurrence et accessoires jusqu'à cette date. En conséquence, suivant la stipulation contenue dans ces deux derniers actes, inscriptions ont été prises, d'abord au bureau de Genève, les premier au dix-huit cent neuf et vingt-trois avril dix-huit cent quatorze, et ensuite à celui de St. Julien le treize-un octobre dix-huit cent vingt-trois, sur tous les biens délaissés par M.^r Albert-Eugène Rosset, spécialement sur un corps de ferme situé à Viry, consistant en maison, jardin, vergers, vignes, prés, champs, bois et autres fonds, et sur ceux même de ladite dame D'humilly.

Par jugement du 1.^{er} décembre 1815, rendu par le tribunal de première instance de l'arrondissement de Rumilly, déclaré exécutoire par sentence de M. le Juge-Maire de cette province, du 30 décembre 1817, laquelle a été confirmée par arrêt du Sénat du 16 août 1820, André-Louis, Claude-François, Charlotte et Benoit Rosset ont été reconnus et il leur a été enjoint, les trois premiers en qualité d'héritiers de leur père et mère, et l'autre, comme

droit avant de Désirée et Claudine Rosset, dans la succession de leur père seulement, de payer audit sieur Aimé Delarue la somme de 7195 livres 59 centimes, adjugée en capital, intérêts et dépens par cette dernière sentence. Par autre sentence de M. le Juge-Maje du 6 février 1821, en déclarant exécutoire, nonobstant le sursis, celle prémentionnée, nouvelle injonction a été faite aux susnommés et en même temps à dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusan, comme cessionnaire dudit Claude-François Rosset, dans la succession de son père, de payer les sommes y détaillées, dans la proportion qui a été établie et reconnue. Ledit sieur Delarue ayant vainement tenté l'exécution mobilière, fut obligé de se pourvoir pour faire procéder à la vente par subhastation des immeubles hypothéqués pour sûreté de sa créance. Les premières formalités pour parvenir à cette vente, ont été remplies; mais la vente fut retardée par un appel interjeté par André-Louis et Claude-François Rosset, sous la date du 19 octobre même année, dont ils ont été déclarés non recevables par arrêt du Sénat du 24 mai suivant. Dès lors, nouvelles formalités furent remplies, et ces formalités n'eurent aucune suite, parce que les mêmes André-Louis et Claude-François Rosset vinrent y mettre des entraves, en appelant de la sentence qui les précédait. Ils furent déclarés non recevables dans cet appel par un troisième arrêt du 20 décembre 1821, qui ordonne que, nonobstant tout appel, il sera procédé en conformité de la sentence rendue par M. le Juge-Maje du 14 novembre précédent, laquelle autorisait la continuation des subhastations dont il s'agit.

Par jugement du tribunal de céans, en date du 10 janvier 1822, en déclarant exécutoires lesdites sentences, il a été enjoint auxdits sieurs André-Louis Rosset, Charlotte Rosset, femme du sieur François-Antoine Larocine, Benoît Rosset, celui-ci en la personne de M. Jean-Antoine Dubois, procureur, curateur à sa cause, et dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusan, de payer, dans le terme de 30 jours, à dater de la notification, la somme de 10331 livres neuves 41 centimes, dans la proportion suivante : André-Louis Rosset, un sixième et le tiers d'un sixième, de son chef, et un autre tiers d'un sixième, comme héritier de Claude-François Rosset; Charlotte Rosset, un sixième et le tiers d'un sixième; Benoît Rosset, deux sixièmes, et la dame Rusan, un sixième. Cette notification a été faite par exploits des 25 et 28 février suivans, Piccollet et Stropiani, huissiers, avec déclaration qu'à défaut de paiement, passé le terme, on procéderait à exécution par voie des subhastations des immeubles qui y sont désignés.

Les conjoints Rosset et Rusan n'ont point satisfait à cette injonction, de telle manière que, sur la demande dudit sieur Aimé Delarue, rentier, domicilié à Groëve, qui a fait direction de domicile à St. Julien, en l'étude de M. Claude-Antoine Rouph, procureur, le tribunal a autorisé la vente desdits immeubles portés au rôle joint à la requête. Cette ordonnance, sous la date du 10 mai dernier, avec ladite requête et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée à André-Louis Rosset, habitant à Viry, à M. Jean-

Anloine Dubois, procureur, en sa qualité, et à dame Jeanne-Marie-Magdeleine Ruzaud, veuve Rossel, absente des États de Sa Majesté, par exploit de l'huissier Piccollet du 27 même mois, et à dame Charlotte Rossel, ainsi qu'au sieur Anloine-François Laracine, son mari, domiciliés à Asti, par exploit du 26 précédent, Stropiani, huissier. Tant la même ordonnance que les exploits à la suite ont été enregistrés au bureau des hypothèques le 5 juin suivant, où il en a été laissé une copie authentique signée par le procureur du poursuivant, ainsi qu'en résulte du certificat délivré par le conservateur. Après quoi, manifeste aurait été dressé par le greffier du tribunal, le 4 même mois, enregistré le même jour, et ce manifeste porte, conformément à l'ordonnance prémentionnée, que la première enchère aurait lieu le 5 juillet, à 9 heures du matin, sur la mise à prix offerte par le poursuivant, de 3000 liv., excédant 60 fois le montant de l'impôt foncier qui est de 26 livres 6 sous 7 deniers.

A cette audience les biens en totalité dont s'agit ont été adjugés provisoirement à Jean-Jacques Lagutaine, et celle du 9 de ce mois a été fixée pour l'adjudication définitive. A cette dernière audience, plusieurs bougies ayant été allumées pendant la lecture desquelles on s'est porté à des offres, d'abord sur chaque lot séparément, et ensuite sur le bloc, le tribunal a adjugé au sieur Paul Sylva habitant à Chambéry, ce bloc soit la totalité desdits biens, comme dernier miseur, non surenchéri, pour le prix de 10500 livres. Ce jugement a été insinué au bureau de St. Julien, le 13 du courant, où il a été payé pour droits 408 liv. 60 c., à forme de reçu signé Collomb.

Par acte mis au greffe du tribunal, le 12 même mois, ledit sieur Sylva a fait déclaration de command en faveur du sieur Etienne-François Pissard pour un tiers, du sieur Etienne-François Jacquemard, aussi pour un tiers, et de dame Claudine Searoy veuve Ribbuz, pour l'autre tiers dont il s'est cependant réservé une moitié. Par acte du même jour, le sieur Jean-Claude Blanc, habitant à St. Julien, a déclaré faire augmentation d'un sixième du prix de ladite adjudication, c'est-à-dire, à concurrence de la somme de 14583 livres 54 centimes. Cet acte a été enregistré au bureau de St. Julien, comme conste du certificat de M. le Receveur.

Sur requête présentée à M. le Juge-Maje du tribunal, décrétée le 17 du courant, l'audience du 13 septembre prochain, à 9 heures du matin, a été fixée pour la nouvelle enchère, et il a été ordonné que manifeste serait rédigé par le greffier.

DÉSIGNATION DES IMMEUBLES.

1.^o La part d'un champ dit à la Rippaz, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant trois journaux, trois cent vingt-cinq toises, imposée onze sous trois deniers, confinée au levant par un chemin, et au couchant par Benoît Rossel.

2.^o Une des parts dans ce champ, possédée par Louis-Benoît

Rosset, contenant deux journaux, deux cent quarante-huit toises, imposée onze sous trois deniers, confinée au levant par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au couchant par celle du dame Jeanne Rusanl.

3.^e L'autre part dans ledit champ, possédée par le même Louis-Benoît Rosset, contenant trois journaux, cent toises, imposée onze sous quatre deniers, confinée au levant par la terre de la dame Laracine, soit des nobles Delhiollaz, et au couchant par celle d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Rihbaz.

4.^e La part dans ce même champ, possédée par dame Jeanne-Magdeleine Rusanl, contenant deux journaux, deux cent septante-neuf toises, imposée onze sous quatre deniers, confinée au levant par Benoît Rosset, et au couchant par dame Laracine, soit les nobles Delhiollaz.

Cette pièce de terre, figurée sous le n.^o 7508 de la mappe de Viry, contient douze journaux, deux cent cinquante-deux toises, et est imposée à la taille totale de deux livres, cinq sous, deux deniers.

5.^e La part du bois dit à la Rippaz, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant six journaux, nonante-huit toises, imposée trois sous, six deniers, confinée au levant par Jean Raulbosson, et au couchant par Benoît Rosset.

6.^e Une des parts dans ce bois, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant trois journaux, deux cent quatre-vingt-sept toises, imposée trois sous, cinq deniers, confinée au levant par les hoirs de la dame D'humilly, et au couchant par la dame Rusanl.

7.^e L'autre part dans ledit bois, possédée par le même Louis-Benoît Rosset, contenant 2 journaux, 263 toises, imposée trois sous, trois deniers, confinée au levant par la dame Laracine, soit les nobles Delhiollaz, et au couchant par André-Louis Rosset, soit les hoirs Rihbaz.

8.^e La part dans ce même bois possédée par ladite dame Rusanl, contenant 3 journaux, 26 toises, imposée trois sous, quatre deniers, confinée au levant par Benoît Rosset, et au couchant par dame Laracine, soit les nobles Delhiollaz.

Cette pièce de terre, figurée sous les numéros 7527 et 7507 de ladite mappe, contient 15 journaux, 274 toises, et est imposée à la taille totale de seize sous, six deniers.

9.^e La part du bois dit sous la Rippaz, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant 1 journal, 27 toises, imposée dix deniers, confinée au levant par un chemin, et au couchant par terre de Benoît Rosset.

10.^e Une des parts dans ce bois, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant 26 toises, imposée dix deniers, confinée au levant par les hoirs de la dame D'humilly, et au couchant par celle d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Rihbaz.

11.^e L'autre part dans ledit bois, possédée par ledit Louis-Benoît Rosset, contenant 26 toises, imposée au son, confinée au levant par dame Charlotte Rosset, soit les nobles Delhiollaz, et au couchant par dame Jeanne-Magdeleine Rusanl.

12.^e La part dans ce même bois, possédée par la dame Ruzand, contenant 1 journal, 15 toises, imposée un sou, confinée au levant par Benoît Rosset, et au couchant par ledit Benoît Rosset et la dame Ruzand.

Cette pièce de terre, inscrite sous partie des numéros 7509, 7510, 7513 et 7514 de ladite mappe, contient en tout 3 journaux, 265 toises, et est imposée à la taille totale de trois sous, huit deniers.

13.^e Un pré dit Pré-Mengnier, possédé par ledit Benoît Rosset, inscrit sous les numéros 7512 et 7515 de ladite mappe, contenant 1 journal, 241 toises, 4 pieds, imposé seize sous, dix deniers, et se confinant au levant par terre des hoirs de la dame D'humilly, et au nord par un chemin.

14.^e Un champ dit Champ-Carré, possédé par les hoirs de la dame D'humilly, inscrit sous le numéro 7511 de ladite mappe, contenant 5 journaux, 55 toises, 2 pieds, imposé huit sous, deux deniers, et se confinant au levant et nord par des chemins.

15.^e Un pré dit au Moëne, suit Chés-Fagotin, possédé par Benoît Rosset, inscrit sous le numéro 475 de ladite mappe, contenant 1 journal, 172 toises, imposé une livre, deux sous, deux deniers, confiné au couchant par terre des nobles Destillaz, et au levant par un chemin.

16.^e Un pré dit à la Corne des Ages, figuré sous partie du numéro 7517 de ladite mappe, contenant un journal, deux cents toises, imposé quinze sous six deniers, possédé par les hoirs de dame D'humilly, confiné au levant par la terre des hoirs Ribbaz soit André-Louis Rosset, et au couchant par celle des hoirs de la dame D'humilly.

17.^e Un champ dit à la Corne des Ages, possédé par les mêmes hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, deux cents toises, imposé dix sous six deniers, figuré sous partie du numéro 7518 de ladite mappe, confiné au nord par un chemin, et au nord par la terre desdits hoirs de Benoît Rosset et autres consorts.

18.^e La part d'un champ dit aux Ages, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant deux journaux, deux cent soixante-deux toises, imposée dix sous six deniers, confinée au nord par la terre de la dame Ruzand et aux midi et nord par des chemins.

19.^e L'autre part dans ce même champ, possédée par dame Jeanne-Magdeleine Ruzand, contenant un journal, deux cent soixante-quatre toises, imposée dix sous cinq deniers, et se confinant au midi par la terre de Benoît Rosset, et au couchant et nord par des chemins. Ces deux parts formant une seule pièce figurée sous les numéros 7517 et 7518 de ladite mappe, contiennent en tout quatre journaux, nonante-quatre toises, et sont imposées à la taille totale d'une livre onze deniers.

20.^e La part d'un pré dit aux Ages, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, cent et seize toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au levant par la terre de dame D'humilly et celle desdits hoirs, et au couchant par celle de Benoît Rosset.

21.^e Une des parts dudit pré, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, huit toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au levant par la terre de dame Laracine soit des nobles Dethiollaz et au couchant par celle d'André-Louis Rosset soit des hoirs Ribbaz.

22.^e L'autre part dans ledit pré, possédée par le même Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, trente-deux toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au levant par la terre des hoirs de dame D'humilly et au couchant par celle de la dame Rusand.

23.^e La part dans ledit pré, possédée par la dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusand, contenant un journal, quatre toises, imposée quinze sous six deniers, confinée au couchant par la dame Laracine soit les nobles Dethiollaz, et au levant par Benoît Rosset.

24.^e La part dans le même pré, possédée par ledit André-Louis Rosset, contenant un journal, deux cent cinquante-six toises, imposée dix-huit sous quatre deniers et se confinant au levant par Benoît Rosset et au couchant par le même et la dame Rusand.

Ces cinq articles composent une pièce sous les numéros 7515 et partie de 1517 de l'adite mappe, contenant en tout ■ journaux, 56 toises, et sont imposés à la taille totale de 4 livres, 4 sous.

25.^e La part d'un champ dit sur la Vigne, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant trois journaux, cent sept toises, imposée neuf sous, huit deniers, confinée au levant par un chemin et la terre de Louis-Benoît Rosset, et au couchant par celle de dame Rusand.

26.^e L'autre part dans le champ audit Louis-Benoît Rosset, contenant deux journaux, quatre-vingt-quatre toises, imposée neuf sous six deniers, et se confinant du levant par la terre de la dame Laracine, soit des nobles Dethiollaz, et au couchant par celle d'André-Louis Rosset.

27.^e La part dans ledit champ, possédée par dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusand, contenant deux journaux, deux cent huit toises, imposée neuf sous six deniers, et se confinant au levant par Benoît Rosset, et au couchant par la dame Laracine, soit les nobles Dethiollaz.

28.^e La part dans le même champ à André-Louis Rosset, contenant deux journaux, deux toises, imposée neuf sous, et se confinant au levant par la terre du Benoît Rosset, et au couchant par le même Rosset, la dame Rusand et les hoirs de la dame D'humilly.

Ces quatre derniers articles, compris dans une pièce inscrite sous partie des numéros 7519, 7520 et 7521 de l'adite mappe, contiennent dix journaux, une toise, et sont imposés à la taille totale d'une livre, dix-sept sous six deniers.

29.^e La part d'un champ et pré dite à la Vigne, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant trois cent nonante toises, imposée sept sous onze deniers, et se confinant du nord

par Benoit Rosset, du couchant par un chemin, et du midi par un ruisseau.

30.^e Une des parts dans ledit champ et pré, possédée par Benoit Rosset, contenant deux cent septante toises, imposée six sous huit deniers, et se confinant du midi par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et du nord par celle de la dame Rusand.

31.^e L'autre part dans ledit champ et pré, possédée par le même Louis-Benoit Rosset, contenant deux cent six toises, quatre pieds, imposée six sous huit deniers, et se confinant au midi par la terre de la dame Laracine, soit des nobles Delhiollaz, et au nord par celle d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Ribbaz.

32.^e La part dans le même pré et champ, possédée par la dame Rusand, contenant deux cent treize toises, imposée six sous huit deniers, et se confinant au midi par la terre de Benoit Rosset, et au nord par celle de la dame Laracine, soit des nobles Delhiollaz.

Ces quatre articles, compris dans une pièce inscrite sous les numéros 7522, 7523 et 7524 de ladite mappé, contiennent en tout deux journaux, deux cent septante-neuf toises, quatre pieds, et se trouvent imposés à la taille totale d'une livre, sept sous onze deniers.

33.^e La part d'un pré-verger dit à la Vignette, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant deux cent trente-sept toises, imposée huit deniers, et se confinant du nord par les hoirs de Ribbaz, et du midi par Benoit Rosset.

34.^e Une des parts dans ce pré-verger, possédée par Louis-Benoit Rosset, contenant cent dix-sept toises, imposée six deniers, et se confinant du nord par les hoirs de la dame D'humilly, et au midi par la dame Rusand.

35.^e L'autre part dans ledit pré-verger, possédée par ledit Louis-Benoit Rosset, contenant cent septante-deux toises, imposée sept deniers, et se confinant au nord par la dame Laracine, soit les nobles Delhiollaz, et au midi par André-Louis Rosset, soit les hoirs Ribbaz.

36.^e La part dans ce même pré-verger, possédée par la dame Jeanne Rusand, contenant cent cinq toises, imposée six deniers, et se confinant du nord par Benoit Rosset, et du midi par la dame Laracine, soit les nobles Delhiollaz.

Ces quatre articles, compris dans une pièce inscrite sous partie des numéros 3718 et 3719 de ladite mappé, contiennent un journal, deux cent trente et une toises, et sont imposés à la taille totale de deux sous trois deniers.

37.^e La part d'un champ en Gerbier, soit à la Rutiaz, possédée par dame Charlotte Rosset, femme Laracine, contenant deux journaux, cent vingt toises, imposée quinze sous onze deniers, et se confinant au nord par la terre d'Antoine Débaud, au levant par les hoirs Ribbaz, et au couchant par Benoit Rosset.

38.^e L'autre part de ce champ, possédée par Louis-Benoit Rosset, contenant un journal, cent trente-six toises, imposée

lix deniers, et se confinant du midi par André-Louis Rosset, soit les hoirs Ribbaz, et au levant par dame Laracine.

Ces deux articles, ne formant qu'une seule pièce inscrite sous partie des numéros 3716 et 3717 de ladite mappe, contiennent en tout quatre journaux, quatre-vingt-deux toises, et sont imposés seize sous huit deniers.

39.^e La part d'un pré dit aux Ormes, soit à la Teppe, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, deux cents-toises, et se confinant au couchant par Benoit Rosset, et au levant par les mêmes hoirs.

40.^e L'autre part du même pré, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, deux cents toises, et se confinant au levant par la terre des hoirs de la dame D'humilly, et au midi par celle des frères Guillard.

Ces deux articles, formant une seule pièce inscrite sous le numéro 3703 de ladite mappe, contiennent en tout trois journaux, sans taille.

41.^e La part d'un pré dit à Curteaux, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant quatre journaux, cent dix-sept toises, imposée deux livres, deux sous, deux deniers, et se confinant au levant par la terre d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Ribbaz, et au couchant par celle de la dame Laracine, soit des nobles Dethiollaz.

42.^e L'autre part dans ledit pré, possédée par le même Louis-Benoît Rosset, contenant quatre journaux, huitante-quatre toises, imposée deux livres, deux sous, quatre deniers, et se confinant au levant par la dame Laracine, soit les nobles Dethiollaz, ainsi que par la dame Rusand, et au couchant par les hoirs de la dame D'humilly.

43.^e La part du même pré, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant quatre journaux, dix-sept toises, imposée deux livres, deux sous, six deniers, et se confinant au couchant par la terre des mêmes hoirs, et au levant par celle de Benoit Rosset.

44.^e La part dudit pré, possédée par la dame Rusand, contenant cinq journaux, trente-quatre toises, imposée deux livres, deux sous huit deniers, se confinant du levant par la terre de la dame Laracine, soit des nobles Dethiollaz, et du couchant par celle de Benoit Rosset.

Ces quatre articles, compris dans une pièce figurée sous partie des numéros 3702 et 3701 de ladite mappe, contiennent dix-sept journaux, deux cent cinquante-quatre toises, et sont imposés à la taille totale de huit livres, neuf sous huit deniers.

45.^e La part dans le champ dit Curteaux, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant un journal, deux cent vingt-quatre toises, imposés quatre sous six deniers, et se confinant du levant par terre de la dame Rusand, et du couchant par celle des hoirs de la dame D'humilly.

46.^e L'autre part dans ce champ, possédée par ledit Louis-Benoît

Rosset, contenant un journal, soixante et une toises, imposée à quatre sous trois deniers, et se confinant du levant par terre d'André-Louis Rosset, soit des hoirs Ribbaz, et au couchant par celle de la dame Laracine.

47.^e La part dans ledit champ, possédée par les hoirs de la dame D'humilly, contenant un journal, cent soixante-deux toises, imposée quatre sous six deniers, et se confinant du levant par les mêmes hoirs, et au couchant par Benoît Rosset.

48.^e La part dudit champ, possédée par la dame Rusand, contenant un journal, deux cent quarante et une toises, imposée à quatre sous quatre deniers, et se confinant du levant par dame Laracine, et au couchant par Benoît Rosset.

49.^e La part du même champ, possédée par dame Charlotte Rosset, contenant un journal, soixante-huit toises, imposée quatre sous deux deniers, se confinant du levant par Louis-Benoît Rosset, et du couchant par dame Rusand.

Ces cinq articles, formant une seule pièce inscrite sous le n.^o 3701 de ledite mappe, contiennent en tout sept journaux, seize toises, et sont imposés à la taille totale d'une livre, un sou, neuf deniers.

50.^e Un pré dit sous le Champ Curténaz, possédé par la dame Rusand ou par Benoît Rosset, contenant un journal, cent trente-deux toises, imposé à la taille de quatorze sous, confiné au nord par Joseph Thorel et autres, et au midi par les consorts Rosset.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^{re} Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent et sont possédés actuellement par lesdits consorts Rosset et Rusand, sans que le plus ou le moins de contenance exprimée puisse donner lieu à garantie ou recours, et avec les servitudes qui peuvent les affecter.

2.^{re} Qu'il entretiendra les baux, ayant date certaine, si aucuns existent.

3.^{re} Qu'il payera le prix d'adjudication avec intérêts dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre, à tous créanciers colloqués, sans distinction de créances exigibles ou non exigibles, lequel jugement d'ordre il introduira à ses frais.

4.^{re} Qu'il se chargera des contributions imposées sur iceux, pour l'année courante.

5.^{re} Qu'il payera dans dix jours, à dater de l'adjudication, et sans diminution du prix d'icelle, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais faits pour parvenir à la vente; et c'est sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

En conséquence, en exécution des ordonnance et décret sus-énoncés et à la diligence dudit sieur Aimé Delorme, il sera procédé à la vente des susdits immeubles, à l'audience du tribunal, le 13 septembre prochain, à 9 heures du matin. Les enchères seront ou-

vertes sur le prix de l'adjudication définitive cumulé avec le sixième offert, c'est-à-dire, sur la base de quatorze mille cinq cent quatre-vingt-trois livres, trente-quatre centimes.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal, en conformité et de la manière prescrite par le Code hypothécaire.

A ces fins est commis l'huissier Picollet, pour les affiches et notifications à faire dans cette province, et l'huissier Stropianus pour semblables formalités à remplir dans la province d'Asti.

Dressé à St. Julien, sous le sceau du Tribunal, le dix-neuf août dix-huit cent vingt-cinq. Signé BORGEL, greffier.

Enregistré à St. Julien le 19 août 1825, vol. 8, fol. 71, case 745, reçu trois francs. Signé COLLOMB, receveur.

Pour copie conforme, ROUPI,
pour M.^e ROUPI, P.^r

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation, poursuivie à la diligence du Sieur Philippe Mayan, domicilié à Chambéry, ayant pour procureur M.^e François Bardet, des immeubles provenus de Jean-Philibert Excoffier de Talloires, tenus par Françoise Excoffier, veuve Milleret, habitante à Talloires.

Le Tribunal de préfecture de la province du Genevois, étant à Annecy, fait savoir que, par son jugement du 24 février dernier, rendu entre ledit sieur Mayan demandeur, et Françoise Excoffier, veuve Milleret, détentrice des biens de Joseph Excoffier, son frère absent, les immeubles dont s'agit et ci-après spécifiés, ont été déclarés affectés et hypothéqués en faveur du dit sieur Mayan, pour la somme de onze cent septante-neuf livres, quatre-vingts et un centimes, dommages, intérêts, tels que de droit, en vertu du jugement du Tribunal de Moûtiers, du 11 floréal an 9, et de l'acte du 8 pluviose an 6, Avet notaire, et déclaré facultatif audit sieur Mayan de faire subhaster ledits immeubles, pour obtenir le paiement de la somme dont s'agit, avec intérêts et dépens, faite par ladite Excoffier veuve Milleret, de remplir dans le terme de 30 jours, les formalités nécessaires pour purger les hypothèques, ou bien cette dernière de payer au sieur Mayan les sommes qui lui sont dues, ou de délaisser la possession desdits immeubles, elle n'étant condamnée depuis, par ledit jugement qui lui a été signifié, le 28 mars dernier, par exploit de l'huissier Morel-Frédet.

L'injonction prescrite par l'art. 94, ayant été notifiée, tant à ladite veuve Milleret qu'audit Joseph Excoffier, par exploit du sergent royal Moëns, le 16 mai suivant, sans succès de paiement.

Le Tribunal, par jugement du huit du courant, rendue en contradictoire de M.^e Mont-mayeur, curateur établi à la cause

Judit Joseph Excoffier et de ladite veuve Milleret, à arrêté la somme due au sieur Moya, à deux mille six cent huit livres, septante-cinq centimes, et a ordonné que les immeubles dont s'agit seront subhastés sur la mise à prix de treize cent quatre-vingts livres, aux conditions ci-après, en mandant au Greffier de céans, de dresser le manifeste, et a fixé la première enchère au 15 septembre prochain; ce jugement, la requête du 13 juillet dernier, ainsi que l'extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés tant audit M.^e Mont-mayeur, qu'à la veuve Milleret, par exploit de l'huissier Morel-Fredel du 18 courant: le tout dûment enregistré au bureau des hypothèques d'Annecy, le même jour.

Désignation des biens à vendre, situés sur la commune de Talloires et possédés par Françoise Excoffier, veuve Milleret.

N.^o

5173. Champ au Beisset, contenant 2 journaux, 165 toises, 5 pieds : taille 5 livres, 2 sous 1 denier.

5074 Grange au même lieu, contenant 1 t. 3 p., taille 1 s. 2 d. : ces deux numéros se confinent du midi par un chemin, du nord par champ de Nicolas Fontaine, du levant par un chemin et le champ de Joseph Adam, et du couchant par champ du sieur Carron.

5083 Champ à Lézenay, contenant 1 j. 8 t. 5 p.

5084 Broussailles audit, contenant 4 j. 149 t., taille 3 s. 3 d. Ces numéros se confinent du levant par un chemin, du midi par bois des frères Revil, et des nord et couchant par champ de Joseph Bredannaz.

5135 Bois taillis à la Cornalluz, contenant 196 t., taille 1 s. 5 d., se confinant du levant par l'autre moitié dudit n.^o, du midi par les bois Voisin, du couchant par bois précédé de Dlle. de Mouxi et du nord par un ruisseau.

5394 Broussailles au même lieu, contenant 6 t. 7 p., taille 2 d.

5395 Champ à St. Germain, contenant 109 t. 1 p., taille 10 s. 11 d. Ces deux numéros se confinent ensemble du levant par un ruisseau, du midi par champ d'Antoine Vivet, et du couchant par celui du sieur Avet.

5470 Jardin à St. Germain, contenant 19 t. 3 pieds, taille 2 sous.

5471 Cour et jardin au même lieu, contenant 17 t. 2 pieds, taille 1 s. 9 d.

5474 Pré au même lieu, contenant 16 t. 5 p., taille 1 s. 8 d.

Ces trois numéros se confinent ensemble des nord et levant par maison du sieur Avet, du midi par pré d'Antoine Excoffier, et du couchant par celui de François Mugnier.

5475 Champ au Plan-Poney, contenant 58 t. 4 p., taille 3 s. 2 d.

5476 Broussailles au même lieu, contenant 300 t., taille 8 d. Ces deux numéros se confinent du levant par champ du Claude Mugnier, des midi et couchant par un ruisseau.

- 5479 Champ au Plan-Poney, contenant 85 t. 6 p., taille 4 m 9 d., se confinant du nord par un ruisseau, du levant par un chemin et du couchant par champ de Claude Mugnier.
- 5485 Pâturage audit, contenant 97 t. 4 p., taille 2 s. 1 d., se confinant du levant par un chemin, des midi et couchant par un ruisseau.
- 5487 Champ audit, contenant 255 t. 5 p., taille 12 s. 10 d., se confinant du levant par champ de Claude Mugnier, du midi par celui de Jean-Louis Sémillat, et du nord par celui de Marc Boquet.
- 5507 Champ audit, contenant 254 t. 7 p., taille 6 s. 9 d., se confinant du nord par pâturage de Claude Communal, du levant par celui de Claude Sémillat, du couchant par celui de Jean-Louis Sémillat.
- 5509 Champ au même lieu, contenant 98 t., taille 4 s. 11 d., se confinant du levant par champ de Jean-Louis Sémillat, du nord par celui de Claude Communal, et du couchant par celui de François Mugnier.
- 5517 Pâturage au même lieu, contenant 175 t., taille 7 m 11 d., se confinant du levant par un chemin, du nord par le fond communal, et du midi par celui de Jean-Louis Sémillat.
- 5530 Champ aux Fontaines, contenant 73 t. 4 p., taille 6 s. 11 d., se confinant du nord par champ de Joseph Bergeret et des autres parts par celui de Philippe Thomasset.
- 5543 Champ au même lieu, contenant 1 j. 205 t., taille 2 l. 26 s. 11 d., se confinant du levant par un sentier, du midi par champ de Jean Adam, du couchant par champ de Claude Mugnier, du nord par le fond communal.
- 5547 Champ, au même lieu, contenant 93 t. 5 p., taille 5 s. 1 d., se confinant du nord, par un chemin, du couchant par champ de Jean-Louis Sémillat, et des levant et midi par champ de Jacques Vallet.
- 5566 Champ, aux Planchettes, contenant 126 t. 3 p., taille, 11 s. 11 d., se confinant du nord par fond communal, du midi par champ des bois de Claude Sémillat, et des couchant et levant par celui de Jean Sémillat.
- 5571 Champ, au même lieu, contenant 120 t. 3 p., taille 11 s. 4 d., se confinant du nord par le fond communal, et des couchant et levant par terre de Jean Sémillat.
- 5593 Champ, au même lieu, contenant 249 t. 4 p., taille 19 s. 3 d., se confinant du levant par le champ de Marc Boquet, du midi par celui de Maurice Communal, et du nord par fond communal.
- 5721 Grange, au même lieu, contenant 6 t. 7 p., taille 4 d., se confinant des levant, midi et nord par propriété de Claude Mugnier et du couchant par grange de François Sémillat.
- 5749 Champ, au même lieu, confiné du levant, par champ de Joseph Bergeret, du midi par un ruisseau, du couchant

- par champ des bois de Jacques Sallet, et du nord par celui de J.-Louis Semillat.
- 9184 Pâturage, à Cédron, contenant 193 l. 3 p.; taille 5 s. 2 d., se confinant du nord par terre des frères Gay, du levant par celle de Jacques Vallet, du midi par celle de François Mugnier et du couchant par terre des frères Guillot.
- 9189 Bois taillis, au Cré du Roz, contenant 338 l. 2 p.; taille 2 s. 2 d., se confinant au levant par pâturage de Joseph Bergeret, du midi par celui de Maurice Docquet et du couchant par celui de François Mugnier.
- 9208 Pâturage au Cédron, contenant 1 journaux, 5 p.; taille 1 l. 1 s. 4 d., se confinant du nord par pâturage de François Mugnier, du couchant par celui de Jacques Arenbourg, et du levant par terre de François Mugnier.
- 9389 Bois au Cadri, contenant 2 j. 367 l. 4 p.; taille 1 l. 12 s. 11 d., se confinant du couchant par un chemin, et des autres parts par pâturage d'Antoine Excoffier.
- 9477 Bois quartier, au Falliet, contenant 117 l. 5 p.; taille 3 s. 4 d.
- 9408 Bois quartier, au même lieu, contenant 85 l. 1 p. taille 1 s. 5 d.; ces deux numéros se confinent du levant par bois d'Emmanuel Meinier, du midi par celui d'Antoine Vivet et du couchant par le fond communal.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. 1. L'adjudicataire devra payer le montant de son acquisition, sans distinction d'époque d'exigibilité, aux créanciers hypothécaires sur les immeubles mis en vente et ce, suivant le règlement, qui aura eu lieu d'après le jugement d'ordre.

ART. 2. L'adjudicataire entrera en jouissance, aussitôt après la notification du jugement d'adjudication, en justifiant du paiement de poursuites légitimes et ce sans diminution de son prix, en donnant en outre pour paiement dudit prix, les sûretés qui pourraient être ordonnées par le Tribunal.

ART. 3. L'adjudicataire supportera sans répétition les servitudes occultes ou patentes, s'il y en a, et payera sans imputation, les contributions assises sur lesdits immeubles.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal de Savoie.

Mande à ces fins le Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, affections notifications et tous exploits requis et nécessaires; de ce faire donne pouvoir.

Donné à Annecy, le 19 août 1825.

Signé ARMINJON, Greffier.

Enregistré à Annecy, le 19 août 1825, folio 60, case 51 du 12^e vol. Regu trois livres.

Signé OUSIN, Receveur.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation volontaire, des biens appartenans aux sieurs François et Claude Belly, situés à Yenne

A tous soit notoire et manifeste que le Tribunal de la Judicature-Maje de Savoie-Propre, par son décret du 18 juillet 1825 mis sur requête présentée par les sieurs François et Claude à son M.^e Jacques Belly, ce dernier assisté du premier son curateur, a permis la vente d'une pièce de terre labourable ci-après désignée, et a commis M.^e François Reveyron, notaire royal à la résidence d'Yenne, et à son défaut, le premier notaire royal requis, pour être par lui procédé aux subhastation et expédition d'icelle, à l'extinction de deux bougies vierges, sur la mise à prix de 5500 livres, résultant du verbal d'estimation, à laquelle il a été procédé, le trois mars proche échu; a commis ledit notaire pour dresser le manifeste en conformité des Royales Constitutions, et a ordonné que ce manifeste serait notifié aux créanciers inscrits, conformément au prescrit de l'article 84 de l'édit du 16 juillet 1822, et ensuite publié, affiché et inséré dans le journal de la division, de la manière prescrite par cet édit.

En conséquence de quoi, moi, François Reveyron, notaire royal à la résidence d'Yenne, procédant ensuite de la commission dont m'a honoré le Tribunal de la Judicature-Maje de cette province, prévient le public et tous les créanciers hypothécaires, inscrits et autres sur les biens desdits sieurs François et Claude Belly, soit de son M.^e Jacques Belly leur père, que les immeubles sus-indiqués et ci-après désignés seront exposés aux enchères pendant trois lundis consécutifs (jours de marché à Yenne) dans l'étude du notaire commis, de neuf à dix heures du matin, sur la mise à prix ci-dessus dite; l'adjudication définitive et l'expédition auront lieu le lundi 12 septembre prochain, au plus offrant et dernier enchérisseur après l'extinction de deux bougies vierges, sous les charges et conditions ci-après.

DÉSIGNATION DES BIENS A VENDRE.

Terre autrefois pré aux Fontenettes, sous le numéro 253 de la mappe, contenant 31 toises, 7 pieds.

Autre audit lieu, sous le numéro 254 de ladite mappe, contenant 1 journal, 37 toises, 4 pieds.

Autre audit lieu, sous le numéro 260 de ladite mappe, contenant 142 toises, 3 pieds.

Autre audit lieu, sous le numéro 261 de ladite mappe, contenant 4 journaux, 168 toises, 6 pieds.

Autre audit lieu, sous le numéro 262 de la même mappe, contenant 1 journal, 46 toises, 7 pieds.

Le total des contenances de ladite terre se monte à 7 journaux.

317 toises, 3 pieds, ne formant qu'un seul mas, confiné aux levants et midi par un chemin tendant d'Yenne au bas Sémont; au nord par pré-verger d'Alexis Barlet, au couchant par le jardin de François Revandel, pré de François Berthet et terre de M.^e Charles Dullin.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o L'acquéreur entrera en possession après la perception de toutes les récoltes de l'année courante; ■ pourra néanmoins entrer incessamment en jouissance des portions de terrains dépourvues de leurs fruits; il ne pourra prétendre à aucune indemnité pour défaut de contenance ou erreur de numéros, la pièce lui étant abandonnée telle qu'elle est parvenue au père des sieurs Belly, par contrat d'expédition du 28 septembre 1818. Reveyron N.^o, soit telle qu'elle était possédée par Leger Chaffard-Barlet de la discussion duquel elle provient.

2.^o Il sera tenu d'acquitter à l'avenir les contributions foncières, affectées auxdits biens, à commencer par celles de 1816.

3.^o Il devra payer à réquisition le prix de l'adjudication, d'abord aux créanciers de la discussion Chaffard-Barlet, en extinction du prix dû au capital et intérêts, par les vendeurs, pour raison de la vente faite à leur père, par l'acte précité de 28 septembre 1818, Reveyron notaire, et le surplus, s'il y en a, aux autres créanciers hypothécaires, le tout avec intérêt du jour de l'adjudication définitive.

4.^o L'acquéreur devra en outre acquitter comptant, entre les mains du notaire commis, tous les droits faits et à faire dès la requête introductive d'instance jusqu'au contrat de vente inclusivement.

5.^o Aucune enchère ne sera reçue si elle est moindre de vingt livres, et personne ne sera admis à enchérir, s'il n'est solvablement.

6.^o L'adjudicataire reste passible de tous les frais et dommages qui seroient dans le cas d'éprouver les vendeurs, par son défaut de paiement.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché à Chambéry, à la porte extérieure du Tribunal de la Judicature-Maje, à celle du bureau des hypothèques de la province; et à Yenne à la porte extérieure de la salle d'audience de la Judicature de mandement, ainsi qu'à la place de ladite ville, au lieu où se font ordinairement les publications, un jour de Dimanche, à l'issue des offices divins, et inséré au journal de Savoie, en conformité de l'édit du 16 juillet 1811; ■ ainsi notifié à tous créanciers inscrits et ayant hypothèques sur les biens des vendeurs qui sont appelés aux sub-lations pour miser, si bon leur semble, et faire valoir leurs droits.

Yenne, le 2 août 1815

François REVEYRON Notaire commis.

Le mercredi, 6 septembre 1825, à neuf heures du matin, à St.-Pierre-d'Albigny, dans l'auberge de la *Croix-Blanche*, par-devant M.^e Boulard, notaire à Chambéry, il sera procédé à la vente, par enchères volontaires, d'un très-joli domaine situé à St.-Jean-de-la-Porte, appartenant au sieur Jean-Baptiste Pajon.

Ce domaine consiste en maison, grange, écurie, cave, cellier, pressoir, cour dans laquelle il y a une source, pré, champs, vignes et chenilières.

Ce domaine sera divisé en cinq lots, qui seront misés partiellement, et ensuite réunis pour être misés en totalité. Le prix sera payé aux créanciers du vendeur, suivant l'ordre qui en sera dressé par le Tribunal.

L'on peut s'adresser au propriétaire, ou audit M.^e Bompart, pour connaître les plus amples conditions.

A VENDRE

Une fabrique de papier avec ustensiles et dépendances, bâtimens divers, jardin, champs, champs-bâtiments et prés, le tout situé au hameau de la Serraz, commune du Bourget.

La vente aura lieu, par enchères, le lundi, 12 septembre 1825, à dix heures du matin, à Chambéry, par-devant le notaire St-Martin, en son habitation, N.^o 121, rue basse du Boulayard, et d'après les clauses et conditions du cahier des charges déposé des mains dudit Notaire, qui le communiquera, dès aujourd'hui, à ceux qui le désireront.

Corrections à faire au N.^o 28 de ce Journal.

Au 1^{er} de la Requête qui est au bas de la page 573, au lieu des mots situés aux Côtes, lisez : situé au Clon ; après trente-deux, ajoutez : y compris le numéro 2025 ; après deux toises, ajoutez un pied.

Au 2^e, au lieu de vingt toises, lisez : vingt-cinq toises.

Page 574, au 9^e, au lieu de dit à Aboz, lisez : dit à Ardoz ; mêmes corrections aux 1^{er}, 2^e et 9^e du certificat de transcription, pages 575 et 576.

Page 574, ligne 37, au lieu de plaise au Tribunal, lisez : plaise au Seigneur Sénateur - Juge-Majeur.

Page 576, ligne 8, après ladite vente, lisez : (soit adjudication).

Page 577, au bas de l'inscription qui est à la seconde case, après Duouchet, ajoutez Pierre, Ambroise et Louis Housu, Marie, Péronne et Victoire Duouchet, François, Claudine et Barbe Duand.

JOURNAL DE SAVOIE.

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 2 Septembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 1.º septembre. S. M., par Patentes du 23 du courant, a conféré à M. le Chevalier Pierre-Hyacinthe de Buttet de Tresserve, le titre et la dignité de Comte transmissibles à ses descendants mâles, par ordre de primogéniture.

— Par Patentes du 16 de ce mois, S. M. a conféré le titre et la dignité de Comte à M. l'Avocat François-Marie Fortia. Dans cette concession, S. M. a eu égard aux preuves multipliées que la famille de M. Fortia a données à la Maison Royale de Savoie, et à la manière dont il s'est distingué à la fois comme magistrat et comme homme de lettres.

(Extrait de la Gazette Piémontaise.)

On sait que M. Fortia a publié en deux volumes le *Voyage pittoresque et historique à Lyon, aux environs, etc.*, accompagné d'un magnifique atlas. Nous venons rendre compte de cet ouvrage dans le temps. M. Fortia est au moment de mettre au jour un autre ouvrage intitulé : *Description de l'Église de Notre-Dame de Brant, près de la ville de Bourg-en-Bresse, etc.*, enrichi de gravures. Le sanctuaire dont il s'agit est un monument remarquable de la pitié et de la munificence de l'auguste Maison de Sardaigne, nouvellement restauré par M. gr l'Evêque de Belley. Cette église, d'une belle architecture, ornée de statues et autres objets d'art, est habituellement fréquentée par un grand nombre de fidèles des environs et de l'étranger.

— La ville de Chambéry a possédé pendant quelques jours l'illustration de Louis XVI, M. le Comte Dantier, Pair de France, qui était venu aux eaux d'Aix.

— Les feuilles de Suisse rapportent un nouvel exemple de l'efficacité des paragrèdes, qui a eu lieu le 11 juillet.

Conglans, 20 août. Nous avons célébré le 17 du courant, dans notre église paroissiale, le premier anniversaire du jour où nous eûmes le bonheur de jouir de notre bien-aimé souverain, CHARRAS-FÉLIX, et la Reine son auguste Compagne.

Dix-huit à vingt ecclésiastiques s'étaient rendus à l'invitation de M. d'Cheney, Curé de cette ville, et on donna à la solennité religieuse toute la pompe qui embellit les cérémonies sacrées.

MM. les Membres du Corps judiciaire ont pris leur place prédictée. Les Autorités militaires et administratives occupaient les stalles du côté de l'Évangile, et le Clergé en surplus, celles du côté de l'Épître; en avant du chœur étaient assis à droite le Conseil de la ville de l'Hôpital, à gauche celui de Conflans, et au milieu MM. les Syndics des autres communes. Les trois Compagnies de Pompiers de l'Hôpital, d'Épône et de Conflans, étaient sur les trois nefs, en armes et dans la plus belle tenue; les sapeurs formaient le piquet au chœur. Sur la tribune étaient les Corps de musique de l'Hôpital et de Conflans, et MM. les Éléves du Collège royal. Le M. d'Conflans a prononcé en langue religieuse, où il a mis en principe que l'intérêt social et l'intérêt religieux sont inséparables de leur nature; il a démontré que l'encouragement des arts et de l'agriculture contribue à l'excellence et au maintien des moeurs, dont l'honneur du travail est l'un des plus fermes appuis. L'orateur a justement reconnu les faveurs nombreuses de notre Monarque éclairé. Il a rendu hommage aux ardentins religieux de ce Prince magnanime et bon. Il a invité le Clergé à prier constamment pour le Roi et la Famille Royale, et a engagé les fidèles à s'unir d'intention aux ministres des autels. Il a fait remarquer que cette fête, dont le caractère en apparence, était éminemment une fête religieuse, et a rappelé que la cérémonie qui en était l'objet avait été sanctifiée par le Pontife vénérable, auquel nous sommes encore liés d'appartenir.

Après le discours, une messe a été célébrée par M. d'Rollier, Archiprêtre et Curé de la ville de l'Hôpital, assisté par les Archiprêtres d'Épône et de Conflans. Le chant de la messe a été exécuté par d'excellentes voix, et les deux Corps de musiciens ont joué successivement de très-belles pièces de musique.

Pendant toute la cérémonie le plus grand ordre a régné de toute part, et partout on a remarqué beaucoup de recueillement.

Après les cérémonies religieuses, les Autorités provinciales se sont rendues au local de la pose de la première pierre, accompagnées des Conseils des deux villes, des Fonctionnaires publics, des notables de la province, et d'une nombreuse multitude d'habitans; les Compagnies de Pompiers formaient la haie. Arrivé au local, M. l'Intendant a prononcé un éloquent discours, dans lequel il a, ainsi que l'Orateur sacré, démontré et la grandeur des bienfaits souverains, et l'étendue de toute la reconnaissance que leur doivent les habitans de la jeune province de Haute-Savoie, et l'amour sans bornes, comme la fidélité inviolable que doivent avoir ses habitans pour CHARLES-FRANÇOIS, ce Roi dont toute la sollicitude tend au bonheur de ses peuples. Les nombreux musiciens des deux villes ont exécuté alternativement de belles symphonies, et le cortège s'est ensuite rendu à l'Hôpital, où il y a eu un banquet de plus de cent convives, auquel ont assisté toutes les Autorités provinciales, les Conseils des deux villes et tous les notables de la province qui s'y étaient rendus.

Plusieurs tentes ont été successivement portées à la santé du Roi, de son auguste épouse, de la Famille Royale, de S. Exc. le Ministre de l'intérieur, et de S. Exc. le Gouverneur Général du Duché.

Les Compagnies ont également assisté à des banquets séparés.

MM. les Professeurs du Collège Royal ont fait partir un beau ballon aux armées royales.

Il y a eu bal dans les deux villes.

La plus franche gaieté et la plus douce harmonie ont embelli ce beau jour, même identité de sentimens et d'amour pour le Prince qui nous gouverne, régnait parmi les habitans des deux villes.

Aujourd'hui a été célébré le premier anniversaire de la pose de la première pierre du digueement de l'Isère sur le territoire de Gonflans, placée le 17 août 1831, des propres mains de S. M. CHARLES-FRANÇOIS, notre bon et aimé Souverain, et du séjour de LL. MM. dans cette province.

PIEMONTE.

Turin, 27 août. Le brigadier des Carabiniers Royaux *Battistino*, Commandant la station d'Orava, vient de se distinguer par une belle action qui mérite d'être connue. Informé dans la nuit du 26 qu'une femme de *Campo-Freddo* s'était laissée tomber dans un puits profond, il accourut sur les lieux avec trois Carabiniers, et s'étant fait apporter une corde, il s'est fait descendre dans le puits, d'où, au péril de sa vie, il a retiré l'infortunée près de mourir, et l'a portée à ses parens, qui l'ont comblée de bénédictions, ainsi que tous les habitans, dont il a reçu les plus vifs témoignages de reconnaissance.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Le prince russe Gortschikow a traversé, dit-on, l'Allemagne méridionale avec des dépêches, se rendant en toute diligence de Paris à Saint-Petersbourg.

— On écrit de Berlin que le comte de Bulow, ministre privé d'état, est mort subitement d'un coup d'apoplexie, le 11 août, aux eaux de Landerck, en Silésie.

— Des deux comètes actuellement visibles dans notre hémisphère, l'une, découverte par le docteur Encke, doit faire sa révolution en trois ans et demi, ayant été observée en 1793, 1805, 1811 et 1822.

— Les dernières nouvelles de l'Orient confirment l'arrivée du Capitan Pacha dans le golfe de Patras, où il est entré le 10 juillet. Brachik-Pacha lui a fait savoir que Missolonghi ne pouvait plus tenir que quelques jours.

ANGLETERRE.

Kusnito d'un accord fait avec le comité grec, lord Cochrane, qui a depuis

sa démission de premier amiral du Brésil, doit s'embarquer incessamment avec sir Robert Wilton, à la tête d'une expédition maritime destinée à agir en faveur des Grecs. On met, dit-on, à sa disposition un corps d'environ quatre mille hommes et une somme de trois cent mille livres sterling.

— Le gouvernement péruvien a rendu un décret en vertu duquel seront confisqués tous les effets appartenus à des sujets de l'Espagne. Après le terme de quatre mois, tous les vaisseaux portant des propriétés espagnoles seront déclarés prises légales, et les cargaisons confisquées.

— Les députés grecs à Londres ont déclaré que le soi-disant 'contaire grec Kirsala n'avait aucune mission pour négocier à Rome la réunion de l'église grecque à la communion romaine.

FRANCE.

Paris, 23 août. Un journal annonce qu'un consul général et un vice-consul français sont nommés pour l'île d'Haïti.

— S. M. le roi d'Espagne a approuvé, par un décret, les commissions militaires créées par le décret du 13 janvier 1824. Toutes les causes qui leur étaient dévolues passeront aux tribunaux respectifs.

25 *août*, S. Exc. le ministre des affaires étrangères a donné, le 22, un grand dîner auquel ont assisté lord Wellington, le pape du Pape et les ambassadeurs. Le lendemain, le duc de Wellington a assisté à un repas diplomatique chez S. Exc. l'ambassadeur de Prusse.

27 *août*. On annonce que la ville de Calais va devenir place de guerre de première ligne, à l'instar de Lille, Metz, Strasbourg, Brest et Toulon.

— Un complot des constitutionnels a été découvert à Séville; il avait, dit-on, des ramifications dans toute l'Espagne; déjà 180 individus sont arrêtés. D'un autre côté, le général Bessières s'est mis à la tête de trois compagnies rebelles; le général comte d'Espagne est à sa poursuite. Le Roi a rendu un décret portant peine de mort contre tous rebelles pris les armes à la main et contre tous ceux qui les auraient secondés.

Actions de la banque de France : 2185 fr. ; 2180 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr., 50 c. ; 102 fr., 40 c. ;

Trois pour cent : 73 fr., 90 c. ; 73 fr., 45 c. ; 74 fr., 90 c.

ITALIE.

Selon des nouvelles de Trieste, on aurait reçu des lettres de Constantinople qui allaient jusqu'au 25 juillet, d'où il résulterait que le 26 juillet un corps de Turcs-Egyptiens de six mille hommes était arrivé devant Molinschi, pour rompre au siège de cette place, et qu'Ibrahim-Pacha avait toujours son quartier-général à Tripolitan.

— Les troupes autrichiennes continuent d'envahir le royaume des Deux-Siciles. Tous les corps, à leur passage, acquiescent régulièrement le subit dans la capitale du monde chrétien, et reçoivent la bénédiction de S. S.

— Il est extrêmement remarquable que, pendant les excessives chaleurs

qui ont régné en Europe, le thermomètre ne s'est jamais élevé à Naples au-dessus de 25 degrés et s'est maintenu le plus souvent à 23°.

— Selon une lettre de Corfou du 21 juillet, Missolonghi a dû demander à capituler; on a mis une armistice avant été couru le 17, pour traiter des conditions de la capitulation. Le courrier russe parti de Constantinople le 22 juillet, avait annoncé la destruction de l'armée égyptienne et la prise d'Ibrahim-Pacha par les Grecs; mais des lettres de Constantinople du 23 juillet ne disent rien de cet événement, et sont au contraire fort défavorables aux Grecs.

VARIÉTÉS.

AGRICULTURE. — Sur la Charrue Belge.

(Extrait d'un Rapport fait à la Société Royale d'Agriculture de Lyon.)

« Nous venons d'éprouver une honorable satisfaction relative-ment à notre charrue belge, à laquelle nous avons ajouté quelques perfectionnements. Le comité agricole de l'arrondissement de Mâcon a envoyé une députation composée de MM. Barjol, ancien maire de Mâcon, Mottin, secrétaire, et de Lachapelle, à l'effet d'examiner cette charrue et de la voir opérer. Nous avons heureusement en ce moment une luzernière de la sixième année à rompre. La nature du terrain était presque entièrement caillouteux à une grande profondeur, en sorte que le sol de cette luzernière était d'une extrême compacité et dureté. La configuration de cette luzernière était triangulaire, en qui rendait le labourage très-difficile.

« La charrue belge, attelée de quatre bœufs, a agi sur ce massif, dont la ténacité était augmentée par les racines de la luzerne. En moins d'une heure, elle a sillonné, renversé et mis à la superficie toutes les racines de plusieurs ares. La moindre profondeur du labour a été de dix à douze pouces; il est souvent allé jusqu'à treize. Le labourage de ce terrain dur et facile; la charrue marchait toujours horizontalement, sans plus fatiguer le laboureur qu'un simple araire.

« MM. les commissaires de la Société de Mâcon ont été tellement satisfaits du service de cet instrument, qu'ils en ont sur-le-champ commandé au sieur Pichot, ouvrier très-intelligent, qui en a déjà exécuté un grand nombre (22 mai 1824).

« En vous communiquant cette lettre, M. Chancer vous a lu l'extrait de celle qu'il a reçue le 6 août 1823, de M. Lullin, correspondant de la Société à Genève. On y parle de la rapide propagation de la charrue belge, et l'on déclare qu'elle convient dans toutes les localités, excepté dans les pentes rapides, qui, au reste,

ne devraient jamais avoir de destination agricole, mais être réservées pour prairies naturelles ou artificielles, suivant qu'on peut ou non les arroser.

« A ces témoignages en faveur de la charrue belge, il faut ajouter celui non moins imposant de notre confrère M. de Lachapelle, qui, l'année dernière, écrivait à M. Chanecy qu'ayant employé la charrue belge, il avait reconnu qu'elle méritait les éloges dont elle avait été l'objet. J'ai cru, Messieurs, remplir vos intentions, en écrivant, pendant les sées, à M. de Lachapelle, pour lui demander des détails sur une charrue qui, depuis quelques années, excite fortement l'attention des agriculteurs du Genevois et de la Bresse, et qui est presque inconnue dans notre département. Vous jugerez sans doute qu'un extrait de la lettre de ce sage agronome mérite une place dans cette notice de vos travaux. Il décrit ainsi cette charrue :

« Le soc n'a qu'une aile, qui se prolonge sous l'oreille; il est garni d'une lame de fer tranchante, qui découpe horizontalement les bandes de terre, tandis que le contre la tranche verticalement. Cette bande ainsi détachée du sol, remonte sur un plan incliné que lui présente l'oreille, et celle-ci étant contournée à sa partie supérieure, renverse facilement la bande de terre sans dessous dessus, et la raié demeure ouverte et très-nette.

« Avec la charrue ordinaire, le soc, en forme de coin, attache la terre sous la tranchée; l'oreille plate la pousse, au lieu de la renverser; il en résulte que le travail est beaucoup moins propre, qu'une grande partie de la terre du fond n'est que déplacée, au lieu d'être ramenée à la surface.

« Il est facile de concevoir qu'il faut beaucoup plus de force pour mettre en mouvement la charrue ordinaire, que celle de la Belgique. Aussi trouve-t-on de l'économie dans l'emploi de la dernière; c'est au point qu'on peut diminuer l'attelage d'un quart et même d'un tiers. Elle convient beaucoup dans les terres fortes où le labourage en planches est nécessaire pour faciliter l'écoulement des eaux, et surtout pour le défrichement des prairies artificielles, dont elle dérange admirablement les racines.

« M. de St-Hilaire a eu occasion de voir, dans les environs de Bourg, la charrue belge; il s'est assuré qu'elle continue de plus en plus à être employée par les riches propriétaires; il regrette que son prix, qui s'élève à 80 l., ne permette pas à la plupart des cultivateurs d'en faire usage (1). Il pense que l'une de celles que M. Richo, notre confrère, a inventées à St-Allan, et dont il lui fait dans le temps rapport à la Société, est d'une construction

(1) Avez-vous d'Arves, arrondissement de Virvieu, département de l'Ain, qui fait usage de la charrue belge, elle y a produit cet effet, qu'on diminue dans les sées au soc, il y a deux ans, 230 bœufs de travail, et produit 20 p.

à peu-près semblable, et qu'elle aurait l'avantage d'être moins chère. Le point essentiel est de savoir si elle exige, pour être mise en action, une plus grande force : c'est un fait facile à déterminer à l'aide d'un fort dynamètre. Notre confrère renouvelle le vœu de l'acquisition par la Société de cet instrument. »

« Cependant, comme il est convaincu que la charrue belge peut être fort utile dans un grand nombre de localités de ce département, et que par conséquent on ne saurait trop en propager la connaissance ; il en a tracé le dessein.

Extrait de l'Ami de la Religion et du Roi.

Alphonse-Marie Liguori est, parmi les bienheureux récemment proclamés par le saint Siège, un de ceux qui doivent le plus nous intéresser. Il vivait à une époque très-rapprochée de nous, puisqu'il n'est mort qu'en 1787 ; ses vertus et ses travaux nous touchent, et semble, davantage en nous offrant un modèle qui appartient à notre temps, qui connaît les scandales de notre siècle, et triomphe des mêmes périls auxquels nous sommes exposés. Aussi la réputation du bienheureux paraît s'accroître chaque jour, et ses écrits de théologie et de piété sont souvent réimprimés, tant au dedans qu'au dehors de l'Italie. M. l'évêque de Marseille vient de donner un témoignage public de sa dévotion à ce grand serviteur de Dieu, en mettant sous sa protection le clergé de son diocèse, dont Liguori était en effet si digne d'être le patron et le modèle. Le 2 août dernier, le prélat, en vertu d'un indult apostolique, a fait célébrer à Marseille la fête du bienheureux, et, le dimanche suivant, il a voulu la célébrer encore dans sa cathédrale ; l'office pontifical a été terminé par le panégyrique du bienheureux. La même fête a eu également lieu à Aix, dans l'église des dominicains de Provence ; M. l'archevêque y est venu faire la bénédiction d'un autel élevé en l'honneur d'Alphonse, et il y a célébré les saints mystères ; un panégyrique y a été aussi prononcé. Le Pape, dans le bref qu'il a adressé, à cette occasion, à M. l'évêque de Marseille, le félicite de son dessein, et se recommande à ses prières auprès du bienheureux, dont il fait un juste éloge. M. le cardinal Castiglione, grand-pénitencier, ne parle pas avec moins de respect de Liguori, dans ses lettres au prélat, et le prie de chercher à augmenter la dévotion envers celui qui, non seulement illustra l'ordre épiscopal par l'état de ses vertus, mais brilla encore par une doctrine saine et selon Dieu, en publiant sur les matières de religion tant d'ouvrages où un jugement respectable nous avertit qu'il n'a été rien trouvé qui fût digne de censure (1). M. de Maréchal, ayant

(1) Quam nobili virtutum splendore illustratus episcopatus ordini decus nostris merito intulisset, sed et sanctae secundum Deum doctrinae praefulgentia pervicacibus, tot edictis de te sanctae voluntatibus in quibus nil dignum censura, veniundo iudicio, adhibuerunt.

solicité les mêmes pontoirs pour les missionnaires de Provence ; S. Em. lui a encore répondu favorablement à cet égard , et a émis par des vœux pour que les soins du prélat soient récompensés , et pour que ses jeunes ecclésiastiques se forment sur les exemples et les leçons que Liguori leur a laissés dans ses actions et dans ses écrits.

Suite des travaux de la Société Académique de Savoie (1).

Un Membre a lu une pièce de vers de M. l'Avocat Auguste De Juge, sur la restauration du Monastère de Haute-Combe.

M. le Comte De Loche a communiqué à la Société un Mémoire dont il est l'auteur, ayant pour titre : *Observations sur l'harmonie de la faculté visuelle des deux yeux de l'homme.*

M. Saint-Martin, au nom d'une Commission, a fait un Rapport sur ce Mémoire.

M. le Docteur Gouvert, au nom d'une autre Commission, a fait un rapport sur un Mémoire imprimé, adressé à la Société, par M. Dulciane, Docteur-Médecin, domicilié dans la commune des Granges près de Genève, ayant pour titre : *Observations sur la variolo et la vaccine.*

M. Raymond, Secrétaire Perpétuel, a donné lecture d'une relation des fêtes qui ont eu lieu à Moûtiers, le jour de l'ouverture de l'Ecole Royale de Minéralogie établie dans cette ville, envoyée par M. Despine, Directeur de cette Ecole, Correspondant de la Société.

Le même Membre a communiqué à la Société une Notice imprimée, touchant les inondations qui ont eu lieu en Europe sur la fin de 1824, transmise par M. le Docteur Fodéré, Professeur de Médecine-légale à Strasbourg, Correspondant de la Société.

M. le Docteur Guillaud, Vice-Président, a commencé la lecture d'un Mémoire sur les nouvelles doctrines médicales.

M. Aimé Rardet, Correspondant, a lu une Elégie intitulée : *L'Eglise abandonnée.*

M. le Chanoine Billiet a présenté un résumé des observations météorologiques qu'il a faites à Chambéry pendant l'année 1822.

M. Saint-Martin a communiqué à la Société un Mémoire de M. Ringuet aîné, Correspondant, touchant la maladie qui a régné sur les chevaux dans une grande partie de l'Europe.

M. Raymond, Secrétaire Perpétuel, a lu en trois séances, un Mémoire dont il est l'auteur, ayant pour titre : *Examen de la doctrine philosophique de M. l'Abbé de La Mennais sur le fondement de la certitude.* La Société a arrêté l'insertion de cet Ecrit dans les Volumes de ses Mémoires à imprimer.

M. le Docteur Gouvert, au nom d'une Commission, a fait un Rapport sur le Mémoire de M. Ringuet, indiqué ci-dessus.

M. Raymond a continué la lecture de son Essai d'un Cours de Logique française.

(1) Voyez le N.^o 23 de ce Journal, Année courante.

SUPPLÉMENT

Au N.º 35 du Journal de Savoie, du 2 sept. 1825

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés riére la commune de Bessans, possédés par Jean-Pierre et Michel-Alexis, seu Ambroise GARENO, Claudine-Natalie, seu pierre BOUTEACR, Augustin, seu Gaspard PONTAX, Jacques, seu Michel BONIFACE, Jean-Baptiste TAYO, Joseph, seu Laurent CHARRIER et Marie-Reine, seu Jean-Pierre FILLIOT, femme de Boniface BERNARD, tous domiciliés à la commune de Bessans, sauf les mariés BERNARD qui habitent à celle de Lons-le-Fillard, provenans ledits immeubles de Marie-Anne PAROUD, veuve CHARRIER.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Maurienne, à tous soit nobre et manifeste :

Que par jugemens rendus par ce Tribunal les 15 novembre 1824 et 15 février dernier, au profit de R.^d Martin Dujoué, recteur de la commune de Bessans, y domicilié, agissant en qualité de seul administrateur des avoirs de l'église dudit lieu. Les nommés Joseph son Laurent Charrier, comme héritier pour une moitié de Marie-Anne PAROUD, sa mère et Marie-Reine, seu Jean-Pierre FILLIOT, femme de Boniface BERNARD, héritiers pour l'autre moitié de ladite PAROUD, son aïeule, par la médiate personne de Marie-Catherine CHARRIER, sa mère, ont été condamnés à payer au R.^d demandeur en sa qualité, tant en principal qu'accessoires et frais, la somme de 819 livres 20 centimes, dérivant ledites condamnations des condamnations de constitution de rente des 9 mai 1780, Garinet notaire, et 7 janvier 1785, Rivet notaire, tous deux consentis par ladite Marie-Anne PAROUD, sous le cautionnement de Laurent Charrier, son mari, le premier en faveur de la chapelle de St. Joseph, et le second en faveur de la chapellenie de Bessans.

Que ces débiteurs n'ayant pas satisfait aux condamnations prononcées par ledits jugemens, le R.^d demandeur s'est pourvu contre eux à ce tribunal pour obtenir contre eux l'inscription prescrite par l'art. 14 de l'édit hypothécaire, qui lui fut accordée par décret du 28 mars dernier, et fut ainsi que la requête qui l'a précédé, notifiée par exploit du sergent Bellet, à ce compris, le 12 avril suivant, tant aux débiteurs qu'aux tiers-possesseurs présumés, avec désignation des biens à subhaster, par eux récolement possédés.

Que le terme de trente jours s'étant écoulé sans que ni les uns ni les autres aient satisfait à ladite injonction, ni formé opposition à icelle, le R.^d demandeur s'est pourvu à M. le Juge-Maire, par requête du 27 juin dernière, notifiée aux défendeurs par lesdits exploits du sergent Bellet, desdits jours 9 et 11 juillet échu pour faire ordonner la vente des biens dont il s'agit et faire fixer l'audience à laquelle devra avoir lieu la première enchère, a joint à sa requête l'extrait du cadastre, avec l'indication des nature, qualité, numéros et situation des biens à subhaster et le montant de la contribution foncière à laquelle ils sont imposés, avec explication des charges et conditions proposées pour la vente, laquelle requête a été signée par M.^r Laurent-Victor Laymond, procureur collégié près ce tribunal, mandataire spécial du R.^d demandeur, par acte du 18 dudit mois de juin, Baillieux notaire, avec election de domicile en l'étude du constitué, en cette ville, Grand-rue n.^o 21, et la cause portée à l'audience du 19 dudit mois de juillet. Ledit M.^r Laymond, en accusant défaut contre les assignés, a persisté dans ses réquisitions et par ordonnance spéciale du même jour rendue par défaut contre lesdits Joseph Charrier et Marie-Léonie Fillol, femme de Boniface Bernard, débiteurs, Jean-Pierre et Michel-Alexis Garand, Claudine-Natalie Bonifère, Augustin Ben Gaspard Pontas, Jacques Bonifère et Jean-Baptiste Trauc, tiers possesseurs, à la diligence du R.^d demandeur, a autorisé la vente dont il s'agit.

Cette ordonnance, ainsi que la requête et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée aux prénommés par exploit du sergent Bellet à ce commis du 15 courant et successivement enregistrée avec cet exploit au bureau de la conservation des hypothèques de cette province, où il en y a été laissé copie authentique, signée par ledit M.^r Laymond procureur, comme en résulte du certificat mis au bas de ladite ordonnance, signée par M.^r Jourdan receveur, en date du 25 dudit mois d'août courant.

Désignation des biens à subhaster.

1.^o Pré dit à Champusuit, sous le n.^o 924 de la mappe dudit lieu de Bessons, contenant 126 toises, imposé à 4 s. 11 d., circonscrit au levant par celui de Vincent Charrier, et au midi par celui des héritiers de Jean-Baptiste Charrier.

2.^o Champs aux Glarons du Vallon, sous le n.^o 2076, contenant 178 toises. Pré audit lieu, sous le n.^o 2077, contenant 61 toises 3 pieds; entouré le tout par les propriétés des frères Marchand du midi, et par celles de Jean-Baptiste Chaboud du nord, imposés à 5 s. 3 d.

3.^o Pré au Carreley, sous le n.^o 12608, contenant 115 toises, circonscrit au levant par celui des héritiers de François-Joseph Charrier, et par celui de Jean-Baptiste Foudra au couchant, imposé à 5 s. 4 den.

- 4.^e Pré à Champsuit, sous le n.^o 926, confiné par celui des bois de Jean-Baptiste Chaurier, contenant 260 toises, imposé à 5 s. 6 d.
- 5.^e Pré au Vallon soit au Ruin, sous le n.^o 5044, contenant un journal, 6 toises, 4 pieds, confiné au midi et au levant par les autres propriétaires du Vallon, et au couchant par celui de Sébastien Grosset, imposé à 4 s. 5 den.
- 6.^e Pré à Maltraut, sous le n.^o 5125, contenant 1 journal 26 toises, confiné au levant par celui de Jean-Pierre-Cyprien Personnaz, et par celui des bois Bovet au couchant, imposé à 5 s. 6 d.
- 7.^e Champs sous la Roche, sous le n.^o 5957, contenant 149 l.² confiné au levant par celui de Joseph-François Grosset, et par celui de Pierre-Joseph Vincendet au couchant, imposé à 8 s. 5 d.
- 8.^e Pré au Carreley, sous les Manches d'Amon, n.^o 12577, contenant 149 toises, confiné au levant par celui de Jean-Antoine Foudra, et par celui de Marie-Antoinette Personnaz au nord, imposé à 5 s. 10 den.
- 9.^e Champs au Barvard, sous le n.^o 1998, contenant 217 toises. Bois audit lieu, sous le n.^o 1991, contenant 13 toises, 5 pieds : le tout confiné par la propriété des héritiers de Mathieu Foudrat au levant, et par celui de François-Augustin Garinot du couchant, imposé à 7 s. 9 den.
- 10.^e Pré aux Charbonnettes, sous le n.^o 1115, contenant 1 journal, 5 toises, confiné au levant par celui de François-Augustin Garinot, et au couchant par celui de Dominique Vincendet, imposé à 14 s. 1 den.
- 11.^e Pré aux Traverolles-d'Amon, sous le n.^o 65,5 173, contenant 121 toises, confiné par celui d'Innocent Clapperol au levant, et par les communaux au midi, imposé à 6 s. 5 den.
- 12.^e Champs à Bervant, sous le n.^o 1166, contenant 162 toises, confiné au levant par celui des bois de Jean-Pierre Guise, et au couchant par celui de Marie-Catherine Tracq, imposé à 4 s. 5 d.
- 13.^e Pré au Carreley-aux-Manches-d'Amon, confiné par celui de Jean-Pierre Paronard au levant, et celui de Jean-Baptiste Fodéré au couchant, imposé à 6 s.
- 14.^e Champs au Trariboul, sous le n.^o 284, contenant 185 l.² 2 pieds, confiné au midi par les communaux, et au couchant par celui de Jean-Pierre Valet, imposé à 8 s. 6 den.
- Le total de la contribution foncière arrive à la somme de 4 livres, 6 sous, 1 denier, aucune valeur.

CONDITIONS PROPOSÉES POUR LA VENTE.

ARTICLE 1.^{er}

L'adjudicataire prendra les biens dans l'état où ils se trouveront à l'époque de l'adjudication : il en percevra le fermage de la courante année, s'il s'en trouve dû.

Il supportera toutes les servitudes apparentes ou non apparentes, s'il en existe sur les fonds.

ART. III.

Il payera les contributions affectées sur les biens pour la courante année, soit les douzièmes restans à courir, si les antérieurs sont payés.

ART. IV.

Il payera le prix de la vente à qui sera ordonné par le tribunal, avec intérêts au 5 pour cent sans retenue, dès le jour de l'adjudication définitive, et entrera en jouissance dix jours après la notification du jugement d'adjudication, sauf néanmoins à l'adjudicataire à prendre avec les fermiers, s'il en existe et sans répétition, tels arrangements qu'il jugera convenables au sujet des dommages que ceux-ci seraient dans le cas de voler pour cause de non jouissance.

ART. V.

Il payera tous les frais faits pour parvenir à l'adjudication définitive inclusivement, dès et y compris ceux de la requête du 28 mars dernier, sans aucune diminution du prix.

ART. VI.

Il sera tenu à la stricte exécution de ce qui est prescrit par l'édit du 16 juillet 1822, en ce qui concerne les adjudicataires, et introduira le jugement d'ordre à ses frais et sans répétition, s'il en est le cas.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire des séances du tribunal, à la ville de St. Jean, le 17 septembre prochain, à 9 heures du matin, en bloc, sur la mise à prix offerte par le li. poursuivant de 300 livres nouvelles, excédant 60 fois le montant de la contribution foncière affectée sur lesdits biens et dans le cas qu'il ne se présente aucun enchérisseur, il sera déclaré adjudicataire, et l'audience pour l'adjudication définitive, dès à présent fixée au 17 septembre prochain, à 9 heures du matin, dans la prédite salle des séances du tribunal.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

Domicile continue à être élu par le R.^d poursuivant pour toute la procédure de subrogation, en la personne et étude dudit M.^e Lamyond, procureur collégié.

Est commis le sergent royal Bellet pour faire tous exploits requis et nécessaires.

Dressé à St. Jean-de-Mauricque, sous la seau du tribunal, le 25 août 1825. PETIT, greffier.

Enregistré, vol. 7, f.^o 127 v.^o, case 1169. Recu 5 livres.
St. Jean, le 25 août 1825. Signé JOURDAN.

TENEUR DE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

TRIBUNAL DE JUDICATURE-MAJE DU GÉNEVOIS.

Conservation des hypothèques d'Annecy.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau d'Annecy, certifie que le jourd'hui il m'a été remis par sieur Blaise Sonnerat - Deschamps, un acte du 24 septembre 1816, Vulliet notaire au Grand-Bornand, insinué le 19 octobre suivant, par lequel, Pierre-Joseph leu Joseph Perrissin-Pirassat, demeurant au Repusoir, vend à Joseph Perrissin-Pirassat son frère, demeurant au Grand-Bornand, une pièce de terre consistant en maison, grenier, grange, champs, pâturages, prés, bois et marais, dite aux Celliers, commune du Grand-Bornand, inscrites sous les numéros ci-après de la mappe du lieu, savoir: 4554, indivis avec les bois de François Pechoud, confiné au levant par terre de Jean-François Vulliet, au couchant par celle de Jean-Joseph Vulliet; 4561, 4562, 4563, confinés du levant par la montagne des Languières, et du couchant par terre de l'acquéreur; 4424, confiné du levant par terre de l'acquéreur, du couchant par celle de Jean-François Vulliet; 4434, 4431, confinés du levant, par terre de Jean-Jacques Vulliet et autres particuliers, du couchant par celle de l'acquéreur et du nord par un chemin public; 4421 confiné comme ledit n.º 4424; 4418 confiné du levant par terre de l'acquéreur, et celle de Jean-François et Jean-Joseph Vulliet, du couchant par celle de Jean-Jacques Vulliet, des bois de Jean-Pierre Vulliet, Jean-François et Jean Grégoire Vulliet; 4409, 4397 confinés du levant par un chemin public, du midi par terre de Jean-Pierre Rochet et du nord par celle de Jean-Jacques Vulliet et la commune; 4381, 4386 et 4358, confinés du levant par un ruisseau et des autres parts par l'acquéreur, en un mot, tout ce que le vendeur possède sans exception audit lieu de Celliers, pour le prix de 6240 livres.

Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 9, art. 70, et sur le registre général d'ordre vol. 33, cas. 126 et avoir reçu,

Pour droit proportionnel. . . 31 l. 20 c.

Timbre des registres. . . » »

Droit de bureau. . . 1 »

Total. . . 35 l. 20 c.

Annecy, le 27 juin 1825.

Le conservateur OUBIN.

J'ai aussi fait l'inscription d'office, résultant de l'acte au vol. 172, tit. 167, et a payé

Pour droit proportionnel.	2 l. 91 c.
Pour papier timbré	» 90
Pour droit de bureau	» 75

Total 4 56

Andery, le 27 juin 1815.

Le conservateur. ONSIER.

État des inscriptions existantes sur les biens acquis par sieur Joseph Perriassin-Pirassat du Grand-Bornand, par acte du 24 septembre 1816, l'attier notaire.

Date et nature du privilège ou de l'hypothèque.	Noms des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
5 Mai 1816, testament.	Perriassin-Pirassat-Marie-Rose autorisée par Joseph-Marie Cathard-Rosset son mari.	630 l. c.
16 Novembre 1815, obligation.	Morand Etienne.	509 84
15 Février 1815, obligation.	Dupont Grégoire.	519 17
30 Juin 1811, obligation.	Gaillard Claude-Louis leu Joseph.	1527 15
11 Janvier 1809 obligation.	Rey François.	819 65
5 Juillet 1806, attestation.	Gaillard Claude-Louis.	1511 10
12 Décembre 1817, obligation.	Misvillier Jean - Pierre le cadet.	815 75
19 Octobre 1811, obligation.	Misvillier Jean - Pierre le cadet.	405 50
7 Juin 1817, vente.	Misvillier Jean - Pierre le cadet et Malhomme P. ^{re}	1871 25
15 Décembre 1811, jugement.	Spöln. Magnin Henri médecin.	1500 00

7 Mai 1809, obligation.	Favre-Bonvin Jean-Baptiste.	1671	30
4 Novembre 1791, contrat notul.	Perrillat Josephite femme asécuteur de Perrissin-Pirassol Pierre - Joseph.	562	50
8 Décembre 1809, rente.	Favre Joseph dit Bonvin.	720	00
1 Nivôse an 14, rente.	Petrilot Claudine en qualité de fille héritière de feu André Petrilot.	305	00
20 Avril 1816, jugement.	Fournier - Bidos Jean.	1963	00
7 Mars 1816, obligation.	Angellos François.	600	00
21 Août 1814, obligation.	R. ^e sieur Rochet Jean-Pierre.	771	00
24 Août 1816, jugement.	Favre-Bonvin Marie Josephite, veuve et héritière de Joseph Angellos.	1655	65
8 Janvier 1814, obligation.	Perrillat-Bontoux Claude-François et Joseph en qualité d'héritier de François Perrillat-Bontoux leur frère.	1300	00
23 Novembre 1811, délégation.	La commune d'Alex.	946	40
5 Octobre 1815 et 24 août 1816, jugement.	Favre-Bonvin Marie Josephite veuve et héritière de Joseph Angellos.	1427	37
7 Mai 1809, obligation.	Perrissin-Pirassol Joseph.	604	80
15 Août 1813, obligation.	Perrissin-Pirassol Joseph.	1184	00
24 Septembre 1816, vente.	Perrissin-Pirassol Joseph.	1570	00
18 Octobre 1815, obligation.	Perrissin-Pirassol Joseph.	1445	00
17 Mai 1811, rente.	Sylvestre-Gevellot François, héritier universel d'Auguste Gevellot.	829	63

17 Juillet 1816, obligation.

16 Novembre 1817, vente.

M.^r Pollat Jean-Marie. 370 00

TENEUR DE REQUÊTE.

Au Seigneur Sénateur, Juge-Maje de la province du Genevois.

Supplie humblement Joseph Perrissin-Pirassat, laboureur habitant au Grand-Bornand, et dit :

Que, par acte ci-joint du 14 septembre 1816, Vulliet notaire, il a acquis de Pierre-Joseph Perrissin-Pirassat, les immeubles ci-après donnés par numéros, nature, situation et autres désignations résultant de l'acte, pour le prix de 6240 livres neuves, soit 5200 livres anciennes de Piémont.

Désirant purger sa propriété des créances et charges dont elle est grevée, le supplie joint à la présente le certificat de dépôt et de la transcription du titre du 17 juin passé, signé Desiers, et un état divisé en trois colonnes de toutes les inscriptions existantes sur lesdits immeubles, suivant le certificat délivré par le Conservateur après les trente jours fixés par l'article 71 de l'édit du 15 juillet 1821.

Le supplie déclare être prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Judicature, jusqu'à concurrence du prix stipulé, et il recourt à ce qu'il vous plaise désigner l'huissier ou sergent royal, par lequel sera notifié à chacun des créanciers inscrits, au domicile élu par l'inscription ainsi qu'au précédent propriétaire, soit à M.^e Fontaine son corecteur judiciairement établi, copie tant de ladite requête que du certificat de transcription et de l'état audit des inscriptions, le supplie étant domicile en l'énale de M.^e Tissot Procureur au Tribunal de Judicature-Maje de cette province, aise à Annecy, rue S.^{te} Claire.

Numéros, nature, situation d'immeubles et autres désignations d'eux résultants de l'acte.

Une pièce de terre aise au Grand-Bornand, consistant en champ, pâturages, prés, bois et marais, et sur laquelle se trouvent maison, grenier et grange dénommés au Gettier, inscrite sous le numéro 4554, mappe et cadastre du Grand-Bornand, indivis avec les heirs de François Perchoux, qui se confine du levant par la terre de Jean-François Vulliet, du couchant par celle de Jean-Joseph Vulliet, du midi par les indivis des Arsons,

du nord par celle de l'acquéreur; 4561, 4562, 4563, confinant du levant par la montagne des Languieres, du couchant par la terre de l'acquéreur, du midi par la montagne du sieur Michel Masset, du nord par le commun et par la terre des héritiers de François Pechoux; 4424 confinant du levant par la terre de l'acquéreur, du couchant par celle de Jean-François Vulliet, du midi par celle des hoirs de François Pechoux, et du nord par un chemin public; 4434, 4435 qui se confinent du levant par la terre de Jean-Jacques Vulliet, les hoirs de Joseph-Victor Pechoux, les hoirs de Jean-Joseph Vulliet et les hoirs de François Pechoux, du couchant par celle de l'acquéreur, du midi par les indivis des Arses, et du nord par un chemin public; 4422 sous les mêmes confins; 4424, 4418 se confinant du levant par la terre de l'acquéreur en partie, par celle de Jean-François et Jean-Joseph Vulliet, du couchant par celle de Jean-Jacques Vulliet, les hoirs de Jean-Joseph Vulliet, Jean-François et Jean-Grégoire Vulliet, du midi par les hoirs de François Pechoux, les hoirs de Joseph-Victor Pechoux et de Jean-Jacques Vulliet, et du nord par la terre desdits hoirs Joseph-Victor Pechoux; 4409, 4395 se confinant du levant par le chemin public, du couchant par la terre de Jean-Pierre Rochet, Jean-Grégoire Vulliet, Jean-Joseph Vulliet, du midi par celle de Jean-Jacques Vulliet et le commun; 4382, 4386 et 4358 qui se confinent du levant par un ruisseau et des autres parts par terre de l'acquéreur, et pourvoir, signé MM. Blanc conseil, Tissot Procureur et sieur Joseph Perrissin-Pirasset, suppliant.

TENEUR DE DÉCRET.

Vu, sont désignés pour les fins requises, savoir: le sergent royal Angellaz pour les notifications à faire au Grand-Bornand, et l'huissier Morel-Fredel pour les autres; et à ces fins, lettres. Fait à Annecy le 1.^{er} août 1825, signé le Seigneur Gerdil Sénateur et Préfet. Enregistré à Annecy, le 8 août 1825. folio 40, case 372 du 12.^{me} volume. Reçu deux livres, signé OASIER Receveur.

TENEUR DE LETTRES.

Nous Victor-Bernard Gerdil, Sénateur et Préfet au Tribunal de Préfecture du Genevois, en exécution de notre décret de ce jour mis sur requête à nous présentée par Joseph Perrissin-Pirasset du Grand-Bornand, désignons pour faire les notifications requises à chacun des créanciers inscrits ci-devant, aux domiciles par eux élus par leurs inscriptions, ainsi qu'au précédent propriétaire soit à M.^e Fontaine son curateur, savoir, le sergent Angellaz pour les notifications à faire au Grand-Bornand, et l'huissier Morel-Fredel pour les autres; de ce faire donnons pouvoir. Faites et accellées à Annecy, le 1.^{er} août 1825, signé ARMEJON fils, substitut greffier.

Pour copie:
Tissot Procureur.

COPIE DE REQUÊTE.

Supplie humblement sieur Pierre-Marie Maguin, cultivateur, domicilié dans la commune de Megève et à l'honneur d'exposer :
Que, par contrat ci-joint, du 22 mai 1813, Brèches notaire, il a acquis du sieur Joseph-François Deslorges, sans profession ou moins connue du suppliant, demeurant en la ville de Moûtiers, savoir :

Un grangeage situé près ladite commune de Megève, connu sous le nom des *Javiers-d'en-haut*, composé d'une maison mortuaire, un grenier, et des terres de toute nature qui en dépendent, y compris notamment les pièces de terre en champ et marais procédées de dame Jeanne-Claudine Roux, sa mère et qui s'y trouvent depuis long-temps adjointes et la montagne y attiguée, composée d'une grange soit challet en ruines et des pâturages, bois, pacquégages, broussailles et autres qui en dépendent, le tout cadastré sous les numéros de la mappe dudit lieu de Megève 3605, 3606, 3609, 3614, 3614 1/2, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3627, 3628, 3630, 3631, 3633, 3634, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3663, 3664, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693 et autres qui en peuvent dépendre, tel enfin que ce grangeage lui est parvenu, tout comme héritier de ladite dame Roux, sa mère, que comme acquéreur par acte privé du 31 mai 1807, enregistré à Sallanches, le 31 août suivant, de M. Joseph-Marie-François Deslorges, son père; le vendeur lui ayant transmis cette propriété, telle qu'elle était pour lors exploitée par François Sacquet-Clerc, fermier dudit bien; mais sans garantie de l'exactitude des numéros énoncés, dont le plus ou le moins restait au profit ou à la charge de l'acquéreur.

Cette vente fut faite pour le prix de 5561 livr. neuves, 50 cent, payable à l'acquiescement du vendeur, aux créanciers de celui-ci qui se trouvaient antérieurement hypothéqués ou privilégiés sur ledit bien, soit entre les mains de dame Aimée-Marguerite Greyf, épouse du vendeur, pour complément de ses droits dotaux, et sous la condition qu'elle bannirait ses prétentions à cette valeur.

Que depuis cette vente le suppliant a toujours payé les intérêts de cette somme entre les mains de ladite dame Deslorges, en vertu des provisions annuelles qu'elle a obtenues du Sénat; mais désirant aujourd'hui purger cette propriété, et assurer la validité de ses paiements, il a, conformément aux articles 68 et 69 de l'édit royal du 15 juillet 1812, fait transcrire son titre d'acquisition au bureau de la conservation des hypothèques de Bonneville, le 15 juillet 1815, ainsi qu'en conste du certificat ci-joint, de dépôt, délivré sous cette date, par M. Bella Conservateur, et le suppliant s'est encore fait délivrer par ledit Conservateur, l'état de

toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens, tant contre le vendeur que contre ses auteurs, jusqu'à la date du quatre du courant, dont il a formé l'état également ici produit, en trois colonnes, exigé par l'article 72 de l'édit précité.

Ka conséquence le suppliant déclare être prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Judicature - Maje, le tout cependant que jusqu'à concurrence du prix stipulé audit contrat de vente du 22 mai 1818, sur lequel seront prélevés les frais à faire.

Ki à ces fins, il recourt à vous, monsieur le Juge - Maje, pour qu'il vous plaise commettre un huissier de votre Tribunal, pour les significations à faire riere Bonneville, et un sergent royal pour les autres, pour notifier à chacun des créanciers, au domicile par eux élu dans l'inscription, et au sieur Joseph-François Desflorges, précédent propriétaire, sans profession connue, demeurant en la ville de Montiers, sous la rogatoire au besoin à M.^r le Juge-Maje de la province de Tarentaise, copie tant de la requête actuelle et de son décret que du certificat de transcription et de l'état des inscriptions ci - devant relatés : sur ce, plaise pourvoir.

Signé M.^e Roux, procureur et mandataire spécial du suppliant par acte du 7 août courant, M.^e Brèches notaire.

TENEUR DE DÉCRET.

Vu, nous commettons pour les fins requises, l'huissier audien-cier Rignaud, pour les notifications à faire riere Bonneville, et pour les autres, commettons le sergent Chamossot ; quant à celle à faire à l'ancien propriétaire, c'est sous la rogatoire à M.^r le Juge-Maje de la province de Tarentaise, et par tel huissier qu'il lui plaira à ces fins nommer, à ces fins lettres. Fait à Bonneville, au palais de justice, le 18 août 1818.

M.^r le Juge-Maje en congé, signé s^{ble}. NICOLLET, premier Assesseur.

TENEUR DE LETTRES.

Nous Jean-Baptiste Nicollet, premier Assesseur au Tribunal de Préfecture de la province du Faucigny, M. le Juge-Maje en congé, en vertu de notre décret de ce jour, sur requête présentée par sieur Pierre-Marie Magnin, cultivateur, domicilié de la commune de Megève, commettons pour les fins y requises, l'huissier audien-cier Rignaud, pour les notifications à faire riere Bonneville, et pour les autres commettons le sergent Chamossot ; quant à celle à faire au sieur Joseph-François Desflorges, demeurant en la ville de Montiers, c'est sous la rogatoire à M. le Juge-Maje de la province de Tarentaise et par l'huissier qu'il lui plaira à ces fins nommer. Données au palais de justice à Bonneville, le 18 août 1818.

Signé M.^e JACQUIER. Greffier.

TENEUR D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Bonneville, le 18 août 1825, vol. 11.^m, fol. 139.
n.º 1547. Reçu deux livres. Signé DELLA RECEVEUR.

Pour copie conforme :

BRÈCHES, Subst., pour M.^e Roux P^r.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

TRIBUNAL DE JUDICATURE-MAJE DU FAUCIGNY.

Conservation des hypothèques de Bonneville.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau de Bonneville, certifie qu'il m'a été consigné ce jourd'hui par M. Bréchet fils, demeurant à Bonneville, un acte de vente immobilière passé le 12 mai 1818, devant le notaire Jean-François Brèches de Megève, par sieur Joseph-François fils de feu M.^e Joseph-Marie-François Desforges, propriétaire, natif de Megève et domicilié à Moûliers, à Pierre-Marie feu Jean-Pierre Magnin, natif et habitant de ladite commune de Megève, et pour le prix de 5561 livres neuves, 60 centimes, que ledit Magnin, acquéreur, a pris charge de payer à l'acquittement de M. Desforges son vendeur, aux créanciers antérieurs en hypothèques et privilégiés sur les biens qui ont fait le mérite de ladite vente et qui consistent : en un grangeage situé rière ladite commune de Megève, connu sous le nom des Javeys-d'en-haut; ledit grangeage composé d'une maison morale, d'un grenier et des terres de toute nature qui en dépendent, y compris notamment les pièces de terre en champ et marais, procédées de dame Jeanne-Clotilde Roux sa mère, et qui s'y trouvent depuis long-temps adjointes et ladite montagne y attigée, composée d'une grange, soit chalet en ruines, et des pâturages, bois, pacquages, broussailles et autres qui en dépendent; le tout cadastré sous les numéros de la mappe dudit lieu de Megève 3605, 3606, 3609, 3614, 3614 1/2, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3627, 3628, 3630, 3631, 3633, 3634, 3636, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3663, 3664, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693 et autres qui en peuvent dépendre.

Le domaine appartient au vendeur, tant comme héritier de ladite dame Roux sa mère, que comme acquéreur par acte privé du 31 mai 1807, enregistré à Sallanches le 31 août suivant. dudit M.^e Desforges son père, et en transmet à l'acquéreur sa propriété.

Cet acte de vente a été transcrit ce jourd'hui au vol. 8, art. 43, ayant préalablement été enregistré au vol. 42, art. 485 du registre d'ordre.

Reçu pour Droit proportionnel. . . 27 l. 90 c.
 Salaire 1 00
 Timbre » 50

Total vingt-neuf livres neuves nonante centimes. . . 29 90
 A Bonneville, le 1.^{er} juillet 1825. Signé BELLA, conservateur

INSCRIPTION D'OFFICE.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte sus-transcrit et c'est pour le prix total :

Reçu pour Droit proportionnel . . . 2 l. 79 c.
 Salaire » 75
 Timbre » 85

Total quatre livres neuves trente-neuf centimes. . . 4 39
 A Bonneville, le 1.^{er} juillet 1825. Signé BELLA, conservateur.

Etat en trois colonnes de toutes les inscriptions existantes au bureau des hypothèques de Bonneville, contre les sieurs Joseph-Marie-François et Joseph-François Desforges père et fils, et contre dame Jeanne-Claudine Roux veuve Desforges, prises jusqu'à la date du 5 août, oraisier inclus.

DATE et nature du privilège ou de l'hypothèque.	Noms des créanciers inscrits.	MONTANT des inscriptions.
Acte obligatoire du 29 septembre 1806, M. ^e Mulfat-St.-Amour, notaire à Bonneville.	Jean-Baptiste Socquet-Juglard.	4428 52
Contrat de vente du 21 novembre 1787, M. ^e Million notaire.	La nouvelle régence de Contamine, mandement de St. Gervais.	624 00
Acte obligatoire du 20 avril 1807, M. ^e Moret, notaire à Sallanches.	Marin-François Viallet.	4701 24
Contrat dotal du 12 vendémiaire an 11, Bonneloy, notaire à Sallanches, et ante acte du 21 thermidor an 13, Martinet, notaire à Moutiers.	Dame Aimée-Marguerite de Greytié, épouse de Joseph François Desforges.	9538 23
Obligation du 10 juillet 1794, M. ^e Rouss, notaire à Sallanches.	Jean-Baptiste Chatrou-Michaux.	844 00

Contrat dotal du 10 février 1784, M. ^e Grosset, notaire.	Jacques-Maurice Montmayer comme père et légitime administrateur de François-Auguste Lénodas et de Jean-Baptiste-Marcellin Néponseaux.	4500	00
Contrat dotal du 16 janvier 1784, M. ^e Octenier, notaire à St. Gervais.	Victor-Marie, Jean-Louis, Alexandre-Ferdinand et Pauline Cusin.	5000	00
Contrat dotal du 16 janvier 1784, M. ^e Octenier, notaire à St. Gervais.	Victor-Marie, Jean-Louis, Alexandre-Ferdinand et Pauline Cusin.	5215	00
Contrat dotal du 12 vendémiaire an 11, Bonnefay, notaire à Sallanches, et autre acte du 21 thermidor an 13, Martinet, notaire à Moûtiers.	Dame Aimée-Marguerite de Greyffé, épouse de Joseph-François Desforges.	9558	15
Jugement rendu par le tribunal civil de Moûtiers, le 14 décembre 1810, acte de vente du 27 mai 1815, Martinet, notaire à Moûtiers.	Noble Philibert-Amédée Greyffé.	3761	31
Acte de vente du 21 octobre 1811, M. ^e Goutry, notaire à Flumet.	Jean-François Brèches.	2000	00
Acte de mariage du 16 janvier 1784, M. ^e Octenier notaire.	Jean-François Brèches.	600	00
Obligation du 12 février 1808, Brèches notaire.	André Gaidon.	591	50
Acte obligatoire du 18 janvier 1812, Martinet N. ^o	Noble Philibert-Amédée Greyffé.	4500	00
Jugement rendu par le tribunal civil de Moûtiers, le 14 décembre 1810, et acte du 27 mai 1815, Martinet, notaire à Moûtiers.	Noble Philibert-Amédée Greyffé.	3762	31
Contrat dotal du 16 janvier 1784, Octenier, notaire à St. Gervais.	Victor-Marie, Jean-Louis, Alexandre-Ferdinand et Pauline Cusin.	5000	00

Contrat daté du 16 janvier 1784. O. tenant, notaire à St Germain. Victor Marie, Jean, Louis-Alexandre Ferdinand et Pauline Cousin. 545 00

Contrat de mariage du 18 ventôse an 15. M.^e Lonnuyer, notaire à Mâges. Jacques Maurice Montmeyer comme père et légal, comme administrateur de la succession de François-Auguste-Léon, et jugement rendu par le Tribunal civil de Moulins, des et de Jean-Baptiste-Marcelin Népomucène. 4295 45

Bonneville, ce 17 août 1825. Pour extrait conforme:

Signé Bâteurs, pour M.^r Roux, P.^r

Pour copie conforme:

Roux, P.^r

NOUVEAU MANIFESTE

ÉNUNCIÉ DE SIXIÈME.

Le Tribunal de Préfecture de la province de Genevois, étant à Annecy, rue Royale, fait savoir que, en suite de manifeste du quatre juin dernier, dressé en suite de provocation de la part de dame Jeanne Richard, veuve du sieur Henri Duchét, habitant à Auby, en qualité de tutrice de François et Louis-Michel ses et dudit Duchét fils, pour faire vendre par subhastation les immeubles de Claude et Jean-Baptiste Gay, Louis Vernay, Claudine Vernay de laquelle M.^r Pierre Gardin, substitut de M.^r Falquet, a été établi curateur, et ceux de Micheloz Vernay, femme de Thomas Duchêne, de lui autorisée, habitant le premier à Méniégay, les maries Duchêne à Bloys, M.^r Gardin audit Annecy, et les autres à Tiroz: toutes les formalités voulues par l'édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux ont été remplies.

Qu'à la première enchère qui a eu lieu le quatre juillet prochain, personne ne s'étant présenté pour miser, il a fixé la seconde enchère au quatre août, à trois heures après midi.

Avant cette époque toutes les additions, publications, notifications, affiches et insertions ont été faites de nouveau au désir de l'édit précité.

Le quatre dudit août, lesdits biens ont été expédiés au sieur Joseph Marquet, boulanger audit Annecy, dûment admis à miser, pour neuf cent quarante livres, en égard qu'autre mise n'a été donnée.

Le même jour ledit Marquet a déclaré faire élection en command, en faveur de ladite dame veuve Richard, pourvuant en sa qualité.

Dès lors, soit le dix sept août s'enfuit, le sieur Jean-Marie fils de défunt sieur Joseph Sautier, Docteur en chirurgie, ne et

habitant à Mentonnex - sous Clermont, par acte mis au greffe, et assisté de M.^r Jean Grivaz, son procureur, a déclaré augmenter d'un sixième, lesdits biens adjugés audit sieur Marquet, situés sur la commune de Thusy.

En conséquence, le Seigneur Sénateur Préfet, par son ordonnance du lendemain, a fixé au quinze septembre prochain, à neuf heures du matin, la nouvelle enchère.

Biens à vendre situés sur la commune de Thusy. numéros de la mappe, nature de propriété, désignation du max, contenance cadastrale, taille et confins.

N.^{os}

- 1366 Champ vers le bois, contenant 318 toises, 3 pieds, taille 18 sous, 8 deniers; se confie du nord par bois de noble Delatar de Pierrefeu, au levant par champ de Pichollet Claude.
- 2144 Pré, à Bercier, soit aux Places, contenant 134 toises, 1 pied; taille 7 sous, 5 deniers.
- 2145 Pré, à Bercier, soit aux Places, contenant 128 toises, 7 pieds; taille 8 sous, 1 denier; ces deux pièces se couvrent ensemble, au nord par un chemin, au levant par le pré des hoirs de Joseph Latard, et de François Vernay.
- 2408 Champ à M. Molapière, contenant 396 toises, 5 pieds; taille 18 sous, 7 deniers; se confie au nord par un chemin, au levant par champ des hoirs Vernay, et au midi par un chemin.
- 1329 Champ et pré au Biollet, contenant un journal, 51 toises, 6 pieds; taille 13 sous, 6 deniers; se confie au nord par champ de noble Pierrefeu, des levant et midi par un chemin, et au couchant par champ et pré des hoirs Vernay.
- 2157 Pré à St. Maurice, contenant 338 toises; taille, 9 sous, 3 deniers 1/2; se confie au nord par pré des hoirs de Claude Déro et de Claude Pichollet, au levant par un champ de Claude Terrier et des hoirs Fataz.
- 1158 Champ à la Vigne, contenant 222 toises, 2 pieds; taille 10 s. 5 deniers; se confie au nord par un chemin, au levant par champ de François Vernay, au midi par terre de Pierre Terrier.
- 366 Maison et écurie, à Thusy, se confie des nord et levant par un chemin public, au couchant par l'écurie de la Cure, et au midi par pré de Louis Bally.
- 1238 Champ, au Bois brûlé, contenant 1 journal, 169 toises, 4 p.
- 1057 Châtaigneraie, au même lieu, contenant 287 toises, 7 pieds; se confie au nord par champ de Jean Revillard, au levant par champ de Jean Dérobert, et châtaigneraie de Louis Perrissoud, au midi par les terres de St. Eusebe.
- 4817 Champ, à Tétarat, contenant 74 toises, 6 pieds.
- 5879 Champ au lit, contenant 127 toises, 5 pieds; se confie au nord par champ de Louis Perrissoud l'oncle, au couchant

par terre de Charles Dorgemont, et au midi par un chemin d'investiture.

- 1376 Bois aux Croix, contenant 297 l. 1 p.; taille 4 d. 172.
 1375 Pré audit, contenant 123 toises, 2 pieds; taille 4 sous, 10 deniers; se confient au nord par pré et bois de Claude Ginet, au levant par un ruisseau, au midi par terres de Claude Ginet, au couchant par terre des frères Pichollet, Rolland et Ginet.
- 1351 Pré-marois audit, contenant 1 journal, 29 toises, 1 pied; taille 7 sous, 7 deniers, se confine au nord par le foud communal, au levant par terre de Louisa et Barbe Dorgemont, au midi par celle de Louis Gay.
- 197 Teppe à la Combe, au Bouchet, contenant 290 l., 1 p.
 196 Terre inculte audit, contenant 104 toises; se confient des nord et couchant par champ et bois de Claude Romand, et des autres parts par les terres de la commune de Saint-Evêbe.
- 182 Pré-jardin et place à Thusy, contenant 62 toises, 5 pied; taille 2 sous, 11 deniers; se confient des levant et midi par un chemin et par les curtains de Benoît Dupont, et au couchant par pré de Gruffaz.
- 188 Champ à Laclarrière, contenant 2 journaux, 101 toises, 5 pieds, taille 2 livres, 4 sous, 11 deniers.
- 187 Champ audit, contenant 123 toises, 3 pieds, taille 8 sous, 9 deniers; se confient des nord et levant par pré de Joseph et Jacques Lamaison, des midi et couchant par un chemin.
- 504 Teppe, vers la Morge, contenant 58 l., 4 p., taille 2 d. 172.
 503 Broussailles audit, contenant 94 toises, 7 pieds, taille 8 deniers 173; se confient au midi par bois de Joseph Lamaison, au levant par bois et pré de Jacques Lamaison, au nord par terre de Croissard Jean-Baptiste, au couchant par le ruisseau de la Morge.
- 151 Bois à la Plante, contenant 105 toises, 1 pied, taille 1 sou, 10 deniers; se confine au levant par le surplus dudit n.º appartenant à Poncet et par champ de Lamaison, au midi par champ du même et celui des frères Rollier.
- 514 Bois au Provint, contenant 88 toises, 1 pied, taille 4 d.
 526 Bois audit, contenant 89 toises, taille 4 deniers, se confient du nord par champ de Blaise Coissard, au levant par terre

de Jean-Baptiste Coissard, au midi par le même, et au couchant par les frères Lamoignon.

- 2013 Champ à Laporteille-du Plant, contenant 1 journal, 200 toises de longueur, 15 sous, 2 deniers; se confinant des levants et du nord par des chemins, du midi par restant dudit n.º appartenant à M. de Rochelle, et au couchant par champ d'Antoine Cadanne.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE I. L'adjudicataire ou les adjudicataires prendront les immeubles qui leur seront adjugés dans l'état où ils se trouveront sans que le plus ou moins de contenance puisse donner lieu à aucune répétition de leur part, et supporteront toutes les servitudes passives, si aucunes existe.

ART. II. Ils paieront les contributions foncières affectées aux ledits immeubles, à dater du 1.º janvier dernier, ainsi que les frais qui ont eu lieu dès la requête du 8 février dernier jusqu'à la vente définitive, et ce en proportion des sommes pour lesquelles les immeubles leur seront adjugés.

ART. III. Ils paieront le prix de leur acquisition aux créanciers antérieurs et privilégiés desdits consortis Gay et Vernay, sans distinction de créances exigibles ou inexigibles suivant les bordereaux de collocation.

ART. IV. Lesdits immeubles seront mis aux enchères en tout lot, sur la mise à prix de 205 livres, 67 centimes.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal du Duché de Savoie.

Mandé à ces fins le Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Annecy, au palais de justice, sous le sceau du tribunal, le 20 août 1825.

Droit, deux timbres compris, manifeste et copier les numéros 3 livres, 50 centimes. Signé ANNEJON, greffier.

Enregistré à Annecy, le 22 août 1825, folio 66, case 595 du 12.º

Reçu 3 livres. ONSIAN.

Pour copie conforme :

GILVAX.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles provenant de François Vayrat de Manigod, possédés par le sieur Jean Machex, aubergiste, habitant à Thônes, et Jean-François Amoudry, habitant à Serraval, poursuivie à la diligence du sieur Balhazard Savoy-Guerraz, habitant audit Serraval, ayant M.^r François Bardet pour procureur.

Le Tribunal de Préfecture de la province du Genevois, séant à Annecy, fait savoir que par son jugement rendu sur contumace, le 30 juin 1824, en déclarant exécutoire un précédent jugement du 5 septembre 1821, rendu par le juge de Thônes, il a enjoint à François Vayrat, habitant à Manigod, de rembourser au sieur Savoy-Guerraz Balhazard, 1.^o la somme de 515 livres, que ce dernier avait payée à Paul Vayrat, ainsi qu'en constate de la quittance du 6 octobre 1821, Déponnier notaire, ce paiement ayant été fait pour déintéresser celui-ci des droits qu'il avait à mesurer, en vertu du jugement sus-énoncé du 5 septembre 1821, sur les immeubles vendus audit sieur Savoy-Guerraz par ledit François Vayrat, en vertu des contrats des 22 juillet 1815, Delalhier notaire, et 29 avril 1817, Déponnier notaire; 2.^o celle de 42 livres pour 2 ans 8 mois d'intérêts échus au 6 juin dernier; 3.^o celle de 80 livres pour dépenses auxquels il avait été condamné envers ledit sieur Savoy-Guerraz, par le jugement sus-énoncé du 5 septembre 1821; 4.^o celle de 50 livres, 80 centimes, pour dépenses taxées par ledit jugement qui a été notifié par exploit du sergent Douget du 22 juillet 1824.

Que par décret du 11 avril dernier, il a été enjoint audit François Vayrat, de payer les sommes sus-énoncées dans 30 jours, et par le même décret il a été accordé commission au sergent Douget, pour notifier audit Jean-François Amoudry et audit sieur Jean Machex, qu'à défaut par eux d'avoir rempli les formalités voulues par l'édit du 16 juillet 1822, ou de les remplir dans le mois, ils seraient tenus de payer les sommes sus-énoncées, ou de déléguer les immeubles continés au bas de ladite requête; cette requête a été notifiée à tous les susnommés par exploit dudit sergent Douget du 14 avril dernier.

Que par jugement du 11 août prochain échus, le Tribunal a autorisé la vente par subhastation des biens ci-après désignés, sur la mise à prix offerte par ledit sieur Savoy-Guerraz de 144 livres, a fixé la

première enchère à l'audience du 23 septembre prochain et a mandat au greffier de céans de dresser le manifeste ; ce jugement, les requêtes qui y ont donné lieu, ainsi que l'extrait du cadastre des biens dont s'agit, ont été notifiés auxdits François Vayrat, Jean Machex et Jean-François Amoudry, par exploit du sergent Douget du 25 du courant ; le tout a été ensuite dûment enregistré au bureau des hypothèques de cette province cejourd'hui.

Désignation des biens à vendre situés sur la commune de Manigod.

Pré inscrit sous le n.^o 4766, situé sur la Bessière-du-Moulin, soit au Brévans, contenant 52 toises, 5 pieds, payant 2 sous, 4 deniers de contributions.

Broussailles audit, inscrites sous le n.^o 4788, contenant 103 toises, 5 pieds, payant 1 denier de taille.

Broussailles audit, inscrites sous le n.^o 4787, contenant 127 toises, 5 pieds, payant 9 sous de contributions.

Ces trois pièces de terre se continuent par un chemin du levant : le haut Bougny du midi, terre de Martin Vayrat du couchant, et celle de Pierre et Pierre-Jean Vayrat du nord.

Champ audit, inscrit sous le n.^o 4790, contenant 119 toises, 4 pieds, payant 7 sous, 8 deniers de contributions.

Pré audit, inscrit sous le n.^o 4791, contenant 215 toises, 5 pieds, payant 4 sous, 1 denier de contributions.

Champ audit, inscrit sous le n.^o 4805, contenant 97 toises, 1 pied, payant 4 sous, 7 deniers de contributions.

Champ audit, inscrit sous le n.^o 4804, contenant 179 toises, 5 pieds, payant 9 sous, 6 deniers de contributions.

Ces pièces de terre se continuent par celle de Claude-François Vayrat de dessus, celle de Dominique Vayrat du levant et du dessous, et celle de Claude-François Gottiet du couchant.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE I.^{er}

L'adjudicataire devra payer le montant de son acquisition, sans distinction d'époques d'exigibilités aux créanciers hypothécaires sur les immeubles mis en vente suivant le réglement qui aura lieu d'après le jugement d'ordre.

L'adjudicataire devra supporter toutes les servitudes actives et passives existantes sur les biens à vendre, et le plus ou le moins de contenance attribué à chaque pièce, ne pourra donner lieu à aucune répétition du sa part.

ART. III.

Il devra payer sans diminution de prix tous les frais qui ont eu lieu dès la requête du 8 avril dernier inclusivement jusqu'à l'adjudication définitive.

Le présent sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie; mands à ces fins le Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Annecy, le 29 août 1825. Signé ARRENTON fils, greffier.

Enregistré à Annecy, le 29 août 1825, folio 84, case 750 du 12.^e
Reçu 3 livres. Signé ORSIER.

Pour copie conforme :

BACHE, pour M.^e BARDET, P.^r

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation des immeubles du sieur Philibert, fils et héritier de Jean Excusson, situés rière la commune de Chiguin.

Le Tribunal de Judicature - Maje de la province de Savoie-Propre, étant à Chambéry, fait savoir que, par son décret du 13 mai dernier, dûment enregistré ledit jour, sous le droit de deux livres, par M. Baudé, receveur, Antoine Charpin, huissier, domicilié à Chambéry, a obtenu, contre Philibert Excusson, tant de son chef qu'en qualité d'héritier de son Jean Excusson son père, domicilié à Chiguin, la permission de lui faire faire l'ajonction prescrite par l'art 94 de l'édit du 16 juillet 1822, pour avoir paiement de la somme de 784 livres 64 cent., adjugée par jugement du 25 juin 1824. ce qui a été fait par exploit de l'huissier Bernard, en date du 18 dudit mois de mai; sur requête présentée par ledit Antoine Charpin, le Seigneur Juge-Maje Préfet de ce Tribunal lui a permis, par son décret du 29 juillet dernier, enre-

gistré ledit jour sous le droit de deux livres, signé Baudé, de faire citer ledit Philibert Excoffon, ce qui a été fait par exploit de l'huisier Exertier, en date du 5 août courant, pour comparaître à l'audience du 13 même mois, et, par ordonnance du même jour, sur réquisition dudit Antoine Charpin, et pour le profit du défaut encouru par ledit Philibert Excoffon, le Tribunal, M. l'Avocat-Fiscal qui, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, et a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la requête qui précède le susdit décret du 29 juillet dernier, et serait dressé manifeste par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal, du 24 septembre prochain, à neuf heures du matin, et a commis l'huisier Exertier pour faire la notification prescrite par le susdit édit du 16 juillet 1821. La susdite requête, extrait du cadastre y annexé, et décret du 29 juillet dernier, de même que la susdite ordonnance dudit Tribunal, du 13 août courant, et enregistrement du tout ont été notifiés par exploit dudit huisier Exertier, à ces fins commis, en date du 25 dudit mois d'août courant, audit Philibert Excoffon, et une copie authentique du tout, signée par M^e Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en consta le certificat du 26 dudit mois d'août, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M. Domenget, conservateur, qui a perçu 4 liv. 50 cent.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

ARTICLE PREMIER.

N^o 1808 de la mappe de Chignin. Maison à Montolieu, de la contenance de 28 toises, 3 pieds, de la taille d'un sou, huit deniers, confinée par les propriétés de Joseph Queuard du levant, et Pierre Queuard du couchant.

ARTICLE II.

N^o 1809. Jardin audit lieu, de la contenance de 46 toises, de la taille de deux sous, huit deniers, confiné de même par les propriétés de Joseph Queuard du levant, et Pierre Queuard du couchant.

ARTICLE III.

N^o 3036 pour un tiers. Vigne à Lachat, de la contenance de

41 toises, 4 pieds, de la taille de deux sous, consignée par les propriétés de Jean-Pierre Excoffon des nord et couchant, et un chemin du midi.

ARTICLE IV.

N^o 3037 pour un tiers. Teppes audit lieu, de la contenance de 23 toises 2 pieds, sans taille, confinées de même par les propriétés de Jean-Pierre Excoffon des nord et couchant, et un chemin du midi.

ARTICLE V.

N^o 3053 pour un tiers. Vigoe audit lieu, de la contenance de 98 toises, de la taille d'un sou, un denier, confinée par la propriété des toises de Jean Viboud du levant, Pierre Queurd du couchant, et Jean-Pierre Excoffon du nord.

ARTICLE VI.

N^o 3109. Placéage à la Montagne, de la contenance de 54 toises, de la taille de deux deniers, confinés par la portion du même numéro, possédée par les conjoints Excoffon des midi et nord, les communaux du levant, et un chemin du couchant.

ARTICLE VII.

N^o 3171. Broussailles à Mont-Roujoux, de la contenance d'un journal, 29 toises, de la taille d'un sou neuf deniers, confinées par les broussailles des conjoints Excoffon, Claude, Pierre et Jean-Pierre, de toutes parts.

CONDITIONS DE LA VENTE.

Art. 1.^{er} Que la première enchère devra excéder la mise à prix offerte, qui est de 300 livres neuves.

Art. 2. Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives.

Art. 3. Que l'acquéreur entrera en jouissance aussitôt après l'adjudication définitive.

Art. 4. Qu'il payera le prix de son adjudication ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le Tribunal.

Art. 5. Qu'il se chargera seul et exclusivement des frais utiles qui auront été faits dès l'ordonnance qui autorise la vente.

En exécution des ordonnances et décrets ci-dessus, et sur

réquisition du sieur Antoine Charpin, boulanger, habitant à Chambéry, ayant pour procureur M^e Charles Blanchard, procureur au Sénat, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje, séant à Chambéry (section des ventes), rue Juiverie, maison d'Allinges, le samedi 24 septembre prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix offerte par le poursuivant, qui est de 300 livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 71 et 102 de l'édit du 16 juillet 1822.

Muné à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau dudit Tribunal, le 29 août 1825. Claude REVEL, subst. gr.

Enregistré le 29 août 1825, vol. 25, case 1889, fol. 162 recto perçu trois livres. BAUDR.

P. S. Publié à Chambéry le 30 août 1825 : *MANIFESTE* du Sénat de Savoie (du 22 août 1825) pour l'établissement des Conscils de Fabrique avec quelques autres dispositions relatives à icelles.

CHARADE.

Chaque jour on voit mon entier,
A tout propos, s'armer de mon premier,
Pour se venger de mon dernier.

Le mot de la dernière *Énigme* est *plume*.

MARCHÉS de Chambéry, des 23, 25 et 27 août 1825.

BLÉ.	PRIX.	LE VEISSIN.		L'HECTOLITRE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		13	52	18	77
Seigle.		9	04	11	76
Orge.		8	00	10	04
Sarrasin.		07	00	00	00
Mais.		12	03	10	14
Avoine (1).		9	87	6	86
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	28
Vinade, idem, idem.				0	60

(1) Rapport des 3 vici-
sels et hectolitre =
Froment. 6. 825
Seigle. 0. 766
Avoine. 0. 104

CHAMBERY, Imprimerie de F. R. PLATTET, rue du Sénat.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,
Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 9 Septembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 8 septembre Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois d'août 1825.

AOÛT 1825.

BAROMÈTRE à 40."				THERMOMÈTRE.			
	Milim.	Pouces Lign.		Centigrade.		de Réaumur.	
Du 1 ^{er} au 10 ¹ 75.8	3	27	3. 1	De 1 ^{er} au 10 ¹	÷ 20 ¹	÷ 17 ¹	30
Du 11 au 20 75.8	3	27	3. 2	De 11 au 20	÷ 17 ¹	÷ 15 ¹	26
Du 21 au 31 75.8	3	27	3. 9	De 21 au 31	÷ 14 ¹	÷ 10 ¹	26
Moy. le 1 ^{er} 75.8	3	27	4. 9	Moy. le 3 ¹	÷ 20 ¹	÷ 17 ¹	30
Moy. le 5 ¹ 75.8	3	27	1. 1	Moy. le 12 ¹	÷ 14 ¹	÷ 10 ¹	26

— Mercredi dernier, 5¹ août, la distribution des prix aux Elèves du Collège Royal de cette ville a eu lieu avec la solennité ordinaire. M. l'Abbé Chuit, Professeur de Rhétorique, a ouvert la cérémonie par un discours sur les avantages de l'instruction, lorsqu'elle est unie à la vertu, et sur les dangers de la science, quand elle n'est pas accompagnée de cette unique et salutaire garantie. L'Orateur a développé cet important sujet avec tout le talent qu'il a montré chaque année dans la même circonstance. Les prix distribués au son de la musique, ont été remis aux Elèves par Monseigneur l'Archevêque de Chambéry. Cette intéressante cérémonie a été honorée de la présence de M.¹ de la Palme, ancien Evêque d'Aoste, de S. Exc. M. le Gouverneur Général du Duché, de S. Exc. M. le Premier Président du Sénat, de M. l'Avocat - Fiscal - Général, de plusieurs membres du Clergé, de divers Fonctionnaires et autres personnes distinguées.

— Jeudi dernier, 1.^{er} septembre, a eu lieu, dans la grande salle de l'Hôtel-de-ville, la distribution solennelle des prix de l'Ecole de Peinture de Chambéry, sous la présidence de M. le Chevalier de Montet, Grand-Croix des SS. Maîtres et Maîtres, Second Président du Sénat, Chef du Conseil de Réforme. La cérémonie a été honorée de la présence de S. Exc. M. le Premier Président du Sénat, de MM. les Nobles Syndics et de tous

coup d'autres personnes de distinction. Un grand nombre de Dames ont embellie cette fête et ont ajouté à l'intérêt qu'elle présente chaque année.

M. Moreau, Professeur de Peinture, a prononcé le discours d'usage. Après avoir indiqué les justes espérances que font naître pour l'avenir l'état actuel de l'Ecole et le degré d'avancement de plusieurs élèves, il a parlé des avantages des beaux-arts et de leur influence sur la prospérité publique. S'adressant ensuite aux élèves, il les a invités à porter dans la culture de l'art, ces vues élevées qui ne cherchent qu'à en faire un noble et utile usage, et à se prémunir contre le double abus du talent, de traiter des sujets frivoles ou satyriques; que, quant aux mœurs et à la décence, elles trouveraient toutes les garanties dans le sein des familles, dans nos écoles, dans l'exemple des vertus donné par les respectables Magistrats qui, dans notre patrie, surveillent l'éducation et les travaux de la jeunesse. Après ce discours, sept élèves ont reçu des prix et ont été couronnés par les dames.

La salle était ornée des ouvrages des élèves, dont l'exposition a fait connaître le progrès des études, soit par le nombre, soit par le mérite des dessins et des tableaux, dont treize peints à l'huile, et plus de trente au pastel et au crayon.

A V I S.

Il a été consigné au Juge-instructeur de cette province différents linges, vêtements et outils d'agriculture qui ont été vendus, pendant les six derniers mois, à St. Michel-des-Deserts et en Beaune, province de Savoie, par un nommé Rosset, prévenu de vol. Comme l'on n'est pas encore parvenu à reconnaître les propriétaires de tous les objets consignés, l'on invite ceux qui auraient souffert quelques vols semblables, à en remettre une note détaillée et explicative du temps et des circonstances du vol, à M^{le} leurs Juges, qui voudront bien nous la transmettre.

Le Juge - Instructeur,

BELLEMAN

A V I S. — Vente de coupe de bois royaux.

Samedi, 17 septembre courant, il sera procédé, à Chambéry, au bureau de l'Intendance générale, à onze heures du matin, aux enchères pour la vente d'une coupe de bois à effectuer dans la forêt royale de Bellecombe, lieu dit au Plan-du-Rout, triage de Côte en Vers, territoire d'Ecole mandement du Châtellard, pour une contenance de 26 journaux, 89 toises 5 pieds de Savoie, et sur la mise à prix de 150 liv. par journal.

Le délai pour augmentation de 6.^m ou demi-6.^m, expirera le mardi 27 du courant, à midi précis.

PIECES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 5 septembre 1825 MANIFESTE de la Chambre Royale des Comptes (du 15 août 1825) portant notification des Déterminations Souveraines relatives à la vérification des signatures apposées par les Notaires aux copies des actes qui doivent être présentés à l'Administration de la Dette publique.

2.^e MANIFESTE du Sénat de Savoie (du 29 août 1825) qui ordonne une nouvelle publication de l'art. 20, chap. 4, liv. 3 du Règlement particulier pour la Savoie de 1773, qui prohibe l'exportation à l'étranger, des fourrages et engrais de ce Duché, sous les seules modifications y contenues.

PIÉMONT.

Turin, 5 septembre. Par Patentes du 30 août, S. M. a conféré à M. de Chevalier Commandeur Louis Bonamico, son consul général dans le royaume Lombard-Vénitien, le titre et la dignité de comte, transmissibles à ses descendants mâles par ordre de primogéniture.

— Le 26 août, on a ressenti à Gênes une forte secousse de tremblement de terre, qui a duré 5 à 6 secondes, dans la direction du levant au couchant, mais qui ne paraît pas avoir causé aucun dommage.

— Le 27 août dernier, cinq marins et un passager se trouvaient dans les eaux de Lavagna, sur une barque assaillie et renversée par une forte tempête. Le capitaine Joseph Benvenuto de Monterosso les ayant aperçus de loin, est accouru et les a recueillis sur son bâtiment. Deux de ces infortunés avaient déjà perdu le sentiment; mais, de prompts secours les ont rappelés à la vie, et le brave Benvenuto a débarqué ces six personnes à Rapallo.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ANGLETERRE.

Lord Canning a quitté Londres le 22 août, après avoir pris congé du comité grec, qui a fortement approuvé son plan. Il est parti en voyageur pour porter cette nouvelle en Grèce.

— Le parlement, comme on l'avait annoncé, a été prorogé au 1.^{er} novembre.

FRANCE.

Paris, 30 août. Le duc de Wellington est parti le 27 de Paris pour se rendre à Calais.

— S. M. a accordé une séance à sir Thomas Lawrence, premier peintre de S. M. Britannique, chargé de faire le portrait du Roi, destiné à la galerie du Roi d'Angleterre.

— S. M. le Roi des Pays-Bas voulant favoriser l'accroissement qui se manifeste dans le nombre des catholiques de ses possessions dans les Indes, vient d'augmenter la mission ecclésiastique de Batavia.

— L'Académie française propose l'Éloge de Bossuet pour le sujet du prix d'éloquence à décerner en 1826.

— On apprend de Madrid que le général Bessières, qui n'avait plus que vingt hommes avec lui, était poursuivi de près par six hommes de la garde. Il répond des proclamations au nom du Roi, qu'il veut délivrer, dit-il, de la captivité où le tient le ministère de M. Zúñiga de Bermudez.

— M. le général Curial, retombé de sa chute, a repris son service auprès de S. M., en sa qualité de grand-maître de la garde-robe.

— Un violent incendie a consumé à Louviers la belle manufacture de MM. Clerc et veuve; elle était assurée, dit-on, pour 500 mille francs.

1.^{er} Septembre. M. le Comte de la Pache, dernier ambassadeur d'Espagne près la cour de France, après avoir reçu des dépêches d'Espagne, a quitté subitement Paris, pour se rendre directement à Saint-Hélène.

— On a aperçu à Utrecht, le 22 juillet, à 11 heures du soir, un météore lumineux sous la forme d'un globe, qui a disparu avec célérité.

— Les nombreuses arrestations qui ont eu lieu à Séville, ont porté sur des individus de tout rang et de tout état, soupçonnés de libéralisme. On assure que le Trappiste, qui était détenu dans un couvent, a réussi à s'échapper. On parle beaucoup du parti des *Carlistes*, qui tend, dit-on, à mettre l'Infant Don-Carlos sur le trône. Une dépêche télégraphique de Bayonne, du 30 août, annonce que Bessières poursuivi n'est retiré dans les montagnes de Cucuza, et que tout est tranquille à Madrid.

— On a vu tomber de la neige sur les Alpes, dès le 15 août. On se chauffait à Barcelonne.

— Une dépêche télégraphique de Brest, du 30 août, annonce que le sénat d'Haïti a entériné purement et simplement l'ordonnance du Roi que trois envoyés de Saint-Domingue ont pour mission de traiter en France un emprunt pour payer les 150 millions, et que tous les sentimens manifestés à Haïti, sont de nature à être agréables à S. M.

3 Septembre. Une dépêche télégraphique de Bayonne, du 31 août, annonce que le général Bessières a été pris par le comte d'Espagne, et fusillé le lendemain avec sept des siens.

— U résulte des détails donnés par le *Moniteur*, que l'ordonnance relative à Saint-Domingue a été entérinée à Haïti avec une grande solennité. S. M. a élevé au grade de contre-amiral, le baron de Mackau qui a terminé cette négociation.

Actions de la banque de France : 2280 fr.

Cinq pour cent consolidés : 102 fr., 30 c.; 102 fr., 100 fr., 25 c.

Trois pour cent : 72 fr., 10 c.; 71 fr., 75 fr., 40 c.

ITALIE.

S. M. le Roi des Deux-Siciles, par un acte de sa royale clémence, a daigné abréger le temps de la détention d'un certain nombre de coupables de délits envers l'Etat. Dans ce nombre sont 40 individus, dont quelques-uns avaient été condamnés à mort; 45 condamnés pour avoir fait partie des sociétés secrètes, et qui appartiennent au royaume de Sicile.

— Selon diverses nouvelles de Tricase, venant de Durazzo et autres ports du Levant, Napoléon de Roumanie serait tombé au pouvoir d'Ibrahim-Pacha, et Missolonghi aurait été rendu aux Turcs le 30 juillet. Un capitaine venant de Corfou a rapporté au contraire que les Grecs avaient repoussé avec avantage un nouvel assaut des Turcs contre Missolonghi, que

L'école grecque s'était emparée de plusieurs bâtimens de transport, et qu'Urbain-pacha, battu et blessé sous Napoli de Romanie, s'était retiré vers Tripotamo.

S U I S S E.

M. Segreffi, capitaine du génie, chargé par S. Exc. le ministre des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne, de visiter les travaux de la route de Lomino, qui sont presque achevés, en a été pleinement satisfait.

— Un courrier extraordinaire, venant de Confau, et se rendant en toute diligence à Paris, a passé à Genève dans la nuit du 21 au 22 août.

V A R I É T É S.

Sur quelques Ouvrages religieux.

Pendant que les hommes du siècle sont entraînés par le torrent des affaires temporelles, ou éblouis par les vaines illusions de la gloire du monde; pendant qu'un nombre hélas ! toujours trop grand se laisse dominer par la soif des richesses, ou tyranniser par de honteuses passions, il est naturel que les ministres de la Religion, fidèles aux nobles et hautes fonctions qu'ils ont à exercer dans l'ordre social, fassent tous leurs efforts pour rappeler aux hommes leur destination et leurs devoirs, pour les retirer de la voie d'égarement où ils se trouvent engagés, pour les faire ressouvenir qu'ils ne doivent pas rester à perpétuité sur cette terre, comme on dirait qu'ils ont vraiment l'air de le croire, et leur montrer le terme prochain d'une courte vie qui peut leur échapper à chaque instant.

Les pasteurs des fidèles et leurs coopérateurs ne cessent de répéter chaque jour ces importantes vérités, du haut de la chaire apostolique; mais la plupart de ceux qui auraient le plus besoin d'en être frappés, sont précisément ceux qui ne vont pas les entendre; et dès-lors le ministère de la parole ne peut, sous ce rapport, remplir qu'imparfaitement son objet.

Pour y suppléer jusqu'à un certain point, et pour porter la semence des vérités religieuses dans toutes les classes de la société, il est utile d'employer la voie de l'impression, soit pour répandre des instructions convenables, appropriées surtout aux circonstances, soit pour contrebaler, d'un autre côté, l'influence de tant d'exemples pervers dont le poison circule de toutes parts.

On ne peut donc qu'applaudir aux louables entreprises des hom-

mes recommandables par leur zèle et leurs lumières, qui travaillent à des recueils périodiques (tels que l'*Ami de la Religion et du Roi*, le *Mémorial Catholique*, le *Giornale Ecclesiastico di Roma*, etc.) spécialement consacrés soit à populariser les maximes et les préceptes de la Religion, soit à combattre les doctrines funestes que l'impiété met tant de soins à propager. On doit aussi un tribut d'éloges aux pieux Ecclésiastiques qui publient, de temps à autre, des écrits destinés, par la simplicité de leur forme, par leur peu d'étendue et la modicité de leur prix, à passer facilement dans les mains de toutes les catégories de lecteurs.

Nous avons en ce moment sous les yeux quelques-uns de ces écrits, que nous nous contenterons d'indiquer, en les recommandant à l'attention et à la sollicitude des pères de famille, des chefs de maison et de tous ceux qui exercent quelque influence sur l'éducation de la jeunesse.

La *Voir du pardon*, ou *Connaissance abrégée de ce qu'il faut faire et savoir pour s'approcher avec fruit du Sacrement de Pénitence*, Broch. de 77 pages in-12.; à Lyon, chez Périsse frères, et à Chambéry, chez Puthod.

L'estimable auteur de ce petit Ouvrage commence par exposer la nécessité de la pénitence, nécessité qui nous regarde tous sans exception, quelque aveuglés que nous puissions être par les maximes et les exemples du monde, quelque séduits que nous soyons par l'attrait du plaisir, quel que soit l'empire qu'exercent sur nous des passions criminelles, quels que soient le mépris et la dérision dont on cherche à couvrir ce mot de pénitence, dans ce siècle irréligieux et sensuel.

L'Ouvrage est divisé en seize chapitres, où l'auteur traite tour à-tour chacun des points qui concernent le Sacrement de Pénitence. « Nous n'y disons rien de nouveau, annonce-t-il lui-même ; seulement nous y réunissons, dans un petit cadre, des vérités répandues dans beaucoup d'ouvrages volumineux que bien des personnes ne peuvent se procurer. Nous avons tâché d'exprimer ces vérités d'une manière assez claire, assez simple, pour que les fidèles les moins instruits puissent les comprendre. »

Ce petit écrit, rédigé avec autant d'ordre que de clarté, est terminé par un abrégé lumineux de ce qu'il faut savoir, croire et pratiquer pour assurer son salut éternel.

INSTRUCTION sur les mauvaises chansons ; par l'Abbé Hulot,

Caré de Delair et Vicaire de Charleville. Broch. petit in-12, de 94 pages ; à Paris, chez Adrien Leclère, et à Chambéry, chez Puthou.

Le chant est naturel à l'homme. Après le noble usage qu'il en peut faire pour louer l'Auteur de toutes choses, il peut encore être pour lui une innocente récréation, le sujet d'un agréable et utile délassement. Mais prostituer le chant à des paroles impies, immorales ou dissolues, est un acte évidemment coupable. L'auteur de la petite brochure que nous annonçons s'occupe successivement des chansons irréligieuses, des chansons séditieuses, obscènes, voluptueuses, des chansons à boire, de celles qui tournent en dérision les paroles de l'Écriture ou les prières de l'Église, des chansons diffamatoires, etc.

Il condamne avec une égale et juste sévérité les auteurs des chansons criminelles et ceux qui les récitent avec une coupable complaisance. Il fait voir combien l'oreille pure et chaste d'un vrai chrétien doit se trouver offensée des chants de l'impudicité et de la licence.

INSTRUCTIONS sur les Spectacles ; par le même. Broch. petit in-12 de 186 pages, aux mêmes adresses que ci-dessus.

Dans cet écrit, l'auteur s'est proposé de réunir la substance de tout ce qu'ont dit les Pères et les Docteurs de l'Église, les divers moralistes et même des auteurs profanes, sur le danger des spectacles. Dans le nombre de ceux-ci, il a emprunté à J. J. Rousseau une grande partie de sa *Lettre à d'Alembert sur les spectacles*, qui est l'un des ouvrages les plus éloquens et les plus remarquables de cet écrivain.

Pour donner une idée des développemens dans lesquels l'auteur est entré, il nous suffira d'indiquer les titres des chapitres dans lesquels il a distribué son sujet : nous allons les copier à peu près textuellement.

Origine des spectacles. Le métier de comédien est mauvais par lui-même ; il ne peut se concilier avec une conduite honnête et régulière. L'amour profane est la plus dangereuse de toutes les passions. Les spectacles inspirent l'amour profane. Le but des auteurs dramatiques est d'exciter toutes les passions, et de rendre aimables les plus criminelles. Le caractère de la plus grande partie des spectateurs force les auteurs dramatiques à composer licencieusement, et les acteurs à y conformer leur jeu. Les spectacles favorisent l'incrédulité, les suicides, les duels, ils nuisent au bonheur et à la stabilité des gouvernemens. Les spectacles ne sont que des spectacles romanesques ceux qui les fréquentent. Les pères et mères perdent leurs enfans, en les conduisant ou en leur permettant d'aller aux spectacles. La représentation des pièces de théâtre est plus à craindre que la lecture. L'Opéra est le plus dangereux de tous les spectacles. La fréquentation du théâtre ne peut

s'allier avec la vie et les sentimens d'un véritable chrétien : elle était le goût de la piété. Il y a des divertissemens plus utiles et plus décents que celui du théâtre. Accidens arrivés dans les spectacles. Epruver par soi-même si les spectacles sont dangereux : c'est vouloir tomber dans les dangers qu'ils offrent. Les spectacles sont condamnés par les saintes Ecritures ; ils le sont par les saints Pères et par les Conciles. Ils sont encore condamnés par les auteurs profanes anciens et modernes. Le repentir de quelques auteurs dramatiques, d'avoir travaillé pour le théâtre, doit engager à fuir ces divertissemens.

DEUX DISCOURS sur quelques règles qu'on doit observer en catéchisant, très-utiles aussi aux Prédicateurs et aux Confesseurs ; prononcés à Rome dans les assemblées de la pieuse union de S. J. ou l'Apôtre, en 1805 : par M. gr. Joachim Tasi, Secrétaire de S. S., maintenant Evêque d'Agnani. Broch. in-12., de 52 pages à Chambéry, chez Bantlin, Rottero et Alessia, Imprimeurs du Roi.

Ces discours, comme on le voit, sont principalement adressés à ceux qui sont chargés d'enseigner la Religion, dans le but de diriger leur enseignement de manière à ne jamais s'écarter des véritables doctrines de l'Eglise. Les importantes observations qu'ils contiennent méritent aussi toute l'attention de ceux qui exercent le ministère de la parole ou qui ont à diriger la conduite des fidèles.

En parcourant le *Giornale Ecclesiastico di Roma*, du mois de mai dernier (*Tomo II, fascicula gio*), nous avons trouvé, page 107, un article dont nous allons donner ici la traduction littérale.

« Le passage (de M. le Comte Joseph de Maistre, *Soirées de Saint-Pierre-lez-Chaux*) sur Voltaire, est un portrait plein de vigueur, de force et de vérité ; fragment très-important, qu'il faudrait placer en tête de tous les écrits employés à combattre le philosophisme moderne, dont cet impie trop fameux fut le patriarche. Nous reconnaissons quelqu'un qui, pour rendre ce morceau familier parmi la jeunesse, l'a donné à traduire à divers jeunes gens, le leur prêtant simplement comme une pièce classique d'éloquence. Par cette recommandation purement scolastique, il a obtenu que ces jeunes gens, qui d'ailleurs n'étaient pas pieux, non-seulement l'ont traduit et transcrit, mais l'ont retenu de mémoire : cette seule circonstance, mieux que n'auraient pu faire des volumes écrits contre Voltaire, a servi à faire disparaître l'opinion gigantesque qu'un peu plus de religieux avait fait naître dans l'esprit de cette jeunesse sur le mérite de ce prince de la littérature. »

Pour atteindre ailleurs un même but, on a fait réimprimer en français sur une feuille volante, afin de pouvoir le répandre avec facilité par tout la jeunesse, qu'il importe si fort, pour son propre intérêt et pour celui du bien public, de préserver de la contagion du vice et de l'impie.

MANIFESTÉ

Pour la vente par subhastations d'immeubles sis en la commune de Saint-Paul-sur-Yenne appartenans à Dominique Goybet.

Le Tribunal de Judicature - Maje séant à Chambéry fait savoir, que, par sa sentence du quinze avril dix - huit cent vingt - cinq, il a été enjoint à sieur Dominique Goybet de payer dans trente jours au sieur François Grobert, Commissaire des guerres en retraite, Chevalier de Saint-Louis, Officier de la légion d'honneur, domicilié de Grenoble, habitant à Mery, avec dommages, intérêts tels que de droit: 1.^o la somme de onze cents livres anciennes, soit d'icelle la vraie valeur en livres neuves; 2.^o celle de deux cent vingt-six livres, cinquante-cinq centimes, pour annuités échues et faisant le mérite du jugement du onze août mil huit cent vingt-trois: le tout avec dépens. Cette injonction a été faite par exploit du sergent royal Mongevin du trente avril dernier, suivant le prescrit de l'art. 99 de l'édit du 16 juillet 1822. Par décret du Seigneur Sénateur, Juge-Mage du deux juillet courant, enregistré le quatre, il a été permis audit M.^r Grobert de faire citer ledit sieur Dominique Goybet, qui a été assigné par exploit du sergent royal Mongevin du neuf du courant, pour paraître à l'audience du Tribunal du dix-huit suivant.

Ledit jour, le Tribunal a rendu ordonnance enregistrée le vingt-sept juillet, sous le droit de quinze livres, soixante centimes, au vol. 4, case 334, folio 52. Signé BAYNÉ, Receveur.

Par laquelle ordonnance, le Tribunal a autorisé la vente des immeubles dont s'agissait en la requête du deux juillet, et a fixé l'audience pour la première enchère au vingt-six août prochain, à neuf heures du matin. Lesdites ordonnances avec les requêtes et extrait du cadastre y annexés ont été notifiés audit Dominique Goybet, par l'huissier Augustin Exertier, à ce commis, ainsi que par exploit du premier août, et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Chambéry, cejourd'hui deux août.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

ARTICLE PREMIER.

Un mas de terrain, renfermant prés, blachères, champs et

broussailles, lieuxdits aux Vanets, aux Contamines, aux Closet et la Verdaz, commune de Saint-Paul-sur-Yenne, fixé sous les numéros 155, pour partie, 156, 157, 158, 159, 167, 168, 169 et 170 de la mappe de ladite commune, contenant en tout vingt-trois journaux, cent seize toises et cinq pieds, en un seul mas confiné au levant par le pré du M.^r le Général Comte de Boigne, et un chemin, au couchant par les champs et jardins de Charles Carlet; au nord par un chemin et au midi par le pré d'Antoine Goybet. Ce mas est imposé en tout, neuf livres, quatorze sous, sept deniers, ancienne monnaie de taille. La mise à prix est de sept cents livres.

ART. II.

Maison, grange, cour, jardin et verger à Chaillères, territoire de la même commune, sous numéros cent nonante et un, cent nonante-deux, deux cent trois, deux cent quatre, deux cent cinq, deux cent six, deux cent sept. Plus, un mas de bien en prés, pâturages, broussailles, vignes, bois et champs, lieuxdits à Penaille et à Chaillères, contenant en tout vingt-six journaux, deux cent vingt-six toises, quatre pieds, à forme du cadastre avec les objets indiqués au commencement du présent article, fixé sous les numéros cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois, cent nonante-quatre, cent nonante-cinq, cent nonante-six, cent nonante-sept, cent nonante-huit, deux cent quinze pour partie, deux cent seize, deux cent dix-sept, deux cent dix-huit, deux cent dix-neuf, deux cent vingt et demi, deux cent vingt et un, pour partie; cent quatre-vingt-sept pour partie; cent quatre-vingt-six, cent quatre-vingt-neuf, cent nonante pour partie et cent nonantetrois, confinés au levant par un chemin et en partie par le champ de M.^r le Général Comte de Boigne, au nord par le ruisseau de la Melline, au midi par le chemin public tendant à Saumont, au couchant un ruisseau dit de Colliard et les propriétés de M.^r le Comte de Saumont. Il y a, à forme du cadastre, six journaux, deux cent quatre-vingt-huit toises, deux pieds de prés et pâturages, un journal, cent septante-deux toises, six pieds de blachères, cent nonante-sept toises, six pieds de broussailles,

un journal, quatre-vingt-quinze toises, six pieds en vignes, quatorze journaux, deux cent quatre-vingt-sept toises, six pieds en champs. Ledit article, contenant en tout vingt-six journaux, deux cent vingt-six toises, quatre pieds, paye onze livres, dix sous de taille, ancienne monnaie. La mise à prix est de huit cent cinquante livres.

ART. III.

Un champ, lieudit au Beysey, sous moitié du numéro cent cinquante de la mappe de Saint-Paul-sur-Yenne, contenant cent nonante-huit toises, six pieds, à forme du cadastre, imposé neuf sous, onze deniers, ancienne monnaie; confiné au levant par le champ de Claude Dantin-Vullion, au couchant par le champ de Thomas Borgey, au midi l'autre moitié du même numéro et au nord par un chemin. La mise à prix est de trente-sept livres.

Lesdits biens seront vendus libres et exempts de toutes dettes, charges et hypothèques du passé jusqu'au jour de ladite vente, qui se fera sur la mise à prix ci-dessus et par enchères, de la manière prescrite par l'édit du 16 juillet 1822, en trois lots.

CLAUSES, CHARGES ET CONDITIONS.

1.^o C'est de prendre les biens tels qu'ils sont possédés et cultivés par le sieur Dominique Goybet ou sa famille ou ses censiers, s'il y en a, sans que le plus ou le moins de mesure cadastrale attribuée puisse donner lieu à aucun recours, ou action en supplément de prix, et avec toutes les charges foncières, servitudes actives et passives qui peuvent être respectivement affectées sur chaque pièce de fonds.

2.^o Il faudrait entretenir les baux, s'il y en avait qui fussent en actes publics, ou ayant date certaine.

3.^o Les acquéreurs devront payer le prix de leur acquisition respective aux créanciers qui seront colloqués en ordre utile, dans le jugement d'ordre à intervenir, avec les légitimes intérêts dès la date de l'adjudication définitive.

4.^o Les acquéreurs seront tenus de payer compt. et, entre les mains de M.^e Prallet radet, procureur poursuivant, leur cote-part au marc la livre des frais de subrogation, émolumens, procédures,

injonctions et autres poursuites faites au sujet de la présente, ainsi que la parcelle en sera dressée et suivant le montant qui en sera fixé par le sieur assesseur rapporteur.

5.^o Ils resteront chargés d'acquitter les impositions foncières de la présente année, et celles arréagées, s'il y en avait, et dont ils auront à s'informer, et particulièrement ils devront faire inscrire le privilège résultant de l'adjudication définitive en faveur de la masse des créanciers inscrits sur lesdits biens.

6.^o Les biens ci-dessus désignés et confinés seront vendus en trois lots, misés d'abord séparément sur chaque lot, et ensuite en totalité, sur la réunion générale des mises à prix partielles et enchères sur icelles.

7.^o Les acquéreurs entreront en possession sitôt après la notification du jugement de l'adjudication définitive.

En exécution des ordonnances et décrets ci-devant énoncés, et à la requête dudit sieur François Grobert, ayant pour procureur M.^r Jean-François Prallet, cadet, demeurant à Chambéry, rue Croix-d'or, n.^o 263, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits et sur les mises à prix de sept cents livres pour le premier lot, huit cent cinquante livres le second lot et trente-sept livres le troisieme lot offertes par le poursuivant, qui excèdent soixante fois la taille cadastrale.

En conséquence, la première enchère aura lieu à l'audience du Tribunal de Judicature - Maje séant à Chambéry, première section, rue Juiverie, maison d'Allinges, le vingt-six août prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la mise prix respectivement offerte par le poursuivant; et le dit jour la totalité desdits immeubles a été provisoirement adjugée à M.^r Thomas Morand, notaire royal demeurant à Chambéry, comme plus offrant et dernier enchérisseur, pour la somme par lui offerte de trois mille livres neuves, et l'adjudication définitive a été fixée au huit octobre prochain, à neuf heures du matin.

En conséquence, la totalité desdits immeubles sera de nouveau mise aux enchères, par-devant le susdit Tribunal, section des vacations le susdit jour, huit octobre prochain, à neuf heures du

main, pour l'adjudication définitive et les enchères seront ouvertes sur le prix de l'adjudication préparatoire qui est de trois mille livr.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié, et inséré au journal de cette division ou de Turin, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 202 de l'édit du 16 juillet 1821.

Mande à ces fins ledit Tribunal au sieur Augustin Exertier, huissier près ce Tribunal, commis par l'ordonnance du dix juillet, de faire lesdites publications, affusions, notifications, et tous exploits requis et nécessaires; de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau de ce Tribunal, le deux août mil huit cent vingt-cinq. MOLLARD Greffier.

Enregistré le 2 août 1825, vol. 25, case 866, folio 74 recto. Perçu trois livres. Baudé.

Pour copie.

COLLY pour PRALET cadet.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation des immeubles de sieur Jean-Antoine Tirard, situés rière la commune de Saint-Christophe, mandement des Echelles.

Le tribunal de Judicature - Maje de la province de Savoie-Propre, siégeant à Chambéry, fait savoir que, par son décret en date du 8 mars dernier, dûment enregistré le 30 dudit, sous le droit en débet de trois livres par M.^e Houdé receveur - M. l'Avocat-Fiscal près ce tribunal a obtenu contre Jean-Antoine Tirard, habitant rière la commune de St.-Christophe, la permission de lui faire faire l'injonction prescrite par l'art. 94 de l'édit du 16 juillet 1821. Ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier, en date du 7 avril pour lors suivant; que, suivant le prescrit de l'art. 99 du même édit, sur remontrance présentée par M. l'Avocat-Fiscal, le seigneur Juge-Maje, Préfet de ce tribunal, lui a permis, par son décret du 15 mai dernier, enregistré le 28, sous le droit de deux livres, signé Baudé, de faire citer ledit Jean-Antoine Tirard; ce qui a été fait par exploit de l'huissier Bonod, en date du 15 juillet dernier, pour comparaitre à l'audience du 19 même mois; et par ordonnance dudit jour, le tribunal, sur réquisition de M. l'Avocat-Fiscal, et pour le profit du défaut encouru par ledit Jean-Antoine Tirard, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la remontrance qui précède le susdit décret du 15 mai dernier, et serait dressé

manifeste par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite remontrance, et a fixé la première enchère à l'audience dudit tribunal du 6 septembre prochain, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier pour faire la notification prescrite par le susdit édit du 16 juillet 1812; la susdite remontrance, extrait du cadastre y annexé et décret du 25 mai dernier, de même que la susdite ordonnance dudit tribunal du 29 juillet suivant, et enregistrement du tout ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier à ces fins connus, en date du 4 août courant, audit Jean-Antoine Tirard, et une copie authentique du tout, signée par sp.ble Vulliez, substitut-avocat-fiscal, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate du certificat du 5 dudit mois d'août courant, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M. Damange, conservateur, qui a mis trois livres 97 c. en double.

DESIGNATION DES IMMEUBLES A SUBASTER.

Situés rière la commune de St-Christophe, mandement des Echelles.

Numéro de la mappe 1009, maison de la contenance d'environ 10 toises, composée d'une seule cuisine, une cave et un galetas, construite en gros murs, couverte en chaume, le tout en mauvais état.

Numéro 1009 et tiers, champ à Saignillard, contenant, pour 1^r tiers appartenant à Tirard, un journal, 81 toises, 7 pieds, cotisé en taille 17 sous, 9 deniers.

Numéro 1008, champ audit Saignillard, contenant 2 journaux, 24 toises, cinq pieds, cotisé en taille 10 sous, 4 deniers.

Les trois articles d'immeubles ci-dessus sont confinés au levant par les communaux de St-Christophe, au couchant par la rivière du Guiers.

Numéro 1010 en partie, champ à Sallardy, contenant 284 toises, 2 pieds, confiné au levant par les communaux, au couchant par un chemin public, cotisé en taille 14 sous, 3 deniers.

Numéro 1016, champ aux Gorges, contenant 5 journaux, 395 toises, 4 pieds, cotisé 2 livres, 2 sous, 1 denier.

Numéro 1018 en partie, une pièce de bois taillis, bêtes et broussailles aux Gorges, de la contenance de 6 journaux, 323 toises, 1 pied, cotisé 11 sous, 1 denier.

Numéro 1017, la moitié au mili d'une mauvaise grange audit lieu, contenant 3 toises, deux pieds, cotisé un denier.

Les trois articles ci-dessus sont confinés au levant par les bois et terres des héritiers de Louis Bouvier, au couchant par le Guiers.

Numéro 1004, champ aux Fays, contenant 3 journaux, 59 toises, 1 pied, cotisé en taille 3 livres, 14 sous, 2 deniers.

Confiné au levant par le pré de Joseph Tirard, et au couchant par la terre et le bois de François Masurat.

Numéro 1083, champ aux Tournières, partie en racailles, contenant 3 journaux, cotisé 3 livres.

Numéros 1084 et 1085, mesure au même lieu, autrefois maison, boutique et four, contenant 17 toises, 1 pied, cotisé 11 sous.

Les deux précédens articles sont confinés au levant par les broussailles d'Hugues Jarrins et Paul Lacombe, au couchant par le Guera.

Numéro 912 en partie, champs aux Avenières, contenant 1 journal, confiné au levant par la terre de Philibert Tirard et au couchant par celle des héritiers Boone-Savardin, cotisé 15 s.

Numéros 913 et 916 en partie, champ aux Terreaux, contenant 370 toises, 6 pieds, confinés au levant par un chemin public, au couchant terre de Claude Masurat, cotisé 2 sous, 1 denier.

Numéro 1010, champ au Nay, contenant 391 toises, 7 pieds, cotisé en taille 19 sous, 7 deniers, confiné au levant par la terre des héritiers de Louis Bouvier-Costaz, et au couchant par celle de Jean Colland.

Numéros 998 et 999, champ, partie en rocs et broussailles, contenant 211 toises, 6 pieds, cotisés 3 sous, 3 deniers.

Numéro 1007, champ à la Côte du Fort, partie en racaille, contenant 100 toises, cotisé en taille 3 sous, 3 deniers.

Ces deux articles ci-dessus sont confinés au levant par le pré de Joseph Tirard et au couchant par celui de François Masurat.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1^{re} Que l'adjudicataire prendra les immeubles à subhaster dans l'état où ils se trouveront lors de l'adjudication définitive ;

2^{re} Qu'il supportera toutes servitudes actives et passives, s'il en existe ;

3^{re} Qu'il sera subrogé aux lieu et place dudit Jean-Antoine Tirard, en tous ses droits de propriété et actions possessoires qui peuvent lui compéter, sans pouvoir prétendre à aucun recours contre le poursuivant, en cas de revendication, ni exiger de lui aucun titre de propriété, sauf de compulser, à ses frais, périls et risques, ledit Jean-Antoine Tirard pour se les faire remettre ;

4^{re} Qu'il ne pourra exercer aucun recours pour défaut de contenance, le plus ou le moins étant à son profit ou perte ;

5^{re} Qu'il sera tenu d'acquitter les contributions arriérées, s'il en existe, et de payer les courantes ;

6^{re} Qu'il payera le prix de son adjudication à présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront valablement colloqués par l'ordre qui sera établi de gré à gré ou judiciairement, et ce, avec intérêt au cinq pour cent, dès le jour de l'adjudication, jusqu'à celui du paiement ;

7^{re} Qu'en outre, et sans diminution du prix de l'adjudication, il sera tenu de payer, entre les mains du receveur principal de la

douane à Chambéry, tous les frais faits pour parvenir à la vente, depuis et compris la remontrance présentée à ce Tribunal, le 28 mars dernier, ainsi que le coût du certificat délivré par le secrétaire de la commune de Saint-Christophe, et ce dans la huitaine après que l'adjudication sera définitive, sur la parcelle qui en sera louée par le susdit receveur, laquelle, en cas de contredit, sera taxée à ses frais par le rapporteur de la cause; il sera encore tenu de faire signifier à ses frais copie du jugement d'adjudication audit Jean-Baptiste Tirard, et d'en fournir copie authentique au poursuivant, et de faire inscrire à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'adjudication définitive sur les biens vendus en faveur de la masse des créanciers, dans le délai de quinze jours qui suivra la susdite adjudication définitive, à défaut de quoi le privilège sera inscrit à la diligence du greffier de céans, toujours à ses frais.

Sous ces conditions, le remontrant offre de payer les créances exigibles ou non, aux termes de l'art. 72 du susdit édit, et offre pour mise à prix la somme de onze cents livres, prix équivalant à plus de soixante fois le montant de la contribution royale.

En exécution de l'ordonnance et du décret ci-dessus, et sur remontrance de M. l'Avocat-Fiscal, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje seant à Chambéry, deuxième section, rue Juiverie, maison d'Allinger, le mardi 6 septembre prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix offerte par le poursuivant, qui est de onze cents livres, et ledit jour lesdits immeubles ayant été mis à l'enchère, deux bougies ayant été allumées l'une après l'autre, sans qu'aucune offre ait été faite, le Tribunal, en donnant acte à M. l'Avocat-Fiscal de ce qu'il ne s'est présenté aucun enchériseur, a fixé l'audience pour l'adjudication définitive au samedi quinze octobre prochain, à neuf heures du matin; en conséquence, lesdits immeubles seront de nouveau mis aux enchères, pour l'adjudication définitive, ledit jour quinze octobre prochain, à neuf heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur la susdite somme de onze cents livres neuves.

Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les art. 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1821.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire ledites publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 8 août 1825. Claude HAVEL, substitut-greffier.

Korregistré à Chambéry, le 8 août 1825, case 1033, folio 115 recto. Droit trois livres en debet. HAVEL.

Imprimerie de F. R. PLATTEAU.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 16 Septembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 15 septembre. Jeudi dernier, 8 du courant, jour de la Nativité de la Vierge, a eu lieu, avec la solennité des années précédentes, en accomplissement du vœu de VICTOR-AMÉDÉE II, la procession générale, organisée du Chapitre Métropolitain, du Clergé des quatre Paroisses de la ville et des faubourgs, des RR. PP. Capucins, et de toutes les Confréries et congrégations religieuses. Le Saint-Sacrement, porté par M.^{gr} l'Archevêque, et escorté, comme à l'ordinaire, par les Carabiniers Royaux, était suivi de M.^{gr} de la Palme, ancien Evêque d'Aoste, du Sénat et de MM. les Nobles Syndics de la ville. Les troupes de la garnison ont fait la parade et les décharges d'usage.

NOUVELLE ASCENSION au Mont-Blanc.

M. le docteur Michel-Gabriel Paccard, qui le premier est parvenu, en 1786, sur la cime du Mont-Blanc, nous écrit de Chamouni que, le 26 août dernier, M. le docteur Edmund Clark de Londres, et M. le capitaine Mackham Sherrill, sont arrivés au sommet du Mont-Blanc, à 5 heures après midi, avec sept guides, dont voici les noms : Joseph-Marie Gantet, Julien Devouassous, Siméon Devouassous, Pierre Taireux, Pierre-Joseph Simon, Simon Tournier et Michel Devouassous. Les voyageurs ont éprouvé la sensation d'un froid extrême, surtout au-dessus du Rocher-rouge, où le vent venait directement du Nord. Le bas de l'horizon était un peu couvert et le ciel était du bleu le plus foncé. Le Soleil brillait d'un éclat éblouissant; son diamètre paraissait avoir pas plus de trois lignes et demi. Le baromètre, sur le point culminant de la montagne, était à 15 pouces, 9 l., 6; et le thermomètre, au soleil, du côté de l'Italie, où le soleil était moins vil, était à zéro. Dans le même tems, au descent du cabinet du M. Paccard, à Chamouni, le baromètre était à 25 pouces 4 l., 5, et le thermomètre, à $+ 14$."

Les voyageurs ont vu près de la sommité deux corniches au bec et aux pieds jaunes. M. Paccard avait vu aussi deux de ces oiseaux, lors de sa dernière ascension. La pente rapide qui est au-dessus du grand plan, dont M. Paccard a le premier indiqué l'existence dans le trins des neiges basses, depuis le Breven, était dépouillée de ses neiges, par l'écroulement d'une avalanche semblable à celle qui a englouti trois guides le 30 août 1824. Des glaces étant à découvert, il a fallu tailler des escaliers avec la hache. Les voyageurs, après avoir passé au quart d'heure sur la cime, sont descendus très-satisfaits aux Grands-Mulets le même soir, et le lendemain à Chamouix. Les crevasses, augmentées par l'avancement de la saison, les neiges, la pente du pied des Grands-Mulets, le froid et la rareté de l'air, leur ont offert des difficultés qu'ils ont heureusement surmontées sans aucun accident fâcheux.

DISTRIBUTION des Médailles d'or faite à Annecy, le 2 septembre 1825, en exécution des Manifestes de S. Exc. le Grand-Ecuyer de S. M. des 23 janvier 1821 et 24 mars 1824.

Membres de la Commission :

M. le Chevalier PONTIER de BULLEIN, Major de la place d'Annecy, Commandant par *interim* la Province de Genevois, Président de la Commission.

MM. Le Chev. ANDRÉ, Major en retraite, Syndic d'Annecy.

Le Chev. MICHAUD, Capitaine des Carabiniers Royaux.

L'Avocat CHAMMOUTET, Auditeur des Guerres, Vice-Intendant.

SCHIAFFINO et GOTTRELLI, Inspecteurs des Douanes royales.

De BAPHY, Vice-Syndic d'Annecy.

PICOLLET, Officier du Génie civil.

ANTHONIN fils, docteur-médecin.

JANIN, médecin vétérinaire au Dépôt royal des Etalons.

ROLLIER, commandant ledit Dépôt.

Propriétaires des Juments

MM. ANDRÉON Frédéric, propriétaire à Taninges.

1^{re} Médaille.

Le Chev. DE CESTA du Trembley, près Chambéry.

2^{me} Médaille.

BOUTARD Joseph, agriculteur, à Sévrier.

3^{me} Médaille.

ADMINISTRATION DE LA DETTE PUBLIQUE.

A V I S.

L'Administration de la Dette publique a reçu les récépissés ci-après désignés, provenant du Monte de Milan, transportés d'office sur la Dette amortissable de l'Etat, dont on n'a pu parvenir à découvrir les propriétaires, malgré les recherches qui ont été faites.

Le Directeur général désirant donner aux créanciers tous les avis possibles pour qu'ils puissent se pourvoir à l'Administration, afin d'obtenir de nouvelles récépissés, fait insérer au présent Journal l'état des récépissés à échanger, qui existent dans les archives.

(789)
É T A T.

N. des cédulas.	Noms des Propriétaires inscrits.	Montant des rentes.
2871 18072	ALICORI - FRASCA Poulain, Marie, de Gênes, ...	21 18
2870	BLANCHI Jean - Baptiste et Dominique, Frères, fils de Jean Dominique, de Gênes.	25 13
2871	DEMAURO Antoine, Prêtre	17 57
2882	DOBBIANI Dominique, Prêtre.	23 62
2873	CANELLI César - François, Prêtre, de Pierre d'Albenga. JANAROWSKA Anne, veuve de Jean-Baptiste Bercardou, pour 2/5, et Rosardo Marie - Antoinette - Innocente, et Marie - Etienne - Marie ses nièces, pour l'autre tiers, de Gênes	44 18
2878	MERULA Jean, ...	26 12
		21 13

Turin, le 7 septembre 1823.

Pour le Directeur général,
Le Vice - Directeur, SEYSSSEL.

P I É N O N T.

Turin, 7 septembre. M. ^e Fontana, Evêque de Sienne et Vicaire apostolique de Sutchnon, à la Chine, frère de M. Fontana, Sénateur au Sénat de Turin, a écrit une lettre datée du 27 septembre 1821, où il rapporte la mort héroïque de plusieurs chrétiens qui ont souffert le martyre pour la mort héroïque de plusieurs chrétiens qui ont souffert le martyre pour ne pas renoncer à la foi. Leur exemple a multiplié le nombre des chrétiens dans ces contrées. Du 1.^{er} janvier au 1.^{er} septembre 1821, on y avait enregistré 29,345 conversions; le baptême avait été administré à 335 adultes, à 1837 enfans de chrétiens, et à 6,000 enfans d'infidèles en état de mort. Les chrétiens étaient au nombre de 46,787. Il y avait 27 écoles pour les jeunes gens, et 45 pour les filles.

14 Septembre. Le 8 de ce mois, la Nativité de la Vierge a été célébrée avec une grande solennité. A la procession générale ont assisté tous les Corps religieux, les Magistrats supérieurs, le Corps Océanographique, les Prêtres et les Docteurs collégiés de l'Université Royale de Turin.

— 8. M. a daigné approuver, le 25 août dernier, un projet tendant à rectifier et à élargir, à Morgex, la portion qui y passe de la route provinciale de la cite d'Aoste à Modirra.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

La Prusse a refusé, dit-on, d'établir des consuls dans les nouveaux états de l'Amérique du Sud. Un décret royal défend aux sujets prussiens de prêter du service chez ces nouvelles puissances.

L'insurrection qui a éclaté à Montevideo, dans la partie orientale, fait présumer que des différends s'éleveront à ce sujet entre le gouvernement brésilien et celui de la Plata. Une expédition contre Montevideo était partie de Rio-Janeiro le 25 mai dernier, et il s'en préparait une autre pour la même destination.

— Les journaux de Buenos-Ayres, jusqu'au 24 juin, annoncent que l'empereur du Brésil est déterminé à prouver la légitimité de ses réclama-tions sur Montevideo.

FRANCE.

Paris, 6 septembre. Le voyage de S. A. R. Madame, duchesse de Berry dans les départemens du Nord-Ouest, est signalé chaque jour par des actes nombreux de bienfaisance de l'auguste princesse, et par l'expression de l'enthousiasme et de l'amour de tous les habitans.

— On dit que l'emprunt que viennent négocier à Paris les trois envoyés de Saint-Domingue, doit être souscrit par MM. Lafitte et Barin.

— M. le comte d'Argenteau est entré dans les ordres sacés à Rome : il a dit sa première messe le jour de l'Assomption.

— Le baron d'Ércole, l'un des membres de la junte de la Scu-d'Uchel, est mort dans la Manche, d'une attaque d'apoplexie.

8 Septembre. Le service du bœuf de l'an pour son S. M. Louis XVIII, aura lieu à Saint-Denis le 26 septembre.

— S. Exc. le ministre de la guerre, qui se rend au camp de Piquignau, est arrivé le 30 août au soir à Grenoble, après avoir visité la Grande-Chartreuse.

— De nouveaux accidens ayant appelé l'attention de l'autorité sur les effets des remèdes connus sous le nom de purgatif du sieur Leroy, le mi-nistre de l'intérieur vient de prescrire des mesures pour arrêter la distribu-tion de ce remède.

10 Septembre. M.^{gr} l'archevêque de Paris a donné un mandement au sujet du service anniversaire qui doit être célébré dans son diocèse, pour S. M. Louis XVIII.

— S. M. le Roi d'Espagne a décerné au général comte d'Espagne, le grand cordon de l'ordre royal andrénien d'Isabelle-la-catholique, et plu-sieurs autres décorations à divers officiers supérieurs.

Actions de la banque de France : 2475 fr. 2165 fr. ; 2105 fr.
Cinq pour cent consolidés : 101 fr., 90 c. ; (j. du 22 septembre) 99 fr. 50 c. ; 99 fr., 45 c.

Trois pour cent : 70 fr., 80 c. ; 71 fr., 30 c. ; 71 fr.

ITALIE.

Selon les nouvelles données par divers journaux italiens, Misanthropé aurait essayé, dans le mois de juillet, plusieurs assauts consécutifs, qui

tous auraient été victorieusement repoussés. Suivant une lettre de Trieste du 20 août, Ibrahim-Pacha aurait été tué sur le champ de bataille, avec une partie de son état-major ; et le reste des Arabes aurait été fait prisonnier par Colocotroni et Mauromirali, qui les auraient conduits à Napoli de Romanie. Les nouvelles de Corfou font Ibrahim-Pacha mort de poison, et celles du Zante le font enveloppé au creux du Péloponèse. Il s'est manifesté à Modon et à Suva une maladie contagieuse, que l'on croit avoir été apportée par les Arabes.

— Des lettres de Corfou, de Zante et de Trieste, des 15 et 20 août, racontant la défaite de Reshid-Pacha, qui a perdu la moitié de ses troupes sous les murs de Missolonghi, la levée du siège de cette place, les avantages des Grecs sur les flottes turque et égyptienne, et la défaite d'Ibrahim-Pacha près de Tripotamon.

VARIÉTÉS.

Notice historique sur les inondations de l'année 1824, avec un essai sur les causes de ces inondations ; par M. FODERÉ, Professeur de Médecine légale à Strasbourg.

M. le Docteur Fodéré, notre compatriote, a eu pour objet, dans cette Notice, de recueillir toutes les relations publiques et particulières qu'il a pu se procurer sur les inondations qui ont eu lieu l'année dernière, en Hollande, en Allemagne, en Russie, etc., et de proposer des conjectures sur les causes de quelques-unes de ces inondations qui lui ont paru mériter une attention particulière, à raison des circonstances dont elles ont été précédées ou accompagnées.

« L'année 1824, dit-il, a été féconde en désastres de tout genre, tremblemens de terre, éruptions volcaniques, ouragans, inondations, en ces dernières surtout, dont nous nous occuperons spécialement ici, sans négliger de voir les rapports qu'elles ont pu avoir avec les autres grands phénomènes. Presque toutes les parties orientales, occidentales et septentrionales de l'Europe en ont été le théâtre et en ont éprouvé de grandes pertes en hommes, en bestiaux, en maisons, en terrains cultivés et en objets manufacturés. Plus puissante et moins coërcible que le feu, l'eau a rompu les digues qu'elle avait respectées jusqu'ici, et dans plusieurs endroits, elle a présenté, dans l'automne de 1824, une image partielle du déluge dont les livres sacrés nous ont conservé le tableau. Toutot la cause de ces inondations a été manifeste, et l'effet évident du refluxement des fleuves et des rivières vers

« leurs sources, occasionné par le déclainement d'un vent impé-
 « tueux ; tantôt il est resté douteux à quelle cause il convenait de
 « les attribuer, de grands effets ne pouvant être attribués à de
 « petites causes locales et de peu de valeur. Frappé moi-même de
 « ces incertitudes et du spectacle de ces inondations dans l'espace
 « d'une centaine de lieues, je n'ai pu m'empêcher de faire à ce
 « sujet quelques recherches, d'où est résulté ce petit Mémoire,
 « que je divise en trois articles, dont le premier traite de l'histo-
 « rique des inondations, composé de mes observations et des ex-
 « traits des papiers publics ; j'examine dans le second article si les
 « inondations qui n'ont pas eu pour cause le ressulement des eaux
 « des fleuves, peuvent être attribuées à la quantité de pluie tombée
 « dans les pays inondés, ou s'il faut les déduire de causes étran-
 « gères aux pluies et ayant agi dans les entrailles de la terre ; enfin
 « je termine ce Mémoire par quelques considérations sur les pré-
 « cautions hygiéniques à prendre par l'Administration publique
 « pour faciliter l'écoulement des eaux, prévenir la formation de
 « nouveaux marécages et le développement des émanations malsé-
 « nes. »

Au nombre des inondations remarquables dont l'auteur fait men-
 tion, il cite celle qui eut lieu par le débordement de la Sorgue,
 rivière du département de Vaucluse, avant le 16 octobre, époque
 où il n'avait pas plu depuis long-temps dans le midi de la France,
 et où la Drôme, l'Aare, le Rhône et la Durance ne présentaient au-
 cune apparence d'accroissement.

On écrivait de Francfort-sur-l'Oder, le 20 octobre, que l'on
 éprouvait des inquiétudes sérieuses de ce que les petits ruisseaux
 et les puits tarissaient de jour en jour. Le 28 octobre, à la suite
 d'une pluie peu considérable, la partie nord de Pfaffenhausen se
 trouva submergée à une hauteur plus grande que de mémoire
 d'homme. Entre Pfaffenhausen et Obermodern, on voyait l'eau jaillir
 de la route sur plusieurs points, par des jets de six à huit toises
 d'épaisseur ; à s'élevait, dans les parties inondées, des vagues sem-
 blables à celles d'une mer agitée.

Plusieurs jets d'eau semblables ont eu lieu dans la banlieue de
 Volkshaus. Près des ruines du château de Windstein, les eaux
 échappées de la terre poussaient un rocher dans la plaine, et il en
 résulta un torrent qui aurait suffi pour faire aller un moulin. Au
 Jegerthal, une montagne s'est fendue et s'est écroulée.

Près de Baden, sur la fin d'octobre, les inondations firent l'effet

du déchargement subit de toutes les sources des montagnes, qui coulant à peine auparavant, acquirent tout à coup au tel volume et une telle rapidité, qu'elles renversaient et emportaient tout ce qui se trouvait sur leur passage.

Sur la plus haute montagne des Vosges et dans celles d'Oberbronn, des sources jaillirent tout à coup hors du sol.

Dans les environs de Cologne, on éprouvait toutes les nuits des éclaircs et des tonnerres. Dans le voisinage de la montagne de Donnersberg, on entendait un bruit sourd dans l'intérieur de cette montagne, et l'on croyait même s'être aperçu de quelques secousses de tremblement de terre.

Passant à l'explication de ces divers phénomènes, l'auteur s'élève aucun doute sur les causes reconnues de l'inondation de Saint-Petersbourg, due au refoulement des eaux de la Neva et de celles du Golfe, produit par le vent de mer impétueux qui a causé tant de ravages dans le Nord. Quant à celle de la Hollande, il reconnaît qu'elle dépend tout à la fois de la nature du pays, de l'action des tempêtes et des hautes marées. Dans plusieurs endroits, l'Océan, retenu par des digues épaisses de 40 pieds de hauteur, s'élève à plus de 22 pieds au-dessus du niveau du Continent. Un tel état de choses, combiné avec l'effet d'un vent violent et les hautes marées, donne une raison suffisante du terrible événement des 4 et 5 février 1825.

Mais dans les contrées éloignées de la mer, il s'agit de savoir si la quantité des pluies tombées dans l'automne de 1824, suffit pour expliquer toutes les inondations plus ou moins dévastatrices qui ont eu lieu à cette époque. L'auteur observe que les pluies ont été bien plus abondantes dans les années 1816 et 1817, qu'en 1824 ; que la terre était bien plus saturée d'eau, et que cependant ces deux premières années n'ont rien offert de semblable aux inondations de 1824. Il attire surtout son attention sur le débordement de la Sorgue, qui ne peut être attribué à la chute des eaux atmosphériques. Rapprochant les diverses circonstances qui ont accompagné un grand nombre des inondations de 1824, dans différentes parties de l'Europe, il incline à croire qu'il faut chercher la cause de quelques-unes de ces inondations, moins dans la quantité des eaux atmosphériques, que dans des phénomènes souterrains, dans des commotions survenues dans les entrailles de la terre et liées peut-être à des circonstances plus ou moins éloignées, dont ces phénomènes seraient la conséquence naturelle et nécessaire.

L'auteur a consulté à ce sujet la Société Grand-Ducale de Bades, qui, après avoir exposé elle-même des exemples analogues aux précédens, a cru pouvoir en tirer cette conclusion : « La pluie n'a jamais été la cause unique de la dernière inondation ; mais les eaux qui sortaient de toute part de la terre, ne participent pas moins à ce phénomène. »

M. Foderé, pour appuyer sa conjecture, observe d'abord qu'un grand nombre de tremblemens de terre ont eu lieu depuis 1800, soit en Europe, soit en Asie. On connaît la catastrophe de la ville d'Alep. Dans le mois d'avril 1821, à la suite de fortes secousses qui ont duré six jours et six nuits, la ville de Chiras a été entièrement traversée et à moitié engloutie. Il en a été de même de la ville de Kasroul, entre Bocher et Chiras. Des lettres de Chiras ont rapporté que toutes les montagues des environs de Kasroul ont été applanies et n'ont laissé aucune trace d'élévation. De semblables engloutissemens, dit l'auteur, supposent nécessairement des vides existant antérieurement, et le refoulement à des distances plus ou moins grandes, des matières fluides ou liquides qui pouvaient se trouver dans ces vastes cavités souterraines. Il cite des exemples de tremblemens de terre arrivés dans l'Inde, à la suite desquels on vit des hommes sortir du sein de la terre, les eaux inonder au loin des contrées où la plupart des rivières sont à sec une grande partie de l'année, et des colonnes d'eau de 12 à 20 pieds d'épaisseur s'élever hors de terre.

« Le commun des hommes, dit M. Foderé, qui n'est pas obligé de penser plus loin ses regards, peut bien s'imaginer qu'il n'y a pas d'autre eau que celle de la mer, des lacs et des rivières qu'il voit à la surface de la terre ; et l'on peut en dire que la pluie et la neige, résultats du commerce intime et continuel entre le globe et l'atmosphère, contribuent puissamment au maintien de ces eaux visibles. Mais un peu plus de réflexion, et l'habitude d'observer dans différents pays ne tardent pas à faire naître l'idée qu'il y a peut-être autant d'eau, à différentes profondeurs, dans les entrailles de la terre, qu'en de contre à sa surface. » L'auteur ajoute ici quelques considérations sur les lacs qui se trouvent à des hauteurs considérables, là où les vapeurs atmosphériques se réduisent à peu de chose ; sur les sources des eaux minérales qui ne tarissent jamais ; sur les fontaines artésiennes ; sur la nature délétère des eaux qui proviennent de certaines inondations, etc., etc.

AVIS.

Par lettres du 5 de ce mois la Chambre des Comptes a transporté au 27, 28, et 29, du courant mois de Septembre la foire de la ville de Saxe qui devoit avoir lieu les 25, 26, 27, dudit mois.

Saxe, le 2 Septembre 1825.

Le Vice-Syndic,

GERARD N.°.

MANIFESTE.

Pour la vente par subhastation des immeubles de Marcel Silvestre, dit Prevaz, situés rière la commune du Bourget, mandement de la Motte-Servolex.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que, par son décret en date du vingt et un août, année dernière, dûment enregistré le vingt-cinq dudit, sous le droit en debet de huit livres par M.^e Baudé receveur, pauvre Josephite Silvestre, dit Prevaz, habitant à Chambéry, a obtenu contre Marcel Silvestre, dit Prevaz, habitant au Bourget, la permission de lui faire faire l'injonction prescrite par l'art. 94 de l'édit du 16 juillet 1822 ; ce qui a été fait par exploit du sergent Maurice Girard, en date du deux septembre pour lors suivant ; que, suivant le prescrit de l'art. 99 du même édit, sur requête présentée par ladite Josephite Silvestre, dit Prevaz, le Seigneur Juge-Maje, Préfet de ce Tribunal, lui a permis, par son décret du vingt-trois août dernier, enregistré ledit jour, sous le droit en debet de deux livres, signé Baudé, de faire citer ledit Marcel Silvestre, dit Prevaz, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Collet, en date du vingt-quatre dudit mois d'août, pour comparaître à l'audience du vingt-sept même mois, et par ordonnance dudit jour, le Tribunal, sur réquisition de ladite pauvre Josephite Silvestre, dit Prevaz, ayant pour procureurs M.^e Montagnole, ou l'Avocat-Fiscal, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la requête qui précède le sus-dit décret du 23 août dernier, et serait dressé manifeste par le Greffier de séance, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal du huit octobre prochain, à trois heures après midi, et a commis l'huissier Exertier, pour faire la notification prescrite par le sus-dit édit du seize juillet mil huit cent vingt-deux : la susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du vingt-trois août dernier, de même que la susdite ordonnance dudit Tribunal du vingt-sept dudit mois d'août et enregistrement du tout ont été notifiés, par exploit dudit huissier Exertier à ces fins commis, en date du sept septembre courant, audit Marcel Silvestre, dit Prevaz, et une copie authentique du tout, signée par M.^e Montagnole, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques

de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate du certificat du cinq dudit mois de septembre courant, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M.^e Domengel, Conservateur, qui a perçu cinq livres, trente centimes.

Désignation des immeubles à subhaster situés sur la commune du Bourget, mandement de la Motte-Servolux.

Numéro de la mappe 789, pâturages aux Côtes pour deux tiers de bise, contenant cinquante-trois toises, de la taille de six deniers; confiné au nord par le châtaigneraie des consorts Lanson, dit Peguet, au midi par le pâturage d'Humbert et Claude Guisou, au levant par un ruisseau, et au couchant par le pâturage des frères Curtet, dit Monoud.

Numéro 871, cour au pré de la Trappaz, contenant soixante-deux toises, six pieds; de la taille de quatre sous, onze deniers.

N.^o 872, grange audit, contenant dix-huit toises, quatre pieds; de la taille d'un sou, six deniers.

N.^o 873, cour audit, contenant trente toises, sept pieds; de la taille de deux sous, cinq deniers.

N.^o 874, scie audit, contenant onze toises, un pied; de la taille de dix deniers.

N.^o 875, membre de maison audit, contenant douze toises; de la taille de onze deniers.

N.^o 877, cour audit, contenant huit toises, un pied; de la taille de huit deniers.

Tous les sus-dits numéros confinés aux nord et couchant par un ruisseau, au midi par le pâturage de Joseph Silvestre, dit Prevaz, et au levant par le pré du même.

N.^o 879, pâturage chez Prevaz, contenant cent trente toises, cinq pieds; de la taille de trois sous, un denier.

N.^o 880, pâturage audit, contenant cent septante-neuf toises, deux pieds; de la taille de quatre sous, trois deniers.

N.^o 881, pâturage audit, contenant cent vingt-neuf toises, trois pieds; de la taille de trois sous, un denier. Ces trois numéros sont confinés au nord par le champ de François Parpillon, au midi et au levant par un ruisseau et au couchant par le pâturage des consorts Parpillon, dits Maitremer.

N.^o 883, champ au Champ-Mou, contenant cent cinquante toises; de la taille de onze sous, dix deniers.

N.^o 884, champ audit, contenant huitante-quatre toises, deux pieds; de la taille de six sous, huit deniers.

N.^o 886, pâturage au Vernay, contenant cent huitante toises, quatre pieds; de la taille de quatre sous, trois deniers; ces trois numéros sont confinés au nord par le champ de François Parpillon et un ruisseau, au midi par le pâturage des consorts Parpillon, dits Maitremer, au levant par le champ dudit François

Parpillon et au couchant par le pâturage de Joseph Silvestre, dit Prevaz.

N.^o 1134, champ au Pré-Clément, contenant deux journaux, cinquante-six toises, sept pieds; de la taille de trois livres, cinq sous, quatre deniers.

N.^o 1138, châtaigneraie sous Ramey, contenant cent une toises; de la taille de cinq deniers.

N.^o 1139, châtaigneraie audit, contenant cent quinze toises, un pied; de la taille de sept deniers.

N.^o 1140, champ audit, contenant deux cent quarante et une toises, quatre pieds; de la taille de une livre, deux sous: ces quatre numéros sont confinés au nord par les champs des consorts Parpillon et de Joseph Silvestre, dit Prevaz, au midi par le châtaigneraie d'Antoine Estiaz, au couchant par les champ et pré de François Parpillon, dit Maîtremier, au levant par le pré d'Antoine Sevox et au couchant par le châtaigneraie de Joseph Silvestre, dit Prevaz et des consorts Parpillon.

N.^o 1176, terres, châtaigniers et taillis au Bran-Ramey, contenant un journal, six toises, cinq pieds; de la taille de dix sous; confinés au nord par le châtaigneraie de Pierre Parpillon, dit Maîtremier, au midi par le châtaigneraie de Joseph Estiaz, au levant par le pré d'Antoine Sevox et au couchant par le châtaigneraie de Joseph Silvestre.

N.^o 1306, champ sous Ramey, contenant trois cent vingt-cinq toises, six pieds; de la taille d'une livre, dix-sept sous, trois deniers; confinés au nord par un chemin public, au midi par les champs des consorts Parpillon et François Trivet, au levant par le champ dudit Trivet qui est aussi au couchant.

CONDITIONS DE LA VENTE.

- 1.^o Que l'adjudicataire prendra les immeubles à subhaster dans l'état où ils se trouveront lors de l'adjudication définitive.
- 2.^o Qu'il supportera toutes servitudes actives et passives, s'il en existe.
- 3.^o Qu'il sera tenu d'acquitter les contributions arriérées, s'il en existe, et de payer les courantes.
- 4.^o Qu'il payera le prix de son adjudication à présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront utilement colloqués par l'ordre qui sera établi de gré à gré ou judiciairement, et ce avec intérêts au cinq pour cent, dès le jour de l'adjudication jusqu'à celui du paiement.
- 5.^o Qu'autre, et sans diminution du prix de l'adjudication, il sera tenu de payer, entre les mains de M.^e Montagnolo, tous les frais faits pour parvenir à la vente, depuis et comprise la requête présentée à ce Tribunal, le vingt et un août, année dernière,

et ce, dans la huitaine après que l'adjudication sera définitive, sur la parcelle qui en sera fournie par le procureur de la cause, laquelle, en cas de contredit, sera taxée à ses frais par le rapporteur de la cause; il sera encore tenu de faire signifier à ses frais, copie du jugement d'adjudication audit Marcel Silvestre, dit Prevaz, et d'en fournir copie authentique à la poursuivante, et de faire inscrire, à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'adjudication définitive sur les biens vendus en faveur de la masse des créanciers, dans le délai de quinze jours, qui suivra la sus-dite adjudication définitive, à défaut de quoi, le privilège sera inscrit à la diligence du procureur de la poursuivante, toujours à ses frais.

Sous ces conditions, la poursuivante offre de payer les créances exigibles ou non, aux termes de l'article septante-deux du sus-dit édit, et offre pour mise à prix la somme de six cent quarante-neuf livres, huitante centimes, prix équivalant à soixante fois le montant de la contribution royale.

En exécution de l'ordonnance et des décrets ci-devant, et à réquisition de pauvre Josephite Silvestre, dit Prevaz, ayant pour procureur M.^e Montagnole, il sera procédé à la vente des immeubles ci-devant décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje, séant à Chambéry, (section des vacations), rue Juiverie, maison d'Allinges, le samedi huit octobre prochain, à trois heures après midi, sur la mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de six cent quarante-neuf livres neuves, huitante centimes.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 101 du sus-dit édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affictions, notifications et tous exploits requis et nécessaires. De ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 12 septembre 1825. Claude REVEL, Subst.-Greffier.

Enregistré à Chambéry, le 12 septembre 1825; vol. 2^e case 1318, folio 138 recto, Droit en debet: trois livres. BAUDÉ.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'une maison et jardin situés au faubourg Moche de la ville de Chambéry, appartenans au sieur Jean GEORGE, sergent royal, demeurant audit lieu.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que par décret dudit Tribunal,

en date du 2 août 1821, dûment enregistré le 3 même mois, sous le droit de deux livres, à forme de reçu signé Baudé, mis au bas de la requête présentée par Marie Isard, ménagère, veuve de François Tochon, tant de son chef, qu'en qualité de tutrice de Jean, son, et dudit Tochon fils, domiciliés dudit Chambéry, il a été permis à cette dernière, de son chef et en sadite qualité, de faire lire au sieur Jean George, sergent royal, demeurant à Chambéry, l'injonction prescrite par l'art. 94 de l'édit du 16 juillet 1821; ce qui a été fait par exploit de l'huissier Borne, en date du 11 même mois d'août; que, suivant le prescrit de l'art. 94 du même édit, sur la demande de ladite Marie Isard, de son chef et en sadite qualité, le lieutenant Juge-Maje de cette province (le seigneur sénateur Juge-Maje absent) lui a permis, par son décret du 28 décembre année dernière, dûment enregistré le même jour, de faire citer ledit sieur Jean George, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier cadet, en date du 30 dudit mois de décembre, pour comparaître à l'audience dudit Tribunal, du 8 janvier prochain échu; et à ladite audience, le Tribunal a, par son ordonnance dudit jour 8 janvier, dûment enregistrée le 20 même mois, sous le droit de cinq livres, à forme de reçu signé Baudé; où le rapport, où M. l'avocat fiscal dans ses conclusions, sans s'arrêter aux observations du défendeur, en donnant acte aux comparans de leurs offres et déclarations, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, et ordonné qu'il sera procédé à l'ouverture de la première enchère des immeubles désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du 28 décembre année dernière, et sur le Manifeste qui sera dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience de ce Tribunal, du 1.er mars lors suivant, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Augustin Exertier pour faire les notifications, en conformité de l'édit du 16 juillet 1821; la susdite ordonnance avec la requête et extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés avec la requête, par exploit dudit huissier Exertier, en date dudit sieur George, par exploit dudit huissier Exertier, en date du premier février dernier, et une copie du tout, signée par M. Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, où le tout a été enregistré, ainsi qu'en coûte du certificat délivré au bas du susdit exploit par M. Domengat, conservateur, sous date du 4 dudit mois de février; et, par décret du 25 janvier dernier, ladite Marie Isard, de son chef et en sa susdite qualité, a été admise au privilège des pauvres.

Manifeste a été dressé le 5 dudit mois de février, enregistré le même jour, sous le droit de trois livres, à forme de reçu signé Baudé. Les publications, notifications et insertion au Journal, prescrites par le susdit édit, ayant été faites en temps utile pour l'adjudication préparatoire, par requête présentée audit Tribunal par ledit sieur Jean George, ce dernier a demandé la nullité du manifeste par les motifs énoncés en ladite requête,

qui a été décrétée le 25 dudit mois de février pour comparaître le 28 même mois, et les parties paraisant à l'audience dudit jour, le Tribunal, en donnant acte de ce qui a été dit et ordonné, la communication des pièces à monsieur l'avocat fiscal pour, ensuite de ses conclusions, être dit droit ainsi qu'il écherra, dépens réservés. Monsieur l'avocat fiscal a donné ses conclusions le 15 mars dernier, enregistrées le 16 même mois.

Par décret dudit Tribunal en date du premier juillet dernier, enregistré le 2, mis au bas de la requête présentée audit Tribunal par ladite Marie Isard de son chef et en sadite qualité, il lui a été accordé l'injonction et commission requise pour procéder suivant les fins suppliées. Cette requête, décret et lettres ont été signifiés audit sieur Jean George, par exploit de l'huissier Bernard, en date du 6 dudit mois de juillet, avec assignation audit sieur George pour assister et être présent à l'opération qui devait faire l'architecte Trively, suivant les fins mentionnées en ladite requête; le lendemain 7 juillet, ce dernier ayant ensuite fait son rapport le 10 même mois, dûment enregistré, ladite Marie Isard, de son chef et en sadite qualité, s'est de nouveau pourvu au seigneur sénéateur Juge-Maje, par sa requête du 17 août dernier, décrétée le même jour, de soit appelé partie pour comparaître le second samedi. Cette requête, décret et enregistrement d'icelui ont été signifiés audit sieur Jean George, par exploit de l'huissier Exertier à ces fins commis, en date du 19 dudit mois d'août, et par ordonnance dudit Tribunal, en date du 27 dudit mois d'août, enregistrée le 2 du courant, sous le droit de vingt-trois livres, cinquante centimes, signé Baudet; le Tribunal, où l'avocat-fiscal, en donnant acte du défaut qu'il a déclaré avoir été bien et dûment encouru par ledit Jean George, pour le profit duquel a ordonné la mise aux enchères des immeubles dont la vente a été autorisée par jugement du 8 janvier dernier, sous les clauses, charges et conditions proposées, et sous la mise à prix offerte par la poursuivante, de mille livres, et a fixé l'audience, pour l'adjudication préparatoire, au 8 octobre prochain, à trois heures après midi. Cette dernière ordonnance, enregistrement d'icelle, requête qui l'a précédée, décret, enregistrement, extrait du cadastre et exploit de signification ont été signifiés audit sieur Jean George, par exploit de l'huissier Exertier cadet, à ces fins commis, en date du 5 du courant; copie de ce dernier exploit, ainsi que des autres pièces, signée par M.^e Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, où le tout a été enregistré, ainsi qu'en conste du certificat délivré en marge du dit exploit par M. Domenget conservateur, sous date du 6 du courant, qui a perçu pour tout droit quatre livres, 30 centimes.

DESIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE.

Numéros de la Mapped.

N.^o 1158, maison à Maché, confinée au levant par la boutique de Chatelain, jardin de Claude Berthet, au midi par le grand

jardin du Château, au couchant par la maison et jardin d'Antoine George, et au nord par la rue publique; de la contenance de 20 toises, 2 pieds, sans taille.

N.^o 1159, maison et jardin au même lieu, et mêmes confins que dessus, de la contenance de 20 toises, 1 pied; taille 3 sous, et 5 deniers.

N.^o 1160, maison et cour à Maché, seulement pour quatre pièces qui se trouvent au second étage de ladite maison et au dessus de l'appartement de Jean Padey, et de la moitié du galetas qui est au-dessus; confinée du levant par la maison de Joseph Meunier, aux midi et couchant par ledit Jean; de la contenance de 34 toises, 2 pieds, sans taille.

Les immeubles ci-dessus que possède ledit sieur Jean George, dans la rue des Deux-Bournaux, bas Maché, en cette ville, sont fixés sous les numéros 1158, 1159 et 1160 de la mappe dudit lieu, et sous les numéros 9 et 10 des inscriptions de cette ville, qui le tout forme un corps de bâtiment, composé d'une boutique avec four, et arrière-boutique, et une petite cour sur le derrière, d'un premier étage divisé en trois pièces par des cloisons en planches, une chambre et un cabinet sur le devant, et d'une chambre sur le derrière, avec un corridor qui conduit à la galerie sur la cour, et ensuite à l'escalier en bois qui conduit au second étage, de la même étendue que le premier, mais d'une seule pièce.

2.^o Sur la même cour, contre le mur de soutènement du jardin, contre celui du Château royal, se trouve un bûcher fermé et couvert en ardoises, avec une petite cour de chaque côté, et dans celle du côté Est se trouve une fontaine.

3.^o Un second étage du côté Est, au-dessus de l'appartement du sieur Jean Padey, composé de deux chambres sur la rue, d'une chambre et un cabinet sur le derrière et d'un galetas au-dessus dont la moitié appartient au sieur Jean Padey.

Tous ces objets se confinent par les bâtimens dudit sieur Padey à l'Est, par le jardin royal à l'Ouest, par les bâtimens des héritiers d'Antoine George, et au nord par la rue publique.

4.^o Une écurie à l'Est de la cour de la fontaine, adossée au mur de soutènement du jardin, et derrière cette écurie, un caveau dessous le jardin, dont l'entrée est dans ladite écurie, qui est confinée à l'Est par les bâtimens du sieur Meunier, par l'allée commune au nord, par le jardin et maison ci-devant du Sud et Ouest.

5.^o Plus, le jardin au-dessus des petites cours et bûcher contre celui du Château royal.

La poursuivante de son chef et en sadite qualité, offre pour mine à prix, la somme de mille livres, attendu qu'il n'existe en partie aucune contribution royale, et de payer les créances exigibles aux termes de l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1821.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA TENTE.**ARTICLE PREMIER.**

Que les premières enchères seront ouvertes sur la mise à prix ci-dessus offerte.

ARTICLE II.

Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives.

ARTICLE III.

Qu'il entrera en jouissance aussitôt après l'adjudication définitive.

ART. IV.

Qu'il paiera le prix de ladite adjudication, ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le Tribunal.

ARTICLE V.

Qu'il se chargera tout seul et exclusivement des frais utiles qui auront été faits des ordonnances injonctives du 2 août 1823, jusqu'à ceux de l'adjudication définitive, sur ceux frustrés, et devra en conséquence rembourser le tout à M.^e Blanchard, procureur de la poursuivante, dans les huit jours qui suivront l'adjudication, suivant l'état convenu amiablement, à défaut de ce, réglé par M. l'Avesseur Rapporteur de la cause.

ARTICLE VI.

Que l'acquéreur se soumet à tout ce que prescrit en pareil cas le susdit édit du 16 juillet 1823.

En exécution des ordonnances et décrets ci-dessus énoncés et à la requête de ladite Marie Isard, de son chef et en son qualité, admise à jouir du bénéfice des pauvres, par décret ci-dessus énoncé, ayant pour procureur M.^e Blanchard, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, chez lequel elle fait l'élection de domicile pour le fait et cause du présent, il sera procédé à la vente des immeubles dont s'agit, et sur la mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de mille livres neuves, et en conséquence la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje séant à Chambéry (section des vacations), rue Juiverie, maison d'Allinges, le huit octobre prochain, à trois heures après midi, et les enchères seront ouvertes sur ladite mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de mille livres neuves.

Le présent Mandat sera lu, publié et affiché, notifié et inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de la manière prescrite par les art. 77 et 102 de l'Édu. précité.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de se faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 12 septembre 1825. Claude REVEL, substitut.

Enregistré à Chambéry, le 12 septembre 1825, volume 2, case 1219, folio 138 recto. Droit en debet : trois lires. BAUDÉ.

CHAMBERY, Imprimerie de F. B. PLATTET, rue du Sénat.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 25 Septembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 23 septembre. On est frappé de l'élévation de température qui s'est soulevée jusqu'ici, malgré l'avancement de la saison, et de l'opportunité d'un temps qui, après la sécheresse du printemps que nous avons éprouvée, a singulièrement favorisé depuis lors, en Savoie, par les plus heureuses alternatives de pluie et de chaleur, la végétation et la maturité de tous les genres de produits. Aussi, à part les premiers fourrages, la récolte est-elle généralement belle dans ce Duché; l'abondance des fruits, surtout de ceux à noyau, a été particulièrement remarquable. Il semble que la Providence ait voulu nous dédommager des pertes causées l'année dernière par les intempéries et par la grêle, en bénissant les œuvres de charité exercées envers les malheureux qui en avaient été particulièrement les victimes. Car, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, et il est inutile de le répéter: une pitié active et généreuse s'était déployée dans toutes les classes de la société, et indépendamment des nombreux secours que les communes déshéritées ont reçus des habitants de ce pays, la bienfaisance commune à toutes les provinces des Etats de S. M., nous a fait trouver ailleurs la même générosité; les dons qui nous sont parvenus à ce sujet de Turin et même de Gênes, sont une preuve touchante des sentimens et des liens qui, sous le sceptre paternel de nos augustes Princes, unissent tous les enfans d'une même famille.

PIÉMONT.

Turin, 15 septembre. LL. MM. sont rentrées le 15 au soir dans cette Capitale, en parfaite santé, de retour du Château Royal de Givone.

— La Commission mixte séante à Milan ayant conclu un contrat pour les réparations à faire sur les deux rives du Tessin, près du pont construit auprès de Bellinzona, S. M., par sa détermination souveraine du 30 août dernier, a approuvé ce contrat pour la partie qui la concerne.

— Le 27 du mois dernier, LL. MM. se sont rendus de Genève à Albe, pour assister à la solennelle et pieuse cérémonie de la translation du corps de la bienheureuse Marguerite de Savoie, de l'église cathédrale dans le Monastère de Sainte-Marie-Magdeleine fondé par cette Princesse et rétabli par la religieuse munificence de LL. MM. Nous croyons devoir renvoyer au N.^o 109 du *la Gazette Piémontaise*, pour les détails étendus et pleins d'intérêt qui s'y trouvent sur cette cérémonie, sur la piété exemplaire de nos augustes Souverains, et sur les témoignages de la joie publique, de l'enthousiasme et de l'amour que LL. MM. ont reçus dans cette circonstance.

— M. le Chevalier Joseph Muraz, Premier Officier au Ministère des affaires intérieures, vient de mettre au jour le Tome I.^{er} de son Histoire de Sardaigne. Cet ouvrage compte déjà environ onze cents souscripteurs, ce qui prouve une idée de la juste confiance qu'inspire le nom de l'auteur.

Le 1.^{er} Septembre, LL. MM. sont parties aujourd'hui, à neuf heures du matin, pour le Château Royal d'Agliè. Avant leur départ, LL. MM. ont reçu les hommages et les vœux de S. A. S. le Prince de Savoie-Carignan, ainsi que de tous les grands Vignobles et Charges de la Cour et de l'Etat. A dix heures, S. A. S. et la Princesse Royale son Epouse sont repartis pour Racconis.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

M. le Prince de Metternich, qui devoit aller dans ses terres en Moravie, avant le sacre de S. M. l'Empereur d'Autriche, a renvoyé, dit-on, son départ, à l'occasion de l'arrivée d'un courrier de Paris.

— L'autre jour, S. M. donnant audience, selon son usage, à trois heures, qui la demandent, une femme vint à accoucher inopinément dans les appartemens de l'Empereur. S. M. fit remettre à cette femme 50 ducats, et l'Impératrice a daigné tenir son enfant.

— Selon le *Spectateur Oriental* de Smyrne, Ibrahim-Pacha se rendit enpart de Napoli de Malvoisie, et aurait détruit Argos et les Montfins. Le 24 juillet, le pouvoir exécutif de Napoli de Romanie a dressé un acte pour demander, au nom du clergé et du peuple, la protection de l'Angleterre, malgré la protestation des principaux chefs du gouvernement.

— S. M. le Roi de Prusse ne doit séjourner que peu de jours à Bruxelles, et il en partira pour Paris le 16 ou le 17 septembre.

ANGLETERRE.

On commence à croire que les affaires d'Orient se termineront par une négociation entre l'Angleterre et la Porte.

— Lord Gorcham est encore en France. On croit qu'il pourrait bien s'embarquer à l'improvise pour la Grèce, au port irlandais de Belfast, où doivent se rendre des vaisseaux achetés en Suède.

— Le journal *The Courier* a inséré une lettre dans laquelle, en conti-

naant à protester de la neutralité de l'Angleterre dans les affaires de la Grèce, ou désapprouve l'entreprise de Lord Cochrane, comme contraire aux traités qui existent entre la Grande-Bretagne et la Porte.

— On assure que la guerre contre les Birmans s'est terminée par un traité avantageux à l'Angleterre, conclu dans la capitale même des Birmans.

FRANCE.

Paris, 13 septembre. Le charriot qui doit porter à Lyon la statue équestre de Louis XIV, doit arriver sous peu à Paris. Ce charriot a 22 pieds de long, sur 8 et demi de large et 10 et demi de haut. Les roues de derrière ont 5 pieds de rayon. La statue pèse 30 milliers; il faudra 30 chevaux pour la traîner.

— Les arrestations continuent en Espagne. La conspiration de Bessières donne lieu à de nombreuses enquêtes judiciaires.

— Une aimable muse, Mlle Delphine Gay, vient de publier en faveur des Hellènes un petit poème intitulé : *Le Quete*, qui se vend au profit des Grecs.

— On a parlé depuis long-temps de la protection des Anglais offerte ou réclamée par les Grecs, à Napoléon de Roumélie, lorsqu'Ismaïl-Pacha s'est approché de cette place. Aujourd'hui les journaux sont remplis d'articles à ce sujet. Selon les uns, le commodore Hamilton non-seulement aurait fait passer et promis d'abondans secours aux Grecs, mais il leur aurait offert, au nom de l'Angleterre, un protectorat analogue à celui des Îles Ionniennes. Selon d'autres, il y aurait eu des conférences dans lesquelles le Péloponèse aurait voté pour le protectorat de la France, tandis que les îonniens auraient préféré celui de l'Angleterre et auraient fait prévaloir leur avis. D'autres enfin disent que la demande d'une protection quelconque ayant précédé les derniers succès des Grecs, il est à craindre que cette demande ne sera pas soutenue généralement.

15 septembre. S. A. R. le Prince de Salerne est parti de Paris pour Vienne, le 14 de ce mois.

— M. le comte de Lardenoy, gouverneur des Tuileries, est mort le 12 du courant, dans sa 78^e année.

— M. le comte de la Fertonnays, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, est attendu incessamment à Paris.

17 septembre. Hier, la famille royale a assisté, dans la chapelle des Tuileries, au service funèbre anniversaire pour S. M. le roi Louis XVIII.

— La nouvelle de la paix des Anglais avec les Birmans est démentie par la gazette de Calcutta du 16 mois dernier.

Actions de la banque de France : 2117 fr., 55 c.; 2135 fr., 50 c.
 100 pour cent consolidés : 99 fr., 75 c., 99 fr., 60 c., 99 fr., 55 c.
 Trois pour cent : 71 fr., 70 c.; 71 fr., 65 c.; 71 fr., 60 c.

Antérieurement aux succès attribués en dernier lieu au Grec à Missolonghi et dans la Morée, ils avaient essuyé une défaite le 5 juillet à Tri-corfo, causée par la fuite des Corinthiens, qui avaient entraîné une déroute générale. Colocotroni avait réuni toutes ses troupes, qui, d'après son rapport, se composaient de neuf mille hommes. Ibrahim-Pacha commandait en personne.

→ Selon des nouvelles du Golfe de Napoli de Romanie, du 25 juillet, le prince Ypsilanti aurait été fait prisonnier par Ibrahim-Pacha, et transporté au camp avec des blessures mortelles; et d'autre part, l'on assure qu'il était encore, le 29 juillet, à la tête de ses troupes.

VARIÉTÉS.

NOTE sur un phénomène de physique-mécanique, et sur plusieurs autres du même genre, qui paraissent avoir été peu remarqués jusqu'ici : Par C. N. ALLOU, ingénieur au Corps Royal des mines de France. (Extrait de la Bibliothèque Universelle).

« Il n'y a pas long-temps qu'on a observé en Amérique, un fait très-curieux, qui n'a pas été expliqué d'une manière satisfaisante. M. Barnes, mécanicien de Cornwall, aux États-Unis, ayant monté sur une tour un disque de tôle à bords tranchans, et voulant en diminuer le diamètre et lui donner une forme parfaitement ronde, imagina d'appliquer sur ses bords, une lime ordinaire. Mais, à sa grande surprise, la lime fut coupée net, en quelques instans, sans que le disque pût être entamé.

« M. Perkins, à qui nous devons des perfectionnemens si ingénieux dans la construction des machines à vapeur, a répété à Londres l'expérience de M. Barnes, et il a obtenu les mêmes résultats, en donnant au disque une vitesse d'environ 10,000 pieds par minute : le même effet a eu lieu, en appliquant la lime sur les faces latérales du plateau. Quelques physiciens ont même réussi à couper ainsi du quartz et d'autres pierres dures. On a observé de plus, qu'en donnant au disque de fer doux une vitesse progressivement accélérée, le barreau d'acier l'entaille d'abord très-sensiblement, comme cela a lieu d'ordinaire, qu'il arrive ensuite un moment où toute action cesse de part et d'autre, et qu'enfin, en augmentant toujours la vitesse de rotation, c'est au contraire le plateau de fer qui agit sur l'acier, et cela, avec d'au-

tant plus d'énergie, que cette vitesse est devenue plus considérable.

« On a proposé plusieurs manières d'expliquer ce phénomène, mais elles sont loin d'en donner une solution complète. Ainsi, on a prétendu que, par l'effet du calorique dégagé par le frottement du barreau sur le disque, le premier éprouve une sorte de recuit ou de désaciération, qui le ramène presque à l'état de fer doux, et le rend susceptible d'être entamé par un disque tranchant de la même substance. Mais il a été prouvé depuis que l'acier ne changeait pas de nature pendant cette expérience; il est douteux qu'il s'y dégage assez de chaleur pour le réduire à l'état de fer pur; et enfin, l'action du disque a lieu au moment même où l'on en approche la lime, par conséquent, avant qu'il y ait eu une quantité appréciable de calorique développée.

« Il nous a paru qu'il y avait un moyen très-simple d'expliquer le fait que nous venons de rapporter, à l'aide d'un principe de mécanique dont les explications sont extrêmement fécondes, et auquel on paraît avoir fait peu d'attention jusqu'ici. Nous ne nous rappelons pas du moins l'avoir vu indiqué d'une manière explicite dans aucun traité sur cette matière.

« Si deux corps également durs et élastiques, tels que seraient, par exemple, deux billes d'ivoire, viennent à se choquer avec des vitesses égales ou peu différentes, chacun d'eux éprouve et fait éprouver, à la fois, un choc semblable, et la déformation qui en résulte est aussitôt réparée, par suite de l'élasticité des deux corps. Mais si le premier est animé d'une vitesse incomparablement plus grande que le second, et si celui-ci, quoique plus dur que l'autre, est en outre susceptible d'être coupé ou traversé, il éprouvera l'un ou l'autre effet sans recevoir de vitesse sensible; toute l'action imprimée étant employée à percer ou pénétrer le corps choqué.

« Nous pouvons citer, à l'appui de ce principe, plusieurs exemples qui achèveront d'en éclaircir la théorie. Une expérience de physique amusante, bien connue de tout le monde, consiste à tirer dans une porte de sapin ouverte, avec un fusil où l'on a introduit une chandelle de suif ordinaire, et par-dessus une petite charge de poudre. Au moment du tir, la chandelle pénètre la porte, qu'elle traverse même quelquefois, et pourtant cette porte qui était d'abord ouverte ne se ferme pas. À quoi peut tenir cet effet, qui semble d'abord si extraordinaire? C'est que la chandelle brusquement chassée par la vitesse presque infinie de la poudre, frappe à son tour si vivement les fibres du bois, malgré son peu de dureté, que

celles-ci n'ont pas le temps de réagir avec leur élasticité ordinaire, et se brisent aussitôt sous le choc. Mais l'effort nécessaire pour les briser a épuisé la quantité de mouvement imprimée au projectile par l'action de la poudre; il n'en reste plus assez pour mouvoir en même temps ces fibres après leur rupture, et la porte doit, par conséquent, rester immobile.

« C'est encore par la même cause que l'on voit assez souvent ces faiseurs de tours qui usurpent le titre de physiciens, briser au moyen d'un bâton un peu fort une baguette posée sur deux verres remplis d'eau, sans casser ceux-ci et sans répandre même l'eau qu'ils contiennent. Dans cette expérience, le bâton que tient l'opérateur frappe avec une telle vitesse sur celui que supportent les deux verres, que les fibres de celui-ci sont instantanément rompues, comme l'étaient dans l'autre circonstance celles de la porte de sapin. Il est évident qu'en donnant à la chandelle et au bâton une vitesse beaucoup moins grande, la porte se fermerait brusquement sans éprouver d'autre effet, et le bâton posé sur les verres se déplacerait en renversant ces derniers. Tout corps résiste au mouvement, dit M. Francœur, dans son traité de Mécanique, et c'est en résistant qu'il en reçoit. Celui qui se trouve instantanément percé ou déchiré, n'ayant pas offert de résistance appréciable, ne doit donc pas recevoir de mouvement, et c'est ce que l'expérience confirme, comme on vient de le voir.

« Il n'est sans doute personne qui, se promenant à la campagne ou dans un jardin, ne se soit amusé, comme le second Torquin, à rompre avec une baguette les tiges élevées de certaines fleurs ou les jeunes branches des arbrustes qui forment les haies. On voit aussitôt alors, avec une rapidité étonnante, les fleurs et les branches se briser aussi nettement que si elles étoient au choc d'un instrument tranchant et bien affilé. C'est encore ainsi qu'un serpent, sorti de quelque haisson ou des trous d'un vieux mur, est partagé sur le champ en plusieurs tronçons par le simple choc d'une baguette de coudrier. Cependant la baguette n'a qu'une dureté médiocre très-peu différente de celle du corps qu'elle divise, et sa forme à peu près cylindrique est bien loin d'être favorable à une action incisive; mais il arrive ici ce que nous avons vu plus haut : le choc est tellement rapide et inattendu, que les fibres musculaires du reptile, de même que celles qui forment le tissu des jeunes branches et des fleurs, n'ont pas le temps de réagir. Or, c'est ce défaut de réaction qui constitue tout le phénomène. Il faut même remarquer que les

branches et les fleurs ainsi touchées n'éprouvent point de secousses ni de déplacement sensible, et qu'au contraire plus elles restent immobiles au moment du choc, plus elles se trouvent nettement coupées. C'est donc exactement le cas de la porte de sapin que nous avons citée plus haut. » (*La suite à un autre Numéro*).

LE MENTOR DES ENFANS ET DES ADOLESCENS, ou *Mémoires, traits d'histoire et Fables nouvelles en vers, propres à former l'esprit et le cœur de la jeunesse*; par M. l'Abbé REYNE, nouvelle Edition. Un vol. in-8 de 269 pages, relié; à Annecy, chez F. R. Durand, imprimeur du Roi; et à Chambéry, chez Puthod, libraire. Prix : 1 livre, 25 centimes.

Nous avons eu déjà l'occasion de recommander cet Ouvrage pour être mis entre les mains de la jeunesse, qui ne peut manquer de le lire avec intérêt. L'auteur y a répandu beaucoup de variété; chaque chapitre traite d'un sujet déterminé, où les réflexions sont accompagnées de nombreux exemples et de traits d'histoire relatifs aux maximes qui y sont développées. Les leçons de religion et de morale, mises ainsi continuellement en action, soutiennent l'attention des jeunes lecteurs et sont d'une utilité plus efficace par l'impression plus profonde qu'elles font sur leur esprit. Pour contribuer à l'agrément que les jeunes gens peuvent trouver à cette lecture, l'auteur a entremêlé ses observations d'un grand nombre de fables, où il n'a point eu la prétention d'entrer en concurrence, sous le rapport du mérite littéraire, avec les fabulistes qui se sont fait un nom dans ce genre de composition, mais où il s'est attaché à tirer d'un style simple et assorti à l'intelligence des enfans, de sujets à leur portée et analogues aux principes salutaires qu'il avait à leur inspirer.

Voici quels sont les principaux points que l'auteur a traités : importance de se former de bonne heure à la vertu; difficulté de se corriger plus tard des mauvaises habitudes; de la piété, des exercices et des devoirs qu'elle prescrit; de l'innocence et des soins nécessaires pour la conserver; du danger des amis vicieux; de celui des mauvais livres; des devoirs des enfans envers leur père et envers leurs maîtres; de la conduite qu'ils doivent tenir envers leurs frères et sœurs, leurs égaux, les pauvres et les infirmes; du vrai mérite, des richesses, des honneurs et des dignités; de la valeur, des talens, de l'esprit, des agrémens extérieurs; de la science, de ses avantages, des connaissances qui

conviennent à un enfant ; de l'application au travail , de la paresse et de l'oisiveté ; des amusemens et des jeux ; du mensonge ; de la gourmandise ; de la politesse ; du choix d'un état ; des vœux qui se trouvent dans le monde. L'ouvrage est terminé par la vie du jeune *Albini*, offert en modèle aux enfans.

On ne peut qu'applaudir aux sages intentions de l'auteur , aux vues judicieuses qu'il a portées dans le choix de ses sujets , et à la manière avantageuse dont il a exécuté son utile dessein. Cet ouvrage approprié aux jeunes gens des deux sexes et de toutes les conditions , peut être d'autant plus facilement répandu dans toutes les classes , que la modicité de son prix (25 sous, relié), en rend l'acquisition facile pour tout le monde.

A V I S.

Il sera procédé, le 2 octobre prochain, par le Conseil de Samoëns, à adjudication par la voie d'enchères au rabais, sur la mise à prix de 3215 l. 53 c., de la construction de cinquante - six toises linéaires de digues en pierres, devant commencer le diguement déterminé du torrent de Giffre, le tout conformément aux plans et devis de M. Bard, ingénieur. Ce diguement de première importance est la suite du zèle et de la sollicitude pour le bien public de M. l'avocat Brunet, Intendant de la province du Faucigny.

Samoëns, le 14 septembre 1825.

Le Syndic de Samoëns,

ROGER.

LOGOGRIPHE.

Avec aet je suis préparé,
Et l'on peut me donner plus ou moins de siccité
Je puis former à votre gré
Des travaux recherchés par leur délicatesse.
Et si de mes trois pieds ou en échange deux,
Je deviens un fleur satureux.

MARCHÉ de Chambéry, des 13, 15 et 17 septemb. 1825.

		LE VIEUX.		L'HÉCETOINE.	
BLEN.		f.	c.	f.	c.
Froment,	Prix.	14	39	12	74
Seigle.		10	00	13	07
Orge.		10	75	11	01
Sarrasin.		00	00	00	00
Mais.		00	00	00	00
Avoine (1).		9	15	6	45
Pain, 1. ^{re} qualité; le kilogr.				0	30
Viande, idem, idem.				0	60

(1) Rapport des 3 velds au hectolitre:
Froment. . . 843
Seigle. . . 90
Avoine. . . 407

CHAMBERY, Imprimerie de F. R. PLATTEAU, rue du Sénat.



JOURNAL DE SAVOIE

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 30 Septembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 29 septembre. Samedi dernier, 24 de ce mois, Monseig.^r l'Archevêque de Chambéry, après l'Ordination qu'il a faite le matin, est parti pour continuer la visite pastorale de son Diocèse.

Le jeudi, 22 du courant, S. G. a dirigé en Communauté régulière la Maison des Carmélites de cette ville, a nommé la Supérieure et donné l'habit à trois aspirantes.

— A l'occasion de la dernière ascension au Mont-Blanc, que nous avons annoncée dans le N.º 37 de ce Journal, M. le Chevalier A. de La Plaze nous a communiqué la lettre suivante, qui lui a été adressée par le célèbre Jacques Balmat, dit *Mont-Blanc*, relative au même fait. Nous nous faisons un plaisir d'insérer cette lettre, pour rappeler le nom et les services de cet homme estimable, dont les entreprises courageuses et les courses pénibles ont été très-utiles aux sciences et n'ont pas été sans avantages pour notre pays, en appelant l'attention des naturalistes sur nos montagnes et attirant une foule d'étrangers admirateurs des grandes beautés de la nature. Jacques Balmat a en effet tous les droits à l'honneur de la découverte des moyens de parcourir les plus hautes vallées et les sommets qui avoisinent le Mont-Blanc, et de parvenir jusqu'à la cime de ce rochers, puisque, le premier, il en a gravi le sommet, où il a ensuite conduit MM. Perraud et de Saussure. Voici sa lettre, qui, dans sa naïve simplicité, est remarquable par l'exactitude et la précision des détails.

à Chambéry, le 31 août 1823.

« Monsieur,

« Je prends la liberté de vous donner de mes nouvelles et de vous dire qu'une foule de voyageurs étrangers sont venus voir le Montanvert, le

Gardin, le Mont-Breven et la Flaisière. Deux Anglais sont montés sur le Mont-Blanc, le 26 août, à deux heures trois quarts après midi. Ils n'ont pu rester que dix-huit minutes sur la cime, et n'ont pu voir l'ensemble des montagnes, les sommets et les vallées étaient couverts de nuages. Ces Messieurs sont le capitaine Markam Shervill, et M. le docteur Edmund Clark, de Londres. Ils ont été conduits par sept guides; ils ont eu beaucoup de peine à gravir les grandes pentes auprès de la cime du Mont-Blanc, vu que la neige enfouait beaucoup en quelques endroits; et en d'autres, elle était très-dure. Il a fallu couper la croûte glacée avec ■ hache, pour faire les pas; cela a rendu les dernières pentes très-difficiles. Ces deux Messieurs ont eu beaucoup de peine à soutenir la rareté de l'air qui règne dans ces grandes hauteurs. En attendant, recevez les salutations bien sincères »

« De votre tout dévoué serviteur

» Jacques BALMAT dit Mont-Blanc. »

Jacques Balmat a fait douze fois l'ascension du Mont-Blanc; en lroyen des guides de Chamoni contique, à l'âge de 65 ans, les exercices pénibles de sa jeunesse. Les services qu'il a rendus et les fatigues incroyables auxquelles ■ s'est courageusement livré toute sa vie, sont de nature à inspirer un véritable intérêt en sa faveur.

— Dans notre dernier N.^o, nous avons parlé des secours distribués aux communes des environs de Chambéry que la grêle avait dévastées l'année dernière. Outre les premiers dons provenus d'augustes bienfaiteurs et d'un grand nombre de personnes distinguées, outre les travaux publics ordonnés par le Gouvernement, pour occuper utilement les habitants des communes qui avaient souffert, il s'était formé une Commission de charité pour recueillir des souscriptions et en appliquer les produits de la manière la plus écon. sageuse. Le nombre des souscripteurs s'était élevé à 530, et le montant des souscriptions recueillies à Chambéry, à Turin et à Gènes, à 8,388 l., 94 c. Les communes à soulager étaient au nombre de 17, savoir, *Léman, St.-Ombre, le Bourget, la Molle, Barby, Harens, St. Alban, Curienne, St. Jean-d'Arvey, Pusigros, la Thuile, la Ravoire, Finncin, Crust, Arbin, Chignin et St. Jovite*. Il a été acheté, pour ces communes, 21 quintaux, 53 livres de pommes de terre, qui ont coûté 7,158 l., 14 c. et il a encore été acheté 1,172 moudurières de fèves, qui ont coûté 1,401 liv. Par suite de dons tardifs, il était resté en caisse une somme de 29 livres, 83 c., qui a été remise pour les pauvres aux Dames de *Charité* de Chambéry. Total 18,588 liv., 94 c., égal au montant de la recette. La Commission a publié ce compte sommaire, dont les pièces justificatives sont déposées à l'Hôtel-de-Ville de Chambéry.

A V I S.

Quelques-uns de MM. les Souscripteurs au *Journal de Savoie* sont en arrière de renouveler leur abonnement; ils sont priés de le faire au plus tôt, afin de prévenir toute suspension dans l'envoi du Journal.

Pub. le 29 septembre : Annonce de M. le Directeur Général de la Dette publique, du tirage au sort des rentes rachetables à rembourser à valeur intégrale, fixé au 30 septembre courant.

Pub. le 25 septembre : *Manifesto del Magistrato del Protomedicato* (in data di li 15 settembre 1825) con cui si proibisce l'introduzione dall'estero del rimedio così detto del Le-Hoy, con altri analoghi provvedimenti.

Le Magistrat du Protomédicat, informé des funestes effets produits par l'abus du remède *Lerol*, tant dans la Capitale que dans les provinces, et du danger de ce remède, indiqué par l'analyse qu'en a faite l'Académie Royale de Médecine de Paris, et par le sentiment du Collège de Médecine de l'Université Royale de Turin, désapprouve hautement l'usage de ce remède, en prohibe l'introduction de l'étranger, sous peine de deux cent vingt-cinq livres d'amende; défend à tout particulier non pharmacien, patenté de le composer, retenir, vendre ou distribuer; et à tout pharmacien, sous la même peine, de le composer, retenir ou vendre, sans ordonnance d'un Médecin ou d'un Chirurgien conforme au Règlement du 8 août 1818.

PIÉMONT.

Turin, 22 Septembre. S. M. a donné, le 19 août dernier, son approbation royale au contrat stipulé par l'Agence Economique de l'Intérieur, pour la construction d'une partie de la route royale de Milan, de la commune de Trerato au pont sur le Tassin, pour le prix de 168,431 livres, 90 c.

22 Septembre. Les fonctionnaires publics et toute la population d'Agliô et des environs ont fait éclater leur joie à l'arrivée de LL. MM., qui ont été reçus avec un bruit des décharges des petits canons et des mortiers, et les cloches, au milieu des acclamations universelles. Il y a eu un bal et feu d'artifice. LL. MM. ont daigné recevoir avec toute leur affabilité ordinaire, ces témoignages de l'allégresse publique et de l'amour des braves habitants de ces contrées.

— S. M., par décision du 6 septembre, a daigné approuver la construction d'un pont sur le Cheran et la rectification de la route royale qui tend de Genève, entre les communes de Saint-Félix et Alby. La dépense de ces travaux est estimée à la somme de 321,527 livres, 51 c. Heureux, dit avec raison, à ce sujet, notre Gazette, heureux les sujets qui voient, par ces actes si fréquens de la bienveillance paternelle du Souverain, faire un si noble usage des revenus de l'Etat!

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

La gazette d'Ansbourg, sous la rubrique de Constantinople, en parlant

de l'arrivée de l'escadre des États-Unis d'Amérique dans les eaux de Napoli de Roumanie, parle du bruit, qu'elle regarde comme peu probable, que cette escadre a offert des secours aux Grecs, à condition qu'ils ne contractaient aucun engagement étroit avec l'Angleterre. Selon le même article, les opérations d'Ibrahim-Pacha seraient paralysées par les démarches du commodore Hamilton.

— Le *Spectateur Oriental* de Smyrne, du 17 août, annonce qu'Ibrahim-Pacha s'attend que la nouvelle expédition d'Égypte pour mettre d'écclément le siège devant Napoli de Roumanie. Toute la population d'Albânes s'est retirée à Égine et à Salamine. Le 22 juillet, Anatolico s'est rendu aux Turcs par capitulation; les trois cents hommes qui en formaient la garnison ont été faits prisonniers.

— Le comte de Schatenbourg, ambassadeur du Roi de Saxe à Lucques, a fait la demande de la main de la princesse de Lucques, pour le prince Maximilien, frère de S. M. le Roi de Saxe.

ANGLETERRE.

Le journal *The Courier*, en stating qu'il n'a pu y avoir de négociation expresse entre le commodore Hamilton et Maucordato, dit que s'il avait été fait des propositions formelles aux fonctionnaires britanniques, le plus que ceux-ci pourraient faire, serait de transmettre ces propositions à leur gouvernement.

FRANCE.

Paris, 20 septembre. Le Roi a nommé Chevalier de Saint-Louis, M. Bonamico, colonel au service de S. M. le Roi de Sardaigne.

— S. A. R. le Prince Auguste de Prusse est arrivé avant-hier à Paris.

— Le montant total des souscriptions reçues à Paris jusqu'au 21 septembre, en faveur des Salinins, en y joignant les 200 mille francs donnés par le gouvernement, est de la somme de 533, 271 fr. On ne connaît pas le montant des souscriptions reçues dans les autres villes et dans l'étranger, mais il sera difficile que tous ces secours arrivent au montant des pertes, qui est de 8, 827, 990 fr.

— M. le vicomte de Narbonne et M. le comte de la Ferté viennent de mourir à Paris.

22 Septembre. Le duc de Cumberland, frère du Roi d'Angleterre, est attendu à Paris, où l'on croit qu'il arrivera au même temps que S. M. le Roi de Prusse, qui a dû partir hier de Bruxelles.

— Il est mort en dernier lieu, dans un couvent de Portugal, une domestique âgée de 128 ans, qui était dans ce couvent depuis un siècle.

— On annonce que plusieurs mines d'or et d'argent viennent d'être découvertes en Espagne, dans le royaume de Murcie, et qu'elles vont être mises en exploitation.

Le gouvernement des Pays-Bas va faire prendre possession au nom du Roi, des forts Malborough et de Bencoolen, que l'Angleterre a cédés par le dernier traité. Ainsi toute la côte-ouest de l'île de Sumatra sera désormais possédée par un seul Souverain.

— Un pasteur protestant du Canton-de-Vaud, presbtre orlogéniste, membre du conseil évangélique, vient d'embrasser la religion catholique ; il a fait connaître les motifs de sa résolution dans une lettre latine adressée au synode évangélique.

Actions de la banque de France : 2150 fr., 55 c. ; 2155 fr., 50 c. ; 2150 fr., 50 c.

Cinq pour cent rattachés : 90 fr., 60 c. ; 91 fr., 60 c. ; 90 fr., 55 c. ;

Trois pour cent : 71 fr., 85 c. ; 71 fr., 65 c. ; 71 fr., 55 c.

ITALIE.

Selon les nouvelles de Zante, du 30 août, la levée au moins momentanée du blocus de Missolonghi serait continuée.

— Ypsilanti a remporté, le 20 juillet, dans les environs de Tripolizza, un avantage sur un corps de 2000 Egyptiens, et a fait 30 prisonniers.

— Le Manifeste de la nation grecque, qui met la liberté, l'indépendance nationale et l'existence politique de la Grèce, sous la défense absolue de la Grande-Bretagne, paraissant accuser les autres puissances d'avoir violé leur neutralité, MM. Roche et Washington, en leur qualité de députés philhelléniques de France et des Etats-Unis d'Amérique, ont fait une protestation, dans laquelle ils se plaignent du peu de confiance que la Sénat grec a mis dans ces deux nations.

— On écrit de Corfou, le 25 août, qu'un Grec y a apporté la nouvelle que Kerschid-Pacha, après avoir réuni toute son armée, au montant de 25 mille hommes, se disposait à donner un nouvel assaut à Missolonghi. Cette nouvelle est postérieure à la lettre de l'amiral Saklury, du 7 août, qui annonçait que Topal-Pacha avait levé le siège de cette place du côté de la mer, et que le siège par terre ne tarderait pas à être aussi levé. Selon cette même lettre, la flotte grecque aurait remporté, le 6 août, un avantage marqué sur celle des Turcs, et la garnison de Missolonghi, dans une vigoureuse sortie, aurait repoussé les assiégeans, leur ayant pris trois canons, beaucoup de butin et tué trois à quatre cents hommes.

— Des nouvelles de Corfou, du 26 août, disent que Colocotroni, après avoir essuyé une défaite près de Tripolizza, s'était retiré avec seize mille hommes, qu'il avait attaqué Ibrahim-Pacha et l'avait complètement battu ; que cependant il avait commencé à se porter sur Tripolizza, et s'était retiré à Sitiano, près de Leondari, sur la route de Navarin, où il s'est réuni à Démétrius Ypsilanti, qui commande un corps de quatre mille hommes.

Fragmens d'un Extrait de l'Ouvrage de M. DE HAMMER sur l'Empire Ottoman.

La Bibliothèque Universelle a donné deux extraits fort étendus de l'ouvrage de M. Joseph de Hammer, Conseiller intime de S. M. l'Empereur d'Autriche, sur la Constitution et l'Administration de l'Empire Ottoman. Les bornes de notre feuille ne nous permettant pas de puiser dans ces articles tout ce qu'ils contiennent de plus ou moins intéressant, nous nous bornerons à en citer quelques fragmens pour l'agrément de nos lecteurs. Nous commencerons par ce qui concerne le cérémonial.

« Les législateurs Osmanlis paraissent avoir attaché une très-grande importance à tout ce qui tient à l'étiquette. Les ordonnances qui fixent le rang, non-seulement des grands fonctionnaires de l'Empire, mais encore de tous les innombrables officiers de la cour, celles qui prescrivent à chaque classe de ces officiers son costume, celles qui déterminent l'ordre dans lequel, hors des audiences solennelles, les divers employés sont admis à baiser la main de Sa Hautesse, celles enfin qui règlent les visites de cérémonie que les fonctionnaires publics sont tenus de se faire réciproquement à l'occasion de la fête du Bairam, etc. ; tout cela occupe une place considérable dans le code des Osmanlis. Et ce ne sont pas de ces usages que la vanité des courtisans a introduits peu à peu, et qui, à la longue, ont acquis une sorte d'autorité, quoiqu'au fond ils ne soient sanctionnés par aucune loi ; ce sont au contraire des dispositions législatives, tout aussi sacrées que celles qui concernent la vie et les propriétés des citoyens. Mohammed le conquérant, qui régna depuis 1451 jusqu'en 1482, fit publier un règlement détaillé sur le cérémonial à observer à la cour de Constantinople. Suleiman le législateur (1520-1566) y fit plusieurs additions et accorda le rang de secrétaire d'état au *teschrisfaischi* ou grand-maître des cérémonies. Tous ces divers réglemens furent réunis en un recueil par Ahmed-Effendi, grand-maître des cérémonies sous Ahmed III, et publiés sous le titre de *Teschrifatisade*. M. de Hammer en donne dans son ouvrage un extrait assez étendu ; mais nous craindrions de fatiguer nos lecteurs en imitant son exemple. Il suffira de dire que les costumes assignés aux titulaires des grandes dignités de l'Empire, ainsi qu'aux différentes classes d'officiers de la cour,

depuis les vestes jusqu'aux cuisiniers et aux sciens de bois, s'y trouvent dérivés en entier; la forme, les garnitures, la doublure, les couleurs, l'étoffe, rien n'y est oublié. C'est par la coiffure principalement que se distinguent les rangs. Le turban ou *dulband*, dont il y a quarante espèces différentes, est réservé exclusivement aux Moslems; les Grecs, les Arméniens et les Juifs portent des bandeaux de couleur noire ou brune, et des bonnets garnis de peaux d'agneau; les militaires portent des espèces de casques, ornés de plumets; ces casques sont quelquefois décorés d'aigrettes de diamans, que le Grand-Seigneur donne comme récompenses à des guerriers qui se sont distingués par une action d'éclat, quel que soit leur rang.

« Comme en Turquie les femmes sont, pour ainsi dire, en dehors de l'ordre social, les réglemens sur l'étiquette ne s'occupent nullement d'elles. Au dedans des murs du Harem, elles peuvent s'habiller comme bon leur semble, mais il leur est défendu de sortir autrement qu'enveloppées d'un ample manteau de drap avec un grand collet rabattu, qui cache entièrement les formes, et qu'on appelle *ferradsche*. Réduites à ne paraître en public que dans ce vêtement, très-simple en lui-même, elles se sont appliquées à l'orneer par des broderies, des franges, des cordons, etc., et ont trouvé moyen de porter le luxe à cet égard si loin, que les législateurs ont cru devoir le restreindre au moyen de lois somptuaires.

« On conçoit que, dans un pays où l'étiquette joue un si grand rôle, les titres sont un objet d'une grande importance; en effet, ceux du Grand-Seigneur et de tous les grands fonctionnaires ont été déterminés par des lois positives sous Mohammed II, et sont toujours restés les mêmes, à l'exception de ceux du Sultan, qui lors de la perte de quelques provinces, conquises jadis sur la Hongrie et la Perse, ont éprouvé des légères altérations. Pour donner une idée de leur longueur et du style boursoufflé dans lequel ils sont rédigés, nous allons en transcrire quelques-uns.

« Voici les titres du Sultan Solim III, tels qu'on les trouve à la tête du traité de paix de Sistowa, conclu en 1791 :

« Moi, le serviteur des états et des provinces les plus nobles, ainsi que des pays et des villes les plus fortunées qui servent de Kibla (1) au monde et de grand autel au genre humain, savoir,

(1) Le mot de Kibla ou *Achleh* signifie la partie du monde vers laquelle les Moslems se tournent en faisant leur prière.

de la Mecque la vénérable , de Médine l'illustre , de Jérusalem la sainte , qui renferme l'enceinte sacrée de la mosquée *Atakssa* (le temple de Salomon) ; Seigneur des trois grandes résidences , objet de la jalousie de tous les rois de la terre , savoir , Istanbul , Edrene et Brussa ; Souverain du paradis terrestre de la Syrie , d'Egypte l'unique et l'incomparable , de toute l'Arabie , de l'Afrique , de Barka , de Haïrewan , de Haleb , de l'Irak arabe et persan , de Lahssa , Dilem , Rakka , Mossoul , Schekersol , Diarbekr , Sultadrife , Erzerum , Siwas , Adna , Karaman , Wan , Mauritanie , Abyssinie , de Tunis et des deux Tripoli , de Chypre , de Rhodes , Crète , Morée , de la Mer-Blanche et de la Mer-Noire , avec leurs îles et leurs rivages , des pays d'Anatolie et de Roumélie , de Bagdad le séjour de la prospérité , du pays des Curdes et de la Grèce , de la Turquie et de la Tartarie , de la Tscherkassie et de la Khabarderie , de la Georgie et du Descht Kiptschak , de toutes les hordes et tribus relevant de la Tartarie , de toute la Bosnie , de Belgrade la maison de la guerre sainte , de la Serbie avec toutes ses forteresses et châteaux , de toute l'Albanie , de la Valachie et de la Moldavie avec leurs passages et leurs forts ; moi , le juste Padischah (1) et victorieux Schekinschah (2) d'innombrables lieux et villes , Sultan , fils de Sultan , Canzan (3) , fils de Chikan , Sultan Selim fils de Chan , fils du Sultan Mustojas-Chan , du fils du Sultan Ahmed-Khan ; moi , le Chah , dont le diplôme de souveraineté est marqué du chiffre sublime du maître de deux parties du monde , et dont la patente de Khalife est ornée du magnifique titre de maître de deux mers . »

« Le titre du grand-vezir , tel qu'il se trouve consigné dans le même traité de paix , est moins long ; mais il a quelque chose de plus ampoulé encore : « Très-honoré vezir , conseiller digne des plus grandes éloges , chargé de gouverner les peuples et qui dirige avec une rare pénétration les affaires de l'état ; qui règle les intérêts les plus importants de l'humanité sans jamais manquer son but ; qui pose les bases de l'empire et de sa prospérité , et affermit les colonnes de sa magnificence et de ses hautes destinées ; qui porte au plus

(1) Le nom est composé des deux mots persans , *Pad* , qui signifie gardien , et *Schah* , roi.

(2) *Schekinschah* , ou *Schahschah* , roi des rois.

(3) *Chakan* ou *Khacan* , titre des princes tartares.

haut degré la gloire du premier de tous les empires , et qui gouverne les degrés du Kalifat : Jussuf-Pacha , comblé des faveurs de son maître , le plus grand des visirs , généralissime très-honoré , plénipotentiaire illimité (Que Dieu accorde la durée à son bonheur , et fasse prospérer sa puissance !) »

« Le titre de Muphti n'est pas moins pompeux ; il est qualifié de sage au-dessus des sages les plus profonds , excellent parmi les hommes les plus excellens ; celui qui sait résoudre tous les doutes sur la foi et terminer toutes les discussions : chef des subtilités de la vérité , lanterne resplendissante des trésors de la science. »

« Nous pensons que ces échantillons suffisent pour donner une idée du style de la Chancellerie Ottomane ; on voit qu'il ne brille ni par la simplicité ni par la brièveté.

« Le cérémoniel à observer dans les fêtes publiques est encore un objet dont le législateur s'est beaucoup occupé. Celles qui ont lieu annuellement sont la fête du *Bairam* (Tebrikî jd), qui termine le grand jeûne ou *Ramazan*, la fête de l'anniversaire de la naissance du prophète (Mewladi-Nebi), et la fête de la visite des vêtements du prophète (Chirkai Scherife).....

(Nous laissons ce qui concerne les deux premières).

« La fête de la visite des vêtements du prophète a lieu le 15 du mois de Ramazan. Le Grand-Seigneur , accompagné de toute sa cour , se rend ce jour-là dans la salle du trésor impérial , où est déposée une robe noire de poil de chameau , que Mohammed (Mahomet) est censé avoir portée. On la tire de ses quarante enveloppes , toutes d'une étoffe très-précieuse , et on la donne à baiser à tous les assistants. Après la cérémonie , le Kislar agassi fait tremper la robe dans une grande cuvette d'argent remplie d'eau ; cette eau est transférée dans des bouteilles que le Kislar agassi cache avec soin et qu'il envoie à toutes les personnes qui ont assisté à la fête ; on lui attribue une grande vertu pour garantir contre le danger du feu et contre toutes sortes de maladies. Dans ces fêtes , tout se passe d'après l'étiquette la plus minutieuse : les costumes sont prescrits , les rangs sont soigneusement observés ; l'ensemble a l'air d'une cortée plutôt que d'une réjouissance publique. »

« En passant de la maison du Sultan à l'organisation des divers départemens chargés des affaires de l'état , nous trouvons au sommet de l'administration le *Grand-Visir*. L'origine de cette dignité remonte aux temps les plus anciens. Si l'on en

eroit les traditions orientales, Aaron étoit le *vesir* de Moïse, et Asaph celui de Salomon. Dans l'ancienne histoire des Perses les *grands-vesirs* jouent un rôle très-important; plus tard Ali fut le *grand-vesir* du prophète, et sous les Kalifes Ommiades et Abbassides, nous en voyons une suite non interrompue. Orhan, le second des sultans Osmanlis nomma *vesir* son frère Ulaeddin-Pacha. Jusqu'à la prise de Constantinople il n'y en eut jamais qu'un seul. Mohammed II conféra ce titre à plusieurs des grands dignitaires de l'empire, et ses successeurs suivirent son exemple. Aujourd'hui le titre de *vesir* appartient de droit à tous les pachas à trois queues; mais ce n'est qu'un titre honorifique qui ne leur confère aucune puissance et ne les soustrait pas à la suprématie du grand-*vesir*, auquel ils dépendent, aussi bien que tous les fonctionnaires publics.

Le grand-*vesir* est le chef de tous les départemens et se trouve à la tête de toutes les affaires civiles, militaires, financières et politiques. Il est l'image vivante et visible du sultan, lequel, renfermé dans son palais, est inaccessible à tous les autres dignitaires. Représentant du Grand-Seigneur, il gouverne en son nom, et, comme lui, il peut disposer de la vie de tous les sujets de l'empire, dans tous les cas du moins où la loi ne met pas de bornes à son autorité. Les officiers même du harem lui sont soumis; et aucun ministre, aucun fonctionnaire public n'ose opposer la moindre résistance à ses ordres, attendu qu'on les considère comme sortant de la bouche du sultan. La pompe dont il est entouré lorsqu'il paraît en public, répond à la grandeur de son pouvoir. Le palais qu'il habite à Constantinople est appelé la *Sublime Porte*, nom par lequel on désigne aussi le gouvernement ottoman en général; le symbole de sa puissance est le sceau impérial que le Grand-Seigneur lui remet en personne, si, à l'époque de sa nomination, il se trouve à Constantinople, ou qu'il lui envoie par le *Kapidschilar-Kiafassi* (grand-chambellan), s'il est absent; le même officier est chargé de le lui redemander s'il tombe en disgrâce.

Le *Divan* ou conseil-d'état s'assemble régulièrement cinq fois par semaine dans le palais du grand-*vesir*; il est composé de grands dignitaires qui ont le titre de *vesirs*, des *kadierschers* ou grands-juges, *desterdar's* ou présidens et vice-présidens du département des finances, et des *nischandschi* ou secrétaires d'état. Quelquefois il se réunit dans le Sérail, et l'on y appelle encore d'autres fonctionnaires que ceux que nous venons de nommer, mais c'est toujours le grand-*vesir* qui le préside. Toutes les affaires importantes

sont portées devant le divan ; lorsqu'il s'agit de procès, le grand-vesir les renvoie aux juges présens, qui prononcent leur arrêt séance tenante ; quant aux autres affaires, le grand-vesir les règle après avoir pris les avis des assistans. De plus, le grand-vesir donne encore des audiences, certains jours de la semaine, pour les objets d'une moindre importance. (*La suite à un autre numéro.*)

NOTE sur un phénomène de physique-mécanique, et sur plusieurs autres du même genre, qui paraissent avoir été peu remarqués jusqu'ici ; Par C. N. ALTON, ingénieur au Corps Royal des mines de France. (Extrait de la Bibliothèque Universelle)(1).

« Nous rapporterons encore un autre exemple beaucoup plus digne d'intérêt, puisqu'il a introduit dans l'art des travaux publics une perfectionnement auquel on doit peut-être la vie d'un grand nombre d'ouvriers : c'est le procédé du tirage des mines qu'a fait connaître M. Jessop, ingénieur américain, et qui est aujourd'hui généralement répandu en Europe. On sait que, pour charger un coup de mine, destiné à faire éclater des rochers qui s'opposent à la construction d'un édifice, au percement d'une route ou d'un canal, etc., on commence par creuser, dans la masse, un trou de 0^m, 30 à 0^m, 60 de longueur, sur 0^m, 03 à 0^m, 04 de diamètre ; on le remplit d'une cartouche contenant de 6 à 12 décagrammes de poudre à canon, à laquelle on met le feu, à l'aide d'une paille remplie de poudre fine qu'on introduit dans le trou, ou de toute autre manière. Mais pour que la charge produise plus d'effet, il est nécessaire qu'elle soit fortement comprimée, et pour cela, il est d'usage de recouvrir la cartouche de quelques morceaux de pierre dure, que l'on enfonce à grands coups de masse. Pendant cette opération, le choc de l'instrument d'acier contre des pierres dures peut occasionner des terribles accidens, et cette chance est encore augmentée par la présence d'une épinglette en fer dont on se sert pour ménager la place de la paille.

« C'était donc rendre un grand service aux ouvriers qui, par état, font usage du tirage des mines, que de leur indiquer une méthode exempte de tous les dangers du bourrage. C'est ce qu'a

(1) Voyez le N.^o précédent du Journal de Sarre.

fait M. Jessop, en publiant son procédé, que nous avons vu pratiquer à Périgueux, en 1812, sur des travaux qui avaient pour objet l'ouverture d'une nouvelle route de Lyon à Bordeaux. D'après cette méthode, l'ouvrier se contente de verser, au fond du trou de mine, la dose de poudre déterminée; il la recouvre d'une petite quantité de sable fin et très-sec, qu'il ne prend pas même la peine de tasser. Après quoi, il allume et met le feu à l'ordinaire. Ce procédé si simple et d'un usage si commode, a été également employé avec le plus grand succès et avec une économie notable de poudre aux mines de fer de l'île d'Elbe, aux travaux de la route du Simplon, et dans d'autres ateliers considérables. Malheureusement il ne réussit pas toujours dans les exploitations souterraines, où il serait d'un usage si précieux et si continu; mais cela tient à des circonstances qui ont été expliquées, et dont nous ne pouvons nous occuper ici. Nous nous contenterons d'ajouter que le même effet a lieu avec tout autre substance très-divisée, telle que la cendre, le son, la sciure de bois, les grenailles de plomb, etc.

« Voilà sans doute une expérience bien extraordinaire, et l'on est tenté de voir quelque chose de merveilleux dans l'effet de cette charge de poudre, qui souleve et brise latéralement les roches les plus dures, tandis qu'elle n'est maintenue, dans le sens vertical, que par une masse de sable peu pesante, entièrement désagrégée et qui n'a même éprouvé aucune compression. Ce fait si singulier s'explique, à ce qu'il nous semble, de la manière la plus satisfaisante, en observant que la masse de sable qui recouvre la poudre forme un corps cylindrique, une sorte de bouchon qui, en raison de l'extrême ténuité du sable, joint beaucoup plus exactement qu'aucun autre, et doit être chassé sur-le-champ et en totalité par la force expansive de la poudre. Chaque des grains qui composent cette masse, pris isolément, serait sans doute très-facile à déplacer; mais il faudrait un temps assez long pour que cette force agit ainsi sur la totalité des grains, dont le nombre est nécessairement très-considérable; or, tout au contraire, comme on sait, l'action de la poudre est presque instantanée. Elle repousse donc, en masse, l'ensemble de ces grains de sable, qui forme alors comme un corps très-dur, intimement appliqué contre les parois du trou, et qu'il faut chasser d'un seul coup; et il en résulte une résistance très-considérable verticalement, et ainsi un grand effet latéral. Il y a donc encore ici, comme dans les cas précédents, un corps choqué à l'état du repos, qui est la masse de sable, et un corps choquant,

animé d'une vitesse presque infinie, qui est l'ensemble des gaz formés par la combustion de la poudre.

« Ces considérations, dont l'intérêt excusera peut-être la longueur, nous ramènent naturellement à l'objet dont nous nous étions d'abord occupés. Dans l'expérience de M. Barnes, où le morceau d'acier est coupé par un disque de fer doux, ce disque mis avec une très-grande vitesse et choquant un corps en repos, n'exerce-t-il pas sur ce dernier une action toute semblable à celle de la baguette sur les tiges de fleurs, de la chandelle sur la planche de sapin, de la poudre sur la masse de sable, et n'est-il pas naturel de penser que le choc de l'acier, par le bord tranchant du disque, est tellement brusque, tellement inattendu, que les molécules du premier n'ont pas le temps de réagir sur celles du second, et se trouvent ainsi rapidement enlevées à chaque contact ? Il faut bien remarquer que cet effet n'a lieu que quand la vitesse du disque est très-grande, qu'il y a un instant où le fer et l'acier n'ont point d'action l'un sur l'autre, et qu'enfin avec une vitesse faible, c'est au contraire, comme dans l'état du repos, l'acier qui agit sur le disque, parce qu'en effet, dans ces deux derniers cas, les molécules acérées ont le temps de résister au choc, et d'exercer leur action corrosive sur le fer.

« Il y a beaucoup d'analogie entre l'expérience que nous venons d'expliquer, et ce qui arrive quand on passe un instrument d'acier sur la meule du remouleur. Outre la ressemblance des deux appareils, il est très-probable que l'effet produit dans ce dernier cas ne tient pas seulement à ce que la matière de la meule est plus dure que l'acier, mais qu'il résulte surtout de la rapidité du mouvement imprimé. On a imaginé depuis peu un petit appareil dont s'amusent les enfans, et qui consiste en un disque de carton mince, découpé en forme d'étoile et percé à son centre de deux trous, où l'on fait passer deux cordons noués par leurs bouts. En faisant tourner rapidement ce système, les cordons éprouvent une très-forte torsion, et si on les tire tout-à-coup en sens opposé, l'étoile se meut avec une vitesse extraordinaire et en produisant un bruit très-sensible. Dans ce même instant, les pointes de carton, portées sur un corps assez dur, y laissent une trace sensible : nous avons attaqué, ainsi, les arêtes d'une tablette de marbre. Cette expérience, dont l'analogie avec celle de M. Barnes est si singulièrement remarquable, semble ne pouvoir s'expliquer de même qu'à l'aide du principe déjà énoncé.

« Nous ne pouvons nous empêcher de citer encore , à l'appui de ce même principe , ce qu'on observe journellement en faisant usage d'une scie droite ordinaire. Assurément, si chacune des dents de la scie agissait lentement et isolément sur le corps à diviser, elle plierait aussitôt et ne pourrait l'entamer, et c'est même ce qui arrive, lorsque quelques-unes des dents viennent à manquer et à laisser des intervalles le long du tranchant; mais que fût-on dans ce dernier cas, de même que dans celui où les dents mal aiguillées présentent au lieu de pointes une surface plus ou moins irrégulière? Tout le monde sait qu'il n'y a d'autre moyen de se servir d'une telle scie que de la mouvoir avec une grande rapidité, parce qu'en effet alors le choc des dents sur la pierre et le bois est si prompt que les molécules attaquées n'ont pas le temps de réagir contre la scie. La même chose a encore lieu dans l'usage du rasoir, qui ne parvient à produire tout son effet qu'en raison de la vitesse avec laquelle il est mené; dans le travail du faucheur, coupant avec une extrême facilité des brins d'herbe qui plierait sur la faux, s'il n'imprimait à cet instrument qu'une vitesse médiocre, etc. C'est encore par suite du même principe que l'on parvient à tirer parti d'une pompe mal calibrée, ou dont le piston ne touche pas exactement partout les parois du cylindre; la rapidité du mouvement, imprimé au balancier, empêche alors l'eau de redescendre. Enfin, pour dernier exemple, nous citerons ce qui arrive quand on veut tourner, pour l'usage de certaines manufactures, des cylindres de papier composés uniquement de feuilles très-minces, découpées à l'emporte-pièce et fortement serrées à l'aide d'un écrou. On sait que ces cylindres sont très-employés aujourd'hui pour lustrer et calendrer les draps, les étoffes de soie, les rubans, etc. Pour les rendre propres à cet usage, on est obligé de les tourner avec la plus grande rapidité, et l'on observe que, pendant cette opération, les outils les plus durs se trouvent en peu d'instans hors de service. Comment concevoir cette action destructive, exercée par de simples feuilles de papier sur un instrument d'acier? Bien que la compression de la vis qui les resserre puisse y être pour quelque chose, il est évident que la rapidité du mouvement imprimé par le tour est la cause principale de ce phénomène, si analogue d'ailleurs à tout ce que nous avons déjà rapporté.

« Nous pourrions citer encore beaucoup d'autres exemples, mais ceux qui précèdent sont plus que suffisans pour signaler les effets d'un principe de mécanique, auquel on semble avoir

attaché peu d'importance, et qui s'applique pourtant à un ordre de phénomènes aussi curieux que variés. »

AVIS IMPORTANT.

Nous apprenons que M. le docteur REAUD, de Grenoble, l'un des premiers médecins opérateurs de France, vient de pratiquer avec succès, et par un nouveau procédé, l'opération de la pierre, sur le fils de M. de Charbonnet, Commandant à Moutiers; on espère posséder en médecine, à Chambéry, Dimanche prochain, 1.^{er} octobre, peut y faire une nouvelle opération de la pierre sur un vieillard. Les personnes qui désireront consulter M. le docteur Reaud, le trouveront, pendant trois jours, à Chambéry, hôtel de la Poste.

A V I S.

M. Népom Desgranges a disparu de Genève, dans la nuit du mardi 21 septembre. Il est âgé de 48 ans, cheveux gris et frisonnans, gravé de petite vérole, taille de cinq pieds, vêtu d'une redingotte gris de fer, collet de velours noir, pantalon gris, gilet jaune et blanc, chapeau d'osier. Si l'on en a quelques nouvelles, on est prié de s'adresser à M. Frédéric, horloger, rue derrière le Rhône, à Genève, ou à l'hôtel de la Couronne. On sera d'autant plus récompensé.

ÉNIGME.

Je suis un vrai prodige, admirez ma puissance :
De ceux qui ne sont plus, ou qu'éloigne l'absence
Je montre la pensée et rends les discours;
Et qui ne fait - ou pas par mon heureux secours ?
Je parle au sourd, je prête au muet un langage ;
Je me plains sans bruit ; c'est un grand avantage :
Par mon ministère discret,
On peut garantir un secret.

Bien plus que tout, ma sœur aime au jour se produire.
On dit qu'elle est stérile, on l'accuse de nuire ;
Lequel des deux l'emporte ? On ne décide pas.
Nous jouons toutes deux un grand rôle ici bas ;
Et, chose à remarquer, touchant notre naissance,
Les savans sont restés dans la même ignorance.

Le mot de la dernière Charade est *fer-ailler*, et celui du dernier Logogriphe est *lin*, où l'on trouve *Nil*.

MARCHÉS de Chambéry, des 20, 21 et 22 septembre, 1845.

BLÉN.	PRIX.	LE VIEUILL.		L'HECTOLITRE.	
		l.	c.	f.	c.
Froment,		14	10	—	17 58
Seigle.		9	57	—	12 28
Orge.		9	00	—	11 76
Barra.		00	00	—	00 00
Mais.		00	00	—	00 00
Avoine (1).		9	62	—	6 71
Pois, 1. ^{re} qualité, le kilogr.					0 50
Yvande, idem, idem.					0 60

(1) Rapport des 3 vendeurs en hectolitres :
Froment, . . . 813
Seigle, . . . 763
Avoine, . . . 437

Addition aux Articles de l'Intérieur et de l'Etranger.

Turin, 24 septembre. Par Benoit Royal du 6 septembre, S. M. a daigné approuver le projet d'urgentes réparations, jugées nécessaires pour la conservation du beau pont en bois sur la Séria, pour le passage du Verceil à Milan. Avant la construction de ce pont, les passagers qui traversaient ce large et rapide torrent sur un pont de bateaux, étaient exposés à de fréquens naufrages, et la crue des eaux interrompait souvent les communications entre les deux Etats. Les réparations approuvées en assurant la liberté et la continuité du passage, sont une nouvelle preuve de la constante sollicitude de notre auguste Souverain pour tout ce qui peut contribuer à la prospérité du commerce, à l'avantage de ses sujets et à la commodité des voyageurs. (*Gazette Piem.*).

— On écrit de Gênes, le 14 du courant, que, le 13, toute l'escadre sarda a mis à la voile, précédée de la corvette le *Triton* et de la frégate le *Commerce*, et accompagnée de quatre bâtimens de transport, ayant à bord les Consuls, Vice-Consuls et autres Agens destinés à résider dans les diverses Echelles du Levant. La frégate la *Christine*, partie quelques jours auparavant pour Tunis, doit rejoindre l'escadre à Tripoli, où le Commandant est chargé d'arranger les différens survenus avec cette régence.

Londres, 20 septembre. Un conseil de cabinet a été convoqué pour demain à deux heures au ministère des affaires étrangères.

— Lord Corbama est attendu à Portsmouth. On assure maintenant que sa seigneurie retournera au Brésil à bord de la *Piranga*. Cette frégate est prête à mettre à la mer, à Spithead.

Paris, 25 septembre. S. M. le Roi de Prusse est arrivé le 23 à Paris; le lendemain, le Roi et M. le Dauphin lui ont fait une visite, à dix heures du matin, et S. M. Prussienne, accompagnée du prince l'un de ses fils, a rendu la visite, à Saint-Cloud, à une heure et demie.

— Le prince Guillaume de Brunswick est à Paris depuis le 21.

— L'escadre française qui était à Saint-Domingue, composée de trois bâtimens, a mouillé à la Havane, le 24 juillet, d'où elle a appareillé le 25 pour se rendre à Norfolk.

— La faculté de convertir les rentes en 4 et demi pour cent s'étendait jusqu'au 20 septembre. Il y a eu à cette époque des rentes converties au montant de 1,280,315 fr.; il en reste en suspense pour 90,359 fr. En vertu de la loi du 1.^{er} mai dernier, il résulte de ces conversions, que les intérêts de la dette publique se trouvent réduits d'une somme de 6,305,198 f. En conséquence, une ordonnance royale du 25 du courant statue au dégrèvement de 6,226,212 fr. sur les contributions foncière, personnelle, mobilière et des postes et fenêtres.

SUPPLÉMENT

Au N.^o 39 du Journal de Savoie, du 30 sept.^{bre} 1825.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés rièrè la commune de Bessans, possédés par Jean - Pierre et Michel - Alexis, seu Ambroise GAZEN, Claudine - Natalie seu Pierre Boniface, Augustin, seu Gaspard PONTIS, Jacques, seu Michel Boniface, Jean-Baptiste TACQ, Joseph, seu Laurent CHARRIER et Marie - Reine, seu Jean - Pierre FILLIOL, femme de Boniface BERNARD, tous domiciliés à la commune de Bessans, sauf les mariés Bernard qui habitent à celle de Lant - le - Villard, provenans lesdits immeubles de Marie - Anne PAROUD, veuve CHARRIER.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Maurienne, à tous soit notoire et manifeste :

Que par jugemens rendus par ce Tribunal les 15 novembre 1804 et 5 février dernier, au profit de R.^d Martin Dujoud, recteur de la commune de Bessans, y domicilié, agissant en qualité de seul administrateur des avoirs de l'église dudit lieu. Les nommés Joseph son Laurent Charrier, comme héritier pour une moitié de Marie - Anne Paroud, sa mère et Marie - Reine, seu Jean - Pierre FILLIOL, femme de Boniface Bernard, héritière pour l'autre moitié de ladite Paroud, son aïeule, par la médiate personne de Marie - Catherine Charrier, sa mère, ont été condamnés à payer au R.^d demandeur en sa qualité, tant en principal qu'accessoires et frais, la somme de 819 livres 30 centimes, dérivant lesdites condamnations des contrats de constitution de rente des 9 mai 1762, Garinot notaire, et 7 janvier 1785, Rivet notaire, tous deux consentis par ladite Marie - Anne Paroud, sous le cautionnement de Laurent Charrier, son mari, le premier en faveur de la chapelle de St. Joseph, et le second en faveur de la chapellenie de Bessans.

Que ces débiteurs n'ayant pas satisfait aux condamnations prononcées par lesdits jugemens, le R.^d demandeur s'est pourvu contre eux à ce Tribunal pour obtenir contre eux l'injonction prescrite par l'art. 94 de l'édit hypothécaire, qui lui fut accordée par décret du 28 mars dernier, et fut ainsi que la requête qui l'a précédée, notifiée par exploit du sergent Bellet, à ce commis, le 17 avril suivant, tant aux débiteurs qu'aux tiers - possesseurs présumés, avec désignation des biens à subhaster, par eux réciproquement possédés.

Que le terme de trente jours s'étant écoulé sans que ni les uns ni les autres aient satisfait à ladite injonction, ni formé opposition à icelle, le R.^d demandeur s'est pourvu à M. le Juge-Majr, par requête du 27 juin dernier, notifiée aux défendeurs par lesdits exploits du sergent Bellet, desdits jours 9 et 11 juillet celu pour faire ordonner la vente des biens dont il s'agit et faire fixer l'audience à laquelle devra avoir lieu la première enchère, a joint à sa requête l'extrait du cadastre, avec l'indication des nature, qualité, numéros et situation des biens à subhaster et le montant de la contribution foncière à laquelle ils sont imposés, avec explication des charges et conditions proposées pour la vente, laquelle requête a été signée par M.^e Laurent-Victor Laymond, procureur collégié près ce tribunal, mandataire spécial du R.^d demandeur, par acte du 18 dudit mois de juin, Baillieux notaire, avec élection de domicile en l'étude du constitué, en cette ville, Grand-rue n.^o 21, et la cause portée à l'audience du 19 dudit mois de juillet. Ledit M.^e Laymond, en accusant défaut contre les assignés, a persisté dans ses réquisitions et par ordonnance spéciale du même jour, rendue par défaut contre lesdits Joseph Charrier et Marie-Reine Elind, femme de Bouiface Bernard, débiteurs, Jean-Pierre et Michel-Alexis Garend, Claudine-Nathalie Boniface, Augustin frs Gaspard Pontas, Jacques Bouiface et Jean-Baptiste Tracq, tiers-posseurs, à la diligence du R.^d demandeur, a autorisé la vente dont il s'agit.

Cette ordonnance, ainsi que la requête et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée aux prénommés par exploit du sergent Bellet à ces contenus du 15 courant et successivement enregistrée avec cet exploit au bureau de la conservation des hypothèques de cette province, où il en a été laissé copie authentique, signée par ledit M.^e Laymond procureur, comme en résulte du certificat mis au bas de ladite ordonnance, signée par M.^e Jourdan receveur, en date du 25 dudit mois d'août courant.

Désignation des biens à subhaster.

1.^e Pré, lieu dit à Champsuit, sous le n.^o 794 de la mappe dudit lieu de Bressans, contenant 126 toises, imposé à 4 s. 11 d., confiné au levant par celui de Vincent Charrier, et au midi par celui des haïrs de Jean-Baptiste Charrier.

2.^e Champs aux Glâres du Vallon, sous le n.^o 2056, contenant 128 toises. Pré audit lieu, sous le n.^o 2057, contenant 68 toises 3 pieds, confiné le tout par les propriétés des frères Marchand du midi, et par celles de Jean-Baptiste Chaboud du nord, imposés à 5 s. 4 d.

3.^e Pré au Carrefay, sous le n.^o 12608, contenant 165 toises, confiné au levant par celui des haïrs de François-Joseph Charrier, et par celui de Jean-Baptiste Foudra au couchant, imposé à 5 s. 4 den.

- 4.^e Pré à Champsuil, sous le n.^o 526, confiné par celui des bois de Jean-Baptiste Charrier, contenant 260 toises, imposé à 3 s. 6 d.
- 5.^e Pré au Vallon soit au Guin, sous le n.^o 5044, contenant un journal, 6 toises, 5 pieds, confiné au midi et au levant par les autres propriétés du Vallon, et au couchant par celui de Sébastien Grosset, imposé à 4 s. 5 den.
- 6.^e Pré à Malatrait, sous le n.^o 5125, contenant 1 journal 26 toises, confiné au levant par celui de Jean-Pierre-Cyprien Personnaz, et par celui des bois Boset au couchant, imposé à 3 s. 6 d.
- 7.^e Champs sous la Roche, sous le n.^o 5357, contenant 149 l., confiné au levant par celui de Joseph-François Grosset, et par celui de Pierre-Joseph Vincudet au couchant, imposé à 8 s. 5 d.
- 8.^e Pré au Carreley, sous les Manches d'Amon, n.^o 1257, contenant 119 toises, confiné au levant par celui de Jean-Antoine Foudra, et par celui de Marie-Antoinette Personnaz au nord, imposé à 3 s. 10 den.
- 9.^e Champs en Haravard, sous le n.^o 1998, contenant 213 toises. Bois audit lieu, sous le n.^o 1999, contenant 14 toises, 5 pieds; le tout confiné par la propriété des héritiers de Mathieu Foudra au levant, et par celui de François-Augustin Garinot du couchant, imposé à 7 s. 9 den.
- 10.^e Pré aux Chardonnettes, sous le n.^o 1115, contenant 1 journal, 5 toises, confiné au levant par celui de François-Augustin Garinot, et au couchant par celui de Dominique Viacenet, imposé à 14 s. 1 den.
- 11.^e Pré aux Traverolles-d'Amon, sous le n.^o 6547 1/2, contenant 121 toises, confiné par celui d'Innocent Clapperat au levant, et par les communaux au midi, imposé à 6 s. 5 den.
- 12.^e Champs à Revrenol, sous le n.^o 1166, contenant 167 toises, confiné au levant par celui des bois de Jean-Pierre Cina, et au couchant par celui de Marie-Catherine Tracq, imposé à 1 s. 5 d.
- 13.^e Pré au Carreley-aux-Manches-d'Amon, confiné par celui de Jean-Pierre Paroud au levant, et celui de Jean-Baptiste Fudéri au couchant, imposé à 6 s.
- 14.^e Champs au Trariboud, sous le n.^o 784, contenant 185 l. 2 pieds, confiné au midi par les communaux, et au couchant par celui de Jean-Pierre Valet, imposé à 8 s. 6 den.
- Le total de la contribution foncière arrive à la somme de 4 livres, 6 sous, 1 denier, ancienne valeur.

CONDITIONS PROPOSÉES POUR LA VENTE.

ARTICLE I.^{er}

L'adjudicataire prendra les biens dans l'état où ils se trouveront à l'époque de l'adjudication; il en percevra le fermage de la courante année, s'il s'en trouve dû.

ART. II.

Il supportera toutes les servitudes apparentes ou non apparentes, s'il en existe sur les fonds.

ART. III.

Il payera les contributions affectées sur les biens pour la courante année, soit les douzièmes restans à courir, si les antérieurs sont payés.

ART. IV.

Il payera le prix de la vente à qui sera ordonné par le tribunal, avec intérêts au 5 pour cent sans retenue, dès le jour de l'adjudication définitive, et entrera en jouissance dix jours après la notification du jugement d'adjudication, sauf néanmoins à l'adjudicataire à prendre avec les fermiers, s'il en existe et sans répétition, tels arrangements qu'il jugera convenables au sujet des dommages que ceux-ci seraient dans le cas de causer pour cause de non jouissance.

ART. V.

Il payera tous les frais faits pour parvenir à l'adjudication définitive inclusivement, des et y compris ceux de la requête du 28 mars dernier, sans aucune diminution du prix.

ART. VI.

Il sera tenu à la stricte exécution de ce qui est prescrit par l'édit du 10 juillet 1822, en ce qui concerne les adjudicataires, et interviendra le jugement d'ordre à ses frais et sans répétition, s'il en est le cas.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire des séances du tribunal, à la ville de St. Jean, le 17 septembre prochain, à 9 heures du matin, en bloc, sur la mise à prix offerte par le R.^d poursuivant de 560 livres nouvelles, excédant 60 fois le montant de la contribution foncière affectée sur lesdits biens et dans le cas qu'il ne se présente aucun enchérisseur, il sera déclaré adjudicataire, et l'audience pour l'adjudication définitive, dès à présent fixée au 22 octobre prochain, à 9 heures du matin, dans la même salle des séances du tribunal.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

Domicile continue à être élu par le R.^d poursuivant pour toute la procédure de subhastation, en la personne et étude dudit M.^e Raymond, procureur collégial.

Est commis le sergent royal Bellet pour faire tous exploits requis et nécessaires.

Dressé à St.-Jean-de-Maurienne, sous la sceau du tribunal, le 25 août 1825. PETIT, greffier.

Longistère, vol. 7, f.^o 127 v.^o, case 1169. Reçu 3 livres.

St. Jean, le 25 août 1825. Signé JOURNAN, PETIT, gc.

Il est donné avis que la première enchère des biens ci-dessus désignés a eu lieu conformément au manifeste qui précède, le 17 du courant, à neuf heures du matin, et que le montant de la dernière et meilleure offre a été de 500 livres, et que la seconde enchère,

suivant le prescrit de l'ordonnance du tribunal dudit jour, aura lieu le 22 octobre prochain, à neuf heures du matin, dans la salle des séances du tribunal.

Saint-Jean, le 20 septembre 1825.

Signé, à l'original, par M^e ARMAND, subst. gr.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles du sieur Philibert, fils et héritier de Jean Excoffon, situés riére la commune de Chignin.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre, siéant à Chambéry, fait savoir que, par son décret du 15 mai dernier, dûment enregistré ledit jour, sous le droit de deux livres, par M. Baudé, receveur, Antoine Charpin, huissier, domicilié à Chambéry, a obtenu, contre Philibert Excoffon, tant de son chef qu'en qualité d'héritier de son Jean Excoffon son père, domicilié à Chignin, la permission de lui faire faire l'apportion prescrite par l'art 94 de l'édit du 16 juillet 1822, pour avoir paiement de la somme de 784 livres 64 cent., adjugée par jugement du 25 juin 1824, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Bernard, en date du 18 dudit mois de mai, sur requête présentée par ledit Antoine Charpin, le Seigneur-Juge-Maire-Préfet de ce Tribunal lui a permis, par son décret du 29 juillet dernier, enregistré ledit jour sous le droit de deux livres, signé Baudé, de faire citer ledit Philibert Excoffon, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier, en date du 3 août courant, pour comparaitre à l'audience du 13 même mois, et, par ordonnance dudit jour, sur réquisition dudit Antoine Charpin, et pour le profit du défaut encouru par ledit Philibert Excoffon, le Tribunal, M. l'Avocat-Fiscal oui, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, et a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la requête qui précède le susdit décret du 29 juillet dernier, et serait dressé manifeste par le greffier de ceans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal, du 24 septembre prochain, à neuf heures du matin, et a commis l'huissier Exertier pour faire la notification prescrite par le susdit édit du 16 juillet 1822. La susdite requête, extrait du cadastre y annexé, et décret du 29 juillet dernier, de même que la susdite ordonnance dudit Tribunal, du 13 août courant, et enregistrement du tout ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins connues, en date du 25 dudit mois d'août courant, audit Philibert Excoffon, et une copie authentique du tout, signée par M^e Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en conste du certificat du 26 dudit

mois d'août, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M. Domengel, conservateur, qui a perçu 4 liv. 50 cent.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

ARTICLE PREMIER.

N° 2808 de la mappe de Chignin. Maison à Montolédin, de ■
contenance de 28 toises, 3 pieds, de la taille d'un sou, huit de-
niers, confinée par les propriétés de Joseph Quenard du levant,
et Pierre Quenard du couchant.

ARTICLE II.

N° 2809. Jardin audit lieu, de la contenance de 46 toises, de la
■ mille de deux sous, huit deniers, confiné de même par les pro-
priétés de Joseph Quenard du levant, et Pierre Quenard du
couchant.

ARTICLE III.

N° 3036 pour un tiers. Vigne à Lachat, de la contenance de
41 toises, 4 pieds, de la taille de deux sous, confinée par les pro-
priétés de Jean-Pierre Excoffon des nord et couchant, et un che-
min du midi.

ARTICLE IV.

N° 3037 pour un tiers. Teppees audit lieu, de la contenance de
23 toises, 2 pieds, sans taille, confinées de même par les pro-
priétés de Jean-Pierre Excoffon des nord et couchant, et un che-
min du midi.

ARTICLE V.

N° 3053 pour un tiers. Vigne audit lieu, de la contenance de
98 toises, de la taille d'un sou, un denier, confinée par la propriété
des bois de Jean Viboud du levant, Pierre Quenard du couchant,
et Jean-Pierre Excoffon du nord.

ARTICLE VI.

N° 3109. Plac'age à la Montagne, de la contenance de 54 toi-
ses, de la taille de deux deniers, confiné par la portion du même
numéro, possédée par les consorts Excoffon des midi et nord, les
communaux du levant, et un chemin du couchant.

ARTICLE VII.

N° 3172. Broussailles à Mont-Roujoux, de la contenance d'un
journal, 29 toises, de la taille d'un sou neuf deniers, confinées par
les broussailles des consorts Excoffon, Claude, Pierre et Jean-
Pierre, de toutes parts.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. 1.^{er} Que la première enchère devra excéder la mise à prix offerte, qui est de 300 livres neuves.

ART. 2. Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives.

ART. 3. Que l'acquéreur entrera en jouissance aussitôt après l'adjudication définitive.

ART. 4. Qu'il payera le prix de son adjudication ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le Tribunal.

ART. 5. Qu'il se chargera seul et exclusivement des frais utiles qui auront été faits des l'ordonnance qui autorise la vente.

En exécution des ordonnances et décret ci-devant, et sur réquisition du sieur Antoine Charpin, boulanger, habitant à Chambéry, ayant pour procureur M^e Charles Blanchard, procureur au Sénat, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje, séant à Chambéry (section des vacations), rue Juvénier, maison d'Allinges, le samedi 24 septembre prochain, à neuf heures du matin, sur la mise à prix offerte par le poursuivant, qui est de 300 livres; et ledit jour 24 septembre, ledits immeubles ayant été mis à l'enchère sans qu'il se soit présenté aucun enchérisseur, ils ont été provisoirement adjugés au poursuivant pour la somme par lui offerte de trois cent-livres, et l'adjudication définitive a été fixée au samedi 29 octobre prochain, à neuf heures du matin; en conséquence, les susdits immeubles seront de nouveau mis à l'enchère pour l'adjudication définitive, le susdit jour 29 octobre prochain, à neuf heures du matin, pardevant ledit tribunal, et les enchères seront ouvertes sur le prix de l'adjudication préparatoire qui est de trois cents livres neuves.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 72 et 102 de l'édit du 16 juillet 1812.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affixions, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau dudit Tribunal, le 29 août 1825.

Claude REVEL, subst. gr.

Enregistré le 29 août 1825, vol. 25, case 1889, fol. 162 recto, perçu trois livres.

HAUD.

COPIE DE REQUÊTE.

Au Seigneur Sénateur, Juge-Maje de la province du Genevois.

Supplie humblement M.^e Thomas Moreaud, notaire royal col-

Méty, domicilié à Chambéry, qui élit domicile à Annecy, en la personne et étude de M.^e François Marchant, procureur cèans le dit :

Que, par contrat du 30 avril 1825, St. Martin, notaire, il a acquis du sieur Michel Jantet, une pièce de champ située rière la commune de Sales, mandement de Rumilly, lieu dit à Champ-Fantaz, fixée sous le n.^o 257 du cadastre, contenant environ deux journaux et quart, provenant du sieur Ignace Descombes; plus, une pièce de pré audit Sales, située lieu dit au pré de la Croix, fixée sous le n.^o 275 du cadastre, contenant environ 354 toises, (non compris dans la vente le triangle part du midi dudit n.^o 275, pour 12 toises environ, avec le droit du tour d'échelle pour réparer la maison construite sur ladite portion du n.^o vendu aux sieurs François Bouvard et Marguerite Jantet, par contrat du 5 août 1824, Braud, notaire); ensemble est vendu la récolte de 1825 de la pièce de pré, celle du champ réservée au vendeur.

Le prix de ladite vente a été fixé à 1550 livres nouvelles, dont 50 livres ont été payées comptant au vendeur, et les 1500 livres nouvelles restantes dues, sont payables aux créanciers du vendeur, dans trois mois, date de l'acte, avec intérêts au cinq pour cent par an.

Que, désirant se prévaloir de la faculté qui lui est accordée par l'arrêt du 16 juillet 1822, de purger sa nouvelle propriété des créances et charges dont elle peut être gravée, auxdites fins le suppliant joint ici :

1.^o Le contrat de vente précité Saint-Martin, notaire.

2.^o Le certificat de dépôt et de la transcription dudit contrat de vente, au bureau des hypothèques de l'arrondissement d'Annecy, en date du 5 mai 1825. Signé ORSIER, conservateur.

3.^o Enfin, l'extrait de toutes les inscriptions existantes contre le vendeur, suivant le certificat délivré par ledit conservateur, le 25 juin 1825; il déclare être prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de la Judicature-Maje, le tout à concurrence du prix stipulé audit contrat de vente, et recourt :

Qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur Juge-Maje, lui permettre de faire notifier, par l'huissier ou sergent qui sera désigné, cette résolution, avec le audit certificat de transcription et état d'inscription divisé en trois colonnes, à chacun des créanciers portés audit état et au domicile respectivement élu par chacun d'eux, dans leur inscription, ainsi qu'audit sieur Michel Jantet vendeur, propriétaire et cultivateur, domicilié à Sales, sous la protestation faite par le suppliant de se prévaloir dans le temps du montant de sa créance et des droits des créanciers auxquels il se trouve subrogé, et pourvoir.

T. MORAND.

MARCHANT, procur.^r

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau d'Annecy, certifie que cejourd'hui il m'a été consigné par M.^e Marchant, procureur à Annecy, un acte du trente avril 1825, St. Martin, notaire à Chambéry, insinué le trois mai suivant, par lequel, Michel fils de défunt Pierre Jantet, demeurant à Sales, vend à M.^e Thomas Morand, notaire à Chambéry :

1.^o Un champ situé rière la commune de Sales, lieu dit à Champ-Falliaz, inscrit sous le n.^o 257 de la mappe, contenant environ deux journaux et quart, par lui acquis de M. Ignace Descostes, par contrats des 21 Marsal au 12, Girod, notaire, et 15 septembre 1808, Girod et son collègue notaires, contigu au couchant par pré de l'acquéreur, et aux nord et midi par des chemins.

2.^o Un pré situé audit Sales, lieu dit au pré de la Croix, sous le n.^o 275, contenant environ 354 toises, se confinant au nord par pré de l'acquéreur, au midi par bâtiment de François Bouvard, et des chemins des autres parts, pour le prix de quinze cent cinquante livres.

Je certifie encore avoir le même jour enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 9. art. 24, et sur le registre général d'ordre, vol. 42. case 319, et avoir reçu pour tous droits dix liv. vingt centimes. Annecy, le cinq mai 1825. Le conservateur, signé OSSIKA.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte au vol. III art. 12. et a payé pour tous droits trois livres quinze centimes. Annecy, le cinq mai 1825. Le conservateur, signé OSSIKA.

Etat des inscriptions prises au bureau d'Annecy jusqu'au 25 juin 1825, contre sieur Michel Jantet de Sales, fils de feu Pierre.

DATE et nature des privilèges ou des hypothèques.	N O M S des créanciers inscrits.	MONTANT des inscript. ^{es}
1. ^o Acte obligatoire du 2 juin 1809, inscrit les 17 mars 1825 et 5 juin 1809.	Arcand François et Morand Thomas.	3600 00
2. ^o Acte obligatoire du 4 août 1820, inscrit le 21 juin 1825.	Grumaud Jean-François.	660 80
3. ^o Acte obligatoire du 12 11 novembre 1820, inscrit le 17 juillet 1825.	Tresor Royal, soit le commissaire de la levée de la province du Genevois.	405 90

4. ^e Contrat de vente du 22 octobre 1778, et contrat de rénovation du 14 août 1808; ventes des 20 mai et 29 juillet 1808, inscrits les 31 octobre 1823 et 19 germinal an 7.	Gavard Joseph.	1668	50
5. ^e Contrat de mariage du 6 septembre 1823, inscrit le 31 octobre 1823.	Callig. ^a Benoite - Michelle femme de Louis Jantet.	4500	00
6. ^e Sentence du 26 avril 1824, inscrite le 1 mai 1824.	Dunoz Antoine.	300	00
7. ^e Contrat de mariage portant donation du 6 septembre 1823, inscrit le 10 juillet 1824.	Jantet Louis.	6000	00
8. ^e Contrat de mariage du 8 fructidor an 7, inscrit le 13 septembre 1824.	Burnod Marie, femme de Michel Jantet.	2250	00
9. ^e Jugement du 26 juillet 1824, inscrit le 22 septembre 1824.	Decarre Claude.	1160	00
10. ^e Jugement du 13 août 1824, inscrit le 23 février 1825.	Decarre Claude.	213	96
11. ^e Jugement du 14 mars 1825, inscrit le 18 mars 1825.	Burnier Louis.	460	00
12. ^e Contrat de vente sous réméré, du 28 avril 1825, inscrit le 29 dudit.	Brun Claude.	1800	00
13. ^e Contrat de vente sous réméré, du 29 avril 1825, inscrit le 30 dudit.	Jantet Marie, femme de François Choutagant.	500	00
14. ^e Obligation du 2 juin 1809, et jugements des 5 janvier 1822 et 15 décembre 1824, inscrits le 9 juin 1825.	Morand Thomas et Arnaud François.	800	00

COPIE DE DÉCRET.

Vu: est accordée la permission requise, avec commission à l'huissier Morel-Fredel, pour faire les notifications rières le mandement d'Annecy, et au sergent Simonod pour celles à faire dans le mandement de Rumilly, et à ces fins, lettres. Annecy, le 10 août 1825. Signé Gerdil.

Enregistré à Annecy, le 10 août 1825, folio 45, case 423 du 12.^e livre; reçu deux livres. Signé Orsier.

Nous Victor-Bernard Gerdil, sénateur et préfet au tribunal de préfecture du Genevois, en exécution de notre décret de ce jour, mais sur requête à nous présentée par M.^e Thomas Morand, notaire royal, domicilié à Chambéry, accordons la permission requise et commettons, pour faire les notifications requises à chacun des créanciers portés en l'état ci-devant et au domicile respectivement par eux élu dans leurs inscriptions, ainsi qu'à Michel Jaguet, vendeur, propriétaire, domicilié à Sales, savoir: l'huissier Morel-Fredel pour celles à faire rières le mandement d'Annecy, et le sergent Simonod pour celles à faire rières le mandement de Rumilly, de ce faire donner pouvoir. Faites et scellées à Annecy, le 10 août 1825. Signé Arincujon.

M A N I F E S T E

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés rières la commune de Saint-Sorlin-d'Arves, possédés par Jean-Baptiste et Marie-Françoise seu Joseph Arnaud, domiciliés au même lieu, à la diligence du sieur Jean-Antoine Balmain, domicilié à Épierre.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Maurienne, à tous soit notoire et manifeste que, par jugement rendu par ledit Tribunal, le 11 décembre 1824, lesdits Jean-Baptiste et Marie-Françoise seu Joseph Arnaud, en qualité d'héritiers de leurdit père, la dernière en la personne de M.^e Etienne-Bernard Grange des procureur de céans, curateur établi à sa cause, ont été condamnés à payer au sieur Joseph-Antoine Balmain, propriétaire domicilié à la commune d'Épierre: 1.^e la somme de 600 livres nouvelles en capital, formant le prix de la vente consentie en faveur dudit Joseph Arnaud, par ledit sieur Balmain, devant M.^e Bouttaz notaire, le 3 octobre 1810, des immeubles y désignés; 2.^e celle de 420 livres pour intérêts du prédit capital, dès la date de l'acte jusqu'au 3 octobre 1824; 3.^e celle de 6 livres, pour frais d'inscription de

la créance prise au bureau de la conservation des hypothèques de cette province, le 15 mai 1823, et aux dépens taxés et liquidés à 47 livres, 30 centimes, outre l'émolument, timbre et droit de greffe.

Que ladite Marie - François Arnaud étant comme mineure des personnes privilégiées par la loi, le sieur Balmain s'est pourvu le 26 avril dernier, aux fins d'obtenir commission d'exécution mobilière à son préjudice, ce qui lui fut accordé par décret du même jour; mais il résulte de l'exploit de l'huissier Voutier du 16 mai suivant, certifié véritable par M.^e Didier notaire, résidant audit lieu de St.-Sorlin - d'Arves, qu'il n'a rien été trouvé à pouvoir saisir au préjudice de ladite Marie - François Arnaud.

Le sieur Balmain s'est de nouveau pourvu par requête du 17 même mois, pour obtenir, contre ses débiteurs prénommés l'ajonction prescrite par l'article 94 de l'édit du 16 juillet 1822, qui lui fut accordée par décret du même jour, notifiée à ic eux par exploit du sergent Bernard à ce commis, le 24 même mois, avec la requête à ces fins, contenant désignation des immeubles que le sieur poursuivant a déclaré vouloir faire subhaster, ainsi qu'audit M.^e Grange, en sa qualité, par exploit de l'huissier Voutier du 15 même mois.

Le terme de 30 jours s'étant écoulé, sans que les frères et sœur Arnaud aient satisfait aux prédites condamnations et injonction, le sieur Balmain s'est pourvu à M.^e le Juge - Major, par requête du 13 août dernier, notifiée par exploit de l'huissier Voutier des 18 et 19 même mois, pour faire ordonner la vente par subhastation, à leur préjudice, des immeubles désignés dans l'extrait du cadastre joint à sa requête, avec indication des nature, qualité, numéros, situation, contenance, confins et contributions de chacun d'iceux, et faire fixer l'audience à laquelle devra avoir lieu la première enchère, avec explication des charges et des conditions proposées pour la vente, laquelle requête a été signée par M.^e Lauriat - Victor Laymond, procureur collégié près ce Tribunal, mandataire spécial du sieur poursuivant; par acte du 16 juillet dernier, M.^e Cronel notaire, avec élection de domicile en l'étude du constitué, sis en cette ville, Grand-rue, n.^o 21, et la cause portée à l'audience du 27 dudit mois d'août, M.^e Laymond, en accusant défiant contre ledit Joseph Arnaud, a persisté contre lui, et a l'encontre dudit M.^e Grange en sa qualité seul comparant, dans les réquisitions de sa pré-

dite requête, et le Tribunal, par ordonnance spéciale du même jour, a autorisé la vente par subhastation dont il s'agit.

Cette ordonnance, ainsi que la requête, et l'extrait du cadastre y annexé a été notifiée aux prénommés par exploit de Huissier Voutier à ce commis, des 19 et 20 septembre courant, et successivement enregistrée avec les prédicts exploits au bureau de la conservation des hypothèques de cette province, où il en a été laissé copie authentique, signée par ledit M^e Laymond procureur, comme en résulte du certificat mis au bas d'icelle, signée par M^e Jourdan Conservateur des hypothèques, en date du 21 du courant.

DESIGNATION DES BIENS A SUBASTER,

1.^o Champ, lieudit au Devieux, sous le n.^o 2159 de la mappe dudit lieu de St.-Sorlin d'Arves, contenant 296 toises, 2 pieds, imposée à 11 sous, 4 deniers.

2.^o Bois audit, sous le n.^o 2160, contenant 109 toises, 1 pied; imposé à 8 deniers.

Ces deux numéros sont confinés par les propriétés de Jacques et Pierre feu Jean-Michel dessus, celles de Sorlin Bernard, dessous soit du couchant, et celle de François Balmain en partie du levant.

3.^o Pré lieudit au Plan-de-la-Tour, sous le n.^o 2065, contenant 259 toises, 5 pieds; imposé à 5 sous, 5 deniers.

4.^o Pré audit, sous n.^o 2066, contenant 82 toises, 3 pieds; imposé à 11 deniers: confiné par le torrent d'Arvant du midi, par la propriété des hoirs de Jean-Baptiste Declunay du couchant, et celles des hoirs de François Balmain du nord.

5.^o Champ aux Ravières, sous n.^o 687, contenant 71 toises; imposé à 7 sous, 1 denier.

6.^o Champ audit lieu, sous n.^o 688, contenant 184 toises, 4 pieds; imposé à 17 sous, six deniers: confiné par celui des hoirs de Jacques Mitliex dessus, par un contour du levant, par la propriété de Vincent Arnaud et des hoirs de Jean-Michel, feu Mathieu Didier dessous, et par la propriété de Barthelémé Arnaud du couchant.

7.^o Champ dessus la Tour, sous n.^o 1955 en partie, contenant 360 toises; imposé à 1 livres, 4 deniers.

8.^o Champ auxdits lieu et mas, sous le même numéro, contenant 166 toises; imposé à 16 sous, 1 denier: confiné le tout

par le grand chemin dessous, par la forge des bois de Joseph Balmain du couchant, la propriété de Sorlin Sambuie au nord et celle de François Chaix en partie du levant.

9.^o Pâturages aux Fardollières, sous partie du n.^o 3763, contenant : journal, 458 toises; imposé à 9 deniers; circonscrit par la propriété des bois de François Novel du midi et dessus, par celle de M.^c Jean - Baptiste Didier du nord, par Arvaut et des rochers dessous.

10.^o Champ au Mollard, sous n.^o 1749, contenant 241 toises; imposé à 17 sous, 3 deniers; circonscrit par le grand chemin du levant, par un sentier du midi et la propriété de Barthelémé Balmain du couchant.

CONDITIONS IMPOSÉES POUR LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

Les biens seront vendus en détail, et l'adjudicataire les prendra dans l'état où ils se trouveront à l'époque de l'adjudication; il en percevra les fermages de la courante année, s'il s'en trouve de dus.

ARTICLE II.

Il supportera toutes les servitudes apparentes ou non apparentes, s'il en existe sur les fonds.

ARTICLE III.

Il payera les contributions affectées sur les biens pour la courante année, soit les douzièmes restants à courir, si les antérieurs sont payés.

ARTICLE IV.

Il payera le prix de la vente à qui sera ordonné par le Tribunal, avec intérêts au cinq pour cent sans retenue, dès le jour de l'adjudication définitive, et entrera en jouissance dix jours après la signification du jugement d'adjudication, sauf néanmoins à l'adjudicataire de prendre, avec les fermiers, s'il en existe et sans répartition, tels arrangements qu'il jugera convenables au sujet des dommages que ceux-ci seraient dans le cas de causer pour cause de non-jouissance.

ARTICLE V.

Il payera tous les frais faits pour parvenir à l'adjudication

définitive inclusivement, dès et y compris ceux de la requête du 17 mai dernier, sans aucune diminution du prix du montant desquels on pourra prendre connaissance chez le procureur du poursuivant.

ARTICLE VI.

Il sera tenu à la stricte exécution de ce qui est prescrit par l'édit du 16 juillet 1822, en ce qui concerne les adjudicataires.

La première enchère aura lieu dans la salle ordinaire des séances du Tribunal, à la ville de St.-Jean, le vingt-deux octobre prochain, à neuf heures du matin, en détail sur la mise à prix offerte par le sieur poursuivant, savoir : pour les numéros 2159 et 2160 de la mappe dudit lieu de St.-Sartin, de quarante-trois livres sixante-deux centimes. . . . 43 l. 62 c.

Pour les numéros 2065 et 2066 22 75

Pour les n.^{os} 687 et 688 104 14

Pour le n.^o entier 1955 151 16

Pour le n.^o 5765 5 92

Pour le n.^o 1749 129 61

Total de la mise à prix . . . 457 20

La seconde enchère est dès à présent fixée au 26 novembre prochain, à neuf heures du matin, dans la prédite salle des séances du Tribunal.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal, en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

Domicile continue à être élu par le sieur poursuivant pour toute la procédure de subordination, en la personne et étude de M.^e Laymond, procureur collégié.

Est commis l'huissier Voutier pour faire tous exploits requis et nécessaires.

Dressé à St.-Jean de Maurienne, sous le sceau du Tribunal, le 22 septembre 1825. AMAND, Subst. Greffier.

Euregistré au vol. 7, fol. 156 verso. case 1425. Regu 3 livr. St.-Jean, le 22 septembre 1825. JOURDAN.

A VENDRE

Maison et jardin situés à Chambéry, désignés sous le nom de l'Auberge de la Petite Bunche.

Le samedi, 1.^{er} octobre prochain, à neuf heures du matin, en

sur la Croix-d'Or, et par-devant M.^e Jean-Léopold Cot, notaire à Chambéry, dans la maison des hoirs du sieur Benoît Blanc, vis-à-vis le café Cursa, il sera procédé à la vente, par enchères volontaires,

De deux maisons, cour, remise, hangar, buanderie, jardin avec treillages et tonne, désignés sous le nom de la Petite Bauche, portant l'enseigne de la Croix-d'Or; le tout en très-bon état.

L'acquéreur aura toutes facilités et sûretés pour les payemens.

Les enchères auront lieu sur la mise à prix de 12,000 livres.

L'adjudication sera tranchée, à l'extinction de la bougie vierge, au plus offrant et dernier enchérisseur, et aux conditions dont il sera donné connaissance avant les enchères.

S'adresser, pour plus amples renseignements, audit M.^e Cot.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 7 Octobre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 6 Octobre. Voici le résultat des Observations météorologiques faites pendant le mois de septembre 1825.

SEPTEMBRE 1825.

BAROMÈTRE à 0.°				THERMOMÈTRE.			
		Millim.	Pouces lignes			Centigrade.	de Réaumur.
Du 1 ^{er}	au 10	734.3	27 2. 4	Du 1 ^{er}	au 10,	+ 18° 9.	+ 15° 12
Du 11	au 20	736.9	27 2. 7	Du 11	au 20,	+ 19° 6.	+ 15° 20
Du 21	au 30	741.6	27 4. 7	Du 21	au 31,	+ 16° 6.	+ 13° 23
Max.	le 25	745.3	27 6. 4	Max.	le 2,	+ 26° 5.	+ 21° 20
Min.	le 19	730.5	26 11. 8	Min.	le 30,	+ 10° 0.	+ 8° 00

AVIS.

Quelques-uns de MM. les Souscripteurs au *Journal de Savoie* sont en arriéré de renouveler leur abonnement; ils sont priés de le faire au plus tôt, afin de prévenir toute suspension dans l'envoi du Journal.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Publ. le 2 Octobre : MANIFESTE de la Chambre Royale des Comptes (du 5 septembre 1825) portant notification des formalités et précautions prescrites par S. M. pour jouir de la diminution des droits de douane accordée par Billes Royales du 30 décembre 1824, à l'importation de quelques denrées sur des navires avec pavillon national.

PIÉMONT.

Turin, 29 septembre. S. Exc. M. le Marquis de La Tour-du-Pin, ambassadeur de France près notre Cour, a fait célébrer, le 16 du courant, dans l'église du Saint-Nom-le-Jésus, un service solennel pour l'anniversaire de la mort de S. M. Louis XVIII.

— MM. les Membres de l'Académie Royale, qui chaque année sont des

promenades scientifiques pendant les vacances, ont été regnès, le 20 de ce mois, à La Morra, par le Syndic et une partie du Conseil Communal, qui les ont accueillis avec distinction. Arrivés au palais de M. le Marquis de Barol, on leur a servi une collation de fruits; et après avoir dîné au château de la Volte, qui appartient aussi à M. le Marquis de Barol, ils sont retournés le soir à Palezzo, repassant par La Morra, où l'on a admiré l'ordre et l'excellente tenue de cette jeunesse.

— S. M., par Patentes datées du Château d'Aglié, du 25 septembre, a nommé M. le Comte Charles-André Garpani Conseiller de Finances. Par autres Patentes du 27, M. le Comte Joseph Mercurio Achario de Gattinara est nommé Premier Officier dans la Secrétairerie d'État pour les affaires internes, conservant l'ancienneté de Sénateur.

— Le 26 septembre, LL. AA. S. et R. le Prince et la Princesse de Savoie-Carignan se sont rendus au Château Royal d'Aglié, pour faire visite à LL. MM. Après avoir dîné avec LL. MM. et passé avec Elles une partie de l'après-midi, LL. AA. sont revenues sur le soir à Turin.

1.^{re} Octobre. Le Duc de Gênes, depuis sa réunion aux États de S. M., a obtenu les plus grands avantages sous le rapport de l'amélioration de ses routes, pour la communication réciproque, soit entre ses provinces, soit avec les pays voisins. S. M., vient encore d'approuver, en faveur de la route royale du Levant, un contrat pour la construction d'une portion de cette route, entre le promontoire de Sainte-Anne et le pont de Trigoas, dont la dépense s'élève à 92,545 liv. 29 c.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Selon le *Correspondant de Nuremberg*, la Porte a fait remettre à M. Tarter, chargé d'affaires de l'Angleterre à Constantinople, une note où elle demande le rappel du Gouverneur des Îles Ioniques, de l'amiral Neale et du commodore Hamilton, comme prêtant des secours aux Grecs. Ibrahim-pacha, dit-on, se plaint beaucoup du commodore Hamilton, qui lui a refusé des explications sur ses rapports avec le gouvernement grec. Le capitain-pacha était attendu à la Sude pour exécuter le nouveau corps de troupes égyptiennes à Nazarin.

— On assure que le divan s'assemble fréquemment au sujet du protectoat demandé par les Grecs à l'Angleterre.

— On apprend de Clagenfurt que, le 25 août, un incendie a entièrement consumé le village de Stall, dans la vallée de Moll. Vingt-sept maisons sont détruites, et 129 habitans sans asile. Les villages voisins ont porté les secours qui étaient en leur pouvoir. L'église paroissiale est incendiée, ainsi que l'église canoniale.

— LL. MM. R. et RR. ont fait leur entrée à Presbourg le 27 septembre, au milieu des acclamations d'une multitude prodigieuse. Elles ont été reçues par S. A. I. l'archiduc Palatin, le Prince-Prélat, les Evêques,

les magnats et tous les grands dignitaires de la Cour. Le 25, S. M. a fait l'ouverture de la diète par un discours latin.

— La *Chronique grecque* de Missolonghi donne, jour par jour, le détail des opérations du siège de cette place et des efforts des assiégés depuis les premiers jours de juillet. Le 25 juillet, une députation des assiégés a proposé une capitulation en 9 articles, qui a été repoussée par le cri de *guerre!* Les attaques ont recommencé sur terre et sur mer. Le 30 et le 31, nouvelles propositions de la part des Turcs, et nouveaux refus de la part des assiégés.

— On écrit de Trieste, 21 septembre, que, selon les nouvelles de Zante, il est passé des députés grecs, au nombre desquels est le fils de l'amiral Miaoulis, se rendant en Angleterre, avec des passeports du commodore Hamilton et du lord Haut-Commissaire des Îles Ioniques, pour demander le secours de cette Puissance.

— Au 10 août, le siège de Missolonghi se continuait. Les Grecs, ravités par l'arrivée de leur cadavre dans le port de cette place, ne paraissaient pas disposés à se rendre.

— Les Grecs avaient conduit en vue du port d'Alexandrie trois brûlots, dont l'un s'était introduit jusque dans le port, pour incendier les bâtimens qui s'y trouvaient. La tentative ayant échoué, les deux autres brûlots ont pris la fuite.

ANGLETERRE.

— Un message italien, porteur de dépêches du lord haut-commissaire près les Îles-Ioniques, est arrivé à Londres le 22 septembre.

— En vertu d'une capitulation signée par le gouverneur de Matto-Grosso, dans le Brésil, et celui de la province de Chiquitos, cette dernière a été remise au gouvernement du Brésil.

— La question de la dissolution du Parlement a été résolue négativement; en conséquence, le parlement ne sera pas dissous cette année.

— On apprend que sir Charles Stuart, dont le départ de Lisbonne a été annoncé dans le temps, est arrivé à Rio-Janeiro, où il a été fort bien accueilli.

FRANCE.

Paris, 28 septembre. En vertu d'une ordonnance royale, l'anniversaire du 16 octobre 1793 sera désormais réuni à celui du 21 janvier.

— Deux frégates royales sont parties de Toulon, le 20 septembre, pour se réunir à la division navale qui stationne dans le Levant, sous les ordres du contre-amiral le chevalier de Rigby.

— S. M. le Roi de Prusse, sous le nom de comte de Rappin, son fils le prince Albert, sous celui de comte de Rakenaberg, et son neveu, sous celui de comte de Rheinstein, ont visité les galeries du Musée et les appartemens des Tuileries.

— Les trois envoyés d'Haïti sont arrivés à Paris le 27 au soir.

— S. M. le Roi d'Espagne, par un décret du 13 septembre, a créé une

Junta royale consultative du gouvernement, qui sera composée de 25 membres, chargée de prendre connaissance de l'état actuel de toutes les branches de l'administration, des ressources et des besoins de l'Etat et de tout ce qui concerne les intérêts du royaume.

— Les fortifications de la ville de Toulouse seront démolies.

En *Septembre*, M. l'évêque de Montpellier vint à Paris, pour siéger dans la commission chargée de rédiger les statuts de l'Ecole des hautes études ecclésiastiques.

— M. le comte de Ruffin a admiré la statue équestre de Louis XIV, et l'a considérée comme la plus belle de l'Europe en ce genre. Cette statue partira de Paris le 2 octobre, et sera rendue à Lyon en vingt-cinq jours — 2 Octobre, *L'Étoile* a dit qu'il n'est ni dans le droit, ni dans la loyauté du gouvernement français de reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles. Le roi d'Espagne a refusé de reconnaître cette indépendance, malgré les armures considérables qui, dit-on, lui ont été offertes à cette fin.

Actions de la banque de France : 2145 fr.,

Cinq pour cent consolidés : 99 fr., 40 c. ; 99 fr., 65 c. ; 99 fr., 55 c.

Trois pour cent : 71 fr., 20 c. ; 71 fr., 80 c.

VARIÉTÉS.

SUITE des fragmens relatifs à l'Empire Ottoman (1).

« Jadis le Grand-Vesir faisait fréquemment des rondes publiques dans la ville, pour voir, par ses propres yeux, si les ordonnances de police sur les poids et mesures et sur les prix des vivres étaient observées exactement, et pour punir sur-le-champ ceux qui y contrevenaient. Il était accompagné par le grand juge de Constantinople, l'aga des janissaires, le lieutenant de police ou *suhazli*, le *muhassib* ou juge du marché, par une foule d'autres officiers et de gardes, et par le *muhir-aga* ou grand prévôt des janissaires avec ses bourreaux. Aujourd'hui, ces rondes publiques, annoncées d'avance, et qui par cette raison manquent leur but, n'ont lieu que très-rarement; elles sont remplacées (ce qui vaut mieux) par des courses que le grand-vesir fait incognito dans les rues de Constantinople; c'est celle de ses fonctions qu'il néglige le moins; le maintien de la tranquillité est pour lui un objet de la plus haute importance, car la moindre émeute peut lui coûter sa tête ou du moins sa place.

(1) Voyez le N.^o précédent de ce Journal.

« Lorsque le grand-vesir se met à la tête de l'armée, tous les grands dignitaires et tous les chefs des départemens l'accompagnent. Mais afin que les affaires courantes puissent également s'expédier, on les nomme dans ce cas tous à double, en sorte qu'en temps de guerre, il y a deux *kiaja-beg*, deux *reis-effendi*, etc., dont l'un suit le grand-vesir à l'armée, et l'autre reste à Constantinople. Le grand-vesir lui-même est remplacé par un *Kaimakam-pascha* ou lieutenant, qui exerce à Constantinople tous les pouvoirs du grand-vesir, mais qui est obligé de lui rendre compte de sa gestion.

« La distinction la plus importante dont jouit le grand-vesir, est le droit exclusif d'approcher de la personne du Sultan dans tous les momens, et de lui rendre compte de l'administration de l'empire. On sait au reste que ni ce privilège, ni les honneurs dont il est entouré ne le mettent à l'abri de l'exil ou de la mort.

« Le grand-vesir se décharge d'une partie de ses fonctions sur le *kiaja-beg*, le *reis-effendi*, le *tschauschbaschi* et les six secrétaires d'état, qui tous résident dans le palais du grand-vesir et travaillent immédiatement avec lui. Le *kiaja-beg* ou ministre, a dans son département tous les détails de l'administration intérieure; les *fermans* du Grand-Seigneur, les *buroljaldi's* ou ordres du grand-vesir, les dépêches que celui-ci reçoit ou expédie, passent par ses mains. Il est le fondé de pouvoir général du grand-vesir, et son représentant pour tout ce qui concerne la sûreté et la police de la capitale; aussi il reste toujours dans le palais lorsque le grand-vesir sort, et ne paraît jamais dans les cérémonies publiques. Le *reis-effendi* ou ministre des affaires étrangères est le chef de la chancellerie impériale. C'est lui qui rédige les rapports (*telchiss*) et les mémoires (*takrir*) que le grand-vesir remet journellement au sultan, soit pour lui rendre compte des affaires, soit pour lui demander ses décisions souveraines. Dépositaire de tous les secrets d'état, il jouit d'une grande influence. L'interprète du divan (*divani humajun terdschimani*), en qualité d'intermédiaire entre le *reis-effendi* et les ambassadeurs étrangers, tient la seconde place dans le département des affaires étrangères; c'est lui seul qu'on emploie pour complimenter les ambassadeurs et leur porter des messages. Ce fut Maurocordato, le négociateur de la paix de Carlowitz (en 1699), qui donna à l'emploi d'interprète une importance qu'il n'avait pas eue avant lui; son rang est celui d'un *pascha* à deux queues. Le *tschausch-baschi* est dépositaire du pouvoir exécutif et, pour ainsi dire, le bras de la

justice. C'est lui qui fait faire la première instruction de tous les procès civils ou criminels, qui les renvoie devant le juge compétent, et qui fait exécuter les sentences des tribunaux, lorsqu'elles ont été confirmées par le grand-vesir : il est le représentant de ce dernier pour tout ce qui tient au pouvoir exécutif, et il est tenu de lui rendre compte de toutes les affaires de son département, et de lui demander ses ordres dans les cas importants. Aux fonctions de ministre de la police et de la justice, il joint encore celle d'introduit des ambassadeurs étrangers, lorsqu'ils sont admis à l'audience du sultan ou du grand-vesir.

« Ces trois ministres, savoir le *kiaya-beg*, le *reis-effendi* et le *tchahousch-baschi*, ainsi que les six secrétaires d'état et leurs subordonnés, ont leurs bureaux dans le palais du grand-vesir, nommé par excellence la Sublime Porte. Chaque jour ils sont obligés de s'y rendre une heure après le lever du soleil; ils ne le quittent qu'une heure avant le coucher du soleil, et jamais sans en avoir reçu la permission expresse de la part du grand-vesir. Il n'y a que cinq jours dans l'année où il leur est permis de se retirer à midi, à l'exception pourtant du *kiaya*, qui ces jours-là même est obligé de rester dans le palais jusqu'au coucher du soleil.

« Quoique le pouvoir du grand-vesir s'étende sur toutes les branches de l'administration, cependant le département des finances est moins immédiatement sous sa direction. A la tête de ce département se trouvent trois *defterdar's* (*defter* signifie *registre* ou *role des taxes*), dont le premier peut être considéré comme le ministre des finances, et les deux autres comme ses vice-présidents. Les bureaux des finances sont réunis dans un palais situé entre le sérail et le palais du grand-vesir; ils sont divisés en trente-quatre *chambres* ou *sections*, dont chacune est chargée d'une branche particulière des revenus ou des dépenses de l'état. Malgré le soin que le législateur paraît avoir pris pour introduire dans ce département un ordre sévère et une grande régularité, il n'en est pas moins vrai que, depuis un siècle et demi, les revenus ordinaires ont rarement été au niveau des dépenses, et que pour couvrir le déficit annuel, il a fallu recourir fréquemment à la cassette particulière du sultan, ou à des extorsions et à des confiscations. On conçoit que de tels moyens n'ont pu ramener les finances ottomanes à un état prospère.

« L'armée de terre de l'empire ottoman est composée de troupes soldées et de troupes non soldées; division qui s'applique à l'infanterie comme à la cavalerie.

« L'infanterie soldée se subdivise en six corps, savoir les janissaires, les *dschebedschis* ou armuriers, les *topdschi* ou artilleurs, les *top-arabdschi* ou soldats du train, les *kumbaradschi* ou bombardiers, et les *laghumdschi* ou mineurs.

« Le corps des janissaires se compose de 136 *arta's* ou régimens, auxquels il faut encore ajouter quatre régimens d'enfans de soldats, qui reçoivent aussi leur solde; leur nombre total s'élève, d'après les rôles, à cent mille hommes environ, mais il n'y en a guères plus de quarante mille en état de porter les armes. Ils sont commandés par le *jenitschéri-agassi* ou aga des janissaires. Sept officiers généraux servent immédiatement sous ses ordres et forment l'état-major des janissaires et le divan ou le conseil de la guerre. L'aga des janissaires est le premier de tous les chefs militaires; à l'ordinaire il sort des rangs des janissaires mêmes; quelquefois cependant ce poste est confié à des favoris sur la fidélité desquels le sultan croit pouvoir compter. Il jouit du droit d'assister au grand divan du sérail, mais il n'a voix délibérative que pour les objets qui concernent son corps; il a la surveillance de la police de la capitale; il nomme les commandans de toutes les places fortes de l'empire, et les officiers de tout grade dans son corps, depuis les officiers généraux jusqu'aux chefs d'*arta's* ou colonels exclusivement; à l'exception pourtant du *kul-kiaju* ou premier lieutenant-général, le second en grade, que le Grand-Seigneur nomme, et qui, une fois nommé, ne peut être déposé sans l'assentiment du corps des janissaires. C'est le *kul-kiaju* qui nomme les officiers de tout grade au-dessous de celui de colonel, et qui les révoque suivant son bon plaisir.

« Les *dschebedschis* ou armuriers, au nombre de six mille, sont chargés de confectionner les armes pour toute l'armée, et de veiller sur les arsenaux. Leur chef porte le titre de *dschebedschis-baschi*, général des munitions, et suit en grade immédiatement l'aga des janissaires.

« Grâce aux efforts de quelques renégats hongrois et de plusieurs officiers anglais et français, le corps des *topdschi* ou artilleurs est mieux organisé et mieux exercé qu'aucun autre corps de l'armée turque. Les dix à douze mille hommes dont il se compose sont répartis dans tout l'empire, mais la plus grande partie est casernée à Constantinople près de la fonderie de *Topchana*. Lorsque Sélim III créa une nouvelle milice connue sous le nom de *Nisami-Dschedid Akéri* (troupes de la nouvelle organisation), dont il voulait se

servir pour tenir en respect les janssaires, il la réunit aux corps des topschi, afin de lui donner aux yeux du peuple et de l'armée une apparence constitutionnelle. On sait que la révolution qui précipita du trône le sultan Sélim, anéantit le Nisami-Dschedid; les topschi reprirent alors leur ancienne organisation, et ne conservèrent que les uniformes qu'on leur avait donnés. Le corps des *topara-badschi* ou soldats du train, comprend aussi des compagnies de selliers, de maréchaux-ferrans, et d'autres artisans nécessaires pour l'entretien de tout ce qui fait partie du train. Les *kumbaradschi* ou bombardiers sont un corps peu nombreux, caserné à Constantinople; ils sont tenus, ainsi que les *laghumsdchi* ou mineurs, à suivre des cours où on leur enseigne les mathématiques et quelques parties du génie.

« En temps de guerre, l'armée se recrute d'un grand nombre de milices irrégulières qui ne reçoivent point de solde, mais qui sont affranchies de tout impôt, tant qu'elles restent sous les drapeaux; on les comprend toutes sous le nom générique de *mosselim* (alliance). Étrangères à toute discipline, et n'étant nullement exercées, ces troupes embarrassent souvent l'armée plus qu'elles ne lui prêtent de secours. La suite à un autre N.^o

CHARADE.

Sur la tête d'une bergère
On me voit quelquefois avec grâce porté;
Par mon peu de solidité,
Je ne puis soutenir qu'une charge légère.
Mon premier du guerrier renouvelle l'ardeur,
Et toujours mon dernier est de peu de valeur.
Les mots de la dernière *Énigme* sont l'*écriture* et l'*imprimerie*.

MARCHÉS de Chambéry, des 27, 29 7. br et 1^{er} 8. br 1825.

		LE VEISSEL.		L'HECTOLITRE.	
BLÉ.		l.	c.	l.	c.
Froment,	Prix.	13	85	—	17 95
Seigle,		10	50	—	13 72
Orge,		9	00	—	10 00
Sarrasin,		00	00	—	00 00
Mais,		00	00	—	00 00
Avoine (1),		9	00	—	6 28
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.					29
Viande, idem, idem.					50

(1) Rapport des 3 veis
els en hectolitre :
Froment, 813
Seigle, 665
Avoine, 434

SUPPLÉMENT

Au N.^o 40 du Journal de Savoie, du 7 oct.^{bre} 1825.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles provenant de François Vayrat de Manigod, possédés par le sieur Jean Machet, aubergiste, habitant à Thônes, et Jean-François Annodry, habitant à Serraval, poursuivie à la diligence du sieur Balhazard Savoy-Guerraz, habitant audit Serraval, ayant M.^r François Burdet pour procureur.

Le Tribunal de Préfecture de la province du Genevois, séant à Annecy, fait savoir que par son jugement rendu sur contumace, le 30 juin 1824, en déclarant exécutoire le précédent jugement du 5 septembre 1821, rendu par le juge de Thônes, il a enjoint à François Vayrat, habitant à Manigod, de rembourser au sieur Savoy-Guerraz Balhazard, 1.^{re} la somme de 345 livres, que ce dernier avait payée à Paul Vayrat, ainsi qu'en constate la quittance du 6 octobre 1821, Déponnier notaire, ce paiement ayant été fait pour désintéresser celui-ci des droits qu'il avait à mesurer, en vertu du jugement sus-énoncé du 5 septembre 1821, sur les immeubles vendus audit sieur Savoy-Guerraz par ledit François Vayrat, en vertu des contrats des 22 juillet 1815, Delallier notaire, et 29 avril 1817, Déponnier notaire; 2.^e celle de 42 livres pour 2 ans 8 mois d'intérêts échus au 6 juin dernier; 3.^e celle de 80 livres pour dépens auxquels il avait été condamné envers ledit sieur Savoy-Guerraz, par le jugement sus-énoncé du 5 septembre 1821; 4.^e celle de 50 livres, 80 centimes, pour dépens taxés par ledit jugement qui a été notifié par exploit du sergent Douyet du 22 juillet 1824.

Que par décret du 8 avril dernier, il a été enjoint audit François Vayrat, de payer les sommes sus-énoncées dans 30 jours, et par le même décret il a été accordé commission au sergent Douyet, pour notifier audit Jean-François Annodry et audit sieur Jean Machet, qu'à défaut par eux d'avoir rempli les formalités voulues par l'édit du 16 juillet 1822, ou de les remplir dans le mois, ils seraient tenus de payer les sommes sus-énoncées, ou de délaisser les immeubles confisqués au bas de ladite requête; cette requête a été notifiée à tous les sus-nommés par exploit dudit sergent Douyet du 14 avril dernier.

Que par jugement du 8 août proche échu, le Tribunal a autorisé la vente par subhastation des biens ci-après indiqués, sur la mise à prix offerte par ledit sieur Savoy-Guerraz de 144 livres, plus la

première enchère à l'audience du 22 septembre prochain et a mandé au greffier de ébaux de dresser le manifeste ; ce jugement, les requêtes qui y ont donné lieu, ainsi que l'extrait du cadastre des biens dont s'agit, ont été notifiés auxdits François Vayral, Jean Marchet et Jean-François Amoudry, par exploit du sergent Douvet du 28 du courant ; le tout a été ensuite dûment enregistré au bureau des hypothèques de cette province cejourd'hui.

Désignation des biens à vendre situés sur la commune de Manigud.

Pré inscrit sous le n.^o 4766, situé sur la Bexière-du-Moulin, soit au Brouens, contenant 22 toises, 5 pieds, payant 2 sous, 4 den. de contributions.

Broussailles audit, inscrites sous le n.^o 4788, contenant 105 toises, 5 pieds, payant 1 denier de taille.

Broussailles au dit, inscrites sous le n.^o 4767, contenant 127 toises, 5 pieds, payant 9 sous de contributions.

Ces trois pièces de terre se continrent par un chemin du levant, le vant Bouguy du midi, terre de Martin Vayral du couchant, et celle de Pierre et Pierre-Jean Vayral du nord.

Champ audit, inscrit sous le n.^o 4790, contenant 119 toises, 4 pieds, payant 7 sous, 8 deniers de contributions.

Pré audit, inscrit sous le n.^o 4791, contenant 215 toises, 5 p. payant 4 sous, 1 denier de contributions.

Champ audit, inscrit sous le n.^o 4805, contenant 97 toises, 1 p. payant 4 sous, 7 deniers de contributions.

Champ audit, inscrit sous le n.^o 4804, contenant 179 toises, 3 p. payant 9 sous, 6 deniers de contributions.

Ces parcelles de terre se continrent par celle de Claude-François Vayral du dessus, celle de Dominique Vayral du levant et du dessus, et celle de Claude-François Collet du couchant.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE I.^{er}

L'adjudicataire devra payer le montant de son acquisition, sans distinction d'époques d'exigibilités aux créanciers hypothécaires sur les im meubles mis en vente suivant le règlement qui aura lieu d'après le jugement d'ordre.

ART. II.

L'adjudicataire devra supporter toutes les servitudes actives et passives existantes sur les biens à vendre, et le plus ou le moins de contenance attribué à chaque pièce, ne pourra donner lieu à aucune répétition de sa part.

ART. III.

Il devra payer sans diminution de prix tous les frais qui ont ou

lieu dès la requête du 8 avril dernier inclusivement jusqu'à l'adjudication définitive.

Le présent sera lu, publié, affiché, notifié et inscrit au Journal de Savoie; mande à ces fins le Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Annecy, le 29 août 1825. Signé ARMENJON, greffier.
Enregistré à Annecy, le 29 août 1825, folio 84, case 750 du 12.^e
Reçu 3 livres. Signé ORSIER receveur.

SUPPLEMENT.

A l'audience du 21 septembre 1825, aucun miseur ne s'étant présenté pour surenchérir la mise à prix offerte par le sieur Savoy-Guerraz, le Tribunal, après avoir ouï l'avocat-fiscal dans ses conclusions, a fixé, à son audience du 25 octobre suivant, à trois heures après midi, pour la seconde enchère et adjudication définitive.

Pour copie conforme :
BAURE, pour M.^e BARDET, P.^r

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles possédés par sieur Hypolite Ramus, sergent royal, et situés rière la villa de Rumilly.

Le Tribunal de Préfecture du Genevois, séant à Annecy, fait savoir que, par jugement rendu le 14 mars dernier, au profit du sieur Joseph Cottin et dame Antoinette Chapuisat son épouse, domiciliés à Annecy, contre ledit Hypolite Ramus, sergent royal, domicilié à Rumilly; ce dernier a été condamné à payer auxdits mariés Cottin, 1.^o la somme de 850 livres neuves, pour prix de la vente consentie par acte du 11 Juin 1823, Butin nature: 2.^o celle de 63 liv. 75 c. pour intérêts de ladite somme, pendant 1 an et 6 mois, liquidés au 11 septembre dernier, sans préjudice de ceux échus dès-lors et à échoir; 3.^o celle de 8 liv. 80 cent. pour frais d'inscription hypothécaire et expédition dudit acte; 4.^o enfin, celle de 37 liv. 45 c. pour dépens adjugés par ledit jugement, lesdites sommes payables dans le terme de 40 jours; que, ne s'étant rien trouvé à pouvoir saisir dans le domicile du débiteur, ainsi qu'en conste de l'exploit du sergent royal Rey, du 30 avril dernier, lesdits mariés Cottin ont obtenu de Tribunal, le 20 mai suivant, un décret portant injonction audit Hypolite Ramus de payer dans

30 jours les sommes ci-devant énoncées; plus, celle de 40 liv. 75 c. pour frais de ladite exécution, et intérêts de la somme principale échus le 21 dudit mois de mai, sans préjudice de ceux à échoir, avec déclaration que, passé ce délai, ils seraient vendre les immeubles désignés dans ladite requête d'injonction. Ce décret a été notifié par exploit du sergent royal Rey, du 30 dudit mois de mai; que par jugement du 29 août dernier, sur les conclusions de M.^e Bevilard, procureur constitué par lesdits mariés Cottin, le Tribunal, de l'avis de l'avocat-fiscal, a autorisé la vente desdits biens, et a fixé la première enchère au 25 octobre prochain, à 3 heures après midi.

Ce jugement, la requête du 23 juillet précédent qui y a donné lieu, ainsi que l'extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés audit Ramos par exploit du sergent royal Rey, du 23 septembre dernier; le tout dûment enregistré au bureau des hypothèques d'Annecy, le 1.^{er} du courant.

BIENS A VENDRE, SITUÉS PRÈS LA VILLE DE RUMILLY.

Numéros, nature, mes, contenance, taille et confins.

N.^o 489, maison à Mont-Bornex, contenant 5 toises, 5 pieds; n.^o 518, jardin sur le château, contenant 12 toises, 4 pieds; ces deux numéros joints ensemble se confinent au levant par boutique de Jean Bouvier, par maison et jardin de M. Rubellin; au couchant par maison et jardin de Marie Guiz; au midi par la rue publique, et au nord par la place dite du Château; n.^o 1959, champ à Surchère, pour 1 journal, sous la taille de 17 a. 8 d., confiné au levant par champ de Joseph Chatard; au nord par champ de Joseph Collet; au couchant par champ de Pierre Chappoisat, et au midi par pré de M. Jacquier l'aîné, un sentier entre deux.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. 1. La mise à prix des biens à subhaster sera de 750 liv.

ART. 2. Les enchères auront lieu en gros ou en détail.

ART. 3. Les adjudicatoires supporteront toutes les charges foncières affectées sur lesdits biens, dès leur entrée en jouissance; ainsi que les servitudes dont ils sont grevés.

ART. 4. Les adjudicataires devront payer les créances inscrites

conformément à l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1822, et en outre, en sus dudit prix, tous les frais de subhastation, adjudication, libellion et autres relatifs à ladite vente.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie.

Mande à ces fins le Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, afflications, notifications, et tous les exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Annecy, sous le sceau du Tribunal, le 1.^{er} octobre 1825. Signé ARMENTJON greffier.

Enregistré à Annecy, le 1.^{er} octobre 1825, folio 119, case 1057 du 22.^e volume. Reçu 3 liv. Signé ONSIER.

Pour copie : DEVILLARD, P.^r

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles situés rière la commune de Marthod, au préjudice de Joseph Duret, agriculteur, domicilié de ladite commune, tiers-détenteur, et de Claude Perrier-Rosat, laboureur, de Conflans, débiteur.

Le tribunal de Judicature-Maje de Haute-Savoie, siégeant à Conflans, fait savoir que, par acte du 30 août 1820, M.^e Pressin notaire à Marthod, inscrit au bureau des hypothèques de Conflans, le 27 mars 1823, à l'art. 411 du premier volume du registre des aliénations, et sur le registre général d'ordre, vol. 7, art. 9, au droit proportionnel de 8 liv. 20. cent.; pour droit de timbre, 50 cent.; pour salaire, 1 liv., 50 cent.; total 10 liv. et 20 cent. à forme du reçu dudit jour, signé Delachenal, conservateur; Joseph Duret, agriculteur, domicilié de ladite commune de Marthod, a acquis de Claude Perrier-Rosat, laboureur, domicilié à Conflans, les immeubles qui se trouvent ci-après désignés, pour le prix de 1650 liv. neuves, dont quatre cent furent payées au vendeur, lors dudit acte, et les 1250 livres restantes, payables dans deux ans, avec intérêts au deux et demi pour cent, pour les dix premiers mois, et dès-lors au cinq, aux créanciers antérieurs et privilégiés dudit Perrier-Rosat.

Que ledit Duret voulant purger d'hypothèques les immeubles par lui acquis, s'est pourvu à ces fins, conformément à l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1822, à M.^e le Juge-Maje du Tribunal de Judicature de Haute-Savoie, par requête déposée le six mai dernier, dûment enregistrée à Conflans, le sept suivant, au vol. 7, n.^o 1225, au droit de deux livres, selon reçu signé Delachenal Receveur, a élu domicile en la personne et étude de M.^e Raymond, procureur près ledit Tribunal, domicilié à Conflans, et a offert de payer immédiatement toutes les créances exigibles

ou non, pour la quantité et de la manière qui serait déterminée par ledit Tribunal, jusqu'à concurrence seulement de la somme dont il restait débiteur, en vertu de l'acte d'acquis sus-narré : ladite requête, le certificat de transcription, la désignation desdits immeubles qui seront ci-après rappelés, et l'état des inscriptions existantes contre ledit Claude Perrier-Rosat, ont été notifiés à celui-ci et à tous ses créanciers, le 16 mai dernier, par Jaun, huissier commis ; le tout a été inséré au Journal du Savoie, du 20 mai dernier.

Que Jean-Baptiste Regoiraz, se trouvant créancier hypothécaire dudit Claude Perrier-Rosat, de la somme de 1440 livr. en capital, outre les légitimes intérêts et autres accessoires, par suite d'acte de transport du 28 novembre 1811, M.^e Pessio notaire à Marthod, inscrit au bureau de Conflans, le 2 janvier 1813, sur le registre des privilèges et hypothèques, au vol. 1.^{er}, n^o 1. et enregistré au vol. 1.^{er}, case 11 du registre d'ordre, au droit total d'une livr., 73 c. à forme de reçu signé Delachenal, conservateur, conformément à l'art 73 de l'édit précité, demandé, par requête présentée à M. le Juge-Maje de ce Tribunal, et décrétée le 13 juillet dernier, d'aucun enregistré ledit jour, à Conflans, au vol. 8, n.^o 154, au droit de deux livres, suivant reçu signé Delachenal, Receveur, que les immeubles qui seront ci-après désignés fussent mis aux enchères, et a offert d'augmenter d'un sixième le prix porté au susdit acte du 30 août 1810, Pessio notaire, de payer à compte d'icelui, les dettes exigibles ou non, et a indiqué pour sa caution, tant du prix que des autres charges du contrat de ladite augmentation, des frais d'acte et autres, Joseph Donand-Henry, propriétaire, cultivateur, domicilié de ladite commune de Marthod, et a requis qu'il plût à M.^e le Juge-Maje de fixer l'audience à laquelle serait portée sa demande, et compromettre un huissier pour la notification à faire auxdits Joseph Duret et Claude Perrier-Rosat : ladite requête a été sous-marquée en présence de témoins, par ledit Regoiraz, et signée par M.^e Fleuret, procureur n^o et son mandataire spécial, par acte du 12 juillet dernier, M.^e Corouty, notaire à l'Hôpital.

Que M. le Juge-Maje, par son décret dudit treize juillet, aurait fixé l'audience à laquelle serait portée sa demande, au quatre août suivant, et que copie, tant de ladite requête, décret, et enregistrement d'icelui, que de la procuration, a été notifiée auxdits Duret et Perrier-Rosat, le quatorze dudit juillet, par l'exploit signé Maimon huissier commis.

A l'audience du quatre dudit août, M.^e Fleuret, procureur et mandataire dudit Regoiraz, après avoir fait mettre la cause au rôle, a produit ladite requête, le rôle des biens que la caution présentée déclarait hypothéquer pour ledit cautionnement et l'état des inscriptions existantes contre celle-ci, et a requis qu'il plût au Tribunal admettre l'enchère requise, et fixer l'au-

dience à laquelle elle devrait avoir lieu, offrant de passer toutes incombances préalables requises.

Par jugement contradictoire du six suivant, dûment énoncément le neuf aussi suivant, au vol. 8, n.º 566, au droit de 10 livres, à forme de reçu signé Delachenal, Receveur, le Tribunal, pour les motifs y énoncés, a déclaré l'instance irrégulière, et a condamné ledit Regairaz aux dépens.

Que le Sénat, sur appel dudit jugement, a, par arrêt du vingt août dernier, prononcé aux parties, et énoncément à Chambéry, ledit jour, au vol. 4, case 836, fol. 84 recto, au droit de 22 livres, à forme de reçu signé Baudé, receveur, déclaré qu'il avait été mal jugé par le prédit jugement, que l'instance était régulière, et a renvoyé la cause et les parties devant le premier Tribunal, et a condamné Noret aux dépens.

La cause reportée à ce Tribunal, par requête décrétée par ce Magistrat, le 24 août dernier, dûment enregistrée ledit jour, au vol 8, n.º 762, au droit de deux livres, selon reçu signé Delachenal, Receveur, et signifiée auxdits Duret et Pernier-Roset le 29 dudit, à forme d'exploit du sergent Garadin et appelée à l'audience du trois du courant; ledit Tribunal, par jugement contradictoire dudit jour, a admis l'enchère requise, et a fixé au 25 octobre prochain, à neuf heures du matin, l'audience à laquelle elle aura lieu, à la charge par la caution de se conformer à l'art 75 de l'édit précité, et a mandé au greffier de céans de dresser manifeste aux termes de l'article 76 du même édit.

Ce jugement a été énoncément le six du courant, au vol 8, n.º 947, au droit de trois livres, selon reçu signé Delachenal, Receveur.

1. Ledit Joseph Donnad-Henry, caution de Regairaz, a passé sa soumission au greffe de céans, le neuf du courant: elle a été inscrite le 13 dudit, au vol 8, fol. 281, au droit total de deux liv. 70 cent., à forme de reçu signé Delachenal, Insinuateur.

L'inscription voulue par l'art. 75 du susdit édit, a été prise sur les immeubles de la caution et de Regairaz, selon leur désignation, dans ledit acte de soumission, le 13 du courant, au vol. 20, case 129 du registre d'ordre, et au vol 3-, art. 29, du registre des formalités, au droit total d'une livre et 75 cent., selon reçu signé Delachenal, Conservateur.

IMMEUBLES A SUBASTER EN UN SEUL LOT.

1.º Une pièce de champ, située aux Molliès, mas de Balme dessus, contenant 3 journaux et 20 toises.

2.º Une pièce de bois située audit lieu, attigué audit champ, contenant 257 toises, le tout figuré sous les numéros 762 et 763 de la mappe dudit Marshod, confiné au levant, par un chemin public; au midi, par un ruisseau; au couchant, par les bois de

Pierre Doret; et au nord, par Joseph Dunand-Henri, payant 4 livres, 16 sous, 10 deniers, de taille.

3.^e Une pièce de vigne, située leudit à la Côte, même mas et même territoire que dessus, contenant 136 toises, sous la moitié du numéro 240, confiée au lecant, par ledit Dunand-Henri; au midi, par les bois d'Étienne Carcey; et au nord, par Claude Mout-Vignier; cadastrée sous la taille de 9 sous, 9 deniers.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Les premières enchères seront ouvertes sous la mise à prix de 1804 livres neuves, à laquelle se trouve arriver la somme de 1640 livres augmentée d'un dixième.

2.^o Les immeubles passeront à l'adjudicataire, avec leurs servitudes actives et passives; il les recevra dans l'état où ils se trouveront, lors de l'adjudication définitive; il entrera en jouissance dès le jour de la notification du jugement d'adjudication.

3.^o L'adjudicataire ne pourra exercer aucun recours, pour le défaut de contenance sus-désignée: le plus ou le moins étant à son profit ou perte.

4.^o Il payera le prix de l'adjudication, ainsi et de la manière qui sera ordonnée par le Tribunal.

5.^o ■ se chargera en sus du prix d'adjudication, seul et exclusivement des légitimes frais remboursables au premier acquéreur, et de tous ceux utiles qui auront été faits, dès et y comprise la requête décrétée le 13 juillet dernier, jusqu'à l'adjudication définitive, sauf ceux frustrés, et devra en conséquence rembourser le tout à M^e Fleuret, procureur du sieur Regoiraz, dans 8 jours après l'adjudication, suivant la portelle convenue, ou à défaut arrêtée par M. le rapporteur de la cause.

6.^o L'acquéreur se soumet à tout ce que prescrit en pareil cas l'édit du 16 juillet 1812.

En exécution du susdit jugement du 3 du courant, et à requête dudit Jean-Baptiste Regoiraz, la première enchère aura lieu à l'audience du Tribunal de judicature - majeure de Haute-Savoie, au palais de justice, situé à Clourens, dans la maison du sous-Econome royal, ancien couvent des Bernardines, le 15 octobre prochain, à 9 heures du matin.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 72 et 77 dudit édit du 16 juillet 1812.

Mandé à ces fins, ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires; de ce faire donne pouvoir.

Donné à Coullans, sous le sceau du Tribunal, le 30 septembre 1825, signé DECARRE substitut-Greffier.

Enregistré à Coullans, le 1.er octobre 1825, vol. 8, n.º 1010.
Reçu 5 livres, signé DELACHENAL Insinuateur.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation, poursuivie à la diligence du Sieur Philippe Mayan, domicilié à Chambéry, ayant pour procureur M.º François Harlet, des immeubles provenus de Jean-Philibert Excoffier de Talloires, tenus par François Excoffier, veuve Milleret, habitante à Talloires.

Le Tribunal de préfecture de la province du Genevois, siégeant à Annecy, fait savoir que, par son jugement du 24 février dernier, rendu entre ledit sieur Mayan demandeur, et François Excoffier, veuve Milleret, détentrice des biens de Joseph Excoffier, son frère absent, les immeubles dont s'agit et ci-après spécifiés, ont été déclarés affectés et hypothéqués en faveur du dit sieur Mayan, pour la somme de onze cent septante-neuf liv. quatre-vingts et un centimes, dommages, intérêts, tels que de droit, en vertu du jugement du Tribunal de Moutiers, du 11 floréal an 9, et de l'acte du 8 pluviôse an 6, Avot notaire, et déclaré facultatif audit sieur Mayan de faire subhaster lesdits immeubles, pour obtenir le paiement de la somme dont s'agit, avec intérêts et dépens, faite par ladite Excoffier veuve Milleret, de remplir dans le terme de 30 jours, les formalités nécessaires pour purger les hypothèques, ou bien cette dernière de payer au sieur Mayan les sommes qui lui sont dues, ou de délaisser la possession desdits immeubles, elle a été condamnée aux dépens, par ledit jugement qui lui a été signifié, le 28 mars dernier, par exploit de l'huissier Morel-Frédel.

L'injonction prescrite par l'art. 94, ayant été notifiée, tant à ladite veuve Milleret qu'audit Joseph Excoffier absent, par exploit du sergent royal Moine, le 16 mai suivant, sans succès de paiement;

Le Tribunal, par jugement du huit du courant, rendu en contradictoire de M.º Mont-mayeur, curateur établi à la cause dudit Joseph Excoffier et de ladite veuve Milleret, a arrêté la somme due au sieur Mayan, à deux mille six cent huit livres, septante-cinq centimes, et a ordonné que les immeubles dont s'agit seront subhastés sur la mise à prix de treize cent quatre-vingts livres, aux conditions ci-après, en mandant au Greffier de céans, de dresser le manifeste, et a fixé la première enchère au 15 septembre prochain: ce jugement, la requête du 13 juillet dernier, ainsi que l'extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés tant audit M.º Mont-mayeur, qu'à la veuve Milleret, par exploit de l'huissier Morel-Frédel du 18 courant; le tout dûment enregistré au bureau des hypothèques d'Annecy, le même jour.

Désignation des biens à vendre, situés sur la commune de Talloires et possédés par Françoise Excoffier, veuve Milleret.

N.^{os}

- 5603 Bois taillis au Beisset, contenant 2 journaux, 39 toises, 5 pieds : taille 5 sous 11 deniers.
- 5073 Champ audit, contenant 2 journaux, 163 toises, 5 pieds : taille 5 liv., 10 s., 1 d.
- 5074 Grange au même lieu, contenant 10 t., 3 p., taille 1 s., 2 d. ; ces deux numéros se confinent du midi par un chemin, du nord par champ de Nicolas Foulape, du levant par un chemin et le champ de Joseph Adam, et du couchant par champ du sieur Carron.
- 5083 Champ à Lézeny, contenant 1 j. 8 l. 5 p.
- 5084 Broussailles audit, contenant 4 j. 149 l., taille 3 s., 3 d. Ces numéros se confinent du levant par un chemin, du midi par bois des frères Revil, et des nord et couchant par champ de Joseph Birdannaz.
- 6135 Bois taillis à Fénil et à la Carnallaz, contenant 196 t., taille 1 s., 5 d., se confinant du levant par l'autre moitié dudit n.^o, du midi par les bois Voisin, du couchant par bois procédé de Dlle. de Moux et du nord par un ruisseau.
- 5394 Broussailles au même lieu, contenant 61 l. 7 p., taille 2 d.
- 5393 Champ à St. Germain, contenant 109 l. 1 p., taille 10 s., 11 d. Ces deux numéros se confinent ensemble du levant par un ruisseau, du midi par champ d'Antoine Vivel, et du couchant par celui du sieur Avet.
- 5470 Jardin à St. Germain, contenant 19 l. 3 p., taille 2 s.
- 5471 Cour et jardin au même lieu, contenant 17 l. 2 pieds, taille 1 s., 9 d.
- 5474 Pré au même lieu, contenant 26 l. 5 p., taille 2 s., 8 d. Ces trois numéros se confinent ensemble des nord et levant par maison du sieur Avet, du midi par pré d'Antoine Excoffier, et du couchant par celui de François Mugnier.
- 5475 Champ au Plan-Poney, contenant 58 l. 4 p., taille 5 s., 2 d.
- 5476 Broussailles au même lieu, contenant 300 l., taille 11 d. Ces deux numéros se confinent du levant par champ de Claude Mugnier, des midi et couchant par un ruisseau.
- 5479 Champ au Plan-Poney, contenant 86 l. 6 p., taille 4 s., 9 d., se confinant du nord par un ruisseau, du levant par un chemin et du couchant par champ de Claude Mugnier.
- 5485 Pâturage audit, contenant 97 l. 4 p., taille 2 s., 1 d., se confine du levant par un chemin, des midi et couchant par un ruisseau.
- 5487 Champ audit, contenant 255 l. 5 p., taille 11 s., 10 d., se confinant du levant par un champ de Claude Mugnier, du midi par celui de Jean-Louis Sémitat, et du nord par celui de Marc Boquet.
- 5507 Champ audit, contenant 154 l. 7 p., taille 6 s., 9 d., se

confinant du nord par pâturage de Claude Communal, du levant par celui de Claude Sémillat, du couchant par celui de Jean-Louis Sémillat.

- 5569 Champ au même lieu, contenant 98 t., taille 4 s. 11 d., se confinant du levant par champ de Jean-Louis Sémillat, du nord par celui de Claude Communal, et du couchant par celui de François Mugnier.
- 5517 Pâturage au même lieu, contenant 373 t., taille 7 s. 11 d., se confinant du levant par un chemin, du nord par le fond communal, et du midi par celui de Jean-Louis Sémillat.
- 5530 Champ aux Fontaines, contenant 73 t. 4 p., taille 6 s. 11 d., se confinant du nord par champ de Joseph Bergeret et des autres parts par celui de Philippe Thomasset.
- 5643 Champ au même lieu, contenant 1. 205 t., taille 1 l. 6 s. 11 d., se confinant du levant par un sentier, du midi par champ de Jean Adam, du couchant par champ de Claude Mugnier, du nord par le fond communal.
- 5647 Champ, au même lieu, contenant 93 t. 5 p.; taille 5 s. 1 d., se confinant du nord, par un chemin, du couchant par champ de Jean-Louis Sémillat, et des levants et midi par champ de Jacques Vallet.
- 5666 Champ, aux Planchettes, contenant 126 t. 3 p.; taille 11 s. 11 d., se confinant du nord par fond communal, du midi par champ des bois de Claude Sémillat, et des couchants et levants par celui de Jean Sémillat.
- 5671 Champ, au même lieu, contenant 120 t. 3 p.; taille 11 s. 4 d., se confinant du nord par le fond communal, du couchant et levants par terre de Jean Sémillat.
- 5693 Champ, au même lieu, contenant 104 t. 4 p.; taille 19 s. 3 d., se confinant du levant par le champ de Marc Bocquet, du midi par celui de Maurice Communal, et du nord par fond communal.
- 5721 Grange, au même lieu, contenant 1. 7 p.; taille 4 d., se confinant des levants, midi et nord par propriété de Claude Mugnier et du couchant par grange de François Sémillat.
- 5749 Champ, au même lieu, confiné du levant, par champ de Joseph Bergeret, du midi par un ruisseau, du couchant par champ des bois de Jacques Vallet, et du nord par celui de Jean-Louis Sémillat.
- 9184 Pâturage à Cedron, contenant 193 t. 3 p., taille 5 s. 2 d., se confinant du nord par terre des frères Gay, du levant par celle de Jacques Vallet, du midi par celle de François Mugnier et du couchant par terre des frères Guillot.
- 9189 Bois taillis au Gré du Rez, contenant 338 t. 2 p., taille 2 s. 2 d., se confinant du levant par pâturage de Joseph Bergeret, du midi par celui de Maurice Bocquet et du couchant par celui de François Mugnier.
- 9208 Pâturage à Cédron, contenant 2 journaux, 5 p., taille 1 l.

- 1 s. 4 d., se confinant du nord par pâturage de François Mugnier, du couchant par celui de Jacques Arembourg, et du levant par terre de François Mugnier.
- 9399 Bois au Cudri, contenant 2 journaux, 567 l. 4 p., taille 1 l. 12 s. 11 d., se confinant du couchant par un chemin, et des autres parts par pâturage d'Antoine Excoffier.
- 9407 Bois quartier au Follet, contenant 117 l. 3 p., taille 3 s. 4 d.
- 9408 Bois quartier au même lieu, contenant 85 l. 1 p., taille 2 s. 5 d.; ces deux numéros se confinent du levant par bois d'Emmanuel Mugnier, du midi par celui d'Antoine Vivet et du couchant par le fond communal.

CONDITIONS DE LA VENTE.

ART. 1. L'adjudicataire devra payer le montant de son acquisition, sans distinction d'époque d'exigibilité, aux créanciers hypothécaires sur les immeubles mis en vente et ce, suivant le règlement, qui aura eu lieu d'après le jugement d'ordre.

ART. 2. L'adjudicataire entrera en jouissance, aussitôt après la notification du jugement d'adjudication, en justifiant du paiement des frais de poursuites légitimes et ce sans diminution de son prix, en donnant en outre pour le paiement dudit prix, les sûretés qui pourraient être ordonnées par le Tribunal.

ART. 3. L'adjudicataire supportera sans répétition les servitudes occultes ou patentes, s'il y en a, et paiera sans imputation, les contributions assises sur lesdits immeubles.

Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie.

Mande à ces fins le Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires; de ce faire donner pouvoir.

Donné à Annecy, le 19 août 1825. Signé AUGMENTON, Greffier.
 Entregistré à Annecy, le 19 août 1825, folio 60, case 52 du 12.^e volume. Reçu trois livres. Signé OUSTIN, Receveur.

SUPPLÉMENT.

A l'audience du 15 septembre 1825, personne ne s'étant présenté pour surenchérir la mise à prix offerte par le sieur Mayan, le Tribunal, par jugement dudit jour, après avoir ouï l'Avocat-Fiscal dans ses conclusions, a renvoyé, pour l'adjudication définitive, à son audience du 25 octobre suivant, à trois heures après midi.

Pour copie conforme :

HAUME,

Pour M.^e BARDET, Pr.

EXTRAIT DES REGISTRES DU GREFFE DU TRIBUNAL DE
PRÉFECTURE DE LA PROVINCE DU FAUCIGNY.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, poursuivie à requête du sieur Fabien Baud, des biens provenans de l'hoirie de défunt Joseph Rannaud, de la commune des Gets, à l'encontre de Pierre Rannaud son fils mineur, et de M.^r Joseph-Marie Fichet, procureur, établi curateur à sa cause, par ordonnance du 15 avril 1825.

Au nom du Tribunal du Préfecture de la province du Faucigny;

A tous soit notoire et manifeste que, par jugement du 31 août 1824, qui en déclarant exécutoire, malgré surau, celui du 22 avril 1825, a enjoint audit mineur Pierre Rannaud, soit audit M.^r Fichet en sa qualité de curateur à sa cause, de payer au sieur Fabien Baud, dans 30 jours, les sommes y spécifiées, au montant de 902 livres neuves, 91 centimes, dérivantes de l'acte de vente faite par ledit Fabien Baud à Joseph Rannaud père dudit mineur, le 6 mars 1815, devant M.^r Orsat notaire.

Que le fils Rannaud, soit M.^r Fichet en sa qualité, n'ayant point satisfait aux condamnations prononcées par le jugement du 31 août 1824, et ce premier ne se trouvant plus possesseur des biens soumis aux hypothèques de Fabien Baud, sauf une très-mauvaise nature, située au chef-lieu des Gets, de la valeur au plus de 100 liv. neuves, et les sieurs Marie-Alexis Noble et François Jacquier, étant détenteurs actuels des biens dont le rôle est ci-après écrit, lesquels étaient au pouvoir de Joseph Rannaud père, lors dudit acte de vente du 6 mars 1815, le demandeur, pour se remplir de sa créance, s'est vu forcé d'agir sur ledits biens: c'est pourquoi, en conformité des articles 125 et 93 de l'édit du 16 juillet 1822, il s'est pourvu par requête à ce Tribunal, qui, par son décret du 31 déc. 1824, a enjoint de nouveau, tant audit mineur Pierre Rannaud qu'à M.^r Fichet en sa qualité, de payer au demandeur dans 30 jours les sommes y détaillées, avec commission au premier huissier ou sergent royal requis, de leur en faire la notification avec le rôle y annexé, ainsi qu'auxdits Marie-Alexis Noble, cultivateur, demeurant à Châtillon, et François Jacquier dit Le Prince, aubergiste, demeurant à Taninge, en leur déclarant que passé ce délai il serait procédé à exécution sur les immeubles dont s'agit par voie de subhastation, laquelle notification a eu lieu les 7 et 8 janvier 1825, par exploits des sergent Rannaud et de l'huissier Régaud.

Que le terme de 30 jours, étant écoulé sans que ni l'un ni les autres aient satisfait à ladite injonction, ni formé opposition à icelle, le demandeur, en conformité de l'article 93, s'est pourvu à Monsieur le Juge-Majeur, qui, par son décret du 19 juillet dernier, a permis de faire citer, tant ledit Pierre Rannaud, M.^r Fichet en

sadite qualité, que lesdits Marie-Alexis Noble et François Jacquier, qui ont reçu notification de la requête, du rôle des biens, extrait du cadastre et conditions de la vente, et été assignés par exploits des huissier Excoffier et sergent Coste des 23 et 29 juillet proche passé, pour paraître à l'audience du Tribunal du 3 août suivant.

A cette audience, le demandeur, par le ministère de M.^e Pagnod, substitut de M.^e l'écuat, procureur, en l'étude duquel il a élu domicile, a insisté à conclure, à ce que, faite par lesdits Noble et Jacquier d'avoir délaissé ou de délaissier les immeubles par eux possédés, désignés dans ledit rôle, il plaise au Tribunal autoriser : 1.^o la vente aux enchères de ces mêmes biens, sous les charges et conditions proposées ; 2.^o fixer l'audience à laquelle aura lieu la première enchère, sous la proteste de tous dégâts faits par lesdits possesseurs aux immeubles dont s'agit, et de tous plus amples droits contre le débiteur.

Le sieur Jacquier a déclaré délaissier et abandonner les immeubles désignés en l'article 3 dudit rôle.

Le sieur Noble a observé que, par acte mis au greffe de céans le 5 février dernier et dont il a fait la production, il avait déclaré délaissier les biens désignés en l'article 2 dudit rôle, et à la faveur de cette déclaration par lui réitérée, ils ont l'un et l'autre requis d'être mis hors de cours et de procès avec dépens, sous la réserve du tel recours qu'ils aviseront.

M.^e Fichet, en sa qualité de curateur à la cause de Pierre Ranaud, a déclaré n'avoir aucune exception à former contre les conclusions du sieur Fabien Baud, sur quoi :

Le Tribunal, ouï Monsieur l'avocat-fiscal, en accordant acte des réquisitions, offres et déclarations des parties, a, par son ordonnance spéciale du 2 août dernier, autorisé la vente aux enchères pour l'audience du 29 septembre prochain, à 10 heures du matin ; mandé au greffier de céans de dresser le manifeste prescrit, commis les huissier Excoffier et sergent Coste pour toutes les notifications voulues par l'édit sus-cité, et sur les réquisitions des sieurs Noble et Jacquier, les a mis hors de cours et de procès sans dépens, sauf à eux à exercer tel recours qu'ils aviseront.

Cette ordonnance, ainsi que la requête et l'extrait du cadastre y annexé, a été notifiée aux prénommés par exploits des sergent Coste et de l'huissier Dessaux, des 22 Août proche passé, et 5 septembre courant, et successivement enregistrée au bureau de la conservation des hypothèques de Bonneville, ainsi que résulte du certificat de M. l'insinuateur, en date du 13 dit septembre courant.

Le demandeur, n'ayant pu dans l'intervalle suivre toutes les formalités exigées par l'article 77, 110 et suivans dudit édit, a présenté une nouvelle requête à M. le juge-maje pour faire proroger le jour de la première enchère, lequel, par son décret du 7 septembre courant, a fixé au 27 octobre prochain, à 10 heures du matin, la première enchère des biens dont s'agit, en conformité du jugement du second août, et ordonné que ladite requête et le décret qui la suit, seroient signifiés tant au débiteur, à M.^e Fichet en sa qualité, qu'aux sieurs Marie-Alexis Noble et François Jacquier.

Cette notification a eu lieu, les 13 et 15 septembre courant, par exploits des huissier Excoffier et sergent Coste à ces fins commis.

DÉSIGNATION DES BIENS A SUBASTER.

ARTICLE PREMIER,

Possédé par le débiteur Pierre Rannaud.

Une portion de maison en très-mauvais état et tombant en ruines, située au chef-lieu des Gots, consistant en une cuisine à plain-pied, éclairée au nord par deux fenêtres visant sur la place publique, une chambre et gabiet au-dessus; une autre chambre derrière soit au midi d'icelle, avec un petit caveau au couchant, inscrite sous partie du numéro 8991 de la mappe et cadastre de ladite commune des Gots, confinée au levant par l'autre partie de maison appartenant au sieur Fabien Baud, au couchant, par la maison ci-après désignée du sieur Marie-Alexis Noble de Châtillon, au nord par ladite place publique, et au midi par le jardin dudit sieur Baud; et lequel objet ne se trouve imposé à aucune contribution foncière.

ARTICLE II,

Vendu par le père Joseph Rannaud, au sieur Marie-Alexis Noble, par acte du 29 décembre 1820, Périllat notaire.

Une maison nouvellement bâtie et en bon état, appartenant au dit sieur Marie-Alexis Noble de Châtillon, par lui acquise dudit Rannaud, située au même lieu, consistant en une cuisine à plain-pied, au milieu d'icelle, quatre chambres, savoir deux dessous, soit de chaque côté de la cuisine nue, deux au-dessus avec escalier et corridor pour y communiquer, et le tout éclairé au nord par six fenêtres et visant sur la place publique, une étable soit à l'arrière soit au midi, et grange au-dessus, avec un petit placage de même côté et couchant et servant à l'investiture et dévestiture, soit aisance d'icelles, dont le tout occupe une surface de terrain de la contenance de 47 toises 7 pieds, et inscrite sous le n.º 8990 de la même mappe; confinée au levant par la portion de maison ci-dessus désignée au premier article, au couchant la maison de Jean-Baptiste feu Joseph Baud, au nord la place publique, et au midi la terre soit chenevière des François et autre François Rannaud oncle et neveu; et cet objet aussi sous impôt de contribution foncière.

ARTICLE III,

Vendu par ledit père Rannaud, au sieur François Jacquier, par acte du 13 mars 1821, Jacquier notaire.

Une petite pièce de terre en pré soit emplacement, situé au

même lieu, de la contenance d'environ 30 toises, inscrite sous partie du numéro 8089 de ladite mappe des fiefs, appartenant au sieur François Jacquier, aubergiste à Taninge, confusée aux levants, couchant et nord par la terre et grange des conjoints Dueretlet, Anthoinet, et Baud; au midi par la place publique; et imposée à un sou soit six centimes de taille.

Conditions de la vente, mises par le poursuivant.

1.^o L'adjudicataire paiera, sans diminution du prix de l'adjudication, toutes les charges et contributions sur lesdits biens.

2.^o Qu'il souffrira toutes les servitudes qui peuvent y être affectées.

3.^o Qu'il paiera, aussi sans diminution, tous les frais de justice.

4.^o Qu'il enchérira au-dessus de la somme de soixante livres neuves, offerte par le poursuivant pour le premier immeuble; de cent livres pour le second; et de cinquante livres pour le troisième; le poursuivant déclarant être prêt à payer immédiatement les créances tout exigibles qu'insignifiables pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le tribunal de cette préfecture, le tout cependant jusqu'à concurrence du prix sus offert, charge qui se portera jusqu'à concurrence du prix de l'adjudication.

En exécution des ordonnances et décrets ci-dessus énoncés, et à la requête du sieur Fabien Band, ayant pour procureur M.^e Pagnod, demeurant à Bonneville, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et sur les mises à prix de soixante livres neuves pour le premier article; de cent livres pour le second; et de cinquante pour le troisième, offertes par le poursuivant; et qui excèdent soixante fois la taille cadastrale.

En conséquence, la première enchère aura lieu à l'audience du tribunal de préfecture de Bonneville, le 27 octobre prochain, à dix heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur les mises ci-dessus.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de Savoie, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 72 et 100 de l'Édit sus-cité.

Mandé à ces fins, le tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affictions, notifications et tous exploits nécessaires.

Donné à Bonneville, sous le sceau du tribunal, le 30 septembre 1825.

Signé à la minute par M.^e JACQUIER, greffier.

Pour expédition à M.^e PAGNOD, procureur du sieur Fabien Band;

JACQUIER, greffier.

Enregistré à Bonneville, le 23 septembre, an 1825, au vol. 11, fol. 184 recto, n.^o 2045, reçu trois livres.

Le receveur, BELLA.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 14 Octobre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 13 octobre. S. M., par Patentes du 4 octobre, a conféré à M. le Chevalier Grand-Croix, Premier Président au Sénat de Savoie, Caspar-Michel Ghurin, le titre et la dignité de Comte, transmissibles à ses descendants mâles par ordre de primogéniture.

— Nos lecteurs apprendront avec plaisir que le journal français, le *Constitutionnel*, le *Journal des Villes*, etc. ont inséré la lettre du brave Jacques Salinat, que nous avons donnée dans notre N.º 34, du 30 septembre dernier.

AVIS.

Le 31 du courant, à neuf heures du matin, on procédera, au bureau de l'Intendance de Tarentaise, à la vente d'une coupe de bois sapin, sur les forêts de la commune de Haute-meur, dans une étendue de huit hectares 69 ares, 98 centiares; ce bois est coupé en partie à la charpente et en partie au chauffage. Chaque hectare est estimé 200 livres. Le prix est payable, savoir: 1500 livres en janvier prochain, et le surplus en décembre suivant. Le délai pour exposer la coupe est de trois ans. Tout enchérisseur doit être accompagné de sa ration, et l'un et l'autre doivent être munis d'un certificat constatant leur solvabilité et portant les numéros des lieux qu'ils entendent donner en hypothèque; les certificats doivent être légalisés s'ils viennent d'une province étrangère.

AVIS.

Le vendredi, 21 octobre courant, à onze heures du matin, il sera procédé, par soumission cachetée, devant M. le Vice-Intendant à St-Jean-de-Maurienne, à l'adjudication de travaux urgents à exécuter sur divers points de la route royale de France, entre le pont de Villard-Bonnet et celui de la Croix d'Aiguiller, y compris la construction d'un pont en charpente sur la rivière de l'Isère. Les sept sections à la somme de

12236 liv., 65 c. Les plans, mètre, détail estimatif et cahiers des charges, sont déposés au secrétariat de la vice-intendance.

Le délai pour offrir le sixième ou demi-sixième, ne sera que de trois jours francs, vu l'urgence, et expirera le 21 de ce mois, à midi précis.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 7 octobre dernier : 1.^{re} Une notification de la Commission Supérieure de Liquidation, du 20 septembre 1825, qui publie une nouvelle liste des créanciers envers la France, appartenans à la 1.^{re} Classe.

2.^{re} Autre Notification de la même Commission, qui contient la 2.^{me} liste des créanciers envers la France, appartenans à la 2.^{me} Classe.

Pub. le 13 octobre : 1.^{re} MANIFESTE de la Chambre Royale des Comptes (du 19 septembre 1825, portant notification des dispositions données par S. M. relativement à l'inscription des hypothèques judiciaires.

2.^{re} LETTRES-PATENTES (du 2.^{er} septembre 1825) par lesquelles S. M. ordonne que la signature des Syndics ou d'autres personnes autorisées par les Communes, apposee à la déclaration de cession ou des des cédantes de la dette perpétuelle que son premier Secrétaire des finances acquerra des communes et autres établissemens publics, conformément aux *Patentes Royales* du 20 février 1825, soit légalisée par l'Intendant de la province dont elles dépendent, au lieu d'être authentiquées par une des personnes mentionnées à l'art. 21 de l'Edit Royal du 24 décembre 1819.

PIÉMONT.

Turin, 5 octobre. LL. MM. continuent à recevoir les hommages et les témoignages multipliés de l'attachement et de l'affection de tous les habitans des lieux qui ont le bonheur de jouir de leur présence.

— S. M. ne se borne pas à encourager par des privilèges toutes les inventions et découvertes de ses sujets qui tournent à l'avantage des arts, de l'industrie, de l'agriculture et du commerce ; mais Elle daigne étendre aussi ses bontés en faveur des étrangers qui introduisent dans ses États quelques procédés utiles et innouvés : tels sont des bains chauds ou tièdes administrés à demeure, pour ceux qui ne veulent ou ne peuvent pas fréquenter les bains publics. S. M. vient d'accorder, pour des bains de cette nature, entrepris dans cette capitale, un privilège de cinq ans à M. Jean Stenmor, natif de Klosterneubourg, en Autriche, résidant à Paris.

— Le Recteur du Collège épiscopal de Pignerol ne pouvant continuer ses

fonctions, à raison de son âge, Monseigneur l'Évêque désirant assurer à la jeunesse une éducation religieuse et soignée, a confié la direction du Collège à un ecclésiastique, digne, sous tous les rapports, de la confiance de son respectable Prélat et de celle des pères de famille. On peut, à cet égard, s'en rapporter pleinement au choix éclairé et à la sollicitude pastorale de M.^{gr} l'Évêque, dont les lumières et la vigilance sont la meilleure garantie envers les parents et la société. Le nouveau Recteur est M. Avaro, Professeur de Théologie au Collège de Pignerol.

7 Octobre. Toutes les communes du Canavèse qui ont le bonheur de voir LL. MM. passer sur leur territoire, rivalisent de zèle et d'efforts pour exprimer leur enthousiasme et manifester leurs sentimens d'amour et de dévouement envers nos augustes Souverains (Voyez la *Gazette Piémontaise* et notamment les N.^{os} 118, 119 et 120).

— L'Agence Economique de l'Intérieur et MM. les Officiers du Génie civil n'ont rien négligé à cet égard pour exécuter les ordres du M. le Comte et Chevalier Grand-Croix Rogei de Cholev, pour rendre le voyage de LL. MM. facile, agréable et exempt de tout danger dans le passage des rivières.

8 Octobre. S. M., par décision souveraine, du 13 septembre, a daigné approuver la construction d'une digue pour la défense du pont en bois sur la Serivia, pont très-remarquable par sa solidité, sa longueur et son importance, attendu qu'il assure les communications du Piémont avec la Lombardie, par la route royale de Plaisance.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

Le discours de S. M. l'empereur d'Autriche à la diète de Hongrie, a produit la plus vive sensation sur l'assemblée. S. M. avant de se retirer, a remis les propositions qu'elle fait à la diète. Cette diète est divisée en deux chambres : la chambre haute (*tabula magnatum*) est composée des grands seigneurs et barons, du haut clergé catholique et grec, des comtes, des comités et des magnats qui assistent en personne. La chambre basse (*tabula minorum*) est formée des députés des comités, de ceux des corporations religieuses, des mandataires des magnats absens et des députés des villes royales. Le gouvernement de l'impératrice a eu lieu le 26 septembre.

— Le *Spectateur Oriental* rapporte, sous la rubrique de Tine, du 28 juillet, que le commodore Hamilton, ensuite de l'insulte faite par un pi-

tate hydriote à un bâtiment ionien qui avait à bord des voyageurs anglais, a bloqué étroitement l'île d'Hydra, jusqu'à ce qu'il ait obtenu la satisfaction qu'il exigeait. Une flotte égyptienne de 40 voiles a quitté les rives du Péloponèse et s'est dirigée vers Alexandrie, pour transporter en Morée la nouvelle expédition qui se prépare en Égypte.

— M. Washington, qui commande l'escadre américaine dans l'Archipel, a eu effet protesté, comme on l'avait annoncé, contre la protection supposée que les Grecs auraient demandée à l'Angleterre ou à toute autre puissance. Il déclare que, dans ce cas, il renoncera à l'espérance qu'il avait de demander du service militaire et de consacrer ses talens à la cause des Grecs.

— Des nouvelles de Missolonghi, du 1 juillet, annoncent que cinq mille hommes, dont trois mille Allemands, embarqués au port de la Sude, sont arrivés à Navarin. Du reste, la diversité des rapports, leurs contradictions, la confusion ou le rapprochement des dates, empêchent d'avoir aucune notion certaine sur la véritable situation d'Ibrahim-pacha dans la Morée.

— La présence de la flotte américaine dans l'Archipel a pour objet de demander, pour les États-Unis, la libre navigation dans la Mer-Noire.

— On écrit de Vienne que de fréquentes conférences, que l'on croit relatives aux Grecs, ont lieu entre le prince de Metternich et les Ministres de Russie, de France, de Prusse, ainsi qu'avec celui d'Angleterre.

ANGLETERRE.

Le conseil de cabinet s'assemble fréquemment au ministère des affaires étrangères.

— Les nouvelles de Lima reçues à New-York, annoncent qu'au 17 juin, la forteresse de Callao était encore au pouvoir des royalistes.

— On apprend de Rio-Janeiro que des conférences diplomatiques avaient lieu tous les jours, mais que rien ne transpirait.

FRANCE.

Paris, 5 octobre. La tour de l'horloge d'Auxerre, qui était un objet de vénération pour les voyageurs, vient d'être détruite par un incendie.

— On écrit de Madrid que le Conseil de Castille doit faire des représentations au Roi, au sujet de l'établissement de la junta consultative, qu'il regarde comme contraire aux lois fondamentales du royaume.

— M. le comte de Buypin, dans sa visite aux Gobelins, a laissé une somme de deux mille francs pour être distribuée aux ouvriers.

— S. M. l'empereur de Russie est parti, le 15 septembre, de Saint-Petersbourg pour les provinces méridionales de son empire.

7 Octobre. S. M. le Roi de Prusse a permis qu'il fût fait une quête générale parmi les catholiques de son royaume, pour la reconstruction de la basilique de Saint-Paul à Rome, que le Souverain Pontife a ordonnée par un chirographe du 18 septembre dernier.

— Deux des envoyés de Saint-Domingue ont dîné, le 4 de ce mois, chez S. Exc. le ministre des affaires étrangères.

9 Octobre. M. le comte de Lacépède, pair de France, membre de l'Académie Royale des sciences, et Grand'Cordon de la légion d'honneur, est mort avant-hier, à Epinay, de la petite-vérole, à l'âge de 69 ans.

Actions de la banque de France : 2140 fr., 2142 fr. 50 c.

Cinq pour cent consolidés : 99 fr., 55 c. ; 99 fr. 65 c. ; 99 fr., 60 c.

Trois pour cent : 71 fr., 40 c. ; 71 fr. 40 c. ; 71 fr., 60 c.

VARIÉTÉS.

BIOGRAPHIE UNIVERSELLE, etc. Par une Société de gens de lettres et de savans ; Tomes XLII et XLIII ; à Paris, chez *L.-G. Michaud*, Libraire-éditeur, Place des Victoires, N.º 5 ; 1825.

La nouvelle livraison que nous annonçons de ce grand ouvrage, contient, comme les précédentes, un assez bon nombre d'articles d'un grand intérêt, comme on en jugera par ceux que nous allons citer : *Scævola*, *Scæurus* (*Marcus AEmilius*), tous les *Scipion*, à l'exception de *Scipion Émilien*, *Sénèque* le rhéteur, *Sénèque* le philosophe, les articles *Servilius*, *Servius-Tullius*, *Sicard* (l'Abbé), par M. Durozoir ; les articles *Scaliger*, *Scysiel* (*Claude de*), *Senecior*, *Septime-Sévère*, *Socin*, par M. Weiss ; *Scanderbeg*, *Sellin III*, *Shaftesbury*, *Smith* (*Adam*), par M. Deros de la Bouquette ; *Scipion* (*Émilien*), *Shakspeare*, par M. Villenain ; les articles *La Scala*, les articles *Sforza*, par M. Simonde-Simmondi ; *Sévigné* (la marquise de), *Simiane* (*Pauline*, marquise de), par M. Saint-Surin ; les articles de *Soissons*, par MM. Durozoir et Weiss ; *Scarron*, par M. Fabien Pillet ; *Schérer*, par M. de Brauchamp ; *Schiller*, par M. Duveau ; *Schneider*, par MM. Carier et

Schoell ; *Schwarzenberg* (le prince de), par un anonyme ; *Scudéri* (Magdeleine), par M. Mounierqué ; *Sédaine*, par M.^{me} de Salm ; *Séguier* (Antoine-Louis), par M. Sivaré ; les articles *Seldeneus* de Syrie, par M. Saint-Martin ; *Sémiramis*, par M. Dannon ; *Serres* (Olivier de), par M. Du Petit Thouars ; *Serret* (Michel), par M. De Angélie ; *Sésostris*, par M. Guignaut ; *Silaine Apollinaire*, par M. Beuchot ; *Simpson*, par M. le baron Maurice ; *Sindiah* (Madhadjy), par M. Audiffret ; *Sirte-Quint*, par M. Tobaraud ; *Sineaton*, par M. de Prony ; *Sobieski* (Jean III), par M. Latour ; *Socrate*, par M. Stapfer.

M. Michaud, de l'Académie française, a dupé l'article *Sigurd*.

M. Michaud jeune, Editeur, a fourni les articles suivants : *Scapiaux*, *Scheremetof*, *Schill*, *Schmettan*, *Schoochius*, les articles *Schavrin*, *Schroder* (Charles), *Scout* (Michel, Reginald et David), *Séjour* (Henri-François), *Serment*, *Sérurier* (le général comte), *Servan*, *Simond* (Philibert, l'abbé), *Sinclair*, *Siret*, *Sisenna*, *Silius*.

M. C.-M. Pillet, rédacteur en chef, a donné les articles *Schedel*, *Schulze*, *Seilas*, *Senarega*, *Seunichirib*, *Sigismond* (saint).

Nos compatriotes trouveront un intérêt particulier aux articles *Servizé*, *Sindiah* et *Soissons*.

Plusieurs des articles que nous venons de citer, sont d'une grande étendue : celui de M.^{me} de Sévigné occupe 21 colonnes ; ceux de Scipion l'Asiatique et de Salm en ont 23 chacun ; celui de Seldeneus Nicator, 25 ; celui de Sénèque le philosophe, 27 ; celui de Scipion l'Africain 48 ; et celui de Socrate n'en a pas moins de 50.

L'article de *Schah-Kouli*, par M. de Salaberry, offre un exemple remarquable du pouvoir de la musique.

« Ce musicien célèbre, dit l'auteur de l'article, se trouvait en-
« fermé dans Bagdad sa patrie, l'an 1658, lorsqu'Amourath IV, victo-
« rieux, ordonna le massacre général des assiégés, quoiqu'ils eus-
« sent déposé leurs armes. Le carnage étoit commencé de toutes
« parts : ce nouvel Orphée trouva le moyen de se présenter devant
« le féroce Sultan et de s'en faire écouter, en chantant sur le
« scheschedar, espèce de psalterion qui ressemble à la harpe,
« la ruine de Bagdad et le triomphe du vainqueur. Il mit tant
« d'enthousiasme et de sentiment dans le morceau qu'il improvisa,
« l'expression en fut si touchante, que le cœur d'Amourath s'amol-
« lit, et qu'il ne put s'empêcher de verser des larmes. A l'instant
« le carnage cessa ; et la musique, un des charmes de la vie sociale »

« attacha cette fois à la mort une génération entière. Non-seule-
 « ment le sultan épargna le reste des vaincus , mais il leur rendit
 « la liberté. Il emmena Schah-Kouli à Constantinople ; et ce musi-
 « cien y fut , sous ses auspices , le fondateur de cet art qui sub-
 « jogue l'univers , et que l'islamisme condamne , mais que les
 « Ottomans aiment avec ivresse et récompensent avec profusion.
 « On a perdu le motif musé d avec lequel Tirothée fit courir aux
 « armes Alexandre-le-Grand : celui par lequel une jeuneuse de flûte
 « rendit des jeunes gens tour-à-tour ivres , furieux et calmes , en
 « passant du mode phrygien au mode dorien : mais la tradition a
 « conservé la fameuse sonate de Schah-Kouli , qui saura la vie à
 « tant de Persans et à lui-même : elle est encore jouée à Const-
 « tinople par les plus habiles maîtres. La prise de Bagdad , ou
 « *Pascegi Bagdati fectehi* , est appelée *Muvalie* : l'auteur de
 « la *Littérature des Turcs* l'avait entendu jouer sur l'instrument
 « de musique à huit cordes qui se nomme tambour ; et il assure
 « que ce morceau pathétique et attendrissant est digne de passer
 « pour le plus illustre monument des arts , puisque c'est celui
 « qui a le mieux mérité du genre humain. On ignore le véritable
 « nom de ce musicien : celui de Schah-Kouli (esclave du roi) est
 « celui qu'il se donna pour implorer la clémence du Sultan et la
 « faveur de se faire entendre. »

Nous reviendrons , dans un autre N.^o , sur l'un des articles que
 nous avons indiqués.

MUSIQUE RELIGIEUSE.

O SACRUM CONVIVIVM , *Motet à trois voix ;*

ECCE PAVIS ANGELORUM , *Motet à trois voix ;*

À Paris , chez *Pacini* , Professeur de Chant et marchand de
 Musique , Boulevard des Italiens , N.^o 111 ;

À Lyon , chez *Cartoux* , Éditeur , marchand de Musique , Place
 des Terreaux , N.^o 10 ;

À Chambéry , chez *Puthod*.

Ces deux morceaux de musique vocale religieuse forment les
 8.^e et 9.^e N.^{os} de la collection dont nous avons parlé dans le temps
 et dont nous avons annoncé les livraisons successives. Les neuf
 pièces publiées jusqu'ici étoient indiquées dans le Prospectus.
 L'Éditeur a cru devoir remplacer deux des autres morceaux an-
 noncés , et les trois Motets qui termineront la collection seront les
 suivans :

Nunc dimittis servum tuum, etc. ; cantique de Saint-Siméon , à trois voix , susceptible d'être chanté à l'issue de toute cérémonie religieuse ;

O salutaris Hostia sacra, etc. , Motet à trois voix , pour une Messe de Requiem ;

Cantate Canticum novum, etc. , Motet extrait du Psaume 149 , à trois voix.

Les divers morceaux composant la collection dont il s'agit , adaptés à différentes cérémonies , et pouvant être chantés sans accompagnement d'orchestre , ce qui en rend l'exécution facile , sont surtout recherchés dans les maisons religieuses , dans les Pensionnats des deux sexes , dans les Séminaires et autres établissements d'éducation. L'éditeur a été obligé d'en faire graver de nouveau quelques-uns dont les livraisons se sont trouvées épuisées ; et pour satisfaire à de nouvelles demandes qui lui sont faites , il se propose de publier dans peu l'*Ave Maria Stella* en vers français , à deux voix , et une cantate à trois voix en l'honneur de la Vierge , l'une et l'autre pièce avec accompagnement de Piano.

LOGOGRIPIIE.

Je fais connaître au nom des Cien

La vérité par excellence ;

Mais trop souvent , en certains lieux ,

De funestes erreurs chez moi prennent naissance ,

D'indiquer tout mes traits , j'en aurais pour long-temps ;

Aussi , pour abréger , je me borne aux suivants :

Sans ma tête , je suis instrument de souffrance ;

Sans ma queue , avec lui , je fais ma pénitence.

Le mot de la dernière *Charade* est *cor - billion*.

MARCHÉS de Chambéry, des 4, 6 et 8 Octobre 1875.

BLED.	Prix.	LE VIEILLER.		L'HECTOLITRE.	
		fr.	c.	fr.	c.
Froment ,		14	19	—	17
Seigle ,		10	50	—	13
Orge ,		0	00	—	00
Sarrasin ,		00	00	—	00
Mais ,		00	00	—	00
Avoine (1) ,		9	17	—	6
Pain , 1 ^{re} qualité , le kilogr. ,		—	—	—	0
Vin de , idem , idem ,		—	—	—	0

(1) Rapport des 2 vers seul : 1 hectolitre :	653
Froment ,	0
Seigle ,	0
Avoine ,	4
	537

SUPPLÉMENT

Au N.º 41 du Journal de Savoie, du 14 oct.^{bre} 1825.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation des immeubles de Marcel Silvestre, dit Prevaz, situés riére la commune du Bourget, mandement de la Motte-Servolex.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre, étant à Chambéry, fait savoir que, par son décret en date du vingt et un août, année dernière, dûment enregistré la vingt-cinq dudit, sous le droit en debt de huit livres par M.^e Baudé receveur, pauvre Josephite Silvestre, dit Prevaz, habitant à Chambéry, a obtenu contre Marcel Silvestre, dit Prevaz, habitant au Bourget, la permission de lui faire faire l'injonction prescrite par l'art. 94 de l'Edit du 16 juillet 1782; ce qui a été fait par exploit du sergent Maurice Girard, en date du deux septembre pour lors suivant; que, suivant le prescrit de l'art. 93 du même Edit, sur requête présentée par ladite Josephite Silvestre, dit Prevaz, le Seigneur Juge-Maje, Préfet de ce Tribunal, lui a permis, par son décret du vingt-trois août dernier, enregistré ledit jour, sous le droit en debt de deux livres, signé Baudé, de faire entre ledit Marcel Silvestre, dit Prevaz, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Collet, en date du vingt-quatre dudit mois d'août, pour comparaître à l'audience du vingt-sept même mois, et par ordonnance dudit jour, le Tribunal, sur réquisition de ladite pauvre Josephite Silvestre, dit Prevaz, ayant pour procureur, M.^e Montagnole, ou l'Avocat-Fiscal, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la requête qui précède le sus-dit décret du 25 août dernier, et serait dressé manifeste par le Greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience dudit Tribunal du huit octobre prochain, à trois heures après midi, et a commis l'huissier Exertier, pour faire la notification prescrite par le sus-dit Edit du seize juillet mil huit cent vingt-deux; la susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du vingt-trois août dernier, de même que la susdite ordonnance dudit Tribunal du vingt-sept dudit mois d'août et enregistrement du tout ont été notifiés, par exploit dudit huissier Exertier à ces fins commis, en date du sept septembre courant, audit Marcel Silvestre, dit Prevaz, et une copie authentique du tout, signée par M.^e Montagnole,

procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate le certificat du cinq dudit mois de septembre courant, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M.^e Doumegeot, Conservateur, qui a perçu cinq livres, trente centimes.

Désignation des immeubles à subhaster situés sur la commune de Bourget, mandement de la Motte-Servolex.

Numéro de la mappe 789, pâturages aux Côtes pour deux tiers de bise, contenant cinquante-trois toises, de la taille de six deniers; confiné au nord par le châtaigneraie des consorts Langon, dit Peguet, au midi par le pâturage d'Humbert et Claude Guillaud, au levant par un ruisseau, et au couchant par le pâturage des frères Cartel, dit Monaud.

Numéro 871, cour au pré de la Trappez, contenant soixante-deux toises, six pieds, de la taille de quatre sous, onze deniers.

N.^o 872, grange audit, contenant dix-huit toises, quatre pieds; de la taille d'un sou, six deniers.

N.^o 873, cour audit, contenant trente toises, sept pieds; de la taille de deux sous, cinq deniers.

N.^o 874, scie audit, contenant onze toises, un pied; de la taille de dix deniers.

N.^o 875, membre de maison audit, contenant douze toises; de la taille de onze deniers.

N.^o 877, cour audit, contenant huit toises, un pied; de la taille de huit deniers.

Tous les sus-dits numéros confinés au nord et couchant par un ruisseau, au midi par le pâturage de Joseph Silvestre, dit Prevaz, et au levant par le pré du même.

N.^o 879, pâturage chez Prevaz, contenant cent trente toises, cinq pieds; de la taille de trois sous, un denier.

N.^o 880, pâturage audit, contenant cent septante-neuf toises, deux pieds; de la taille de quatre sous, trois deniers.

N.^o 881, pâturage audit, contenant cent vingt-neuf toises, trois pieds; de la taille de trois sous, un denier. Ces trois numéros sont confinés au nord par le champ de François Parpillon, au midi et au levant par un ruisseau et au couchant par le pâturage des consorts Parpillon, dits Maîtremer.

N.^o 883, champ au Champ-Plan, contenant cent cinquante toises; de la taille de onze sous, dix deniers.

N.^o 884, champ audit, contenant huitante-quatre toises, deux pieds; de la taille de six sous, huit deniers.

N.^o 886, pâturage au Vernois, contenant cent huitante toises, quatre pieds; de la taille de quatre sous, trois deniers; ces trois numéros sont confinés au nord par le champ de François Parpillon et un ruisseau, au midi par le pâturage des consorts Parpillon, dits Maîtremer, au levant par le champ dudit François Parpillon et au couchant par le pâturage de Joseph Silvestre, dit Prevaz.

N.^o 1134, champ au Pré-Clément, contenant deux journaux, cinquante-six toises, sept pieds; de la taille de trois livres, cinq sous, quatre deniers.

N.^o 1135, châtaigneraie sous Hamcy, contenant cent ode toises; de la taille de cinq deniers.

N.^o 1139, châtaigneraie audit, contenant cent quinze toises, un pied; de la taille de sept deniers.

N.^o 1140, champ audit, contenant deux cent quarante et une toises, quatre pieds; de la taille de une livre, deux sous; ces quatre numéros sont confinés au nord par les champs des conjoints Parpillon et de Joseph Silvestre, dit Prevaz, au midi par le châtaigneraie d'Antoine Estiaz, au couchant par les champ et pré de François Parpillon, dit Maitrenier, au levant par le pré d'Antoine Sexex et au couchant par le châtaigneraie de Joseph Silvestre, dit Prevaz et des conjoints Parpillon.

N.^o 1276, terres, châtaigniers et taillis au lieu-Banney, contenant un journal, six toises, cinq pieds; de la taille de dix sous; confinés au nord par le châtaigneraie de Pierre Parpillon, dit Maitrenier, au midi par le châtaigneraie de Joseph Gauthier, au levant par le pré d'Antoine Sexex et au couchant par le châtaigneraie de Joseph Silvestre.

N.^o 1306, champ sous Hamcy, contenant trois cent vingt-cinq toises, six pieds; de la taille d'une livre, dix-sept sous, trois deniers; confinés au nord par un chemin public, au midi par les champs des conjoints Parpillon et François Drivet, au levant par le champ dudit Drivet qui est aussi au couchant.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Que l'adjudicataire prendra les immeubles à subhaster dans l'état où ils se trouveront lors de l'adjudication définitive.

2.^o Qu'il supportera toutes servitudes actives et passives, s'il en existe.

3.^o Qu'il sera tenu d'acquitter les contributions arriérées, s'il en existe, et de payer les courantes.

4.^o Qu'il payera le prix de son adjudication à présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront utilement colloqués par l'ordre qui sera établi de gré à gré ou judiciairement, et ce avec intérêts au cinq pour cent, dès le jour de l'adjudication jusqu'à celui du paiement.

5.^o Qu'outre, et sans diminution du prix de l'adjudication, il sera tenu de payer, entre les mains du M.^e Montagnole, tous les frais faits pour parvenir à la vente, depuis et comprise la requête présentée à ce Tribunal, le vingt et un août, année dernière, et ce, dans la huitaine après que l'adjudication sera définitive, sur la parcelle qui en sera fournie par le procureur de la cause, laquelle, en cas de contredit, sera taxée à ses frais par le rapporteur de la cause; il sera encore tenu de faire signer à ces fins copie du jugement d'adjudication audit Marcel Silvestre, di

Prevaz, et d'en fournir copie authentique à la poursuivante, et de faire inscrire, à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'adjudication définitive sur les biens vendus en faveur de ■■ masse des créanciers, dans le délai de quinze jours, qui suivra la sus-dite adjudication définitive, à défaut de quoi, le privilège sera inscrit à ■■ diligence du procureur de la poursuivante, toujours à ses frais.

Sous ces conditions, la poursuivante offre de payer les créances exigibles ou non, aux termes de l'article septième - deux du sus-dit édit, et offre pour mise à prix la somme de six cent quarante-neuf livres, huitante centimes, prix équivalant à soixante fois le montant de la contribution royale.

En exécution de l'ordonnance et des décrets ci-devant, et à réquisition de pauvre Josephite Silvestre, du Prevaz, ayant pour procureur M.^e Montagnole, il sera procédé à la vente des immeubles ci-devant décrets, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje, séant à Chambéry. (section des vacations), rue Juvénat, maison d'Allinges, le samedi huit octobre prochain, à trois heures après midi, sur la mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de six cent quarante-neuf livres, huitante centimes; et ledit jour M.^e Montagnole a requis qu'il plaise au tribunal ordonner que le cours d'eau pour faire mouvoir la scie énoncée au numéro 875 ci-devant, ferait partie de la vente; sur quoi le tribunal a ordonné que le cours d'eau ci-dessus énoncé ferait partie de la vente. Lesdits immeubles ayant été mis à l'enchère, une bagie ayant été allumée, pendant le feu de laquelle sieur François Drivet a fait offre de la somme de trois mille livres; deux autres bagies ayant été allumées l'une après l'autre, sans qu'aucune offre plus avantageuse ait été faite, le tribunal, sur réquisition de M.^e Montagnole, procureur de la poursuivante, a adjugé provisoirement lesdits immeubles audit sieur François Drivet, pour la somme par lui offerte de trois mille livres, et a fixé l'audience, pour l'adjudication définitive, au dix-neuf novembre prochain, à trois heures après midi, et ledit jour les enchères seront de nouveau ouvertes pour l'adjudication définitive, sur la somme offerte de trois mille livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du sus-dit édit du 16 juillet 1822.

Mandé à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires. De ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 12 septembre 1825. Claude HAYAT, Subst.-Greffier.

Enregistré à Chambéry, le 12 septembre 1825; vol. 1, case 1518, folio 158 recto. Droit en debet: trois livres. BAUD.

COPIE DE REQUÊTE.

Au Seigneur Sénateur, Préfet du Tribunal de Préfecture de la province du Genevois.

Supplie humblement le sieur Blaise Bernaz, aubergiste et propriétaire, habitant à Annecy, et dit :

Que, par acte du 22 mars 1820, Collès notaire, il a acquis des nommés Jean-Baptiste, Gaspard, Pierre-Louis-Rudolph, Eucher et Joseph, enfans de feu François Vanchmont, une pièce de terre dans les fins d'Annecy, lieu dit à Pouloup, inscrite aux maps et cadastre du lieu, sous le n.º 754; ladite pièce de terre a été vendue telle que ledit feu père Vanchmont l'avait acquise de Jean-Pierre Lachenal, par acte du 25 septembre 1782, Mauris notaire; le prix de cette vente a été convenu pour la somme de 900 livres neuves, à compte de laquelle le suppliant paya de suite 125 livres neuves, et les 775 livres restantes, il se commit les payer au sieur Claude-Joseph Lacombe, créancier desdits frères et sœurs Vanchmont, laquelle somme il a effectivement payée, ainsi qu'en constate de la quittance du 20 avril 1820, Collès notaire; lors de laquelle ledit sieur Lacombe l'a subrogé en ses lieux, droits, places, privilèges et hypothèques; le suppliant a fait transcrire son contrat d'acquisition au bureau des hypothèques d'Annecy, ainsi qu'en constate du certificat délivré par le conservateur, sous date du 15 mars 1823;

Que le nommé Jean-Baptiste Vanchmont père des sus-nommés, se prétendant créancier de ceux-ci de sommes assez fortes, s'est pourvu au Tribunal de récus par requête du 11 du courant, pour faire notifier au suppliant, qu'à défaut par lui d'avoir rempli les formalités voulues par l'édit du 16 juillet 1822, ou de les remplir dans le mois qui suivrait la notification de ladite requête, qui a eu lieu par l'exploit de l'huissier Morel-Fredel du 15 courant, il devrait payer les sommes qu'il prétend lui être dues, ou du moins délaisser ladite pièce de terre;

Que le suppliant est bien loin de croire que ledit Vanchmont procure ses hypothèques; cependant, comme il lui importe de purger ladite pièce de terre de toutes les hypothèques dont elle peut être grevée, il recourt, en joignant un état divisé en trois colonnes de toutes les inscriptions existantes sur ladite pièce de terre, d'après les certificats qui lui ont été délivrés par le conservateur des hypothèques de cette province, le 20 du courant.

À ce qu'il vous plaise, Seigneur Préfet, lui permettre de faire notifier par les huissiers ou sergens royaux, qu'il vous plaira commettre, à tous les créanciers portés dans l'état ci-joint et aux domiciles par eux élus, ainsi qu'auxdits Jean-Baptiste, Gaspard, Eucher et Joseph Vanchmont, tous habitant à Annecy, à l'exception du premier qui habite à Clémeut, province de Suse, et c'est, quant à celui-ci, avec la rogatoire au Préfet du Tribunal de ladite province, et non audit Pierre-Louis-Rudolph Vanchmont, décédé en laissant ses frères pour héritiers, que le suppliant est prêt à payer les créances tant exigibles qu'inexigibles affectées sur ladite

pièces de terre, s'il en existe d'antérieures à celle dudit sieur Lecomte, aux lieux, places, privilèges et hypothèques, auquel le suppliant est subrogé, en vertu de la quittance sus-énoncée, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Préfecture de cette province; le tout cependant jusqu'à concurrence du prix stipulé audit acte de vente, protestant le suppliant de tous droits et actions contre lesdits frères et sœurs Vanclmont, dans le cas où il serait tenu de payer une seconde fois le prix par lui promis et pouvoir.

État des inscriptions qui existent sur les biens de feu Jean-François Vanclmont et contre ses enfans Jean-Baptiste, Gaspard, Pierre-Louis-Rodolph, Fauchon et Josephine Vanclmont.

Date et nature des privilèges et hypothèques.	Noms des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Contrat de vente du 31 janvier 1788. Burnod not.; jugement du 17 mars 1800, et d'un acte de vente du 22 mars 1800, Gallies notaire.	Déruez Blaise.	1120 00
Contrat dotal du 6 avril 1757, Mauris notaire; contrat de transaction du 8 octobre 1761, Brunet notaire; contrat de vente du 28 févr. 1810, Brunet notaire; arrêt du Sénat de Savoie du 7 juillet 1801; procès-verbal d'adjudication du 31 juillet 1822, Crozet-Mouchet notaire.	Vanclmont Jean-Baptiste.	3695 92

Signé par M.^e BAUME pour M.^e BARDET procureur, et DÉRUEZ suppliant.

COPIE DE DÉCRET.

Vo : est commis l'huissier Vindret pour faire les notifications requises, sauf quant à Jean-Baptiste Vanclmont, auquel elle sera faite, sous la rogatoire à M. le Préfet du Tribunal de Préfecture de Saône, par l'huissier ou sergent qui sera commis par lui : à ces fins lettres, fait à Annecy, au Tribunal, le 27 août 1825, signé par M.^e Gerdil préfet.

COPIE D'ENREGISTREMENT.

Enregistré à Annecy, le 29 août 1825, folio 85, case 754 du 12.^e vol. Recu 2 livres, signé Ohsien.

COPIE DE LETTRES.

Sous Victor-Bernard Gerdil, Secrétaire et Préfet au Tribunal de Préfecture du Genevois, en exécution de notre décret de ce jour, mis sur requête à nous présentée par Blaise Déruez, aubergiste, habitant à Annecy, commettons l'huissier Vindret pour faire les

notifications requises à tous les créanciers portés dans l'état ci-joint et aux domiciles par eux élus, ainsi qu'aux Jean-Baptiste, Gaspard, Fanchon et Josephite Vanelmont, tous d'Annecy, sauf le premier qui habite à Chammon, province de Suse, auquel ladite notification sera faite avec la rogatoire à M. le Préfet du Tribunal de Préfecture dudit Suse, par l'huissier ou sergent qui sera par lui commis. Faites et scellées à Annecy, le 27 août 1825, signé ARMEMON greffier.

COPIE D'AUTRE REQUÊTE.

A Monsieur le Préfet de la ville et province de Suse, supplie humblement le sieur Blaise Dérnaz, aubergiste et propriétaire, habitant à Annecy ;

Et expose qu'ayant recouru par requête au Seigneur Sénateur, Préfet de la province du Genevois, aux fins de faire notifier à tous les créanciers portés dans l'état annexé, ainsi qu'aux Jean-Baptiste, Gaspard, Fanchon et Josephite frères et sœurs Vanelmont, qu'il est prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, affectées sur une pièce de terre y déferite, s'il en existe d'antérieures à celles du sieur Lacombe et mixtes comme en ladite requête, est émané décret en date du 27 août, près échu, par lequel fut commis l'huissier Vindret pour faire les notifications requises, sans quant à Jean-Baptiste Vanelmont, auquel elle sera faite sous la rogatoire à Monsieur le Préfet de cette province, par l'huissier ou sergent qui sera par lui commis ; à ces fins, en vous présentant les susdites pièces, il recourt à vous, Monsieur le Préfet, à ce qu'il vous plaise permettre la notification requise comme dessus audit Jean-Baptiste Vanelmont, résidant à Chammon, et commettre pour la même le premier huissier ou sergent requis, et pourvoir ainsi que de raison et justice, signé GARAMBOIS avocat.

COPIE DE ROGATOIRE.

Vu ; nous permettons sans préjudice, commettant pour la notification requise, l'huissier Joseph Dorci exerçant près ce Tribunal. Suse, le 21 septembre 1825, signé par M. SOLLES.

COPIE DU CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau d'Annecy, certifie qu'il m'a été consigné cejourd'hui par le sieur Bardet procureur, un acte de vente de biens passé devant Gallies notaire, le 22 mars 1820, consistant en une pièce de terre, lieu dit à Penlaup, figurée sous le n.º 754 de la mappé de la ville d'Annecy, telle que le père des vendeurs l'a acquise de Jean-Pierre Lachenal, par acte du 26 septembre 1782, Mauris notaire, située sur le territoire de la commune d'Annecy, arrondissement de la préfecture du Genevois, faite par les sieurs Vanelmont Jean-Baptiste, Gaspard, Pierre-Louis-Rodolphe, Fanchon et Josephite au sieur Dérnaz Blaise, pour le prix de 900 livres ; je certifie de plus avoir porté à la date de ce jour cet acte sur le registre des aliénations, vol. 5, art. 6, et sur le registre général d'ordre, vol. 1, art. 382, et d'avoir reçu pour droit proportionnel 4 livres, 50 centimes ; pour papier timbré 80 centimes ; pour droit de bureau 1 livre, 50 centimes ; total 6 liv. 80 c.

A Annecy, le 15 mars 1825, signé DUBIER conservateur.

L'inscription d'office aux termes du susdit acte, a été portée sur le registre des inscriptions, vol. 38, art. 743 et il a été payé pour papier timbré 1 livre, 25 centimes; pour droit de bureau 75 centimes; total 2 livres, 4 centimes.

Annecy, le 15 mars 1823. Le conservateur, signé ONSIER.

Pour copie conforme :

BAUME, pour M.^e BARDET.

MANIFESTE

Pour la vente des biens du sieur Jean-Baptiste Bally et des biens de spectacle François Bally, vis à Thuy, province de Genève.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Genève,

Je soussigné, Joseph-Amédée Laravoire, notaire royal et lieutenant juge de résidence à Rumilly, fais savoir :

Que dame Anne-Louise-Olympe Drevon, veuve de spectacle François Bally, ancien avocat à la cour royale de Grenoble et professeur à la faculté de droit de la même ville, agissant tant de son chef que comme tutrice de droit de demoiselles Anne-Louise-Valerie et Jeanne-Clotilde, ses et dudit s.ble Bally, filles, habitant à Grenoble; et encore sieur Jean-Baptiste Bally son beau-frère, habitant à Rumilly, se sont pourvus audit tribunal par requête du 30 juillet dernier, pour être autorisés à vendre par subhastations le domaine dont il s'agit.

Par son décret du même jour, enregistré le premier août suivant à Annecy, sous les droits de deux livres, le tribunal a ordonné que les biens à vendre, seraient estimés par le sieur Louis Perrissoud qu'il a à ces fins commis, et que cet expert ferait son rapport par devant M. l'assesseur Dulour; cet expert a procédé à l'estimation dont il a été chargé, et a fait son rapport assermenté le 9 août suivant, enregistré le 13 du même mois, à Annecy, sous les droits de deux livres.

Par requête du 30 août susdit, les mêmes parties se sont pourvues au tribunal susdit, pour, en faisant droit à leur requête du 30 juillet, autoriser les supplians à faire vendre, par subhastation, les immeubles dont il s'agit, tels qu'ils sont portés dans le rôle dressé par ledit expert et joint au rapport de ce dernier, sous les clauses et conditions proposées au bas de cette même requête du 30 août et sous telles autres que le tribunal croiroit devoir établir en commentant moi dit notaire, pour recevoir les enchères et procéder à ladite vente; le tout après avoir rempli les formalités prescrites par les royales Constitutions et par l'art. 84 de l'édit du 16 juillet 1822, ainsi que toutes autres qui seraient prescrites par le tribunal.

Par son décret du 30 août audit, enregistré le lendemain à Annecy sous les droits de deux livres, le tribunal a autorisé les supplians à faire vendre aux enchères les biens désignés au rapport de l'expert Perrissoud, du 9 même mois, en se conformant aux royales Constitutions, et à ces fins a commis moi

dit notaire, en ordonnant que le manifeste de la vente serait publié et affiché dans les lieux désignés au §. 2, lit. 12, liv. 5, des royales Constitutions, et notifié aux créanciers ayant pris inscription sur lesdits biens et serait inséré au Journal du Duché, 15 jours au moins avant celui de la première enchère.

Suivant un certificat délivré le 25 juillet susdit, par M. le conservateur des hypothèques du Genevois, il résulte qu'il n'existe aucune inscription de privilège ni d'hypothèque contre spreñable François, fils de défunt Claude Bally, habitant à Genève.

D'après un autre certificat du même conservateur, en date du 25 août dit, il résulte qu'à ladite époque, il n'existait que deux inscriptions sur les biens du sieur Jean-Baptiste Bally, propriétaire à Remilly.

En conséquence, vu la commission dont j'ai été honoré, et en exécution de celle-ci :

Je soussigné, Joseph-Amédée Laravoire notaire royal, ferai procéder par le premier huissier ou sergent royal requis aux enchères et expéditions desdits biens dont le rôle par numéros, contenances et confins, est ci-après tenorisé.

Les enchères auront lieu les 30 du courant, 1 et 13 novembre prochain, à onze heures du matin, au plus grand concours du peuple rassemblé, en conformité des royales Constitutions, à l'issue de la messe paroissiale de la commune de Thusy, dans la maison des vendeurs à côté de la principale porte d'entrée de l'église de la même commune, lieu où l'on est en coutume de faire les publications de la vente des saisies judiciaires, n'y ayant dans la commune aucun autre endroit destiné pour celles-ci, ni aucun ban de droit, ni jour de marché.

Les enchères auront lieu sous la mise à prix portée à chaque article, et sous les clauses et conditions ci-après, d'abord en détail, successivement en gros, pendant l'espace d'une heure chacune.

L'expédition sera faite au même lieu, le 14 novembre dudit, premier jour non fêté, après la dernière enchère, à dix heures du matin, à l'extinction de la chandelle pour chaque article en détail et d'une autre pour la vente en gros en conformité des royales Constitutions, à celui ou à ceux qui auront offert le plus haut prix d'abord en détail, ensuite en gros, et à défaut de plus haute mise en gros, l'expédition en détail tiendra :

Désignation des biens à vendre et mise à prix de ceux-ci, et teneur du rôle annexé au rapport du sieur Perissoud.

État des biens indivis entre les pupilles de feu François Bally et leur oncle Jean-Baptiste Bally, situés à Thusy province de Genevois, par numéros, contenances et confins, avec l'estimation soit mise à prix de chaque article.

ARTICLE PREMIER.

1.^o Maison des Bally à Thusy, sous le n.^o 435 de la mappe,

contenant 43 toises, 3 pieds.

2.^o Cour au même, sous le n.^o 434 contenant 12 l., 4 p.

3.^o Pré verger au même, sous le n.^o 435 contenant 209 toises, 2 pieds.

4.^o Pré audit, sous le n.^o 437, contenant 117 t.

5.^o Cour et place au même, sous le n.^o 438, contenant 19 l., 6 p.

6.^o Place et mesures, sous le n.^o 439, contenant 34 toises.

7.^o Jardin audit, sous le n.^o 440, contenant 44 toises.

Contenance des sept numéros, 1 journal, 69 toises, 7 pieds.

Mise à prix, 2000 liv. n.

Confinés au midi par le chemin public, au couchant, parlie par maison et jardin à Claude Ginet et par terre de Philibert Ginet, et pré des bois de M. Bernod, au nord par champ de M. Du Rhône et de Charles Dargemont, au levant par le jardin et la verger des bois de feu Laurent Dargemont, et par maison et cour du sieur Perissoud géomètre.

ARTICLE II.

8.^o Champ au Gromellaz, sous le n.^o 867, contenant 1 journal, 131 toises, 1 pied.

9.^o Champ audit lieu, sous le n.^o 869, contenant 2 journaux 26 toises, 6 pieds.

Ces deux numéros, au même mas, contiennent ensemble : 3 journaux, 157 t., 7 p. Mise à prix, 1310 liv. n.

Ils sont confinés au nord, par terre des bois de feu Claude Grivet et Jean-Joseph Hocquin et de Perissoud géomètre, au couchant par celle audit Hocquin, au midi par champ audit Perissoud et à Jean-Baptiste Bouchet, au levant par champ à Philibert Ginet.

ARTICLE III.

10.^o Champ, lieu dit à la Reisse de la Combe, sous le n.^o 871, pour la 172, contenant 218 t., 4 p. Mise à prix, 218 liv. n.

Confiné au midi par terre de Jean-Baptiste Bouchet, au levant par autre part du numéro aux bois de Claude Grivet, aux nord et couchant par champ à Philibert Ginet.

ARTICLE IV.

11.^o Champ, lieu dit à la Combe dessus, sous le n.^o 911, contenant 1 journal, 41 toises, 3 pieds. Mise à prix, 381 liv. n.

Confiné au midi par champ à Perissoud géomètre, au levant par champ à Louis Bally, au nord par terre de Louis Verny et de Claude Bois, au couchant par terre à Jean-Joseph Hocquin et champ audit Perissoud.

ARTICLE V.

12.^o Champ aux Biollettes, sous le n.^o 907, contenant 228 toises, 5 pieds.

13.^o Champ audit lieu, sous le n.^o 901, contenant 181 t., 6 p.

14.^o Champ audit lieu, sous le n.^o 904, contenant 2 journaux, 90 toises, 7 pieds.

Contenance des trois numéros, 3 journaux, 101 l., 2 p.
Mise à prix, 900 liv. n.

Confinés au midi et couchant, par terre dudit Perissoud et de Louis Verney, au nord par le communal des Biolettes, au levant par terre des heirs de Claude Grivet et de Jean le neveu de Robert, et de Jean-Baptiste Duvoyer cordonnier.

ARTICLE VI.

15.^e Champ au Devin dit Lachapelle, sous le n.^o 987, contenant 2 journaux, 354 toises, 2 pieds. Mise à prix, 1000 liv. n.

Confiné au midi par le champ de Claude Pichollet, au nord par terre des vendeurs et de Jean-Joseph Bocquin, et de Jean Cruc, au couchant par un chemin public, au levant par terre de Claude Pitollat.

ARTICLE VII.

16.^e Champ audit, provenant de l'Oratoire, sous le n.^o 998, contenant 317 toises, 5 pieds.

17.^e Champ audit, provenant dudit, sous le n.^o 999, contenant 86 toises.

18.^e Champ audit, provenant de Grand, sous le n.^o 1000, contenant 176 toises, 5 pieds.

Contenance des trois numéros, 1 journal, 180 toises, 2 p.
Mise à prix, 500 liv. n.

Confinés au midi par terre des vendeurs, au levant par un chemin public, au nord par champ de Perissoud géomètre, au couchant par champ de Louis Bully et de Jean-Joseph Bocquin.

ARTICLE VIII.

19.^e Champ aux Peisses de l'Oratoire, sous le n.^o 1561, contenant 1 journal, 256 toises, 5 pieds.

20.^e Champ audit lieu, sous le n.^o 1564, contenant 2 journaux, 278 toises, 3 pieds.

21.^e Bois-sapin audit lieu, sous la moitié du n.^o 1514, contenant 176 toises, 5 pieds.

Contenance des trois numéros, 4 journaux, 311 l., 5 p.

Mise à prix, 1400 liv. n.

Confinés au midi par un chemin d'investiture, au levant par champ dudit Perissoud et bois de Jean-Baptiste Bouchet, au nord par terre de Jean-Joseph Bocquin, au couchant par terre de Louis Bully.

ARTICLE IX.

22.^e Pré et champ aux Emeris, sous le n.^o 1668, contenant 1 journal, 115 toises, 2 pieds.

23.^e Pré audit lieu, provenant de Grand, sous le n.^o 1670, contenant 46 toises.

24.^e Pré audit lieu, provenant dudit, sous le n.^o 1671, contenant 61 toises, 7 pieds.

25.^e Pré audit lieu, provenant dudit, sous le n.^o 1693, contenant 17 toises, 5 pieds.

Contenance des quatre numéros, 1 journal, 240 l., 6 p.

Mise à prix, 401 liv. n.

Confinés au midi par le chemin public, au levant par terre des freres Poncez, au nord par châtaigneraie de Charles Dorgemont, de Joseph Martin et de Jean-Baptiste Bouchet, au couchant par terre des hoirs de Claude-Grivet.

ARTICLE X.

26.^o Châtaigneraie dans le chemin des Esserts, sous le n.^o 1663, contenant 61 toises, 4 pieds. Mise à prix, 50 liv.

Confiné au midi par le chemin public, au levant par terre de Jean Revillard, au nord par terre de Charles Dorgemont, au couchant par terre aux freres Poncez.

ARTICLE XI.

27.^o Bois-châtaignier audit lieu, sous le n.^o 1673, contenant 291 toises, 5 pieds.

28.^o Bois-châtaignier à la Pourvoi, sous le n.^o 1674, contenant 61 toises, 4 pieds.

Contenance des deux numéros, 263 toises, 4 pieds.

Mise à prix, 80 liv. n.

Confinés au midi par bois-châtaignier de Claude-Pitollat et de Jean-Joseph Bocquin, et de Charles Dorgemont, au levant par broussailles dudit Pitollat et de Claude Laperrière, au nord par bois dudit Perrissoud, au couchant par terre dudit Dorgemont.

ARTICLE XII.

29.^o Bois à Brexton, sous le n.^o 1613, contenant 3 journaux, 6 toises, 5 pieds. Mise à prix, 800 liv. n.

Confiné au midi par bois-sapin et châtaignier de Claude Bois et de Jean, le neveu de Robert, au levant par broussailles des hoirs de Claude Grivet, de Louis à feu Bernard Bocquin, et celui de M. Du Rhône, au nord par bois de Jacques Goddet, de Jean-Joseph Bocquin, au couchant par bois de Blaise Cousard et de Louis Bally.

ARTICLE XIII.

30.^o Champ dit à Pierrat, sous le n.^o 1633, contenant 1 journal, 92 toises, 4 pieds. Mise à prix, 150 liv. n.

Confiné au midi par terre des vendeurs, au levant par terre de Jean-Baptiste Duoyer, au nord par celle de Pierre Gardy, au couchant par champ dudit Perrissoud.

ART. XIV.

31.^o Champ aux Vauginales, sous n.^o 1576, contenant 81 toises, 5 pieds.

32.^o Champ audit lieu, sous n.^o 1577, contenant 2 journaux, 88 toises, 2 pieds.

33.^o Champ audit lieu, sous n.^o 1578, contenant 174 toises.

34.^o Champ audit lieu, provenant de Gant, sous n.^o 1574, contenant 300 toises; total 3 journaux, 245 toises, 7 pieds; mise à prix 900 livres.

Ces quatre articles sont confinés au midi par terre de Louis

Bocquin, au levant par le chemin public et terre de Ginet Philibert, des bords de Joseph Grand, des frères Claude et Holland Pichollet, au nord par celle du vendeur dudit Perrissoud, au couchant par celle dudit Ginet.

ART. XV.

35.^e Champ à Gerlan sur le communal, sous le n.^o 1201, contenant 2 journaux, 380 toises, 4 pieds.

36.^e Champ et bois au Parterre, sous n.^o 1202, contenant 1 journal, 245 toises, 4 pieds.

37.^e Pré à Chepervier, sous n.^o 1206, contenant 1 journal, 190 toises, 4 pieds.

38.^e Champ audit de l'Oratoire, sous n.^o 1207, contenant 1 j. 139 toises, 2 pieds.

39.^e Bois de l'Oratoire, sous n.^o 1210, contenant 1 journal, 153 toises, 7 pieds.

40.^e Pré provenant de Du Rhône et de l'Oratoire, sous n.^o 1208, contenant 2 journaux, 184 toises, 2 pieds.

41.^e Champ audit lieu, sous n.^o 1205, contenant 341 toises, 6 pieds; total 12 journaux, 135 toises, 5 pieds; mise à prix 3500 liv.

Ces sept articles sont confinés au midi par terre de Jean Revillard, par un chemin public et par terre dudit Perrissoud, au levant par terre de Claude Bois, de Pierre Terrier et le ruisseau, au nord par le chemin public et le communal du Réland, au couchant par le chemin public, terre de Jean Revillard et de Louis Bally.

ART. XVI.

42.^e Pré aux Teppes, provenant de l'Oratoire, sous n.^o 1074, contenant 1 journal, 328 toises, 3 pieds.

43.^e Champ audit lieu, sous n.^o 1077, contenant 2 journaux, 34 toises, 4 pieds; total 3 journaux, 362 toises, 7 pieds; mise à prix 1171 livres.

Ces deux articles sont confinés au midi par champ dudit Perrissoud et de Perrissoud Louis l'oncle, au levant par terre de Louis Borquin, des vendeurs et de Jean-Joseph Bocquin, pré de Jean-François Perrissoud, dudit Perrissoud géomètre; au nord par le chemin et le communal, au couchant par un chemin public, champs desdits Perrissoud et de Jean Dérobert.

ART. XVII.

44.^e Champ à Fay, sous n.^o 1068, contenant 1 journal, 336 toises, 1 pied.

45.^e Champ audit, autrefois pré, sous n.^o 1069, contenant 130 toises; total 1 journal, 66 toises, 1 pied; mise à prix 650 liv.

Ces deux articles sont confinés au midi par champ de Jean-Joseph Bocquin, au levant par celui de Louis Perrissoud l'oncle, au nord par terre de Claude Ginet, dudit Perrissoud et de François Perrissoud; au couchant par pré de ce dernier et terre des vendeurs.

ART. XVIII.

46.^e Champ vers Fay du la Brisse, sous n.^o 1073, contenant 217 toises; mise à prix 162 livres.

Cet article est confiné au midi par champ de Louis Bocquin au levant par le même et terre de Claude Revillard, au nord par champ à Jean-Joseph Bocquin, au couchant terre des vendeurs.

ART. XIX.

47.^o Champ à Courbeaux, sous le n.^o 172 1071, contenant 139 toises, 4 pieds; mise à prix 180 livres.

Cet article est confiné au midi par champ de Claude Ginet, au levant terre de Perrissoud l'oncle, au nord la communal, au couchant pré dudit Perrissoud.

ART. XX.

48.^o Vigne à Thusy, dite la grande vigne, sous n.^o 130, contenant 194 toises, 5 pieds.

49.^o Vigne audit lieu, dite La-Chapelle, sous n.^o 131, contenant 505 toises, 5 pieds; total 1 journal, 98 toises; mise à prix 550 livres.

Ces deux articles sont confinés au midi par champ de Jean Bally, pré de Rodolphe Perrissoud; au levant par champ de ce dernier, au nord par terre de M. Gôur de Charnière et vigne de Louis Perrissoud.

ART. XXI.

50.^o Vigne à la Plantez, avec une chenevière, sous n.^o 317, contenant 1 journal, 33 toises, 1 pied; mise à prix 550 livres.

Cet article est confiné au midi par vigne et chenevier de Louis Bally, au levant par la communal, au nord par le chemin public, au couchant par terre de M. Gôur de Charnière.

ART. XXII.

51.^o Champ au Tal, sous n.^o 172 579, contenant 317 toises, 7 p. Mise à prix 720 livres.

Cet article est confiné au midi par champ de Jean-François Perrissoud, au couchant et au levant par celui de Louis Bally, au nord par le chemin public.

ART. XXIII.

52.^o Champ aux Perronnaises en entier, sous n.^o 288, contenant 2 journaux, 577 toises, 7 pieds.

53.^o Champ au Gargot, sous n.^o 286, contenant 115 toises.

54.^o Champ audit lieu, sous n.^o 519, contenant 1 journal, 372 toises, 2 pieds.

55.^o Champ au Pierreilles, sous n.^o 285, contenant 262 toises, 4 pieds; total 5 journaux, 327 toises, 5 pieds; mise à prix 1700 liv.

Ces quatre articles sont confinés au midi par la communal de Thazel, au levant par terre de Perrissoud géomètre, champ de Louis Perrissoud l'oncle et pré de Perrissoud Jean-François, au couchant par champ desdits Perrissoud.

ART. XXIV.

56.^o Pré à Thusy dit le grand pré, sous n.^o 541, contenant 1 j. 182 toises, 4 pieds; mise à prix 750 livres.

Cet article est confiné au midi par prés de Claude Ginet et de Jean-Baptiste Bouchet, au levant terre des mêmes et pré de Louis Bally, au nord par le chemin public, au couchant par prés de Ginet Philibert et de Jean Bally.

57.^e Champ Mollat, sous n.^o 858, contenant 199 toises, 3 p.

58.^e Champ audit lieu, sous n.^o 859, contenant 36 toises, 2 p.

59.^e Champ audit lieu, sous n.^o 860, contenant 57 $\frac{1}{2}$ toises, 1 p.
Mise à prix 535 livres.

Ces trois articles sont confinés au midi par le chemin public, au levant par terre de Louis Bally et de Jean Crud, au nord et au couchant par champ de Jean-Baptiste Bouchet.

ART. XXVI.

60.^e Châtaigneraie au Bois-Brûlé, sous n.^o 1041, contenant 84 L.
Mise à prix 100 livres.

Cet article est confiné au midi par terre de Ginot Philibert, au levant par celle de Louis Bally, au nord par terre de Claude Linet, au couchant par terre de Jean Dérôbert et de Perrissoud géomètre.

ART. XXVII.

61.^e Champ-châtaigneraie au Bois-Callomb, sous n.^o 1228, contenant 1 journal, 123 toises, 4 pieds : mise à prix 160 livres.

Cet article est confiné au midi par terre de Pierre Prunier, au levant par celle de François Becomhe, au nord par terre des bois de Joseph Fabre et de Claude Revillard, au couchant par terre de Perrissoud géomètre.

ART. XXVIII.

62.^e Champ-châtaigneraie à la Tétarnaz, sous n.^o 818, contenant 199 toises, 3 pieds.

63.^e Champ et bois à Bochet, sous n.^o 960, contenant 73 toises.

64.^e Teppe et bois audit lieu, sous n.^o 961, contenant 9 toises ;
total 281 toises, 3 pieds ; mise à prix 250 livres.

Ces trois articles sont confinés au midi par terre du géomètre Perrissoud et de Perrissoud Louis l'oncle, au levant par le ruisseau, au nord par terre de Claude Bois, au couchant par celle de Jean, le neveu Dérôbert.

CLAUSES, CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^{re} Les immeubles, composant le domaine appartenant aux poursuivans la vente, sis près la commune de Thusy, seront mis aux enchères en détail, pièce par pièce, en conformité du rapport, et sur la mise à prix fixée par celui-ci pour chaque article, comme au rôle ci-devant, et ensuite expédiés et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur.

Cependant, si après toutes les adjudications partielles il se présentait un acquéreur qui couvrirait le montant de ces dernières résumées, lesdits immeubles seront de nouveau immédiatement mis aux enchères en totalité, sur la seule mise à prix résultant de l'offre qu'aura faite ce dernier, et ensuite adjugés en gros au plus offrant et dernier enchérisseur : ils seront adjugés à l'acquéreur qui aura ainsi couvert le montant réuni des adjudications partielles.

2.^{de} Les immeubles dont il s'agit seront garantis pour la contenance attribuée à chaque numéro, par le rôle joint audit rapport et adjugés dans l'état où ils se trouvent, tels qu'ils se poursuivent et comportent, avec les servitudes actives et passives existantes, et les acquéreurs resteront chargés de faire planter les limites qui pourrissent manquer.

3.^o En cas qu'il ne se présente pas de miseurs pour chaque article séparé, il en sera réuni deux ou plusieurs pour en former qu'un seul lot, et être mis aux enchères sur le prix réuni de leurs estimations partielles.

4.^o Les enchères auront lieu aux jour, lieu et heures ci-dessus fixés.

5.^o Les adjudicataires entreront en jouissance et possession dès le jour de leur adjudication dûment approuvée, époque dès laquelle courront les intérêts du prix, et les contributions foncières et autres affectées sur ces immeubles resteront à leur charge.

6.^o Les adjudicataires auront huit années pour payer intégralement le prix de leur acquisition, dont ils devront cependant payer aux vendeurs, à l'expiration de chaque année, les intérêts qui en seront échus. Ce prix sera payable par quart, de deux en deux ans, de manière que le premier sera exigible à l'expiration des deux ans, le second quart à l'expiration de la quatrième année, le troisième à l'expiration de la sixième, et le dernier à l'expiration desdits huit ans.

7.^o Les adjudicataires seront tenus de payer le prix de leur adjudication aux créanciers hypothécaires et inscrits, et à défaut de ceux-ci, aux vendeurs eux-mêmes, savoir : une moitié aux demoiselles Batty et l'autre moitié au sieur Batty leur oncle. Dans le cas cependant, où il n'existerait d'inscriptions hypothécaires que contre un seul des vendeurs, l'adjudicataire ne devra appliquer que la moitié du prix par lui dû, revenant à ce dernier pour acquitter la dette que ces inscriptions auraient pour objet.

8.^o Les adjudicataires, indépendamment du prix de leur adjudication, seront tenus de payer, dans le mois de celle-ci, entre les mains du notaire commis, les frais de subastation au marc la livre entr'eux, suivant que lesdits frais seront liquidés par le notaire avant la dernière enchère.

9.^o En cas de confusion de voix lors de l'expédition à l'extinction de la chandelle, il en sera allumé une ou plusieurs autres, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de confusion de voix.

10.^o Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, en conformité des royales Constitutions, devant la porte du tribunal de préfecture de la province du Genevois, à Annecy, devant celle du tribunal de M. le juge de mandement de Rumilly, à Rumilly, devant la principale porte d'entrée de l'église de la commune de Thusy, un jour de fête, au plus grand concours du peuple, et sera notifié à noble Ignace De Sirace, propriétaire habitant à Chambéry, en l'étude du notaire Descoeur, à Rumilly, domicile élu par le créancier, et au sieur Jean-Louis Pétellat, propriétaire rentier, domicilié à Rumilly, au domicile par lui élu en la personne et l'étude du notaire Girard. Ledit Manifeste sera en outre inséré au journal de ce Duché, quinze jours au moins avant la première enchère.

Fait à Rumilly, en mon étude, le 26 septembre 1825.

Signé Joseph-Amédée La Ravoire, notaire commis.

Imprimerie de F. A. PLATTEY.

JOURNAL DE SAVOIE.

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE.

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 21 Octobre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 20 octobre. Au nombre des vaccinoteurs qui ont obtenu des médailles d'argent, pour avoir le plus contribué, de 1820 à 1824, à répandre la vaccine dans les États de S. M., en terre-ferme, se trouvent M. Jean-Pierre Faye, chirurgien à Thonon, M. François Simond, médecin à Chambéry, et M. Pierre-Marie Thervenet, médecin à Mayland (voyez plus bas l'article *Turin*).

Quelques-uns de nos lecteurs se rappelleront peut-être la description d'un repas du serpent *Bes*, que nous avons donnée il y a quelques années. On a vu dernièrement en spectacle à Chambéry, mais dans une moindre proportion, attendu que les deux serpents de cette espèce qui font partie de la ménagerie ambulante du passage en cette ville, sont jeunes et n'ont pas encore atteint les dimensions auxquelles parvient cet énorme reptile. On a livré à chacun de ceux-ci un poulet vivant, qu'ils ont tué, aspiré et avalé de la même manière que l'autre serpent avait expédié une chèvre entière. La ménagerie dont nous parlons comprend en outre un grand nombre d'animaux étrangers et notamment un lion, un aigle ou cheval cornu, une hyène, un ours blanc, un castor, un homme des bois, des singes, des perroquets, etc. »

PIÉMONT.

Turin, 15 octobre. S. M. a daigné élever à la dignité de Chevalier Grand-Croix des SS. Maurice et Lazare, M. le Marquis Paul Della Valle de Clavenna, Comte de Torricello, Conseiller et Régent la charge de Grand Hospitalier du même Ordre, etc.; et M. le Comte Octave Avondro de Collolium et de Valldago, Intendant général, Premier Conseiller des finances royales, M. le Comte et Chevalier Grand-Croix Jany et Baron de Montirello, est nommé Grand Maréchal du même Ordre.

— Les dispositions gouvernementales ont tellement favorisé les progrès de la vaccination dans les États de S. M., que, de 1820 à 1824, le nombre des

vaccinés en Terre-ferme s'est élevé à 236,873. S. M., satisfait de ce résultat, a daigné faire décerner des médailles d'or et d'argent à ceux des vaccinateurs qui y ont le plus contribué. Ces médailles portent l'effigie du Roi Victor-Emmanuel, fondateur de l'institution relative à la vaccine; elles ont pour légende: *Rex Victorius - Emmanuel*; sur le revers sont ces mots: *Ob insignem vaccinarum late propagatum*, avec le nom du vaccinateur.

15 Octobre. L.L. MM. sont arrivées en cette capitale, de retour du Château Royal d'Aglié, le 12 du courant, en parfaite santé.

— S. M., qui ne néglige rien de ce qui peut concilier les intérêts de ses sujets, ceux du commerce et de l'industrie, avec ceux du trésor royal, a daigné soumettre aux modifications que les variations du commerce rendaient convenables et utiles, le règlement du Port-franc de Gènes, maintenant en vigueur. Le Chancelier Royale des Comptes a publié, le 1.^{er} octobre, les modifications dont il s'agit, ordonnées par Dittai Royal du 30 septembre.

— Le nombre des médailles d'or décernées aux vaccinateurs, est de vingt-quatre, et celui des médailles d'argent est de cent.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette publique,
à dater du 1.^{er} octobre 1825.

Du 11 ou 13 octobre 1825 : 103 liv., valeur en monnaie courante pour chaque livre, valeur du Tarif.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

La Cour d'Autriche doit rester à Presbourg jusqu'à la fin d'octobre. M. le prince de Metternich reviendra à Vienne à la même époque.

— M. le Comte de Neunhrod, qui reçoit de nombreux courriers et en expédie fréquemment aux principales cours de l'Europe, a envoyé, au commencement de septembre, de nouvelles dépêches à Constantinople.

— Un terrain d'une circonstance de son pays, s'est enfoncé, près du village de Bathie, dans le Hanovre, à la suite de l'apparition d'un météore et d'une forte détonation. L'abîme profond qui en est résulté laisse entendre le rapprochement de l'enfer.

— On n'avait pas encore reçu à Constantinople, le 10 septembre, la nouvelle de l'arrivée du Capitan-pacha à Alexandrie. Le 26 août, un incendie a consumé trente-trois maisons à Smyrne. Le 5 septembre, M. le Marquis de Geopallo, ambassadeur de S. M. le Roi de Sardaigne, a été reçu du Grand-Seigneur; les présents qu'il a apportés sont d'une valeur considérable.

— On écrit de Trieste, entre autres nouvelles la plupart peu vraisemblables, qu'Ibrahim-Pacha, dans une altercation avec le pacha de Candie,

à lui celui-ci d'un coup de pistolet, et que le neveu de ce dernier, pour venger la mort de son oncle, a tué à son tour Ibrahim-Pacha d'un autre coup de pistolet. On dit d'autre part qu'Ibrahim-Pacha, après avoir abandonné et brûlé Tripolizza, s'est concentré à Navarin.

ANGLETERRE.

Une proclamation publiée au nom du Roi défend, sous les peines de l'emprisonnement, de l'amende et de la confiscation, à tous les sujets de S. M., de faire aucune entreprise contraire à la neutralité de l'Angleterre dans les affaires d'Orient, et de prendre aucune part dans la lutte entre la Turquie et la Grèce.

— On va exposer à Londres le char impérial enlevé aux Birmanes dans la guerre actuelle. Ce char est, dit-on, un magnifique ouvrage, tout éclatant d'or, d'argent et de plusieurs milliers de pierres.

— Au moment où l'on célébrait à Saint-Domingue la reconnaissance de l'indépendance de l'île par la France, il a été découvert une conspiration tramée par les anciens généraux de Christophe. Quatre des principaux ont été arrêtés, l'un d'eux, le général Toussaint, s'est brisé la cervelle.

— On apprend de Hongor, dans l'État de Maine (Amérique du Nord), sous la date du 8 septembre, qu'un épouvantable incendie, semblable à une mer de feu, dévorait plus de trente milles d'étendue, sur les deux côtés de la rivière de Penobscot; le bruit des flammes ressemblait au tonnerre, et la terre tremblait aux environs.

— Deux navires portant des munitions et des armes aux Grecs, ont été saisis dans les Dardanelles, en vertu d'un arrêté du secrétaire d'État.

FRANCE.

Paris, 19 octobre. M. de la Fayette, débarqué au Havre, a passé à Rouen le 7 de ce mois.

— Selon des lettres de Rio-Janeiro, il paraît que le projet de réunir la couronne du Brésil à celle du Portugal y a excité un mécontentement marqué.

— La nouvelle junte d'Espagne, installée sous la présidence du général Castanos, a commencé ses fonctions.

— S. M. le Roi de Prusse, avec son fils le Prince Albert, est parti de Paris le 11. Le prince Frédéric, neveu de S. M. P., reste encore quelques jours à Paris.

— Un chirurgien nommé Pulo-Timan vient de mourir à Vendémont, en Lorraine, à l'âge extraordinaire de 120 ans. La veille de sa mort, il avait fait, d'une main habile et ferme, l'opération du Cancer à une femme. Cet homme, qui n'a jamais été malade, s'enivrait régulièrement tous les soirs.

— On a reçu à Madrid des lettres qui assurent qu'une grande partie du Maugué s'est déclarée au faveur de l'Espagne.

15 Octobre. On écrit de Montpellier que le débordement de l'Hérault a puulé, les 5 et 6 de ce mois, une grande inondation qui a causé beaucoup de dévastations et interrompu la navigation.

— M. Pierre de Joux, président depuis douze ans du consistoire protestant d'une des grandes villes de France, vient d'abjurer les erreurs de Calixte et de Luther, entre les mains de Mgr l'archevêque de Paris.

16 Octobre. Le Ministre de l'intérieur vient de faire accorder un nouveau secours de 100 mille francs aux Académies de Salins.

— On écrit de la Navigation que les dévastations causées par les derniers ouragans l'ont fermé, et que tout ce qu'on en peut dire est au-dessous de la vérité.

Actions de la Banque de France : 2150 fr.

Cinq pour cent consolidés : 99 fr., 75 c. ; 99 fr., 85 c.

Trois pour cent : 74 fr., 75 c. ; 74 fr. 90 c.

VARIÉTÉS.

L'AMI DES SÉMINARISTES ET DES PRÊTRES, ou Recueil de Miracles opérés depuis peu, de nouvelles Lettres et Histoires édifiantes, etc. Par un Ecclésiastique du Diocèse de Versailles ; broché in-12. de 71 pages.

A Paris, chez Rusaud, Méquignon Junior et Adrien Le Clerc ; à Lyon, chez Rusaud et les frères Périsset ; et à Chambéry, chez Puthod.

Ce petit recueil contient des détails pleins d'intérêt sur les Missions étrangères. Comme il se compose de récits et d'articles détachés, il n'offre pas un ensemble susceptible d'analyse ; nous nous contenterons d'en extraire quelques fragmens, qui ne peuvent manquer de piquer la curiosité et de donner une douce satisfaction à tous ceux qui s'intéressent aux progrès du christianisme répandant ses bienfaits et sa lumière chez les peuplades les plus barbares et jusques dans les régions les plus reculées. Nous donnerons d'abord le morceau qui suit, tiré de la préface des nouvelles Lettres édifiantes ; ce sont les Directeurs du Séminaire des Missions étrangères qui parlent :

« Nous espérons qu'en lisant ces pieux récits dans leur édifiante simplicité, les âmes honnêtes seront frappées de la foi vive du père fervent de ces chrétiens, de ces méphytes, qu'ils verront souvent, au milieu même des plus grands dangers, se réunir de dix, quinze et vingt lieues, au nombre de quatre, cinq et six mille, dans le lieu où le Missionnaire doit célébrer la Pâque, ou quelque

autre grande solennité. Pourront-ils lire sans émotion le trait plusieurs fois répété, de fidèles restant plusieurs jours de suite au dedans et autour des églises, sans vouloir aller prendre de nourriture, pour ne pas perdre leur place aux instructions de leur pasteur, pendant les retraites ou pendant la célébration des grands mystères de notre Rédemption, dans les trois derniers jours de la semaine sainte ? Les Missionnaires, instruits et pénétrés de cette ferveur, se hâtaient alors de faire cuire et distribuer du riz, pour subvenir aux besoins les plus pressans. Qui pourra voir avec indifférence plusieurs de ces chrétiens venir de soixante, quatre-vingt et cent lieues pour se confesser, et pour avoir le bonheur de recevoir leur Dieu, leur Sauveur ? Ne devons-nous pas nous frapper la poitrine et verser des larmes, en lisant de semblables traits ? Pourrions-nous ne pas reconnaître la force mystérieuse de la grâce de Jésus-Christ, en voyant des rémoués de païens qui avaient résisté à toutes les exhortations des catéchistes et des Missionnaires, se convertir tout-à-coup à la voix d'un plume ar-tisan ? En entendant des Missionnaires nous raconter que, forcés, trois ou quatre mois après leur arrivée, de prêcher, ne sachant pas encore assez la langue pour être entendus ni s'entendre eux-mêmes, ils ont vu, dans un religieux étonnement, leurs auditeurs embrasser à l'instant même le christianisme ? On admirera sans doute ces vertueux esclaves, qui suivent, dit-on, de ces lettres, au genre de vie aussi austère que la Trappe, étudiant et priant avec ardeur, et travaillant en même temps les mois pour gagner leur subsistance. Mais qui ne serait attendri en voyant tant de jeunes anges, de l'un et de l'autre sexe, vaincre, par l'incébranable persévérance de leur foi, de leur douceur, de leur patience, la dureté, quelquefois la barbare fureur de leurs païens idolâtres, et les abattre, par leur piété filiale, au pied de cette croix qu'ils avaient blasphémée, et qu'ils inondent de leurs larmes en adorant les miracles qu'elle produit ?

En lisant ces prodiges à l'extrémité de l'Orient, au sein de l'idolâtrie et de toutes les superstitions, les fidèles béniront avec nous le Dieu de bonté qui les opère ; ils béniront sa providence, qui ne sépare jamais la miséricorde de la justice ; ils adoreront, dans une religieuse frayeur, les impénétrables décrets de cette divine sagesse, toujours attentive à réparer les pertes de son Église, en faisant répandre, sur les infidèles des régions les plus éloignées, des bienfaits inattendus, dont d'autres peuples se sou-

rendus indignes par leur impiété ou leur criminelle indifférence.

« Ces Missions appellent des secours, et surtout des ouvriers évangéliques, avec les plus vives instances, et au nom de tout ce que la foi et la charité de J. C. ont de plus pressant. Ces divins motifs doivent nous rappeler sans cesse, et le bonheur d'être nés au sein de la vérité, et le sort effrayant de ceux qui ne la connaissent pas, ou sont en danger de la perdre; pensons que, pendant plus de quinze cents ans avant la naissance de notre divin Rédempteur, Dieu n'a fait prédire à toutes les nations qu'elles seraient appelées au salut, et que son saint nom leur serait annoncé.

« Jésus-Christ mort sur la croix pour tous les hommes en a donné et réitéré l'ordre positif à ses apôtres, à leurs successeurs, et à tous ceux qui pourraient concourir à l'exécution de cette loi de miséricorde envers tous les peuples. Chacun de nous doit donc y contribuer, dans l'ordre où Dieu lui en accorde les moyens, soit par ses prières, ses vœux et ses aumônes, ses exhortations, ou par ses résolutions magnanimes d'une foi, d'une piété qui ne connaissent point d'obstacles quand Dieu les appelle.

« Nous supplions les vénérables pontifes, les respectables supérieurs et directeurs de séminaires, et tous les dignes ministres de Jésus-Christ, qui liront cet ouvrage, de secourir nos faibles efforts pour le soutien et le succès des Missions que l'Église nous a confiées; nous les en supplions par toute la charité dont ils sont animés, par cette sainte ineffable du salut des hommes, qui fut la dernière expression de l'amour de Jésus-Christ avant de consumer le mystère de notre rédemption. Nous les conjurons de soutenir et diriger ceux à qui Dieu daignera accorder la vocation si rare de quitter parents, amis, fortune et patrie, pour aller, à cinq ou six mille lieues, se consacrer jusqu'à la mort à la conversion et au bonheur des infidèles.

« Nous n'ignorons point les besoins de la France; mais en nous rappelant d'abord les ordres et les vœux de cette bonté infinie qui veut le salut de tous, et qui sait pourvoir à tout, nous prions de considérer que quand les apôtres et leurs disciples, ainsi que tant de saints évêques, leurs successeurs, quittaient, soit les lieux où ils avaient prêché l'Évangile pendant quelque temps, soit ceux où ils étaient tirés, pour aller délivrer de nouvelles victimes de l'erreur, les besoins de ces lieux n'étaient sans doute pas moins étendus. Si les vocations particulières, inspirées de Dieu en faveur des idolâtres, eussent été arrêtées dans les

différens âges de l'Eglise, et surtout depuis trois cents ans, que de millions d'adorateurs du vrai Dieu n'auraient jamais eu le bonheur de le connaître. L'un ne peut craindre qu'une vocation si extraordinaire appauvrisse jamais les diocèses. Une chose digne de remarque, c'est que les diocèses de la Normandie, de la Bretagne, de la Franche-Comté, qui, surtout dans les derniers temps, fournissaient aux Missions étrangères plus de sujets que la plupart des autres diocèses, n'éprouvent pas une pénurie de prêtres aussi grande qu'une foule d'autres diocèses, qui, depuis cent soixante ans, ont à peine fourni un ou deux sujets à cette bonne œuvre.

« Ne pouvons-nous pas dire, avec un vertueux orateur (1), dont la piété et la touchante éloquence sont si utiles à tous les genres d'infortunes, que le sacrifice qu'un diocèse fait à Dieu d'un ecclésiastique zélé pour le salut des idolâtres, doit attirer sur ce diocèse de nouvelles grâces; et qu'il serait à craindre, au contraire, que le ministère d'un prêtre qu'une voix divine appelle dans l'Orient, ne recueille pas en France les abondantes bénédictions qui l'attendent dans ces contrées. Pensée pleine de foi, qui est aussi celle du pieux et savant cardinal Litta, préfet de la Congrégation de la Propagande. Il assura, dans une lettre écrite aux directeurs du séminaire des Missions étrangères, au sujet d'un projet d'association de prières pour la conversion des idolâtres, que, plus les exemples d'une charité, d'un dévouement héroïque, seront fréquens dans un diocèse, ou dans un royaume, plus le zèle des ecclésiastiques s'enflammera et y multipliera les ressources : en effet, cette foi qui s'accroît de tout le bien que notre divin Sauveur opère par elle, y embrasera de plus en plus les cœurs, à la seule pensée que des seconds et des prêtres sortis de son sein, forment à l'extrémité du monde, au milieu même des idolâtres, des disciples de Jésus-Christ et des adorateurs du vrai Dieu. Des prières réciproques établiront entre les enfans de l'une et l'autre église, toujours la même, toujours une, de l'Orient à l'Occident, un commerce sacré de reconnaissance, de bénédictions et d'amour; commerce tout céleste, dont les fruits doivent être la possession éternelle du Dieu de miséricorde qui en est l'âme.

(1) M. l'abbé Louis D...., dans un sermon prêché dans l'église des Missions-étrangères à l'occasion du départ de Mgr. l'évêque de Meaux.

« Nous demandons aux vénérables pontifes, dont les religieuses et bienveillantes dispositions nous ont souvent encouragés autant que touchés, la permission de leur en réitérer ici notre profonde et respectueuse reconnaissance ; et nous réclanons les prières de tous les amis de notre divine religion pour nous et pour l'œuvre entière des Missions, afin que le saint nom de Dieu, selon le vœu du prince des apôtres, soit connu et honoré de tous, par Notre-Seigneur Jésus-Christ. »

A V I S.

A rendre ou à louer, pour entrer en jouissance le 24 juin 1826 :

L'auberge dite de la *Croix Blanche*, au Pont-de-Beauvoisin, située dans une très-belle position, sur la place principale et très à portée du commerce : il y a de vastes écuries.

S'adresser, pour les renseignements, à M.^r Cholat, notaire, au Pont-de-Beauvoisin.

AUTRE AVIS.

Dans la journée du samedi 15 du courant, il s'est égaré un enfant de l'âge de 7 ans, dont le nom est François Double, visage rond, cheveux blancs, habillé de robeuse bleue, ayant une casquette sans visière. On prie les personnes qui en auraient connaissance, d'en aviser ses parents au Laubourg Montfélian.

E N I G M E.

On peut me retirer de tout corps combustible,
Et je suis cependant à l'épreuve du feu.
Reste d'un corps vivant, je repose insensible
Pour toujours dans le même lieu.
Ici l'on me méprise, ailleurs on me révère,
Et l'on m'érige alors maint et maint monument ;
Pourtant de tout mortel j'attente la misère,
Et je lui montre son néant.

Le mot du dernier Logographe est *Chaux*, où l'on trouve *haire* et *chair*.

MARCHÉS de Chambéry, des 11, 13 et 15 Octobre 1825.

		LE VESSILL.		L'HECTOLITRE.	
Marché.	Prev.	f.	c.	f.	c.
Foin d'été.		15	98	—	—
Seigle.		10	50	—	13 72
Orge.		6	00	—	00 00
Sarrasin.		3	50	—	5 25
Maïs.		00	00	—	00 00
Avoine.		10	50	—	7 52
Pain, 1 ^{re} qualité, le kilogr.		—	—	—	0 29
Vin de, idem, idem.		—	—	—	0 10

(1) Rapport des 3 fois
acts en hectolitre :
Foin d'été. . . 15 98
Seigle. . . 10 50
Orge. . . 6 00
Sarrasin. . . 3 50
Maïs. . . 00 00
Avoine. . . 10 50

SUPPLÉMENT

Au N.^o 42 du Journal de Savoie, du 21 oct.^{bre} 1825.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastations, d'immeubles situés près la commune de Viry, provenant d'André-Louis et Charlotte Rosset, femme Laracine, Benoît Rosset et Jeanne-Marie-Magdeleine Rusand, veuve Rosset.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Carouge, à tous soit notoire et manifeste que, par jugement de ce Tribunal, du 10 janvier dernier, en déclarant exécutoires les jugement et sentences y énoncés des 1.^{er} décembre 1815, 30 décembre 1817, 6 février 1821 et 14 novembre 1822, ainsi que celles relatives à ces mêmes sentences, auxquels ont donné lieu trois actes des 19 novembre 1779, 25 avril 1809, et 12 février 1814. Frère, Choisy, et Richard et son collègue, notaires, dont l'hypothèque a été inscrite au bureau de Genève les 1.^{er} mai 1809, et 23 avril 1814, et à celui de St. Julien le 31 octobre 1823; il a été enjoint à André-Louis, Charlotte Rosset, femme du sieur Antoine-François Laracine, Benoît Rosset, celui-ci en la personne de M.^{re} Jean-Antoine Dubois, procureur ecclésiastique, curateur à sa cause, et dame Jeanne-Marie-Magdeleine Rusand, veuve Rosset, de payer au sieur Aimé Delarue, dans le terme de 30 jours, à dater de la notification, la somme de 1551 livres, 41 centimes, dans la proportion suivante: André-Louis Rosset, un sixième et le tiers d'un sixième, de son chef, et un autre tiers d'un sixième, comme héritier de Claude-François Rosset; Charlotte Rosset, un sixième et le tiers d'un sixième, Benoît Rosset, deux sixièmes; et la dame Rusand, un sixième. Cette notification a été faite par exploits des 25 et 28 février suivant, Picollet et Strogianna, huissiers à ces fins commis, avec déclaration qu'à défaut de paiement, passé le terme, il serait procédé à exécution, par voie de subhastations, des immeubles qui y sont désignés. Les conjoints Rosset et Rusand n'ont point satisfait à cette injonction. En telle sorte que sur la demande dudit sieur Aimé Delarue, rentier, domicilié à Genève, pour

lequel domicile est élu à St. Julien, dans l'étude de M.^e Claude-Antoine Roudi, procureur, le Tribunal a autorisé la vente desdits immeubles, portés au rôle joint à la requête. Cette ordonnance, sous la date du 10 mai dernier, avec ladite requête et l'extrait du cadastre y annexés, a été notifiée à André-Louis Rossel, habitant à Viry, à M.^e Jean-Antoine Dubois, procureur, en sa qualité, et à Dame Marie-Jeanne-Magdeleine Ruzand, veuve Rossel, absente des états de S. M., par exploit de l'huissier Picollet, du 27 même mois, et à Dame Charlotte Rossel, ainsi qu'au sieur Antoine-François Laracine, son mari, domicilié à Asti, par exploit du 21 précédent, Strupiana, huissier. Tant la même ordonnance que les exploits à la suite ont été enregistrés au bureau des hypothèques, le 3 juin suivant, où il en a été laissé une copie authentique, ainsi qu'en résulte du certificat délivré par le conservateur. Après quoi, manifeste aurait été dressé par le greffier du Tribunal, le 4 même mois, enregistré le même jour : et ce manifeste porte, conformément à l'ordonnance prémentionnée, que la première enchère aurait lieu le 5 juillet à 11 heures du matin, sur la mise à prix offerte par le poursuivant, de 3000 livres n., excédant 60 fois le montant de la contribution foncière, qui est de 26 liv. anciennes, 6 s., 7 d., d'après l'extrait du cadastre pré-énoncé.

A cette audience, les biens en totalité dont s'agit, ont été adjugés provisoirement à Jean-Jacques Lagutaine, et celle du 9 août a été fixée pour l'adjudication définitive, à laquelle audience, plusieurs bougies ayant été allumées, pendant la durée desquelles on s'est porté à des offres, d'abord sur chaque lot séparément, et ensuite sur le bloc ; le Tribunal a adjugé au sieur Paul Silva, habitant à Chambéry, ce bloc, soit la totalité desdits biens, comme dernier misneur non surenchéri, pour le prix de 12500 l. Ce jugement a été insinué au bureau de St. Julien, le 13 même mois, aux droits de 408 liv., 60 cent., à forme de reçu, signé Collomb.

Par acte du 22 précédent, le sieur Paul Silva a fait déclaration de command en faveur du sieur Etienne-François Pissard, pour un tiers, du sieur Etienne-François Jacquemard, aussi pour un tiers, et de dame Claudine Seurey, veuve Riblaz, pour l'autre tiers dont il s'est cependant réservé une moitié. Par acte du même jour, le sieur Jean-Claude Blanc, habitant à St. Julien, a déclaré faire augmentation d'un sixième du prix

de ladite adjudication, c'est-à-dire, à concurrence de la somme de 14583 fr., 54 cent.

Sur requête présentée à M. le Juge-Maje du Tribunal, décernée le 17 dudit mois d'août, l'audience du 13 septembre suivant, à 9 heures du matin, a été fixée pour la nouvelle enchère. Sur quoi, nouveau manifeste aurait été dressé le 19 même mois, enregistré le même jour. A cette audience, le Tribunal a adjugé les biens au sieur Joachim Bastian, habitant à St. Julien, pour le prix de 17600 liv., lequel, par acte du même jour, 15 septembre, a fait déclaration de command en faveur du sieur Jean-Claude Blanc, habitant à St-Julien. Ce jugement a été dûment insinué le 17 septembre au bureau de Saint-Julien, comme résulte des certificats de M. le receveur. Par acte du 27 dit septembre, le sieur Étienne feu Jean-Louis Dechevilly, adjudant de place, demeurant à Annecy, a déclaré augmenter d'un sixième le prix de la dernière adjudication, et par conséquent porter ce prix à la somme de 20553 liv., 54 cent.

Par son décret sur requête du 11 courant, M. le juge-maje, soit pour lui respectable Durud, premier assesseur en l'absence de ce dernier, a fixé l'audience du 9 novembre prochain à 9 heures du matin pour la nouvelle enchère, et a ordonné que manifeste serait dressé par le greffier.

DESIGNATION DES IMMEUBLES.

1.^o La part d'un champ, dit à la Rippaz, possédée par les hoirs de ladite dame d'Hunilly, contenant 3 journaux, 325 toises, imposée 11 sous, 3 deniers, confinée au levant par un chemin, et au couchant par Benoît Rosset.

2.^o Une des parts dans ce champ, possédée par Louis-Benoît Rosset, contenant 2 j., 248 l., imposée 11 s. 3 d., confinée au levant par les hoirs de la dame d'Hunilly, et au couchant par la dame Jeanne Ruzand.

3.^o L'autre part dans ledit champ, échue au même Louis-Benoît Rosset, contenant 3 j., 100 l., imposée 11 s. 4 d., confinée au levant par la dame Ruzand, soit les nobles Dethiolaz, et au couchant par André-Louis Rosset, soit les hoirs Bihlaz.

4.^o La part dans ce même champ, échue à dame Jeanne-Magdeleine Ruzand, contenant 2 j., 279 l., imposée 11 s. 4 d., confinée au levant par Benoît Rosset, et au couchant par dame Ruzand, soit les nobles Dethiolaz.

Cette pièce de terre , figurée sous le n.^o 7508 de la mappe de Virey , contient 12 j. , 252 l. , et est imposée à la taille totale de 2 liv. , 5 s. , 3 d.

5.^e La part du bois dit à la Rippaz , possédée par les hoirs de la dame d'Humilly , contenant 6 j. , 98 l. , imposée 5 s. , 6 d. , confinée au levant par Jean Ramboussou , et au couchant par Benoit Rossel.

6.^e Une des parts dans ce bois , échue à Louis-Benoît Rossel , contenant 5 j. , 287 l. , imposée 5 s. , 5 d. , confinée au levant par les hoirs de la dame d'Humilly , et au couchant par la dame Busand.

7.^e L'autre part dans ledit bois , échue au même Louis-Benoît Rossel , contenant 2 j. , 265 l. , imposée 5 s. , 5 d. , confinée au levant par la dame Laraine , soit les nobles Déthiolaz , et au couchant par André-Louis Rossel , soit les hoirs Riblaz.

8.^e La part dans ce même bois , échue à ladite dame Busand , contenant 5 j. , 26 l. , imposée 3 s. , 4 d. , confinée au levant par Benoit Rossel , et au couchant par dame Laraine , soit les nobles Déthiolaz.

Cette pièce de terre , figurée sous les n.^{os} 7512 et 7507 de ladite mappe , contient 15 j. , 274 l. , et est imposée à la taille totale de 16 s. , 6 d.

9.^e La part du bois dit sous la Rippaz , échue aux hoirs de la dame d'Humilly , contenant 1 j. , 27 l. , imposée 10 d. , confinée au levant par un chemin , et au couchant par Benoit Rossel.

10.^e Une des parts dans ce bois , échue à Louis-Benoît Rossel , contenant 362 l. , imposée 10 d. , confinée au levant par les hoirs de la dame d'Humilly , et au couchant par André Rossel , soit les hoirs Riblaz.

11.^e L'autre part dans ledit bois , échue audit Louis-Benoît Rossel , contenant 261 l. , imposée 1 s. , confinée au levant par dame Laraine , soit les nobles Déthiolaz , et au couchant par dame Jeanne Busand.

12.^e La part dans ce même bois , échue à la dame Busand , contenant 1 j. , 15 l. , imposée 1 s. , confinée au levant par Benoit Rossel , et au couchant par ce dernier et la dame Busand.

Cette pièce de terre , inscrite sous partie des n.^{os} 7509 , 7510 , 7513 et 7514 de ladite mappe , contient 5 j. , 265 l. , et est imposée à la taille totale de 3 s. , 8 d.

13.^e Un pré , dit pré Meunier , échue audit Benoit Rossel ,

inscrit sous les n.^{os} 7512 et 7515 de ladite mappe, contenant 1 j., 24 l., 4 p., imposée 16 s., 10 d., et se confinant au levant par les hoirs de la dame d'Humilly, et au nord par un chemin.

14.^o Un champ, dit Champ Carré, échu aux hoirs de la dame d'Humilly, inscrit sous le n.^o 7511 de ladite mappe, contenant 3 j., 56 l., 2 p., imposé 8 s., 2 d., et se confinant aux levants et nord par des chemins.

15.^o Un pré dit au Moine, soit chez Fagottin, échu à Benoît Rosset, inscrit sous le n.^o 7513 de ladite mappe, contenant 1 j., 17 s. l., imposé 1 liv., 2 s., 2 d., confiné au couchant par les nobles Dethiolaz, et au levant par un chemin.

16.^o Un pré, dit à la Corne des Ages, figuré sous partie du n.^o 7517 de ladite mappe, contenant 1 j., 200 l., imposé 15 s., 6 d., échu aux hoirs de la dame d'Humilly, confiné au levant par André-Louis Rosset, soit les hoirs Ribbaz, et au couchant par lesdits hoirs de la dame d'Humilly.

17.^o Un champ, dit à la Corne des Ages, échu aux mêmes hoirs de la dame d'Humilly, contenant 1 j., 200 l., imposé 10 s., 6 d., figuré sous partie du n.^o 7518 de ladite mappe, confiné au midi par un chemin, et au nord par lesdits hoirs Benoît Rosset et autres consors.

18.^o La part d'un champ, dit aux Ages, échu à Louis-Benoît Rosset, contenant 2 j., 292 l., imposée 10 s., 6 d., confinée au nord par la dame Rusand, et aux midi et couchant par des chemins.

19.^o L'autre part dans ce champ, échu à la dame Rusand, contenant 1 j., 292 l., imposée 10 s., 5 d., et se confinant au midi par Benoît Rosset et aux couchant et nord par des chemins. Ces deux parts forment une seule pièce, figurée sous les n.^{os} 7517 et 7518 de ladite mappe, contenant 4. j., 92 l., sous l'impôt total d'une liv., 11 den.

20.^o La part d'un pré, dit aux Ages, échu aux hoirs de la dame d'Humilly, contenant 1 j., 116 l., imposée 15 s., 6 d., confinée au levant par lesdits hoirs et la dame noble de Castiglione, et au couchant par Benoît Rosset.

21.^o Une des parts dudit pré, échu à Louis-Benoît Rosset, contenant 1 j., 8 l., imposée 15 s., 6 d., confinée au couchant par André-Louis Rosset, soit les hoirs Ribbaz, et au levant par la dame Laracine, soit les nobles Dethiolaz.

22.^o L'autre part dans ledit pré, échu au même Louis-Benoît

Rosset, contenant 1 j., 32 t., imposée 15 s., 6 d., confinée au levant par les bois de la dame d'Humilly, et au couchant par la dame Rusand.

23.^e La part dans ledit pré, possédée par la dame Rusand, contenant 1 j., 4 t., imposée 15 s., 6 d., confinée au couchant par la dame Laracine, soit les nobles Déthiolaz, et au levant par Benoît Rosset.

24.^e La part dans la même pré, échue audit André-Louis Rosset, contenant 1 j., 256 t., imposée 18 s., 4 d., et se continuant au levant par Benoît Rosset, et au couchant par le même et la dame Rusand.

Ces cinq articles, compris dans ladite pièce, sous les n.^{os} 7516 et partie de 7517 de ladite mappe, contenant 6 j., 56 t., sont affectés de l'impôt total de 4 liv. 4 s.

25.^e La part d'un champ dit sur la Vigne, échue à Louis-Benoît Rosset, contenant 3 j., 107 t., imposée 9 s., 6 d., confinée au levant par un chemin et Benoît Rosset, et au couchant par la dame Rusand.

26.^e L'autre part dans ledit champ, audit Louis-Benoît Rosset, contenant 2 j., 84 t., imposée 9 s., 6 d., et se continuant au levant par la dame Laracine, soit les nobles Déthiolaz, et au couchant par André-Louis Rosset.

27.^e La part dans ledit champ, possédée par dame Rusand, contenant 2 j., 208 t., imposée 9 s., 6 d., et se continuant au levant par Benoît Rosset, et au couchant par dame Laracine, soit les nobles Déthiolaz.

28.^e La part dans le même champ, à André-Louis Rosset, contenant 3 j., 2 t., imposée 9 s., et se continuant au levant par Benoît Rosset, et au couchant par ce dernier, la dame Rusand et autres consorts.

Ces quatre derniers articles, compris dans une pièce inscrite sous partie des n.^{os} 7519, 7520 et 7521 de ladite mappe, contiennent 10 j., 1 t., sous l'impôt total d'une liv., 17 s., 6 d.

29.^e La part d'un champ et pré dite à la Vigne, échue aux bois de la dame d'Humilly, contenant 390 t., imposée 7 s., 11 d., et se continuant du nord par Benoît Rosset, du couchant par un chemin et du midi par un ruisseau.

30.^e Une des parts dans ledit champ et pré, échue à Benoît Rosset, contenant 270 t., imposée 6 s., 8 d., et se continuant

du midi par les bois de la dame d'Humilly, et du nord par la dame Rusand.

31.^o L'autre part dans ledit champ et pré, échue au même Louis-Benoît Rosset, contenant 206 l., 4 p., imposée 6 s., 8 d., et se confinant au midi par la dame Laracine, soit les nobles Déthiolaz, et au nord par André-Louis Rosset, soit les bois Ribbaz.

32.^o La part dans le même pré et champ, échue à la dame Rusand, contenant 213 l., imposée 6 s., 8 d., et se confinant au midi par Benoît Rosset, et au nord par la dame Laracine, soit les nobles Déthiolaz.

Ces quatre articles, compris dans une pièce, insérée sous les n.^{os} 7521, 7523 et 7524 de ladite mappe, contiennent 1 j., 279 l., 4 p., sous l'impôt total d'une liv., 7 s., 11 d.

33.^o La part d'un pré-verger, dit à la Vignette, échue aux bois de la dame d'Humilly, contenant 237 l., imposée 8 d., et se confinant du nord par les bois Ribbaz, et du midi par Benoît Rosset.

34.^o Une des parts dans ce pré-verger, échue à Louis-Benoît Rosset, contenant 117 l., imposée 6 d., et se confinant du nord par les bois de la dame d'Humilly, et du midi par la dame Rusand.

35.^o L'autre part dans ledit pré-verger, échue audit Louis-Benoît Rosset, contenant 172 l., imposée 7 d., et se confinant au nord par la dame Laracine, soit les nobles Déthiolaz, et au midi par André-Louis-Rosset, soit les bois Ribbaz.

36.^o La part dans ce même pré-verger, échue à la dame Jeanne Rusand, contenant 105 l., imposée 6 d., et se confinant du nord par Benoît Rosset, et du midi par la dame Laracine, soit les nobles Déthiolaz.

Ces quatre articles, compris dans une pièce insérée sous les n.^{os} 3718 et 3719 de ladite mappe, contiennent 1 j., 231 l., sous l'impôt total de 2 s., 3 d.

37.^o La part d'un champ dit en Gerbier, soit à Rutiaz, échue à dame Charlotte Rosset, contenant 1 j., 100 l., imposée 6 s., 11 d., et se confinant au nord par Antoine Déhand, au levant par les bois Ribbaz et au couchant par Benoît Rosset.

38.^o L'autre part de ce champ, échue à Louis-Benoît Rosset, contenant 1 j., 136 l., imposée 10 d., et se confinant du midi par André-Louis Rosset, soit les bois Ribbaz, et au levant par dame Laracine.

Ces deux articles , ne formant qu'une seule pièce , inscrite sous partie des nos 3716 et 3717 de ladite mappe , contiennent 4 j. , 8 s. 1. , sous l'impôt total de 16 s. , 9 d.

39.^e La part d'un pré dit aux Ormes , soit à la Teppe , échue aux hoirs de la dame d'Humilly , contenant 1 j. , 200 l. , et se confinant au couchant par Benoit Russel , et au levant par les mêmes hoirs.

40.^e L'autre part du même pré , échue à Louis-Benoit Russel , contenant 1 j. , 200 l. , et se confinant au levant par les hoirs de la dame d'Humilly , et au midi par les frères Guillaud.

Ces deux articles formant une seule pièce , inscrite sous le n.^o 3705 de ladite mappe , contiennent 3 j. , sans taille.

41.^e La part d'un pré , dit à Curtenoaz , échue à Louis-Benoit Russel , contenant quatre j. , 119 l. , imposée 2 liv. , 2 s. , 2 d. , et se confinant au levant par André-Louis Russel , soit les hoirs Aubaz , et au couchant par la dame Laracine , soit les nobles Dethiolaz.

42.^e L'autre part dans ledit pré , possédée par le même Louis-Benoit Russel , contenant 4 j. , 84 l. , imposée 2 liv. , 2 s. , 4 d. , et se confinant au levant par la dame Laracine , soit les nobles Dethiolaz , ainsi que par la dame Russand , et au couchant par les hoirs de la dame d'Humilly.

43.^e La part du même pré , échue aux hoirs de la dame d'Humilly , contenant 4 j. , 17 l. , imposée 2 liv. , 2 s. 6 d. , et se confinant au couchant par la terre des mêmes hoirs , et au levant par celle de Benoit Russel.

44.^e La part dudit pré , échue à la dame Russand , contenant 5 j. , 54 l. , imposée 2 liv. , 2 s. , 8 d. , se confinant du levant par la dame Laracine , soit les nobles Dethiolaz , et du couchant par Benoit Russel.

Ces quatre articles , compris dans une pièce figurée sous partie des nos 3702 et 3703 de ladite mappe , contiennent 17 j. , 254 l. , sous l'impôt total de 8 liv. , 9 s. , 8 d.

45.^e La part dans le champ , dit Curtenoaz , possédée par Louis-Benoit Russel , contenant 1 j. , 274 l. , imposée 4 s. , 6 d. , et se confinant du levant par la dame Russand , et du couchant par les hoirs de la dame d'Humilly.

46.^e L'autre part dans ce champ , échue auxdits Louis-Benoit Russel , contenant 1 journal , 91 toises , imposée 4 sous , 5 d. .

et se confinant du levant par André-Louis Rosset, soit les hoirs Ribbaud, et du couchant par la dame Laracine.

47.^e La part dans ledit champ, échue aux hoirs de la dame d'Huilly, contenant 1 journal, 192 toises, imposée 4 sous, 6 deniers, et se confinant du levant par les mêmes hoirs, et du couchant par Benoît Rosset.

48.^e La part dudit champ, échue à la dame Ruand, contenant 1 journal, 241 toises, imposée 4 sous, 4 deniers, et se confinant du levant par dame Laracine, et du couchant par Benoît Rosset.

49.^e La part du même champ, échue à dame Charlotte Rosset, contenant 1 journal, 68 toises, imposée 4 sous, 2 deniers, et se confinant du levant par Benoît Rosset, et du couchant par dame Ruand.

Ces cinq articles, compris dans une pièce inscrite sous le n.^o 5701 de ladite mappe, contiennent 7 journaux, 16 toises, sous l'impôt total de 1 livre, 1 sou, 9 deniers.

50.^e En pré dit sous le champ Curtenaz, possédé par la dame Ruand ou Benoît Rosset, inscrit sous le n.^o 7705 de ladite mappe, contenant 1 journal, 132 toises, sous l'impôt de 14 sous, et se confinant du nord par Joseph Thorel et autres, et au midi par les consorts Rosset.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^{re} Que l'adjudicataire prendra les biens tels qu'ils se comportent, et sont possédés actuellement par lesdits consorts Rosset et Ruand, sans que le plus ou le moins de contenance exprimée puisse donner lieu à garantie ou recours, et avec les servitudes qui peuvent les affecter.

2.^{re} Qu'il entretiendra les baux ayant date certaine, si aucuns existent.

3.^{re} Qu'il paiera le prix d'adjudication, avec intérêts dès le jour de cette adjudication, d'après ce qui sera déterminé par le jugement d'ordre à tous créanciers colloqués, sans distinction des créances exigibles ou non exigibles, lequel jugement d'ordre il introduira à ses frais.

4.^{re} Qu'il se chargera des contributions imposées sur iceux, pour l'année courante.

5.^{re} Qu'il paiera dans dix jours, à dater de l'adjudication, entre les mains du procureur poursuivant, tous les frais faits pour par-

venir à la vente ; et c'est sous toutes autres charges et conditions déterminées par la loi.

En conséquence , en exécution des ordonnances et décrets sus-énoncés , et à la diligence dudit sieur Aimé Delarue , il sera procédé à la vente des susdits immeubles à l'audience du tribunal , siégeant à St. Julien , le 9 novembre prochain , à 9 heures du matin. Les enchères seront ouvertes sur le prix de la dernière adjudication , cumulé avec le sixième offert , c'est-à-dire , sur la base de 10,555 livres, 34 centimes.

Le présent manifeste sera lu , publié , affiché , notifié et inséré au Journal , en conformité et de la manière prescrite par le code hypothécaire.

A ces fins est commis l'huissier Picollet , pour les affiches et notifications à faire dans cette province , et l'huissier Strapianna pour semblables formalités à remplir dans la province d'Asti , et le premier huissier à ce requis pour la notification à faire au sieur De Chevilly.

Dressé à St. Julien , sous le sceau du tribunal , le 11 octobre 1825.
Signé BOUCHER , substitut greffier.

Enregistré à St. Julien , le 12 octob. 1825 , vol. B, f.ⁿ 11, case 1101.
Degr 5 livres. Signé COLLOMB.

Pour copie conforme :
BOUCHER , pour M.^e BOUCHER.

MANIFESTE

Pour la vente , par subhastation , d'une maison et jardin situés au faubourg Maché de la ville de Chambéry , appartenant au sieur Jean George , sergent royal , demeurant audit lieu.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre , séant à Chambéry , fait savoir que par décret dudit Tribunal , en date du 2 août 1824 , dûment enregistré le 3 même mois , sous le droit de deux livres , à forme du reçu signé Baudé , mis au bas de la requête présentée par Marie Izard , ménagère , veuve de François Tochon , tant de son chef , qu'en qualité de tutrice de Jean , son , et dudit Tochon fils , domiciliés dudit Chambéry , il a été permis à cette dernière , de son chef et en ladite qualité , de faire faire au sieur Jean George , sergent royal , demeurant à Chambéry , l'inscription prescrite par l'art. 144 du l'édit du 16 juillet 1822 ; ce qui a été fait par exploit de l'huissier

Borne , en date du 6 même mois d'août ; que , suivant le prescrit de l'art. 92 du même édit , sur la demande de ladite Marie Isard , de son chef et en sa dite qualité , le lieutenant Juge-Maire de cette province (le seigneur sénateur Juge-Maire absent) lui a permis , par son décret du 18 décembre année dernière , dûment enregistré le même jour , de faire citer ledit sieur Jean George , ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier cadet , en date du 30 dudit mois de décembre , pour comparaître à l'audience dudit Tribunal , du 8 janvier proche échu ; et à ladite audience , le Tribunal a , par son ordonnance dudit jour 8 janvier , dûment enregistrée le 20 même mois , sous le droit de cinq livres , à forme du reçu signé Baudé ; où le rapport , où M. l'avocat-fiscal dans ses conclusions , sans s'arrêter aux observations du défendeur , en donnant acte aux comparans de leurs offres et déclarations , a autorisé la vente des immeubles dont s'agit , a ordonné qu'il sera procédé à l'ouverture de la première enchère des immeubles désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du 18 décembre année dernière , et sur le Manifeste qui sera dressé par le greffier du céans , avec les conditions insérées dans ladite requête , et a fixé la première enchère à l'audience de ce Tribunal , du 1.er mars lors suivant , à neuf heures du matin , et a commis l'huissier Augustin Exertier pour faire les notifications , en conformité de l'édit du 16 juillet 1822 ; la susdite ordonnance avec la requête et extrait du cadastre y annexé , ont été notifiés audit sieur George , par exploit dudit huissier Exertier , en date du premier février dernier , et une copie du tout , signée par M. Blanchard , procureur de la cause , a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville , où le tout a été enregistré , ainsi qu'en constate du certificat délivré au bas du susdit exploit par M. Domengot , conservateur , sous date du 4 dudit mois de février ; et , par décret du 25 janvier dernier , ladite Marie Isard , de son chef et en sa susdite qualité , a été admise au privilège des pauvres.

Manifeste a été dressé le 5 dudit mois de février , enregistré le même jour , sous le droit de trois livres , à forme du reçu signé Baudé. Les publications , notifications et insertion au Journal , prescrites par le susdit édit , ayant été faites en temps utile pour l'adjudication préparatoire , par requête présentée audit Tribunal par ledit sieur Jean George , ce dernier a demandé la nullité du manifeste par les motifs énoncés en ladite requête , qui a été décrétée le 25 dudit mois de février pour comparaître

le 18 même mois, et les parties parvenant à l'audience dudit jour, le Tribunal, en donnant acte de ce qui a été dit et ordonné, a communiqué des pièces à monsieur l'avocat fiscal pour, ensuite de ses conclusions, être dit droit ainsi qu'il écherra, dépens réservés. Monsieur l'avocat fiscal a donné ses conclusions le 15 mars dernier, enregistrées le 16 même mois.

Par décret dudit Tribunal en date du premier juillet dernier, enregistré le 2, mis en bas de la requête présentée audit Tribunal par ladite Marie Isard de son chef et en sadne qualité, il lui a été accordé l'injonction et commission requise pour procéder suivant les fins suppliées. Cette requête, décret et lettres ont été signifiés audit sieur Jean George, par exploit de l'huissier Beruard, en date du 6 dudit mois de juillet, avec assignation audit sieur George pour assister et être présent à l'opération que devait faire l'architecte Trively, suivant les fins mentionnées en ladite requête; le lendemain 7 juillet, ce dernier ayant ensuite fait son rapport le 20 même mois, dûment enregistré, ladite Marie Isard, de son chef et en sadne qualité, s'est de nouveau pourvu au seigneur sénateur Juge-Maje, par sa requête du 17 août dernier, décrétée le même jour, de soit appelé partie pour comparître le second samedi. Cette requête, décret et enregistrement d'icelui ont été signifiés audit sieur Jean George, par exploit de l'huissier Exermer à ces fins connus, en date du 19 dudit mois d'août, et par ordonnance dudit Tribunal, en date du 27 dudit mois d'août, enregistrées le 2 du courant, sous le droit de vingt-trois livres, cinquante centimes, signé Baudé: le Tribunal, ou l'avocat-fiscal, en donnant acte du défaut qu'il a déclaré avoir été bien et dûment encouru par ledit Jean George, pour le profit duquel a ordonné la mise aux enchères des immeubles dont la vente a été autorisée par jugement du 8 janvier dernier, sous les clauses, charges et conditions proposées, et sous la mise à prix offerte par la poursuivante, de mille livres, et a fixé l'audience, pour l'adjudication préparatoire, au 8 octobre prochain, à trois heures après midi. Cette dernière ordonnance, enregistrement d'icelle, requête qui l'a précédée, décret, enregistrement, extrait du cadastre et exploit de signification ont été signifiés audit sieur Jean George, par exploit de l'huissier Exermer cadet, à ces fins connus, en date du 5 du courant; copie de ce dernier exploit, ainsi que des autres pièces, signée par M.^{re} Blanchard, procureur de la cause, a été dé-

passée au bureau des hypothèques de cette ville, où le tout a été enregistré, ainsi qu'en conste du certificat délivré en marge du dit exploit par M. Donnaget conservateur, sous date du 6 du courant, qui a perçu pour tout droit quatre livres, 30 centimes.

DESIGNATION DES IMMEUBLES A VENDRE.

Numéros de la Mappe.

N.^o 1158, maison à Maché, confinée au levant par la boutique de Châtelain, jardin de Claude Berthet, au midi par le grand jardin du Château, au couchant par la maison et jardin d'Antoine George, et au nord par ■■ rue publique; de la contenance de 20 toises, 2 pieds, sans taille.

N.^o 1159, maison et jardin au même lieu, et mêmes confins que dessus, de la contenance de 20 toises, 1 pied; taille 3 sous, et 5 deniers.

N.^o 1160, maison et cour à Maché, seulement pour quatre pièces qui se trouvent au second étage de ladite maison et au dessus de l'appartement de Jean Paley, et de ■■ moitié du gallery qui est au-dessus; confinée du levant par ■■ maison de Joseph Meunier, aux midi et couchant par ledit Jean; de la contenance de 34 toises, 3 pieds, sans taille.

Les immeubles ci-dessus que possède ledit sieur Jean George, dans la rue des Deux-Bournaux, bas Maché, en cette ville, sont fixés sous les numéros 1158, 1159 et 1160 de la mappe dudit lieu, et sous les numéros 9 et 10 des inscriptions de cette ville, que le tout forme un corps de bâtiment, composé d'une boutique avec four, et arrière-boutique, et une petite cour sur le derrière d'un premier étage divisé en trois pièces par des cloisons en planches, une chambre et un cabinet sur le devant, et d'une chambre sur le derrière, avec un corridor qui conduit à la galerie sur la cour, et ensuite à l'escalier en bois qui conduit au second étage, de la même étendue que le premier, mais d'une seule pièce.

2.^o Sur la même cour, contre le mur de soutènement du jardin, contre celui du Château royal, se trouve un bûcher fermé et couvert en ardoises, avec une petite cour de chaque côté, et dans celle du côté Est se trouve une fontaine.

3.^o Un second étage du côté Est, au-dessus de l'appartement du sieur Jean Padry, composé de deux chambres sur la rue, d'une chambre et un cabinet sur le derrière et d'un galetas au-dessus dont la moitié appartient au sieur Jean Padry.

Tous ces objets se confinent par les bâtimens dudit sieur Padry à l'Est, par le jardin royal à l'Ouest, par les bâtimens des héritiers d'Antoine George, et au nord par la rue publique.

4.^o Une écurie à l'Est de la cour de la fontaine, adossée au mur de soutènement du jardin, et derrière cette écurie, un caveau dessous le jardin, dont l'entrée est dans ladite écurie, qui est closé à l'Est par les bâtimens du sieur Meunier, par l'allée commune au nord, par le jardin et maison ci-devant du Sud et Ouest.

5.^o Plus, le jardin au-dessus des petites cours et hûcher contre celui du Château royal.

La poursuivante de son chef et en ladite qualité, offre pour mise à prix, la somme de mille livres, attendu qu'il n'existe en partie aucune contribution royale, et de payer les créances exigibles aux termes de l'art. 71 de l'édit du 16 juillet 1822.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

Que les premières enchères seront ouvertes sur la mise à prix ci-dessus offerte.

ARTICLE II.

Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les servitudes actives et passives.

ARTICLE III.

Qu'il entrera en jouissance aussitôt après l'adjudication définitive.

ART. IV.

Qu'il paiera le prix de ladite adjudication, ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le Tribunal.

ARTICLE V.

Qu'il se chargera tout seul et exclusivement des frais utiles qui auront été faits dès l'ordonnance injonctionnelle du 2 août 1824, jusqu'à ceux de l'adjudication définitive, sauf ceux frustrés, et devra en conséquence rembourser ■ tout à M.^e Blanchard, procureur de la poursuivante, dans les huit jours qui suivront l'adjudication, suivant l'état convenu amiablement, à défaut de ce, réglé par M. l'Assesseur Rapporteur de la cause.

ARTICLE VI.

Que l'acquéreur se soumet à tout ce que prescrit en pareil cas le susdit édit du 16 juillet 1821.

En exécution des ordonnances et décrets ci-devant énoncés, et à la requête de ladite Marie Isard, de son chef et en sadite qualité, admise à jouir du bénéfice des pauvres, par décret ci-devant énoncé, ayant pour procureur M.^e Blanchard, procureur au Séant, demeurant à Chambéry, chez lequel elle fait élection de domicile pour le fait et suite du présent, il sera procédé à la vente des immeubles dont s'agit, et sur la mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de mille livres neuves, et en conséquence la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de Judicature-Maje séant à Chambéry (section des vacations), rue Juiverie, maison d'Allinges, le huit octobre prochain, à trois heures après midi, et les enchères seront ouvertes sur ladite mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de mille livres neuves; et ledit jour ne s'étant point présenté d'enchérisseur, le Tribunal a adjugé provisoirement lesdits immeubles à la poursuivante, pour la mise à prix par elle offerte, et a fixé l'adjudication définitive au dix-neuf novembre prochain, à trois heures après midi, et ledit jour les enchères seront de nouveau ouvertes sur le prix de l'adjudication préparatoire, qui est de mille livres neuves.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de la manière prescrite par les art. 77 et 102 de l'édit précité.

Mande à ces fins ledit Tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire les publications, affictions, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 12 septembre 1815. Claude Revel, subst.-greff.

Enregistré à Chambéry, le 12 septembre 1815, volume 2, case 1219, folio 138 recto. Droit en debat : trois livres. BAUDÉ.

Pour copie :

BLANCHARD, procureur.

*A Monsieur le Juge-Maje du Tribunal de Préfecture
de la province de Carouge.*

Supplie avec respect M. Louis-Joseph Jaillot, Lieutenant-Colonel, retraité, Chevalier de l'ordre de Savoie, habitant et domicilié à St. Cergues, lequel fait au besoin élection de domicile à St. Julien, en l'étude de M.^r Dupraz, procureur céans, et dit :

Que, par acte du 28 janvier 1819, Jean-François Bertholet, notaire, les sieurs David-Gédéon et Jacques Ausières, en qualité de co-héritiers de feu Charles Ausières leur frère, ont vendu à Claude-Marie Collomb, pour le prix de 20,000 livres neuves, la généralité des fonds et bâtimens qu'ils possédaient riére la commune de St. Cergues, provenant dudit feu Charles Ausières, et consistant en maisons, granges, écuries, remises et dépendances, jardins, chevenières, champs, prés, vignes et bois, et en outre le droit d'affouage à la montagne de Voiron, appartenante à M. le Marquis d'Allinges; lesdits fonds et bâtimens inscrits sous les n.^{os} 37, 39, 43, 75, 76, 77, 82, 87, 89, 106, 111, 115, 154, 171, 190, 194, 209, 210, 212, 221, 222, 223, 299, 317, 352, 407, 408, 410, 456, 454, 455, 537, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 576, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 574, 653, 689, 906, 928, 944, 959 de la section B du plan parcellaire de ladite commune de St. Cergues; plus, sous les n.^{os} 306, 309, 318, 378, 348 bis, 321, 400, 703, 762, 763, 764, 1063, 1064 de la section A dudit plan, et encore sous les n.^{os} 252, 938, 942, 960, 964, 965, 967 de la section G du même plan;

Que, par autre acte du 2 février 1820, Joseph-Marie Thorens notaire, ledit Collomb a cédé au suppliant les mêmes biens qu'il avait acquis par l'acte précité du 28 janvier 1819, et pour le même prix de 20,000 livres neuves, sous la réserve néanmoins 1.^{re} d'un pré appelé Blossy, contenant 20 perches, 55 mètres, inscrit sous le n.^o 39, section B dudit plan; 2.^{re} d'un autre pré dénommé Luche-Collomb, de la contenance de 39 perches, 86

mètres, figuré sous le n.^o 317, même section, même plan; 3.^o enfin, un fonds, nature champ et pré, lieu dit Vigue-des-Holins, indiqué sous les n.^{os} 1063, 1064, section A du même plan. Le prix porté par lesdits actes a été stipulé payable aux créanciers hypothécaires des sieurs Ausières, avec l'intérêt au 4 pour cent l'an.

Lesdits David-Gédéon et Jacques Ausières sont décédés et ont pour héritiers, celui-là, dames Andréanne-Lucrece et Louise-Françoise-Rénée Rival, la première veuve Méricenne, et la seconde épouse de M. Emmanuel-George Cillier, et celui-ci soit ledit Jacques Ausières, dame Jeanne-Marguerite Argand sa veuve; il est nécessaire de faire observer que ledit sieur David-Gédéon Ausières a été diversement dénommé dans divers actes: dans les uns c'est David Ausières, dans les autres c'est Gédéon Ausières, et dans d'autres c'est David-Gédéon Ausières; mais ces trois ne font qu'un.

Le suppliant a déposé au bureau des hypothèques de cette province les actes de vente ci-dessus relatés des 28 janvier 1819 et 2 février 1820, et ils ont été transcrits le 4 juin dernier par le conservateur de ce bureau.

Il résulte de six certificats du même conservateur, dont l'un sous la date du 11 juillet dernier, relatif audit Collomb; un autre, sous la date du 20 du mois d'août courant, relatif audit sieur David-Gédéon Ausières; trois, sous la date du 20 juillet 1824, relatifs aux sieurs David, Jacques et Gédéon Ausières, et un, sous la date du 30 juin même année, relatif audit feu Charles Ausières, qu'il existe sur les biens prédésignés des inscriptions du chef desdits Collomb et Ausières, et à la suite des quatre derniers certificats, soit ceux des 20 juillet et 30 juin 1824; le même conservateur en a donné quatre autres, sous la date du 11 juillet proche échu, constatant que, dès les 30 juin et 20 juillet 1824 jusqu'audit jour 11 juillet dernier, il n'a été pris aucune inscription contre lesdits Charles, David, Jacques et Gédéon Ausières.

Enfin, il résulte de trois certificats du même conservateur, sous la date du 20 présent mois d'août, qu'il n'a été pris, sur les mêmes biens prédésignés aucune inscription du chef desdites dames Jeanne-

Marguerite Argand, veuve du sieur Jacques Ausières, Andréanne-Lucrèce Rival, veuve Mérienne, et Louise-Françoise-Rénée Rival, épouse du sieur Emmanuel-George Collier.

Le suppliant veut purger les privilèges et hypothèques qui grevent les biens ci-dessus désignés, qu'il a acquis dudit Collomb par le contrat de vente soit cession du 2 février 1820 prérélévé.

En conséquence, il déclare qu'il est prêt à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles, grevant lesdits immeubles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le tribunal, mais seulement jusqu'à concurrence 1.^o de la somme de 20,000 livres neuves, prix de son acquisition; 2.^o de celle de 4000 livres pour intérêts de 5 ans échus au 2 février dernier; 3.^o 800 livres pour les intérêts de l'année courante, à échoir au 2 février prochain.

Il joint toutes les pièces ci-devant relatées et notamment 1.^o les deux certificats dudit conservateur, constatant que les contrats prémentionnés des 28 janvier 1819 et 2 février 1820, ont été déposés et transcrits audit bureau le 4 juin dernier; 2.^o l'état de toutes les inscriptions existantes sur lesdits biens, d'après les certificats prémentionnés délivrés par ledit conservateur, et il recourt:

A ce qu'il vous plaise, Monsieur le Juge-Maje, commettre l'huissier ou le sergent royal que vous jugerez convenable pour notifier copie, 1.^o de la présente; 2.^o des deux certificats de dépôt et de transcription susrelatés; 3.^o enfin, de l'état des inscriptions aussi prémentionnées, savoir: 1.^o audit Claude-Marie Collomb, domicilié à St. Cergues, à son habitation audit lieu; 2.^o auxdites dames Jeanne-Marguerite Argand, veuve du sieur Jacques Ausières, Andréanne-Lucrèce Rival, veuve Mérienne, Louise-Françoise Rival, épouse du sieur Emmanuel-George Collier, et encore à celui-ci, en cas de constitution dotale, tous quatre absens des états de Sa Majesté, devant la portée du Tribunal de Préfecture de cette province; 3.^o enfin à chacun des créanciers desdits Collomb et Ausières, au domicile élu par leur inscription respective.

Il vous plaira aussi, Monsieur, permettre l'insertion requise

dans le journal de ce Duché, sur ce veuillez pourvoir. Signé par M. le Chevalier Jaillet de St. Cergues, spectable Fontanel avocat, et M.^e Dupraz procureur.

Est connu le sergent royal Hardonnex, fils, pour la notification requise. Fait au Tribunal de St. Julien, le 50 août 1825, signé par spectable Peyssard, Juge-Major, et Borgel greffier.

Enregistré à St. Julien, le 51 août 1825, vol. 8, f.^o 84, case 889. Reçu 2 livres. Signé COLLOMB insinuateur.

Certificat de transcription, de l'acte du 28 janvier 1819, Bertholet notaire, transcrit au bureau des hypothèques de St. Julien, le 4 juin 1825, vol. 25, case 534, registre d'ordre; vol. 2, art. 100, registre des transcriptions.

Inscrit d'office ledit jour, vol. 54, art. 150 du registre des inscriptions. Reçu pour tous droits 115 livres neuves et 65 centimes. Le conservateur, signé COLLOMB.

Certificat de transcription de l'acte du 2 février 1820, Thorens notaire, transcrit au bureau des hypothèques de St. Julien, le 4 juin 1825, vol. 25, case 536, registre d'ordre; vol. 2, art. 101, registre des transcriptions.

Inscrit d'office ledit jour, vol. 54, art. 151 du registre des inscriptions. Reçu pour tous droits 115 livres neuves et 65 centimes. Le conservateur, signé COLLOMB.

État de toutes les inscriptions existantes contre et sur les biens vendus par David-Gédéon Ausières et Jacques Ausières, habitants à Genève, à Claude-Marie Collomb de St. Cergues, par acte du 28 janvier 1819, reçu M.^e Bertholet notaire, qui les a cédés à M. Louis-Joseph Jaillet de St. Cergues, par acte du 2 février 1820, Thorens notaire, suivant les certificats délivrés par M. le conservateur audit M. Jaillet, les 20 juillet, 30 juin 1824, 20 août et 11 juillet 1825, contenant toutes celles prises jusqu'à ce dernier jour au bureau de St. Julien.

DATE et nature des privilèges ou hypothèques.	N O M S des créanciers inscrits.	MONTANT des inscript. ^{ons}
---	--	--

1.^o Contre Jacques Ausières.

Jugement du 20 octobre

1810, inscrit le 22 novembre
1810; arrêt du Sénat du 19
août 1822. Canton Jean-François. 5594 82

Contrat d'échange du 12 Jandin François, et Girod
juillet 1817, Jacquier not.^{re} Marie-Péronne. 5000 00

Jugemens des 31 mars et
9 mai 1810; quittances des
24 juillet, 7 novembre 1820
et 30 novembre 1821; arrêts Déonnaz Judith et Laure. 1117 65
du Sénat des 25 janvier, 9
août 1819 et 14 juillet 1820,
inscrits le 26 mai 1810.

Jugement du 21 juillet
1812, inscrit le 28 septem- Jeanne-Louise Francillon,
bre 1812. épouse de Jean Jacquemier. 1400 00

Bail du 11 septemb. 1816,
Chatrier notaire; jugemens
des 20 septembre 1817, 4 Grubel Guillaume et Nico-
juillet 1818 et 16 janvier las père et fils. 1800 00
1819.

2.^e Contre David Ausières.

Contrat d'échange du 12 Jandin François et Girod
juillet 1817, Jacquier not.^{re} Marie-Péronne. 5000 00

Jugemens des 31 mars et
9 mai 1810; quittances des
24 juillet, 7 novembre 1820
et 30 novembre 1821; arrêts Déonnaz Judith et Laure. 1117 65
du Sénat des 25 janvier, 9
août 1819, 14 juillet et 11
août 1820, inscrits le 26
mai 1810.

Jugement du 21 juillet
1812, inscrit le 28 septem- Jeanne-Louise Francillon,
bre 1812. épouse de Jean Jacquemier. 1400 00

Bail du 11 septembre 1816, Chatrier notaire; jugemens des 20 septembre 1817, 4 juillet 1818 et 16 janv. 1819.	Grobel Guillaume et Nico- las père et fils.	1800 00
--	--	---------

3.^e Contre Charles Ausièras.

Jugement du 20 octobre 1810, et arrêt du Sénat du 19 août 1822.	Capton Jean-François.	5594 82
---	-----------------------	---------

Obligation du 10 mai 1810, Rochette notaire, inscrite le 20 mai 1811.	Marie Bénédicte, veuve de Jean Kerk.	7505 00
---	---	---------

Jugement du 17 août 1810.	Chevrant François.	8780 00
---------------------------	--------------------	---------

Jugemens des 31 mars et 9 mai 1810; quittances des 24 juillet, 7 novembre 1820 et 50 novembre 1821; arrêts du Sénat des 25 janvier, 9 août 1819, 14 juillet et 11 août 1820.	Déonnax Judith et Laure.	11117 65
--	--------------------------	----------

Jugement du 8 décembre 1810.	Dérnat Claude-Marie et Joseph.	9856 40
---------------------------------	-----------------------------------	---------

Jugement du 21 juillet 1812, inscrite le 28 septem- bre 1812.	Jeanne-Louise Francillon, épouse de Jean Jacquemier.	1400 00
---	---	---------

Jugement du 9 octobre 1813.	M. ^e Louis Decrey fils.	294 00
--------------------------------	------------------------------------	--------

Jugement du 9 octobre 1813.	M. ^e Louis Decrey fils.	400 00
--------------------------------	------------------------------------	--------

Obligation du 9 octobre 1810, inscrite le même jour.	M. ^e Alexandre Anthoinoz.	4545	24
---	--------------------------------------	------	----

Jugemens des 29 août, 12 septembre, 17 octobre et 10 novembre 1810; actes d'affertation d'hypothèques des 23 janvier et 5 mai 1815, Bastard notaire; obligation du 25 mai 1815, Moynat notaire, inserits les 1. ^{er} et 25 octobre, 6 et 7 décembre 1810, 30 janvier, 5 et 26 mai 1815.	M. Favre Jean-François.	22860	75
--	-------------------------	-------	----

4.^e Contre Gédéon Ausières.

Jugement du 20 octobre 1810, inserit le 22 novembre 1810; arrêt du Sénat du 19 août 1822.	Canton Jean-François.	3594	82
--	-----------------------	------	----

Jugement du 21 juillet Jeanne-Louise Francillon, 1812. épouse Jacquemier.		1400	00
--	--	------	----

5.^e Contre David, soit David-Gédéon Ausières.

Jugement du 20 octobre 1810, inserit le 22 novem- bre 1810; arrêt du Sénat du 19 août 1812.	Canton Jean-François.	3594	82
--	-----------------------	------	----

Contrat d'échange du 12 juillet 1817, Jacquier not. ^{re}	Jardin François, et Girod Marie-Péronne.	3000	00
--	---	------	----

Jugemens des 31 mars et
et 9 mai 1810; quittances
des 24 juillet, 7 novembre

1820 et 30 novembre 1821 ;
arrêts du Sénat des 25 jan- Déonnaz Judith et Laure. 11117 65
vier, 9 août 1819, 14 juillet
et 11 août 1820.

Jugement du 21 juillet
1812, inscrit le 28 septem- Jeanne-Louise Francillon, 1400 00
bre 1812, épouse de Jean Jacquemier.

Bail du 17 septembre, 1816,
Chatrier notaire ; jugemens Grobel Guillaume, et Ni- 1800 00
du 20 septembre 1817, 4
juillet 1818 et 16 janv. 1819. eolus père et fils.

6.^e Contre Collomb Claude-Marie.

Vente du 11 mars 1817,
Thorens notaire. Baud Pierre. 200 00

Jugemens des 31 mars et
9 mai 1820 ; quittances des
24 juillet, 7 novembre 1820
et 30 novembre 1821 ; arrêts Déonnaz Judith et Laure. 11117 65
du Sénat des 25 janvier, 9
août 1819, 14 juillet et 11
août 1820.

Jugement du 21 juillet
1812, inscrit le 28 sep- Jeanne-Louise Francillon, 1400 00
bre 1812, épouse de Jean Jacquemier.

Vente du 28 janvier 1819, David-Gédéon et Jacques
Bertholet notaire. Ansieres. 20000 00

DÉONNAZ procureur.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 28 Octobre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 27 octobre. Nous recevons de Gènes la nouvelle, confirmée d'ailleurs par la *Gazette Piémontaise* du 29 du courant, nouvelle extrêmement honorable pour le pavillon royal de S. M., de l'aplanissement des différends survenus avec le Pacha de Tripoli. Malgré la présence de la Division navale devant le port de cette résidence, le Pacha persistait dans ses prétentions, quoique contraires à tous les traités antérieurs. Le Commandant s'est vu obligé d'agir hostilement; l'action n'a duré qu'un petit nombre d'heures, grâce à l'habileté, à la promptitude, à l'énergie avec lesquelles elle a été conduite, ainsi qu'à l'intrepidité des équipages. La Division ayant incendié plusieurs bâtimens de guerre armés et mouillés dans le port, et menacé la ville même, le Pacha a demandé à traiter; il a confirmé le traité existant et a souscrit à toutes les justes propositions qui lui ont été faites. Ces nouvelles ont été apportées à Gènes par le vaisseau royal le *Commeire de Gènes*, commandant l'expédition.

— Après une automne superbe et une température très élevée, plus ou moins soutenue jusqu'au 17 du courant, le temps a subitement changé du 18 au 19; le baromètre est descendu de douze lignes en deux jours; une pluie de plus de trente-six heures consécutives faisait craindre de prochaines inondations. (Voyez plus bas). Le 20, la neige a commencé à blanchir les sommets de nos montagnes, et depuis lors il en est tombé à plusieurs reprises et beaucoup plus bas. Le 22, au lever du soleil, le thermomètre n'était qu'à un degré et demi de Réaumur au-dessus de la glace.

— Le 20 de ce mois a été, pour diverses parties de la province du Faucigny, un jour d'alarmes et de consternation. Une pluie, tombée pendant

la nuit du 19 au 20 avec une abondance extraordinaire, a fait enfler les rivières et surtout les torrents, d'une manière telle que, quant à ces derniers, la mémoire des hommes n'a pas conservé le souvenir d'une crue semblable dans ce pays. La rivière d'Arve, où ces torrents viennent se décharger, élevée à la hauteur de 1778, elle a offert, pendant quelques heures, un spectacle effrayant, roulant dans ses eaux linéaires des bois de toute espèce, des débris de ponts, des voitures et même des chevaux. Le bourg de Tignes a couru les plus grands dangers, par la destruction des anciennes digues qui le protégeaient contre le torrent de l'Orny, dont l'irruption sur la rive gauche a coupé la nouvelle route du bourg. La route provinciale qui joint de ce lieu au Chablais par la commune des Grés, a été détruite sur une longueur d'environ une lieue, par d'énormes éboulements qu'ont occasionnés les eaux. A Samoëns, les habitants ont passé la nuit dans les plus vives alarmes, redoutant de voir d'un instant à l'autre le torrent impétueux de Clévioux rompre ses digues et se diriger sur le bourg. Une maison dans un lieu voisin a été entraînée avec le sol même sur lequel elle était construite. Les environs de Bonneville ont aussi beaucoup souffert soit des eaux de l'Arve, soit de celles du torrent du Borne, sorti en partie du son lit par une large brèche faite à ses digues. Plusieurs habitants se sont vu forcés d'abandonner précipitamment leurs demeures, ayant à peine le temps de faire avec leurs bestiaux. Le même torrent a entièrement coupé la route qui, de cette province, conduit en celle du Genevois, par la vallée du Petit-Bornand. Dans la commune d'Arenthon, deux malheureux enfants ont été ensevelis sous les eaux en passant un petit pont, au moment même où elles l'ont emporté. Enfin il est, dans cette province, peu de localités voisines des torrents, qui n'aient à déplorer quelque accident plus ou moins funeste, et où les dommages causés aux digues, aux routes et aux propriétés particulières, ne soient considérables. Ainsi chaque partie de notre malheureuse Savoie est alternativement désolée par cet élément terrible dont la violence est parfois invincible.

PIÉMONT.

Turin, 19 octobre. I. L. M. M. sont parties le 17 sur la route de Modène. Avant leur départ, Elles ont reçu les hommages et les vœux de S. A. S. le Prince de Savoie-Carignan, ainsi que des personnes revêtues de premières dignités et charges de l'Etat et de la Cour.

— Par Brevet du 14 de ce mois, S. M. a nommé Vice-Président de la

Chambre d'Agriculture et de Commerce de Turin, M. le Marquis Lascaris de Ventimiglia, Directeur de la Société Agricole.

M. Michel Merlati, Sous-Secrétaire du Magistrat du Consulat de Turin, est nommé Secrétaire de ladite Chambre ; et M. François-Antoine Siamonda est nommé Sous-Secrétaire de la même Chambre.

— Par Décret du 15 du courant, et en vertu de l'article 5 des Patentes Royales du 4 janvier dernier, M. le Comte et Chevalier Grand-Croix Rugez de Chateaux, Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires internes, a nommé Membres de la Chambre d'Agriculture et de Commerce de Turin, MM. le Marquis Michel-Joseph-François Bens de Gavours ; le Comte Louis Francesotti ; le Comte Giriodi ; Jean-Baptiste Barbarous ; Félix Nigra ; Joachim Bracchetto ; Charles Callaneo ; Pierre Sella ; Jacques Martinolo ; Jean-Baptiste Chiariglione ; Joseph Sterpone ; Jean-Baptiste Andreis ; Dominique Vicino ; et Victor Selopis.

20 Octobre. L^{les} MM. sont arrivées à Vuglières le 18 au soir et en sont reparties le lendemain après la messe, pour Plaisance, accompagnées des acclamations et des vœux de toute la population. Leur arrivée à Vuglières a été célébrée, comme dans tous les lieux qui ont le bonheur de jouir de leur présence, par les témoignages les plus vifs de l'allégresse publique et de l'amour que tous leurs sujets portent à leurs augustes personnes.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette publique,
à dater du 1.^{er} octobre 1825.

Du 15 au 18 octobre 1825 : 103 liv. 50 c. ; valeur en monnaie courante pour chaque livre, valeur du Tarif.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

S. M. le Roi de Bavière (Maximilien-Joseph) a été frappé d'un coup d'apoplexie, le 15 octobre. Il était âgé de 59 ans 4 mois et demi, étant né le 27 mai 1756. Le prince royal (Charles-Louis-Auguste) qui lui succède, a 32 ans.

— On assure que des négociations expresses vont s'entamer entre les divers cabinets de l'Europe, au sujet de la Grèce.

— La Porte a reçu la nouvelle de l'arrivée du Capitan-Pacha, le 15 août, dans le port d'Alexandrie. On a dit que le général français Roche, de concert avec M. Washington, a fait proposer un armistice à Ibrahim-Pacha, qui l'a rejeté.

— Une lettre du midi de l'Allemagne contient ce qui suit :

« Le départ d'une escadre russe pour la Méditerranée est un événement

très-remarquable dans les circonstances où se trouve la Grèce. Les prochains combats que vont se livrer les Grecs et les Turcs auront pour témoins les forces navales de toutes les puissances maritimes de l'Europe; ce sera un tournoi où les combattans seront jugés par un jury composé des amiraux français, anglais, autrichiens et russes. Jamais événement n'a été plus favorable à la cause des Grecs, jamais neutralité n'a été plus scrupuleusement observée dans la lutte où tous les membres de la Sainte-Alliance se trouvent plus ou moins engagés. Pour éviter une rupture fâcheuse, l'équilibre établi par la neutralité sera parfait.»

— Des lettres particulières arrivées de Patras à Trieste, par deux brichs autrichiens, affirment que soixante bâtimens et vingt brûlots grecs se sont portés vers les eaux d'Alexandrie, pour attaquer l'escadre combinée qui doit transporter les troupes de la nouvelle expédition.

— L'*Observateur Autrichien* dément la nouvelle d'un prétendu cordun sanitaire autrichien et russe, sur les frontières de la Turquie.

— La Porte a expédié un mihimidar à Teoudas, pour recevoir l'agent américain des États-Unis, chargé de négocier pour obtenir la libre navigation de la Mer-Noire. Cette démarche de la Porte a fait une grande sensation à Constantinople, et paraît d'un bon augure pour le succès de la négociation. L'escadre américaine a quitté Smyrne, pour retourner, dit-on, dans les eaux de Napoli de Romanie.

A N G L E T E R R E.

M. Mentes, messenger du Roi, est parti le 11, du ministère des affaires étrangères, avec des dépêches pour Paris.

— Les dernières nouvelles officielles de l'Inde annoncent que le Roi d'Ava a fait aux Anglais des propositions de paix.

— On parle de longues conférences qui doivent avoir eu lieu entre M. Canning et les ministres de France, d'Autriche et de Russie, au sujet des affaires de la Grèce. Lord Strausfort part incessamment pour Pétersbourg, et M. Stratford-Canning est parti le 4, pour Constantinople.

— L'ouragan du 26 septembre a causé de grands dégâts à la Guadeloupe et à la Dominique.

— Les principales maisons qui font le commerce du Levant préparent une adresse à M. Canning, pour exprimer leur satisfaction au sujet de la proclamation du Roi qui prohibe les armemens hostiles contre la Turquie.

— Le capitaine Parry est arrivé à Londres. Après avoir passé l'hiver de

1824 à 1825, à Port Bowen, dans le passage du Prince-Régent, les deux vaisseaux se trouvèrent pris le 1.^{er} août dans les glaces près de terre.

FRANCE.

Paris, 19 octobre. La statue équestre de Louis XIV est heureusement arrivée à Lyon, le 15 de ce mois, au milieu d'une grande affluence des habitants.

— On apprend que le port de Corfu a été érigé en port-franc, dès le 1.^{er} septembre dernier.

— Le camp de Louvéeville a été dissous le 15 de ce mois, et les régimens qui en faisaient partie ont pris la route de leurs garnisons.

— M. le prince de Nariskin, grand-chambellan de S. M. l'Empereur de Russie, est arrivé à Paris.

13 Octobre. M. Ancelot a eu l'honneur de faire hommage au Roi, de son poëme de *Maria de Brabant*, ouvrage où l'auteur a introduit avec le plus heureux succès l'innovation des formes dramatiques.

— La fête de Saint-Charles sera célébrée cette année et à l'avenir, dans tout le royaume, de la même manière que l'était celle de la Saint-Louis.

Actions de la banque de France : 2165 fr.

Cinq pour cent consolidés : 99 fr., 85 c. ; 99 fr., 95 c.

Trois pour cent : 71 fr., 95 c. ; 72 fr.

VARIÉTÉS.

NOTICE sur un phénomène observé dans l'île de Méléda, province de Raguse. (Extrait de la Bibliothèque Universelle).

« Le docteur Stulli adresse de Raguse, sous la date du 4 juin 1825, les détails suivans, sur un phénomène observé non loin de cette ville, dans l'île de Méléda, et qui paraît difficile à expliquer d'une manière satisfaisante.

« L'île de Méléda est située dans la Mer Adriatique, vis-à-vis du territoire de Raguse, dont elle fait partie, sous 40° 50' de latitude N. Elle est longue de sept lieues ; sa plus grande largeur est d'environ une lieue. Vers le milieu de l'île est le valon de Babino-Paglic,

large d'une demi-lieue , et entouré de montagnes assez élevées ; un village de même nom en occupe le centre.

« Le 20 mars 1822 , au point du jour , on entendit pour la première fois à Rabino-Poglie un bruit qui ressemblait à celui du canon : quoiqu'il parût être le résultat d'explosions éloignées , cependant il occasionnait une espèce de frémissement dans les portes et les fenêtres des maisons du village. Ce bruit se fit entendre dès lors chaque jour. Pendant les trois premiers mois , les habitants disputaient entr'eux sur le lieu d'où portaient ces décharges journalières ; les uns croyaient que quelques vaisseaux faisaient l'exercice à feu en pleine mer , ou dans l'un des ports de la Dalmatie ; les autres , que de l'artillerie turque était à l'instruction dans l'une des villes de la frontière ottomane. Ces conjectures servent à démontrer que les détonations n'étaient accompagnées d'aucun symptôme local de tremblemens de terre , ni d'aucun mouvement dans l'atmosphère. Le préteur de l'île apposa quelques personnes sur les hauteurs qui environnent Rabino-Poglie , pour découvrir , s'il étoit possible , la direction dans laquelle le son arrivait ; mais ils ne purent observer aucune direction constante : les coups se faisaient entendre tantôt d'un côté , tantôt de l'autre , tantôt au-dessus de leurs têtes. Le préteur descendit lui-même dans quelques grottes profondes et spacieuses qui existent dans l'île ; il y régnaît un silence complet. L'effet étoit le plus sensible à Rabino-Poglie , et diminuait à mesure qu'on s'éloignait de ce point : il étoit presque imperceptible aux extrémités de l'île.

« Il y avoit quatre , dix et jusqu'à cent détonations par jour ; leur force s'accrut à tel point , qu'on pouvoit les assimiler au bruit d'une pièce d'artillerie de gros calibre. Elles avoient lieu dans toutes les saisons , à toutes les heures de la journée , que le temps fût beau ou orageux , qu'il y eût flux ou reflux , que la mer fût calme ou agitée. Ce fut au mois d'août 1823 que se firent entendre les plus violentes ; il y avoit alors quatre mois qu'il n'étoit tombé de pluie ni dans la province de Raguse , ni dans la Turquie limitrophe ; les ruisseaux étoient à sec , et les eaux des rivières du continent voisines fort basses.

« Les choses allèrent ainsi , à quelques variations près , jusqu'au mois de février 1824. A cette époque , il y eut un silence qui dura sept mois. Les détonations recommencèrent en septembre de cette même année , et ont continué jusqu'au milieu de mars 1825 , mais elles étoient beaucoup plus faibles et plus rares. Elles ont alors cessé

de se faire entendre, mais on ne peut prévoir si ce silence sera seulement temporaire. Il y a eu, pendant la durée du phénomène, des intermittences de plusieurs mois; mais alors le bruit ne cessait jamais qu'après de très-fortes détonations, et il reprenait d'une manière brusque et avec intensité, tandis que le silence actuel a été précédé de détonations de plus en plus faibles: les dernières n'étaient qu'un son sourd et profond qui ressemblait au bruit d'un écho répétant des coups de canon éloignés, et elles donnaient l'idée de l'affaiblissement graduel de la cause de ce fait extraordinaire.

« Les détonations n'ont jamais été accompagnées d'aucun phénomène lumineux du genre des météores; on n'a observé, pendant leur durée, aucune modification locale de l'atmosphère, ni accumulations de nuages, ni vents impétueux, ni grands coups de tonnerre, ni neiges abondantes, ni pluies arroses; le baromètre et l'électromètre n'ont offert aucun mouvement extraordinaire. Enfin, il n'y a pas eu de tremblement de terre proprement dit: seulement les portes et les fenêtres des maisons ont été secouées; il y a eu quelques légers éboulemens de terrains meubles, comme il arrive lorsque l'air est ébranlé par une détonation quelconque. La nature du son n'indiquait point un bruit souterrain, mais plutôt une explosion qui aurait eu lieu dans l'atmosphère ambiante.

« Le docteur Stullé, auquel nous devons les détails précédens, imagine, pour expliquer ce phénomène singulier, une émission considérable de gaz élançés dans quelque foyer situé au-dessous de l'île de Méléda, ou communiquant avec elle par des voies souterraines, et qui frappant brusquement l'atmosphère dans leur expansion subite, y détermineraient des secousses violentes semblables à une explosion. Il va même jusqu'à donner le nom d'*Eoles* à ces volcans d'une nouvelle espèce. Nous ne nous arrêterons pas à discuter la valeur de cette hypothèse, que du reste les observations locales du Préteur et des habitans ne nous paraissent guères confirmer. »

N.B. En effet, un dégagement de gaz sorti des entrailles de la

terre, et dont la force expansive aurait l'intensité nécessaire pour produire à son issue d'oussi fortes détonations, ne pourrait avoir lieu sans exciter des commotions souterraines, et par conséquent sans effets sensibles, sinon dans les couches extérieures, du moins dans les cavités plus ou moins profondes. Le silence absolu qui régnait dans les grottes, et les résultats des observations météorologiques semblent démontrer que le foyer des détonations n'était ni dans l'intérieur du sol, ni dans l'atmosphère locale. Il y aurait donc peut-être quelque vraisemblance à le supposer dans un lointain plus ou moins distant, en admettant que le bruit des explosions était répercuté sous divers angles par les rochers élevés qui dominent le vallon intérieur de l'île, et réfléchi de l'un à l'autre autour du vallon. Cette hypothèse, jointe aux variations dans la direction des vents, nous paraîtrait pouvoir se prêter à l'explication des principales circonstances du phénomène.

Note du Réd. du J. de Sav.

A VENDRE

Une centaine, plus ou moins, de peupliers d'Italie. S'adresser au jardinier d'Angleterre.

CHARADE.

Mon premier est doué d'une grande puissance ;
Aux sables bras de l'homme il prête son secours ;
Dans les arts, à son aide on a souvent recours ;
Par sa force il supplée à notre insuffisance.
On doit craindre l'effet qu'annonce mon dernier ;
C'est parfois un désordre auquel il faut s'attendre ;
Et pourtant il ne fait entendre
Que la moitié du bruit qu'exprime mon entier.

Le mot de la dernière *Enigme* est *centre*.

Marchés de Chambéry, des 18, 20 et 22 Octobre 1825.

FLEU.	Prix.	L. VERTUEUX.		L'HÉRICOURT.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		14	50	17	48
Seigle.		9	50	12	42
Orge.		6	00	10	00
Sarrasin.		4	00	5	35
Mais.		10	00	10	00
Avoine (1).		8	50	6	65
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	25
Vin, 1. ^{re} qualité, idem.				0	60

(1) Rapport des 3 mois
en hectolitre :
Froment. . . 0. 813
Seigle. . . 0. 565
Avoine. . . 1. 937

MANIFESTE .

Pour la vente, par subhastation, des immeubles de Catherine Bruyand, épouse de Marc Ailloud, situés rière la commune des Mollettes.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre fait savoir que, par décret sur requête de dame Jeanne Michaud, épouse du sieur Joseph-André Grassis, demeurant à St. Pierre-d'Albigny, en date du 6 mai dernier, il a été enjoint à Catherine Bruyand, femme de Marc Ailloud des Mollettes, de payer à ladite dame Grassis, dans le terme de 30 jours, 1.^o la somme de 552 livres neuves, 67 centimes; 2.^o celle de 30 liv., 40 cent., pour 1 an, 4 mois d'intérêts échus au 2 dudit mois de mai; 3.^o les dépens de ladite requête, décret, enregistrement et signification. La notification de ce décret a été faite le 17 du même mois, par le sergent royal Gamcu. Que sur requête signée par les mariés Grassis, lesquels ont fait éllection de domicile en la personne et étude de M.^e Alexis-Guérin Cornier, procureur au Sénat, le Seigneur Juge-Maje, Préfet de ce Tribunal, leur a permis, par son décret du 26 août dernier, dûment enregistré, de faire citer ladite Catherine Bruyand, femme de Marc Ailloud, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier, en date du 13 septembre lors suivant, pour comparaître à l'audience du 24 dudit mois de septembre, et par ordonnance dudit jour, le Tribunal, sur réquisition de M.^e Ailloud, substitut de M.^e Cornier, procureur et mandataire desdits mariés Grassis, où le rapport et l'avocat-fiscal, a autorisé la vente des immeubles désignés en la requête qui précède le susdit décret du 26 août dernier, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères sur la manifeste qui serait dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans la susdite requête, a fixé la première enchère à l'audience de ce Tribunal du 19 novembre prochain, à 9 heures du matin, et a commis l'huissier Exertier pour faire la notification prescrite par l'édit du 16 juillet 1827; la susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du 26 août dernier, de même que la susdite ordonnance dudit tribunal du 24 septembre lors suivant, et enregistrement du tout ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commis, en date du 25 octobre courant, auxdits mariés Ailloud et une copie

authentique du tout, signée par le procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constate du certificat du 26 dudit mois d'octobre courant, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M. Demeuget, conservateur.

Désignation des immeubles à subhaister, situés rièrè la commune des Mollettes.

N.^o de la mappe 52, pré et maison habitée par les mariés Ailloud à la Guerse, de la contenance du 176 toises, 5 pieds, ayant 9 sous, 3 deniers de taille, et se continuant par un ruisseau et des chemins de toutes parts.

N.^o 26, pré à Cotte-Vuillod, pour un quart du levant, contenant 54 toises, 1 pied, de la taille de 1 sou, 1 den., ayant pour confins la terre des héritiers de Pierre Ailloud du levant, et le surplus dudit numéro du couchant.

N.^o 950, champ au Perrosset, pour un quart du nord, de la contenance de 155 toises, 4 pieds, chargé en taille de 8 sous, confiné par les propriétés du sieur Antoine Nicohet de toutes parts.

N.^o 1651, bois à Blanchard, pour un quart du couchant, de la contenance de 100 toises, chargé en taille de 9 deniers, confiné par le territoire de Villard-Roux du midi, un chemin et ruisseau du nord et la propriété des héritiers d'André Duing du couchant.

N.^o 1705, bois à l'Essert, pour un quart du nord, de la contenance de 69 toises et de la taille d'un sou, confiné par celui de Jean Ailloud du levant, et de M. Delagard du couchant.

N.^o 1758, bois à la Poutière, pour un quart du nord, de la contenance de 85 toises et 1 pied, de la taille de 8 deniers, confiné par celui de Jean Ailloud du levant et nord, celui de Jean Combaz du midi, et des huits Balan du couchant.

Conditions de la vente.

1.^o Les biens ci-dessus seront enchéris sur la somme de 120 liv. b., somme à laquelle la poursuivante offre la première mise à prix qui excède 60 fois le montant de la contribution foncière, dont le total arrive à 1 liv., 8 den., ancienne monnaie.

2.^o L'excédant provenant de la vente, sera appliqué à payer les créances hypothécaires existantes sur lesdits biens, exigibles ou non, à quoi ladite dame Grassis, s'est soumise par son offre.

3.^o Qu'en conformité de l'article 104 de l'édit hypothécaire, ladite Bruyand, son mari et leurs enfans vivant avec eux, ne seront pas admis à enchérir.

4.^o Ne seront admis à faire des offres que ceux qui, avant l'audience, se seront faits inscrire sur le registre du greffe, avec l'autorisation préalable de M. le juge-maje.

5.^o L'adjudicataire prendra les biens dans l'état où ils seront lors de l'adjudication, et se chargera des contributions, dès l'année qu'il prendra récolte.

6.^o Il paiera, outre les frais d'adjudication, inscription et transcription, tous ceux de poursuite dès et y compris la requête du 26 août dernier, et en, sans répétition, ni diminution du prix de l'adjudication qui sera payé suivant l'ordre à intervenir, avec intérêts dès le jour de l'adjudication définitive.

En exécution des ordonnances et décrets ci-devant énoncés, et à la requête de dame Jeanne Michoud, épouse du sieur Joseph-André Grassis, ayant pour procureur M.^r Alexis-Guérin Garnier, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de judicature-maje, séant à Chambéry (section des vacances), rue Juiverie, maison d'Allinges, le samedi 19 novembre prochain, à 9 heures du matin, sur la mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de 120 liv. n.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré Journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mandé à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affictions, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 26 octobre 1825.

Claude REVER, subst. gr.

Enregistré à Chambéry, le 26 octobre 1825, vol. 26, case 462, folio 44 verso, perçu trois livres. RAUDE.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'immeubles sis en la commune de St. Paul sur Yenne, appartenans à Dominique Goybet, par suite de l'augmentation d'un sixième mis par le sieur Joseph Dalmais, sergent royal, habitant à Yenne.

Le Tribunal de Judicature-Moje, séant à Chambéry, fait savoir que, par sa sentence du 15 avril 1825, il a été enjoint à sieur Dominique Goybet de payer dans 30 jours au sieur François Grobert, commissaire des guerres en retraite, chevalier de St. Louis, officier de la légion d'honneur, domicilié de Grenoble, habitant à Méry, avec dommages-intérêts tels que de droit : 1.^o la somme de 1100 livres anciennes, soit d'icelle la vraie valeur en livres neuves; 2.^o celle de 226 livres, 55 centimes, pour annuités échues et faisant le mérite du jugement du 11 août 1825; le tout avec dépens. Cette injonction a été faite par exploit du sergent royal Mongevin, du 30 avril dernier, suivant le prescrit de l'article 199 de l'édit du 16 juillet 1822. Par décret du Seigneur Sénateur Juge-Moje, du 2 juillet échu, enregistré le 4, il a été permis audit M. Grobert de faire citer ledit sieur Dominique Goybet, qui a été assigné par exploit du sergent royal Mongevin, du 9 même mois, pour paraître à l'audience du tribunal du 18 dudit mois de juillet.

Ledit jour, le tribunal a rendu ordonnance enregistrée le 27 juillet, sous le droit de 15 livres, 60 centim., au vol. 4, case 334, folio 52. Signé BAUDÉ receveur.

Par laquelle ordonnance le tribunal a autorisé la vente des immeubles dont s'agissait en la requête du 2 juillet, et a fixé l'audience pour la première enchère au 26 août lors prochain, à neuf heures du matin. Lesdites ordonnances, avec les requêtes et extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés audit Dominique Goybet par l'huissier Augustin Exertier, à ce commis, ainsi que ci-dessus, par exploit du premier août, et transcrit au bureau de la conservation des hypothèques de Chambéry, le 2 dudit mois d'août.

Manifeste ayant été dressé le 2 dudit mois d'août, enregistré le même jour sous le droit de 3 livres, signé Baudé, notifié, publié, affiché et inséré au Journal suivant le prescrit du susdit édit.

A l'audience du 26 dudit mois d'août, la totalité des immeubles dont s'agit a été provisoirement adjugé à M. Murard, notaire royal à Chambéry, pour la somme par lui offerte de 5000 livres

neuves, et le tribunal a fixé l'adjudication définitive à l'audience, du 8 octobre courant, jour auquel la totalité desdits immeubles a été définitivement adjugée, sauf le cas prévu par l'art. 106 du susdit édit du 16 juillet 1822, au sieur Claude Moiroud, sous le cautionnement des frères Joseph et Anthelme Vessallet, tous propriétaires cultivateurs, demeurant rière ladite commune de St. Paul, pour la somme par lui offerte de 9100 livres, comme plus offrant et dernier enchérisseur, aux clauses, charges et conditions désignées au susdit manifeste, en y comprenant dans ladite adjudication les immeubles qui avaient été omis d'être désignés au susdit manifeste, et qui sont désignés tant au susdit jugement d'adjudication définitive qu'au présent manifeste; le tout du consentement dudit Dominique Gaybet.

Par acte mis au greffe dudit tribunal, en date du 21 du courant mois d'octobre, le sieur Joseph fils émancipé de vivant Noël Dalmais, sergent royal, né et domicilié de la commune d'Yenne, s'étant prévalu de la faculté accordée par le susdit article 106 du susdit édit du 16 juillet 1822, a déclaré faire augmentation de la somme de 1516 livres neuves, 65 centimes, montant du sixième, sur les immeubles qui ont été adjugés audit Claude Moiroud, le 8 du courant et ci-après désignés, pour la susdite somme de 9100 livres, se soumettant en outre ledit sieur Joseph Dalmais aux clauses, charges et conditions du susdit manifeste, qui a précédé ladite adjudication définitive, faite audit Claude Moiroud, et autres clauses requises. Visant à ces fins donnée en la personne et étude de M.^e Claude Charvet, procureur au Sénat, demeurant audit Chambéry; de quoi il a requis acte, ce qui lui a été octroyé. Cet acte a dûment été enregistré, ledit jour 21 du courant, sous le droit de 5 livres, signé Baudé; et sur l'exhibition d'icelui, spectable Pierre-Joseph Lathoud, assesseur audit tribunal, faisant fonctions de Lieutenant Juge-Maje, a fixé l'audience pour la nouvelle enchère au 19 novembre prochain, à 5 heures après midi, et a ordonné que manifeste sera dressé par le greffier de ceans, pour être notifié, publié, affiché et inséré au Journal de Savoie, suivant ce qui est prescrit au susdit édit du 16 juillet 1822.

Cette ordonnance a été dûment enregistrée le 24 dudit mois d'octobre courant, sous le droit de 5 livres. Signé RAME.

Désignation des immeubles portés au susdit manifeste.

ARTICLE 1.^{er} Un mas de terrain, renfermant prés, blachères

champs et broussailles , lieux dits aux Vauls , aux Contamines , aux Cluset et à la Verdaz , commune de St. Paul sur Yenne , fixés sous les n.^{os} 155 , pour partie , 156 , 157 , 158 , 159 , 167 , 168 , 169 et 170 de la mappe de ladite commune , contenant en tout 25 journaux , 116 toises et 5 pieds en un seul mas , confiné au levant par le pré de M. le Général Comte de Boigue et un chemin , au couchant par les champs et jardins de Charles Carlet , au nord par un chemin et au midi par le pré d'Antoine Goybel. Ce mas est imposé en tout 9 livres , 14 sous , 7 deniers , ancienne monnaie , de taille. La mise à prix étoit de 700 livres.

ART. II. Maison , grange , cour , jardin et verger à Chaillères , territoire de la même commune , sous n.^{os} 191 , 192 , 203 , 204 , 205 , 206 , 207. Plus , un mas de biefs en prés , pâturages , broussailles , vignes , bois et champs , lieux dits à Perrille et à Chaillères , contenant en tout 26 journaux , 226 toises , 4 pieds , à forme du cadastre avec les objets indiqués au commencement du présent article , fixés sous les n.^{os} 182 , 183 , 194 , 195 , 196 , 197 , 198 , 215 pour partie , 216 , 217 , 218 , 219 , 220 1/2 , 221 pour partie , 287 pour partie , 186 , 189 , 190 pour partie et 195 , confinés au levant par un chemin et en partie par le champ de M. le G^{en}. Comte de Boigue , au nord par le ruisseau de la Melline , au midi par le chemin public tendant à Saumont , au couchant par un ruisseau dit de Colliard et les propriétés de M. le Comte de Saumont. Il y a , à forme du cadastre , 6 journaux , 288 toises , 2 pieds de prés et pâturages ; 1 journal , 172 toises , 6 pieds de blachères ; 197 toises , 6 pieds de broussailles ; 1 journal , 95 toises , 6 pieds en vignes ; 14 journaux , 287 toises , 6 pieds en champs. Ledit article contenant en tout 26 journaux , 226 toises , 4 pieds , paie 11 livres , 10 s. de taille , ancienne monnaie. La mise à prix étoit de 850 livres.

ART. III. Un champ , lieu dit un Beyssey , sous moitié du n.^o 150 de la mappe de St. Paul sur Yenne , contenant 198 toises , 6 pieds , à forme du cadastre , imposé 9 sous , 11 deniers , ancienne monnaie , confiné au levant par le champ de Claude Batetin-Yullion , au couchant par le champ de Thomas Burgey , au midi l'autre moitié du même numéro , et au nord par un chemin. La mise à prix étoit de 57 livres.

Désignation des immeubles omis dans le susdit premier manifeste , et qui sont compris dans l'adjudication définitive faite audit Claude Moiroud , et qui conséquemment font partie et

seront adjugés avec les autres, le susdit jour 19 nov. prochain.

N.^o 200 de la mappe, pré à Guillères, pour la contenance de 115 toises, 7 pieds.

N.^o 201, pré audit, pour : journal, 45 toises, 5 pieds.

N.^o 202, pré audit, pour une contenance de 52 toises, 5 pieds.

N.^o 208, pâturage et pré, pour : journal, 25 toises, 2 pieds.

N.^o 185, champ aux Perailles, pour 256 toises, 3 pieds.

Ces cinq numéros, contenant en totalité 5 journaux, 51 toises, 6 pieds, sont compris dans les confins donnés dans ledit manifeste.

CLAUSES, CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o C'est de prendre les biens tels qu'ils sont possédés et cultivés par le sieur Dominique Gaybet, ou sa famille, ou ses vassiers, s'il y en a, sans que le plus ou le moins de mesure cadastrale attribuée puisse donner lieu à aucun recours, ou action en supplément de prix, et avec toutes les charges foncières, servitudes actives et passives qui peuvent être respectivement affectées sur chaque pièce de fonds.

2.^o Il faudrait entretenir les baux, s'il y en avait qui fussent en actes publics, ou ayant date certaine.

3.^o Les acquéreurs devront payer le prix de leur acquisition respective aux créanciers qui seront colloqués en ordre utile dans le jugement d'ordre à intervenir, avec les légitimes intérêts dès la date de l'adjudication définitive.

4.^o Les acquéreurs seront tenus de payer comptant, entre les mains de M.^e Prallet cadet, procureur poursuivant, leur cote part au marc la livre des frais de subhastation, émolumens, procédures, injonctions et autres poursuites faites au sujet de la présente, ainsi que la parcelle en sera dressée, et suivant le montant qui en sera fixé par le sieur assesseur rapporteur.

5.^o Ils resteront chargés d'acquitter les impositions foncières de la présente année, et celles arriérées, s'il y en avait, et dont ils auront à s'informer, et particulièrement ils devront faire inscrire le privilège résultant de l'adjudication définitive, en faveur de la masse des créanciers inscrits sur lesdits biens.

6.^o Les biens ci-dessus désignés et confinés seront vendus en trois lots, misés d'abord séparément sur chaque lot, et ensuite en totalité sur la réunion générale des mises à prix partielles et enchères sur icelles.

7.^o Le nouvel adjudicataire, indépendamment des obligations résultantes de son contrat, devra rembourser au précédent les frais par lui faits, en conformité de l'article 108 dudit édit du 16 juillet 1822.

8.^o Les acquéreurs entrèrent en possession sitôt après la notification du jugement de l'adjudication définitive.

En exécution des ordonnances, décret, jugemens et actes ci-devant énoncés et à la requête dudit sieur François Grobert, ayant pour procureur M.^r Jean-François Prallel cadet, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, rue Croix-d'Or, il sera procédé à la vente de la totalité des susdits immeubles par une seule enchère, sur le montant de l'adjudication définitive et de celle de 1516 livres, 68 centimes, offerte en augmentation par ledit sieur Joseph Dalmais.

En conséquence, la susdite enchère aura lieu à l'audience des criées du susdit tribunal, section des vacations, dans la salle ordinaire de ses audiences, située en rue Juiverie de ladite ville de Chambéry, maison d'Allinges, le samedi 19 novembre prochain, à 5 heures après-midi, et les enchères seront ouvertes sur le montant des susdites deux sommes réunies, arrivant ensemble à 10616 livres, 68 centimes.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division ou de Turin; le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77, 102 et 107 de l'édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit tribunal au premier huissier ou sergent royal requis de faire lesdites publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau de ce tribunal, le 24 octobre 1825. Claude REYET, substitut greffier.

Enregistré à Chambéry, le 24 octobre 1825, vol. 26, case 447, folio 42 verso. Perçu 3 livres. BAUDÉ.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 4 Novembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 3 novembre. Voici les observations météorologiques faites pendant le mois d'octobre.

OCTOBRE 1825.

BAROMÈTRE à 0."

Métres.

Pouces Lign.

THERMOMÈTRE.

Centigrade.

de Réaumur.

Du 1 ^{er} au 10	745.4	27	5.	1	Du 1 ^{er} au 10	+ 15° 0.	+ 12° 84
Du 11 au 20	746.6	27	4.	7	Du 11 au 20	+ 13° 6.	+ 10° 88
Du 21 au 31	753.7	27	3.	5	Du 21 au 31	+ 6° 4.	+ 5° 12
Max. le 11	748.4	27	7.	8	Max. le 2	+ 20° 5.	+ 16° 48
Min. le 20	717.0	26	5.	8	Min. le 28	+ 0° 5.	+ 0° 40

— La composition typographique de notre feuille se trouvant avancée au moment où nous recevons les détails de la glorieuse expédition de la Division navale de S. M. devant Tripoli, et ne voulant pas abréger en récit qui doit être du plus grand intérêt pour nos lecteurs, et que nous devons insérer en entier dans notre Journal, comme pièce historique, nous nous voyons obligés à regret de le renvoyer au N.º prochain.

— Nous recevons de nouveaux détails sur les dégâts causés par les eaux, les 19 et 20 octobre dernier, et notamment dans les environs de l'Hôpital et d'Annecy. Chambéry même a été menacé par l'Aïsse, dont le lit s'exhausse chaque année de la manière la plus rapide, soit par le défaut d'un digue convenable, soit par l'obstacle que lui oppose le pont du Rectus, dont la large pile et les arches à moitié obstruées empêchent le libre écoulement des eaux, qui, dans leurs crues fréquentes, n'ayant pas assez de rapidité, laissent chaque fois des dépôts considérables.

Ainsi en un ou deux jours ont suffi pour ravager nos contrées : terrible effet de la déviation des montagnes. Plusieurs ponts ont été détruits ou considérablement endommagés. On préviendrait ces accidents en employant sur nos torrents des ponts suspendus, genre de construction qui laisse le lit des eaux entièrement libre, et dont la solidité est démontrée par l'établissement de plusieurs ponts de cette espèce, et surtout du grand pont en fil de fer sur le Rhône, entre Arles et Tournon.

PIÈCES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 29 octobre : 1.^{re} *LETRES-PATENTES* (du 15 septembre 1825) par lesquelles S. M. approuve le *Règlement* relatif à la fabrication des *Médailles*, et de tout autre travail ayant la forme des monnaies.

2.^{re} *MANIFESTE* de la *Chambre Royale des Comptes* (du 15 octobre 1825) portant notification des dispositions par lesquelles S. M. permet d'employer, dans les gros ouvrages d'argent, le second titre, qui, d'après l'art. 3 du *Règlement* annexé aux *Lettres-Patentes* du 12 juillet 1824, était réservé pour les menus ouvrages; et prescrit une surveillance plus active sur les négocians ambulans d'ouvrages d'or et d'argent.

PIÉMONTE.

Turin, 29 Octobre. S. M. par un *Rescrit* du 20 septembre dernier, a daigné approuver la dépense d'une somme de 52695 l., 27 c. pour la réparation d'une partie de la route royale de Milan, entre Orsango et le pont sur l'Agogna.

Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette publique,
à dater du 1.^{er} octobre 1825.

Du 25 au 27 octobre 1825 : 103 liv. 50 c.; valeur en monnaie courante pour chaque livre, valeur du Tarif.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

Le nouveau Roi de Bavière, S. M. Louis 1.^{er}, avec la Reine Thérèse son épouse, est arrivé à Munich le 18 octobre; il n'a voulu aucune cérémonie à son entrée. Le lendemain, S. M. a prêté le serment prescrit par la constitution. Le service funèbre du feu Roi devait durer trois jours.

— Dans la nuit du 19 au 20 octobre, le débordement de la Saône a causé de grands désastres à Fribourg en Brisgau; la ville basse a été submergée; les habitans ont été obligés de sortir par les fenêtres avec des échelles et ont causé de grandes pertes.

— Il est à craindre que les Grecs ne compromettent gravement leur cause, par les actes de piraterie que leurs corsaires exercent contre les bâtimens des puissances européennes. On cite des faits récents de cette espèce contre un navire russe et un bâtiment autrichien.

— Il paraît qu'Israhim-Pacha est rentré à Tripolitza avec quinze cents hommes, de l'artillerie et des munitions de guerre, qu'il a tirés de Modon, de Corinthe et de Patras, on croit qu'il se dispose à entreprendre le siège de Napoléon de Romanie, même avant l'arrivée de la nouvelle expédition d'Égypte. On croit aussi que le gouvernement grec doit transférer son siège à Salamine.

La *Chronique grecque* du 3 septembre dit, au contraire, qu'on a reçu ce jour-là même à Missolonghi, du Directoire, la nouvelle certaine que Ibrahim-Pacha n'était retourné à Mudon et à Caron qu'avec les deux tiers de son armée, que les Murécotes avaient défait les autres corps ennemis près de Tripolizza et de Dabla, et qu'ils avaient tué ou fait prisonniers plus de cinq cents hommes. Le 2 septembre, selon le même journal, il était entré dans le port de Missolonghi, une goélette chargée de vivres et autres objets.

— Les lettres de Pétersbourg du 2 octobre disent qu'il y est arrivé, au ministère des affaires étrangères, des dépêches de l'ambassadeur russe à Londres, dont l'importance a déterminé le comte de Nesselrode à les transmettre sur-le-champ à l'Empereur, en les recommandant fortement aux courriers. On croit généralement que ces dépêches concernent les affaires de la Grèce et sont le résultat des conférences qui ont lieu à Londres entre M. de Lieven et M. Canning. Il est aussi arrivé, dit-on, à Pétersbourg, des dépêches importantes de Paris.

— Le Pacha Vice-Roi d'Egypte a fort bien reçu le Capitain-Pacha ; il l'a logé dans son palais, lui a cédé son propre appartement, et l'on ajoute qu'entre autres présents considérables, il lui a remis un million de piastres en or. Les Hydriotes, qui s'attendaient à être les premiers attaqués par cette nouvelle expédition, s'étaient fortifiés depuis quelque temps, et l'on dit qu'ils ont fait venir quinze cents hommes de Napoléon de Romante.

ANGLETERRE.

Le vicomte Strongfort s'est embarqué le 18 octobre, pour se rendre à son ambassade à Saint-Pétersbourg.

— Les journaux de New-York du 2 septembre annoncent que l'incendie des bois qui avait eu lieu dans le Maine, n'avait cédé qu'à des pluies abondantes, après avoir eu effet causé les plus grands dégâts.

— Le 21 octobre, près de Cowcock, en Devon, deux bâtimens à vapeur se sont heurtés en mer ; l'un d'eux a coulé bas, et de 80 passagers, il n'en est sauvé qu'une dizaine.

FRANCE.

Paris, 25 octobre. On écrit de Lyon que, le 21 de ce mois, une crue d'eau solite du Rhône et le choc réitéré des radeaux accumulés contre les arches du pont Morand, en ont ébranlé et entraîné quatre arches, malgré toutes les mesures prises par les ingénieurs. Les Broteaux et une partie du faubourg de la Guillotière ont été submergés. Il s'est même écroulé une maison, dont on a heureusement sauvé les habitans.

— La gazette de Madrid annonce le départ du Ferrol, de la nouvelle expédition destinée à renforcer les garnisons de Porto-Rico et de la Havane; elle est composée du corps choisi et distingué. L'embarquement s'est fait aux cris de *Vive le Roi !*

28 Octobre. On écrit de Madrid qu'un décret d'amnistie proposé par la Junta, n'exempte qu'environ trente personnes, qui seront nominativement désignées.

— On a estimé à deux millions les pertes causées aux Broteaux par l'inondation qui a eu lieu à Lyon, et à 30 mille fr., les dommages causés au pont Morand.

30 Octobre. M. l'abbé Guillon, professeur d'éloquence sacrée, prédicateur ordinaire du Roi, qui a eu l'honneur de prêcher la Cène, il y a deux ans, aux Tuileries, prêchera l'Avent cette année devant S. M.

— On écrit de Madrid qu'il se prépare, pour la Havane, une nouvelle expédition beaucoup plus considérable que les deux dernières. Le bruit s'est répandu à Madrid, d'un nouveau changement dans le ministère, et que M. Paez de la Cadena, ambassadeur de Russie, succéderait à M. de Zén Bermudes.

Actions de la banque de France : 2175 fr.

Cinq pour cent consolidés : 99 fr., 80 c. ; 99 fr. 85 c.

Trois pour cent : 71 fr., 75 c. ; 71 fr., 85 c. ; 71 fr., 80 c.

ITALIE.

Le mariage de S. A. R. la Princesse Louise-Charlotte de Lucques, avec S. A. R. le Prince Maximilien, frère de S. M. le Roi de Saxe, publié à Lucques dans les premiers jours d'octobre, a été l'occasion de grandes réjouissances dans cette ville. L'auguste Epouse est partie de Lucques, pour Dresde, le 17 octobre, laissant à la Cour et dans toutes les classes de la population, les plus vifs regrets, causés par les excellentes qualités qui la distinguent. Cette Princesse est arrivée le même jour à Florence, où sa présence a été l'objet d'une fête brillante à la Cour. Le 19 au matin, elle a pris la route de Bologne.

— Le 15 octobre, il y a eu gala à la Cour de Modène et illumination au théâtre royal, au sujet de la fête de S. M. la Reine Marie-Thérèse veuve de Sardaigne, qui se trouve depuis quelques temps à Modène, avec les Princes ses filles.

— Le 15 octobre, S. M. la duchesse de Parme, accompagnée de sa dame de palais et de son chevalier d'honneur, s'est rendue à Plaisance, pour y rencontrer ses augustes parents, LL. MM. le Roi et la Reine de Sardaigne venant de Turin incognito, sous les noms de Comte et de Comtesse de Sforza. A la suite de LL. MM. se trouvent S. Exc. M.^{me} la Marquise de

Villehermosa, dame d'atour, S. Exc. M. le Chevalier de la Marmora, chevalier d'honneur, M. le Comte de Ferrère, Aide-de-camp et Premier Ecuyer de S. M., et M. le Chevalier de Colombiano, Second Ecuyer du Roi.

— L.L. MM. le Roi et la Reine de Sardaigne, arrivées à Parme, ont déjà visité, avec S. M. I. la Duchesse de Parme, les principaux établissemens de cette ville, et notamment la Galerie, la Bibliothèque, le Musée d'antiquités, l'Ecole militaire, le Collège des Nobles, la chapelle mortuaire des princes des Maisons Farnèse et Bourbon, élevée par la pitié et la munificence de S. M. l'archiduchesse. Le 19, L.L. MM. avaient fait une visite à leur cousine S. A. R. la Princesse Antoinette de Bourbon, au Collège des Ursulines. Le 22, on attendait à Parme S. A. R. l'Infante Marie-Louise-Charlotte de Lacques, mariée par procureur au Prince Maximilien de Saxe.

— Les nouvelles de mer annoncent l'arrivée à la Sude d'un corps de quatre mille Egyptiens venus d'Alexandrie, sans avoir éprouvé d'obstacle de la part des Grecs, et qu'on y attendait incessamment la flotte du Capitan-Pacha, qui doit se porter sans retard sur les côtes de la Morée.

VARIÉTÉS.

Arrivée d'un Chef Zélandais en Angleterre. (Extrait de la Bibliothèque Universelle, traduit de la Gazette Littéraire de Londres).

Il semblerait que les communications entre les monarques des deux hémisphères vont devenir plus fréquentes qu'on n'aurait pu le prévoir il y a quelques années. Le roi des îles Sandwich en Angleterre a fait sensation à Londres, et il n'y a pas deux mois qu'un Chef de la Nouvelle-Zélande est arrivé à Liverpool. Le nom de ce Chef est Topahé, et l'on peut dire qu'il est entré de force dans les Etats de Sa Majesté Britannique. Le capitaine Roberts, commandant un navire de Liverpool, se trouvait près des côtes des îles Sandwich, lorsqu'il vit s'approcher de son vaisseau deux canots de guerre remplis d'hommes. Alarmé de leur apparence hostile, M. Roberts ordonna à l'équipage de se tenir sur ses gardes, puis il

fit signe aux canots de s'éloigner. Alors un chef se leva, ôta son manteau, et fit entendre que lui et tous ses gens étaient nus et sans armes. Le capitaine s'étant assuré qu'ils n'avaient pas d'armes cachées au fond de leurs canots, leur permit de s'approcher. Tout-à-coup le chef grimpa le long des chaînes, s'élança sur le tillac, et saisissant fortement les deux poignets du capitaine, il lui appliqua son nez sur le sien. M. Roberts fut d'abord un peu effrayé, mais il comprit bientôt que c'était le salut usité parmi ces sauvages. Tephahé tint ensuite un discours auquel le capitaine ne comprit rien; car il lui signifia de quitter le vaisseau à l'instant même. Tephahé ne voulant pas obéir à cette injonction, M. Roberts ordonna à quatre hommes de l'équipage de le jeter par dessus bord; mais le chef s'apercevant de leur intention, se coucha sur le tillac, saisit des deux mains un anneau de fer et s'y tint si bien qu'il fut impossible aux quatre matelots de lui faire lâcher prise. Le charpentier proposa alors de lui donner un coup de hache sur la tête, mais le capitaine Roberts trouva ce moyen un peu trop sévère, et finit par donner l'ordre de le laisser tranquille. Tephahé se releva aussitôt et s'approchant du bord du vaisseau, il dit quelques mots à ses gens des canots, qui commencèrent à s'éloigner rapidement, laissant leur chef à la disposition du capitaine. Celui-ci ne fut pas peu embarrassé de cet hôte incommode, qui se faisait recevoir par force.

Lorsque Tephahé se fut bien assuré qu'on ne pourrit plus le renvoyer du vaisseau, il s'efforça de faire comprendre par signes au capitaine Roberts que son intention était d'aller en Angleterre faire une visite au roi George et lui demander une certaine quantité de fusils et de poudre, pour faire la guerre à un chef voisin. Celui-ci avait su se procurer des armes du port Jackson, avait défait Tephahé dans un combat, et lui avait pris et mangé un de ses fils.

L'extérieur de ce chef est très-remarquable. Sa taille est de cinq pieds dix poncees, ses épaules sont larges et fortes, son corps annonce une vigueur extraordinaire, et ses bras pouvaient servir de modèle à une statue d'Hercule. Son visage est entièrement tatoué, et cependant ses traits sont agréables et réguliers. Ses cheveux sont

d'un noir de jais, et ses yeux sont très-vifs, mais sans aucune expression de férocité. Il montra beaucoup de douceur et de docilité, et consentit sur-le-champ à adopter le costume européen, au lieu de son manteau que ses gens lui avaient jeté sur le vaisseau. Il sut très-bien se plier aux convenances du capitaine et de l'équipage, qui finit par l'aimer beaucoup. Cependant un des matelots apprit à ses dépens qu'il ne fallait pas se jouer de lui. Cet homme sachant que mettre la main sur la tête d'un Zélandais est une injure équivalente à celle d'un soufflet chez les Européens, s'approcha de Tepahé, qui se promenait sur le pont, et, par forme de plaisanterie, lui saisit le haut de la tête. A l'instant même les yeux du chef lancèrent des éclairs; ils saisit le mauvais plaisant, qui était un homme très-fort, à la ceinture et au collet, l'éleva au-dessus de sa tête, de toute la longueur de ses bras, et, après l'avoir secoué en l'air, il le lança sur le tillac avec une telle violence, que le malheureux matelot fut plusieurs jours entre les mains du chirurgien.

Pendant la durée du voyage, Tepahé trouva l'occasion de témoigner sa reconnaissance au capitaine. Celui-ci eut le malheur de se laisser tomber à la mer pendant un temps d'orage; le Zélandais s'élança aussitôt dans les flots, saisit le capitaine et le soutint au-dessus de l'eau, jusqu'à ce qu'on eût eu le temps de mettre en mer un canot, qui les ramena tous deux.

Bientôt après son arrivée à Liverpool, Tepahé, qui était logé chez M. Roberts, tomba malade et fut guéri par les soins du docteur Traill. Le docteur ayant jugé convenable de le saigner, il se soumit de bonne grâce à cette opération, et quand il vit le bassin plein de sang, il ne put s'empêcher de faire entendre que c'était là un délicieux breuvage. Cependant il a promis de renoncer à ses habitudes d'antrophagie et d'y faire renoncer aussi ses sujets, quand il retournerait dans son pays. On peut douter toutefois qu'il tienne sa promesse; car il parle souvent de l'excellent repas que fournit une jambe humaine, que les gourmands de la Nouvelle-Zélande regardent comme le meilleur morceau. Il a déjà fait une petite collection d'armes à feu, et il a reçu en cadeau, de divers côtés,

dix fusils et plusieurs paires de pistolets. Ses armes sont pour lui une source de plaisir; il passe une partie de sa journée à les nettoyer, ainsi qu'à les démonter et à les remonter. En général, il montre beaucoup d'adresse et d'intelligence. Un peintre ayant fait son portrait, il fut très-mécontent de ce que les dessins de son tatouage n'avaient pas été imités d'une manière exacte, et saisissant un crayon, il traça sur-le-champ et sans miroir jusqu'aux moindres lignes et points dont son visage était tatoué. Il en a fait depuis plusieurs copies, et l'auteur de cet article en possède un exemplaire, qu'il a reçu de Tepahé, comme marque d'amitié.

Ses manières sont très-polies, et il se conforme strictement à tous les usages. Le docteur Traill l'ayant introduit dans les premières maisons de Liverpool, il y dîna souvent et s'y comporta toujours à table avec le plus grand decorum. A la demande que le docteur a adressée par M. Gladstone à lord Bathurst, le gouvernement a assigné au capitaine Roberts une petite pension pour l'entretien de Tepahé. Celui-ci est fortement mécontent de ce que le roi George refuse de le voir et de lui donner des munitions de guerre, quoiqu'il soit venu de si loin pour faire sa connaissance.

LOGOGRIPIE.

Le frayeur est souvent fille de l'ignorance.
 Je l'aurais jadis sans aspect redouté,
 Aujourd'hui, grâce à la science,
 N'est plus qu'un simple objet de curiosité.
 J'ai l'un de mes enfans rangé chez le libraire;
 Pour l'un d'eux on a fait les lois de la grammaire.
 J'ai l'un des os de l'animal
 Qui chacun d'eux ont leur égal;
 Une ville d'un lac occupant le rivage;
 Enfin, pour m'exprimer en vulgaire langage,
 J'ai deux pronoms, avec deux adjectifs
 Qu'on appelle démonstratifs.

Le mot de la dernière Chorade est *cete - rare*.

MARCHÉS de Chambéry, des 25, 27 et 29 Octobre 1825.

BLÉS.	Prix.	Le VESSIN.		L'HYCOTLITHE.	
		l.	s.	l.	s.
Foinet.		17	01	17	24
Sergé.		9	32	12	57
Orge.		0	00	100	00
Sarrasin.		0	00	0	00
Maïs.		00	00	00	00
Avoine (1).		0	58	0	68
Pain, 4 ^e qualité, le kilogr.				11	39
Vin de, idem, idem.				0	00

(1) Rapport des 3 villes
 de la vallée d'Aoste.
 Foinet. 2813
 Sergé. 7613
 Avoine. 457

SURPLIEST humblement sieur Claude-François Guille, négociant et demoiselle Jeanne-Antoinette Prallet, son épouse, ce premier de son chef et en sa qualité de mari constitutaire; lesdits maris Guille, domiciliés à St. Jean-de-Maurienne et les sieurs frères Jean-Marie-François, Jean-Baptiste et Claude Martin, propriétaires, domiciliés, le premier à St. Alban et les deux autres à Dârier.

Ils ont l'honneur d'exposer que sieur Jean-Baptiste Prallet est mort, en son domicile à Arvillars, le 12 juillet 1824, laissant pour successibles ses deux fils Jean-Antoine et respectable Laurent, docteur-médecin. Il a été procédé, après son décès, à l'apposition des scellés. Ledit Jean-Antoine s'est porté héritier pur et simple, mais ledit respectable Laurent a déclaré n'accepter la succession que sous bénéfice d'inventaire.

Par décret donné sur sa requête présentée ci-devant le 17 août suivant, il a obtenu les lettres générales requises pour faire notifier sa résolution, et respectable Joseph Guicher a été nommé économe provisoire pour l'administration des biens de ladite hoirie.

Il a été procédé, le 15 septembre suivant, par le notaire Souquet, à l'inventaire des biens de ladite succession, situés en France, dans la commune de la Chapelle du Bard, canton d'Allevard, arrondissement de Grenoble, et le 30 septembre suivant, par le notaire Milon, des biens et avoirs de ladite succession, situés en Savoie, ledit inventaire clos et terminé le 5 octobre.

Ledit respectable Laurent Prallet voulant envisager les biens situés en France, former une hoirie séparée et procéder pour ce regard devant les tribunaux français, sur le pourvoi dudit Jean-Antoine Prallet son frère, par sa requête du 17 décembre dernier, et ensuite de la réponse dudit respectable Laurent Prallet, et des conclusions du seigneur avocat-fiscal-général, le sénat, par décret du 30 mai suivant, a accordé les inhibitions requises contre ledit respectable Laurent Prallet, de faire aucune procédure hors des États, sous peine de 1000 liv. d'amende, et lui a enjoint de justifier, dans le délai de 8 jours, d'avoir donné suite aux lettres générales par lui obtenues le 17 août précédent.

Ledit respectable Laurent Prallet a fait la rémission de sa requête du 27 août année dernière, suivie des décret et lettres générales, et à la suite trois exploits des 30 octobre, 3 et 24

novembre suivant, constatant que, tant bien que mal, il en a fait faire les publications.

Par la réponse qu'il a fournie à la requête dudit Jean-Antoine son frère, il a fait résulter que les avoirs de l'hoirie de leur père présentaient un déficit de plus de 20000 liv. pour en acquitter les charges, et que Jean-Antoine ne s'en était point héritier par et simple que parce qu'il était dans un état d'insolvabilité notoire.

La remise faite par ce dernier de sa requête du 17 décembre suivie de la réponse de son frère, des conclusions du ministère public et du décret du Sénat du 30 mai dernier, a pour objet de constater que c'est par devant les tribunaux de Sarovie que doivent se faire toutes les procédures relatives à la liquidation de cette hoirie.

Dès qu'elle n'a été acceptée que sous bénéfice d'inventaire par l'un des cohéritiers, il y a lieu à en introduire la discussion, art. 146 du code hypothécaire, même pour le tout, en égard qu'elle est indivise, à moins que le cohéritier, qui a fait acceptation pure et simple, ne se mette en mesure, pour provoquer le partage et prendre sa part en nature, de mettre hors d'intérêt tous les créanciers inscrits, et ce, pour la totalité de leurs créances, en égard à l'indivisibilité de l'hypothèque, sauf à lui son recours contre son frère ou sur les avoirs de l'hoirie pour se faire rembourser ce qui excéderait sa part héréditaire.

Les supplians sont les plus forts créanciers dans cette hoirie, car il est dû, tant au sieur Guille de son chef et en sa qualité de mari constitutaire et à ladite Jeanne-Antoinette Prallier son épouse, près de 20000 liv en vertu des titres et jugemens dûment inscrits au bureau des hypothèques, auxdits sieurs frères Martin, près de 4000 livres pour les droits de leur mère, et au sieur Jean-Marie-François Martin, en son particulier, environ 5800 liv., en vertu des titres aussi dûment inscrits au bureau des hypothèques.

Ils ont lieu de penser que la méintelligence entre les deux frères n'est qu'apparente, pour tenir en suspens les créanciers de l'hoirie et les empêcher de poursuivre le recouvrement de ce qui leur est dû, car, depuis plus d'un an que leur père est mort, ils n'ont pris aucune détermination.

Pour faire cesser cet état suspensif, dès que l'hoirie n'est acceptée par spectable Laurent, que sous bénéfice d'inventaire,

les supplians se sont déterminés à en introduire eux-mêmes la discussion ; à cet effet , ils se sont procurés une expédition des deux inventaires faits , l'un en France , l'autre en Savoie , l'état des inscriptions prises contre ledit sieur Jean-Baptiste Prallet , tant au bureau de Grenoble qu'à celui de Chambéry , le rôle des biens-immobiliers de ladite succession tant en France qu'en Savoie , dûment certifiés , en conséquence en joignant les pièces énoncées et encore les titres de leurs créances , ils requerront

À ce qu'il vous plaise , Nos Seigneurs , leur décerner lettres générales contre tous créanciers et prétendans droit sur les biens et avoirs de la succession du sieur Jean-Baptiste Prallet , en son vivant propriétaire , domicilié en la commune d'Arvillard , mort en son domicile , le 12 juillet 1804 ;

Et lettres spéciales contre lesdits sieurs Jean-Antoine et Laurent Prallet , ce premier , domicilié en la commune de Villard-Sallet , et ledit respectable Laurent , docteur-médecin en celle d'Arvillard , ses fils et héritiers , ce dernier sous bénéfice d'inventaire ;

Et aussi lettres spéciales contre tous les créanciers inscrits , qui sont , outre les supplians :

1.^o La Commission administrative de l'hospice civil de la Rochette , domicile élu audit lieu en la personne et demeure du notaire Jean-Marie Fossieret ;

2.^o Spectable Gaspard Chubert , avocat au Séant et professeur de droit , domicilié à Chambéry , domicile élu audit lieu en sa personne et demeure ;

3.^o Ledit respectable Laurent Prallet , docteur-médecin , domicilié à Arvillard , domicile élu audit lieu en sa personne et demeure ;

4.^o Dame Julie-Antoinette Barret son épouse , domiciliée avec lui à Arvillard , domicile élu en sa personne et demeure.

5.^o Magdeleine Giquet , demeurant à la Rochette , domicile par elle élu à Détrier , en la personne et demeure du sieur Jean-Baptiste Martin ;

6.^o Jean-Antoine Prallet , propriétaire-rentier , domicilié à Villard-Sallet , domicile élu audit lieu en sa personne et demeure ;

7.^o Sieur Louis Souquet , propriétaire , domicilié en la commune d'Allevard (France) , domicile élu à la Rochette , en la personne et demeure du notaire Charles Bertet , pour être cité , avoir :

Lesdits frères Jean-Antoine et Laurent Prallet, en personne ou à domicile.

Les créanciers inscrits, aux domiciles ci-dessus indiqués, par eux élus dans leurs bordereaux d'inscription.

Et tous autres créanciers et prétendants droit, par deux proclamations générales, à 8 jours d'intervalle l'une de l'autre, qui seront faites par publication et affichées à la porte du palais du Sénat, à celle du tribunal de première instance de cette province, à celle du bureau des hypothèques, à celle du juge du mandement de la Rochette, à tous les carrefours de cette ville, à la porte de la maison où ledit Jean-Baptiste Prallet avait son domicile, à celle de ses bâtimens qu'il a délaissés dans sa succession, enfin dans les lieux où l'on est en coutume de faire les publications, rière la commune de la Rochette, chef-lieu du mandement, et rière celle d'Arvillard, Champ-Laurent et Détrier, où les biens-immuebles de la succession, sur Savoie, sont situés, et encore par insertion dans le Journal de Savoie, le tout en conformité de l'art. 151 du code hypothécaire;

A paraître au greffe civil du Sénat et au banc de M.^e Chappéron notaire, dans le délai de 3 mois, fixé par l'art. 150 dudit code, pour former leur demande et établir leur droit, à l'effet d'être admis au passif de la succession et portés, s'il y a lieu, dans l'état de collocation qui sera fait conformément à l'article 156, et ce, sous peine de la déchéance qui sera prononcée aux termes de l'art. 158;

Et lesdits Jean-Antoine et spectable Laurent Prallet, en leur qualité d'héritiers, fournir leurs défenses, s'ils en ont, aux demandes qui seront formées, et traiter à l'amiable, s'il est possible, avec les créanciers.

On fait observer qu'il ne peut pas s'agir de la nomination d'un économe provisoire, ayant déjà été nommé par le décret du 27 août, année dernière, en la personne du spectable Joseph Guicher, qui est entré en fonction, ainsi qu'il en résulte de l'insertion.

Les supplians, créanciers dans ladite hoirie, protestent de former leur demande dans l'instance. ils protestent aussi de tous les frais pour l'introduction de la discussion à devoir être maintenus par privilège sur tous les avoirs de la masse.

Par suite, il vous plaise encore, Nos Seigneurs, élire parmi

les procureurs de créans, un curateur aux procès, pour représenter les créanciers incertains et absens, et plaïse pourvoir.

JACQUEMOUD, Conseil. DUBOIS, Pr.

Soit montré à spectable Laurent et à Jean-Antoine Prallet, auxquels il est enjoint de faire pertinente réponse dans huit jours.

Fait à Chambéry, au Sénat, le 1 septembre 1825.

GLORIA, Prem. Prés. BATH, de l'avis du Sénat.

Enregistré le 5 septembre 1825, vol. 25, case 2184, folio 182 recto, perçu trois livres. RAUDE.

TENEUR DE RÉPONSE.

Spectable Laurent Prallet a l'honneur de répondre au décret soit-moûtré du second du mois de septembre que, dès qu'en exécution de l'ordonnance sénatoriale du 6 novembre dernier, il a fait la remise des états y désignés, au sieur Antoine Prallet, son frère, il n'a pu en obtenir la restitution et c'est par ce motif qu'il fit au sieur Martin suppliant, la remise des pièces par eux désignées dans leur requête, pour agir ainsi que bon leur semblerait. Étant pénible au répondant d'introduire la discussion de son père, il observe de plus que sondit frère ne doit pas être admis en sa qualité de cohéritier du père commun à diviser son hoirie, eu égard qu'il a été soumis, par la susdite ordonnance, à donner caution pour percevoir les revenus de sa moitié; il n'a pu s'en procurer une, à plus forte raison, il lui serait impossible de mettre hors d'intérêt les créanciers en totalité, de la manière requise, par son insolvabilité résultant du rôle de ses immeubles et contributions, ainsi que des inscriptions prises contre lui ensuite de certificats ci-joints, ce qui nécessiterait l'introduction de sa discussion propre déjà requise dans les précédentes requêtes, présentées au Sénat pour ce regard.

D'après ce, il conviendrait, pour l'avantage de tous les créanciers, que, par un préalable, il fût pris appointment pour vendre aux enchères la totalité du délaissé du père commun, soit tout ce qui le compose en bâtimens et ruraux qui déquérissent chaque jour, eu égard qu'ils sont en très-mauvais état. Les contributions en France absorbant la totalité des revenus, et dans ce cas, le répondant déclare ne vouloir s'opposer aux conclusions des supplians. ARVILLARD, le 22 septembre 1825. PRALLET.

Le répondant observe enfin qu'à forme de la copie ci-jointe ; un des créanciers, domicilié en France, a fait rendre un jugement contre ladite hairie.

PRALLET.

TENEUR D'AUTRE RÉPONSE.

Le sieur Jean-Antoine Prallet a l'honneur de répondre qu'il s'en rapporte au contenu de sa requête du 17 décembre dernier ; il observe qu'il est en fait qu'il est créancier de gros dans l'hairie de défunt Jean-Baptiste Prallet son père, comme héritier pour une moitié de dame Jeanne-Antoinette Guicher sa mère ; que malgré ce, il n'a joui et ne jouit de rien ; qu'il lui est pénible de voir introduire la discussion de son père ; que si son frère et sa sœur voulaient faire honneur à sa mémoire, et se renfermer dans des formes légales en se contentant du ce qu'il leur vient légitimement, et en abandonnant leurs prétentions exagérées, ridicules et sans fondement, il ne pourrait pas être le cas d'introduction de discussion.

Villard-Sallet, le 22 septembre 1825. PRALLET.

Le Sénat, ouï le rapport, décerne les lettres générales et spéciales requises, lesquelles seront signifiées et notifiées en conformité des articles 150 et 151 de l'édit du 16 juillet 1822, nomme M.^e Cornier procureur ordinaire, curateur au procès, pour représenter les créanciers incertains et avens de l'hairie de Jean-Baptiste Prallet dont il s'agit, nomme pour économiste aux biens délaissés par ledit Jean-Baptiste Prallet, sp.ale Guicher choisi pour économiste provisoire, par décret du 27 août 1825, à la charge qu'il prêtera serment par-devant le rapporteur de la cause, et fournira par-devant lui une caution qu'il admettra après avoir ouï les poursuivans et à la charge encore de se conformer à la disposition du susdit art. 150, en ce qui le concerne.

Chambery, au Sénat, le 15 octobre 1825. PONTIER DU BELLAIN.

PACOTET DE ST. HON, de l'avis du Sénat.

Le Sénat de Savoie, au premier huissier ou sergent requis, le mande et commande par les présentes, que suivant son décret de ce jour, mis sur requête présentée par Claude-François Guille et Antoinette Prallet, domiciliés à St. Jean de Maurienne, Jean-Marie-François, Jean-Baptiste et Claude Martin frères, domiciliés le premier à St. Alban et les deux autres à Détrier, les cite et ajourne Jean-Antoine et spectacle Laurent Prallet, le premier domicilié en

la commune de Villard-Sallet et le second de celle d'Arvillard, la commission administrative de l'hospice civil de la Rochette, domicile élu audit lieu en la personne et demeure du notaire Jean-Marie Fossacret, spectable Gaspard Chabert, avocat, domicile élu à Chambéry, en sa personne et demeure; Julie-Antoinette Barret épouse Prallet, demeurant à Arvillers; Magdelaine Giguët, demeurant à la Rochette, domicile par elle élu à Détrier, en la personne et demeure du sieur Jean-Baptiste Martin; Louis Souquet propriétaire, domicilié en la commune d'Allervard (France), domicile élu à la Rochette, en la personne et demeure du notaire Charles Berthet, et généralement tous créanciers et prétendants droit sur les biens et avoirs de la succession de Jean-Baptiste Prallet, en conformité des art. 150 et 151 de l'édit du 16 juillet 1822, à comparaître dans trois mois au greffe civil du Sénat, au banc de M.^e Clapperon actuaire, pour défendre aux conclusions de ladite requête, et sera la cause instruite par-devant le sieur Sénateur Bain.

Données à Chambéry, au Sénat, le 15 octobre 1825. GABET.

Enregistré à Chambéry le 17 octobre 1825, vol. 26, case 376, folio 56 recto. Perçu 5 livres. BAUDÉ.

THE
LIBRARY OF THE
MUSEUM OF MODERN ART
1000 5th Avenue
New York 17, N.Y.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 11 Novembre.

INTERIEUR.

Chambéry, 10 novembre. Partout où le bien public et celui de l'Humanité réclament des actes de dévouement, on est assuré de voir les Cataliniers Royaux donner l'exemple du zèle le plus louable et de la plus courageuse intrepidité. On a vu, dans le N.º 43 de ce Journal (du 28 octobre dernier), le détail des principaux dégâts causés dans le Faucigny par les dernières inondations, et notamment le danger auquel a été exposé le hameau de Tauginges. Malgré la pluie qui tombait par torrens, les Cataliniers Royaux de la Station, commandés par M. le Brigadier Bonacelli, partirent les uns, pour diriger les secours et indiquer aux habitans les points où le danger était le plus pressant, bravant le péril qu'ils couraient eux-mêmes, ils s'exposèrent sur les bords du torrent, pour lutter contre sa impétuosité, en aidant à placer des bois et autres matériaux employés à couler la furor des eaux. Le lendemain de cette désastreuse journée, un incendie ayant éclaté à une demi-lieue du bourg, les mêmes Cataliniers, oubliant leurs fatigues de la veille, volèrent au secours des victimes de ce nouveau fléau; les assistans les virent avec étonnement et admiration, exposer leur vie, au milieu des décombres, et persévérer jusqu'à la fin avec la même intrepidité. Si les malheureux incendiés ont conservé quelques faibles restes de leurs effets, c'est principalement au zèle et aux efforts des Cataliniers qu'ils en sont redevables. Dans ces tristes conjonctures, M. le Syndic de Tauginges, interprète des sentimens et de la vive reconnaissance de tous les habitans, s'est empressé d'en adresser un humble témoignage, dans deux lettres successives, des 20 et 22 octobre, à M. le Brigadier Bonacelli.

Nous devons ajouter aux détails précédens touchant l'incendie qui avait éclaté au village dit *Demour-le-Horcher*, que la brigade des six préposés des Hommes royaux, stationnée à Tauginges, eut occasion sur le lieu du danger, conduite par le *Chef Bernoud*, Commissaire aux-brigades, qu'elle y a déployé un zèle courageux et un travail soutenu pour cuber et éteindre l'incendie des Hommes, qui avaient déjà détruit deux maisons, et qu'elle a beaucoup contribué à préserver de l'embrasement une partie d'églises, un grener et deux caves. M. Martin, Syndic de Tauginges, l'a attesté.

empire & de donner à ces braves hommes, un témoignage de la reconnaissance des malheureux habitants.

EXPÉDITION de la Division navale de S. M. devant Tripoli.

La Division navale de S. M., commandée par le capitaine de vaisseau chevalier Sivori, et composée des frégates le *Commerce* et la *Christine*, de la corvette le *Triton* et du brick la *Néréide*, s'avança devant Tripoli le 25 septembre. Le capitaine Sivori expédia sur-le-champ dans le port la corvette le *Triton*, en parlementaire, avec des dépêches adressées au consul britannique, pour l'inviter que le Commandant de la Division désirait descendre à terre et d'avoir audience du Bey, si le consul de S. M. B. le jugeait convenable. Celui-ci, par une réponse obligeante, lui annonça qu'il pouvait venir avec deux ou trois de ses officiers, que le Pacha était disposé à traiter, et que du reste lui et ses officiers seraient sous la garantie du gouvernement britannique. Alors, le 26 au matin, le capitaine Sivori débarqua et se rendit, avec M. le chevalier Warrington, au consulat anglais, où le Pacha avait envoyé son général d'artillerie Haggi - Mohamed, avec pouvoir de traiter. Celui-ci montra des dispositions conciliatrices et assura le capitaine Sivori que tout serait arrangé dans l'entrevue suivante. Mais, le lendemain, le chevalier Sivori, à son grand étonnement, reçut, en présence du consul anglais, de la part du Bey, une note contenant des propositions inadmissibles, tendantes à annuler le traité conclu par lord Exmouth. Voyant à regret l'impossibilité d'un accommodement, il déclara les conférences rompues et ayant prié le consul anglais de prouver les sujets de S. M. sous sa protection, il annonça que si dans quatre heures il ne recevait pas des conditions plus raisonnables, il commencerait les hostilités; et il se retira à son bord.

Le temps indiqué s'étant écoulé et au-delà sans aucune réponse, le commandant se détermina à entreprendre une attaque du port et de la ville. Dans le dessein de brüler la flottille arabe du Bey, composée d'un brick de 12 canons, de deux goëlettes de 6 canons chacune, et d'attaquer l'arsenal et le chantier de la marine, il renforça les équipages des chaloupes et en confia le commandement au chevalier Mamelli, lieutenant de vaisseau, en lui donnant toutes les instructions nécessaires pour assurer le succès de l'expédition. Les heures partirent aux cris répétés de *Vive le Roi!* laissant les officiers et les équipages qui ne pouvaient les accompagner, pénétrés de regret de ne pouvoir partager les mêmes dangers, car tout paraissait disposé de la part de l'ennemi pour une vigoureuse défense: le feu des batteries et des mousquets dura en effet jusqu'à onze heures du soir.

À une heure après minuit, les lances et les sautoirs, escortés seulement de la *Néréide*, s'avancèrent vers le port, en trois divisions, la première destinée à attaquer le brick, la seconde à mettre le feu aux deux goëlettes, et la troisième à se diriger vers le chantier et la porte de la douane, l'où les troupes et les barques ennemies pouvaient venir au secours des leurs. À deux heures et demie, l'expédition étant déjà à l'entrée du port, un sentinelle cria aux armes, ce qui fut le signal d'un feu général des fortifications, des bâtimens du port, des troupes et des batteries campées sur la place attigée aux murailles. Loin de s'effrayer, le chevalier Mamelli et toute

de rames, et bravant la mitraille, il fut, dans quelques secondes, en mesure d'attaquer le brick. Un décharge de sa chaloupe et un assaut courageux le rendirent maître de ce bâtiment, après en avoir tué le capitaine, les officiers, et jeté le reste à la mer. Il fit mettre le feu au brick; et les autres bâtiments ayant chacun rempli leur tâche avec le même succès, à trois heures et demie le brick et les deux goélettes étaient en flammes. La troisième division ne s'était pas moins distinguée par son audace et par le défaut d'un grand nombre d'ennemis; et, sans quelques obstacles imprévus qui gênaient le chantier, le Bey aurait eu à regretter une perte bien plus considérable.

L'entreprise du Commandant de la Division se trouvant ainsi heureusement accomplie, le capitaine Murelli donna le signal de retourner chacun à son bord. Cette glorieuse expédition n'a laissé à regretter, avec plusieurs blessés, que la perte du brave *Unurro*, qui ayant sauté le premier à l'abordage du brick, y a reçu le coup mortel, et n'a eu que le temps de prononcer, en expirant, ces paroles remarquables : *J'ai fait mon devoir, c'est à vous à faire le reste.*

Pour distribuer tous les éloges mérités dans cette circonstance, il faudrait nommer tous les braves qui ont fait partie de l'expédition; car tous ont montré la même intrépidité et une valeur au-dessus de toute expression.

A cinq heures et demie, le chevalier Sivori se disposait à une nouvelle attaque, dirigée contre la ville, par des moyens que l'ennemi ne pouvait prévoir, lorsqu'il vit paraître le brick hollandais qui se trouvait dans le port, et dont les manœuvres annonçaient qu'il voulait parlementer avec le Commandant de la Division. Après un salut de 11 coups de canon, qui lui fut rendu, il monta à bord et dit qu'il venait présenter ses félicitations et celles du conseil hollandique, touchant la brillante expédition de la nuit précédente. Le capitaine Sivori ignorant le vrai but de cette visite, se borna à remercier de l'attention qu'on lui témoignait, et pria le capitaine de dire au chevalier Warrington, que préparant une attaque plus décisive contre la ville, il ne tarderait pas à le revoir; qu'il n'était plus dans l'intention de traiter, et que, dans tous les cas, ce ne serait qu'à bord de son bâtiment.

Le lendemain, le brick hollandais repartit; le capitaine se rendit à bord du Commerce, accompagné du chevalier Warrington, autorisé par le Bey à conclure un arrangement amical et tel que pouvait le désirer le gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne; ce qui eut lieu, avec la condition mise par le chevalier Sivori, que, si dans 3 heures l'arrangement n'était pas ratifié par le Pacha, il serait regardé comme nul, et que les hostilités recommenceraient.

Le Bey ayant ratifié avant le terme la convention, qui révoquait toutes les prétentions mal fondées du la Régence, et maintenait dans toute son intégrité le traité conclu par lord Elphinstone, les armes de S. M. furent arborées au consulat de Sardaigne, et reçues par 20 coups de canon de la place et 21 coups de la Division. Le chevalier Sivori ayant été invité à faire visite au Bey, cette visite eut lieu le lendemain avec la plus grande solennité. Le Bey a voulu gratifier les équipages des lauriers, circonstance qui fait espérer qu'il ne restera de part ni d'autre aucun ressentiment; d'autant

plus que le chevalier Sivori, tout en agissant avec énergie, en courage militaire et en homme de mer expérimenté, a su observer, autant que possible, les égards dus aux qualités personnelles et au rang du Furbo. Celui-ci, de son côté, a hautement manifesté l'estime qu'il a pour S. M. le Roi de Sardaigne et le désir de rester en paix avec lui.

Le chevalier Sivori se loue extrêmement du chevalier Warrington, qui, après l'expédition, a pris le plus grand intérêt à l'arrangement qui a été conclu, ainsi qu'à l'action militaire qui l'a décidé.

Nous ne devons pas omettre un fait d'un grand intérêt, qui atteste la sensation qu'a produite l'expédition navale de la Division de S. M., et qui prouve que le Bey de Tripoli n'est pas étranger aux sentimens de générosité.

Le Bey a voulu que les funérailles du brave Capurro se fissent solennellement et à ses frais ; le consul anglais et tous les consuls des autres puissances y ont assisté. Au moment où l'on a levé le corps du défunt, le chevalier Warrington lui a pris la main et lui a dit : « Tu fus un vaillant guerrier ; si ton souverain ne peut maintenant te récompenser, il t'oubliera » certainement pas la famille. »

PIEMONTE.

Turin, 4 novembre. LL. MM., pendant leur séjour à Parme, ont continué à visiter les établissemens religieux et civils de cette ville. Chaque soir qu'Elles ont honoré le théâtre ducal de leur présence, Elles ont été accueillies par les plus vifs applaudissemens. Le 23 octobre, aux trois heures du soir, LL. MM., accompagnées jusqu'au pont d'Ezen, par S. M. le Duchesse de Parme, sont parties pour Modène par la route de Reggio.

— S. M. a ordonné toutes les dispositions nécessaires pour transformer le nouvel édifice de l'hôpital de Racconia en une maison de travail, où les mendians valides seront assujétis à gagner de leurs propres mains les moyens de subsister, et à apprendre une utile profession qui permette de les rendre sans danger à la société. La ils auront d'ailleurs le précieux avantage d'être instruits dans les devoirs et les maximes de la Religion, auxquels ils ont un si grand besoin d'être rappelés. Ainsi la société sera délivrée d'un déplorable fléau, grâce à la munificence de notre auguste Souverain, qui, marchant sur les traces de ses illustres prédécesseurs, pourroit avec la même aise et à tout ce qui peut contribuer au bien public.

— La ville de Condoit à la pitié de notre religieux Monarque, qui accueille favorablement toute vue tendante au bien de la Religion et à l'avantage spirituel des fidèles, l'accomplissement de l'un de ses vœux les plus chers, le rétablissement du célèbre couvent des PP. Mineurs Conventuels, fondé en 1500 par Saint François d'Assise. Le 30 octobre, ces Religieux ont repris l'habit de leur Ordre, avec une grande solennité, dans laquelle Mgr l'Évêque a officié pontificalement.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

ALLEMAGNE.

M. le maréchal comte de Bellegarde, Président du Conseil antique de guerre de S. M. l'Empereur d'Autriche, ayant exposé à S. M. que l'état de

sa santé ne lui permettait plus de continuer ses fonctions, S. M., en lui témoignant ses regrets, l'a remplacé par le prince de Hohenzollern Sclachingen, général de cavalerie, commandant en Illyrie, dans l'Autriche intérieure et le Tyrol.

— On assure que le duc a fait une réponse négative à la demande du commodore américain Rogers, touchant la libre navigation de la Mer-Noire; cette décision, dit-on, est principalement fondée sur ce que, depuis deux ans, la Porte a refusé cet avantage à des puissances européennes avec lesquelles elle a des relations diplomatiques, qu'elle n'a pas avec les États-Unis d'Amérique.

ANGLETERRE.

L'empereur du Brésil a désigné deux conseillers d'état et son ministre des affaires étrangères, pour conférer et traiter avec sir Charles Stuart, de l'objet de la mission de ce dernier.

— On se rappelle que le gouvernement de Matto-Grosso avait consenti à réunir la province de Chapuitas, appartenante à l'Espagne, dans la vue de la soustraire aux entreprises des indépendans du Pérou. L'empereur du Brésil a désapprouvé cette mesure, ne voulant pas s'agrandir aux dépens de la monarchie espagnole.

— Un nouveau traité de navigation et de commerce, sur le pied de réciprocité, vient d'être conclu entre l'Angleterre et les trois villes américaines.

— La pompe à estomac vient d'être employée avec un succès complet sur un individu de Carlou, qui avait bu une telle quantité de liqueurs, qu'il était sans mouvement. L'estomac fut promptement débarrassé à l'aide de la pompe, et cet homme est parfaitement rétabli.

FRANCE.

Paris, 2 novembre. Le renvoi de M. de Zéa-Nevedes, du ministère espagnol, a été confirmé par une dépêche télégraphique. M. de Zéa est remplacé par M. le Duc de l'Infantado.

— M. l'abbé Courton, Vicaire-général de Montpellier, est appelé au siège épiscopal de Grenoble, en remplacement de Mgr. Simon décédé.

4 Novembre. Dès hier le canon a annoncé l'ouverture des divertissemens préparés pour célébrer la fête de S. M. Après la distribution des comestibles, les jeux et les danses ont commencé.

— Le camp d'instruction formé à Perpignan a dû être levé le 1.^{er} novembre. La division des Pyrénées orientales est maintenue; les divisions de réserve de Perpignan et de Bayonne sont supprimées.

— Une convention a été signée le 31 octobre, par MM. le comte de Saint-Cirq et le baron de Melan, d'une part, et les admetteurs baltiens Danneberg, Rouquet, et le colonel Frémont, de l'autre, en exécution de quelques-uns des articles de l'ordonnance royale du 17 avril dernière. Cette convention est fondée sur le principe de l'entière et parfaite indépendance de la république d'Hanov.

Actions de la banque de France : 2160 fr. : 2160 fr.

Cinq pour cent consolidés : 99 fr. : 35 c. : 99 fr. 75 c.

Trois pour cent : 70 fr. : 48 c. : 71 fr. : 15 c. (Voyez la page 970).

SUITE des Fragmens relatifs à l'Empire Ottoman (1).

■ Le pacha ou *beglerbey* qui administre la province, est tout à la fois gouverneur civil et gouverneur militaire; les *beys* des *sandjaks* ou districts lui sont subordonnés dans l'une et l'autre qualité, et commandent sous lui les troupes de l'arrière-ban en temps de guerre. Les *liefs* sont dans la règle héréditaires; le titulaire est obligé de demeurer dans le lieu où se trouve son *lief*, sans peine d'en être dépouillé. Les *radja*, c'est-à-dire, les sujets non musulmans de la Porte, ne sont pas admis à servir à cheval, et ne peuvent pas obtenir des *liefs* militaires, à moins d'une faveur particulière. M. de Hammer estime les forces militaires de la Porte, soit soldées soit féodales, à 240 mille hommes environ, dont la moitié cavalerie.

« Jadis la flotte ottomane étoit composée principalement de galères; aujourd'hui on se sert de ces dernières seulement pour les promenades; et les vaisseaux de guerre turcs sont construits d'après les modèles français ou anglais.

■ Le *Kapudan-pascha* ou grand amiral commande en maître toute la marine, sans être soumis au contrôle du grand-*vesir*; il est de plus gouverneur de toutes les îles de la Mer Blanche et Noire, de l'archipel et des barbaresques; immédiatement sous lui sont le *kapudan-beg*, le *patrona-beg* et le *crute-beg*, ou premier, second et troisième amiral. Les capitaines de vaisseaux portent le titre pompeux de princes de la mer (*umrai-derja*), titre qui cependant n'empêche pas que le *kapudan-pascha* ne leur fasse donner la bastonnade pour la moindre négligence (1); à leur tour, ils exercent à leur bord un pouvoir presque absolu. Le divan du *kapudan-pascha*, ou conseil de l'amirauté, est composé de l'intendant-général, des trois amiraux et des capitaines de haut-bord; l'interprète du *kapudan-pascha* y joue un rôle important, attendu que tout ce qui concerne les affaires de l'archipel, les intérêts des primats grecs et des chefs des îles, passe par ses mains.

■ Le corps des *ulémas* comprend les juges ou *kadis*, les *mustis* ou légisimes consultans, et les *imams* ou ministres de la religion. Son chef suprême est le *mufti* de Constantinople, ou *schéich* de l'islam, dont le rang est égal à celui du grand *vesir*. Dans les grandes cérémonies, ces deux dignités vont de pair; et afin que chacun d'eux puisse occuper la première place, il est convenu que la droite est la place d'honneur pour tous les officiers civils et militaires, et la gauche pour toutes les dignités judiciaires. Quoique chef des juges, le *mufti* n'en exerce pas lui-même les fonctions, mais il est,

(1) Voyez les N.^{os} 39 et 40 de ce Journal.

(2) Pour montrer combien les Turcs savent peu respecter la dignité des officiers, M. de Hammer raconte qu'il a vu plus d'une fois le capitaine de pavillon du grand-amiral servir à table, une assiette sous le bras, quand le *Kapudan-Pascha* donnait aux officiers anglais un repas à l'euro péenne.

pour ainsi dire, l'oracle et l'organe de la loi, que l'on consulte dans les cas douteux. Lorsqu'il s'agit d'une question que les codes de l'Islam n'ont point décidée, le *mufti* ne donne à l'ordinaire sa décision au *seïwa* qu'après avoir consulté les principaux *ulémas*. Les recueils des *fatwas* forment une des sources de la législation ottomane. M. de Hammer en cite un qui prunt l'esprit de l'islamisme, et que, par cette raison, nous allons donner textuellement. Voici à quelle occasion en *seïwa* fut rendu. Suleiman I.^{er}, surnommé le législateur, voulant enlever l'île de Chypre aux Vénitiens, avec lesquels il étoit alors en paix, consulta le *mufti* sur la légitimité de son projet, et lui adressa la question suivante :

« Question : Supposons que dans un pays qui jadis faisoit partie du territoire de l'Islam et qui en a été séparé, les infidèles transforment les mosquées en églises, oppriment l'islamisme et commettent mille crimes : supposons que le prince de l'Islam, animé d'un zèle pour la vraie foi, désire enlever ce pays aux infidèles et le réunir de nouveau au territoire islamitique, mais qu'il soit en paix avec ces infidèles, et que le pays en question soit nominativement compris dans les traités signés et échangés, la loi s'oppose-t-elle à la rupture de ces traités ? »

« Réponse : La loi ne s'y oppose nullement. Le prince de l'Islam ne peut conclure la paix avec les infidèles d'une manière légale, que lorsqu'il en résulte un avantage pour tous les Musulmans : dans tout autre cas la paix n'est pas légale. Dès qu'il se présente une occasion d'obtenir des avantages par une rupture, il est convenable et même nécessaire de rompre la paix. Ainsi, par exemple, le prophète (que Dieu le bénisse !) conclut, la sixième année de l'Hégire, un traité de paix avec les infidèles, qui devait durer cinq ans, et ce fut Ali (que sa face soit glorifiée !) qui dirigea le traité ; néanmoins il jugea convenable de rompre la paix l'année suivante, et d'attaquer les infidèles, la huitième année de l'Hégire, pour prendre la Mecque. Sa Majesté, le lieutenant de Dieu sur la terre, ne saurait faire mieux que d'imiter la sunna (les actions) du prophète. »

« Ce curieux document fut signé par Ebn Smud, *mufti* de Constantinople, qui dirigea le code de Suleiman I.^{er}, et qui est considéré comme l'un des plus vénérables jurisconsultes de l'empire ottoman.

« Les juges sont subdivisés en cinq classes, les *grands mollahs*, les *petits mollahs*, les *muftettisch*, les *kadis* et les *naïbs*. La classe des *grands mollahs* comprend les *grands juges* de *Roumili* et d'*Anatolie*, et les *juges* des villes du premier rang, au nombre de dix-sept. Les *petits mollahs* sont les *juges* des dix villes du second rang. Les *muftettisch* ont à juger les causes relatives aux fondations pieuses qui sont sous la surveillance du *mufti*, du *grand-venet* et du *kislar-agassi*. Les *kadis* sont les *juges* de toutes les autres villes de l'empire, au nombre de 565. Les *naïbs* ou *vicaires* sont les *substituts* des *mollahs* et des *kadis*.

« Les ministres du culte proprement dits sont divisés en cinq classes : 1.^{re} les *schéichs*, qui prêchent tous les vendredis dans les mosquées, ils lisent ordinairement leurs discours ; ils ne font aucun

geste, et ne parlent que sur la morale ou les dogmes généralement appliqués, évitant de traiter les points controversés. Ils n'ont entre eux d'autre rang que celui que leur assigne l'opinion publique, en raison de leurs talens et de leurs vertus, à l'exception cependant des *schéichs* des quinze mosquées impériales, qui prennent le pas sur tous les autres. 2.^o Les *châtib*, qui prononcent tous les vendredis le *choutba*, c'est-à-dire, la prière publique pour la conservation du sultan régnant. 3.^o Les *imams*, qui président aux cinq prières publiques prescrites par la loi, et qui ont le soin des cérémonies religieuses usitées lors de la circoncision des enfans mâles, lors des mariages et des sépultures. 4.^o Les *muezzin*, qui appellent les fidèles à la prière publique. 5.^o Les *kaim*, qui font l'office de castratins.

Le nombre des desservans est proportionné aux revenus de chaque mosquée. Aucune n'a plus d'un *schéich* et de deux *châtib* : le nombre des *imams* va quelquefois jusqu'à quatre, celui des *muezzin* à deux, et celui des *kaim* à vingt. Dans les villages, l'imam remplit à lui seul les fonctions de *schéich*, de *châtib*, de *muezzin* et de *kaim*. Ce sont les fondateurs des mosquées, ou ceux auxquels ils en confient le soin, qui en nomment les desservans ; mais leurs nominations ont besoin d'être confirmées par un des trois grands dignitaires du corps des *ulémas*.

Les *derwichs*, qui se consacrent à une vie entièrement contemplative et vivent dans des couvens bâtis et dotés par la piété des fidèles, ne font point partie du corps des *ulémas*. Il existe en Turquie une trentaine d'ordres de *derwichs*, distingués les uns des autres par leur costume, et ayant chacun un *général*, appelé *reis-el-zeheich*, qui réside toujours dans le lieu où est enseveli le fondateur de l'ordre. Tous sont obligés, par leurs statuts, à répéter plusieurs fois par jour les sept noms mystérieux de Dieu, qui sont allusion aux sept ciels, aux sept terres, aux sept mers, aux sept couleurs, aux sept planètes, aux sept métaux et aux sept sons. Les autres pratiques varient suivant les différens ordres. Les Chrétiens sont admis à assister aux exercices de dévotion des *derwichs* ; tandis que l'entrée des mosquées leur est sévèrement interdite. Lorsque un Musulman veut se faire *derwich*, il doit subir un noviciat plus ou moins long ; il est des ordres dans lesquels ce noviciat dure un an et un jour. Les formalités de l'admission consistent en ce que le supérieur dit à l'aspirant du *récipiendaire* successivement les sept noms mystérieux de Dieu, à des intervalles de plusieurs semaines, et même, suivant les statuts de l'ordre, de plusieurs mois ; et au moment où le *récipiendaire* a reçu le dernier nom, son noviciat est fini. Beaucoup de personnes de tout rang se font inscrire sur les rôles de ces confréries, sans se faire *derwich* et sans subir aucun noviciat. En temps de guerre, des troupes de *derwichs* accompagnent l'armée, afin d'implorer en sa faveur la protection du ciel.

On sait que les *émirs* ou parens du prophète, qui descendent de lui par les femmes, forment en Turquie une classe à part, qui jouit du privilège exclusif de porter un turban vert. Leur nombre est très-considérable ; on en trouve plus dans les rangs inférieurs

de la société que dans les rangs supérieurs : cependant le peuple croit qu'ils sont particulièrement protégés de Dieu et de son prophète. Leur chef porte le nom de *Ashibul-Eschraf* et fait partie du corps des ulémas. Il est le gardien-trésor des reliques du prophète, déposées dans le séraï, et surtout de la hamme sacrée ; il exerce un pouvoir presque absolu sur tous les émirs.

Les *muderris*, possesseurs et chefs des collèges attachés aux mosquées, forment la pléiade des ulémas. Ce n'est qu'après de longues études, après avoir été examiné par le mufti de Constantinople, que l'on peut obtenir l'honneur d'être nommé *muderris*. Les muftis sont divisés en dix classes, qui doivent parcourir successivement ceux qui aspirent à la place de *molla* ; ensuite que souvent ils parviennent à un âge très-avancé avant d'être éligibles. Voilà du moins la règle ; mais les grandes familles d'ulémas jouissent du privilège de faire nommer *muderris* leurs enfants en bas âge ; ils avancent ensuite par ancienneté et se trouvent à trente ans avoir parcouru tous les grades de leur apprentissage.

Sur quelques phénomènes de physique-mécanique.

Nous avons inséré, dans les N.^{os} 58 et 59 de notre Journal (des 27 et 30 septembre dernier), un article dans lequel l'auteur (M. Allou) s'est proposé d'expliquer divers phénomènes connus, tels que celui d'une lime coupée par un disque de fer doux en mouvement, celui d'une porte de sapin percée par une chandelle, celui d'un bâton posé sur deux verres et rompu par un choc violent sans casser les verres, etc. L'auteur assimile aux mêmes phénomènes l'effet des mines chargées à la manière de M. Jessop, c'est-à-dire, avec du sable simplement versé sur la poudre. Nous avons ajouté à la suite de cet article une Note que le défaut d'espace ne nous a pas permis d'insérer, dans laquelle nous faisons observer que le fait relatif aux mines chargées avec du sable ne paraissent pas de même nature que les autres, qu'il en diffère essentiellement par les circonstances, et que par conséquent il ne pouvait se prêter à une même explication.

Nous lisons, dans la *Bibliothèque Universelle*, (cahier de septembre 1847), un article sur le même sujet, dans lequel l'auteur observe également que le phénomène des mines chargées avec du sable diffère essentiellement de ceux auxquels l'a comparé M. Allou.

Le principe dont se sert celui-ci pour expliquer les divers phénomènes dont il s'est occupé, est le *défait de réaction* de la part du corps élastique, qui n'a pas le temps de réagir, lorsqu'il est attaqué par un corps quoique plus faible mais animé d'une grande vitesse. Avec un peu d'attention, on voit facilement que cette explication n'est pas applicable à l'effet produit sur les parois intérieures d'une mine par la force expansive des gaz qui se dégagent dans le moment de l'explosion.

L'auteur du dernier article a recours à une autre théorie pour rendre raison des premiers phénomènes : il considère la flexion du ressort d'un corps élastique comme susceptible d'être portée au point de détruire la force de cohésion des molécules. Envisageant

deux dents en contact, l'une d'acier et l'autre de fer doux, « suppose », dit-il, que le fer heurte l'acier avec une petite vitesse, « elle y produira une flexion bornée, et la dent continuant sa route, « mettra aux prises sa cohésion avec celle de l'acier. La flexion qui « a produit cette lutte, étant peu considérable, a peu diminué la « cohésion. Celle-ci donc l'emportera; la cohésion du fer étant « inférieure à celle de l'acier, sera forcée de céder. Mais si la « vitesse est grande, la flexion l'est aussi, et peut enfin atteindre « le point auquel la cohésion est nulle, ou du moins celui où elle « est tellement réduite, qu'ajoutée même à la force de ressort « (supposée encore active), elle ne peut résister à la cohésion du « fer. En un mot, il faut considérer deux luttes successives : celle « de la flexibilité de l'acier contre la cohésion du fer, et celle de la « cohésion du fer contre la cohésion et l'élasticité de l'acier réunies. Dans la première, la flexibilité cède toujours. Si la flexion « est petite (étant l'effet d'une petite vitesse), la seconde lutte est « à l'avantage du plus cohérent (de l'acier). Si la flexion est ex- « trême (par une très-grande vitesse), le corps le moins cohérent « a le dessus, parce que la cohésion du corps élastique est dé- « truite. »

Quant à l'effet des mines chargées avec du sable, l'auteur observe qu'il dépend de l'action d'un gaz condensé, laquelle se compose d'une multitude de chocs distincts. Si les chocs successifs qui frappent chaque grain de sable étaient, dit-il, tous dirigés dans le même sens, le grain de sable serait promptement chassé; mais ces chocs étant nécessairement dirigés dans des sens différents, ils ne produisent que peu ou point de vitesse finale sensible; et d'ailleurs, ajoute-t-il, à mesure que le gaz s'introduit entre les grains de sable, il les presse en tout sens et tend ainsi à les rendre immobiles; ce qui donne au gaz le temps de déployer sa force contre les parois de la mine.

On avait expliqué antérieurement le même phénomène d'une manière différente. On avait considéré que le sable introduit dans la mine, composé de parties incohérentes, n'offrait pas une masse unique, susceptible de résister tout à la fois à un choc instantané, ne pouvait par recevoir un mouvement simultané, et par conséquent être déplacée d'un seul coup, ce qui est démontré par le principe de mécanique rappelé dans l'article précédent que nous avons inséré sur l'objet dont il s'agit, qu'un corps ne reçoit de mouvement qu'en vertu de la résistance qu'il oppose au choc. En envisageant le bouchon de sable comme composé de plusieurs couches superposées, sans aucune cohésion entre elles, outre l'incertitude des molécules de chaque couche, on conçoit que l'effort de l'explosion sur la couche en contact avec la poudre, est de nul effet sur la seconde couche; que celui qui agit ensuite contre celle-ci, est nul contre la troisième couche, et ainsi de suite. En sorte qu'il se présente ici une suite de résistances successives qui ne peuvent être vaincues que l'une après l'autre, et qui devraient l'être toutes ensemble par l'effort instantané de l'explosion du gaz qui se développe au moment de l'explosion; car, pour que le sable put être chassé par l'effet de l'explosion, il faudrait que le gaz pût

s'emparer séparément de tous les grains à la fois, ce qui est visiblement impossible. Il est donc évident qu'avant que toutes les résistances dont il s'agit soient surmontées, la force expansive a le temps d'agir efficacement contre les parois solides de la mine, qui n'offrent qu'une résistance unique, susceptible d'être vaincue dans un seul instant.

A quoi l'on peut ajouter peut-être que, lors même que le sable pourroit être chassé, l'ouverture de la mine n'étant pas proportionnée à la force d'expansion, celle-ci doit nécessairement se briser par une autre issue, en brisant les parois latérales. C'est ainsi que toute arête à feu se débâille ou éclate, malgré l'ouverture de la lumière, qui n'est pas en proportion avec l'effort instantané du gaz qui doit s'échapper.

MANIFESTE

Pour la rente par subhastation de divers immeubles situés dans la commune d'Haute-Luce, au préjudice de Gaspard Baptemier, agriculteur habitant audit lieu, en qualité de père et légitime administrateur de Louis Baptemier son fils mineur.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Haute-Savoie, et au requis du sieur Nicolas Luvex-Michelin, propriétaire, habitant à Haute-Luce, pour lequel domicile est élu chez M.^r Lathion-François-Julien Raymond, procureur près ledit Tribunal, demeurant à Goullans :

A tous soit notaire et manifeste que, par sentence de ce Tribunal, sous date du cinq janvier dernier, dûment énoncée, qui déclare exécutoire, nonobstant surau, celle rendue par le Lieutenant-Juge du mandement de Beaufort, le 18 décembre 1822, il a été enjoint audit Gaspard Baptemier, en sa qualité, de payer, au demandeur, dans 30 jours, 1.^o la somme de 3694 et 15 c., montant de deux capitaux portés par actes obligatoires des 29 octobre 1815 et 16 juin 1819, Marie-Ambroise Blanc, notaire; 2.^o celle de 2375 liv. 74 cent., à laquelle se trouve réduite l'obligation en principal, du 9 septembre 1819, Louis-Henri Blanc, notaire; le tout, sans préjudice des intérêts desdits trois capitaux, courants dès le 15 décembre dernier.

Que, par autre sentence du 9 mars dernier, dûment énoncée, le nommé Jean-Baptiste Braissaz, agriculteur, domicilié de la commune d'Haute-Luce, a été déclaré tenu pour débiteur envers le suppliant, du capital porté dans l'acte de rente constituée, du 7 mars 1792, Bal, notaire, en à-compte de celui et accessoires découlant de l'acte obligatoire du 9 septembre 1819, Louis-Henri Blanc, notaire; avec le bénéfice du dixième en moins de ce à quoi ladite rente arriverait, après réduction au taux légal: ce qui ayant été opéré, ladite rente s'est trouvée revenir en capital à la somme de 1535 livres, 5 centimes.

Que, par ordonnance de M.^r le Rapporteur de la cause du 16 mars dernier, dûment énoncée, les dépens faits par-devant ce Tribunal ont été taxés à la somme de 259 francs, 50 cent., avec injonction audit Gaspard Baptemier, en sa qualité, d'en

faire le paiement dans dix jours. L'hypothèque dérivant de tous ces titres, a été prise au bureau de Conflans, le 6 février 1823.

Que ledit Nicolas Carex-Micholin, après avoir fait soulever lement procéder à exécution sur les meubles du débiteur, à forme du verbal de carence, du cinq mars dernier, signé Raffin, et désirant poursuivre l'exécution du jugé, par voie de subhastation, s'est pourvu audit Tribunal, pour, en conformité de l'article 94 de l'édit hypothécaire, obtenir injonction audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, de payer, dans le délai de 30 jours, la somme totale de 4356 livres, 86 centimes, à laquelle se trouvent revêtir tous les différents capitaux ci-dessus mentionnés, y compris les intérêts, jusqu'au 15 avril 1825, le montant des frais parcellés, et encore les droits d'insinuation et ceux du greffe, de ladite ordonnance, déduction faite du capital de 1356 livr., 3 cent., porté par l'acte de vente constituée du 7 mars 1792, Bal notaire, comme en dit ci-devant, avec déclaration que, passé ledit terme de 30 jours, il serait procédé, par voie de subhastation ou d'adjudication, sur les immeubles possédés par ledit Gaspard Baptendier, en sa qualité, rière la commune d'Haute-Luce, et donnés en tenet au l'us de la requête qui a été décrétée en cette conformité, ainsi que par décret et lettres du 27 avril dernier; le tout, dûment enregistré, a été notifié auxdits Gaspard et Louis Baptendier, par exploit du sergent royal Raffin, à ces fins connus, le 30 avril suivant;

Que ledit Gaspard Baptendier, en sa qualité, n'ayant pas satisfait à cette injonction, le suppliant Nicolas Carex-Micholin, pour obtenir l'autorisation de faire procéder, par voie de subhastation, s'est, par requête au l'us de laquelle il a rapporté les biens à subhaster et portés dans l'extrait du cadastre délivré par M.^e Jean-Baptiste Bal, secrétaire de la commune d'Haute-Luce, le 9 août dernier, pourvu à Monsieur le Juge-Maje qui, par son décret du 3 septembre suivant, enregistré à Conflans ledit jour, a permis au suppliant, de faire assigner ledit Gaspard Baptendier, pour paraître à l'audience du Tribunal du 5 octobre suivant, à neuf heures du matin.

Le décret et la requête qui le précède ont été notifiés à la personne même dudit Gaspard Baptendier, le 30 dudit mois de septembre, par exploit du sergent royal Raffin.

Que, par son ordonnance dudit jour cinq octobre dernier, dûment émolumentée, le Tribunal de Préfecture, où M. le substitué avocat-fiscal, attendu la déclaration faite par M.^e Mollingat, procureur constitué du défendeur, de n'avoir rien à opposer aux conclusions adverses, a autorisé la vente des biens immeubles tels qu'ils sont désignés en la requête, sous les conditions et elles faites par le poursuivant, a fixé à ces fins, l'audience pour la première enchère, au premier décembre prochain, à neuf heures du matin, a mandé au greffier sousigné de dresser le minute requis, et commis le sergent royal Raffin pour la notification de ladite ordonnance, de la requête y énoncée et de l'extrait du cadastre y annexé.

Cette ordonnance, les requête et extrait du cadastre ont été notifiés par ledit sergent commis audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, le dix-sept octobre échu, et successivement enregistrés avec l'exploit de notification, au bureau des hypothèques de Conflans, sous le n.^o 162, vol. 3 du registre des aliénations et sous le n.^o 123, vol. 20 du registre général d'ordre, à forme du certificat de M. le Conservateur du vingt-cinq même mois.

En conséquence de quoi, il sera procédé à la vente par subastation, au préjudice de Gaspard Baptendier, en sa qualité, cultivateur, domicilié à Haute-Luce, hameau d'Annuit, et à la diligence de Nicolas Unvex-Micholin, poursuivant, des immeubles qui seront ci-après désignés, sous les charges, conditions et offres du poursuivant, ci-après rappelées.

La première enchère aura lieu à l'audience du tribunal de présécture de Haute-Savoie, au palais de justice, situé à Conflans, dans la maison du sous-écrouant royal, ancien couvent des Bernardines, le 1.^{er} décembre prochain, à 9 heures du matin.

Les enchères, pour chaque lot, seront ouvertes sur la mise à prix des offres faites par le poursuivant, à l'article troisième des conditions suivantes.

IMMEUBLES A SUBASTASTER.

PREMIER LOT.

Une possession appelée le Châtelard, mas d'Annuit, consistant en grange, champ, pré, roc, pré-blanchette et pâturages, de la contenance, suivant le cadastre, de 25 journaux, 166 toises, sous une taille cadastrale de 9 liv., 17 sous, 10 d.⁴ et figurée sous les numéros de la mappe 2025, 2026, 2027, 2034, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440 et 3442: cette possession est confinée au nord par le pré de Joseph Ligeon et des bois Braissax dit la Tille, au levant par celui de Donat Boret-Burdillon, au midi et couchant par celui de Jacques Avocat.

DEUXIÈME LOT.

Ce lot, divisé en quatre parcelles, comprend les immeubles suivants et forme une possession appelée Collombe, mas de Belleville, d'une contenance totale de 9 journaux, 133 toises, 1 pied, sous une taille cadastrale de 5 livres, 19 sous, 10 deniers.

La première parcelle consiste en maison, place, champ, pré et pierres, sous les n.^{os} 5574, 5575, 5576, 5577 et 5578, et se confîne au nord par la montagne des frères Jean-Baptiste et Pierre Bal, au midi par le pré de Gaspard Garzen.

La seconde parcelle, consistant en grange soit mesure, champ et pré, sous les n.^{os} 5493, 5499 et 5500, est confinée au levant par le chemin qui tend aux montagnes, aux nord et couchant par les possessions et montagne de Victor Maitral et consorts, et au midi par la possession de Denis Garzen.

La troisième parcelle formée de champ, pré, pâturage et pierres, sous les n.^{os} 5509, 5521 et 5522, jouste la possession de Marguerite Piccard aux levant et midi, et les pâturages de Nicolas-François Carmetrand des nord et couchant.

La quatrième parcelle est un bois noir, sous le no, figuré par

le n.º 5098, qui se confine aux midi et couchant par les communaux, au levant par le bois de Nicolas-François Carmetrand, et au nord par celui des bois Piccard.

La première parcelle comprend 3 journaux, 144 toises, 6 pieds, et la taille de 2 livres, 13 sous, 5 deniers; la seconde, 3 journaux, 125 toises, 2 pieds, avec 2 livres, 14 sous, 3 deniers de taille; la troisième, 395 toises, 7 pieds, et 11 sous, 6 deniers de taille; la quatrième enfin, 1 journal, 263 toises, 7 pieds, taille 8 den.

TROISIÈME LOT.

Autre possession appelée le Pont, mes de Belleville, consistant en maison, grange, jardin, grenier, cellier, champs, prés, prés-marais, bois verne, de la contenance, suivant le cadastre, de 0 journaux, 169 toises, 5 pieds, avec la taille de 6 livres, 9 sous, 4 deniers, est figurée par les numéros de la mappe 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 3000, 3001 et 3002, et est confinée au nord par les champs de Donat Braisaz, aux midi et levant par la rivière Doron, et au couchant par les champs des bois de Philippe Braisaz du Chaudail.

QUATRIÈME LOT.

Autre possession appelée Annuit, mes d'Annuit, divisée en trois parcelles, dont la première composée des n.º 1913, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, est confinée au nord par un chemin public, au levant par les seigneurs Avocat et en partie Jacques Avocat, aux couchant et midi par ce dernier et les bois Braisaz dit la Tille.

La seconde est un verney sous le n.º 1891, confinée au couchant par le champ de Donat Guignet-Doron, au levant par un ruisseau, au midi par le verney de Pierre Ligeon, et au nord par les bois Braisaz dit la Tille.

La troisième est aussi un verney sous le n.º 1883, confiné au levant par celui des bois Braisaz dit la Tille, au couchant par celui de Jacques Avocat, au nord par le champ de Donat Guignet-Doron, et au midi par la rivière; cette possession consistant en maison, grenier, cellier, jardin, champ, pré, verney, bois-broussailles, est de la contenance, suivant le cadastre, de 1 journal, 122 toises, 6 pieds, et de la taille de 16 sous, 5 deniers.

CINQUIÈME LOT.

Un grenier, cellier au-dessous, chambre en sapin au couchant, placage et pré au nord, d'une contenance d'environ 30 toises, sous le n.º 1813, avec la taille de 2 sous, 8 deniers; confiné au levant par la propriété de Pierre Ligeon, et des autres parts par celle de Gaspard Ligeon.

SIXIÈME LOT.

Les forêts suivantes :

1.º Un bois sapin aux Airiers, sous le n.º 4209, de la contenance de 48 toises, 4 pieds, et avec la taille de 2 deniers, confiné au levant par le bois de Jacques Durand, au couchant par celui de Gaspard Ligeon, et au nord par celui de Mammert Guignet.

2.º Autre bois noir aux Montins-Brûlés, sous les n.º 5050, 5052 et 5066, de la contenance de 6 journaux, 138 toises, 5 pieds, avec la taille de 15 sous, 4 deniers, se confinant au nord par les bois de Jacques Braisaz, et au midi par les communaux.

3.^e Autre bois noir à Colombe, sous les n.^{os} 5141, 5142, 5143 et 5161, de la contenance de 3 journaux, 225 toises, 6 pieds, et de la taille de 12 sous, 3 deniers, confiné, savoir : les trois premiers numéros au nord par un sentier, au levant par les bois des bois de Joseph Esprit, et au midi par un torrent, et le n.^o 5161, dessous par les bois des bois de Denis Garzen, et par le ruisseau de Colombe des autres parts.

Tous ces immeubles sont situés près la commune d'Haute-Luce, et portés à la cote de défunt Louis Baptendier, pere dudit Gaspard, et neul d'autre Louis, fils mineur de ce dernier, et héritier universel insinué du premier, à l'exception des n.^{os} 2999 et 3000 compris au troisième lot et des numéros formant le quatrième lot, qui sont tous parvenus audit Louis Baptendier, neul, et ont été possédés par lui jusqu'à son décès, et dès-lors par son héritier, ceux formant le quatrième lot lui sont arrivés par acte d'acquis soit de Joseph Bouchage de Beaufort, par-devant le notaire Louis-Henri Blanc, le 11 avril 1820.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

La vente par subhastation aura lieu par lot, et tels qu'ils sont ci-devant décrits, sans aucune répétition pour plus ou moins de contenance, comme pour erreur ou omission de numéros; les immeubles composant chaque lot devant être vendus tels que Louis Baptendier l'aient les possédés et avait droit de les posséder, et qu'ils sont parvenus à son héritier et petit-fils Louis Baptendier.

ARTICLE II.

Les enchères seront ouvertes sur la mise à prix pour chaque lot, d'après les offres respectivement faites par le poursuivant.

ARTICLE III.

Nicolas-Cuvex Micholin, poursuisant la vente par subhastation, offre de payer pour les différents lots les sommes ci-après, savoir : pour le premier lot, 515 livres neuves; pour le second lot, 432 livres; pour le troisième lot, 458 livres; pour le quatrième lot, 60 livres, et 102 livres pour le sixième lot, et en cas d'erreur de calcul, sur chaque lot la valeur de 60 fois la contribution imposée sur celui.

ARTICLE IV.

Le poursuivant fait également offre de payer les créances exigibles ou non, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, et jusqu'à concurrence des prix respectivement offerts pour chaque lot.

ARTICLE V.

Il entrera en possession tout après la notification du jugement d'adjudication, s'il est adjudicataire, à la charge par lui de supporter les frais de poursuite des et comprise la requête, sans diminution des prix par lui offerts, et de donner des sûretés pour le paiement, ou de rembourser le montant de ses offres, comme encore de payer de même sans imputation les contri-

balions assises sur les immeubles, et de supporter, sans ré-
pétition, toute servitude apparente ou non, s'il en existe.

ARTICLE VI.

En cas de surenchère de tous ou de partie des lots des
immeubles ci-devant désignés, les adjudicataires se soumettent,
à concurrence du prix de leur adjudication, aux mêmes charges
et conditions offertes par le pourvoyeur, dans les premier,
quatrième et cinquième articles qui précèdent.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et
inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de
la manière prescrite par les art. 77 et 102 de l'édit précité.

Mande à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou ser-
gent royal requis, de faire les publications, affictions, notifi-
cations, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire
donne pouvoir.

Donné à Orléans, sous le sceau du Tribunal, le 3 no-
vembre 1825. ROYER.

Enregistré à Orléans, le 3 novembre 1825, vol. 8, n.^o 1271.
Reçu trois livres. DELACHENAL.

Addition aux Nouvelles de l'Intérieur et de l'Etranger.

Chambéry, 10 novembre. Le Dimanche 23 octobre dernier, le D^{ic}ret de
M^{gr} l'Archevêque de Chambéry, pour l'exécution de la Bulle pontificale
qui érige les nouveaux Diocèses de Saint-Jean-de-Maurienne et de Moûtiers,
a été publié à Saint-Jean par M. le Chanoine de Esche, Prévôt de la
Métropole, et à Moûtiers par M. le Chanoine Mortinet, Archidiacre. Cette
publication a donné lieu à des fêtes et à des réjouissances dans ces deux
villes. Nous donnerons, dans le N.^o prochain, la circonscription des deux
Diocèses.

Turin, 5 novembre. Ce soir, LL. MM. doivent arriver à Gènes, de retour
de Modène, après avoir passé le jour de Saint-Charles à Lucques.

— S. M., pleinement satisfait de l'heureux succès de l'expédition de
Tripoli, a décreté aux Commandant, officiers et sous-officiers de cette ex-
pédition des récompenses que nous ferons connaître.

— L'Université Royale de Turin, qui a fait, comme à l'ordinaire, sa
entrée solennelle le 3 novembre courant, vient de faire une grande perte
en la personne de M. l'Abbé Louis Berruon de St. Etienne, Abbé de St.
Pierre, Aumônier de S. M., Ch^{ev}. Grand'Croix et Membre du Magistrat
de la Réforme, mort le jour de la Toussaint.

Naples, 21 octobre. S. M. le Roi des Deux-Siciles a ordonné la reprise
des fouilles d'Herculanum et de Pompéi.

Paris, 6 novembre. L'Académie française a élu M. le duc Mathieu de
Montmorency, en remplacement de M. Rigot de Préameneu.

— La fête de S. M. a été célébrée à Paris avec un enthousiasme univer-
sel, qui se sera manifesté le même dans toutes les autres villes du royaume.

JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 18 Novembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 17 novembre. La Bulle pontificale qui rétablit les anciennes Eglises épiscopales de Moûtiers et de Saint-Jean-de-Maurienne, est du 5 août 1825; et le Décret de Monseign^r l'Archevêque de Chambéry, délégué par Sa Sainteté pour en faire exécuter les dispositions, est du 19 septembre dernier. Voici la nouvelle circonscription de ces deux Diocèses.

Celui de Moûtiers comprend 81 paroisses, détachées des Diocèses d'Annecy et de Chambéry, dont 53 de la Tarantaise, savoir: Moûtiers; Aigueblanche; Aime; Les-Allues; Les-Avanchers; Bellecombe; Belletrux; Le-Bois; Saint-Bon; Bonneval; Bourg-St-Maurice; Bazel; Brevières; Brélangon; Celliers; Champagny; Les Chapelles; Grand-Cœur; La-Côte-d'Aime; Doucy; Fessons-sous-Briançon; Fessons-sous-Salins; Fontaine-le-Puits; Sainte-Foi; Granier; La-Guraz; Haute-Cœur; Haute-ville; St-Jean-le-Belleville; Landry; St-Laurent-de-la-Côte; Lange-Fay; Mâcot; Saint-Marcel; St-Martin-de-Belleville; Montagny; Mont-Girod; Mont-Valexan-snt-Belletrux; Mont-Valexan-sur-Séaz; Navet; Grand-Navet; Saint-Oyen; Péary; La-Perrière; le-Planey; Pralognan; N.º-D.º-du-Poi; Pusy; Salins; La-Saule; Séaz; Tessens; Tignes; Val-de-Tignes; Versois; Villageret; Villaret; Villette; et 25 de la Haute-Savoie, qui sont: Allaudaz; Arêche; La-Bâtie; Bonfort; Blay; Césarides; Cevins; Chevron; Courdane; Gilly; Hantelure; l'Hôpital; Maribod; Palud; Saint-Paul; Queige; Rognes; Saint-Suzmond; Thorens; St-Thomas-des-Essert; Tours; Venlhon; Villard-de-Bonfort.

Le Diocèse de Saint-Jean-de-Maurienne se compose de 82 paroisses, détachées du Diocèse de Chambéry, dont 7 de la Haute-Savoie, qui sont: Bourvillard; Ste-Béline-des-Millières; N.º D.º des-Millières; Monthion; 6 de la Savoie-Propre: Bourget-en-Huile; Chamois; Champagnon; Montauray; Le-Pontet; Villard-Léger, et 70 de la Maurienne, savoir: St-Jean-de-Maurienne; Aiguebelle; Aillon; St-Alban-des-Villards; St-Alban-d'Hartières; Albanne; Athiez-le-jeune; Athiez-le-vieux; Saint-

André; Argentier; Aussois; Avrieux; Beaume; Bessins; Bonneval; Bonvilliant; Le-Gourget; Bourg-neuf; Bramans; La-Chambre; Chamonixet; La-Chapelle; Le-Châtel; St-Colomban-des-Villards; N.^o D.^o Du-Croet; Epierre; St. Etienne-de-Chinex; Fontenayerte; les Fourneaux; St. Georges-d'Huchères; Herminion; Jarrier; St. Jean-d'Arves; Saint-Julien; Lavalbourg; Louslevillard; Saint-Léger; Ste. Marguerite; Ste. Marie-de-Chinex; St. Martin-de-la-Chambre; St. Martin-de-la-Porte; St. Martin-Outre-Are; St. Michel; Molune; Montaimant; Montdenis; Mongelafrey; Montgilbert; Montpasral; Montricher; Moutrol; Montsapey; Montvermer; Orelle; Saint-Pancrace; St. Pierre-de-Bell-ville; Poutamafrey; Roudens; Saint-Bémy; Sardières; Sollières; St. Sorlin-d'Arves; Thyl; Termignon; Valmiziers; Valloires; Villarcambert; N.^o D.^o du-Villard; Villardouleur; Villardodin.

Les parishes de Bolge, Hérys-sur-Alby, Lornoy, Marigny, Massigny, Moye et Raully, détachées du Diocèse d'Annecy, sont réunies au Diocèse métropolitain de Chambéry.

— S. M., par Patentes datées de Parme, du 23 octobre dernier, a nommé M. le docteur Louis Dommage Médecin des Officiers et Employés de la Maison Royale à Chambéry.

PIÉMONT.

Turin, 9 novembre. S. M. a accordé à M. Sivori, chevalier des SS. Maurice et Lazare, Capitaine de vaisseau, qui a commandé l'expédition devant Tépoli, une pension de 2500 livres sur la caisse de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare; à M. le chevalier Mamelli, lieutenant de vaisseau, la Croix des SS. Maurice et Lazare et une pension de mille livres sur le trésor du même Ordre; à M. le chevalier Chiggi, sous-lieutenant de vaisseau, la même Croix et une pension de 500 livres; à M. J. B. Tanca, sous-lieutenant de 1.^{ère} classe dans l'artillerie de mer, la Croix et une pension de 300 livres; et la Croix du même Ordre à M. J. B. Miffelire, ainsi qu'à M. le chevalier Emile Paletta, sous-lieutenant de vaisseau. Et pour procurer à ces braves Officiers une prompte jouissance de la faveur royale qui leur est décernée, S. M. leur a accordé la permission de porter de suite leur décoration, et leur a donné au delà de trois mois pour faire leur profession.

— Le 1.^{er} de ce mois, de nouvelles armes consulaires ont été arborées à Gênes pour la première fois; ce sont celles de l'Empereur et Roi de Maroc. Le public a vu avec intérêt dans cette circonstance une nouvelle preuve des sollicitudes de S. M. notre auguste Souverain en faveur du commerce et de la navigation, et un heureux résultat de la bonne intelligence trouvée en dernier lieu avec l'Empereur de Maroc. Ces armes ont été arborées sur le porte de l'un des premiers négocians de Gênes, M. Abraham Mesjona, chargé d'affaires et consul général de l'Empereur dans les Etats de S. M.

Les RR. PP. de la Compagnie de Jésus ont célébré, à Gènes, avec une grande solennité, dans l'église de Saint-Ambroise, la béatification du vénérable serviteur de Dieu *Alphonse Rodriguez*, décrétée par S. S. le 29 septembre 1824.

Le 12 octobre dernier, le feu avait pris à une chaumière dans le hameau de Leida, voisin de Coni, au delà du Gesso. Les flammes, qui s'élevaient avec violence et menaçaient tout le village, ont été arrêtées par la sèle et l'activité des Carabiniers Royaux et d'un détachement de la brigade de la Rivière, accourus au secours de ce village, unies d'ailleurs par l'exemple de M. le Gouverneur de la Division, mais les premières maisons et tout ce qu'elles contenaient ont été la proie de l'incendie. Il a été fait en faveur des victimes de cet événement, une collecte à laquelle ont contribué toutes les personnes les plus distinguées de la ville, dans toutes les classes.

La Chambre d'Agriculture et de Commerce de Turin a été installée le 3 du courant, sous la présidence de M. le Chevalier Joseph-Laurent De' Giardin, Intendant général de la Division de Turin, Président-né de cette Chambre, qui, après avoir reçu le serment des Membres qui la composent, leur a adressé un discours remarquable par l'intérêt du sujet et par le talent de l'orateur, touchant le nouveau lien fait dû à la haute sagesse et à la sollicitude éclairée de notre excellent Monarque.

12 Novembre. On écrit de Gènes que, le 8 du courant, M. le Général Comte des-Ganeys, Président-Chef de l'Amirauté, a eu l'honneur de présenter à S. M. le Chevalier Sivori, Capitaine de vaisseau, et les autres Officiers et gardes-marines du vaisseau le *Commerce*, qui se sont si glorieusement distingués devant Tripoli. S. M. leur a fait le plus précieux accueil, et ils ont reçu, en cette occasion, la plus belle partie de leur récompense, dans les marques de l'entière satisfaction de leur auguste Souverain.

— S. M. la Reine veuve Marie-Thérèse et les Princesses ses filles sont arrivées le 8 à Gènes, de retour de Modène.

Cours des Inscriptions sur le Régistre général de la Dette publique,
à dater du 1.^{er} octobre 1825.

Du 5 au 8 novembre 1825: 105 liv. 50 c.; valeur en monnaie courante pour chaque livre, valeur du Tarif.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

On apprend de Trieste qu'au 23 septembre on ignorait encore à Alexandrie l'époque du départ de la nouvelle expédition, laquelle se composera de deux mille hommes disciplinés et exercés à l'Europeenne. On dit que l'armée grecque, composée de 10 voiles, croise entre l'Égée et le cap Matia, pour attaquer la flotte égyptienne. L'amiral Aliakris a laissé huit

bâtimens à Misolunghi, pour maintenir les communications de cette place.

— Selon les nouvelles de Corfou, du 10 octobre, Ibrahim-Pacha aurait mis le siège devant Napolé de Malvoïse. On assure qu'une partie des secours d'Égypte était déjà arrivée à Modon.

ANGLETERRE.

La mission de sir Charles Stuart à Rio-Janeiro n'est terminée par un traité entre le Roi de Portugal et l'Empereur du Brésil, en vertu duquel S. M. T. P. reconnaît le Brésil comme empire indépendant et séparé du royaume de Portugal et d'Algarve, reconnaît son fils don Pedro comme Empereur, lui cédant la souveraineté de cet empire à lui et à ses successeurs légitimes, se réservant dans sa personne que le titre d'Empereur. S. M. I. promet de ne pas agréer les offres que pourraient faire d'autres colonies portugaises de se réunir au Brésil. Les autres dispositions règlent les relations des deux États sur le pied de réciprocité et d'égalité. Ce traité, signé le 29 août dernier, a été rendu public à Rio-Janeiro avec une grande solennité, le 7 septembre suivant.

— Le parlement a de nouveau été prorogé du 1.^{er} novembre au 5 janvier.

— Le gouvernement de Buenos-Ayres, tout en consentant à entrer dans une alliance défensive avec les républiques de l'Amérique méridionale, n'a pas jugé devoir accéder à l'invitation que lui a faite le gouvernement du Pérou, d'envoyer deux députés au congrès général des États de l'Amérique, qui doit s'assembler à Panama.

— Le parlement du Brésil a apporté entre autres une lettre où il est dit que sir Charles Stuart doit se rendre à Buenos-Ayres, pour tâcher de terminer les différends de cette république avec le Brésil, relativement à la possession de Monte-Video.

— Une lettre de Calcutta, du 30 mai, fait espérer que la guerre avec les Birmanes touche à sa fin.

— L'incendie des bois, dans l'Amérique septentrionale, s'est communiqué, le 7 octobre dernier, aux habitations voisines, et déjà-lors il a dévasté une étendue de plus de cent milles; les dévastations sont affreuses; deux cents personnes ont péri, et plus de deux mille restent sans asile et sans ressource.

FRANCE.

Paris, 1.^{er} novembre. On écrit de Lyon que l'on met la plus grande activité à réparer les dommages causés au Pont Morand par la dernière crue du Rhône.

— La ville de Clermont-Ferrand a choisi le jour de la fête du Roi pour l'inauguration des bustes de Pascal et de Jacques Delille.

11 novembre. Le général Roche, envoyé du comité philhellénique de France, est arrivé à Paris, de retour de sa mission en Grèce.

— On a dévoré à Nîmes un casque gaulois rempli de pièces d'argent et

de cuivre à l'effigie de divers empereurs romains, et contenant un couteau d'environ un demi-pied, dont la lame est en cuivre, et le manche en bois travaillé avec un goût exquis. On présume que ce couteau est un instrument druidique.

13. *Novembre.* C'est aujourd'hui que la Faculté de Théologie de Paris sera installée dans l'Eglise de la Sorbonne, par M. Desjardins, Vicaire-Général du diocèse.

— Le Roi et M. le Dauphin sont rentrés dans la capitale. Les Princesses Royales étaient déjà arrivées le 11 de Fontainebleau.

Actions de la banque de France : 2150 fr. ; 2200 fr. ; 2120 fr.

Cinq pour cent consolidés : 97 fr. ; 98 fr. ; 98 fr. ; 97 fr. ; 98 fr. ; 98 fr. ; 98 fr.

Trois pour cent : 70 fr. ; 69 fr. ; 70 fr. ; 68 fr. ; 70 fr.

VARIÉTÉS.

Sur les Paragrêles.

La *Feuille du Canton de Yaud*, N.º 154, contient un Rapport de M. le Professeur Chavaunes sur l'expérience des paragrêles faite dans le Canton de Yaud, pendant l'été de 1825, présenté à la Société des Sciences Naturelles à Lausanne, dans sa séance du 5 octobre 1825. L'auteur du Rapport s'est proposé de recueillir les faits qui se rattachent aux essais que vient de faire le Canton. Il observe d'abord que l'exemple donné par la Société des Vignes de Lausanne, a été imité avec émulation, et que la Suisse occidentale présente aujourd'hui une étendue de territoire paragrêlé, beaucoup plus considérable qu'on ne l'avait espéré d'une première tentative. Il parle des essais introduits dans le voisinage, tels que ceux du Département du Doubs, et l'expérience entreprise en Savoie. Au sujet de cette dernière, il fait mention du voyage fait à Lausanne par M. Saint-Martin fils, de Chambéry, dans la vue d'observer ce qui se pratiquait à cet égard dans le Canton de Yaud, et il cite les 247 paragrêles plantés dans les environs de Chambéry, sous la direction de M. Saint-Martin, ensuite des dispositions favorables des communes et des propriétaires, et surtout de la manière dont l'opération a été utilement secondée par M. l'Intendant Général du Duché de Savoie.

M. Chavaunes expose successivement les faits constatés par onze observations diverses. Une circonstance commune à la plupart des faits qui sont rapportés, est que la grêle tombée sur les esp. res paragrêlées n'a été que du grésil ou n'a offert que la consistance de

la neige ou de la giboulée. Voici de quelle manière M. Chavannes explique ce phénomène, déjà observé dans plusieurs autres lieux et dont nous avons cité dans le temps plusieurs exemples, phénomène d'autant plus important qu'il remplirait précisément les vues que l'on se propose, et qui, s'il était une fois bien établi, ne permettrait plus de douter de l'heureuse influence des paragrêles, quelque théorie que l'on voulût adapter pour en donner l'explication.

« Il est aujourd'hui reconnu, dit M. Chavannes, que les gros grêlons ne se forment point dans les parties élevées de l'atmosphère; ils n'acquièrent leur volume, souvent si désastreux, que dans les couches inférieures. Là, alternativement attirés et repoussés (selon Volta) par une action électrique, rencontrant, chemin faisant, des gouttes aqueuses, qui, par les mêmes causes auxquelles ils doivent leur origine (1), se condensent en s'unissant à eux, ils augmentent de volume par l'addition de nouvelles couches concentriques, plus ou moins régulières. Cela posé, si les couches inférieures de l'atmosphère sont dépouillées d'électricité, il devra en résulter que les grêlons formés au-dessus d'elles, les traverseront sans recevoir d'accroissement et arriveront sur la terre avec le simple volume et la consistance de leur formation primitive. Or c'est là ce qui paraît être arrivé chez nous dans plusieurs endroits, depuis l'élévation de nos paragrêles. Les grains formés dans la région supérieure des nuages trouvant les couches inférieures dépouillées d'électricité, par le moyen de nos perches armées, n'ont pas pu y prendre l'augmentation qu'ils auraient acquise dans leur chute, au travers des couches chargées de matière électrique.

« Cette explication, ajoute M. Chavannes, a pour elle une autorité qui doit inspirer le plus haut degré de confiance, celle du célèbre baron de Buch. Ce savant, qui a fait une étude particulière des phénomènes météorologiques dont nos Alpes sont le théâtre, bien loin de voir, dans les petites grêles tombées cette année dans nos contrées, des faits qu'on puisse opposer aux paragrêles, y a trouvé la confirmation de la théorie qui a donné naissance à ces appareils. »

Dans une note communiquée à M. Chavannes, par M. A. Richard, celui-ci s'exprime comme il suit : « Me trouvant, le 2.^e septembre,

(1) Peut-être le froid causé par l'expansion de l'air et l'évaporation, les États du choc des électricités opposées.

entre 6 et 7 heures du soir, à Mon-Repos, j'y vis tomber, en même temps que de grosses gouttes de pluie, un assez grand nombre de grêlons, d'environ cinq lignes de diamètre. Je fus frappé du peu d'impétuosité de leur chute, de leur limpidité et de la forme octaèdre, légèrement aplatie, qu'ils présentaient tous.

« On sait qu'ordinairement les grêlons de cette grosseur sont plus arrondis, moins réguliers et imparfaitement transparents à leur surface. Mais lorsqu'on les a lavés et laissés flotter en partie dans l'eau, ils offrent, en général, des apparences analogues à celles des grains que j'ai recueillis dans l'occasion dont il s'agit ici.

« De ce rapprochement, joint à la circonstance que les nuages dont le ciel était couvert paraissaient être fort élevés, je crus pouvoir inférer que les grêlons avaient probablement été plus gros dans la hauteur, qu'ils ne l'étaient en arrivant à la surface de la terre, et qu'au lieu de grossir encore, en traversant les couches inférieures de l'atmosphère, ils s'y étaient au contraire fondus et lavés.

« Un tel effet, continue M. Richard, ne pourrait-il pas être attribué aux paragrêles, si leur action, insuffisante pour empêcher la formation de la grêle dans les régions supérieures de l'atmosphère, était cependant assez réelle sur les couches inférieures, pour s'opposer à ce que la grêle déjà formée qui les traverse, prit un nouvel accroissement ?

« S'il est vrai, comme quelques personnes l'ont avancé, que la grêle ait plusieurs fois été remplacée par de la neige sur les contrées paragrêlées, on pourrait peut-être expliquer ce phénomène dans l'hypothèse précédente, en admettant que la grêle, qui n'est probablement que de la neige, au moment où elle commence à se former, serait demeurée dans cet état, en traversant les couches d'air inférieures soumises à l'action des paragrêles. »

Nous croyons devoir transcrire la fin du Rapport de M. Chayannea. « Telles sont, dit-il, les observations auxquelles la grêle a donné lieu autour de nous, depuis l'établissement de nos perches armées. Elles ne présentent pas encore, à la vérité, des preuves qui soient absolument décisives; cependant elles offrent une sorte d'uniformité dans les faits cités, qui semble devoir inspirer quelque confiance. Tel est, du moins, l'effet que plusieurs de ces derniers ont produit sur un grand nombre de nos agriculteurs.

« Vous en conclurez, je pense, Messieurs, que ce qui s'est passé chez nous, joint à ce que nous avons appris d'ailleurs, est

de nature à nous encourager à persévérer dans l'expérience que nous avons provoquée , à insister auprès de nos concitoyens pour qu'elle soit reprise l'année prochaine , et à chercher , par tous les moyens qui sont en notre pouvoir , à lui donner la plus grande extension possible.

« Nous devons un bien juste tribut de reconnaissance aux hommes éclairés et dévoués qui , sur divers points du Canton , ont bien voulu se rendre à l'invitation qui leur a été adressée ; certes il fallait quelque courage pour se mettre ainsi à la brèche , pour s'exposer aux reproches des uns , à la risée des autres , au désappointement qui suit une entreprise manquée. Excités et soutenus par le désir de faire le bien de leur pays , ils ont en outre compté comme nous , sur le bon esprit du peuple , aujourd'hui assez éclairé pour savoir que toute idée nouvelle ne doit pas être rejetée ; que des sacrifices sont nécessaires pour amener un meilleur état de choses ; qu'une expérience , même douteuse , lorsqu'elle a un but utile , quand bien même elle vient à échouer , laisse toujours après elle la satisfaction de l'avoir tentée , lors surtout qu'elle entraîne aussi peu de perte que celle dont il est question aujourd'hui. »

A la suite de son rapport , M. Chavannes cite quelques circonstances où des paragrêles ont donné des marques visibles de leur action sur l'électricité de l'atmosphère. Le 7 mai , à l'entrée de la nuit , le temps étant orageux , quoique sans pluie , et le tonnerre se faisant entendre , des personnes qui se promenaient à Moutier ont vu de petits feux scintiller sur les paragrêles placés au-dessous de la ville. Dans la même soirée , M. Gély , accompagné de l'un de ses fils , a vu un éclair descendre le long d'un paragrêle placé à trente pas de lui et dominer lui-même par des vigues beaucoup plus élevées ; l'ayant visité le lendemain , il n'y a remarqué aucune trace de feu. Dans la même soirée encore , des dames se trouvant en ville , à leur fenêtre donnant sur la campagne , ont vu , disent-elles , la foudre tomber sur un paragrêle placé dans les vigues à 50 ou 60 toises de leur maison.

ENIGME.

Etranger à la terre , au Ciel ainsi qu'aux mers ,
Comment puis-je être au monde , et non dans l'univers ?
On me trouve en Europe , en Pologne , en Hongrie ;
Mais on vain l'on me cherche en Afrique , en Asie.
Sans être en Allemagne , on me voit dans Ansbourg ;
Et sans être à Paris , je suis au Luxembourg ;
Sans être en Italie , on me trouve dans Rome ,
Le genre humain m'ignore , et j'appartiens à l'homme.

Le mot du dernier logographe est Comète , où l'on trouve *come* , *mot* , *ciel* , *Coma* , *me* , *se* , *ce* et *cet*.

*Au Seigneur Sénateur Juge-Maje du Tribunal de
Préfecture de Savoie-Propre.*

SUPPLIEnt humblement Josephine fille de feu Joseph Garon, veuve d'Hyacinthe Vincent, Joseph et Antoinette Vincent, celle-ci femme de Louis Galley bourellier, qui l'assiste et qui l'autorise; ledit Joseph Vincent négociant, les autres propriétaires demeurant à Chambéry où il font élection de domicile en la personne et demeure de M.^r Mongenet, l'un des procureurs cédans.

Ils ont l'honneur d'exposer que, par acte du 12 septembre dernier, Cui notaire, ils ont acquis de noble Eugène, à feu Claude-François Morand de St. Saluce, ancien colonel, domicilié en cette ville, un domaine situé dans la commune de Thoiry, qui se compose de la manière suivante, savoir :

1.^{re} D'une maison de maître, cour, grange, maison fermière, prés, champs et jardins, le tout en une pièce de la contenance de 28 journaux, 71 toises, 3 pieds, se confinant du levant, du couchant et du nord par des chemins, du midi par un ruisseau et un chemin; ces immenbles situés au mas de Lailhuy, sont figurés sous les numéros 2600, 2601, 2602, 2724, 2725, 2728, 2751, 2752 et 2754.

2.^{re} Une autre pièce de pré, audit lieu, appelé la pré Cortet, contenant 3 journaux, 15½ toises, 7 pieds, inscrite sous le numéro 2615.

3.^{re} Autre pièce de pré audit lieu, sous le n.^o 2605, de la contenance de 152 toises, 4 pieds.

4.^{re} Une pièce de pâturages, vigne et broussailles, lieudit à la Contaz, contenant 9 journaux, 255 toises, 1 pied, fixée sous le n.^o 3002.

5.^{re} Une pièce de champ lieudit à la Coufraz et Chante-Merle, sous le n.^o 5531, contenant 1 journal, 77 toises.

6.^{re} Une pièce de pré, lieudit au Mollard, de la contenance de 118 toises, 1 pied, figurée sous le n.^o 2544.

7.^{re} Une pièce de champ, lieudit à la Combette, sous le n.^o 3652, de la contenance de 381 toises, 5 pieds.

8.^{re} Une autre pièce de champ audit lieu, contenant 272 toises, 1 pied, inscrite sous les n.^{os} 3745 et 3746.

9.^{re} Une pièce de champ lieudit au Saugé, sous partie des n.^{os} 4117, 4118 et 4120 de la contenance de 8 journaux, 129 toises.

10.^{re} Une pièce de champ, lieudit à la Seie, contenant 347 toises, figurée sous le n.^o 4119.

11.^o Une pièce de pré et bois, lieudit au Merle, sous le n.^o 5965, de la contenance de 22 journaux, 112 toises, 4 pieds.

12.^o Une pièce de pré audit lieu, contenant 1 journal, 225 toises, 5 pieds, sous le n.^o 4016.

13.^o Une autre pièce de pré audit lieu, sous le n.^o 4005, de la contenance d'un journal, 295 toises, 1 pied.

14.^o Enfin, une pièce de champ à la Couratz, de la contenance de 528 toises, 5 pieds, figurée par le n.^o 1970.

Ce domaine a été vendu, avec les fonds de semence, cheptel, fourrages, engrais, paille, feuilleries, tels que les fermiers actuels sont tenus d'en faire la représentation à forme des hauts, pour le prix de 17800 livres neuves, dont 500 ont été payés comptant au vendeur, le reste du prix de vente est payable avec intérêts au cinq pour cent, d'abord, aux créanciers hypothécaires, d'après le rang de leurs inscriptions, et le surplus au vendeur lui-même, dans les termes convenus audit acte.

Les supplians qui ont acquis ce domaine chacun pour un tiers du prix, à concurrence et de la manière spécifiée dans ledit contrat de vente, en ont fait faire la transcription au bureau des hypothèques de Chambéry, le 26 septembre dernier. Après l'expiration des trente jours, ils se sont fait délivrer le certificat de toutes les inscriptions prises sur les biens vendus contre M. de St. Sulpice, et il en résulte que les inscriptions prises sur ledit domaine, couvrent le prix de la vente ; c'est pourquoi, il leur importe de se prévaloir de la faculté qui leur est accordée par la loi, de purger leur nouvelle propriété des créances et charges dont elle peut être grevée ; pour y parvenir, ils joignent ici :

1.^o Le contrat de vente précité. Col notaire.

2.^o Le certificat de dépôt et de la transcription dudit contrat de vente au bureau des hypothèques de Chambéry, du 26 septembre 1825, signé Domenget conservateur.

3.^o Enfin, l'état divisé en trois colonnes de toutes les inscriptions existantes contre le vendeur, sur les biens aliénés, suivant le certificat délivré par ledit conservateur, le 27 octobre 1825.

DATE et nature des privilèges ou hypothèques.	Noms des créanciers inscrits.	MONTANT des inscript. ^{es}
1819, 5 Février. contrat de vente. Not notaire. 1825, 18 Mars.	Georges Blanc.	2500 00

1825, 17 Mai, acte obligatoire, Nicoud notaire.	Josephine Ternie, veuve Dianau.	1510 40
1825, 19 août.		
1821, 29 Août et 1822, 15 janvier, acte de vente, Richard notaire.	Paul Lovel.	1500 00
1825, 25 octobre.		
1825, 9 Septembre, acte de vente Marchal notaire.	Jacqueline Bardin, veuve Everard.	8000 00
1825, 51 Octobre.		
1825, 11 Avril, acte de vente, Nicoud notaire.	Amédée-Antoine et Joseph Pollingue.	15000 00
1824, 15 Février.		
1825, 22 Mars, acte obligatoire, Marchal notaire.	Joseph-Nicolas Morand de St. Subice.	1410 00
1825, 24 Mars.		
1824, 8 Juillet, acte de vente, Marchal notaire.	Joseph Fromaget.	3000 00
1825, 7 Avril.		
1825, 21 Mars, sentence du tribunal de Chambéry.	Pierre Henri.	1750 30
1825, 14 Avril.		
1821, 18 Août, acte de vente, Raet notaire.	Louis et Claude Fergul Chapperon et Marianne Chaboud.	11000 00
1825, 4 Mai.		
1825, 7 Mars, jugement du tribunal de Chambéry et ordonnance du 13 juin suivant.	Jeanne Perrot veuve Bergerat.	950 00
1825, 9 Août.		
1825, 2 Août, sentence du juge de mandement de Chambéry.	Noël Bonne.	428 55
1825, 1. ^{er} Septembre.		
1825, 1. ^{er} Septembre, acte obligatoire, Marchal, notaire.	Georges Blanc.	1900 00
1825, 15 Septembre.		

Les suppléants déclarent être prêts à payer immédiatement les créances, tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le tribunal de judicature-maje, sous le tout à concurrence seulement du prix stipulé audit contrat

de vente, et quant à Josephite Terme veuve Dianan, et noble Joseph Nicolas Morand de St Sulpice, qui n'ont leur hypothèque que sur une partie des biens vendus, les suppléans déclarent que, par relation du prix total stipulé, le prix du n.^o 2725 de la mappe de Thoiry, spécialement hypothéqué à la dame Dianan, est de 1400 livres, et celui du n.^o 3055 de ladite mappe, hypothéqué à noble de St. Sulpice, est de 6000 liv. n., et ils recourent :

Qu'il vous plaise, Seigneur sénateur juge-mage, leur permettre de faire notifier par l'huissier ou sergent qui sera désigné, cette résolution, avec le susdit certificat de transcription, et état d'inscriptions aux créanciers portés audit état dont les inscriptions frappent sur le domaine vendu, au domicile respectivement élu par chacun d'eux, savoir : 1.^o Georges Blanc boulangier ; 2.^o Paul de feu Jean Lovel Boulangier ; 3.^o Jacqueline Bardin veuve de Pierre Everard ; 4.^o Joseph feu Antoine Fromaget ; à Chambéry chez le notaire Maréchal, où ils ont élu domicile.

5.^o Josephite Terme veuve de Jean Dianan, épicière domiciliée à Chambéry ; 6.^o Amédée Antoniaz et Joseph Pollinger propriétaires domiciliés audit lieu ; 7.^o Joseph-Nicolas Morand de St. Sulpice ; 8.^o Louis et Claude-Fergeal Chappéron et Marianne Chahoud, le premier notaire et le second artuère, domicile élu en la personne de ce dernier seulement ; 9.^o Jeanne Perrot, veuve Bergerat boucliers ; 10.^o Noël Boune négociant ; 11.^o Georges Blanc boulangier ; tous ces derniers ayant élu domicile en leur personne et demeure à Chambéry ; 12.^o enfin, Pierre Henry aubergiste, ayant élu domicile à Chambéry en la personne et demeure du procureur Claude-Louis Charvet.

Ainsi qu'audit noble Eugène Morand, baron de St Sulpice, ancien colonel en retraite, domicilié en cette ville, sous toute proteste de fait et de droit et plaise pouvoir.

Signé par respectable JACQUEMONT fils, *Conseil*. MONGENET, procureur et mandataire de Josephite Garon, paracte du 2 novembre 1805, Cot, notaire. VINCENT fils, Antoinette VINCENT, GALLEY.

Vu : est accordée la permission requise, avec commission à l'huissier Exertier pour faire les notifications requises en conformité de l'édit du 16 juillet 1822, Chambéry, au tribunal, le 4 novembre 1825.

L'assesseur, pour le seigneur sénateur
juge-mage absent, BELLEMIN.

Enregistré le 7 novembre 1825, vol. 26, case 550, fol. 51 recto, perçu 2 liv. BAUDÉ.

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, certifie qu'il m'a été consigné ce jourd'hui par m.^e Jean-Léopold Cot notaire royal de résidence en cette ville, un acte par lui reçu le 12 septembre 1825, portant vente par M. le baron Morand de St. Sulpice Eugène, en faveur de dame Garon Josephite veuve de Vincent Hyacinthe, sieur Vincent Joseph et dame Vincent, Antoinette femme de sieur Pierre-Philippe Galley ; ledit

sieur Joseph Vincent négociant, les autres propriétaires, tous domiciliés à Chambéry, d'un domaine situé sur la commune de Thoiry, consistant aux immeubles ci-après désignés, tous inscrits à la mappe de la commune :

1.^o Une maison de maître, cour, grange, maison fermière, prés, champs et jardin, en une seule pièce située au mas de Lailuy, de la contenance de 26 journaux, 72 toises, 5 pieds, figurée par les n.^{os} 2600, 2601, 2602, 2724, 2725, 2728, 2732, 2731 et 2734 ;

2.^o Une autre pièce de pré audit lieu, appelée le pré Curlet, contenant 2 journaux, 154 toises, 7 p., inscrite sous le n.^o 2615 ;

3.^o Autre pièce de pré audit lieu, sous le n.^o 2605, de la contenance de 152 toises, 4 pieds ;

4.^o Une pièce de pâturage, vigne et broussailles, lieudit à la Coulaz, contenant 9 journaux, 255 toises, 1 pied, fixée sous le n.^o 3002 ;

5.^o Une pièce de champ, lieudit à la Condraz et Chante-Merle, sous le n.^o 3531, contenant 1 journal, 77 toises ;

6.^o Une pièce de pré, lieudit au Molard, de la contenance de 118 toises, 1 pied, figurée par le n.^o 2544 ;

7.^o Une pièce de champ, lieudit à la Combette, sous le n.^o 3652, de la contenance de 581 toises, 5 pieds ;

8.^o Autre pièce de champ audit lieu, contenant 272 toises, 1 pied, inscrite sous les n.^{os} 3745 et 3746 ;

9.^o Une pièce de champ, lieudit aux Sauges, sous partie des n.^{os} 4117, 4118 et 4120, de la contenance de 8 journaux, 179 toises ;

10.^o Une pièce de champ, lieudit à la Seie, contenant 547 toises, figurée par le n.^o 4119 ;

11.^o Une pièce de pré et bois, lieudit au Merle, sous le n.^o 3965, de la contenance de 22 journaux, 112 toises, 4 pieds ;

12.^o Une pièce de pré audit lieu, contenant 1 journal, 225 toises, 5 pieds, sous le n.^o 4006 ;

13.^o Une autre pièce de pré, audit lieu sous le n.^o 4005, de la contenance d'un journal, 297 toises, 1 pied ;

14.^o Enfin, une pièce de champ à la Condraz, de la contenance de 528 toises, 4 pieds, figurée par le n.^o 2920 ;

Je certifie encore avoir le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 5, art. 567, et sur le registre général d'ordre, vol. 54, art. 80, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel.	Liv. 89 m
Droit de timbre.	m 92
Salaire.	1 50
Total.	<u>Liv. 91 42</u>

A Chambéry, le 26 septembre 1825.

Le conservateur, DOLLÉGET.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte susdit, au vol. 98, art 170, et avoir reçu,

Pour droit proportionnel.	Liv. 17 50
Droit de timbre.	50
Salaire.	100
Total.	Liv. 167 50

À Chambéry, le 26 septembre 1825.

Le conservateur, DOMENGET.

Au Seigneur Sénateur, Préfet au Tribunal de Préfecture de la province du Genevois.

Supplie humblement sieur Claude Arstant-Fenoil, cultivateur, domicilié à Manigod :

Et à l'honneur d'exposer que, par contrat du 31 octobre 1816, Belallier notaire, il a acquis de Jacqueline, fille de feu Jean Arstant-Fenoil, veuve de Gabriel Marin, les imposables ci-après, situés lieu dit à la Chapelle-dessous, inscrits aux maps et cadastre de la commune de Manigod, sous le n.^o 1068, pour 124 toises, 4 pieds, à prendre du côté du levant; sous le n.^o 1073, pour 365 toises, 5 pieds, à prendre du même côté; sous le n.^o 1070, pour 4 journaux, 65 toises, à prendre aussi du côté du levant; sous le n.^o 1069, pour 36 toises, 7 pieds, et sous le n.^o 1074, pour 22 toises, 3 p., lesquels se continuent ensemble du levant par un chemin, du midi par la terre de Bernard Golliet, du couchant par celle du Jean Degrave, et au nord par celle de François Bernard;

Que par le même acte ladite Arstant-Fenoil, veuve Marin, a en outre vendu au suppliant 510 toises, 3 pieds, de la pièce de champ située lieu dit à la Cour, dite commune de Manigod, à prendre au levant du n.^o 731, se continuant du couchant par terre d'André Golliet, du côté du midi par celle des héirs de Pierre Golliet, et au nord par celle de François Bernard;

Que cette vente a été consentie pour le prix de 2716 liv. tournois, à compte duquel ladite veuve Marin accorda quittance au suppliant 1.^o de la somme de 130 livres tournois, au moyen de la charge qu'il put de payer ladite somme à François-Clément Golliet; 2.^o de 544 livres tournois, qu'elle déclara avoir reçu, et quant aux 2042 livres restantes, le suppliant promit d'en payer la rente annuelle de 102 livres; que ladite vente a été en outre consentie sous la réserve en faveur de la veuve Marin, de son habitation dans la chambre en bois qui est au devant et fait partie de la maison vendue, et de son

passage par la cuisine de ladite maison, où elle pourrait faire du feu, le tout pendant qu'elle vivrait ;

Que ladite veuve Marin est décédée, en laissant pour héritier Jean Dégravel son fils, qui s'est abstenu de sa succession pour se réserver de ses droits sur icelle ; que ledit acte de vente ayant été transcrit au bureau des hypothèques d'Amuey, le 12 février dernier, ainsi que résulte du certificat ci-joint délivré par le conservateur, et comme il importe au suppliant de purger les immeubles à lui vendus de toutes hypothèques qui pourraient les grever, à ces fins il recourt :

À ce qu'il vous plaise, Seigneur Préfet, lui permettre de faire notifier par les huissiers ou sergens royaux qu'il vous plaira commettre, à tous les créanciers portés dans l'état ci-joint, dont copie tant de la présente que du certificat de transcription et dudit état des inscriptions, leur sera donné, et aux domiciles par eux élus, ainsi qu'à l'hoirie jacente de ladite veuve Marin, soit aux prétendus droits à icelle, auxquels ladite notification sera faite en conformité du v.^o 18, liv. 5, tit. 5 des R. G., affirmant le suppliant ne point connaître d'héritiers à ladite veuve Marin, que lui suppliant est prêt de payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles affectées sur lesdits immeubles, jusqu'à concurrence des 2716 livres tournois, pour lesquelles il les a acquis, protestant le suppliant de demander la distraction des 540 livres tournois, qu'il a payé à ladite veuve Dégravel, et de toutes autres sommes déjà par lui payées à compte et pourvoir, signé Claude Avelant-Fenoll et Baume pour M.^e Bardet, procureur.

Vu : est commis le sergent royal Douvet pour faire les notifications requises. Amuey, le 17 octobre 1825, signé par M.^e Dufour, troisième assesseur, M. le préfet et les autres assesseurs absens.

Enregistré à Amuey, le 27 octobre 1825, fol. 147, case 1503 du 12.^e volume, reçu deux livres, signé ORSIEN.

*État des inscriptions qui existent à la charge et sur les biens de
Jacqueline Avelant-Fenoll veuve Dégravel.*

DATES et natures des privilèges et hypothèques.	NOMS des créanciers inscrits.	MONTANT des inscript. ^{es}
Acte obligatoire du 19 praïrial an 9. Delollier not. ^e	Burgaz Françoise, femme de Jean Dégravel.	620 00
Acte obligatoire du 22 thermidor an 12, Lathuillie notaire.	Dégravel Jean.	3619 80

Rente du 17 janv. ^r 1777, Golliet notaire.	Administrateurs des revenus pour l'entretien d'un 3. ^e prêtre à Manigod.	61 95
--	---	-------

Contrat de vente du 19 Mermidor au 10, Dépon- nier notaire.	Les loirs de Franç. ^r Doche.	485 20
---	---	--------

Contrat de vente du 31 octobre 1816, Delallier n. ^e	Claude Avelant-Fenoil.	2802 00
---	------------------------	---------

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau d'Annecy, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M. Barlet, procureur à Annecy, un contrat reçu par M.^e Delallier, notaire à Thônes, le 31 octobre 1816, insinué le 30 novembre suivant, par lequel dame Jacqueline Avelant-Fenoil veuve de Gabriel Marin, a vendu à sieur Claude (ou Joseph) Avelant-Fenoil, tous deux demeurans à Manigod, des immeubles situés à Manigod, lieu dit à la Chapelle-dessous, consistant en maison, prés, champs, broussailles et greniers, contenant ensemble 5 journaux, 209 toises, et figurés sous les numéros de la mappe 1068, pour 104 toises, 4 pieds; 1073, pour 580 toises, 5 pieds; 1070, pour 4 journaux, 65 toises; 1079, contenant 56 toises, 4 pieds, et 1074, 22 toises, 3 pieds; le tout joint ensemble, confiné au levant par le grand chemin et au couchant par Jean Dégravel; 2.^e 562 toises, 5 pieds, à prendre du côté du levant du n.^o 75, qui est en champ, dit à la Cour, confiné au midi par les loirs de Pierre Golliet et au nord par François Bernard, pour le prix de 2716 livres.

Je certifie avoir le même jour enregistré ledit acte, sur les registres des aliénations, vol. 8, art. 219, et sur le registre général d'ordre, vol. 41, case 211, et avoir reçu pour droit proportionnel 15 liv. 60 c., timbres des registres, 90 c., droits de bureau : liv. 50 cent., total 16 liv. Annecy, le 12 février 1825, signé OUSTEN, conservateur.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte au vol. 108, art. 58, et a payé pour droit proportionnel 1 liv. 9 c., pour papier timbré, 90 cent., pour droit de bureau 75 cent., total 2 liv. 74 cent. Annecy, le 12 février 1825. Signé OUSTEN, conservateur.

Pour copie conforme :
BAUNE, pour M.^e BANDET.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE.

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 25 Novembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 24 novembre. S. M., par Patentes du 10 du courant, a conféré à M. Thomas-Gabriel Pillet et à ses descendants nées par ordre de primogéniture, le titre et la dignité de Comte.

— Par Brevet du même jour, S. M. a nommé juge-instructeur près le tribunal de Préfecture d'Annecy, M. Hyppolyte Bardollet, Avocat près le même Tribunal, et a confié pour trois ans, dans les fonctions de juges-instructeurs M. l'Avocat François Bellemain, à Chambéry; M. l'Avocat J.-B. Nicollot, à Bonneville; M. l'Avocat Joseph-Philippe Fontaine, à Chablans; M. l'Avocat Jacques Albriet à Moûtiers; M. l'Avocat François Hybord, à St-Jean-de-Maurienne; M. l'Avocat Pierre-Joseph Dorod, à Saint-Julien; et M. l'Avocat Jean Guyon, à Thonon.

— Par Patentes du 27 septembre dernier, S. M. a daigné permettre à une société d'actionnaires de faire construire un théâtre à Annecy, conformément au plan à devoir lui être présenté, et a autorisé le Conseil de ville à céder gratuitement le local que l'Intendant de la Province jugera nécessaire à cet effet. Les réglemens de cette société doivent être confirmés par le Sénat de Savoie. La ville d'Annecy, en compensation de la cession gratuite du local, aura la faculté d'acquiescer la propriété de ce théâtre, aux conditions prescrites par lesdites Patentes.

— Il paraît que l'orage qui a eu lieu du 9 au 10 de ce mois n'est fait sentir au loin, car on l'a éprouvé en Auvergne, par un vent de sud-ouest, et notamment à Clermont-Ferrand, où il a porté un grand préjudice à la foin. Un grand nombre de communes dans ce Duché ont essuyé à cette époque des dégâts considérables. Nous apprenons, entre autres, que toutes celles qui sont situées au couchant de la montagne d'Aiguebelette ont subi des pertes équivalentes à celles qu'aurait pu causer une forte grêle; car indépendamment du grand nombre d'arbres déracinés ou rompus, beaucoup de fourrages ont été dispersés, des bâtimens ont été emportés, des murs renversés, la plupart des granges découvertes; et les récoltes, exposées des

lors aux pluies abondantes qui sont survenues, se trouvent avariées et en grande partie perdues.

— Les Cours spéciales de Mathématiques et de Géographie générale s'ouvrant au Collège Royal de Chambéry le lundi 5 décembre prochain, le premier à dix heures du matin, et le second à onze heures.

— Nous apprenons que M. le Chevalier Étienne Ponte, Major-Général Commandant la Division de Savoie, vient de mourir, dans la nuit du 22 au 23 de ce mois, à la suite d'une longue et douloureuse maladie. M. le Chevalier Ponte, qui est mort en vrai chrétien et muni de tous les secours de la Religion, emporte à juste titre les regrets non-seulement des Militaires qui ont servi sous ses ordres, mais ceux de tous les habitants avec qui il a eu des relations directes et qui ont pu apprécier le mérite de ses qualités personnelles.

A V I S.

Mardi, 19 novembre 1825, à onze heures du matin, il sera procédé, à Chambéry, au bureau de l'Intendance générale, à l'adjudication de travaux de gravelage et réparations urgentes de la Route royale de France, dans les parties ci-après :

- 1.^e Entre St. Jeoire et Cognin, évalués à la somme de 3545 f. 75 c
2. Entre Pierre-Raisse et la Croix de la Roche, évalués à 2591 43
- 5.^e Entre cette Croix et le Pont-de-Beauvoisin, évalués à 5136 27

P I E M O N T.

Turin, 12 novembre. LL. MM. et la Cour ont pris le deuil dès le 2 de ce mois, au sujet de la mort de S. M. le roi de Sardaigne.

— Le 9 du courant, M. le Commandeur de Lagerwerf, Ministre de S. M. le Roi de Suède et de Norvège près les Cours d'Italie, a eu l'honneur d'être présenté à LL. MM.

— On lit dans un journal de Rome un article qui prouve tout l'intérêt que S. M. le Roi de Sardaigne prend à ce qui concerne les arts. On a entrepris, dans l'antique Tusculum, sur les possessions et pour le compte de S. M., des fouilles dirigées par M. le Comte Louis Blonzi, administrateur général. Déjà on a découvert des rues, une grande partie des murs de la ville, où se trouve un aqueduc et une fontaine publique, une colonne milliaire marquée du nombre XV, la porte de la ville, où sont des colonnes cannelées, des fragments de sculpture, de peinture, de mosaïques, des inscriptions, etc. On a aussi dégagé le théâtre et la piscine. Le savant directeur se propose de publier une exacte description et l'explication de ces importants objets.

19 Novembre. S. M., en récompense des services et de la mort héroïque de Caporero dans l'affaire de Tripoli, a assigné comme pension annuelle, la solde dont il jouissait, à sa veuve et réversible à ses enfants. S. M. a encore alloué une gratification de 5280 liv. qui sera distribuée entre les

les-officiers et les marins des canots, par M. le Chev. Sivori, Commandant la division navale de S. M.

*Cours des Inscriptions sur le Registre général de la Dette publique ,
à dater du 1.^{er} octobre 1825.*

Du 12 au 15 novembre 1825 : 103 l. 75 c. : 103 l. 50 c. valeur en monnaie courante pour chaque livre, valeur du Tarif. Du 17 au 29 novembre : 103 liv., 75 c.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

S. M. le Roi de Prusse a accordé une somme de 70 mille écus pour être employée pendant six ans aux réparations de la cathédrale de Cologne.

— Selon les nouvelles de Constantinople, du 19 octobre, la flotte combinée sous les ordres du capitain-pacha a paru dans les parages de Rhodes et a jeté l'ancre à Marinositza. Cette flotte, observée par les Grecs, semblait vouloir se diriger vers Candie. Les Grecs de Constantinople comptent sur le secours des Anglo-Américains, en conséquence du refus que le commodore Rogers a essayé touchant la navigation de la Mer-Noire.

ANGLETERRE.

Des avis de Lima, du 16 juillet, annoncent que le général espagnol Rodil qui défend Callao, désespérant de recevoir des secours, a proposé au général Sucre une capitulation, que celui-ci a refusée, et que Rodil a renoué des négociations avec le colonel Alvarez.

— Le journal *The Courier*, au sujet de la présensation à S. M. B. de lettres de créance de M. Hurtado, ministre de la Colombie, regarde cette république comme définitivement admise au nombre des États indépendans, par le gouvernement de S. M.

FRANCE.

Paris, 16 novembre. On assure que le système des douanes entre la France et la Suède va être modifié à l'avantage réciproque des deux états.

— Les nouvelles de la Méditerranée annoncent que le commodore Rogers a fait voile vers Tunis, où il va, dit-on, demander satisfaction de quelques actes de piraterie exercés contre les bâtimens des États-Unis.

— On croit que tout le ministère espagnol sera renouvelé, à l'exception de M. Colomarde.

18 Novembre. Le 10 de ce mois, un affreux incendie a failli faire éprouver au Bourg de Vézize (Sère) le sort de l'infortunée ville de Salins. Le feu qui a pris au château, a consumé la belle fabrique d'indianes de M. Périer,

et 70 maisons du bourg. Sans l'arrivée des pompes de Grenoble, tout le bourg devenoit la proie des flammes.

— M. le marquis de Monnier, nouvel ambassadeur de France à la cour de Madrid, a été reçu avec distinction par S. M. le Roi d'Espagne et les membres de la famille royale.

— La Société des Bonnes-Lettres a mis au concours pour 1825, l'Éloge du duc d'Anguien; le prix sera une médaille d'or de la valeur de 1500 fr.

20 Novembre. La corvette la *Cinquille*, partie au mois d'août 1822, sous le commandement de M. Duperré, lieutenant de vaisseau, a fait un voyage scientifique de 31 mois et 15 jours, et a parcouru 25 mille lieues, sans perdre un seul homme. Elle a rapporté une ample moisson d'objets précieux dans les trois règnes.

— Le 18 du courant, avant la Messe, S. Exc. l'ambassadeur de Sardaigne a été reçu en audience particulière de S. M.

Actions de la banque de France : 2120 fr. ; 2130 ; 2125 fr.

Cinq pour cent consolidés : 98 fr. 10 c. ; 98 fr. 85 c. ; 98 fr. 55 c.

Trois pour cent : 67 fr. 50 c. ; 68 fr. 55 c. ; 68 fr. 30 c.

ITALIE.

Le 27 octobre on a ressenti à Isernia, province de Molise, sur les onze heures du matin, trois secousses successives de tremblement de terre, dont la dernière a été la plus forte; elles ont causé beaucoup d'effroi, mais elles n'ont occasionné que de légers dommages à quelques maisons. De faibles secousses ont été ressenties dans le même temps à Aquilone.

— Dans le courant d'octobre, la confrérie de la Trinité a logé et nourri à Rome 24,115 pèlerins des deux sexes.

VARIÉTÉS.

LES *BUCOLQUES* DE VIRGILE, traduites en vers français; par M. J.-J. BACT-MADOREX, Élève de l'École Normale, Professeur au Collège royal de Clermont-Ferrand; avec cette épigraphe :

*Non verbum verbo curabis reddere, fidus
Interpres; nec desilies imitator in arctum.*

BOUAT. Art. Poët.

A Clermont-Ferrand, chez Landerot, imprimeur du Roi. Un vol. in-12, de 115 pages.

L'auteur de cette traduction a dédié son travail à son oncle, M. Joseph-Marie Ancenay, propriétaire, à Aiguonbache en Tarentaise. C'est un tribut de reconnaissance qu'il paye au premier guide de sa jeunesse et qui fait l'éloge de son oncle.

Plus d'un traducteur abusé du précepte d'Horace exprimé dans l'épigramme que M. Racine a choisie. Sans s'attacher servilement aux mots dans une traduction, il faut éviter d'autre part de s'abandonner avec trop de latitude et d'indépendance à une dangereuse liberté, qui, sous le spécieux prétexte de suppléer par d'utiles développemens à l'impuissance d'une trop fidèle concision, n'aboutit souvent qu'à défigurer l'auteur original. C'est la difficulté de tenir ce juste milieu, qui rend les bonnes traductions si rares, et surtout les traductions en vers, où la gêne du rythme et la nécessité d'un choix dans les expressions, sont des entraves de plus, ajoutées à celles que présente d'ailleurs naturellement ce genre de travail. On ne doit pas être surpris de l'embarras d'un traducteur, lorsque l'on considère la diversité du génie des langues, l'extrême différence que présente le caractère des langues anciennes comparées à celles des modernes, et l'impossibilité trop fréquente de trouver à point nommé, d'une langue à l'autre, des synonymes rigoureux qui, en exprimant au fond la même idée, en rendent avec fidélité toutes les nuances, mais encore des tournures, des constructions, des artifices de langage, qui, sans s'écarter du génie de la langue dans laquelle on écrit, conservent néanmoins le sens, la finesse, la délicatesse ou l'énergie des passages qu'il s'agit de rendre. Au reste, tout a été dit sur ce sujet, et les tentatives multiples qui ont été faites pour transporter dans les langues modernes les œuvres des auteurs classiques de l'antiquité, ont suffisamment fait connaître la nature des obstacles, la difficulté de les vaincre, et ont servi à faire apprécier le mérite des dérivés qui ont le plus approché du but. « On sait, dit Laharpe, que faire passer dans sa langue les beautés d'une langue étrangère, a toujours été regardé comme une des conquêtes du génie; et pour juger si cette conquête est aisée, il n'y a qu'à se rappeler ce que dit Virgile, qu'il était plus difficile de prendre à Hercule sa massue, que de dérober un vers à Homère (1). » L'un des plus beaux efforts en ce genre, est, sans contredit, la traduction des *Géorgiques* de Virgile en vers français, par le célèbre Delille; mais le talent du Virgile français est rare, et il est encore des places honorables au-dessous du rang où ce poëte si habile et si ingénieux s'est placé.

(1) *Lycée*, Tome I.^{er}, p. 261.

Si la difficulté des traductions est généralement reconnue , il n'en est pas de même de leur utilité , qui a été plus d'une fois contestée. Un critique distingué s'éleva , il y a quelques années , dans un journal renommé , avec énergie et persévérance , contre les traductions en général , qu'il proscrivait sans aucune restriction. Malgré le talent et les argumens spécieux employés à soutenir son opinion , nous n'avons pu la partager. Il nous semble qu'il y a ici quelques distinctions à faire ; car il est rare que toute condamnation générale et absolue ne soit une erreur.

Si les traductions n'étaient qu'un secours offert à la paresse , si l'on supprimait les auteurs originaux dans l'instruction de la jeunesse , pour les remplacer universellement par des traductions , il est hors de doute que ce serait là le moyen d'assurer et d'accélérer la décadence et la perte des lettres. Mais ce projet insensé n'est jamais entré dans les vues de personne. Or , celui qui a une fois étudié les auteurs classiques , dans leur langue propre , est jaloux et flatté d'en reconnaître et d'en apprécier les beautés à leur source ; et alors les traductions ne sont plus qu'un objet de comparaison , qui , loin de nuire à l'intérêt des lettres , fournit matière à un genre de critique très-propre à développer et à former le goût.

Mais les traductions ont encore un autre genre d'utilité , une sorte d'importance philosophique qui ne saurait être méconnue. La langue d'un peuple est le répertoire de toutes les idées qui y sont en circulation. En envisageant les langues anciennes sous ce point de vue , on entrevoit toutes les richesses que l'on peut y puiser au profit des langues modernes. Mais laissons développer cet avantage par le porte illustre que nous avons nommé plus haut : le traducteur des Géorgiques , de l'Énéide de Virgile , et du Paradis perdu de Milton , a bien acquis quelque titre à être consulté sur ce point.

« J'ai toujours regardé , dit Delille , les traductions comme un » des meilleurs moyens d'enrichir une langue. La différence de » gouvernemens , de climats et de mœurs tend sans cesse à aug- » menter celle des idiomes : les traductions , en nous familiarisant » avec les idées des autres peuples , nous familiarisent avec les » signes qui les expriment ; insensiblement elles transportent dans » la langue une foule de tours , d'images , d'expressions , qui pa- » raissent éloignées de son génie ; mais qui , s'en rapprochant par » le secours de l'analogie , quelquefois s'annonçant comme le seul » mot , la seule expression , la seule image propre , sont soufferts » d'abord , et bientôt adoptés. Tant qu'on écrit des ouvrages ori-

» ginaux dans sa langue, on n'emploie guères que des tours, des
 » expressions déjà reçues, on jette ses idées dans des moules or-
 » dinaires et souvent usés : lorsqu'on fait une version, la langue
 » dans laquelle on traduit prend imperceptiblement la teinture de
 » celle dont on traduit. Écrire un ouvrage original dans sa
 » langue, c'est, si j'ose m'exprimer ainsi, consommer ses pro-
 » pres richesses : traduire, c'est importer en quelque façon dans
 » sa langue, par un commerce heureux, les trésors des langues
 » étrangères. En un mot, les traductions sont pour un idiome ce
 » que les voyages sont pour l'esprit (1). »

Il est temps de revenir à la traduction de M. Ract. Nous n'entre-
 prendrons pas ici un examen approfondi du travail de l'auteur :
 cette discussion, dans laquelle nous ne croyons pas qu'il nous ap-
 partienne d'entrer, nous mènerait d'ailleurs trop loin. Nous avons
 lieu de présumer que l'auteur n'a entrepris ce travail que comme
 un exercice relatif à ses fonctions, et que, s'il l'a fait imprimer,
 c'est pour le mettre plus facilement entre les mains de ses élèves.
 Envisagée sous ce point de vue, cette traduction a des droits à
 l'indulgence des lecteurs et ne doit pas être jugée avec la même
 sévérité que si l'auteur l'avait destinée à être mise en concurrence
 avec les autres traductions connues des *Bucoliques*.

Vaici le début de la première Eglogue :

MÉLIBÉE.

Tityre, assis tranquille à l'ombre de ce hêtre,
 Tu modules des airs sur ta flûte champêtre ;
 Nous, loin du sol natal, loin de ces doux climats,
 Nous allons, fugitifs, porter nos tristes pas ;
 Nous partons : toi, Tityre, heureux sous ces ombrages,
 Du nom d'Amaryllis tu charmes les bocages.

TITYRE.

O Mélibée ! un dieu nous a fait ce repos.
 Oui, c'est un dieu pour moi : souvent de mes agneaux,
 Son autel recevra les dépouilles fumantes.
 Si dans ces prés tu vois mes genisses errantes,
 De ma flûte, à mon gré, si je lire des sons,
 C'est lui qui l'a permis, je le dois à ses dons.

Pour mieux faire connaître la manière de l'auteur, nous citerons encore la traduction de la tirade *fortunato senex* :

Heureux vieillard ! ainsi tu gardes ton domaine ,
 Et c'est assez pour toi , quoiqu'une longue chaîne
 De rochers nus l'entoure , et qu'un marais fauveux
 Le borde tristement de ses joncs limoneux ;
 Tes brelés n'iront point sur de lointains rivages
 Essayer à regret de nouveaux pâturages ;
 Et d'un troupeau voisin les maux contagieux
 Ne viendront point leur nuire en ces paisibles lieux.
 Heureux vieillard ! ici les fontaines sacrées
 Et le fleuve connu qui baigne ces contrées
 T'offrant de leurs bords la fraîche obscurité,
 Là, sur le saule en fleurs que ta main a planté,
 La diligente abeille, errant à l'aventure,
 Assoupit les sens par son léger murmure ;
 Là, sur ces rocs altiers, de noirs sapins couverts,
 La voix du bucheron se perdra dans les airs.
 Tes ramiers cependant, objets de ta tendresse,
 Au sein de ces bosquets roucouleront sans cesse ;
 Le chaste tourterreau soupirera d'amour
 Dans le feuillage épais des ormeaux d'environ.

On a pu remarquer l'enjambement défectueux du second au troisième vers. Le *fleuve connu* ne rend peut-être pas avec exactitude le sens de *flumina nota*, quoiqu'il en soit la traduction littérale. L'abbé Des Fontaines a dit avec plus de justesse, mais, il est vrai, avec moins de laconisme : « Ces ruisseaux auxquels vos yeux sont
 » accoutumés. »

La diligente abeille, errant à l'aventure.

L'abeille, parce qu'elle est diligente, ne perd pas de temps; elle n'erre pas à l'aventure et elle sait très-bien ce qu'elle va faire sur les fleurs.

Flâmer l'auteur d'avoir traduit *sub altâ rupe*, par *sur ces rocs altiers*, serait peut-être une mauvaise chicane. De *noirs sapins couverts* : Virgile ne parle pas de *noirs sapins*; mais le besoin de la rime fait souvent introduire de ces additions que l'on pardonne, lorsqu'elles ne contrarient point le sens de l'original, auxquelles on applaudit, si elles servent à compléter une image, mais que l'on ne saurait trop condamner, lorsque ce ne sont que des traits par-

sites qui délayent à pure perte la pensée du poëte, lui ôtent souvent toute sa grâce ou son énergique concision.

Si l'espace nous l'eût permis, nous aurions pu ajouter quelques autres citations qui auraient prouvé que le traducteur a été quelquefois assez heureux pour rendre d'une manière convenable des passages qui n'étaient pas sans difficulté, et que ; si sa traduction laisse à désirer aux humanistes sévères et quelquefois aux hommes de goût, elle annonce néanmoins un talent que le temps et le travail pourraient développer avec avantage.

CONCOURS proposé par les fondateurs de la Bibliothèque Catholique.

« Les fondateurs de la *Bibliothèque Catholique des bons livres*, considérant que, dans le moment actuel, l'ignorance de la religion et la propagation des livres impies ont popularisé dans les classes inférieures de la société une foule d'objections qui les éloignent de l'accomplissement de leurs devoirs, et les entretiennent dans d'injustes préventions contre les pratiques de la religion, viennent d'ouvrir un concours dans lequel on propose un prix de deux mille francs pour le meilleur ouvrage qui, sous une forme simple, mais piquante et solide, répondra aux objections que le peuple fait contre les vérités de la religion, les mystères, l'Évangile, le sacerdoce, l'autorité de l'Église, etc.

« L'ouvrage ne doit pas avoir moins de quinze feuilles d'impression, et ne doit pas en dépasser vingt. Il doit répondre au moins aux principales objections des artisans et des gens de la campagne contre la religion. Le plan et la forme de l'ouvrage sont abandonnés au choix des concurrents; mais il serait convenablement traité. L'État renfermé dans le cadre d'une histoire intéressante, ou d'entretiens entre plusieurs interlocuteurs. Les manuscrits doivent être adressés *francs de port* à M. l'abbé Veyssiére, au bureau de la *Bibliothèque Catholique*, rue Garancière, n.º 10, à Paris. Ils ne seront pas reçus après le 1.º septembre 1826. Le prix sera adjugé le 25 septembre, et le jugement de la Commission, publié par la voie des journaux. Les deux mille francs demeureront entre les mains de la Commission jusqu'à ce que le prix soit adjugé. L'ouvrage demeurera la propriété de l'auteur, à l'exception de la première édition, qui sera imprimée pour la *Bibliothèque Catholique*, à la charge par elle d'en tirer trois exemplaires pour l'auteur.

Le Public est prévenu qu'il vient d'être établi dans la Pharmacie de l'Hôtel-Dieu de Chambéry, un dépôt permanent de l'*Élixir végétal des Charteux*.

CHARADE.

A la langue latine on a pris mon premier;
Il exprime comment on change mon dernier
Sous la forme de mon entier.

Le mot de la dernière *Enigme* est la lettre *O*.

(997)
MANIFESTE.

Pour la vente d'une maison délaissée par Claude Giguët, en son vivant faucheur, sise en la ville d'Annecy, rue Sainte Claire, province du Genevois.

Au nom du tribunal de préfecture dite province du Genevois,

Je soussigné Joseph-François Duparc, notaire royal, collégié à la résidence de la ville d'Annecy, fais savoir que dames Antoinette et Françoise Giguët autorisées, la première par le sieur Antoine Lapraz tailleur d'habits, et la seconde par le sieur Joseph Aclaïr matelassier, leurs maris respectifs, tous domiciliés audit Annecy; lesdites sœurs Giguët de leur chef et en qualité de gardiennes et de curatrices aux biens de François et Péronne Giguët, leurs frère et sœur absens des États, à forme de l'acte qui leur en a été décerné par ledit tribunal le 15 septembre dernier, Charles Arandenjon, substitut greffier, insinué au bureau d'Annecy, le 15 dudit, sous les droits de 5 liv., 90 c., par reçu du sieur Orsier, ont fait procéder par-devant moi dit notaire à ce commis, par verbal du 19 dudit mois de septembre, insinué le 21 suivant, sous les droits de 2 liv., 70 c. par reçu dudit sieur Orsier, à acte d'état de ladite maison par les sieurs Dominique Amondruz maçon et Aimé Rivollet, charpentier, experts produits par les poursuivans et nommés par ledit tribunal, qui ont évalué les réparations urgentes et indispensables à y faire exécuter, savoir : celles en maçonnerie, à la somme de 1142 fr., 61 c., et celles en charpente, à la somme de 825 fr., 98 c., ce qui fait en tout la somme de 1966 fr., 59 c.

Les poursuivans, pour obtenir la vente de ladite maison, en égard à sa chute déjà avancée et à l'impossibilité de faire face aux frais de sa reconstruction, ont fait entendre ensuite des conclusions du ministère public du 30 dudit septembre, enregistrées sous les droits de 4 liv., par reçu dudit sieur Orsier, et ensuite du décret dudit tribunal du 7 octobre suivant, enregistré le même jour sous les droits de 2 liv., par reçu dudit sieur Orsier, ont fait entendre, dit-on, le lendemain 8, devant M. Pierre Chaumontel, premier assesseur adjoint audit tribunal, les mêmes experts tant sur la valeur actuelle de ladite maison, qu'au besoin sur la valeur qu'elle aura, les réparations et reconstruction projetées étant faites et les sieurs Marc Petel et François Rime sur la nécessité ou utilité de la vente, et à résultat du rapport desdits experts, que ladite mai-

son a été évaluée dans l'état à la somme de 1500 liv. , et à celle de 5500 liv. ; les réparations mentionnées dans leur précédent rapport du 19 septembre, étant exécutées en cette conformité, et lesdits Marc Pelet négociant et François Rime caletier, ont déclaré utile et nécessaire la vente de ladite maison. Cette soumission à pris et rapports d'experts faits dans le même acte, par devant ledit M. Chauvonnat, à ce commis, ont été enregistrés ledit jour 8 octobre, sous le droit de 2 liv., par reçu dudit sieur Orsier. Le ministère public par ses conclusions du 24 dudit octobre, enregistrées le lendemain, sous le droit de 4 liv., a déclaré n'empêcher la vente demandée, et le tribunal, par son décret et lettres du 25 dudit octobre, enregistré la même jour sous le droit de 2 liv., par reçu du sieur Orsier, vu les pièces, a permis la vente dont s'agit pour le prix en provenant être appliqué au paiement des dettes hypothécaires et autres des heirs Giguot, et le surplus demeurer entre les mains de l'acquéreur jusqu'à ce que les poursuites fournissent une application sûre en immeubles, en se conformant icelles pour ladite vente aux formalités prescrites par les royales Constitutions et faisant faire les notifications, publication, insertion au journal, prescrites par l'art 84 de l'édit du 16 juillet 1822, et est commis le notaire Dupre père, pour dresser le manifeste et recevoir les enchères. Fait à Annecy, au tribunal, ledit jour, 25 octobre 1825.

En conséquence, vu la commission dont j'ai été honoré, et pour en remplir le but, je soussigné, Joseph-François Duparc, notaire royal collégié, serai procéder par le premier huissier ou sergent royal muquis, aux enchères et expédition de la maison dont s'agit ■ qui sera ci-après confinée.

Les enchères auront lieu les 15, 20 et 27 décembre prochain, tous jours de cour et de marché, à 10 heures du matin, au plus grand concours du peuple assemblée, en conformité des royales constitutions, au ban du droit, sur la place dite de Notre-Dame de la préaeste ville d'Annecy, lieu où l'on est en coutume de faire les publications et les ventes des suites judiciaires.

Les enchères auront lieu sous le prix d'estimation de 1500 l. n., fixé par ledit rapport d'experts, pendant l'espace d'une heure chaque et sous les clauses et conditions suivantes.

L'expédition sera faite audit lieu, au ban du droit, ledit jour, 27 décembre, à 10 heures du matin, à l'extinction de la chandelle ou bougie, à celui qui en aura offert le plus haut prix.

Désignation de la maison à vendre.

Maison située en rue Sainte Claire de la présente ville d'Annecy, cette maison provient de défunt Claude Giguët, en son vivant four-
nier ; elle est possédée par ses enfans Antoinette, Françoise, Pé-
rume et François Giguët ; elle est inscrite sous le n.^o 2001 de la
mappe et sous celui 566 des séries des habitans ; contenant à forme
du cadastre 18 toises, 4 pieds ; taille, 2 s., 1 d. Elle consiste no-
tamment en un four, un cabinet dit vulgairement gloriëtte, en
une écurie, un bûcher, deux chambres au premier étage, une
autre chambre au troisième étage et un galetas au-dessus. Elle
vise sur le canal de Thion du nord ; une portion au nord est déjà
dévolue par l'effet de la reconstruction de la maison du sieur
Claude Terrier tanneur ; elle se continue au midi par la maison
d'André Burnier maréchal, au couchant par la maison de l'hospice
civile de cette ville, et au levant par celle dudit Claude Terrier.

Mise à prix 1500 liv.

Clauses, charges et conditions de la vente.

1.^o La maison dont s'agit sera mise aux enchères sur la mise à
prix de 1500 liv. et ensuite expédiée et adjugée au plus offrant et
dernier enchérissieur.

2.^o Elle sera adjugée dans l'état où elle se trouvera telle qu'elle
se comporte avec ses servitudes actives et passives.

3.^o L'adjudicataire entrera en jouissance et possession dès le
jour de l'adjudication, époque dès laquelle courront les intérêts
du prix, et les contributions foncières et autres affectées sur ladite
maison, resteront à sa charge.

4.^o Le prix d'adjudication sera appliqué au paiement des dettes
hypothécaires et autres des hoirs Giguët, et le surplus demeurera
entre les mains de l'adjudicataire jusqu'à ce que les vendeurs lui
fournissent une application sûre en immeubles.

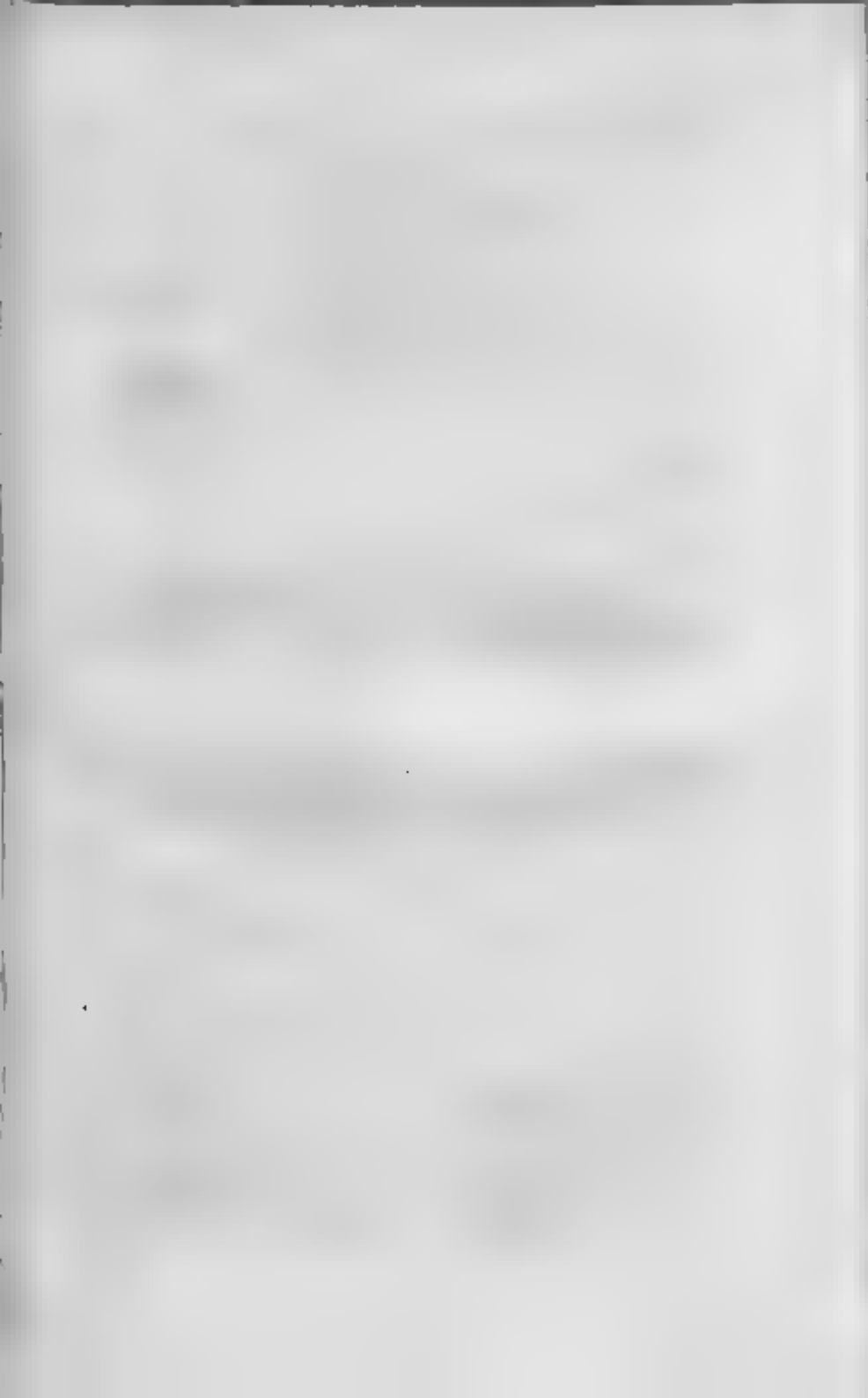
5.^o L'adjudicataire sera tenu de payer la portion du prix qui
reviendra aux créanciers hypothécaires et inscrits, savoir : la moitié
dans le terme d'un an, et l'autre moitié dans le terme de deux
ans, à dater de l'adjudication, et le surplus aux vendeurs eux-mê-
mes, moyennant la susdite application pour la portion qui en re-
viendra aux absens.

6.^o L'adjudicataire, indépendamment du prix de son adjudica-

tion , sera tenu de payer dans 15 jours de sa date entre les mains du notaire commis les frais de subhastation suivant l'état qui en sera remis avant la dernière enchère.

7.^e En cas de confusion de voix lors de l'expédition à l'extinction de la bougie , il en sera allumé une ou plusieurs autres jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de confusion de voix.

8.^e Le présent sera lu , publié et affiché en conformité des royales Constitutions. devant la porte du tribunal de cette préfecture , par les carrefours de la présente ville d'Annecy, un jour de cour et de marché , et au ban du droit , et sera en outre inséré au journal de ce Duché, quinze jours au moins avant la première enchère. Fait à Annecy, dans mon étude, ce 18 du mois de novembre 1825. Joseph-François DUPARC, notaire commis.







JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 2 Décembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 1^{er} décembre. Notre dernier Numéro s'étant trouvé sous presse, nous n'avons pu annoncer que brièvement la mort de M. le Chev.^r PONTÉ, Major-Général des armées de S. M., Chevalier de l'Ordre Royal et militaire des SS. Maurice et Lazare, Membre de l'Ordre de Savoie et Commandeur de celui de la Couronne de Fer, Commandant des troupes de la Division de Savoie, dont les funérailles ont eu lieu jeudi, 24 novembre dernier, à dix heures du matin, avec tous les honneurs dus à son grade. Toutes les troupes étaient sous les armes en grande tenue, partie marchant avec le convoi, partie en bataille sur les places qu'il traversait, afin de lui rendre les honneurs militaires. Une salve de mousqueterie répétée par chaque bataillon annonça l'entrée du cercueil dans l'Eglise Métropolitaine que autre n'en lieu aux Absoutes qui ont suivi le S. Sacrifice de la Messe ; et au moment où le cercueil a été déposé dans la tombe, les troupes qui avaient marché avec le convoi lui ont rendu les derniers honneurs par une troisième salve. Le plus grand ordre a régné pendant la cérémonie. Un respect religieux mêlé de tristesse était peint sur les traits des militaires de tout grade, ainsi que sur la physionomie des nombreux habitants accourus sur le passage du convoi, et attestant les sentimens pénibles, causés par la perte de cet Officier Général.

Le Chev.^r PONTÉ, né dans un pays étranger alors à notre patrie, entra fort jeune dans la carrière des armes et prit part aux dernières guerres en Allemagne, en Italie et en Espagne, dans lesquelles il reçut plusieurs blessures. Ne devant son rapide avancement qu'à sa valeur et à ses talens, il commandait déjà à l'âge de trente ans un régiment d'infanterie italienne. Le traité de Vienne ayant réuni le duché de Gênes aux États de la Maison de Savoie, le Chev.^r PONTÉ commença son èpée et son cœur à son nouveau Souverain, et dès-lors continua de zèle et de dévouement avec les plus anciens et les plus fidèles serviteurs du Roi, notamment en 1801, qu'il commandait une partie de l'armée Royale dans Novare.

Placé depuis trois ans en qualité de Général Commandant les troupes de la Division dans le Duché de Savoie, il y jouissait d'une considération justement méritée par ses qualités solides.

Sa sobriété ni son tempérament fort et robuste n'ont pu le défendre contre une maladie aiguë qui l'a enlevé en peu de jours, à l'âge de 42 ans. Les consolations de la Religion sont venues alléger ses regrets de n'avoir parcouru qu'à moitié la vaste carrière ouverte devant lui; elles doivent aussi atténuer ceux que cause une personne qui ont pu le connaître et l'apprécier, la mort prématurée de cet estimable guerrier.

— Par Patentes du 4 octobre dernier, S. M. a daigné concéder à MM. Claude-François De la Faye et François Desmaz, l'exploitation, pendant 40 ans, de la mine de charbon fossile située dans la commune de La-Chapelle, en Chablais, moyennant le droit établi par les Patentes Royales du 15 octobre 1822, et sous la condition de tenir les villes de Thonon et d'Évian constamment approvisionnées de ce combustible à un prix modique en faveur des habitants du Chablais.

Moultiers, 26 novembre. Hier, vers les sept heures du soir, un incendie éclaté par suite d'accident, dans un bâtiment de la commune de Petit-Cœur, éloignée d'une lieue de cette ville. Aussitôt qu'on en a été informé ici, le Corps des Pompiers, commandé par M. le Baron Dayerger, s'est rendu en grande hâte sur les lieux, avec la pompe des Salines Royales. La station des Carabiniers Royaux et un Adjudant de place s'y sont transportés avec le même zèle, ainsi qu'un grand nombre d'habitans de cette ville et des communes environnantes, pour y porter secours.

MM. les Elèves des Mines, qui sont arrivés des premiers sur les lieux, ont contribué, par leur activité, leur courage et leur intelligence, à diminuer les progrès des flammes. Grâce à ces secours, l'incendie était parfaitement éteint à onze heures du soir, et une portion du bâtiment, ainsi que du mobilier, ont encore été sauvés.

VICE-INTENDANCE DU FAUCIGNY.

AVIS. — Adjudication de travaux publics.

Le Public est prévenu que, le mercredi 4 janvier prochain, à 11 heures du matin, il sera procédé, devant M. le Vice-Intendant de la Province du Faucigny, à Bonneville, au bureau de la Vice-Intendance, par la voie des enchères publiques et de soumissions cachetées, à l'adjudication des travaux en continuation du digèment de l'Arre, évalués à la somme de 203,077 l. 93 c. à exécuter, savoir :

- 1.^e En la Commune de Passy, lieu dit à la Carbotte, pour l. 5,702 20
- 2.^e Au-dessus de Saltanchre, lieu dit à Miribel, pour . . 4,618 20
- 3.^e En amont et en aval du pont de Bonneville, pour . . 92,727 72

Somme égale. . . 103,077 92

Lesdits travaux il devoit être exécutés dans le délai d'un an et demi, suivant l'ordre qui sera donné à l'adjudicataire, et conformément aux plans : devis, détail estimatif et cahier des charges particuliers, rédigés le 19 septembre 1825, par M. le Capitaine Ingénieur Haré, qui sont déposés au Secrétariat de la Vice-Intendance, où l'on pourra en prendre connaissance.

P I E M O N T.

Turin, 24 novembre. Par Billet Royal du 11 du courant, S. M. a déterminé que les Chances du Sénat de Piémont resteraient distribuées pour l'année judiciaire 1825-26, comme elles le sont actuellement.

— Les Corps de Magistrature judiciaire étant à Turin, ont fait leur entrée solennelle le 16 de ce mois, selon les formes ordinaires.

— Le 11 du courant, on a fait à Nice (maritime), avec une grande pompe, l'inauguration d'une belle fontaine publique, élevée sur la place du faubourg de St-Jean-Baptiste, sous la direction de M. le Conseiller de ville Brémont. Cette fontaine a reçu le nom de S. M. notre auguste Reine Marie - Christine. Toutes les Autorités religieuses, civiles et militaires ont concouru à cette solennité. Par les soins du premier Consul de la ville, deux autres fontaines ont été mises à l'usage du public, l'une à la porte du Port-veux, et l'autre sur la place aux herbes.

26 Novembre. Par Patentes datées de Gènes, du 22 du courant, S. M. a daigné nommer à la charge d'Intendant Général de la Division de Coni, M. le Comte Greyffé de Bellocchio, Intendant Général du Royaume de Sardaigne.

— Les braves marins qui ont exécuté la glorieuse expédition de Tripoli, se sont empressés, à leur retour à Gènes, d'accomplir un vœu du capitaine Sivori à Sainte-Marie-du-Mont. M. Sivori a offert à la Vierge un bouquet de l'ennemi qu'il avait apporté à ce dessein.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

A L L E M A G N E.

Les cérémonies relatives au mariage de la princesse de Lucques avec le prince Maximilien de Saxe, ont eu lieu à Dresde avec la plus grande pompe. C'est à Bayreuth qu'a eu lieu la remise de l'infante. La célébration du mariage s'est faite le 7 novembre. Les fêtes ont duré jusqu'au 15.

— Le 21 octobre, la marée s'est élevée si haut à Saint-Pétersbourg, que l'on a craint une inondation semblable à celle de l'année dernière; le canon d'alarme a été tiré; mais heureusement le danger n'a pas été long et n'a eu aucune suite fâcheuse.

— Un ukase impérial du 1.^{er} novembre congédie tous les soldats russes dont le service légal est expiré.

— On apprend de Bucharest qu'au 1.^{er} novembre, la Moldavie et la Valachie n'étaient point encore évacuées, malgré les ordres récents transmis de Constantinople aux Hospodars et aux chefs des corps.

Les journaux de Madras du 16 juillet annoncent que les troupes anglaises sont entrées à Munnipore et que l'étendard britannique flotte sur la citadelle de cette place. On garantit la certitude de cette importante nouvelle.

FRANCE.

Paris, 23 novembre. L'Académie royale des sciences a élu M. Blainville à la place vacante par la mort de M. le comte de Lacépède.

— M. Boache, membre de l'Institut, est mort le 21 de ce mois.

— On écrit de Bayonne que le courrier de cabinet dépêché de la cour de Madrid à Turin, n'est pas à Bayonne, et qu'on s'attend à voir au plus tôt M. d'Uzarte retourner en Espagne.

25 Novembre. Il s'est tenu avant-hier chez le Roi un conseil de cabinet, auquel ont assisté tous les ministres de S. M., plusieurs ministres-d'état, le directeur de l'administration de la marine et des colonies et le régent de la banque. M. le Dauphin a assisté à ce conseil, ainsi qu'au conseil des ministres qui a eu lieu ensuite.

— A la rentrée de l'Ecole Polytechnique, c'est M. l'archevêque de Paris qui a célébré la messe du Saint-Esprit.

— Lord Cochrane a débarqué dernièrement à Boulogne-sur-mer.

27 Novembre. Les fonds publics ont considérablement baissé depuis quelques jours, tant à Londres qu'à Paris.

— Les journaux allemands annoncent que S. M. l'Empereur d'Autriche a fait sa rentrée à Vienne le 16 novembre, au milieu des acclamations publiques. S. M. paraissait entièrement rétabli.

Actions de la banque de France : 2125 fr.; 2120; 2080 fr.

Cinq pour cent consolidés : 97 fr., 40 c.; 97 fr., 95 c.; 98 fr.

Trois pour cent : 67 fr., 70 c.; 66 fr., 95 c.; 66 fr., 10 c.

ITALIE.

M. André Celestini, Napolitain, a fait connaître au gouvernement de S. M. Sicilienne, son invention d'un vernis qui préserve les peintures à l'huile des altérations qui résultent de la transpiration des murs et de l'insuffisance de l'atmosphère. Ce vernis a été soumis à l'examen d'une Commission, qui en a reconnu l'efficacité; et de concert avec l'Académie royale des beaux-arts, il a été dressé une instruction pour en faire usage et l'appliquer à la conservation des belles peintures à fresque de Pompéi.

— On a parlé depuis long-temps de négociations entre Colocotroni et Ibrahim-Pacha. Le *Diarro* de Rome du 16 novembre contient un article où il est de nouveau question de ces négociations. On prétend que Colocotroni a proposé d'organiser la Morée, la Grèce occidentale, la Hellade et les îles, en quatre provinces, gouvernées chacune par un hospodar grec, nommé par le Grand-Seigneur, qui en reconnaîtrait l'indépendance moyennant

vant un tribut, et sous la condition qu'aucune force turque n'entrerait sur le territoire de ces provinces. On ajoute qu'Ibrahim-Pacha a communiqué ces propositions à son père le Pacha d'Égypte, qui les a soumises et recommandées au Divan.

— S. Exc. M. Stratford - Canning, ambassadeur d'Angleterre près la Porte Ottomane, arrivé à Rome le 13 novembre, en est reparti le 15 pour Naples, où il s'embarquera à bord de la frégate la *Thétis* pour sa destination.

— Toutes les nouvelles de mer annoncent l'arrivée de la nouvelle expédition italo-égyptienne à Maloua. On assure en outre que tous les généraux turcs ont reçu ordre de continuer avec ardeur les opérations militaires contre les Grecs, malgré l'avancement de la saison. On parle à Constantinople d'une campagne d'hiver, chose jusqu'ici sans exemple dans l'empire ottoman.

VARIÉTÉS.

Biografia medica piemontese; par M. le Docteur Bonino.
Turin 1824.

(Article communiqué).

Au milieu des connaissances acquises par l'étude et l'observation, on doit accorder une place distinguée à la science médicale. Elle ne se borne pas à soulager souvent nos maux, quelquefois à les guérir, mais plus sûrement à les prévenir.

N'est-ce pas à cette même science que l'on doit la disparition d'une foule de préjugés scandaleux ou nuisibles? L'ignorance et la faiblesse attachées à l'espèce humaine n'ont-elles pas conduit, même de nos jours, à recourir aux jongleurs avec une confiance aveugle? Étroitement liée à la morale publique et à la législation, la médecine occupe une place dans l'ordre politique des sociétés, où elle se trouve comme une sorte de magistrature.

Les qualités qui distinguent le médecin sont un sens droit et cette prudence fondée sur l'habitude de l'observation et le secours de l'étude. C'est lui qui, par des précautions ou des avis salutaires, sait porter dans le sein des familles les secours de son art, et plus encore les consolations contre l'infortune. Cette tâche à la fois utile et noble, a conduit à une sorte d'immortalité les noms d'Hippocrate et d'autres parmi lesquels se trouvent ceux de Linnaë, qui traça une route pour reconnaître et distinguer entre elles les innombrables espèces de plantes et même d'animaux. L'étude des sciences médicales a conduit des hommes de génie, comme notre immortel

Bertollet, à enrichir les arts de procédés ingénieux, et à illustrer les sciences de brillantes découvertes. Combien le célèbre Van-Swieten n'a-t-il pas été utile aux sciences et à la littérature allemande, par son zèle à exercer l'autorité dont il a été revêtu, en proscrivant les mauvais ouvrages et protégeant les vrais talens ?

L'auteur de la *Biografia* etc., réunit dans cette production, des noms de médecins qui se sont distingués dans la science : Il expose les titres qui leur donnent des droits à la reconnaissance de la postérité. C'est-là, ce me semble, une entreprise toujours utile, à laquelle se joint ici l'intérêt attaché au noble sentiment de l'amour du pays qui nous a vus naître. D'ailleurs les biographies qui n'embrassent qu'une sorte de personnages appartenans à un pays donné, sont le fruit de recherches plus exactes, et qui fournissent par conséquent de bons momens pour l'histoire. Le domaine de l'lin ne comprend pas seulement les fastes des empires, ni le sort de la gloire des guerriers ; mais tout ce qui intéresse les sciences et les arts appartient à cette muse.

L'ordre chronologique est adopté avec raison dans cette biographie, dont le premier volume embrasse le onzième siècle et conduit jusqu'à l'an 1700, et qui en fait désirer la suite qu'annonce l'auteur.

Voici les noms de quelques médecins savoyards intéressés dans cette série : en 1270, Raymond de Moutiers ; en 1294, Giannini, en Maurienne ; en 1397, Champier (Simphorien), de Gruisilles en Genevois, l'un des savans les plus distingués de son temps ; en 1535, de Montoux (Sébastien) et son fils Jérôme, seigneurs de Mirabel ; en 1556, Champier (Claude), fils de Simphorien ci-dessus ; en 1560, Channet (Antoine), chirurgien à Annecy ; Godré (Amibal), de Salinche, médecin, ensuite Jésuite ; en 1609, Bourgeois (Louise) de Chambéry, sage-femme célèbre, qui assista à toutes les couches de Marie de Médicis, et a publié plusieurs ouvrages renommés sur divers objets nécessaires à ceux de sa profession ; en 1639, Lionnet (Robert), d'Annecy, professeur de médecine à Valence ; en 1677, Tiollier (Joseph), de Chambéry ; en 1700, Gavel (Jacques), de Rumilly.

En laissant aux gens de l'art à juger du degré de mérite de la *Biografia medica* sous le rapport de la science, ne l'ayant considérée que sous le rapport de l'histoire, on me permettra de faire mention d'un monument romain que l'on voit à Aix-en-Savoie ; c'est une inscription maintenant placée dans l'enceinte des bâti-

(1807)

mens des bains , laquelle paraît appartenir à l'histoire de l'art de guérir :

D. • M.

CRISPINI

MED. • TITIVS

APOLOSTIANVS.

III/ VIR. AVG.

C'est-à-dire , *Aux Dieux mânes de Crispinus médecin.*

Titius apolostianus , prêtre flaminien.

Le nom de *Crispinus* , sans prénom ni pronom , est celui d'un affranchi , c'est-à-dire d'une personne qui , esclave par le sort de la guerre , dut à ses talens utiles , d'être délivré de l'état de servitude.

MED. ne signifie qu'un *medicus* , qui est ici pour indiquer la profession de *Crispinus*. Dans son origine , *Medicus* fut non-seulement celui sous lequel fut adoré Esculape , mais encore Apollon et Minerve. Cette inscription tumulaire fut sans doute dictée par la reconnaissance de *Titius Apolostianus* , personnage de considération , l'un des prêtres flaminies. Ce monument appartient à l'histoire des eaux thermales d'Aix , connues et prises par les Allobroges , avant même que les Romains les eussent subjugués. Tout cela n'est pas tout-à-fait étranger à l'objet d'une biographie médicale , comme celle de M. Bonino qui , à de nombreuses recherches dirigées vers un but utile , sait réunir tout l'intérêt qui peut naître de ce sujet.

PROPAGATION DES DONs LIVRES.

BIBLIOTHÈQUE CATHOLIQUE , dédiée à N. S. P. le Pape , approuvée par un grand nombre d'Evêques , et publiée par une société d'ecclésiastiques. (Se trouve à Annecy , chez Burdet.)

Cette Collection est destinée à répandre à bas prix nos meilleurs ouvrages en théologie , en piété , en histoire , en littérature , etc.

L'ouvrage est divisé en six séries : Bibliothèque ecclésiastique , Bibliothèque ascétique , Bibliothèque apologétique , Bibliothèque de l'enfance , Bibliothèque historique , Bibliothèque littéraire. Chaque série est subdivisée en classes , et les classes en plusieurs sections , dans lesquelles se rangent les œuvres de nos écrivains les plus estimés.

Un vol. in-12 paraît le 1^{er} de chaque mois , et le 15 , un vol. in-18.

Chaque ouvrage de la Collection est revu, corrigé et enrichi de Notices et de Préfaces. Quand les deux volumes publiés dans le mois ne forment pas près de 800 pages, on y supplée en donnant de petites prières, des choix de maximes, de belles gravures, ou de petits traités pour distribuer aux personnes de piété ou aux gens de la campagne.

Le prix de la souscription *brochée*, et expédiée franc de port et d'emballage dans chaque chef-lieu de province, est de 26 fr. par an, et de 14 fr. pour six mois payables d'avance.

On souscrit au même ouvrage *cartonné*, en ajoutant 30 cent. par volume in-12 et 35 cent. par volume in-18 (32 liv., 50 cent. par an).

Pour l'avoir *relié*, il faut ajouter 75 cent. par volume in-12, et 50 cent. par volume in-18 (40 liv. par an).

Les souscriptions *reliées* ou *cartonnées* sont expédiées un peu plus tard que les autres.

Liste des Ouvrages publiés jusqu'à ce jour par les Éditeurs de la Bibliothèque Catholique.

Ouvres spirituelles de Fénelon, 2 vol. in-12. TOME PREMIER.

Histoire abrégée de l'Église, par Lhomond, et continuée par l'abbé Ludovic. G. La Gravière. 1 vol. in-12.

Trésor des artisans et gens de la campagne, par M.^{me} Leprince de Beaumont. 1 vol. in-12.

La fin de ces Annonces à un autre N.^o

LOGOGRAPHIE.

Je ne suis que dans l'avenir,

Car je n'existe pas encore.

Sans mes deux premiers pieds, je suis à vous servir;

Alors, sans le dernier, vient le règne de Flora.

Sur mes trois derniers pieds, j'arrose un lieu voisin;

Et sur les deux derniers je suis un mot latin.

Le mot de la dernière *Charade* est bis-100.

MARCHÉS de Chambéry, des 22, 24 et 26 Mars 1825.

BLES.	Prix.	LE VOISSEL.		L'HÉCTOLITRE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		13	79	16	98
Seigle.		9	25	12	08
Orge.		0	00	00	00
Sarrasin.		4	50	5	80
Mais.		9	00	11	76
Avoine (1).		8	67	6	01
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	79
Viande, <i>idem</i> , <i>idem</i> .				0	60

(1) Rapport des 3 volets
seuls en hectolitre:
Froment. . . 0. 815
Seigle. . . 0. 765
Avoine. . . 1. 457

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles de Catherine Bruyand, épouse de Marc Ailloud, situés riére la commune des Mollettes.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre fait savoir que, par décret sur requête de dame Jeanne Michaud, épouse du sieur Joseph André Grassis, demeurant à St. Pierre-d'Albigny, en date du 6 mai dernier, il a été enjoint à Catherine Bruyand, femme de Marc Ailloud des Mollettes, de payer à ladite dame Grassis, dans le terme de 30 jours, 1.^o la somme de 552 livres neuves, 67 centimes; 2.^o celle de 52 liv. 40 cent., pour 1 an, 4 mois d'intérêts échus au 2 dudit mois de mai; 5.^o les dépens de ladite requête, décret, enregistrement et signification. La notification de ce décret a été faite le 17 du même mois, par le sergent royal Gornin. Que sur requête signée par les mariés Grassis, lesquels ont fait élection de domicile en la personne et étude de M.^e Alexis-Gabriel Cornier, procureur au Sénat, le Seigneur Juge-Maje, Préfet de ce Tribunal, leur a permis, par son décret du 26 août dernier, dûment enregistré, de faire citer ladite Catherine Bruyand, femme de Marc Ailloud, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier, en date du 13 septembre lors suivant, pour comparaître à l'audience du 24 dudit mois de septembre, et par ordonnance dudit jour, le Tribunal, sur réquisition de M.^e Ailloud, substitut de M.^e Cornier, procureur et mandataire desdits mariés Grassis, ont le rapport et l'avocat-fiscal, a autorisé la vente des immeubles désignés en la requête qui précède le susdit décret du 26 août dernier, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères sur le manifeste qui serait dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans la susdite requête, a fixé la première enchère à l'audience de ce Tribunal du 19 novembre prochain, à 9 heures du matin, et a commis l'huissier Exertier pour faire la notification prescrite par l'édit du 16 juillet 1802; la susdite requête, extrait du cadastre y annexé et décret du 26 août dernier, de même que la susdite ordonnance dudit Tribunal du 24 septembre lors suivant, et enregistrement du tout ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commis, en date du 25 octobre courant, auxdits mariés Ailloud et une copie authentique du tout, signée par le procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en constat le certificat du 26 dudit mois d'octobre courant, mis au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M. Domenget, conservateur.

Désignation des immeubles à subhaster, situés riére la commune des Mollettes.

N.^o de la mappe 53, pré et maison habitée par les mariés Ailloud à la Guesse, de la contenance de 176 toises, 5 pieds, ayant 9 aous, 3 deniers de taille, et se continuant par un ruisseau et des chemins de toutes parts.

N.^o 261, pré à Cotte-Vuillot, pour un quart du levant, contenant 54 toises, 1 pied, de la taille de 1 aou, 1 den., ayant pour confins la terre des héritiers de Pierre Ailloud du levant, et le surplus dudit numéro du couchant.

N.^o 950, champ au Perrussel, pour un quart du nord, de la contenance de 155 toises, 4 pieds, chargé en taille de 8 sous, confiné par les propriétés du sieur Antoine Nicolle de toutes parts.

N.^o 1051, bois à Blanchard, pour un quart du couchant, de la contenance de 100 toises, chargé en taille de 9 deniers, confiné par le territoire de Villard-Roux du midi, un chemin et ruisseau du nord et la propriété des héritiers d'André Duioy du couchant.

N.^o 1705, bois à l'Essert, pour un quart du nord, de la contenance de 69 toises et de la taille d'un sou, confiné par celui de Jean Ailloud du levant, et de M. Debagard du couchant.

N.^o 1758, bois à la Pontière, pour un quart du nord, de la contenance de 85 toises et 4 pieds, de la taille de 8 deniers, confiné par celui de Jean Ailloud des levants et nord, celui de Jean Combaz du midi, et des bois Balan du couchant.

Conditions de la vente.

1.^o Les biens ci-dessus seront enchéris sur la somme de 120 liv. n., somme à laquelle la poursuivante offre la première mise à prix qui excède 60 fois le montant de la contribution foncière, dont le total arrive à 1 liv., 8 den., ancienne monnaie.

2.^o Le prix provenant de la vente, sera appliqué à payer les créances hypothécaires existantes sur lesdits biens, exigibles ou non, à quoi ladite dame Grassin s'est soumise par son offre.

3.^o Qu'en conformité de l'article 104 de l'édit hypothécaire, ladite Maynard, son mari et leurs enfans vivans avec eux, ne seront pas admis à enchérir.

4.^o Ne seront admis à faire des offres que ceux qui, avant l'audience, se seront fait inscrire sur le registre du greffe, avec l'autorisation préalable de M. le Juge-Mage.

5.^o L'adjudicataire prendra les biens dans l'état où ils seront lors de l'adjudication, et se chargera des contributions, dès l'année qu'il prendra récolte.

6.^o Il paiera, outre les frais d'adjudication, inscription et transcription, tous ceux de poursuite des et y compris la requête du 26 août dernier, et ce, sans répétition, ni diminution du prix de l'adjudication qui sera payé suivant l'ordre à intervenir, avec intérêts des le jour de l'adjudication définitive.

En exécution des ordonnances et décrets ci-devant énoncés, et à la requête de dame Jeanne Michoud, épouse du sieur Joseph André Grassin, ayant pour procureur M.^o Alexis Guerin Cormier, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit Tribunal de justice-maje, siégeant à Chambéry, (section des vacations), rue Intérie, maison d'Allinges, le samedi 19 novembre prochain, à 9 heures du matin, sur la mise à prix offerte par la poursuivante, qui est de 120 livres neuves, et ledit jour, les immeubles ci-devant ayant été mis à l'enchère, ne s'étant point présenté d'enchérisseur, le Tribunal a adjugé provisoirement à la poursuivante lesdits immeubles pour la mise à prix par elle offerte et a fixé l'adjudication définitive au 31 décembre prochain, à 9 heures du matin, par lequel lesdits immeubles seront de nouveau mis à l'enchère sur le prix de l'adjudication préparatoire qui est de 120 livres.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché notifié et inséré

ou Journal de cette division , le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du susdit Édit du seize juillet 1822.

Mande à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affections, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donner pouvoir.

Fait à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 26 octobre 1825. Claude RAYEL, subst.-gref.

Enregistré à Chambéry, le 26 octobre 1825, volume 26, case 462, folio 44 verso, perçu trois livres. BAENA.

Au Seigneur Sénateur Préfet au Tribunal de Préfecture de la province du Genevois.

SUPPLIEENT humblement les sieurs Joseph Thyron négociant et Joseph Bouchet aubergiste, tous deux habitants de la ville d'Annecy, qui font election de domicile en l'étude de M.^e François Barlet procureur, située audit Annecy;

Et ont l'honneur d'exposer que, par contrat ci-joint, du 27 juillet dernier, Guillet notaire, ils ont acquis de Jacques fils de feu Claude Désaire, les mêmes immeubles, sans aucune exception ni réserve, que ce dernier a vendu, sous grâce de réméré, à dame Marie-Joséphite Dunier épouse de M.^e Jean-Charles-Maurice Prévost, par contrat du 29 mai 1818. Patuel notaire; lesdits immeubles situés sur la commune des Glières, lieudit à la Bergerie et inscrits à la mappe dudit lieu sous les N.^{os} 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 282, 283, 284, 1425, 1424, 1425, 1426, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, et sous tous autres numéros qui composent ledit grangeage de la Bergerie, sans que l'erreur ou l'omission de quelques-uns des numéros, sous lesquels les immeubles vendus sont inscrits, puissent préjudicier aux supplians;

Que cette vente a été consentie, pour le prix de 9400 liv. n., à compte duquel les supplians ont réellement payé 400 liv. n., et Désaire a accordé quittance audit sieur Thyron de celle de 1256 l. n. et 85 cent., au moyen de la libération que celui-ci lui a faite de semblable, dont il lui était débiteur en principal, intérêts, loyaux coûts d'acte et frais d'inscriptions hypothécaires, tant en vertu de contrat obligatoire, consenti en faveur dudit sieur Thyron et du sieur Pierre-Charles Thyron son frère, le 4 août 1807. Dupore notaire par Claude Désaire père du vendeur, que comme droit ayant de Claude-Jean-Louis Trippe, en vertu de contrat du 4 avril 1811, Gallier notaire, ledit Trippe, créancier dudit Claude Désaire, en vertu de contrat obligatoire du 5 mars précédent, même notaire; ledit sieur Thyron s'est retenu les litres pour se prévaloir des droits, actions, privilèges et hypothèques en résultant; et quant au surplus dudit prix, il a été convenu qu'il porterait intérêts, dès la date dudit acte, et qu'il serait d'abord employé à rédimmer, en temps utile, les immeubles dont s'agit, en désintéressant ladite dame Prévost, et que l'excédant serait employé à payer les autres créanciers antérieurs, privilèges et hypothécaires sur les biens vendus;

Que cet acte a été transcrit au bureau des hypothèques de cette

province, le 3 août dernier, ainsi qu'en résulte du certificat ci-joint, délivré par le conservateur des hypothèques de cette province; et comme il importe aux supplians de purger les immeubles par eux acquis, de tous privilèges et hypothèques qui peuvent les grever ;

A ces fins ils recourent, Seigneur Préfet, pour qu'il vous plaise, désigner les huissiers ou sergens royaux, qu'il vous plaira commettre, pour notifier audit Jacques ou Claude Désaire, habitant aux Ollières, ainsi qu'aux créanciers dénommés dans les états ci-joints et aux domiciles par eux élus dans les inscriptions qu'ils ont prises au bureau des hypothèques de cette province, que les supplians sont prêts à payer immédiatement les créances tant exigibles qu'inexigibles comptantes audit Jacques Désaire, tant de son chef que comme héritier de Claude Désaire son père, pour la quantité et de la manière qui sera déterminée par le tribunal de préfecture de cette province, jusqu'à concurrence de ladite somme de 9400 l. n., en protestant les supplians de demander la distraction des 400 l., par eux déjà payés à compte ; et ledit sieur Thyriou en son portuiculier, proteste de produire, lors de l'ouverture du procès verbal d'ordre, l'acte obligatoire du 4 août 1807, Duparc notaire, et les actes des 5 mars et 4 avril 1811, Callier notaire, et de demander en déduction du prix restant à payer, le montant des sommes à lui dues en vertu d'iceux ; et copie tant de la présente requête, du certificat de transcription, que des états des inscriptions, seront notifiés audit Désaire, ainsi qu'aux créanciers portés dans lesdits états : les supplians protestent encore de demander à être colloqués au premier rang pour tous frais à faire et pourvoir. Signé Joseph Thyriou, Joseph Bouchet et Baume pour M.^e Bardet proc.^e

Vu : sont commis l'huissier Métrol et les sergens Mouthon et Rolland pour faire les notifications requises. Anneey, le 14 novembre 1825, signé Gerbil préfet.

Enregistré à Anneey, le 16 novembre 1825, fol. 173, case 1559 du 12.^e vol., reçu 2 liv., signé Oustier.

ÉTAT des inscriptions existantes à la charge et sur les biens de Claude et Jacques Désaire père et fils.

Date et nature des privilèges et hypothèques.	Noms des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
Acte obligatoire du 15 août 1797, Moguier notaire ; jugement du 25 janvier et 4 décembre 1812, rendus par le juge de Thorens.	Vincent Jeanne.	468 00
Acte obligatoire du 4 août 1807, Duparc notaire.	Thyriou sieur Pierre-Charles et Joseph.	725 65
Acte de vente du 22 mai 1810, Bessonnot notaire.	Jacquet, Jean Eucher et Joseph.	1000 00
Acte obligatoire du 5 mars 1811, Callier notaire.	Thyriou sieur Joseph.	433 06
Acte obligatoire du 29 avril 1819, Duparc notaire.	Girard Jacques.	195 63

Vente sous réméré, du 10 mars 1818. Patuel notaire ; acte du 9 avril 1778, Mauris notaire, et acte du 27 nivôse, an 9. Mouthon not.	Donier Marie-Josephite, épouse de M. Prévost.	6466 00
Acte obligatoire du 21 novembre 1809, Duparc not. ^e et jugement du juge de Thoreus, du 2 janvier 1822.	Halleydier Jeanne, veuve Dubouloz.	567 40
Ordonnance rendue par le juge-maje du Faucigny, le 6 mars 1819.	Chatel Antoine.	199 55
Jugement rendu par le tribunal de Bonneville, le 20 juillet 1810.	Chappuis Joseph-Henri.	551 00
Contrat dotal du 31 janvier 1824, Favre notaire.	Jacquet Jacqueline, femme Désaire.	1440 00
Testament du 16 mai 1817, Tissot notaire.	André, Jean-Baptiste, François, Pernelle et Jeanne-Marie Désaire.	1520 00
Jugement rendu par le tribunal d'Annecy, le 24 mai 1824.	Prévost Jean-Charles-Maurice.	471 20
Jugement rendu par le juge de Thoreus, le 11 octobre 1824.	Dépierre Étienne.	150 70
Acte de cautionnement du 26 avril 1810, Bessonis not. ^e ; acte obligatoire du 27 octobre 1808, Crasot notaire ; quittance du 20 décembre 1817, Tissot notaire, et jugement du 25 août 1824.	Lachenal Joseph.	100 00

CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné, conservateur des hypothèques au bureau d'Annecy, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M.^r Guillet notaire à Annecy, un acte par lui reçu le 27 juillet 1825, insinué le premier août suivant, par lequel Jacques fils de feu Claude Désaire, habitant aux Ollières, vend aux sieurs Joseph Thyrion négociant et Joseph Bouchet aubergiste, demeurant à Annecy, les mêmes immeubles, sans aucune exception ni réserve, qu'il a vendus sous grâce de réméré à dame Marie-Josephite Donier femme Prévost, par contrat du 10 mai 1818. Patuel notaire ; lesdits immeubles situés sur le territoire des Ollières, lieudit à la Bergerie et inscrits à la mappe de ladite commune sous les N.^{os} 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 282, 285, 284, 1425, 1426, 1428, 1429, 1430, 1431, 1432, 1433, 1434, 1435, 1436, 1437, 1438, 1439, 1440, 1441, 1442, 1443, 1444, 1445, 1446, 1447, 1448, 1449, 1450, 1451, 1452, 1453, 1454, 1455, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1464, 1465, 1466, 1467, 1468, 1469, 1470, et sous tous

autres numéros qui composent ledit grangeage de la Bergerie, pour le prix de 9100 liv. n.

Je certifie avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations, vol. 9, art. 108 et sur le registre général d'ordre, vol. 43, case 312, et avoir reçu pour droit proportionnel 47 l., timbre des registres, 90 cent., droit de bureau : l., 50 c. Total 49 liv., 40 cent. Annecy, le 5 août 1825.

Signé ORSIER, conservateur,

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant de l'acte, au vol. 115, art. 65, et a payé pour droit proportionnel, 7 liv., 78 cent., pour papier timbré, 90 cent., pour droit de bureau, 75 cent. Total 9 l., 45 cent. Annecy, le 5 août 1825. Signé ORSIER, conservateur.

Pour copie conforme, BARRÉ, pour M.^e BARNET, procureur.

Au Seigneur Sénateur, Juge-Maje de la province de Savoie-Propre.

Supplient humblement M.^e Claude Comoz, notaire royal, domicilié à Rumilly et Thomas Marnud, notaire royal collégié, domicilié à Chambéry, qui faisant domicile à Chambéry, en la personne et étude de M.^e Jacques Montagnole, faubourg du Beclus, lequel procureur cédant et disant que, par contrat du 27 juillet 1825, Marthe notaire, ils ont acquis du sieur George Milliet, ayant agi de son chef et comme droit avant de Marie Milliet sa sœur, par contrat du 20 février 1825, Descozes notaire, Cette dernière héritière instituée par Anthelme Milliet son père, suivant son testament du 18 novembre 1824, Descozes notaire, le domaine que ledit Milliet possède dans la commune de Gerbaix, province de Savoie-Propre, consistant en maison, cour, jardin, prés, vergers, marais, champs, bois, broussailles, rivages, tannes, rocs et autres, inscrits sous les numéros au plan des numéros 219, 261, 274, 276, 277, 278, 664, 1107, 1108, 1115, 1116, 1117, 1127, 1128, 1147, 1148, 1149, 1450, 1451, 1452, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1463, 1466 et 1467, du cadastre de Gerbaix, contenant environ 35 journaux; en un mot, ledit domaine est vendu tel qu'il a été délaissé par Anthelme Milliet son père et qu'il se compose et comporte, sans aucune exception ni réserve, le plus ou le moins de contenance, erreur ou omission de numéros, ne pouvant nuire, ni à l'une ni à l'autre des parties, attendu que Milliet entend vendre et les supplians acquérir, la généralité des biens qu'il possède dans ladite commune, et tous objets en dépendans qui sont immeubles par destination, dont réservés au vendeur la récolte de la courante année 1825, à la charge par lui de payer toutes contributions à échoir au 1.^{er} janvier 1826. Le prix de ladite vente a été fixé à 4800 livres neuves, à compte duquel, les supplians ont été libérés d'une somme de 5815 livres neuves, pour semblable à eux due par Anthelme Milliet père, en capital, intérêts et frais liquidés jusqu'au 12 décembre 1825, par suite des titres énoncés audit contrat de vente, Marthe notaire, et les 987 liv. pour, restantes dues pour solde dudit prix de vente sont payables aux créanciers du vendeur, suivant l'ordre amiable ou judiciaire qui en sera fait, et sans intérêts jusqu'au 1.^{er} janvier 1826 et dès-lors avec intérêts que, désirant se prévaloir de la faculté qui leur est accordée par l'édit du 16 juillet 1822, pour purger

ledit domaine des créances et charges dont il peut être grevé, auxdites fins, ils joignent ici : 1.^o le contrat de vente précité, Marthe notaire ; 2.^o le certificat du dépôt et de la transcription dudit contrat de vente, au bureau de la conservation des hypothèques de Chambéry, en date du 23 juillet 1825, signé par M.^r Domenget conservateur ; 3.^o enfin, l'extrait de toutes les inscriptions prises contre Anthelme Milliet père, Marie milliet sa fille et héritière institué et George Milliet fils et frere, suivant trois certificats délivrés par ledit conservateur, le 10 septembre 1825. Les supplians déclarent être prêts à payer immédiatement les créances et charges tant exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de la Judicature-Maje, le tout cependant jusqu'à concurrence du prix stipulé audit contrat de vente, (sans proteste de former telle demande en collocation, sur ledit prix, qu'il verra, pour obtenir le paiement, ou imputation de leur créance, et suivant qu'elle est réglée audit contrat de vente, ou autrement, ainsi qu'il verra) et recourent :

Qu'il vous plaise, Seigneur Sénateur, Juge-Maje, leur permettre de faire notifier par le sergent Mongesin, résidant à Novatise, ou tel autre qu'il vous plaira commettre, cette résolution, avec le susdit certificat de transcription et états d'inscriptions divisés en trois colonnes, à chacun des créanciers portés auxdits états et au donnicile respectivement élu par chacun d'eux dans leur inscription, ainsi qu'audit George Milliet vendeur et encore à Marie Lencore, veuve dudit Anthelme Milliet, comme usufructière des avoirs délaissés par ce dernier, et au cas qu'elle ait un contrat de mariage, ou une hypothèque sur le domaine vendu, et à Marie la cadette fille dudit feu Anthelme Milliet, tous trois cultivateurs, domiciliés en la commune de Gerbaix. Les supplians se réservent tous leurs droits, privilèges et hypothèques dérivans de leurs titres pour s'en prévaloir suivant leur proteste : ils demandent tous frais et dépens et plaise pourvoir. Signés COXOZ, THOMAS MORAND et MONTAGNOL, Procureur.

COPIE DE CERTIFICAT DE TRANSCRIPTION.

Je soussigné conservateur des hypothèques au bureau de Chambéry, certifie que ce jourd'hui il m'a été consigné par M. Morand Thomas, notaire à Chambéry, un acte en sa faveur et en faveur de M.^r Claude Coxoz, notaire à Rumilly, en date du 27 juin 1825, Marthe notaire, faite par Milliet George, feu Anthelme, de Gerbaix, d'un domaine sur cette dernière commune, consistant en maison, cour, jardin, prés, vergers, bûrais, champs, bois broussailles, rivières, ruelles, rocs et autres sous numéros ou partie de numéros 219, 262, 274, 275, 277, 278, 684, 1007, 1104, 1115, 1116, 1117, 1127, 1128, 1127, 1148, 1149, 1450, 1451, 1452, 1456, 1457, 1458, 1459, 1460, 1461, 1462, 1465, 1466 et 1467, de la mappe dudit Gerbaix, contenant environ 23 journaux ; prix : 4800 livres, sur lequel il reste à payer 987 livres, pour lesquelles inscription d'office. Je certifie encore avoir, le même jour, enregistré ledit acte sur le registre des aliénations vol. 5, fol. 301, et sur le registre général d'ordre, vol. 53, article 155 et avoir reçu pour tous droits, 25 livres, 90 centimes ; à Chambéry, le 13 juillet 1825, signé DOMENGET Conservateur.

J'ai aussi fait l'inscription d'office résultant du susdit acte au

vol. 97 art. 17, et reçu pour droits 2 livres, 50 centimes. à
Chambéry, le 25 juillet 1825. Le Conservateur, signé DOMENGET
*Etats des inscriptions prises au bureau des hypothèques de
Chambéry jusqu'au 17 septembre 1825, contre Anthelme
Milliet père, George et Marie Milliet ses enfans, tous de
Gerbaix, savoir :*

*Contre Milliet Anthelme, fils de feu Joseph, de Gerbaix,
dédéde.*

DATE ET NATURE des Privilèges et Hypothèques.	NOMS des Créanciers.	MONTANT des inscriptions
1. ^o Vente du 12 août 1781, jugemens des 25 juillet 1807 et 19 décembre 1815 et con- trat du 19 octobre 1819, ins- crits les 2 ventôse an 9, 18 février 1811 et 7 févr. 1823.	Comoz Cl. et Morand Thomas.	3090 c.
2. ^o Vente du 11 brumaire an 9, inscrite les 24 floréal an 13, 27 avril 1815 et 14 mai 1823.	Duvivier dit Sage Claude.	515
3. ^o Vente du 2 pluviose an II, inscrite les 24 flor. an 13, 27 avril 1825 et 14 mai 1825.	Duvivier dit Sage Claude.	600
4. ^o Jugement du 27 septem- bre 1820, inscrit le 18 octo- bre 1825.	Reibat Claude-François.	1693 35
5. ^o Mariage du 25 août 1824, inscrit le 5 novembre dite année 1824.	Curty Pierrette	1686 66

*Contre Milliet George et Marie frère et sœur, enfans dudit feu
Anthelme.*

Il résulte des certificats délivrés par ledit conservateur, qu'il
n'existe sur les registres de la conservation, aucune inscription
de privilège, ni d'hypothèque prise contre ledit George et
Marie Milliet, jusqu'audit jour, 17 septembre 1825, suivant deux
certificats par lui certifiés et signés ledit jour. Signés COMOZ et
THOMAS MORAND, et MONTAGNOL, Procureur.

COPIE DE DÉCRET.

Est commis le sergent Mongevin pour faire les notifications
requises et procéder suivant les fins suppliées, en se conformant
à l'arrêt sur les hypothèques, Chambéry le 28 septembre 1825.
Signé BELLEMIN pour M. le Juge - Mage absent, Signé CHAMART,
Subst. - Greff.

Enregistré le 28 septembre 1825, vol. 96, case 258, fol. 25
recto. Perçu deux livres. signé BARRÉ.

Pour copie: MONTAGNOL, Proc.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 9 Décembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 6 décembre. Voici les observations météorologiques faites pendant le mois de novembre.

NOVEMBRE 1825.

BAROMÈTRE À 0. ^e				THERMOMÈTRE			
Millim.		Pouces	Lign.	Centigrade.		de Réaumur.	
Du 1 ^{er} au 10	753.	27	0.	9	Du 1 ^{er} au 10.	+ 10°.1	+ 8°.08
Du 11 au 20	757.	27	0.	7	Du 11 au 20.	+ 7°.2	+ 5°.75
Du 21 au 30	751.	27	0.	8	Du 21 au 30.	+ 5°.8	+ 4°.64
Moy. le 24	758.	27	0.	8.	Moy. le 24.	+ 20°.5	+ 16°.40
Min. le 10	718.	26	6.	4	Min. le 24.	+ 0°.6	+ 0°.48

Thonon, 5 décembre. Le 30 du mois dernier il a été procédé à la réception d'ouvriers des travaux en maçonnerie, charpente et toiture de notre Hôtel-de-Ville.

Cette construction entreprise en 1824 sur les plans et devis de MM. l'Architecte Perregaux, Fanno, Pellegrini et Dunoyer, a été conduite par le sieur Jean-Baptiste Agostinetti, et la taille des pierres dirigée par l'appareilleur Marie Magnier.

Cet intéressant morceau d'architecture, qui a déjà été remarqué avec une vraie satisfaction par beaucoup d'étrangers, ne laisse rien à désirer sous le rapport de l'architecture ni sous celui de la perfection des travaux, et notamment en ce qui concerne la propreté de la taille, la netteté des angles et la pureté des profils et des moulures. L'architecte, d'après des calculs rigoureux, a rendu un tel témoignage à l'habileté et à l'exactitude du maître-entrepreneur, qui ont dépassé son espérance et la pensée; aussi il serait difficile de voir au plan exécuté d'une manière plus parfaite.

— La pluie n'ayant discontinué de tomber pendant la journée du 5 de ce mois, la foire de Thonon dite de St. André, qui devait avoir lieu le même jour, a été renvoyée au jeudi 15 de ce mois: et son retour reste fixé au jeudi suivant 22.

Moitiers, 5 décembre. MM. les Employés supérieurs et Elèves de l'Ecole des Mines ont solennisé hier la fête de Saint Barbe leur patronne. A onze heures, ces Messieurs se sont rendus en corps à l'Eglise paroissiale où notre vénérable Pasteur a célébré les saints mystères avec la plus grande pompe, au son de la musique militaire. Les principales Autorités se sont empressées d'assister à cette auguste cérémonie.

Le soir, il y a eu une nombreuse réunion dans les salles de l'Etablissement, que MM. les Elèves avaient décorées et illuminées avec la plus grande élégance. Plus de 30 Dames, tant de la province que des environs, faisaient le charme de cette brillante assemblée ; le bal, animé par une musique exquise, a duré jusqu'au jour, et les habitants de Moitiers ont reçu avec la plus grande reconnaissance une fête présentée par la cordialité, et précédée par la gaieté, l'harmonie et le bon goût.

PIEMONTE.

Turin, 1^{er} décembre. Par Brevet du 14 novembre dernier, S. M. a nommé Vice-Président de la Chambre d'Agriculture et de commerce de Nivè, M. le Comte Augustin Caisotti de Robione.

— Par ordre du Gouvernement de S. M., la Société Royale d'Agriculture de Turin a nommé une Commission chargée de prendre connaissance de tout ce qui a été publié jusqu'ici sur les Paragètes, à l'effet de constater l'efficacité ou l'inutilité de ces appareils.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

S. A. le duc Charles-Eugène de Lorraine (le prince de Lambesc) a été frappé d'apoplexie le 20 novembre, dans son palais à Vienne, à l'âge de 74 ans. Ce prince était le dernier rejeton de la branche mâle de l'illustre maison de Lorraine, alliée de la famille impériale d'Autriche.

ANGLETERRE.

On apprend de Colombie que par les nouvelles élections, terminées le 4 septembre, Bolivar a été élu président et qu'il est attendu à Panama vers le milieu de décembre. Le général Rodil, dans le Pérou, tenait encore à Callao le 31 juillet.

— L'Empereur du Brésil, qui avait entamé des négociations avec le Saint-Siège, a écrit une lettre autographe au Souverain Pontife, pour réclamer sa autorité pastorale en faveur des Brésiliens.

— Le traité conclu entre le Roi de Portugal et l'Empereur du Brésil son fils, a été ratifié à Lisbonne par S. M. T. F. le 15 novembre. On dit que, par une clause secrète de ce traité, l'Empereur Pierre 1^{er} renonce pour lui et ses successeurs, à ses droits sur la couronne de Portugal, ce qui appelle le Prince Don Miguel à la succession.

Paris, 30 novembre. Le général Foy, membre de la Chambre des Députés, vient de mourir d'un anévrisme au cœur. Ses funérailles auront lieu aujourd'hui. Un journal annonce que M. Benjamin Constant est gravement malade d'une affection d'entrailles.

— M. Royer-Collard, professeur de médecine, frère du Député de ce nom, est mort le 28 novembre, âgé de 57 ans.

— Le vaste incendie qui a ravagé le Nouveau-Brunswick, a causé sur les maisons, les granges, les récoltes, etc., une perte estimée à 150 mille livres sterling. Il a péri près de trois cents individus.

2 *Décembre* La dépouille mortelle du général Foy a été portée au cimetière du Père La Chaise, et placée à côté de M. Camille Jordan. Plusieurs discours ont été prononcés sur la tombe par MM. Casimir Perrier, Méchin, Ternaux, Sébastiani, le Duc de Choiseul, le général Miollis, etc.

— On apprend de Madrid que le Clergé espagnol a offert en don volontaire, pour les besoins de l'État, une somme de 25 millions de réaux. M. le duc de l'Infantado a offert de son côté 4 millions de réaux. M. de Zéa-Bermudez est nommé ambassadeur d'Espagne près la cour de Séville.

3 *Décembre*. Les funérailles du général Foy ont eu lieu avec tous les honneurs dus à ses qualités de lieutenant-général, de grand-officier de la légion-d'honneur et de Député. Plus de six mille personnes ont accompagné son convoi, qui était suivi de plus de deux cents équipages, parmi lesquels on a remarqué la voiture de Mgr. le duc d'Orléans, celles du ministre de la guerre, des Pairs, des Députés et de plusieurs ambassadeurs étrangers.

— Dans les premiers jours de novembre, un pauvre cultivateur de la principauté de Galles a trouvé dans son champ un énorme pot de terre contenant pour huit mille livres sterling de pièces d'or aux effigies de Jacques 1^{er} et de Charles 1^{er}. Cet homme a quitté son ouvrage pour aller boire, l'exède de vin et de la joie lui ont donné une fièvre qui l'a emporté en moins de trois jours.

— S. M. a érigé un majorat à titre de baron, en faveur de M. Thénard, de l'Académie royale des sciences.

— On a ouvert une souscription pour élever un monument à la mémoire de M. le général Foy. On assure qu'elle s'élève déjà à la somme de cent mille francs.

Actions de la banque de France : 2005 fr. 2010 1/2 2015 fr.

Cinq pour cent consolidés : 95 fr. ; 94 fr., 70 c. ; 95 fr., 50 c.

Trois pour cent : 63 fr., 90 c. ; 63 fr., 90 c. ; 63 fr., 90 c.

ITALIE.

S. S. Léon XII a diminué d'un quart l'impôt foncier sur toute espèce de propriétés, à dater du 1^{er} janvier 1826.

M. Pons a découvert à Florence, le 7 novembre dernier, dans la constellation de l'*Eridan*, une nouvelle comète, qui est la cinquième observée cette année. Cette comète, qui n'est pas visible à l'œil nu, n'a pas de queue, mais son noyau assez brillant est entouré d'une espèce de chevelure éparse.

Selon les nouvelles de Trieste, des 9 et 11 novembre, Ibrahim-Pacha, à la suite d'une rencontre avec les Grecs, se serait de nouveau concentré à Tripolizza. On assure que la Porte a envoyé un message au Pacha d'Egypte, pour l'engager à employer toutes ses forces contre les Grecs, en lui promettant le gouvernement de toutes les provinces de la Grèce qui seraient conquises par ses troupes. Un capitaine venant d'Alexandrie et qui a jété l'ancre à Trieste, a déclaré avoir marché avec la flotte turco-égyptienne, qu'il a quittée le 5 novembre dans les eaux de Navarin. Elle avait 12 mille hommes à bord, et n'avait eu aucun engagement avec les Grecs. Cette flotte, forte de 100 voiles, était accompagnée de 15 brûlots.

SUISSE.

Les dernières pluies ont causé, dans le pays de Lugano, des inondations désastreuses, qui ont entraîné des ponts, des bois, des terrains, etc.

Le 16 novembre dernier, près du village des Ivettes, dans le Valais, un éboulement considérable de terre, de rochers et de bois a momentanément la route de Genève à Milan, à la hauteur de 45 à 50 pieds. On a travaillé avec activité à rendre le passage praticable aux voitures.

VARIÉTÉS.

A M. le Rédacteur du Journal de Savoie.

MONSIEUR,

En conséquence de l'extrait que vous avez donné d'un rapport fait par M. le Professeur Clavannes, sur les paragrêles de la Suisse, j'ose réclamer une place dans votre Journal pour les observations suivantes.

Les 1467 paragrêles placés dans les environs de Chambéry occupent, en tout ou en partie, les territoires de Chambéry, Bessens, St-Alban, St-Jean-d'Arvey, Francin, Montmélian, Athin et Gruch. Au Nord-Est de ces communes, et par conséquent dans la direction du S.-E. au N.-E., courent des chaînes de montagnes jusques aux sommités desquelles ont été plantés un grand nombre de conducteurs électriques.

Le 5 août, nous avons éprouvé un orage très-violent. Les nuages déchirés par les éclats multipliés de la foudre et présentant les plus

Les apparences de grêle, ont été poussées par les vents sur les communes paragréllées et se sont accumulées contre les flancs des montagnes, à une élévation moyenne ; mais la zône se trouvant entièrement garnie de conducteur, les éclairs et les tonnerres ont immédiatement cessé dans l'intérieur de cet espace, en continuant sur ses limites et sur les communes voisines. En même temps les nuages ont versé des torrens d'eau, qui, suivant un grand nombre de rapports, étaient accompagnés de grêle sur plusieurs points des limites, tandis que dans l'intérieur la pluie se trouvait extrêmement froide et mêlée de flocons semblables à de la neige imbibée d'eau.

Une observation importante, c'est que les sommets de la montagne au-dessus de Montmélian n'étant pas encore garnis, la foudre a cessé d'éclater *seulement* quand le nuage s'est abaissé à mi-côte vers les paragréllées, où les apparences de grêle se sont aussitôt dissipées.

Le même jour, on assure que plusieurs des pointes placées sur la colline du fort de Montmélian, ont lancé à diverses reprises de vives étincelles ascendantes. Le phénomène a été observé d'autres fois encore sur les paragréllées de la montagne ; et deux fois il est tombé dans la commune de la Thuile, sur la montagne, de la grêle, qui s'est limitée régulièrement à la ligne des conducteurs placés sur les communes de Cruet et de Montmélian.

Le 21 novembre, à trois heures et demie du soir, pendant un temps orageux qui, dès le matin, donnait de violentes bourrasques de vent et de pluie, mais peu de tonnerres, il est tombé à Chambéry et dans les environs une grêle abondante à laquelle sont bientôt venues se mêler des gouttes d'eau, qui ont fini par dominer entièrement après un petit demi-quart d'heure. A Chambéry, les grains étaient blancs et opaques, semblables pour la grosseur et la forme à des grains de maïs. A Bassens, première ligne paragréllée avec une partie de Chambéry, les grains étaient, comme à Chambéry, blancs et opaques ; à St.-Alban, seconde commune paragréllée (relativement à la direction du vent), les grains, aussi blancs et opaques, étaient beaucoup plus rares, et même ils ne se sont point montrés dans le centre de la commune ; à Verel, commune voisine non paragréllée, on a observé des grains de véritable grêle, composés d'un noyau blanc et opaque, avec une enveloppe sphérique de glace. Nous ferons remarquer ici que le noyau est également toujours ainsi blanc et opaque, et que sa forme est la même.

semblable à celle des grains de maïs. Sur la fin d'octobre, il était déjà tombé une grêle analogue, ou plutôt un grésil sur lequel je n'ai pu obtenir aucun renseignement, parce que je me trouvais absent de Chambéry.

Tous ces phénomènes présentent la confirmation des considérations développées par le Professeur Chavannes, et répétées textuellement dans votre extrait.

On n'a pas observé qu'en Suisse la foudre et le tonnerre aient sensiblement diminué au-dessus des terrains paragrêlés; mais un grand nombre de nos conducteurs électriques sont placés dans des régions très-élevées, et plongent entièrement dans les vapeurs vicieuses qui composent les nuages orageux : dès-lors ils en absorbent immédiatement l'électricité sans aucune explosion. Lorsque les nuages se trouveront à une élévation extraordinaire, nos conducteurs n'arrêteront la fulguration que très-imparfaitement : au contraire, si un nuage flotte près de terre, il arrivera que des paragrêles très-peu élevés suffiront pour maîtriser son électricité. J'en citerai un exemple frappant, en donnant l'extrait d'une lettre qu'un de nos compatriotes les plus instruits a bien voulu me communiquer : je ne crains point de commettre une indiscrétion en consignait ici cette lettre, bien persuadé de remplir ainsi tout à la fois les vues du personnage qui me l'a fait connaître, de l'administrateur qui l'a écrite, et de la Société à qui elle est adressée, Société qui s'est si activement distinguée en faveur des paragrêles (1).

EXTRAIT d'une lettre de M. Magaud, Maire de Vourles (près Lyon).

À MM. de la Société Royale d'Agriculture, Sciences et Arts de Lyon.

(M. Magaud n'était alors que quatre paragrêles de 22 pieds et demi de haut).

« Le samedi 25 juin 1825, un nuage est arrivé jusque sur ma commune : sa couleur me donnait de l'inquiétude, le tonnerre se faisait entendre d'une manière effrayante. Enfin, je vis sur la pointe du paragrêle le plus au midi, et au milieu d'une forte pluie, paraître et disparaître spontanément une circonférence lumineuse dont le diamètre pouvait avoir trois pieds, et dont la

(1) La Société Royale d'Agriculture, Sciences et Arts de Lyon a fait placer des paragrêles à plusieurs points dans les environs de cette ville.

» couleur était celle de la paille très-blanche, d'où jaillirent, après
 » détonation, trois étincelles. Après ce phénomène, aussi rapide
 » que la pensée, le nuage a suivi son cours, et le tonnerre ne s'est
 » plus fait entendre. »

Je m'abstiens de réflexions et de discussions. Le degré d'efficacité
 des paragrèdes est une question de fait. Je fournis une pièce au pro-
 cès, qui est loin de pouvoir encore être jugé : observons d'abord
 bien et beaucoup : nous comparerons ensuite, puis nous pronon-
 cerons : maintenant *sub judice lis est*.

J'ai l'honneur, etc.

M. SAINT-MARTIN.

BIBLIOTHÈQUE CATHOLIQUE (Voyez le N.^o précédent).

Histoire de l'Eglise gallicane, par le P. Longueval et autres, avec
 la Continuation jusqu'à nos jours. Tome premier.

Histoires édifiantes, par l'abbé Baudrand, 1 vol. in-18.

Fondemens de la vie spirituelle, par Surin, 1 vol. in-18.

Le modèle des jeunes gens, ou la Vie de Claude Lepelletier de
 Souzi, par Proyart, 1 vol. in-18.

Traité de la confiance en la miséricorde de Dieu, par Languet,
 1 vol. in-18.

Vie de Saint Ignace, fondateur de la Société de Jésus, par le P.
 Bouhours, 2 vol. in-18.

Mélanges de Littérature et de Philosophie, 2 vol. in-18.

*Liste des Ouvrages qui seront publiés depuis le 1^{er} octobre 1825
 jusqu'au 1^{er} avril 1826.*

Deuxième Année. — Premier Semestre.

18-12. 1^{er} oct. La consolation du chrétien dans les diverses cir-
 constances de la vie, par l'abbé Roissard.

1^{er} nov. Histoire de l'Eglise gallicane, par Longueval, t. 4.

1^{er} déc. Instruction de la jeunesse en la piété chrétienne, par
 Gobinet.

1^{er} janv. Vie de Saint-François-Xavier, apôtre des Indes, par le
 P. Bouhours.

1^{er} fév. Histoire de l'Eglise gallicane, par le P. Longueval, t. 5.

1^{er} mars. Vie de Saint-François-Xavier, par le P. Bouhours t. 2.

18-18. 15 oct. Traité de la paix intérieure, par le P. Lambert.

15 nov. Recueil des morts édifiantes, ouvrage nouveau.

15 déc. Choix de poésies, ou Recueil de morceaux propres à
 orner la mémoire et à former le cœur, ouvrage nouveau, t. 1^{er}

15 janv. Pensées sur la Religion, par Blaise Pascal.

15 fév. *Choix de poésies, ou Recueil de morceaux propres à orner la mémoire et à former le cœur, t. 2.*

15 mars. *Histoire universelle, par Bossuet.*

AVIS ESSENTIEL. — Les nouveaux Souscripteurs qui ne voudraient pas l'*Histoire de l'Eglise gallicane*, sont priés d'en avvertir. Si au contraire ils la désirent, on leur fera parvenir les 5 vol. qui ont déjà paru, et on retranchera de leur abonnement 5 autres vol., à moins qu'ils ne veuillent les payer séparément, ou faire remonter leur souscription au 1.^{er} avril passé.

Deux belles gravures ont déjà été données aux souscripteurs. L'une représente N. S. P., Léon XII, et l'autre le Prince de Rohenlohe, à qui l'on attribue des guérisons extraordinaires, opérées par la prière et une foi vive, en diverses parties de l'Europe.

Le Dépôt général de la Bibliothèque Catholique pour le Duché, est confié à M. AINE BUDET, imprimeur et libraire du Clergé, à Annecy.

C'est à lui que les lettres, demandes, avis, réclamations et le montant des souscriptions, doivent être adressés francs de port.

ANNONCES.

La mort du jeune Poète; Poème élégiaque en trois Chants, précédé d'une invocation et d'une Epître dédicatoire: par M. F. BLANC (de St-Julien); br. in-8.^o de 50 pages. Prix: 60 centimes.

A Chambéry, chez Bergoin neveu, et à Annecy, chez A. Burdet.

PENSÉES du Père Le Jeune, dit le Père Aveugle. Prêtre, de la Congrégation de l'Oratoire, première Edition, 4 vol. in-12. actuellement en vente. Prix: 12 livres. A Chambéry, chez Pathod, libraire.

ERRATUM du N.^o 44, page 955, ligne 8. en remontant, de M. St. Martin, ajoutez: et de M. Lacoste fils.

Marché de Chambéry, des 29, 30, 1.^{er} et 2 10. brs 1825.

BLED.	Poids.	LE VERSET.		L'HECTOLITRE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		13	89	—	17 10
Seigle,		8	00	—	16 50
Orge,		0	00	—	00 00
Avoine,		4	50	—	5 80
Maïs,		7	00	—	9 10
Beurre,		8	75	—	6 10
From. 1. ^{re} qualité, le kilogr.					29
Seigle, idem, idem.					60

(1) Rapport des 3 versets en hectolitre:
Froment. . . 813
Seigle. . . 705
Avoine. . . 457

SUPPLÉMENT

Au N.º 49 du Journal de Savoie, du 9. 10. 1825.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles de Catherin Mermet dit Toinet, situés riére les communes de St. Michel des Déserts, et Thoiry.

LE Tribunal de judicature-maje de la province de Savoie-Propre, fait savoir que, par décret sur requête de François Reguiraz dit Tavillon, demeurant à Méry, sous date du 26 mars 1825, il a été enjoint à Catherin Mermet, de la commune de St. Michel des Déserts, de payer audit sieur François Reguiraz-Tavillon, dans le terme de 30 jours, 1.º la somme de 1150 livres neuves; 2.º celle de 30 liv., 11 cent., pour 2 mois et 15 jours d'intérêts échus au 21 dudit mois de mars; 3.º les dépens de l'instance, et ceux de ladite requête, décret, enregistrement et signification. La notification de ce décret a été faite le 25 avril suivant, par exploit de l'huissier Bernard, à ces fins commis.

Sur requête signée par ledit sieur François Reguiraz dit Tavillon, le Seigneur juge-maje, président de ce Tribunal, lui a permis par son décret du 30 juillet dernier, dûment enregistré, de faire citer ledit Catherin Mermet dit Toinet, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier, en date du 6 août, pour comparaître à l'audience du 19 même mois; et par ordonnance dudit jour, le Tribunal, en donnant acte à M.º Alexis-Firmin Cornier, procureur et mandataire du sieur Reguiraz, et à M.º Blanchard, qui assistait ledit Catherin Mermet-Toinet, de la constitution de procureur par eux respectivement faite en leur personne, avec élection de domicile en leur étude respective, renvoya les parties à l'audience du 19 novembre dernier.

Par jugement dudit jour, 19 novembre, le Tribunal, sur les réquisitions de M.º Cornier, procureur dudit Reguiraz, ouï le rapport et l'avocat-fiscal, ouï M.º Blanchard procureur de Catherin Mermet-Toinet, a autorisé la vente des immeubles désignés en la requête qui précède le susdit décret du 30 juillet dernier; a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères, sur le manifeste qui serait dressé par le greffier de ce Tribunal, avec les conditions insérées dans ladite requête; a fixé la première enchère à l'audience de ce Tribunal du 31 décembre courant, à 9 heures du matin; et a commis l'huissier Exertier pour faire la notification prescrite par l'édit du 16 juillet 1822. La susdite requête, extraits de cadastres y annexés, et le décret du 30 juillet dernier, de même que l'ordon-

naître du 19 août, le jugement du 19 novembre et enregistrement du tout, ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier, à ces fins commis, en date du 30 novembre dernier, audit Cathérin Mermet dit Toinet; et une copie authentique du tout, signée par le procureur du poursuivant, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée, avec l'exploit de notification, audit bureau, ainsi qu'en conste du certificat de ce jourd'hui, mis au bas dudit exploit; ledit certificat signé par M. DOMENGER, conservateur.

Désignation des immeubles à subhaster, situés rière la commune de St. Michel des Déserts.

N.^o de la mappe. 436, champ, lieudit à Petite Grange, de la contenance de 105 toises, 1 pied, ayant 1 sou, 9 deniers de taille; et se confinant au levant par Pernelle Bonvard, de même qu'au midi.

N.^o 454, Pré audit lieu, de la contenance de 55 toises, 6 pieds, sous la taille de 5 sous, 5 den., ayant pour voisins la terre de Charles Mermet dit Plotin, au nord, et celle de Claude Mermet, au midi.

N.^o 498, champ à Combette, de la contenance de 147 toises, 3 pieds, chargé en taille, de 5 sous, 6 deniers, et confiné, au levant, par la terre de Claude Mermet, et au couchant par celle de Henri Mermet.

N.^o 502, champ audit lieu, contenant 72 toises, 5 pieds, sous la taille d'un sou, 10 deniers, ayant pour voisins, au nord, la terre de Mathias Mermet, et au couchant, celle de Claude Mermet.

N.^o 540, champ au Plattet, de la contenance de 104 toises, 3 pieds, ayant pour taille 1 sou, 9 deniers, et se confinant par la terre de Ben Mermet au levant, et par celle de Clémence Mermet, au couchant.

N.^o 565, champ au Landret, de la contenance de 55 toises, 4 pieds, sous la taille de 5 deniers, ayant pour voisins la terre de Charles Mermet au levant, et celle de Guillaume Monod et frères, au couchant.

N.^o 585, p. verger au Botard, de la contenance de 20 toises, 2 pieds, chargé en taille d'un sou et 8 deniers.

N.^o 600, verger audit lieu, contenant 15 toises, et chargé en taille d'un sou et 3 deniers.

N.^o 650, pré audit lieu, de la contenance de 51 toises et 1 pied, de la taille de 5 sous et 7 deniers, confiné au levant, par Henri Mermet et Patrice Mermet, et au couchant, par Joseph Mermet dit Duplat.

N.^o 645, pré audit, de la contenance de 24 toises, sous la taille de 2 sous et 1 denier.

N.^o 808, champ au Landret, contenant 276 toises et 6 pieds, confiné au levant, par la terre de Michel Mermet-la-Vivottaz, et au couchant par un ruisseau.

N.^o 828 maison et placage au Brouet, de la contenance de 22 toises, 3 pieds, sous la taille de 9 deniers, se confinant par un chemin au levant, et par un ruisseau au couchant.

N.^o 843, champ à Grange-Nova, pour une contenance de 129 toises, 6 pieds, chargé en taille d'un sou et 7 deniers.

N.^o 845, champ audit lieu, contenant 38 toises et 3 pieds, ayant pour taille 8 deniers, confiné au levant par un chemin public, et au couchant par Joseph Mermet dit Duplat.

N.^o 872, p. champ à la Bie, de la contenance de 36 toises, 1 p., sous la taille de 6 deniers.

N.^o 927, champ à la Pierruz, de la contenance de 147 toises et 3 pieds, chargé en taille de 2 sous et 9 deniers, confiné au midi par Michel Mermet, et au nord par Paul Mermet.

N.^o 929, p. champ audit lieu, de la contenance de 65 toises, 7 pieds, sous la taille de 9 deniers, et ayant pour confins la terre de Joseph Mermet dit Duplat, pour partie au midi, et par celle de Michel Mermet, au levant.

N.^o 979, champ au Rossillon, de la contenance de 92 toises et 3 pieds, ayant pour taille 1 sou et 3 deniers, et pour confins la terre de Joseph Mermet dit Duplat, du midi.

N.^o 945, champ audit lieu, contenant 270 toises et 6 pieds, et chargé en taille de 3 sous et 9 deniers.

N.^o 947 champ audit, contenant 102 toises, 2 pieds, sous la taille d'un sou et 5 deniers, et confiné au midi, par Joseph Bal, et au nord par Joseph Mermet dit Duplat.

N.^o 949, pré audit, de la contenance de 65 toises, 1 pied, de la taille de 2 sous et 8 deniers, confiné au nord, par Paul Mermet, et au midi, par Agathe Mermet.

N.^o 964, pré au Champ, de la contenance de 45 toises, 3 pieds, et de la taille d'un sou et 10 deniers, confiné au midi, par la propriété de Claude Mermet, et au nord, par celle de Michel Mermet.

N.^o 981, champ audit lieu, contenant 106 toises, 6 pieds, chargé en taille d'un sou et 9 deniers, ayant pour confins la terre de Paul Mermet au nord, et celle de Bou Mermet au couchant.

N.^o 975, pré audit, contenant 93 toises, 5 pieds, chargé en taille de 4 sous, 8 deniers, confiné par la propriété de Joseph Mermet au levant, et par celle de Joseph Bal au midi.

N.^o 993, p. pré à la Culotte, de la contenance de 40 t. et 5 p., confiné par Donat Mermet au levant, et Joseph Bal dit Chambet, au couchant.

N.^o 1007, pré audit lieu, de la contenance de 146 toises 4 pieds, et de la taille d'un sou et 9 deniers, confiné aux nord et midi par les communaux.

N.^o 1012, pré audit, contenant 355 toises, chargé en taille de 4 sous et 1 denier, et confiné au nord par un chemin, et au midi, par les communaux.

N.^o 1014, p. pré audit, de la contenance de 54 toises, 5 p., et de la taille de 5 deniers, confiné au nord par un chemin, et au levant par la propriété de Claude Mermet.

N.^o 1004. p. champ au Champ, contenant 155 toises et 4 pieds, ayant pour taille 1 sou et 11 deniers, et pour confins au ruisseau au nord, et les propriétés de Joseph Bal au midi.

N.^o 1167 pour deux tiers, champ à la Ravina, de la contenance de 107 toises et 7 pieds, et de la taille d'un sou, 5 deniers, confiné du levant, par la terre de Paul Mermet et du midi par un chemin public.

N.^o 1174, champ à Morcy, de la contenance de 261 toises, ayant pour taille 4 sous et 5 deniers, et pour confins les communaux du levant, et un chemin du midi.

N.^o 1177, champ audit lieu, de la contenance de 198 toises, 4 p., et de la taille de 2 sous, 5 deniers, confiné au midi, par un chemin, et par les propriétés de Paul Mermet et Joseph Bal au nord.

N.^o 1186, p. pré à Montaisot, contenant 257 t., ayant pour taille 16 sous et 4 deniers, se confinant par la propriété de Michel Bonvard au nord, et par celle d'Anthelme Tissot au midi.

N.^o 1195, p. pâturages au Clos, de la contenance de 40 t., 5 p., confiné de toutes parts par la possession de Catherine Mermet dit Toinet.

N.^o 2652, p. pré à Nairacombe, de la contenance de 79 t., 1 p., sous la taille d'un sou, 11 d.

N.^o 2653, p. pré à Nairacombe, contenant 4 toises, 5 p., sous la taille de 2 deniers, confiné par les communaux de toutes parts.

N.^o 2654, p. pré audit lieu, de la contenance de 19 t., 2 p., et de la taille de 5 deniers, confiné par le susdit n.^o 2653.

N.^o 2655 p. pré audit, contenant 27 toises, 1 p., ayant pour taille 8 deniers, et pour confins les communaux au nord, et le susdit n.^o 2653 au midi.

N.^o 2971, p. pré à Malafoyère, de la contenance de 14 toises et 4 pieds, et de la taille de 4 deniers, se confinant par les communaux de toutes parts.

N.^o 2972, p. pré au Carroz, indivis, contenant 156 toises, 2 p., ayant pour taille 3 sous, 10 deniers, et pour confins les communaux de toutes parts.

N.^o 2977, p. pré audit, de la contenance de 67 toises, sous la taille d'un sou et 6 deniers, et confiné de toutes parts par les communaux.

N.^o 2988, p. pré à Margéraz, contenant 1 journal, 48 toises, 1 pied, ayant pour taille 5 sous, - d., et confiné de toutes parts par les propriétés de Catherine Mermet dit Toinet.

N.^o 2981 et demi p., bois audit lieu, de la contenance de 161 t.

Désignation des immeubles à subhaster, situés rière la commune de Thoiry.

N.^o 2001 de la mappe, une pièce de pré, lieudit au Tréchet, contenant un quart de journal, confiné du levant, par le pré de

Joseph Mermet dit Duplat, et du couchant, par celui de Louis Lapierra.

N.^o 1985, p. un pré à la Roche, de la contenance d'un quart de journal, se confinant au levant par les prés des héritiers de Joseph Mermet et celui de Claude Mermet, au couchant.

N.^o 1990, un autre pré audit, de la contenance d'un demi-journal, confiné par le pré de Bon Mermet dit Duplat, au levant, et par celui de Michel et Claude Mermet dit Potage, au couchant.

N.^o 1995, p. un autre pré audit lieu, contenant un quart de journal, et ayant pour confins le pré de Joseph Mermet dit Vivet, au levant, et celui de Michel et Claude Mermet dit Potage au couchant.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Les biens ci-dessus désignés, seront enchéris sur la somme de 400 liv. neuves, somme à laquelle le poursuivant offre la première mise à prix, qui excède 60 fois le montant de la contribution foncière, dont le total arrive à 4 liv., 12 sous, 9 deniers, ancienne monnaie.

2.^o Le prix provenant de la vente, sera appliqué à payer les créances hypothécaires existantes sur lesdits biens, exigibles ou non, en conformité de l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1822, et aux termes dudit article, à quoi le poursuivant s'est soumis par son offre.

3.^o Que nul ne pourra être admis à enchérir, que ceux qui, ayant l'audience, se seront fait inscrire sur le registre tenu par le greffier, en ayant préalablement obtenu l'autorisation de M. le juge-maje.

4.^o Que le débiteur, sa femme et leurs enfans vivant avec eux, ne seront pas admis à faire des offres.

5.^o Que les frais de subrogation, dès la requête et décret du 16 mars dernier, jusques à l'expédition du jugement définitif d'adjudication, seront à la charge de l'adjudicataire, sans diminution de prix et sans répétition.

6.^o Que celui-ci ne pourra obtenir du greffe l'expédition dudit jugement, qu'après avoir justifié de la quittance des frais dont il s'agit, faite par le procureur poursuivant.

7.^o Qu'il devra notifier au débiteur le jugement d'adjudication, dans les 10 jours, et faire inscrire sur lui, dans un mois, au profit des créanciers dudit Catherine Mermet, le privilège résultant dudit acte d'adjudication sur les biens acquis.

8.^o Qu'il sera tenu au paiement des contributions restant sur l'exercice courant, au moment de ladite adjudication, et qu'il prendra les biens dans l'état où ils se trouveront, avec leurs servitudes actives et passives.

9.^o Qu'enfin il sera tenu au paiement des intérêts, dès le jour de l'adjudication définitive.

En exécution des ordonnances et décrets ci-devant énoncés, et

à la requête dudit François Regairaz dit Tavillon, ayant pour procureur, M.^e Alexis Guerin Cornier, il sera procédé à la vente des immeubles ci-dessus décrits, et la première enchère aura lieu à l'audience dudit tribunal de judicature-maje, étant à Chambéry, rue Jaiquerie, maison d'Allinges, le samedi 31 décembre courant, à 9 heures du matin, sur la mise à prix offerte par le poursuivant, qui est de 400 liv. neuves.

Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1812.

Mande à ces fins ledit tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, affiches, notifications et tous exploits requis et nécessaires; de ce faire donne pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du tribunal, le premier décembre 1825.

Claude RYER, substitut greffier.

Euregistré à Chambéry, le 1.^{er} décembre 1825, vol. 26, case 724, folio 69, parçu 3 liv., BAUDÉ.

MANIFESTE

Pour la vente par subhastation, par autorité de justice, des biens-immeubles appartenans aux sieurs Maxime et Charles Deschamps-Titout de Conflans.

Au nom du tribunal de prefecture de Haute-Savoie,

Le notaire soussigné, Joseph Voutier, de résidence en la ville de Conflans,

Fait savoir que, par requête présentée audit tribunal, les sieurs Maxime et Charles freres de défunt sieur Jean-Baptiste Deschamps-Titout, ce dernier assisté et autorisé de dame Josephite Garzon sa mère et tutrice par acte du 16 avril dernier, reçu par M. le juge du mandement de Conflans, inasné le 19 même mois, au vol. 4, fol. 51, sous le droit de 3 liv., 90 cent., expédié et signé par M.^e Métraux greffier, tous propriétaires domiciliés à Conflans, se sont pourvus pour obtenir la vente de divers immeubles provenant de la succession de leur père, pour le prix en provenant être appliqué au payement de ses dettes.

Que, d'après les conclusions de M. l'avocat-fiscal provincial du 11 août dernier, ledit tribunal, par son décret du 13 même mois, le tout dûment euregistré ce dernier jour, au vol. 4, n.^o 635, au droit de 2 liv., commis M. le juge du mandement de Conflans pour procéder aux informations prescrites par le §. 3. tit. 12, liv. 5 des Royales Constitutions. Qu'ensuite des informations et avis des parens, le tout résultant du procès-verbal du 23 dudit mois d'août, euregistré le lendemain au vol. 8, n.^o 765, au droit de 4 liv., le tribunal, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-fiscal en

date du 27 même mois, a, par son décret du même jour, le tout enregistré le 29, au vol. 8, n.^o 805, et au droit de 6 liv., autorisé la vente par subhastation des immeubles qui seront ci-après décrits et commis le sursdit notaire soussigné, pour dresser le manifeste et procéder à la vente conformément aux Royales Constitutions, préalable estimation faite des immeubles par le sieur Claude-Antoine Jacquemod de Conflans, expert au besoin nommé d'office, avec commission au même notaire de recevoir son serment et son rapport, ce qui a eu lieu par devant ledit notaire commis, ainsi que par verbal du 26 du courant.

IMMEUBLES A SUBHASTER.

PREMIER LOT.

Un château situé en la ville de Conflans, près l'église, composé de deux vastes étages, grandes et bonnes caves, tûnge, pressoir, archives et plusieurs cabinets, avec son pour prix et ses dépendances, consistant en cour, où se trouvent une fontaine et un puits, grange, écurie, pépinière, jardin, treilles, vignes, champs et arbres à fruits, de la contenance totale d'environ 4 journaux, 220 t., dont environ 2 journaux, 120 toises, en vignes 1 journal 34 t., environ, de champs, et le surplus en bâtimens, cour, jardin et pépinière, le tout fixé sous les n.^{os} de la mappe, 777, 778, 779, 780, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 910, 962 et sous partie des n.^{os} 3881 et 3883, et confiné au midi par le chemin tendant de l'église aux vignes, au couchant par le chemin tendant à Forette, au levant par les murs de ville, et en partie par le second lot qui fait encore le coucha du nord.

Sont joints à ce Lot les fustes ci-après :

1.^o Un grand pressoir en bon état : 2.^o une cave à 3 cercles de fer, contenant 120 cornues ; 3.^o autre cave à 3 cercles de fer, contenant environ 90 cornues ; 4.^o un tonneau contenant environ 450 pots ; 5.^o autre dit de 250 pots ; 6.^o autre dit de 400 pots ; 7.^o autre dit de 550 pots ; 8.^o autre dit de 600 pots, ayant chacun 4 cercles de fer et tous en bon état, ainsi que les caves. Ce lot est estimé en totalité à 9790 liv.

II^e Lot.

Une pièce de terre en vignes, champs, prés, pâtures et arbres à fruits, sous les n.^{os} 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776 et sous partie des n.^{os} 767 et 1681, de la contenance totale de 3 journaux, 13 toises environ, dont 240 toises en vignes, le tout confiné dessous part des midi et levant, par les vignes des sieurs

Clément, Bompard et Pujot, au nord et partie du couchant, par le chemin de Farette et encore part du couchant et midi, par les murs du château vieux faisant partie du premier lot. Ce lot est estimé 2000 liv.

III.^e Lot.

Vigne dite de la cure, sous partie du n.^o 3804 de la contenance d'environ 1 journal, confinée au levant par le chemin de Farette, au nord par le jardin de M. Jacquemod et le 4.^m lot, au couchant par les vignes et treilles de la cure qui forment avec le jardin de ladite cure et le jardin du sieur Raymond, le confin du midi, estimées 2400 liv.

IV.^e Lot.

Une pièce de terre en vignes, jardin, champ et roc, de la contenance d'environ 1 journal, 20 toises, dont 240 toises, en jardin et champ, sous le n.^o 3882 et partie de 3881 et 3883, confinée au levant par le chemin de Farette, au nord par les murs de ville, au couchant par la treille de la cure et le jardin de M. Jacquemod, qui fait aussi avec la vigne du 3.^e lot, le confin du midi, estimée 1410 liv.

V.^e Lot.

Une vigne dite Pique-Peu, sous le n.^o 961 et partie du n.^o 967, de la contenance d'environ 1 journal, confinée au levant par le sieur Clément, au couchant par les murs de ville, et au midi par un chemin, estimée 2400 liv.

VI.^e Lot.

Champs et marais à l'Hot, sous partie du n.^o 29 du plan de partage des communaux, de la contenance d'environ 200 toises, confinés au levant par les bois de François Moiroux, et au couchant par Bernard Jacquemod, estimés 200 liv.

VII. Lot.

Champs et marais à la Plaine, sous les n.^{os} 33, 34 et 35 du même plan, de la contenance d'environ 3 journaux, confinés au levant par Pierre Fêchoz et au couchant par Jacques Fossieret, estimés 1200 liv.

VIII.^e Lot.

Champs, bois et prés à la Plaine sous le n.^o 1 du même plan, de la contenance d'environ 3 journaux et demi, confinés au levant par Jean-Louis Bompard, au couchant par Pierre Fêchoz, estimés 1400 liv.

IX.^e Lot.

Pré à la Plaine, sous partie du n.^o 5 dudit plan, de la contenance d'environ 700 toises, confiné au levant par Ligeonnet Maunier, et au couchant par Bernard Jacquemond, estimé 700 liv.

Tous ces biens misés sur le territoire de Coillans.

La vente de tous ces immeubles aura lieu par enchères publiques, sur la place principale de Coillans, à l'extinction de la longue vieigre.

Les enchères seront ouvertes, par lot séparé, sur le prix d'estime de chacun et les criées auront lieu à 9 heures du matin, savoir : les premières le 7 janvier prochain; les secondes le 14; et les troisièmes, le 21 du même mois.

Lors des dernières criées après l'adjudication provisoire des 5 premiers lots, ils seront réunis en un seul et de nouveau exposés aux enchères, sur la mise à prix du montant total des dernières offres partielles, en égard que les immeubles qui composent ces 5 lots, sont attigus et ne forment qu'un même corps.

L'expédition aura lieu ledit jour, 21 du mois de janvier, aux plus offrans et derniers enchérisseurs, tant des 4 derniers lots que des 5 premiers réunis, et à défaut de sur-enchère sur leur totalité, à ceux qui auront fait les meilleures offres partielles.

L'adjudication sera définitive si, dans le délai de 20 jours, il n'est fait aucune offre de sixième.

Les adjudicataires restent soumis aux clauses et conditions suivantes :

1.^o Ils paieront comptant et sans diminution de prix, entre les mains du notaire commis, les frais de substation, des et compris la requête décrétée le 3 août dernier, jusqu'à ceux d'homologation inclusivement, et au marc la livre des adjudications respectives.

2.^o Ils paieront les contributions foncières assises sur les immeubles, dès le premier janvier prochain, et en supporteront les servitudes occultes et apparentes :

Quant aux adjudicataires des 4 derniers lots, ils supporteront en outre sans diminution de prix, les contributions foncières qui seront imposées sur ces fonds et que les acquéreurs des communaux sont tenus de rembourser dès le premier janvier 1816; l'expert ayant eu égard à cette contribution dans l'estime qu'il a donnée à ces 4 lots.

3.^o Ils entreront en possession de l'ordonnance d'homologation; la moitié de la récolte enssemencée pour les grains seulement réservée aux frères vendeurs.

4.^o Les prix d'adjudication seront payés aux créanciers antérieurs, privilégiés et hypothécaires, et successivement aux rhithographes du défunt sieur Jean-Baptiste Deschamps-Titout et avec intérêts dès le jour de l'adjudication.

6.° Les adjudicataires jouiront des biens tels que les sieurs vendeurs et leur père les ont possédés et avaient droit de les posséder, sans garantie de contenance, le plus ou le moins restant au bénéfice comme à la perte des acquéreurs.

Le présent manifeste sera imprimé, lu, publié et affiché dans les lieux et de la manière prescrite par les Royales Constitutions, et à ces fins est requis le premier huissier ou sergent royal pour faire tous actes nécessaires, et il sera en outre inséré au Journal de Savoie. Fait à Couffians, en l'étude, le 30 novembre 1825.

Le notaire commis, Joseph VAUTIER.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, d'une maison et jardin situés au faubourg Marché de la ville de Chambéry, appartenants au sieur Jean George, sergent royal, demeurant audit lieu, par suite de la surenchère d'un sixième, mis au greffe par le sieur Dulin, de St.-Pierre-d'Arvey.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre, séant à Chambéry, fait savoir que par décret dudit Tribunal, en date du 2 août 1824, dûment enregistré le 3 même mois, sous le droit de deux livres, à forme de reçu, signé Baudé, mis au bas de la requête présentée par Marie Isard, ménagère, veuve de François Tochon, tant de son chef qu'en qualité de tutrice de Jean son et dudit Tochon fils, domiciliés audit Chambéry, il a été permis à cette dernière, de son chef et en sadite qualité, de faire faire au sieur Jean George, sergent royal, demeurant à Chambéry, l'injonction prescrite par l'article 94 de l'édit du 16 juillet 1812, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Borne, en date du 6 même mois d'août, que suivant le prescrit de l'article 99 du même édit, sur la demande de ladite Marie Isard, de son chef et en sadite qualité, le Lieutenant Juge-Maje de cette province (le Seigneur Sénateur Juge-Maje absent) lui a permis, par son décret du 28 décembre année dernière, dûment enregistré le même jour, de faire citer ledit sieur Jean George, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Exertier cadet, en date du 30 dudit mois de décembre, pour comparaitre à l'audience dudit Tribunal du 8 janvier prochain échu, et à ladite audience, le Tribunal a, par son ordonnance dudit jour 8 janvier, dûment enregistrée le 20 même mois, sous le droit de 5 livres, à forme de reçu signé Baudé, ouï le rapport, ouï M. l'avocat-fiscal dans ses conclusions, sans s'arrêter aux observations du défendeur, en donnant acte aux comparans de leurs offres et déclarations, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture de la première enchère des immeubles désignés en l'extrait du cadastre mentionné en la requête du 28 décembre année dernière,

et sur le manifeste qui seroit dressé par le greffier de céans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience de ce tribunal du 1.^{er} mars lors suivant, à 9 heures du matin, et a commis l'huissier Augustin Exertier pour faire les notifications, en conformité de l'édit du 16 juillet 1812 ; la susdite ordonnance, avec la requête et extrait du cadastre y annexé, ont été notifiés audit sieur George par exploit dudit huissier Exertier, en date du 1.^{er} février dernier, et une copie du tout signée par M.^e Blanchard, procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, où le tout a été enregistré, ainsi qu'en couste du certificat délivré au bas du susdit exploit par M.^e Domenget conservateur, sous date du 4 dudit mois de février, et par décret du 15 janvier dernier, ladite Marie Isard, de son chef et en sa susdite qualité, a été admise au privilège des pauvres.

Manifeste a été dressé le 5 dudit mois de février, enregistré le même jour, sous le droit de 5 livres, à forme du reçu signé Bandé. Les publications, notifications et insertion au journal, prescrites par le susdit édit, ayant été faites en temps utile pour l'adjudication préparatoire, par requête présentée audit tribunal par ledit sieur Jean George, ce dernier a demandé la nullité du manifeste par les motifs énoncés en ladite requête, qui a été décrétée le 15 dudit mois de février, pour comparaître le 18 même mois, et les parties paraissant à l'audience dudit jour, le tribunal, en donnant acte de ce qui a été dit, a ordonné la communication des pièces à Monsieur l'avocat-fiscal, pour, ensuite de ses conclusions, être dit droit, ainsi qu'il écherra, dépens réservés. Monsieur l'avocat-fiscal a donné ses conclusions le 15 mars dernier, enregistrées le 16 même mois.

Par décret dudit tribunal, en date du 1.^{er} juillet dernier, enregistré le 2, mis au bas de la requête présentée audit tribunal par ladite Marie Isard, de son chef et en sa dite qualité, il lui a été accordé l'injonction et commission requise pour procéder suivant les fins suppliées. Cette requête, décret et lettres ont été signifiés audit sieur Jean George par exploit de l'huissier Bernard, en date du 6 dudit mois de juillet, avec assignation audit sieur Jean George pour assister et être présent à l'opération que devoit faire l'architecte Trivelly, suivant les fins mentionnées en ladite requête; le lendemain 7 juillet, ce dernier ayant ensuite fait son rapport le 20 même mois, énoncé enregistré, ladite Marie Isard, de son chef et en sa dite qualité, s'est de nouveau pourvue au Seigneur Sénateur Juge-Mage par sa requête du 17 août dernier, décrétée le même jour, de soit appelé partie pour comparaître le second samedi. Cette requête, décret et enregistrement d'icelui ont été signifiés audit sieur Jean George, par exploit de l'huissier Exertier, à ces fins commis, en date du 19 dudit mois d'août, et par ordonnance dudit tribunal, en date du 27 dudit mois d'août, enregistrée le 2 septembre suivant, sous le droit de 25 livres, 50 centimes,

signé Baudé ; le tribunal , où l'avocat fiscal , en donnant acte du défaut qu'il a déclaré avoir été bien et dûment encouru par ledit Jean George , pour le profit duquel a ordonné la mise aux enchères des immeubles dont la vente a été autorisée par jugement du 8 janvier dernier , sous les clauses , charges et conditions proposées et sous la mise à prix offerte par la poursuivante de 1000 livres , et a fixé l'audience pour l'adjudication préparatoire au 8 octobre lors prochain , à 3 heures après-midi. Cette dernière ordonnance , enregistrée au greffe , requête qui la précède , enregistrée , extrait du cadastre et exploit de signification , ont été signifiés audit sieur Jean George , par exploit de l'huissier Exerter cadet , à ces fins connus en date du 5 dudit mois de septembre ; copie de ce dernier exploit , ainsi que des autres pièces , signées par M.^e Blanchard , procureur de la cause , ont été déposées au bureau des hypothèques de cette ville , où le tout a été enregistré , ainsi qu'on conste du certificat délivré en marge dudit exploit par M. Dumouget conservateur , sous date du 11 dudit mois de septembre , qui a perçu pour tous droits 4 livres , 30 centimes.

Manifeste ayant été dressé par M.^r Havel , substitut-greffier dudit tribunal , le 12 dudit mois de septembre , dûment enregistré le même jour sous le droit de 3 livres , signé Baudé ; les publications , notifications et insertion au Journal , prescrites par le susdit édit du 16 juillet 1812 , ayant été faites ; et le 8 octobre dernier , les immeubles dont s'agit ayant été mis à l'enchère sans qu'il se soit présenté d'enchérisseur , le tribunal a , par son ordonnance dudit jour , dûment enregistrée , où le rapport et les conclusions de M. l'avocat-fiscal , adjugé provisoirement à la poursuivante lesdits immeubles pour la somme par elle offerte de 1000 livres , et a fixé l'audience pour l'adjudication définitive au samedi 19 novembre prochain échu , à 3 heures après midi , et par jugement dudit jour , le tribunal , où le rapport , et M. l'avocat-fiscal , en recevant l'intervention de Marianne , Jean-Pierre , Claudine , Pierre et François , enfans dudit Jean George débiteur saisi , leur a donné acte des protestations par eux faites , et pour le surplus pour le profit du défaut qu'il a déclaré avoir été bien et dûment encouru par ledit Jean George , a ordonné qu'il serait passé outre à l'ouverture des enchères définitives des immeubles dont s'agit sur le prix de l'adjudication préparatoire. En conséquence , l'huissier de service ayant donné lecture du susdit manifeste , et successivement allumé plusieurs bouts de bougies , les uns après l'extinction des autres , pendant la durée du feu desquelles lesdits immeubles ont été criés en premier lieu sur le prix de l'adjudication préparatoire , et successivement sur les diverses sommes offertes par les personnes admises à enchérir , M.^e Maxime Hélier ayant offert desdits immeubles la somme de 4500 livres , et successivement deux autres bougies ayant été allumées , pendant le feu desquelles personne n'ayant surenchéri , le tribunal , où de nouveau M. l'avocat-fiscal , en donnant acte de la déclaration faite

par ledit M.^e Maxime Héritier, d'avoir mis pour lui ou son ami à élire, lui a adjugé définitivement les immeubles dont s'agit pour la susdite somme de 4100 livr. neuves par lui offerte aux clauses, charges et conditions dudit manifeste, sauf le cas prévu par l'article 106 du susdit edit.

Par acte mis au greffe le 22 dudit mois de novembre proche celui, ledit M.^e Héritier a déclaré être en ami pour la totalité desdits immeubles à lui adjugés, le sieur Pierre Chaspard et les demoiselles Marianne, Claudine et Françoise, tous quatre enfans mineurs et émancipés dudit sieur Jean George, domiciliés en cette ville, par acte de ce jour, insinué à la même date pour la susdite somme de 4100 livres neuves, aux mêmes clauses et conditions portées audit manifeste, et ont déclaré, tant lesdits enfans George que ledit M.^e Héritier, faire élection de domicile en l'étude de ce dernier.

Par autre acte aussi mis au greffe le 2 du courant, dûment enregistré le même jour sous le droit de 3 livres, à forme du reçu signé Baudé, le sieur Jean leu Anthelme Dulin, propriétaire-cultivateur, et domicilié de la commune de St.-Pierre-d'Alvey, a déclaré vouloir se prévaloir de la faculté qui lui est accordée par le susdit article 106 de l'édit du 16 juillet 1822, et faire augmentation d'un sixième sur le prix de l'adjudication faite audit M.^e Maxime Héritier, qui a élu les susdits enfans George, et a offert en sus du susdit prix la somme de 604 livres, offrant de se conformer pour le surplus aux clauses, charges et conditions dudit manifeste, et a déclaré être domicile en la personne de M.^e Amphoux, procureur au Sénal, demeurant audit Chambéry, cet acte ayant été exhibé à respectable François-Jean Marie Bellemain, assesseur audit tribunal, faisant fonction de lieutenant juge-maje, qui, par son décret mis au bas ledit jour 2 décembre courant, enregistré le même jour sous le droit de 3 liv. neuves, signé Baudé, a fixé au 31 décembre courant, à 9 heures du matin, l'audience à laquelle aura lieu par-devant le tribunal la nouvelle enchère, et a, à ces fins, ordonné que nouveau manifeste sera rédigé par le greffier de céans, et notifié, publié et affiché par le premier huissier ou sergent royal requis, et inséré au Journal suivant le précept de l'article 107 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Désignation des immeubles à vendre.

N^o 158, maison à Maché, confinée au levant par la boutique de Chatelet, jardin de Claude R. et het, au midi par le grand jardin du Château, au couchant par la maison et jardin d'Antoine George, et au nord par la rue publique, de la contenance de 20 toises, 2 pieds, sans taille.

N^o 159, maison et jardin, au même lieu et mêmes confins que dessus, de la contenance de 20 toises, 1 pied, taille 3 couds et 5 deniers.

Numéro 1160, maison et cour à Maché, seulement pour 4 pièces qui se trouvent au second étage de ladite maison et au-dessus de l'appartement de Jean Padey, et de la moitié du galles qui est au-dessus, confiné du levant par la maison de Joseph Meunier, aux midi et couchant par ledit Jean, de la contenance de 34 toises, 3 pieds, sans taille.

Les immeubles ci-dessus que possède ledit sieur George, dans la rue des Deux-Bourreaux, bas Maché, en cette ville, sont fixés sous les n.^{os} 1158, 1159 et 1160 de la mappo dudit lieu, et sous les n.^{os} 9 et 10 des inscriptions de cette ville, que le tout forme un corps de bâtiment, composé d'une boutique, avec four et arrière-boutique, et une petite cour sur le derrière, d'un premier étage divisé en trois pièces par des cloisons en planche, une chambre et un cabinet sur le devant, et d'une chambre sur le derrière, avec un corridor qui conduit à la galerie sur la cour, et ensuite à l'escalier en bois qui conduit au second étage, de la même étendue que le premier, mais d'une seule pièce.

2.^e Sur ■ même cour, contre le mur de soutènement du jardin, contre celui du Château royal, se trouve un bûcher fermé et couvert en ardoises, avec une petite cour de chaque côté, et dans celle du côté Est se trouve une petite fontaine.

3.^e Un second étage du côté Est, au dessus de l'appartement de sieur Jean Padey, composé de deux chambres sur la rue, d'une chambre et un cabinet sur le derrière, et d'un galles au-dessus dont la moitié appartient au sieur Jean Padey.

Tous ces objets se confinent par les bâtimens du sieur Padey à l'est, par le jardin royal à l'ouest, par les bâtimens des héritiers d'Antoine George, et au nord par la rue publique.

4.^e Une écurie à l'est de la cour de la fontaine, adossée au mur de soutènement du jardin, et derrière cette écurie un caveau dessous le jardin, dont l'entrée est dans ladite écurie, qui est confinée à l'est par les bâtimens du sieur Meunier, par l'allée commune au nord, par le jardin et maison ci devant du sud et ouest.

5.^e Plus, le jardin au-dessus des petites cour et bûcher, contre celui du château royal.

La poursuiante, de son chef ■ en ladite qualité, a offert pour mise à prix la somme de 1000 livres, attendu qu'il n'existe en partie aucune contribution royale, et de payer les créances exigibles aux termes de l'article 72 de l'édit du 16 juillet 1822.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE I.^{er} Que les premières enchères seront ouvertes sur la mise à prix ci-dessus offerte.

ART. II. Que les immeubles passeront à l'acquéreur avec les obligations actives et passives.

Art. III. Qu'il entrera en jouissance aussitôt après l'adjudication définitive.

Art. IV. Qu'il payera le prix de ladite adjudication, ainsi et de la manière qu'il sera ordonné par le tribunal.

Art. V. Qu'il se chargera seul et exclusivement des frais utiles qui auront été faits dès l'ordonnance injonctionnelle du 2 août 1824, jusqu'à ceux de l'adjudication définitive, sauf ceux frustrés, et devra en conséquence rembourser le tout à M.^e Blanchard, procureur de la poursuivante, dans les huit jours qui suivront l'adjudication, suivant l'état convenu amiablement, à défaut de ce, réglé par M. l'assesseur, rapporteur de la cause.

Art. VI. Que l'acquéreur se soumet à tout ce que prescrit en pareil cas le susdit édit du 16 juillet 1822, notamment, indépendamment des obligations résultantes de son contrat de rembourser aux précédens adjudicataires les frais par eux faits, conformément à ce qui est prescrit par l'article 108 dudit édit.

En exécution des ordonnances, décrets et actes ci-dessus énoncés, et à la requête de ladite Marie Bard, de son chef et en ladite qualité, admise à jouir du bénéfice des pauvres, ayant pour procureur M.^e Blanchard, demeurant audit Chambéry, chez lequel elle fait élection de domicile pour le fait et suite du présent, il sera procédé à la vente des immeubles dont s'agit par-devant ledit tribunal, dans la salle ordinaire de ses audiences, située en rue Juiverie de ladite ville de Chambéry, hôtel d'Allinges, à l'audience des criées qui aura lieu le samedi 31 décembre courant, à 9 heures du matin, et la première enchère sera criée sur le prix de l'adjudication faite audit M.^e Héritier, qui est de 4100 livres, réunie à celle du sixième offert par ledit sieur Dolin, qui est de 684 livres, soit sur la somme de 4784 livres neuves.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de la manière prescrite par les art. 102 et 107 de l'édit précité.

Mandé à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, affictions, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du Tribunal, le 5 décembre 1825. Claude RYZEL, substitut greffier.

Enregistré à Chambéry, le 5 décembre 1825, vol. 2, case 1462. folio 171. Droit, trois livres en débet. BAUPÉ.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles de Marcel Silvestre dit Prevaz, situés rière la commune du Bourget, mandement de la Motte-Servolex, par suite de la sur-enchère d'un sixième offert par M. Jean-François Garnier, baron d'Altonzier, demeurant à Chambéry.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Savoie-Propre étant à Chambéry, fait savoir que, par son décret en date du 21 août, année dernière, dûment enregistré le 23 dudit, sous le droit en debet de 8 liv., signé Daudé, pauvre Josephite Silvestre dit Prevaz, habitant à Chambéry, a obtenu contre Marcel Silvestre dit Prevaz, habitant au Bourget, la permission de lui faire faire l'injonction prescrite par l'art. 94 de l'édit du 16 juillet 1822, ce qui a été fait par exploit du sergent Maurice Girard, en date du 2 septembre pour lors suivant; que, suivant le prescrit de l'article 99 du même édit, sur requête présentée par ladite Josephite Silvestre dit Prevaz, le seigneur juge-maje, préfet de ce tribunal, lui a permis par son décret du 15 août dernier, enregistré ledit jour, sous le droit en debet de 2 liv., signé Daudé, de faire citer ledit Marcel Silvestre dit Prevaz, ce qui a été fait par exploit de l'huissier Collet, en date du 24 dudit mois d'août, pour comparaître à l'audience du 27 même mois, et par ordonnance du même jour, le tribunal, sur réquisition de ladite pauvre Josephite Silvestre dit Prevaz, ayant pour procureur M.^e Montaguole, ou l'avocat-fiscal, a autorisé la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné qu'il serait procédé à l'ouverture des enchères des biens désignés en la requête qui précède le susdit décret du 25 août dernier, et serait dressé manifeste par le greffier de ceans, avec les conditions insérées dans ladite requête, et a fixé la première enchère à l'audience dudit tribunal du 8 octobre pour lors suivant, à 5 heures après-midi, et a commis l'huissier Exertier, pour faire la notification prescrite par le susdit édit du 16 juillet 1822; la susdite requête, extrait du cadastre y annexé, et décret du 25 août dernier, de même que la susdite ordonnance du 27 dudit mois d'août et enregistrement du tout, ont été notifiés par exploit dudit huissier Exertier à ces fins commis, en date du 7 septembre proché échu, audit Marcel Silvestre dit Prevaz et une copie authentique du tout, signée par M.^e

Montagnole procureur de la cause, a été déposée au bureau des hypothèques de cette ville, et successivement enregistrée avec l'exploit de notification audit bureau, ainsi qu'en conste du certificat dudit mois de septembre, au bas dudit exploit, ledit certificat signé par M. Donnaget conservateur, qui a perçu 5 l. 50 c.

Manifeste ayant été dressé le 12 dudit mois de septembre, signé par M.^e Claude Reyel substitut greffier, dûment enregistré le même jour, sous le droit en débet de 3 liv., signé Baudé, les publications, notifications et insertions au journal, ayant été faites suivant ce qui est prescrit par le susdit édit du 16 juillet 1822, à l'audience du tribunal dudit jour 8 octobre dernier, sur les réquisitions dudit M.^e Montagnole procureur de la pauvre poursuivante, le tribunal où le rapport et les conclusions de M. l'avocat-fiscal, en déclarant le rous d'eau faire partie de la vente des immeubles dont s'agit, a ordonné la lecture du manifeste et successivement l'ouverture des enchères, une bougie ayant été allumée et les immeubles criés sur l'offre faite par la poursuivante, pendant le feu de ladite bougie, le sieur François Drivet a fait offre de la somme de 5000 l., deux autres bougies ayant été allumées l'une après l'extinction de l'autre, sans qu'aucune offre plus avantageuse aie été faite, le tribunal, sur les réquisitions dudit M.^e Montagnole où M. l'avocat-fiscal, a adjugé provisoirement lesdits immeubles au sieur François Drivet, pour la somme, par lui offerte, de 5000 liv., et a fixé l'audience pour l'adjudication définitive, au 19 novembre prochain échu, à 5 heures après-midi, nouvelles publications et notifications dudit manifeste ayant été faites dans les délais et aux endroits voulu par le susdit édit et inséré au Journal, à l'audience dudit jour 19 novembre, le tribunal, où le rapport, les conclusions de M. l'avocat-fiscal et les procureurs respectifs des parties dans leur dire et réquisition, a ordonné la lecture du manifeste et successivement l'ouverture des enchères pour l'adjudication définitive sur le prix de l'adjudication préparatoire, lecture dudit manifeste ayant été faite et plusieurs bouts de bougie ayant été allumés les uns après l'extinction des autres; pendant la durée de leur feu plusieurs offres ayant été faites, sieur François à feu Christophe Choizat, demeurant frère la commune de La Motte, ayant fait l'offre de la somme de 6400 liv. n., qui a été celle la plus avantageuse, deux autres bougies ayant été successivement allumées et s'étant toutes deux éteintes sans aucune offre, le tribunal, sur les réquisitions dudit M.^e Montagnole, où M. l'avocat-fiscal, a adjugé définitive-

mont lesdits immeubles audit sieur Choirat pour la somme par lui offerte de 6400 liv., en se conformant aux charges et conditions énoncées au susdit manifeste sauf le cas et réserve prévu par l'article 106 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Par acte mis au greffe dudit tribunal le 22 dudit mois de novembre, ledit sieur François à feu Christophe Choirat a déclaré élire en son pour la totalité des biens-immeubles à lui adjugés le 19 dudit mois de novembre proche échu, les sieurs Claude à feu Guillaume Degrange, et François feu Louis Drivet, tous deux propriétaires demeurant rière la commune du Bourget, pour la susdite somme de 6400 liv. n., qu'ils se sont soumis de payer solidairement ainsi qu'à toutes les clauses, charges et conditions dudit manifeste, et ont tous déclaré faire élection de domicile en la personne et étude de M.^r Joseph Buisson procureur au Sénat, demeurant audit Chambéry.

Par autre acte passé au greffe dudit tribunal, en date du 3 du courant, enregistré le même jour sous le droit de 3 liv., signé Baudé, M. Jean-François Garnier, baron d'Allouzier, désirant se prévaloir de la faculté accordée par l'art. 106 du susdit édit, a déclaré faire augmentation d'un sixième, soit de la somme de 1070 liv. n. sur les immeubles subhaetés au préjudice de Moreau Silvestre et adjugés définitivement audit sieur François Choirat qui a fait déclaration de command en faveur desdits sieurs Degrange et Drivet, en se soumettant, ledit M. Garnier, à toutes les charges, clauses et conditions portées audit manifeste. Sur l'exhibition de ce dernier acte, spectable François-Jean-Marie Bellemain, assesseur audit tribunal, faisant fonction de lieutenant juge-maje, a, par son décret dudit jour 3 du courant, mis au bas dudit acte, dûment enregistré le même jour, sous le droit de 3 liv., fixé l'audience pour la nouvelle enchère, au 31 décembre courant, à 9 heures du matin, et a ordonné que manifeste serait dressé par le greffier de céans et notifié, publié et affiché par le premier huissier ou sergent royal requis et inséré au journal, suivant le prescrit de l'article 107 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Désignation des immeubles à subhaster, situés sur la commune du Bourget, mandement de La Motte-Servolex.

N.^o de la mappe, 789, p^lurages aux Côtés pour deux liers de bise, contenant 55 toises, de la taille de 6 deniers, confiné au nord

par le châtaigneraie des consorts Lauçon dit Pegnet, au midi par le pâturage d'Humbert et Claude Guillaud, au levant par un ruisseau, et au couchant par le pâturage des frères Carlet dit Mououd.

N.^o 871, cour au pré de la Trappaz, contenant 63 toises, 6 p., de la taille de 4 sous, 11 d.

N.^o 872, grange audit, contenant 18 toises, 4 pieds, de la taille d'un sou, 6 deniers.

N.^o 873, cour audit, contenant 30 toises, 7 pieds, de la taille de 2 sous, 5 deniers.

N.^o 874, scie audit, contenant 11 toises, 1 p., de la taille de 10 deniers.

N.^o 875, membre de maison audit, contenant 12 toises, de la taille de 11 d.

N.^o 877, cour audit, contenant 8 toises, 1 pied, de la taille de 8 deniers.

Tous les susdits numéros, confinés aux nord et couchant par un ruisseau, au midi par le pâturage de Joseph Silvestre dit Prevas, et au levant par le pré du même.

N.^o 879, pâturage chez Prevas, contenant 130 toises, 5 pieds, de la taille de 3 sous, 1 denier.

N.^o 880, pâturage audit, contenant 179 toises, 2 pieds, de la taille de 4 sous, 5 deniers.

N.^o 881, pâturage audit, contenant 129 toises, 3 pieds, de la taille de 5 sous, 1 denier. Ces trois numéros sont confinés au nord par le champ de François Parpillon, aux midi et levant par un ruisseau, et au couchant par le pâturage des consorts Parpillon dits Maitremier.

N.^o 883, champ au Champ-Plun, contenant 150 toises, de la taille de 11 sous, 10 deniers.

N.^o 884, champ audit, contenant 84 toises, 2 pieds, de la taille de 6 sous, 8 deniers.

N.^o 886, pâturage au Vernay, contenant 180 toises, 4 pieds, de la taille de 4 sous, 3 deniers; ces trois numéros sont confinés au nord par le champ de François Parpillon et un ruisseau, au midi par le pâturage des consorts Parpillon dits Maitremier, au levant par le champ dudit François Parpillon, et au couchant par le pâturage de Joseph Silvestre dit Prevas.

N.^o 1154, champ au pré Clémeul, contenant 2 journaux, 56 t., 7 pieds, de la taille de 3 liv., 5 sous, 4 deniers.

N.^o 1158, châtaigneraie, sous Ramey, contenant 101 toises, de la taille de 5 deniers.

N.^o 1159, châtaigneraie audit, contenant 115 toises, 1 pied, de la taille de 7 deniers.

N.^o 1140, champ audit, contenant 241 toises, 4 pieds, de la taille d'une liv., 2 sous; ces 4 numéros sont confinés au nord par les champs des consorts Parpillon et de Joseph Silvestre dit Prevaz, au midi par le châtaigneraie d'Antoine Lestiaz, au couchant par les champs et pré de François Parpillon dit Maîtremier, au levant par le pré d'Antoine Sevez, et au couchant par le châtaigneraie de Joseph Silvestre dit Prevaz, et des consorts Parpillon.

N.^o 1276, terres, châtaigniers et taillis au Beau-Ramey, contenant 1 journal, 6 toises, 5 pieds, de la taille de dix sous, confinés au nord par le châtaigneraie de Pierre Parpillon dit Maîtremier, au midi par le châtaigneraie de Joseph Catlin, au levant par le pré d'Antoine Sevez, et au couchant par le châtaigneraie de Joseph Silvestre.

N.^o 1506, champ sous Ramey, contenant 525 toises, 6 pieds, de la taille d'une liv., 17 sous, 5 deniers, confinés au nord par un chemin public, au midi par les champs des consorts Parpillon et François Drivet, au levant par le champ dudit Drivet qui est aussi au couchant.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Que l'adjudicataire prendra les immeubles à subhaster dans l'état où ils se trouveront lors de l'adjudication définitive.

2.^o Qu'il supportera toutes servitudes actives et passives, s'il en existe.

3.^o Qu'il sera tenu d'acquitter les contributions arriérées, s'il en existe, et de payer les courantes.

4.^o Qu'il paiera le prix de son adjudication ■ présentation des bordereaux de collocation aux créanciers qui seront utilement colloqués par l'ordre qui sera établi de gré à gré ou judiciairement, et ce avec les intérêts au cinq pour cent, dès le jour de l'adjudication jusqu'à celui du paiement.

5.^o Qu'outre et sans diminution du prix de l'adjudication, il sera tenu de payer, entre les mains de M.^o Montagnole, tous les frais

faits pour parvenir à la vente, depuis et comprise la requête présentée à ce tribunal le 21 août année dernière, et es, dans la huitaine après que l'adjudication sera définitive, sur la parcelle qui en sera fournie par le procureur de la cause, laquelle, en cas de contredit, sera taxée à ses frais par le rapporteur de la cause; il sera encore tenu de faire signifier à ses frais copie du jugement d'adjudication audit Marcel Silvestre dit Prévaz, et d'en fournir copie authentique à la poursuivante, et de faire inscrire à ses frais, au bureau des hypothèques, le privilège résultant de l'adjudication définitive sur les biens vendus en faveur de la masse des créanciers, dans le délai de quinze jours, qui suivra la susdite adjudication définitive, à défaut de quoi le privilège sera inscrit à la diligence du procureur de la poursuivante, toujours à ses frais et de rembourser aux précédens adjudicataires les frais par eux faits, conformément à ce qui est prescrit par l'article 108 du susdit édit.

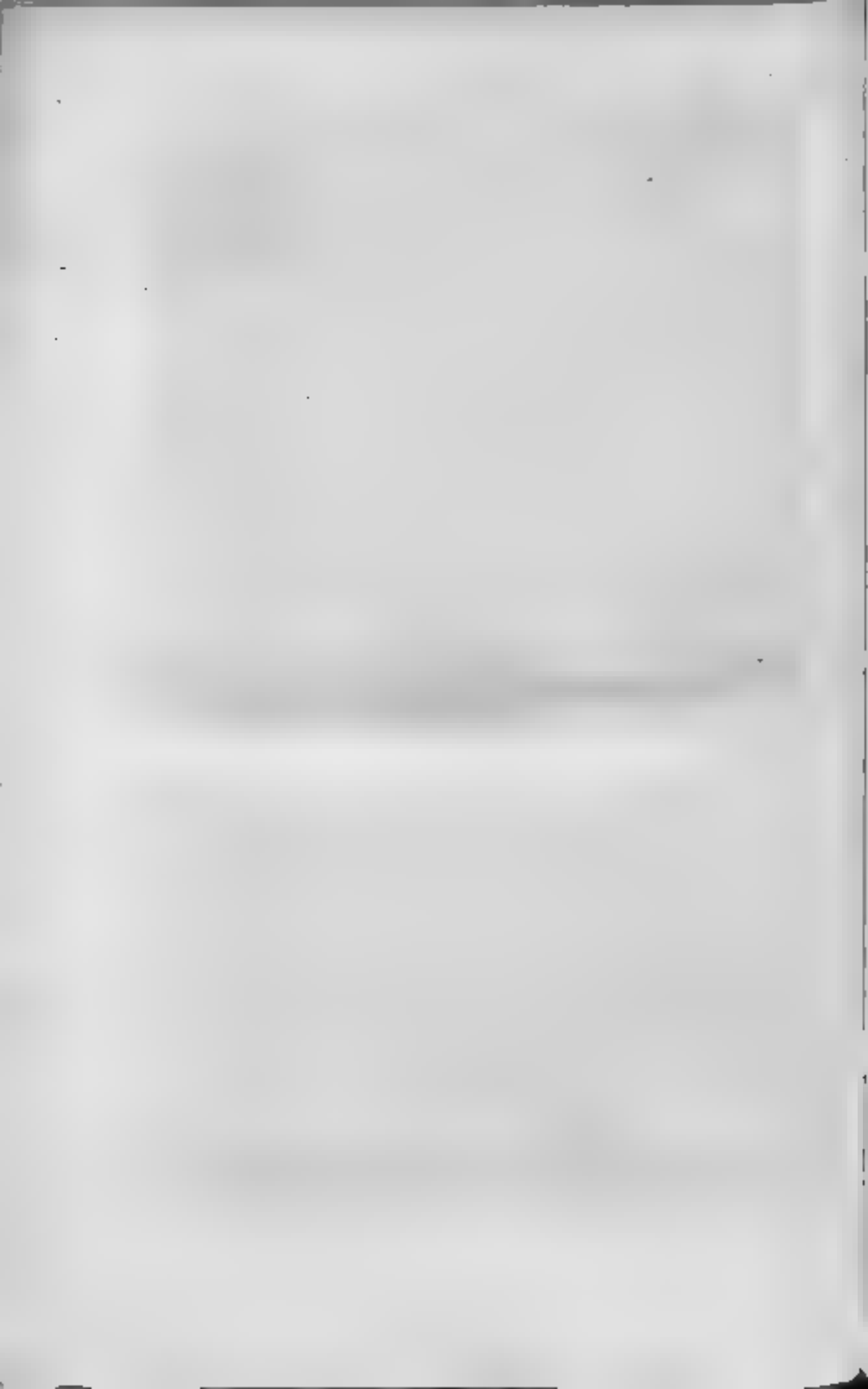
En exécution de l'ordonnance, des décrets et actes ci-devant, et à réquisition de pauvre Joseph Silvestre dit Prévaz, ayant pour procureur M.^r Montagnole, il sera procédé à la vente des immeubles ci-devant décrits par une seule enchère qui aura lieu à l'audience dudit tribunal de Judicature-Maje, séant à Chambéry, rue Juiverie, hôtel d'Allinges, le samedi 31 décembre courant, à 9 heures du matin, et les enchères seront ouvertes sur les prix réunis de l'adjudication faite audit Choirat, qui est de 6400 livres, et de l'augmentation offerte par ledit M.^r Garnier, qui est de 1070 liv., arrivantes ensemble à 7470 livres.

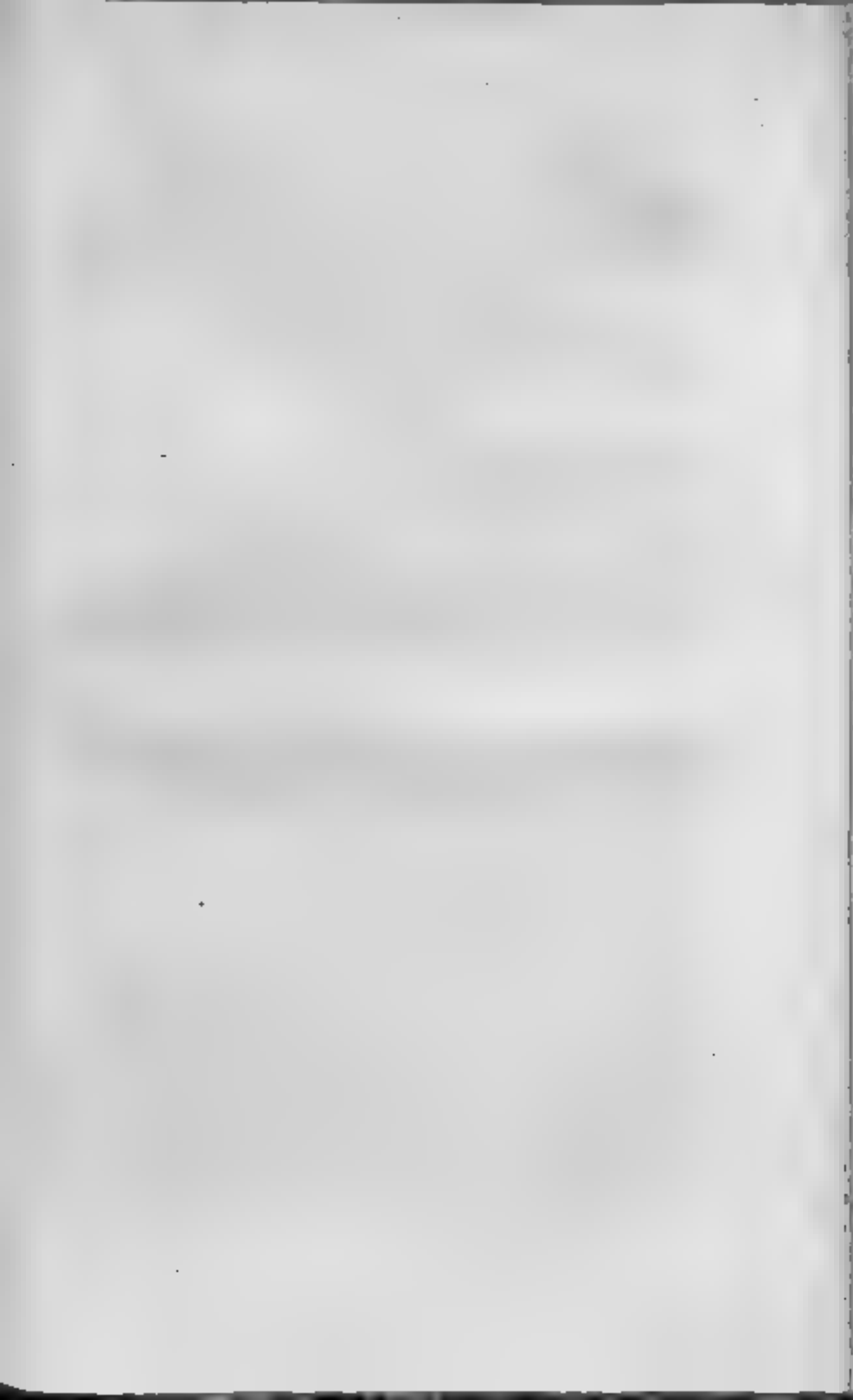
Le présent Manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au Journal de cette division; le tout en conformité et de la manière prescrite par les art. 102 et 107 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Mande à ces fins ledit tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, affiches, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire est donné pouvoir.

Donné à Chambéry, sous le sceau du tribunal, le 5 décembre 1825. Claude REVEL, substitut greffier.

Enregistré à Chambéry, le 6 décembre 1825, vol. 2, case 1464, folio 171. Droit 3 livres en débet. BAPPE.







JOURNAL DE SAVOIE.

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE.

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 16 Décembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 15 décembre. Vendredi définitif, 9 du courant, a eu lieu en cette ville la rentrée solennelle du Sénat, selon les formes usitées. Le discours a été prononcé par M. le Chevalier Jules Viallet de Montbel, Substitut-Avocat-Général-Fiscal-Général. L'Orateur a pris pour sujet l'union, cette loi fondamentale de l'ordre social, principe de toute harmonie parmi les hommes, d'où procède cet échange réciproque de secours, de services et de lumières, qui fait de la société entière une seule famille dont tous les membres observent alors à une même fin, la prospérité commune et la bien-être de chacun; union surtout nécessaire parmi les magistrats et tous les fonctionnaires chargés de l'administration de la justice, à qui il appartient d'en donner le salutaire exemple aux autres classes de la société: Union qui prévient les erreurs des vœux particuliers, les écarta qui naissent des illusions, des passions, de la préoccupation, d'une suite de causes qui peuvent circonvenir dans son isolement l'homme même le plus intègre et le plus instruit: union qui fait contribuer les qualités diverses de chaque membre de la magistrature, les vertus personnelles, les talents individuels, les différents genres de pénétration, à ne former qu'un seul faisceau, à réunir tous ces rayons éparés dans un même foyer, d'où jaillit alors cette éclatante lumière qui, montrant la vérité dans tout son jour, éclaire les interprètes des lois et garantit la justice de leurs décisions. L'Orateur, en payant un juste tribut d'éloges aux vénérables Chefs placés tour à tour à la tête du Sénat, a saisi l'heureuse occasion de rendre hommage aux éminentes qualités du respectable Magistrat qui les remplace.

On ne saurait parler de l'exécution des lois dans le sanctuaire de la justice, sans que l'attention ne se porte d'elle-même sur les Odes de nos Princes, si souvent citées pour leur haute sagesse; aussi l'Orateur a-t-il été naturellement amené à appeler les justes éloges décernés de tout temps à notre jurisprudence, éloges si bien mérités à leur tour par les lois et les institutions énumérées de l'auguste Souverain qui nous gouverne, signe successeur de ses illustres aïeux. On voit que l'Orateur a tiré de son sujet tout le parti convenable et l'a très-bien adapté à la circonstance.

Après avoir rappelé sommairement les devoirs des Avocats et des Procureurs dans l'exercice de leur ministère, il a requis la prestation ordinaire du serment.

Le même jour a eu lieu la rentrée annuelle du Tribunal de Judicature-Majeur de la province de Savoie - Propre.

M. l'Avocat Veuillet, Substitut-Avocat-fiscal-provincial, qui a prononcé le discours d'usage, a considéré la nécessité d'un système de lois dans toute réunion d'hommes en société, soit pour suppléer à l'insuffisance de la loi naturelle, en lui donnant les développemens qu'exigent la multiplicité et la complication des rapports sociaux, soit pour opposer un frein salutaire aux passions. De là les codes de lois politiques et civiles qui fixent les devoirs et règlent les droits des nations comme ceux des individus, lois plus ou moins appropriées au caractère des peuples, à leurs besoins, aux circonstances de temps et de lieu, selon le degré de lumières des législateurs; de là ces lois sages que nos augustes Princes ont toujours si bien adaptées aux intérêts de leurs sujets. La nécessité des lois suppose celle de leur fidèle observation; par l'absence d'une loi contrainte moins de dangers que l'oubli ou le mépris d'une loi établie; et de l'importance de l'exécution des lois dérivent les devoirs des juges, que l'Orateur a eu ainsi l'occasion naturelle de rappeler, en signalant en même temps les abus à prévenir.

Ce discours, écouté avec l'intérêt qu'il méritait, a été suivi de la prestation du serment prescrite.

— Par brevet du 14 octobre dernier, S. M. a nommé vice-président de la Chambre d'Agriculture et de Commerce établie à Chambéry par Lettres-Patentes du 9 janvier précédent, M. le Général Comte de Mouxy de Roche; M. l'avocat Joseph Marin, Secrétaire, et M. Lambert Blanchet fils, Sous-Secrétaire.

Les Membres de cette Chambre, nommés par décret du Ministère de l'Intérieur, du 10 du courant, sont MM. le Chevalier de Chevillard, Colonel en retraite, Forêt Pierre-Marc, Chevalier Joseph, Chardon François fils, Forêt Guillaume, Paget Claude-François, Porraz Laurent, et Domenget Joseph.

— Nous sommes invités à rectifier comme il suit, une partie de l'article inséré dans notre dernier N.^o touchant la construction de l'Hôtel-de-Ville de Thonon.

« La construction de l'Hôtel-de-Ville de Thonon, commencée en 1824, a été exécutée par l'architecte Danoyer et son frère Antoine, associés de l'adjudicataire Pellegriani, et conduite par J.-B. Agostinetti. La table des pierres a été dirigée par l'appareilleur Marie Maurier, d'après les plans et devis de l'architecte Perrignat. »

PIECES OFFICIELLES PUBLIÉES.

Pub. le 15 décembre: MANIFESTE de la Chambre Royale des Comptes, du 2 décembre 1825) portant notification de l'erreur matérielle qui s'est

glissée dans l'impression du *Tarif général des douanes* publié en Savoie, à l'article du marbre ouvré, compris dans la 16^e catégorie.

PIÉMONT.

Turin, 8 décembre. La Chambre de Commerce de Gênes, considérant les avantages qui doivent résulter de la glorieuse expédition de la Division navale de S. M. devant Tripoli, a délibéré, dans sa séance du 29 novembre dernier, de décorer une épée d'or au Chevalier Sivori, Capitaine de vaisseau; et au Chevalier Monelli, lieutenant de vaisseau, agrégé par S. M. à l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, une décoration de cet Ordre ornée de brillans, voulant ainsi témoigner, dans la personne des chefs de cette expédition, son admiration et sa reconnaissance envers les braves qui y ont pris part.

10 *Décembre.* Par Patentes datées de Gênes, du 5 du courant, S. M. a nommé Garde Royal des Secaux, le Premier Président Comte et Chevalier Grand'Croix Théophile Langosco de Langosco, actuellement Régent de Grande Chancellerie.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Le gouvernement de Napoléon de Romanie a rendu, le 22 septembre, un décret qui établit une conscription analogue à celle de France sous le régime impérial. Il sera levé un homme sur cent âmes; l'âge du soldat est fixé de 18 à 30 ans.

— Selon le détail donné sur la flotte égyptienne partie d'Alexandrie les 17 et 18 octobre, cette flotte, composée de 147 bâtimens tout compris, portait dix mille hommes tant de guerre que de service.

— On assure que S. M. l'empereur Alexandre ne sera de retour dans sa capitale que vers la fin de décembre. S. M. a visité les établissemens militaires des cosaques du Don, la Crimée et autres provinces méridionales de son empire.

— On annonce que Mayence va devenir de nouveau le siège d'un archevêché, dont la dignité serait décernée à l'archiduc Rodolphe d'Autriche.

ANGLETERRE.

M. Abbot, envoyé plusieurs fois sur le continent pour affaires concernant l'Espagne, vient encore de partir pour une mission de cette nature.

— M. Hartado, ministre de Colombie, a travaillé le 4 décembre fort long-temps avec M. Canning, au bureau des affaires étrangères.

— La République du Buenos-Ayres refuse d'envoyer des députés au congrès de Panama; et paraît que le Brésil et les Etats-Unis en ont convenu point. D'après cela, on demande comment le congrès pourra prendre des mesures générales concernant les deux Amériques.

Paris, 7 décembre. M. Daumas, sénateur d'Haïti, l'un des commissaires pour l'emprunt de Saint-Domingue, est mort à Paris : ses obsèques ont eu lieu le 5, dans l'église de Saint-Roch ; son corps a été embaumé pour être transporté à Saint-Domingue.

— La Société Catholique des bons livres, qui a fait distribuer, la 1.^{re} année de son institution, trois cent mille volumes, doit proposer pour 1825 un concours dont le sujet sera la vie de Saint Vincent de Paul.

9 Décembre. Le Roi se trouvant à la chasse, voulut retirer le garde qui portait son fusil, au moment où un caillon le faisait chanceler ; S. M. entraînée dans la chute du garde, ressentit une douleur dans les reins, qui, quoique aggravée dans le trajet, a rudièrement cédé par l'application des sangsues.

— La souscription en faveur du monument et de la famille du général Foy, continue de se remplir.

— Le feu avait pris à l'Escurial et menaçait cette résidence de S. M. C. ; mais de prompts secours ont mis fin au danger.

11 Décembre. On assure que le Roi de France envoie deux frégates qui seront mises à la disposition du Pape, pour protéger le pavillon des États de l'Eglise contre les corsaires de Tripoli.

— Les dégâts causés par l'incendie qui a eu lieu à l'Escurial, sont estimés à 80 mille francs.

— Les nouvelles d'Orient annoncent qu'à la suite d'un discours énergique prononcé par un militaire Français devant le Sénat de Napoléon de Rome, il a été résolu que tout le monde prendrait les armes pour marcher contre l'ennemi.

Actions de la banque de France : 2030 fr. ; 2065 fr. ; 2090 fr.

Cinq pour cent consolidés : 97 fr. ; 98 fr. ; 98 fr. ; 98 fr. ; 98 fr.

Trois pour cent : 65 fr. ; 75 fr. ; 50 fr. ; 62 fr. ; 70 fr.

VARIÉTÉS.

On nous a proposé une suite d'articles sur l'abstraction de la jeunesse, pour être insérés par intervalles dans ce Journal. Un tel sujet étant de nature à intéresser toutes les classes de lecteurs, nous avons accueilli avec empressement cette proposition, qui s'accorde parfaitement avec les vues que nous avons constamment apportées dans la rédaction de cette feuille, où notre unique objet a toujours été de contribuer de tous nos moyens à tout ce qui tend à l'utilité publique. Voici le premier article qui nous a été communiqué.

« L'enfance a une insatiable curiosité; efforçons-nous de la tourner à son instruction. Il est une étude bien intéressante et plus en harmonie que toute autre avec le caractère de légèreté propre à cet âge : c'est l'étude de la géographie.

« On dit cependant qu'elle ne fait qu'un médiocre plaisir et qu'elle est même parfois ennuyeuse ; mais ce peu d'intérêt, cet ennui ne viendraient-ils pas de la manière dont on nous l'enseigne ? que dirait-on d'un homme qui , voulant faire admirer un arbre, lui ôterait sa verdure qui récrée les yeux, ses fleurs et ses fruits qui charment les sens, et ne présenterait qu'un tronc nu et des branches dépeuplées ? Je trouve qu'on agit avec aussi peu de discernement dans l'étude de la géographie : on retranche aux yeux des élèves les perspectives variées du grand théâtre de l'univers, les tableaux instructifs des mœurs et des coutumes des différens peuples, et l'on n'offre à leur esprit qu'un assemblage rebutant de fleuves et de mers, de montagnes et de villes, dont les noms souvent barbares engendrent le dégoût.

« J'ai tâché, par la méthode suivante, de conserver à cette science ses ornemens naturels et sa parure toujours ancienne et toujours nouvelle. Si elle offre quelques difficultés dans l'exécution, elle réunit du moins l'agréable et l'utile.

« En partant, comme d'un centre, de la ville où j'étais, je voyageais (la carte en main) avec mon jeune élève dans toutes les parties du royaume, nous arrêtant aux principales villes et prenant une idée aussi juste que nous le pouvions de chaque province, de ses habitans et de ses productions. Notre pays une fois parcouru (car il était juste de commencer par la patrie), tous les jours une nouvelle contrée était l'objet de nos courses lointaines. L'ordre que nous suivions était fort naturel. Nous descendions des climats glacés du nord aux brûlantes régions du midi. Les différentes nations de l'Europe et de l'Asie, les Africains noirs par les ardeurs du soleil, et les Américains cuivrés et olivâtres passaient successivement sous nos yeux : il n'y avait pas jusqu'aux peuplades sauvages nouvellement découvertes, dont nous n'allussions reconnaître les mœurs et les habitudes.

« Il est bon d'observer que nos voyages étaient toujours en forme d'histoire, mêlés d'événemens qui soutenaient l'attention, et que je puisais d'avance, dans des lectures analogues et choisies, ce que

je trouvais de plus précieux à placer dans nos voyages suivans. Les divers personnages de toutes ces histoires Laponaïses, Indiennes, Arabes, etc., c'étaient toujours mon élève et moi ; mais pour produire de la variété, nous avions soin de prendre (comme *Protée*) des formes différentes.

« Tantôt, marchands avides, nous allions sur les côtes de la riche Asie pêcher les pierres précieuses, fouiller les diamans dans les mines de Golconde, chercher l'or et l'argent dans les profondes entrailles des hautes Cordillères, ou bien nous voyagions par caravane dans les sables brûlans de l'Arabie; d'autrefois, emportés par les vents rapides des Lapons et des Russes, nous allions assister à une chasse de zibelines, dont nous rapportions les belles et utiles fourrures. Puis, après avoir mis à contribution les arts et les productions des deux mondes, après avoir chargé nos vaisseaux de la tève de Moka, du sucre de l'Amérique, ou de la porcelaine de la Chine et du Japon, nous revenions, pleins d'espérance, distribuer à notre patrie ces richesses étrangères; et quelquefois (hélas!) nous finissions par faire, près du port même, un triste naufrage, où s'évanouissaient tous nos projets de fortune et de bonheur.

« Tantôt enflammés du désir de voir par nous-mêmes le merveilleux spectacle de l'univers, nous pénétrions jusqu'aux climats les plus froids, pour considérer le choc effrayable de ces montagnes transparentes détachées d'un océan glacé; ou bien, parvenus au pied d'un terrible volcan, nous admirions, en reculant d'effroi, ces globes de flammes lancés vers les cieux, ces nuages innombrables de cendres et de fumée, ces fleuves de laves liquéfiées et brûlantes. Les couleurs admirables des aurores boréales, les chutes magnifiques des fleuves, l'instinct et l'industrie des castors, dont la république est si merveilleusement organisée, et mille autres matières intéressantes, étaient l'objet de nos curieuses observations. Nous aimions aussi à voir les pauvres huttes des sauvages, les cabanes des paysans, les maisons des marchands, les hôtels des nobles, les palais des princes, les énormes pyramides de rois opulens et insensés, formant comme autant de degrés par où la grandeur humaine s'élève aussi haut qu'elle peut.

« D'autres fois encore, nous métamorphosant en zélés missionnaires, nous pénétrions, une croix à la main, chez des peuples sauvages où jadis l'intérêt avec toutes ses ruses n'a pu s'introduire. Là, nous apercevions des prêtres aveugles offrant des sacrifices

humains à leurs monstrueuses divinités, tandis qu'une troupe d'hommes féroces buvaient à longs traits le sang dans les crânes de leurs ennemis, dont ils dévoraient les membres palpitans : saisis d'horreur, nous nous précipitions au milieu d'eux ; d'une main, nous arrêtons les haches meurtrières et les couteaux sacrés déjà levés sur de nouvelles victimes ; de l'autre, nous arrachons à leur barbare avidité ces mets détestables, et avec le secours du ciel, nous les ramenons à des sentimens plus dignes de l'homme.

« Ce que je n'ai indiqué ici que confusément, était raconté avec ordre et semé avec art dans nos instructives narrations ; mon élève y trouvait un plaisir inexprimable. En peu de temps il eut vu les capitales de tous les pays du monde, acquit une connaissance assez exacte des contrées qu'il avait parcourues, ayant de plus la mémoire ornée d'une foule de notions intéressantes sur toutes sortes de matières. »

Sur l'État actuel du Paraguay.

Quelques journaux ont publié les détails qui suivent sur un pays dont le nom appellera long-temps le chef-d'œuvre de la sagesse humaine dans l'art de conduire les hommes, en portant nécessairement le souvenir sur le gouvernement admirable que les Jésuites avaient établi dans cette contrée, résultat remarquable de ce que peut produire l'union de la religion à une sage politique.

« Le Paraguay déclara son indépendance, il y a environ douze ans, s'éleva en république en formant une direction de gouvernement composée de plusieurs membres. Depuis neuf années, le pouvoir exécutif a été remis dans les mains d'un seul, sous le titre de dictateur : il est à vie. Le *signor Francia*, qui est âgé maintenant de plus de soixante ans, exerce ses hautes fonctions avec plus de talent que de philanthropie. Administrateur habile, homme d'état inflexible, il a non-seulement adopté, mais perfectionné le système de gouvernement de *los Padres* (les Jésuites). Comme eux il a bûlé son empire de tous les autres états ; il sait ce que produisent l'activité, le travail, l'industrie et les lumières ; aussi l'on peut dire que, s'il ne veut pas que sa nation entretienne des relations avec les autres peuples, du moins il ne cherche point à la maintenir dans l'ignorance et l'oisiveté. L'exemple des états confédérés de Buenos-Ayres, Santa-Fé et Corrientes, lui a paru déplorable ; et, pour se garantir du danger, il n'a point hésité à prendre les mesures les plus violentes, il a rendu un dé-

cet prononçant la peine de mort contre tout habitant de Buénos-Ayres, de Santa-Lé et Corrientes, qui oserait franchir les frontières du Paraguay, et la détention contre tous les autres étrangers; mais, comme cet ordre pouvait nuire infiniment au commerce de son pays, il a accordé des licences, à plusieurs reprises, à des citoyens de ces trois états. Depuis, la guerre d'Artas l'ayant mis à même d'apprécier les moyens, les forces et l'énergie du gouvernement portugais contre ce chef audacieux et entreprenant, le dictateur se rapprocha de ce gouvernement, et le départ du Brésil du roi Jean VI, qui mit la couronne impériale sur la tête de don Pedro, héritier présomptif du trône de Portugal, le fixa sur les rapports qu'il désirait avoir avec ce prince dans l'intérêt des deux nations, et des relations commerciales s'ensuivirent. Aujourd'hui, les Brésiliens seuls sont autorisés par le dictateur à faire le commerce avec le Paraguay, mais sur deux points seulement, à Itapua (sur le Parana au sud), et au nord en face de Nueva-Colonbra (sur le Paraguay, fleuve). »

A V I S.

Le sieur Mathias Flouzy, habitant actuellement à Anancy, chez M. de Reydet, doreur et sculpteur en marbre et en bois, fait toutes sortes d'ornemens pour les églises, statues, autels, chandeliers, bouquets, vases, armoiries, trophées et autres, à des prix très-modérés.

E N I G M E.

Si l'on ne peut jamais jouir de ma présence,
Je ne suis pourtant point un être de saison;
Mais tandis qu'on me voit, je porte un autre nom,
Et je ne prends le mien qu'en perdant l'existence.

Le mot du dernier Logographe est *deux*, où l'on trouve *main*, *Mai*, *Min* et *la*.

MARCHÉ de Chambéry, des 6 et 10 décembre 1825.

BLÉ.	PRIX.	LE VIEUX.		L'HECTOLITRE.	
		l.	c.	l.	c.
Froment,		13	75	16	08
Seigle,		8	75	11	25
Orge,		6	00	00	00
Sarrasin,		6	00	0	00
Mais,		7	00	9	15
Avoine (1),		8	75	6	00
Pain, 1. ^{re} qualité, le kilogr.				0	25
Vin, idem, idem.				0	60

(1) Rapport des 3 v. sels en hectolitre:
Froment, . . . 845
Seigle, . . . 565
Avoine, . . . 457

MANIFESTE

Pour la vente , par subhastation , d'immeubles situés rière la commune de Marthod , au préjudice de Joseph Duret , agriculteur , domicilié de ladite commune , tiers-détenteur , et de Claude Perrier-Rosat , laboureur , de Conflans , débiteur.

Le Tribunal de Judicature-Maje de Haute-Savoie, étant à Conflans, fait savoir que, par acte du 30 août 1820, M.^e Pepin notaire à Marthod, transcrit au bureau des hypothèques de Conflans, le 27 mars 1823, à l'article 411 du premier volume du registre des aliénations, et sur le registre général d'ordre, vol. 7, art. 9, au droit proportionnel de 8 liv. 20 cent.; pour droit de timbre, 50 cent.; pour salaire, 1 livre, 50 cent.; total 10 liv. et 20 cent., à forme du reçu dudit jour, signé Delachenal, conservateur; Joseph Duret, agriculteur, domicilié de ladite commune de Marthod, a acquis de Claude Perrier-Rosat, laboureur, domicilié à Conflans, les immeubles qui seront ci-après désignés, pour le prix de 1640 liv. neuves, dont quatre cents furent payées au vendeur, lors dudit acte, et les 1240 livres restantes, payables dans deux ans, avec intérêts au deux et demi pour cent, pour les dix premiers mois, et dès-lors au cinq, aux créanciers antérieurs et privilégiés dudit Perrier-Rosat.

Que ledit Duret voulant purger d'hypothèques les immeubles par lui acquis, s'est pourvu à des fins, conformément à l'art. 72 de l'édit du 16 juillet 1821, à M. le Juge-Maje du Tribunal de Judicature de Haute-Savoie, par requête décrétée le six mai dernier, dûment enregistrée à Conflans, le sept suivant, au vol. 7, n.^o 1215, au droit de deux livres, selon reçu signé Delachenal receveur, a élu domicile en la personne et étude de M.^e Raymond, procureur près ledit tribunal, domicilié à Conflans, et a offert de payer immédiatement toutes les créances exigibles ou non, pour la quantité et de la manière qui serait déterminée par ledit Tribunal, jusqu'à concurrence seulement de la somme dont il restait débiteur, en vertu de l'acte d'acquisition sus-narré: ladite requête, le certificat de transcription, la désignation d'adits immeubles qui seront ci-après rappelés, et l'état des inscriptions existantes contre ledit Claude Perrier-Rosat, ont été notifiés à celui-ci et à tous ses créanciers, le 16 mai dernier.

par Janin, huissier commis; la tout a été inséré au Journal de Savoie, du 20 mai dernier.

Que Jean-Baptiste Regnèroz, se trouvant créancier hypothécaire dudit Claude Perrier-Rosat, de la somme de 1240 liv. en capital, outre les légitimes intérêts et autres accessoires, par suite d'acte de transport du 28 novembre 1821, M.^e Pepin notaire à Marthod, inscrit au bureau du Consens, le 2 janvier 1823, sur le registre des privilèges et hypothèques, au vol. 1.^{er}, art. 8, et enregistré au vol. 1.^{er}, case 11 du registre d'ordre, au droit total d'une liv., 75 c. à forme de reçu signé Delachenal, conservateur, a, conformément à l'art 73 de l'édit précité, demandé, par requête présentée à M. le Juge-Maje de ce Tribunal, et décrétée le 13 juillet dernier, d'être enregistré ledit jour, à Gonflans, au vol. 8, n.^o 254, au droit de deux livres, suivant reçu signé Delachenal, Receveur, que les immeubles qui seront ci-après désignés fussent mis aux enchères, et a offert d'augmenter d'un dixième le prix porté au susdit acte du 30 août 1820, Pepin notaire, de payer à compte d'icelui, les dettes exigibles ou non, et a indiqué pour caution, tant du prix que des autres charges du contrat de ladite augmentation, des frais d'acte et autres, Joseph Durand-Henry, propriétaire, cultivateur, domicilié de ladite commune de Marthod, et a requis qu'il plût à M.^e le Juge-Maje de fixer l'audience à laquelle serait portée sa demande, et commettre un huissier pour la notification à faire auxdits Duret et Claude Perrier-Rosat : ladite requête a été sous-marquée en présence de témoins, par ledit Regnèroz, et signée par M.^e Fleuret, procureur cèans et son mandataire spécial, par acte du 12 juillet dernier, M.^e Cornuty, notaire à l'Hôpital.

Que M. le Juge-Maje, par son décret dudit treize juillet, aurait fixé l'audience à laquelle serait portée sa demande, au quatre août suivant, et que copie, tant de ladite requête, décret, et enregistrement d'icelui, que de la procuration, a été notifiée auxdits Duret et Perrier-Rosat, le quatorze dudit juillet, par l'exploit signé Marniot huissier commis.

A l'audience du quatre dudit août, M.^e Fleuret, procureur et mandataire dudit Regnèroz, après avoir fait mettre la cause au rôle, a produit ladite requête, le rôle des biens que la caution présentée déclarait hypothéquer pour le tout cautionnement et l'état des inscriptions existantes contre celle-ci, et a requis

qu'il plût au Tribunal admettre l'enchère requise , et fixer l'audience à laquelle elle devrait avoir lieu , offrant de passer toutes incombances préalables requises.

Par jugement contradictoire du 6 suivant , dûment émoulementé le Gaussi suivant , au vol. 8 n.º 566 , au droit de 10 liv. , à forme de reçu , signé Delachenal receveur , le tribunal , pour les motifs y énoncés , a déclaré l'instance irrégulière , et a condamné ledit Reguiraz aux dépens.

Que le Sénat , sur appel dudit jugement , a , par arrêt du 20 août dernier , prononcé aux parties , et émoulementé à Chambéry , ledit jour , au vol. 4 , case 856 , fol. 84 recto , au droit de 22 liv. , à forme de reçu signé Baudé , receveur , déclaré qu'il avait été mal jugé par le prédit jugement , que l'instance était régulière , et a renvoyé la cause et les parties devant le premier Tribunal , et a condamné Duret aux dépens.

La cause reportée à ce Tribunal , par requête décrétée par ce magistrat , le 24 août dernier , dûment enregistrée ledit jour , au volume 8 , n.º 762 , au droit de deux livres , selon reçu signé Delachenal , receveur , et signifiée auxdits Duret et Perrier-Rosat le 29 dudit , à forme d'exploit du sergent Girardin et appelé à l'audience du trois du courant : ledit Tribunal , par jugement contradictoire dudit jour , a admis l'enchère requise , et a fixé au 25 octobre prochain , à neuf heures du matin , l'audience à laquelle elle aura lieu , à la charge par la caution de se conformer à l'art. 75 de l'édit précité , et a mandé au greffier de céans de dresser manifeste aux termes de l'article 75 du même édit.

Ce jugement a été émoulementé le six de courant , au vol. 8 , n.º 947 , au droit de trois livres , selon reçu signé Delachenal , receveur.

Ledit Joseph Durand-Henry , caution de Reguiraz , a passé sa soumission au greffe de céans , le neuf du courant ; elle a été insinuée le 15 dudit , au vol. 8 , fol. 281 , au droit total de deux liv. , 70 cent. , à forme de reçu signé Delachenal , insinuateur.

L'inscription voulue par l'art. 75 du susdit édit , a été prise sur les immeubles de la caution de Reguiraz , selon leur désignation , dans ledit acte de soumission , le 15 du courant , au vol. 20 , case 179 du registre d'ordre , et au vol. 37 , art. 29 du registre des hypothèques , au droit total d'une livre et 75 cent. , selon reçu signé Delachenal , conservateur.

BIENMEUBLES A SUBHASIER EN UN SEUL LOT.

1.^o Une pièce de champ, située aux Molliès, mas de Balme dessus, contenant 3 journaux et 20 toises.

2.^o Une pièce de bois située audit lieu, attiguë audit champ, contenant 257 toises, le tout figuré sous les numéros 761 et 763 de la mappé dudit Marthod, confiné au levant par un chemin public, au midi par un ruisseau, au couchant par les bois de Pierre Duret, et au nord par Joseph Dunaud Henry, payant 4 livres, 16 sous, 10 deniers de taille.

3.^o Une pièce de vigne, située lieudit à la Côte, même mas et même territoire que dessus, contenant 136 toises, sous la moitié du numéro 740, confinée au levant par ledit Dunaud-Henry, au midi par les bois d'Etienne Carcey, et au nord par Claude Mout-Vignier, cadastrée sous la taille de 9 sous, 9 deniers.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Les premières enchères seront ouvertes sous la mise à prix de la somme de 2420 liv., 8 cent., montant du prix d'adjudication, augmentée du sixième.

2.^o Les immeubles passeront à l'adjudicataire, avec leurs servitudes actives et passives; il les recevra dans l'état où ils se trouveront, lors de l'adjudication définitive; il entrera en jouissance dès le jour de la notification du jugement d'adjudication.

3.^o L'adjudicataire ne pourra exercer aucun recours pour le défaut de contenance aux-désignées: le plus ou le moins étant à son profit ou peste.

4.^o Il payera le prix de l'adjudication, ainsi qu'il de la manière qui sera ordonnée par le Tribunal.

5.^o Il se chargera en sus du prix d'adjudication, seul et exclusivement des légitimes frais remboursables au premier acquéreur, et de tous ceux utiles qui auront été faits, dès et y comprise la requête décrétée le 13 juillet dernier, jusqu'à l'adjudication définitive, sauf ceux frustrés, et devra en conséquence rembourser le tout à M.^e Fleuret, procureur du sieur Regairaz, dans 8 jours après l'adjudication, suivant la parcelle convenue, ou à défaut arrêtées par M. le rapporteur de la cause.

6.^o L'acquéreur se soumet à tout ce que prescrit en pareil cas l'édit du 16 juillet 1823.

En exécution du susdit jugement du 3 du courant, et à la requête dudit Jean-Baptiste Regairaz, la première enchère aura lieu à l'audience du tribunal de judicature-maje de Haute-Savoie, au palais de justice, situé à Conflans, dans la maison du sous-économe royal, ancien convent des Bernardines, le 25 octobre prochain, à 9 heures du matin.

En exécution de l'ordonnance précitée, du 3 septembre dernier, les premières enchères ont eu lieu à l'audience du 25 octobre dernier, et les biens énoncés ci-devant, ont été successivement portés, pendant la lecture de plusieurs bougies et par divers enchérisseurs, à la somme de 2075 liv., et ont été adjugés pour ladite somme au nommé Théophile Avrillier, cultivateur, domicilié de la commune de Marthod, qui a élu son domicile chez sieur Jean-Baptiste Dubois, propriétaire, domicilié à Conflans, dernier et plus offrant enchérisseur, par jugement dudit jour, insinué à Conflans, le 8 novembre suivant, folio 425, vol. 9, au droit de 67 liv., 50 cent., à forme du reçu dudit jour, signé Delachenal, insinuateur; lequel s'étant présenté au greffe du tribunal, le 27 octobre, a déclaré, à tenor de l'art. 105 de l'édit du 16 juillet 1812, faire une déclaration de command — faveur de Claudine Carcey femme Lombard de Marthod, qui ne s'est point présentée au greffe, pour accepter ladite déclaration, dans le délai voulu par ledit art. 105.

Par acte du 9 novembre dernier, reçu par le greffier soussigné, enregistré le même jour au vol. 8, n.º 1275, sous le droit de 3 l., à forme du reçu dudit jour, signé Delachenal, le sieur Bernard ses Joseph-Marie Jacquemod, propriétaire, habitant à l'Hôpital, a fait offre et augmentation du sixième sur le prix de l'adjudication sus-énoncée, et s'est en outre soumis aux clauses, charges et conditions insérées au présent; pour sûreté de tout quoi il a donné pour caution le sieur Claude-Antoine ses Michel Jacquemod, propriétaire-rentier, domicilié à Conflans, qui s'est rendu caution solidaire par ledit acte. M. le Juge-Maje du tribunal de cette province, par son ordonnance du 2 du courant, enregistrée le même jour, volume huitième, sous le n.º 1460, au droit de deux livres, à requête dudit Jean Baptiste Regairaz, et sur l'exhibition du jugement d'adjudication, et de l'acte d'augmentation du sixième sus-relatés, iceux notifiés à Joseph Duret, le 30 novembre dernier, par l'huissier Mamiot, a fixé l'audience pour la nouvelle

enchère des biens dont s'agit au 29 du courant, à 11 heures du matin.

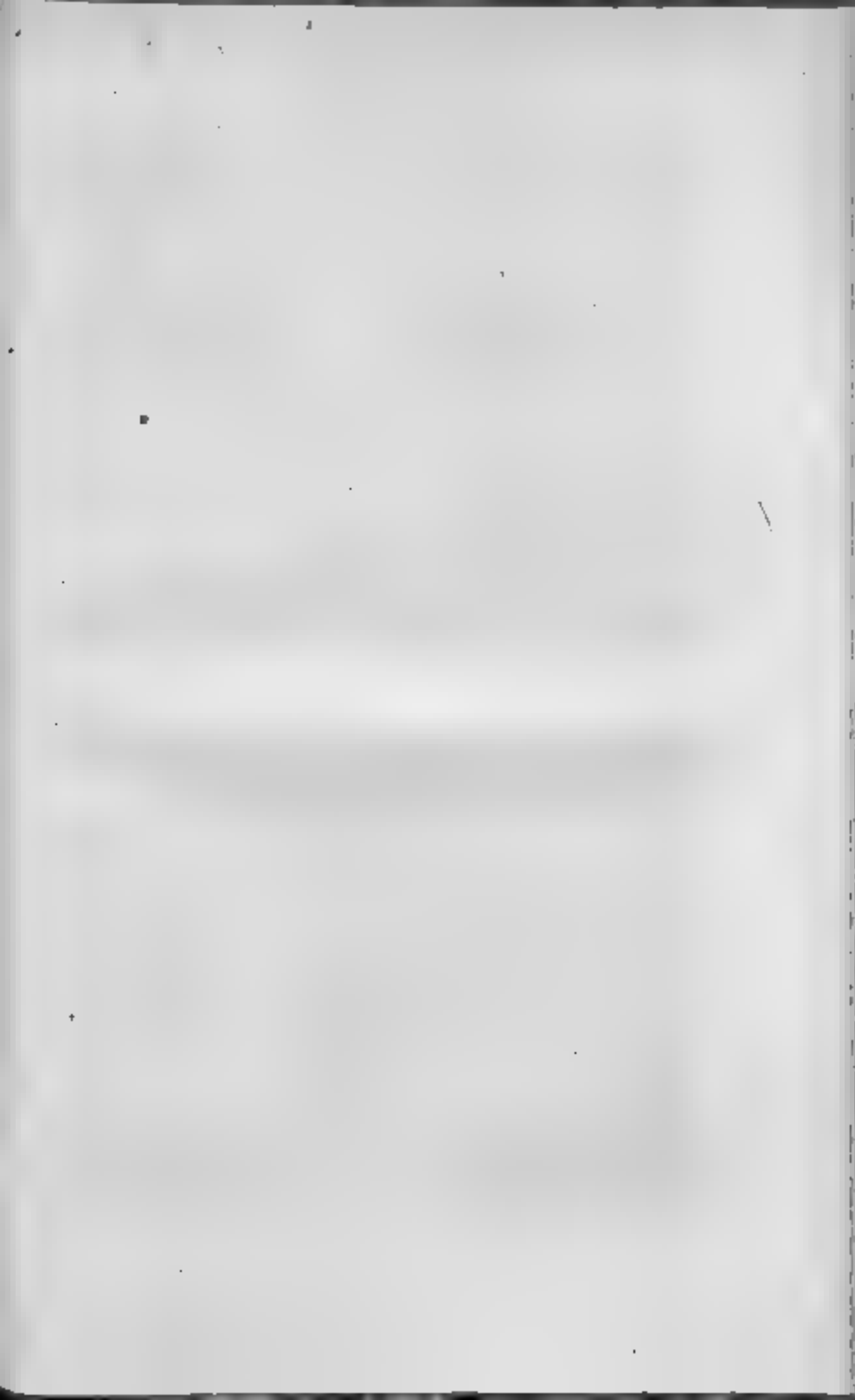
Le présent manifeste sera lu, publié, affiché, notifié et inséré au journal de cette division, le tout en conformité et de la manière prescrite par les articles 72 et 77 dudit édit du 16 juillet 1822.

Mandé à ces fins ledit tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire lesdites publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires; de ce faire donne pouvoir.

Donné à Conflans, sous le sceau du tribunal, le 7 décembre 1825.
 Signé Bover, greffier.

Enregistré à Conflans, le 7 décembre 1825. vol. 8, n.º 1470,
 reçu trois lires, signé DELACHENAL, insinuateur.

Pour copie conforme : FLEUDET,







JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 23 Décembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 22 décembre. Le Corps de MM. les Officiers de la garnison de cette ville a fait célébrer, mardi dernier, 20 de ce mois, dans l'église métropolitaine, un service solennel pour le repos de l'âme de M. le Général Ponte, Commandant des troupes de la Division de Savoie, dont nous avons annoncé la mort et les obsèques dans les N.º de ce Journal des 25 novembre dernier et 2 décembre courant. A cette cérémonie funèbre ont assisté S. Exc. M. le Comte d'Andréas, Gouverneur Général de ce Duché, MM. les Officiers de l'Etat-Major, le Corps des Officiers de la Garnison, un grand nombre de MM. les Officiers en retraite et de militaires de tout grade.

— Quelques journaux étrangers ont publié l'article suivant :

« On a souvent parlé des grands dévouemens et des petites causes. A Salins, un son, un misérable son, a causé les plus grands malheurs. La veille de l'incendie, une vieille femme appelé un petit Savoyard et lui offrit quatre sous pour ramoner sa cheminée. L'enfant, selon l'usage du pays, en demanda cinq, et sur le refus de la vieille, alla chercher de l'ouvrage ailleurs. Le soir, une friture faite dans la cheminée réduisit en cendres une ville entière. »

Le prétendu petit Savoyard dont il s'agit ici est né dans les environs de Clermont en Auvergne; il se nomme *Colas Lambert* et est âgé de six ans et demi. On tient ce fait d'un ancien habitant de la ville de Salins.

— Par Rescrit souverain du 1.º décembre courant, S. M. a daigné permettre à la ville de Saint-Julien, province de Carouge, d'établir une Compagnie de Gardes-Pompiers, en conformité des Patentes du 27 avril 1824, et du Règlement proposé par le Conseil de ville, approuvé, d'ordre de S. M., par le Premier Secrétaire d'Etat pour les affaires intérieures.

— Le 8 de ce mois, une avalanche tombée des hauteurs du Grand-Saint-Bernard a enseveli sous la neige un voyageur, deux Maronniers, un chien de l'Épiscopat et un habitant de la commune de Saint-Rémy.

(1864)

PIÉMONT.

Turin, 15 décembre. Le 4 de ce mois, la Classe des sciences physico-mathématiques de l'Académie Royale a entendu, dans sa séance, les Rapports suivans, au nom de diverses Commissions: Rapport de M. le Professeur Carena sur un projet de fabriquer du papier avec l'algue des marais; Rapport de M. le Professeur Giobert sur le projet d'un Chimiste de teindre la laine en couleur tannique, par un procédé que l'auteur croit plus économique et plus solide; Rapport de M. le Professeur Muna sur une addition faite à la Tablette des Topographes, par un Officier Ingénieur; Rapport de M. Carena sur une manière nouvelle et plus expéditive de faire la lessive, pratiquée dans quelques grands hôpitaux étrangers; Rapport de M. le Chev. Avogadro, touchant une infraction des droits de privilège pour la fabrication de couleurs minérales. La Classe a entendu la lecture d'une partie des Notices biographiques de feu le Professeur Antoine-Marie Vassalli-Edudi, Secrétaire Perpétuel de l'Académie, recueillies et lues par M. Carena, Secrétaire de la Classe.

Le 8, la Classe des sciences morales, historiques, etc. a tenu sa première séance ordinaire, où, après la présentation des livres qui lui ont été envoyés pendant les vacances, elle a entendu les lectures suivantes: Rapport de M. l'Abbé Peyron, au nom d'une Commission, touchant un travail de M. le Chev. Hammer sur les manuscrits persans de la Bibliothèque royale de Turin; 4.^e Discours de S. Exc. M. le Comte Nاپيان sur les fragmens publiés par Mg.^r Mai du livre *De Republica* de Cicéron; 1.^{ère} Lettre bibliographique de M. l'Abbé Gassera, sur quelques éditions douteuses du 15.^e siècle.

— Mg.^r J.-B. Lambroschini, Evêque d'Orviette, frère de Mg.^r l'Archevêque de Gênes, est mort subitement le 23 novembre dernier.

— M. François Roux est nommé Secrétaire de la Chambre de commerce et d'agriculture de Nice.

— On écrit de Bobbio, province d'Acqui, qu'en dernier lieu un enfant de douze ans étant tombé dans la Bormida, que cinquante d'ouvriers d'une filature voisine étaient accourus, mais qu'aucun d'eux n'osait se jeter dans le fleuve. Le pauvre habitant, nommé Jacques Faloppa, père de trois enfans, encouragé par M. Hyacinthe Farinetti, brigadier forestier, qui se trouvait sur la rive opposée, se jeta dans l'eau tout habillé; et après avoir suivi le jeune malheureux avec le cours de l'eau, le long de plus de deux cents toises, parvint à le sauver. M. Farinetti, touché du courage du brave Faloppa, l'embrassa et lui donna tout l'argent qu'il avait sur lui.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

Des inondations ont eu lieu dernièrement dans plusieurs parties de l'Allemagne. A Emden, l'Emm, sorti de son lit le 27 novembre, avait pénétré

dans la ville et inondé la plupart des rues. A Cologne, le 5 décembre, le Rhin s'était élevé à plus de vingt pieds et continuait à croître.

— Il est probable qu'une partie des troupes transportées à bord de la Flotte du Capitan-Pacha, a été réservée pour se réunir à l'armée qui assiège Missolonghi. On assure que l'épanouissement et l'auréole régneront à Napoléon de Rome, où l'on n'entrevoit plus guères de moyens de salut.

ANGLETERRE.

On apprend de l'Amérique qu'un incendie a éclaté à Boston et a consummé plus de 50 maisons; la perte est estimée à 200 mille dollars.

— Une lettre de Lisbonne du 29 novembre annonce que le roi de Portugal est retenu dans sa résidence à Mafra, dans un état qui donne des craintes sérieuses pour sa vie.

— On prétend que l'invention du canon à vapeur de M. Perkins sera une révolution complète dans l'art de la guerre.

— On continue d'annoncer des faillites et des suspensions de paiement de diverses maisons de banque.

FRANCE.

Paris, 14 décembre. La crue subite des eaux dans le département de la Côte-d'Or y a produit des désastres, et notamment à Dijon et à Joigny.

D'autre part, les débordemens de la Loire ont causé de grands malheurs, particulièrement dans les environs d'Orléans, à Tours, à Blois, et surtout à Nevers. La crue a commencé le 7 décembre, et pendant deux jours le fleuve a charrié des débris de toute espèce. A Nevers, les maisons ont été submergées jusqu'au toit; les habitans ont couru le plus grand danger, et l'on évalue les dégâts à plusieurs millions.

— Une commission composée de membres du Conseil-d'État et d'un grand nombre d'hommes de lettres, est chargée par le Roi de la discussion préparatoire d'un projet de loi sur la propriété littéraire.

— La Société royale de Londres a décerné la médaille fondée par sir Godofroy Copley à M. Arago, membre de l'Institut de France, pour ses importantes découvertes sur le magnétisme.

— Il paraît que M. d'Ugarte, ministre d'Espagne près la Cour de Turin, passera à l'ambassade de Florence.

16 Décembre. Il se répand le bruit que la session prochaine des deux Chambres s'ouvrira à la fin de janvier 1826.

— La Garonne a débordé à Toulouse. Le 10 de ce mois, la Saône couvrait à Lyon le quai Saint-Antoine.

Actions de la Banque de France : 2075 fr.;

Cinq pour cent consolidés : 95 fr., 75 c.; 95 fr., 90 c.

Trois pour cent : 61 fr., 90 c.; 62 fr. 5 c.; 63 fr., 5 c.

DÉPENSE DU CHRISTIANISME, ou Conférences sur la Religion ; par M. D. FRAYSSINOUS, Evêque d'Hermopolis, Premier Aumônier du Roi. avec cette épigraphe : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas*; 4 vol. in-12 à Paris, de l'imprimerie d'Adrien Le Clere et C.^e, quai des Augustins, n.^o 35, et à Chambéry, chez Puthod.

I.^{er} ARTICLE.

On trouvera peut-être que nous venons un peu tard pour entretenir nos lecteurs d'un ouvrage dont la première édition a été promptement épuisée et qui se trouve aujourd'hui dans les mains de tout le monde. Mais s'il faut se hâter de parler d'une production éphémère qui n'a que quelques jours à vivre, pour ne pas s'exposer à s'occuper tout seul d'un livre complètement oublié, il est toujours temps de revenir à un bel ouvrage accueilli avec applaudissement par tous les hommes éclairés et par tous les gens de goût. Si l'on est empressé de connaître les premiers jugemens portés sur quelque ouvrage remarquable d'un homme connu, on trouve encore un nouvel intérêt à s'en occuper, lorsque déjà l'on a pu soi-même le goûter et en apprécier la valeur. On ne se laisse point des observations qui ont pour objet quelque estimable production, surtout lorsqu'au mérite du travail se joint l'importance du sujet traité par l'écrivain.

Les Conférences de M. Frayssinous ne sont pas seulement une belle et solide apologie de la Religion Chrétienne, mais elles sont encore un véritable monument littéraire, enrichi d'une grande variété de connaissances, où respire cette noble et douce éloquence qui attache, qui entraîne, et où règne un caractère particulier de naturel et de franchise, qui en faisant admirer le talent de l'auteur, fait en même temps estimer et aimer sa personne. On ne saurait refuser de reconnaître en lui le *vir bonus dicendi peritus*, qui a tous les titres à l'attention de ses auditeurs ou de ses lecteurs. Nous allons considérer tour-à-tour ces Conférences sous les deux points de vue que nous venons d'indiquer.

S'il y a plusieurs manières de traiter un sujet donné, l'orateur ne peut être incertain dans son choix, lorsqu'il connaît l'auditoire auquel il doit s'adresser et les dispositions dans lesquelles on vient l'entendre. Or, on sait dans quelles conjonctures ont eu lieu les Conférences de Saint-Sulpice, et l'on ne peut disconvenir que

M. Frayssinous n'ait parfaitement approprié ses discours aux classes d'auditeurs à qui il avait à faire, ainsi qu'aux circonstances de temps et de lieu dans lesquelles il devait parler.

« En jetant mes regards, dit M. Frayssinous dans son discours d'ouverture, en jetant mes regards sur cette assemblée si différente de celles qu'on voit ordinairement se former dans nos temples, il m'est impossible, Messieurs, de me défendre de de cette pensée, que, parmi mes jeunes auditeurs, il en est sans doute qui, trompés par un philosophisme mensonger, n'ont sur la religion que des idées vagues ou fausses; qui, peut-être même, ne voient que des préjugés populaires dans les vérités les plus importantes et les plus sacrées. Oh! combien les temps et les esprits sont changés! Que nous sommes loin des sentimens de nos ancêtres et de leur pieuse docilité! Jadis le Français, plein d'honneur, plein de foi et loyalement chrétien, avait la noble franchise d'avouer ses torts; et toujours il respectait la religion, lors même qu'il avait la faiblesse d'en violer les préceptes. Si trop souvent ses mœurs n'étaient pas aussi pures que sa foi, s'il voulait allier le christianisme avec les plaisirs, du moins il ne cherchait pas à justifier ses désordres par des blasphèmes; son cœur pouvait être séduit, mais son esprit était docile. Il révérait la religion aussi franchement qu'il aimait son prince et sa patrie: alors on pouvait corriger ses vices par sa foi, opposer avec succès à la dépravation de ses mœurs, la pureté de ses principes religieux; et, pour le ramener au devoir, il ne fallait, ce semble, que le ramener à sa croyance.

« Aujourd'hui l'esprit est corrompu comme le cœur; le dévergénément est dans les pensées comme dans les mœurs: plus savans dans le mal, nous avons appris à le justifier; plus raisonnans et moins raisonnables, c'est par un système réfléchi que nous suivons les penchans de la nature corrompue, que l'oubli de la Divinité, que la licence des discours et des actions sont mis au rang des choses légitimes. Aujourd'hui, avant de combattre le vice, nous sommes réduits à la déplorable nécessité de prouver que la vertu n'est pas une chimère; avant de prêcher la doctrine chrétienne, nous sommes forcés d'en faire l'apologie, et de plaider la cause de la religion devant ses enfans, comme le faisaient autrefois les Origène et les Tertullien devant les Juifs et les Païens, ses ennemis. Oni, de nos jours, elle a été, plus que dans tout autre temps, attaquée, outragée, foulée in-

» dignement aux pieds; les choses saintes sont tombées dans l'avi-
 » lissement, la piété de nos pères est devenue un objet de dérision
 » pour leur postérité; l'impiété est descendue jusqu'au peuple, et
 » les campagnes en sont infectées comme les cités. »

Ici l'orateur trace un exposé historique et rapide de l'origine, de la marche et des progrès de l'incrédulité prétendue philosophique, de l'impiété et de la licence des mœurs qui ont surtout signalé le dernier siècle, et dont les tristes fruits se manifestent dans toutes les classes de la société. En indiquant ainsi la nature du mal qu'il s'agit de combattre et le caractère particulier propre aux circonstances présentes, il en infère la nécessité de procéder d'une manière toute nouvelle dans la défense de la Religion, et il observe avec raison que ce qui pour ait suffire, il y a cent ans, n'est plus suffisant aujourd'hui.

« Exposer, dit-il, les mystères de la foi, les préceptes de l'Evan-
 » gile, les devoirs et les pratiques de la piété; voilà ce qu'on a
 » coutume de faire dans le Chaire chrétienne, et voilà bien les
 » matières qu'ont traitées nos premiers orateurs avec une éléva-
 » tion de pensées, une force de raison, une beauté d'élocution,
 » qui placent leurs discours parmi les chefs-d'œuvre de l'éloquence
 » humaine. Ici, Messieurs, nous suivrons une voie différente;
 » nous nous bornerons à considérer uniquement la Religion dans
 » ses principes fondamentaux, dans les preuves qui en établissent
 » la vérité, dans les reproches généraux que lui font ses ennemis,
 » et sous tous ces rapports, nous chercherons à la venger des
 » attaques de l'incrédulité. Plus d'une fois vous aurez occasion de
 » vous apercevoir que nos discussions sont purement philosophi-
 » ques; qu'on pourrait les faire dans une Académie, comme dans
 » cette chaire; et je l'avoue, en considérant la sainteté du lieu où
 » nous sommes réunis, notre caractère de ministres de la Reli-
 » gion, l'habit même dont nous sommes revêtu, nous aurions eu
 » quelque sorte à rougir de parler dans la chaire de l'Evangile un
 » langage profane qui devrait en général y être étranger. Toutefois
 » ce qui peut nous justifier, c'est que les temps où nous sommes
 » semblent demander un nouveau genre d'instruction: il faut bien
 » que le médecin approprie ses remèdes aux besoins, au tempéra-
 » ment du malade; or telle est la maladie actuelle des esprits,
 » qu'on ne peut bien opérer leur guérison qu'en suivant une mar-
 » che nouvelle. Que si nos Conférences ne sont pas sans utilité,
 » on voudra bien nous pardonner ce qu'elles ont de singulier, de

« trop éloigné du ton ordinaire de la Chaire chrétienne, et je me
 » persuade que leur utilité, si elle est réelle, doit nous absoudre
 » devant Dieu et devant les hommes. »

La première Conférence a pour objet *la vérité*. Le premier point qu'il s'agissait d'établir était en effet que l'homme est né pour la vérité, et que par conséquent il a dû recevoir les moyens de la trouver et de la reconnaître. La vérité est pour nous l'un de nos besoins les plus impérieux. L'enfant comme l'homme fait, le savant, le voyageur, le naturaliste, le magistrat, tous la cherchent; les sophistes eux-mêmes prétendent ou du moins feignent de l'avoir trouvée.

Il y a des vérités premières, des vérités éternelles, de tous les temps et de tous les lieux, indépendantes de toute hypothèse, indépendantes même de l'existence des êtres créés. Ces vérités absolues sont la base de toutes nos connaissances, qui, sans cela, manqueraient d'appui; et il est évident que cet appui doit se trouver dans la nature même des choses, sans aucune dépendance de l'opinion et du jugement des hommes.

S'il est des vérités premières qui n'ont besoin d'aucune preuve, il est aussi des vérités déduites qui en sont le développement et les conséquences, mais qui plus ou moins éloignées de leur source, ont souvent besoin de toute notre attention pour être aperçues, à la faveur de la chaîne du raisonnement qui découvre leur liaison successive et leur dépendance des principes d'où elles dérivent. Mais comme la lumière n'existe pour nous que par l'effet de l'impression qu'elle produit sur nos organes, de même la vérité n'est telle pour nous que par la conscience que nous en avons, et toute vérité se réduit pour nous au sentiment intérieur que nous avons de sa présence. L'orateur fait voir qu'en écartant toutes les illusions des systèmes sur le fondement de nos connaissances, on est toujours ramené au sentiment intérieur du *moi*, que toute certitude pour nous repose en dernière analyse sur la certitude de notre propre existence, que le principe de toute croyance est en nous et non hors de nous. Et en effet, si nous n'étions d'abord assurés de notre existence personnelle, comment serions-nous certains de quelque chose? Que peut-on opposer de solide à un principe aussi évident? Il faudrait toute la force de la prévention, tout le prestige de l'esprit de système pour résister à une vérité de cette nature: et ne serait-on pas fondé à révoquer en doute la solidité d'une doctrine philosophique où l'on prétendrait que, sans savoir

avant tout si nous existons nous-mêmes, nous pouvons néanmoins acquiescer quelque autre certitude ?

Ici l'orateur passe en revue les divers motifs de nos jugemens et assigne à chacun d'eux la juste part d'autorité et de confiance qu'il mérite, soit qu'on les envisage isolément, ou dans leur réunion et leur concours sur un même objet.

Cette importante matière conduisait naturellement M. Frayssia nous à signaler les causes de nos erreurs ; c'est ce qu'il fait dans la seconde Conférence. Ces causes sont la faiblesse de la raison humaine, l'ignorance, le demi-savoir, la science elle-même, la fausse application de principes vrais, la préoccupation, l'excessive curiosité et les passions.

Après avoir ainsi préparé les esprits à reconnaître les caractères de la vérité et les moyens de la découvrir avec certitude, l'auteur des Conférences aborde la plus grande de toutes les vérités, celle d'où découlent toutes les autres, l'existence de Dieu. Il prouve successivement cette existence par la foi du genre humain, par l'ordre et les beautés de la nature et par la réfutation de tous les argumens de l'athéisme. Ce magnifique sujet, si souvent traité et par les plumes les plus éloquentes, occupe ici trois Conférences, où l'auteur a trouvé l'art de répandre un intérêt nouveau sur une matière qu'on pouvait croire épuisée, mais qui pouvait être neuve pour une partie de son auditoire.

Il ne suffit pas pour l'homme de savoir qu'il existe un Dieu : il faut encore qu'il sache que ce Dieu a l'œil ouvert sur lui, que l'ordre moral, comme l'ordre physique, est incessamment sous la main puissante qui gouverne le monde, et que tout est soumis à l'action constante de sa volonté et de sa sagesse infinie. Aussi M. Frayssia nous s'est-il occupé, dans la Conférence qui suit, de prouver le règne de la Providence dans l'ordre moral, en combattant victorieusement les arguments ordinaires tirés de l'inégalité des destinées humaines, des maux et des souffrances de l'homme, des vices et des désordres qui souillent la terre.

La troisième vérité fondamentale que l'auteur s'est proposé d'établir, est la spiritualité de l'âme ; c'est le sujet de la septième Conférence. Il fonde ses preuves sur la triple faculté qu'a l'homme de sentir, de penser et de juger ; et il réfute les arguments que les matérialistes tirent de l'autorité, de l'influence du corps sur l'âme, et de la ressemblance entre l'organisation de l'homme et celle des animaux. Nous croyons qu'on ne saurait trop relire ce discours ;

où non-seulement l'auteur a mis dans le jour le plus lumineux toutes les preuves connues de la spiritualité d'une substance pensante, mais où il combat de la manière la plus victorieuse tous les argumens des matérialistes les plus modernes et réputés les plus savans.

Les trois dernières conférences du premier volume traitent respectivement de la loi naturelle, du libre arbitre et de l'immortalité de l'âme.

On voit que les discours que nous avons indiqués jusqu'ici supposent la connaissance et le développement des plus hautes matières philosophiques. Si l'auteur a réussi à les rendre accessibles à tous les esprits par une clarté remarquable, il a encore eu le rare talent de les embellir du charme de l'élocution. On a reproché à M. Frayssinous d'avoir traité des sujets étrangers à une défense proprement dite de la Religion. Ce reproche n'a pu être fait que par des esprits superficiels ou inattentifs, qui n'ont tenu aucun compte des motifs que l'auteur a pris soin d'exposer dans son dévouement, ou par des hommes peu instruits des divers genres et de la nature des attaques dirigés de nos jours contre le Christianisme, ou encore par des hommes que domine un esprit de système qui ne leur permet qu'un seul point de vue, auquel ils voudraient ramener toutes les doctrines et toutes les discussions.

La suite à un autre Numéro.

Sur l'État actuel du Paraguay, suite (voyez le N.^o précédent).

« Parti de Monté-Video par terre, au mois de juillet, en explorant la rive orientale et le pays du fleuve Craguay, j'arrivai à Itapua de Paraguay, le 18 août 1824, J'y séjournai, comme prisonnier, jusqu'au 14 septembre, et je logai chez le commandant, où l'hospitalité la plus affable fut exercée envers moi. Je correspondis avec le dictateur dont le séjour est à l'Assomption (capitale). S. Exc. me répondit dans ses diverses dépêches que la position dans laquelle se plaçait l'Europe envers l'Amérique du Sud, et principalement la France, ne lui permettait pas d'autoriser un étranger à traverser le Paraguay. Je respecte les motifs du dictateur et ne crois pas avoir le droit de m'en plaindre, quoique cette contrainte m'oblige à un détour de huit cents lieues pour continuer mon voyage de découvertes.

« A l'époque de mon séjour à Itapua, les étrangers détenus au Paraguay, étaient au nombre de 67, se composant de Créoles,

Américains, Portugais, Espagnols, Suisses, Français, Anglais, Allemands et Italiens. Plusieurs parmi ces étrangers marquent honorablement dans les sciences et dans les arts. Je citerai entre autres le célèbre naturaliste Bonpland qui est relégué à Santa-Maria-de-Fé, à 25 lieues d'Itapua. Quoique je fusse si près de cet ami, il me fut impossible de correspondre avec lui, tant est grande la sévérité des ordres du dictateur, qui reçoivent leur exécution à l'instant même de la plus légère infraction, sans qu'aucune considération puisse vous sauver. M. Bonpland, botaniste distingué, aussi intéressant par ses connaissances profondes que par ses nombreuses collections du Paraguay en zoologie, ichtyologie, minéralogie, etc., dont plusieurs espèces sont entièrement inconnues à l'Europe, a établi des distilleries de cannes à sucre et de miel.

« Il exerce la médecine et la chimie; vingt Indiens sont employés par lui à conduire ses travaux, qui le mettent à même de vivre honorablement et de réparer les pertes qu'il a éprouvées à la suite des événemens arrivés en France. Son malheur est de n'avoir jamais pu parvenir à voir le dictateur; mais je ne lui ai pas laissé ignorer le vif intérêt que prenait à son sort l'empereur et l'impératrice du Brésil, ainsi que le corps illustre de l'Institut de France.

« A mon retour à San-Borja, j'adressai au dictateur mes respectueux remerciemens pour l'accueil et les égards que j'avais reçus à Itapua, en demandant à S. Exc., au nom de l'Institut de France, dépositaire des lumières du monde, de faire cesser la détention de leur collègue, et je terminai ainsi ma lettre : « M. Bonpland est cher au monde savant, qui désire ardemment son retour, pour prendre part à ses richesses scientifiques. L'amitié qui me lie à ce naturaliste ne le cède point à un désir aussi noble, et je n'ai pas hésité à exposer ma liberté en franchissant les frontières du Paraguay pour obtenir la sienne, et pouvoir rendre mon respectueux hommage aux pieds de V. Exc. Dictateur, mettre le comble à votre gloire en rendant M. Bonpland à la liberté; l'Europe vous en sera reconnaissante, et cette page de l'histoire est digne de figurer dans la vie politique du législateur du Paraguay. » (San-Borja, le 25 septembre 1824).

« MM. Deschamps et Ringer sont à l'Assomption : l'un d'eux exerce la médecine avec distinction. Un savant Anglais, naturaliste et botaniste, digne du plus vif intérêt, est aussi détenu depuis près de sept années; plusieurs de ses amis, membres de la Société

royale, m'en parlèrent à mon passage à Londres, et principalement l'honorable et savant M. Clift, président et directeur du Musée des sciences et d'anatomie : ce dernier, qui s'intéresse beaucoup au sort de son compatriote, victime de son amour pour les sciences, me pria de faire des démarches pour obtenir sa liberté. À mon arrivée à Buénos-Ayres, je vis le consul-général d'Angleterre à ce sujet; il me répondit qu'il n'avait point d'ordre de sa cour pour faire aucune tentative près du dictateur; mais il me pria verbalement, lorsque je serais au Paraguay, d'être utile à ses compatriotes, si cela était en mon pouvoir. De leur côté, de respectables négocians, MM. Stuart et compagnie, à Buénos-Ayres, écrivirent à Monte-Vidéo, où je me rendais, à S. Exc. le baron de Laguna, général en chef, capitaine-général de la province de Monte-Vidéo, pour réclamer son intervention près du dictateur Francia en faveur de deux jeunes Anglais, leurs parens, détenus dans les états du Paraguay. La reconnaissance me fait un devoir bien doux de déclarer que, sans les passeports honorables que me donna le général Laguna, et la recommandation de l'Institut de France en faveur de M. Roupland, j'aurais subi le même sort que les étrangers détenus au Paraguay. Tous ces messieurs exercent leur industrie dans ce beau pays, et habitent différens cantons d'où ils ne peuvent s'éloigner qu'à quelques lieues. Arligas est traité de la même manière, à trente lieues au-dessus de l'Assomption, et reçoit du gouvernement 40 piastres par mois, pour sa subsistance.

« Tous les habitans du Paraguay, indiens ou créoles, savent lire, écrire et compter : des écoles publiques sont partout établies à cet effet, et les enfans ne quittent ces écoles que lorsque le *cabildo* (la municipalité) de l'endroit déclare qu'ils sont assez instruits. Le régime municipal est le seul en vigueur au Paraguay, et chaque année tous les *cabildo* de la république sont renouvelés par le choix de la nation, sans que le gouvernement interviene ni directement ni indirectement dans les élections. Trois Indiens qui avoient réuni les suffrages, composaient le *cabildo* d'Itagua, lorsque j'y étais.

« Sur tous les fleuves, rivières et ruisseaux qui ne sont pas gelés, des pirogues toujours en bon état sont prêtes pour faciliter les communications. Je n'en dirai pas autant des provinces du Brésil, dont l'administration locale, par son apathie et son insouciance, met souvent la vie du voyageur en danger, malgré tous les efforts du gouvernement pour remédier à ce mal.

« L'on voyage de jour, de nuit, dans tout le Paraguay, armé ou sans armes, avec des sommes en or et en pierres, sans crainte pour sa vie ni pour sa propriété; des lois du dictateur, exécutées avec la dernière rigueur, rendent les cantons responsables avec dommages, des vols commis sur leur territoire, ainsi que les particuliers chez lesquels ils auraient en lieu; c'est pourquoi, lorsque je quittai Itapua, le commandant fit venir toutes les personnes habitant le collège (où est son logement), et me demanda en leur présence si j'avais quelques plaintes à porter, ou quelque chose à réclamer. Pas un mendiant dans tout le Paraguay : le dictateur veut que tout le monde travaille, et sa ferme volonté fait loi. Aussi n'aperçoit-on pas la livrée de la misère qui, dans d'autres pays, couvre des individus indignes de la charité publique. Ce dictateur a établi dans sa capitale des lycées basés sur ceux qu'avait institués Napoléon. L'éducation y est entièrement militaire. Il existe aussi une institution basée sur celle de la Légion-d'Honneur, en faveur des jeunes filles pauvres. Les habitants m'ont paru heureux et contents sous le gouvernement qui, depuis plusieurs années, les fait jouir de la paix extérieure et de la tranquillité intérieure.

« Je n'ai pas la prétention d'écrire pour l'histoire; mais en prenant la plume, je me dois tout entier à la vérité, avec le vif désir de tranquilliser les familles qui auraient des parents détenus au Paraguay, et qui craindraient que les moyens d'existence leur manquassent. Mon voyage n'étant pas terminé, je nourris toujours l'espoir de faire cesser la détention de M. Boupland, et de le ramener en Europe avec ses immenses richesses scientifiques. »

GRANDIERE.

A V I S.

Ceux qui désireraient acquérir le fonds du commerce de défunt André Pitton, négociant en fer, sous la Château à Chambéry, consistant en gros fer, de toutes qualités, moulages, sablerie, clouterie, cuivre laminé, fils de laiton, fils de fer, épaves, gonds, limes, scieries et autres articles, pourront s'adresser à Chambéry au magasin du sieur Pitton, ou à Faverges au notaire Châtelein. Toutes facilités de payemens seront accordées à l'acquéreur.

AVIS — Effet trouvé.

Le 13 novembre dernier, il a été trouvé une montre en or, au milieu du chemin, entre Termignon et Louslebourg; elle sera restituée au propriétaire, moyennant les indications convenables.

S'adresser à M. OUDOU, Recteur de la paroisse de Besans, en Maconnais.

Quand de mon Roi je reçois la visite ;
De ma fidélité j'obtins le plus grand prix.
Si d'être avantageux il est par fois permis,
Pardonnez-moi de vanter mon mérite :
C'est à bon droit, car j'ai donné mon nom
À celle digne illustre et glorieuse

Dé grand renom

Dont je chéris la domination,

Et qui daigne m'honorer et qui me rend heureuse,
Appliquez à mon sort un partage inégal.

Aloes, dans mon premier, de couleur féminine,
Reconnaissez un mal pronomminal.

Mon dernier, pris dans un sens littéral,

Par sa longueur quelque fois vous chagrine,

Surtout quand un pédant gravement doctoral

Vous sert de compagnon et pressamment écrivain.

Toujours plus unie par le côté moral,

Pour Rollet qui se plaît dans un penser épique,

Mon dernier est obscur, honteux, oblique.

Par un Nicaire Collégie.

Le mot de la dernière Enigme est hier.

MANCHES de Chambéry, des 15, 16 et 17 décembre 1825.
LE VENDRE. L'HECTORITE.

REND.	Prix.	L.	c.	L.	c.
Froment,		15	87	—	17 07
Seigle,		9	25	—	12 08
Orge,		0	00	—	00 00
Sorguon,		4	75	—	6 21
Mais,		0	00	—	0 00
Avoine (e).		8	77	—	6 26
Poin. 1. ^{re} qualité, le kilogr.		—	—	—	0 29
Vin de, idem, idem,		—	—	—	0 60

(1) Rapport des 5 vend.
en hectolitre.
Froment, . . . 812
Seigle, . . . 761
Avoine, . . . 152

A Monsieur le Juge-Maje du Tribunal de Préfecture
de la province de Carouge.

Supplie humblement le sieur Jean-Marie à feu Joseph-Marie Mellerio, natif de Craveggia, vallée de Viggezzo, province de Novare en Piémont, demeurant momentanément à Genève, élisant domicile aux fins de la présente, dans l'étude de M.^e Jean Dupraz procureur, demeurant à St. Julien, et du :

Que, par acte du 7 Juillet dernier, Berthollet notaire, il a acquis de Maurice à feu Claude Sondaz, natif de Lornes, demeurant à Archamp, le domaine que celui-ci possédait à Chozal, hameau d'Archamp, de la contenance d'environ 102 journaux, sans garantie du plus ou du moins, consistant en maison, grange et écurie sous le même couvert ; une vigne sous le n.^o 1929 de la mappe de Collonge-Archamp ; un champ sous n.^o 2050, lieudit au Pont ; un champ dit sur l'Épiard, sous n.^o 2076 ; un champ

dit au Crest-d'Acier, sous n.^o 2086; un champ au même lieu, sous n.^o 2094; un champ au même lieu, sous n.^o 2096; un champ situé au même lieu, sous n.^o 2111; un champ encore au même lieu, sous n.^o 2117; un champ dit à L'hozal, sous n.^o 2126; un pré audit lieu, sous n.^o 2129; un jardin sous n.^o 2130; une place sous n.^o 2131; la grange et maison dont on a parlé, sous n.^o 2132; un champ dit à L'hozal, sous n.^o 2133; un champ dit à Louine, sous n.^o 2138; un champ audit lieu, sous n.^o 2143; un champ audit lieu, sous n.^o 2145; un champ, au Champ-Léon, sous n.^o 2369; un champ dit au Bout-du-Pré, sous n.^o 2126; deux petites pièces nature de champ, au Crest-d'Acier; la quantité de terrain que ledit Sondaz peut prétendre sur le n.^o 2124; des bois-broussailles à la montagne de Saleve, sous les n.^{os} 37, 38, 39, 41, et 85 de la même mappe. Ledit Sondaz lui a enfin vendu, sans exception quelconque, tout ce qu'il possédait audit lieu de Chozal.

Cette vente a été passée au suppliant pour le prix de 21,000 liv. neuves, que le dernier a promis payer aux créanciers inscrits et suivant l'ordre de collocation qui sera dressé.

Le suppliant voulant purger les immeubles qui ont fait le mérite de ladite vente des créances et charges dont ils sont grevés, joint à la présente 1.^o le certificat du dépôt et de la transcription de son titre, mis par le conservateur des hypothèques de cette province, en fin de celui-ci, sous date du 18 juillet dernier; 2.^o l'état divisé en trois colonnes de toutes les inscriptions existantes sur les immeubles pré-désignés, suivant le certificat délivré par le même conservateur, le 20 août suivant, et déclarant enfin qu'il est prêt à payer immédiatement les créances tout exigibles qu'inexigibles, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal de Judicature-Maje de cette province; le tout cependant jusqu'à concurrence du prix stipulé; il recourt :

A ce qu'il vous plaise, Monsieur, désigner l'huissier ou sergent royal par lequel sera notifié à chacun des créanciers, au domicile élu par l'inscription, ainsi qu'à Maurice Sondaz, précédent propriétaire, demeurant à Archamp, copie tant de la présente requête que du certificat de transcription et de l'état des inscriptions ci-dessus mentionnés, et pouvoir. Jean-Marie MELLBATO-DUMONT, Conseil, DURRAZ procureur.

Vu : est commis l'huissier Dupont pour les notifications dont s'agit. St.-Julien, le 9 novembre 1825.

Pour le Juge-Maje absent. BUNOD, premier assesseur.

BOUTNET substitut greffier.

Enregistré à St. Julien, le 10 novembre 1825, vol. 8, folio 117, case 1303. Recu deux lires. Pour le receveur, DUBOULAZ.

Transcrit au bureau des hypothèques de St.-Julien, le 18 juillet 1825, vol. 25, case 452, registre d'ordre; vol. 2, art. 115 - registre des transcriptions.

Inscription d'office prise le même jour, vol. 23, case 493, registre d'ordre; vol. 54, art. 134, registre des inscriptions. Reçu pour tous droits 129 livres neuves et centimes.

Le conservateur, COLLOMB.

État de toutes les inscriptions existantes sur les biens acquis par le sieur Jean-Marie à feu Joseph-Marie Mellerio, natif de Craveggia, vallée de Viggrizzo, province de Novare, demeurant momentanément à Genève, par acte du 7 juillet 1825, suivant le certificat délivré le 20 août dite année, par le conservateur des hypothèques de la province de Carouge.

Date et nature des privilèges et hypothèques.	NOMS des créanciers inscrits.	MONTANT de l'inscription
7 Prairial an 13, 27 mai 1805, hypothèque conven- tionnelle.	Jean-Claude Genoux.	1340 00
31 Octobre 1808, hypo- thèque conventionnelle.	Emmanuel Michel.	2982 00
19 Ventôse an 10 et 9 avril 1811, hypothèque conventionnelle.	Marie Laboussat, comme héritière de Marianne Se- chand, veuve de Pierre Perreard.	948 00
27 Novembre 1812, hy- pothèque conventionnelle.	Emmanuel à feu Etienne Michel.	1436 82
13 Janvier 1803, r. 1 ^{er} juin et 26 octobre 1812, hypo- thèque conventionnelle et judiciaire.	Hiercinthe à feu Claude- Humbert et Tivollier.	2460 61
6 Messidor an 11, hypo- thèque conventionnelle.	Etienneette fille de Maurice Sondoz, femme de Jean Berthier.	720 00
9 Janvier 1808, hypo- thèque conventionnelle.	Antoine Galcon.	3111 19
18 Juin 1814, hypo- thèque conventionnelle.	Antoine Galcon.	870 00
27 Avril 1818, hypo- thèque conventionnelle et légale.	Joseph à feu Antoine Ber- thier et Jean Berthier son fils.	2000 00
28 Février 1814, hypo- thèque conventionnelle	Jean à feu Jean Niser.	594 00
23 Mars 1824, hypothè- que judiciaire.	Andréanne Godet, femme d'Emmanuel Pithollaz.	180 00

DUPRAZ.

ADDITION aux Nouvelles de l'Intérieur et de l'Étranger.

Chambéry, 12 décembre. Dans les Ordinations qui ont eu lieu le samedi, 17 du courant, dans l'église métropolitaine, Monseigneur l'Archevêque de Chambéry a ordonné cinq prêtres du Diocèse, deux Capucins et un Chartreux; treize diacres, dont cinq du Diocèse de Grenoble, un Chartreux et un Capucin. Trois Capucins ont reçu successivement la tonsure, les Ordres mineurs et le sous-diaconat; il y a eu en outre six autres sous-diacres, deux mineurs et sept tonsurés.

Turin, 17 décembre. Le 14 du courant, S. M. la Reine Marie-Thérèse veuve de Sardaigne est partie de Gênes avec la suite de sa Cour, S. M. — rend à Rome.

— Les 12, 13, 14 et 15 de ce mois, on a célébré avec solennité, dans l'église de Saint-Charles, les funérailles des Membres de l'Ordre militaire de Savoie, pour le repos de l'âme des Membres décedés, et spécialement pour celle de S. M. le Roi Victor-Émanuel, l'auguste fondateur de cet Ordre.

Paris, 18 décembre. DÉPÊCHE transmise de Strasbourg, le 17 décembre, après-midi :

« Le Ministre de France à Berlin, au Président du Conseil des Ministres.

« L'Empereur de Russie est mort à Taganroek, après quelques jours de maladie. L'estafette qui a apporté cette nouvelle est partie de Varsovie le 8 de ce mois. Les grands-ducs Constantin et Michel n'étaient point encore partis de cette Capitale (Berlin) pour Pétersbourg. »

— La nouvelle de la mort de l'Empereur Alexandre, dit un Bulletin du 18, est des plus graves. L'héritier présumptif et naturel du Trône, est le grand-duc Constantin, mais l'Almanach royal de Prusse indique le grand-duc Nicolas, second frère d'Alexandre.

Cinq pour cent consol. : 95 fr., 10 c.

Trois pour cent : 61 fr., 20 c.

Londres, 14 décembre. Dans une assemblée des principaux marchands de la cité, il a été annoncé que la Banque d'Angleterre faisait tous ses efforts pour soutenir les banques de la capitale; et tous les marchands ont déclaré qu'ils continueraient d'accorder à ceux-ci leur confiance.



JOURNAL DE SAVOIE,

FEUILLE POLITIQUE, RELIGIEUSE, LITTÉRAIRE,

Et contenant ce qui intéresse l'Agriculture et les Arts.

Vendredi, 30 Décembre.

INTÉRIEUR.

Chambéry, 29 décembre. M. Laurent Avet, Vice-Intendant de la Province de Haute-Savoie, a succombé, le 29 de ce mois, à une maladie qui a résisté à tous les soins et à tous les secours de l'art. Nous donnerons incessamment une Notice nécrologique sur ce respectable fonctionnaire, dont la perte est aussi vivement que généralement sentie.

— Nous recevons en ce moment la note suivante, conforme à ce que quelques feuilles étrangères ont déjà annoncé à ce sujet; elle est écrite par le chargé d'affaires de l'un des souverains d'Allemagne, à Berns: « Je vous » surpris dernièrement par l'annonce de la mort de l'Empereur Alexandre; » mais je ne vous surprendrai pas ~~moins~~ par celle de l'avènement non » contesté du grand-duc Constantin au trône de Russie. Le grand-duc Nicou- » las, seul des trois frères qui se trouvait à Pétersbourg, a pris informé » de la triste nouvelle du décès d'Alexandre, rassembla le conseil de l'Em- » pereur et les gardes impériales, et proclamant le grand-duc Constantin sou- » verain et autocrate de toutes les Russies, auquel toutes les autorités » civiles et militaires de la capitale prêtèrent aussitôt le serment de fidélité. » Ce trait ne sera pas oublié dans l'histoire: il honore la mémoire d'un » prince qui s'est montré digne de porter un jour une couronne qu'il n'a pas » hérité de placer sur la tête légitime. »

AVIS. — Travaux publics

Le public est prévenu que le jeudi, 5 janvier 1826, à onze heures du matin, il sera procédé, au Bureau de l'Intendance Générale de la Division de Savoie, aux enchères, à l'extinction des feux, pour l'adjudication de la construction d'une maison pour le service des Douanes dans la commune des Marches, frontières de France, sur le bord de la route de Chambéry à Grenoble, évaluée à la somme de 35,253 liv. 2 c.

AUTRE A V I S.

Le 14 janvier 1826, à 12 heures du matin, devant M. le Vice-Intendant de Montienne, il sera procédé, par soumissions cachetées, aux enchères et

adjudication de travaux en rectification de la partie de la route royale de France, comprise entre le Pont d'Arvan et l'Arc de triomphe à l'entrée de ladite ville. La mise à prix est de 1087 liv., 83 c. L'on pourra voir les plans, métré, détail estimatif et cahier des charges, au Secrétariat de la Vice-Intendance.

Le délai pour offrir le rabais de sixième ou deuxième, sera de dix jours francs, et expirera le 23 janvier susdit, à midi précis.

PIEMONTE.

Turin, 21 décembre. S. M. a décerné la Croix des SS. Maurice et Lazare à M. Louis Morro, Syndic de 2.^e Classe à Gênes et Vice-Président de la Chambre de Commerce de cette ville.

— Le 18 de ce mois, la Classe des sciences physiques et mathématiques de l'Académie Royale a tenu sa séance ordinaire, dans laquelle M. le Professeur Bidone a lu l'avis d'une Commission touchant une nouvelle machine pour extraire la soie des cocons. M. le Professeur Carona a continué la lecture des Notices biographiques sur feu M. Vassalli-Baudi. M. le Professeur Borson a lu des considérations minéralogiques sur quelques-uns des monumens du Musée royal égyptien.

— L'*Anthologie*, journal de Florence très-estimé, a fait un juste et bel éloge de l'*Histoire de la Sardaigne* publiée récemment par M. le Chevalier Manno, et a pleinement confirmé par-là le jugement qui avait été porté de cet excellent ouvrage, dans la *Gazette Piémontaise* du 17 de ce mois.

21 Décembre. Il y a eu à Gênes, le 21, un cercle très-nombreux à la Cour, où l'on s'est empressé d'aller rendre hommage à LL. MM. avant leur départ très-prochain.

— La crue de la Bormida, dans la province d'Alexandrie, avait déterminé à enlever le pont de bateaux pour lui substituer une barque de passage. La Scrivia, près de Tortone, a entraîné trois piliers du pont de bois. Un bras du Pô a endommagé la route de Susse près de Sale; dans la province de Casal, son courant furieux a entraîné plusieurs barques. La mer a occupé une portion du chemin littoral de Savone à Albenga. On doit dire, à la louange des administrations, des ingénieurs et de tous les employés, que partout les secours les plus prompts et les plus efficaces, ont contribué à diminuer les dégâts et à les réparer autant que possible.

NOUVELLES ETRANGERES.

ALLEMAGNE.

La croix présumée de la mort de l'Empereur Alexandre est une boue qui s'était liée sur ses jambes, et que le froid aura fait remonter. On sait que ce Prince n'a point eu d'enfant de l'impératrice Elisabeth Alexievna; princesses de Bade. Son successeur légitime est le grand-duc

Constantin, âgé de 36 ans, marié en 1796 avec une princesse de Saxe-Cobourg, mariage qui fut cassé par un ukase impérial. L'épouse actuelle du Prince est M.^{me} Grudzińska, qui avait reçu le titre de princesse de Lucvie, elle n'eut pas le titre d'impératrice. Le grand-duc Constantin n'ayant point eu d'enfants du premier lit, et ceux du second ne pouvant succéder au trône, le grand-duc Nicolas, âgé de 30 ans, sera appelé à succéder à son frère. Celui-ci a pris le titre d'Empereur de toutes les Russies et a pris en toute hâte la route de Saint-Pétersbourg.

— On avait dit que l'Empereur Constantin avait quitté Varsovie le 6 décembre; il n'a dû être proclamé à Pétersbourg le 13, et le 15 tous les corps civils et militaires ont dû se rendre près de lui.

— La forteresse de Mayence a été remise le 15 à la Confédération germanique par la garnison autrichienne et prussienne de cette place.

ANGLETERRE.

Outre les conférences presque journalières des ministres et des gouverneurs et directeurs de la banque, il se tient de longs et fréquents conseils de cabinet. Le 17 décembre, on disait à Londres qu'il devait être pris des mesures pour empêcher l'exportation de l'or et de l'argent, qui semblent devenir de plus en plus rares.

— Les provinces du Haut-Pérou, savoir, Chacabuco, La Paz, Potosi, Cochabamba et Santa Cruz ont résolu de former une république indépendante.

— Notre gouvernement a reçu, le matin du 19 décembre, la nouvelle trop certaine de la mort de l'empereur de Russie; M. Williams, messenger du Roi, est parti de suite pour Windser, avec des dépêches qui annoncent une événement important à S. M. Les fonds publics ont baissé de nouveau, et surtout les fonds russes.

— M. Strangways, attaché à notre ambassade à Turin, est arrivé le 17 avec des dépêches pour M. Canning.

— Il y a, dès le 20 décembre, une amélioration sensible dans les fonds. Un grand capitaliste a versé à la banque 150 mille souverains. La monnaie a couru 150 mille liv. sterl.; elle a ensuite fait verser 70 mille souverains.

— On annonce la convocation du parlement au 1^{er} février, pour l'expédition des affaires.

FRANCE.

Paris, 21 décembre. Des nouvelles de Suïtze arrivées à Toulon annoncent les faits suivants. Le contre-amiral français, M. de Rigby, avait obtenu du gouvernement de Napoli une somme de douze mille piastres, en dédommagement des pirateries des corsaires grecs exercées contre des négocians français. Aussitôt, il avait fait remettre au consul de France à Samara, 20,000 piastres qui avaient été enlevées à des négocians français de Chypre et de Marseille. Il a encore obtenu la liberté de toutes les femmes esclaves

élevées par les troupes d'Ibrahim-Pacha. Le 22 octobre, un brick anglais a débarqué à Nipoli une somme de 40 mille liv. sterl., de l'emprunt fait à Londres en faveur des Grecs.

— Selon des lettres reçues à Madrid, le général Chanetta se maintenait toujours avec avantage dans le haut Pérou et l'on assure que Rudil est disposé à ne jamais capituler.

— L'ambassadeur d'Autriche a présenté au Roi d'Espagne, de la part de son Souverain, le grand cordon de Saint-Etienne, et à S. M. la Reine, l'Ordre de l'Etoile, que lui envoie l'Impératrice.

— Dans la dernière ordonnance qui a eu lieu à Paris, on a remarqué M. l'Abbé de la Roque, arrière petit-fils du grand Racine.

— La *Quotidienne* fait la réflexion suivante au sujet du nouvel Empereur de Russie : « L'Empereur Constantin a déjà une longue habitude des affaires; depuis dix ans il gouverne la Pologne, et dans ce pays, où les esprits sont si fiers et si inquiets, il a su conquérir l'estime de ceux-là même qui se plaignaient quelquefois de sa sévérité dans le service, mais » qui ne pouvaient s'empêcher de reconnaître en lui la loyauté du caractère » et l'amour de la justice.

25 Décembre. Les deux Chambres sont convoquées pour le 31 janvier 1826.

— Une ordonnance royale du 22 décembre investit la Chambre des Pairs de l'instruction et du jugement concernant l'affaire Chavard, pour laquelle la Cour royale de Paris s'est déclarée incompétente.

— Mgr de Beaumont-Roquefort, archevêque d'Aix, est nommé Pair de France, avec toutes les droits, honneurs et prérogatives attachés à cette dignité.

25 Décembre. S. Exc. le général Pozzo-di-Borgo a notifié officiellement au Roi la mort de l'empereur de Russie. La Cour prendra le deuil pour sa jours, à dater d'aujourd'hui.

— On avait reçu à Pétersbourg une nouvelle favorable qui donnait l'espérance du rétablissement de l'empereur. Pendant qu'on chantait le *Te Deum* à ce sujet, arriva la nouvelle de la mort de S. M. ; l'impératrice perdit la connaissance. A Varsovie, le grand-duc Constantin, lié à sa douleur, est resté trente-six heures enfermé sans voir personne autre que son épouse.

Actions de la Banque de France : 2030 fr. ; 1998 fr., 75 c. ; 2000 fr., 2010 fr.

Cinq pour cent consolidés : 93 fr., 90 c. ; 93 fr., 75 c. ; 94 fr., 95 c. ; 95 fr. ; 91 fr., 80 c. ; 95 fr., 25 c.

Trois pour cent : 60 fr., 90 c. ; 59 fr., 90 c. ; 60 fr., 10 c. ; 61 fr., 10 c. ; 63 fr., 80 c.

ITALIE.

L'ouragan et les pluies des premiers jours de décembre, et particulièrement du 11 de ce mois, ont causé les plus grands désastres dans plusieurs parties des Etats Vénitiens. La merée, les fleuves et tous les torrents se

sont élevés à une hauteur extraordinaire. A Venise, la place de Saint-Marc et plusieurs rues ont été submergées; les digues des Lagunes ont été rompues. La Piave et la Brenta, malgré tous les secours, ont causé de grands dommages. Le Musone a dévasté les campagnes et intercepté les routes principales, entre Vicence et Padoue, entre Padoue et Rovigo, etc. Plusieurs ponts se sont en partie écroulés. Les villes de Vérone, Vicence et Padoue ont été inondées.

— Le même jour, il eu lieu à Fano, une inondation extraordinaire de la mer, qui, sans aucun vent, s'est élevée peu à peu jusqu'aux grandes routes de Fano à Sinigaglia, et de Fano à Pesaro. Toutes les campagnes voisines de la mer ont souffert des dommages considérables.

— S. Em. le cardinal Louis Ercole, atteint de paralysie depuis quelque année, a succombé le 10 de ce mois à une lente et douloureuse consommation.

SUISSE.

Un funeste incendie a consumé en dernier lieu, dans le village de Haldenstein, près de Glère, 63 maisons et autant d'écuries, la cure, la maison commune, les archives et tous les registres de baptêmes. Un vent violent a rendu tous les secours inutiles.

VARIÉTÉS.

DÉFENSE DU CHRISTIANISME, ou Conférences sur la Religion; par M. D. FRAYSSINOS, Evêque d'Hermopolis, Premier Aumônier du Roi, avec cette épigraphe : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas*; 4 vol. in-12; à Paris, de l'imprimerie d'Adrien Le Clerc et C.^{ie}, quai des Augustins, n.^o 55, et à Chauldry, chez Pothod.

II.^e ARTICLE (1).

L'existence de Dieu et sa providence étant démontrées d'une part, la spiritualité de l'âme et son immortalité étant établies de l'autre, ■ résulte de ces grandes vérités qu'il existe des rapports nécessaires entre la créature raisonnable et son créateur, et que l'homme a des devoirs à remplir envers l'auteur de ses jours; de là la nécessité d'un culte intérieur de la part de l'homme privé, et celle d'un culte extérieur de la part de l'homme social. L'un est commandé par les premières notions de Dieu et de l'homme, et

(1) Voyez le N.^o 51 de ce Journal (Année courante).

L'obligation de l'autre est démontrée par l'expérience, par la raison et par le sentiment ; tel est le sujet de la onzième Conférence.

Il faut donc une religion parmi les hommes ; et il la faut, non-seulement parce qu'ils ont des devoirs à remplir envers la divinité, mais parce que la Religion est encore la seule garantie solide des intérêts temporels de l'homme en société. Aussi M. Frayssinous prouve-t-il, dans la Conférence suivante, que les principes religieux sont tout à la fois le fondement de la morale et celui de l'ordre social.

La nécessité d'une religion étant reconnue, il est incontestable qu'il faut s'en tenir à la Religion chrétienne, si la divinité de cette Religion peut être solidement démontrée. Or les preuves du Christianisme reposent pour nous sur l'autorité du témoignage. L'auteur examine donc, avant tout, quel degré de certitude peut résulter du témoignage dans certaines circonstances données. Il fait observer d'abord que la plupart de nos connaissances portent sur des faits que nous n'avons pas vus et que nous admettons avec une entière conviction, sur la foi d'autrui. Il fait voir ensuite qu'il est des faits sur lesquels le témoignage nous donne une certitude égale à celle des vérités géométriques.

Du témoignage, l'auteur passe aux miracles, dont il démontre la possibilité et celle de les discerner des faits naturels. De la nature des miracles il conclut la puissance de leur autorité en faveur de la vérité d'une religion ; enfin, il prouve que les miracles, comme faits positifs, peuvent être rigoureusement attestés par le témoignage.

À la suite de ces importantes discussions, vient l'examen des Écritures, pour constater leur authenticité et la certitude des faits qui y sont énoncés. Commencant par l'Ancien Testament, l'auteur prouve d'abord que Moïse est l'auteur des livres qui lui sont attribués et que ses écrits méritent toute notre confiance. Il le considère ensuite successivement comme historien et comme législateur.

Sous le premier rapport, il s'attache spécialement aux deux grands événements racontés par l'historien sacré, savoir, la Création et le Déluge. Ici, M. Frayssinous, appuyé sur l'autorité des plus sages naturalistes, et sur les connaissances personnelles dont il fait preuve, qui lui donnent le droit de s'occuper un instant de géologie, se rit, à juste titre, avec les maîtres de la science, des quatre-vingts systèmes de cosmogonie, imaginés pour contredire l'œuvre des six jours et la grande catastrophe qui a renouvelé la

surface de la terre. Au reste, l'auteur cite, sans l'adopter expressément ni sans la rejeter, l'opinion de ceux qui, conformément aux douze mêmes de Saint-Augustin, pensent que les six jours dont parle la Genèse ne doivent peut-être pas être pris pour des jours de 24 heures, tels qu'ils sont déterminés pour nous par le mouvement diurne, mais des époques plus ou moins étendues; seulement que les théologiens ne condamnent point, et qui ne contrarie en rien la chronologie sacrée, puisque les époques proprement historiques de la Genèse ne datent que de la création de l'homme, qui n'a eu lieu que le sixième jour. Ainsi toute latitude serait laissée aux naturalistes qui croiraient devoir reculer les époques successives de la formation des corps inorganiques, des plantes et des animaux.

L'auteur n'a pas unis de parler de l'un des points du récit de Moïse qu'il, remarque-t-il, a excité plus d'une fois la risée des beaux esprits incrédules; c'est la création de la lumière, qui a précédé celle du soleil. Une physique plus éclairée est tenue troubler ce petit triomphe. Il est aujourd'hui reconnu que la lumière, en ce qui revient au même, la cause quelle qu'elle soit, qui produit le phénomène auquel on a donné ce nom, n'a pas uniquement sa source dans les astres lumineux, mais qu'il existe une lumière primitive répandue dans toute la nature, laquelle, comme le calorique latent, n'existe pas moins lors même qu'elle ne se manifeste pas à nos sens : telle est la phosphorescence d'un grand nombre de substances et d'animaux, telles sont les étincelles qui jaillissent du choc de certains corps, la lumière de l'éclair et des phénomènes électriques, celle enfin qui se dégage dans l'inflammation des corps combustibles.

Venant à la création de l'homme, M. Frayssinous veut qu'il se glorifie de la grandeur de son origine et de la hauteur de ses destinées; il s'indigne avec raison à l'idée que l'homme voulût abdiquer volontairement le beau titre de Roi de la nature; et il frappe, en passant, d'un noble et dédaigneux mépris, ces systèmes honteux et avilissants qui dégradent l'homme et lui assignent sa place au-dessous de la brute; étrange contraste d'une ignoble et dégoûtante philosophie, avec l'orgueil qui caractérise ses auteurs!

Quant au déluge, l'orateur ne laisse rien à désirer sur les preuves de ce fait mémorable qui résultent soit de l'âge auquel a vécu Moïse, témoin des traces récentes de cette catastrophe, soit des monumens nombreux et incontestables qui en restent dans toutes

les parties de la terre, soit des traditions historiques et même fabuleuses, soit enfin du témoignage des naturalistes les plus dignes de faire autorité.

Si Moïse est le plus respectable des historiens, il est encore le plus étonnant des législateurs. Moïse a vécu quinze siècles avant Jésus-Christ. Combien dès-lors de révolutions politiques se sont opérées sur la terre ! Combien d'empires renversés, combien de peuples détruits, dont il ne reste plus que le nom ! Combien d'institutions qui ont péri, combien de législations tombées dans l'oubli ! Et la loi de Moïse subsiste encore pleine de vigueur chez une nation qui compte plus de trois mille ans d'existence, chez une nation dispersée par toute la terre, une nation fébrile, devenue le rebut de la société et l'objet du mépris universel ! Un phénomène aussi extraordinaire est-il donc si facile à expliquer par des voies purement humaines ?

L'auteur, par le double tableau qu'il trace de la législation de Moïse, fait admirer tour à tour, et avec raison, cette législation sous le point de vue moral et religieux, comme sous le rapport « civil et politique : « Au temps, dit-il, où Moïse a vécu, sa doctrine était un miracle dans l'ordre moral, comme son passage triomphant à travers les eaux de la Mer-Rouge était un miracle dans l'ordre de la nature ; et c'est ainsi que la beauté de sa religion, de sa morale, de ses lois, se joint à l'état de ses œuvres merveilleuses pour attester la divinité de sa mission. »

La suite à un autre Numéro.

EXTRAIT du N.^o 54.

Page dernière, ligne 11 en remontant, au lieu de *Berlin*, lire : *Varsovie*.

MARCHÉS de Chambéry, des 20, 22 et 24 décembre 1855.

		LE VASSEAU.		L'HECTOLITRE.	
BLED.		L.	S.	L.	S.
Froment, ...	Pris.	15	87	—	—
Seigle, ...		11	80	—	—
Orge, ...		9	00	—	—
Sarrasin, ...		4	75	—	—
Mais, ...		6	80	—	—
Avoine (1), ...		8	75	—	—
Pain, 1. ^{re} qualité, h. kilogr.				0	20
Viande, idem, idem, ...				0	60

1. ^{re} Report des 3 versés	845
2. ^{de} ou hectolitre :	845
Pain 1. ^{re}	0
Seigle, ...	701
Avoine, ...	457

SUPPLÉMENT

Au N.^o 52 du Journal de Savoie, du 30 10.^{bre} 1820

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, des immeubles provenus de Pierre-François Vaudey, laboureur, domicilié à la commune de Granier, situés près celle-ci et celle d'Aime, poursuivie à la diligence de M.^e Cornier, procureur au Sénat, demeurant à Chambéry, en contradictoire de M.^e Ruffier, procureur au Tribunal de Tarentaise, en qualité de curateur établi aux immeubles abandonnés par les mariés Pellicier et Viard, Maxime Chenal, Pierre-François Arnollet, Pierre-Joseph Vaudey et la commune de Granier, tiers possesseurs d'iceux.

Le Tribunal de Judicature-Maje de la province de Tarentaise, à Moûtiers, fait savoir que par jugement du 17 mai 1814, déclaré exécutoire par sentence du 30 juin 1818, ledit Pierre-François Vaudey a été condamné à payer audit M.^e Cornier différentes sommes reconnues arriver à la totale de 1854 l. neuves et 48 c., qu'à déduction de cette somme ledit Vaudey fut acquitté par ledit M.^e Cornier de celle de 800 livres, pour prix des biens abandonnés par celui-là à celui-ci, par contrat du 16 octobre 1820, Raymond notaire, insinué au bureau de Moûtiers le 1.^{er} novembre suivant, volume 9, folio 29. payé les droits par reçu, signé Bovier. Que pour le surplus de sa créance sur ledit Vaudey, ledit M.^e Cornier ayant été obligé d'agir contre les différents possesseurs des biens de son débiteur, il est intervenu un jugement le 31 août 1824, enregistré, par lequel ce tribunal, en donnant acte de l'abandon fait par lesdits Pierre-Joseph Vaudey, Maxime Chenal, Pierre-François Arnollet, et la commune de Granier, a nommé ledit M.^e Ruffier Maurice, procureur céans, pour curateur aux immeubles abandonnés par les derniers, et en déboutant lesdits mariés Barthélemy Pellicier et Florine Viard, de l'exception de défaut de discussion, a dit qu'à défaut par eux de payer dans 30 jours les sommes dues au demandeur, il était facultatif à

celui-ci de faire vendre sur eux-mêmes les biens qu'ils détenaient, provens dudit Vaudey son débiteur, et par le même jugement le tribunal a prononcé l'injonction prescrite par l'article 94 de l'édit hypothécaire, contre le débiteur Vaudey, à qui ce jugement fut notifié par exploit du sergent Pilot, en date du 27 septembre suivant.

Que ledit M.^e Cornier ayant poursuivi l'instance contre lesdits mariés Pellicier et Viard, et ceux-ci ayant aussi déclaré faire abandon de tous les biens compris dans leur acte d'adjudication des 2 et 3 juillet 1819, Serret cadet, notaire, imbué, il est intervenu un jugement le 20 juillet 1825, enregistré, qui a aussi nommé ledit M.^e Ruffier pour curateur auxdits immeubles ainsi abandonnés.

Que, sur requête dudit M.^e Cornier, présentée à M. le Juge-Major le 27 septembre 1825, à l'effet de faire fixer l'audience du tribunal aux fins d'autoriser la mise en vente des immeubles spécifiés, tant au bas de ladite requête que dans l'extrait de cadastre y joint, tous provens dudit Vaudey et abandonnés par les ci-devant nommés; cette audience, par décret du même jour, fut fixée au 7 octobre suivant, à laquelle ledit Vaudey, ayant requis la communication des pièces, la cause fut renvoyée au 4 novembre suivant, et par jugement dudit jour rendu contradictoirement audit Vaudey, et à M.^e Ruffier en sadite qualité, le tribunal, après avoir oui le rapport, l'avocat fiscal et les parties par le ministère de leur procureur, sans s'arrêter aux exceptions dudit Vaudey, a autorisé la vente des immeubles dont il s'agit, a fixé l'audience pour la première enchère au 13 décembre suivant, à 9 heures du matin, a commis l'huissier Charvin pour faire la notification prescrite par l'édit cité, et a mandé au greffier de céans de dresser le manifeste requis.

Désignation des immeubles à subhaster.

- 1.^o Pré à la Chasse-Rouge, contenant 327 toises, confiné par les prés et champs de Pierre Chenal en partie dessous, et par celui de Jean-Maurice Vaudey du levant, sous le n.^o 5426.
- 2.^o Champ à Coulémont, de la contenance de 91 toises, confiné par un chemin en partie dessous, et du levant sous n.^{os} 743 et 744.
- 3.^o Champ jadis pré à Granier, y compris la scie, de la contenance de 156 toises, 6 pieds, confiné par un ruisseau du couchant,

et les champs de Maxime Chénal dessus, sous n.^o 2660, 2661 et 2662.

4.^o Partis d'un jardin à Granier, de la contenance de 23 toises, confiné par un chemin du levant et un ruisseau au couchant, sous n.^o 2758.

5.^o Partie d'un pré à Grichéty, de la contenance de 1 journal, 241 toises, confiné par la traye commune dessus et un chemin dessous, sous n.^o 3952.

6.^o Pré en Roissand, de la contenance de 133 toises, confiné par les communaux du couchant et le pré de Maxime Chénal dessous, sous n.^o 6166 1/4.

7.^o Pré et broussailles à Prachanier, contenant 1 journal, 510 toises, 2 pieds, confiné par la traye commune dessus et le pré d'Aimé Gontheret du levant, sous n.^o 6163 1/2 et 6163 1/4.

8.^o Pré à Bouvillard, de la contenance de 380 toises, confiné par les communaux du levant et un chemin dessus, sous n.^o 6682.

9.^o Champ à la Cudraz, de 46 toises, 2 pieds, confiné par ■■■ champ d'Aimé Daube dessous et celui de Jean-Marie Allermont du couchant, sous n.^o 5773.

10.^o Champ à Marotan, de la contenance de 171 toises, confiné par les champs des hoirs de Jean-Marie Brunet-Dufour dessus et celui de Jean-Baptiste Brunet-Dunand dessous, sous n.^o 3664 1/2.

11.^o Champ à la Cudraz, de la contenance de 51 toises, 4 pieds, confiné par celui de Barthélemy Genard dessous et celui de Joseph-Marie Vaudey du couchant, sous n.^o 5739.

12.^o Champ à Granier, de la contenance de 348 toises, confiné par celui des hoirs de M. François Vellon au partie dessus et celui des hoirs de François Pellicier du couchant, sous n.^o 3792.

13.^o Pré à Praz-Buthod, de la contenance de 139 toises, 1 pied, confiné par un ruisseau du couchant et le pré de Joseph Ducho dessus, sous n.^o 2845.

14.^o Champ à Marotan, soit à champ communal, de ■■■ contenance de 201 toises, 5 pieds, confiné par le champ de François Brunet d'Aime dessous et celui de Jean-François Collomb du levant, sous n.^o 3466.

15.^o Pré au Tremblay, de la contenance de 150 toises, confiné par un ruisseau du couchant et le pré de la chapelle de Ste. Barbe dessus, sous n.^o 4379.

16.^o Champ, actuellement pré, sis au Cudraz, de la contenance de 91 toises, 4 pieds, confiné par le pré de Barthélemy-Simon

Chaulan en partie dessus et celui des hoirs d'Hugues Duc en partie dessous, sous n.^o 4788.

17.^o Champ à Cotebenoit, de la contenance de 75 toises, 3 pieds, confiné par le pré des hoirs de Joseph Brunet-Dufour du couchant et par celui de François-Maurice Collomb dessous, sous n.^o 4361 172.

18.^o Champ, actuellement pré, au Tremblay, de la contenance de 13 toises, 3 pieds, confiné par le canal soit Biez-Biollet dessus et le pré de Barthélemi Vaudez dessous, sous n.^o 4410.

19.^o Pré au Tremblay, de la contenance de 139 toises, 1 pied, confiné par le biez Brunet dessus et le pré de Gaspard Pellicier du levant, sous n.^o 4427.

20.^o Champ aux Sises, de la contenance de 170 toises, confiné par un chemin dessous et le commun du couchant, sous n.^o 466.

21.^o Champ aux Sises, de la contenance de 11 toises, 2 pieds, confiné par le champ de Joseph Doche dessus et celui de Jacques Perrier dessous, sous n.^o 481.

22.^o Jardin à Granier, de la contenance de 27 toises, 1 pied, confiné par le champ de Barthélemi-Simon Chanteau dessous et celui possédé par Pantaléon Collomb dessus, sous n.^o 3860.

23.^o Pré aux Escambords, de la contenance de 177 toises, 2 pieds, confiné par celui de Charles-Emmanuel Chenal dessus et celui des hoirs d'Antoine Genard dessous, sous n.^o 2221.

24.^o Pré et broussailles aux Escambords, de la contenance de 139 toises, 1 pied d'une part et 101 toises, 4 pieds de l'autre, confiné par le canal communal de l'eau du couchant, et le pré de Maurice Lépine en partie dessus, sous n.^{os} 2236 et 2237.

25.^o Pré au Nuyerni, de la contenance de 165 toises, confiné par un chemin dessous et le pré de Marianne Chenal dessus, sous n.^{os} 2262 et 2263.

26.^o Pré au Nuyerni, de la contenance de 441 toises, 5 pieds, confiné par celui de Jean-Pierre Duchosal du couchant et dessous et par un chemin dessus, sous n.^{os} 2241 et 2241; tous les susdits immeubles situés sur le territoire de Granier.

27.^o Partie d'une vigne au Sciaix, de la contenance de 79 toises, 6 pieds, confiné par un chemin dessus et la vigne d'Aimé Brunet du levant, sous n.^o 6156.

28.^o Vigne à Coulagarin, de la contenance de 119 toises, 7 pieds,

confinée par celle de Jean-François Duchonai dessus, celle de Bon Parlier et de Marianne Berard Rageux du levant, sous n.^o 6058.

29.^e Teppe et vigne au Vinet, de 82 toises, confinée par la vigne de Claude Gringe du couchant, celle de Bernard Pourard-Mallet du levant, sous n.^{os} 5901 et 5902. Les quatre susdits numéros sont situés sur le territoire d'Aime.

Les suivans sont encore sur le territoire de Granier.

30.^e Champ aux Balteux, de la contenance de 239 toises, 1 pied, confiné par un sentier du levant et les champs de Gabriel Brunet-Dauand dessus, sous n.^o 4658.

31.^e Pré à la Traye-Brunet, de la contenance de 303 toises, 4 pieds, confiné par les communaux du levant et le pré de Barthélemy Sorrel dessus, sous n.^o 4036.

32.^e Champ à Granier, de la contenance de 32 toises, 4 pieds, confiné par le jardin de Jean-Marie Ducognon dessous et celui des hoirs de Gabriel Genard du couchant, sous n.^o 3325.

33.^e Pré aux Granges sous Gramer, de la contenance de 100 toises, confiné par celui de Maxime Chenal dessus et par celui de Barthélemy Sorrel en partie du couchant, sous n.^o 2622.

34.^e Partie d'un pré à la Thuile, de la contenance de 57 toises, 2 pieds, confiné par celui de Jeanne-Marie Duc dessous et celui de Gaspard Bolliet du levant, sous n.^o 2044.

35.^e Champ à Champ-Bernard, de la contenance de 1 journal, 330 toises, 5 pieds d'un côté et 294 toises, 3 pieds de l'autre, confiné par le champ de Marguerite Chenal en partie du levant, les communaux du couchant et le pré des hoirs de Jean Pierre Gaidoz en partie dessus et dessous, sous n.^{os} 2565 et 2567.

36.^e Jardin à Granier, procédé de la cure, de la contenance de 29 toises, 1 pied, confiné par le cimetière dessous et la place commune dessus, sous n.^o 2749.

CONDITIONS DE LA VENTE.

1.^o Les immeubles ci-dessus seront exposés aux enchères sur la mise à prix de 1500 livres neuves, offerte par ledit M.^r Courcier poursuivant, formant plus de 60 fois le montant de la contribution royale et en un seul lot,

2.^o Aucun enchérisseur ne sera admis à miser qu'après avoir obtenu l'autorisation prescrite par l'art. 79 de l'édit cité.

3.^o L'adjudicataire sera tenu du paiement des frais des et compris l'extrait de cadastre délivré le 21 septembre dernier et l'extrait des inscriptions hypothécaires du même jour, jusqu'à l'adjudication définitive sur la parcelle qui sera visée et arrêtée par M. le rapporteur de la cause, dans lesquels frais seront compris ceux du curateur, ledit paiement sera fait avant l'expédition du jugement.

4.^o Le prix d'adjudication sera payé comptant aussitôt la clôture de l'ordre qui suivra le jugement définitif et versé aux créanciers colloqués à due concurrence et sans distinction de dettes exigibles ou non.

5.^o L'adjudicataire prendra les biens dans l'état où ils se trouveront au moment de l'adjudication définitive, sous la réserve des droits compétens aux créanciers colloqués contre les possesseurs actuels pour cause de méus et sera transcrire à ses frais le jugement d'adjudication, comme encore le sera notifier au débiteur et au curateur le, tout dans le mois de la prononciation.

6.^o Il se chargera des numéros des biens dans les trois mois, et paiera la contribution de l'année entière, à dater du 1.^{er} janvier prochain, et supportera toutes les servitudes actives et passives, ne pouvant se prévaloir d'autres droits que ceux qu'avait le débiteur Pierre-François Vaudey.

Le sieur Vaudey ayant interjeté appel du jugement sus-énoncé, par acte au greffe du 11 novembre 1825, le poursuivant, M.^e Cornier, s'est pourvu au Sénat, par requête du 26 dudit mois de novembre, pour le faire déclarer non-recevable en son appel, et par décret dudit jour, il a été dit soit appelé partie pour comparaître à l'audience du Sénat, du 10 décembre suivant, auquel jour, les parties se présentèrent en personne, et la cause fut renvoyée au 13, où intervint arrêt dûment enregistré le même jour, qui a déclaré ledit Vaudey non-recevable appelant, l'a condamné aux dépenses de l'instance d'appel, prélevables sur le prix d'adjudication et a fixé la première enchère pour l'audience du 16 janvier 1826, devant le tribunal de Moûtiers, à 9 heures du matin.

Les jugement, requête et arrêt sus-énoncés ayant été signifiés audit sieur Vaudey et à M.^e Ruffier, successivement enregistrés

au bureau des hypothèques de cette province de Tarentaise, à forme du certificat délivré par M. Bovier insinuateur, le 27 décembre suivant, vol. 25, case 904 du registre d'ordre, et vol 3 de celui de transcriptions : payé trois livres neuves, en exécution de l'art. 100 de l'édit du 16 juillet 1822.

En conséquence, la première enchère des biens ci-devant désignés aura lieu à l'audience du tribunal de Judicature-Maje séant à Moûtiers, le lundi 16 janvier 1826, sur réquisition de M.^e Cornier, ayant pour procureur M.^e Besson, chez lequel il a élu domicile, et sera criée sur la mise à prix de 1500 livres neuves, sous les clauses et conditions ci-devant désignées.

Le présent Manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, en conformité des articles 77 et 102 de l'édit cité.

Manda à ces fins ledit tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, afflications, notifications et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Moûtiers, sous le sceau du tribunal, le 21 décembre 1825. REYMOND.

Enregistré à Moûtiers, le 22 décembre 1825, case 1514, folio 181, vol. 8, reçu trois livres. BOVIER.

MANIFESTE

Pour la vente, par subhastation, de divers immeubles situés dans la commune d'Haute-Luce, au préjudice de Gaspard Bapteudier, agriculteur, habitant audit lieu, en qualité de père et légitime administrateur de Louis Bapteudier, son fils mineur.

Au nom du Tribunal de Préfecture de la province de Haute-Savoie, et au requis du sieur Nicolas Cuvex-Micholin, propriétaire, habitant à Haute-Luce, pour lequel domicile est élu chez M.^e Etienne-François-Isidore Reymond, procureur près ledit Tribunal, demeurant à Conflans.

A tous soit notoire et manifeste que, par sentence de ce Tribunal, sous date du cinq janvier dernier, dûment émolumentée, qui déclare exécutoire, nonobstant surse, celle rendue par le Lieutenant-Juge du mandement de Beaufort, le 18 décembre 1822, il a été enjoint audit Gaspard Bapteudier, en sa qualité, de payer, au demandeur, dans 50 jours, 1.^e la somme de 3163 l. et 13 c., montant de deux capitaux portés par actes obligatoires

des 29 octobre 1815 et 16 juin 1819, Marie-Ambroise Blanc, notaire; 2.^e celle de 2575 liv. 74 cent., à laquelle se trouve réduite l'obligation en principal, du 9 septembre 1819, Louis-Henri Blanc, notaire, le tout sans préjudice des intérêts desdits trois capitaux, courants des le 13 décembre dernier.

Que, par autre sentence du 11 mars dernier, dûment émouventée, le nommé Jean-Baptiste Bruisas, agriculteur, domicilié de la commune d'Haute-Luce, a été déclaré tenu pour débiteur envers le suppliant, du capital porté dans l'acte de rente constituée, du 7 mars 1792, Bal, notaire, en à-compte de celui et accessoires dérivant de l'acte obligatoire du 9 septembre 1819, Louis-Henri Blanc, notaire, avec le bénéfice du dixième en moins de ce à quoi ladite rente arriverait, après réduction au taux légal; ce qui ayant été opéré, ladite rente s'est trouvée revenir en capital à la somme de 1556 livres, 3 centimes.

Que, par ordonnance de M.^e le Rapporteur de la cause du 26 mars dernier, dûment émouventée, les dépens faits par-devant ce Tribunal ont été taxés à la somme de 259 francs, 30 centimes, avec injonction audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, d'en faire le paiement dans dix jours. L'hypothèque dérivant de tous ces titres a été prise au bureau de Conflans, le 6 février 1823.

Que ledit Nicolas Coxex-Micholin, après avoir fait inutilement procéder à exécution sur les meubles du débiteur, à forme du verbal de carence, du 5 mars dernier, signé Rassin, et désirant pourvoir l'exécution du jugé, par voie de subhastation, s'est pourvu audit Tribunal, pour, en conformité de l'article 94 de l'édit hypothécaire, obtenir injonction audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, de payer, dans le délai de 30 jours, la somme totale de 4556 livres, 86 centimes, à laquelle se trouvent revenir tous les différens capitaux ci-dessous mentionnés, y compris les intérêts, jusqu'au 15 avril 1823, le montant des frais parcellés, et encore les droits d'enregistrement et ceux du greffe, de ladite ordonnance, déduction faite du capital de 1556 livres, 3 cent., porté par l'acte de rente constituée du 7 mars 1792, Bal notaire, comme est dit ci-devant, avec déclaration que, passé ledit terme de 30 jours, il serait procédé, par voie de subhastation ou d'adjudication, sur les immeubles possédés par ledit Gaspard Baptendier, en sa qualité, tiers la commune d'Haute-Luce, et donné par l'arrêt ou bas de la requête qui a été décrétée en telle confor-

mité, ainsi que par décret et lettres du 27 avril dernier; le tout, dûment enregistré, a été notifié auxdits Gaspard et Louis Baptendier, par exploit du sergent royal Rallin, à ces fins commis, le 30 avril suivant;

Que ledit Gaspard Baptendier, en sa qualité, n'ayant pas satisfait à cette injonction, le suppliant Nicolas Corex-Micholin, pour obtenir l'autorisation de faire procéder, par voie de subhastation, s'est, par requête au bas de laquelle il a rappelé les biens à subhaster et portés dans l'extrait du cadastre délivré par M.^e Jean-Baptiste Bal, secrétaire de la commune d'Haute-Luce, le 9 août dernier, pourvu à Monsieur le Juge-Maire qui, par son décret du 3 septembre suivant, enregistré à Conflans ledit jour, a permis au suppliant de faire assigner ledit Gaspard Baptendier, en sa qualité, pour paraître à l'audience du Tribunal du 5 octobre suivant, à neuf heures du matin,

Ce décret et la requête qui le précède ont été notifiés à la personne même dudit Gaspard Baptendier, le 30 dudit mois de septembre, par exploit du sergent royal Rallin.

Que, par son ordonnance dudit jour 5 octobre dernier, dûment énoncée, le Tribunal de Préfecture, où M. le substitut-avocat fiscal, attendu la déclaration faite par M.^e Mollinot, procureur constitué du défendeur, de n'avoir rien à opposer aux conclusions adverses, a autorisé la vente des biens immeubles tels qu'ils sont désignés à la requête, sous les conditions et offres faites par le poursuivant, a fixé à ces fins, l'audience pour la première enchère, au premier décembre prochain, à neuf heures du matin, a mandé au greffier soussigné de dresser le manifeste requis, et commis le sergent royal Rallin pour la notification de ladite ordonnance, de la requête y énoncée et de l'extrait du cadastre y annexé.

Cette ordonnance, les requête et extrait du cadastre ont été notifiés par ledit sergent commis audit Gaspard Baptendier, en sa qualité, le 17 octobre échu, et successivement enregistrés avec l'exploit de notification, au bureau des hypothèques de Conflans, sous le n.^o 162, vol. 3 du registre des aliénations et sous le n.^o 223, vol. 20 du registre général d'ordre, à forme du certificat de M. le Conservateur du 25 même mois.

En conséquence de quoi, il sera procédé à la vente par subhastation, au préjudice de Gaspard Baptendier, en sa qualité, cultivateur, domicilié à Haute-Luce, hameau d'Annuit, et à la

diligence de Nicolas Cuvrx-Micholin, poursuivant, des immeubles qui seront ci-après désignés, sous les charges, conditions et offres du poursuivant, ci-après rappelées.

La première enchère aura lieu à l'audience du tribunal de préfecture de Haute-Savoie, au palais de justice, situé à Conflans, dans la maison du sous-économat royal, ancien convent des Bernardines, le 1.^{er} décembre prochain, à 9 heures du matin.

Les enchères, pour chaque lot, seront ouvertes sur la mise à prix des offres faites par le poursuivant, à l'article troisième des conditions suivantes.

IMMEUBLES A SUBASTER.

Premier Lot.

Une possession appelée le Châtollard, mas d'Annuit, consistant en grange, champ, pré, roc, pré-bischolette et pâturage, de la contenance, suivant le cadastre, de 15 journaux, 165 toises, sous une taille cadastrale de 9 livres, 17 sous, au d., et figurée sous les numéros de la mappe 2025, 2026, 2027, 2034, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440 et 3442 : cette possession est confinée au nord par le pré de Joseph Ligeon et des hoirs Braisaz du la Tille, au levant par celui de Florent Burdet-Burdillon, aux midi et couchant par celui de Jacques Avocat.

II^e Lot.

Ce lot, divisé en quatre parcelles, comprend les immeubles suivants et forme une possession appelée Collombe, mas de Belleville, d'une contenance totale de 9 journaux, 155 toises, 1 pied, sous une taille cadastrale de 11 livres, 19 sous, 10 deniers.

La première parcelle consiste en maison, place, champ, pré et pierres, sous les n.^{os} 5574, 5575, 5576, 5577 et 5578, et se confie au nord par la montagne des Freres Jean-Baptiste et Pierre Bal, au midi par le pré de Gaspard Garzen.

La seconde parcelle, consistant en grange soit mesure, champ et pré, sous les n.^{os} 5498, 5499 et 5500, est confinée au levant par le chemin qui tend aux montagnes, aux nord et couchant par les possessions et montagne de Victor Maïtral et consorts, et au midi par la possession de Denis Garzen.

La troisième parcelle formée de champ, pré, pâturage et pierres, sous les n.^{os} 5619, 5621 et 5622, jouxte la possession de Marguerite Piccard aux levant et midi, et les pâturages de Nicolas-Franc-Carmetrand des nord et couchant.

La quatrième parcelle est un bois noir, sous le fac, figuré par le n.^o 5098, qui se confie aux midi et couchant par les communaux, au levant par 11 bois de Nicolas Franc-Carmetrand, et au nord par celui des hoirs Piccard.

La première parcelle comprend 3 journaux, 14½ toises, 6 pieds, et la taille de 2 livres, 13 sous, 5 deniers ; la seconde, 3 journaux, 12½ toises, 2 pieds, avec 2 livres, 14 sous, 3 deniers de taille ; la

(1097)

troisième, 395 toises, 2 pieds, et 11 sous, 6 deniers de taille; la quatrième enfin, 1 journal, 169 toises, 7 pieds, taille 8 deniers.

III.^e Lot.

Autre possession appelée le Pont, mas de Belleville, consistant en maison, grange, jardin, grenier, cellier, champs, prés, prairies, bois vert, de la contenance, suivant le cadastre, de 6 journaux, 169 toises, 5 pieds, avec la taille de 6 livres, 9 sous, 4 deniers, est figurée par les numéros de la mappe 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996 et 2997, et est confinée au nord par les champs de Donat Braisaz, aux midi et levant par la rivière Doron, et au couchant par les champs des hoirs de Philippe Brunez du Chaudail.

IV.^e Lot.

Autre possession appelée Annuit, mas d'Annuit, divisée en trois parcelles, dont la première composée des n.^{os} 1915, 1914, 1915, 1916, 1917, 1918, est confinée au nord par un chemin public, au levant par les sœurs Avocat et en partie Jacques Avocat, aux couchant et midi par ce dernier et les hoirs Braisaz dit la Tille.

La seconde est un verney sous le n.^o 1891, confinée au couchant par le champ de Donat Guiguet-Doron, au levant par un ruisseau, au midi par le verney de Pierre Ligeon, et au nord par les hoirs de Braisaz dit la Tille.

La troisième est aussi un verney sous le n.^o 1889, confiné au levant par celui des hoirs Braisaz dit la Tille, au couchant par celui de Jacques Avocat, au nord par le champ de Donat Guiguet-Doron, et au midi par la rivière; cette possession consistant en maison, grenier, cellier, jardin, champ, pré, verney, haies-broussailles, est de la contenance, suivant le cadastre, de 1 journal, 122 toises, 6 pieds, et de la taille de 16 sous, 5 deniers.

V.^e Lot.

Un grenier au Thouvex, cellier au-Jessous, chambre en aspin au couchant, placage et pré au nord, d'une contenance d'environ 50 toises, sous le n.^o 1813, avec la taille de 2 sous, 8 deniers; confiné au levant par la propriété de Pierre Ligeon, et des autres parts par celle de Gaspard Ligeon.

VI.^e Lot.

Les forêts suivantes:

1.^o Un bois sapin aux Airiers, sous le n.^o 4209, de la contenance de 48 toises, 4 pieds, et avec la taille de 5 deniers, confiné au levant par le bois de Jacques Dorand, au couchant par celui de Gaspard Ligeon, et au nord par celui de Mammert Guiguet.

2.^o Autre bois noir aux Moulins-Brûlés, sous les n.^{os} 5050, 5052 et 5066, de la contenance de 6 journaux, 148 toises, 5 pieds, avec la taille de 15 sous, 4 deniers, se confinant au nord par les bois de Jacques Braisaz, et au midi par les communaux.

3.^o Autre bois noir à Collombe, sous les n.^{os} 5141, 5142, 5143 et 5162, de la contenance de 3 journaux, 123 toises, 6 pieds, et de la taille de 12 sous, 3 deniers, coulé, savoir : les trois premiers numéros au nord par un sentier, au levant par les bois des hoirs de Joseph Léprit, et au midi par un torrent, et le n.^o 5162, dessous par les bois des hoirs de Denis Garzen, et par le ruisseau de Collombe des autres parts.

Tous ces immeubles sont situés rière la commune d'Hauteluce, et portés à la cote de défunt Louis Bapendier, père dudit Gaspard, et ayeul d'autre Louis, fils mineur de ce dernier, et héritier universel institué du premier, à l'exception des numéros 2929 et 3000 compris au troisième lot et des numéros formant le quatrième lot, qui sont tous parvenus audit Louis Bapendier, ayeul, et ont été possédés par lui jusqu'à son décès, et des-lors par son héritier; ceux formant le quatrième lot lui sont arrivés par acte d'acquis fait de Joseph Couchage de Beaufort, par-devant le notaire Louis-Henri Blum, le 11 avril 1820.

CHARGES ET CONDITIONS DE LA VENTE.

ARTICLE PREMIER.

La vente par subhastation aura lieu par lot, et tels qu'ils sont ci-devant décrits, sans aucune répétition pour plus ou moins de contenance, comme pour erreur ou omission du numéros, les immeubles composant chaque lot devant être vendus tels que Louis Bapendier l'eut les possédant et avait droit de les posséder, et qu'ils sont parvenus à son héritier et petit-fils Louis Bapendier.

ARTICLE II.

Les enchères seront ouvertes sur la mise à prix pour chaque lot, d'après les offres respectivement faites par le poursuivant.

ARTICLE III.

Nicolas-Cuvex Micholin, poursuivant la vente par subhastation, offre de payer pour les différents lots les sommes ci-après, savoir : pour le premier lot, 713 livres neuves; pour le second lot, 432 l.; pour le troisième lot, 468 livres; pour le quatrième lot, 60 liv.; pour le cinquième, 212 livres, et 102 livres pour le sixième lot. et en cas d'erreur de calcul, sur chaque lot la valeur de 50 fois la contribution imposée sur icelui.

ARTICLE IV.

Le poursuivant fait également offre de payer les créances exigibles ou non, pour la quantité et de la manière qui seront déterminées par le Tribunal, et jusqu'à concurrence des prix respectivement offerts pour chaque lot.

ARTICLE V.

Il entrera en possession sitôt après la notification du jugement d'adjudication, s'il reste adjudicataire, à la charge par lui de sup-

porter les frais de poursuite dès et comprise la requête décrétée le 3 septembre dernier, sans diminution des prix par lui offerts, et de donner des sûretés pour le paiement, ou de consigner le montant de ses offres, comme encore de payer de même sans imputation les contributions assises sur les immeubles, et de supporter, sans répétition, toute servitude apparente ou non, s'il en existe.

ARTICLE VI.

En cas de surenchère de tous ou de partie des lots des immeubles ci-dessus désignés, les adjudicataires se soumettent, à concurrence du prix de leur adjudication, aux mêmes charges et conditions offertes par le poursuivant, dans les premier, quatrième et cinquième articles qui précèdent.

Au jour fixé pour la première enchère, ne s'étant présenté aucun miseur, et personne ne s'étant fait inscrire, en exécution de l'art. 79 de l'édit précité, le Tribunal a, par ordonnance du 1.^{er} décembre 1825, émolumentée le 6, vol. 8, n.^o 1468, au droit de 3 livres, à la fin du reçu de M. Delachenal insinuateur, fixé la seconde enchère pour l'adjudication définitive au 12 janvier 1826.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré dans le Journal de cette division, en conformité et de la manière prescrite par les art. 77 et 102 de l'édit précité.

Mande à ces fins ledit Tribunal, au premier huissier ou sergent royal requis, de faire les publications, afflications, notifications, et tous exploits requis et nécessaires, de ce faire donne pouvoir.

Donné à Cluses, sous le sceau du Tribunal, le 3 novembre 1825. BOYET.

Enregistré à Cluses, le 3 novembre 1825, vol. 8, n.^o 1251. Regu trois livres. DELACHENAL.

Pour copie conforme :
J. RAYMOND, procureur.

MANIFESTE.

Le greffier soussigné du tribunal de Judicature-Maje du Chablais donne connaissance au public de par ledit tribunal, qu'à la diligence de dame Marie-Patrice Polixène lre spectable Jean-Antoine Rivallaz, veuve de spectable Jacques-François Dupierrier rentier, née et demeurant à Thonon, élisant domicile dans l'étude de M.^e Claude-François Coudurier son procureur, près ledit tribunal à Thonon, il sera procédé à l'audience dudit tribunal du 18 janvier 1826, à 9 heures du matin, aux subhastations par enchères des immeubles ci-après désignés par nature, situation, contenance, numéros de mappe et confins, appartenans au sieur Benoît Duborgel laboureur, demeurant en la commune de Mersy, débiteur de ladite dame et par icelui possédés, iceux immeubles sequestrés judiciairement, savoir :

*Désignation des biens situés riére la commune de Messervy,
appartenans audit Benoît Duborgel.*

ARTICLE I^{er} Une maison avec grange, écurie et places, situés pres du lac, lieudit au Four, aut la vulpilière, de la contenance d'environ 4 perches, 19 mètres, figurés sous les numéros 912, 913 et 925, section D du plan de Messervy, confinés par le lac et un chemin du nord-ouest, les champs et jardin ci-après des nord, midi et couchant, portés sur la matrice cadastrale à la colonne de Duborgel Baptiste, article 113, pour un revenu de 2 liv. 55 cent.

ART. II. Une pièce de terre en nature de champ hutiné et pré artificiel, dit au Four, figurée sous les numéros 918, 919, 920 et 921, mêmes plan et section, de la contenance d'environ 83 perches, sept mètres, du revenu de 19 livres, 4 centimes, confinée par les places susdites, un chemin de dépouille sous n.º 926 bis du nord et partie du levant, ou autre chemin du midi et le champ, partie hutiné de Josephite Neurry, possédé par ledit Benoît Duborgel du couchant.

ART. III. Un chemin de dépouille, sous n.º 926 bis, dite section, qui traverse le domaine possédé par ledit Benoît Duborgel des le chemin qui conduit à la pointe du midi jusqu'à les courtines du nord, de la contenance d'environ 8 perches, 28 mètres, porté en revenu 4 livres, 9 centimes.

ART. IV. Une pièce de terre en nature de jardin, champ hutiné et pré artificiel, lieudit Champ Traversin en Vulpilière et sur le cadastre noir pilière et traversière, inscrite sous les numéros 925 et 927, mêmes plan et section, de la contenance d'environ 1 arpent, 1 perche, 30 mètres, du revenu net de 25 livres, 32 centimes, confinée du nord-ouest par le lac et les maison et courtine ci-dessus, le susdit chemin de dépouille du vent et partie du lac, le champ de Pierre Duchesne, de montagne et partie du vent, celui hutiné des bois de Jean Sorvago de montagne et partie de bisse, et le champ de Placide Duborgel de bisse.

ART. V. Une vigne, autrefois champ, dite au Four ou Verdel, sous les numéros 890 et 891, mêmes plan et section, de la contenance d'environ 6 perches, 44 mètres, du revenu net de 2 livres et 34 centimes, confinée par un chemin public du lac, la vigne de Josephite Neurry possédée par ledit Benoît Duborgel du vent, la terre hutinée de François Boccard de montagne, celle hutinée d'Augustin Duborgel de bisse.

ART. VI. Autre vigne au même lieu, provenue d'Henri Boccard, portée à l'article de la matrice cadastrale à ladite colonne, figurée sous le n.º 893, mêmes plan et section, autrefois terre labourable, de la contenance d'environ 5 perches et 5 mètres, du revenu de 1 livre, 84 centimes, confinée par un chemin du lac, celle susdite de Josephite Neurry de bisse, la champ des bois d'Amed Duborgel du vent et la terre hutinée de François Boccard de montagne.

ART. VII. Autre vigne dite au Veltrau, figurée sous le n.^o 849, mêmes plan et section, de la contenance d'environ 8 perches, 72 mètres, du revenu de 4 livres, 45 centimes, confinée du vent par la vigne de Pierre Duborgel, de montagne par celle des bois de François Duborgel et Jean Bocard, de hise par celle des bois de Gaspard Dalmy, et du lac par le champ de Pierre François Duborgel et la terre butinée de Maurice fils de Pierre Duborgel.

ART. VIII. Autre vigne, linudit en Luche-Forny, sous les n.^{os} 733 et 734, mêmes plan et section, de la contenance d'environ 4 perches, 18 mètres en vigne, et 37 mètres en broussailles, du revenu net de 1 livre, 64 centimes, confinée du vent par la vigne de Pierre Duborgel, de montagne par un chemin public, de hise par la vigne de Nicolas Duborgel, et autres du lac par un roisseau.

ART. IX. Un pré et bois dit au Marais, sous les numéros 177 et 179, section C du même plan, de la contenance d'environ 42 perches, 90 mètres, du revenu net de 4 livres, 26 centimes, confinés par le bois de Maurice Duborgel et celui de Georges Doret de hise, ceux de Pierre Duchesne et autres du lac, le pré et bois d'Augustin Duborgel, de montagne et pré d'Antoine Dumont, et autres du vent.

ART. X. Un autre bois dit aux Mouilles, sous le numéro 161, mêmes plan et section, de la contenance d'environ 51 perches 92 mètres, du revenu net de 2 livres 72 centimes, confinée du vent, par celui des bois de M. le comte Castaz, du lac par celui des bois de Jean Servage, de hise, par celui d'Etienne Peccoud, et de montagne, par la terre d'Antoine Donaud.

Ladite dame Marie-Polixène Rivollat offre et se porte fort que le prix desdits biens s'élève à une somme au moins égale au montant de la Contribution royale, multipliée par 60, ce qui produirait pour l'article premier, la somme de 153 liv.; pour l'article second, celle de 1142 liv., 40 c.; pour l'article trois, celle de 240 liv., et 40 c.; pour l'article quatre, celle de 1519 liv., 20 c.; pour l'article cinq, celle de 140 liv., 40 c.; pour l'article six, celle de 110 liv., 40 c.; pour l'article sept, celle de 167 livres; pour l'article huit, celle de 98 liv., 40 c.; pour l'article neuf, celle de 155 liv., 60 c.; et pour l'article dix, celle de 163 liv., 20 c.; soit en total 4095 liv. n.

Elle offre aussi et se fait fort de payer ou faire payer toutes les créances qui frappent sur lesdits biens jusqu'à concurrence du prix que procureront les subhastations et suivant l'ordre à intervenir.

Les clauses, charges et conditions de la vente à laquelle la demanderesse se propose de faire procéder sont indépendamment de celles qu'il plaira au Tribunal d'établir: 1.^o Que lesdits biens seront misés par article, le bloc réservé. 2.^o Qu'on n'admettra à enchérir que les personnes qui auront obtenu l'autorisation voulue par l'article 29 de l'édit royal du 16 juillet 1821. 3.^o Que les adju-

adjudicataires payeront comptant le prix de leurs adjudications avec intérêts au cinq pour cent, les les d'ap. d'icelles aux ordonnances en ordre de recevoir ensuite du jugement qui interviendra.

4.^e Enfin que ledits adjudicataires versent toutes des frais judiciaires de poursuite, de ceux d'enregistrement dus et de celui du prix de leur adjudication et au marc la livre.

Par décret sur requête du 20 avril dernier, émané du Tribunal de Préfecture du Chablais, il a été ordonné à Benoît Duborgel, laboureur, demeurant en la commune de Mexery, de payer à dame Marie Pélissier Rivollat, veuve de spectable Jacques-François Dupont, 1.^{er} La somme de 4950 liv. n., 50 c., au payeur et de laquelle il avait été condamné par jugement rendu par ledit tribunal le 25 février précédent, 2.^e Celle de 78 liv., 80 c., pour dépens taxés audit jugement, 3.^e Celle de 45 l., 40 c., pour droit de greffe, de timbre et d'enregistrement dudit jugement, et il a été déclaré dans ladite requête que, faute par ledit Duborgel de payer dans ledit terme lesdites sommes et les accessoires en dérivant, la dame demanderesse se pourvoirait, afin d'être autorisée à faire procéder à exécution par voie d'adjudication ou de subastaion, des biens dudit Benoît Duborgel auquel ledits requête et décret ont été signifiés le 29 dudit avril par exploit du sergent Vagnieu, à ces fins connus.

L'ordonnance qui a fixé la première enchère du 22 janvier précédent, a été rendue par le Tribunal de Préfecture du Chablais, le 19 novembre dernier; elle a été signifiée audit Benoît Duborgel le 7 décembre suivant, par exploit de Pierre-François Joly huissier.

Elle a été transcrite au bureau des hypothèques à Thonon, le 19 décembre 1825, sous le n.^o 84, vol. 24 du registre d'ordre, et au vol. 4 des transcriptions, n.^o 177, ainsi qu'en conste du certificat dudit jour, Signé POTHIEN, Conservateur.

Le présent manifeste sera lu, publié et affiché, notifié et inséré au Journal de cette division, le tout en conformité des articles 77 et 102 du susdit édit du 16 juillet 1822.

Ledit Tribunal mande à ces fins à tous huissiers ou sergens royaux requis de faire tous autres actes nécessaires.

Fait à Thonon, le 12 décembre 1825, signé VALDAUX, greffier.

Enregistré à Thonon, le 14 décembre 1825, 22 vol. 10, folio 4, case 29. Reçu 3 liv., le receveur, POTHIEN.



